



Service : Finances  
Réf : PC/EE  
Tél. : 04.66.25.49.74

C2021\_06\_01

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Décision Modificative n°1 avant BS du budget annexe Pôle Mécanique - Exercice 2021**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 juin 2021,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

**APPROUVE**

La Décision Modificative n°1 avant BS du budget annexe Pôle mécanique qui s'équilibre en dépenses et en recettes de la manière suivante :

<b>Section Investissement</b>	1 904 822,00 €
<b>Section Fonctionnement</b>	0,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 904 822,00 €</b>

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800117

POSTE COMPTABLE :

**M. 14**

**Décision modificative 1 (3)**

**Voté par nature**

**BUDGET : POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION (4)**

**ANNEE 2021**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	Sans Objet
B - Modalités de vote du budget	4

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	5
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	10
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	14
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Sans Objet

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	20
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	21
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	23

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activités uniques. Les communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE

#### FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	0,00	0,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)</b>		0,00	0,00

#### INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)</b>	1 904 822,00	1 904 822,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		1 904 822,00	1 904 822,00
<b>TOTAL</b>			
<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>		1 904 822,00	1 904 822,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 175 689,00	0,00	0,00	0,00	1 175 689,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	430 000,00	0,00	0,00	0,00	430 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 010,00	0,00	0,00	0,00	20 010,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>1 625 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 625 699,00</b>
66	Charges financières	91 000,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>1 721 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 721 699,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (5)	69 950,00		0,00	0,00	69 950,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	454 550,00		0,00	0,00	454 550,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>524 500,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>524 500,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 246 199,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 246 199,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 246 199,00</b>
--	---------------------

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	496 119,00	0,00	0,00	0,00	496 119,00
73	Impôts et taxes	15 121,00	0,00	0,00	0,00	15 121,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 440 459,00	0,00	0,00	0,00	1 440 459,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>1 951 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 951 699,00</b>
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits exceptionnels	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>1 956 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 956 699,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	289 500,00		0,00	0,00	289 500,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>289 500,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>289 500,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 246 199,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 246 199,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 246 199,00</b>
--	---------------------

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>235 000,00</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_01-DE

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	200 000,00	0,00	35 500,00	35 500,00	235 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	402 089,00	0,00	0,00	0,00	402 089,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 800,00	0,00	1 869 322,00	1 869 322,00	1 871 122,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>603 889,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>2 508 711,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	260 000,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>260 000,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers(8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>863 889,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>2 768 711,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	289 500,00		0,00	0,00	289 500,00
041	Opérations patrimoniales (4)	143 070,00		0,00	0,00	143 070,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>432 570,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>432 570,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 296 459,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>3 201 281,00</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

3 201 281,00

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	1 455 221,00	1 455 221,00	1 455 221,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	603 889,00	0,00	449 601,00	449 601,00	1 053 490,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>603 889,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>2 508 711,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 000,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>628 889,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>2 533 711,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	69 950,00		0,00	0,00	69 950,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	454 550,00		0,00	0,00	454 550,00

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	III	IV = I + II + III
041	Opérations patrimoniales (4)	143 070,00		0,00	0,00	143 070,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>667 570,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>667 570,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 296 459,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>3 201 281,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>3 201 281,00</b>
---	---------------------

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>235 000,00</b>
--	-------------------

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	35 500,00	0,00	35 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 869 322,00	0,00	1 869 322,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>1 904 822,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 904 822,00</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 455 221,00	0,00	1 455 221,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	449 601,00	0,00	449 601,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>1 904 822,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 904 822,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 904 822,00</b>
---	---------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 175 689,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60611	Eau et assainissement	20 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	43 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	4 500,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	500,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	800,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	8 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	4 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 100,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	919 489,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	100,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	100,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	100,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	6 000,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	100,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	6 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	3 500,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	20 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	100,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	100,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	3 500,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6228	Divers	100,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	100,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	5 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	15 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	7 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	150,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	650,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	100,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	60 000,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	32 800,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	100,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	100,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>430 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	430 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>20 010,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>		<b>1 625 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>91 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	75 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	15 000,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a + b + c + d + e</b>		<b>1 721 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>69 950,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b>	<b>454 550,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	454 550,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	nouvelles (3)	
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>2 246 199,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+	
<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
+	
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
=	
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

Montant des ICNE de l'exercice	1 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 000,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	<b>496 119,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	83 582,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	1 500,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	409 037,00	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>15 121,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7388	Autres taxes diverses	15 121,00	0,00	0,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 440 459,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	1 440 459,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b>		<b>1 951 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7688	Autres	2 000,00	0,00	0,00
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>3 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7788	Produits exceptionnels divers	3 000,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>1 956 699,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</b>	<b>289 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	289 500,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>289 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>2 246 199,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>200 000,00</b>	<b>35 500,00</b>	<b>35 500,00</b>
2031	Frais d'études	200 000,00	35 500,00	35 500,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>402 089,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2135	Installations générales, agencements	60 000,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	277 989,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	800,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	30 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	23 600,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	9 200,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	500,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>1 800,00</b>	<b>1 869 322,00</b>	<b>1 869 322,00</b>
2313	Constructions	1 800,00	1 869 322,00	1 869 322,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>603 889,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	235 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>260 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>863 889,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7)</b>	<b>289 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</b>	<b>289 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
13911	Etat et établissements nationaux	110 000,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	50 500,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	11 500,00	0,00	0,00
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	5 500,00	0,00	0,00
13917	Sub. transf cpte résult. Budget communaut	65 000,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	47 000,00	0,00	0,00
	<b>Charges transférées (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (10)</b>	<b>143 070,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	143 070,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>432 570,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>1 296 459,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 904 822,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	1 455 221,00	1 455 221,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	895 521,00	895 521,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	559 700,00	559 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	603 889,00	449 601,00	449 601,00
1641	Emprunts en euros	603 889,00	449 601,00	449 601,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>603 889,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>628 889,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	69 950,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	454 550,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 200,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 000,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	140 000,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	16 000,00	0,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	5 700,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	255 000,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	50,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	600,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	100,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 800,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 500,00	0,00	0,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	2 600,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	15 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	3 400,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	3 600,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (9)	143 070,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	142 800,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	270,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>667 570,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>1 296 459,00</b>	<b>1 904 822,00</b>	<b>1 904 822,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 904 822,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

- (5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.
- (10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>I 524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>II 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>235 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	235 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>289 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	289 500,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>524 500,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>V 524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>VI 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 200,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 000,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	140 000,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	16 000,00	0,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	5 700,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	255 000,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	50,00	0,00	0,00
281533	Réseaux câblés	600,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	100,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 800,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 500,00	0,00	0,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	2 600,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	15 000,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	3 400,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	3 600,00	0,00	0,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations			
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers			
59...	Prov. dépréc. comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	69 950,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>524 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>524 500,00</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021406101:DE

<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	IV	
<b>Ressources propres disponibles</b>	VIII	<b>524 500.00</b>
<b>Solde</b>	IX = VIII – IV (5)	<b>0.00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .



Service : Finances  
Réf : PC/EE  
Tél. : 04.66.25.49.74

C2021\_06\_02

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

### **Objet : Compte Administratif 2020**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 Juin 2021,

**Vu** l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la REAAL du 14 juin 2021,

**Délibérant** sur le Compte Administratif 2020, dressé par Christophe RIVENQ, Président,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**APPROUVE**

Les résultats du Compte Administratif 2020 d'Alès Agglomération, lesquels peuvent se résumer sur le tableau ci-après :

**BUDGET GENERAL**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-5 209 015,00	9 590 506,60	4 381 491,60
Dépenses 2020	-20 482 058,23	-104 686 782,16	-125 168 840,39
Recettes 2020	25 074 168,96	112 544 959,80	137 619 128,76
<b>Résultat 2020</b>	<b>-616 904,27</b>	<b>17 448 684,24</b>	<b>16 831 779,97</b>
Report Dépenses	-12 700 472,00		-12 700 472,00
Report Recettes	5 190 912,00		5 190 912,00
Résultat Net	-8 126 464,27	17 448 684,24	9 322 219,97

**LES HAUTS DE ST HILAIRE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-1 959 941,98		-1 959 941,98
Dépenses 2020	-266 000,87	-115 632,36	-381 633,23
Recettes 2020	967,00	115 632,36	116 599,36
<b>Résultat 2020</b>	<b>-2 224 975,85</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 224 975,85</b>
Report Dépenses			0,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-2 224 975,85	0,00	-2 224 975,85

**CONSTRUCTION ET GESTION DES BÂTIMENTS ET EQUIPEMENTS A VOCATION ECO.**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-1 565 481,26	-226 642,07	-1 792 123,33
Dépenses 2020	-751 010,72	-855 037,25	-1 606 047,97
Recettes 2020	566 794,44	814 274,90	1 381 069,34
<b>Résultat 2020</b>	<b>-1 749 697,54</b>	<b>-267 404,42</b>	<b>-2 017 101,96</b>
Report Dépenses	-18 860,00		-18 860,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-1 768 557,54	-267 404,42	-2 035 961,96

**POLE MECANIQUE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	1 691 116,64	64 394,58	1 755 511,22
Dépenses 2020	-2 641 667,24	-2 589 900,66	-5 231 567,90
Recettes 2020	440 617,60	2 752 187,48	3 192 805,08
<b>Résultat 2020</b>	<b>-509 933,00</b>	<b>226 681,40</b>	<b>-283 251,60</b>
Report Dépenses	-437 307,00		-437 307,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-947 240,00	226 681,40	-720 558,60

**LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-3 515 518,52	0,00	-3 515 518,52
Dépenses 2020	-5 962 430,92	-5 922 911,77	-11 885 342,69
Recettes 2020	5 815 642,39	5 922 911,77	11 738 554,16
<b>Résultat 2020</b>	<b>-3 662 307,05</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 662 307,05</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	-3 662 307,05	0,00	-3 662 307,05

**ASSAINISSEMENT**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	1 456 511,92	2 657 723,51	4 114 235,43
Dépenses 2020	-7 602 045,96	-7 133 665,65	-14 735 711,61
Recettes 2020	9 831 178,58	10 495 299,20	20 326 477,78
<b>Résultat 2020</b>	<b>3 685 644,54</b>	<b>6 019 357,06</b>	<b>9 705 001,60</b>
Report Dépenses	-4 562 690,00		-4 562 690,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-877 045,46	6 019 357,06	5 142 311,60

**SPANC / BOUES**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	18 425,03	16 531,46	34 956,49
Dépenses 2020	0,00	-288,00	-288,00
Recettes 2020	288,00	0,00	288,00
<b>Résultat 2020</b>	<b>18 713,03</b>	<b>16 243,46</b>	<b>34 956,49</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	18 713,03	16 243,46	34 956,49

**REGIE DE L'EAU**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	2 078 327,49	1 941 969,34	4 020 296,83
Dépenses 2020	-9 668 145,21	-16 183 331,49	-25 851 476,70
Recettes 2020	10 794 447,61	16 054 728,42	26 849 176,03
<b>Résultat 2020</b>	<b>3 204 629,89</b>	<b>1 813 366,27</b>	<b>5 017 996,16</b>
Report Dépenses	-4 476 147,00		-4 476 147,00
Report Recettes	500 000,00		500 000,00
Résultat Net	-771 517,11	1 813 366,27	1 041 849,16

**PARC EXPOSITION**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-26 056,45	-53 107,96	-79 164,41
Dépenses 2020	-455 585,69	-245 383,16	-700 968,85
Recettes 2020	41 545,30	143 816,69	185 361,99
<b>Résultat 2020</b>	<b>-440 096,84</b>	<b>-154 674,43</b>	<b>-594 771,27</b>
Report Dépenses	-21 387,00		-21 387,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-461 483,84	-154 674,43	-616 158,27

**TRES HAUT DEBIT**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-687 846,35	-65 714,81	-753 561,16
Dépenses 2020	-447 117,79	-259 526,82	-706 644,61
Recettes 2020	178 452,27	172 799,91	351 252,18
<b>Résultat 2020</b>	<b>-956 511,87</b>	<b>-152 441,72</b>	<b>-1 108 953,59</b>
Report Dépenses	-358 742,00		-358 742,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-1 315 253,87	-152 441,72	-1 467 695,59

**AUTORISATION DROITS DES SOLS**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	0,00	66 888,83	66 888,83
Dépenses 2020	0,00	-72 210,00	-72 210,00
Recettes 2020	0,00	72 710,20	72 710,20
<b>Résultat 2020</b>	<b>0,00</b>	<b>67 389,03</b>	<b>67 389,03</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	0,00	67 389,03	67 389,03

**RESTAURATION SCOLAIRE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	0,00	-212 211,82	-212 211,82
Dépenses 2020	0,00	-152 866,81	-152 866,81
Recettes 2020	0,00	62 798,32	62 798,32
<b>Résultat 2020</b>	<b>0,00</b>	<b>-302 280,31</b>	<b>-302 280,31</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	0,00	-302 280,31	-302 280,31

**MSL**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	10 417,20	-16 433,09	-6 015,89
Dépenses 2020	-6 307,00	-25 294,00	-31 601,00
Recettes 2020	25 294,00	6 307,00	31 601,00
<b>Résultat 2020</b>	<b>29 404,20</b>	<b>-35 420,09</b>	<b>-6 015,89</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	29 404,20	-35 420,09	-6 015,89

**ATELIER RELAIS**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	31 384,32	-103 997,02	-72 612,70
Dépenses 2020	-83 144,96	-85 152,73	-168 297,69
Recettes 2020	54 750,00	79 318,29	134 068,29
<b>Résultat 2020</b>	<b>2 989,36</b>	<b>-109 831,46</b>	<b>-106 842,10</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	2 989,36	-109 831,46	-106 842,10

**BATIMENT INDUSTRIEL GRAND COMBE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-10 487,27	221 798,80	211 311,53
Dépenses 2020	-102 604,77	-108 210,00	-210 814,77
Recettes 2020	100 314,00	141 416,28	241 730,28
<b>Résultat 2020</b>	<b>-12 778,04</b>	<b>255 005,08</b>	<b>242 227,04</b>
Report Dépenses	0,00		
Report Recettes	0,00		
Résultat Net	-12 778,04	255 005,08	242 227,04

**BATIMENT EX SUD TUILES**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-978 344,76	-488 306,91	-1 466 651,67
Dépenses 2020	-335 442,19	-281 724,27	-617 166,46
Recettes 2020	186 880,84	105 614,17	292 495,01
<b>Résultat 2020</b>	<b>-1 126 906,11</b>	<b>-664 417,01</b>	<b>-1 791 323,12</b>
Report Dépenses	-9 840,00		-9 840,00
Report Recettes			0,00
Résultat Net	-1 136 746,11	-664 417,01	-1 801 163,12

**BATIMENT BLANC**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-60 645,58	-32 460,76	-93 106,34
Dépenses 2020	-24 137,70	-45 440,02	-69 577,72
Recettes 2020	34 693,00	14 343,00	49 036,00
<b>Résultat 2020</b>	<b>-50 090,28</b>	<b>-63 557,78</b>	<b>-113 648,06</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	-50 090,28	-63 557,78	-113 648,06

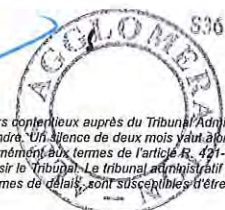
**LOTISSEMENTS INDUSTRIELS GRAND COMBE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-17 275,48		-17 275,48
Dépenses 2020	-18 325,66	-18 325,66	-36 651,32
Recettes 2020	17 275,48	18 325,66	35 601,14
<b>Résultat 2020</b>	<b>-18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>-18 325,66</b>
Report Dépenses	0,00		0,00
Report Recettes	0,00		0,00
Résultat Net	-18 325,66	0,00	-18 325,66

**PRESENTATION CONSOLIDEE**

Libellé	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat 2019	-8 744 430,05	13 360 938,68	4 616 508,63
Dépenses 2020	-48 846 024,91	-138 781 682,81	-187 627 707,72
Recettes 2020	53 163 309,47	149 517 443,45	202 680 752,92
<b>Résultat 2020</b>	<b>-4 427 145,49</b>	<b>24 096 699,32</b>	<b>19 669 553,83</b>
Report Dépenses	-22 585 445,00	0,00	-22 585 445,00
Report Recettes	5 690 912,00	0,00	5 690 912,00
Résultat Net	-21 321 678,49	24 096 699,32	2 775 020,83

Pour extrait conforme,  
Le Président,  
**Christophe RIVENO**



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)**

Numéro SIRET : 20006691800018

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	54
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	68
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	116
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	157
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	158
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	168
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	169
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	170
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	172
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	174
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	175
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	176
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	177
A4 - Etat des provisions	178
A5 - Etalement des provisions	179
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	180
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	181
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	183
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	184
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	185
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	186
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	187
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	188
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	189
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	190
A8 - Etat des charges transférées	191
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	192
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	199
A10.3 - Opérations liées aux cessions	202
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	203
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	213
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	214





Sans Objet

221

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

C1.1 - Etat du personnel	222
C1.2 - Actions de formation des élus	229
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	230
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	231
C3.2 - Liste des établissements publics créés	232
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	233
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	234
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	239
D2 - Arrêté et signatures	240

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
ALES AGGLOMERATIONSLO  
CA  
2021

## I – INFORMATIONS GENERALES

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	131 717
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	6 014
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
90 234 465	106 511 514	773,33	1 282,88

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGCL - Les Finances des Collectivités Locales : ratios financiers en 2018
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	760,71	365
2	Produit des impositions directes/population	352,21	335
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	850,99	437
4	Dépenses d'équipement brut/population	93,37	87
5	Encours de dette/population	383,75	341
6	DGF/population	85,76	92
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	47,61 %	38,4 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	89,39 %	90,8 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	10,97 %	19,8 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	45,09 %	77,9 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	104 686 782,16	G	112 544 959,80
	Section d'investissement	B	20 482 058,23	H	25 074 168,96

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	9 590 506,60 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	5 209 015,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	130 377 855,39	= G+H+I+J	147 209 635,36

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	12 700 472,00	L	5 190 912,00
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	= E+F	12 700 472,00	= K+L	5 190 912,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	104 686 782,16	= G+I+K	122 135 466,40
	Section d'investissement	= B+D+F	38 391 545,23	= H+J+L	30 265 080,96
	<b>TOTAL CUMULE</b>	= A+B+C+D+E+F	143 078 327,39	= G+H+I+J+K+L	152 400 547,36

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	12 700 472,00	L	5 190 912,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		500 000,00
13	Subventions d'investissement		0,00		4 690 912,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		447 487,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		2 715 215,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
21	Immobilisations corporelles	2 142 416,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	174 364,00	0,00
200211	Opération d'équipement n° 200211	19 888,00	
20023	Opération d'équipement n° 20023	205 248,00	
20028	Opération d'équipement n° 20028	12 000,00	
20031	Opération d'équipement n° 20031	73 398,00	
20034	Opération d'équipement n° 20034	1 286 992,00	
20072	Opération d'équipement n° 20072	56 122,00	
20093	Opération d'équipement n° 20093	65 956,00	
20122	Opération d'équipement n° 20122	320 668,00	
201311	Opération d'équipement n° 201311	24 590,00	
20138	Opération d'équipement n° 20138	57 240,00	
20141	Opération d'équipement n° 20141	9 730,00	
20151	Opération d'équipement n° 20151	7 800,00	
20161	Opération d'équipement n° 20161	286 122,00	
20162	Opération d'équipement n° 20162	1 668,00	
20165	Opération d'équipement n° 20165	26 869,00	
20171	Opération d'équipement n° 20171	5 235,00	
20172	Opération d'équipement n° 20172	26 928,00	
20173	Opération d'équipement n° 20173	309 694,00	
20174	Opération d'équipement n° 20174	25 923,00	
20177	Opération d'équipement n° 20177	45 036,00	
20191	Opération d'équipement n° 20191	456 000,00	
20193	Opération d'équipement n° 20193	32 225,00	
20194	Opération d'équipement n° 20194	53 520,00	
20201	Opération d'équipement n° 20201	2 467 780,00	
20202	Opération d'équipement n° 20202	615 932,00	
20205	Opération d'équipement n° 20205	123 596,00	
20206	Opération d'équipement n° 20206	198 127,00	
41	Opération d'équipement n° 41	360,00	
53	Opération d'équipement n° 53	379 053,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	27 290,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	23 439 204,00	16 852 925,79	3 047 345,66	0,00	3 538 932,55
012	Charges de personnel, frais assimilés	48 616 556,00	46 331 913,20	1 369 919,11	0,00	914 723,69
014	Atténuations de produits	5 889 235,00	5 746 705,67	0,00	0,00	142 529,33
65	Autres charges de gestion courante	26 470 480,00	23 347 070,09	1 818 292,83	0,00	1 305 117,08
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>104 415 475,00</b>	<b>92 278 614,75</b>	<b>6 235 557,60</b>	<b>0,00</b>	<b>5 901 302,65</b>
66	Charges financières	1 310 000,00	972 393,52	109 840,36	0,00	227 766,12
67	Charges exceptionnelles	885 556,00	601 680,09	0,00	0,00	283 875,91
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	560 000,00	0,00			560 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>107 171 031,00</b>	<b>93 852 688,36</b>	<b>6 345 397,96</b>	<b>0,00</b>	<b>6 972 944,68</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	8 039 219,30				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	4 710 000,00	4 488 695,84			221 304,16
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>12 749 219,30</b>	<b>4 488 695,84</b>			<b>8 260 523,46</b>
<b>TOTAL</b>		<b>119 920 250,30</b>	<b>98 341 384,20</b>	<b>6 345 397,96</b>	<b>0,00</b>	<b>15 233 468,14</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	31 300,00	73 372,06	0,00	0,00	-42 072,06
70	Produits services, domaine et ventes div	6 372 671,00	6 682 747,99	0,00	0,00	-310 076,99
73	Impôts et taxes	80 541 339,00	81 347 644,76	0,00	0,00	-806 305,76
74	Dotations et participations	20 644 606,00	21 825 072,30	0,00	0,00	-1 180 466,30
75	Autres produits de gestion courante	1 377 912,00	1 453 141,43	0,00	0,00	-75 229,43
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>108 967 828,00</b>	<b>111 381 978,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 414 150,54</b>
76	Produits financiers	16 708,00	16 708,80	0,00	0,00	-0,80
77	Produits exceptionnels	874 458,00	691 289,66	0,00	0,00	183 168,34
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>109 858 994,00</b>	<b>112 089 977,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 230 983,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	470 000,00	454 982,80			15 017,20
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>470 000,00</b>	<b>454 982,80</b>			<b>15 017,20</b>
<b>TOTAL</b>		<b>110 328 994,00</b>	<b>112 544 959,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 215 965,80</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>9 590 506,60</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 137 105,00	519 495,08	447 487,00	170 122,92
204	Subventions d'équipement versées	5 988 773,00	1 379 213,21	2 715 215,00	1 894 344,79
21	Immobilisations corporelles	8 312 936,00	4 125 494,65	2 142 416,00	2 045 025,35
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 132 394,00	263 748,91	174 364,00	694 281,09
	<b>Total des opérations d'équipement</b>	<b>18 184 169,00</b>	<b>7 389 785,29</b>	<b>7 193 700,00</b>	<b>3 600 683,71</b>
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>34 755 377,00</b>	<b>13 677 737,14</b>	<b>12 673 182,00</b>	<b>8 404 457,86</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 400 800,00	5 121 555,14	0,00	279 244,86
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
27	Autres immobilisations financières	42 796,00	2 758,23	27 290,00	12 747,77
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>5 493 596,00</b>	<b>5 124 313,37</b>	<b>27 290,00</b>	<b>341 992,63</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>40 248 973,00</b>	<b>18 802 050,51</b>	<b>12 700 472,00</b>	<b>8 746 450,49</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (1)</i>	<i>470 000,00</i>	<i>454 982,80</i>		<i>15 017,20</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (1)</i>	<i>1 820 000,00</i>	<i>1 225 024,92</i>		<i>594 975,08</i>
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>2 290 000,00</b>	<b>1 680 007,72</b>		<b>609 992,28</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>42 538 973,00</b>	<b>20 482 058,23</b>	<b>12 700 472,00</b>	<b>9 356 442,77</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>5 209 015,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	11 301 402,00	4 342 146,38	4 690 912,00	2 268 343,62
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 988 162,40	3 000 000,00	0,00	5 988 162,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>20 289 564,40</b>	<b>7 342 146,38</b>	<b>4 690 912,00</b>	<b>8 256 506,02</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 519 247,00	2 057 892,82	500 000,00	-38 645,82
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	9 900 707,00	9 900 707,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	59 702,00	0,00	-59 702,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	470 000,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>12 889 954,00</b>	<b>12 018 301,82</b>	<b>500 000,00</b>	<b>371 652,18</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>33 179 518,40</b>	<b>19 360 448,20</b>	<b>5 190 912,00</b>	<b>8 628 158,20</b>
021	<i>Virement de la sect° de fonctionnement (1)</i>	<i>8 039 219,30</i>			
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (1)</i>	<i>4 710 000,00</i>	<i>4 488 695,84</i>		<i>221 304,16</i>
041	<i>Opérations patrimoniales (1)</i>	<i>1 820 000,00</i>	<i>1 225 024,92</i>		<i>594 975,08</i>
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>14 569 219,30</b>	<b>5 713 720,76</b>		<b>8 855 498,54</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>47 748 737,70</b>	<b>25 074 168,96</b>	<b>5 190 912,00</b>	<b>17 483 656,74</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis		
	<b>Pour information</b> <b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	(2) <b>0,00</b>			

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	19 900 271,45		19 900 271,45
012	Charges de personnel, frais assimilés	47 701 832,31		47 701 832,31
014	Atténuations de produits	5 746 705,67		5 746 705,67
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	25 165 362,92		25 165 362,92
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	1 082 233,88	0,00	1 082 233,88
67	Charges exceptionnelles	601 680,09	255 390,95	857 071,04
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	4 233 304,89	4 233 304,89
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>100 198 086,32</b>	<b>4 488 695,84</b>	<b>104 686 782,16</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	394 441,85	394 441,85
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 121 555,14	0,00	5 121 555,14
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	7 389 785,29		7 389 785,29
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		60 540,95	60 540,95
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	519 495,08	0,00	519 495,08
204	Subventions d'équipement versées	1 379 213,21	0,00	1 379 213,21
21	Immobilisations corporelles (6)	4 125 494,65	1 225 024,92	5 350 519,57
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	263 748,91	0,00	263 748,91
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 758,23	0,00	2 758,23
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>18 802 050,51</b>	<b>1 680 007,72</b>	<b>20 482 058,23</b>
<b>Pour information</b>				<b>5 209 015,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>5 209 015,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	73 372,06		73 372,06
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 682 747,99		6 682 747,99
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	81 347 644,76		81 347 644,76
74	Dotations et participations	21 825 072,30		21 825 072,30
75	Autres produits de gestion courante	1 453 141,43	0,00	1 453 141,43
76	Produits financiers	16 708,80	0,00	16 708,80
77	Produits exceptionnels	691 289,66	454 982,80	1 146 272,46
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>112 089 977,00</b>	<b>454 982,80</b>	<b>112 544 959,80</b>
<b>Pour information</b>				<b>9 590 506,60</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 057 892,82	0,00	2 057 892,82
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 900 707,00		9 900 707,00
13	Subventions d'investissement	4 342 146,38	0,00	4 342 146,38
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		1 080,00	1 080,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	1 225 024,92	1 225 024,92
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	254 310,95	254 310,95
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	59 702,00	0,00	59 702,00
28	Amortissement des immobilisations		4 125 207,89	4 125 207,89
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		108 097,00	108 097,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>19 360 448,20</b>	<b>5 713 720,76</b>	<b>25 074 168,96</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>23 439 204,00</b>	<b>16 852 925,79</b>	<b>3 047 345,66</b>	<b>0,00</b>	<b>3 538 932,55</b>
60228	Autres fournitures consommables	1 500,00	1 016,54	500,00	0,00	-16,54
60611	Eau et assainissement	655 481,00	305 858,27	277 204,60	0,00	72 418,13
60612	Energie - Electricité	3 547 995,00	3 107 587,89	165 333,71	0,00	275 073,40
60613	Chauffage urbain	66 500,00	16 841,15	0,00	0,00	49 658,85
60621	Combustibles	132 639,00	63 046,59	9 931,82	0,00	59 660,59
60622	Carburants	613 500,00	603 424,46	5 500,00	0,00	4 575,54
60623	Alimentation	2 255 864,00	1 308 190,17	406 903,75	0,00	540 770,08
60624	Produits de traitement	500,00	4 317,72	0,00	0,00	-3 817,72
60628	Autres fournitures non stockées	133 488,00	91 862,73	15 766,98	0,00	25 858,29
60631	Fournitures d'entretien	385 547,00	231 781,71	48 320,82	0,00	105 444,47
60632	Fournitures de petit équipement	712 416,00	515 361,36	71 816,14	0,00	125 238,50
60636	Vêtements de travail	88 485,00	86 906,18	2 996,85	0,00	-1 418,03
6064	Fournitures administratives	108 385,00	50 863,43	25 305,15	0,00	32 216,42
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	40 250,00	16 262,68	3 520,73	0,00	20 466,59
6067	Fournitures scolaires	621 337,00	366 734,54	166 681,25	0,00	87 921,21
6068	Autres matières et fournitures	533 585,00	521 873,89	7 004,66	0,00	4 706,45
6078	Autres marchandises	74 400,00	90 982,45	16 148,78	0,00	-32 731,23
611	Contrats de prestations de services	3 195 563,00	2 379 498,49	471 568,40	0,00	344 496,11
6122	Crédit-bail mobilier	20 000,00	12 385,44	2 932,69	0,00	4 681,87
6125	Crédit-bail immobilier	94 500,00	97 064,55	0,00	0,00	-2 564,55
6132	Locations immobilières	230 040,00	91 370,63	25 386,91	0,00	113 282,46
6135	Locations mobilières	161 005,00	89 383,78	12 207,68	0,00	59 413,54
614	Charges locatives et de copropriété	3 000,00	5 115,20	0,00	0,00	-2 115,20
61521	Entretien terrains	184 924,00	130 471,10	30 588,03	0,00	23 864,87
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	720 741,00	337 582,48	258 845,88	0,00	124 312,64
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	4 658,07	0,00	0,00	-4 658,07
615231	Entretien, réparations voiries	27 000,00	3 539,70	28 332,00	0,00	-4 871,70
615232	Entretien, réparations réseaux	905 824,00	578 783,38	332 566,99	0,00	-5 526,37
61551	Entretien matériel roulant	698 250,00	669 010,71	100 640,85	0,00	-71 401,56
61558	Entretien autres biens mobiliers	114 110,00	66 838,46	5 126,25	0,00	42 145,29
6156	Maintenance	691 793,00	350 810,43	83 755,85	0,00	257 226,72
6161	Multirisques	361 026,00	332 524,06	11 605,69	0,00	16 896,25
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	7 150,00	5 450,21	0,00	0,00	1 699,79
617	Etudes et recherches	424 735,00	307 144,78	14 497,92	0,00	103 092,30
6182	Documentation générale et technique	111 285,00	67 654,63	18 260,95	0,00	25 369,42
6184	Versements à des organismes de formation	123 200,00	54 195,88	33 520,00	0,00	35 484,12
6185	Frais de colloques et de séminaires	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
6188	Autres frais divers	117 889,00	59 178,94	9 804,06	0,00	48 906,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	32 734,00	15 531,75	0,00	0,00	17 202,25
6226	Honoraires	990 500,00	980 591,02	0,00	0,00	9 908,98
6227	Frais d'actes et de contentieux	98 000,00	29 529,32	22 820,00	0,00	45 650,68
6228	Divers	79 895,00	26 125,77	650,00	0,00	53 119,23
6231	Annonces et insertions	261 931,00	223 638,83	13 060,40	0,00	25 231,77
6232	Fêtes et cérémonies	26 000,00	-510,00	575,00	0,00	25 935,00
6233	Foires et expositions	12 600,00	0,00	0,00	0,00	12 600,00
6236	Catalogues et imprimés	142 574,00	63 792,01	8 582,00	0,00	70 199,99
6237	Publications	122 080,00	132 492,08	0,00	0,00	-10 412,08
6238	Divers	779 676,00	395 004,77	42 067,20	0,00	342 604,03
6241	Transports de biens	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
6244	Transports administratifs	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6247	Transports collectifs	402 285,00	158 085,14	59 414,29	0,00	184 785,57
6251	Voyages et déplacements	18 073,00	1 623,92	528,08	0,00	15 921,00
6255	Frais de déménagement	4 000,00	1 920,00	0,00	0,00	2 080,00
6256	Missions	24 233,00	11 680,32	0,00	0,00	12 552,68
6257	Réceptions	105 564,00	45 779,84	0,00	0,00	59 784,16
6261	Frais d'affranchissement	72 232,00	22 727,68	0,00	0,00	49 504,32
6262	Frais de télécommunications	333 374,00	255 213,84	29 190,37	0,00	48 969,79
627	Services bancaires et assimilés	5 160,00	5 200,04	0,00	0,00	-40,04
6281	Concours divers (cotisations)	187 173,00	165 246,75	9 588,68	0,00	12 337,57
6283	Frais de nettoyage des locaux	477 236,00	311 155,91	98 643,87	0,00	67 436,22
6284	Redevances pour services rendus	5 400,00	4 371,84	0,00	0,00	1 028,16
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	7 000,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	83 047,00	83 046,54	0,00	0,00	0,46
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	784 948,00	766 181,26	79 868,50	0,00	-61 101,76
62878	Remb. frais à d'autres organismes	25 000,00	13 250,19	0,00	0,00	11 749,81

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (0)			
			Mandats émis	Ch rattachées	revenir au 31/12	Crédits annulés
6288	Autres services extérieurs	49 240,00	36 228,50	7 781,88	0,00	5 229,62
63512	Taxes foncières	50 632,00	64 309,04	0,00	0,00	-13 677,04
63513	Autres impôts locaux	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	300,00	72,76	0,00	0,00	227,24
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	14 500,00	7 938,00	0,00	0,00	6 562,00
6358	Autres droits	4 500,00	260,00	0,00	0,00	4 240,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	21 910,00	6 865,99	0,00	0,00	15 044,01
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>48 616 556,00</b>	<b>46 331 913,20</b>	<b>1 369 919,11</b>	<b>0,00</b>	<b>914 723,69</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	335 000,00	308 626,00	0,00	0,00	26 374,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	6 024 313,00	4 876 390,62	865 215,12	0,00	282 707,26
6218	Autre personnel extérieur	443 887,00	-52 165,74	501 400,00	0,00	-5 347,26
6331	Versement de transport	316 657,00	259 712,00	0,00	0,00	56 945,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	126 752,00	125 766,00	0,00	0,00	986,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	229 414,00	188 200,84	0,00	0,00	41 213,16
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	77 168,00	75 434,01	0,00	0,00	1 733,99
64111	Rémunération principale titulaires	18 442 615,00	18 366 945,79	0,00	0,00	75 669,21
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	683 860,00	678 479,48	0,00	0,00	5 380,52
64118	Autres indemnités titulaires	3 170 569,00	3 127 177,24	0,00	0,00	43 391,76
64131	Rémunérations non tit.	6 343 559,00	6 197 117,23	0,00	0,00	146 441,77
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	15 500,00	0,00	0,00	-15 500,00
64138	Autres indemnités non tit.	803 438,00	854 122,74	0,00	0,00	-50 684,74
64168	Autres emplois d'insertion	18 257,00	7 162,30	0,00	0,00	11 094,70
6417	Rémunérations des apprentis	13 361,00	13 978,20	0,00	0,00	-617,20
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 956 479,00	4 781 245,38	0,00	0,00	175 233,62
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 101 991,00	6 016 645,76	0,00	0,00	85 345,24
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	281 042,00	277 719,81	0,00	0,00	3 322,19
6455	Cotisations pour assurance du personnel	40 000,00	30 390,69	1 203,99	0,00	8 405,32
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	133 865,00	131 319,56	0,00	0,00	2 545,44
64731	Allocations chômage versées directement	31 195,00	24 620,88	0,00	0,00	6 574,12
6475	Médecine du travail, pharmacie	38 199,00	24 629,96	2 100,00	0,00	11 469,04
6488	Autres charges	4 935,00	2 894,45	0,00	0,00	2 040,55
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>5 889 235,00</b>	<b>5 746 705,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>142 529,33</b>
7391172	Dégrèvt taxe habitat <sup>o</sup> sur logements vaca	0,00	45 902,00	0,00	0,00	-45 902,00
7391178	Autres restitut <sup>o</sup> dégrèvt contrib. direct	100 000,00	21 620,67	0,00	0,00	78 379,33
739211	Attributions de compensation	970 000,00	921 101,00	0,00	0,00	48 899,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 286 311,00	1 254 664,00	0,00	0,00	31 647,00
739221	FNGIR	3 532 924,00	3 503 418,00	0,00	0,00	29 506,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>26 470 480,00</b>	<b>23 347 070,09</b>	<b>1 818 292,83</b>	<b>0,00</b>	<b>1 305 117,08</b>
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	10 400,00	5 987,85	0,00	0,00	4 412,15
6521	Déficit budgets annexes administratifs	84 510,00	-64 000,00	84 500,00	0,00	64 010,00
6531	Indemnités	899 319,00	823 931,74	0,00	0,00	75 387,26
6532	Frais de mission	7 000,00	1 000,34	0,00	0,00	5 999,66
6533	Cotisations de retraite	44 966,00	41 018,79	0,00	0,00	3 947,21
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	67 151,00	89 549,20	0,00	0,00	-22 398,20
6535	Formation	18 000,00	767,00	0,00	0,00	17 233,00
6541	Créances admises en non-valeur	681 000,00	718 608,64	0,00	0,00	-37 608,64
6553	Service d'incendie	4 338 000,00	4 331 703,67	0,00	0,00	6 296,33
65548	Autres contributions	14 460 453,00	13 028 127,34	464 716,28	0,00	967 609,38
6558	Autres contributions obligatoires	589 250,00	485 082,85	161 264,31	0,00	-57 097,16
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	102 000,00	100 578,44	0,00	0,00	1 421,56
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	283 000,00	244 987,00	17 400,00	0,00	20 613,00
6574	Subv. fonct. Associat <sup>o</sup> , personnes privée	4 821 155,00	3 536 254,00	1 090 412,24	0,00	194 488,76
65888	Autres	64 276,00	3 473,23	0,00	0,00	60 802,77
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011+012+014+65+656)</b>		<b>104 415 475,00</b>	<b>92 278 614,75</b>	<b>6 235 557,60</b>	<b>0,00</b>	<b>5 901 302,65</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>1 310 000,00</b>	<b>972 393,52</b>	<b>109 840,36</b>	<b>0,00</b>	<b>227 766,12</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 150 000,00	1 076 070,84	0,00	0,00	73 929,16
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	30 000,00	-140 512,02	109 840,36	0,00	60 671,66
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	50 000,00	1 079,17	0,00	0,00	48 920,83
6688	Autres	80 000,00	35 755,53	0,00	0,00	44 244,47
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>885 556,00</b>	<b>601 680,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>283 875,91</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	50 500,00	969,36	0,00	0,00	49 530,64
6714	Bourses et prix	84 760,00	85 905,56	0,00	0,00	-1 145,56
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	42 796,00	3 751,85	0,00	0,00	39 044,15
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	700 000,00	478 606,00	0,00	0,00	221 394,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	30 000,00	0,00	0,00	-30 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	7 400,00	2 447,32	0,00	0,00	4 952,68
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>560 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>560 000,00</b>

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (0)			
			Mandats émis	Ch rattachées	revenir au 31/12	Crédits annulés
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	560 000,00	0,00	0,00	0,00	560 000,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>107 171 031,00</b>	<b>93 852 688,36</b>	<b>6 345 397,96</b>	<b>0,00</b>	<b>6 972 944,68</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>8 039 219,30</b>	<b>0,00</b>			<b>8 039 219,30</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>4 710 000,00</b>	<b>4 488 695,84</b>			<b>221 304,16</b>
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	254 310,95			-254 310,95
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	1 080,00			-1 080,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	4 600 000,00	4 125 207,89			474 792,11
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	110 000,00	108 097,00			1 903,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>12 749 219,30</b>	<b>4 488 695,84</b>			<b>8 260 523,46</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>12 749 219,30</b>	<b>4 488 695,84</b>			<b>8 260 523,46</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>119 920 250,30</b>	<b>98 341 384,20</b>	<b>6 345 397,96</b>	<b>0,00</b>	<b>15 233 468,14</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	109 840,36
Montant des ICNE de l'exercice N-1	140 512,02
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-30 671,66

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III - VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>31 300,00</b>	<b>73 372,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-42 072,06</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	11 300,00	4 598,22	0,00	0,00	6 701,78
6459	Rembours charges SS et prévoyance	20 000,00	68 773,84	0,00	0,00	-48 773,84
<b>70</b>	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	<b>6 372 671,00</b>	<b>6 682 747,99</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-310 076,99</b>
70323	Redev. occupat° domaine public communal	13 500,00	11 592,00	0,00	0,00	1 908,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	4 500,00	5 401,00	0,00	0,00	-901,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	351 000,00	90 400,00	0,00	0,00	260 600,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	398 150,25	0,00	0,00	-398 150,25
7062	Redevances services à caractère culturel	510 641,00	436 557,65	0,00	0,00	74 083,35
70632	Redevances services à caractère loisir	625 910,00	519 904,45	0,00	0,00	106 005,55
7066	Redevances services à caractère social	684 850,00	666 362,40	0,00	0,00	18 487,60
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 966 480,00	1 740 021,65	0,00	0,00	226 458,35
70688	Autres prestations de services	226 590,00	226 590,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	26 890,00	30 692,05	0,00	0,00	-3 802,05
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	5 732,00	16 411,73	0,00	0,00	-10 679,73
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	895 982,00	1 357 270,00	0,00	0,00	-461 288,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	141 799,00	0,00	0,00	0,00	141 799,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	516 597,00	0,00	0,00	0,00	516 597,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	167 818,26	0,00	0,00	-167 818,26
70878	Remb. frais par d'autres redevables	316 000,00	916 497,61	0,00	0,00	-600 497,61
7088	Produits activités annexes (abonnements)	26 200,00	39 078,94	0,00	0,00	-12 878,94
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>80 541 339,00</b>	<b>81 347 644,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-806 305,76</b>
73111	Taxes foncières et d'habitation	37 692 403,00	37 838 269,00	0,00	0,00	-145 866,00
73112	Cotisation sur la VAE	5 587 599,00	5 587 599,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 859 618,00	1 872 189,00	0,00	0,00	-12 571,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	661 419,00	683 665,00	0,00	0,00	-22 246,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	410 954,00	0,00	0,00	-410 954,00
73211	Attribution de compensation	11 650 000,00	11 649 312,00	0,00	0,00	688,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 566 300,00	2 708 172,00	0,00	0,00	-141 872,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	18 637 000,00	18 731 273,00	0,00	0,00	-94 273,00
7338	Autres taxes	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	1 350 000,00	1 307 528,00	0,00	0,00	42 472,00
7362	Taxes de séjour	530 000,00	558 683,76	0,00	0,00	-28 683,76
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>20 644 606,00</b>	<b>21 825 072,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 180 466,30</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	6 726 724,00	6 726 724,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 010 852,00	5 010 852,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	24 413,30	0,00	0,00	-24 413,30
74718	Autres participations Etat	38 000,00	394 173,72	0,00	0,00	-356 173,72
7472	Participat° Régions	73 447,00	58 558,50	0,00	0,00	14 888,50
7473	Participat° Départements	104 585,00	272 032,00	0,00	0,00	-167 447,00
74741	Participat° Communes du GFP	3 600,00	4 500,00	0,00	0,00	-900,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	4 950,00	0,00	0,00	-4 950,00
74751	Participat° GFP de rattachement	4 506,00	13 337,42	0,00	0,00	-8 831,42
7478	Participat° Autres organismes	5 820 959,00	6 413 651,36	0,00	0,00	-592 692,36
74832	Attribution du fonds départemental TP	70 000,00	88 102,00	0,00	0,00	-18 102,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	379 104,00	401 250,00	0,00	0,00	-22 146,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	49 458,00	49 157,00	0,00	0,00	301,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	2 363 371,00	2 363 371,00	0,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 377 912,00</b>	<b>1 453 141,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-75 229,43</b>
752	Revenus des immeubles	623 933,00	508 337,23	0,00	0,00	115 595,77
7588	Autres produits div. de gestion courante	753 979,00	944 804,20	0,00	0,00	-190 825,20
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>108 967 828,00</b>	<b>111 381 978,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 414 150,54</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>16 708,00</b>	<b>16 708,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-0,80</b>
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,03	0,00	0,00	-0,03
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	16 708,00	16 708,77	0,00	0,00	-0,77
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>874 458,00</b>	<b>691 289,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>183 168,34</b>
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	335,31	0,00	0,00	-335,31
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	61 773,20	0,00	0,00	-61 773,20
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	194 850,00	0,00	0,00	-194 850,00
7788	Produits exceptionnels divers	874 458,00	434 331,15	0,00	0,00	440 126,85
<b>78</b>	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>109 858 994,00</b>	<b>112 089 977,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 230 983,00</b>

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (o		
			Titres émis	Pro rattachés	Crédits annulés
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	470 000,00	454 982,80		15 017,20
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	60 540,95		-60 540,95
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	470 000,00	394 441,85		75 558,15
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>470 000,00</b>	<b>454 982,80</b>		<b>15 017,20</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>110 328 994,00</b>	<b>112 544 959,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>9 590 506,60</b>			

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>1 137 105,00</b>	<b>519 495,08</b>	<b>447 487,00</b>	<b>170 122,92</b>
2031	Frais d'études	862 393,00	404 193,14	315 174,00	143 025,86
2033	Frais d'insertion	17 500,00	7 476,40	0,00	10 023,60
2051	Concessions, droits similaires	257 212,00	107 825,54	132 313,00	17 073,46
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (sauf opérations)</b>	<b>5 988 773,00</b>	<b>1 379 213,21</b>	<b>2 715 215,00</b>	<b>1 894 344,79</b>
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	3 977 174,00	1 283 114,21	1 776 150,00	917 909,79
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	30 000,00	0,00	7 565,00	22 435,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	10 000,00	14 500,00	5 500,00	-10 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	821 599,00	81 599,00	176 000,00	564 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (sauf opérations)</b>	<b>8 312 936,00</b>	<b>4 125 494,65</b>	<b>2 142 416,00</b>	<b>2 045 025,35</b>
2111	Terrains nus	0,00	5 273,70	0,00	-5 273,70
2115	Terrains bâtis	590 000,00	586 990,48	0,00	3 009,52
2118	Autres terrains	355 300,00	0,00	537,00	354 763,00
2128	Autres agencements et aménagements	102 333,00	73 900,85	5 000,00	23 432,15
2135	Installations générales, agencements	1 922 987,00	874 504,15	321 243,00	727 239,85
2138	Autres constructions	650 000,00	0,00	574 125,00	75 875,00
2152	Installations de voirie	0,00	13 941,60	0,00	-13 941,60
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	24 084,00	0,00	-24 084,00
21534	Réseaux d'électrification	2 150 863,00	1 339 568,69	366 821,00	444 473,31
21538	Autres réseaux	0,00	31 245,88	3 850,00	-35 095,88
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 700,00	2 145,60	0,00	-445,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	70 600,00	67 564,14	3 927,00	-891,14
2161	Oeuvres et objets d'art	8 000,00	0,00	5 031,00	2 969,00
2182	Matériel de transport	361 443,00	129 649,58	177 277,00	54 516,42
2183	Matériel de bureau et informatique	581 163,00	429 903,35	122 523,00	28 736,65
2184	Mobilier	367 282,00	169 377,01	154 868,00	43 036,99
2185	Cheptel	0,00	130,00	0,00	-130,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 151 265,00	377 215,62	407 214,00	366 835,38
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf opérations)</b>	<b>1 132 394,00</b>	<b>263 748,91</b>	<b>174 364,00</b>	<b>694 281,09</b>
2313	Constructions	1 132 394,00	263 748,91	174 364,00	694 281,09
<b>200211</b>	<b>Opération d'équipement n° 200211 (2)</b>	<b>1 990 192,00</b>	<b>1 837 627,72</b>	<b>19 888,00</b>	<b>132 676,28</b>
<b>20023</b>	<b>Opération d'équipement n° 20023 (2)</b>	<b>410 628,00</b>	<b>0,00</b>	<b>205 248,00</b>	<b>205 380,00</b>
<b>20028</b>	<b>Opération d'équipement n° 20028 (2)</b>	<b>27 666,00</b>	<b>5 706,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>9 960,00</b>
<b>20031</b>	<b>Opération d'équipement n° 20031 (2)</b>	<b>103 398,00</b>	<b>7 528,80</b>	<b>73 398,00</b>	<b>22 471,20</b>
<b>20034</b>	<b>Opération d'équipement n° 20034 (2)</b>	<b>2 422 535,00</b>	<b>841 245,10</b>	<b>1 286 992,00</b>	<b>294 297,90</b>
<b>20072</b>	<b>Opération d'équipement n° 20072 (2)</b>	<b>56 122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>56 122,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20093</b>	<b>Opération d'équipement n° 20093 (2)</b>	<b>95 956,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 956,00</b>	<b>30 000,00</b>
<b>20122</b>	<b>Opération d'équipement n° 20122 (2)</b>	<b>321 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>320 668,00</b>	<b>332,00</b>
<b>201311</b>	<b>Opération d'équipement n° 201311 (2)</b>	<b>41 339,00</b>	<b>16 606,33</b>	<b>24 590,00</b>	<b>142,67</b>
<b>20138</b>	<b>Opération d'équipement n° 20138 (2)</b>	<b>182 278,00</b>	<b>77 163,36</b>	<b>57 240,00</b>	<b>47 874,64</b>
<b>20141</b>	<b>Opération d'équipement n° 20141 (2)</b>	<b>9 730,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 730,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20151</b>	<b>Opération d'équipement n° 20151 (2)</b>	<b>392 000,00</b>	<b>16 456,80</b>	<b>7 800,00</b>	<b>367 743,20</b>
<b>20161</b>	<b>Opération d'équipement n° 20161 (2)</b>	<b>585 982,00</b>	<b>264 861,85</b>	<b>286 122,00</b>	<b>34 998,15</b>
<b>20162</b>	<b>Opération d'équipement n° 20162 (2)</b>	<b>400 229,00</b>	<b>319 816,15</b>	<b>1 668,00</b>	<b>78 744,85</b>
<b>20165</b>	<b>Opération d'équipement n° 20165 (2)</b>	<b>193 656,00</b>	<b>163 297,59</b>	<b>26 869,00</b>	<b>3 489,41</b>
<b>20171</b>	<b>Opération d'équipement n° 20171 (2)</b>	<b>5 235,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 235,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20172</b>	<b>Opération d'équipement n° 20172 (2)</b>	<b>467 806,00</b>	<b>440 596,86</b>	<b>26 928,00</b>	<b>281,14</b>
<b>20173</b>	<b>Opération d'équipement n° 20173 (2)</b>	<b>2 208 439,00</b>	<b>1 482 607,88</b>	<b>309 694,00</b>	<b>416 137,12</b>
<b>20174</b>	<b>Opération d'équipement n° 20174 (2)</b>	<b>423 472,00</b>	<b>393 024,46</b>	<b>25 923,00</b>	<b>4 524,54</b>
<b>20177</b>	<b>Opération d'équipement n° 20177 (2)</b>	<b>147 747,00</b>	<b>102 709,88</b>	<b>45 036,00</b>	<b>1,12</b>
<b>20191</b>	<b>Opération d'équipement n° 20191 (2)</b>	<b>576 000,00</b>	<b>120 000,00</b>	<b>456 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20192</b>	<b>Opération d'équipement n° 20192 (2)</b>	<b>391 537,00</b>	<b>206 964,19</b>	<b>0,00</b>	<b>184 572,81</b>
<b>20193</b>	<b>Opération d'équipement n° 20193 (2)</b>	<b>600 000,00</b>	<b>7 250,50</b>	<b>32 225,00</b>	<b>560 524,50</b>
<b>20194</b>	<b>Opération d'équipement n° 20194 (2)</b>	<b>66 000,00</b>	<b>12 480,00</b>	<b>53 520,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20201</b>	<b>Opération d'équipement n° 20201 (2)</b>	<b>2 500 000,00</b>	<b>864,00</b>	<b>2 467 780,00</b>	<b>31 356,00</b>
<b>20202</b>	<b>Opération d'équipement n° 20202 (2)</b>	<b>1 436 000,00</b>	<b>436 968,60</b>	<b>615 932,00</b>	<b>383 099,40</b>
<b>20203</b>	<b>Opération d'équipement n° 20203 (2)</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>
<b>20204</b>	<b>Opération d'équipement n° 20204 (2)</b>	<b>270 000,00</b>	<b>263 409,90</b>	<b>0,00</b>	<b>6 590,10</b>
<b>20205</b>	<b>Opération d'équipement n° 20205 (2)</b>	<b>526 300,00</b>	<b>58 870,51</b>	<b>123 596,00</b>	<b>343 833,49</b>
<b>20206</b>	<b>Opération d'équipement n° 20206 (2)</b>	<b>314 652,00</b>	<b>116 465,68</b>	<b>198 127,00</b>	<b>59,32</b>
<b>41</b>	<b>Opération d'équipement n° 41 (2)</b>	<b>27 574,00</b>	<b>0,00</b>	<b>360,00</b>	<b>27 214,00</b>



Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	réalisés au 31/12	Crédits ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE
53	Opération d'équipement n° 53 (2)	790 696,00	197 263,13	379 053,00	214 379,87
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>34 755 377,00</b>	<b>13 677 737,14</b>	<b>12 673 182,00</b>	<b>8 404 457,86</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 400 800,00	5 121 555,14	0,00	279 244,86
1641	Emprunts en euros	5 400 000,00	5 114 146,25	0,00	285 853,75
16818	Emprunts - Autres prêteurs	800,00	768,14	0,00	31,86
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	6 640,75	0,00	-6 640,75
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
261	Titres de participation	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
27	Autres immobilisations financières	42 796,00	2 758,23	27 290,00	12 747,77
2764	Créances sur personnes de droit privé	42 796,00	2 758,23	27 290,00	12 747,77
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>5 493 596,00</b>	<b>5 124 313,37</b>	<b>27 290,00</b>	<b>341 992,63</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>40 248 973,00</b>	<b>18 802 050,51</b>	<b>12 700 472,00</b>	<b>8 746 450,49</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	470 000,00	454 982,80		15 017,20
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	470 000,00	454 982,80		15 017,20
13911	Etat et établissements nationaux	265 000,00	262 899,93		2 100,07
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	34 000,00	33 200,00		800,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	62 000,00	61 333,49		666,51
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	2 500,00	2 285,11		214,89
139148	Sub. transf cpte résult. Autres communes	1 700,00	1 608,00		92,00
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupés	3 500,00	3 381,99		118,01
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	1 500,00	1 498,33		1,67
13918	Autres subventions d'équipement	99 800,00	28 235,00		71 565,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	60 540,95		-60 540,95
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	1 820 000,00	1 225 024,92		594 975,08
2128	Autres agencements et aménagements	15 300,00	60 600,72		-45 300,72
21318	Autres bâtiments publics	186 000,00	184 184,36		1 815,64
2135	Installations générales, agencements	85 000,00	269 660,64		-184 660,64
2151	Réseaux de voirie	0,00	23 892,00		-23 892,00
2152	Installations de voirie	0,00	662 687,20		-662 687,20
21534	Réseaux d'électrification	2 100,00	2 052,00		48,00
2182	Matériel de transport	2 000,00	0,00		2 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 630,00	0,00		2 630,00
2184	Mobilier	2 160,00	2 160,00		0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 800,00	19 788,00		12,00
2313	Constructions	1 481 110,00	0,00		1 481 110,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	23 900,00	0,00		23 900,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>2 290 000,00</b>	<b>1 680 007,72</b>		<b>609 992,28</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>42 538 973,00</b>	<b>20 482 058,23</b>	<b>12 700 472,00</b>	<b>9 356 442,77</b>
<b>Pour information</b>		<b>5 209 015,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041=RI 041.

## III - VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>11 301 402,00</b>	<b>4 342 146,38</b>	<b>4 690 912,00</b>	<b>2 268 343,62</b>
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	574 035,00	0,00	-574 035,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	203 680,00	0,00	-203 680,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 548 666,00	215 647,17	100 000,00	1 233 018,83
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 492 460,00	396 302,11	1 232 265,00	1 863 892,89
1322	Subv. non transf. Régions	365 737,00	104 709,81	270 000,00	-8 972,81
1323	Subv. non transf. Départements	646 535,00	229 250,00	450 000,00	-32 715,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	5 248 004,00	2 503 299,29	2 638 647,00	106 057,71
1348	Autres fonds non transférables	0,00	115 223,00	0,00	-115 223,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées(hors 165)</b>	<b>8 988 162,40</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 988 162,40</b>
1641	Emprunts en euros	8 988 162,40	3 000 000,00	0,00	5 988 162,40
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles(sauf 204)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>20 289 564,40</b>	<b>7 342 146,38</b>	<b>4 690 912,00</b>	<b>8 256 506,02</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>12 419 954,00</b>	<b>11 958 599,82</b>	<b>500 000,00</b>	<b>-38 645,82</b>
10222	FCTVA	2 519 247,00	2 057 892,82	500 000,00	-38 645,82
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 900 707,00	9 900 707,00	0,00	0,00
<b>138</b>	<b>Autres subvent° invest. non transf.</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>59 702,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-59 702,00</b>
276348	Créance Autres communes	0,00	59 702,00	0,00	-59 702,00
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>470 000,00</b>		<b>0,00</b>	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>12 889 954,00</b>	<b>12 018 301,82</b>	<b>500 000,00</b>	<b>371 652,18</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>33 179 518,40</b>	<b>19 360 448,20</b>	<b>5 190 912,00</b>	<b>8 628 158,20</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la sect° de fonctionnement</b>	<b>8 039 219,30</b>			
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)</b>	<b>4 710 000,00</b>	<b>4 488 695,84</b>		<b>221 304,16</b>
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	1 080,00		-1 080,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	81 202,16		-81 202,16
2132	Immeubles de rapport	0,00	152 254,04		-152 254,04
2182	Matériel de transport	0,00	20 854,75		-20 854,75
28031	Frais d'études	15 000,00	14 086,78		913,22
28033	Frais d'insertion	1 200,00	1 198,80		1,20
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	2 500,00	2 436,00		64,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	6 800,00	6 743,00		57,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	58 500,00	58 024,00		476,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	145 000,00	143 396,00		1 604,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	580 000,00	579 788,00		212,00
28041483	Subv.Cne : Projet infrastructure	6 100,00	6 018,00		82,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	4 000,00	3 840,00		160,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	70 000,00	69 331,00		669,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	420 000,00	415 276,00		4 724,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	35 500,00	35 126,00		374,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	110 000,00	109 854,00		146,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	560,00	555,74		4,26
28051	Concessions et droits similaires	225 000,00	221 731,79		3 268,21
28128	Autres aménagements de terrains	7 000,00	6 563,00		437,00
281311	Hôtel de ville	41 480,00	1 639,00		39 841,00
281318	Autres bâtiments publics	91 000,00	130 791,00		-39 791,00
28135	Installations générales, agencements, ..	2 050,00	2 025,00		25,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres é	31/12	Crédits
28138	Autres constructions	12 000,00	11 968,00		32,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° gén.	730,00	722,17		7,83
28151	Réseaux de voirie	6 500,00	6 336,00		164,00
28152	Installations de voirie	750,00	720,95		29,05
281531	Réseaux d'adduction d'eau	10 500,00	0,00		10 500,00
281534	Réseaux d'électrification	258 480,00	0,00		258 480,00
281538	Autres réseaux	1 500,00	1 464,00		36,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	1 700,00	1 683,44		16,56
281571	Matériel roulant	19 000,00	18 153,66		846,34
281578	Autre matériel et outillage de voirie	4 000,00	3 898,00		102,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	220 000,00	226 169,66		-6 169,66
281728	Autres agencements (m. à dispo)	650,00	621,00		29,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	35 000,00	33 592,00		1 408,00
2817534	Réseaux d'électrification (m. à dispo)	39 000,00	36 374,00		2 626,00
281757	Matériel, outillage voirie (m. à dispo)	2 000,00	1 748,00		252,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	9 000,00	10 969,19		-1 969,19
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	45 000,00	42 950,37		2 049,63
281784	Mobilier (m. à dispo)	45 000,00	44 139,72		860,28
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	30 000,00	25 406,37		4 593,63
28181	Installations générales, aménagt divers	26 000,00	25 413,00		587,00
28182	Matériel de transport	818 000,00	695 488,06		122 511,94
28183	Matériel de bureau et informatique	400 500,00	369 851,15		30 648,85
28184	Mobilier	140 000,00	121 254,13		18 745,87
28188	Autres immo. corporelles	653 000,00	637 861,91		15 138,09
4817	Pénalités de renégociation de la dette	110 000,00	108 097,00		1 903,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>12 749 219,30</b>	<b>4 488 695,84</b>		<b>8 260 523,46</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (5)</b>	<b>1 820 000,00</b>	<b>1 225 024,92</b>		<b>594 975,08</b>
2031	Frais d'études	1 795 000,00	1 208 354,19		586 645,81
2033	Frais d'insertion	25 000,00	16 670,73		8 329,27
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>14 569 219,30</b>	<b>5 713 720,76</b>		<b>8 855 498,54</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>47 748 737,70</b>	<b>25 074 168,96</b>	<b>5 190 912,00</b>	<b>17 483 656,74</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 200211 (1)  
LIBELLE : RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>1 990 192,00</b>	<b>A 1 837 627,72</b>	<b>19 888,00</b>	<b>132 676,28</b>	<b>B 6 323 014,22</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>139 069,00</b>	<b>64 776,19</b>	<b>5 847,00</b>	<b>68 445,81</b>	<b>554 556,99</b>
2031	Frais d'études	137 083,00	64 776,19	5 847,00	66 459,81	552 180,99
2033	Frais d'insertion	1 986,00	0,00	0,00	1 986,00	2 376,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>48 196,00</b>	<b>1 518,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46 678,00</b>	<b>1 518,00</b>
21534	Réseaux d'électrification	48 196,00	0,00	0,00	48 196,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	1 518,00	0,00	-1 518,00	1 518,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>1 802 927,00</b>	<b>1 771 333,53</b>	<b>14 041,00</b>	<b>17 552,47</b>	<b>5 766 939,23</b>
2313	Constructions	1 802 927,00	1 771 333,53	14 041,00	17 552,47	5 766 939,23

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>1 959 494,00</b>	<b>C 808 150,00</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>-48 656,00</b>	<b>D 1 753 784,36</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 959 494,00</b>	<b>808 150,00</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>-48 656,00</b>	<b>1 753 784,36</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	480 000,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	276 237,00	0,00	270 000,00	6 237,00	284 651,47
1323	Subv. non transf. Départements	463 524,00	6 250,00	450 000,00	7 274,00	51 845,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	739 733,00	801 900,00	0,00	-62 167,00	1 417 287,89
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-1 029 477,72</b>	<b>D - B</b>	<b>-4 569 229,86</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20023 (1)  
LIBELLE : RESTRUC. URBAINE PRES ST JEAN CEVENNES****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>410 628,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>205 248,00</b>	<b>205 380,00</b>	<b>B 760 965,78</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 387,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 387,00</b>	<b>29 496,00</b>
2031	Frais d'études	1 387,00	0,00	0,00	1 387,00	29 496,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>98 745,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>98 745,00</b>	<b>0,00</b>
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	98 745,00	0,00	0,00	98 745,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 730,00</b>
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	222,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	2 508,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>310 496,00</b>	<b>0,00</b>	<b>205 248,00</b>	<b>105 248,00</b>	<b>728 739,78</b>
2313	Constructions	105 248,00	0,00	0,00	105 248,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	205 248,00	0,00	205 248,00	0,00	728 739,78

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>52 607,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>52 607,00</b>	<b>D 906 338,34</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>52 607,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>52 607,00</b>	<b>873 877,02</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	52 607,00	0,00	0,00	52 607,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	165 536,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	708 341,02
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>32 461,32</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	32 461,32
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>145 372,56</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20028 (1)  
LIBELLE : TRAVAUX HYDRAULIQUES****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>27 666,00</b>	<b>A 5 706,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>9 960,00</b>	<b>B 524 636,58</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>27 666,00</b>	<b>5 706,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>9 960,00</b>	<b>112 519,85</b>
2031	Frais d'études	27 666,00	5 706,00	12 000,00	9 960,00	112 519,85
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>242,72</b>
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	242,72
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>411 874,01</b>
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	411 874,01

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 628 789,88</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>628 789,88</b>
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	194 327,95
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	11 627,50
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	422 834,43
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-5 706,00</b>	<b>D - B</b>	<b>104 153,30</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20031 (1)**  
**LIBELLE : DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES**

**Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>103 398,00</b>	<b>A 7 528,80</b>	<b>73 398,00</b>	<b>22 471,20</b>	<b>B 99 593,99</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>103 398,00</b>	<b>7 528,80</b>	<b>73 398,00</b>	<b>22 471,20</b>	<b>99 593,99</b>
2031	Frais d'études	103 398,00	7 528,80	73 398,00	22 471,20	99 593,99
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>126 761,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>126 761,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>126 761,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>126 761,00</b>	<b>0,00</b>
1322	Subv. non transf. Régions	6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	120 261,00	0,00	0,00	120 261,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-7 528,80</b>	<b>D - B</b>	<b>-99 593,99</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

## III – VOTE DU BUDGET

## DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20034 (1)  
LIBELLE : NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF

## Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>2 422 535,00</b>	<b>A 841 245,10</b>	<b>1 286 992,00</b>	<b>294 297,90</b>	<b>B 5 766 750,42</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>104 140,00</b>	<b>14 940,00</b>	<b>0,00</b>	<b>89 200,00</b>	<b>94 576,80</b>
2031	Frais d'études	104 140,00	14 400,00	0,00	89 740,00	87 540,00
2033	Frais d'insertion	0,00	540,00	0,00	-540,00	7 036,80
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 318 395,00</b>	<b>826 305,10</b>	<b>1 286 992,00</b>	<b>205 097,90</b>	<b>5 672 173,62</b>
2128	Autres agencements et aménagements	30 000,00	2 640,00	0,00	27 360,00	71 892,00
2135	Installations générales, agencements	197 450,00	194 955,78	0,00	2 494,22	503 943,51
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	906,95
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	6 997,20
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	102 216,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	5 173,72	0,00	-5 173,72	117 007,17
2182	Matériel de transport	1 349 845,00	268 318,64	1 065 055,00	16 471,36	3 286 795,69
2188	Autres immobilisations corporelles	741 100,00	355 216,96	221 937,00	163 946,04	1 582 415,10
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>143 400,00</b>	<b>C 112 127,18</b>	<b>0,00</b>	<b>31 272,82</b>	<b>D 155 314,68</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>143 400,00</b>	<b>112 127,18</b>	<b>0,00</b>	<b>31 272,82</b>	<b>155 314,68</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	143 400,00	112 127,18	0,00	31 272,82	155 314,68
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-729 117,92</b>	<b>D - B</b>	<b>-5 611 435,74</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.



**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20072 (1)  
LIBELLE : Grand contournement du Grand Alès****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>56 122,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>56 122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>B 18 835,20</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>56 122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>56 122,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 835,20</b>
2031	Frais d'études	56 122,00	0,00	56 122,00	0,00	18 835,20
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>25 000,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>0,00</b>
1323	Subv. non transf. Départements	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-18 835,20</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20093 (1)  
LIBELLE : Voie de contournement secteur Salindres****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>95 956,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>65 956,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>B 18 913,20</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>95 956,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 956,00</b>	<b>30 000,00</b>	<b>18 913,20</b>
2031	Frais d'études	95 956,00	0,00	65 956,00	30 000,00	18 913,20
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>37 750,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 750,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>37 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 750,00</b>	<b>0,00</b>
1323	Subv. non transf. Départements	37 750,00	0,00	0,00	37 750,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-18 913,20</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20122 (1)  
LIBELLE : REHABILITATION FORT VAUBAN****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>321 000,00</b>	A <b>0,00</b>	<b>320 668,00</b>	<b>332,00</b>	B <b>78 572,40</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>31 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 668,00</b>	<b>332,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	668,00	332,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 848,40</b>
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	60 676,80
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	9 417,60
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	5 754,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>290 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>290 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 724,00</b>
2313	Constructions	290 000,00	0,00	290 000,00	0,00	2 724,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	C <b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	D <b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	C - A	0,00	D - B	-78 572,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 201311 (1)  
LIBELLE : SENTIERS DE RANDONNEE****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>41 339,00</b>	<b>A 16 606,33</b>	<b>24 590,00</b>	<b>142,67</b>	<b>B 303 805,20</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>49 914,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	49 914,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>41 339,00</b>	<b>16 606,33</b>	<b>24 590,00</b>	<b>142,67</b>	<b>46 559,28</b>
2128	Autres agencements et aménagements	30 000,00	970,49	0,00	29 029,51	1 913,63
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 201,14	0,00	-1 201,14	1 201,14
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
2184	Mobilier	0,00	4 410,00	0,00	-4 410,00	4 410,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 339,00	10 024,70	24 590,00	-23 275,70	27 034,51
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>207 331,92</b>
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	207 331,92

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>0,00</b>	<b>C 18 696,58</b>	<b>0,00</b>	<b>-18 696,58</b>	<b>D 135 570,60</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>18 696,58</b>	<b>0,00</b>	<b>-18 696,58</b>	<b>135 570,60</b>
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	105 456,02
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	18 696,58	0,00	-18 696,58	20 114,58
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>2 090,25</b>	<b>D - B</b>	<b>-168 234,60</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération.  
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.  
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.  
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.  
(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20138 (1)  
LIBELLE : TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>182 278,00</b>	<b>A 77 163,36</b>	<b>57 240,00</b>	<b>47 874,64</b>	<b>B 243 467,96</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>41 789,24</b>
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	40 817,24
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	972,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>9 885,60</b>	<b>0,00</b>	<b>-9 885,60</b>	<b>46 198,56</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 185,92
2152	Installations de voirie	0,00	9 885,60	0,00	-9 885,60	44 012,64
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>132 278,00</b>	<b>67 277,76</b>	<b>7 240,00</b>	<b>57 760,24</b>	<b>155 480,16</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	132 278,00	67 277,76	7 240,00	57 760,24	155 480,16

RECETTES (répartition) (Pour information)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 60 000,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	36 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	24 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-77 163,36</b>	<b>D - B</b>	<b>-183 467,96</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20141 (1)  
LIBELLE : PROJET DE TERRITOIRE****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>9 730,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>9 730,00</b>	<b>0,00</b>	<b>B 725 694,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>9 730,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 730,00</b>	<b>0,00</b>	<b>725 694,00</b>
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	720 800,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	9 730,00	0,00	9 730,00	0,00	4 894,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-725 694,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20151 (1)  
LIBELLE : Opération Michelet****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>392 000,00</b>	A <b>16 456,80</b>	<b>7 800,00</b>	<b>367 743,20</b>	B <b>675 790,11</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>21 500,00</b>	<b>8 940,00</b>	<b>7 800,00</b>	<b>4 760,00</b>	<b>11 664,00</b>
2031	Frais d'études	20 000,00	8 940,00	7 800,00	3 260,00	10 800,00
2033	Frais d'insertion	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	864,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>10 500,00</b>	<b>7 516,80</b>	<b>0,00</b>	<b>2 983,20</b>	<b>239 465,04</b>
2135	Installations générales, agencements	2 000,00	7 516,80	0,00	-5 516,80	233 635,80
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	301,44
2188	Autres immobilisations corporelles	8 500,00	0,00	0,00	8 500,00	5 527,80
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>360 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>360 000,00</b>	<b>424 661,07</b>
2313	Constructions	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00	424 661,07

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>486 451,00</b>	C <b>174 310,40</b>	<b>137 000,00</b>	<b>175 140,60</b>	D <b>274 440,34</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>486 451,00</b>	<b>174 310,40</b>	<b>137 000,00</b>	<b>175 140,60</b>	<b>274 440,34</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	75 929,94
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	486 451,00	174 310,40	137 000,00	175 140,60	198 510,40
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	C - A	157 853,60	D - B	-401 349,77

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20161 (1)  
LIBELLE : Trvx e Equipements divers Petite Enfance**

**Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>585 982,00</b>	<b>A 264 861,85</b>	<b>286 122,00</b>	<b>34 998,15</b>	<b>B 929 069,56</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>420,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-420,00</b>	<b>16 539,60</b>
2031	Frais d'études	0,00	420,00	0,00	-420,00	4 272,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 403,60
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	9 864,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>585 982,00</b>	<b>264 441,85</b>	<b>286 122,00</b>	<b>35 418,15</b>	<b>912 529,96</b>
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	606,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	5 510,40
2135	Installations générales, agencements	328 082,00	248 473,90	79 525,00	83,10	850 081,06
21534	Réseaux d'électrification	0,00	4 140,00	0,00	-4 140,00	12 380,65
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	459,90	0,00	-459,90	459,90
2184	Mobilier	100 000,00	11 368,05	48 859,00	39 772,95	36 608,53
2188	Autres immobilisations corporelles	157 900,00	0,00	157 738,00	162,00	6 883,42
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>157 940,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>157 940,00</b>	<b>D 158 795,52</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>157 940,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>158 795,52</b>
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	157 940,00	0,00	0,00	158 795,52
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-264 861,85</b>	<b>D - B</b>	<b>-770 274,04</b>

- (1) Ouvrir un cadre par opération.
- (2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
- (3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
- (5) Indiquer le signe algébrique.



**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20162 (1)  
LIBELLE : ANRU2****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>400 229,00</b>	<b>A 319 816,15</b>	<b>1 668,00</b>	<b>78 744,85</b>	<b>B 1 433 693,97</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>74 759,48</b>	<b>0,00</b>	<b>-74 759,48</b>	<b>1 080 344,57</b>
2031	Frais d'études	0,00	74 759,48	0,00	-74 759,48	1 076 996,57
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	3 348,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 520,00</b>
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	5 520,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>7 618,80</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 618,80</b>	<b>7 618,80</b>
2135	Installations générales, agencements	0,00	7 618,80	0,00	-7 618,80	7 618,80
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>400 229,00</b>	<b>237 437,87</b>	<b>1 668,00</b>	<b>161 123,13</b>	<b>340 210,60</b>
2313	Constructions	400 229,00	237 437,87	1 668,00	161 123,13	340 210,60

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>767 000,00</b>	<b>C 423 860,03</b>	<b>300 000,00</b>	<b>43 139,97</b>	<b>D 461 360,33</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>767 000,00</b>	<b>423 860,03</b>	<b>300 000,00</b>	<b>43 139,97</b>	<b>461 360,33</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	447 000,00	0,00	300 000,00	147 000,00	37 500,30
1322	Subv. non transf. Régions	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	265 000,00	423 860,03	0,00	-158 860,03	423 860,03
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>104 043,88</b>	<b>D - B</b>	<b>-972 333,64</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20165 (1)  
LIBELLE : E-ADMINISTRATION****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>193 656,00</b>	<b>A 163 297,59</b>	<b>26 869,00</b>	<b>3 489,41</b>	<b>B 466 549,18</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>193 656,00</b>	<b>163 297,59</b>	<b>26 869,00</b>	<b>3 489,41</b>	<b>322 997,98</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	15 427,84
2051	Concessions, droits similaires	193 656,00	163 297,59	26 869,00	3 489,41	307 570,14
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>143 551,20</b>
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	143 551,20
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-163 297,59</b>	<b>D - B</b>	<b>-466 549,18</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20171 (1)  
LIBELLE : POLE SANTE Pays Gd Combien****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>5 235,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>5 235,00</b>	<b>0,00</b>	<b>B 2 356 320,75</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>73 916,48</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	73 916,48
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 582,21</b>
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 758,74
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	3 152,28
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	4 481,99
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	8 770,19
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	7 294,21
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	124,80
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>5 235,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 235,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 255 822,06</b>
2313	Constructions	5 235,00	0,00	5 235,00	0,00	1 983 050,37
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	272 771,69

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>375 960,00</b>	<b>C 375 961,21</b>	<b>0,00</b>	<b>-1,21</b>	<b>D 1 081 964,21</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>375 960,00</b>	<b>375 961,21</b>	<b>0,00</b>	<b>-1,21</b>	<b>1 081 961,21</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	375 960,00	375 961,21	0,00	-1,21	888 961,21
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	193 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>375 961,21</b>	<b>D - B</b>	<b>-1 274 356,54</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20172 (1)  
LIBELLE : Const. Déchetterie, Quais de transfert****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>467 806,00</b>	<b>A 440 596,86</b>	<b>26 928,00</b>	<b>281,14</b>	<b>B 440 596,86</b>
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 080,00	0,00	-1 080,00	1 080,00
2033	Frais d'insertion	0,00	1 080,00	0,00	-1 080,00	1 080,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	100 000,00	203 985,30	0,00	-103 985,30	203 985,30
2111	Terrains nus	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	15 000,00	0,00	-15 000,00	15 000,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	111 227,88	0,00	-111 227,88	111 227,88
2152	Installations de voirie	0,00	48 078,00	0,00	-48 078,00	48 078,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	11 771,76	0,00	-11 771,76	11 771,76
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	0,00	2 369,12	0,00	-2 369,12	2 369,12
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	15 538,54	0,00	-15 538,54	15 538,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	367 806,00	235 531,56	26 928,00	105 346,44	235 531,56
2313	Constructions	367 806,00	209 716,20	26 928,00	131 161,80	209 716,20
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	25 815,36	0,00	-25 815,36	25 815,36

RECVTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-440 596,86	D - B	-440 596,86

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20173 (1)  
LIBELLE : extension Médiathèque Alphonse Daudet****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>2 208 439,00</b>	<b>A 1 482 607,88</b>	<b>309 694,00</b>	<b>416 137,12</b>	<b>B 3 076 867,73</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>91 226,00</b>	<b>56 557,37</b>	<b>34 266,00</b>	<b>402,63</b>	<b>330 796,31</b>
2031	Frais d'études	61 226,00	54 613,37	6 606,00	6,63	321 301,96
2033	Frais d'insertion	0,00	1 944,00	0,00	-1 944,00	9 494,35
2051	Concessions, droits similaires	30 000,00	0,00	27 660,00	2 340,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>515 200,00</b>	<b>503 408,92</b>	<b>23 712,00</b>	<b>-11 920,92</b>	<b>522 834,28</b>
2135	Installations générales, agencements	0,00	10 694,40	0,00	-10 694,40	10 694,40
2183	Matériel de bureau et informatique	10 000,00	57 633,84	0,00	-47 633,84	77 059,20
2184	Mobilier	505 200,00	426 378,02	23 712,00	55 109,98	426 378,02
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 702,66	0,00	-8 702,66	8 702,66
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>1 602 013,00</b>	<b>922 641,59</b>	<b>251 716,00</b>	<b>427 655,41</b>	<b>2 223 237,14</b>
2313	Constructions	1 602 013,00	922 641,59	251 716,00	427 655,41	2 223 237,14

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>719 500,00</b>	<b>C 280 408,99</b>	<b>436 887,00</b>	<b>2 204,01</b>	<b>D 944 400,59</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>719 500,00</b>	<b>280 408,99</b>	<b>436 887,00</b>	<b>2 204,01</b>	<b>944 400,59</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	382 613,00	57 408,99	100 000,00	225 204,01	57 408,99
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	488 524,12
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	223 000,00	0,00	-223 000,00	223 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	336 887,00	0,00	336 887,00	0,00	175 467,48
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-1 202 198,89</b>	<b>D - B</b>	<b>-2 132 467,14</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20174 (1)  
LIBELLE : Aménagement Ecole Musique M.ANDRE****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>423 472,00</b>	<b>A 393 024,46</b>	<b>25 923,00</b>	<b>4 524,54</b>	<b>B 625 321,06</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>99 514,00</b>	<b>588,00</b>	<b>25 923,00</b>	<b>73 003,00</b>	<b>13 950,00</b>
2031	Frais d'études	99 514,00	588,00	25 923,00	73 003,00	11 358,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 592,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>323 958,00</b>	<b>392 436,46</b>	<b>0,00</b>	<b>-68 478,46</b>	<b>611 371,06</b>
2313	Constructions	323 958,00	392 436,46	0,00	-68 478,46	611 371,06

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>146 660,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>146 660,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 120 000,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>146 660,00</b>	<b>0,00</b>	<b>146 660,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120 000,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	146 660,00	0,00	146 660,00	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-393 024,46</b>	<b>D - B</b>	<b>-505 321,06</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20177 (1)  
LIBELLE : Maison de la Figue****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>147 747,00</b>	<b>A 102 709,88</b>	<b>45 036,00</b>	<b>1,12</b>	<b>B 343 768,48</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>39 005,00</b>	<b>17 930,15</b>	<b>21 074,00</b>	<b>0,85</b>	<b>39 976,79</b>
2031	Frais d'études	38 005,00	17 930,15	20 074,00	0,85	38 771,99
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 204,80
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 646,92</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	29 646,92
2135	Installations générales, agencements	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>88 742,00</b>	<b>84 779,73</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,27</b>	<b>274 144,77</b>
2313	Constructions	88 742,00	84 779,73	3 962,00	0,27	274 144,77

RECETTES (répartition) (Pour information)		Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>		<b>164 265,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>164 265,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 67 646,65</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>164 265,00</b>	<b>0,00</b>	<b>164 265,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67 646,65</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	80 265,00	0,00	80 265,00	0,00	32 646,65
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	84 000,00	0,00	84 000,00	0,00	15 000,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-102 709,88</b>	<b>D - B</b>	<b>-276 121,83</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20191 (1)  
LIBELLE : Extension musée PAB****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>576 000,00</b>	<b>A 120 000,00</b>	<b>456 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>B 144 000,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>136 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>136 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 000,00</b>
2031	Frais d'études	132 000,00	0,00	132 000,00	0,00	24 000,00
2033	Frais d'insertion	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>440 000,00</b>	<b>120 000,00</b>	<b>320 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120 000,00</b>
2313	Constructions	440 000,00	120 000,00	320 000,00	0,00	120 000,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>400 000,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>304 000,00</b>	<b>96 000,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>304 000,00</b>	<b>96 000,00</b>	<b>0,00</b>
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	400 000,00	0,00	304 000,00	96 000,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-120 000,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-144 000,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.



**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20192 (1)  
LIBELLE : EAU****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>391 537,00</b>	<b>A 206 964,19</b>	<b>0,00</b>	<b>184 572,81</b>	<b>B 742 410,29</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>70 000,00</b>	<b>77 653,16</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 653,16</b>	<b>96 036,32</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	12 856,80
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	5 526,36
2051	Concessions, droits similaires	70 000,00	77 653,16	0,00	-7 653,16	77 653,16
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>173 427,00</b>	<b>31 350,83</b>	<b>0,00</b>	<b>142 076,17</b>	<b>548 413,77</b>
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	13 939,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	13 185,23	0,00	-13 185,23	29 679,87
2182	Matériel de transport	159 588,00	0,00	0,00	159 588,00	415 437,92
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	18 165,60	0,00	-18 165,60	88 288,66
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 068,12
2188	Autres immobilisations corporelles	13 839,00	0,00	0,00	13 839,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>148 110,00</b>	<b>97 960,20</b>	<b>0,00</b>	<b>50 149,80</b>	<b>97 960,20</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	148 110,00	97 960,20	0,00	50 149,80	97 960,20

RECVTTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-206 964,19</b>	<b>D - B</b>	<b>-742 410,29</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20193 (1)  
LIBELLE : CHARTE FORESTIERE****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>600 000,00</b>	<b>A 7 250,50</b>	<b>32 225,00</b>	<b>560 524,50</b>	<b>B 7 250,50</b>
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	600 000,00	7 250,50	32 225,00	560 524,50	7 250,50
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	600 000,00	7 250,50	32 225,00	560 524,50	7 250,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECVETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-7 250,50	D - B	-7 250,50

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**
**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20194 (1)**  
**LIBELLE : TEMPLE D'ANDUZE**
**Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>66 000,00</b>	<b>A 12 480,00</b>	<b>53 520,00</b>	<b>0,00</b>	<b>B 12 480,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>66 000,00</b>	<b>12 480,00</b>	<b>53 520,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 480,00</b>
2031	Frais d'études	66 000,00	12 480,00	53 520,00	0,00	12 480,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>58 550,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>58 550,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>58 550,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>58 550,00</b>
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	58 550,00	0,00	0,00	58 550,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-12 480,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-12 480,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20201 (1)  
LIBELLE : ANRU2 DEPLOIEMENT****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>2 500 000,00</b>	A <b>864,00</b>	<b>2 467 780,00</b>	<b>31 356,00</b>	B <b>864,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>100 000,00</b>	<b>864,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>-864,00</b>	<b>864,00</b>
2031	Frais d'études	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	864,00	0,00	-864,00	864,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2118	Autres terrains	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>367 780,00</b>	<b>32 220,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	400 000,00	0,00	367 780,00	32 220,00	0,00

RECVTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>1 440 000,00</b>	C <b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 440 000,00</b>	D <b>0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 440 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 440 000,00</b>	<b>0,00</b>
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 440 000,00	0,00	0,00	1 440 000,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	C - A	-864,00	D - B	-864,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20202 (1)  
LIBELLE : HABITAT****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>1 436 000,00</b>	<b>A 436 968,60</b>	<b>615 932,00</b>	<b>383 099,40</b>	<b>B 436 968,60</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>400 000,00</b>	<b>95 151,60</b>	<b>305 770,00</b>	<b>-921,60</b>	<b>95 151,60</b>
2031	Frais d'études	400 000,00	94 071,60	305 770,00	158,40	94 071,60
2033	Frais d'insertion	0,00	1 080,00	0,00	-1 080,00	1 080,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>1 036 000,00</b>	<b>341 817,00</b>	<b>310 162,00</b>	<b>384 021,00</b>	<b>341 817,00</b>
2041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	21 000,00	0,00	-21 000,00	21 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	400 000,00	271 204,00	0,00	128 796,00	271 204,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	636 000,00	49 613,00	310 162,00	276 225,00	49 613,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>746 500,00</b>	<b>C 10 144,00</b>	<b>0,00</b>	<b>736 356,00</b>	<b>D 10 144,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>746 500,00</b>	<b>10 144,00</b>	<b>0,00</b>	<b>736 356,00</b>	<b>10 144,00</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	746 500,00	10 144,00	0,00	736 356,00	10 144,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-426 824,60</b>	<b>D - B</b>	<b>-426 824,60</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20203 (1)  
LIBELLE : STADE PUJAZON ALÈS****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>200 000,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>B 0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>75 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>125 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>125 000,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>0,00</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20204 (1)  
LIBELLE : MINE TÉMOIN****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>270 000,00</b>	<b>A 263 409,90</b>	<b>0,00</b>	<b>6 590,10</b>	<b>B 263 409,90</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>12 000,00</b>	<b>2 268,30</b>	<b>0,00</b>	<b>9 731,70</b>	<b>2 268,30</b>
2031	Frais d'études	10 000,00	1 615,00	0,00	8 385,00	1 615,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	653,30	0,00	1 346,70	653,30
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>6 483,60</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 483,60</b>	<b>6 483,60</b>
21534	Réseaux d'électrification	0,00	6 483,60	0,00	-6 483,60	6 483,60
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>258 000,00</b>	<b>254 658,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 342,00</b>	<b>254 658,00</b>
2313	Constructions	258 000,00	254 658,00	0,00	3 342,00	254 658,00

RECVETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-263 409,90</b>	<b>D - B</b>	<b>-263 409,90</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20205 (1)  
LIBELLE : EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>526 300,00</b>	<b>A 58 870,51</b>	<b>123 596,00</b>	<b>343 833,49</b>	<b>B 58 870,51</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>476 300,00</b>	<b>58 870,51</b>	<b>123 596,00</b>	<b>293 833,49</b>	<b>58 870,51</b>
2135	Installations générales, agencements	400 000,00	1 975,20	123 596,00	274 428,80	1 975,20
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	3 000,00	0,00	-3 000,00	3 000,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	18 750,64	0,00	-18 750,64	18 750,64
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	756,00	0,00	-756,00	756,00
2188	Autres immobilisations corporelles	76 300,00	34 388,67	0,00	41 911,33	34 388,67
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-58 870,51</b>	<b>D - B</b>	<b>-58 870,51</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.



**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20206 (1)  
LIBELLE : Réhabilitation CLSH Malataverne****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>314 652,00</b>	<b>A 116 465,68</b>	<b>198 127,00</b>	<b>59,32</b>	<b>B 116 465,68</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>14 652,00</b>	<b>2 946,00</b>	<b>11 652,00</b>	<b>54,00</b>	<b>2 946,00</b>
2031	Frais d'études	14 652,00	2 946,00	11 652,00	54,00	2 946,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>76 764,48</b>	<b>0,00</b>	<b>-76 764,48</b>	<b>76 764,48</b>
2135	Installations générales, agencements	0,00	76 764,48	0,00	-76 764,48	76 764,48
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>300 000,00</b>	<b>36 755,20</b>	<b>186 475,00</b>	<b>76 769,80</b>	<b>36 755,20</b>
2313	Constructions	300 000,00	36 755,20	186 475,00	76 769,80	36 755,20

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>197 100,00</b>	<b>-197 100,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>197 100,00</b>	<b>-197 100,00</b>	<b>0,00</b>
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	197 100,00	-197 100,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-116 465,68</b>	<b>D - B</b>	<b>-116 465,68</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 41 (1)  
LIBELLE : MUSEE DES VALLEES CEVENOLES****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>27 574,00</b>	<b>A 0,00</b>	<b>360,00</b>	<b>27 214,00</b>	<b>B 2 382 034,39</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>600 531,01</b>
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	556 392,91
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 738,80
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	42 399,30
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>337 933,35</b>
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 012,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	21 031,20
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	59 291,70
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	7 996,01
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	1 757,52
2168	Autres collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	86 616,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	23 774,20
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	68 757,86
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	67 696,86
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>27 574,00</b>	<b>0,00</b>	<b>360,00</b>	<b>27 214,00</b>	<b>1 443 570,03</b>
2313	Constructions	27 574,00	0,00	360,00	27 214,00	1 443 570,03

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>0,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>D 2 016 078,50</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 981 795,90</b>
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	1 110 555,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	519 399,24
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	351 841,66
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 282,60</b>
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	34 282,60

<b>Solde du financement (5)</b>	<b>Pour l'exercice</b>		<b>En cumulé</b>	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>0,00</b>	<b>D - B</b>	<b>-365 955,89</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN****OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 53 (1)  
LIBELLE : CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES****Pour vote (2)**

Art. (3)	Libellé (3)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
<b>DEPENSES</b>		<b>790 696,00</b>	<b>A 197 263,13</b>	<b>379 053,00</b>	<b>214 379,87</b>	<b>B 779 498,26</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>11 173,20</b>	<b>0,00</b>	<b>-11 173,20</b>	<b>21 961,20</b>
2031	Frais d'études	0,00	10 309,20	0,00	-10 309,20	20 233,20
2033	Frais d'insertion	0,00	864,00	0,00	-864,00	1 728,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>783 310,00</b>	<b>133 822,13</b>	<b>379 053,00</b>	<b>270 434,87</b>	<b>540 893,80</b>
2135	Installations générales, agencements	729 904,00	96 697,68	379 053,00	254 153,32	305 416,07
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	44 739,18
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	3 036,80
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 059,71
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	18 870,96
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	12 616,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 206,49	0,00	-2 206,49	3 201,53
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	35 388,00
2188	Autres immobilisations corporelles	53 406,00	34 917,96	0,00	18 488,04	116 564,75
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>7 386,00</b>	<b>52 267,80</b>	<b>0,00</b>	<b>-44 881,80</b>	<b>216 643,26</b>
2313	Constructions	7 386,00	52 267,80	0,00	-44 881,80	216 643,26

RECETTES (répartition) (Pour information)	Éléments afférents à l'exercice				Pour mémoire	
	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>	<b>26 273,00</b>	<b>C 0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 273,00</b>	<b>D 0,00</b>	
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>26 273,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 273,00</b>	<b>0,00</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	26 273,00	0,00	0,00	26 273,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
<b>Recettes – Dépenses</b>	<b>C - A</b>	<b>-197 263,13</b>	<b>D - B</b>	<b>-779 498,26</b>

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**

**PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)**

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

**INVESTISSEMENT**

**REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)**

Dépenses réelles	5 122 364	2 709 484	0	288 088	2 316 169	1 012 462	142 645	280 042	0	4 535 200	2 395 596	18 802 051
- Equipements municipaux (2)		1 424 421	0	288 088	2 316 169	1 012 462	142 645	280 042	0	4 160 033	2 325 596	11 949 456
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		1 283 114	0	0	0	0	0	0	0	375 167	70 000	1 728 281
- Opérations financières	5 122 364											5 122 364
Dépenses d'ordre	809 244											1 680 008
Solde d'exécution reporté de N-1	5 209 015											5 209 015
<b>Total dépenses</b>	<b>11 140 624</b>	<b>3 580 248</b>	<b>0</b>	<b>288 088</b>	<b>2 316 169</b>	<b>1 012 462</b>	<b>142 645</b>	<b>280 042</b>	<b>0</b>	<b>4 535 200</b>	<b>2 395 596</b>	<b>25 691 073</b>
<b>Total recettes</b>	<b>19 506 998</b>	<b>1 597 304</b>	<b>0</b>	<b>203 680</b>	<b>299 209</b>	<b>145 145</b>	<b>396 302</b>	<b>58 354</b>	<b>584 179</b>	<b>1 474 849</b>	<b>808 150</b>	<b>25 074 169</b>
<b>Solde d'investissement</b>	<b>8 366 374</b>	<b>-1 982 944</b>	<b>0</b>	<b>-84 408</b>	<b>-2 016 960</b>	<b>-867 317</b>	<b>253 657</b>	<b>-221 689</b>	<b>584 179</b>	<b>-3 060 351</b>	<b>-1 587 446</b>	<b>-616 904</b>

**RESTES A REALISER au 31/12/N**

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>3 196 901</b>	<b>0</b>	<b>216 048</b>	<b>1 102 089</b>	<b>878 134</b>	<b>79 733</b>	<b>286 122</b>	<b>310 162</b>	<b>5 067 287</b>	<b>1 563 996</b>	<b>12 700 472</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>500 000</b>	<b>137 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>887 547</b>	<b>197 100</b>	<b>45 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 060 000</b>	<b>1 364 265</b>	<b>5 190 912</b>
<b>SOLDE RAR investissement</b>	<b>500 000</b>	<b>-3 059 901</b>	<b>0</b>	<b>-216 048</b>	<b>-214 542</b>	<b>-681 034</b>	<b>-34 733</b>	<b>-286 122</b>	<b>-310 162</b>	<b>-3 007 287</b>	<b>-199 731</b>	<b>-7 509 560</b>

**FONCTIONNEMENT**

**REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)**

<b>Total dépenses</b>	<b>5 570 930</b>	<b>36 979 800</b>	<b>313 362</b>	<b>13 938 398</b>	<b>5 089 888</b>	<b>4 572 162</b>	<b>1 399 522</b>	<b>7 494 240</b>	<b>0</b>	<b>25 332 759</b>	<b>3 995 722</b>	<b>104 686 782</b>
<b>Total recettes</b>	<b>85 642 016</b>	<b>3 250 344</b>	<b>0</b>	<b>2 050 116</b>	<b>444 136</b>	<b>1 679 748</b>	<b>302 268</b>	<b>5 636 538</b>	<b>0</b>	<b>22 200 244</b>	<b>930 058</b>	<b>122 135 466</b>
<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>80 071 086</b>	<b>-33 729 456</b>	<b>-313 362</b>	<b>-11 888 282</b>	<b>-4 645 753</b>	<b>-2 892 414</b>	<b>-1 097 254</b>	<b>-1 857 702</b>	<b>0</b>	<b>-3 132 515</b>	<b>-3 065 664</b>	<b>17 448 684</b>

**RESTES A REALISER au 31/12/N**

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

**IV – ANNEXES**

**PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE**

**A1**

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

**INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES</b>													
<b>Total dépenses d'investissement</b>		<b>11 140 624</b>	<b>6 777 149</b>	<b>0</b>	<b>504 136</b>	<b>3 418 258</b>	<b>1 890 596</b>	<b>222 378</b>	<b>566 164</b>	<b>310 162</b>	<b>9 602 487</b>	<b>3 959 592</b>	<b>38 391 545</b>
Dépenses réelles		5 122 364	5 906 385	0	504 136	3 418 258	1 890 596	222 378	566 164	310 162	9 602 487	3 959 592	31 502 523
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	5 121 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 121 555
1641	Emprunts en euros	5 114 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 114 146
16818	Emprunts - Autres prêteurs	768	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	768
168741	Dettes - Communes membres du GFP	6 641	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 641
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	457 982	0	11 430	52 818	6 615	0	0	0	356 933	81 204	966 982
2031	Frais d'études	0	264 157	0	0	10 458	6 615	0	0	0	356 933	81 204	719 367
2033	Frais d'insertion	0	7 476	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 476
2051	Concessions, droits similaires	0	186 348	0	11 430	42 360	0	0	0	0	0	0	240 139
204	Subventions d'équipement versées	0	3 055 114	0	0	0	0	0	0	0	43 314	996 000	4 094 428
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0	3 055 114	0	0	0	0	0	0	0	4 150	0	3 059 264
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 565	0	7 565
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	750 000	750 000
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 599	246 000	257 599
21	Immobilisations corporelles	0	2 089 897	0	492 706	512 191	639 589	80 850	15 180	0	2 401 212	36 285	6 267 911
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 274	5 274
2115	Terrains bâtis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	586 990	0	586 990
2118	Autres terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	537	0	537
2128	Autres agencements et aménagements	0	5 000	0	0	0	52 085	0	0	0	21 815	0	78 901
2135	Installations générales, agencements	0	496 517	0	0	181 107	422 204	76 610	0	0	0	19 310	1 195 747
2138	Autres constructions	0	574 125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	574 125

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		
											services urbains, environnement	économique	
2152	Installations de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 942	0	13 942
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0	0	0	0	0	24 084	0	0	0	0	0	24 084
21534	Réseaux d'électrification	0	0	0	0	7 663	0	0	0	0	1 698 726	0	1 706 390
21538	Autres réseaux	0	35 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 096
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	0	0	2 146	0	0	0	0	0	0	0	2 146
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	31 476	0	1 414	1 987	2 089	227	0	0	34 298	0	71 491
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	5 031	0	0	0	0	0	0	5 031
2182	Matériel de transport	0	254 655	0	0	0	0	0	15 180	0	37 091	0	306 927
2183	Matériel de bureau et informatique	0	425 933	0	111 677	1 725	2 918	0	0	0	0	10 173	552 426
2184	Mobilier	0	86 706	0	221 349	10 116	4 633	1 441	0	0	0	0	324 245
2185	Cheptel	0	0	0	0	0	130	0	0	0	0	0	130
2188	Autres immobilisations corporelles	0	180 389	0	156 120	304 562	131 446	2 572	0	0	7 812	1 529	784 430
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	50 000	0	0	0	129 820	136 293	0	0	0	122 000	438 113
2313	Constructions	0	50 000	0	0	0	129 820	136 293	0	0	0	122 000	438 113
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	809	29 239	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 048
2764	Créances sur personnes de droit privé	809	29 239	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 048
Opérations d'équipement		0	224 153	0	0	2 853 249	1 114 572	5 235	550 984	310 162	6 801 027	2 724 103	14 583 485
200211	RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 857 516	1 857 516
20023	RESTRUC. URBAINE PRES ST JEAN CEVENNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	205 248	0	205 248
20028	TRAVAUX HYDRAULIQUES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 706	0	17 706
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 927	0	80 927
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 128 237	0	2 128 237
20072	Grand contournement du Grand Alès	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 122	0	56 122
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 956	0	65 956
20122	REHABILITATION FORT VAUBAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	320 668	320 668
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0	0	0	0	0	41 196	0	0	0	0	0	41 196
20138	TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 403	134 403
20141	PROJET DE TERRITOIRE	0	9 730	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 730
20151	Opération Michelet	0	24 257	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 257
20161	Trvx e Equipements divers Petite Enfance	0	0	0	0	0	0	0	550 984	0	0	0	550 984
20162	ANRU2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	321 484	0	321 484
20165	E-ADMINISTRATION	0	190 167	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190 167
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	0	0	0	0	0	0	5 235	0	0	0	0	5 235

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

9

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	467 525	0	467 525
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0	0	0	0	1 792 302	0	0	0	0	0	0	1 792 302
20174	Aménagement Ecole Musique M.ANDRE	0	0	0	0	418 947	0	0	0	0	0	0	418 947
20177	Maison de la Figue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	147 746	147 746
20191	Extension musée PAB	0	0	0	0	576 000	0	0	0	0	0	0	576 000
20192	EAU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	206 964	0	206 964
20193	CHARTRE FORESTIERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 476	0	39 476
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0	0	0	0	66 000	0	0	0	0	0	0	66 000
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 468 644	0	2 468 644
20202	HABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	310 162	742 739	0	1 052 901
20204	MINE TÉMOIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	263 410	263 410
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0	0	0	0	0	182 467	0	0	0	0	0	182 467
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0	0	0	0	0	314 593	0	0	0	0	0	314 593
41	MUSEE DES VALLEES CEVENOLES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	360	360
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	0	0	0	0	0	576 316	0	0	0	0	0	576 316
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		809 244	870 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 680 008
040	Opérat° ordre transfert entre sections	454 983	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	454 983
13911	Etat et établissements nationaux	262 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	262 900
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	33 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 200
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	61 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 333
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	2 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 285
139148	Sub. transf cpte résult. Autres communes	1 608	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 608
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupements	3 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 382
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	1 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 498
13918	Autres subventions d'équipement	28 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 235
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	60 541	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 541
041	Opérations patrimoniales	354 261	870 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 225 025
2128	Autres agencements et aménagements	60 601	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 601

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
21318	Autres bâtiments publics	0	184 184	0	0	0	0	0	0	0	0	0	184 184
2135	Installations générales, agencements	269 661	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	269 661
2151	Réseaux de voirie	0	23 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 892
2152	Installations de voirie	0	662 687	0	0	0	0	0	0	0	0	0	662 687
21534	Réseaux d'électrification	2 052	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 052
2184	Mobilier	2 160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 160
2188	Autres immobilisations corporelles	19 788	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 788
001	Solde d'exécution reporté de N-1	5 209 015	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 209 015

RECETTES													
Total recettes d'investissement		20 006 998	1 734 304	0	203 680	1 186 756	342 245	441 302	58 354	584 179	3 534 849	2 172 415	30 265 081
Recettes réelles		15 518 302	509 279	0	203 680	1 186 756	342 245	441 302	58 354	584 179	3 534 849	2 172 415	24 551 360
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 458 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 458 600
10222	FCTVA	2 557 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 557 893
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 900 707	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 900 707
13	Subventions d'investissement	0	509 279	0	203 680	1 186 756	342 245	441 302	58 354	584 179	3 534 849	2 172 415	9 033 058
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	574 035	0	0	574 035
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	203 680	0	0	0	0	0	0	0	203 680
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	7 267	0	0	176 209	0	0	9 900	10 144	112 127	0	315 647
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	0	0	396 302	0	0	672 000	560 265	1 628 567
1322	Subv. non transf. Régions	0	75 479	0	0	0	29 231	0	0	0	0	270 000	374 710
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	223 000	0	0	0	0	0	456 250	679 250
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	311 310	0	0	787 547	313 014	45 000	48 454	0	2 750 721	885 900	5 141 946
1348	Autres fonds non transférables	0	115 223	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 223
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000
1641	Emprunts en euros	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

9

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	59 702	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 702
276348	Créance Autres communes	59 702	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 702
	Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Recettes d'ordre	4 488 696	1 225 025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 713 721
040	Opérat° ordre transfert entre sections	4 488 696	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 488 696
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	1 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 080
2113	Terrains aménagés autres que voirie	81 202	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	81 202
2132	Immeubles de rapport	152 254	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152 254
2182	Matériel de transport	20 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 855
28031	Frais d'études	14 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 087
28033	Frais d'insertion	1 199	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 199
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	2 436	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 436
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	6 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 743
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	58 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 024
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	143 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	143 396
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	579 788	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	579 788
28041483	Subv.Cne : Projet infrastructure	6 018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 018
28041582	GFP : Bâtiments, installations	3 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 840
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	69 331	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 331
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	415 276	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	415 276
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	35 126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 126
280422	Privé : Bâtiments, installations	109 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 854
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	556	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	556
28051	Concessions et droits similaires	221 732	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	221 732
28128	Autres aménagements de terrains	6 563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 563
281311	Hôtel de ville	1 639	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 639
281318	Autres bâtiments publics	130 791	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130 791
28135	Installations générales, agencements, ..	2 025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 025
28138	Autres constructions	11 968	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 968
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	722
28151	Réseaux de voirie	6 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 336
28152	Installations de voirie	721	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	721
281538	Autres réseaux	1 464	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 464

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
281568	Autres matériels, outillages incendie	1 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 683
281571	Matériel roulant	18 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 154
281578	Autre matériel et outillage de voirie	3 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 898
28158	Autres installat°, matériel et outillage	226 170	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226 170
281728	Autres agencements (m. à dispo)	621	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	621
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	33 592	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 592
2817534	Réseaux d'électrification (m. à dispo)	36 374	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 374
281757	Matériel, outillage voirie (m. à dispo)	1 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 748
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	10 969	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 969
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	42 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	42 950
281784	Mobilier (m. à dispo)	44 140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 140
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	25 406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 406
28181	Installations générales, aménagt divers	25 413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 413
28182	Matériel de transport	695 488	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	695 488
28183	Matériel de bureau et informatique	369 851	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	369 851
28184	Mobilier	121 254	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	121 254
28188	Autres immo. corporelles	637 862	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	637 862
4817	Pénalités de renégociation de la dette	108 097	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 097
041	Opérations patrimoniales	0	1 225 025	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 225 025
2031	Frais d'études	0	1 208 354	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 208 354
2033	Frais d'insertion	0	16 671	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 671
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement	5 570 930	36 979 800	313 362	13 938 398	5 089 888	4 572 162	1 399 522	7 494 240	0	25 332 759	3 995 722	104 686 782	
Dépenses réelles	1 082 234	36 979 800	313 362	13 938 398	5 089 888	4 572 162	1 399 522	7 494 240	0	25 332 759	3 995 722	100 198 086	
011	Charges à caractère général	0	7 430 989	0	3 702 412	518 715	1 298 681	76 281	405 091	0	4 835 076	1 633 027	19 900 271
60228	Autres fournitures consommables	0	0	0	0	0	1 517	0	0	0	0	0	1 517
60611	Eau et assainissement	0	425 468	0	59 931	78	97 587	0	0	0	0	0	583 063
60612	Energie - Electricité	0	1 488 407	0	357 111	42 292	100 830	0	0	0	1 284 282	0	3 272 922
60613	Chauffage urbain	0	14 289	0	120	0	2 432	0	0	0	0	0	16 841
60621	Combustibles	0	51 738	0	18 620	0	2 620	0	0	0	0	0	72 978
60622	Carburants	0	608 700	0	0	0	225	0	0	0	0	0	608 924
60623	Alimentation	0	-97 471	0	1 506 566	257	114 367	1 108	189 220	0	0	1 046	1 715 094
60624	Produits de traitement	0	4 318	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 318
60628	Autres fournitures non stockées	0	19 084	0	10 982	0	1 852	0	23 540	0	52 171	0	107 630

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		
											services urbains, environnement	économique	
60631	Fournitures d'entretien	0	35 214	0	138 357	548	66 118	391	41 169	0	2 779	-4 472	280 103
60632	Fournitures de petit équipement	0	312 891	0	38 248	50 218	76 121	5 738	42 888	0	46 873	14 200	587 178
60636	Vêtements de travail	0	78 526	0	4 687	0	2 080	0	0	0	4 610	0	89 903
6064	Fournitures administratives	0	62 026	0	10 207	2 978	741	216	0	0	0	0	76 169
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	639	0	1 351	17 243	0	500	51	0	0	0	19 783
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	493 772	4 114	6 191	496	28 844	0	0	0	533 416
6068	Autres matières et fournitures	0	506 107	0	15 056	364	6 812	1 103	0	0	-491	-73	528 879
6078	Autres marchandises	0	0	0	0	64 102	0	0	0	0	0	43 029	107 131
611	Contrats de prestations de services	0	521 444	0	59 449	99 743	350 302	40 000	21 541	0	1 631 603	126 984	2 851 067
6122	Crédit-bail mobilier	0	15 318	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 318
6125	Crédit-bail immobilier	0	97 065	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 065
6132	Locations immobilières	0	31 699	0	0	0	21 600	6 694	5 498	0	0	51 266	116 758
6135	Locations mobilières	0	50 848	0	15 601	2 874	11 571	0	0	0	19 521	1 176	101 591
614	Charges locatives et de copropriété	0	1 345	0	0	0	0	0	0	0	0	3 770	5 115
61521	Entretien terrains	0	1 728	0	0	0	104 993	0	21 767	0	21 652	10 919	161 059
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	513 971	0	27 724	5 695	22 292	246	15 310	0	11 189	0	596 428
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	4 508	0	0	0	0	150	0	4 658
615231	Entretien, réparations voiries	0	3 540	0	0	0	0	0	0	0	0	28 332	31 872
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	15 654	0	0	0	895 696	0	911 350
61551	Entretien matériel roulant	0	71 477	0	0	0	2 778	0	0	0	693 724	1 672	769 652
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	9 848	0	8 126	1 438	14 836	0	3 368	0	32 550	1 799	71 965
6156	Maintenance	0	384 090	0	36 484	22 553	1 886	1 698	0	0	-14 269	2 125	434 566
6161	Multirisques	0	344 130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	344 130
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	5 000
6168	Autres primes d'assurance	0	5 263	0	0	187	0	0	0	0	0	0	5 450
617	Etudes et recherches	0	36 387	0	26 048	0	11 249	0	10 475	0	62 367	175 117	321 643
6182	Documentation générale et technique	0	41 442	0	5 270	38 475	0	0	0	0	729	0	85 916
6184	Versements à des organismes de formation	0	85 701	0	1 865	150	0	0	0	0	0	0	87 716
6188	Autres frais divers	0	12 250	0	15 103	3 800	38 905	1 589	-1 800	0	-864	0	68 983
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	4 623	0	4 530	1 550	989	0	2 489	0	110	1 240	15 532
6226	Honoraires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	980 591	980 591
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	51 919	0	0	0	0	0	0	0	0	431	52 349
6228	Divers	0	498	0	0	21 000	0	0	120	0	5 899	-741	26 776
6231	Annonces et insertions	0	182 684	0	0	50 194	0	0	0	0	-960	4 782	236 699
6232	Fêtes et cérémonies	0	0	0	575	-510	0	0	0	0	0	0	65

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01	0	1	2	3	4	5	6	7				
		Opérations non ventilables	Services généraux administrat° publiques	Sécurité et salubrité publiques	Enseignement - Formation	Culture	Sport et jeunesse	Interventions sociales et santé	Famille	Logement	services urbains, environnemt	économique		
6233	Foires et expositions	0	335	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-335	0
6236	Catalogues et imprimés	0	29 929	0	5 100	18 860	3 957	233	0	0	0	9 414	4 882	72 374
6237	Publications	0	129 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 288	132 492
6238	Divers	0	386 196	0	0	27 808	7 091	0	0	0	0	1 051	14 927	437 072
6247	Transports collectifs	0	0	0	170 444	0	46 567	488	0	0	0	0	0	217 499
6251	Voyages et déplacements	0	1 131	0	185	1 888	14	0	88	0	0	-1 310	155	2 152
6255	Frais de déménagement	0	1 920	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 920
6256	Missions	0	8 103	0	47	2 086	758	15	378	0	0	157	136	11 680
6257	Réceptions	0	35 781	0	0	1 242	0	0	0	0	0	0	8 757	45 780
6261	Frais d'affranchissement	0	22 728	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 728
6262	Frais de télécommunications	0	229 789	0	39 283	9 235	5 953	0	0	0	0	0	144	284 404
627	Services bancaires et assimilés	0	315	0	2 764	414	1 364	0	0	0	0	0	343	5 200
6281	Concours divers (cotisations)	0	35 852	0	485	6 983	90	0	15	0	0	0	131 411	174 835
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	385 431	0	4 586	912	20 011	-1 140	0	0	0	0	0	409 800
6284	Redevances pour services rendus	0	0	0	0	4 372	0	0	0	0	0	0	0	4 372
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0	0	0	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	7 000
62873	Remb. frais au CCAS	0	0	0	0	0	83 047	0	0	0	0	0	0	83 047
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	172 832	0	616 686	0	39 472	0	0	0	0	17 059	0	846 050
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	-1 184	0	0	0	0	0	0	0	0	14 435	0	13 250
6288	Autres services extérieurs	0	571	0	48	2 282	1 322	6 500	0	0	0	33 157	130	44 010
63512	Taxes foncières	0	14 781	0	0	1 410	9 414	10 406	0	0	0	3 593	24 705	64 309
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0	73	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 938	0	7 938
6358	Autres droits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	260	0	260
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	0	2 372	3 075	0	129	0	0	0	1 290	6 866
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	15 361 713	313 362	9 396 909	4 485 177	3 068 789	495 284	6 303 281	0	0	7 200 280	1 077 037	47 701 832
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	308 626	0	308 626
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	3 812 025	0	1 782 309	0	71 564	0	0	0	0	75 709	0	5 741 606
6218	Autre personnel extérieur	0	253 390	0	0	0	0	0	195 844	0	0	0	0	449 234
6331	Versement de transport	0	82 197	2 074	60 736	34 890	23 025	3 973	47 885	0	0	-3 383	8 317	259 712
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	32 759	829	24 295	13 956	9 210	1 589	19 155	0	0	20 647	3 327	125 766
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	48 904	1 261	36 310	20 992	13 959	2 390	28 580	0	0	30 894	4 912	188 201
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	19 632	498	14 576	8 372	5 526	954	11 492	0	0	12 387	1 996	75 434
64111	Rémunération principale titulaires	0	4 985 134	109 798	3 552 338	2 148 118	1 112 566	147 582	2 971 309	0	0	2 914 160	425 940	18 366 946
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	204 205	3 048	92 466	69 485	46 673	7 699	129 949	0	0	105 241	19 714	678 479

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

9

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, économique		
											environnement		
64118	Autres indemnités titulaires	0	1 318 588	53 387	293 056	302 726	173 096	23 353	285 687	0	589 241	88 045	3 127 177
64131	Rémunérations non tit.	0	1 352 776	49 402	1 297 428	581 975	732 626	129 643	790 914	0	1 089 633	172 721	6 197 117
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 500	0	15 500
64138	Autres indemnités non tit.	0	285 183	19 827	86 411	38 913	68 822	42 324	80 051	0	178 345	54 247	854 123
64168	Autres emplois d'insertion	0	7 160	0	0	0	0	2	0	0	0	0	7 162
6417	Rémunérations des apprentis	0	8 990	0	0	0	0	0	0	0	0	4 988	13 978
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	1 120 591	33 656	981 116	517 198	389 220	73 365	720 497	0	811 816	133 787	4 781 245
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	1 669 883	36 860	1 093 980	708 976	382 405	54 624	952 471	0	970 465	146 981	6 016 646
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	61 508	2 284	55 958	24 579	32 064	6 851	35 682	0	49 620	9 174	277 720
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	31 595	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 595
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	34 710	439	25 732	14 377	7 926	934	23 288	0	21 181	2 733	131 320
64731	Allocations chômage versées directement	0	4 958	0	0	0	0	0	10 120	0	9 543	0	24 621
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	25 244	0	198	439	0	0	357	0	492	0	26 730
6488	Autres charges	0	2 281	0	0	184	108	0	0	0	164	157	2 894
014	Atténuations de produits	0	5 746 706	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 746 706
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	0	45 902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 902
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0	21 621	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 621
739211	Attributions de compensation	0	921 101	0	0	0	0	0	0	0	0	0	921 101
739212	Dotation de solidarité communautaire	0	1 254 664	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 254 664
739221	FNGIR	0	3 503 418	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 503 418
65	Autres charges de gestion courante	0	7 928 902	0	839 077	85 006	198 786	825 473	785 338	0	13 297 403	1 205 378	25 165 363
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	0	0	0	5 988	0	0	0	0	0	0	5 988
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0	0	0	20 500	0	0	0	0	0	0	0	20 500
6531	Indemnités	0	823 932	0	0	0	0	0	0	0	0	0	823 932
6532	Frais de mission	0	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000
6533	Cotisations de retraite	0	41 019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 019
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	89 549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	89 549
6535	Formation	0	767	0	0	0	0	0	0	0	0	0	767
6541	Créances admises en non-valeur	0	718 609	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718 609
6553	Service d'incendie	0	4 331 704	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 331 704
65548	Autres contributions	0	235 855	0	71 390	0	0	0	0	0	12 813 671	371 928	13 492 844
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	646 347	0	0	0	0	0	0	0	646 347
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100 578	0	100 578

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	262 387	0	262 387
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	1 682 994	0	100 840	79 018	198 786	825 473	785 338	0	120 767	833 450	4 626 666
65888	Autres	0	3 473	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 473
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 082 234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 082 234
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 076 071	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 076 071
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 672	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-30 672
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 079	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 079
6688	Autres	35 756	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 756
67	Charges exceptionnelles	0	511 490	0	0	990	5 906	2 484	530	0	0	80 280	601 680
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0	191	0	0	778	0	0	0	0	0	0	969
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	0	5 906	0	0	0	0	80 000	85 906
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	458	0	0	0	0	2 484	530	0	0	280	3 752
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	0	478 606	0	0	0	0	0	0	0	0	0	478 606
6748	Autres subventions exceptionnelles	0	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000
678	Autres charges exceptionnelles	0	2 235	0	0	212	0	0	0	0	0	0	2 447
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'ordre</b>		<b>4 488 696</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 488 696</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	4 488 696	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 488 696
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	254 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	254 311
6761	Différences sur réalisations (positives)	1 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 080
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	4 125 208	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 125 208
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	108 097	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 097
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**RECETTES**

<b>Total recettes de fonctionnement</b>	<b>85 642 016</b>	<b>3 250 344</b>	<b>0</b>	<b>2 050 116</b>	<b>444 136</b>	<b>1 679 748</b>	<b>302 268</b>	<b>5 636 538</b>	<b>0</b>	<b>22 200 244</b>	<b>930 058</b>	<b>122 135 466</b>
---	-------------------	------------------	----------	------------------	----------------	------------------	----------------	------------------	----------	-------------------	----------------	--------------------

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
	Recettes réelles	75 596 526	3 250 344	0	2 050 116	444 136	1 679 748	302 268	5 636 538	0	22 200 244	930 058	112 089 977
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0</b>	<b>73 372</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>73 372</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	4 598	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 598
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	68 774	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 774
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0</b>	<b>2 270 036</b>	<b>0</b>	<b>1 738 246</b>	<b>379 397</b>	<b>525 852</b>	<b>11 957</b>	<b>665 997</b>	<b>0</b>	<b>946 844</b>	<b>144 417</b>	<b>6 682 748</b>
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	0	0	0	11 592	0	0	0	0	11 592
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	1 229	4 172	0	0	0	0	0	5 401
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	90 400	0	90 400
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	398 150	0	398 150
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	338 439	0	0	0	0	0	98 119	436 558
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	0	519 904	0	0	0	0	0	519 904
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	365	665 997	0	0	0	666 362
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	1 738 246	0	1 776	0	0	0	0	0	1 740 022
70688	Autres prestations de services	0	76 590	0	0	0	0	0	0	0	150 000	0	226 590
7078	Autres marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 692	30 692
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	1 155	0	0	0	0	0	15 257	16 412
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	1 357 270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 357 270
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	167 818	0	0	0	0	0	0	0	0	0	167 818
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	608 204	0	0	0	0	0	0	0	308 294	0	916 498
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	155	0	0	38 574	0	0	0	0	0	350	39 079
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>60 750 160</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 038 801</b>	<b>558 684</b>	<b>81 347 645</b>
73111	Taxes foncières et d'habitation	37 838 269	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 838 269
73112	Cotisation sur la VAE	5 587 599	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 587 599
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 872 189	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 872 189
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	683 665	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	683 665

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

9 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	410 954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	410 954
73211	Attribution de compensation	11 649 312	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 649 312
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 708 172	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 708 172
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 731 273	0	18 731 273
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 307 528	0	1 307 528
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	558 684	558 684
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>14 663 869</b>	<b>250 545</b>	<b>0</b>	<b>273 063</b>	<b>50 300</b>	<b>1 106 214</b>	<b>235 779</b>	<b>4 958 897</b>	<b>0</b>	<b>180 400</b>	<b>106 006</b>	<b>21 825 072</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	6 726 724	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 726 724
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 010 852	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 010 852
744	FCTVA	24 413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 413
74718	Autres participations Etat	0	193 895	0	0	500	54 679	114 700	0	0	30 400	0	394 174
7472	Participat° Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 559	58 559
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	40 800	0	33 785	0	0	150 000	47 447	272 032
74741	Participat° Communes du GFP	0	0	0	4 500	0	0	0	0	0	0	0	4 500
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	4 950	0	0	0	0	0	0	0	4 950
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	13 337	0	0	0	13 337
7478	Participat° Autres organismes	0	56 650	0	263 613	9 000	1 051 535	87 294	4 945 559	0	0	0	6 413 651
74832	Attribution du fonds départemental TP	88 102	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 102
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	401 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	401 250
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	49 157	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 157
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	2 363 371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 363 371
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>332 003</b>	<b>0</b>	<b>34 690</b>	<b>2 299</b>	<b>4 945</b>	<b>54 532</b>	<b>10 023</b>	<b>0</b>	<b>965 556</b>	<b>49 094</b>	<b>1 453 141</b>
752	Revenus des immeubles	0	302 002	0	0	2 299	4 945	54 532	10 023	0	85 443	49 094	508 337
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	30 001	0	34 690	0	0	0	0	0	880 113	0	944 804
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>16 709</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16 709</b>
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	16 709	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 709
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>165 788</b>	<b>324 387</b>	<b>0</b>	<b>4 118</b>	<b>12 139</b>	<b>42 737</b>	<b>0</b>	<b>1 620</b>	<b>0</b>	<b>68 643</b>	<b>71 858</b>	<b>691 290</b>



ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	335	0	0	0	0	0	0	0	0	0	335
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	12 236	0	1 514	8 347	2 665	0	0	0	37 011	0	61 773
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	194 850	0	0	0	0	0	0	0	0	0	194 850
7788	Produits exceptionnels divers	165 788	116 965	0	2 604	3 793	40 072	0	1 620	0	31 632	71 858	434 331
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>454 983</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>454 983</i>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>454 983</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>454 983</b>
7761	<i>Diff / réal (+) transférées en invest.</i>	<i>60 541</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>60 541</i>
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	<i>394 442</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>394 442</i>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
002 Excédent de fonctionnement reporté		9 590 507	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 590 507

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>5 570 929,72</b>	<b>36 979 799,91</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>42 550 729,63</b>
Réalizations		5 570 929,72	36 979 799,91	0,00	0,00	42 550 729,63
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>	<b>7 430 989,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 430 989,42</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	425 467,66	0,00	0,00	425 467,66
60612	Energie - Electricité	0,00	1 488 406,96	0,00	0,00	1 488 406,96
60613	Chauffage urbain	0,00	14 289,00	0,00	0,00	14 289,00
60621	Combustibles	0,00	51 738,04	0,00	0,00	51 738,04
60622	Carburants	0,00	608 699,87	0,00	0,00	608 699,87
60623	Alimentation	0,00	-97 470,57	0,00	0,00	-97 470,57
60624	Produits de traitement	0,00	4 317,72	0,00	0,00	4 317,72
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	19 084,45	0,00	0,00	19 084,45
60631	Fournitures d'entretien	0,00	35 213,57	0,00	0,00	35 213,57
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	312 891,04	0,00	0,00	312 891,04
60636	Vêtements de travail	0,00	78 526,49	0,00	0,00	78 526,49
6064	Fournitures administratives	0,00	62 025,88	0,00	0,00	62 025,88
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	638,63	0,00	0,00	638,63
6068	Autres matières et fournitures	0,00	506 107,24	0,00	0,00	506 107,24
611	Contrats de prestations de services	0,00	521 443,72	0,00	0,00	521 443,72
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	15 318,13	0,00	0,00	15 318,13
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	97 064,55	0,00	0,00	97 064,55
6132	Locations immobilières	0,00	31 699,13	0,00	0,00	31 699,13
6135	Locations mobilières	0,00	50 848,39	0,00	0,00	50 848,39
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 344,93	0,00	0,00	1 344,93
61521	Entretien terrains	0,00	1 727,78	0,00	0,00	1 727,78
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	513 970,94	0,00	0,00	513 970,94
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	3 539,70	0,00	0,00	3 539,70
61551	Entretien matériel roulant	0,00	71 477,37	0,00	0,00	71 477,37
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	9 847,80	0,00	0,00	9 847,80
6156	Maintenance	0,00	384 090,29	0,00	0,00	384 090,29
6161	Multirisques	0,00	344 129,75	0,00	0,00	344 129,75
6168	Autres primes d'assurance	0,00	5 263,05	0,00	0,00	5 263,05
617	Etudes et recherches	0,00	36 386,60	0,00	0,00	36 386,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	41 441,84	0,00	0,00	41 441,84
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	85 700,88	0,00	0,00	85 700,88
6188	Autres frais divers	0,00	12 250,06	0,00	0,00	12 250,06
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	4 623,13	0,00	0,00	4 623,13
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	51 918,52	0,00	0,00	51 918,52
6228	Divers	0,00	498,22	0,00	0,00	498,22

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d européen.	
6231	Annonces et insertions	0,00	182 684,02	0,00	0,00	182 684,02
6233	Foires et expositions	0,00	335,31	0,00	0,00	335,31
6236	Catalogues et imprimés	0,00	29 928,90	0,00	0,00	29 928,90
6237	Publications	0,00	129 204,08	0,00	0,00	129 204,08
6238	Divers	0,00	386 195,78	0,00	0,00	386 195,78
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 131,04	0,00	0,00	1 131,04
6255	Frais de déménagement	0,00	1 920,00	0,00	0,00	1 920,00
6256	Missions	0,00	8 102,69	0,00	0,00	8 102,69
6257	Réceptions	0,00	35 780,80	0,00	0,00	35 780,80
6261	Frais d'affranchissement	0,00	22 727,68	0,00	0,00	22 727,68
6262	Frais de télécommunications	0,00	229 789,18	0,00	0,00	229 789,18
627	Services bancaires et assimilés	0,00	314,57	0,00	0,00	314,57
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	35 851,53	0,00	0,00	35 851,53
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	385 430,67	0,00	0,00	385 430,67
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	172 831,78	0,00	0,00	172 831,78
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	-1 184,38	0,00	0,00	-1 184,38
6288	Autres services extérieurs	0,00	571,25	0,00	0,00	571,25
63512	Taxes foncières	0,00	14 781,00	0,00	0,00	14 781,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	72,76	0,00	0,00	72,76
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>15 361 712,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 361 712,81</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	3 812 024,64	0,00	0,00	3 812 024,64
6218	Autre personnel extérieur	0,00	253 390,00	0,00	0,00	253 390,00
6331	Versement de transport	0,00	82 196,59	0,00	0,00	82 196,59
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	32 758,84	0,00	0,00	32 758,84
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	48 904,12	0,00	0,00	48 904,12
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	19 632,24	0,00	0,00	19 632,24
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	4 985 133,70	0,00	0,00	4 985 133,70
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	204 204,97	0,00	0,00	204 204,97
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 318 587,60	0,00	0,00	1 318 587,60
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 352 775,81	0,00	0,00	1 352 775,81
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	285 183,05	0,00	0,00	285 183,05
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	7 159,99	0,00	0,00	7 159,99
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	8 990,40	0,00	0,00	8 990,40
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 120 591,41	0,00	0,00	1 120 591,41
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 669 883,32	0,00	0,00	1 669 883,32
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	61 508,36	0,00	0,00	61 508,36
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	31 594,68	0,00	0,00	31 594,68
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	34 709,77	0,00	0,00	34 709,77
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	4 957,91	0,00	0,00	4 957,91
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	25 244,26	0,00	0,00	25 244,26
6488	Autres charges	0,00	2 281,15	0,00	0,00	2 281,15
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>5 746 705,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 746 705,67</b>
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	0,00	45 902,00	0,00	0,00	45 902,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	21 620,67	0,00	0,00	21 620,67
739211	Attributions de compensation	0,00	921 101,00	0,00	0,00	921 101,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	1 254 664,00	0,00	0,00	1 254 664,00
739221	FNGIR	0,00	3 503 418,00	0,00	0,00	3 503 418,00
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>4 488 695,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 488 695,84</b>

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d européen.	
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	254 310,95	0,00	0,00	0,00	254 310,95
6761	Différences sur réalisations (positives)	1 080,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	4 125 207,89	0,00	0,00	0,00	4 125 207,89
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	108 097,00	0,00	0,00	0,00	108 097,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>7 928 901,61</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 928 901,61</b>
6531	Indemnités	0,00	823 931,74	0,00	0,00	823 931,74
6532	Frais de mission	0,00	1 000,34	0,00	0,00	1 000,34
6533	Cotisations de retraite	0,00	41 018,79	0,00	0,00	41 018,79
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	89 549,20	0,00	0,00	89 549,20
6535	Formation	0,00	767,00	0,00	0,00	767,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	718 608,64	0,00	0,00	718 608,64
6553	Service d'incendie	0,00	4 331 703,67	0,00	0,00	4 331 703,67
65548	Autres contributions	0,00	235 855,00	0,00	0,00	235 855,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	1 682 994,00	0,00	0,00	1 682 994,00
65888	Autres	0,00	3 473,23	0,00	0,00	3 473,23
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>1 082 233,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 082 233,88</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 076 070,84	0,00	0,00	0,00	1 076 070,84
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-30 671,66	0,00	0,00	0,00	-30 671,66
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 079,17	0,00	0,00	0,00	1 079,17
6688	Autres	35 755,53	0,00	0,00	0,00	35 755,53
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>511 490,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>511 490,40</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	191,30	0,00	0,00	191,30
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	458,20	0,00	0,00	458,20
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	0,00	478 606,00	0,00	0,00	478 606,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	2 234,90	0,00	0,00	2 234,90
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES</b>		<b>85 642 015,84</b>	<b>3 250 343,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>88 892 359,57</b>
<b>Réalisations</b>		<b>85 642 015,84</b>	<b>3 250 343,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>88 892 359,57</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>9 590 506,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 590 506,60</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>73 372,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>73 372,06</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	4 598,22	0,00	0,00	4 598,22
6459	Remboursst charges SS et prévoyance	0,00	68 773,84	0,00	0,00	68 773,84
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>454 982,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>454 982,80</b>
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	60 540,95	0,00	0,00	0,00	60 540,95
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	394 441,85	0,00	0,00	0,00	394 441,85
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>2 270 036,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 270 036,47</b>
70688	Autres prestations de services	0,00	76 590,00	0,00	0,00	76 590,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	1 357 270,00	0,00	0,00	1 357 270,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	167 818,26	0,00	0,00	167 818,26
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	608 203,61	0,00	0,00	608 203,61

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d'européen.	
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	154,60	0,00	0,00	154,60
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>60 750 160,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 750 160,00</b>
73111	Taxes foncières et d'habitation	37 838 269,00	0,00	0,00	0,00	37 838 269,00
73112	Cotisation sur la VAE	5 587 599,00	0,00	0,00	0,00	5 587 599,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 872 189,00	0,00	0,00	0,00	1 872 189,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	683 665,00	0,00	0,00	0,00	683 665,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	410 954,00	0,00	0,00	0,00	410 954,00
73211	Attribution de compensation	11 649 312,00	0,00	0,00	0,00	11 649 312,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 708 172,00	0,00	0,00	0,00	2 708 172,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>14 663 869,30</b>	<b>250 545,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 914 414,50</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	6 726 724,00	0,00	0,00	0,00	6 726 724,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	5 010 852,00	0,00	0,00	0,00	5 010 852,00
744	FCTVA	24 413,30	0,00	0,00	0,00	24 413,30
74718	Autres participations Etat	0,00	193 894,72	0,00	0,00	193 894,72
7478	Participat° Autres organismes	0,00	56 650,48	0,00	0,00	56 650,48
74832	Attribution du fonds départemental TP	88 102,00	0,00	0,00	0,00	88 102,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	401 250,00	0,00	0,00	0,00	401 250,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	49 157,00	0,00	0,00	0,00	49 157,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	2 363 371,00	0,00	0,00	0,00	2 363 371,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>332 003,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>332 003,19</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	302 002,28	0,00	0,00	302 002,28
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	30 000,91	0,00	0,00	30 000,91
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>16 708,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 708,77</b>
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	16 708,77	0,00	0,00	0,00	16 708,77
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>165 788,37</b>	<b>324 386,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>490 175,18</b>
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	335,31	0,00	0,00	335,31
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	12 236,34	0,00	0,00	12 236,34
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	194 850,00	0,00	0,00	194 850,00
7788	Produits exceptionnels divers	165 788,37	116 965,16	0,00	0,00	282 753,53
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SOLDE (3)</b>		<b>80 071 086,12</b>	<b>-33 729 456,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>46 341 629,94</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
<b>DEPENSES</b>		<b>35 316 097,86</b>	<b>957 012,76</b>	<b>17 912,00</b>	<b>630 185,79</b>	<b>58 591,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>35 316 097,86</b>	<b>957 012,76</b>	<b>17 912,00</b>	<b>630 185,79</b>	<b>58 591,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	7 413 000,38	0,00	17 912,00	0,00	77,04	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	425 467,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 488 406,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	14 289,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administration générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act. de coopérat° décentralisée
60621	Combustibles	51 738,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	608 699,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	-97 470,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	4 317,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	19 084,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	35 213,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	312 891,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	78 526,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	62 025,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	638,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	506 107,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	521 443,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	15 318,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	97 064,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	31 699,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	50 848,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 344,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	1 727,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	513 970,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	3 539,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	71 477,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 847,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	384 090,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	344 129,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	5 263,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	36 386,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	41 441,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	67 788,88	0,00	17 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	12 250,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 546,09	0,00	0,00	0,00	77,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	51 918,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	498,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	182 684,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	335,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	29 928,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	129 204,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat <sup>o</sup> générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act. de coopérat <sup>o</sup> décentralisée
6238	Divers	386 195,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 131,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	1 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	8 102,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	35 780,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	22 727,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	229 789,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	314,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	35 851,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	385 430,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	172 831,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	-1 184,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	571,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	14 781,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	72,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>14 672 266,87</b>	<b>745,69</b>	<b>0,00</b>	<b>630 185,79</b>	<b>58 514,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	3 812 024,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	253 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	76 761,99	0,00	0,00	4 951,56	483,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	30 584,71	0,00	0,00	1 980,91	193,22	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	45 639,61	0,00	0,00	2 969,32	295,19	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	18 328,09	0,00	0,00	1 188,26	115,89	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	4 805 233,58	0,00	0,00	164 548,76	15 351,36	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	198 655,06	0,00	0,00	4 800,03	749,88	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 265 486,31	0,00	0,00	50 828,57	2 272,72	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 158 751,09	0,00	0,00	175 624,70	18 400,02	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	225 997,73	0,00	0,00	54 876,58	4 308,74	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	7 159,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	8 990,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 016 896,42	745,69	0,00	93 633,76	9 315,54	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 600 522,88	0,00	0,00	63 404,04	5 956,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	51 253,31	0,00	0,00	9 335,35	919,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	31 594,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	32 513,06	0,00	0,00	2 043,95	152,76	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
64731	Allocations chômage versées directement	4 957,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	25 244,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	2 281,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>5 746 705,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	45 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	21 620,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	921 101,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 254 664,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	3 503 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>6 972 634,54</b>	<b>956 267,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6531	Indemnités	0,00	823 931,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	1 000,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	41 018,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	89 549,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	767,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	718 608,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	4 331 703,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	235 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 682 994,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	3 473,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetière et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>511 490,40</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	191,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	458,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	478 606,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 234,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES</b>		<b>3 250 343,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>3 250 343,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>73 372,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	4 598,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	68 773,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>2 270 036,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70688	Autres prestations de services	76 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	1 357 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	167 818,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	608 203,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
7088	Produits activités annexes (abonnements)	154,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>250 545,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	193 894,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	56 650,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>332 003,19</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	302 002,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	30 000,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>324 386,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7718	Autres produits except. opérat° gestion	335,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	12 236,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	194 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	116 965,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-32 065 754,13</b>	<b>-957 012,76</b>	<b>-17 912,00</b>	<b>-630 185,79</b>	<b>-58 591,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>181 406,59</b>	<b>131 954,98</b>	<b>313 361,57</b>
Réalizations		181 406,59	131 954,98	313 361,57
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	181 406,59	131 954,98	313 361,57
6331	Versement de transport	991,88	1 081,69	2 073,57
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	396,74	432,65	829,39
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	588,93	672,00	1 260,93
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	237,99	259,68	497,67
64111	Rémunération principale titulaires	64 565,95	45 231,86	109 797,81
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 592,05	455,52	3 047,57
64118	Autres indemnités titulaires	49 225,14	4 161,79	53 386,93
64131	Rémunérations non tit.	13 683,55	35 718,37	49 401,92
64138	Autres indemnités non tit.	12 947,58	6 879,15	19 826,73
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 250,29	19 405,60	33 655,89
6453	Cotisations aux caisses de retraites	21 069,38	15 791,01	36 860,39
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	598,86	1 684,72	2 283,58
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	258,25	180,94	439,19
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Réalizations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00



(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-181 406,59</b>	<b>-131 954,98</b>	<b>-313 361,57</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>181 406,59</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Réalizations		0,00	0,00	181 406,59	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	181 406,59	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	991,88	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	396,74	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	588,93	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	237,99	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	64 565,95	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	2 592,05	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	49 225,14	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	13 683,55	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	12 947,58	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	14 250,29	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	21 069,38	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	598,86	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	258,25	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-181 406,59</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>11 979 883,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 958 514,57</b>	<b>13 938 398,00</b>
Réalizations		0,00	11 979 883,43	0,00	0,00	0,00	1 958 514,57	13 938 398,00
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>	<b>2 037 265,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 665 146,91</b>	<b>3 702 412,24</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	57 383,45	0,00	0,00	0,00	2 547,18	59 930,63
60612	Energie - Electricité	0,00	320 286,54	0,00	0,00	0,00	36 824,02	357 110,56
60613	Chauffage urbain	0,00	120,25	0,00	0,00	0,00	0,00	120,25
60621	Combustibles	0,00	18 453,87	0,00	0,00	0,00	166,50	18 620,37
60623	Alimentation	0,00	128 053,68	0,00	0,00	0,00	1 378 512,58	1 506 566,26
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	10 666,22	0,00	0,00	0,00	315,72	10 981,94
60631	Fournitures d'entretien	0,00	118 958,51	0,00	0,00	0,00	19 398,38	138 356,89
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	24 449,91	0,00	0,00	0,00	13 797,84	38 247,75
60636	Vêtements de travail	0,00	3 422,67	0,00	0,00	0,00	1 263,96	4 686,63
6064	Fournitures administratives	0,00	10 016,54	0,00	0,00	0,00	190,74	10 207,28
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	1 351,17	0,00	0,00	0,00	0,00	1 351,17
6067	Fournitures scolaires	0,00	487 118,42	0,00	0,00	0,00	6 653,51	493 771,93
6068	Autres matières et fournitures	0,00	7 791,40	0,00	0,00	0,00	7 264,84	15 056,24
611	Contrats de prestations de services	0,00	40 312,42	0,00	0,00	0,00	19 136,86	59 449,28
6135	Locations mobilières	0,00	15 265,93	0,00	0,00	0,00	335,04	15 600,97
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	21 659,54	0,00	0,00	0,00	6 064,76	27 724,30
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	3 475,96	0,00	0,00	0,00	4 649,62	8 125,58
6156	Maintenance	0,00	31 321,35	0,00	0,00	0,00	5 162,90	36 484,25
617	Etudes et recherches	0,00	2 986,80	0,00	0,00	0,00	23 061,60	26 048,40
6182	Documentation générale et technique	0,00	64,80	0,00	0,00	0,00	5 204,89	5 269,69
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	815,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00	1 865,00
6188	Autres frais divers	0,00	15 102,89	0,00	0,00	0,00	0,00	15 102,89
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	4 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 530,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	575,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 818,00	0,00	0,00	0,00	3 282,07	5 100,07
6247	Transports collectifs	0,00	57 478,62	0,00	0,00	0,00	112 965,33	170 443,95
6251	Voyages et déplacements	0,00	185,43	0,00	0,00	0,00	0,00	185,43
6256	Missions	0,00	46,77	0,00	0,00	0,00	0,00	46,77
6262	Frais de télécommunications	0,00	35 748,61	0,00	0,00	0,00	3 534,24	39 282,85
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 764,33	2 764,33
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	4 585,85	0,00	0,00	0,00	0,00	4 585,85

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	Se	Enseignement	
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00	7 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	606 686,25	0,00	0,00	0,00		10 000,00	616 686,25
6288	Autres services extérieurs	0,00	48,48	0,00	0,00	0,00		0,00	48,48
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>9 224 880,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>172 027,66</b>	<b>9 396 908,60</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	1 610 280,94	0,00	0,00	0,00		172 027,66	1 782 308,60
6331	Versement de transport	0,00	60 735,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 735,91
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	24 294,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 294,68
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	36 309,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 309,52
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	14 576,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 576,41
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	3 552 338,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 552 338,42
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	92 466,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 466,15
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	293 055,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 055,54
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 297 427,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 297 427,68
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	86 411,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 411,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	981 116,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	981 116,26
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 093 979,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 093 979,97
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	55 958,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 958,09
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	25 732,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 732,42
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	197,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197,90
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>717 737,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>121 340,00</b>	<b>839 077,16</b>
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 500,00	20 500,00
65548	Autres contributions	0,00	71 390,00	0,00	0,00	0,00		0,00	71 390,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	646 347,16	0,00	0,00	0,00		0,00	646 347,16
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		100 840,00	100 840,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>206 121,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>1 843 994,80</b>	<b>2 050 116,29</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>0,00</b>	<b>206 121,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>1 843 994,80</b>	<b>2 050 116,29</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Enseignement	26 Enseignement
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	157 987,51	0,00	0,00	0,00	1 580 258,14	1 738 245,65
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	157 987,51	0,00	0,00	0,00	1 580 258,14	1 738 245,65
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	9 450,00	0,00	0,00	0,00	263 612,66	273 062,66
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	4 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 950,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 612,66	263 612,66
75	Autres produits de gestion courante	0,00	34 690,25	0,00	0,00	0,00	0,00	34 690,25
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	34 690,25	0,00	0,00	0,00	0,00	34 690,25
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	3 993,73	0,00	0,00	0,00	124,00	4 117,73
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 514,03	0,00	0,00	0,00	0,00	1 514,03
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	2 479,70	0,00	0,00	0,00	124,00	2 603,70
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>-11 773 761,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-114 519,77</b>	<b>-11 888 281,71</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES</b>	<b>564 386,38</b>	<b>3 639 869,28</b>	<b>7 775 627,77</b>	<b>1 882 430,07</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 084,50</b>
	Réalisations	564 386,38	3 639 869,28	7 775 627,77	1 882 430,07	10 000,00	0,00	0,00	66 084,50
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	410 374,38	1 507 097,94	119 793,01	1 648 238,41	10 000,00	0,00	0,00	6 908,50
60611	Eau et assainissement	6 231,75	51 151,70	0,00	2 547,18	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	20 143,70	259 570,54	40 572,30	36 761,80	0,00	0,00	0,00	62,22
60613	Chauffage urbain	120,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	18 453,87	0,00	166,50	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	27,60	126 325,25	1 700,83	1 378 512,58	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	120,16	10 284,19	261,87	315,72	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	5 468,20	99 374,28	14 116,03	16 528,76	0,00	0,00	0,00	2 869,62
60632	Fournitures de petit équipement	6 016,15	17 842,49	591,27	12 388,10	0,00	0,00	0,00	1 409,74
60636	Vêtements de travail	492,96	0,00	2 929,71	1 263,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 093,88	3 708,42	4 214,24	190,74	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	1 291,20	59,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	28 554,80	438 981,61	19 582,01	6 284,98	0,00	0,00	0,00	368,53
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 846,31	2 945,09	7 264,84	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	604,00	30 099,91	9 608,51	19 136,86	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	403,20	14 862,73	0,00	335,04	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 491,77	16 682,46	2 485,31	6 064,76	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	3 475,96	0,00	4 649,62	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6156	Maintenance	3 412,82	26 608,02	1 300,51	5 162,90	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	2 986,80	0,00	23 061,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	64,80	5 204,89	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	815,00	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	13 044,00	2 058,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	4 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 818,00	0,00	1 116,00	0,00	0,00	0,00	2 166,07
6247	Transports collectifs	1 057,01	47 464,86	8 956,75	112 965,33	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	185,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	46,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 225,28	29 940,61	3 582,72	3 534,24	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	2 732,01	0,00	0,00	0,00	32,32
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 342,85	3 243,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	3 000,00	3 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	326 568,00	280 118,25	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	48,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>154 012,00</b>	<b>1 456 268,94</b>	<b>7 614 600,00</b>	<b>112 851,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 176,00</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	154 012,00	1 456 268,94	0,00	112 851,66	0,00	0,00	0,00	59 176,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	60 735,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	24 294,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	36 309,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	14 576,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	3 552 338,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	92 466,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	293 055,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	1 297 427,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	86 411,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	981 116,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	1 093 979,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	55 958,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	25 732,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	197,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>676 502,40</b>	<b>41 234,76</b>	<b>121 340,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	71 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	605 112,40	41 234,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	100 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>RECETTES</b>	0,00	205 731,49	390,00	1 525 286,84	0,00	0,00	0,00	318 707,96
	Réalisations	0,00	205 731,49	390,00	1 525 286,84	0,00	0,00	0,00	318 707,96
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	157 597,51	390,00	1 515 369,68	0,00	0,00	0,00	64 888,46
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	157 597,51	390,00	1 515 369,68	0,00	0,00	0,00	64 888,46
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	9 450,00	0,00	9 793,16	0,00	0,00	0,00	253 819,50
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	4 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	9 793,16	0,00	0,00	0,00	253 819,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	34 690,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	34 690,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	3 993,73	0,00	124,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 514,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	2 479,70	0,00	124,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-564 386,38</b>	<b>-3 434 137,79</b>	<b>-7 775 237,77</b>	<b>-357 143,23</b>	<b>-10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>252 623,46</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>2 179 633,86</b>	<b>2 852 161,85</b>	<b>58 092,66</b>	<b>5 089 888,37</b>
Réalizations		0,00	2 179 633,86	2 852 161,85	58 092,66	5 089 888,37
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>	<b>48 224,12</b>	<b>470 490,60</b>	<b>0,00</b>	<b>518 714,72</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	77,76	0,00	77,76
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	42 291,89	0,00	42 291,89
60623	Alimentation	0,00	0,00	257,22	0,00	257,22
60631	Fournitures d'entretien	0,00	47,55	500,05	0,00	547,60
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	7 391,89	42 825,73	0,00	50 217,62
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 977,97	0,00	2 977,97
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	17 242,65	0,00	17 242,65
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	4 113,67	0,00	4 113,67
6068	Autres matières et fournitures	0,00	2 564,27	-2 200,43	0,00	363,84
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	64 102,05	0,00	64 102,05
611	Contrats de prestations de services	0,00	2 719,60	97 023,40	0,00	99 743,00
6135	Locations mobilières	0,00	151,25	2 723,02	0,00	2 874,27
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	5 695,20	0,00	5 695,20
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	4 508,33	0,00	0,00	4 508,33
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 136,67	301,52	0,00	1 438,19
6156	Maintenance	0,00	0,00	22 553,23	0,00	22 553,23
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	187,16	0,00	187,16
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	38 475,42	0,00	38 475,42
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	650,12	900,31	0,00	1 550,43
6228	Divers	0,00	20 000,00	1 000,00	0,00	21 000,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	50 193,60	0,00	50 193,60
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	-510,00	0,00	0,00	-510,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	18 859,76	0,00	18 859,76
6238	Divers	0,00	0,00	27 807,60	0,00	27 807,60
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	1 888,24	0,00	1 888,24
6256	Missions	0,00	980,32	1 106,17	0,00	2 086,49
6257	Réceptions	0,00	0,00	1 242,00	0,00	1 242,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	9 234,90	0,00	9 234,90
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	414,04	0,00	414,04
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 018,40	5 964,17	0,00	6 982,57
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	912,00	0,00	0,00	912,00

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action		
6284	Redevances pour services rendus	0,00	4 371,84	0,00		0,00	4 371,84
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 281,88	0,00		0,00	2 281,88
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	1 410,00		0,00	1 410,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	2 372,30		0,00	2 372,30
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>2 052 179,32</b>	<b>2 374 905,34</b>		<b>58 092,66</b>	<b>4 485 177,32</b>
6331	Versement de transport	0,00	16 011,00	18 454,42		424,08	34 889,50
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	6 404,25	7 381,69		169,67	13 955,61
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	9 595,38	11 119,83		276,30	20 991,51
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	3 842,02	4 428,71		101,75	8 372,48
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 035 125,50	1 076 366,42		36 626,06	2 148 117,98
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	21 459,81	45 798,26		2 226,61	69 484,68
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	134 969,22	166 197,52		1 559,16	302 725,90
64131	Rémunérations non tit.	0,00	227 764,26	354 211,05		0,00	581 975,31
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	14 141,59	24 771,03		0,00	38 912,62
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	231 150,62	280 913,81		5 133,38	517 197,81
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	336 305,01	361 602,28		11 068,30	708 975,59
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	9 686,27	14 892,54		0,00	24 578,81
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	5 724,39	8 144,78		507,35	14 376,52
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	439,00		0,00	439,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	184,00		0,00	184,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>79 018,00</b>	<b>5 987,85</b>		<b>0,00</b>	<b>85 005,85</b>
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	5 987,85		0,00	5 987,85
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	79 018,00	0,00		0,00	79 018,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>212,42</b>	<b>778,06</b>		<b>0,00</b>	<b>990,48</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	778,06		0,00	778,06
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	212,42	0,00		0,00	212,42
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>226,20</b>	<b>265 132,54</b>	<b>178 277,01</b>		<b>500,00</b>	<b>444 135,75</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>226,20</b>	<b>265 132,54</b>	<b>178 277,01</b>		<b>500,00</b>	<b>444 135,75</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>226,20</b>	<b>223 722,54</b>	<b>155 448,65</b>		<b>0,00</b>	<b>379 397,39</b>
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	1 229,00		0,00	1 229,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	222 567,54	115 871,51		0,00	338 439,05
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	1 155,00	0,00		0,00	1 155,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	226,20	0,00	38 348,14		0,00	38 574,34
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>9 800,00</b>		<b>500,00</b>	<b>50 300,00</b>



(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	500,00	500,00
7473	Participat° Départements	0,00	40 000,00	800,00	0,00	40 800,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 299,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 299,00</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	2 299,00	0,00	2 299,00
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>1 410,00</b>	<b>10 729,36</b>	<b>0,00</b>	<b>12 139,36</b>
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 000,00	7 346,76	0,00	8 346,76
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	410,00	3 382,60	0,00	3 792,60
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>226,20</b>	<b>-1 914 501,32</b>	<b>-2 673 884,84</b>	<b>-57 592,66</b>	<b>-4 645 752,62</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	<b>DEPENSES</b>	<b>2 176 251,98</b>	<b>0,00</b>	<b>3 381,88</b>	<b>0,00</b>	<b>1 533 198,64</b>	<b>1 318 963,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>2 176 251,98</b>	<b>0,00</b>	<b>3 381,88</b>	<b>0,00</b>	<b>1 533 198,64</b>	<b>1 318 963,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>44 842,24</b>	<b>0,00</b>	<b>3 381,88</b>	<b>0,00</b>	<b>190 788,13</b>	<b>279 702,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	77,76	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	32 305,77	9 986,12	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	106,69	150,53	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	47,55	0,00	0,00	0,00	0,00	500,05	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	7 391,89	0,00	0,00	0,00	17 872,11	24 953,62	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	2 536,12	441,85	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	17 242,65	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 113,67	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 564,27	0,00	0,00	0,00	539,07	-2 739,50	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 102,05	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 619,60	0,00	1 100,00	0,00	40 727,26	56 296,14	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	151,25	0,00	0,00	0,00	1 323,60	1 399,42	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 472,00	3 223,20	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	4 508,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 645,00	0,00	-4 508,33	0,00	0,00	301,52	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	10 772,11	11 781,12	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187,16	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	38 360,42	115,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	650,12	0,00	0,00	0,00	244,37	655,94	0,00	0,00
6228	Divers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 193,60	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
6232	Fêtes et cérémonies	-510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 146,40	15 713,36	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 568,80	24 238,80	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 888,24	0,00	0,00
6256	Missions	980,32	0,00	0,00	0,00	0,00	1 106,17	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 242,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	6 857,03	2 377,87	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414,04	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 018,40	0,00	0,00	0,00	0,00	5 964,17	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	4 371,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	2 281,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 372,30	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>2 052 179,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 342 410,51</b>	<b>1 032 494,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6331	Versement de transport	16 011,00	0,00	0,00	0,00	10 151,95	8 302,47	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	6 404,25	0,00	0,00	0,00	4 060,56	3 321,13	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 595,38	0,00	0,00	0,00	6 107,63	5 012,20	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	3 842,02	0,00	0,00	0,00	2 436,27	1 992,44	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 035 125,50	0,00	0,00	0,00	670 025,02	406 341,40	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	21 459,81	0,00	0,00	0,00	32 481,36	13 316,90	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	134 969,22	0,00	0,00	0,00	113 363,65	52 833,87	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	227 764,26	0,00	0,00	0,00	123 497,07	230 713,98	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	14 141,59	0,00	0,00	0,00	6 743,08	18 027,95	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	231 150,62	0,00	0,00	0,00	142 423,22	138 490,59	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	336 305,01	0,00	0,00	0,00	221 316,12	140 286,16	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	9 686,27	0,00	0,00	0,00	4 814,45	10 078,09	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	5 724,39	0,00	0,00	0,00	4 851,13	3 293,65	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	139,00	45,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>79 018,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 987,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 987,85	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	79 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>212,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>778,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	778,06	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	212,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES</b>		<b>264 132,54</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 370,36</b>	<b>160 906,65</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>264 132,54</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 370,36</b>	<b>160 906,65</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>223 722,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 341,80</b>	<b>151 106,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 229,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	222 567,54	0,00	0,00	0,00	0,00	115 871,51	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 155,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 341,80	34 006,34	0,00	0,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>40 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	40 000,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 299,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 299,00	0,00	0,00
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>410,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 228,56</b>	<b>7 500,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	1 000,00	0,00	21,96	7 324,80	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	410,00	0,00	0,00	0,00	3 206,60	176,00	0,00	0,00
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-1 912 119,44</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 381,88</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 515 828,28</b>	<b>-1 158 056,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



**IV – ANNEXES**

**IV**

**ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

**A1.1**

**FONCTION 4 – Sport et jeunesse**

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>251 936,74</b>	<b>2 264 370,38</b>	<b>2 055 855,08</b>	<b>4 572 162,20</b>
<b>Réalisations</b>		<b>251 936,74</b>	<b>2 264 370,38</b>	<b>2 055 855,08</b>	<b>4 572 162,20</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>220,04</b>	<b>745 144,94</b>	<b>553 316,37</b>	<b>1 298 681,35</b>
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	1 516,54	1 516,54
60611	Eau et assainissement	0,00	96 702,48	884,34	97 586,82
60612	Energie - Electricité	0,00	90 704,07	10 126,05	100 830,12
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	2 431,90	2 431,90
60621	Combustibles	0,00	2 620,00	0,00	2 620,00
60622	Carburants	0,00	0,00	224,59	224,59
60623	Alimentation	0,00	160,80	114 206,32	114 367,12
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 011,57	840,33	1 851,90
60631	Fournitures d'entretien	0,00	55 855,24	10 262,35	66 117,59
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	56 549,27	19 572,13	76 121,40
60636	Vêtements de travail	0,00	-876,96	2 956,56	2 079,60
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	741,45	741,45
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	6 190,69	6 190,69
6068	Autres matières et fournitures	0,00	2 906,40	3 905,11	6 811,51
611	Contrats de prestations de services	0,00	211 832,36	138 470,07	350 302,43
6132	Locations immobilières	0,00	21 600,00	0,00	21 600,00
6135	Locations mobilières	0,00	7 868,63	3 702,06	11 570,69
61521	Entretien terrains	0,00	74 635,12	30 358,23	104 993,35
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	18 560,66	3 731,22	22 291,88
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	1 928,10	13 725,88	15 653,98
61551	Entretien matériel roulant	0,00	2 778,15	0,00	2 778,15
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	14 788,02	48,00	14 836,02
6156	Maintenance	0,00	1 300,10	585,53	1 885,63
617	Etudes et recherches	0,00	9 183,46	2 065,19	11 248,65
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	38 904,64	38 904,64
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	220,04	570,12	199,04	989,20
6236	Catalogues et imprimés	0,00	2 760,00	1 196,90	3 956,90
6238	Divers	0,00	7 090,71	0,00	7 090,71
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	46 567,48	46 567,48
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	14,00	14,00
6256	Missions	0,00	589,20	168,70	757,90
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 177,32	2 775,96	5 953,28
627	Services bancaires et assimilés	0,00	309,14	1 055,31	1 364,45
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	90,00	90,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	8 580,00	11 431,26	20 011,26

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

Total **SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse		
62873	Remb. frais au CCAS	0,00	0,00		63 046,54	63 046,54
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	39 472,28	0,00		39 472,28
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	1 322,00		1 322,00
63512	Taxes foncières	0,00	9 414,00	0,00		9 414,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	3 074,70	0,00		3 074,70
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>251 716,70</b>	<b>1 445 819,88</b>	<b>1 371 252,71</b>		<b>3 068 789,29</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	18 732,00	52 831,50		71 563,50
6331	Versement de transport	1 779,53	11 265,82	9 979,31		23 024,66
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	711,89	4 506,35	3 991,73		9 209,97
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 077,37	6 949,06	5 932,82		13 959,25
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	427,13	2 704,01	2 395,30		5 526,44
64111	Rémunération principale titulaires	120 101,79	575 813,03	416 650,93		1 112 565,75
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 791,93	20 237,26	21 644,19		46 673,38
64118	Autres indemnités titulaires	38 257,43	83 660,81	51 177,60		173 095,84
64131	Rémunérations non tit.	18 148,50	287 948,66	426 528,78		732 625,94
64138	Autres indemnités non tit.	1 029,28	35 485,06	32 308,07		68 822,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	24 470,33	185 123,12	179 626,41		389 219,86
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 435,53	196 044,40	146 925,27		382 405,20
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	776,71	12 921,52	18 365,53		32 063,76
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	601,48	4 428,78	2 895,27		7 925,53
6488	Autres charges	107,80	0,00	0,00		107,80
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>67 500,00</b>	<b>131 286,00</b>		<b>198 786,00</b>
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	67 500,00	131 286,00		198 786,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>5 905,56</b>	<b>0,00</b>		<b>5 905,56</b>
6714	Bourses et prix	0,00	5 905,56	0,00		5 905,56
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00		0,00
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>305 475,73</b>	<b>1 374 272,01</b>		<b>1 679 747,74</b>
	Réalisations	0,00	305 475,73	1 374 272,01		1 679 747,74
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>258 244,15</b>	<b>267 608,30</b>		<b>525 852,45</b>
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	4 172,00	0,00		4 172,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	254 072,15	265 832,30		519 904,45
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	1 776,00		1 776,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 213,62</b>		<b>1 106 213,62</b>
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	54 679,00		54 679,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	1 051 534,62		1 051 534,62
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>4 644,74</b>	<b>300,00</b>		<b>4 944,74</b>

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

Total

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse		
752	Revenus des immeubles	0,00	4 644,74		300,00	4 944,74
76	Produits financiers	0,00	0,00		0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	42 586,84		150,09	42 736,93
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 665,34		0,00	2 665,34
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	39 921,50		150,09	40 071,59
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00		0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-251 936,74</b>	<b>-1 958 894,65</b>		<b>-681 583,07</b>	<b>-2 892 414,46</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES</b>		<b>93 222,68</b>	<b>328 452,58</b>	<b>1 186 976,75</b>	<b>648 163,62</b>	<b>7 554,75</b>	<b>2 002 169,32</b>	<b>53 685,76</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>93 222,68</b>	<b>328 452,58</b>	<b>1 186 976,75</b>	<b>648 163,62</b>	<b>7 554,75</b>	<b>2 002 169,32</b>	<b>53 685,76</b>	<b>0,00</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	11 855,68	322 726,52	130 254,30	277 798,19	2 510,25	539 281,02	14 035,35	0,00
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 516,54	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	94 506,95	2 108,05	87,48	0,00	549,18	335,16	0,00
60612	Energie - Electricité	7 519,98	81 898,55	0,00	1 285,54	0,00	5 565,85	4 560,20	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 431,90	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	2 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224,59	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	160,80	113 737,31	469,01	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 011,57	0,00	0,00	840,33	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 018,52	9 908,06	23 575,29	21 353,37	0,00	10 215,61	46,74	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 525,17	15 048,19	26 822,39	10 045,63	3 107,89	19 200,48	371,65	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	373,44	-1 250,40	0,00	0,00	2 956,56	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	741,45	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 004,56	1 186,13	0,00
6068	Autres matières et fournitures	64,25	2 819,05	0,00	23,10	0,00	4 179,47	-274,36	0,00
611	Contrats de prestations de services	189,60	17 172,23	10 512,90	183 957,63	0,00	137 830,07	640,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	21 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	317,25	995,04	3 294,63	3 261,71	0,00	3 702,06	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	65 035,12	0,00	9 600,00	0,00	30 358,23	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-158,38	12 922,87	2 933,17	2 863,00	0,00	3 611,22	120,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	1 928,10	0,00	0,00	13 725,88	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	4 897,36	-2 119,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 303,69	1 507,84	10 913,45	1 063,04	0,00	48,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	75,60	1 224,50	0,00	0,00	0,00	467,69	117,84	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	7 063,54	2 119,92	0,00	2 065,19	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 735,08	5 169,56	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	460,08	110,04	0,00	199,04	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	2 760,00	0,00	0,00	1 196,90	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	7 849,15	-758,44	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 567,48	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,00	0,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonnes de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
6256	Missions	0,00	0,00	538,95	50,25	0,00	0,00	168,70	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	3 177,32	0,00	0,00	0,00	2 137,34	638,62	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	229,51	79,63	0,00	1 055,31	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	8 580,00	0,00	0,00	0,00	11 049,16	382,10	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 046,54	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	39 472,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 322,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	40,00	0,00	9 374,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	3 074,70	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>13 867,00</b>	<b>4 865,00</b>	<b>1 056 722,45</b>	<b>370 365,43</b>	<b>0,00</b>	<b>1 345 831,30</b>	<b>25 421,41</b>	<b>0,00</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	13 867,00	4 865,00	0,00	0,00	0,00	52 831,50	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	8 430,93	2 834,89	0,00	9 802,56	176,75	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	3 372,49	1 133,86	0,00	3 921,10	70,63	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	5 269,91	1 679,15	0,00	5 826,72	106,10	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	2 023,84	680,17	0,00	2 352,97	42,33	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	390 339,26	185 473,77	0,00	403 056,40	13 594,53	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	15 713,52	4 523,74	0,00	19 924,70	1 719,49	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	55 390,65	28 270,16	0,00	48 139,22	3 038,38	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	248 953,00	38 995,66	0,00	426 528,78	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	32 949,01	2 536,05	0,00	32 308,07	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	144 594,01	40 529,11	0,00	177 486,65	2 139,76	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	135 715,56	60 328,84	0,00	142 454,37	4 470,90	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	11 272,92	1 648,60	0,00	18 365,53	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	2 697,35	1 731,43	0,00	2 832,73	62,54	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>67 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>117 057,00</b>	<b>14 229,00</b>	<b>0,00</b>
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	67 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 057,00	14 229,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>861,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 044,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6714	Bourses et prix	0,00	861,06	0,00	0,00	5 044,50	0,00	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>2 655,34</b>	<b>170 104,15</b>	<b>132 716,24</b>	<b>0,00</b>	<b>1 340 333,72</b>	<b>33 938,29</b>	<b>0,00</b>
	Réalisations	0,00	2 655,34	170 104,15	132 716,24	0,00	1 340 333,72	33 938,29	0,00
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>170 104,15</b>	<b>88 140,00</b>	<b>0,00</b>	<b>265 787,30</b>	<b>1 821,00</b>	<b>0,00</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 41							Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonnes de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives					
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	4 172,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	165 932,15	88 140,00	0,00	0,00	265 787,30	45,00	0,00	
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 776,00	0,00	
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 074 096,33</b>	<b>32 117,29</b>	<b>0,00</b>	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 679,00	0,00	0,00	
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 019 417,33	32 117,29	0,00	
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 644,74</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	4 644,74	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>2 655,34</b>	<b>0,00</b>	<b>39 931,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 655,34	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	39 921,50	0,00	0,00	150,09	0,00	0,00	
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-93 222,68</b>	<b>-325 797,24</b>	<b>-1 016 872,60</b>	<b>-515 447,38</b>	<b>-7 554,75</b>	<b>-661 835,60</b>	<b>-19 747,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>214 297,42</b>	<b>1 185 224,77</b>	<b>1 399 522,19</b>
<b>Réalisations</b>		<b>214 297,42</b>	<b>1 185 224,77</b>	<b>1 399 522,19</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>58 797,42</b>	<b>17 483,30</b>	<b>76 280,72</b>
60623	Alimentation	0,00	1 107,88	1 107,88
60631	Fournitures d'entretien	0,00	391,31	391,31
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 737,52	5 737,52
6064	Fournitures administratives	0,00	216,00	216,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	499,95	499,95
6067	Fournitures scolaires	0,00	495,60	495,60
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 103,18	1 103,18
611	Contrats de prestations de services	40 000,00	0,00	40 000,00
6132	Locations immobilières	6 693,74	0,00	6 693,74
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	246,40	246,40
6156	Maintenance	1 697,68	0,00	1 697,68
6188	Autres frais divers	0,00	1 589,41	1 589,41
6236	Catalogues et imprimés	0,00	232,80	232,80
6247	Transports collectifs	0,00	488,00	488,00
6256	Missions	0,00	15,25	15,25
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	-1 140,00	-1 140,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	6 500,00	6 500,00
63512	Taxes foncières	10 406,00	0,00	10 406,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>495 284,47</b>	<b>495 284,47</b>
6331	Versement de transport	0,00	3 973,12	3 973,12
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 589,25	1 589,25
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	2 389,72	2 389,72
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	953,56	953,56
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	147 582,34	147 582,34
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	7 698,98	7 698,98
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	23 353,15	23 353,15
64131	Rémunérations non tit.	0,00	129 642,91	129 642,91
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	42 323,87	42 323,87
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	2,31	2,31
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	73 365,17	73 365,17
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	54 624,49	54 624,49
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	6 851,24	6 851,24
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	934,36	934,36
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	155 500,00	669 973,00	825 473,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	155 500,00	669 973,00	825 473,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	2 484,00	2 484,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	2 484,00	2 484,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>54 532,00</b>	<b>247 736,11</b>	<b>302 268,11</b>
Réalizations		54 532,00	247 736,11	302 268,11
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	11 957,00	11 957,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	11 592,00	11 592,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	365,00	365,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	235 779,11	235 779,11
74718	Autres participations Etat	0,00	114 700,00	114 700,00
7473	Participat° Départements	0,00	33 785,00	33 785,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	87 294,11	87 294,11
75	Autres produits de gestion courante	54 532,00	0,00	54 532,00
752	Revenus des immeubles	54 532,00	0,00	54 532,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-159 765,42</b>	<b>-937 488,66</b>	<b>-1 097 254,08</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES</b>		0,00	10 406,00	203 891,42	495 299,72	0,00	104 700,00	574 257,00	10 968,05
Réalizations		0,00	10 406,00	203 891,42	495 299,72	0,00	104 700,00	574 257,00	10 968,05
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	10 406,00	48 391,42	15,25	0,00	0,00	6 500,00	10 968,05
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,88
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391,31
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 737,52
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	499,95

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	495,60
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103,18
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	6 693,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246,40
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 697,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 589,41
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	232,80
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	488,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	15,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 140,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	10 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>495 284,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	3 973,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	1 589,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	2 389,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	953,56	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	147 582,34	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	7 698,98	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	23 353,15	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	129 642,91	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	42 323,87	0,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00	2,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	73 365,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	54 624,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	6 851,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	934,36	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>155 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>104 700,00</b>	<b>565 273,00</b>	<b>0,00</b>
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	155 500,00	0,00	0,00	104 700,00	565 273,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 484,00</b>	<b>0,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 532,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>114 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 036,11</b>
<b>Réalisations</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 532,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>114 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 036,11</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 957,00</b>
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 592,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>114 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>121 079,11</b>
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 700,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 785,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 294,11
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 532,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	54 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>-10 406,00</b>	<b>-149 359,42</b>	<b>-495 299,72</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>-574 257,00</b>	<b>122 068,06</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 494 239,70</b>	<b>7 494 239,70</b>
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	7 494 239,70	7 494 239,70
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>405 090,80</b>	<b>405 090,80</b>
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	189 220,37	189 220,37
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	23 540,13	23 540,13
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	41 169,31	41 169,31
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	42 888,38	42 888,38
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	51,01	51,01
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	28 843,90	28 843,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	21 541,18	21 541,18
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	5 498,40	5 498,40
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	21 766,66	21 766,66
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	15 310,43	15 310,43
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 368,10	3 368,10
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	10 474,80	10 474,80
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 800,00	-1 800,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488,89	2 488,89
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	120,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	88,00	88,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	377,52	377,52
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	15,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	128,72	128,72
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 303 281,25</b>	<b>6 303 281,25</b>
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	195 844,26	195 844,26
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	47 884,90	47 884,90
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 154,94	19 154,94
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	28 579,97	28 579,97
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 492,11	11 492,11
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 971 309,42	2 971 309,42
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	129 948,59	129 948,59
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	285 686,76	285 686,76
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	790 913,96	790 913,96
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	80 050,94	80 050,94
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	720 496,90	720 496,90
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	952 471,14	952 471,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	35 682,09	35 682,09
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	23 288,15	23 288,15

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches	
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	10 120,32	10 120,32
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	356,80	356,80
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>785 338,00</b>	<b>785 338,00</b>
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	785 338,00	785 338,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>529,65</b>	<b>529,65</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	529,65	529,65
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 636 537,62</b>	<b>5 636 537,62</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 636 537,62</b>	<b>5 636 537,62</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>665 997,40</b>	<b>665 997,40</b>
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	665 997,40	665 997,40
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 958 896,91</b>	<b>4 958 896,91</b>
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	13 337,42	13 337,42
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945 559,49	4 945 559,49
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 023,08</b>	<b>10 023,08</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 023,08	10 023,08
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 620,23</b>	<b>1 620,23</b>
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620,23	1 620,23
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 857 702,08</b>	<b>-1 857 702,08</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT**

**IV**

**A1.1**

**FONCTION 7 – Logement**

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Réalizations		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
011	Charges à caractère général	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
014	Atténuations de produits	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
65	Autres charges de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
66	Charges financières	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
67	Charges exceptionnelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser au 31/12		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>RECETTES</b>		<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
Réalizations		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
013	Atténuations de charges	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
70	Produits des services, du domaine, vente	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
73	Impôts et taxes	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
74	Dotations et participations	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
75	Autres produits de gestion courante	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
76	Produits financiers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
77	Produits exceptionnels	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Restes à réaliser au 31/12		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>SOLDE (3)</b>		<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire) à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
Reçu en préfecture le 06/07/2021  
Affiché le 06/07/2021 reports 00   
ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

<b>IV – ANNEXES</b>		<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>		
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT</b>		<b>A1.1</b>

**FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement**

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>22 201 309,97</b>	<b>656 993,52</b>	<b>2 474 455,24</b>	<b>25 332 758,73</b>
<b>Réalisations</b>		<b>22 201 309,97</b>	<b>656 993,52</b>	<b>2 474 455,24</b>	<b>25 332 758,73</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>4 659 531,44</b>	<b>51 811,04</b>	<b>123 733,09</b>	<b>4 835 075,57</b>
60612	Energie - Electricité	1 284 282,07	0,00	0,00	1 284 282,07
60628	Autres fournitures non stockées	52 029,21	0,00	142,08	52 171,29
60631	Fournitures d'entretien	2 486,28	0,00	292,30	2 778,58
60632	Fournitures de petit équipement	35 562,04	437,36	10 874,03	46 873,43
60636	Vêtements de travail	4 610,31	0,00	0,00	4 610,31
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	-490,94	-490,94
611	Contrats de prestations de services	1 567 921,87	16 480,00	47 201,00	1 631 602,87
6135	Locations mobilières	19 521,14	0,00	0,00	19 521,14
61521	Entretien terrains	2 460,00	19 192,34	0,00	21 652,34
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	11 189,21	0,00	0,00	11 189,21
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	706,35	0,00	-556,61	149,74
615232	Entretien, réparations réseaux	895 696,39	0,00	0,00	895 696,39
61551	Entretien matériel roulant	683 028,54	0,00	10 695,36	693 723,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	31 717,29	0,00	832,26	32 549,55
6156	Maintenance	-14 269,44	0,00	0,00	-14 269,44
617	Etudes et recherches	2 146,80	6 456,00	53 764,00	62 366,80
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	728,63	728,63
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	-864,00	-864,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,04	0,00	110,04
6228	Divers	5 898,73	0,00	0,00	5 898,73
6231	Annonces et insertions	-1 080,00	120,00	0,00	-960,00
6236	Catalogues et imprimés	8 738,40	0,00	675,58	9 413,98
6238	Divers	0,00	0,00	1 051,20	1 051,20
6251	Voyages et déplacements	0,00	135,17	-1 444,80	-1 309,63
6256	Missions	101,70	55,65	0,00	157,35
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	12 248,73	4 810,72	0,00	17 059,45
62878	Remb. frais à d'autres organismes	10 420,81	4 013,76	0,00	14 434,57
6288	Autres services extérieurs	33 156,77	0,00	0,00	33 156,77
63512	Taxes foncières	2 760,24	0,00	833,00	3 593,24
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	7 938,00	0,00	0,00	7 938,00
6358	Autres droits	260,00	0,00	0,00	260,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>5 624 741,46</b>	<b>547 182,48</b>	<b>1 028 355,82</b>	<b>7 200 279,76</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	308 626,00	308 626,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	75 709,00	75 709,00
6331	Versement de transport	-12 197,16	4 092,90	4 721,40	-3 382,86

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

Total 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 121,03	1 637,25	1 888,48	20 646,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	25 667,22	2 436,36	2 790,06	30 893,64
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	10 271,64	982,27	1 133,04	12 386,95
64111	Rémunération principale titulaires	2 441 668,48	194 181,35	278 310,66	2 914 160,49
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	85 017,53	6 590,65	13 632,95	105 241,13
64118	Autres indemnités titulaires	479 547,84	48 372,01	61 320,88	589 240,73
64131	Rémunérations non tit.	892 063,26	96 053,92	101 515,76	1 089 632,94
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	15 500,00	0,00	15 500,00
64138	Autres indemnités non tit.	135 945,50	33 721,87	8 677,63	178 345,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	668 769,26	69 356,24	73 690,07	811 815,57
6453	Cotisations aux caisses de retraites	812 936,86	67 382,24	90 145,52	970 464,62
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	39 976,76	5 255,98	4 387,17	49 619,91
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	17 754,19	1 619,44	1 807,20	21 180,83
64731	Allocations chômage versées directement	9 542,65	0,00	0,00	9 542,65
6475	Médecine du travail, pharmacie	492,00	0,00	0,00	492,00
6488	Autres charges	164,40	0,00	0,00	164,40
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>11 917 037,07</b>	<b>58 000,00</b>	<b>1 322 366,33</b>	<b>13 297 403,40</b>
65548	Autres contributions	11 774 458,63	0,00	1 039 212,33	12 813 670,96
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	100 578,44	0,00	0,00	100 578,44
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	58 000,00	204 387,00	262 387,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	42 000,00	0,00	78 767,00	120 767,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>20 562 304,55</b>	<b>0,03</b>	<b>1 637 939,00</b>	<b>22 200 243,58</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>20 562 304,55</b>	<b>0,03</b>	<b>1 637 939,00</b>	<b>22 200 243,58</b>
<b>002</b>	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>796 844,25</b>	<b>0,00</b>	<b>150 000,00</b>	<b>946 844,25</b>
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	90 400,00	0,00	0,00	90 400,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	398 150,25	0,00	0,00	398 150,25
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	308 294,00	0,00	0,00	308 294,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>18 731 273,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 307 528,00</b>	<b>20 038 801,00</b>
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	18 731 273,00	0,00	0,00	18 731 273,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	1 307 528,00	1 307 528,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>180 400,00</b>	<b>180 400,00</b>
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	30 400,00	30 400,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>965 555,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>965 555,67</b>

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	
752	Revenus des immeubles	85 442,63	0,00	0,00	85 442,63
7588	Autres produits div. de gestion courante	880 113,04	0,00	0,00	880 113,04
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,03</b>
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,03	0,00	0,03
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>68 631,63</b>	<b>0,00</b>	<b>11,00</b>	<b>68 642,63</b>
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	36 999,73	0,00	11,00	37 010,73
7788	Produits exceptionnels divers	31 631,90	0,00	0,00	31 631,90
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (3)</b>		<b>-1 639 005,42</b>	<b>-656 993,49</b>	<b>-836 516,24</b>	<b>-3 132 515,15</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
<b>DEPENSES</b>		<b>565 510,30</b>	<b>265 326,55</b>	<b>18 853 680,78</b>	<b>99 029,35</b>	<b>2 224 793,98</b>	<b>180 720,28</b>	<b>12 248,73</b>
Réalizations		565 510,30	265 326,55	18 853 680,78	99 029,35	2 224 793,98	180 720,28	12 248,73
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	597,00	2 440 861,53	0,00	2 205 824,18	0,00	12 248,73
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 284 282,07	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	44 209,29	0,00	7 819,92	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	2 486,28	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	35 562,04	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	4 610,31	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 555 767,64	0,00	12 154,23	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	19 521,14	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	2 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	11 189,21	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	706,35	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	895 696,39	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	683 028,54	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	31 717,29	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	-14 393,04	0,00	123,60	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	597,00	1 549,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 898,73	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 080,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	8 738,40	0,00	0,00	0,00	0,00



(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	101,70	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 248,73
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	10 420,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	33 156,77	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	2 091,00	0,00	669,24	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	7 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	260,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>565 510,30</b>	<b>264 729,55</b>	<b>4 731 502,46</b>	<b>99 029,35</b>	<b>18 969,80</b>	<b>-55 000,00</b>	<b>0,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	4 386,70	1 758,40	35 797,29	738,89	121,56	-55 000,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 754,79	703,32	14 318,69	295,63	48,60	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 622,58	1 052,31	21 475,60	443,83	72,90	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 052,66	421,92	8 590,51	177,39	29,16	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	247 455,46	138 987,16	1 988 985,61	56 512,09	9 728,16	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 719,38	8 484,77	62 429,38	6 286,80	97,20	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	40 680,86	46 726,24	381 208,91	6 649,13	4 282,70	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	85 272,64	0,00	806 790,62	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	17 693,00	0,00	118 252,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	68 601,65	21 283,55	568 468,53	8 943,73	1 471,80	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	82 377,31	44 505,86	664 403,82	18 571,03	3 078,84	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 155,37	0,00	35 821,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 573,50	806,02	14 924,96	410,83	38,88	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	9 542,65	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	492,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	164,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 681 316,79</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>235 720,28</b>	<b>0,00</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
	<b>Autres charges de gestion courante</b>							
65548	Autres contributions	0,00	0,00	11 538 738,35	0,00	0,00	235 720,28	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	100 578,44	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 186 911,68</b>	<b>0,00</b>	<b>67 392,87</b>	<b>308 000,00</b>	<b>0,00</b>
	Réalisations	0,00	0,00	20 186 911,68	0,00	67 392,87	308 000,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>488 844,25</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>308 000,00</b>	<b>0,00</b>
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	90 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	398 150,25	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	294,00	0,00	0,00	308 000,00	0,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 731 273,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	18 731 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>965 555,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	85 442,63	0,00	0,00	0,00	0,00
7588		0,00	0,00	880 113,04	0,00	0,00	0,00	0,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						Transports urbains	Autres réseaux et services divers
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public			
	Autres produits div. de gestion courante								
76	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 238,76</b>	<b>0,00</b>	<b>67 392,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	36 999,73	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	1 238,76	0,00	30 393,14	0,00	0,00	0,00
78	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-565 510,30</b>	<b>-265 326,55</b>	<b>1 333 230,90</b>	<b>-99 029,35</b>	<b>-2 157 401,11</b>	<b>127 279,72</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 248,73</b>

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	<b>DEPENSES</b>	<b>50 374,22</b>	<b>37 372,41</b>	<b>46 118,26</b>	<b>181 882,90</b>	<b>341 245,73</b>	<b>359 101,45</b>	<b>1 611 830,92</b>	<b>0,00</b>	<b>503 522,87</b>
	<b>Réalisations</b>	<b>50 374,22</b>	<b>37 372,41</b>	<b>46 118,26</b>	<b>181 882,90</b>	<b>341 245,73</b>	<b>359 101,45</b>	<b>1 611 830,92</b>	<b>0,00</b>	<b>503 522,87</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	<b>Charges à caractère général</b>	<b>0,00</b>	<b>120,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 211,04</b>	<b>16 480,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 933,54</b>	<b>0,00</b>	<b>114 799,55</b>
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142,08
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77,11	0,00	215,19
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	437,36	0,00	0,00	6 383,33	0,00	4 490,70
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-490,94
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 480,00	0,00	0,00	0,00	47 201,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	19 192,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-556,61
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640,84	0,00	9 054,52
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	832,26	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	6 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 764,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	728,63
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-864,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	110,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675,58

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					830	831	Act. spécif. lutte contre la pollution	Preservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 051,20
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	135,17	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 444,80
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	55,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	4 810,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	4 013,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	833,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>50 374,22</b>	<b>37 252,41</b>	<b>46 118,26</b>	<b>146 671,86</b>	<b>266 765,73</b>	<b>359 101,45</b>	<b>563 685,05</b>	<b>0,00</b>	<b>105 569,32</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 626,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 709,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	345,84	274,67	333,67	875,96	2 262,76	2 580,82	1 381,79	0,00	758,79
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	138,36	109,84	133,49	350,45	905,11	1 032,35	552,71	0,00	303,42
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	207,50	164,55	197,81	525,12	1 341,38	1 554,06	832,15	0,00	403,85
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	83,04	65,92	80,04	210,18	543,09	619,28	331,63	0,00	182,13
64111	Rémunération principale titulaires	27 666,24	21 972,24	26 686,79	67 552,45	50 303,63	172 866,76	70 028,03	0,00	35 415,87
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	304,20	219,70	266,86	4 125,15	1 674,74	11 767,20	700,27	0,00	1 165,48
64118	Autres indemnités titulaires	8 576,04	3 966,40	5 920,22	24 434,09	5 475,26	29 890,12	15 059,67	0,00	16 371,09
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	96 053,92	41 252,09	38 389,41	0,00	21 874,26
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	0,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	33 721,87	2 937,58	3 130,11	0,00	2 609,94
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 185,96	3 324,38	4 037,69	10 602,77	47 205,44	37 853,83	22 913,01	0,00	12 923,23
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 756,40	6 936,34	8 354,81	21 969,94	21 364,75	53 993,38	23 724,19	0,00	12 427,95
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	5 255,98	1 754,45	1 641,10	0,00	991,62
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	110,64	218,37	106,88	525,75	657,80	999,53	665,98	0,00	141,69
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>58 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 039 212,33</b>	<b>0,00</b>	<b>283 154,00</b>
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 039 212,33	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00	0,00	0,00	0,00	204 387,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 767,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	<b>RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	30 400,00	1 607 528,00	0,00	11,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	30 400,00	1 607 528,00	0,00	11,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	<b>Impôts et taxes</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 307 528,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 307 528,00	0,00	0,00
74	<b>Dotations et participations</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 400,00	150 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 400,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
75	<b>Autres produits de gestion courante</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	<b>Produits financiers</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
77	<b>Produits exceptionnels</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (3)</b>	-50 374,22	-37 372,41	-46 118,26	-181 882,90	-341 245,70	-328 701,45	-4 302,92	0,00	-503 511,87

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus d'habitants.  
5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
<b>DEPENSES</b>		<b>2 268 488,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 727 233,33</b>	<b>0,00</b>	<b>3 995 721,77</b>
Réalizations		2 268 488,44	0,00	0,00	0,00	0,00	1 727 233,33	0,00	3 995 721,77
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	349 932,40	0,00	0,00	0,00	0,00	1 283 094,23	0,00	1 633 026,63
60623	Alimentation	100,35	0,00	0,00	0,00	0,00	945,29	0,00	1 045,64
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4 472,32	0,00	-4 472,32
60632	Fournitures de petit équipement	93,80	0,00	0,00	0,00	0,00	14 106,56	0,00	14 200,36
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-72,52	0,00	-72,52
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 029,18	0,00	43 029,18
611	Contrats de prestations de services	54 215,60	0,00	0,00	0,00	0,00	72 768,81	0,00	126 984,41
6132	Locations immobilières	51 266,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 266,27
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176,00	0,00	1 176,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 770,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 770,27
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 919,00	0,00	10 919,00
615231	Entretien, réparations voiries	28 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 332,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 672,14	0,00	1 672,14
61558	Entretien autres biens mobiliers	948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	851,47	0,00	1 799,47
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 124,64	0,00	2 124,64
617	Etudes et recherches	174 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277,45	0,00	175 117,45
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,06	0,00	1 240,06
6226	Honoraires	591,02	0,00	0,00	0,00	0,00	980 000,00	0,00	980 591,02
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430,80	0,00	430,80
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-741,18	0,00	-741,18
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 781,61	0,00	4 781,61
6233	Foire et expositions	-335,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-335,31
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 881,60	0,00	4 881,60
6237	Publications	3 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 288,00
6238	Divers	4 056,56	0,00	0,00	0,00	0,00	10 870,12	0,00	14 926,68
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154,92	0,00	154,92
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136,35	0,00	136,35
6257	Réceptions	8 532,04	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	8 757,04
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00	0,00	144,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342,65	0,00	342,65
6281	Concours divers (cotisations)	-2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 011,33	0,00	131 411,33

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130,00	0,00	130,00
63512	Taxes foncières	22 143,80	0,00	0,00	0,00	0,00	2 561,00	0,00	24 704,80
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290,27	0,00	1 290,27
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>631 778,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>445 259,10</b>	<b>0,00</b>	<b>1 077 037,24</b>
6331	Versement de transport	4 874,46	0,00	0,00	0,00	0,00	3 442,15	0,00	8 316,61
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 949,87	0,00	0,00	0,00	0,00	1 376,69	0,00	3 326,56
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 927,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 984,98	0,00	4 912,18
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 169,93	0,00	0,00	0,00	0,00	826,22	0,00	1 996,15
64111	Rémunération principale titulaires	240 089,15	0,00	0,00	0,00	0,00	185 850,73	0,00	425 939,88
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	8 077,36	0,00	0,00	0,00	0,00	11 636,67	0,00	19 714,03
64118	Autres indemnités titulaires	49 019,34	0,00	0,00	0,00	0,00	39 025,45	0,00	88 044,79
64131	Rémunérations non tit.	103 038,51	0,00	0,00	0,00	0,00	69 682,25	0,00	172 720,76
64138	Autres indemnités non tit.	44 029,37	0,00	0,00	0,00	0,00	10 217,70	0,00	54 247,07
6417	Rémunérations des apprentis	4 987,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 987,80
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	79 904,24	0,00	0,00	0,00	0,00	53 882,27	0,00	133 786,51
6453	Cotisations aux caisses de retraites	84 127,20	0,00	0,00	0,00	0,00	62 853,84	0,00	146 981,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 933,26	0,00	0,00	0,00	0,00	3 240,71	0,00	9 173,97
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 650,45	0,00	0,00	0,00	0,00	1 082,34	0,00	2 732,79
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157,10	0,00	157,10
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 206 777,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 205 377,90</b>
65548	Autres contributions	371 927,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 927,66
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	834 850,24	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 400,00	0,00	833 450,24
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>80 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>80 280,00</b>
6714	Bourses et prix	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280,00	0,00	280,00
<b>68</b>	<b>Dot. aux amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES</b>		<b>57 890,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>872 167,24</b>	<b>0,00</b>	<b>930 057,74</b>
<b>Réalisations</b>		<b>57 890,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>872 167,24</b>	<b>0,00</b>	<b>930 057,74</b>
<b>002</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
	<b>Résultat de fonctionnement reporté</b>								
013	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
043	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
70	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>350,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>144 067,38</b>	<b>0,00</b>	<b>144 417,38</b>
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 118,60	0,00	98 118,60
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 692,05	0,00	30 692,05
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 256,73	0,00	15 256,73
7088	Produits activités annexes (abonnements)	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00
73	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>558 683,76</b>	<b>0,00</b>	<b>558 683,76</b>
7362	Taxes de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	558 683,76	0,00	558 683,76
74	<b>Dotations et participations</b>	<b>47 447,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>58 558,50</b>	<b>0,00</b>	<b>106 005,50</b>
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 558,50	0,00	58 558,50
7473	Participat° Départements	47 447,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 447,00
75	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>10 093,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>49 093,50</b>
752	Revenus des immeubles	10 093,50	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	49 093,50
76	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
77	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>71 857,60</b>	<b>0,00</b>	<b>71 857,60</b>
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 857,60	0,00	71 857,60
78	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Restes à réaliser au 31/12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>SOLDE (3)</b>	<b>-2 210 597,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-855 066,09</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 065 664,03</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

## FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>11 140 623,56</b>	<b>6 777 148,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 917 772,26</b>
Réalizations		11 140 623,56	3 580 247,70	0,00	0,00	14 720 871,26
<b>001</b>	<b>Solde d'exécution sect° d'investissement</b>	<b>5 209 015,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 209 015,00</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>454 982,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>454 982,80</b>
13911	Etat et établissements nationaux	262 899,93	0,00	0,00	0,00	262 899,93
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	33 200,00	0,00	0,00	0,00	33 200,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	61 333,49	0,00	0,00	0,00	61 333,49
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	2 285,11	0,00	0,00	0,00	2 285,11
139148	Sub. transf cpte résult. Autres communes	1 608,00	0,00	0,00	0,00	1 608,00
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupés	3 381,99	0,00	0,00	0,00	3 381,99
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	1 498,33	0,00	0,00	0,00	1 498,33
13918	Autres subventions d'équipement	28 235,00	0,00	0,00	0,00	28 235,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	60 540,95	0,00	0,00	0,00	60 540,95
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>354 261,36</b>	<b>870 763,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 225 024,92</b>
2128	Autres agencements et aménagements	60 600,72	0,00	0,00	0,00	60 600,72
21318	Autres bâtiments publics	0,00	184 184,36	0,00	0,00	184 184,36
2135	Installations générales, agencements	269 660,64	0,00	0,00	0,00	269 660,64
2151	Réseaux de voirie	0,00	23 892,00	0,00	0,00	23 892,00
2152	Installations de voirie	0,00	662 687,20	0,00	0,00	662 687,20
21534	Réseaux d'électrification	2 052,00	0,00	0,00	0,00	2 052,00
2184	Mobilier	2 160,00	0,00	0,00	0,00	2 160,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 788,00	0,00	0,00	0,00	19 788,00
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>5 121 555,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 121 555,14</b>
1641	Emprunts en euros	5 114 146,25	0,00	0,00	0,00	5 114 146,25
16818	Emprunts - Autres prêteurs	768,14	0,00	0,00	0,00	768,14
168741	Dettes - Communes membres du GFP	6 640,75	0,00	0,00	0,00	6 640,75
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>265 495,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>265 495,01</b>
2031	Frais d'études	0,00	174 080,40	0,00	0,00	174 080,40

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d européen.	
2033	Frais d'insertion	0,00	7 476,40	0,00	0,00	7 476,40
2051	Concessions, droits similaires	0,00	83 938,21	0,00	0,00	83 938,21
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>1 283 114,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 283 114,21</b>
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	1 283 114,21	0,00	0,00	1 283 114,21
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>979 171,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>979 171,56</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	404 772,85	0,00	0,00	404 772,85
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	31 245,88	0,00	0,00	31 245,88
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	27 548,62	0,00	0,00	27 548,62
2182	Matériel de transport	0,00	77 377,76	0,00	0,00	77 377,76
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	342 732,37	0,00	0,00	342 732,37
2184	Mobilier	0,00	36 290,11	0,00	0,00	36 290,11
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	59 203,97	0,00	0,00	59 203,97
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>809,26</b>	<b>1 948,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 758,23</b>
2764	Créances sur personnes de droit privé	809,26	1 948,97	0,00	0,00	2 758,23
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>179 754,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>179 754,39</b>
20141	PROJET DE TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20151	Opération Michelet	0,00	16 456,80	0,00	0,00	16 456,80
20165	E-ADMINISTRATION	0,00	163 297,59	0,00	0,00	163 297,59
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>3 196 901,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 196 901,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>20 006 997,66</b>	<b>1 734 303,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 741 301,48</b>
<b>Réalisations</b>		<b>19 506 997,66</b>	<b>1 597 303,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 104 301,48</b>
<b>001</b>	<b>Solde d'exécution sect° d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>4 488 695,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 488 695,84</b>
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	1 080,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	81 202,16	0,00	0,00	0,00	81 202,16
2132	Immeubles de rapport	152 254,04	0,00	0,00	0,00	152 254,04
2182	Matériel de transport	20 854,75	0,00	0,00	0,00	20 854,75
28031	Frais d'études	14 086,78	0,00	0,00	0,00	14 086,78
28033	Frais d'insertion	1 198,80	0,00	0,00	0,00	1 198,80
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	2 436,00	0,00	0,00	0,00	2 436,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	6 743,00	0,00	0,00	0,00	6 743,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	58 024,00	0,00	0,00	0,00	58 024,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d européen.	
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	143 396,00	0,00	0,00	0,00	143 396,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	579 788,00	0,00	0,00	0,00	579 788,00
28041483	Subv.Cne : Projet infrastructure	6 018,00	0,00	0,00	0,00	6 018,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	3 840,00	0,00	0,00	0,00	3 840,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	69 331,00	0,00	0,00	0,00	69 331,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	415 276,00	0,00	0,00	0,00	415 276,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	35 126,00	0,00	0,00	0,00	35 126,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	109 854,00	0,00	0,00	0,00	109 854,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	555,74	0,00	0,00	0,00	555,74
28051	Concessions et droits similaires	221 731,79	0,00	0,00	0,00	221 731,79
28128	Autres aménagements de terrains	6 563,00	0,00	0,00	0,00	6 563,00
281311	Hôtel de ville	1 639,00	0,00	0,00	0,00	1 639,00
281318	Autres bâtiments publics	130 791,00	0,00	0,00	0,00	130 791,00
28135	Installations générales, agencements, ..	2 025,00	0,00	0,00	0,00	2 025,00
28138	Autres constructions	11 968,00	0,00	0,00	0,00	11 968,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	722,17	0,00	0,00	0,00	722,17
28151	Réseaux de voirie	6 336,00	0,00	0,00	0,00	6 336,00
28152	Installations de voirie	720,95	0,00	0,00	0,00	720,95
281538	Autres réseaux	1 464,00	0,00	0,00	0,00	1 464,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	1 683,44	0,00	0,00	0,00	1 683,44
281571	Matériel roulant	18 153,66	0,00	0,00	0,00	18 153,66
281578	Autre matériel et outillage de voirie	3 898,00	0,00	0,00	0,00	3 898,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	226 169,66	0,00	0,00	0,00	226 169,66
281728	Autres agencements (m. à dispo)	621,00	0,00	0,00	0,00	621,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	33 592,00	0,00	0,00	0,00	33 592,00
2817534	Réseaux d'électrification (m. à dispo)	36 374,00	0,00	0,00	0,00	36 374,00
281757	Matériel, outillage voirie (m. à dispo)	1 748,00	0,00	0,00	0,00	1 748,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	10 969,19	0,00	0,00	0,00	10 969,19
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	42 950,37	0,00	0,00	0,00	42 950,37
281784	Mobilier (m. à dispo)	44 139,72	0,00	0,00	0,00	44 139,72
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	25 406,37	0,00	0,00	0,00	25 406,37
28181	Installations générales, aménagt divers	25 413,00	0,00	0,00	0,00	25 413,00
28182	Matériel de transport	695 488,06	0,00	0,00	0,00	695 488,06
28183	Matériel de bureau et informatique	369 851,15	0,00	0,00	0,00	369 851,15
28184	Mobilier	121 254,13	0,00	0,00	0,00	121 254,13
28188	Autres immo. corporelles	637 861,91	0,00	0,00	0,00	637 861,91
4817	Pénalités de renégociation de la dette	108 097,00	0,00	0,00	0,00	108 097,00
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00</b>	<b>1 225 024,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 225 024,92</b>
2031	Frais d'études	0,00	1 208 354,19	0,00	0,00	1 208 354,19
2033	Frais d'insertion	0,00	16 670,73	0,00	0,00	16 670,73
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>11 958 599,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 958 599,82</b>
10222	FCTVA	2 057 892,82	0,00	0,00	0,00	2 057 892,82

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° d'européen.	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	9 900 707,00	0,00	0,00	0,00	9 900 707,00
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>372 278,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>372 278,90</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	7 267,00	0,00	0,00	7 267,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	75 478,50	0,00	0,00	75 478,50
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	174 310,40	0,00	0,00	174 310,40
1348	Autres fonds non transférables	0,00	115 223,00	0,00	0,00	115 223,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000 000,00</b>
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>59 702,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 702,00</b>
276348	Créance Autres communes	59 702,00	0,00	0,00	0,00	59 702,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>500 000,00</b>	<b>137 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>637 000,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>8 866 374,10</b>	<b>-5 042 844,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 823 529,22</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>6 777 148,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Réalizations		3 580 247,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
139148	Sub. transf. cpté résult. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
139158	Sub. transf. cpté résult. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf. cpté résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>870 763,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	184 184,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	23 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	662 687,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA, régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>265 495,01</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	174 080,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	7 476,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	83 938,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
204	Subventions d'équipement versées	1 283 114,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 283 114,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	979 171,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	404 772,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	31 245,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	27 548,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	77 377,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	342 732,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	36 290,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	59 203,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 948,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	1 948,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>179 754,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
20141	PROJET DE TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20151	Opération Michelet	16 456,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20165	E-ADMINISTRATION	163 297,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>3 196 901,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>1 734 303,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>1 597 303,82</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041483	Subv.Cne : Projet infrastructure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281311	Hôtel de ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281728	Autres agencements (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2817534	Réseaux d'électrification (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281757	Matériel, outillage voirie (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281784	Mobilier (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>1 225 024,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	1 208 354,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	16 670,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Subvention globale	Autres act. de coopérat° décentralisée
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	372 278,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	7 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	75 478,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	174 310,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	115 223,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276348	Créance Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-5 042 844,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11	12	
		Sécurité intérieure	Hygiène et salubrité publique	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	402 552,66	0,00	0,00	0,00	101 583,44	504 136,10
Réalizations		0,00	192 428,66	0,00	0,00	0,00	95 659,44	288 088,10
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 896,00	0,00	0,00	0,00	7 801,33	9 697,33
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 896,00	0,00	0,00	0,00	7 801,33	9 697,33
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	190 532,66	0,00	0,00	0,00	87 858,11	278 390,77
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	2 145,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 145,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414,14	1 414,14
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	72 119,07	0,00	0,00	0,00	1 923,80	74 042,87
2184	Mobilier	0,00	91 919,21	0,00	0,00	0,00	32 909,22	124 828,43
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	24 348,78	0,00	0,00	0,00	51 610,95	75 959,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	210 124,00	0,00	0,00	0,00	5 924,00	216 048,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 680,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Enseignement supérieur	26 Enseignement supérieur
	<b>Réalisations</b>	0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 680,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 680,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 680,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	0,00	-198 872,66	0,00	0,00	0,00	-101 583,44	-300 456,10

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	<b>DEPENSES (2)</b>	12 638,37	389 914,29	0,00	101 583,44	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Réalisations</b>	11 707,37	180 721,29	0,00	95 659,44	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 896,00	0,00	7 801,33	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 896,00	0,00	7 801,33	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 707,37	178 825,29	0,00	87 858,11	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 605,60	540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	1 414,14	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 980,00	70 139,07	0,00	1 923,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	7 367,57	84 551,64	0,00	32 909,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	754,20	23 594,58	0,00	51 610,95	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		931,00	209 193,00	0,00	5 924,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	203 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
<b>SOLDE (2)</b>		-12 638,37	-186 234,29	0,00	-101 583,44	0,00	0,00	0,00	0,00

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

<b>IV – ANNEXES</b>						<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>						
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT</b>						<b>A1.2</b>

**FONCTION 3 – Culture**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>487 679,06</b>	<b>2 930 578,85</b>	<b>0,00</b>	<b>3 418 257,91</b>
Réalizations		0,00	413 756,06	1 902 412,85	0,00	2 316 168,91
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	6 330,00	14 190,00	0,00	20 520,00
2031	Frais d'études	0,00	6 330,00	0,00	0,00	6 330,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	14 190,00	0,00	14 190,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 401,60	273 134,97	0,00	287 536,57
2135	Installations générales, agencements	0,00	7 701,60	79 393,02	0,00	87 094,62
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	3 871,20	0,00	3 871,20
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 987,03	0,00	1 987,03
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 725,14	0,00	1 725,14
2184	Mobilier	0,00	0,00	2 184,74	0,00	2 184,74
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 700,00	183 973,84	0,00	190 673,84
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>393 024,46</b>	<b>1 615 087,88</b>	<b>0,00</b>	<b>2 008 112,34</b>
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0,00	0,00	1 482 607,88	0,00	1 482 607,88
20174	Aménagement Ecole Musique M.ANDRE	0,00	393 024,46	0,00	0,00	393 024,46
20191	Extension musée PAB	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0,00	0,00	12 480,00	0,00	12 480,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Action	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00		0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	73 923,00	1 028 166,00		1 102 089,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>146 660,00</b>	<b>1 040 095,99</b>		<b>1 186 755,99</b>
Réalizations		0,00	0,00	299 208,99		299 208,99
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00		0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	299 208,99		299 208,99
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	76 208,99		76 208,99
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	223 000,00		223 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00		0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00		0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	146 660,00	740 887,00		887 547,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>-341 019,06</b>	<b>-1 890 482,86</b>		<b>-2 231 501,92</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>481 349,06</b>	<b>0,00</b>	<b>6 330,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 149 721,88</b>	<b>714 856,97</b>	<b>0,00</b>	<b>66 000,00</b>
Réalizations		407 426,06	0,00	6 330,00	0,00	1 705 041,88	184 890,97	0,00	12 480,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	6 330,00	0,00	14 190,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	6 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 190,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	14 401,60	0,00	0,00	0,00	208 244,00	64 890,97	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	7 701,60	0,00	0,00	0,00	41 040,12	38 352,90	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 871,20	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 987,03	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 725,14	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 184,74	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	6 700,00	0,00	0,00	0,00	165 478,74	18 495,10	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>393 024,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 482 607,88</b>	<b>120 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 480,00</b>
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482 607,88	0,00	0,00	0,00
20174	Aménagement Ecole Musique M.ANDRE	393 024,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20191	Extension musée PAB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 480,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>73 923,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>444 680,00</b>	<b>529 966,00</b>	<b>0,00</b>	<b>53 520,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>146 660,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>717 295,99</b>	<b>322 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>280 408,99</b>	<b>18 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	280 408,99	18 800,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	57 408,99	18 800,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	223 000,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles				
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		146 660,00	0,00	0,00	0,00	436 887,00	304 000,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-334 689,06</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 330,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 432 425,89</b>	<b>-392 056,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-66 000,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>1 341 699,82</b>	<b>548 896,44</b>	<b>1 890 596,26</b>
Réalizations		0,00	738 475,82	273 986,44	1 012 462,26
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	5 054,86	0,00	5 054,86
2031	Frais d'études	0,00	5 054,86	0,00	5 054,86
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	333 224,58	157 520,76	490 745,34
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	47 405,45	4 680,00	52 085,45
2135	Installations générales, agencements	0,00	218 755,19	142 459,74	361 214,93
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	24 084,00	0,00	24 084,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	2 088,59	0,00	2 088,59
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 229,97	1 229,97
2184	Mobilier	0,00	2 832,94	1 800,16	4 633,10
2185	Cheptel	0,00	0,00	130,00	130,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	38 058,41	7 220,89	45 279,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	127 456,41	0,00	127 456,41
2313	Constructions	0,00	127 456,41	0,00	127 456,41
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>272 739,97</b>	<b>116 465,68</b>	<b>389 205,65</b>
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0,00	16 606,33	0,00	16 606,33
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0,00	58 870,51	0,00	58 870,51
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0,00	0,00	116 465,68	116 465,68
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	0,00	197 263,13	0,00	197 263,13

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	603 224,00	274 910,00	878 134,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	57 927,89	284 317,12	342 245,01
Réalizations		0,00	57 927,89	87 217,12	145 145,01
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	57 927,89	87 217,12	145 145,01
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	29 231,31	0,00	29 231,31
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	28 696,58	87 217,12	115 913,70
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	197 100,00	197 100,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	-1 283 771,93	-264 579,32	-1 548 351,25

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
<b>DEPENSES (2)</b>		461 876,34	302 521,76	285 484,69	291 817,03	0,00	493 151,58	55 744,86	0,00
Réalizations		78 855,34	175 001,76	240 707,69	243 911,03	0,00	218 241,58	55 744,86	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonnes de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>5 054,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2031	Frais d'études	0,00	5 054,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>29 940,00</b>	<b>22 684,16</b>	<b>240 707,69</b>	<b>39 892,73</b>	<b>0,00</b>	<b>148 900,38</b>	<b>8 620,38</b>	<b>0,00</b>
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	19 263,00	24 012,00	4 130,45	0,00	0,00	4 680,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	29 940,00	0,00	153 052,91	35 762,28	0,00	138 519,36	3 940,38	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	24 084,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 137,65	950,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 229,97	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	240,94	2 592,00	0,00	0,00	1 800,16	0,00	0,00
2185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 042,57	36 015,84	0,00	0,00	7 220,89	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>127 456,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2313	Constructions	0,00	127 456,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>48 915,34</b>	<b>19 806,33</b>	<b>0,00</b>	<b>204 018,30</b>	<b>0,00</b>	<b>69 341,20</b>	<b>47 124,48</b>	<b>0,00</b>
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0,00	0,00	0,00	16 606,33	0,00	0,00	0,00	0,00
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0,00	16 561,84	0,00	42 308,67	0,00	0,00	0,00	0,00
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 341,20	47 124,48	0,00
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	48 915,34	3 244,49	0,00	145 103,30	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>383 021,00</b>	<b>127 520,00</b>	<b>44 777,00</b>	<b>47 906,00</b>	<b>0,00</b>	<b>274 910,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 927,89</b>	<b>0,00</b>	<b>284 317,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 927,89</b>	<b>0,00</b>	<b>87 217,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>001</b>	<b>Solde d'exécution sect° d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 927,89</b>	<b>0,00</b>	<b>87 217,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	29 231,31	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	10 000,00	0,00	18 696,58	0,00	87 217,12	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Centres de loisirs	Autres activités pour les jeunes	Colonies de vacances
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives			
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 100,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-461 876,34</b>	<b>-292 521,76</b>	<b>-285 484,69</b>	<b>-243 889,14</b>	<b>0,00</b>	<b>-208 834,46</b>	<b>-55 744,86</b>	<b>0,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>75 230,00</b>	<b>147 147,79</b>	<b>222 377,79</b>
Réalizations		0,00	142 644,79	142 644,79
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 352,29	6 352,29
2135	Installations générales, agencements	0,00	2 112,00	2 112,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	227,30	227,30
2184	Mobilier	0,00	1 440,63	1 440,63
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 572,36	2 572,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	136 292,50	136 292,50
2313	Constructions	0,00	136 292,50	136 292,50
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		75 230,00	4 503,00	79 733,00
<b>RECETTES (2)</b>		<b>375 961,21</b>	<b>65 340,90</b>	<b>441 302,11</b>
Réalizations		375 961,21	20 340,90	396 302,11
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	375 961,21	20 340,90	396 302,11
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	375 961,21	20 340,90	396 302,11
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	45 000,00	45 000,00
<b>SOLDE (2)</b>		300 731,21	-81 806,89	218 924,32

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	75 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 147,79
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 644,79
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 352,29
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 112,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227,30
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,63
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 572,36

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établissements sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 292,50
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 292,50
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>75 230,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 503,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>375 961,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 340,90</b>
<b>Réalisations</b>		<b>0,00</b>	<b>375 961,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 340,90</b>
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	375 961,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 340,90
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	375 961,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 340,90
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 000,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>300 731,21</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-81 806,89</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT**

**IV**

**A1.2**

**FONCTION 6 – Famille**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	566 164,29	566 164,29
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	280 042,29	280 042,29
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 180,44	15 180,44
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	15 180,44	15 180,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	264 861,85	264 861,85
20161	Trvx e Equipements divers Petite Enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	264 861,85	264 861,85
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	286 122,00	286 122,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00	58 353,75	58 353,75
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	58 353,75	58 353,75
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	58 353,75	58 353,75

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



61 99 dépenses  
ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches	
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 900,00	9 900,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	48 453,75	48 453,75
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-507 810,54</b>	<b>-507 810,54</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	310 162,00	0,00	310 162,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20202	HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	310 162,00	0,00	310 162,00
<b>RECETTES (2)</b>		0,00	0,00	584 179,00	0,00	584 179,00
Réalizations		0,00	0,00	584 179,00	0,00	584 179,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	584 179,00	0,00	584 179,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	574 035,00	0,00	574 035,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	10 144,00	0,00	10 144,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

To: 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété		
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>274 017,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>274 017,00</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>4 511 267,64</b>	<b>4 293 551,43</b>	<b>797 667,44</b>	<b>9 602 486,51</b>
Réalizations		2 824 503,64	969 104,43	741 591,44	4 535 199,51
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	192 327,88	18 000,00	210 327,88
2031	Frais d'études	0,00	192 327,88	18 000,00	210 327,88
204	Subventions d'équipement versées	0,00	11 599,00	14 500,00	26 099,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	14 500,00	14 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	11 599,00	0,00	11 599,00
21	Immobilisations corporelles	1 335 697,49	0,00	696 134,94	2 031 832,43
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	586 990,48	586 990,48
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	21 815,40	21 815,40
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	13 941,60	13 941,60
21534	Réseaux d'électrification	1 335 697,49	0,00	0,00	1 335 697,49
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	34 298,46	34 298,46
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	37 091,38	37 091,38
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 997,62	1 997,62
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>1 488 806,15</b>	<b>765 177,55</b>	<b>12 956,50</b>	<b>2 266 940,20</b>
20023	RESTRUC. URBAINE PRES ST JEAN CEVENNES	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

Total 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement		
20028	TRAVAUX HYDRAULIQUES	0,00	0,00		5 706,00	5 706,00
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	7 528,80		0,00	7 528,80
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	841 245,10	0,00		0,00	841 245,10
20072	Grand contournement du Grand Alès	0,00	0,00		0,00	0,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	0,00		0,00	0,00
20162	ANRU2	0,00	319 816,15		0,00	319 816,15
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	440 596,86	0,00		0,00	440 596,86
20192	EAU	206 964,19	0,00		0,00	206 964,19
20193	CHARTE FORESTIERE	0,00	0,00	7 250,50		7 250,50
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	864,00		0,00	864,00
20202	HABITAT	0,00	436 968,60		0,00	436 968,60
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>1 686 764,00</b>	<b>3 324 447,00</b>		<b>56 076,00</b>	<b>5 067 287,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>2 810 988,59</b>	<b>723 860,03</b>		<b>0,00</b>	<b>3 534 848,62</b>
<b>Réalisations</b>		<b>1 050 988,59</b>	<b>423 860,03</b>		<b>0,00</b>	<b>1 474 848,62</b>
<b>001</b>	<b>Solde d'exécution sect° d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 050 988,59</b>	<b>423 860,03</b>		<b>0,00</b>	<b>1 474 848,62</b>
1318	Autres subventions d'équipement transf.	112 127,18	0,00		0,00	112 127,18
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	938 861,41	423 860,03		0,00	1 362 721,44
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>1 760 000,00</b>	<b>300 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>2 060 000,00</b>
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-1 700 279,05</b>	<b>-3 569 691,40</b>		<b>-797 667,44</b>	<b>-6 067 637,89</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>206 964,19</b>	<b>2 595 761,96</b>	<b>0,00</b>	<b>1 700 976,49</b>	<b>7 565,00</b>	<b>0,00</b>
Réalizations		0,00	206 964,19	1 281 841,96	0,00	1 335 697,49	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 335 697,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 697,49	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
23	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>206 964,19</b>	<b>1 281 841,96</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
20023	RESTRUC. URBAINE PRES ST JEAN CEVENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20028	TRAVAUX HYDRAULIQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0,00	0,00	841 245,10	0,00	0,00	0,00	0,00
20072	Grand contournement du Grand Alès	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20162	ANRU2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	0,00	0,00	440 596,86	0,00	0,00	0,00	0,00
20192	EAU	0,00	206 964,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20193	CHARTRE FORESTIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20202	HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 313 920,00</b>	<b>0,00</b>	<b>365 279,00</b>	<b>7 565,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>127 523,18</b>	<b>0,00</b>	<b>2 683 465,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Réalizations		0,00	0,00	127 523,18	0,00	923 465,41	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	127 523,18	0,00	923 465,41	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	112 127,18	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	Transports urbains	Autres réseaux et services divers
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	15 396,00	0,00	923 465,41	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	1 760 000,00	0,00	0,00
<b>SOLDE (2)</b>		0,00	-206 964,19	-2 468 238,78	0,00	982 488,92	-7 565,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
<b>DEPENSES (2)</b>		0,00	0,00	204 904,80	0,00	4 088 646,63	47 555,00	93 772,35	0,00	656 340,09
Réalizations		0,00	0,00	7 528,80	0,00	961 575,63	42 055,00	77 956,35	0,00	621 580,09
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	192 327,88	0,00	0,00	0,00	18 000,00

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Preservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	192 327,88	0,00	0,00	0,00	18 000,00
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 599,00</b>	<b>14 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 599,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 555,00</b>	<b>72 250,35</b>	<b>0,00</b>	<b>596 329,59</b>
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586 990,48
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 613,40	0,00	0,00	8 202,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 941,60	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 161,35	0,00	1 137,11
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 091,38	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 997,62	0,00	0,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 528,80</b>	<b>0,00</b>	<b>757 648,75</b>	<b>0,00</b>	<b>5 706,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 250,50</b>
20023	RESTRUC. URBAINE PRES ST JEAN CEVENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20028	TRAVAUX HYDRAULIQUES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 706,00	0,00	0,00
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	0,00	7 528,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20072	Grand contournement du Grand Alès	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20162	ANRU2	0,00	0,00	0,00	0,00	319 816,15	0,00	0,00	0,00	0,00
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20192	EAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20193	CHARTRE FORESTIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 250,50
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20202	HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	436 968,60	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>197 376,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 127 071,00</b>	<b>5 500,00</b>	<b>15 816,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 760,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>723 860,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act. spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain				
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	423 860,03	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	423 860,03	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	423 860,03	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>SOLDE (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-204 904,80</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 364 786,60</b>	<b>-47 555,00</b>	<b>-93 772,35</b>	<b>0,00</b>	<b>-656 340,09</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
<b>DEPENSES (2)</b>		<b>1 064 093,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 895 498,41</b>	<b>0,00</b>	<b>3 959 592,11</b>
Réalizations		83 673,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 311 922,41	0,00	2 395 596,11
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
2031	Frais d'études	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
204	Subventions d'équipement versées	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
21	Immobilisations corporelles	5 273,70	0,00	0,00	0,00	0,00	31 011,55	0,00	36 285,25
2111	Terrains nus	5 273,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 273,70
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 309,75	0,00	19 309,75
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 173,00	0,00	10 173,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 528,80	0,00	1 528,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 280 910,86</b>	<b>0,00</b>	<b>2 280 910,86</b>
200211	RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 837 627,72	0,00	1 837 627,72
20122	REHABILITATION FORT VAUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20138	TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 163,36	0,00	77 163,36
20177	Maison de la Figue	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 709,88	0,00	102 709,88
20204	MINE TÉMOIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 409,90	0,00	263 409,90
41	MUSEE DES VALLEES CEVENOLES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Restes à réaliser au 31/12</b>		<b>980 420,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>583 576,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 563 996,00</b>
<b>RECETTES (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 172 415,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 172 415,00</b>
<b>Réalisations</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>808 150,00</b>	<b>0,00</b>	<b>808 150,00</b>
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808 150,00	0,00	808 150,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 250,00	0,00	6 250,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	801 900,00	0,00	801 900,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 364 265,00	0,00	1 364 265,00
<b>SOLDE (2)</b>		<b>-1 064 093,70</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-723 083,41</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 787 177,11</b>

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

## A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
9620348177	08/01/2020	3 000 000,00	0,00	1 079,17	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		3 000 000,00	0,00	1 079,17	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					<b>0,00</b>									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					<b>88 860 350,58</b>									
1641 Emprunts en euros (total)					88 860 350,58									
008	DEXIA CL	01/02/2014	01/02/2014	01/02/2015	430 649,73	F	Taux fixe à 4.49 %	4,490	4,490	EUR	A	P	O	A-1
014	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/01/2021	166 321,45	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,450	1,450	EUR	A	X	O	A-1
014 réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2002	10/12/2002	01/01/2004	458 000,00	V	Livret A + 1.2	4,200	4,200	EUR	A	X	O	A-1
0153-CONSO	BANQUE POSTALE	11/10/2016	19/04/2017	01/08/2017	2 300 000,00	F	Taux fixe à 0.88 %	0,880	0,880	EUR	T	P	O	A-1
0154-CONSO	SFIL CAFFIL	11/10/2016	19/04/2017	01/05/2018	2 400 000,00	V	(Euribor 12M + 0.64)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,640	0,650	EUR	A	P	O	A-1
019	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/10/2020	1 274 671,85	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,450	1,450	EUR	A	C	O	A-1
019 réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2003	02/09/2003	01/10/2004	3 181 100,00	V	Livret A + 1.2	3,450	3,450	EUR	A	X	O	A-1
022	CREDIT FONCIER DE FRANCE	17/12/2004	17/12/2004	25/09/2006	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.1 sur Euribor 12M) + 0.1	2,430	2,470	EUR	A	P	O	A-1
031 Ream BP	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/08/2016	6 034 097,76	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,240	EUR	A	X	O	A-1
034	CREDIT AGRICOLE	30/11/2006	01/12/2005	30/11/2007	300 000,00	V	Moyenne Euribor 12M-Floor -0.2 sur Moyenne Euribor 12M + 0.2	2,410	2,410	EUR	A	X	O	A-1
035	CREDIT AGRICOLE	22/01/2007	26/01/2007	30/01/2008	300 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.15 sur Euribor 12M) + 0.15	4,220	4,220	EUR	A	X	O	A-1

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
039	SFIL CAFFIL	06/04/2006	01/02/2008	01/02/2009	89 808,49	F	Taux fixe à 4.29 %	4,290	4,290	EUR	A	P	O	A-1
040	SFIL CAFFIL	04/03/2005	01/10/2008	01/01/2009	162 660,97	F	Taux fixe à 4.87 %	4,870	4,960	EUR	T	P	O	A-1
052	SOCIETE GENERALE	18/12/2008	29/12/2008	29/03/2009	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.615 %	4,610	4,700	EUR	T	P	O	A-1
053	CREDIT FONCIER DE FRANCE	16/12/2009	25/12/2009	25/03/2010	3 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	1,130	1,150	EUR	T	P	O	A-1
055	SFIL CAFFIL	02/11/2010	20/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 2.34 %	2,340	2,360	EUR	T	P	O	A-1
058	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/10/2020	933 333,44	V	(LEP + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP	1,400	1,400	EUR	T	C	O	A-1
058 réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/12/2011	30/04/2012	01/08/2012	2 000 000,00	V	LEP + 1.35	4,100	4,100	EUR	T	C	O	A-1
065	SFIL CAFFIL	04/03/2005	01/01/2018	02/01/2018	189 197,87	F	Taux fixe à 4.87 %	4,870	4,960	EUR	T	P	O	A-1
066	CREDIT AGRICOLE	22/10/2018	31/10/2018	31/10/2019	3 953 869,00	F	Taux fixe à 1.91 %	1,910	1,910	EUR	A	P	O	A-1
067	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	P	O	A-1
069	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,440	EUR	A	P	O	A-1
077-1	CAISSE D'EPARGNE	16/05/2018	01/01/2020	25/02/2020	47 458,37	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,150	EUR	T	P	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/09/2005	06/09/2005	01/10/2006	987 938,00	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	3,600	EUR	A	P	O	A-1
151 Ream	CAISSE D'EPARGNE	10/11/2016	10/11/2016	25/11/2017	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,230	EUR	A	P	O	A-1
156	BANQUE POSTALE	13/12/2018	08/07/2019	01/11/2019	3 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.55)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,550	0,560	EUR	T	C	O	A-1
2020-ream	SFIL CAFFIL	20/11/2020	01/12/2020	01/03/2021	4 120 046,91	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	P	O	A-1
41	CREDIT AGRICOLE	25/03/2015	31/03/2015	30/06/2015	11 478 333,61	F	Taux fixe à 4.08 %	4,080	4,140	EUR	T	P	O	A-1
445 20001	SFIL CAFFIL	01/02/2006	01/01/2013	02/01/2013	607 121,31	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,570	EUR	A	P	O	A-1
452-10	SFIL CAFFIL	16/06/2005	20/06/2005	01/08/2005	255 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,320	EUR	M	P	O	A-1
452-11	SFIL CAFFIL	06/02/2017	06/02/2017	01/07/2017	58 935,25	V	Euribor 12M + 0.25	0,200	0,200	EUR	A	P	O	A-1
452-12	SFIL CAFFIL	15/10/2010	27/10/2010	01/02/2011	217 925,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	1,860	EUR	T	P	O	A-1

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Caractéristiques de remboursement	Profil d'amortissement	Type de remboursement anticipé	Categorie d'emprunt
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Niveau de taux (5)					
								Taux de taux (5)	Taux actuariel						
452-13	SFIL CAFFIL	03/11/2005	03/11/2005	01/01/2006	77 000,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,330	3,380	EUR	M	P	O	A-1	
452-14	SFIL CAFFIL	01/11/2008	01/11/2008	01/12/2008	295 000,00	F	Taux fixe à 4.89 %	4,890	5,000	EUR	M	P	O	A-1	
452-18	CREDIT AGRICOLE	15/10/2004	30/10/2004	30/01/2005	118 237,00	V	Moyenne Euribor 12M + 0.66 + Cap 5.3 sur Moyenne de Euribor 12M	2,960	2,990	EUR	T	P	O	A-1	
452-2	CAISSE D'EPARGNE	25/06/2006	25/06/2006	25/07/2006	200 000,00	V	(Euribor 1M + 0.1)-Floor -0.1 sur Euribor 1M	2,980	3,070	EUR	M	P	O	A-1	
452-20	CREDIT AGRICOLE	02/11/2009	05/11/2009	05/02/2011	200 000,00	V	(Euribor 3M + 2.3) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	3,350	3,390	EUR	T	P	O	A-1	
452-21	CREDIT AGRICOLE	22/07/2011	01/12/2013	01/09/2011	350 000,00	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	3,900	EUR	M	P	O	A-1	
452-22	CREDIT AGRICOLE	04/12/2006	12/07/2016	04/02/2017	42 733,54	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	4,070	EUR	A	P	O	A-1	
452-25	CREDIT AGRICOLE	21/06/2010	25/04/2016	25/07/2016	152 787,15	V	(Euribor 3M + 2.32) + Cap 1.688 sur Euribor 3M	2,070	2,090	EUR	T	P	O	A-1	
452-26	CREDIT AGRICOLE	22/07/2011	01/12/2013	01/09/2011	185 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,870	EUR	M	P	O	A-1	
452-27	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/10/2010	27/01/2014	320 370,55	V	(Euribor 3M + 1.61) + Cap 2.027 sur Euribor 3M	1,830	1,850	EUR	T	X	O	A-1	
452-28	SFIL CAFFIL	01/10/2014	01/10/2014	01/11/2014	480 000,00	F	Taux fixe à 2.87 %	2,870	2,910	EUR	M	P	O	A-1	
452-29	SFIL CAFFIL	09/03/2016	01/04/2016	01/05/2016	100 000,00	F	Taux fixe à 2.05 %	2,050	2,070	EUR	M	P	O	A-1	
452-30	CREDIT AGRICOLE	30/04/2006	30/04/2006	30/04/2007	315 727,00	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	3,980	EUR	A	P	O	A-1	
452-4	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2012	25/10/2012	25/11/2012	45 000,00	F	Taux fixe à 3.58 %	3,580	3,640	EUR	M	P	O	A-1	
452-8	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/09/2016	14/09/2016	01/01/2017	45 000,00	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,750	1,750	EUR	T	P	O	A-1	
452-9	SFIL CAFFIL	08/02/2005	11/02/2005	01/04/2005	375 000,00	F	Taux fixe à 3.87 %	3,870	3,940	EUR	M	P	O	A-1	
51	SOCIETE GENERALE	30/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,490	EUR	T	C	O	A-1	
528-1	CAISSE D'EPARGNE	25/09/2005	25/09/2005	25/09/2006	200 000,00	V	Euribor 12M + 0.2	2,600	2,640	EUR	A	P	O	A-1	
551-14	CREDIT AGRICOLE	18/01/2010	18/01/2010	01/01/2016	200 000,00	V	(Euribor 3M + 2.01) + Cap 1.71 sur Euribor 3M	1,970	1,990	EUR	T	X	O	A-1	



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Criticité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Type de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Niveau de taux (5)					
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
551-18	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/12/2012	03/12/2012	01/01/2014	100 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1	
551-19	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/07/2014	15/07/2014	01/08/2014	133 000,00	V	Livret A + 1	2,250	2,250	EUR	A	P	O	A-1	
551-2	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2016	25/12/2016	25/12/2017	800 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,540	EUR	A	P	O	A-1	
551-20	CREDIT AGRICOLE	13/10/2005	13/10/2005	30/01/2006	294 105,00	F	Taux fixe à 3.23 %	3,230	3,270	EUR	T	P	O	A-1	
551-21	SFIL CAFFIL	13/07/2000	01/03/2000	01/03/2002	141 248,70	F	Taux fixe à 6.16 %	6,160	6,160	EUR	A	P	O	A-1	
551-22	SFIL CAFFIL	04/04/2006	31/12/2006	01/04/2007	646 535,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,190	EUR	A	P	O	A-1	
551-23	SFIL CAFFIL	09/12/1999	31/03/2000	01/03/2001	76 224,51	F	Taux fixe à 5.72 %	5,720	5,720	EUR	A	P	O	A-1	
551-24	SFIL CAFFIL	18/06/2007	22/06/2007	01/08/2007	558 745,00	F	Taux fixe à 4.52 %	4,520	4,610	EUR	M	P	O	A-1	
551-6	CAISSE D'EPARGNE	20/06/2000	25/06/2000	25/06/2001	45 734,71	F	Taux fixe à 6 %	6,000	6,000	EUR	A	P	O	A-1	
551-7	CAISSE D'EPARGNE	31/07/2000	25/08/2001	25/08/2002	222 523,66	F	Taux fixe à 6.1 %	6,100	6,100	EUR	A	P	O	A-1	
61-Prin	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	383 813,63	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1	
62	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/11/2017	4 303 815,87	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	2,440	EUR	T	P	O	A-1	
63	CREDIT AGRICOLE	30/11/2017	20/12/2017	25/03/2018	3 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,290	0,290	EUR	T	C	O	A-1	
BP 104	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2000	17/10/2000	01/01/2002	456 280,25	V	Livret A + 1.2	4,200	4,200	EUR	A	X	O	A-1	
C09293-CONSOLIDATION	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	07/11/2016	30/12/2016	23/03/2017	4 300 000,00	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,540	EUR	T	C	O	A-1	
1643 Emprunts en devises (total)					0,00										
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00										
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00										
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00										

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Périodicité des remboursements	Catégorie d'emprunt			
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)			Profil d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel							
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00											
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00											
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00											
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00											
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00											
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>157 576,57</b>											
1681 Autres emprunts (total)					21 714,54											
CAF 126183	Caisse Allocations Familiales	05/08/2014	10/11/2015	01/06/2016	21 714,54	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1		
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00											
1687 Autres dettes (total)					135 862,03											
Prêt globalisé Lézan : crèche					135 862,03			0,000	0,000			P	N	-		
<b>Total général</b>					<b>89 017 927,15</b>											

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		50 424 677,82					5 114 146,25	1 073 653,35	0,00	109 840,36
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		50 424 677,82					5 114 146,25	1 073 653,35	0,00	109 840,36
008	N	0,00	A-1	69 915,92	0,08	F	Taux fixe à 4.49 %	4,470	66 911,59	6 143,56	0,00	0,00
014	N	0,00	A-1	166 321,45	9,00	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,440	0,00	0,00	0,00	1 204,67
014 réam	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1.2	1,940	21 250,13	3 657,65	0,00	0,00
0153-CONSO	N	0,00	A-1	1 517 893,26	6,33	F	Taux fixe à 0.88 %	0,880	225 919,78	14 601,38	0,00	2 189,14
0154-CONSO	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 12M + 0.64)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,650	122 621,69	21 929,18	0,00	0,00
019	N	0,00	A-1	1 158 792,59	9,75	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,440	115 879,26	4 633,61	0,00	4 153,95
019 réam	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1.2	1,950	0,00	0,00	0,00	0,00
022	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.1 sur Euribor 12M) + 0.1	0,000	235 334,83	0,00	0,00	0,00
031 Ream BP	N	0,00	A-1	3 839 869,31	11,58	F	Taux fixe à 3.19 %	3,230	482 932,96	140 195,68	0,00	51 718,77
034	N	0,00	A-1	87 393,05	4,91	V	Moyenne Euribor 12M-Floor -0.2 sur Moyenne Euribor 12M + 0.2	0,050	17 452,42	52,42	0,00	0,00
035	N	0,00	A-1	114 240,83	6,08	V	(Euribor 12M-Floor -0.15 sur Euribor 12M) + 0.15	0,000	16 297,94	44,38	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
039	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.29 %	4,280	2 727,94	5 115,39	0,00	0,00
040	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.87 %	4,860	8 927,15	4 785,94	0,00	0,00
052	N	0,00	A-1	775 394,84	2,99	F	Taux fixe à 4.615 %	4,610	235 635,58	42 620,06	0,00	0,00
053	N	0,00	A-1	850 684,62	3,98	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	0,020	206 692,40	233,27	0,00	0,00
055	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.34 %	2,340	36 518,09	12 214,94	0,00	0,00
058	N	0,00	A-1	907 407,51	8,50	V	(LEP + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP	1,390	25 925,93	3 276,41	0,00	3 124,29
058 réam	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	LEP + 1.35	2,370	66 666,66	12 043,10	0,00	0,00
065	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.87 %	4,860	16 091,74	8 627,08	0,00	0,00
066	N	0,00	A-1	3 489 224,03	12,83	F	Taux fixe à 1.91 %	1,900	234 520,18	71 123,51	0,00	11 107,36
067	N	0,00	A-1	1 872 988,60	13,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	127 011,40	14 026,85	0,00	179,49
069	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,98	F	Taux fixe à 0.44 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
077-1	N	0,00	A-1	45 375,92	17,65	F	Taux fixe à 2.13 %	2,340	2 082,45	994,31	0,00	93,97
132	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	56 731,57	15 306,09	0,00	0,00
151 Ream	N	0,00	A-1	3 003 991,89	10,90	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	253 586,53	40 068,21	0,00	3 592,27
156	N	0,00	A-1	2 750 000,00	13,58	V	(Euribor 3M + 0.49)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,500	200 000,00	14 321,61	0,00	2 245,83
2020-ream	N	0,00	A-1	4 120 046,91	13,92	F	Taux fixe à 1.6 %	1,570	0,00	0,00	0,00	5 310,28
41	N	0,00	A-1	8 379 334,99	11,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,070	592 199,31	357 054,57	0,00	0,00
445 20001	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.57 %	0,000	85 526,95	3 053,23	0,00	0,00
452-10	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,310	12 423,19	136,84	0,00	0,00
452-11	N	0,00	A-1	21 220,11	1,50	V	Euribor 12M + 0.25	0,030	9 996,10	12,66	0,00	2,16
452-12	N	0,00	A-1	79 438,98	4,83	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	15 026,83	1 643,77	0,00	240,86
452-13	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.33 %	3,330	4 163,99	75,49	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
452-14	N	0,00	A-1	33 227,56	2,83	F	Taux fixe à 4.89 %	4,880	10 346,27	1 900,93	0,00	130,89
452-18	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Moyenne Euribor 12M + 0.66 + Cap 5.3 sur Moyenne de Euribor 12M	0,350	1 348,36	1,18	0,00	0,00
452-2	N	0,00	A-1	6 743,29	0,40	V	(Euribor 1M + 0.1)-Floor -0.1 sur Euribor 1M	0,000	15 878,34	0,00	0,00	0,00
452-20	N	0,00	A-1	102 126,14	8,85	V	(Euribor 3M + 2.3) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	1,890	10 300,33	2 081,23	0,00	277,73
452-21	N	0,00	A-1	207 153,34	10,58	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	18 420,61	1 954,31	0,00	150,19
452-22	N	0,00	A-1	9 241,89	0,09	F	Taux fixe à 4.07 %	4,050	8 880,41	737,58	0,00	340,62
452-25	N	0,00	A-1	83 996,61	4,82	V	(Euribor 3M + 2.32) + Cap 1.688 sur Euribor 3M	1,930	15 841,51	1 830,33	0,00	274,65
452-26	N	0,00	A-1	67 403,55	5,58	F	Taux fixe à 0.85 %	0,850	11 561,59	626,21	0,00	46,15
452-27	N	0,00	A-1	140 184,77	4,82	V	(Euribor 3M + 1.61) + Cap 2.027 sur Euribor 3M	1,220	27 011,42	1 946,03	0,00	270,10
452-28	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.87 %	2,870	20 909,68	10 661,60	0,00	0,00
452-29	N	0,00	A-1	80 189,03	15,25	F	Taux fixe à 2.05 %	2,040	4 406,05	1 692,95	0,00	132,42
452-30	N	0,00	A-1	27 271,66	0,33	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	26 227,86	2 129,28	0,00	723,64
452-4	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.58 %	3,590	5 310,06	87,64	0,00	0,00
452-8	N	0,00	A-1	37 183,04	15,75	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,550	2 020,93	621,69	0,00	137,12
452-9	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.87 %	3,870	22 406,36	4 555,48	0,00	0,00
51	N	0,00	A-1	3 100 000,00	7,66	V	Euribor 3M + 1.5	1,110	400 000,00	37 567,72	0,00	2 594,70
528-1	N	0,00	A-1	88 755,44	8,73	F	Taux fixe à 2.14 %	2,130	8 857,77	2 088,92	0,00	501,22

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
551-14	N	0,00	A-1	63 356,93	4,00	V	(Euribor 3M + 2.01) + Cap 1.71 sur Euribor 3M	1,580	14 288,83	1 164,76	0,00	235,89
551-18	N	0,00	A-1	60 468,33	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,940	6 324,38	2 638,31	0,00	2 381,87
551-19	N	0,00	A-1	92 713,81	12,58	V	Livret A + 1	1,740	6 133,02	1 822,90	0,00	608,62
551-2	N	0,00	A-1	658 940,91	15,98	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	36 077,25	10 703,28	0,00	140,94
551-20	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.23 %	3,240	24 323,30	493,00	0,00	0,00
551-21	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6.16 %	6,250	12 073,86	743,75	0,00	0,00
551-22	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,180	34 986,02	20 127,95	0,00	0,00
551-23	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 5.72 %	5,800	6 144,00	351,34	0,00	0,00
551-24	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.52 %	4,510	30 812,94	11 678,22	0,00	0,00
551-6	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6 %	6,010	3 761,67	225,69	0,00	0,00
551-7	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6.1 %	6,110	18 943,47	1 155,48	0,00	0,00
61-Prin	N	0,00	A-1	269 936,54	9,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,260	23 809,16	6 668,03	0,00	6 042,46
62	N	0,00	A-1	3 392 024,79	10,15	F	Taux fixe à 2.42 %	2,410	288 203,54	86 459,22	0,00	7 980,68
63	N	0,00	A-1	2 400 000,00	11,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,300	200 000,00	7 706,72	0,00	96,67
BP 104	N	0,00	A-1	27 146,97	0,00	V	Livret A + 1.2	1,940	27 496,18	1 065,54	0,00	527,90
C09293-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	3 227 078,41	10,73	F	Taux fixe à 1.51 %	1,530	273 986,49	52 174,89	0,00	1 082,86
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>121 098,14</b>					<b>7 408,89</b>	<b>2 417,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					768,14	0,00	0,00	0,00
CAF 126183	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	768,14	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		121 098,14					6 640,75	2 417,49	0,00	0,00
Prêt globalisé Lézan : crèche	N	0,00	-	121 098,14	0,00			0,000	6 640,75	2 417,49	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>50 545 775,96</b>					<b>5 121 555,14</b>	<b>1 076 070,84</b>	<b>0,00</b>	<b>109 840,36</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A2.3

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	67	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,75	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	50 424 677,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**IV**  
**A2.5**

**A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
<b>Taux fixe (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux variable simple (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux complexe (total) (2)</b>						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

## A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
<b>Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>	<b>154 556,30</b>	<b>440 649,97</b>	<b>0,00</b>	
014 réam	2002	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	1,940	0,00	5 267,01	21 250,13	0,00	
0154-CONSO	2017	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	A	V	(Euribor 12M + 0.64)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,650	0,00	21 929,18	122 621,69	0,00	
019 réam	2003	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	1,950	0,00	18 614,11	0,00	0,00	
039	2008	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 4,29 %	4,280	0,00	5 115,39	2 727,94	0,00	
040	2008	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	T	F	Taux fixe à 4,87 %	4,860	0,00	4 785,94	8 927,15	0,00	
055	2010	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	T	F	Taux fixe à 2,34 %	2,340	0,00	12 214,94	36 518,09	0,00	
058 réam	2012	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	0,00	0,00	0,00	T	V	LEP + 1.35	2,370	0,00	15 673,31	66 666,66	0,00	
065	2018	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	T	F	Taux fixe à 4,87 %	4,860	0,00	8 627,08	16 091,74	0,00	
132	2005	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3,6 %	3,600	0,00	15 306,09	56 731,57	0,00	
2017-ream	2020	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3,25 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00	
452-28	2014	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	M	F	Taux fixe à 2,87 %	2,870	0,00	10 661,60	20 909,68	0,00	
452-9	2005	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	M	F	Taux fixe à 3,87 %	3,870	0,00	4 555,48	22 406,36	0,00	
551-22	2006	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 4,19 %	4,180	0,00	20 127,95	34 986,02	0,00	

ALES - ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		ICNE de l'exercice		
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)		Intérêts (13)	Capital
551-24	2007	P		SFIL CAFFIL	0,00	0,00	0,00	M	F	Taux fixe à 4,52 %	4,510		0,00	11 678,22	30 812,94	0,00
<b>Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)</b>					<b>6 352 568,46</b>	<b>6 352 568,46</b>								<b>7 910,02</b>	<b>141 805,19</b>	<b>13 793,19</b>
014	2020	X		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	166 321,45	166 321,45	9,00	A	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,440			0,00	0,00	1 204,67
019	2020	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 158 792,59	1 158 792,59	9,75	A	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,440			4 633,61	115 879,26	4 153,95
058	2020	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	907 407,51	907 407,51	8,50	T	V	(LEP + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP	1,390			3 276,41	25 925,93	3 124,29
2020-ream	2020	P		SFIL CAFFIL	4 120 046,91	4 120 046,91	13,92	T	F	Taux fixe à 1,6 %	1,570			0,00	0,00	5 310,28

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

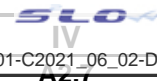
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N**

**A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)**

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE  
DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****A2.8****A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DE**

**A2.9 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Subv d'équipement biens mob, matériel ou études	5	12/10/2020
L	Subv d'équipement biens immob ou installations	15	12/10/2020
L	Subv d'équipement projets infrastructures nat°	30	12/10/2020
L	Subv d'équipement autres catégories	5	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Camions	12	12/10/2020
L	B.O.M. balayeuse	8	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	Matériels informatiques	5	12/10/2020
L	Matériels classiques durables	10	12/10/2020
L	Coffres forts	30	12/10/2020
L	Installation & appareils de chauffage légers	5	12/10/2020
L	Appareils de levage	10	12/10/2020
L	Equipements de garage & atelier	10	12/10/2020
L	Matériel et outillage incendie	25	12/10/2020
L	Matériel roulant de voirie	10	12/10/2020
L	Autres matériel et outillage voirie	25	12/10/2020
L	Autres inst., matériel & outillage	25	12/10/2020
L	Equipement de cuisines	15	12/10/2020
L	Equipements sportifs : légers	10	12/10/2020
L	Equipements sportifs : durables	15	12/10/2020
L	Inst Grales & agenc divers	25	12/10/2020
L	Terrassement	70	12/10/2020
L	Inst spécifique et Fibre optique	30	12/10/2020



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

**A4**

**A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		1 249 222,61	1 249 222,61	0,00	1 249 222,61
Réalisation de travaux de réparation au Toboggan	0,00	13/12/2018	1 249 222,61	1 249 222,61	0,00	1 249 222,61
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>1 249 222,61</b>	<b>1 249 222,61</b>	<b>0,00</b>	<b>1 249 222,61</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).





<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS</b>	<b>A5</b>

**A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>5 870 800,00</b>	<b>5 515 996,99</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>5 400 800,00</b>	<b>5 121 555,14</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	5 400 000,00	5 114 146,25
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	800,00	768,14
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	6 640,75
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>470 000,00</b>	<b>394 441,85</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	470 000,00	394 441,85
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>5 515 996,99</b>	<b>12 700 472,00</b>	<b>5 209 015,00</b>	<b>23 425 483,99</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>15 738 466,30</b>	<b>III 6 350 899,71</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>2 519 247,00</b>	<b>2 117 594,82</b>
10222	FCTVA	2 519 247,00	2 057 892,82
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276348	Créance Autres communes	0,00	59 702,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>13 219 219,30</b>	<b>4 233 304,89</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	15 000,00	14 086,78
28033	Frais d'insertion	1 200,00	1 198,80
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	2 500,00	2 436,00
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	6 800,00	6 743,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	58 500,00	58 024,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	145 000,00	143 396,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	580 000,00	579 788,00
28041483	Subv.Cne : Projet infrastructure	6 100,00	6 018,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	4 000,00	3 840,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	70 000,00	69 331,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	420 000,00	415 276,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	35 500,00	35 126,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	110 000,00	109 854,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	560,00	555,74
28051	Concessions et droits similaires	225 000,00	221 731,79
28128	Autres aménagements de terrains	7 000,00	6 563,00
281311	Hôtel de ville	41 480,00	1 639,00
281318	Autres bâtiments publics	91 000,00	130 791,00
28135	Installations générales, agencements, ..	2 050,00	2 025,00
28138	Autres constructions	12 000,00	11 968,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	730,00	722,17
28151	Réseaux de voirie	6 500,00	6 336,00
28152	Installations de voirie	750,00	720,95
281531	Réseaux d'adduction d'eau	10 500,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	258 480,00	0,00
281538	Autres réseaux	1 500,00	1 464,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	1 700,00	1 683,44
281571	Matériel roulant	19 000,00	18 153,66
281578	Autre matériel et outillage de voirie	4 000,00	3 898,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	220 000,00	226 169,66
281728	Autres agencements (m. à dispo)	650,00	621,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	35 000,00	33 592,00
2817534	Réseaux d'électrification (m. à dispo)	39 000,00	36 374,00
281757	Matériel, outillage voirie (m. à dispo)	2 000,00	1 748,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	9 000,00	10 969,19
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	45 000,00	42 950,37

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281784	Mobilier (m. à dispo)	45 000,00	44 139,72
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	30 000,00	25 406,37
28181	Installations générales, aménagt divers	26 000,00	25 413,00
28182	Matériel de transport	818 000,00	695 488,06
28183	Matériel de bureau et informatique	400 500,00	369 851,15
28184	Mobilier	140 000,00	121 254,13
28188	Autres immo. corporelles	653 000,00	637 861,91
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	110 000,00	108 097,00
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	470 000,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	8 039 219,30	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>6 350 899,71</b>	<b>5 190 912,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 900 707,00</b>	<b>21 442 518,71</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 23 425 483,99</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 21 442 518,71</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV - II (3) -1 982 965,28</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A7.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.1.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

Cet état ne contient pas d'information.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>3 042 802,63</b>
60	achats variation de stock	608 626,93
61	Services extérieurs	2 291 546,93
62	Autres services extérieurs	52 417,68
63	Impôts, taxes, versements assimilés	90 211,09
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>4 697 833,37</b>
64	Charges de personnel	4 697 833,37
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>11 681 316,79</b>
65548	Participation orga. de regpt	11 538 738,35
6574	Subvention	142 578,44
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>42 228,42</b>
66111	charges financières	42 228,42
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>
6718	Autres charges exceptionnelles	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>19 464 181,21</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>188 041,98</b>
6811	Dotations amortissements	188 041,98
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>949 633,08</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>20 413 814,29</b>

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
<b>Recettes issues de la TEOM</b>		<b>18 731 273,00</b>
7331	TEOM	18 731 273,00
<b>Dotations et participations reçues</b>		<b>0,00</b>
<b>Autres recettes de fonctionnement éventuelles</b>		<b>1 233 130,50</b>
<b>70</b>	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	<b>488 844,25</b>
70	Red spéciale d'enlèvement des OM	488 844,25
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>744 286,25</b>
758	Autres produits	744 286,25
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>19 964 403,50</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>19 964 403,50</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.3.2**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
<b>Remboursement d'emprunts et dettes assimilées</b>		<b>388 787,44</b>
1641	Emprunts	388 787,44
<b>Acquisitions d'immobilisations</b>		<b>1 281 841,96</b>
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
	Opération d'équipement n° 20034	841 245,10
	Opération d'équipement n° 20172	440 596,86
<b>Autres dépenses éventuelles</b>		<b>0,00</b>
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 670 629,40</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 670 629,40</b>

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
<b>Souscription d'emprunts et dettes assimilées</b>		<b>0,00</b>
<b>Dotations et subventions reçues</b>		<b>337 796,54</b>
10222	FCTVA	210 273,36
13	Subvention d'équipement	127 523,18
<b>Autres recettes éventuelles</b>		<b>761 591,10</b>
021	Virement de section Fonctionnement	761 591,10
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>337 796,54</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	188 041,98
28	Amortissements	188 041,98
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>949 633,08</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 287 429,62</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU  
COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A7.4.1****A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Montant</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>808 896,72</b>
60624	Produit de traitement	4 317,72
60628	Autres fournitures non stockées	17 656,45
60631	Fournitures d'entretien	74 695,89
60632	Fourniture de petits équipements	101 741,46
6068	Autres matières et fournitures (protections covid19)	506 145,86
611	Contrat de prestations de services	744,00
6135	Locations mobilières	664,94
615221	Entretien bâtiments publics	42 948,00
617	Etudes et recherches	19 192,80
6231	Annonces et insertions	7 080,00
6238	Divers	28 021,60
6262	Frais de télécommunications	5 688,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>187 300,00</b>
64118	Prime covid	187 300,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>512 829,58</b>
67441	Subvention à budgets annexes	478 606,00
678	Autres charges exceptionnelles : rembt tickets cantines	34 223,58
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 509 026,30</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 509 026,30</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU  
COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT****A7.4.2****A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Montant</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	61 778,40
2135	Installations générales	10 868,40
2183	Matériel de bureau et informatique	50 910,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>61 778,40</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>61 778,40</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A8

## A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>1 748 268,76</b>	<b>638 179,89</b>	<b>108 097,00</b>	<b>1 001 991,87</b>
2006	Indemnités capitalisées	21	30/06/2005	514 372,73	342 905,68	24 493,00	146 974,05
2015	Indemnités capitalisées	16	13/10/2015	583 363,38	182 260,21	36 460,00	364 643,17
2015	Indemnités capitalisées	16	13/10/2015	99 885,71	31 210,00	6 242,00	62 433,71
2018	IRA renégociées	13	31/08/2017	408 834,52	62 896,00	31 448,00	314 490,52
2018	IRA renégociées	15	19/10/2018	141 812,42	18 908,00	9 454,00	113 450,42

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
21/03/2017	AMENAGEMENT PASSES A ANGUILLES	154 748,51	0,00	0
07/04/2017	HYDRAULIQUE - 15M0074 - AMENAGt GARDON	88 473,00	0,00	0
18/05/2017	RESEAUX D'ITINERAIRES DE RANDONNEE	185 868,10	0,00	0
22/06/2017	AMENAGEMENT PASSES A ANGUILLES -16M00262	128 812,52	0,00	0
29/01/2018	15M00074 - ENTRETENIEN GARDON	39 840,00	0,00	0
04/05/2018	RANDO - 16M00285	21 463,80	0,00	0
05/12/2018	TRAVAUX MEDIATHEQUE 18M00223	43 195,54	0,00	0
15/01/2019	TRAVAUX MEDIATHEQUE	1 257 400,01	0,00	0
30/01/2019	MISE ENSECURITE FALAISE TVC	723,60	0,00	0
08/02/2019	TRX AMENAGEMT ECOLE DE MUSIQUE ET DE DAN	218 934,60	0,00	0
17/04/2019	TRX MAISON DE LA FIGUE 19M00012 TERTOU	212 687,51	0,00	0
23/04/2019	AMÉNAGEMENT DES ESPACES CÉVENNES VOIR	75 445,20	0,00	0
04/10/2019	TRAVAUX ATOME ECON	21 114,00	0,00	0
04/11/2019	TRX AIRE GENS DU VOYAGE TAMARIS	22 582,80	0,00	0
15/11/2019	MAISON DE PROJET 19M00116 VOIR	102 772,73	0,00	0
01/01/2020	19M00232 MISSION PIG HABITAT OPAH	104 725,60	0,00	5
01/01/2020	LICENCE CONCERTO OPUS HILAIRE	2 148,00	0,00	2
01/01/2020	18M00189 MISSION CSPS CRECHE CASSANOVA	420,00	0,00	1
01/01/2020	18M00189 MISSION CSPS VEST. TENNIS ALES	924,00	0,00	1
01/01/2020	INSTALLATIONS GÉNÉRALES RM	20 352,18	0,00	0
01/01/2020	ROUSSON TRSFT PLUVIAL	137 783,09	0,00	0
01/01/2020	CENDRAS TRSFT EDUCATION CPTÉ 2158	5 592,73	0,00	10
01/01/2020	CENDRAS TRSFT EDUCATION CPTÉ 2183	15 492,91	0,00	5
01/01/2020	CENDRAS TRSFT EDUCATION CPTÉ 2184	4 902,12	0,00	10
01/01/2020	CENDRAS TRSFT EDUCATION CPTÉ 2188	78 073,08	0,00	15
01/01/2020	CENDRAS TRSFT ECLAIRAGE PUBLIC CPTÉ 2131	79 185,56	0,00	0
01/01/2020	CENDRAS TRSFT ECLAIRAGE PUB CPTÉ 21534	48 447,30	0,00	0
01/01/2020	CONFORMITE GARDE DU CORPS	486,00	0,00	0
01/01/2020	TERRAIN VOIRIE DECHETTERIE	11 420,45	0,00	0
01/01/2020	DECHETTERIE	17 947,85	0,00	0
01/01/2020	TVX PLOMBERIE	1 449,92	0,00	0
01/01/2020	SONDAGE DECHETTERIE	5 621,20	0,00	0
01/01/2020	BACS 770 LITRES	5 801,28	0,00	10
01/01/2020	CREANCES SORTIE BOUQUET	0,00	0,00	0
06/01/2020	TRX SUR ASCENSEUR MCPAT	2 448,00	0,00	0
07/01/2020	PUBLICITÉ MEDIATHEQUE ALMED	1 944,00	0,00	0
07/01/2020	ACHAT LIVRES/CD/DVD MEDIATHEQUE CHRIST	24 934,94	0,00	10
07/01/2020	MATERIEL ET ELECTROMENAGER RM	16 519,64	0,00	10
07/01/2020	OUTILLAGE MCPAT	3 083,89	0,00	25
07/01/2020	INSTALLAT° SANIT. LOC MEDICAL VEZ MCPAT	2 988,00	0,00	0
07/01/2020	MAT DE BUREAU ET INFORM RM	61 402,33	0,00	5
07/01/2020	MOBILIER CANTINE SJROS	3 237,60	0,00	15
07/01/2020	MATERIEL ET ELECTROMENAGER CANTINE SJROS	238,80	0,00	1
08/01/2020	JEUX ANIMATIONS LUDOTHEQUE	3 590,96	0,00	10
08/01/2020	MAT DE BUREAU ET INFORM PSQVT	744,24	0,00	1
09/01/2020	P3 PRESTATION BATIMENTS COMMUNAUTAIRE	691,29	0,00	0
09/01/2020	ACHAT LIVRES/CD/DVD MEDIATHEQUE ALMED	128 001,08	0,00	10
09/01/2020	TVX SUR EQUIPEMENTS SPORTIFS - OP 053	96 697,68	0,00	0
10/01/2020	ACHAT COLONNES ET BORNES OM	125 396,10	0,00	10
10/01/2020	MISSION CSPS 18M00189 VOIR	408,00	0,00	1
14/01/2020	DIAGNOSTIC ACCESSIBILITÉ BATIMENT AA	6 060,00	0,00	5
14/01/2020	LICENCE LOGICIEL	77 653,16	0,00	0
14/01/2020	ACQUISIT° MATERIEL TECHNIQUE ALSPOR	2 206,49	0,00	25
14/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE EDUC	13 037,25	0,00	5
14/01/2020	MATERIELS DIVERS POUR LES ECOLES	19 237,77	0,00	10
14/01/2020	MATERIEL DIVERS PISC	28 399,85	0,00	10
14/01/2020	LICENCE CONCERTO MOBILITE OPUS EDUC	1 200,00	0,00	1
15/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLE GD COMBE	719,80	0,00	1
16/01/2020	19M00048 LOT2 JEUX PEDA EDUC	1 352,33	0,00	1
17/01/2020	MOBILIER VESTIAIRE ROURET CHRIST	240,94	0,00	1
17/01/2020	MOBILIER SPECIFIQUE CPE	11 368,05	0,00	15
17/01/2020	MOBILIER PISCINE ALES	2 592,00	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
17/01/2020	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE CPE	459,90	0,00	1
17/01/2020	TRX CRECHES CPE	181 685,50	0,00	0
17/01/2020	MOBILIER EDUC	56 001,92	0,00	15
17/01/2020	MEDIATHEQUE ALES : MO - ETUDES...	51 790,57	0,00	5
17/01/2020	MOBILIER SCOLAIRE PRIVAT	2 267,20	0,00	15
17/01/2020	MOBILIER RESTAURATION SCOLAIRE PRIVAT	526,51	0,00	1
17/01/2020	E. MUSIQUE - 18M00189 - MISSION CSPS	588,00	0,00	1
17/01/2020	MATERIEL ET ELECTROMENAGER CANTINE ROUSS	159,48	0,00	1
20/01/2020	MO VESTIAIRE ROURET 16M00034	2 690,86	0,00	5
20/01/2020	LICENCE LOGICIEL SIG1	2 940,00	0,00	2
20/01/2020	ETUDE URBAINE 18M00258 OPAH	25 652,28	0,00	5
21/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLE ST PRIVAT	26 845,44	0,00	5
21/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE EAU HYD	18 165,60	0,00	5
21/01/2020	ACQUISITION CUVE FIOUL RM	5 631,60	0,00	10
21/01/2020	MOBILIER RM	3 325,69	0,00	15
21/01/2020	MATERIEL DIVERS RM	19 038,34	0,00	10
21/01/2020	TRAVAUX O.M	194 955,78	0,00	0
21/01/2020	MATERIEL INFORMA MEDIATHEQUE ST CHRISTOL	691,94	0,00	1
21/01/2020	M.O CATHEDRALE 17M00366	13 265,52	0,00	5
21/01/2020	M.O TRX CATHEDRALE 17M00048	43 734,62	0,00	5
22/01/2020	MOBILIER SCOLAIRE SALIND	8 552,20	0,00	15
22/01/2020	MAT DE BUREAU ET INFORM SIG1	11 072,04	0,00	5
22/01/2020	RACCORDEMENT ELECT. OM MASSILLARGUES	11 771,76	0,00	0
23/01/2020	EQUIPEMENT RESTO SCOLAIRE PRIVAT	10 567,90	0,00	10
23/01/2020	PRELEVEMENTS ET ANALYSES GARDON (REPORT)	5 706,00	0,00	0
23/01/2020	SUBV FC BAT ET INSTALLAT° COMMUNES	1 184 529,21	0,00	15
24/01/2020	RELANTERNAGE EP 19M00178	130 722,60	0,00	0
27/01/2020	MOBILIER CANTINE ROUSS	266,40	0,00	1
28/01/2020	TRVX PISCINE ST JEAN DU GARD	101 364,71	0,00	0
28/01/2020	MAT INFORMATIQUE ECOLE SJROS	8 351,04	0,00	5
29/01/2020	TRVX AMENAGEMENT MAISON PROJET VOIR	7 618,80	0,00	0
29/01/2020	MATERIEL TECHNIQUE PISC	950,94	0,00	1
30/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE ASSU	2 518,40	0,00	5
30/01/2020	SUBV BAT ET INSTALL PRIVE OPAH	11 599,00	0,00	15
31/01/2020	PORTAIL STADE PRADEL GD COMBE SPORGA	1 757,88	0,00	0
31/01/2020	ETUDES CSPS / ASSIST MO / MO... MEDIAT	6 330,00	0,00	5
06/02/2020	19M00151 ELABORAT° DU PROGRAMME LOCAL	61 950,00	0,00	5
06/02/2020	MAT. INFORMATIQUE ST CHRIST	1 358,16	0,00	1
06/02/2020	MATERIEL INFORMATIQUE TIC	136 451,52	0,00	5
06/02/2020	TRX VELODROME GC SPORGA	34 004,40	0,00	0
06/02/2020	ACQUISITION D'UN BUNGALOW OM RIBAUTE	11 820,00	0,00	0
06/02/2020	AUTO LAVEUSE CENTRE NAUTIQUE TOBOGGAN	5 864,64	0,00	10
06/02/2020	18M00139 MOBILIER RM	23 710,59	0,00	15
07/02/2020	ETUDE DE MARCHÉ LOGEMENT ANRU 18M00014	12 360,00	0,00	5
07/02/2020	MATERIEL EQUIPEMENT SPORTIF	34 917,96	0,00	10
07/02/2020	TRAVAUX DE CLOTURES ALSH MAS SANIER	4 680,00	0,00	0
07/02/2020	ETUDE COLLECTE DECHETS ALES III	14 400,00	0,00	5
10/02/2020	CHAISE ADULTE MEDIATHEQUE ALMED	9 261,50	0,00	15
11/02/2020	MO - MAISON DE LA FIGUE	17 930,15	0,00	5
11/02/2020	MOBILIER CANTINE CHRIST	2 851,20	0,00	15
12/02/2020	ACQUISITION BENNES/CONTAINERS OM	221 932,47	0,00	10
12/02/2020	MATERIEL TECHNIQUE ROUGE	1 987,03	0,00	25
12/02/2020	MOBILIER MAISON DES JEUNES PRIVAT	2 057,51	0,00	15
13/02/2020	MAISON DE PROJET MO 17M00414 VOIR	4 271,48	0,00	5
13/02/2020	TRX RESEAU RECUP DES EAUX PISC	24 084,00	0,00	0
13/02/2020	TRX MASSILLARGUES OM	86 086,68	0,00	0
13/02/2020	TRX VANNE RESEAU INCENDIE OM	3 720,00	0,00	0
13/02/2020	ACQUISIT° LOGICIEL/PROGICIEL RM	203 025,59	0,00	2
13/02/2020	INTALLATIONS GENERALES MCPAT	31 030,31	0,00	0
13/02/2020	MOBILIER FIP 18M00139	2 912,56	0,00	15
13/02/2020	MOBILIER PSQVT 18M00139	1 131,68	0,00	1
14/02/2020	TRAVAUX BRANCHEMENT GAZ CATHÉDRALE	1 518,00	0,00	0
19/02/2020	MATERIELS DIVERS OM	12 558,70	0,00	10
21/02/2020	MATERIEL INFOR MEDIATHEQUE ALMED	57 633,84	0,00	5
21/02/2020	EQUIPEMENT CUISINE ECOLE ST CHRISTOL	3 253,20	0,00	10
22/02/2020	MOBILIER MEDIATHEQUE ALES	78 609,45	0,00	15
26/02/2020	TRAVAUX PREHISTORAMA	7 680,90	0,00	0
26/02/2020	MATERIEL DIVERS SENTIER DE RANDO NAT	10 024,70	0,00	10
26/02/2020	LIVRES/CD/DVD MEDIATHEQUE SALINDRES	8 064,62	0,00	10
28/02/2020	MATERIELS DIVERS TERTOU	1 528,80	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
03/03/2020	MATERIEL TECHNIQUE OM	5 173,72	0,00	25
03/03/2020	TRX CENTRE NAUTIQUE ALES	51 688,20	0,00	0
04/03/2020	ACHAT SITE EUZET BATIMENT	586 990,48	0,00	0
06/03/2020	MOBILIER SCOLAIRES CHRIST	401,48	0,00	1
06/03/2020	MOBILIER SCOLAIRE SJROS	2 631,19	0,00	15
06/03/2020	MATERIEL INFORMATIQUE TERTOU	10 173,00	0,00	5
06/03/2020	18M0007 ECLAIRAGE PUBLIC ST CHRISTOL	90 541,20	0,00	0
06/03/2020	RELANTERNAGE ALECLA 18M00122	268 377,60	0,00	0
11/03/2020	RELANTERNAGE ALECLA 19M00178	144 413,70	0,00	0
13/03/2020	MATERIEL TECHN. AGRICOLE/HORTICOLE	31 752,61	0,00	25
16/03/2020	MO INGENIERIE STAT° THERM. EUZET RURAL	18 000,00	0,00	5
16/03/2020	CONTRÔLE TECHNIQUE MEDIATHEQUE	2 822,80	0,00	5
16/03/2020	19M00272 DIAGNOSTICS RÉGLEM MCPAT	61 430,40	0,00	5
17/03/2020	RACCORDEMENT ELECT. EP	1 249,20	0,00	0
18/03/2020	TRX OUVRAGE D'ART TVC	9 885,60	0,00	0
19/03/2020	19M00181 PLANS DE STRUCTURE MCPAT	78 924,00	0,00	5
20/03/2020	LOGICIEL MEDIATHEQUE ALES	13 410,00	0,00	2
25/03/2020	19M00272 DIAGNOSTIC AVANT TRX GNRJ	276,00	0,00	1
01/04/2020	OUTILLAGES TECHNIQUES EAU HYD	13 185,23	0,00	25
06/04/2020	20M00047 BAT MODUL. MAS SANIER	104 580,00	0,00	0
06/04/2020	RELANTERNAGE ALECLA 19M00299	303 584,75	0,00	0
08/04/2020	RELANTERNAGE EP 19M00299	238 858,45	0,00	0
09/04/2020	ACQUISIT° LOGICIEL/PROGICIEL ANDUZ	696,00	0,00	1
09/04/2020	TRX LOGE/SALLE SPECTACLE MEDIATHEQ. ALES	40 275,60	0,00	0
09/04/2020	DUSTER BREAK FN-454-CF	23 034,70	0,00	5
22/04/2020	RAILS D ECLAIRAGES ET CADREURS MAISON RG	18 495,10	0,00	10
28/04/2020	LICENCES LOGICIELS TIC	41 270,21	0,00	2
30/04/2020	18M00122 RELANTERNAGE EP	26 635,68	0,00	0
30/04/2020	SUBV BAT ET INSTALL PRIVE OP OPAH	49 613,00	0,00	15
30/04/2020	SUBV BAT ET ISNTALL ORG.PUBLICS OP OPAH	271 204,00	0,00	15
05/05/2020	AVIS INSERTION BAT INRA	370,00	0,00	0
06/05/2020	SUBV BAT ET INSTALL PRIVE DEVTUR	9 000,00	0,00	15
07/05/2020	GROSSE REPARATION TRACTO CATERPILLAR OM	16 637,76	0,00	12
12/05/2020	FRAIS ACTE DE VENTE TERRAIN ST MARTIN	614,70	0,00	0
12/05/2020	MAT. INFORMATIQUE ALSH HILAIR	1 229,97	0,00	1
12/05/2020	ACQUISITION D'UNE REMORQUE HYD	2 998,62	0,00	5
13/05/2020	SUBV BAT ET INSTALL COMMUNES OP OPAH	21 000,00	0,00	15
14/05/2020	MATERIEL POUR DECHETTERIE MASSILLARGUES	2 979,84	0,00	10
14/05/2020	TRX D'EQUIPEMT RESTAURA° CENDRAS TERTOU	16 883,35	0,00	0
15/05/2020	MATERIEL TECHNIQUE OM	2 369,12	0,00	25
18/05/2020	MOBILIER ECOLE LA GD COMBE	1 565,13	0,00	15
18/05/2020	19M00234 QUALITE DE LAIR INT. DS LES ERP	25 776,00	0,00	5
18/05/2020	PARUTION CENTRE EQUESTRE ALSPOR	864,00	0,00	0
20/05/2020	ANNONCE LEGALE ACHAT BENNES A OM	1 080,00	0,00	0
26/05/2020	TRX DE POSE GOUTTIERES MUSEE COLOMBIER	3 036,00	0,00	0
28/05/2020	TRX DE VOIERIE DECHETTERIE OM	48 078,00	0,00	0
02/06/2020	ACHAT MOBILES SCE TEL	18 235,48	0,00	10
02/06/2020	REGENERATION COURT DE TENNIS ST HILAIRE	4 130,45	0,00	0
04/06/2020	TRX CENTRES AERES ALCLSH	37 879,74	0,00	0
05/06/2020	ACHAT MATERIEL DIVERS OM	7 888,39	0,00	10
11/06/2020	TRX PARKING CT BRUEGES	140 000,00	0,00	0
11/06/2020	AMENAGEMENT BAT. STOCK. VEHI. AA GAR	10 992,00	0,00	0
11/06/2020	TRX DE CHARPENTE CT BRUEGES GAR	40 200,00	0,00	0
12/06/2020	DIAG. TECHN. STADE PUJAZON ALSPOR	5 616,00	0,00	5
12/06/2020	LICENCE BIBLIOTHEQUE M. ST CHRISTOL	780,00	0,00	1
12/06/2020	FOURN ET POSE 3 CHAUDIERES ATOME	8 424,00	0,00	0
12/06/2020	ANNONCE LEGALE TRVX MINE TEMOIN	653,30	0,00	0
16/06/2020	ACQUISIT° TERRAIN NON BATI ST MARTIN	4 659,00	0,00	0
18/06/2020	MATERIEL DIVERS ALCLSH	2 134,32	0,00	10
19/06/2020	20M00094 4lots TRX CRECHES CASANOVA CPE	66 788,40	0,00	0
22/06/2020	TX MDJ GASTON LOMBARDI SPORGA	21 300,00	0,00	0
22/06/2020	MATERIELS DIVERS BATI	17 174,99	0,00	10
24/06/2020	PEUGEOT PARTNER FQ-167-TW GAR	289,61	0,00	1
29/06/2020	AIDE A L IMMOB SUBV SENFAS	50 000,00	0,00	15
29/06/2020	AVIS INSERTION TRX FORT VAUBAN BATI	864,00	0,00	0
30/06/2020	ANNONCES LEGALES OPAH-RU ALES ET ANDUZE	1 080,00	0,00	0
30/06/2020	MOBILIER SCOLAIRE ST HILAIRE	10 838,53	0,00	15
30/06/2020	MATERIEL DIVERS SCOLAIRE ST HILAIRE	106,20	0,00	1
01/07/2020	TRX/INSTALLAT° GENERALES BATI	22 206,60	0,00	0
03/07/2020	MOBILIER MEDIATHEQUE ALES 19M003041	338 507,07	0,00	15
03/07/2020	FOURN ET POSE D'UN ABRI VOITURE GENOLHAC	8 479,20	0,00	0
08/07/2020	TRVX PORTES MEDIATHEQUE ALES	1 969,20	0,00	0



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
09/07/2020	LICENCES / PROGICIELS BRANOUX	2 770,88	0,00	2
10/07/2020	ACHAT COPIEURS ECOLES ANDUZE	4 560,00	0,00	5
10/07/2020	TRX POSE DE CONDUITS OM MASSILLARGUES	25 815,36	0,00	25
10/07/2020	FOURN ET POSE D'UN VOILE D OMBRAGE OM AL	1 122,00	0,00	0
10/07/2020	MAT. INFORMATIQUE ÉCOLE ROUSSON	1 980,00	0,00	5
13/07/2020	RELANTERNAGE ST CHRISTOL 19M00178	28 312,42	0,00	0
13/07/2020	MATERIEL DIVERS CENTRE LOISIR CHRISTOL	2 212,01	0,00	10
13/07/2020	MATERIEL INFORMATIQUE LOT1A TIC	81 064,80	0,00	5
16/07/2020	TRVX ENTRETIEN EP ALECLA 19M002151 LOT1	98 907,48	0,00	0
16/07/2020	PEUGEOT PARTNER FQ-167-TW CPE	15 180,44	0,00	5
17/07/2020	TRX GUINGUETTE CAMBOUX TERTOU	2 426,40	0,00	0
17/07/2020	PUB TRX CENTRE AERE MALATAVERNE RM	864,00	0,00	0
20/07/2020	MATERIEL INFORM. SCOLAIRE HILAIR	2 228,90	0,00	5
22/07/2020	MATERIEL DE BUREAU FIP	150,00	0,00	1
22/07/2020	MATERIEL DIVERS PSQVT	301,80	0,00	1
22/07/2020	TRX THEATRE LE CRATERE BATI	115 263,36	0,00	0
22/07/2020	ETUDE COMPLEMENTAIRE OPAH RU	29 898,00	0,00	5
23/07/2020	PUB VEHICULES UTILITAIRES OCCASION RM	864,00	0,00	0
23/07/2020	AVIS INSERTION RISQUES INONDATIONS BATI	2 433,60	0,00	0
27/07/2020	ANDUZE TRSFT PLUVIAL	102 598,48	0,00	0
27/07/2020	ANDUZE TRSFT PLUVIAL	271 373,67	0,00	0
27/07/2020	ANDUZE TRSFT PLUVIAL	44 809,35	0,00	0
30/07/2020	GROSSES REPARATIONS IVECO BW-150-QE OM	17 822,40	0,00	12
31/07/2020	AMENAGEMENT/INSTALLAT° GENERALE PVCENT	2 112,00	0,00	0
31/07/2020	SOL SOUPLE CENDRAS COMPL. SPORTIF PAYS	13 613,40	0,00	0
03/08/2020	MATERIELS DIVERS PVCENT	2 572,36	0,00	10
03/08/2020	MOBILIER SCOLAIRES ROUSS	4 695,38	0,00	15
03/08/2020	POULAILLER CENTRE AERE ST MARTIN	412,37	0,00	1
03/08/2020	MATERIEL DE BRICOLAGE PVCENT	227,30	0,00	1
03/08/2020	MOBILIER ECOLE ST MARTIN DE V.	1 790,32	0,00	15
04/08/2020	GROSSES REPARATIONS RENAULT AQ-196-TC OM	21 595,20	0,00	12
05/08/2020	SUBV FC MOBILIER, MAT, ETUDES COMMUNES	98 585,00	0,00	5
06/08/2020	ABRI JARDIN CENTRE AERE MARTIN	439,00	0,00	1
10/08/2020	20M00147 MO CT TRVX. C. EQUES. ALSPORT	3 769,20	0,00	5
10/08/2020	MATERIELS DIVERS SPORGA	34 388,67	0,00	10
12/08/2020	CAMION RENAULT MASTER EE-322-FN HYD	19 892,76	0,00	12
13/08/2020	RENAULT TALISMAN FS-419-EP	33 313,56	0,00	5
18/08/2020	AMO DESENFUMAGE ATOME 20M00105	6 000,00	0,00	5
19/08/2020	TRAVAUX ATOME	7 516,80	0,00	0
19/08/2020	TRX STADE GRAND COMBE	1 975,20	0,00	0
20/08/2020	TRX MISE EN SECURITE TUNNEL PARAFRANCE	0,00	0,00	0
24/08/2020	FILETS PARE BALLON ST PRIVAT	967,55	0,00	1
26/08/2020	TRVX MEDIATHEQUE CENDRAS	9 489,72	0,00	0
26/08/2020	MATERIEL INFORMATIQ. ECOLE SALINDRES	4 332,72	0,00	5
26/08/2020	MOBILIER ECOLE BOISSET GAUJAC	1 593,90	0,00	15
26/08/2020	MATERIELS DIVERS MEDIATHEQUE SALINDRES	887,14	0,00	1
27/08/2020	TRX CLOTURE PISC ST JDGARD	24 012,00	0,00	0
28/08/2020	TRX DE CLOTURE & DEBOISEMENT MERLON	8 202,00	0,00	0
31/08/2020	CLOTURE MASSILLARGUES ATTUECH OM	15 000,00	0,00	0
08/09/2020	MATERIEL DIVERS CANTINE RIBAUTE	257,10	0,00	1
08/09/2020	MAT ET OUTIL TECHQ NAT	3 746,99	0,00	25
11/09/2020	MATERIEL DIVERS ECOLE SALINDRES	768,17	0,00	1
14/09/2020	ELECTROMENAGER CANTINES ECOLES ST MARTIN	2 619,24	0,00	10
14/09/2020	LICENCES CANTINE SCOL MONS	2 282,45	0,00	2
15/09/2020	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLES AA	27 720,00	0,00	5
15/09/2020	MOBILIER CANTINE RIBAUTE	2 180,09	0,00	15
15/09/2020	TRX ATOME AMPHITHEATRE BATICOVID	6 520,80	0,00	0
15/09/2020	MATERIEL DE CHANTIER BATI	401,53	0,00	1
15/09/2020	MATERIEL INF. MEDIATHEQUE STJGARD	1 033,20	0,00	1
16/09/2020	PUB. SYST. IMPRESSION SCE REPRO	864,00	0,00	0
18/09/2020	MATERIELS RESEAUX TIC	31 245,88	0,00	0
23/09/2020	TRVX ETANCHEITE GYMNASSE ST HILAIRE	8 640,00	0,00	0
23/09/2020	CITROEN BERLINGO ER-002-PT	14 200,00	0,00	5
24/09/2020	MATERIELS DIVERS NAT	1 997,62	0,00	10
25/09/2020	MATERIEL ET ELECTROMENAG ÉCOLE ROUSSON	648,00	0,00	1
25/09/2020	TRX D AMENAGEMENT TERRAIN DE FOOT ST PRIVAT	19 263,00	0,00	0
29/09/2020	GROSSES REPARAT° RENAULT15 AH-914-LB	29 799,60	0,00	5
30/09/2020	TABLE DE PIQUE NIQUE NAT	4 410,00	0,00	15
30/09/2020	MATERIEL OUTILLAGE TECHNIQUE GAR	24 063,20	0,00	25
02/10/2020	TRX CABLAGE ELECT. CRECHE CASANOVA	4 140,00	0,00	0
05/10/2020	MATERIEL DIV. MEDIATHEQUE ALES	8 702,66	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
06/10/2020	MOBILIER ECOLE LEMART	10 575,63	0,00	15
06/10/2020	MATERIELS DIVERS ECOLE ANDUZ	119,00	0,00	1
09/10/2020	MATERIEL GARDERIE ST CHRISTOL	830,39	0,00	1
09/10/2020	SUBV MOBILIER,MAT,ETUDES PRIVE DEVDUR	5 500,00	0,00	5
13/10/2020	GROSSES REPARATIONS CITROEN CT-413-BY	3 370,61	0,00	5
14/10/2020	MO SENTIER RANDO HTE CEVENNES RURAL	8 400,00	0,00	5
14/10/2020	INSTRUMENTS ECOLE MUSIQUE	6 700,00	0,00	10
14/10/2020	MOBILIER SCOLAIRE SJPIN	142,76	0,00	1
15/10/2020	MATERIEL DIVERS FIP	170,40	0,00	1
16/10/2020	19M00232 MISSION PIG HABITAT OPAH	48 153,60	0,00	5
16/10/2020	MATERIEL DIVERS CANTINE ST HILAIRE	17 306,04	0,00	10
19/10/2020	TRX MAISON ROUGE	3 871,20	0,00	0
19/10/2020	TRX ELECTRIQUES MINE TEMOIN TERMIN	6 483,60	0,00	0
20/10/2020	MAT. DIVERS CENTRE DE LOIS. ST HILAIRE	2 023,19	0,00	10
21/10/2020	TRX MALATAVERNE OP° 20206	76 764,48	0,00	0
21/10/2020	16M00128 - ASSISTANCE STRATEGIQUE	57 720,00	0,00	5
22/10/2020	MATERIELS DIVERS ECOLE RIBAUT	497,10	0,00	1
22/10/2020	ECLAIRAGE STADE ET TENNIS DE CENDRAS	18 750,64	0,00	0
23/10/2020	MOBILIER GARDERIE CHRISTOL	1 741,76	0,00	15
26/10/2020	ANNONCES LEGALES RM	1 216,80	0,00	0
27/10/2020	MATERIEL INFORMATIQUE COURRIER	3 373,56	0,00	5
27/10/2020	MATERIEL DIVERS STADE ST HILAIRE	1 075,02	0,00	1
28/10/2020	FRAIS D'INSERTION OM	540,00	0,00	0
28/10/2020	POULES ALSH ST MARTIN	130,00	0,00	1
29/10/2020	TRAVAUX DE VOIERIE PAYS	13 941,60	0,00	0
02/11/2020	PISCINE - MATERIEL MEDICAL	1 751,35	0,00	10
02/11/2020	20M00080 ETUDES COLORAT° FACADES	16 020,00	0,00	5
02/11/2020	MOTEUR NEUF TRACTEUR CT-728-BX	17 369,28	0,00	12
04/11/2020	LEDS ECLAIRAGE PUBLIC ST MARTIN	4 094,41	0,00	0
04/11/2020	DIAGNOSTICS RÉGLEMENTAIRES MALATAVERNES	1 692,00	0,00	5
05/11/2020	20M00216 LOT1-2-3 VEHICULES BENNES A O.M	108 137,04	0,00	8
06/11/2020	OP. 201311 - SENTIERS DE RANDONNEES	970,49	0,00	0
06/11/2020	MATERIELS DIVERS ECOLE SJPIN	111,90	0,00	1
09/11/2020	MATERIEL INFORMATIQUE ECOLE THOIRAS	9 581,76	0,00	5
09/11/2020	MATERIEL INFORM. CANTINE THOIRAS	696,00	0,00	1
09/11/2020	LICENCE CANTINE ST CHRIST	600,00	0,00	1
09/11/2020	TRAVAUX AUDITORIUM ALES	7 701,60	0,00	0
09/11/2020	MOBILIER CANTINE EDUC	796,92	0,00	1
12/11/2020	MATERIEL DIVERS ECOLE SJROS	15,22	0,00	1
12/11/2020	MO PROTECT° ET CONSERVAT° DES ORGUES	7 200,00	0,00	5
16/11/2020	MATERIEL DIVERS SIG1	196,80	0,00	1
16/11/2020	SECURISAT° CUVE INCENDIE MASSILLARGUES	2 640,00	0,00	0
16/11/2020	TRX SIRÈNES MATERNELLE SALINDRES	2 145,60	0,00	25
16/11/2020	ETUDES CONTOURNEMT ST CHRISTOL LES ALES	7 528,80	0,00	5
17/11/2020	FINANCEMT PPRT AA DE 19,491% DU BIEN	0,00	0,00	15
17/11/2020	MATERIEL TECHNIQUE SALINDRES	1 137,65	0,00	1
18/11/2020	MATERIEL BUREAU/INFORM PERISC. CHRISTOL	351,80	0,00	5
18/11/2020	MOBILIER PVCENT	1 440,63	0,00	1
19/11/2020	MATERIEL DIVERS LA GD COMBE	742,37	0,00	1
20/11/2020	MO RESTAURAT° GD TEMPLE ANDUZE 20M00101	12 480,00	0,00	5
23/11/2020	20M00072 1 ET 2 MOBILIER DE BUREAU	3 152,08	0,00	15
23/11/2020	AVIS DE PUBLICITE PRPNRU (SCE VOIR)	864,00	0,00	0
23/11/2020	CT POUR TRX DESENFUMAGE BAT ATOME	2 940,00	0,00	5
23/11/2020	GROSSES REPARATIONS TRACTO PELLE 580SLE	19 226,64	0,00	12
25/11/2020	ETUDES SOL VESTIAIRE ST PRIVAT	2 364,00	0,00	5
25/11/2020	MOBILIER CENTRE DE LOISIR CHRISTOL	1 532,01	0,00	15
26/11/2020	CONSEIL STRATEGIE NUM. MINE TEMOIN	1 615,00	0,00	5
27/11/2020	TRX RESEAUX ADDUCT° EAU STADE GRD COMBE	3 000,00	0,00	0
27/11/2020	SUBVENT° DS LE CADRE DU GAL CEVENNES	0,00	0,00	5
27/11/2020	SUBVENT° AIDES FORESTIERES	7 250,50	0,00	5
27/11/2020	MATERIELS DIVERS ECOLE CHRISTOL	750,72	0,00	1
30/11/2020	ALES TRSFT PLUVIAL CPTÉ 2151	1 232 054,25	0,00	0
30/11/2020	ALES TRSFT PLUVIAL CPTÉ 2152	252 662,55	0,00	0
30/11/2020	ALES TRSFT PLUVIAL CPTES 21532 & 21538	1 800 037,58	0,00	0
30/11/2020	TRAVAUX DE MENUISERIE PAB	27 636,00	0,00	0
01/12/2020	ETUDE FISSURE MUR CRECHE CANAILLOUS	1 800,00	0,00	5
02/12/2020	VERSEMT SOLDE AIDE IMMOB. SCI COUNTEYRE	20 000,00	0,00	15
03/12/2020	CT MAISON DE PROJET 18M00187	600,00	0,00	1
04/12/2020	SUBVENTION ETUDES SNCF	0,00	0,00	5
04/12/2020	MOBILIER CANTINE ST HILAIRE	8 126,40	0,00	15
04/12/2020	MATERIEL ET OUT TECHNIQUE SPORGA	756,00	0,00	1
07/12/2020	20M00151 - CONTROLE TECHNIQUE TRX CEN	678,00	0,00	1



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
07/12/2020	CT SECURITE DES PERSONNES MALATAVERNE	576,00	0,00	1
07/12/2020	MOBILIER/MATERIEL DE CUISINE SALGAR	1 414,14	0,00	1
07/12/2020	MOBILIER/MATERIEL DE CUISINE SALGAR	6 116,40	0,00	15
07/12/2020	MOBILIER/MATERIEL DE CUISINE SALGAR	16 378,80	0,00	10
08/12/2020	PEUGEOT PARTNER DQ-425-HQ	13 700,00	0,00	5
08/12/2020	RENAULT MASTER PRO BENNE EK-527-WL	22 807,24	0,00	12
08/12/2020	RENAULT MASTER PRO BENNE EK-527-WL	392,76	0,00	1
08/12/2020	FOURGON OPEL VIVARO EV-520-WE	18 200,00	0,00	12
08/12/2020	P3 PRESTAT* BATIMENT COMMUNAUTAIRE MCPAT	1 948,97	0,00	0
08/12/2020	MOBILIER ECOLE CENDRAS	382,40	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
10/10/2019	NOTE D HONORAIRE 3 16M00034	3 583,44	0,00	0
10/10/2019	CONTROLE TECHNIQUE MEDIATHEQUE	3 762,83	0,00	0
10/10/2019	ETUDE OPAH RU 18M00047 VOIRIE	32 777,40	0,00	0
10/10/2019	17M00005 - RESSOURCERIE	119 964,49	0,00	0
10/10/2019	MAISON DE PROJET - MO 17M00414	13 441,68	0,00	0
10/10/2019	URBANIS - 17M00024 FRAIS D ETUDES	8 304,00	0,00	0
10/10/2019	ETUDE DE MARCHE LOGEMENT ANRU 18M00014	15 420,00	0,00	0
10/10/2019	ETUDE MOBILITE - OP. 20162	34 518,00	0,00	0
10/10/2019	MO - MEDIATHEQUE DAUDET	140 568,21	0,00	0
10/10/2019	RANDO - MO - CARTOGUIDES...	20 693,50	0,00	0
10/10/2019	TVC - MO / ETUDES / INSPECTION /...	13 050,00	0,00	0
10/10/2019	URBANIS - MISSION ASSISTANCE	29 196,00	0,00	0
10/10/2019	MISSION ASSISTANCE STRATEGIQUE	51 720,00	0,00	0
10/10/2019	MEDIATHEQUE - FRAIS D'ETUDES ASSISTANCE	4 800,00	0,00	0
10/10/2019	VAUBAN - PRE ETUDE TVX ASCENSEUR	5 328,00	0,00	0
10/10/2019	FRAIS INSERT* TERTOU	1 204,80	0,00	0
10/10/2019	Frais de publication TRX Danse Musique	864,00	0,00	0
10/10/2019	FRAIS INSERTION EXTENSION MEDIATHEQUE	2 409,60	0,00	0
10/10/2019	ANRU ETUDE STRATEGIE URBAINE	2 484,00	0,00	0
04/11/2020	ETUDE OPAH VOIR	8 949,00	0,00	0
04/11/2020	MO SENTIER RANDO HTE CEVENNES RURAL	11 760,00	0,00	0
04/11/2020	MISSION CSPS 18M00189 VOIR	2 652,00	0,00	0
04/11/2020	ETUDES DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE BÂT.	29 106,00	0,00	0
04/11/2020	MO TRX AMENAGEMENT & ACCESSIBILITE MUSEE	24 000,00	0,00	0
04/11/2020	MAISON DE PROJET MO 17M00414 VOIR	11 201,32	0,00	0
04/11/2020	ÉTUDES TRX PLAN D ALES 18M00258 OPAH	35 211,72	0,00	0
04/11/2020	16M00128 - ASSISTANCE STRATEGIQUE	127 200,00	0,00	0
04/11/2020	17M00416 - MOBILITES	23 892,00	0,00	0
04/11/2020	CT VESTIARES ROURET CHRIST	1 338,00	0,00	0
04/11/2020	AUDIT ISDND GRD COMBE O.M	12 780,00	0,00	0
04/11/2020	MO POLE SANTE 17M00062	3 651,48	0,00	0
04/11/2020	CONTROLE CATHEDRALE	6 072,00	0,00	0
04/11/2020	CSPS MAISON DE LA FIGUE	2 376,00	0,00	0
04/11/2020	CONTRÔLE TECHNIQUE MEDIATHEQUE	3 555,98	0,00	0
04/11/2020	ETUDE DE MARCHE LOGEMENT ANRU 18M00014	20 160,00	0,00	0
04/11/2020	CT MAISON DE LA FIGUE TERTOU	2 667,00	0,00	0
04/11/2020	CONTRÔLE TECHN. ÉCOLE SALLE DU GARDON	720,00	0,00	0
04/11/2020	MO - MAISON ROUGE	64 850,88	0,00	0
04/11/2020	ETUDE OPAH RU VOIR	45 465,72	0,00	0
04/11/2020	17M00421 REALISAT* ETUDE MIXITE	29 310,00	0,00	0
04/11/2020	M.O TRX CATHEDRALE 17M00048	64 084,12	0,00	0
04/11/2020	MISS* DE COORDINAT* SPS 17M00071	960,00	0,00	0
04/11/2020	DIAGNOSTIC AMIANTE MAISON DE PROJET	1 254,00	0,00	0
04/11/2020	M.O CATHEDRALE 17M00366	18 362,77	0,00	0
04/11/2020	ETUDE 18M00145 VOIR	460 711,48	0,00	0
04/11/2020	DIAGNOSTIC BAT MCPAT	3 602,00	0,00	0
04/11/2020	CT MAISON DE PROJET 18M00187 VOIR	3 600,00	0,00	0
04/11/2020	MO - MAISON DE LA FIGUE	15 798,84	0,00	0
04/11/2020	ETUDE URBANIS OPAH 17M00024	4 680,00	0,00	0
04/11/2020	MO VESTIAIRES ROURET	21 973,11	0,00	0
04/11/2020	ETUDE COLLECTE DECHETS - PHASE I	17 520,00	0,00	10
04/11/2020	MEDIATHEQUE ALES : MO - ETUDES...	104 535,57	0,00	0
04/11/2020	ETUDES CSPS / ASSIST MO / MO... MEDIAT.	18 922,00	0,00	0
04/11/2020	18M00189 - ST CHRISTOL - MISSION CSPS	3 852,00	0,00	0



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
04/11/2020	DIAG AMIANTE BAT ST MARTIN	1 579,20	0,00	0
04/11/2020	AVIS INSERT* TRAVAUX BATI	1 728,00	0,00	0
05/11/2020	ANNONCES LEGALES TVX ALSPOR	269,18	0,00	0
05/11/2020	PUBLICITÉ MARCHÉ TVX ALMED	1 360,75	0,00	0
05/11/2020	AVIS DE PUBLICITE LANTERNES LEDS	2 052,00	0,00	0
05/11/2020	PUBLICITÉ MARCHÉ MOBILIER ALMED	2 160,00	0,00	10
05/11/2020	FRAIS D INSERTION MCPAT	1 728,00	0,00	0
06/11/2020	MEDIAT. ANNONCE MARCHE RFID	540,00	0,00	0
06/11/2020	FRAIS D INSERTION OM	2 268,00	0,00	10
06/11/2020	PUB MAISON DE PROJET VOIR	864,00	0,00	0
06/11/2020	ANNONCES LEGALES RM	2 080,80	0,00	0
06/11/2020	ACHAT UNITE DE PUBLICAT* MEDIATHEQUE ALE	1 620,00	0,00	0
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>17 583 972,26</b>	<b>0,00</b>	

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A10.2

## A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
<b>Cessions à titre onéreux</b>							
28/09/2020	RENAULT MASTER	14 407,24	5	8 643,00	5 764,24	270,00	-5 494,24
07/10/2020	RENAULT BOM CK-564-JD	42 021,46	6	42 021,46	0,00	270,00	270,00
07/10/2020	CAMION+BENNES	3 511,06	6	3 511,06	0,00	270,00	270,00
08/10/2020	VEHICULE	1 666,49	12	1 666,49	0,00	270,00	270,00
08/10/2020	VEHICULES IVECO	35 880,00	8	35 880,00	0,00	270,00	270,00
12/10/2020	AQUISITION+FRAIS BOUJAC TERRAIN	81 202,16	0	0,00	81 202,16	81 202,16	0,00
12/10/2020	AQUISITION+FRAIS BOUJAC IMMOBILIER	152 254,04	0	0,00	152 254,04	98 797,84	-53 456,20
19/10/2020	RENAULT MEGANE EV412XP	10 060,00	5	10 060,00	0,00	13 500,00	13 500,00
<b>Cessions à titre gratuit</b>							
<b>Mise à disposition</b>							
<b>Affectation</b>							
<b>Mises en concession ou affermage</b>							
<b>Mise à la réforme</b>							
<b>Divers</b>							
20/10/2020	FRAIS D INSERTION HYD	3 474,36	0	0,00	3 474,36	0,00	-3 474,36
20/10/2020	ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE	10 777,20	5	0,00	10 777,20	0,00	-10 777,20
20/10/2020	ACHAT DE VEHICULES UTILITAIRES	1 080,00	0	0,00	1 080,00	0,00	-1 080,00
20/10/2020	MO EAU POTABLE HYD	12 856,80	5	0,00	12 856,80	0,00	-12 856,80
20/10/2020	FRAIS INSERT° EAU HYD	972,00	0	0,00	972,00	0,00	-972,00
20/10/2020	RENAULT CLIO FH-963-CC	14 072,36	5	0,00	14 072,36	0,00	-14 072,36
20/10/2020	RENAULT CLIO FH-190-CD	14 072,36	5	0,00	14 072,36	0,00	-14 072,36
20/10/2020	CLIO RENAULT FH-260-CC	14 072,36	5	0,00	14 072,36	0,00	-14 072,36
20/10/2020	CLIO FH-415-CC	14 072,36	5	0,00	14 072,36	0,00	-14 072,36
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-059-CD	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-574-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-456-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-553-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-346-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-540-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-441-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-353-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-001-YT	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-429-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	RENAULT KANGOO FH-455-CC	18 277,56	5	0,00	18 277,56	0,00	-18 277,56
20/10/2020	MATERIEL INFORMATIQUE EAU HYD	59 345,86	5	0,00	59 345,86	0,00	-59 345,86
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-550-MW EAU	22 198,40	5	0,00	22 198,40	0,00	-22 198,40
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-433-MW EAU	22 198,40	5	0,00	22 198,40	0,00	-22 198,40

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	moins	values
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-829-MW EAU	22 198,40	5	0,00	22 198,40	0,00	-22 198,40
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-909-MV EAU	22 198,40	5	0,00	22 198,40	0,00	-22 198,40
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-781-ST EAU	22 558,40	5	0,00	22 558,40	0,00	-22 558,40
20/10/2020	PEUGEOT EXPERT FK-635-MV EAU	22 558,40	5	0,00	22 558,40	0,00	-22 558,40
20/10/2020	PEUGEOT BOXER FK-241-MW EAU	24 184,92	0	0,00	24 184,92	0,00	-24 184,92
20/10/2020	EAU MOBILIER DE BUREAU	1 068,12	1	0,00	1 068,12	0,00	-1 068,12
20/10/2020	HYD EAU MATERIELS ELECTRIQUES	16 494,64	25	0,00	0,00	0,00	0,00
20/10/2020	FOURNITURE ET POSE D'UN PORTAIL EAU	13 939,20	0	0,00	13 939,20	0,00	-13 939,20
20/10/2020	LICENCE LOGICIEL	77 653,16	0	0,00	77 653,16	0,00	-77 653,16
20/10/2020	MATERIEL INFORMATIQUE EAU HYD	18 165,60	5	0,00	18 165,60	0,00	-18 165,60
20/10/2020	OUTILLAGES TECHNIQUES EAU HYD	13 185,23	25	0,00	13 185,23	0,00	-13 185,23
04/11/2020	ETUDES CSPS / ASSIST MO / MO... MEDIAT.	18 922,00	5	0,00	18 922,00	18 922,00	0,00
04/11/2020	MEDIATHEQUE ALES : MO - ETUDES...	104 535,57	5	0,00	104 535,57	104 535,57	0,00
04/11/2020	ETUDE COLLECTE DECHETS - PHASE I	17 520,00	5	0,00	17 520,00	17 520,00	0,00
04/11/2020	DIAG AMIANTE BAT ST MARTIN	1 579,20	5	0,00	1 579,20	1 579,20	0,00
04/11/2020	18M00189 - ST CHRISTOL - MISSION CSPS	3 852,00	5	0,00	3 852,00	3 852,00	0,00
04/11/2020	MO VESTIAIRES ROURET	21 973,11	5	0,00	21 973,11	21 973,11	0,00
04/11/2020	ETUDE URBANIS OPAH 17M00024	4 680,00	5	0,00	4 680,00	4 680,00	0,00
04/11/2020	MO - MAISON DE LA FIGUE	15 798,84	5	0,00	15 798,84	15 798,84	0,00
04/11/2020	CT MAISON DE PROJET 18M00187 VOIR	3 600,00	5	0,00	3 600,00	3 600,00	0,00
04/11/2020	DIAGNOSTIC BAT MCPAT	3 602,00	5	0,00	3 602,00	3 602,00	0,00
04/11/2020	ETUDE 18M00145 VOIR	460 711,48	5	0,00	460 711,48	460 711,48	0,00
04/11/2020	M.O CATHEDRALE 17M00366	18 962,87	5	0,00	18 362,77	18 362,77	0,00
04/11/2020	DIAGNOSTIC AMIANTE MAISON DE PROJET	1 254,00	5	0,00	1 254,00	1 254,00	0,00
04/11/2020	MISS° DE COORDINAT° SPS 17M00071	960,00	5	0,00	960,00	960,00	0,00
04/11/2020	M.O TRX CATHEDRALE 17M00048	64 084,12	5	0,00	64 084,12	64 084,12	0,00
04/11/2020	17M00421 REALISAT° ETUDE MIXITE	29 310,00	5	0,00	29 310,00	29 310,00	0,00
04/11/2020	ETUDE OPAH RU VOIR	45 465,72	5	0,00	45 465,72	45 465,72	0,00
04/11/2020	MO - MAISON ROUGE	64 850,88	5	0,00	64 850,88	64 850,88	0,00
04/11/2020	CONTRÔLE TECHN. ÉCOLE SALLE DU GARDON	720,00	5	0,00	720,00	720,00	0,00
04/11/2020	CT MAISON DE LA FIGUE TERTOU	2 667,00	5	0,00	2 667,00	2 667,00	0,00
04/11/2020	ETUDE DE MARCHE LOGEMENT ANRU 18M00014	20 160,00	5	0,00	20 160,00	20 160,00	0,00
04/11/2020	CONTRÔLE TECHNIQUE MEDIATHEQUE	3 555,98	5	0,00	3 555,98	3 555,98	0,00
04/11/2020	CSPS MAISON DE LA FIGUE	2 376,00	5	0,00	2 376,00	2 376,00	0,00
04/11/2020	CONTROLE CATHEDRALE	6 072,00	5	0,00	6 072,00	6 072,00	0,00
04/11/2020	MO POLE SANTE 17M00062	3 651,48	0	0,00	3 651,48	3 651,48	0,00
04/11/2020	AUDIT ISDND GRD COMBE O.M	12 780,00	5	0,00	12 780,00	12 780,00	0,00
04/11/2020	CT VESTIARES ROURET CHRIST	1 338,00	5	0,00	1 338,00	1 338,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	moins values
04/11/2020	17M00416 - MOBILITES	23 892,00	5	0,00	23 892,00	0,00
04/11/2020	16M00128 - ASSISTANCE STRATEGIQUE	127 200,00	5	0,00	127 200,00	0,00
04/11/2020	ÉTUDES TRX PLAN D ALES 18M00258 OPAH	35 211,72	5	0,00	35 211,72	0,00
04/11/2020	MAISON DE PROJET MO 17M00414 VOIR	11 201,32	5	0,00	11 201,32	0,00
04/11/2020	MO TRX AMENAGEMT & ACCESSIBILITE MUSEE	24 000,00	5	0,00	24 000,00	0,00
04/11/2020	ETUDES DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE BÂT.	29 106,00	5	0,00	29 106,00	0,00
04/11/2020	MISSION CSPS 18M00189 VOIR	2 652,00	5	0,00	2 652,00	0,00
04/11/2020	AVIS INSERT° TRAVAUX BATI	1 728,00	0	0,00	1 728,00	0,00
04/11/2020	MO SENTIER RANDO HTE CEVENNES RURAL	11 760,00	5	0,00	11 760,00	0,00
04/11/2020	ETUDE OPAH VOIR	8 949,00	5	0,00	8 949,00	0,00
05/11/2020	FRAIS D INSERTION MCPAT	1 728,00	0	0,00	1 728,00	0,00
05/11/2020	PUBLICITÉ MARCHÉ MOBILIER ALMED	2 160,00	5	0,00	2 160,00	0,00
05/11/2020	AVIS DE PUBLICITE LANTERNES LEDS	2 052,00	0	0,00	2 052,00	0,00
05/11/2020	PUBLICITÉ MARCHÉ TVX ALMED	1 360,75	0	0,00	1 360,75	0,00
05/11/2020	ANNONCES LEGALES TVX ALSPOR	269,18	0	0,00	269,18	0,00
06/11/2020	ACHAT UNITE DE PUBLICAT° MEDIATHEQUE ALE	1 620,00	0	0,00	1 620,00	0,00
06/11/2020	ANNONCES LEGALES RM	2 080,80	0	0,00	2 080,80	0,00
06/11/2020	PUB MAISON DE PROJET VOIR	864,00	0	0,00	864,00	0,00
06/11/2020	FRAIS D INSERTION OM	2 268,00	0	0,00	2 268,00	0,00
06/11/2020	MEDIAT. ANNONCE MARCHE RFID	540,00	0	0,00	540,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>2 211 077,56</b>				<b>-672 325,89</b>



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>	<b>A10.3</b>

**A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	470 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	194 850,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	254 310,95



## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

B1.1

## B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					20 770 550,72	13 105 117,41										292 004,63	500 646,52	
ARTES LES OLIVETTES	2016	P	Foyer d'Hébergement les Olivettes: mise en conformité et d'accessibilité de la Tour J	CDC	750 000,00	607 500,00	20,00	T	F	Taux fixe à 2.74 %	0,680	F	Taux fixe à 2.74 %	2,700	A-1	EUR	16 985,70	30 000,00
ARTES LES OLIVETTES	2014	P		CDC	596 500,00	453 340,00	18,75	A	V	Livret A + 1.11	2,110	V	Livret A + 1.11	1,800	A-1	EUR	8 875,92	23 860,00
ARTES LES OLIVETTES	2014	P	Association ARAAP - ESAT Les Olivettes Rachat et Travaux de rénovation du Foyer d'Hébergement	CDC	765 000,00	581 400,00	18,75	T	F	Taux fixe à 2.98 %	0,740	F	Taux fixe à 2.98 %	2,940	A-1	EUR	17 699,07	30 600,00
ARTES LES OLIVETTES	2013	P	Réhabilitation-Extension de l'IME ARTES	CDC	2 700 000,00	2 002 500,00	22,00	T	F	Taux fixe à 3.19 %	0,790	F	Taux fixe à 3.19 %	3,140	A-1	EUR	64 902,82	90 000,00
ASS LA CLEDE	2008	P	Acq. Coprs de Ferme 15 lits Halte Soins Santé	CDC	250 000,00	147 230,58	12,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,320	A-1	EUR	2 439,44	10 152,58
ASSOCIATION LA GERBE	2018	P	LEZAN Maison en Partage	CDC	10 000,00	9 383,30	27,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	53,31	309,20
ASSOCIATION LA GERBE	2018	P	LEZAN Maison en Partage	CDC	5 000,00	4 725,57	27,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	65,66	138,14
EHPAD EUZET LES BAINS	2018	P	Résidence Jean Lassere EUZET LES BAINS	CDC	3 260 374,41	0,00	0,00	T	V	Livret A + 1.1	0,460	V	Livret A + 1.1	1,720	A-1	EUR	42 374,68	63 104,04
EHPAD EUZET LES BAINS	2018	P	EUZET LES BAINS : Résidence Jean Lassere	CDC	2 174 906,82	0,00	0,00	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	20 217,45	56 736,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD EUZET LES BAINS	2020	P	EUZET les BAINS / Résidence Jean Lassère	CDC	3 197 270,38	3 176 235,71	37,50	T	V	Livret A + 1.1	0,400	V	Livret A + 1.1	1,580	A-1	EUR	12 713,06	21 034,68
EHPAD EUZET LES BAINS	2020	P	EUZET les BAINS / Résidence Jean Lassère	CDC	2 118 170,11	2 099 257,88	27,50	T	V	Livret A + 0.6	0,270	V	Livret A + 0.6	1,090	A-1	EUR	5 801,10	18 912,24
RESIDENCE SOUBEIRAN	2013	P	St Jean du Gard - EHPAD Soubeiran	CREDIT AGRICOLE	1 252 000,00	1 095 239,02	27,16	T	F	Taux fixe à 3.65 %	3,760	F	Taux fixe à 3.65 %	3,700	A-1	EUR	41 179,60	23 103,56
RESIDENCE SOUBEIRAN	2011	P		Carsat	280 000,00	180 700,00	12,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	13 900,00
RESIDENCE SOUBEIRAN	2017	C	Résidence Soubeiran "Maison en Partage" Saint Jean du Gard	Carsat	650 000,00	604 800,00	27,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	21 600,00
SEMIGA.	2019	P	LES MAGES "Création de la Maison en Partage"	ARKEA	121 848,00	121 848,00	0,21	A	V	(Livret A + 1.11)-Floor 0 sur Livret A	1,860	V	(Livret A + 1.11)-Floor 0 sur Livret A	1,600	A-1	EUR	0,00	0,00
SEMIGA.	2020	P	LES MAGES "Création de la Maison en Partage"	ARKEA	399 556,00	399 556,00	0,21	A	V	(Livret A + 1.11)-Floor 0 sur Livret A	1,860	V	(Livret A + 1.11)-Floor 0 sur Livret A	1,600	A-1	EUR	0,00	0,00
SEMIGA.	2017	C	Les Mages - Création de la maison en partage	Carsat	152 000,00	136 350,00	0,04	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	5 050,00
SOCIETE SEGARD	2012	P	ALES - Établissements Crouzet	CE	1 050 000,00	729 792,88	11,90	A	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	F	Taux fixe à 3.95 %	3,940	A-1	EUR	30 677,71	46 857,89
SOCIETE SEGARD	2013	P	ALES - Établissements Crouzet	C.C.C.COOP	1 037 925,00	755 258,47	12,01	A	F	Taux fixe à 4.01 %	4,010	F	Taux fixe à 3.5 %	3,490	A-1	EUR	28 019,11	45 287,47
<b>Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social</b>					<b>43 982 226,04</b>	<b>36 980 681,97</b>											<b>404 259,21</b>	<b>1 958 979,08</b>
3F OCCITANIE	2019	P	ST MARTIN DE VALG. 16 Logts Maison Relais	CDC	114 768,40	109 608,22	37,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	617,07	2 587,17



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - Quartier Rochebelle, 176 montée des Lauriers 3 logements Plus	CDC	197 028,09	189 232,86	36,50	A	V	Livret A + 0,6	1,350	V	Livret A + 0,6	1,220	A-1	EUR	2 607,61	3 923,75
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - Quartier Rochebelle, 176 montée des Lauriers 1 logement Plai	CDC	58 516,61	55 647,94	34,50	A	V	Livret A + (-0,2)	0,550	V	Livret A + (-0,2)	0,430	A-1	EUR	313,97	1 438,27
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - Acq-Amélioration 19 log. allée des Platanes	CDC	679 051,77	652 185,72	36,50	A	V	Livret A + 0,6	1,350	V	Livret A + 0,6	1,220	A-1	EUR	8 987,07	13 523,09
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - Allée des Platanes Acquisition-Amélioration 19 logements	CDC	188 439,47	179 201,61	34,50	A	V	Livret A + (-0,2)	0,550	V	Livret A + (-0,2)	0,430	A-1	EUR	1 011,08	4 631,60
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - rue des Sorbiers et des Muguets-Quartier Château d'Eau	CDC	218 185,29	207 489,22	34,92	A	V	Livret A + (-0,2)	0,550	V	Livret A + (-0,2)	0,530	A-1	EUR	1 170,69	5 362,70
3F OCCITANIE	2019	P	ALES - Quartier Château d'Eau - Acq. Amélioration 26 lgts rue des Sorbiers et des Muguets	CDC	689 730,73	662 442,17	36,92	A	V	Livret A + 0,6	1,350	V	Livret A + 0,6	1,330	A-1	EUR	9 128,40	13 735,76
3F OCCITANIE	2019	P	LA GRAND'COMBE rue des Marronniers	CDC	443 068,19	424 771,28	36,67	A	V	Livret A + (-0,2)	0,550	V	Livret A + (-0,2)	0,470	A-1	EUR	2 386,86	9 202,30
3F OCCITANIE	2019	P	LA GRAND'COMBE rue des Marronniers	CDC	944 130,50	923 377,16	38,67	A	V	Livret A + 0,6	1,350	V	Livret A + 0,6	0,900	A-1	EUR	12 745,76	20 753,34
F.D.I HABITAT	2019	P	ALES : Maison des Élèves chemin du Viget	CDC	372 503,00	372 503,00	29,92	A	V	Livret A + 1,01	1,760	V	Livret A + 1,01	0,870	A-1	EUR	0,00	0,00
F.D.I HABITAT	2019	P	Alès : Maison des 2lèves, chemin du Viget	CDC	1 324 442,00	1 324 442,00	29,92	A	V	Livret A + 1,01	1,760	V	Livret A + 1,01	0,870	A-1	EUR	0,00	0,00
F.D.I HABITAT	2019	P	ALES : maison des élèves chemin du Viget	CDC	900 000,00	900 000,00	24,92	A	F	Taux fixe à 0,86 %	0,860	F	Taux fixe à 0,86 %	0,430	A-1	EUR	0,00	0,00
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2007	P	ST JEAN DU PIN -rue des Mares	CDC	114 822,00	84 875,03	26,83	A	V	Livret A + (-0,2)	2,800	V	Livret A + (-0,2)	0,510	A-1	EUR	482,81	2 908,51
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2007	P	ST JEAN DU PIN -rue des Mares	CDC	41 747,00	33 761,90	36,83	A	V	Livret A + (-0,2)	2,800	V	Livret A + (-0,2)	0,510	A-1	EUR	190,20	820,78
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ST JEAN DU PIN -réintégration 5 logts Réam. contrat 1177527 (1021)	CDC	42 115,08	36 010,32	39,75	T	V	Livret A + (-0,2)	0,510	V	Livret A + (-0,2)	0,360	A-1	EUR	155,24	824,54
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ST JEAN DU PIN -rue des Mares Réam. du contrat 1097602 (1000)	CDC	248 854,84	206 303,92	27,33	S	V	Inflation Livret A + 1,31	1,860	V	Inflation Livret A + 1,31	2,210	A-1	EUR	5 034,99	5 249,25
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ALES -St Félix Réam. contrat 1124301 (1007)	CDC	146 822,22	90 095,60	13,42	T	V	Euribor 3M + 0,83	1,520	V	Euribor 3M + 0,83	0,420	A-1	EUR	409,70	6 673,72
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ALES -Rochebelle Réam. contrat 1150449 (1010)	CDC	356 439,37	123 382,97	4,42	T	V	Euribor 3M + 0,83	1,520	V	Euribor 3M + 0,83	0,420	A-1	EUR	611,34	27 418,40



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ST MARTIN DE VALG. -Castagnade Réam. contrat 1166410 (1011)	CDC	161 154,11	101 596,99	14,42	T	V	Euribor 3M + 0.83	1,520	V	Euribor 3M + 0.83	0,420	A-1	EUR	460,58	7 006,72
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ALES -Cévennes Réam. Contrat 1186640 (1023)	CDC	630 000,00	314 999,86	8,42	T	V	Euribor 3M + 0.83	1,520	V	Euribor 3M + 0.83	0,420	A-1	EUR	1 470,18	37 058,84
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2012	P	ALES -Conilhères Réam. contrat 1186656 (1024)	CDC	199 000,00	99 500,02	8,42	T	V	Euribor 3M + 0.83	1,520	V	Euribor 3M + 0.83	0,420	A-1	EUR	464,40	11 705,88
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2011	P	ST JEAN DU PIN -réintégration 5 logements Réam. contrat 1177525 (1020)	CDC	153 508,94	122 866,43	29,92	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,530	A-1	EUR	696,43	3 757,52
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2015	P	ALES - Les Santolines Grand rue Jean Moulin Réha.localux	CDC	271 824,00	241 633,44	34,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,800	V	Livret A + (-0.2)	0,320	A-1	EUR	1 363,31	6 241,60
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2011	P	ALES - Les Santolines Grand rue Jean Moulin Réha.localux	Carsat	142 219,00	98 000,00	13,83	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	7 000,00
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2015	P	ALES - Quai du Grabieux Réha. thermique logts	CDC	648 000,00	516 634,69	14,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,550	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 649,17	33 087,43
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2015	P	ALES - Rue du Lozère Réha. thermique logts	CDC	480 000,00	382 692,38	14,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,550	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 221,60	24 509,20
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2015	P	ALES - Rue du Finiels Réha. thermique logts	CDC	648 000,00	516 634,69	14,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,550	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 649,17	33 087,43
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Rochebelle Bât.B rue de Brouzen Réha. Thermique 60 logts	CDC	533 000,00	455 608,46	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 445,03	26 067,15
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES - Rochebelle Bât.A quai Bilina Réha Thermique 40 logts	CDC	364 000,00	311 147,25	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	986,85	17 801,95
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Roncières Bât.A quai Bilina Réha thermique 41 logts	CDC	385 000,00	329 098,04	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 043,78	18 828,99
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Genêts Bât.A, av. J.Duclos Réha thermique 20 logts	CDC	240 000,00	205 152,03	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	650,67	11 737,55



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Genêts Bât.B av. J. Duclos Réha Thermique 20 logts	CDC	240 000,00	205 152,03	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	650,67	11 737,55
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Aubépines Bât.A rue G.Roucaute Réha Thermique 24 logts	CDC	288 000,00	246 182,44	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	780,80	14 085,06
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Aubépines Bât.B rue G.Roucaute Réha Thermique 24 logts	CDC	288 000,00	246 182,44	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	780,80	14 085,06
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Les Roncières Bât.B quai Bilina Réha. thermique 45 logts	CDC	529 000,00	452 189,25	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 434,18	25 871,53
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -Pierre Curie Bât. A Réha. Thermique 20 logts	CDC	240 000,00	205 152,03	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	650,67	11 737,55
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2016	P	ALES -P.Curie Bât.B Réha. Thermique 20 logts	CDC	432 000,00	369 273,65	15,00	A	V	Livret A + (-0.45)	0,500	V	Livret A + (-0.45)	0,300	A-1	EUR	1 171,20	21 127,59
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2018	P		CDC	73 603,85	69 347,29	36,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	955,60	1 437,92
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2018	P		CDC	65 178,04	61 982,85	39,75	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,150	A-1	EUR	765,38	1 195,82
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Les Roncières -Plomberie chauffage Réam du 1006	CDC	464 269,05	305 692,84	7,75	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	3 449,47	39 253,93
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Près Rasclaux -Chauffage- Réam 1005	CDC	367 301,46	241 845,58	7,75	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	2 729,01	31 055,33
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Centre Ville Rénovation Ascenseurs Réam 1008	CDC	660 453,10	490 709,34	8,08	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,770	A-1	EUR	5 469,14	56 204,35
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES - Roncières/Rochebelle/St Felix et ST MARTIN DE VALG. -Les Genêts Installations Interphonie Réa	CDC	139 428,98	103 594,20	8,08	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,770	A-1	EUR	1 154,60	11 865,36
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES - ANRU secteur Cévennes Réha logts Réam 1016	CDC	1 621 697,71	1 067 788,95	7,67	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,920	A-1	EUR	12 049,03	137 114,50

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES - ANRU secteur Cévennes Résidentialisation 336 lgts Réam 1013	CDC	1 066 972,38	702 536,19	7,67	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,920	A-1	EUR	7 927,49	90 212,48
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -ANRU Secteur Cévennes 296 lgts	CDC	744 229,06	490 029,41	7,67	A	V	Livret A + 0.25	1,000	V	Livret A + 0.25	0,920	A-1	EUR	5 529,54	62 924,55
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Quartier des Cévennes Résid. 148 logts - Réam	CDC	428 198,01	290 048,17	7,58	A	V	Inflation Livret A + 1.11	1,730	V	Inflation Livret A + 1.11	1,680	A-1	EUR	6 856,72	34 914,94
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Grand rue Jean Moulin, Réha. thermique Toitures - Réam	CDC	222 567,88	177 946,72	12,75	S	V	Inflation Livret A + 1.02	0,820	V	Inflation Livret A + 1.02	1,840	A-1	EUR	3 952,11	12 866,85
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Rue Lavoisier Réha. 150 logts Réam.	CDC	1 931 393,26	1 564 228,15	13,50	S	V	Inflation Livret A + 1.08	0,850	V	Inflation Livret A + 1.08	2,160	A-1	EUR	37 275,48	102 639,14
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Quai du Grabieux, rues Finiels et Lozère Résid.148 logts - Réam	CDC	576 289,90	413 793,06	8,00	S	V	Inflation Livret A + 1.06	0,840	V	Inflation Livret A + 1.06	2,140	A-1	EUR	10 102,20	46 001,90
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2017	P	ALES -Le Moulinet rue Marcel Paul Résid. 50 logts - Réam	CDC	141 013,14	101 251,56	8,00	S	V	Inflation Livret A + 1.06	0,840	V	Inflation Livret A + 1.06	2,140	A-1	EUR	2 471,92	11 256,27
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2018	P	Haut de Bilan "Accélération du Programme d'investissement" 2ème tranche	CDC	932 000,00	932 000,00	27,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	12 582,00	0,00
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES :Haut de Bilan 2ème tranche	CDC	488 000,00	488 000,00	28,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	6 588,00	0,00
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ST JEAN DU PIN Réintégration 5 lgts	CDC	224 918,29	217 912,79	30,00	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,450	A-1	EUR	3 359,91	5 638,39
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Interphonie et portes de Hall CV 505 et Pierre Curie - Réam	CDC	75 601,16	70 380,89	14,50	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,550	A-1	EUR	1 180,61	4 193,15
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES -Près St Jean- remplacements chaudières à gaz -Conilhères- Réha. plomberie sanitaire Réam 1027	CDC	302 279,51	287 331,48	16,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,280	A-1	EUR	4 080,77	14 948,03
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	LES -CV/Roncières/Curie/Conilhères/Rochebelle et ST MARTIN DE VALG. -Genêts Mise en sécurité électri	CDC	418 142,88	397 069,18	19,50	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,550	A-1	EUR	6 590,62	16 938,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Conilhères/ Roncières/ CV/ Réha. 18 ascenseurs	CDC	1 282 662,98	1 146 490,76	14,75	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	16 402,95	68 542,61
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Conilhères/ Roncières/ CV/ Réha. 18 ascenseurs Réam 1028 Réam 1031	CDC	226 562,97	206 541,89	17,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	2 924,36	10 077,66
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Le Moulinet Réha. 50 logements Réam 1041	CDC	364 268,58	333 825,70	18,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	4 713,51	15 323,50
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Picasso/Moulin/Arago/Grabieux Réha. 364 logts Réam 1046	CDC	294 369,33	282 151,20	19,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,280	A-1	EUR	3 973,99	12 218,13
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES -Quai de Cauvel, rues Curie/Roucaute/Croizat, Réha. 178 lgts Réam 1042	CDC	332 317,63	305 992,99	19,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,250	A-1	EUR	4 309,79	13 250,57
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - ST MARTIN DE VALGALGUES : Roucaute, Curie, Ducros (réhabilitation thermique)	CDC	265 029,59	253 397,94	18,50	A	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	A-1	EUR	3 577,90	11 631,65
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Pont de Grabieux	CDC	342 000,00	326 990,27	18,50	A	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	A-1	EUR	4 617,00	15 009,73
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	Près St Jean Remplacement 102 chaudières à gaz	CDC	149 485,12	136 992,26	18,92	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	1 934,29	6 288,31
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Cité Pres St Jean	CDC	2 839 602,85	2 714 978,07	18,50	A	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	A-1	EUR	38 334,64	124 624,78
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES - Cité Près St Jean	CDC	888 443,80	849 451,69	18,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	6 026,18	38 992,11
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES : Réhabilitation Thermique rue Pablo Picasso	CDC	3 200 000,00	3 074 105,32	20,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	21 705,13	125 894,68
LOGIS CEVENOLS OPH GRAND ALES	2019	P	ALES : Isolation Thermique et Etanchéité Toitures	CDC	610 000,00	586 001,33	20,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,260	A-1	EUR	8 235,00	23 998,67
NEOLIA	2008	P	16 Logts Maison Relais	CDC	204 711,50	153 378,91	27,50	A	V	Livret A + (-0.2)	3,300	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	871,38	5 054,08
NEOLIA	2018	P	CENDRAS rue Arthur Vigne	CDC	72 683,50	63 473,32	12,75	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	919,29	4 622,14



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	CENDRAS rue Arthur Vigne	CDC	119 000,00	103 642,99	12,75	A	V	Livret A + (-0.75)	0,000	V	Livret A + (-0.75)	-0,060	A-1	EUR	0,00	7 697,66
NEOLIA	2018	P	CENDRAS rue Gabriel Guiraud	CDC	142 370,50	124 329,85	12,83	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	1 800,68	9 053,72
NEOLIA	2018	P	LA GRAND'COMBE avenue des Mineurs	CDC	410 888,00	395 153,20	37,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	5 441,49	7 920,15
NEOLIA	2018	P	LA GRAND'COMBE avenue des Mineurs	CDC	207 259,00	197 940,30	37,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	1 114,37	4 672,13
NEOLIA	2018	P	CENDRAS rue Malinowski	CDC	72 000,00	66 904,06	22,75	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,440	A-1	EUR	347,33	2 561,54
NEOLIA	2018	P	CENDRAS rue Malinowski	CDC	63 099,50	58 461,91	22,75	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	820,64	2 326,49
NEOLIA	2019	P	CENDRAS : Réha 17 lgts rue Arthur Vigne	CDC	91 675,50	86 120,72	13,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	1 237,62	5 554,79
NEOLIA	2019	P	CENDRAS : Réha 17 lgts rue Arthur Vigne	CDC	119 000,00	111 340,64	13,33	A	V	Livret A + (-0.75)	0,000	V	Livret A + (-0.75)	-0,160	A-1	EUR	0,00	7 659,36
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT- HABITAT DU GARD -	2018	P	LA GRAND'COMBE Résidence Haendel	CDC	78 094,00	68 015,93	12,58	A	V	Livret A + (-0.75)	0,000	V	Livret A + (-0.75)	-0,100	A-1	EUR	0,00	5 051,61
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT- HABITAT DU GARD -	2018	P	LA GRAND'COMBE Résidence Haendel impasse Haendel	CDC	225 000,00	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 942,52	7 180,83
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT- HABITAT DU GARD -	2020	P	LA GRAND'COMBE Résidence Haendel impasse Haendel	CDC	210 783,70	210 783,70	28,58	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,090	A-1	EUR	0,00	0,00
SAEM D'ALES	2009	P	Batiment SD tech	Lyonnaise - CIC	75 000,00	29 715,95	5,00	A	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	F	Taux fixe à 3.75 %	3,740	A-1	EUR	1 313,65	5 314,55
SAEM D'ALES	2010	P	Extension SD TECH	Lyonnaise - CIC	350 000,00	125 682,87	4,37	M	F	Taux fixe à 4.03 %	4,110	F	Taux fixe à 4.03 %	4,020	A-1	EUR	5 624,80	25 486,88
SAEM D'ALES	2010	C	ENERPOLE	CE	300 000,00	120 120,54	4,23	A	F	Taux fixe à 4 %	4,000	F	Taux fixe à 4 %	3,990	A-1	EUR	5 657,81	21 324,53
SAEM D'ALES	2010	P	Hotel entreprise Science Park	CE	200 000,00	92 530,39	5,32	A	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	F	Taux fixe à 3.5 %	3,490	A-1	EUR	3 716,27	13 648,75
SAEM D'ALES	2018	P	ALES - Construction de bât. Bureau Quartier Clavières - Pôle Activités Médicales et Sociales	CREDIT AGRICOLE	199 300,00	167 936,79	9,75	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	1 728,50	15 945,60
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	346 168,02	247 300,52	18,08	A	V	Livret A + 1.13	3,630	V	Livret A + 1.13	1,650	A-1	EUR	4 851,31	10 747,92



Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	ou devises pouvant modifier l'emprunt	de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	152 754,24	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.13	3,630	V	Livret A + 1.13	0,000	A-1	EUR	2 328,24	0,00
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	294 831,81	236 629,90	28,08	A	V	Livret A + 0.8	3,300	V	Livret A + 0.8	1,320	A-1	EUR	3 767,35	6 425,14
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	70 392,15	60 522,72	38,08	A	V	Livret A + 0.8	3,300	V	Livret A + 0.8	1,320	A-1	EUR	955,52	1 124,01
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	23 486,41	18 041,62	28,08	A	V	Livret A + (-0.2)	2,300	V	Livret A + (-0.2)	0,320	A-1	EUR	102,38	572,39
SFHE	2009	P	Résidence "Les Grillons"	CDC	5 494,87	4 534,31	38,08	A	V	Livret A + (-0.2)	2,300	V	Livret A + (-0.2)	0,320	A-1	EUR	25,51	103,99
SFHE	2016	P	LA CLEDE : 7 lits Halte Soins Santé	CDC	493 662,00	449 025,47	35,83	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,510	A-1	EUR	2 531,52	11 251,11
SFHE	2016	P	LA CLEDE : 7 lits Halte Soins Santé	CDC	33 939,00	31 553,10	45,83	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,510	A-1	EUR	176,85	601,39
SFHE	2020	P	Résidence les Grillons Boisset Gaujac	CDC	135 205,93	132 843,60	38,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	199,37	2 362,33
UN TOIT POUR TOUS	2008	P	Le Claus Paris	CDC	253 234,00	184 447,89	27,92	A	V	Livret A + (-0.7)	3,300	V	Livret A + (-0.7)	0,030	A-1	EUR	95,49	6 539,80
UN TOIT POUR TOUS	2008	P	Le Claus Paris	CDC	34 566,00	27 298,52	37,92	A	V	Livret A + (-0.7)	3,300	V	Livret A + (-0.7)	0,030	A-1	EUR	14,00	711,41
UN TOIT POUR TOUS	2008	P	Le Claus Paris	CDC	742 825,00	577 157,69	27,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	8 019,39	16 871,25
UN TOIT POUR TOUS	2008	P	Le Claus Paris	CDC	82 472,00	69 255,67	37,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	953,69	1 388,11
UN TOIT POUR TOUS	2013	P	Résidence René Keller -ALES-	CDC	226 922,00	155 508,89	12,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,210	A-1	EUR	2 246,21	10 876,74
UN TOIT POUR TOUS	2015	P		CDC	221 729,00	152 890,75	9,08	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	2 255,61	14 191,51
UN TOIT POUR TOUS	2017	P	ALES : Résidences Brouzen (Toitures), Rochebelle (isolation thermique), Joliot curie (portes palière)	CDC	135 841,00	110 813,61	11,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	1 610,12	8 454,58
UN TOIT POUR TOUS	2017	P		CDC	108 192,62	91 383,58	17,92	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,680	A-1	EUR	1 626,78	4 309,11
UN TOIT POUR TOUS	2017	P		CDC	12 000,67	11 187,90	37,92	A	V	Livret A + 0.95	1,700	V	Livret A + 0.95	1,680	A-1	EUR	193,74	208,36
UN TOIT POUR TOUS	2018	P	ALES + ST MARTIN de VALG.+ CENDRAS : Réhabilitation logements	CDC	1 775 993,00	1 559 319,05	12,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	22 523,16	109 063,35
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>64 752 776,76</b>	<b>50 085 799,38</b>											<b>696 263,84</b>	<b>2 459 625,60</b>

- (1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
- (2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
- (5) Taux annuel, tous frais compris.
- (6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT  
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	734 190,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	58 461,06
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A+ B + C - D</b>	<b>792 651,06</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>112 089 977,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>0.71</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS  
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
<b>Personnes de droit privé</b>		
<u>Associations</u>		
AC2A (foulées Alès Agglomération)	13 000,00	
ACAC	2 200,00	
ACEGAA ASSOCIATION	3 000,00	
ADIE DROIT A L INITIATIVE ECONOM	1 000,00	
ADIL	58 000,00	
AFFCCC DU GARD	500,00	
AN CA	800,00	
ANIMALIN	1 500,00	
ANIMALIN	3 145,00	
APE Ecole de musique communautaire	2 500,00	
APE Ecole de musique communautaire PGC	800,00	
APPREND TISSAGES	300,00	
APSBCE ASSO DES PROFESSIONNELS DE	500,00	
ART'ATTACK	1 500,00	
ART'ATTACK	1 050,00	
ARTS VIVANTS EN CEVENNES	500,00	
ARTS VIVANTS EN CEVENNES	200,00	
ARZALA	300,00	
ASA ALES	26 000,00	
ASS LA RIBAMBELLE	5 867,00	
ASS MILLE ET UNE MEMOIRES	500,00	
ASS MILLE ET UNE MEMOIRES	2 500,00	
ASSO LES POLYMUSICALES	1 500,00	
ASSO RIVERAINS CARRIERES AVENE	500,00	
ASSO SPORTIVE DU COLLEGE FLORIAN	400,00	
ASSOCIATION GARDOISE ECRIVAIN	2 500,00	
ASSOCIATION OFFRES ET DEMANDES	1 500,00	
ASSOCIATION OFFRES ET DEMANDES	2 000,00	
ATELIER LA TOUPIE	1 000,00	
ATELIER LA TOUPIE	500,00	
ATELIER LA TOUPIE	2 000,00	
ATMO Occitanie	12 610,00	
AVENIR JEUNESSE	1 000,00	
AVENIR JEUNESSE	2 000,00	
AVENIR SPORTIF ROUSSONNAIS	3 500,00	
Académie cévenole (cabri d'or)	5 000,00	
Alès Myriapolis	420 000,00	
BD AUX PORTES DES CEVENNES	1 000,00	
CABARET & CO	1 000,00	
CDAD CONSEIL DEPARTEMENTAL DE	1 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL	2 900,00	
CENTRE MEDITERRANEEN DE LA	1 000,00	
CENTRE SOCIAL LE KIOSQUE	1 500,00	
CENTRE SOCIAL LE KIOSQUE	2 500,00	
CENTRE SOCIAL LE KIOSQUE	2 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL	3 000,00	
CEREGARD	1 000,00	
CERT FORMATION	2 000,00	
CEVENNES ECOMARCHE	1 100,00	
CEVENNES ECOMARCHE	550,00	
CEVENNES LIBRES	1 000,00	
CEVENNES LIBRES	800,00	
CEVENNES LIBRES	500,00	
CHAMBRE DES METIERS ET DE L	800,00	
CIBC	3 500,00	
CIVAM (de ferme en ferme)	5 000,00	
COLLEGE FLORIAN D ANDUZE	400,00	
COMITE SOLIDARITE SENEGAL	2 000,00	
COMPAGNIE 1057 ROSES	400,00	
CRESS OCCITANIE - CHAMBRE	2 000,00	
Carrefour de Béthanie - Bagard	30 000,00	
Centre Médico sportif	20 000,00	
Centre Social L'Oustal	45 250,00	
Centre d'accueil les Blacous	405 810,00	



Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
Centre social Lucie Aubrac	12 000,00	
Centre social et culturel Le Kiosque	14 229,00	
Comité des Œuvres Sociales	405 067,00	
Cratère	1 050 000,00	
DESIDERATA	2 200,00	
DIPTYK	4 793,00	
Dimanche vert	1 400,00	
ELECTRIC RIDE	550,00	
ELEVEN'S FITNESS	550,00	
EMERA NOX	500,00	
ESCA SEYNES ALES	550,00	
ESSENCE D'EVEIL	500,00	
EUREK ALES CCST DE LA COM	1 000,00	
Ecole de musique St Privadenne	62 450,00	
Enseignement musical à Bagard	10 268,00	
Eurek'Alès	30 000,00	
FACE GARD	1 000,00	
FACE GARD	1 000,00	
FACE GARD	1 500,00	
FAIRE	40 000,00	
FESTIVAL CINEMA ALES	3 500,00	
FIRA	2 400,00	
Festival du Cinéma d'Alès	21 000,00	
GAL Cévennes	5 672,00	
GESTION DU CRATERE ASS	2 000,00	
GESTION DU CRATERE ASS	830,00	
GRAINE DE LIRE ASSOCIATION	1 300,00	
GRILLE OUVERTE	1 000,00	
GROUPEMENT EMPLOYEURS PARTAGE	500,00	
Gal Cevennes	5 672,00	
Gard Initiative	45 000,00	
Graine de Lire	2 200,00	
I2ML	4 000,00	
JAHCA / JOURNEE ACCESSIBILITE	700,00	
JAZZ DANSE	1 600,00	
JUDO ASSO SPORTIVE SALINDROISE	2 050,00	
Jardin des Capucines - Fondation Rollin	50 000,00	
KA DANSE	1 000,00	
L EMERAUDE	600,00	
L ETOILE CEVENOLE	4 000,00	
L'ECOLE DE YOGA	4 125,00	
L'Iles aux Enfants	86 000,00	
LA COMPAGNIE BATIFOL	1 700,00	
LA COUR DES MIRACLES CENTRE SOC	3 500,00	
LA CROISEE DES CHEMINS	500,00	
LA CROISEE DES CHEMINS	1 000,00	
LA MUSE	3 040,00	
LE LANGAGE DES PAPILLONS	800,00	
LE SALTO EC DES ARTS DU CIRQUE	1 200,00	
LEADER ALES	10 000,00	
LES AMIS DE MAGALI	3 420,00	
LES CHEVAUX DE SALOME ET LOUISE	1 500,00	
LES CLES DE LA REUSSITE	500,00	
LES JARDINS DU GALEIZON	500,00	
LES JOYEUX MINEURS	350,00	
LES PETITS DEBROUILLARDS	1 000,00	
La Clède - action ressourcerie	40 000,00	
La Cour des Miracles - Salindres	100 757,00	
La Croisée des Chemins	3 000,00	
Les Amis de Maison Rouge	3 000,00	
Les Amis de la Nuit des Camisards	8 000,00	
Les Amis du Musée du mineur	2 000,00	
Les Cardamômes	36 000,00	
Les Marmousets	160 683,00	
Léo Lagrange	10 000,00	
MAIRIE DE ST CHRISTOL LEZ ALES	1 000,00	
MAISON DE L'EMPLOI	2 000,00	
MASSO GRADIA	2 000,00	
MINE DE TALENT	5 000,00	
MNE	1 000,00	
MNE-RENE30	65 000,00	
MOSAIQUE	500,00	
Maison de l'Emploi	130 000,00	
Maison médicale de Garde	5 500,00	



Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
Mission Locale des Jeunes	188 200,00	
OBJECTIF LAINE	1 500,00	
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	8 170,00	
OMS	3 000,00	
PAACT PARTAGE APPUI ACTION	6 000,00	
POINT RESSOURCES SERVICES AUX PA	2 000,00	
PRADEL LIENS	800,00	
PREP AVENIRORGANISME FORM PROF C	1 000,00	
PUNCH INSERTION CEVENOL	3 000,00	
Planète Terre	3 200,00	
Présence 30 AMPAF	62 845,00	
RACINES DE TERRIENS	500,00	
RAIA	45 000,00	
RAISON DE PLUS	11 633,00	
RAISON DE PLUS	4 000,00	
RAISON DE PLUS	7 300,00	
RAISON DE PLUS	333,00	
REBONDS	1 000,00	
REGAINS	1 500,00	
RENAISSANCE DU CHATEAU DE PORTES	1 000,00	
RENOUVEAU DE LA POMME 100% CEVEN	300,00	
RESEDA	106 000,00	
RESEDA	1 700,00	
RESEDA	800,00	
REUSSIR AUJOURD'HUI	2 500,00	
RUGBY CLUB CEVENOL	1 500,00	
SAINT MARTIN SOLIDAIRE	1 000,00	
SAVATE SAINT CHRISTOL	800,00	
SENTIERS VAGABONDS	790,00	
SEP	3 000,00	
SERVICE D ENTRAIDE PROTESTANT	3 000,00	
SESAMES ASSOCIATION	12 000,00	
SESAMES ASSOCIATION	500,00	
SHOTOKAN KARATE DO GRAND'COMBIEN	300,00	
SPORT CITOYEN CEVENOL	2 300,00	
SPORT CITOYEN CEVENOL	550,00	
STADE SAINTE BARBE	150,00	
STADE SAINTE BARBE	7 000,00	
Site remarquable du goût figues de Vézenobres	3 000,00	
Sésames	19 000,00	
TENNIS CLUB ALESIEN	500,00	
THEATRE DE LA PALABRE	250,00	
THEATRE DE LA PALABRE	250,00	
THEATRE DE LA REPLIQUE	1 500,00	
TOTAL ART WORK ANIMATION	3 000,00	
TOTAL ART WORK ANIMATION	500,00	
TREMPLEIN EMP DEVELOPT AVENIR EN	1 000,00	
UFC QUE CHOISIR ALES	1 000,00	
UFOLEP DU GARD	1 500,00	
Union Cycliste Bessegeoise	50 000,00	
VIV ART	1 000,00	
VOYAGES CULTURELS	500,00	
Vase Anduze	3 000,00	
Verrerie d'Alès en Cévennes	68 000,00	
ZAZPLINN PRODUCTIONS	1 500,00	
aFTER SCHOOL ATELIER D AIDE AUX DEVOIRS	550,00	
le Bois Bertrand	10 500,00	
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
<u>Autres</u>		
AKROUN	500,00	
AKROUN	500,00	
ART ET OR	1 000,00	
ART ET OR	1 000,00	
ATGER	500,00	
ATGER	500,00	
AZOUG	500,00	
AZOUG	500,00	
BALDIT	200,00	
BAYLE	200,00	
BECHKOURA SAMUEL	200,00	
BELLIARD	500,00	
BELLIARD	500,00	



Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
BENOIST	200,00	
BERGERET	500,00	
BERGERET	500,00	
BERGOGNE	200,00	
BERTIN	500,00	
BOISSY	1 020,00	
BOISSY	1 020,00	
BONICEL	2 160,00	
BONICEL	2 160,00	
BORDJI	200,00	
BOSSUT	200,00	
BOURGEAUD	200,00	
BOURRET	200,00	
BRAWANSKI	500,00	
BRES	9 180,00	
BRES	9 180,00	
BRIQUET	200,00	
BROCHE	200,00	
CAPON	200,00	
CELLIER	500,00	
CHACHE	500,00	
CHAMBON	200,00	
CHANEAC	500,00	
CHANEAC	500,00	
CHARAIX	200,00	
CLAUZEL	500,00	
CLAUZEL	500,00	
CLAUZEL	500,00	
CLAUZEL	500,00	
COCHET	500,00	
COCHET	500,00	
COLL	1 500,00	
COUNTEYRES	20 000,00	
COVIN	200,00	
CREPIN	200,00	
D ANTONA	500,00	
D ANTONA	500,00	
DARDAILLON L IMMOBILIER	3 580,00	
DARDAILLON L IMMOBILIER	3 580,00	
DENEPOUX	200,00	
DESCHRYVER	500,00	
DESCHRYVER	500,00	
DESLEE	500,00	
DESMET	500,00	
DEVARENNE	200,00	
DUMAS	200,00	
DUPIN	500,00	
DUPIN	500,00	
EDOU NGUEMA	200,00	
F BOUTIQUE	1 000,00	
F BOUTIQUE	1 000,00	
FABREGAT	2 338,00	
FONZES	7 250,50	
FONZES	7 250,50	
FOULC	2 340,00	
FOULC	2 340,00	
FREYTAG REGIS	500,00	
GASTAUD	500,00	
GASTAUD	1 500,00	
GAY	200,00	
GENOLHAC	200,00	
GERBINO	200,00	
GILBERTAS	200,00	
GIROIX	500,00	
GIROIX	500,00	
GRANIER	200,00	
GRUSON	200,00	
GUIN	200,00	
HARMEL	200,00	
HAYEZ	500,00	
HAYEZ	500,00	
HUGON	500,00	
INGUIMBERT	200,00	
JACQUES	500,00	



Prestations en nature

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
JACQUES	500,00	
JARDIN	200,00	
JARDIN	500,00	
LACOMBE	500,00	
LAGANE	200,00	
LAMBERT	500,00	
LATIF	500,00	
LATIF	500,00	
LE COSTOEC	500,00	
LE GUEIN	500,00	
LE GUEIN	500,00	
MAEGHT	4 828,24	
MARTIN	500,00	
MARTIN	1 500,00	
MARTIN	500,00	
MARTIN	500,00	
MAUDUIT	200,00	
MAZELLIER	200,00	
MAZON	200,00	
MAZOYER	1 652,00	
MAZOYER	1 652,00	
MEJEAN	873,00	
MEJEAN	873,00	
MELA	200,00	
MENPIOT	500,00	
MEUBLES BENOIT	1 000,00	
MEUBLES BENOIT	1 000,00	
MEUBLES BENOIT	1 000,00	
MEUBLES BENOIT	1 000,00	
MEYRUEIX	200,00	
MJB L OLIVIER	7 070,00	
MJB L OLIVIER	7 070,00	
MOD ALES	1 000,00	
NOE	665,00	
NOE	665,00	
NOUALLET	200,00	
PELLEQUER	200,00	
PERRIER	200,00	
PIGNET	500,00	
REYMOND	200,00	
REYNAUD	500,00	
REYNAUD	500,00	
ROQUES	500,00	
ROUDIL	500,00	
ROUVIER	200,00	
ROUVIERE	981,00	
ROUVIERE	981,00	
RUALT	200,00	
RYVIA	738,00	
RYVIA	738,00	
SACKER	500,00	
SACKER	500,00	
SAPLAN	200,00	
SAVRY	2 260,00	
SCI AT	1 440,00	
SCI AT	1 440,00	
SCI BACAMAWEL	1 000,00	
SCI BACAMAWEL	1 000,00	
SEGURA	200,00	
SENFAS	50 000,00	
SIMI	500,00	
SOLER	500,00	
SOLER	500,00	
SOULIE	500,00	
SOULIE	1 496,00	
SOULIE	500,00	
SOULIE	1 496,00	
ST VINCENT DE PAUL	1 000,00	
ST VINCENT DE PAUL	1 000,00	
TAUP'LA	1 000,00	
TAUP'LA	1 000,00	
VAN THANH BUI	500,00	
VAN THANH BUI	500,00	
VAZ DOS ANJOS PAULINO	1 099,00	





Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
VIGNE	500,00	
VIGNE	1 500,00	
VIGNE	500,00	
VIGNE	1 500,00	
VILLARET	500,00	
VILLARET	500,00	
WOLICKI	500,00	
WOLICKI	500,00	
WRAMOUR	200,00	
<b>Personnes de droit public</b>		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
<u>Départements</u>		
<u>Communes</u>		
COMMUNE DE BRANOUX LES TAILLADES	8 166,00	
COMMUNE DE BRANOUX LES TAILLADES	587,00	
COMMUNE DE CENDRAS	10 675,00	
COMMUNE DE CENDRAS	44 521,00	
MAIRIE CRUVIERS LASCOURS	4 242,00	
MAIRIE D ANDUZE	42 000,00	
MAIRIE D EUZET	3 749,00	
MAIRIE DE BAGARD	15 853,00	
MAIRIE DE BRIGNON	4 667,00	
MAIRIE DE BROUZET LES ALES	3 806,00	
MAIRIE DE CASTELNAU VALENCE	3 000,00	
MAIRIE DE CHAMBORIGAUD	4 991,00	
MAIRIE DE CORBES	212,00	
MAIRIE DE CORBES	1 706,00	
MAIRIE DE GENOLHAC	2 535,00	
MAIRIE DE LA GRAND COMBE	315 211,00	
MAIRIE DE LA VERNAREDE	6 048,00	
MAIRIE DE LES SALLES DU GARDON	15 523,00	
MAIRIE DE MARTIGNARGUES	3 000,00	
MAIRIE DE MASSILLARGUES ATUECH	22 556,00	
MAIRIE DE MONS	5 293,00	
MAIRIE DE NERS	28 000,00	
MAIRIE DE ROUSSON	152 828,00	
MAIRIE DE SALINDRES	169 677,25	
MAIRIE DE SEYNES	3 000,00	
MAIRIE DE ST CESAIRE DE GAUZIGNA	1 529,00	
MAIRIE DE ST CHRISTOL LEZ ALES	160 822,80	
MAIRIE DE ST CROIX DE CADERLE	298,00	
MAIRIE DE ST CROIX DE CADERLE	1 257,00	
MAIRIE DE ST CROIX DE CADERLE	287,00	
MAIRIE DE ST FLORENT SUR AUZONNE	54 079,00	
MAIRIE DE ST HILAIRE DE BRETHMAS	111 857,48	
MAIRIE DE ST HIPPOLYTE DE CATON	3 000,00	
MAIRIE DE ST JEAN DE VALERISCLE	8 577,95	
MAIRIE DE ST JULIEN LES ROSIERS	23 500,00	
MAIRIE DE ST PRIVAT DES VIEUX	25 000,00	
MAIRIE DE ST SEBASTIEN D AIGREFE	18 782,00	
MAIRIE DE THOIRAS	17 329,00	
MAIRIE DE VEZENOBRES	63 919,00	
MAIRIE LES MAGES	12 526,00	
MAIRIE LES PLANS	9 632,00	
MAIRIE LEZAN	9 287,00	
MAIRIE MASSANES	3 000,00	
MAIRIE MEJANNES LES ALES	53 104,00	
MAIRIE RIBAUTE LES TAVERNES	30 000,00	
MAIRIE SAINT ETIENNE DE L OLM	6 146,00	
MAIRIE ST MARTIN DE VALGALGUES	86 956,98	
MAIRIE ST MAURICE DE CAZEVIEILLE	4 242,00	
MAIRIE STE CECILE D'ANDORGE	3 440,00	
<u>Etablissements publics (EPCL, EPA, EPIC,...)</u>		
HABITAT DU GARD OFFICE HLM	120 034,00	
HABITAT DU GARD OFFICE HLM	120 034,00	
LOGIS CEVENOLS OPH ALES AGGLOMER	49 000,00	
LOGIS CEVENOLS OPH ALES AGGLOMER	77 000,00	
LOGIS CEVENOLS OPH ALES AGGLOMER	49 000,00	
LOGIS CEVENOLS OPH ALES AGGLOMER	77 000,00	
Nîmes Métropole (OPENIMES)	50 000,00	
SYNDICAT MIXTE DES HAUTES	204 387,00	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	
UN TOIT POUR TOUS	11 170,00	
UN TOIT POUR TOUS	11 170,00	
<u>Autres</u>		
LES CLES DE LA REUSSITE	2 300,00	
SNCF GARES ET CONNEXIONS	7 562,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 859 050,70</b>	

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE****B3**

<b>Libellé de la recette : Taxe de séjour</b>			
<b>Reste à employer au 01/01/N :</b>			<b>0,00</b>
<b>Recettes</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
73	7362	Taxe de séjour	558 683,76
<b>Total recettes</b>			<b>558 683,76</b>
<b>Dépenses</b>			
<b>Chapitres</b>	<b>Articles</b>	<b>Libellé de l'article</b>	<b>Montant</b>
011/012/65	011/012/65	Dépenses de fonctionnement Tourisme	1 727 233,33
<b>Total dépenses</b>			<b>1 727 233,33</b>
<b>Reste à employer au 31/12/N :</b>			<b>-1 168 549,57</b>

<b>TOTAL Reste à employer au 01/01/N :</b>		<b>0,00</b>	
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>558 683,76</b>	<b>Total Dépenses</b>	<b>1 727 233,33</b>
<b>TOTAL Reste à employer au 31/12/N :</b>		<b>-1 168 549,57</b>	

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>6,15</b>	<b>1,00</b>	<b>7,15</b>	<b>4,00</b>	<b>0,60</b>	<b>4,60</b>
Directeur général des services	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,60	0,60
Directeur général adjoint des services	A	6,15	0,00	6,15	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>268,09</b>	<b>3,00</b>	<b>271,09</b>	<b>180,07</b>	<b>49,96</b>	<b>230,03</b>
Adjt adm	C	71,67	0,00	71,67	39,41	23,30	62,71
Adjt adm Pal 1CI	C	31,00	0,00	31,00	27,80	0,00	27,80
Adjt adm Pal 2CI	C	61,21	0,00	61,21	49,43	1,00	50,43
Adjt adm ter 2CI (anc)	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,56	0,56
Administrateur HCl	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	33,00	0,00	33,00	18,93	11,60	30,53
Attaché HCl	A	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché Pal	A	7,00	0,00	7,00	4,00	0,00	4,00
Directeur ter	A	7,35	0,00	7,35	2,00	1,00	3,00
Rédacteur	B	38,00	0,00	38,00	23,20	12,50	35,70
Rédacteur Pal 1CI	B	12,00	0,00	12,00	10,60	0,00	10,60
Rédacteur Pal 2CI	B	5,86	0,00	5,86	3,80	0,00	3,80
Secrétaire de Mairie	A	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>541,66</b>	<b>5,00</b>	<b>546,66</b>	<b>393,71</b>	<b>81,98</b>	<b>475,69</b>
Adjt tech	C	243,28	0,00	243,28	159,68	68,18	227,86
Adjt tech Pal 1CI	C	40,74	0,00	40,74	37,74	0,00	37,74
Adjt tech Pal 2CI	C	135,94	0,00	135,94	112,19	0,00	112,19
Agent maitrise	C	34,00	0,00	34,00	26,00	0,00	26,00
Agent maitrise Pal	C	12,90	0,00	12,90	11,50	0,00	11,50
Ingénieur	A	14,80	0,00	14,80	9,80	3,00	12,80
Ingénieur Pal	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Ingénieur en chef	A	0,00	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur en chef HCl	A	0,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	27,00	0,00	27,00	10,00	10,80	20,80
Technicien Pal 1CI	B	18,00	0,00	18,00	12,80	0,00	12,80
Technicien Pal 2CI	B	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>64,34</b>	<b>22,39</b>	<b>86,73</b>	<b>51,65</b>	<b>11,90</b>	<b>63,55</b>
Agent Pal ATSEM 1CI	C	0,00	18,39	18,39	12,49	0,00	12,49
Agent Pal ATSEM 2CI	C	30,34	0,00	30,34	18,16	0,00	18,16
Agent social	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Agent social Pal 2CI	C	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS BUDGETAIRES (3)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Assist soc-ed (anc)	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Assist soc-ed 1Cl (anc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assist soc-ed 2Cl (anc)	A	0,00	2,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Conseiller soc-ed	A	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Educ j enfant 2Cl (anc)	A	18,00	0,00	18,00	7,80	8,90	16,70
Educateur j enfant CIEx	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educr j enfant 1Cl (anc)	A	8,00	0,00	8,00	6,20	0,00	6,20
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>67,00</b>	<b>9,00</b>	<b>76,00</b>	<b>37,40</b>	<b>21,50</b>	<b>58,90</b>
Auxiliaire puér Pal 1Cl	C	16,00	0,00	16,00	13,80	0,00	13,80
Auxiliaire puér Pal 2Cl	C	31,00	0,00	31,00	12,60	18,80	31,40
Auxiliaire soins Pal 1Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Auxiliaire soins Pal 2Cl	C	0,00	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Cadre de santé 1Cl	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Cadre de santé 2Cl	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier soins gx CIN	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier soins gx CISup	A	5,00	0,00	5,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier soins gx HCI	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Médecin 1Cl	A	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Médecin 2Cl	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Médecin HCI	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue HCI	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,80	0,80
Puér CIN	A	4,00	0,00	4,00	1,00	0,90	1,90
Puér CISup	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puér HCI	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>21,00</b>	<b>1,00</b>	<b>22,00</b>	<b>11,70</b>	<b>5,00</b>	<b>16,70</b>
Conseiller APS	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur APS	B	9,00	0,00	9,00	4,00	5,00	9,00
Educateur APS Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Educateur APS Pal 2Cl	B	5,00	0,00	5,00	1,70	0,00	1,70
Opérateur APS Pal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur APS qual	C	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>90,24</b>	<b>20,30</b>	<b>110,54</b>	<b>63,42</b>	<b>20,12</b>	<b>83,54</b>
Adjt ter patr Pal 1Cl	C	10,00	0,00	10,00	7,80	0,00	7,80
Adjt ter patr Pal 2Cl	C	14,67	0,00	14,67	13,27	0,00	13,27
Adjt ter patrimoine	C	0,00	16,80	16,80	5,70	10,00	15,70
Assist conserv	B	5,00	0,00	5,00	1,00	2,00	3,00
Assist conserv Pal 1Cl	B	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Assist conserv Pal 2Cl	B	5,00	0,00	5,00	3,50	0,00	3,50
Assist ens art	B	7,35	0,00	7,35	1,75	2,50	4,25
Assist ens art Pal 1Cl	B	20,00	0,00	20,00	12,40	0,00	12,40
Assist ens art Pal 2Cl	B	17,22	0,00	17,22	12,00	3,62	15,62
Attaché conserv patr	A	5,00	0,00	5,00	1,00	2,00	3,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			AGENTS		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	TITULAIRES	NON TITULAIRES	TOTAL
Bibliothécaire	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conserv biblio (Conc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conserv patr chef	A	1,00	0,00	1,00	0,50	0,00	0,50
Prof ens art CIN	A	0,00	2,50	2,50	1,50	0,00	1,50
Prof ens art HCI	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>150,21</b>	<b>0,00</b>	<b>150,21</b>	<b>109,96</b>	<b>45,49</b>	<b>155,45</b>
Adjt ter anim Pal 1CI	C	11,86	0,00	11,86	10,46	0,00	10,46
Adjt ter anim Pal 2CI	C	25,17	0,00	25,17	20,14	0,00	20,14
Adjt ter animation	C	106,29	0,00	106,29	74,47	45,49	119,96
Animateur	B	3,89	0,00	3,89	1,89	0,00	1,89
Animateur Pal 1CI	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Animateur Pal 2CI	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>5,00</b>	<b>1,00</b>	<b>6,00</b>	<b>3,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>
Chef service PM	B	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Garde-champêtre chef	C	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Garde-champêtre chef Pal	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,00</b>
Sans Grade NT		0,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>1 207,54</b>	<b>61,69</b>	<b>1 269,23</b>	<b>854,91</b>	<b>235,95</b>	<b>1 090,86</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N**

**C1.1**

**C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>18 989,07</b>		
Adjt adm	C	ADM	6653	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	700	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	350	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	347	0,00	A Transfert 2017 CCVC	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt adm	C	ADM	350	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm Pal 2CI	C	ADM	348	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt adm ter 2CI (anc)	C	ADM	340	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt tech	C	TECH	16162	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	3850	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	350	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	350	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	2450	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	1750	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	1433	0,00	A Transfert de compétences	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	6650	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	4200	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	3500	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	3500	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	350	0,00	A CA-Contrat : CA	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter patrimoine	C	CULT	350	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du con	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Adjt ter patrimoine	C	CULT	3150	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist conserv	B	CULT	744	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art	B	CULT	744	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art	B	CULT	372	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	2606	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	389	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Assist soc-ed (anc)	B	S	389	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist soc-ed 2Cl (anc)	A	S	404	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	3162	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	732	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	904	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Attaché	A	ADM	888	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché conserv patr	A	CULT	444	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché conserv patr	A	CULT	567	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Pal 2Cl	C	MS	4942	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Pal 2Cl	C	MS	1765	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Conseiller soc-ed	A	S	482	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
D.G. 80 à 150 mille hab.	A	OTR		18 989,07	47	CDD Contrat à durée déterminée
Directeur ter	A	ADM	881	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Educ j enfant 2Cl (anc)	A	S	2424	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Educ j enfant 2Cl (anc)	A	S	1370	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur APS	B	SP	1860	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	956	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée



AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (5)	Nature du contrat (6)
			Indice (8)	Euros		
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	A Transfert de compétences	CDI Contrat à durée indéterminée
Médecin 1CI	A	MS	977	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Psychologue HCI	A	MS	876	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Puér CIN	A	MS	489	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	1110	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	2806	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Rédacteur	B	ADM	744	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	2434	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	1743	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	372	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI Contrat à durée indéterminée
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>16 602,21</b>		
Adjt adm	C	ADM	350	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	700	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	3150	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	2800	0,00	3-b	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	26950	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	1400	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur		OTR		1 320,00	A CA-Contrat : CA	A
Animateur Pal 1CI	B	ANIM	4788	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Apprentis		OTR		4 987,80	A APP-Contrat : Apprenti	A
Assist ens art	B	CULT	5208	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art	B	CULT	1116	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché conserv patr	A	CULT	444	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Collaborateur de cabinet		OTR		0,00	A Autre motif	A
Parcours Emploi Comp.		OTR		3 908,96	A PEC-Contrat : PEC	A

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
			Indice (8)	Euros		
Professeur des écoles CN		OTR		6 385,45	A Cumul activ. à titre accessoire	A
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>35 591,28</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel.

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>	
<b>ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N</b>	
	<b>C1.2</b>

**C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)**

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
SOULET Ghislaine	La Formation des Elus

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**C2**

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3)</b>				
12/11/2019 - Affermage Production Eau Potable	VEOLIA EAU - CGE	Eau potable et assainissement	SCA	0,00
12/11/2019 - Affermage Assainissement collectif	VEOLIA EAU - CGE	Eau potable et assainissement	SCA	0,00
<b>Détention d'une part du capital</b>				
02/05/1996 -	SAEM ALES	Promo & animation économiques	SEM	2 491 873,00
11/02/2010 -	SPL Alès Cévennes	Activités liés à l'expansion économique	SPL	236 200,00
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
-	Centre Accueil Les Blacous		association	405 810,00
-	Les Marmousets		association	160 683,00
-	Ile aux Enfants		association	86 000,00
-	La Cour des Miracles		association	100 757,00
-	Mission Locale des Jeunes		association	188 200,00
-	Maison de l'Emploi		association	130 000,00
-	RESEDA		association	106 000,00
-	Ecole de Musique St Privadenne		association	62 450,00
-	Alès Myriapolis		association	420 000,00
-	Cratère		association	1 050 000,00
-	COS Mairie d'Alès		association	405 037,00
-	Pôle Cirque / verrerie Alès Cévennes		association	68 000,00
<b>Autres</b>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT****C3.1****C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU  
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>			
<b>Autres organismes de regroupement</b>			
EPTB GARDONS		SFP	754 453,97
EPTB VIDOURLE		SFP	2 995,70
SMIRITOM	01/01/2017	SFP	11 015 668,04
SITOM SUD GARD	01/01/2017	SFP	482 448,27
SYND MIXTE AB CEZE	01/01/2017	SFP	88 487,77
SIRP NAVACELLES ALLEGRE BOUQUET	01/01/2017	SFP	71 390,00
SYND MIXTE PAYS CEVENNES	01/01/2017	SFP	329 292,50
SYND MIXTE PAYS CEVENNES / PLIE	01/01/2017	SFP	51 896,50
AG. URBANISME DEVELOPEMENT NIMES	01/01/2017	SFP	273 361,00
POLE METROPOLITAIN	01/01/2017	SFP	0,00
SMTBA	01/01/2017	SFP	0,00
GIP POLITIQUE DE LA VILLE	01/01/2017	SFP	71 534,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE****C3.2****C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)**

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3.3****C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe	Construction et gestion de bâtiments à vocation économique	01/01/2017	-	20006691800109	SPIC	Oui
Budget annexe	Pôle Mécanique	01/01/2017	-	20006691800117	SPIC	Oui
Budget annexe	Lotissements Industriels Alès	01/01/2017	-	20006691800125	SPIC	Oui
Budget annexe	ZAE Les Hauts de St Hilaire	01/01/2017	-	20006691800141	SPIC	Oui
Budget annexe	Assainissement	01/01/2017	-	20006691800182	SPIC	Oui
Budget annexe	SPANC	01/01/2017	-	20006691800158	SPA	Non
Budget annexe	Parc des Expositions	01/01/2017	-	20006691800190	SPIC	Oui
Budget annexe	Très Haut Débit	01/01/2017	-	20006691800208	SPIC	Oui
Budget annexe	Autorisation Droits des Sols	01/01/2017	-	20006691800026	SPA	Non
Budget annexe	Atelier Relais Rousson	01/01/2017	-	20006691800059	SPIC	Oui
Budget annexe	Bâtiment Industriel MSL	01/01/2017	-	20006691800091	SPIC	Oui
Budget annexe	Restauration Scolaire	01/01/2017	-	20006691800034	SPA	Non
Budget annexe	Lotissements Industriels Gd Combe	01/01/2017	-	20006691800133	SPIC	Oui
Budget annexe	Bâtiment ex Sud Tuiles	01/01/2017	-	20006691800067	SPIC	Oui
Budget annexe	Bâtiment Blanc	01/01/2017	-	20006691800083	SPIC	Oui
Budget annexe	Bâtiment Industriel Gd Combe	01/01/2017	-	20006691800075	SPIC	Oui
Régie à autonomie financière Eau	Eau potable	01/01/2020	C2019_06_12 - 20/06/2019	20006691800018	SPIC	Oui

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****C3.5****C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****1 – BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	47 747 988,00	20 482 058,23	12 700 472,00	14 565 457,77
RECETTES	47 747 988,00	25 074 168,96	5 190 912,00	17 482 907,04
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	119 920 250,30	104 686 782,16	0,00	15 233 468,14
RECETTES	119 920 250,30	112 544 959,80	0,00	7 375 290,50

(1) Y compris les rattachements.

**2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)****BUDGET : CONST. ET GEST. BAT. ALES AGGLO. / N°SIRET : 20006691800109**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	2 493 146,26	751 010,72	18 860,00	1 723 275,54
RECETTES	2 493 146,26	566 794,44	0,00	1 926 351,82
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	1 372 522,07	855 037,25	0,00	517 484,82
RECETTES	1 372 522,07	814 274,90	0,00	558 247,17

**BUDGET : POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800117**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	3 927 801,08	2 641 667,24	437 307,00	848 826,84
RECETTES	3 927 801,08	440 617,60	0,00	3 487 183,48
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	2 961 683,87	2 589 900,66	0,00	371 783,21
RECETTES	2 961 683,87	2 752 187,48	0,00	209 496,39

**BUDGET : LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO. / N°SIRET : 20006691800125**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	10 668 578,52	5 962 430,92	0,00	4 706 147,60
RECETTES	10 668 578,52	5 815 642,39	0,00	4 852 936,13
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	6 943 060,00	5 922 911,77	0,00	1 020 148,23
RECETTES	6 943 060,00	5 922 911,77	0,00	1 020 148,23

**BUDGET : LOT. IND. GD COMBE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800133**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	51 275,48	18 325,66	0,00	32 949,82
RECETTES	51 275,48	17 275,48	0,00	34 000,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	34 000,00	18 325,66	0,00	15 674,34
RECETTES	34 000,00	18 325,66	0,00	15 674,34



BUDGET : ZAD HAUTS DE SAINT HILAIRE ALES AGGLO. / N°SIRET :				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	2 237 941,98	266 000,87	0,00	1 971 941,11
RECETTES	2 237 941,98	967,00	0,00	2 236 974,98
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	123 000,00	115 632,36	0,00	7 367,64
RECETTES	123 000,00	115 632,36	0,00	7 367,64

BUDGET : SPANC BOUE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800158				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	18 725,03	0,00	0,00	18 725,03
RECETTES	18 725,03	288,00	0,00	18 437,03
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	16 531,46	288,00	0,00	16 243,46
RECETTES	16 531,46	0,00	0,00	16 531,46

BUDGET : ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800182				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 248 941,00	7 602 045,96	4 562 690,00	3 084 205,04
RECETTES	15 248 941,00	9 831 178,58	0,00	5 417 762,42
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	10 720 261,51	7 133 665,65	0,00	3 586 595,86
RECETTES	10 720 261,51	10 495 299,20	0,00	224 962,31

BUDGET : PARC DES EXPOSITIONS ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800190				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	544 783,45	455 585,69	21 387,00	67 810,76
RECETTES	544 783,45	41 545,30	0,00	503 238,15
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	489 037,96	245 383,16	0,00	243 654,80
RECETTES	489 037,96	143 816,69	0,00	345 221,27

BUDGET : TRES HAUT DEBIT ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800208				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	1 499 465,35	447 117,79	358 742,00	693 605,56
RECETTES	1 499 465,35	178 452,27	0,00	1 321 013,08
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	419 424,81	259 526,82	0,00	159 897,99
RECETTES	419 424,81	172 799,91	0,00	246 624,90

BUDGET : AUTORISATION DROITS DES SOLS / N°SIRET : 20006691800026				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				

BUDGET : AUTORISATION DROITS DES SOLS / N°SIRET : 20006691800033				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
DEPENSES	137 888,83	72 210,00	0,00	65 678,83
RECETTES	137 888,83	72 710,20	0,00	65 178,63

BUDGET : RESTAURATION SCOLAIRE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800034				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	373 021,82	152 866,81	0,00	220 155,01
RECETTES	373 021,82	62 798,32	0,00	310 223,50

BUDGET : ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800059				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	122 434,32	83 144,96	0,00	39 289,36
RECETTES	122 434,32	54 750,00	0,00	67 684,32
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	233 057,02	85 152,73	0,00	147 904,29
RECETTES	233 057,02	79 318,29	0,00	153 738,73

BUDGET : BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800067				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	1 482 135,76	335 442,19	9 840,00	1 136 853,57
RECETTES	1 482 135,76	186 880,84	0,00	1 295 254,92
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	934 316,91	281 724,27	0,00	652 592,64
RECETTES	934 316,91	105 614,17	0,00	828 702,74

BUDGET : BÂTIMENT IND GD COMBE ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800075				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	191 038,00	102 604,77	0,00	88 433,23
RECETTES	191 038,00	100 314,00	0,00	90 724,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	361 645,80	108 210,00	0,00	253 435,80
RECETTES	361 645,80	141 416,28	0,00	220 229,52

BUDGET : BÂTIMENT BLANC ALES AGGLOMERATION / N°SIRET : 20006691800083				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	95 645,58	24 137,70	0,00	71 507,88
RECETTES	95 645,58	34 693,00	0,00	60 952,58
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	79 470,76	45 440,02	0,00	34 030,74
RECETTES	79 470,76	14 343,00	0,00	65 127,76

BUDGET : BÂTIMENT INDUS. MSL ALES AGGLOMERATION / N°SIRET				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	35 917,20	6 307,00	0,00	29 610,20
RECETTES	35 917,20	25 294,00	0,00	10 623,20
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	41 933,09	25 294,00	0,00	16 639,09
RECETTES	41 933,09	6 307,00	0,00	35 626,09

BUDGET : REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU / N°SIRET : 20006691800273				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 553 633,49	9 668 145,21	4 476 147,00	1 409 341,28
RECETTES	15 553 633,49	10 794 447,61	500 000,00	4 259 185,88
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	17 844 700,00	16 183 331,49	0,00	1 661 368,51
RECETTES	17 844 700,00	16 054 728,42	0,00	1 789 971,58

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

### 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	101 919 450,50	48 846 024,91	22 585 445,00	30 487 980,59
RECETTES	101 919 450,50	53 163 309,47	5 690 912,00	43 065 229,03
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	163 005 806,21	138 781 682,81	0,00	24 224 123,40
RECETTES	163 005 806,21	149 517 443,45	0,00	13 488 362,76
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	264 925 256,71	187 627 707,72	22 585 445,00	54 712 103,99
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	264 925 256,71	202 680 752,92	5 690 912,00	56 553 591,79

(1) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS  
ANNEXES****C3.5****4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des  
principales opérations en annexe de la M14) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

**5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la  
neutralisation des flux réciproques) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	101 919 450,50	48 846 024,91	22 585 445,00	30 487 980,59
RECETTES	101 919 450,50	53 163 309,47	5 690 912,00	43 065 229,03
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	163 005 806,21	138 781 682,81	0,00	24 224 123,40
RECETTES	163 005 806,21	149 517 443,45	0,00	13 488 362,76
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	264 925 256,71	187 627 707,72	22 585 445,00	54 712 103,99
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	264 925 256,71	202 680 752,92	5 690 912,00	56 553 591,79

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES****D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	161 616 168,00	1,93	11,34	0,00	18 435 492,00	1,92
TFPB	129 094 710,00	1,81	6,26	0,00	8 108 262,00	2,14
TFPNB	1 762 828,00	0,29	8,00	0,00	141 108,00	0,54
CFE	35 906 449,00	4,70	30,55	1,36	10 971 882,00	4,76
<b>TOTAL</b>	<b>328 380 155,00</b>	<b>0,00</b>			<b>37 656 744,00</b>	<b>0,00</b>

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800141

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : ZAD HAUTS DE SAINT HILAIRE ALES AGGLO. (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet





Sans Objet

Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 26

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
ZAD HAUTS DE SAINT HILAIRE ALES AGGLO**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE

#### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	115 632,36	G	115 632,36
	Section d'investissement	B	266 000,87	H	967,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	1 959 941,98 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	2 341 575,21	= G+H+I+J	116 599,36

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	115 632,36	= G+I+K	115 632,36
	Section d'investissement	= B+D+F	2 225 942,85	= H+J+L	967,00
	<b>TOTAL CUMULE</b>	= A+B+C+D+E+F	2 341 575,21	= G+H+I+J+K+L	116 599,36

#### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	K
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	L
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	13 000,00	3 748,00	7 379,42	0,00	1 872,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>13 000,00</b>	<b>3 748,00</b>	<b>7 379,42</b>	<b>0,00</b>	<b>1 872,58</b>
66	Charges financières	55 000,00	51 056,73	1 282,74	0,00	2 660,53
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>68 000,00</b>	<b>54 804,73</b>	<b>8 662,16</b>	<b>0,00</b>	<b>4 533,11</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	55 000,00	52 165,47			2 834,53
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>55 000,00</b>	<b>52 165,47</b>			<b>2 834,53</b>
<b>TOTAL</b>		<b>123 000,00</b>	<b>106 970,20</b>	<b>8 662,16</b>	<b>0,00</b>	<b>7 367,64</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	174,00	0,00	0,00	-174,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>174,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-174,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	68 000,00	63 292,89			4 707,11
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	55 000,00	52 165,47			2 834,53
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>123 000,00</b>	<b>115 458,36</b>			<b>7 541,64</b>
<b>TOTAL</b>		<b>123 000,00</b>	<b>115 632,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 367,64</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	210 000,00	202 707,98	0,00	7 292,02
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>	<b>0,00</b>	<b>7 292,02</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>	<b>0,00</b>	<b>7 292,02</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	68 000,00	63 292,89		4 707,11
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>68 000,00</b>	<b>63 292,89</b>		<b>4 707,11</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>278 000,00</b>	<b>266 000,87</b>	<b>0,00</b>	<b>11 999,13</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>1 959 941,98</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 237 941,98	0,00	0,00	2 237 941,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>2 237 941,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 237 941,98</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	967,00	0,00	-967,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-967,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 237 941,98</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 236 974,98</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 237 941,98</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 236 974,98</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	11 127,42		11 127,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		52 165,47	52 165,47
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	52 339,47	0,00	52 339,47
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>63 466,89</b>	<b>52 165,47</b>	<b>115 632,36</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	202 707,98	0,00	202 707,98
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	63 292,89	63 292,89
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>202 707,98</b>	<b>63 292,89</b>	<b>266 000,87</b>
<b>Pour information</b>				<b>1 959 941,98</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>1 959 941,98</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		63 292,89	63 292,89
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	174,00	0,00	174,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		52 165,47	52 165,47
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>174,00</b>	<b>115 458,36</b>	<b>115 632,36</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	967,00	0,00	967,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>967,00</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>13 000,00</b>	<b>3 748,00</b>	<b>7 379,42</b>	<b>0,00</b>	<b>1 872,58</b>
6045	Achats études, prestat° services (terrai	4 500,00	0,00	3 500,00	0,00	1 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	4 500,00	0,00	3 879,42	0,00	620,58
608	Frais accessoires sur terrains en cours	4 000,00	3 748,00	0,00	0,00	252,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>13 000,00</b>	<b>3 748,00</b>	<b>7 379,42</b>	<b>0,00</b>	<b>1 872,58</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>55 000,00</b>	<b>51 056,73</b>	<b>1 282,74</b>	<b>0,00</b>	<b>2 660,53</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	55 000,00	52 620,41	0,00	0,00	2 379,59
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-1 563,68	1 282,74	0,00	280,94
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>68 000,00</b>	<b>54 804,73</b>	<b>8 662,16</b>	<b>0,00</b>	<b>4 533,11</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>55 000,00</b>	<b>52 165,47</b>			<b>2 834,53</b>
608	Frais accessoires sur terrains en cours	55 000,00	52 165,47			2 834,53
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>55 000,00</b>	<b>52 165,47</b>			<b>2 834,53</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>123 000,00</b>	<b>106 970,20</b>	<b>8 662,16</b>	<b>0,00</b>	<b>7 367,64</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	1 282,74
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 563,68
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-280,94

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	174,00	0,00	0,00	-174,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	174,00	0,00	0,00	-174,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>0,00</b>	<b>174,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-174,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	68 000,00	63 292,89			4 707,11
7133	Variat° en-cours de production biens	68 000,00	63 292,89			4 707,11
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	55 000,00	52 165,47			2 834,53
796	Transferts charges financières	55 000,00	52 165,47			2 834,53
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>123 000,00</b>	<b>115 458,36</b>			<b>7 541,64</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>123 000,00</b>	<b>115 632,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 367,64</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	210 000,00	202 707,98	0,00	7 292,02
1641	Emprunts en euros	210 000,00	202 707,98	0,00	7 292,02
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>	<b>0,00</b>	<b>7 292,02</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>	<b>0,00</b>	<b>7 292,02</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	68 000,00	63 292,89		4 707,11
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	68 000,00	63 292,89		4 707,11
3354	Etudes et prestations de services	4 500,00	7 379,42		-2 879,42
3355	Travaux	4 500,00	0,00		4 500,00
33581	Frais accessoires	4 000,00	3 748,00		252,00
33586	Frais financiers	55 000,00	52 165,47		2 834,53
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>68 000,00</b>	<b>63 292,89</b>		<b>4 707,11</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>278 000,00</b>	<b>266 000,87</b>	<b>0,00</b>	<b>11 999,13</b>
<b>Pour information</b>		<b>1 959 941,98</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	2 237 941,98	0,00	0,00	2 237 941,98
1641	Emprunts en euros	2 237 941,98	0,00	0,00	2 237 941,98
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>2 237 941,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 237 941,98</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	967,00	0,00	-967,00
276348	Créance Autres communes	0,00	967,00	0,00	-967,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-967,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>2 237 941,98</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 236 974,98</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>2 237 941,98</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 236 974,98</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					3 000 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					3 000 000,00									
400	CREDIT AGRICOLE	16/12/2011	26/12/2011	25/12/2012	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
401	CREDIT AGRICOLE	19/06/2015	19/06/2015	01/10/2015	1 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0,9	0,910	0,910	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									





Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>3 000 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		1 619 610,56					202 707,98	52 620,41	0,00	1 282,74
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 619 610,56					202 707,98	52 620,41	0,00	1 282,74
400	N	0,00	A-1	959 486,78	5,98	F	Taux fixe à 4,47 %	4,460	136 838,01	49 005,72	0,00	595,68
401	N	0,00	A-1	660 123,78	9,50	V	Moyenne Euribor 3M + 0,9	0,490	65 869,97	3 614,69	0,00	687,06
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>1 619 610,56</b>					<b>202 707,98</b>	<b>52 620,41</b>	<b>0,00</b>	<b>1 282,74</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 619 610,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>210 000,00</b>	<b>202 707,98</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	210 000,00	202 707,98
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>202 707,98</b>	<b>0,00</b>	<b>1 959 941,98</b>	<b>2 162 649,96</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 967,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>967,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276348	Créance Autres communes	0,00	967,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>967,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>967,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 2 162 649,96</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 967,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -2 161 682,96</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800109

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : CONST. ET GEST. BAT. ALES AGGLO. (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	24
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	29
A10.3 - Opérations liées aux cessions	30
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



Sans Objet

Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 31

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

**ALES  
CONST. ET GEST. BAT. ALES AGGLO.**

**I – INFORMATIONS GENERALES**

**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES**

**I**

**A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	855 037,25	G	814 274,90
	Section d'investissement	B	751 010,72	H	566 794,44

		+	+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	226 642,07 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	1 565 481,26 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=	=		
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	3 398 171,30	= G+H+I+J	1 381 069,34

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	18 860,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	18 860,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	1 081 679,32	= G+I+K	814 274,90
	Section d'investissement	= B+D+F	2 335 351,98	= H+J+L	566 794,44
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	3 417 031,30	= G+H+I+J+K+L	1 381 069,34

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	18 860,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	18 860,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	257 500,00	227 981,73	4 725,00	0,00	24 793,27
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	73 430,00	61 178,03	0,00	0,00	12 251,97
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>330 930,00</b>	<b>289 159,76</b>	<b>4 725,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 045,24</b>
66	Charges financières	116 500,00	95 626,82	1 658,43	0,00	19 214,75
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>447 430,00</b>	<b>384 786,58</b>	<b>6 383,43</b>	<b>0,00</b>	<b>56 259,99</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	380 930,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	317 520,00	463 867,24			-146 347,24
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>698 450,00</b>	<b>463 867,24</b>			<b>234 582,76</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 145 880,00</b>	<b>848 653,82</b>	<b>6 383,43</b>	<b>0,00</b>	<b>290 842,75</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>226 642,07</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	151 000,00	108 726,10	0,00	0,00	42 273,90
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	518 220,00	443 253,00	0,00	0,00	74 967,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>669 220,00</b>	<b>551 979,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>117 240,90</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	604 852,07	165 081,85	0,00	0,00	439 770,22
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>1 274 072,07</b>	<b>717 060,95</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>557 011,12</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	98 450,00	97 213,95			1 236,05
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>98 450,00</b>	<b>97 213,95</b>			<b>1 236,05</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 372 522,07</b>	<b>814 274,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>558 247,17</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).




**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 500,00	745,33	0,00	754,67
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	72 340,00	13 694,78	0,00	58 645,22
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	147 875,00	41 700,98	18 860,00	87 314,02
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>221 715,00</b>	<b>56 141,09</b>	<b>18 860,00</b>	<b>146 713,91</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	600 000,00	590 622,68	0,00	9 377,32
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>600 000,00</b>	<b>590 622,68</b>	<b>0,00</b>	<b>9 377,32</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>821 715,00</b>	<b>646 763,77</b>	<b>18 860,00</b>	<b>156 091,23</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	98 450,00	97 213,95		1 236,05
041	Opérations patrimoniales (1)	7 500,00	7 033,00		467,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>105 950,00</b>	<b>104 246,95</b>		<b>1 703,05</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>927 665,00</b>	<b>751 010,72</b>	<b>18 860,00</b>	<b>157 794,28</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>1 565 481,26</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 474 746,26	0,00	0,00	1 474 746,26
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 624 746,26</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 624 746,26</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	51 000,00	95 894,20	0,00	-44 894,20
024	Produits des cessions d'immobilisations	111 450,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>162 450,00</b>	<b>95 894,20</b>	<b>0,00</b>	<b>66 555,80</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 787 196,26</b>	<b>95 894,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 691 302,06</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	380 930,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	317 520,00	463 867,24		-146 347,24
041	Opérations patrimoniales (1)	7 500,00	7 033,00		467,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>705 950,00</b>	<b>470 900,24</b>		<b>235 049,76</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 493 146,26</b>	<b>566 794,44</b>	<b>0,00</b>	<b>1 926 351,82</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE



Crédits annulés

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

- (1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	232 706,73		232 706,73
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	61 178,03		61 178,03
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	97 285,25	0,00	97 285,25
67	Charges exceptionnelles	0,00	165 000,00	165 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	298 867,24	298 867,24
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>391 170,01</b>	<b>463 867,24</b>	<b>855 037,25</b>
<b>Pour information</b>				<b>226 642,07</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	97 213,95	97 213,95
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	590 622,68	0,00	590 622,68
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	745,33	0,00	745,33
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	13 694,78	7 033,00	20 727,78
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	41 700,98	0,00	41 700,98
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>646 763,77</b>	<b>104 246,95</b>	<b>751 010,72</b>
<b>Pour information</b>				<b>1 565 481,26</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	108 726,10		108 726,10
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	443 253,00	0,00	443 253,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	165 081,85	97 213,95	262 295,80
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>717 060,95</b>	<b>97 213,95</b>	<b>814 274,90</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		91 119,67	91 119,67
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	7 033,00	7 033,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	73 880,33	73 880,33
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	95 894,20	0,00	95 894,20
28	Amortissement des immobilisations		298 867,24	298 867,24
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>95 894,20</b>	<b>470 900,24</b>	<b>566 794,44</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>257 500,00</b>	<b>227 981,73</b>	<b>4 725,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 793,27</b>
60611	Eau et assainissement	1 400,00	970,76	0,00	0,00	429,24
60612	Energie - Electricité	4 000,00	7 430,60	0,00	0,00	-3 430,60
60631	Fournitures d'entretien	300,00	7,42	0,00	0,00	292,58
60632	Fournitures de petit équipement	600,00	86,25	0,00	0,00	513,75
611	Contrats de prestations de services	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6135	Locations mobilières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	10 000,00	5 964,40	2 025,00	0,00	2 010,60
6156	Maintenance	6 000,00	20,00	0,00	0,00	5 980,00
617	Etudes et recherches	2 600,00	250,00	1 300,00	0,00	1 050,00
6226	Honoraires	0,00	3 988,15	1 400,00	0,00	-5 388,15
6227	Frais d'actes et de contentieux	600,00	169,15	0,00	0,00	430,85
63512	Taxes foncières	220 000,00	209 095,00	0,00	0,00	10 905,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>73 430,00</b>	<b>61 178,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 251,97</b>
6541	Créances admises en non-valeur	73 420,00	61 178,03	0,00	0,00	12 241,97
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>330 930,00</b>	<b>289 159,76</b>	<b>4 725,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 045,24</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>116 500,00</b>	<b>95 626,82</b>	<b>1 658,43</b>	<b>0,00</b>	<b>19 214,75</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	105 000,00	98 357,13	0,00	0,00	6 642,87
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 500,00	-2 730,31	1 658,43	0,00	2 571,88
6688	Autres	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>447 430,00</b>	<b>384 786,58</b>	<b>6 383,43</b>	<b>0,00</b>	<b>56 259,99</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>380 930,00</b>	<b>0,00</b>			<b>380 930,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>317 520,00</b>	<b>463 867,24</b>			<b>-146 347,24</b>
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	73 880,33			-73 880,33
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	91 119,67			-91 119,67
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	317 520,00	298 867,24			18 652,76
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>698 450,00</b>	<b>463 867,24</b>			<b>234 582,76</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>698 450,00</b>	<b>463 867,24</b>			<b>234 582,76</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 145 880,00</b>	<b>848 653,82</b>	<b>6 383,43</b>	<b>0,00</b>	<b>290 842,75</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>226 642,07</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	1 658,43
Montant des ICNE de l'exercice N-1	2 730,31
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 071,88

- Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.
- Dont 675 et 676.
- Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	151 000,00	108 726,10	0,00	0,00	42 273,90
7388	Autres taxes diverses	151 000,00	108 726,10	0,00	0,00	42 273,90
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	518 220,00	443 253,00	0,00	0,00	74 967,00
752	Revenus des immeubles	518 220,00	443 253,00	0,00	0,00	74 967,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>669 220,00</b>	<b>551 979,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>117 240,90</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	604 852,07	165 081,85	0,00	0,00	439 770,22
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	81,85	0,00	0,00	-81,85
774	Subventions exceptionnelles	103 088,00	0,00	0,00	0,00	103 088,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	165 000,00	0,00	0,00	-165 000,00
7788	Produits exceptionnels divers	501 764,07	0,00	0,00	0,00	501 764,07
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>1 274 072,07</b>	<b>717 060,95</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>557 011,12</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	98 450,00	97 213,95			1 236,05
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	98 450,00	97 213,95			1 236,05
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>98 450,00</b>	<b>97 213,95</b>			<b>1 236,05</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 372 522,07</b>	<b>814 274,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>558 247,17</b>
Pour information		0,00				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	1 500,00	745,33	0,00	754,67
2031	Frais d'études	1 500,00	745,33	0,00	754,67
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	72 340,00	13 694,78	0,00	58 645,22
2135	Installations générales, agencements	67 300,00	7 235,35	0,00	60 064,65
2188	Autres immobilisations corporelles	5 040,00	6 459,43	0,00	-1 419,43
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	147 875,00	41 700,98	18 860,00	87 314,02
2313	Constructions	147 875,00	41 700,98	18 860,00	87 314,02
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>221 715,00</b>	<b>56 141,09</b>	<b>18 860,00</b>	<b>146 713,91</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	600 000,00	590 622,68	0,00	9 377,32
1641	Emprunts en euros	600 000,00	590 622,68	0,00	9 377,32
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>600 000,00</b>	<b>590 622,68</b>	<b>0,00</b>	<b>9 377,32</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>821 715,00</b>	<b>646 763,77</b>	<b>18 860,00</b>	<b>156 091,23</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	98 450,00	97 213,95		1 236,05
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	98 450,00	97 213,95		1 236,05
13911	Etat et établissements nationaux	5 500,00	5 368,86		131,14
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	20 500,00	20 434,96		65,04
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	6 450,00	6 400,47		49,53
13918	Autres subventions d'équipement	66 000,00	65 009,66		990,34
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	7 500,00	7 033,00		467,00
2138	Autres constructions	7 500,00	7 033,00		467,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>105 950,00</b>	<b>104 246,95</b>		<b>1 703,05</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>927 665,00</b>	<b>751 010,72</b>	<b>18 860,00</b>	<b>157 794,28</b>
<b>Pour information</b>		<b>1 565 481,26</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	1 474 746,26	0,00	0,00	1 474 746,26
1641	Emprunts en euros	1 474 746,26	0,00	0,00	1 474 746,26
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>1 624 746,26</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 624 746,26</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	51 000,00	95 894,20	0,00	-44 894,20
276348	Créance Autres communes	0,00	5 305,00	0,00	-5 305,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	51 000,00	90 589,20	0,00	-39 589,20
024	Produits des cessions d'immobilisations	111 450,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>162 450,00</b>	<b>95 894,20</b>	<b>0,00</b>	<b>66 555,80</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>1 787 196,26</b>	<b>95 894,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 691 302,06</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	380 930,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	317 520,00	463 867,24		-146 347,24
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	91 119,67		-91 119,67
2115	Terrains bâtis	0,00	73 880,33		-73 880,33
28031	Frais d'études	1 700,00	4 588,53		-2 888,53
28132	Immeubles de rapport	3 900,00	3 863,93		36,07
28135	Installations générales, agencements, ..	100 000,00	99 490,33		509,67
28138	Autres constructions	195 000,00	174 290,30		20 709,70
281531	Réseaux d'adduction d'eau	420,00	420,00		0,00
281532	Réseaux d'assainissement	800,00	762,94		37,06
281533	Réseaux câblés	300,00	297,52		2,48
281534	Réseaux d'électrification	2 000,00	1 951,72		48,28
281538	Autres réseaux	3 700,00	3 616,86		83,14
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 600,00	3 518,52		81,48
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	6 100,00	6 066,59		33,41
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>698 450,00</b>	<b>463 867,24</b>		<b>234 582,76</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	7 500,00	7 033,00		467,00
2031	Frais d'études	7 500,00	6 313,00		1 187,00
2033	Frais d'insertion	0,00	720,00		-720,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>705 950,00</b>	<b>470 900,24</b>		<b>235 049,76</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>2 493 146,26</b>	<b>566 794,44</b>	<b>0,00</b>	<b>1 926 351,82</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.





**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					9 114 785,73									
1641 Emprunts en euros (total)					9 114 785,73									
101	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/09/2020	44 289,07	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,450	1,450	EUR	A	X	O	A-1
106	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/12/2010	30/12/2011	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
107/Gest.bat et équip	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	23/12/2012	01/01/2014	2 000 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
108	CREDIT AGRICOLE	01/06/2015	01/06/2015	01/10/2015	3 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	0,910	0,910	EUR	T	P	O	A-1
110	CREDIT AGRICOLE	30/11/2017	20/12/2017	25/03/2018	1 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,290	0,290	EUR	T	C	O	A-1
460	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
GP 104	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2000	17/10/2000	01/01/2002	1 070 496,66	V	Livret A + 1.2	4,200	4,200	EUR	A	X	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>9 114 785,73</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		5 361 214,68					590 622,68	98 357,13	0,00	1 658,43
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 361 214,68					590 622,68	98 357,13	0,00	1 658,43
101	N	0,00	A-1	39 561,87	8,67	V	(Livret A + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A	1,440	4 727,20	108,43	0,00	189,62
106	N	0,00	A-1	388 159,85	5,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,260	70 415,55	14 995,42	0,00	0,00
107/Gest.bat et équip	N	0,00	A-1	1 209 366,19	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,940	126 487,64	52 766,22	0,00	0,00
108	N	0,00	A-1	1 980 371,39	9,50	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	0,490	197 609,90	10 844,05	0,00	0,00
110	N	0,00	A-1	799 999,96	11,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,300	66 666,68	2 568,90	0,00	32,18
460	N	0,00	A-1	879 614,69	12,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	60 655,56	14 574,19	0,00	189,36
GP 104	N	0,00	A-1	64 140,73	0,00	V	Livret A + 1.2	1,940	64 060,15	2 499,92	0,00	1 247,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt		Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>5 361 214,68</b>					<b>590 622,68</b>	<b>98 357,13</b>	<b>0,00</b>	<b>1 658,43</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	7	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 361 214,68	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS****A3****A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020
L	Bâtiments & aménag. bât. À cpter du 01/01/2015	30	12/10/2020



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>698 450,00</b>	<b>687 836,63</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>600 000,00</b>	<b>590 622,68</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	600 000,00	590 622,68
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>98 450,00</b>	<b>97 213,95</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	98 450,00	97 213,95
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>687 836,63</b>	<b>18 860,00</b>	<b>1 565 481,26</b>	<b>2 272 177,89</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>860 900,00</b>	<b>III 394 761,44</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>51 000,00</b>	<b>95 894,20</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276348	Créance Autres communes	0,00	5 305,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	51 000,00	90 589,20
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>809 900,00</b>	<b>298 867,24</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	1 700,00	4 588,53
28132	Immeubles de rapport	3 900,00	3 863,93
28135	Installations générales, agencements, ..	100 000,00	99 490,33
28138	Autres constructions	195 000,00	174 290,30
281531	Réseaux d'adduction d'eau	420,00	420,00
281532	Réseaux d'assainissement	800,00	762,94
281533	Réseaux câblés	300,00	297,52
281534	Réseaux d'électrification	2 000,00	1 951,72
281538	Autres réseaux	3 700,00	3 616,86
28158	Autres installat°, matériel et outillage	3 600,00	3 518,52
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	6 100,00	6 066,59
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	111 450,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	380 930,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>394 761,44</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>394 761,44</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 2 272 177,89</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 394 761,44</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -1 877 416,45</b>

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
- (2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions
- (3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES**

**A10.1**

**A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
15/04/2019	TRX CARREAU DE DESTIVAL 19M00074	529 978,05	0,00	30
01/01/2020	CREANCES SORTIE BOUQUET	0,00	0,00	0
08/01/2020	CT CARREAU DE DESTIVAL	337,00	0,00	1
15/01/2020	TRX CARREAU DE DESTIVAL	7 235,35	0,00	25
03/02/2020	DIAGNOSTIC TERMITE	408,33	0,00	1
04/04/2020	CHAUDIERE ECOLE ESTHETIQUE PYRAMIDE	5 039,43	0,00	10
27/11/2020	TOTEM CARREAU DE DESTIVAL	1 420,00	0,00	1
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
06/11/2020	CT CARREAU DE DESTIVAL	6 313,00	0,00	30
06/11/2020	JO TRX AMENAGEMENT BÂT. CARREAU DESTIVAL	720,00	0,00	1
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>551 451,16</b>	<b>0,00</b>	

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A10.2

## A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
19/10/2020	ACQUISITION SITE CROUZET	1 450 000,00	0	0,00	73 880,33	165 000,00	91 119,67
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
06/11/2020	JO TRX AMENAGEMENT BÂT.	720,00	0	0,00	720,00	720,00	0,00
06/11/2020	CARREAU DESTIVAL CT CARREAU DE DESTIVAL	6 313,00	5	0,00	6 313,00	6 313,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 457 033,00</b>					<b>91 119,67</b>



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>A10.3</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>	

**A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	111 450,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	165 000,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	73 880,33

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800117

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	26
A4 - Etat des provisions	27
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	29
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	31
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

Sans Objet

C1.2 - Actions de formation des élus

Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier

Sans Objet

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

Sans Objet

C3.2 - Liste des établissements publics créés

Sans Objet

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

Sans Objet

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

Sans Objet

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

Sans Objet

C3.6 - Identification des flux croisés

Sans Objet

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

Sans Objet

D2 - Arrêté et signatures

32

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

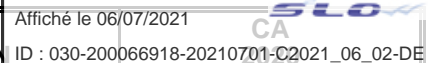
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION**I – INFORMATIONS GENERALES****INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 589 900,66	G	2 752 187,48
	Section d'investissement	B	2 641 667,24	H	440 617,60

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	64 394,58 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 691 116,64 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	5 231 567,90	= G+H+I+J	4 948 316,30

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	437 307,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	437 307,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 589 900,66	= G+I+K	2 816 582,06
	Section d'investissement	= B+D+F	3 078 974,24	= H+J+L	2 131 734,24
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	5 668 874,90	= G+H+I+J+K+L	4 948 316,30

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	437 307,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		42 710,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles	306 697,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	87 900,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 155 486,00	894 027,00	80 691,33	0,00	180 767,67
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 000,00	-443,00	343 230,00	0,00	2 213,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	763 353,29	760 219,67	0,00	0,00	3 133,62
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>2 263 839,29</b>	<b>1 653 803,67</b>	<b>423 921,33</b>	<b>0,00</b>	<b>186 114,29</b>
66	Charges financières	100 000,00	51 466,87	23 718,19	0,00	24 814,94
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>2 368 839,29</b>	<b>1 705 270,54</b>	<b>447 639,52</b>	<b>0,00</b>	<b>215 929,23</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	93 504,58				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	499 340,00	436 990,60			62 349,40
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>592 844,58</b>	<b>436 990,60</b>			<b>155 853,98</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 961 683,87</b>	<b>2 142 261,14</b>	<b>447 639,52</b>	<b>0,00</b>	<b>371 783,21</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	409 964,00	372 245,21	0,00	0,00	37 718,79
73	Impôts et taxes	24 230,00	10 419,38	0,00	0,00	13 810,62
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	964 956,00	863 025,14	0,00	0,00	101 930,86
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>1 399 150,00</b>	<b>1 245 689,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 460,27</b>
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits exceptionnels	467 096,00	479 398,15	0,00	0,00	-12 302,15
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	743 343,29	743 343,26			0,03
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>2 611 589,29</b>	<b>2 468 431,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>143 158,15</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	285 700,00	283 756,34			1 943,66
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>285 700,00</b>	<b>283 756,34</b>			<b>1 943,66</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 897 289,29</b>	<b>2 752 187,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 101,81</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>64 394,58</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).


**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	187 527,00	142 331,63	42 710,00	2 485,37
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	729 038,00	160 849,55	306 697,00	261 491,45
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 914 743,08	1 826 869,72	87 900,00	-26,64
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>2 831 308,08</b>	<b>2 130 050,90</b>	<b>437 307,00</b>	<b>263 950,18</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	265 000,00	227 860,00	0,00	37 140,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>265 000,00</b>	<b>227 860,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 140,00</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>3 096 308,08</b>	<b>2 357 910,90</b>	<b>437 307,00</b>	<b>301 090,18</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	285 700,00	283 756,34		1 943,66
041	Opérations patrimoniales (1)	545 793,00	0,00		545 793,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>831 493,00</b>	<b>283 756,34</b>		<b>547 736,66</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>3 927 801,08</b>	<b>2 641 667,24</b>	<b>437 307,00</b>	<b>848 826,84</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	361 735,00	0,00	0,00	361 735,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	711 311,86	0,00	0,00	711 311,86
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 073 046,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 073 046,86</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 627,00	0,00	-3 627,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>25 000,00</b>	<b>3 627,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 373,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 098 046,86</b>	<b>3 627,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 094 419,86</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	93 504,58			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	499 340,00	436 990,60		62 349,40
041	Opérations patrimoniales (1)	545 793,00	0,00		545 793,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>1 138 637,58</b>	<b>436 990,60</b>		<b>701 646,98</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 236 684,44</b>	<b>440 617,60</b>	<b>0,00</b>	<b>1 796 066,84</b>



Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
 Crédits annulés ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>		
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	(2) 1 691 116,64	

- (1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	974 718,33		974 718,33
012	Charges de personnel, frais assimilés	342 787,00		342 787,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	760 219,67		760 219,67
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	75 185,06	0,00	75 185,06
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	436 990,60	436 990,60
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>2 152 910,06</b>	<b>436 990,60</b>	<b>2 589 900,66</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	283 756,34	283 756,34
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	227 860,00	0,00	227 860,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	142 331,63	0,00	142 331,63
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	160 849,55	0,00	160 849,55
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 826 869,72	0,00	1 826 869,72
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>2 357 910,90</b>	<b>283 756,34</b>	<b>2 641 667,24</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	372 245,21		372 245,21
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	10 419,38		10 419,38
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	863 025,14	0,00	863 025,14
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	479 398,15	283 756,34	763 154,49
78	Reprise sur amortissements et provisions	743 343,26	0,00	743 343,26
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>2 468 431,14</b>	<b>283 756,34</b>	<b>2 752 187,48</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>64 394,58</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 627,00	0,00	3 627,00
28	Amortissement des immobilisations		436 990,60	436 990,60
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>3 627,00</b>	<b>436 990,60</b>	<b>440 617,60</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>1 691 116,64</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 155 486,00</b>	<b>894 027,00</b>	<b>80 691,33</b>	<b>0,00</b>	<b>180 767,67</b>
60611	Eau et assainissement	20 000,00	11 330,46	12 700,00	0,00	-4 030,46
60612	Energie - Electricité	40 000,00	40 436,04	3 580,69	0,00	-4 016,73
60622	Carburants	4 000,00	3 679,71	1 298,91	0,00	-978,62
60623	Alimentation	500,00	95,58	0,00	0,00	404,42
60631	Fournitures d'entretien	800,00	899,18	0,00	0,00	-99,18
60632	Fournitures de petit équipement	10 000,00	5 182,26	900,00	0,00	3 917,74
60636	Vêtements de travail	6 000,00	5 168,77	0,00	0,00	831,23
6064	Fournitures administratives	900,00	1 419,71	0,00	0,00	-519,71
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	4 018,00	0,00	0,00	-18,00
611	Contrats de prestations de services	921 686,00	721 997,77	52 859,77	0,00	146 828,46
6132	Locations immobilières	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6135	Locations mobilières	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
61521	Entretien terrains	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	9 000,00	2 418,49	5 955,00	0,00	626,51
615231	Entretien, réparations voiries	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	7 000,00	4 483,92	0,00	0,00	2 516,08
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 500,00	2 215,20	0,00	0,00	-715,20
6156	Maintenance	3 800,00	2 765,06	0,00	0,00	1 034,94
6161	Multirisques	19 500,00	18 142,58	1 113,96	0,00	243,46
6168	Autres primes d'assurance	100,00	500,00	0,00	0,00	-400,00
617	Etudes et recherches	1 200,00	1 294,06	0,00	0,00	-94,06
6188	Autres frais divers	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6226	Honoraires	3 500,00	1 380,00	0,00	0,00	2 120,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6228	Divers	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	628,40	600,00	0,00	1 771,60
6232	Fêtes et cérémonies	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6233	Foires et expositions	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	103,68	0,00	0,00	896,32
6238	Divers	1 000,00	2 300,00	0,00	0,00	-1 300,00
6257	Réceptions	25 000,00	0,00	1 683,00	0,00	23 317,00
6262	Frais de télécommunications	1 500,00	3 286,10	0,00	0,00	-1 786,10
627	Services bancaires et assimilés	150,00	140,03	0,00	0,00	9,97
6281	Concours divers (cotisations)	650,00	650,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
63512	Taxes foncières	65 000,00	59 492,00	0,00	0,00	5 508,00
6353	Impôts indirects	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6358	Autres droits	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>345 000,00</b>	<b>-443,00</b>	<b>343 230,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 213,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	345 000,00	-443,00	343 230,00	0,00	2 213,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>763 353,29</b>	<b>760 219,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 133,62</b>
6541	Créances admises en non-valeur	763 343,29	760 219,67	0,00	0,00	3 123,62
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>2 263 839,29</b>	<b>1 653 803,67</b>	<b>423 921,33</b>	<b>0,00</b>	<b>186 114,29</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>100 000,00</b>	<b>51 466,87</b>	<b>23 718,19</b>	<b>0,00</b>	<b>24 814,94</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	80 000,00	77 129,13	0,00	0,00	2 870,87
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-25 662,26	23 718,19	0,00	1 944,07
6688	Autres	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>2 368 839,29</b>	<b>1 705 270,54</b>	<b>447 639,52</b>	<b>0,00</b>	<b>215 929,23</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>93 504,58</b>	<b>0,00</b>			<b>93 504,58</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>499 340,00</b>	<b>436 990,60</b>			<b>62 349,40</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	499 340,00	436 990,60			62 349,40

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (0)		
			Mandats émis	Ch rattachées	Crédits annulés
	<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>592 844,58</b>	<b>436 990,60</b>		<b>155 853,98</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00		0,00
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>592 844,58</b>	<b>436 990,60</b>		<b>155 853,98</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>	<b>2 961 683,87</b>	<b>2 142 261,14</b>	<b>447 639,52</b>	<b>0,00</b>
	<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>	<b>0,00</b>			

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	23 718,19
Montant des ICNE de l'exercice N-1	25 662,26
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 944,07

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	409 964,00	372 245,21	0,00	0,00	37 718,79
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	2 311,57	0,00	0,00	-2 311,57
70688	Autres prestations de services	106 926,00	108 261,61	0,00	0,00	-1 335,61
7078	Autres marchandises	1 000,00	1 542,50	0,00	0,00	-542,50
70878	Remb. frais par d'autres redevables	302 038,00	260 129,53	0,00	0,00	41 908,47
73	Impôts et taxes	24 230,00	10 419,38	0,00	0,00	13 810,62
7388	Autres taxes diverses	24 230,00	10 419,38	0,00	0,00	13 810,62
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	964 956,00	863 025,14	0,00	0,00	101 930,86
752	Revenus des immeubles	964 956,00	863 025,14	0,00	0,00	101 930,86
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>1 399 150,00</b>	<b>1 245 689,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 460,27</b>
76	Produits financiers (b)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
7688	Autres	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits exceptionnels (c)	467 096,00	479 398,15	0,00	0,00	-12 302,15
774	Subventions exceptionnelles	464 096,00	478 606,00	0,00	0,00	-14 510,00
7788	Produits exceptionnels divers	3 000,00	792,15	0,00	0,00	2 207,85
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	743 343,29	743 343,26	0,00	0,00	0,03
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	743 343,29	743 343,26	0,00	0,00	0,03
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>2 611 589,29</b>	<b>2 468 431,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>143 158,15</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	285 700,00	283 756,34			1 943,66
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	285 700,00	283 756,34			1 943,66
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>285 700,00</b>	<b>283 756,34</b>			<b>1 943,66</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>2 897 289,29</b>	<b>2 752 187,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 101,81</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		64 394,58				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	187 527,00	142 331,63	42 710,00	2 485,37
2031	Frais d'études	187 527,00	142 331,63	42 710,00	2 485,37
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	729 038,00	160 849,55	306 697,00	261 491,45
2135	Installations générales, agencements	589 121,00	50 773,20	288 774,00	249 573,80
2152	Installations de voirie	40 100,00	35 453,50	0,00	4 646,50
21578	Autre matériel et outillage de voirie	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	916,50	0,00	-916,50
2182	Matériel de transport	63 350,00	41 350,00	17 923,00	4 077,00
2183	Matériel de bureau et informatique	20 467,00	1 797,00	0,00	18 670,00
2184	Mobilier	0,00	808,08	0,00	-808,08
2188	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	29 751,27	0,00	-28 751,27
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	1 914 743,08	1 826 869,72	87 900,00	-26,64
2313	Constructions	1 423 318,08	1 181 651,55	87 900,00	153 766,53
2315	Installat°, matériel et outillage techni	491 425,00	645 218,17	0,00	-153 793,17
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>2 831 308,08</b>	<b>2 130 050,90</b>	<b>437 307,00</b>	<b>263 950,18</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	265 000,00	227 860,00	0,00	37 140,00
1641	Emprunts en euros	240 000,00	226 009,12	0,00	13 990,88
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	1 850,88	0,00	23 149,12
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>265 000,00</b>	<b>227 860,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 140,00</b>
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>3 096 308,08</b>	<b>2 357 910,90</b>	<b>437 307,00</b>	<b>301 090,18</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	285 700,00	283 756,34		1 943,66
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	285 700,00	283 756,34		1 943,66
13911	Etat et établissements nationaux	106 000,00	105 141,11		858,89
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	50 500,00	50 454,67		45,33
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	12 000,00	11 476,32		523,68
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	5 200,00	5 139,71		60,29
13917	Sub. transf cpte résult. Budget communaut	65 000,00	64 582,26		417,74
13918	Autres subventions d'équipement	47 000,00	46 962,27		37,73
	<b>Charges transférées (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (7)	545 793,00	0,00		545 793,00
2152	Installations de voirie	545 093,00	0,00		545 093,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	700,00	0,00		700,00
	<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>831 493,00</b>	<b>283 756,34</b>		<b>547 736,66</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>	<b>3 927 801,08</b>	<b>2 641 667,24</b>	<b>437 307,00</b>	<b>848 826,84</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	361 735,00	0,00	0,00	361 735,00
1312	Subv. transf. Régions	361 735,00	0,00	0,00	361 735,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	711 311,86	0,00	0,00	711 311,86
1641	Emprunts en euros	711 311,86	0,00	0,00	711 311,86
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>1 073 046,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 073 046,86</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 627,00	0,00	-3 627,00
276348	Créance Autres communes	0,00	3 627,00	0,00	-3 627,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>25 000,00</b>	<b>3 627,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 373,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>1 098 046,86</b>	<b>3 627,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 094 419,86</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	93 504,58			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	499 340,00	436 990,60		62 349,40
28031	Frais d'études	1 100,00	1 660,85		-560,85
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 200,00	1 158,00		42,00
28128	Autres aménagements de terrains	3 700,00	3 534,00		166,00
28132	Immeubles de rapport	135 000,00	134 339,00		661,00
28135	Installations générales, agencements, ..	25 000,00	13 703,00		11 297,00
28151	Réseaux de voirie	6 000,00	5 564,00		436,00
28152	Installations de voirie	301 000,00	250 724,00		50 276,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	50,00	50,00		0,00
281533	Réseaux câblés	600,00	576,00		24,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	90,00	87,00		3,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 750,00	1 733,00		17,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	2 600,00	2 541,00		59,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	2 600,00	2 541,00		59,00
28182	Matériel de transport	11 150,00	11 118,00		32,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 300,00	3 635,75		-335,75
28184	Mobilier	2 600,00	2 521,00		79,00
28188	Autres immo. corporelles	1 600,00	1 505,00		95,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>592 844,58</b>	<b>436 990,60</b>		<b>155 853,98</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	545 793,00	0,00		545 793,00
2031	Frais d'études	400,00	0,00		400,00
2033	Frais d'insertion	300,00	0,00		300,00
2313	Constructions	545 093,00	0,00		545 093,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 138 637,58</b>	<b>436 990,60</b>		<b>701 646,98</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>2 236 684,44</b>	<b>440 617,60</b>	<b>0,00</b>	<b>1 796 066,84</b>
<b>Pour information</b>		<b>1 691 116,64</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					


(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.



Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
Reçu en préfecture le 06/07/2021  
Affiché le 06/07/2021   
ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					4 200 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					4 200 000,00									
152	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/12/2006	27/12/2006	01/04/2007	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,140	EUR	T	X	O	A-1
153	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	800 000,00	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1
155	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	2 400 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

**ALES - POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>4 200 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV  
A2.2**

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		3 214 270,77					226 009,12	77 129,13	0,00	23 718,19
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 214 270,77					226 009,12	77 129,13	0,00	23 718,19
152	N	0,00	A-1	686 228,57	16,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,080	29 167,90	28 795,02	0,00	0,00
153	N	0,00	A-1	562 640,88	9,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,260	49 626,50	13 898,47	0,00	12 594,56
155	N	0,00	A-1	1 965 401,32	11,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	147 214,72	34 435,64	0,00	11 123,63
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
<b>Total général</b>		0,00		3 214 270,77					226 009,12	77 129,13	0,00	23 718,19

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

## A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 214 270,77	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

**A4****A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		743 343,29	743 343,29	743 343,29	0,00
Provision pour risque irrécouvrabilité	0,00	20/06/2019	743 343,29	743 343,29	743 343,29	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>743 343,29</b>	<b>743 343,29</b>	<b>743 343,29</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>525 700,00</b>	<b>509 765,46</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>240 000,00</b>	<b>226 009,12</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	240 000,00	226 009,12
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>285 700,00</b>	<b>283 756,34</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	285 700,00	283 756,34
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>509 765,46</b>	<b>437 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>947 072,46</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>592 844,58</b>	<b>III 440 617,60</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>3 627,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276348	Créance Autres communes	0,00	3 627,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>592 844,58</b>	<b>436 990,60</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	1 100,00	1 660,85
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 200,00	1 158,00
28128	Autres aménagements de terrains	3 700,00	3 534,00
28132	Immeubles de rapport	135 000,00	134 339,00
28135	Installations générales, agencements, ..	25 000,00	13 703,00
28151	Réseaux de voirie	6 000,00	5 564,00
28152	Installations de voirie	301 000,00	250 724,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	50,00	50,00
281533	Réseaux câblés	600,00	576,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	90,00	87,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 750,00	1 733,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	2 600,00	2 541,00
281732	Immeubles de rapport (m. à dispo)	2 600,00	2 541,00
28182	Matériel de transport	11 150,00	11 118,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 300,00	3 635,75
28184	Mobilier	2 600,00	2 521,00
28188	Autres immo. corporelles	1 600,00	1 505,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	93 504,58	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>440 617,60</b>	<b>0,00</b>	<b>1 691 116,64</b>	<b>0,00</b>	<b>2 131 734,24</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	II	<b>947 072,46</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	IV	<b>2 131 734,24</b>
<b>Solde</b>	V = IV - II (3)	<b>1 184 661,78</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
28/03/2019	ENTRETIEN CLIM P3	2 832,26	0,00	20
02/12/2019	MANDAT EXTENSION BÂTIMENT H PM	28 895,83	0,00	20
05/12/2019	PAIEMENT A SPL FRAIS TRX HYDRAULIQUES	12 995,83	185,00	70
01/01/2020	CREANCE SORTIE BOUQUET	0,00	0,00	0
04/02/2020	ACQUISITION TRACTEUR POLYVALENT PM	41 350,00	0,00	12
12/02/2020	18M00189 - PRESTAT° INTELLECTUELLES	350,00	0,00	1
11/03/2020	TRAVAUX POLE MECANIQUE	10 773,00	0,00	25
04/04/2020	ETUDES PREALABLES SPL 18M00021	120 000,00	0,00	5
26/05/2020	19M00321-TRX SANITAIRES PM	40 000,20	0,00	25
18/08/2020	BORNE DE RECHARGEMENT ELECTRIQUE PM	23 511,00	0,00	10
02/09/2020	MATERIEL INFORMATIQUE PM	1 797,00	0,00	5
02/09/2020	MOBILIER ADMINISTRATIF PM	808,08	0,00	1
25/09/2020	MATELAS DE PROTECTION POUR CHUTES PM	2 291,67	0,00	10
05/10/2020	INST ET MATERIELS OUTILLAGES TECHNIQUES	916,50	0,00	1
06/10/2020	18M00247 HONORAIRES SPL TRX BAT H PM	8 695,63	0,00	5
06/10/2020	19M00052 - TRAVAUX DE VOIRIE PM	34 883,50	0,00	0
20/10/2020	18M00249 HONORAIRES SPL TRX HYDRAULIQUES	13 286,00	0,00	5
05/11/2020	MATERIEL DIVERS P.M	3 948,60	0,00	10
23/11/2020	TRX SUR CIRCUIT DE COURSE POLE MECA	570,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>347 905,10</b>	<b>185,00</b>	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800125

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO. (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	26
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 27

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO**I – INFORMATIONS GENERALES****INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE

#### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	5 922 911,77	G	5 922 911,77
	Section d'investissement	B	5 962 430,92	H	5 815 642,39

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	3 515 518,52 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	15 400 861,21	= G+H+I+J	11 738 554,16

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	5 922 911,77	= G+I+K	5 922 911,77
	Section d'investissement	= B+D+F	9 477 949,44	= H+J+L	5 815 642,39
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	15 400 861,21	= G+H+I+J+K+L	11 738 554,16

#### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	872 200,00	-530 900,87	576 733,33	0,00	826 367,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>872 200,00</b>	<b>-530 900,87</b>	<b>576 733,33</b>	<b>0,00</b>	<b>826 367,54</b>
66	Charges financières	35 000,00	28 065,89	2 963,33	0,00	3 970,78
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>907 200,00</b>	<b>-502 834,98</b>	<b>579 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>830 338,32</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	6 000 860,00	5 814 371,39			186 488,61
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	35 000,00	31 678,70			3 321,30
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>6 035 860,00</b>	<b>5 846 050,09</b>			<b>189 809,91</b>
<b>TOTAL</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 343 215,11</b>	<b>579 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>1 020 148,23</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	144 924,00	0,00	0,00	-144 924,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>144 924,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-144 924,00</b>
76	Produits financiers	0,00	194,38	0,00	0,00	-194,38
77	Produits exceptionnels	0,00	24 171,54	0,00	0,00	-24 171,54
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>169 289,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-169 289,92</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	6 908 060,00	5 721 943,15			1 186 116,85
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	35 000,00	31 678,70			3 321,30
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 753 621,85</b>			<b>1 189 438,15</b>
<b>TOTAL</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 922 911,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 020 148,23</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES


#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	245 000,00	240 487,77	0,00	4 512,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>	<b>0,00</b>	<b>4 512,23</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>	<b>0,00</b>	<b>4 512,23</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	6 908 060,00	5 721 943,15		1 186 116,85
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>6 908 060,00</b>	<b>5 721 943,15</b>		<b>1 186 116,85</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>7 153 060,00</b>	<b>5 962 430,92</b>	<b>0,00</b>	<b>1 190 629,08</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>3 515 518,52</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 667 718,52	0,00	0,00	4 667 718,52
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>4 667 718,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 667 718,52</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 271,00	0,00	-1 271,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>1 271,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 271,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>4 667 718,52</b>	<b>1 271,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 666 447,52</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	6 000 860,00	5 814 371,39		186 488,61
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>6 000 860,00</b>	<b>5 814 371,39</b>		<b>186 488,61</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>10 668 578,52</b>	<b>5 815 642,39</b>	<b>0,00</b>	<b>4 852 936,13</b>



Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
 Crédits annulés
ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

- (1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	45 832,46		45 832,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		31 678,70	31 678,70
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	31 029,22	0,00	31 029,22
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	843,86	843,86
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		5 813 527,53	5 813 527,53
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>76 861,68</b>	<b>5 846 050,09</b>	<b>5 922 911,77</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	240 487,77	0,00	240 487,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	5 721 943,15	5 721 943,15
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>240 487,77</b>	<b>5 721 943,15</b>	<b>5 962 430,92</b>
<b>Pour information</b>				<b>3 515 518,52</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>3 515 518,52</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	144 924,00		144 924,00
71	Production stockée (ou déstockage)		5 721 943,15	5 721 943,15
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	194,38	0,00	194,38
77	Produits exceptionnels	24 171,54	0,00	24 171,54
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		31 678,70	31 678,70
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>169 289,92</b>	<b>5 753 621,85</b>	<b>5 922 911,77</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 271,00	0,00	1 271,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		843,86	843,86
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	5 813 527,53	5 813 527,53
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>1 271,00</b>	<b>5 814 371,39</b>	<b>5 815 642,39</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>872 200,00</b>	<b>-530 900,87</b>	<b>576 733,33</b>	<b>0,00</b>	<b>826 367,54</b>
6015	Terrains à aménager	250 000,00	-500 833,33	500 833,33	0,00	250 000,00
6045	Achats études, prestat° services (terrai	80 000,00	-62 199,47	75 900,00	0,00	66 299,47
605	Achats matériel, équipements et travaux	535 000,00	26 032,93	0,00	0,00	508 967,07
608	Frais accessoires sur terrains en cours	7 200,00	6 099,00	0,00	0,00	1 101,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>872 200,00</b>	<b>-530 900,87</b>	<b>576 733,33</b>	<b>0,00</b>	<b>826 367,54</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>35 000,00</b>	<b>28 065,89</b>	<b>2 963,33</b>	<b>0,00</b>	<b>3 970,78</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	35 000,00	31 295,19	0,00	0,00	3 704,81
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-3 229,30	2 963,33	0,00	265,97
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>907 200,00</b>	<b>-502 834,98</b>	<b>579 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>830 338,32</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>6 000 860,00</b>	<b>5 814 371,39</b>			<b>186 488,61</b>
6662	Dot. amort. charges financ. à répartir	860,00	843,86			16,14
7133	Variat° en-cours de production biens	1 630 000,00	1 596 124,66			33 875,34
71355	Variat° stocks terrains aménagés	4 370 000,00	4 217 402,87			152 597,13
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>6 000 860,00</b>	<b>5 814 371,39</b>			<b>186 488,61</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>35 000,00</b>	<b>31 678,70</b>			<b>3 321,30</b>
608	Frais accessoires sur terrains en cours	35 000,00	31 678,70			3 321,30
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>6 035 860,00</b>	<b>5 846 050,09</b>			<b>189 809,91</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 343 215,11</b>	<b>579 696,66</b>	<b>0,00</b>	<b>1 020 148,23</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	2 963,33
Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 229,30
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-265,97

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	144 924,00	0,00	0,00	-144 924,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	144 924,00	0,00	0,00	-144 924,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>0,00</b>	<b>144 924,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-144 924,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	194,38	0,00	0,00	-194,38
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	194,38	0,00	0,00	-194,38
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	24 171,54	0,00	0,00	-24 171,54
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	24 094,54	0,00	0,00	-24 094,54
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	37,00	0,00	0,00	-37,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	40,00	0,00	0,00	-40,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>0,00</b>	<b>169 289,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-169 289,92</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	6 908 060,00	5 721 943,15			1 186 116,85
7133	Variat° en-cours de production biens	2 537 200,00	53 339,62			2 483 860,38
71355	Variat° stocks terrains aménagés	4 370 860,00	5 668 603,53			-1 297 743,53
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	35 000,00	31 678,70			3 321,30
796	Transferts charges financières	35 000,00	31 678,70			3 321,30
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 753 621,85</b>			<b>1 189 438,15</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>6 943 060,00</b>	<b>5 922 911,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 020 148,23</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	245 000,00	240 487,77	0,00	4 512,23
1641	Emprunts en euros	102 000,00	97 630,62	0,00	4 369,38
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	143 000,00	142 857,15	0,00	142,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>	<b>0,00</b>	<b>4 512,23</b>
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>	<b>0,00</b>	<b>4 512,23</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	6 908 060,00	5 721 943,15		1 186 116,85
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	6 908 060,00	5 721 943,15		1 186 116,85
3351	Terrains	1 530 236,00	0,00		1 530 236,00
3354	Etudes et prestations de services	330 000,00	13 700,53		316 299,47
3355	Travaux	554 764,00	26 032,93		528 731,07
33581	Frais accessoires	21 200,00	6 099,00		15 101,00
33586	Frais financiers	101 000,00	7 507,16		93 492,84
3555	Terrains aménagés	4 370 860,00	5 668 603,53		-1 297 743,53
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
	<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>6 908 060,00</b>	<b>5 721 943,15</b>		<b>1 186 116,85</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>	<b>7 153 060,00</b>	<b>5 962 430,92</b>	<b>0,00</b>	<b>1 190 629,08</b>
	<b>Pour information</b>	<b>3 515 518,52</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 667 718,52	0,00	0,00	4 667 718,52
1641	Emprunts en euros	4 667 718,52	0,00	0,00	4 667 718,52
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>4 667 718,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 667 718,52</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 271,00	0,00	-1 271,00
276348	Créance Autres communes	0,00	1 271,00	0,00	-1 271,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>1 271,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 271,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>4 667 718,52</b>	<b>1 271,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 666 447,52</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	6 000 860,00	5 814 371,39		186 488,61
3351	Terrains	1 300 000,00	1 280 029,47		19 970,53
3354	Etudes et prestations de services	250 000,00	237 370,96		12 629,04
33581	Frais accessoires	14 000,00	13 508,15		491,85
33586	Frais financiers	66 000,00	65 216,08		783,92
3555	Terrains aménagés	4 370 000,00	4 217 402,87		152 597,13
4817	Pénalités de renégociation de la dette	860,00	843,86		16,14
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>6 000 860,00</b>	<b>5 814 371,39</b>		<b>186 488,61</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>6 000 860,00</b>	<b>5 814 371,39</b>		<b>186 488,61</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>10 668 578,52</b>	<b>5 815 642,39</b>	<b>0,00</b>	<b>4 852 936,13</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					2 705 470,37									
1641 Emprunts en euros (total)					1 562 613,23									
031 Ream LI	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/08/2016	62 613,23	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,240	EUR	A	X	O	A-1
107/Lot indust	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	23/12/2012	01/01/2014	500 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
109	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
459	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	500 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 142 857,14									
056-Tirage EUR01M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/12/2010	27/12/2017	31/12/2018	1 142 857,14	V	Euribor 1M + 0.76	0,390	0,400	EUR	X	X	O	A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

**ALES - LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO. - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>0,00</b>									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>2 705 470,37</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		1 905 737,87					240 487,77	31 295,19	0,00	2 963,33
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 191 452,16					97 630,62	29 107,49	0,00	2 948,76
031 Ream LI	N	0,00	A-1	39 844,67	11,58	F	Taux fixe à 3.19 %	3,230	5 011,19	1 454,75	0,00	536,66
107/Lot indust	N	0,00	A-1	302 341,54	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,940	31 621,91	13 191,56	0,00	0,00
109	N	0,00	A-1	409 458,62	11,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	30 669,73	7 174,09	0,00	2 317,42
459	N	0,00	A-1	439 807,33	12,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	30 327,79	7 287,09	0,00	94,68
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		714 285,71					142 857,15	2 187,70	0,00	14,57
056-Tirage EUR01M	N	0,00	A-1	714 285,71	5,00	V	Euribor 1M + 0.76	0,280	142 857,15	2 187,70	0,00	14,57
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>1 905 737,87</b>					<b>240 487,77</b>	<b>31 295,19</b>	<b>0,00</b>	<b>2 963,33</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 905 737,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>245 000,00</b>	<b>240 487,77</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	102 000,00	97 630,62
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	143 000,00	142 857,15
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>240 487,77</b>	<b>0,00</b>	<b>3 515 518,52</b>	<b>3 756 006,29</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>860,00</b>	<b>2 114,86</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>1 271,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
276348	Créance Autres communes	0,00	1 271,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>860,00</b>	<b>843,86</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	860,00	843,86
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>2 114,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 114,86</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 3 756 006,29</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 2 114,86</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -3 753 891,43</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****A8****A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				6 750,91	1 687,72	843,86	4 219,33
2015	Indemnités capitalisées	16	13/10/2015	6 750,91	1 687,72	843,86	4 219,33

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>20006691800182</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>EPCI ALES</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE :

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 28

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 29

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 30

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions 31

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées 35

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 36

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 38

A8.3 - Opérations liées aux cessions 39

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 40

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 41

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

## **D - Arrêté et signatures**

### D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES  
MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMIN VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	7 133 665,65	G	10 495 299,20	G-A	3 361 633,55
	Section d'investissement	B	7 602 045,96	H	9 831 178,58	H-B	2 229 132,62

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 657 723,51 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 456 511,92 (si excédent)

		=		=		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	14 735 711,61	Q= G+H+I+J	24 440 713,21	=Q-P	9 705 001,60

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 562 690,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 562 690,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	7 133 665,65	= G+I+K	13 153 022,71	6 019 357,06	
	Section d'investissement	= B+D+F	12 164 735,96	= H+J+L	11 287 690,50	-877 045,46	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	19 298 401,61	= G+H+I+J+K+L	24 440 713,21	5 142 311,60	

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	4 562 690,00	L	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
20	Immobilisations incorporelles	1 037 370,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	113 320,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 412 000,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 128 300,00	411 360,35	30 841,91	0,00	686 097,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	853 000,00	739 640,74	500,00	0,00	112 859,26
014	Atténuations de produits	62 000,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
65	Autres charges de gestion courante	574 300,00	215 011,75	0,00	0,00	359 288,25
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>2 617 600,00</b>	<b>1 366 012,84</b>	<b>31 341,91</b>	<b>0,00</b>	<b>1 220 245,25</b>
66	Charges financières	2 083 000,00	1 329 236,60	595 632,97	0,00	158 130,43
67	Charges exceptionnelles	230 500,00	83 289,03	0,00	0,00	147 210,97
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	312 647,00	312 647,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>5 243 747,00</b>	<b>3 091 185,47</b>	<b>626 974,88</b>	<b>0,00</b>	<b>1 525 586,65</b>
023	Virement à la section d'investissement (4)	1 642 714,51				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	3 833 800,00	3 415 505,30			418 294,70
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>5 476 514,51</b>	<b>3 415 505,30</b>			<b>2 061 009,21</b>
<b>TOTAL</b>		<b>10 720 261,51</b>	<b>6 506 690,77</b>	<b>626 974,88</b>	<b>0,00</b>	<b>3 586 595,86</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>						

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 679 000,00	5 576 805,51	1 631 513,65	0,00	-2 529 319,16
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	315 000,00	292 687,26	0,00	0,00	22 312,74
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>4 994 000,00</b>	<b>5 869 492,77</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 507 006,42</b>
76	Produits financiers	2 084 314,00	2 132 796,67	0,00	0,00	-48 482,67
77	Produits exceptionnels	293 224,00	366 618,56	0,00	0,00	-73 394,56
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>7 371 538,00</b>	<b>8 368 908,00</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 628 883,65</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	691 000,00	494 877,55			196 122,45
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>			<b>196 122,45</b>
<b>TOTAL</b>		<b>8 062 538,00</b>	<b>8 863 785,55</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 432 761,20</b>
<b>Pour information</b>		<b>2 657 723,51</b>				
<b>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	2 063 153,00	292 017,36	1 037 370,00	733 765,64
21	Immobilisations corporelles	259 967,00	127 224,94	113 320,00	19 422,06
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 721 984,00	2 393 478,37	3 412 000,00	916 505,63
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>9 045 104,00</b>	<b>2 812 720,67</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>1 669 693,33</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 200 000,00	3 709 499,19	0,00	490 500,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>4 450 000,00</b>	<b>3 709 499,19</b>	<b>0,00</b>	<b>740 500,81</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>13 495 104,00</b>	<b>6 522 219,86</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>2 410 194,14</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	691 000,00	494 877,55		196 122,45
041	Opérations patrimoniales (2)	1 062 837,00	584 948,55		477 888,45
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>1 753 837,00</b>	<b>1 079 826,10</b>		<b>674 010,90</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>15 248 941,00</b>	<b>7 602 045,96</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>3 084 205,04</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 752 130,00	974 070,22	0,00	778 059,78
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 361 494,57	2 441 275,69	0,00	920 218,88
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>5 113 624,57</b>	<b>3 415 345,91</b>	<b>0,00</b>	<b>1 698 278,66</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	1 836 463,00	2 301 251,67	0,00	-464 788,67
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	302 990,00	114 127,15	0,00	188 862,85
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>2 139 453,00</b>	<b>2 415 378,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-275 925,82</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>7 253 077,57</b>	<b>5 830 724,73</b>	<b>0,00</b>	<b>1 422 352,84</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	1 642 714,51			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	3 833 800,00	3 415 505,30		418 294,70
041	Opérations patrimoniales (2)	1 062 837,00	584 948,55		477 888,45
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>6 539 351,51</b>	<b>4 000 453,85</b>		<b>2 538 897,66</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>13 792 429,08</b>	<b>9 831 178,58</b>	<b>0,00</b>	<b>3 961 250,50</b>
	<b>Pour information</b>	<b>1 456 511,92</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	442 202,26		442 202,26
012	Charges de personnel, frais assimilés	740 140,74		740 140,74
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	215 011,75		215 011,75
66	Charges financières	1 924 869,57	0,00	1 924 869,57
67	Charges exceptionnelles	83 289,03	0,00	83 289,03
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	312 647,00	3 415 505,30	3 728 152,30
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>3 718 160,35</b>	<b>3 415 505,30</b>	<b>7 133 665,65</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>7 133 665,65</b>
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	494 877,55	494 877,55
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 709 499,19	0,00	3 709 499,19
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	292 017,36	0,00	292 017,36
21	Immobilisations corporelles (6)	127 224,94	443 794,00	571 018,94
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 393 478,37	0,00	2 393 478,37
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	141 154,55	141 154,55
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>6 522 219,86</b>	<b>1 079 826,10</b>	<b>7 602 045,96</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>7 602 045,96</b>
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	7 208 319,16		7 208 319,16
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	292 687,26		292 687,26
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	2 132 796,67	0,00	2 132 796,67
77	Produits exceptionnels	366 618,56	494 877,55	861 496,11
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>10 000 421,65</b>	<b>494 877,55</b>	<b>10 495 299,20</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>2 657 723,51</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>13 153 022,71</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	974 070,22	0,00	974 070,22
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 441 275,69	0,00	2 441 275,69
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	473 092,54	473 092,54
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	530,80	530,80
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	111 325,21	111 325,21
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	114 127,15	0,00	114 127,15
28	Amortissement des immobilisations		2 136 201,22	2 136 201,22
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			1 279 304,08	1 279 304,08
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>3 529 473,06</b>	<b>4 000 453,85</b>	<b>7 529 926,91</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>1 456 511,92</b>
---	---------------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>2 301 251,67</b>
------------------------------------	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>11 287 690,50</b>
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (2) (3)</b>	<b>1 128 300,00</b>	<b>411 360,35</b>	<b>30 841,91</b>	<b>0,00</b>	<b>686 097,74</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	105 000,00	109 496,10	0,00	0,00	-4 496,10
6063	Fournitures entretien et petit équipt	24 000,00	5 150,80	951,11	0,00	17 898,09
6066	Carburants	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6068	Autres matières et fournitures	3 000,00	1 375,00	0,00	0,00	1 625,00
611	Sous-traitance générale	220 000,00	59 339,48	9 500,00	0,00	151 160,52
6135	Locations mobilières	0,00	35,06	0,00	0,00	-35,06
6137	Redevances, droits de passage, servitude	6 000,00	3 161,25	0,00	0,00	2 838,75
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6156	Maintenance	465 000,00	193 024,41	8 050,00	0,00	263 925,59
617	Etudes et recherches	65 000,00	35 079,48	10 839,80	0,00	19 080,72
618	Divers	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	153 000,00	1 595,00	0,00	0,00	151 405,00
6231	Annonces et insertions	6 000,00	450,00	0,00	0,00	5 550,00
6257	Réceptions	500,00	180,64	0,00	0,00	319,36
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	2 467,33	1 501,00	0,00	6 031,67
627	Services bancaires et assimilés	0,00	5,80	0,00	0,00	-5,80
6287	Remboursements de frais	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
63512	Taxes foncières	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>853 000,00</b>	<b>739 640,74</b>	<b>500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>112 859,26</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	623 000,00	520 635,74	0,00	0,00	102 364,26
6218	Autre personnel extérieur	230 000,00	219 005,00	500,00	0,00	10 495,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (4)</b>	<b>62 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 000,00</b>
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	62 000,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>574 300,00</b>	<b>215 011,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>359 288,25</b>
6541	Créances admises en non-valeur	320 000,00	90 581,90	0,00	0,00	229 418,10
658	Charges diverses de gestion courante	254 300,00	124 429,85	0,00	0,00	129 870,15
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011+012+014+65)</b>		<b>2 617 600,00</b>	<b>1 366 012,84</b>	<b>31 341,91</b>	<b>0,00</b>	<b>1 220 245,25</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (5)</b>	<b>2 083 000,00</b>	<b>1 329 236,60</b>	<b>595 632,97</b>	<b>0,00</b>	<b>158 130,43</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 000 000,00	1 855 211,30	0,00	0,00	144 788,70
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	73 000,00	-525 981,69	595 632,97	0,00	3 348,72
6688	Autre	10 000,00	6,99	0,00	0,00	9 993,01
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>230 500,00</b>	<b>83 289,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>147 210,97</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	230 000,00	82 754,47	0,00	0,00	147 245,53
678	Autres charges exceptionnelles	500,00	534,56	0,00	0,00	-34,56
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)</b>	<b>312 647,00</b>	<b>312 647,00</b>			<b>0,00</b>
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	312 647,00	312 647,00			0,00
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a+b+c+d+e+f</b>		<b>5 243 747,00</b>	<b>3 091 185,47</b>	<b>626 974,88</b>	<b>0,00</b>	<b>1 525 586,65</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>1 642 714,51</b>				
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)</b>	<b>3 833 800,00</b>	<b>3 415 505,30</b>			<b>418 294,70</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	2 553 800,00	2 136 201,22			417 598,78
6812	Dot. amort. Charges exploit. à répartir	1 280 000,00	0,00			1 280 000,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	1 279 304,08			-1 279 304,08
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>5 476 514,51</b>	<b>3 415 505,30</b>			<b>2 061 009,21</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 476 514,51</b>	<b>3 415 505,30</b>			<b>2 061 009,21</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b> <b>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>10 720 261,51</b>	<b>6 506 690,77</b>	<b>626 974,88</b>	<b>0,00</b>	<b>3 586 595,86</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>						

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice

595 632,97

- Montant des ICNE de l'exercice N-1
= Différence ICNE N – ICNE N-1

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
- (2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
- (3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
- (4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
- (5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
- (6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>4 679 000,00</b>	<b>5 576 805,51</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 529 319,16</b>
70611	Redevance d'assainissement collectif	3 679 000,00	4 112 625,11	1 631 513,65	0,00	-2 065 138,76
70613	Participations assainissement collectif	1 000 000,00	1 464 180,40	0,00	0,00	-464 180,40
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>315 000,00</b>	<b>292 687,26</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>22 312,74</b>
741	Primes d'épuration	280 000,00	292 687,26	0,00	0,00	-12 687,26
748	Autres subventions d'exploitation	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>4 994 000,00</b>	<b>5 869 492,77</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 507 006,42</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>2 084 314,00</b>	<b>2 132 796,67</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-48 482,67</b>
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	48 481,93	0,00	0,00	-48 481,93
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	2 084 314,00	2 084 314,74	0,00	0,00	-0,74
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>293 224,00</b>	<b>366 618,56</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-73 394,56</b>
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	31 847,44	0,00	0,00	-31 847,44
778	Autres produits exceptionnels	293 224,00	334 771,12	0,00	0,00	-41 547,12
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>7 371 538,00</b>	<b>8 368 908,00</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 628 883,65</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6)</b>	<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>			<b>196 122,45</b>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	691 000,00	494 877,55			196 122,45
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>			<b>196 122,45</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>8 062 538,00</b>	<b>8 863 785,55</b>	<b>1 631 513,65</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 432 761,20</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>2 657 723,51</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-48 481,93
= Différence ICNE N – ICNE N-1	48 481,93

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>2 063 153,00</b>	<b>292 017,36</b>	<b>1 037 370,00</b>	<b>733 765,64</b>
2031	Frais d'études	2 048 153,00	288 226,18	1 037 370,00	722 556,82
2033	Frais d'insertion	15 000,00	3 791,18	0,00	11 208,82
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>259 967,00</b>	<b>127 224,94</b>	<b>113 320,00</b>	<b>19 422,06</b>
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	1 904,00	0,00	-1 904,00
21532	Réseaux d'assainissement	259 967,00	113 426,09	113 320,00	33 220,91
21562	Service d'assainissement	0,00	6 304,21	0,00	-6 304,21
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	5 590,64	0,00	-5 590,64
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>6 721 984,00</b>	<b>2 393 478,37</b>	<b>3 412 000,00</b>	<b>916 505,63</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 721 984,00	2 393 478,37	3 412 000,00	916 505,63
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>9 045 104,00</b>	<b>2 812 720,67</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>1 669 693,33</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>4 200 000,00</b>	<b>3 709 499,19</b>	<b>0,00</b>	<b>490 500,81</b>
1641	Emprunts en euros	3 090 000,00	3 045 988,17	0,00	44 011,83
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	228 000,00	167 919,15	0,00	60 080,85
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	800 000,00	441 275,69	0,00	358 724,31
1678	Autres dettes condit° particulières	48 000,00	47 677,41	0,00	322,59
1687	Autres dettes	34 000,00	6 638,77	0,00	27 361,23
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>250 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>250 000,00</b>
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>4 450 000,00</b>	<b>3 709 499,19</b>	<b>0,00</b>	<b>740 500,81</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>13 495 104,00</b>	<b>6 522 219,86</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>2 410 194,14</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (5)</b>	<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>		<b>196 122,45</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur(6)</b>	<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>		<b>196 122,45</b>
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	360 000,00	253 026,75		106 973,25
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	128 000,00	28 859,96		99 140,04
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	17 000,00	16 324,54		675,46
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	52 000,00	58 055,47		-6 055,47
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	0,00	3 020,00		-3 020,00
13918	Autres subventions d'équipement	130 000,00	129 801,07		198,93
13933	Sub. transf cpte résult. P.A.E.	4 000,00	5 789,76		-1 789,76
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (7)</b>	<b>1 062 837,00</b>	<b>584 948,55</b>		<b>477 888,45</b>
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	1 200,00		-1 200,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	442 594,00		-442 594,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	468 000,00	0,00		468 000,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	550 000,00	96 318,05		453 681,95
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	44 837,00	44 836,50		0,50
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>1 753 837,00</b>	<b>1 079 826,10</b>		<b>674 010,90</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>15 248 941,00</b>	<b>7 602 045,96</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>3 084 205,04</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.




### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 752 130,00</b>	<b>974 070,22</b>	<b>0,00</b>	<b>778 059,78</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	1 752 130,00	731 367,21	0,00	1 020 762,79
1313	Subv. équipt Départements	0,00	242 703,01	0,00	-242 703,01
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées(hors 165)</b>	<b>3 361 494,57</b>	<b>2 441 275,69</b>	<b>0,00</b>	<b>920 218,88</b>
1641	Emprunts en euros	2 561 494,57	2 000 000,00	0,00	561 494,57
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	800 000,00	441 275,69	0,00	358 724,31
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>5 113 624,57</b>	<b>3 415 345,91</b>	<b>0,00</b>	<b>1 698 278,66</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>1 836 463,00</b>	<b>2 301 251,67</b>	<b>0,00</b>	<b>-464 788,67</b>
1068	Autres réserves	1 836 463,00	2 301 251,67	0,00	-464 788,67
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>302 990,00</b>	<b>114 127,15</b>	<b>0,00</b>	<b>188 862,85</b>
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	300 000,00	96 318,05	0,00	203 681,95
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	2 990,00	17 809,10	0,00	-14 819,10
<b>Total des recettes financières</b>		<b>2 139 453,00</b>	<b>2 415 378,82</b>	<b>0,00</b>	<b>-275 925,82</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>7 253 077,57</b>	<b>5 830 724,73</b>	<b>0,00</b>	<b>1 422 352,84</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>1 642 714,51</b>			
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)</b>	<b>3 833 800,00</b>	<b>3 415 505,30</b>		<b>418 294,70</b>
28031	Frais d'études	1 800,00	11 136,16		-9 336,16
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	1 074,00		-1 074,00
28128	Aménagement Autres terrains	1 000,00	916,53		83,47
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	900,00	819,81		80,19
28138	Aménagement Autres constructions	4 700,00	4 681,00		19,00
28151	Installations complexes spécialisées	225 000,00	224 552,12		447,88
281532	Réseaux d'assainissement	670 000,00	664 601,33		5 398,67
28154	Matériel industriel	170,00	169,00		1,00
281562	Service d'assainissement	110,00	102,89		7,11
281728	Autres terrains (mise à disposition)	0,00	1 800,00		-1 800,00
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	75 000,00	74 902,89		97,11
2817351	Aménagt Bât. d'exploitation (mad)	115 000,00	111 269,04		3 730,96
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	37 500,00	37 300,17		199,83
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	0,00	76,00		-76,00
2817532	Réseaux d'assainissement (mad)	700 000,00	496 514,87		203 485,13
281754	Matériel industriel (mise à disposition)	60,00	52,03		7,97
2817562	Service d'assainissement (mad)	720 000,00	502 881,38		217 118,62
281757	Aménagement matériel industriel (mad)	0,00	935,00		-935,00
281783	Matériel bureau et info (mise à dispo)	250,00	245,00		5,00
28183	Matériel de bureau et informatique	1 700,00	1 609,40		90,60
28184	Mobilier	260,00	255,60		4,40
28188	Autres	350,00	307,00		43,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 280 000,00	1 279 304,08		695,92
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>5 476 514,51</b>	<b>3 415 505,30</b>		<b>2 061 009,21</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (6)</b>	<b>1 062 837,00</b>	<b>584 948,55</b>		<b>477 888,45</b>
2031	Frais d'études	460 000,00	460 235,88		-235,88
2033	Frais d'insertion	8 000,00	12 856,66		-4 856,66
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	530,80		-530,80
2315	Installat°, matériel et outillage techni	594 837,00	111 325,21		483 511,79
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>6 539 351,51</b>	<b>4 000 453,85</b>		<b>2 538 897,66</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>13 792 429,08</b>	<b>9 831 178,58</b>	<b>0,00</b>	<b>3 961 250,50</b>

**ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	<b>1 456 511,92</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
- (2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
- (3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
- (5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

**III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					78 410 874,71									
1641 Emprunts en euros (total)					77 710 874,71									
080-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/05/2018	01/01/2019	01/07/2019	355 806,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
147-1	CREDIT AGRICOLE	24/01/2012	01/01/2020	01/03/2020	41 907,00	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	4,750	EUR	A	P	O	A-1
147-2	CREDIT AGRICOLE	08/10/2010	01/01/2020	01/03/2020	125 383,68	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
147-3	CREDIT AGRICOLE	09/04/2001	01/01/2020	29/02/2020	14 759,65	F	Taux fixe à 5.58 %	5,580	5,700	EUR	T	P	O	A-1
147-4	CAISSE D'EPARGNE	04/01/2013	01/01/2020	25/01/2020	22 750,88	F	Taux fixe à 4.67 %	4,670	4,750	EUR	T	P	O	A-1
188- 10001	SFIL CAFFIL	14/05/2008	01/01/2013	01/04/2013	42 271,57	F	Taux fixe à 4.68 %	4,680	4,680	EUR	A	P	O	A-1
197- 20001	SFIL CAFFIL	26/06/2006	01/01/2013	01/04/2013	77 133,35	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,460	EUR	A	P	O	A-1
197-1	CAISSE D'EPARGNE	23/10/2019	04/11/2019	25/11/2021	6 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	X	F	O	A-1
20191	BANQUE POSTALE	26/04/2013	01/01/2019	01/06/2019	273 573,14	F	Taux fixe à 3.87 %	3,870	3,870	EUR	A	P	O	A-1
201910	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2010	01/01/2019	25/07/2019	297 000,87	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,020	EUR	A	P	O	A-1
201911	CAISSE D'EPARGNE	28/06/2002	01/01/2019	25/06/2019	51 811,41	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	0,130	0,130	EUR	A	P	O	A-1
201912	CREDIT AGRICOLE	01/09/2015	01/01/2019	02/01/2019	73 230,02	F	Taux fixe à 1.94 %	1,940	1,940	EUR	A	P	O	A-1
201913	CREDIT AGRICOLE	31/10/2018	01/01/2019	11/02/2019	800 000,00	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	2,160	EUR	T	P	O	A-1
201914	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	01/01/2019	03/01/2019	102 596,27	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,950	EUR	M	P	O	A-1

ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Caractéristiques	Categorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
											dicité des remboursements (6)	Proportion d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	
201915	CREDIT AGRICOLE	03/01/2013	01/01/2019	18/01/2019	439 758,61	F	Taux fixe à 4.93 %	4,930	5,020	EUR	T	P	O	A-1
201916	CREDIT AGRICOLE	05/07/2004	01/01/2019	30/01/2019	40 572,30	F	Taux fixe à 4.72 %	4,720	4,780	EUR	S	P	O	A-1
201918	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/11/2014	01/01/2019	01/03/2019	188 174,28	V	Livret A + 1	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1
20192	CREDIT MUTUEL	12/03/2018	01/01/2019	31/03/2019	222 560,29	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
20193	DEXIA CL	01/01/2019	01/01/2019	01/05/2019	8 585,97	F	Taux fixe à 6.1 %	6,100	6,100	EUR	A	P	O	A-1
20194	SFIL CAFFIL	13/03/2002	01/01/2019	01/04/2019	22 410,90	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	0,060	0,060	EUR	A	P	O	A-1
20195	SFIL CAFFIL	16/06/2003	01/01/2019	01/09/2019	37 023,80	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	4,950	EUR	A	P	O	A-1
20197	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2017	01/01/2019	25/10/2019	143 838,78	F	Taux fixe à 2.02 %	2,020	2,020	EUR	A	P	O	A-1
20198	CAISSE D'EPARGNE	15/11/2018	01/01/2019	25/02/2019	181 000,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
20199	CAISSE D'EPARGNE	15/05/2012	01/01/2019	25/05/2019	168 764,25	F	Taux fixe à 4.39 %	4,390	4,390	EUR	A	P	O	A-1
2020-010-2	SFIL CAFFIL	10/06/2013	01/01/2020	01/08/2020	109 800,00	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	3,600	EUR	A	C	O	A-1
2020-027-1	CREDIT AGRICOLE	11/10/2010	01/01/2020	15/01/2020	79 459,73	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	3,160	EUR	A	P	O	A-1
2020-027-2	CREDIT AGRICOLE	10/10/2019	01/01/2020	01/10/2020	34 000,00	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	0,760	EUR	A	P	O	A-1
2020-079-1	CAISSE D'EPARGNE	28/01/2011	01/01/2020	25/02/2020	34 124,88	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	3,620	EUR	A	P	O	A-1
2020-105	CAISSE D'EPARGNE	07/06/2018	01/01/2020	25/03/2020	133 218,42	F	Taux fixe à 2.19 %	2,190	2,210	EUR	T	P	O	A-1
2020-223-1	CREDIT AGRICOLE	18/11/2019	01/01/2020	27/11/2020	210 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,040	EUR	A	P	O	A-1
2020-243-1	CREDIT AGRICOLE	28/02/2006	01/01/2020	28/02/2020	189 789,56	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	3,980	EUR	A	P	O	A-1
2020-243-2	CREDIT AGRICOLE	26/10/2009	01/01/2020	28/01/2020	112 648,24	V	(Euribor 3M + 2.49) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	2,100	2,120	EUR	T	P	O	A-1
2020-243-3	CAISSE D'EPARGNE	06/05/2004	01/01/2020	25/06/2020	225 274,62	F	Taux fixe à 4.04 %	4,040	4,040	EUR	A	P	O	A-1
2020-253-2	CAISSE D'EPARGNE	11/07/2016	01/01/2020	25/02/2020	155 956,51	F	Taux fixe à 2.04 %	2,040	2,060	EUR	T	P	O	A-1

ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-261-1	CREDIT AGRICOLE	03/11/2017	01/01/2020	31/01/2020	35 171,70	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,510	EUR	A	P	O	A-1
2020-270 1	CAISSE D'EPARGNE	10/02/2014	01/01/2020	25/03/2020	275 147,68	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,480	EUR	A	P	O	A-1
2020-270-2	CAISSE D'EPARGNE	26/09/2007	01/01/2020	25/01/2020	36 622,64	F	Taux fixe à 4.87 %	4,870	4,870	EUR	A	P	O	A-1
2020-270-3	CAISSE D'EPARGNE	28/04/2017	01/01/2020	25/08/2020	75 203,90	F	Taux fixe à 2.41 %	2,410	2,410	EUR	A	P	O	A-1
2020-270-4	CREDIT AGRICOLE	11/05/2011	01/01/2020	15/08/2020	39 469,40	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,190	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-1	CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/05/2007	01/01/2020	29/02/2020	1 063 016,45	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,470	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-2	SFIL CAFFIL	12/12/2005	01/01/2020	02/01/2020	135 725,15	F	Taux fixe à 4.54 %	4,540	4,540	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-3	CAISSE D'EPARGNE	12/02/2008	01/01/2020	25/12/2020	116 258,76	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-305-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2016	01/01/2020	07/01/2020	90 479,95	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	1,270	EUR	T	P	O	A-1
2020-305-2	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	01/01/2020	25/07/2020	134 721,24	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	4,300	EUR	A	P	O	A-1
2020-329-1	CREDIT AGRICOLE	22/04/2006	01/01/2020	29/02/2020	63 287,11	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,110	EUR	T	P	O	A-1
2021 ream ass	CAISSE D'EPARGNE	07/01/2021	25/11/2020	25/02/2021	734 662,15	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	P	O	A-1
2119	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	01/01/2020	25/03/2020	211 361,55	V	Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M + 0.42	0,020	0,020	EUR	T	P	O	A-1
260	CREDIT AGRICOLE	05/06/2000	30/11/2000	28/02/2001	302 830,77	F	Taux fixe à 5.7 %	5,700	5,820	EUR	T	P	O	A-1
348-30001	CREDIT AGRICOLE	21/12/2004	01/01/2013	30/03/2013	8 508,41	V	(Moyenne de Euribor 12M + 0.658) + Cap 5.302 sur Moyenne de Euribor 12M	1,550	1,560	EUR	T	X	O	A-1
350 ream	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/09/2016	48 955 453,41	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,300	EUR	A	X	O	A-1
370	CREDIT AGRICOLE	18/06/2002	30/07/2002	30/01/2003	2 500 000,00	F	Taux fixe à 5.24 %	5,240	5,310	EUR	S	P	O	A-1

**ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
373	CREDIT AGRICOLE	16/12/2009	28/12/2009	05/03/2010	1 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	1,130	1,130	EUR	T	X	O	A-1
376	CREDIT AGRICOLE	26/03/2015	31/03/2015	30/06/2015	2 373 672,63	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	4,040	EUR	T	P	O	A-1
378	CREDIT AGRICOLE	22/10/2018	31/10/2018	31/10/2019	989 242,00	F	Taux fixe à 2 %	2,000	2,000	EUR	A	P	O	A-1
379	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/04/2014	09/03/2017	01/06/2017	218 000,00	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1
380	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/08/2018	2 458 066,80	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	2,400	EUR	A	P	O	A-1
381	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/08/2018	1 472 788,03	F	Taux fixe à 2.39 %	2,390	2,390	EUR	A	P	O	A-1
382	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/01/2019	02/01/2019	26/12/2022	6 500 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	X	C	O	A-1
457	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,130	EUR	A	P	O	A-1
551-33	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/12/2012	03/12/2012	01/01/2014	400 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
90005	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	19/12/2008	19/12/2008	23/03/2009	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.65 %	3,650	3,760	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					700 000,00									
90003-Tirage T4M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/12/2002	23/12/2002	23/12/2011	0,00	V	(T4M(Postfixé) + 0.12)-Floor -0.12 sur T4M(Postfixé)	0,700	0,710	EUR	X	X	O	A-1
C09284-CONSOLIDATION	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	07/11/2016	30/12/2016	23/03/2017	700 000,00	F	Taux fixe à 1.78 %	1,780	1,820	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					659 347,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

**ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Forme d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					659 347,00									
327	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	06/08/2003	06/08/2003	16/11/2006	43 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
328	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	25/09/2003	25/09/2003	16/12/2006	80 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
329	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	20/10/2003	20/10/2003	16/11/2007	130 800,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
331	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	25/09/2003	25/09/2003	16/07/2008	54 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
333	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	22/08/2005	22/08/2005	16/01/2009	21 660,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
334	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	07/10/2005	07/10/2005	16/01/2009	17 260,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
336	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	22/06/2006	22/06/2006	16/10/2009	200 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
338	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	11/05/2006	11/05/2006	16/06/2011	38 627,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
339	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	09/01/2006	09/01/2006	16/08/2011	73 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>65 367,39</b>									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					65 367,39									
2020-253-3	CREDIT AGRICOLE	03/11/2010	01/01/2020	02/01/2020	61 711,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	P	O	A-1
Régl. Rembt St Jean de Serres					3 656,39			0,000	0,000			P	N	-
<b>Total général</b>					<b>79 135 589,10</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV  
A1.2**

**A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		60 676 132,24					3 213 907,32	1 853 010,46	0,00	595 481,58
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		59 949 000,06					3 045 988,17	1 842 205,41	0,00	595 253,18
080-2	N	0,00	A-1	338 015,70	37,50	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,370	8 895,15	5 203,66	0,00	2 100,86
147-1	N	0,00	A-1	40 863,52	21,17	F	Taux fixe à 4.75 %	8,780	1 043,48	1 990,58	0,00	1 612,12
147-2	N	0,00	A-1	121 505,31	20,17	F	Taux fixe à 3.5 %	6,480	3 878,37	4 388,43	0,00	3 532,09
147-3	N	0,00	A-1	12 820,14	5,41	F	Taux fixe à 5.58 %	6,080	1 939,51	783,49	0,00	59,61
147-4	N	0,00	A-1	21 478,86	12,07	F	Taux fixe à 4.67 %	5,540	2 650,04	2 167,52	0,00	181,11
188- 10001	N	0,00	A-1	10 067,09	1,25	F	Taux fixe à 4.68 %	4,670	4 698,59	691,03	0,00	352,05
197- 20001	N	0,00	A-1	38 866,35	5,25	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	5 544,87	1 980,74	0,00	1 295,26
197-1	N	0,00	A-1	6 000,00	0,90	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,00	34,93	0,00	3,21
20191	N	0,00	A-1	226 838,21	7,42	F	Taux fixe à 3.87 %	3,860	23 811,04	9 700,13	0,00	5 096,49
201910	N	0,00	A-1	260 603,17	10,57	F	Taux fixe à 4.02 %	4,010	18 557,44	11 222,26	0,00	4 510,61
201911	N	0,00	A-1	28 605,68	2,48	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	0,050	11 613,07	16,36	0,00	9,91
201912	N	0,00	A-1	58 033,07	6,00	F	Taux fixe à 1.94 %	1,930	7 671,47	1 274,67	0,00	1 119,59
201913	N	0,00	A-1	761 107,07	27,86	F	Taux fixe à 2.14 %	2,130	19 653,98	16 551,26	0,00	2 216,93
201914	N	0,00	A-1	83 486,62	6,92	F	Taux fixe à 4.84 %	4,830	9 785,56	4 299,20	0,00	303,06
201915	N	0,00	A-1	411 458,52	17,30	F	Taux fixe à 4.93 %	4,920	17 968,37	26 052,37	0,00	4 056,98

ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
201916	N	0,00	A-1	28 288,65	3,58	F	Taux fixe à 4.72 %	4,710	6 285,06	1 558,58	0,00	556,34
201918	N	0,00	A-1	170 252,92	18,92	V	Livret A + 1	1,530	8 960,68	2 733,76	0,00	204,58
20192	N	0,00	A-1	202 307,73	17,25	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	10 202,09	3 130,43	0,00	0,00
20193	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6.1 %	6,140	4 419,95	269,81	0,00	0,00
20194	N	0,00	A-1	6 943,48	0,25	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	0,110	7 730,12	20,59	0,00	4,59
20195	N	0,00	A-1	33 138,66	11,67	F	Taux fixe à 4.95 %	4,940	3 885,14	3 571,52	0,00	542,23
20197	N	0,00	A-1	131 140,45	16,82	F	Taux fixe à 2.02 %	2,010	6 412,65	2 778,57	0,00	478,30
20198	N	0,00	A-1	159 835,93	12,90	F	Taux fixe à 1.97 %	1,960	10 686,01	3 280,67	0,00	306,13
20199	N	0,00	A-1	136 687,28	6,40	F	Taux fixe à 4.39 %	4,380	16 382,97	6 719,78	0,00	3 583,67
2020-010-2	N	0,00	A-1	97 600,00	7,58	F	Taux fixe à 3.6 %	5,160	12 200,00	3 952,80	0,00	1 454,24
2020-027-1	N	0,00	A-1	73 306,58	9,04	F	Taux fixe à 3.16 %	6,430	6 153,15	2 510,93	0,00	2 219,97
2020-027-2	N	0,00	A-1	32 419,49	18,75	F	Taux fixe à 0.76 %	0,910	1 580,51	244,28	0,00	60,91
2020-079-1	N	0,00	A-1	31 803,84	10,15	F	Taux fixe à 3.62 %	6,880	2 321,04	1 235,32	0,00	2 219,96
2020-105	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.19 %	2,230	3 298,26	2 644,50	0,00	39,19
2020-223-1	N	0,00	A-1	202 601,37	23,91	F	Taux fixe à 1.04 %	1,130	7 398,63	2 178,03	0,00	193,15
2020-243-1	N	0,00	A-1	181 766,95	15,16	F	Taux fixe à 3.98 %	7,440	8 022,61	7 553,62	0,00	6 068,79
2020-243-2	N	0,00	A-1	108 074,32	18,83	V	(Euribor 3M + 2.49) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	2,470	4 573,92	2 350,77	0,00	368,72
2020-243-3	N	0,00	A-1	214 985,56	14,48	F	Taux fixe à 4.04 %	6,170	10 289,06	9 101,09	0,00	4 463,34
2020-253-2	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.04 %	2,270	5 677,77	3 138,26	0,00	298,05
2020-261-1	N	0,00	A-1	32 702,73	11,08	F	Taux fixe à 1.51 %	2,990	2 468,97	531,09	0,00	452,66
2020-270 1	N	0,00	A-1	263 029,31	15,23	F	Taux fixe à 3.43 %	6,260	12 118,37	9 594,86	0,00	7 042,10
2020-270-2	N	0,00	A-1	35 304,97	16,07	F	Taux fixe à 4.87 %	9,560	1 317,67	1 783,52	0,00	1 599,95

**ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-270-3	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.41 %	3,350	2 485,09	2 250,54	0,00	0,00
2020-270-4	N	0,00	A-1	38 342,11	20,62	F	Taux fixe à 4.19 %	5,780	1 127,29	1 653,77	0,00	602,45
2020-294-1	N	0,00	A-1	1 044 231,72	27,16	F	Taux fixe à 4.41 %	8,290	18 784,73	47 660,34	0,00	39 143,03
2020-294-2	N	0,00	A-1	134 247,30	35,00	F	Taux fixe à 4.54 %	9,120	1 477,85	6 161,92	0,00	6 077,85
2020-294-3	N	0,00	A-1	102 150,25	7,98	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	14 108,51	0,00	0,00	0,00
2020-305-1	N	0,00	A-1	86 935,38	21,02	F	Taux fixe à 1.27 %	1,560	3 544,57	1 126,91	0,00	253,34
2020-305-2	N	0,00	A-1	122 146,65	7,57	F	Taux fixe à 4.3 %	6,230	12 574,59	5 793,01	0,00	2 261,41
2020-329-1	N	0,00	A-1	59 412,28	11,66	F	Taux fixe à 4.05 %	4,400	3 874,83	2 504,77	0,00	200,52
2021 ream ass	N	0,00	A-1	734 662,15	23,90	F	Taux fixe à 1.64 %	1,620	0,00	0,00	0,00	1 171,47
2119	N	0,00	A-1	191 290,68	8,98	V	Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M + 0.42	0,030	20 070,87	57,94	0,00	0,00
260	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 5.7 %	5,730	18 700,82	535,49	0,00	0,00
348-30001	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Moyenne de Euribor 12M + 0.658) + Cap 5.302 sur Moyenne de Euribor 12M	0,350	171,51	0,15	0,00	0,00
350 ream	N	0,00	A-1	38 958 737,42	21,67	F	Taux fixe à 3.25 %	3,300	2 029 740,99	1 354 327,64	0,00	433 706,58
370	N	0,00	A-1	1 301 951,11	11,58	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	103 648,07	9 658,13	0,00	4 797,36
373	N	0,00	A-1	463 966,07	8,93	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	0,020	51 486,78	125,13	0,00	0,00
376	N	0,00	A-1	1 871 149,09	14,25	F	Taux fixe à 3.98 %	3,970	95 813,74	76 866,90	0,00	0,00
378	N	0,00	A-1	882 034,62	13,83	F	Taux fixe à 2 %	1,990	54 134,42	18 723,38	0,00	2 940,12
379	N	0,00	A-1	188 000,00	23,42	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,530	8 000,00	2 999,89	0,00	225,90
380	N	0,00	A-1	2 065 300,40	12,65	F	Taux fixe à 2.4 %	2,390	134 039,13	52 784,15	0,00	17 210,84

ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

SLO

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
381	N	0,00	A-1	1 331 000,54	20,65	F	Taux fixe à 2.39 %	2,380	48 383,07	32 967,27	0,00	11 045,45
382	N	0,00	A-1	4 000 000,00	40,99	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,270	0,00	20 079,28	0,00	6 944,70
457	N	0,00	A-1	1 426 772,36	27,98	F	Taux fixe à 2.13 %	2,120	36 999,65	31 178,34	0,00	422,09
551-33	N	0,00	A-1	241 873,26	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,940	25 297,52	10 553,25	0,00	9 527,45
90005	N	0,00	A-1	142 857,14	1,98	F	Taux fixe à 3.65 %	3,700	71 428,57	6 957,80	0,00	115,87
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		727 132,18					167 919,15	10 805,05	0,00	228,40
90003-Tirage T4M	N	0,00	A-1	149 726,23	1,98	V	(T4M(Postfixé) + 0.12)-Floor -0.12 sur T4M(Postfixé)	0,000	136 521,12	0,00	0,00	0,00
C09284-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	577 405,95	15,73	F	Taux fixe à 1.78 %	1,800	31 398,03	10 805,05	0,00	228,40
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>63 770,71</b>					<b>47 677,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		63 770,71					47 677,41	0,00	0,00	0,00
327	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 900,00	0,00	0,00	0,00
328	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 333,38	0,00	0,00	0,00
329	N	0,00	A-1	8 720,00	0,88	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 720,00	0,00	0,00	0,00
331	N	0,00	A-1	7 266,71	1,54	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 633,33	0,00	0,00	0,00
333	N	0,00	A-1	4 332,00	2,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 444,00	0,00	0,00	0,00
334	N	0,00	A-1	3 451,96	2,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 150,67	0,00	0,00	0,00
336	N	0,00	A-1	40 000,04	2,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	13 333,33	0,00	0,00	0,00
338	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 862,70	0,00	0,00	0,00
339	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 300,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>58 728,60</b>					<b>6 638,77</b>	<b>2 200,84</b>	<b>0,00</b>	<b>151,39</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		58 728,60					6 638,77	2 200,84	0,00	151,39
2020-253-3	N	0,00	A-1	58 728,60	15,00	F	Taux fixe à 3.2 % Taux fixe à 3.2 %	3,470	2 982,38	1 931,23	0,00	151,39
Régul. Rembt St Jean de Serres	N	0,00	-	0,00	0,00			0,000	3 656,39	269,61	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>60 798 631,55</b>					<b>3 268 223,50</b>	<b>1 855 211,30</b>	<b>0,00</b>	<b>595 632,97</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A1.3

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	73	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	60 798 631,55	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €	12/10/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Matériel classique	10	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	Réseau assainissement	70	12/10/2020
L	Station d'épuration	10	12/10/2020
L	Organes de régulation (électronique, capteurs...)	8	12/10/2020
L	Bâtiments légers, abris	15	12/10/2020
L	Aménagement de bât, inst élec & téléphonique	20	12/10/2020
L	Engins de travaux publics	8	12/10/2020
L	Appareils de laboratoire, outillage	10	12/10/2020



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETALEMENT DES PROVISIONS****A3.2****A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS**

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Provisions pour charges financières	50 % du décalage entre versement fonds de soutien : 13 ans et les 20 1ères éch. du prêt SFIL	4 064 411,00	13	1 563 235,00	312 647,00	2 501 176,00

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>4 091 000,00</b>	<b>3 763 101,05</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>3 400 000,00</b>	<b>3 268 223,50</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 090 000,00	3 045 988,17
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	228 000,00	167 919,15
1678	Autres emprunts et dettes	48 000,00	47 677,41
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	34 000,00	6 638,77
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>691 000,00</b>	<b>494 877,55</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	691 000,00	494 877,55
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>3 763 101,05</b>	<b>4 562 690,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 325 791,05</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>5 779 504,51</b>	<b>3 529 632,45</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>302 990,00</b>	<b>114 127,15</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	300 000,00	96 318,05
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	2 990,00	17 809,10
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>5 476 514,51</b>	<b>3 415 505,30</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	1 800,00	11 136,16
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	1 074,00
28128	Aménagement Autres terrains	1 000,00	916,53
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	900,00	819,81
28138	Aménagement Autres constructions	4 700,00	4 681,00
28151	Installations complexes spécialisées	225 000,00	224 552,12
281532	Réseaux d'assainissement	670 000,00	664 601,33
28154	Matériel industriel	170,00	169,00
281562	Service d'assainissement	110,00	102,89
281728	Autres terrains (mise à disposition)	0,00	1 800,00
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	75 000,00	74 902,89
2817351	Aménagt Bât. d'exploitation (mad)	115 000,00	111 269,04
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	37 500,00	37 300,17
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	0,00	76,00
2817532	Réseaux d'assainissement (mad)	700 000,00	496 514,87
281754	Matériel industriel (mise à disposition)	60,00	52,03
2817562	Service d'assainissement (mad)	720 000,00	502 881,38
281757	Aménagement matériel industriel (mad)	0,00	935,00
281783	Matériel bureau et info (mise à dispo)	250,00	245,00
28183	Matériel de bureau et informatique	1 700,00	1 609,40
28184	Mobilier	260,00	255,60
28188	Autres	350,00	307,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	1 280 000,00	1 279 304,08
021	Virement de la section d'exploitation	1 642 714,51	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>3 529 632,45</b>	<b>0,00</b>	<b>1 456 511,92</b>	<b>2 301 251,67</b>	<b>7 287 396,04</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 8 325 791,05</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 7 287 396,04</b>



<b>Solde</b>	<b>V = IV - II (3)</b>
--------------	------------------------

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****A6****A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>32 967 387,49</b>	<b>6 458 977,40</b>	<b>1 279 304,08</b>	<b>25 229 106,01</b>
2006	Indemnités capitalisées	25	08/06/2005	450 000,00	255 046,00	17 723,00	177 231,00
2015	Indemnités capitalisées	26	13/10/2015	31 900 000,00	6 134 615,40	1 226 923,08	24 538 461,52
2018	IRA capitalisées	16		299 282,60	37 410,00	18 705,00	243 167,60
2018	IRA capitalisées	24		188 516,74	15 708,00	7 854,00	164 954,74
2018	IRA capitalisées	18		129 588,15	16 198,00	8 099,00	105 291,15

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A8.1

## A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
25/01/2019	17M00214-ASS1-REPARATION RESEAUX	76 596,28	0,00	70
28/01/2019	17M00382-ASS-TRX ASS ST JEAN DU GARD	119 821,97	0,00	70
04/02/2019	17M00395-ASS-REHAB ET REPAR RESEAU ASS	768 758,73	0,00	70
11/02/2019	17M00395-ASS1-REPAR ET REHAB RESEAU ASS	265 293,60	0,00	70
11/02/2019	13M00265-ASS-TX DE CANALISAT°	36 536,00	0,00	70
12/02/2019	15M00105-ASS1-TX DE CANALISATION	4 104,84	0,00	70
13/02/2019	19M00002-ASS1-REHAB PR ANDUZE	55 721,00	0,00	70
27/02/2019	15M00169-ASS1-CLOTURE-PANNEAUX INFO	18 268,00	0,00	70
23/04/2019	15M00105-ASS-TX CANALISATION	17 792,45	0,00	70
24/04/2019	13M00225-ASS1-REHAB RESEAU ASS AA	23 046,10	0,00	70
10/07/2019	19M00141-ASS1-TX RESEAU EU SJROS	278 429,39	0,00	70
30/08/2019	13M00225-ASS-REHAB RESEAU ASS AA	5 284,00	0,00	70
03/12/2019	19M00054-ASS-ALES-TX AUTOSURVEILLANCE	134 334,79	0,00	70
01/01/2020	ROUSSON TRSFT EXTENSION ASS	1 044 260,70	0,00	70
01/01/2020	ROUSSON TRSFT EXTENSION ASS TERRAIN	2 325,19	0,00	0
01/01/2020	RESEAUX ASS MIALET TRANSFERT	37 701,56	0,00	70
01/01/2020	CREANCE SORTIE BOUQUET	0,00	0,00	0
07/02/2020	ASS1- INSTAL. MAT ET OUTIL. RESEAU ASS	111 043,25	0,00	70
07/02/2020	ASS1-FRAIS D'INSERTION	3 791,18	0,00	5
07/02/2020	ASS1- FRAIS D'ETUDE	67 585,39	0,00	5
07/02/2020	ASS1-MATERIEL D'EXPLOITATION ASS.	6 304,21	0,00	8
13/02/2020	17M00049-ASS1-MO-ST JEAN DU G. REHAB RES	725,00	0,00	5
06/03/2020	19M00110-ASS1-MO-4 CNES-DIAG RESEAU ASS	70 645,29	0,00	5
06/03/2020	19M00292-ASS1-MO-AA-TX EAU POT. ET ASS	52 883,14	0,00	5
06/03/2020	19M00172-ASS1-MO-ST JULIEN R. REHAB RESE	4 259,00	0,00	5
16/03/2020	19M00191-ASS1-MO-BOUCOIRAN-TX ASS	6 154,88	0,00	5
16/03/2020	18M00191-ASS1-MO-ASS TECH ET STRAT. AA	30 300,36	0,00	5
19/03/2020	18M00152-ASS1-MO-AA-ANAL FIN.COUT EXPL.	1 920,00	0,00	5
19/03/2020	19M00049-ASS1-MO-ST JEAN DU G-MISE PLACE	2 390,00	0,00	5
19/03/2020	19M00313-ASS1-MO-ST JEAN DU G STEP DEPHO	960,00	0,00	5
08/04/2020	19M00050-ASS1-MO-ST JEAN DE S. REHAB RES	5 134,24	0,00	5
05/05/2020	20M00077-ASS1-MO-SFSA-ASSIST AU MAITRE	3 636,49	0,00	1
12/05/2020	20M00002-ASS1-MO-ST CHRISTOL A.	3 000,00	0,00	5
20/05/2020	19M00050-ASS1-MO-ST JEAN DE SERRES-	3 505,60	0,00	5
25/06/2020	BAGARD EXTENSION ASS RD910A	153 610,13	0,00	70
25/06/2020	MAGES TRSFT EXTENSION ASS	8 245,21	0,00	70
25/06/2020	LES PLANS TRSFT EXTENSION ASS TERRAIN	2 440,56	0,00	0
25/06/2020	LES PLANS TRSFT EXTENSION ASS RESEAU	38 470,80	0,00	70
30/06/2020	NERS TRSFT ASS GOUDRONNAGE CH STEP	17 707,20	0,00	70
30/06/2020	NERS TRSFT ASS RUE DU MOUTAS	1 174,86	0,00	1
03/07/2020	18M00134-ASS1-MO-ST JEAN DU GARD STEP	6 450,00	0,00	5
16/07/2020	ANDUZ TRSFT RESEAUX ASS	142 611,90	0,00	70
16/07/2020	ANDUZ TRSFT RESEAUX ASS	8 768,06	0,00	70
21/07/2020	19M000313-ASS1-TELEPHONIE	516,00	0,00	1
31/07/2020	20M00098-ASS-MO-ALES	1 053,99	0,00	1
31/07/2020	18M00136-ASS1-MO-ST PRIVAT DES VIEUX	19 649,50	0,00	5
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT ASSAINISSEMENT	11 960,09	0,00	5
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT ASSAINISSEMENT	2 262,00	0,00	70
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT ASSAINISSEMENT	29 419,84	0,00	70
04/08/2020	RIBAUTE TRSFT ASSAINISSEMENT	87 546,20	0,00	70
04/08/2020	DEAUX TRSFT ETUDES	47 186,38	0,00	5
04/08/2020	DEAUX TRSFT TERRAINS	2 804,61	0,00	0
04/08/2020	DEAUX TRSFT ASSAINISSEMENT	28 088,40	0,00	70
01/09/2020	TERRAIN STAT RELEVAGE	1 942,12	0,00	0
01/09/2020	STATION PARTICIPATION SYNDICAT	2 235,14	0,00	0
02/09/2020	ST PRIVAT TRSFT RESEAU ASS	1 992 506,47	0,00	70
03/09/2020	EUZET TRSFT ASS	69 015,61	0,00	70
04/09/2020	ST MARTIN TRSFRT RESEAUX ASS	146 243,53	0,00	70
16/09/2020	20M00150-ASS1-MATERIEL INFORMATIQUE	729,00	0,00	5
30/09/2020	MONS Trsftr Assainissement	87 158,32	0,00	70
06/10/2020	SEYNES TRSFT ASS. TERRAIN STEP	2 936,86	0,00	0
06/10/2020	SEYNES TRSFT ASS. TRVX SUR STEP	12 586,82	0,00	70
06/10/2020	ST SEBASTIEN TRSFT RESEAUX ASS.	28 514,80	0,00	70



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
07/10/2020	MARTIGNARGUES TRSFT ASSAINISSEMENT	41 568,06	0,00	70
07/10/2020	ST HILAIR TRSFT ASS FRAIS INSERTION	263,67	0,00	1
07/10/2020	ST HILAIR TRSFT RESEAUX ASS	352 230,99	0,00	70
07/10/2020	BOISSET TRVX ASS RTE RIBAUTE	38 588,40	0,00	70
08/10/2020	ST ETIENNE TRSFT ASS TERRAIN	10 079,00	0,00	0
08/10/2020	ST ETIENNE TRSFT RESEAUX ASS	76 599,36	0,00	70
16/10/2020	18M00086-ASS1-MO-NERS-REHAB RESEAU ASS	2 287,50	0,00	1
21/10/2020	ST CESAIRE TRSFT ASS	22 418,40	0,00	70
21/10/2020	ST JEAN CEYRA TRSFT ASS	53 560,63	0,00	70
21/10/2020	ST JEAN CEYRA TRSFT ASS	66 160,92	0,00	70
28/10/2020	20M00149-ASS-TELEPHONIE	4 345,64	0,00	10
10/11/2020	ST HIPPOLYTE TRSFT ASS. TERRAIN	17 000,00	0,00	0
10/11/2020	ST HIPPOLYTE TRSFT RESEAUX ASS.	37 095,60	0,00	70
18/11/2020	20M00155-ASS1-MO-AA-CONT. PREAL.RECEP TX	239,80	0,00	1
24/11/2020	20M00052-ASS1-MO-ST JUST VACQUIERES-DIAG	0,00	0,00	5
24/11/2020	20M00053-ASS1-MO-ST MAURICE DE C.-DIAG	0,00	0,00	5
24/11/2020	20M00053-ASS1-MO-MARTIGNARGUES-DIAG	0,00	0,00	5
27/11/2020	18M00194-ASS1-MO-4 COMMUNES	0,00	0,00	1
27/11/2020	SENECHAS TRSFT RESEAU ASS.	348 532,23	0,00	60
30/11/2020	ASS1-TRAITEMENT DES STEP	1 904,00	0,00	70
30/11/2020	ALES TRSFT ASS CPTÉ 2764	353 094,67	0,00	0
11/12/2020	Génohlac : rembt trvx camping municipal	41 847,40	0,00	0
<b>Acquisitions à titre gratuit</b>				
<b>Mise à disposition</b>				
<b>Affectation</b>				
<b>Mises en concession ou affermage</b>				
<b>Divers</b>				
10/09/2019	17M00213-ASS-MO-LEZAN REHAB PR RT ANDUZE	2 613,24	0,00	70
06/11/2020	19M00110-ASS1-MISSION ANALYSE	9 667,20	0,00	70
06/11/2020	19M00110-ASS-MISSION ANALYSE	17 901,60	0,00	70
06/11/2020	19M00049-ASS-TRAITEMENT STEP SJGARD	1 200,00	0,00	1
06/11/2020	19M00138-ASS-ETUDE GEO. ST PRIVAT	6 084,00	0,00	70
06/11/2020	17M00249-ASS1-EX PGC FINALISATION SCHEMA	29 885,00	0,00	70
06/11/2020	19M00191-ASS1-BOUCOIRAN-MO TX RES.	9 720,00	0,00	70
10/11/2020	ASS1-ETUDES ET DIAGNOSTICS RESEAUX	24 835,78	0,00	70
10/11/2020	19M00172-ASS1-MO SJROS	5 711,50	0,00	70
10/11/2020	17M00213-ASS-LEZAN MO REHABILITATION	30,60	0,00	1
10/11/2020	18M00176-ASS1-GRAND COMBE-	8 275,00	0,00	70
10/11/2020	18M00136-ASS-MO-ST PRIVAT DES VIEUX	7 025,00	0,00	70
10/11/2020	17M00206-ST CHRISTOL LAS ALES	1 175,00	0,00	1
10/11/2020	18M00194_ASS-DIAG RESEAU	131 003,00	0,00	70
10/11/2020	18M00259-ASS-MO-ST PRIVAT VIEUX	8 025,00	0,00	70
10/11/2020	15M00098-ASS-REAL SCHEMA DIRECTEUR INTER	17 900,00	0,00	70
10/11/2020	ASS-ETUDES ET DIAGNOSTICS RESEAUX	18 867,50	0,00	70
23/11/2020	18M00134-ASS-MO-ST JEAN DU GARD	10 060,00	0,00	70
23/11/2020	18M00086-ASS1-MO NERS	6 488,54	0,00	70
23/11/2020	17M00049-ASS-ST JEAN DU GARD MO	4 816,90	0,00	70
23/11/2020	18M00191-ASS1-MISSIONS ASSIS TECH ET	65 636,19	0,00	70
23/11/2020	18M00066-ASS-ANALYSE RISQUES DE DEFIL	400,00	0,00	1
23/11/2020	15M00105-ASS-DIAG EU	7 723,47	0,00	70
23/11/2020	15M00105-ASS1-DIAG EU	12 387,83	0,00	70
23/11/2020	18M00235-ASS1-BRIGNON-REHAB RESEAU	2 500,00	0,00	70
23/11/2020	18M00152-ASS-MISSION D'ANALYSE FINANCIER	12 730,00	0,00	70
23/11/2020	18M00086-ASS1-MO COMMUNE DE NERS	15 968,75	0,00	70
23/11/2020	ASS-ANNONCES ET INSERTIONS	1 344,14	0,00	1
23/11/2020	ASS1-ANNONCE INSERTION	6 432,00	0,00	70
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>8 130 570,54</b>	<b>0,00</b>	

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A8.2

## A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
06/11/2020	19M00191-ASS1-BOUCOIRAN-MO TX RES.	9 720,00	5	0,00	9 720,00	9 720,00	0,00
06/11/2020	17M00249-ASS1-EX PGC FINALISATION SCHEMA	29 885,00	5	0,00	29 885,00	29 885,00	0,00
06/11/2020	19M00138-ASS-ETUDE GEO. ST PRIVAT	6 084,00	5	0,00	6 084,00	6 084,00	0,00
06/11/2020	19M00049-ASS-TRAITEMENT STEP SJGARD	1 200,00	5	0,00	1 200,00	1 200,00	0,00
06/11/2020	19M00110-ASS-MISSION ANALYSE	17 901,60	5	0,00	17 901,60	17 901,60	0,00
06/11/2020	19M00110-ASS1-MISSION ANALYSE	9 667,20	5	0,00	9 667,20	9 667,20	0,00
10/11/2020	ASS-ETUDES ET DIAGNOSTICS RESEAUX	18 867,50	5	0,00	18 867,50	18 867,50	0,00
10/11/2020	15M00098-ASS-REAL SCHEMA DIRECTEUR INTER	17 900,00	5	0,00	17 900,00	17 900,00	0,00
10/11/2020	18M00259-ASS-MO-ST PRIVAT VIEUX	8 025,00	5	0,00	8 025,00	8 025,00	0,00
10/11/2020	18M00194_ASS-DIAG RESEAU	131 003,00	5	0,00	131 003,00	131 003,00	0,00
10/11/2020	17M00206-ST CHRISTOL LAS ALES	1 175,00	5	0,00	1 175,00	1 175,00	0,00
10/11/2020	18M00136-ASS-MO-ST PRIVAT DES VIEUX	7 025,00	5	0,00	7 025,00	7 025,00	0,00
10/11/2020	18M00176-ASS1-GRAND COMBE-	8 275,00	5	0,00	8 275,00	8 275,00	0,00
10/11/2020	17M00213-ASS-LEZAN MO REHABILITATION	30,60	5	0,00	30,60	30,60	0,00
10/11/2020	19M00172-ASS1-MO SJROS	5 711,50	5	0,00	5 711,50	5 711,50	0,00
10/11/2020	ASS1-ETUDES ET DIAGNOSTICS RESEAUX	24 835,78	5	0,00	24 835,78	24 835,78	0,00
23/11/2020	18M00086-ASS1-MO COMMUNE DE NERS	15 968,75	5	0,00	15 968,75	15 968,75	0,00
23/11/2020	18M00152-ASS-MISSION D'ANALYSE FINANCIER	12 730,00	5	0,00	12 730,00	12 730,00	0,00
23/11/2020	18M00235-ASS1-BRIGNON-REHAB RESEAU	2 500,00	5	0,00	2 500,00	2 500,00	0,00
23/11/2020	15M00105-ASS1-DIAG EU	12 387,83	5	0,00	12 387,83	12 387,83	0,00
23/11/2020	15M00105-ASS-DIAG EU	7 723,47	5	0,00	7 723,47	7 723,47	0,00
23/11/2020	18M00066-ASS-ANALYSE RISQUES DE DEFIL	400,00	5	0,00	320,00	400,00	80,00
23/11/2020	18M00191-ASS1-MISSIONS ASSIS TECH ET	65 636,19	5	0,00	65 636,19	65 636,19	0,00
23/11/2020	17M00049-ASS-ST JEAN DU GARD MO	4 816,90	5	0,00	4 816,90	4 816,90	0,00
23/11/2020	18M00086-ASS1-MO NERS	6 488,54	5	0,00	6 488,54	6 488,54	0,00
23/11/2020	18M00134-ASS-MO-ST JEAN DU GARD	10 060,00	5	0,00	10 060,00	10 060,00	0,00
23/11/2020	ASS1-ANNONCE INSERTION	6 432,00	5	0,00	6 432,00	6 432,00	0,00
23/11/2020	ASS-ANNONCES ET INSERTIONS	1 344,14	5	0,00	1 344,14	1 344,14	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>443 794,00</b>					<b>80,00</b>



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

**A8.3****A8.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

<b>IV – ANNEXES</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>
<b>ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE</b>
<b>C1.2</b>

**C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
A, B, C		15	520 635,74
<b>TOTAL GENERAL</b>		15	520 635,74

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT  
FINANCIER****C2****C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u> 19/11/2007 -	SCA SRDE	Eau potable et Assainissement	SCA	0,00
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPIC, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le  
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>20006691800158</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>EPCI ALES</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE :

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : SPANC BOUE ALES AGGLOMERATION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget	4
-----------------------------	---

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	15

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	16
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet

## **D - Arrêté et signatures**

### D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 288,00	G 0,00	G-A -288,00
	Section d'investissement	B 0,00	H 288,00	H-B 288,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 16 531,46 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 18 425,03 (si excédent)		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
=		=		
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 288,00	Q= G+H+I+J 35 244,49	=Q-P 34 956,49

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 288,00	= G+I+K 16 531,46	16 243,46
	Section d'investissement	= B+D+F 0,00	= H+J+L 18 713,03	18 713,03
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 288,00	= G+H+I+J+K+L 35 244,49	34 956,49

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
20	Immobilisations incorporelles	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 231,46	0,00	0,00	0,00	16 231,46
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>16 231,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 231,46</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>16 231,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 231,46</b>
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	300,00	288,00			12,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>			<b>12,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>16 531,46</b>	<b>288,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 243,46</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>16 531,46</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	18 725,03	0,00	0,00	18 725,03
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	300,00	288,00		12,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>300,00</b>	<b>288,00</b>		<b>12,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>300,00</b>	<b>288,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12,00</b>
	<b>Pour information</b>	<b>18 425,03</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	288,00	288,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>0,00</b>	<b>288,00</b>	<b>288,00</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>288,00</b>
---	---------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses d'investissement –Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****BALANCE GENERALE DU BUDGET****2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>16 531,46</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>16 531,46</b>
---	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		288,00	288,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>288,00</b>	<b>288,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>18 425,03</b>
---	------------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>18 713,03</b>
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 231,46	0,00	0,00	0,00	16 231,46
6541	Créances admises en non-valeur	16 231,46	0,00	0,00	0,00	16 231,46
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)</b>		<b>16 231,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 231,46</b>
66	Charges financières (b) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>16 231,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 231,46</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	300,00	288,00			12,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	300,00	288,00			12,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>			<b>12,00</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>			<b>12,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>16 531,46</b>	<b>288,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 243,46</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>16 531,46</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DJ 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.



### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	18 725,03	0,00	0,00	18 725,03
2188	Autres immobilisations corporelles	18 725,03	0,00	0,00	18 725,03
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>18 725,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 725,03</b>
<b>Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	300,00	288,00		12,00
28183	Matériel de bureau et informatique	300,00	288,00		12,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>		<b>12,00</b>
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>		<b>12,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>18 425,03</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



**III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS****A2****A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

<b>CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	<b>Délibération du</b>
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €	12/10/2020

<b>Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)</b>	<b>Catégories de biens amortis</b>	<b>Durée (en années)</b>	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Matériel classique	10	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	Réseau assainissement	70	12/10/2020
L	Station d'épuration	10	12/10/2020
L	Organes de régulation (électronique, capteurs...)	8	12/10/2020
L	Bâtiments légers, abris	15	12/10/2020
L	Aménagement de bât, inst élec & téléphonique	20	12/10/2020
L	Engins de travaux publics	8	12/10/2020
L	Appareils de laboratoire, outillage	10	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>300,00</b>	<b>III 288,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>300,00</b>	<b>288,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28183	Matériel de bureau et informatique	300,00	288,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>288,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 425,03</b>	<b>0,00</b>	<b>18 713,03</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 18 713,03</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 18 713,03</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,  
A le  
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session  
A , le  
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le  
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>20006691800273</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>EPCI ALES</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE :

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 19

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 34

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 35

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 36

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 40

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 44

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 48

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

## D - Arrêté et signatures

### D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	16 183 331,49	G	16 054 728,42	G-A	-128 603,07
	Section d'investissement	B	9 668 145,21	H	10 794 447,61	H-B	1 126 302,40

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 941 969,34 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	2 078 327,49 (si excédent)

		=		=		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	25 851 476,70	Q= G+H+I+J	30 869 472,86	=Q-P	5 017 996,16

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 476 147,00	L	500 000,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 476 147,00	= K+L	500 000,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	16 183 331,49	= G+I+K	17 996 697,76	1 813 366,27	
	Section d'investissement	= B+D+F	14 144 292,21	= H+J+L	13 372 775,10	-771 517,11	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	30 327 623,70	= G+H+I+J+K+L	31 369 472,86	1 041 849,16	

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	4 476 147,00	L	500 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		2 002,00		500 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
20	Immobilisations incorporelles	349 634,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	614 711,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 509 800,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	6 960 630,00	3 520 566,93	3 405 924,90	0,00	34 138,17
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 523 000,00	3 024 113,12	150 000,00	0,00	348 886,88
014	Atténuations de produits	1 603 000,00	1 285 704,00	317 296,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	300 000,00	27 200,64	0,00	0,00	272 799,36
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>12 386 630,00</b>	<b>7 857 584,69</b>	<b>3 873 220,90</b>	<b>0,00</b>	<b>655 824,41</b>
66	Charges financières	1 636 000,00	1 288 579,91	334 770,77	0,00	12 649,32
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	166,12	0,00	0,00	4 833,88
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>14 027 630,00</b>	<b>9 146 330,72</b>	<b>4 207 991,67</b>	<b>0,00</b>	<b>673 307,61</b>
023	Virement à la section d'investissement (4)	417 070,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	3 400 000,00	2 829 009,10			570 990,90
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>3 817 070,00</b>	<b>2 829 009,10</b>			<b>988 060,90</b>
<b>TOTAL</b>		<b>17 844 700,00</b>	<b>11 975 339,82</b>	<b>4 207 991,67</b>	<b>0,00</b>	<b>1 661 368,51</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	7 492,98	0,00	0,00	-7 492,98
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 032 121,66	14 011 225,57	136 841,98	0,00	-115 945,89
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	101 629,39	0,00	0,00	-101 629,39
75	Autres produits de gestion courante	0,00	24 865,93	0,00	0,00	-24 865,93
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>14 032 121,66</b>	<b>14 145 213,87</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-249 934,19</b>
76	Produits financiers	0,00	117 132,49	0,00	0,00	-117 132,49
77	Produits exceptionnels	1 170 609,00	1 030 205,14	0,00	0,00	140 403,86
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>15 202 730,66</b>	<b>15 292 551,50</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-226 662,82</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	700 000,00	625 334,94			74 665,06
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>			<b>74 665,06</b>
<b>TOTAL</b>		<b>15 902 730,66</b>	<b>15 917 886,44</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-151 997,76</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>1 941 969,34</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	916 767,00	523 432,54	349 634,00	43 700,46
21	Immobilisations corporelles	1 816 000,00	1 083 706,30	614 711,00	117 582,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 375 866,49	4 564 106,07	3 509 800,00	301 960,42
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>11 108 633,49</b>	<b>6 171 244,91</b>	<b>4 474 145,00</b>	<b>463 243,58</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	440 000,00	137 446,79	0,00	302 553,21
16	Emprunts et dettes assimilées	3 005 000,00	2 504 730,19	2 002,00	498 267,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>3 445 000,00</b>	<b>2 642 176,98</b>	<b>2 002,00</b>	<b>800 821,02</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>14 553 633,49</b>	<b>8 813 421,89</b>	<b>4 476 147,00</b>	<b>1 264 064,60</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	700 000,00	625 334,94		74 665,06
041	Opérations patrimoniales (2)	300 000,00	229 388,38		70 611,62
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>854 723,32</b>		<b>145 276,68</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>15 553 633,49</b>	<b>9 668 145,21</b>	<b>4 476 147,00</b>	<b>1 409 341,28</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	2 474 251,00	3 212 741,43	0,00	-738 490,43
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	5 873 795,00	3 000 000,00	500 000,00	2 373 795,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>8 348 046,00</b>	<b>6 212 741,43</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 635 304,57</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	215 815,99	0,00	-215 815,99
106	Réserves (5)	710 190,00	1 078 104,33	0,00	-367 914,33
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	300 000,00	229 388,38	0,00	70 611,62
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>1 010 190,00</b>	<b>1 523 308,70</b>	<b>0,00</b>	<b>-513 118,70</b>
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>9 358 236,00</b>	<b>7 736 050,13</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 122 185,87</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	417 070,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	3 400 000,00	2 829 009,10		570 990,90
041	Opérations patrimoniales (2)	300 000,00	229 388,38		70 611,62
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>4 117 070,00</b>	<b>3 058 397,48</b>		<b>1 058 672,52</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>13 475 306,00</b>	<b>10 794 447,61</b>	<b>500 000,00</b>	<b>2 180 858,39</b>
	<b>Pour information</b>	<b>2 078 327,49</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****BALANCE GENERALE DU BUDGET****1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	6 926 491,83		6 926 491,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 174 113,12		3 174 113,12
014	Atténuations de produits	1 603 000,00		1 603 000,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	27 200,64		27 200,64
66	Charges financières	1 623 350,68	0,00	1 623 350,68
67	Charges exceptionnelles	166,12	0,00	166,12
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	2 829 009,10	2 829 009,10
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>13 354 322,39</b>	<b>2 829 009,10</b>	<b>16 183 331,49</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>16 183 331,49</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	137 446,79	625 334,94	762 781,73
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 504 730,19	0,00	2 504 730,19
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	523 432,54	0,00	523 432,54
21	Immobilisations corporelles (6)	1 083 706,30	0,00	1 083 706,30
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 564 106,07	0,00	4 564 106,07
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	229 388,38	229 388,38
28	Amortissement des immobilisations(reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>8 813 421,89</b>	<b>854 723,32</b>	<b>9 668 145,21</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>9 668 145,21</b>
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	7 492,98		7 492,98
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 148 067,55		14 148 067,55
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	101 629,39		101 629,39
75	Autres produits de gestion courante	24 865,93		24 865,93
76	Produits financiers	117 132,49	0,00	117 132,49
77	Produits exceptionnels	1 030 205,14	625 334,94	1 655 540,08
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>15 429 393,48</b>	<b>625 334,94</b>	<b>16 054 728,42</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>1 941 969,34</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>17 996 697,76</b>
---	----------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	215 815,99	0,00	215 815,99
13	Subventions d'investissement	3 212 741,43	0,00	3 212 741,43
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	12 027,76	12 027,76
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	30 246,37	30 246,37
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	187 114,25	187 114,25
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	229 388,38	0,00	229 388,38
28	Amortissement des immobilisations		2 829 009,10	2 829 009,10
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>6 657 945,80</b>	<b>3 058 397,48</b>	<b>9 716 343,28</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>2 078 327,49</b>
---	---------------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>1 078 104,33</b>
------------------------------------	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>12 872 775,10</b>
---	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (2) (3)</b>	<b>6 960 630,00</b>	<b>3 520 566,93</b>	<b>3 405 924,90</b>	<b>0,00</b>	<b>34 138,17</b>
60226	Vêtements de travail	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	74 000,00	5 196,00	22 989,00	0,00	45 815,00
605	Achats d'eau	2 731 000,00	1 402 578,00	1 969 451,00	0,00	-641 029,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	200 000,00	225 895,71	2 000,00	0,00	-27 895,71
6062	Produits de traitement	0,00	1 010,00	1 179,00	0,00	-2 189,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	184 850,00	104 511,19	79 659,24	0,00	679,57
6064	Fournitures administratives	10 000,00	10 424,66	0,00	0,00	-424,66
6066	Carburants	160 000,00	39 074,26	20 000,00	0,00	100 925,74
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 106,50	0,00	0,00	-1 106,50
611	Sous-traitance générale	1 300 000,00	713 024,96	407 089,36	0,00	179 885,68
6132	Locations immobilières	102 000,00	47 744,94	52 000,00	0,00	2 255,06
6135	Locations mobilières	5 000,00	14 507,97	1 000,00	0,00	-10 507,97
6137	Redevances, droits de passage, servitude	0,00	3 727,38	0,00	0,00	-3 727,38
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	72 000,00	0,00	54 010,00	0,00	17 990,00
61551	Entretien matériel roulant	60 000,00	38 165,92	21 697,71	0,00	136,37
61558	Entretien autres biens mobiliers	45 000,00	0,00	515,99	0,00	44 484,01
6156	Maintenance	105 000,00	49 738,98	20 855,71	0,00	34 405,31
6161	Multirisques	60 000,00	1 029,06	0,00	0,00	58 970,94
6168	Autres	0,00	155,42	0,00	0,00	-155,42
617	Etudes et recherches	130 000,00	50 178,37	30 615,42	0,00	49 206,21
618	Divers	35 500,00	14 100,00	0,00	0,00	21 400,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 580,00	0,00	0,00	0,00	2 580,00
6226	Honoraires	30 000,00	0,00	2 000,00	0,00	28 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	4 550,00	0,00	0,00	-2 550,00
6228	Divers	60 000,00	28 348,00	5 000,00	0,00	26 652,00
6231	Annonces et insertions	8 000,00	1 440,00	0,00	0,00	6 560,00
6236	Catalogues et imprimés	8 000,00	9 262,22	0,00	0,00	-1 262,22
6237	Publications	0,00	2 610,00	1 500,00	0,00	-4 110,00
6251	Voyages et déplacements	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00
6256	Missions	1 500,00	393,30	0,00	0,00	1 106,70
6257	Réceptions	0,00	608,99	0,00	0,00	-608,99
6261	Frais d'affranchissement	230 000,00	97 934,25	85 886,25	0,00	46 179,50
6262	Frais de télécommunications	35 500,00	46 485,48	6 906,00	0,00	-17 891,48
627	Services bancaires et assimilés	105 000,00	9,23	100 000,00	0,00	4 990,77
6281	Concours divers (cotisations)	172 000,00	129,16	43 343,72	0,00	128 527,12
6283	Frais de nettoyage des locaux	6 000,00	3 000,00	1 600,00	0,00	1 400,00
6287	Remboursements de frais	0,00	561,00	0,00	0,00	-561,00
63512	Taxes foncières	10 000,00	4 212,00	5 258,00	0,00	530,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	6 116,48	0,00	0,00	-6 116,48
6358	Autres droits	0,00	135,00	0,00	0,00	-135,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	970 000,00	592 602,50	471 368,50	0,00	-93 971,00
6378	Autres taxes et redevances	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>3 523 000,00</b>	<b>3 024 113,12</b>	<b>150 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>348 886,88</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	33 018,00	100 000,00	0,00	-133 018,00
6218	Autre personnel extérieur	35 000,00	663,42	50 000,00	0,00	-15 663,42
6313	Participat° employeurs format° continue	0,00	8 256,00	0,00	0,00	-8 256,00
6331	Versement de transport	26 970,00	8 955,29	0,00	0,00	18 014,71
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 773,00	3 581,98	0,00	0,00	7 191,02
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	19 464,00	5 394,53	0,00	0,00	14 069,47
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	6 521,00	2 149,32	0,00	0,00	4 371,68
6411	Salaires, appointements, commissions	1 565 150,00	1 579 722,87	0,00	0,00	-14 572,87
6412	Congés payés	8 090,00	0,00	0,00	0,00	8 090,00
6413	Primes et gratifications	791 014,00	227 197,03	0,00	0,00	563 816,97
6414	Indemnités et avantages divers	6 508,00	19 781,16	0,00	0,00	-13 273,16
6415	Supplément familial	24 463,00	9 494,92	0,00	0,00	14 968,08
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	530 426,00	687 604,04	0,00	0,00	-157 178,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	334 994,00	412 792,87	0,00	0,00	-77 798,87
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	51 746,00	1 710,57	0,00	0,00	50 035,43
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 544,00	3 497,12	0,00	0,00	46,88
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	23 466,00	20 294,00	0,00	0,00	3 172,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	8 557,00	0,00	0,00	0,00	8 557,00
648	Autres charges de personnel	76 314,00	0,00	0,00	0,00	76 314,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (4)</b>	<b>1 603 000,00</b>	<b>1 285 704,00</b>	<b>317 296,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
701249	Reversement redevance agence de l'eau	1 118 000,00	898 412,00	219 588,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	485 000,00	387 292,00	97 708,00	0,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>300 000,00</b>	<b>27 200,64</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>272 799,36</b>

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (0)			
			Mandats émis	Ch rattachées	réaliser au 31/12	Crédits annulés
6541	Créances admises en non-valeur	300 000,00	27 197,64	0,00	0,00	272 802,36
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	3,00	0,00	0,00	-3,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)</b>		<b>12 386 630,00</b>	<b>7 857 584,69</b>	<b>3 873 220,90</b>	<b>0,00</b>	<b>655 824,41</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (5)</b>	<b>1 636 000,00</b>	<b>1 288 579,91</b>	<b>334 770,77</b>	<b>0,00</b>	<b>12 649,32</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 214 000,00	1 268 481,37	0,00	0,00	-54 481,37
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	272 000,00	0,00	334 770,77	0,00	-62 770,77
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
6688	Autre	0,00	20 098,54	0,00	0,00	-20 098,54
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>5 000,00</b>	<b>166,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 833,88</b>
6712	Amendes fiscales et pénales	5 000,00	66,12	0,00	0,00	4 933,88
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	100,00	0,00	0,00	-100,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>14 027 630,00</b>	<b>9 146 330,72</b>	<b>4 207 991,67</b>	<b>0,00</b>	<b>673 307,61</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>417 070,00</b>				
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>2 829 009,10</b>			<b>570 990,90</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	3 400 000,00	2 829 009,10			570 990,90
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>3 817 070,00</b>	<b>2 829 009,10</b>			<b>988 060,90</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>3 817 070,00</b>	<b>2 829 009,10</b>			<b>988 060,90</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>17 844 700,00</b>	<b>11 975 339,82</b>	<b>4 207 991,67</b>	<b>0,00</b>	<b>1 661 368,51</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	334 770,77
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	334 770,77

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>7 492,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 492,98</b>
64198	Autres remboursements	0,00	7 492,98	0,00	0,00	-7 492,98
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>14 032 121,66</b>	<b>14 011 225,57</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-115 945,89</b>
70111	Ventes d'eau aux abonnés	8 702 921,66	8 625 947,25	110 155,34	0,00	-33 180,93
70118	Autres ventes d'eau	150 000,00	189 941,24	0,00	0,00	-39 941,24
70123	Contre-valeur redevance prélèvement	884 000,00	607 707,76	7 018,88	0,00	269 273,36
701241	Redevance pollution d'origine domestique	1 250 000,00	1 207 743,86	13 699,88	0,00	28 556,26
70128	Autres taxes et redevances	1 200 000,00	1 755 155,04	0,00	0,00	-555 155,04
704	Travaux	520 000,00	618 137,30	0,00	0,00	-98 137,30
706121	Redevance modernisation des réseaux	500 000,00	527 258,38	5 967,88	0,00	-33 226,26
7068	Autres prestations de services	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
7083	Locations diverses	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	689 700,00	438 732,00	0,00	0,00	250 968,00
7087	Remboursement de frais	0,00	40 602,74	0,00	0,00	-40 602,74
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>0,00</b>	<b>101 629,39</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-101 629,39</b>
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	101 629,39	0,00	0,00	-101 629,39
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>24 865,93</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-24 865,93</b>
752	Revenus des immeubles	0,00	24 061,42	0,00	0,00	-24 061,42
7588	Autres	0,00	804,51	0,00	0,00	-804,51
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>14 032 121,66</b>	<b>14 145 213,87</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-249 934,19</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>117 132,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-117 132,49</b>
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	117 132,49	0,00	0,00	-117 132,49
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>1 170 609,00</b>	<b>1 030 205,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>140 403,86</b>
774	Subventions exceptionnelles	51 500,00	0,00	0,00	0,00	51 500,00
778	Autres produits exceptionnels	1 119 109,00	1 030 205,14	0,00	0,00	88 903,86
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>15 202 730,66</b>	<b>15 292 551,50</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-226 662,82</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (6)</b>	<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>			<b>74 665,06</b>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	700 000,00	625 334,94			74 665,06
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>			<b>74 665,06</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>15 902 730,66</b>	<b>15 917 886,44</b>	<b>136 841,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-151 997,76</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>1 941 969,34</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-117 132,49
= Différence ICNE N – ICNE N-1	117 132,49

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>916 767,00</b>	<b>523 432,54</b>	<b>349 634,00</b>	<b>43 700,46</b>
2031	Frais d'études	909 767,00	415 937,26	349 634,00	144 195,74
2033	Frais d'insertion	7 000,00	1 464,00	0,00	5 536,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	106 031,28	0,00	-106 031,28
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>1 816 000,00</b>	<b>1 083 706,30</b>	<b>614 711,00</b>	<b>117 582,70</b>
2111	Terrains nus	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
2115	Terrains bâtis	0,00	17 018,55	0,00	-17 018,55
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	40 541,22	0,00	-40 541,22
21531	Réseaux d'adduction d'eau	206 000,00	281 435,77	0,00	-75 435,77
2154	Matériel industriel	1 030 000,00	342 158,43	504 711,00	183 130,57
2155	Outillage industriel	0,00	37 350,53	0,00	-37 350,53
21561	Service de distribution d'eau	520 000,00	332 006,22	110 000,00	77 993,78
2181	Installat° générales, agencements	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
2182	Matériel de transport	0,00	16 140,63	0,00	-16 140,63
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	14 641,44	0,00	-14 641,44
2184	Mobilier	0,00	213,51	0,00	-213,51
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 200,00	0,00	-2 200,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>8 375 866,49</b>	<b>4 564 106,07</b>	<b>3 509 800,00</b>	<b>301 960,42</b>
2315	Installat°, matériel et outillage techni	8 375 866,49	4 564 106,07	3 509 800,00	301 960,42
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>11 108 633,49</b>	<b>6 171 244,91</b>	<b>4 474 145,00</b>	<b>463 243,58</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>440 000,00</b>	<b>137 446,79</b>	<b>0,00</b>	<b>302 553,21</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	440 000,00	137 446,79	0,00	302 553,21
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>3 005 000,00</b>	<b>2 504 730,19</b>	<b>2 002,00</b>	<b>498 267,81</b>
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	2 192 588,31	0,00	807 411,69
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	2 002,00	2 998,00
1687	Autres dettes	0,00	312 141,88	0,00	-312 141,88
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>3 445 000,00</b>	<b>2 642 176,98</b>	<b>2 002,00</b>	<b>800 821,02</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>14 553 633,49</b>	<b>8 813 421,89</b>	<b>4 476 147,00</b>	<b>1 264 064,60</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (5)</b>	<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>		<b>74 665,06</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur(6)</b>	<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>		<b>74 665,06</b>
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	300 000,00	375 812,81		-75 812,81
139118	Sub. équipt cpte résult. Autres	0,00	9 799,00		-9 799,00
13912	Sub. équipt cpte résult. Régions	0,00	35 944,85		-35 944,85
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	300 000,00	107 900,28		192 099,72
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	25 000,00	29 612,00		-4 612,00
13915	Sub. équipt cpte résult. Groupements	75 000,00	43 078,00		31 922,00
13916	Sub. équipt cpte résult. Autres EPL	0,00	8 319,00		-8 319,00
13917	Sub. équipt cpte résult. Budget communaut	0,00	1 132,00		-1 132,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	13 654,00		-13 654,00
13933	Sub. transf cpte résult. P.A.E.	0,00	83,00		-83,00
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (7)</b>	<b>300 000,00</b>	<b>229 388,38</b>		<b>70 611,62</b>
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	300 000,00	229 388,38		70 611,62
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>1 000 000,00</b>	<b>854 723,32</b>		<b>145 276,68</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>15 553 633,49</b>	<b>9 668 145,21</b>	<b>4 476 147,00</b>	<b>1 409 341,28</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.



(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>2 474 251,00</b>	<b>3 212 741,43</b>	<b>0,00</b>	<b>-738 490,43</b>
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 474 251,00	2 800 097,71	0,00	-325 846,71
1313	Subv. équipt Départements	0,00	412 643,72	0,00	-412 643,72
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées(hors 165)</b>	<b>5 873 795,00</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>2 373 795,00</b>
1641	Emprunts en euros	5 873 795,00	3 000 000,00	500 000,00	2 373 795,00
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>8 348 046,00</b>	<b>6 212 741,43</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 635 304,57</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>710 190,00</b>	<b>1 293 920,32</b>	<b>0,00</b>	<b>-583 730,32</b>
10222	FCTVA	0,00	215 815,99	0,00	-215 815,99
1068	Autres réserves	710 190,00	1 078 104,33	0,00	-367 914,33
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>300 000,00</b>	<b>229 388,38</b>	<b>0,00</b>	<b>70 611,62</b>
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	300 000,00	229 388,38	0,00	70 611,62
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 010 190,00</b>	<b>1 523 308,70</b>	<b>0,00</b>	<b>-513 118,70</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>9 358 236,00</b>	<b>7 736 050,13</b>	<b>500 000,00</b>	<b>1 122 185,87</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>417 070,00</b>			
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>2 829 009,10</b>		<b>570 990,90</b>
28031	Frais d'études	0,00	35 099,32		-35 099,32
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	8 056,30		-8 056,30
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	3 234,00		-3 234,00
28121	Aménagement Terrains nus	0,00	2 045,00		-2 045,00
28128	Aménagement Autres terrains	1 000,00	0,00		1 000,00
281311	Bâtiments d'exploitation	0,00	5 312,00		-5 312,00
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	1 000,00	15 562,00		-14 562,00
281355	Aménagement Bâtiments administratifs	0,00	19 268,00		-19 268,00
28138	Aménagement Autres constructions	0,00	387,00		-387,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	1 100 000,00	1 394 209,90		-294 209,90
28155	Outillage industriel	0,00	20 942,75		-20 942,75
281561	Service de distribution d'eau	0,00	89 470,25		-89 470,25
28157	Aménagement matériel industriel	0,00	2 061,00		-2 061,00
281728	Autres terrains (mise à disposition)	0,00	1 112,00		-1 112,00
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	0,00	8 910,00		-8 910,00
2817315	Bâtiments administratifs (mise à dispo)	0,00	29 050,00		-29 050,00
2817351	Aménagt Bât. d'exploitation (mad)	37 000,00	17 813,81		19 186,19
281738	Autres constructions (mise à dispo)	0,00	278,00		-278,00
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	0,00	12 313,00		-12 313,00
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	1 500 000,00	381 026,00		1 118 974,00
2817532	Réseaux d'assainissement (mad)	0,00	75 367,59		-75 367,59
281754	Matériel industriel (mise à disposition)	0,00	152 283,21		-152 283,21
281755	Outillage industriel (mise à disposit°)	0,00	3 043,24		-3 043,24
2817561	Service de distribution d'eau (mad)	600 000,00	330 155,18		269 844,82
281757	Aménagement matériel industriel (mad)	0,00	38 480,00		-38 480,00
281782	Matériel de transport (mad)	0,00	8 077,12		-8 077,12
281783	Matériel bureau et info (mise à dispo)	0,00	10 050,59		-10 050,59
281784	Mobilier (mise à disposition)	0,00	21,00		-21,00
281788	Autres immos corpo (mise à disposition)	0,00	3 433,93		-3 433,93
28181	Installations générales, agencements	1 000,00	16 894,00		-15 894,00
28182	Matériel de transport	100 000,00	99 652,40		347,60
28183	Matériel de bureau et informatique	20 000,00	39 545,39		-19 545,39
28184	Mobilier	20 000,00	2 224,12		17 775,88
28188	Autres	20 000,00	3 631,00		16 369,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>3 817 070,00</b>	<b>2 829 009,10</b>		<b>988 060,90</b>

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Crédits à réaliser au 31/12	Crédits reportés
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (6)</b>	<b>300 000,00</b>	<b>229 388,38</b>		<b>70 611,62</b>
2031	Frais d'études	0,00	3 694,43		-3 694,43
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	8 333,33		-8 333,33
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	6 927,30		-6 927,30
2182	Matériel de transport	0,00	1 302,87		-1 302,87
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	18 216,20		-18 216,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 800,00		-3 800,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	300 000,00	187 114,25		112 885,75
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>4 117 070,00</b>	<b>3 058 397,48</b>		<b>1 058 672,52</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>13 475 306,00</b>	<b>10 794 447,61</b>	<b>500 000,00</b>	<b>2 180 858,39</b>
<b>Pour information</b>		<b>2 078 327,49</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



<b>III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN</b>

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

## A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
30398210 / 85155641571	17/12/2019	10 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		10 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					45 807 870,15									
1641 Emprunts en euros (total)					44 707 870,15									
053-2	CAISSE D'EPARGNE	28/01/2014	01/01/2020	25/09/2020	41 256,15	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	5,270	EUR	A	P	O	A-1
129-1	CREDIT AGRICOLE	26/05/2011	01/01/2020	30/05/2020	89 641,45	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4,350	EUR	A	P	O	A-1
137-1	CREDIT AGRICOLE	12/07/2007	01/01/2020	17/06/2020	11 599,25	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1
137-2	CREDIT AGRICOLE	12/07/2007	01/01/2020	15/03/2020	22 451,27	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1
147-1	CREDIT AGRICOLE	24/01/2012	01/01/2020	01/03/2020	45 399,24	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	4,750	EUR	A	P	O	A-1
147-2	CREDIT AGRICOLE	08/10/2010	01/01/2020	01/03/2020	115 738,79	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
147-3	CREDIT AGRICOLE	09/04/2001	01/01/2020	29/02/2020	34 439,18	F	Taux fixe à 5.58 %	5,580	5,700	EUR	T	P	O	A-1
147-5	CAISSE D'EPARGNE	12/03/2014	01/01/2020	25/01/2020	51 347,64	F	Taux fixe à 4.67 %	4,670	4,750	EUR	T	P	O	A-1
161-1	CREDIT AGRICOLE	05/05/2011	01/01/2020	29/02/2020	26 765,13	F	Taux fixe à 4 %	4,000	4,060	EUR	T	P	O	A-1
161-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/06/2018	01/01/2020	01/02/2020	93 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
168-1	CAISSE D'EPARGNE	24/06/2005	01/01/2020	25/06/2020	11 526,40	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	P	O	A-1
168-2	CREDIT AGRICOLE	11/07/2017	01/01/2020	02/01/2020	41 133,55	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	0,920	EUR	T	P	O	A-1
2017-ream	SFIL CAFFIL	04/12/2015	01/01/2020	02/01/2020	517 244,49	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2019	DEXIA CL	29/08/2005	01/01/2020	01/10/2020	83 374,04	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,400	EUR	A	P	O	A-1
2020	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,700	EUR	A	P	O	A-1

ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										Devise	Caractéristiques de remboursement	Profil d'amortissement	de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise					
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
2020 - Refi	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2012	01/01/2020	25/06/2020	1 456 320,67	F	Taux fixe à 5.26 %	5,260	5,340	EUR	A	P	O	A-1	
2020-010-1	SFIL CAFFIL	24/06/2013	01/01/2020	01/08/2020	145 898,72	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	3,660	EUR	A	P	O	A-1	
2020-044-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2014	01/01/2020	01/04/2020	130 110,00	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1	
2020-053-1	CAISSE D'EPARGNE	13/08/2012	01/01/2020	25/09/2020	72 553,88	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	5,270	EUR	A	P	O	A-1	
2020-094-1	CREDIT AGRICOLE	15/02/2019	01/01/2020	01/03/2020	200 000,00	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	2,140	EUR	A	P	O	A-1	
2020-100	CREDIT AGRICOLE	01/03/2013	01/01/2020	15/06/2020	237 086,92	F	Taux fixe à 4.76 %	4,760	4,760	EUR	A	P	O	A-1	
2020-101	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/07/2015	01/01/2020	01/09/2020	486 000,00	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1	
2020-104	CREDIT AGRICOLE	16/03/2006	01/01/2020	30/03/2020	66 006,91	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	P	O	A-1	
2020-105	CAISSE D'EPARGNE	07/06/2018	01/01/2020	25/03/2020	153 026,58	F	Taux fixe à 2.19 %	2,190	2,210	EUR	T	P	O	A-1	
2020-106	BANQUE POSTALE	30/04/2019	01/01/2020	01/03/2020	391 346,36	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1	
2020-107	SFIL CAFFIL	10/04/2006	01/01/2020	01/03/2020	13 951,93	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	3,990	EUR	A	P	O	A-1	
2020-109	CREDIT AGRICOLE	29/06/2018	01/01/2020	11/07/2020	112 893,94	F	Taux fixe à 1.67 %	1,670	1,670	EUR	A	P	O	A-1	
2020-110	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/08/2019	01/01/2020	01/03/2020	400 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	S	C	O	A-1	
2020-112	CREDIT AGRICOLE	23/10/2008	01/01/2020	13/02/2020	358 723,38	F	Taux fixe à 5.1 %	5,100	5,100	EUR	A	P	O	A-1	
2020-113	SFIL CAFFIL	28/12/2003	01/01/2020	01/02/2020	39 891,40	F	Taux fixe à 3.97 %	3,970	3,970	EUR	A	P	O	A-1	
2020-115	CREDIT AGRICOLE	04/12/2012	01/01/2020	31/01/2020	166 401,39	F	Taux fixe à 4.9 %	4,900	5,010	EUR	M	P	O	A-1	
2020-116	CREDIT AGRICOLE	16/04/2007	01/01/2020	30/01/2020	23 493,17	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	4,320	EUR	T	P	O	A-1	
2020-117	CAISSE D'EPARGNE	21/01/2005	01/01/2020	25/01/2020	58 538,99	F	Taux fixe à 4.21 %	4,210	4,210	EUR	A	P	O	A-1	
2020-119	CREDIT AGRICOLE	06/07/2009	01/01/2020	17/01/2020	67 244,43	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,630	EUR	S	P	O	A-1	
2020-120	CREDIT AGRICOLE	29/06/2018	01/01/2020	11/10/2020	200 000,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,620	0,620	EUR	X	F	O	A-1	

ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise					
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
2020-121	CAISSE D'EPARGNE	22/04/2002	01/01/2020	25/04/2020	575 955,71	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor -0.17 sur Euribor 12M	0,060	0,060	EUR	A	P	O	A-1	
2020-122	SFIL CAFFIL	04/02/2000	01/01/2020	01/03/2020	393 505,62	F	Taux fixe à 6.1 %	6,100	6,100	EUR	A	P	O	A-1	
2020-123	CAISSE D'EPARGNE	26/10/2007	01/01/2020	25/02/2020	1 471 496,84	F	Taux fixe à 4.63 %	4,630	4,780	EUR	T	P	O	A-1	
2020-124	CREDIT AGRICOLE	24/10/2008	01/01/2020	25/02/2020	880 722,31	F	Taux fixe à 5.05 %	5,050	5,150	EUR	T	P	O	A-1	
2020-125	CREDIT AGRICOLE	03/11/2009	01/01/2020	12/02/2020	1 200 016,80	V	(Euribor 3M + 2.49)-Floor -2.49 sur Euribor 3M	2,100	2,150	EUR	T	P	O	A-1	
2020-126	SFIL CAFFIL	07/02/2001	01/01/2020	01/02/2020	385 340,79	F	Taux fixe à 6 %	6,000	6,000	EUR	A	P	O	A-1	
2020-127	CAISSE D'EPARGNE	11/01/2007	01/01/2020	25/01/2020	1 193 666,96	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,160	EUR	A	P	O	A-1	
2020-128	CAISSE D'EPARGNE	08/12/2017	01/01/2020	25/01/2020	1 430 162,21	F	Taux fixe à 2.07 %	2,070	2,090	EUR	T	P	O	A-1	
2020-129	CAISSE D'EPARGNE	21/08/2014	01/01/2020	25/01/2020	895 933,86	F	Taux fixe à 4.03 %	4,030	4,090	EUR	T	P	O	A-1	
2020-129-2	CREDIT AGRICOLE	18/10/2007	01/01/2020	30/10/2020	75 741,17	F	Taux fixe à 4.89 %	4,890	4,890	EUR	A	P	O	A-1	
2020-130	CAISSE D'EPARGNE	12/12/2013	01/01/2020	25/01/2020	854 226,90	F	Taux fixe à 3.34 %	3,340	3,380	EUR	T	P	O	A-1	
2020-132	DEXIA CL	14/12/2000	01/01/2020	02/01/2020	31 853,46	F	Taux fixe à 6.15 %	6,150	6,150	EUR	A	P	O	A-1	
2020-133	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2012	01/01/2020	02/01/2020	667 926,93	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1	
2020-134	CREDIT AGRICOLE	06/06/2019	01/07/2019	01/07/2020	287 000,00	F	Taux fixe à 2.04 %	2,040	2,040	EUR	A	P	O	A-1	
2020-135	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	01/01/2020	30/12/2020	761 132,81	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	3,550	EUR	A	P	O	A-1	
2020-136	CAISSE D'EPARGNE	14/12/2012	01/01/2020	25/12/2020	187 134,64	F	Taux fixe à 4.72 %	4,720	4,720	EUR	A	P	O	A-1	
2020-138	CREDIT AGRICOLE	22/12/2011	01/01/2020	25/12/2020	793 518,02	F	Taux fixe à 4.69 %	4,690	4,690	EUR	A	P	O	A-1	
2020-139	CREDIT FONCIER DE FRANCE	16/11/2004	01/01/2020	30/11/2020	920 784,15	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,450	EUR	A	P	O	A-1	
2020-141	DEXIA CL	14/05/2001	01/01/2020	01/11/2020	614 891,50	F	Taux fixe à 5.92 %	5,920	5,920	EUR	A	P	O	A-1	
2020-142	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/11/2020	50 393,15	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1	

ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise					
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
2020-142-1	CREDIT AGRICOLE	30/06/2008	01/01/2020	01/03/2020	89 709,88	F	Taux fixe à 4.78 %	4,780	4,870	EUR	T	P	O	A-1	
2020-142-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2016	01/01/2020	01/10/2020	147 020,43	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1	
2020-143	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2020	01/01/2020	25/10/2020	26 236,23	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,590	EUR	A	P	O	A-1	
2020-144	BANQUE POSTALE	12/08/2019	01/01/2020	01/10/2020	180 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	A	P	O	A-1	
2020-145	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/09/2014	01/01/2020	01/10/2020	463 083,35	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1	
2020-146	CAISSE D'EPARGNE	19/09/2007	01/01/2020	25/09/2020	769 754,41	F	Taux fixe à 4.99 %	4,990	5,060	EUR	A	P	O	A-1	
2020-147	CAISSE D'EPARGNE	23/05/2013	01/01/2020	25/09/2020	53 720,30	F	Taux fixe à 4.17 %	4,170	4,170	EUR	A	P	O	A-1	
2020-148	CAISSE D'EPARGNE	29/08/2018	01/01/2020	25/09/2020	22 596,06	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	0,860	EUR	A	P	O	A-1	
2020-149	CREDIT AGRICOLE	01/06/2011	01/01/2020	14/08/2020	163 759,46	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1	
2020-150	GROUPAMA	31/08/2016	01/01/2020	03/08/2020	113 181,08	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,700	EUR	A	P	O	A-1	
2020-151	CREDIT AGRICOLE	24/06/2003	01/01/2020	30/06/2020	1 046 820,16	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1	
2020-152	CREDIT AGRICOLE	01/01/2020	01/01/2020	30/04/2020	7 310,72	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	A	P	O	A-1	
2020-154	CAISSE D'EPARGNE	30/10/2019	01/01/2020	25/11/2020	400 000,00	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	0,640	EUR	A	P	O	A-1	
2020-155	CAISSE D'EPARGNE	06/01/2015	01/01/2020	25/01/2020	32 647,51	F	Taux fixe à 2.68 %	2,680	2,710	EUR	T	P	O	A-1	
2020-156	CAISSE D'EPARGNE	21/06/2016	01/01/2020	25/03/2020	40 399,01	F	Taux fixe à 2 %	2,000	2,020	EUR	T	P	O	A-1	
2020-157	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2020	01/01/2020	25/02/2020	9 304,23	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,430	EUR	A	P	O	A-1	
2020-158	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2020	01/01/2020	25/03/2020	3 822,42	F	Taux fixe à 4.37 %	4,370	4,440	EUR	T	P	O	A-1	
2020-159	CREDIT AGRICOLE	09/10/2005	01/01/2020	30/10/2020	803 953,74	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1	
2020-160	SFIL CAFFIL	01/01/2020	01/01/2020	01/10/2020	685 292,82	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1	
2020-161	CREDIT AGRICOLE	13/12/2005	01/01/2020	30/12/2020	1 025 574,97	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,890	EUR	A	P	O	A-1	

ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Caractéristique des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	Categorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-253-1	CAISSE D'EPARGNE	22/11/2018	01/01/2020	25/02/2020	113 053,21	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
2020-253-2	CAISSE D'EPARGNE	11/07/2016	01/01/2020	25/02/2020	175 302,00	F	Taux fixe à 2.04 %	2,040	2,060	EUR	T	P	O	A-1
2020-267-1	CREDIT AGRICOLE	20/03/2015	01/01/2020	01/02/2020	180 197,27	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,630	EUR	T	P	O	A-1
2020-269-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28/11/2016	01/01/2020	01/07/2020	962 869,39	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-2	DEXIA CL	08/04/2006	01/01/2020	01/06/2020	212 352,84	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	4,140	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-3	CREDIT AGRICOLE	20/02/2009	01/01/2020	30/03/2020	271 274,69	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,330	EUR	T	P	O	A-1
2020-269-4	DEXIA CL	05/12/2001	01/01/2020	01/03/2020	65 774,16	F	Taux fixe à 5.32 %	5,320	5,320	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-5	CAISSE D'EPARGNE	22/10/2013	01/01/2020	25/02/2020	165 211,60	F	Taux fixe à 4.53 %	4,530	4,530	EUR	A	P	O	A-1
2020-274-1	SFIL CAFFIL	21/10/2009	01/01/2020	02/01/2020	185 335,73	V	(Euribor 1M + 1)-Floor -1 sur Euribor 1M	0,550	0,560	EUR	M	P	O	A-1
2020-284-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/04/2018	01/01/2020	01/05/2020	1 234 350,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2020-284-2	SFIL CAFFIL	30/06/2005	01/01/2020	01/04/2020	182 946,40	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	3,660	EUR	A	P	O	A-1
2020-284-3	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11/07/2016	01/01/2020	01/08/2020	90 000,01	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2020-291-1	CAISSE D'EPARGNE	07/02/2003	01/01/2020	25/02/2020	16 604,95	F	Taux fixe à 4.93 %	4,930	4,930	EUR	A	P	O	A-1
2020-291-2	CAISSE D'EPARGNE	07/02/2003	01/01/2020	25/02/2020	5 052,50	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	4,800	EUR	A	P	O	A-1
2020-291-3	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/12/2018	01/01/2020	01/02/2020	100 000,00	V	(Livret A + 1.21)-Floor -1.21 sur Livret A	1,960	1,960	EUR	A	C	O	A-1
2020-305-4	SFIL CAFFIL	20/10/2008	01/01/2020	02/01/2020	22 391,24	F	Taux fixe à 5.67 %	5,670	5,790	EUR	T	P	O	A-1

**ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-305-5	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/07/2019	01/01/2020	01/02/2020	99 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
2020-ream	SFIL CAFFIL	20/11/2020	01/12/2020	01/03/2021	490 518,65	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	P	O	A-1
2021	CAISSE D'EPARGNE	01/12/2011	01/01/2020	25/12/2020	382 105,47	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
2021 ream eau	CAISSE D'EPARGNE	07/01/2021	25/11/2020	25/02/2021	5 050 534,65	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	P	O	A-1
2022	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2013	01/01/2020	25/01/2020	341 150,27	F	Taux fixe à 3.34 %	3,340	3,380	EUR	T	P	O	A-1
2023	CAISSE D'EPARGNE	18/06/2014	01/01/2020	25/09/2020	327 669,91	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	4,070	EUR	A	P	O	A-1
2024	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2014	01/01/2020	25/01/2020	254 749,92	F	Taux fixe à 2.17 %	2,170	2,190	EUR	T	P	O	A-1
2025	CAISSE D'EPARGNE	14/11/2016	01/01/2020	25/12/2020	520 563,75	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,440	EUR	A	P	O	A-1
2026	CAISSE D'EPARGNE	30/11/2017	01/01/2020	25/11/2020	843 865,68	F	Taux fixe à 2.09 %	2,090	2,090	EUR	A	P	O	A-1
2027	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	01/01/2020	02/01/2020	1 300 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,800	EUR	A	P	O	A-1
2028	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/03/2017	01/01/2020	01/04/2020	1 300 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2029	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	800 000,00	F	Taux fixe à 0.48 %	0,480	0,480	EUR	A	P	O	A-1
274-2	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2019	01/01/2020	25/11/2020	50 000,00	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,060	EUR	A	P	O	A-1
320-1	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2019	01/01/2020	25/12/2021	200 000,00	F	Taux fixe à 0.58 %	0,580	0,580	EUR	X	F	O	A-1
320-2	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2019	01/01/2020	25/12/2020	45 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,430	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 100 000,00									
0067-Tirage Eur12M	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	01/01/2020	31/12/2030	1 100 000,00	V	Euribor 12M + 0.42	0,180	0,180	EUR	X	X	O	A-1
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					<b>0,00</b>									





Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Forme d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					740 883,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					740 883,00									
2020-137	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	07/05/2018	01/01/2020	16/01/2021	740 883,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					2 557 027,56									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					2 557 027,56									
0060/ eau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31/12/2008	01/01/2020	01/02/2020	611 145,36	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
0062-eau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/11/2012	01/01/2020	02/01/2020	400 756,14	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
0067-Consolidation	CREDIT AGRICOLE	08/11/2010	01/01/2020	31/12/2020	1 100 000,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,350	EUR	A	C	O	A-1
0165/eau	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2005	01/01/2020	25/02/2020	190 139,32	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0169/eau	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2007	01/01/2020	25/03/2020	240 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,800	EUR	T	C	O	A-1
2020-253-3	CREDIT AGRICOLE	03/11/2010	01/01/2020	02/01/2020	14 986,74	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	P	O	A-1
<b>Total général</b>					<b>49 105 780,71</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		37 209 212,24					2 192 588,31	1 194 021,34	0,00	334 770,77
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		37 209 212,24					2 192 588,31	1 194 021,34	0,00	334 770,77
053-2	N	0,00	A-1	38 966,72	11,73	F	Taux fixe à 5.27 %	6,680	2 289,43	2 174,20	0,00	541,91
129-1	N	0,00	A-1	85 971,06	15,41	F	Taux fixe à 4.35 %	6,950	3 670,39	3 899,41	0,00	2 181,52
137-1	N	0,00	A-1	5 929,46	0,46	F	Taux fixe à 4.58 %	7,930	5 669,79	531,25	0,00	145,60
137-2	N	0,00	A-1	11 476,98	0,21	F	Taux fixe à 4.58 %	10,540	10 974,29	1 028,27	0,00	416,14
147-1	N	0,00	A-1	44 268,81	21,17	F	Taux fixe à 4.75 %	8,780	1 130,43	2 156,46	0,00	1 746,47
147-2	N	0,00	A-1	112 158,75	20,17	F	Taux fixe à 3.5 %	6,480	3 580,04	4 050,86	0,00	3 260,39
147-3	N	0,00	A-1	29 913,66	5,41	F	Taux fixe à 5.58 %	6,080	4 525,52	1 828,08	0,00	139,10
147-5	N	0,00	A-1	48 476,78	12,07	F	Taux fixe à 4.67 %	5,540	2 870,86	2 348,14	0,00	408,76
161-1	N	0,00	A-1	24 892,88	10,41	F	Taux fixe à 4 %	4,350	1 872,25	1 042,75	0,00	82,98
161-2	N	0,00	A-1	90 600,00	37,58	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,510	2 400,00	1 203,43	0,00	184,74
168-1	N	0,00	A-1	9 785,60	4,48	F	Taux fixe à 3.93 %	6,120	1 740,80	452,99	0,00	197,63
168-2	N	0,00	A-1	32 622,43	3,50	F	Taux fixe à 0.92 % Taux fixe à 0.92 %	1,180	8 511,12	349,12	0,00	74,20
2017-ream	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.25 % Taux fixe à 3.25 %	7,050	35 931,52	31 149,57	0,00	0,00
2019	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.4 %	4,530	83 374,04	2 834,70	0,00	0,00
2020	N	0,00	A-1	3 000 000,00	29,98	F	Taux fixe à 0.7 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Annuités		ICNE de l'exercice
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)		Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
2020 - Refi	N	0,00	A-1	1 315 864,36	7,48	F	Taux fixe à 5.26 %	8,260	140 456,31	77 879,18	0,00	0,00
2020-010-1	N	0,00	A-1	131 919,09	7,58	F	Taux fixe à 3.66 %	5,240	13 979,63	5 339,89	0,00	1 998,35
2020-044-1	N	0,00	A-1	123 604,50	14,00	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	1,550	6 505,50	1 511,66	0,00	455,81
2020-053-1	N	0,00	A-1	68 527,63	11,73	F	Taux fixe à 5.27 %	6,680	4 026,25	3 823,59	0,00	953,01
2020-094-1	N	0,00	A-1	191 882,78	18,17	F	Taux fixe à 2.14 %	3,710	8 117,22	3 765,46	0,00	3 410,50
2020-100	N	0,00	A-1	224 786,92	12,46	F	Taux fixe à 4.76 %	7,410	12 300,00	11 285,34	0,00	5 795,76
2020-101	N	0,00	A-1	472 500,00	34,67	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	2,250	13 500,00	8 505,00	0,00	2 342,81
2020-104	N	0,00	A-1	57 632,02	5,25	F	Taux fixe à 3.93 %	7,190	8 374,89	2 594,07	0,00	997,07
2020-105	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.19 %	2,230	3 788,66	3 016,99	0,00	39,41
2020-106	N	0,00	A-1	373 850,07	18,42	F	Taux fixe à 1.45 %	1,570	17 496,29	5 579,67	0,00	436,68
2020-107	N	0,00	A-1	7 112,42	0,17	F	Taux fixe à 3.99 %	9,620	6 839,51	556,68	0,00	235,69
2020-109	N	0,00	A-1	105 669,21	12,53	F	Taux fixe à 1.67 %	2,480	7 224,73	1 885,33	0,00	828,42
2020-110	N	0,00	A-1	390 000,00	38,67	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,740	10 000,00	5 244,49	0,00	1 606,45
2020-112	N	0,00	A-1	347 093,33	17,12	F	Taux fixe à 5.1 %	9,720	11 630,05	18 294,89	0,00	15 587,37
2020-113	N	0,00	A-1	32 521,97	3,08	F	Taux fixe à 3.97 %	8,340	7 369,43	1 583,69	0,00	1 179,94
2020-115	N	0,00	A-1	160 533,72	17,08	F	Taux fixe à 4.9 %	4,900	6 343,80	8 704,53	0,00	0,00
2020-116	N	0,00	A-1	14 392,75	1,33	F	Taux fixe à 4.25 %	5,160	9 100,42	854,70	0,00	101,95
2020-117	N	0,00	A-1	49 760,00	4,07	F	Taux fixe à 4.21 %	8,770	8 778,99	2 464,49	0,00	1 949,42
2020-119	N	0,00	A-1	61 805,80	8,54	F	Taux fixe à 4.58 %	6,780	5 438,63	3 018,23	0,00	1 281,67
2020-120	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0.62 %	0,800	200 000,00	1 240,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-121	N	0,00	A-1	541 554,75	11,32	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor -0.17 sur Euribor 12M	0,120	34 400,96	339,62	0,00	327,19
2020-122	N	0,00	A-1	367 360,25	9,17	F	Taux fixe à 6.1 %	11,470	26 145,37	24 003,84	0,00	18 611,90
2020-123	N	0,00	A-1	1 417 764,46	16,90	F	Taux fixe à 4.63 %	5,180	53 732,38	68 324,69	0,00	6 564,25
2020-124	N	0,00	A-1	852 300,53	17,90	F	Taux fixe à 5.05 %	5,550	28 421,78	43 943,86	0,00	4 782,35
2020-125	N	0,00	A-1	1 151 230,01	18,86	V	(Euribor 3M + 2.49)-Floor -2.49 sur Euribor 3M	2,380	48 786,79	24 896,31	0,00	3 102,87
2020-126	N	0,00	A-1	362 498,93	10,08	F	Taux fixe à 6 %	11,800	22 841,86	23 120,45	0,00	19 877,03
2020-127	N	0,00	A-1	1 147 547,60	16,07	F	Taux fixe à 4.1 %	8,190	46 119,36	49 620,07	0,00	44 566,29
2020-128	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.07 %	2,500	47 774,70	31 619,72	0,00	5 166,68
2020-129	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.03 %	4,860	29 268,41	38 578,06	0,00	6 306,19
2020-129-2	N	0,00	A-1	73 021,11	16,83	F	Taux fixe à 4.89 %	5,710	2 720,06	3 703,74	0,00	595,12
2020-130	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.34 %	4,030	32 207,50	30 418,53	0,00	4 957,23
2020-132	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6.15 %	0,000	31 853,46	1 958,99	0,00	0,00
2020-133	N	0,00	A-1	604 683,11	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	8,300	63 243,82	26 383,11	0,00	23 818,45
2020-134	N	0,00	A-1	278 085,41	23,50	F	Taux fixe à 2.04 %	2,030	8 914,59	5 854,80	0,00	2 820,71
2020-135	N	0,00	A-1	742 837,17	25,00	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	18 295,64	27 020,21	0,00	0,00
2020-136	N	0,00	A-1	176 380,25	11,98	F	Taux fixe à 4.72 %	4,790	10 754,39	8 832,76	0,00	115,63
2020-138	N	0,00	A-1	761 969,91	15,98	F	Taux fixe à 4.69 %	4,760	31 548,11	37 216,00	0,00	496,34
2020-139	N	0,00	A-1	876 315,78	13,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,820	44 468,37	40 974,89	0,00	3 249,67
2020-141	N	0,00	A-1	578 271,99	10,83	F	Taux fixe à 5.92 %	6,900	36 619,51	36 401,58	0,00	5 610,52
2020-142	N	0,00	A-1	47 216,40	11,90	F	Taux fixe à 3.25 %	3,570	3 176,75	1 637,78	0,00	149,19
2020-142-1	N	0,00	A-1	84 974,83	12,67	F	Taux fixe à 4.78 %	5,180	4 735,05	4 204,11	0,00	327,20

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
2020-142-2	N	0,00	A-1	142 563,47	25,75	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,810	4 456,96	2 205,31	0,00	440,56
2020-143	N	0,00	A-1	13 221,60	0,82	F	Taux fixe à 1.59 %	1,910	13 014,63	417,16	0,00	37,95
2020-144	N	0,00	A-1	171 817,28	18,75	F	Taux fixe à 0.99 %	1,250	8 182,72	1 801,80	0,00	420,52
2020-145	N	0,00	A-1	444 560,02	23,75	V	(Livret A + 1)-Floor -1 sur Livret A	2,130	18 523,33	8 103,96	0,00	1 648,58
2020-146	N	0,00	A-1	742 551,16	16,73	F	Taux fixe à 4.99 %	6,430	27 203,25	39 050,92	0,00	9 983,81
2020-147	N	0,00	A-1	48 679,36	7,73	F	Taux fixe à 4.17 %	5,300	5 040,94	2 240,14	0,00	535,68
2020-148	N	0,00	A-1	15 128,45	1,73	F	Taux fixe à 0.86 %	1,110	7 467,61	194,33	0,00	34,33
2020-149	N	0,00	A-1	143 238,89	5,62	F	Taux fixe à 4.34 %	6,060	20 520,57	7 107,16	0,00	2 348,48
2020-150	N	0,00	A-1	107 383,09	15,59	F	Taux fixe à 1.7 %	2,410	5 797,99	1 924,08	0,00	745,42
2020-151	N	0,00	A-1	991 831,32	12,50	F	Taux fixe à 4.58 %	6,930	54 988,84	47 944,36	0,00	22 712,94
2020-152	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0.95 %	1,670	7 310,72	40,21	0,00	0,00
2020-154	N	0,00	A-1	374 507,68	13,90	F	Taux fixe à 0.64 %	0,740	25 492,32	2 695,11	0,00	233,03
2020-155	N	0,00	A-1	29 841,21	9,07	F	Taux fixe à 2.68 %	3,190	2 806,30	846,90	0,00	144,40
2020-156	N	0,00	A-1	37 317,42	10,73	F	Taux fixe à 2 %	2,030	3 081,59	784,97	0,00	10,37
2020-157	N	0,00	A-1	6 336,24	1,15	F	Taux fixe à 4.43 %	9,580	2 967,99	412,18	0,00	237,82
2020-158	N	0,00	A-1	1 673,61	0,65	F	Taux fixe à 4.37 %	4,460	2 148,81	132,15	0,00	1,02
2020-159	N	0,00	A-1	680 875,92	4,83	F	Taux fixe à 3.39 %	3,970	123 077,82	27 254,03	0,00	3 846,95
2020-160	N	0,00	A-1	629 835,11	8,75	F	Taux fixe à 4.62 %	5,790	55 457,71	31 660,53	0,00	7 193,77
2020-161	N	0,00	A-1	978 167,71	15,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	47 407,26	39 894,87	0,00	0,00
2020-253-1	N	0,00	A-1	105 968,56	12,90	F	Taux fixe à 1.97 %	2,170	7 084,65	2 175,03	0,00	202,96
2020-253-2	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.04 %	2,270	6 382,06	3 527,55	0,00	335,02
2020-267-1	N	0,00	A-1	175 212,18	24,58	F	Taux fixe à 2.6 %	3,030	4 985,09	4 636,79	0,00	746,60

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-269-1	N	0,00	A-1	943 885,33	36,50	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	2,130	18 984,06	14 443,04	0,00	5 866,51
2020-269-2	N	0,00	A-1	203 499,11	15,42	F	Taux fixe à 4.14 %	6,600	8 853,73	8 791,41	0,00	4 891,10
2020-269-3	N	0,00	A-1	261 961,29	18,25	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	9 313,40	11 408,84	0,00	0,00
2020-269-4	N	0,00	A-1	62 135,75	11,17	F	Taux fixe à 5.32 %	9,950	3 638,41	3 499,19	0,00	2 745,50
2020-269-5	N	0,00	A-1	157 280,47	13,15	F	Taux fixe à 4.53 %	8,530	7 931,13	7 484,09	0,00	6 036,30
2020-274-1	N	0,00	A-1	168 313,57	9,08	V	(Euribor 1M + 1)-Floor -1 sur Euribor 1M (Euribor 1M + 1)-Floor -1 sur Euribor 1M	0,570	17 022,16	931,80	0,00	63,68
2020-284-1	N	0,00	A-1	1 202 700,00	37,33	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	2,350	31 650,00	18 515,25	0,00	9 980,74
2020-284-2	N	0,00	A-1	169 140,23	9,25	F	Taux fixe à 3.66 %	6,560	13 806,17	6 695,84	0,00	4 625,70
2020-284-3	N	0,00	A-1	86 666,68	25,58	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	2,030	3 333,33	1 350,00	0,00	448,38
2020-291-1	N	0,00	A-1	13 595,66	3,15	F	Taux fixe à 4.93 %	9,870	3 009,29	818,62	0,00	567,87
2020-291-2	N	0,00	A-1	2 585,50	0,15	F	Taux fixe à 4.8 %	11,750	2 467,00	242,52	0,00	105,07
2020-291-3	N	0,00	A-1	97 500,00	38,08	V	(Livret A + 1.21)-Floor -1.21 sur Livret A	3,490	2 500,00	1 884,12	0,00	1 523,68
2020-305-4	N	0,00	A-1	17 594,10	3,00	F	Taux fixe à 5.67 % Taux fixe à 5.67 %	7,290	4 797,14	1 168,78	0,00	246,63
2020-305-5	N	0,00	A-1	95 000,00	23,58	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,520	4 000,00	1 274,31	0,00	193,71
2020-ream	N	0,00	A-1	490 518,65	13,92	F	Taux fixe à 1.6 %	1,570	0,00	0,00	0,00	632,22
2021	N	0,00	A-1	334 224,15	5,98	F	Taux fixe à 4.34 %	4,400	47 881,32	16 583,38	0,00	201,46
2021 ream eau	N	0,00	A-1	5 050 534,65	23,90	F	Taux fixe à 1.64 %	1,620	0,00	0,00	0,00	4 057,52

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2022	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.34 %	4,030	12 422,09	12 154,87	0,00	1 982,41
2023	N	0,00	A-1	311 390,65	13,73	F	Taux fixe à 4.07 %	5,160	16 279,26	13 336,17	0,00	3 344,42
2024	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.17 %	2,620	10 133,61	5 888,34	0,00	958,42
2025	N	0,00	A-1	493 318,78	15,98	F	Taux fixe à 1.44 %	1,460	27 244,97	7 496,12	0,00	98,66
2026	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 2.09 %	2,130	28 950,10	33 803,85	0,00	0,00
2027	N	0,00	A-1	1 245 422,45	18,00	F	Taux fixe à 1.8 %	3,740	54 577,55	24 169,32	0,00	22 355,16
2028	N	0,00	A-1	1 267 500,00	38,25	V	Taux fixe à 1.8 % (Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	2,460	32 500,00	19 500,00	0,00	11 838,80
2029	N	0,00	A-1	721 712,83	8,98	F	Taux fixe à 0.48 %	0,480	78 287,17	3 903,12	0,00	48,11
274-2	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 1.06 %	1,180	2 257,53	530,00	0,00	49,20
320-1	N	0,00	A-1	200 000,00	0,98	F	Taux fixe à 0.58 %	0,600	0,00	1 189,00	0,00	16,11
320-2	N	0,00	A-1	43 489,92	23,98	F	Taux fixe à 1.43 %	1,490	1 510,08	659,59	0,00	8,64
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
0067-Tirage Eur12M	N	0,00	A-1	0,00	10,00	V	Euribor 12M + 0.42	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>740 883,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		740 883,00					0,00	0,00	0,00	0,00
2020-137	N	0,00	A-1	740 883,00	9,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		<b>0,00</b>		<b>2 182 980,93</b>					<b>312 141,88</b>	<b>74 460,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		2 182 980,93					312 141,88	74 460,03	0,00	0,00
0060/ eau	N	0,00	A-1	499 254,38	3,08	F	Taux fixe à 4.42 %	9,270	111 890,98	27 012,62	0,00	0,00
0062-eau	N	0,00	A-1	362 809,85	7,00	F	Taux fixe à 3.95 % % Taux fixe à 3.95 %	8,300	37 946,29	15 829,87	0,00	0,00
0067-Consolidation	N	0,00	A-1	1 000 000,00	10,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,310	38 095,25	13 888,62	0,00	0,00
0165/eau	N	0,00	A-1	96 654,25	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	8,330	93 485,07	6 445,72	0,00	0,00
0169/eau	N	0,00	A-1	210 000,00	6,98	F	Taux fixe à 4.65 %	4,810	30 000,00	10 814,16	0,00	0,00
2020-253-3	N	0,00	A-1	14 262,45	15,00	F	Taux fixe à 3.2 % Taux fixe à 3.2 %	3,470	724,29	469,04	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>40 133 076,17</b>					<b>2 504 730,19</b>	<b>1 268 481,37</b>	<b>0,00</b>	<b>334 770,77</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A1.3

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	114	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	40 133 076,17	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €	20-12-2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Matériel classique	10	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	Réseau et branchement AEP	60	12/10/2020
L	Bâtiments durables (réservoirs, stations...)	60	12/10/2020
L	Organes de régulation (électronique, capteurs...)	8	12/10/2020
L	Bâtiments légers, abris	15	12/10/2020
L	Aménagement de bât, inst élec & téléphonique	20	12/10/2020
L	Engins de travaux publics	8	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>3 700 000,00</b>	<b>3 130 065,13</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>3 000 000,00</b>	<b>2 504 730,19</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 000 000,00	2 192 588,31
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	312 141,88
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>700 000,00</b>	<b>625 334,94</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	700 000,00	625 334,94
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>3 130 065,13</b>	<b>4 476 147,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 606 212,13</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>4 117 070,00</b>	<b>III 3 274 213,47</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>300 000,00</b>	<b>445 204,37</b>
10222	FCTVA	0,00	215 815,99
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	300 000,00	229 388,38
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>3 817 070,00</b>	<b>2 829 009,10</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	0,00	35 099,32
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	8 056,30
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	3 234,00
28121	Aménagement Terrains nus	0,00	2 045,00
28128	Aménagement Autres terrains	1 000,00	0,00
281311	Bâtiments d'exploitation	0,00	5 312,00
281351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	1 000,00	15 562,00
281355	Aménagement Bâtiments administratifs	0,00	19 268,00
28138	Aménagement Autres constructions	0,00	387,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	1 100 000,00	1 394 209,90
28155	Outillage industriel	0,00	20 942,75
281561	Service de distribution d'eau	0,00	89 470,25
28157	Aménagement matériel industriel	0,00	2 061,00
281728	Autres terrains (mise à disposition)	0,00	1 112,00
2817311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	0,00	8 910,00
2817315	Bâtiments administratifs (mise à dispo)	0,00	29 050,00
2817351	Aménagt Bât. d'exploitation (mad)	37 000,00	17 813,81
281738	Autres constructions (mise à dispo)	0,00	278,00
281751	Installat° complexes spécialisées (mad)	0,00	12 313,00
2817531	Réseaux d'adduction d'eau (mad)	1 500 000,00	381 026,00
2817532	Réseaux d'assainissement (mad)	0,00	75 367,59
281754	Matériel industriel (mise à disposition)	0,00	152 283,21
281755	Outillage industriel (mise à disposit°)	0,00	3 043,24
2817561	Service de distribution d'eau (mad)	600 000,00	330 155,18
281757	Aménagement matériel industriel (mad)	0,00	38 480,00
281782	Matériel de transport (mad)	0,00	8 077,12
281783	Matériel bureau et info (mise à dispo)	0,00	10 050,59
281784	Mobilier (mise à disposition)	0,00	21,00
281788	Autres immos corpo (mise à disposition)	0,00	3 433,93
28181	Installations générales, agencements	1 000,00	16 894,00
28182	Matériel de transport	100 000,00	99 652,40
28183	Matériel de bureau et informatique	20 000,00	39 545,39
28184	Mobilier	20 000,00	2 224,12
28188	Autres	20 000,00	3 631,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	417 070,00	0,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	R10	6 de l'exercice précédent
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>3 274 213,47</b>	<b>500 000,00</b>	<b>2 078 327,49</b>	<b>1 078 104,33</b>	<b>6 930 645,29</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 7 606 212,13</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 6 930 645,29</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV - II (3) -675 566,84</b>

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
- (2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (3) Indiquer le signe algébrique.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A8.1

## A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2020	GENERARGUES TRSFT EAU TERRAIN	15 952,91	0,00	0
01/01/2020	20M00077 MO ET ASSISTANCE INFRA ST FLO	5 223,88	0,00	5
01/01/2020	SJROS TRSFT EAU REVST PVR AVENE	22 863,27	0,00	0
01/01/2020	SFAUZ TRSFT EAU	3 997,35	0,00	0
01/01/2020	SFAUZ TRSFT EAU TERRAIN	23,85	0,00	0
01/01/2020	OUTILLAGES TECHNIQUES EAU	13 185,23	0,00	10
01/01/2020	LICENCE LOGICIEL	77 653,16	0,00	5
01/01/2020	FOURNITURE ET POSE PORTAIL EAU	13 939,20	696,00	20
01/01/2020	MATERIELS ELECTRIQUES	16 494,64	2 061,00	8
01/01/2020	PEUGEOT BOXER FK-241-MW	24 184,92	4 836,00	5
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-635-MV	22 558,40	4 511,00	5
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-781-ST	22 558,40	4 511,00	5
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-909-MV	22 198,40	4 439,00	5
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-829-MX	22 198,40	4 439,00	5
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-550-MW	22 198,40	4 439,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-429-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-001-YT	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-353-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-441-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-540-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-346-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-553-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-456-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-574-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-059-CD	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	CLIO FH-415-CC	14 072,36	2 814,00	5
01/01/2020	CLIO FH-260-CC	14 072,36	2 814,00	5
01/01/2020	CLIO FH-190-CD	14 072,36	2 814,00	5
01/01/2020	CLIO FH-963-CC	14 072,36	2 814,00	5
01/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE	18 165,60	0,00	5
01/01/2020	MATERIEL INFORMATIQUE	59 777,86	11 955,00	5
01/01/2020	ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE	10 777,20	2 155,00	5
01/01/2020	MOBILIER DE BUREAU	1 068,12	1 068,12	1
01/01/2020	PEUGEOT EXPERT FK-433-MW	22 198,40	4 439,00	5
01/01/2020	RENAULT KANGOO FH-455-CC	18 277,56	3 655,00	5
01/01/2020	MO EAU POTABLE	12 856,80	0,00	0
01/01/2020	FRAIS INSERTION	972,00	0,00	0
01/01/2020	ACHAT VEHICULES UTILITAIRES	1 080,00	0,00	0
01/01/2020	FRAIS D'INSERTION	3 474,36	0,00	0
01/01/2020	EXPERTISE+DOSSIER DUP FORAGE NERS	11 511,58	0,00	0
01/01/2020	LOGICIELS NON AMORTIS	3 068,88	0,00	5
01/01/2020	LOGICIELS HORIZON CLOUD	2 055,36	0,00	5
01/01/2020	VENTE GAMBOA LES DAVALADES	3 790,32	0,00	0
01/01/2020	VENTE RANDON FISCHER CNE NERS LES PRES	1 227,92	0,00	0
01/01/2020	DEPOT ACTE DE SERVITUDE ROMEI	818,60	0,00	0
01/01/2020	FRAIS SERVITUDES NOGARET INZANI	792,00	0,00	0
01/01/2020	BATIMENT PERSONNEL VEHICULE NON AMORTI	4 066,40	0,00	60
01/01/2020	MISE AUX NORMES CHATEAU D'EAU NON AMORTI	10 457,82	0,00	60
01/01/2020	CONSTRUCTION LOCAL TECHNIQUE NON AMORTI	21 340,23	0,00	0
01/01/2020	SUPRESSEUR HYDRAULIQUE NON AMORTI	110 988,79	0,00	50
01/01/2020	TURBIDIMETRE NON AMORTI	6 487,10	0,00	10
01/01/2020	STAT° NERS REMPLA POMPE FORAGE NON AMORT	10 405,68	0,00	50
01/01/2020	RESEAUX AEP NON AMORTIS	1 875 932,96	0,00	60
01/01/2020	ACHAT PEUGEOT PARTNER NON AMORTI	18 972,76	0,00	5
01/01/2020	TITRES NON AMORTIS	205,81	0,00	0
01/01/2020	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT VERSE NON AMORTIS	181,80	0,00	0
01/01/2020	TERRAINS	1 801,41	0,00	0
01/01/2020	REMPLACEMENT ORDI EN COURS AMORT	4 938,00	0,00	5
01/01/2020	TITRE IMMOBILISE NON AMORTIS	228,67	0,00	0
01/01/2020	FACT 4101859311751 30/08/2018 NON AMORT	1 296,00	0,00	2
01/01/2020	INSTAL TECHNIQUES NON AMORTISSABLE	81 649,29	0,00	0
01/01/2020	BATIMENTS EXPLOITATION NON AMORTIS	350 746,42	0,00	60



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
01/01/2020	RESEAUX ADDUCTION EAU NON AMORTIS	51 739,96	0,00	60
01/01/2020	SERVICE DISTRIBUTION EAU NON AMORTIS	37 922,11	0,00	60
01/01/2020	MATERIEL INDUSTRIELS NON AMORTIS	129 126,24	0,00	20
01/01/2020	RENAULT GMD ALES NON AMORTIS	19 850,53	0,00	5
01/01/2020	ACHAT FOURGON TRAFIC	23 347,85	0,00	5
01/01/2020	MAT BUREAU MAT INFORMATIQUE NON AMORTIS	11 769,87	0,00	5
01/01/2020	AUTRES NON AMORTIS	33 229,67	0,00	10
01/01/2020	MATERIEL DE TRANSPORT	16 163,18	0,00	5
01/01/2020	ETUDE TRX LUZIERS/PRADINAS	3 500,00	0,00	5
01/01/2020	BAT EXPLOIT° MIALET TRANSF EAU	41 342,56	0,00	60
01/01/2020	TITRES IMMOB DROITS DE CREANCES	1 524,49	0,00	0
05/02/2020	SIT 3/OUTIL DE TELEGESTION	1 725,00	0,00	0
21/02/2020	20M00008 MS13 ACQUISITION PC	2 105,00	0,00	5
24/02/2020	MISSION SECURITE COORDINATION DE LA SANT	750,00	0,00	0
04/03/2020	LOGICIEL	0,00	0,00	5
04/03/2020	LOGICIEL EAU1	101 942,50	0,00	2
04/03/2020	MATERIEL INFORMATIQUE EAU1	1 110,96	0,00	5
09/03/2020	19M00217 - MOA EAU POTABLE	5 534,00	0,00	1
10/03/2020	MATERIEL ELECTRIQUE POUR BORNES DE PUISA	5 065,09	0,00	8
10/03/2020	SYNDICAT DU LUECH - REFECTION CANALISAT	20 436,50	0,00	60
20/03/2020	FOURNITURE DE 12 LICENCES OFFICE STANDAR	4 088,78	0,00	0
23/03/2020	TRAVAUX ELECTRIQUES	0,00	0,00	50
23/03/2020	RESEAUX ADDUCTION EAU	45 663,90	0,00	60
27/03/2020	20M00058 MATERIEL INFO EAU1	8 220,00	0,00	5
30/03/2020	SOLDE MARCHE MISSION ASSISTANCE TECHNIQU	4 313,00	0,00	5
01/04/2020	20M00070 MO TRX CONDUITES FUYARDES EAU1	12 155,00	0,00	5
02/04/2020	GEODETECTION / GEOREFERENCMENT	780,00	0,00	5
03/04/2020	TUYAUTERIE LE CHAMBON	1 707,00	0,00	1
03/04/2020	20M00069 MO TRX SCHEMA DIRECTEUR AEP	5 687,50	0,00	5
03/04/2020	EX -SIDEA MO OS 8 2018	770,00	0,00	0
06/04/2020	20M00063 MO TRX AEP EX GD COMBIENNE EAU1	33 461,87	0,00	5
14/04/2020	SJROS TRSFT EAU	65 016,44	0,00	30
22/04/2020	SAINT HILAIRE DE BRETHMAS - TRAVAUX DE P	190,18	0,00	1
22/04/2020	SAINT HILAIRE DE BRETHMAS - TRVX PLOMBIER	692,05	0,00	1
23/04/2020	GENERARGUES - STATION DE TRAITEMENT PHAS	1 120,00	0,00	0
23/04/2020	MOE OUTIL DE TELEGESTION	1 505,00	0,00	0
23/04/2020	SERVICE DISTRIBUTION EP EAU1	262 561,75	0,00	60
24/04/2020	20M00068 MO TRX AEP SCHEMA DIRECTEUR	3 685,50	0,00	5
24/04/2020	19M00217 MO ASSISTANCE EAU POTABLE EAU1	4 428,00	0,00	1
15/05/2020	MATERIEL GEOLOC VEHICULES EAU1	2 200,00	0,00	10
22/05/2020	PUBLICITE EAU1	1 464,00	0,00	5
22/05/2020	SAISIE DES REFERENCES DES CARNETS	1 920,00	0,00	5
22/05/2020	TERRAIN BATIS EAU1	17 018,55	0,00	0
05/06/2020	STORES - EQUIPEMENT BUREAU - DEVIS20/02-	0,00	0,00	10
09/06/2020	19M000292 MO RESAU EAU POTABLE	103 772,11	0,00	5
10/06/2020	MOBILIER EAU1	213,51	0,00	1
12/06/2020	GENERARGUES TRSFT EAU FORAGE BRUEL	46 505,15	0,00	60
15/06/2020	OUTILLAGE INDUSTRIEL	37 350,53	0,00	10
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU COMPTEURS	1 283,52	0,00	1
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU REHB STAT° PEYROUSES	282 820,49	0,00	60
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU REHB STAT° PEYROUSES	3 853,56	0,00	60
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU CH. LAURENT	243 493,54	0,00	60
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU CD59	219 749,13	0,00	60
18/06/2020	20MR00027 MODELISATION RESEAUX AEP	6 700,00	0,00	1
18/06/2020	20MR00097 MO SDAEP AVENE	59 756,21	0,00	5
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU MATERIEL TECH	1 075,20	0,00	1
18/06/2020	SFAUZ TRSFT EAU COMPTEURS	431,52	0,00	1
18/06/2020	20MR00016 ASSISTANCE SDAEP AVENE	3 000,00	0,00	5
18/06/2020	20MR00044 ALES SDA EAU1	36 751,33	0,00	1
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU SOUS RESERVOIR	1 800,00	0,00	0
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU CHLORO POMPAGE	2 347,20	0,00	10
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU VANNE MOTORISEE	1 166,40	0,00	1
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU VANNES	5 564,82	0,00	10
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU ST POMPAGE	8 671,42	0,00	60
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU AEP ELECT RESERVOIR	1 400,00	0,00	1
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU AEP TREPELOUP	18 412,20	0,00	60
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU AEP TREPELOUP	64 520,30	0,00	60
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU AEP TREPELOUP	11 421,60	0,00	60
02/07/2020	BROUZET TRSFT EAU AEP RUE PIGEONNIER	426,00	0,00	1
10/07/2020	20MR00043 MO SDA AEP ALES	2 000,00	0,00	5
15/07/2020	ANDUZE TRSFT ETUDES	5 320,00	0,00	5
15/07/2020	ANDUZE TRSFT TERRAINS	82 646,41	0,00	0





Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
16/07/2020	ANDUZE TRSFT AEP PARTICIPATION	11 725,33	0,00	0
16/07/2020	ANDUZE TRSFT RESEAUX AEP CENTRE VILLE	369 497,50	0,00	60
29/07/2020	MAYRE BRANCHEMENT	1 340,40	0,00	1
29/07/2020	TERRAINS	61 630,02	0,00	0
29/07/2020	NON AMORTI	1 016 710,00	0,00	60
31/07/2020	ETUDES ET RECHERCHES	6 253,67	0,00	5
31/07/2020	TERRAINS	7 183,17	0,00	0
31/07/2020	CONSTRUCTIONS	540,00	0,00	0
31/07/2020	DIAGNOSTIC EVACUATION GOUDRON	2 112,00	0,00	60
31/07/2020	MATERIELS SPECIFIQUE EXPLOITATION	233 158,08	0,00	60
31/07/2020	TRVX TELESURVEILLANCE ANALYSE	117 023,81	0,00	60
31/07/2020	FRAIS ETUDES	157 989,17	0,00	0
31/07/2020	DIAGNOSTIC / ETUDES	79 785,40	0,00	5
31/07/2020	TERRAINS NUS	87 555,03	0,00	0
31/07/2020	ETANCHEITE TAMPON DECANTEUR	3 799,68	0,00	10
31/07/2020	TRAVAUX RACCORDEMENT	19 312,80	0,00	60
31/07/2020	TRAVAUX EXTENSION	503 344,60	0,00	60
31/07/2020	ROSELIERE - STATION EPURATION	150 989,97	0,00	60
31/07/2020	DETECTEUR DE FUITE	1 756,80	0,00	8
31/07/2020	PARTS SOCIALES CRCA	114,34	0,00	0
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT AEP	135 866,24	0,00	60
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT RESEAUX HUMIDES	112 246,85	0,00	60
03/08/2020	BOUCOIRAN TRSFT AEP	172 043,49	0,00	0
04/08/2020	TRAVAUX	1 638 531,19	0,00	60
04/08/2020	ENLEVEMENT ET TRAITEMENT BOUES	524,30	0,00	1
04/08/2020	MIBILIER PHOTOCOPIEUR ORDINATEUR	4 561,89	0,00	5
04/08/2020	PARTS CRCA	1 043,94	0,00	0
04/08/2020	FRAIS D'ETUDES	128 160,08	0,00	5
04/08/2020	FRAIS D'INSERTION	3 687,60	0,00	1
04/08/2020	LICENCE	44 410,52	0,00	2
04/08/2020	TERRAINS	23 531,19	0,00	0
05/08/2020	SERRURE ENTREE ET RIDEAU GARAGE	1 055,00	0,00	1
06/08/2020	RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU	2 031 003,33	0,00	60
06/08/2020	OUTILLAGE INDUSTRIEL	127 556,07	0,00	10
06/08/2020	FIAT SCUDO	10 416,67	0,00	5
06/08/2020	RENAULT KANGOO	6 583,33	0,00	5
06/08/2020	LOGICIEL FACTURATION EAU	2 301,00	0,00	2
06/08/2020	LOGICIEL	1 190,00	0,00	1
06/08/2020	REFRIGERATEUR INDESIT	408,25	0,00	1
07/08/2020	ACQUISITION DUSTER EAU1	16 140,63	0,00	5
11/08/2020	20MR00083 MS5 PROGR TRX RESEAU AEP DEAJUX	3 970,33	0,00	1
12/08/2020	20MR00003 MO MISE EN PLACE TELEGESTION	1 270,00	0,00	1
12/08/2020	ESSAIS COMPACTAG/PRESSION HORS MARCHÉ	460,00	0,00	1
26/08/2020	ST FLORENT SUR AUZONNET - MH 5	829,37	0,00	0
02/09/2020	ST PRIVAT TRSFT RESEAU EAU	891,96	0,00	1
04/09/2020	ASSISTANCE POUR LA MISE EN OEUVRE DU SEU	4 050,00	0,00	5
07/09/2020	MARTIN TERRAINS	171 908,78	0,00	0
07/09/2020	MARTIN TRSFT EAU CHEMIN LA FABRIQUE	3 783,02	0,00	40
08/09/2020	MARTIN TRSFT EAU	513,08	0,00	40
09/09/2020	MARTIN TRSFT EAU AEP TOURAILLES	1 282,71	0,00	40
09/09/2020	MARTIN TRSFT EAU TOURAILLES LA VABREILLE	1 774,86	0,00	60
09/09/2020	MARTIN TRSFT EAU	544,66	0,00	40
18/09/2020	MARTIN TRSFT EAU	1 090 933,56	0,00	60
02/10/2020	LAMELOUZE MATERIELS SPECIFIQUES EXPLOIT	15 525,90	0,00	60
05/10/2020	LEZAN TSFT AEP CAPTAGE 2017	8 259,47	0,00	60
06/10/2020	SEYNES TRANSFERT EAU	169 423,97	0,00	60
06/10/2020	SEYNES TRANSF EAU RNVLT CONDUITE SP	178 558,60	0,00	60
08/10/2020	BOUCOIRAN TRX RENOUVELLEMENT RESEAU EAU	2 608,00	0,00	5
12/10/2020	20MR00105 MS2 AMELIORATION RENDEMENT AEP	14 469,00	0,00	5
12/10/2020	PRADEL TRSFT EAU ETUDES DUP	5 490,00	0,00	5
12/10/2020	PRADEL TRSFT EAU PARCELLES LES GARDIOLLES	751,79	0,00	0
12/10/2020	PRADEL TRSFT EAU STABILISATEUR	10 752,77	0,00	60
12/10/2020	FICHES VANNAGES RESEAU AEP	4 420,00	0,00	5
14/10/2020	PRADEL TRSFT EAU	20 259,84	0,00	60
16/10/2020	20MR00100 MATERIEL EAU1	337 093,34	0,00	10
23/10/2020	20MR00093 FOURNITURES ELECTRIQUES	0,00	0,00	1
26/10/2020	20MR00403 TRX CREATION BRANCHEMENTS EP	12 779,00	0,00	60
28/10/2020	20MR000404 TRX CREAT° BRANCHEMENTS EP	220 403,64	0,00	60
30/10/2020	MIALET MISSION REPERAGE AMIANTE	940,00	0,00	1
03/11/2020	20MR00107 MS7 PROGR 2020-2022 EX DROUDE	6 784,64	0,00	5
13/11/2020	FRAIS D'ETUDES HM EAU1	72 217,00	0,00	1



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
13/11/2020	20MR00099 - COMPTEURS MECANIQUES - EAU1	0,00	0,00	60
13/11/2020	20MR00098 - COMPTEURS STATIQUES - EAU1	0,00	0,00	60
18/11/2020	AMENAGEMENT BATIMENT EXPLOIT HM EAU1	20 104,72	0,00	20
18/11/2020	20MR00083 DEAUX TRX RESEAU AEP	356,32	0,00	1
19/11/2020	20MR00100 - ROBINETTERIE FONTAINIERIE	69 444,47	0,00	60
20/11/2020	20MR00106 - MS6 - GESTION TRX 2018/2019	1 650,00	0,00	5
20/11/2020	PS 2017 - CANALISATIONS FONTE LOT 1	6 874,20	0,00	5
26/11/2020	20MR00189 MATERIEL INFORMATIQUE	1 977,48	0,00	5
30/11/2020	REGUL CHARGES 2019	64 171,56	0,00	0
01/12/2020	CONV 141320/P503 DEC	0,00	0,00	1
03/12/2020	20MR00182 - MATERIEL INFO	796,00	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>15 276 600,71</b>	<b>101 010,12</b>	

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>7,00</b>	<b>3,00</b>	<b>10,00</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10,00</b>
Adjoint Administratif	C	2,00	2,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint Administratif Ppal 1CI	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint Administratif Ppal 2CI	C	2,00	1,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Gestionnaire administratif		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gestionnaire relations abonnés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Responsable		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Responsable de service	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Secrétaire de Mairie	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>25,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25,00</b>	<b>22,00</b>	<b>1,00</b>	<b>23,00</b>
Adjoint Technique	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Adjoint Technique Ppal 1CI	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint Technique Ppal 2CI	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Agent de maitrise	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Agent de secteur branchements neufs		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chargé d'opération investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chargé de mission planification	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Electromécanicien		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Encadrant exploitation réseau		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Ingénieur Ppal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur Exploitation du réseau		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Technicien ppal 1CI	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			AGENTS		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	TITULAIRES	NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>32,00</b>	<b>3,00</b>	<b>35,00</b>	<b>32,00</b>	<b>1,00</b>	<b>33,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N**

**C1.1**

**C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
Agent de secteur branchements neufs		TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Chargé d'opération investissement		TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Chargé de mission planification	A	TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Electromécanicien		TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Encadrant exploitation réseau		TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Gestionnaire administratif		ADM		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Gestionnaire relations abonnés		ADM		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Ingénieur	A	TECH		0,00	3-3-2°	CDI
Ingénieur				0,00	3-3-2°	CDI
Opérateur Exploitation du réseau		TECH		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Responsable		ADM		0,00	A CDI Privé	A CDI Privé
Responsable de service	A	ADM		0,00	A CDI Privé	A
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
Electromécanicien		TECH		0,00	A Contrat de professionnalisation	A Contrat de professionnalisation
gestionnaire relations abonnés		ADM		0,00	A CDD Privé	A CDD Privé
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 PM : Police.  
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

**ALES - REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU - CA - 2020**

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

 SLO

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT  
EMPLOYE PAR LA REGIE****C1.2****C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
B, C		3	133 018,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		3	133 018,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,  
A le  
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session  
A , le  
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le  
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>20006691800190</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>EPCI ALES</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE :

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : PARC DES EXPOSITIONS ALES AGGLOMERATION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 23

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 26

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 27

A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

## D - Arrêté et signatures

### D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMIN VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	245 383,16	G	143 816,69	G-A	-101 566,47
	Section d'investissement	B	455 585,69	H	41 545,30	H-B	-414 040,39

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	53 107,96 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	26 056,45 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	780 133,26	Q= G+H+I+J	185 361,99	=Q-P	-594 771,27

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	21 387,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	21 387,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	298 491,12	= G+I+K	143 816,69	-154 674,43	
	Section d'investissement	= B+D+F	503 029,14	= H+J+L	41 545,30	-461 483,84	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	801 520,26	= G+H+I+J+K+L	185 361,99	-616 158,27	

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	21 387,00	L	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
20	Immobilisations incorporelles		672,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		20 715,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	191 800,00	171 169,18	6 115,36	0,00	14 515,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	730,00	600,00	0,00	0,00	130,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>192 530,00</b>	<b>171 769,18</b>	<b>6 115,36</b>	<b>0,00</b>	<b>14 645,46</b>
66	Charges financières	12 000,00	7 492,94	3 707,88	0,00	799,18
67	Charges exceptionnelles	17 000,00	16 792,00	0,00	0,00	208,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>221 530,00</b>	<b>196 054,12</b>	<b>9 823,24</b>	<b>0,00</b>	<b>15 652,64</b>
023	Virement à la section d'investissement (4)	174 600,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	39 800,00	39 505,80			294,20
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>214 400,00</b>	<b>39 505,80</b>			<b>174 894,20</b>
<b>TOTAL</b>		<b>435 930,00</b>	<b>235 559,92</b>	<b>9 823,24</b>	<b>0,00</b>	<b>190 546,84</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>53 107,96</b>				

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	55 000,00	37 330,66	0,00	0,00	17 669,34
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	154 310,00	106 486,03	0,00	0,00	47 823,97
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>209 310,00</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 493,31</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	279 727,96	0,00	0,00	0,00	279 727,96
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>489 037,96</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>345 221,27</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>489 037,96</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>345 221,27</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	15 250,00	12 177,50	672,00	2 400,50
21	Immobilisations corporelles	282 277,00	226 812,55	20 715,00	34 749,45
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>297 527,00</b>	<b>238 990,05</b>	<b>21 387,00</b>	<b>37 149,95</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	214 400,00	213 878,26	0,00	521,74
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 800,00	1 614,88	0,00	2 185,12
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>218 200,00</b>	<b>215 493,14</b>	<b>0,00</b>	<b>2 706,86</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>515 727,00</b>	<b>454 483,19</b>	<b>21 387,00</b>	<b>39 856,81</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	3 000,00	1 102,50		1 897,50
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>3 000,00</b>	<b>1 102,50</b>		<b>1 897,50</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>518 727,00</b>	<b>455 585,69</b>	<b>21 387,00</b>	<b>41 754,31</b>
	<b>Pour information</b>	<b>26 056,45</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	327 383,45	0,00	0,00	327 383,45
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>327 383,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>327 383,45</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	937,00	0,00	-937,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>937,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-937,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>327 383,45</b>	<b>937,00</b>	<b>0,00</b>	<b>326 446,45</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	174 600,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	39 800,00	39 505,80		294,20
041	Opérations patrimoniales (2)	3 000,00	1 102,50		1 897,50
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>217 400,00</b>	<b>40 608,30</b>		<b>176 791,70</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>544 783,45</b>	<b>41 545,30</b>	<b>0,00</b>	<b>503 238,15</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	177 284,54		177 284,54
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	600,00		600,00
66	Charges financières	11 200,82	0,00	11 200,82
67	Charges exceptionnelles	16 792,00	0,00	16 792,00
68	Dot. Amortist°, dépréciat°, provisions	0,00	39 505,80	39 505,80
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>205 877,36</b>	<b>39 505,80</b>	<b>245 383,16</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>53 107,96</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>298 491,12</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	213 878,26	0,00	213 878,26
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	12 177,50	0,00	12 177,50
21	Immobilisations corporelles (6)	226 812,55	1 102,50	227 915,05
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 614,88	0,00	1 614,88
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses d'investissement –Total</b>	<b>454 483,19</b>	<b>1 102,50</b>	<b>455 585,69</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>26 056,45</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>481 642,14</b>
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	37 330,66		37 330,66
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	106 486,03		106 486,03
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>143 816,69</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>143 816,69</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	1 102,50	1 102,50
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	937,00	0,00	937,00
28	Amortissement des immobilisations		39 505,80	39 505,80
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>937,00</b>	<b>40 608,30</b>	<b>41 545,30</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>41 545,30</b>
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (2) (3)</b>	<b>191 800,00</b>	<b>171 169,18</b>	<b>6 115,36</b>	<b>0,00</b>	<b>14 515,46</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	43 500,00	47 043,08	0,00	0,00	-3 543,08
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 000,00	3 267,85	1 000,00	0,00	-1 267,85
6068	Autres matières et fournitures	0,00	215,60	0,00	0,00	-215,60
611	Sous-traitance générale	8 100,00	4 216,16	0,00	0,00	3 883,84
6132	Locations immobilières	5 700,00	4 775,00	0,00	0,00	925,00
6135	Locations mobilières	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
614	Charges locatives et de copropriété	200,00	194,00	816,99	0,00	-810,99
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	2 800,00	2 121,05	740,00	0,00	-61,05
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6156	Maintenance	17 500,00	7 171,47	3 558,37	0,00	6 770,16
617	Etudes et recherches	0,00	420,00	0,00	0,00	-420,00
618	Divers	1 700,00	1 672,00	0,00	0,00	28,00
6226	Honoraires	0,00	36 000,00	0,00	0,00	-36 000,00
6228	Divers	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
6262	Frais de télécommunications	1 400,00	1 897,97	0,00	0,00	-497,97
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	31 000,00	12 265,00	0,00	0,00	18 735,00
63512	Taxes foncières	51 000,00	49 910,00	0,00	0,00	1 090,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>730,00</b>	<b>600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>130,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	720,00	600,00	0,00	0,00	120,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)</b>		<b>192 530,00</b>	<b>171 769,18</b>	<b>6 115,36</b>	<b>0,00</b>	<b>14 645,46</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (5)</b>	<b>12 000,00</b>	<b>7 492,94</b>	<b>3 707,88</b>	<b>0,00</b>	<b>799,18</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	12 000,00	11 478,55	0,00	0,00	521,45
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-3 985,61	3 707,88	0,00	277,73
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>17 000,00</b>	<b>16 792,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>208,00</b>
678	Autres charges exceptionnelles	17 000,00	16 792,00	0,00	0,00	208,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>221 530,00</b>	<b>196 054,12</b>	<b>9 823,24</b>	<b>0,00</b>	<b>15 652,64</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>174 600,00</b>				
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)</b>	<b>39 800,00</b>	<b>39 505,80</b>			<b>294,20</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	39 800,00	39 505,80			294,20
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>214 400,00</b>	<b>39 505,80</b>			<b>174 894,20</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>214 400,00</b>	<b>39 505,80</b>			<b>174 894,20</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>435 930,00</b>	<b>235 559,92</b>	<b>9 823,24</b>	<b>0,00</b>	<b>190 546,84</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>53 107,96</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	3 707,88
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 985,61
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-277,73

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	55 000,00	37 330,66	0,00	0,00	17 669,34
7088	Autres produits activités annexes	55 000,00	37 330,66	0,00	0,00	17 669,34
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	154 310,00	106 486,03	0,00	0,00	47 823,97
752	Revenus des immeubles	154 310,00	106 486,03	0,00	0,00	47 823,97
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>209 310,00</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 493,31</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	279 727,96	0,00	0,00	0,00	279 727,96
7718	Autres produits except. opérat <sup>o</sup> gestion	70 827,96	0,00	0,00	0,00	70 827,96
774	Subventions exceptionnelles	44 000,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
778	Autres produits exceptionnels	164 900,00	0,00	0,00	0,00	164 900,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>489 037,96</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>345 221,27</b>
042	Opérat <sup>o</sup> ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat <sup>o</sup> ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>489 037,96</b>	<b>143 816,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>345 221,27</b>
Pour information <b>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		0,00				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>15 250,00</b>	<b>12 177,50</b>	<b>672,00</b>	<b>2 400,50</b>
2031	Frais d'études	15 250,00	11 457,50	672,00	3 120,50
2033	Frais d'insertion	0,00	720,00	0,00	-720,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>282 277,00</b>	<b>226 812,55</b>	<b>20 715,00</b>	<b>34 749,45</b>
2135	Installations générales, agencements	267 277,00	210 817,70	19 305,00	37 154,30
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	5 610,00	0,00	-5 610,00
2154	Matériel industriel	10 000,00	9 097,00	0,00	903,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	1 287,85	1 410,00	2 302,15
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>297 527,00</b>	<b>238 990,05</b>	<b>21 387,00</b>	<b>37 149,95</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>214 400,00</b>	<b>213 878,26</b>	<b>0,00</b>	<b>521,74</b>
1641	Emprunts en euros	49 500,00	49 071,57	0,00	428,43
1687	Autres dettes	164 900,00	164 806,69	0,00	93,31
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>3 800,00</b>	<b>1 614,88</b>	<b>0,00</b>	<b>2 185,12</b>
2764	Créances sur personnes de droit privé	3 800,00	1 614,88	0,00	2 185,12
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>218 200,00</b>	<b>215 493,14</b>	<b>0,00</b>	<b>2 706,86</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>515 727,00</b>	<b>454 483,19</b>	<b>21 387,00</b>	<b>39 856,81</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur(6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>Charges transférées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (7)</b>	<b>3 000,00</b>	<b>1 102,50</b>		<b>1 897,50</b>
2135	Installations générales, agencements	3 000,00	1 102,50		1 897,50
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>3 000,00</b>	<b>1 102,50</b>		<b>1 897,50</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>518 727,00</b>	<b>455 585,69</b>	<b>21 387,00</b>	<b>41 754,31</b>
<b>Pour information</b>		<b>26 056,45</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	327 383,45	0,00	0,00	327 383,45
1641	Emprunts en euros	327 383,45	0,00	0,00	327 383,45
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>327 383,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>327 383,45</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	937,00	0,00	-937,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	937,00	0,00	-937,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>937,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-937,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>327 383,45</b>	<b>937,00</b>	<b>0,00</b>	<b>326 446,45</b>
021	Virement de la section d'exploitation	174 600,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	39 800,00	39 505,80		294,20
28128	Aménagement Autres terrains	1 200,00	1 199,00		1,00
28131	Bâtiments	26 600,00	26 512,49		87,51
28135	Installations générales, agencements, ..	4 700,00	4 624,14		75,86
28153	Installations à caractère spécifique	1 800,00	1 778,00		22,00
28183	Matériel de bureau et informatique	500,00	433,75		66,25
28184	Mobilier	750,00	727,64		22,36
28188	Autres	4 250,00	4 230,78		19,22
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>214 400,00</b>	<b>39 505,80</b>		<b>174 894,20</b>
041	Opérations patrimoniales (6)	3 000,00	1 102,50		1 897,50
2031	Frais d'études	3 000,00	1 102,50		1 897,50
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>217 400,00</b>	<b>40 608,30</b>		<b>176 791,70</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>544 783,45</b>	<b>41 545,30</b>	<b>0,00</b>	<b>503 238,15</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					800 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					800 000,00									
200	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	800 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>800 000,00</b>									

## ALES - PARC DES EXPOSITIONS ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		655 133,78					49 071,57	11 478,55	0,00	3 707,88
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		655 133,78					49 071,57	11 478,55	0,00	3 707,88
200	N	0,00	A-1	655 133,78	11,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	49 071,57	11 478,55	0,00	3 707,88
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>655 133,78</b>					<b>49 071,57</b>	<b>11 478,55</b>	<b>0,00</b>	<b>3 707,88</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A1.3

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	655 133,78	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €	12/10/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>214 400,00</b>	<b>213 878,26</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>214 400,00</b>	<b>213 878,26</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	49 500,00	49 071,57
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	164 900,00	164 806,69
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>213 878,26</b>	<b>21 387,00</b>	<b>26 056,45</b>	<b>261 321,71</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>214 400,00</b>	<b>40 442,80</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>937,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	937,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>214 400,00</b>	<b>39 505,80</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28128	Aménagement Autres terrains	1 200,00	1 199,00
28131	Bâtiments	26 600,00	26 512,49
28135	Installations générales, agencements, ..	4 700,00	4 624,14
28153	Installations à caractère spécifique	1 800,00	1 778,00
28183	Matériel de bureau et informatique	500,00	433,75
28184	Mobilier	750,00	727,64
28188	Autres	4 250,00	4 230,78
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	174 600,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>40 442,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>40 442,80</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 261 321,71</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 40 442,80</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -220 878,91</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A8.1

## A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2020	CREANCE SORTIE BOUQUET	0,00	0,00	0
08/01/2020	MISSION DE COORD. SSI TRX EXPO 20M00093	3 150,00	0,00	5
15/01/2020	CHARIOT ELEVATEUR HYSTER F001B04262F	9 097,00	0,00	25
15/01/2020	19M00273 - CONTROLE TECHNIQUE DE CONSTRU	3 347,50	0,00	5
10/02/2020	20M00043 TX SSI & ELECT. PARC DES EXPOS	148 950,50	0,00	25
28/04/2020	P3 TRX GROSSES REPARATIONS APOS	365,82	0,00	0
01/05/2020	TRX GROSSES REPARATIONS P3 EXPO	1 249,06	0,00	0
01/05/2020	ANNONCE LEGALE TRX PARC EXPO	720,00	0,00	0
12/05/2020	19M00272 DIAGN. REGLEM. EXPO	382,00	0,00	1
22/07/2020	TRX BLOC SANITAIRE PARC EXPO 20M00061/2	61 867,20	0,00	25
18/08/2020	ACQUISIT° EQUIPEMENT SANITAIRE PARC EXPO	1 287,85	0,00	1
19/08/2020	19M00028 MO REAMENAGEMENT BLOC SANIT	4 578,00	0,00	5
22/09/2020	TRX RESEAUX BORNES EXT. EXPO	5 610,00	0,00	25
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
06/11/2020	DIAGNOSTIC ACCES ERP	1 102,50	0,00	1
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>241 707,43</b>	<b>0,00</b>	



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES</b>
<b>A8.2</b>

**A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D’IMMOBILISATIONS**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d’acquisition (coût historique)	Durée de l’amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
06/11/2020	DIAGNOSTIC ACCES ERP	1 102,50	5	0,00	1 102,50	1 102,50	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 102,50</b>					<b>0,00</b>

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le  
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

<b>Numéro SIRET</b> <b>20006691800208</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>EPCI ALES</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE :

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 4 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : TRES HAUT DEBIT ALES AGGLOMERATION (2)

**ANNEE 2020**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 16

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 20

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 22

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet

A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 23

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 24

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées Sans Objet

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 25

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

## D - Arrêté et signatures

### D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMIN VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	259 526,82	G	172 799,91	G-A	-86 726,91
	Section d'investissement	B	447 117,79	H	178 452,27	H-B	-268 665,52

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	65 714,81 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	687 846,35 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	1 460 205,77	Q= G+H+I+J	351 252,18	=Q-P	-1 108 953,59

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	358 742,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	358 742,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	325 241,63	= G+I+K	172 799,91		-152 441,72
	Section d'investissement	= B+D+F	1 493 706,14	= H+J+L	178 452,27		-1 315 253,87
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 818 947,77	= G+H+I+J+K+L	351 252,18		-1 467 695,59

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés		0,00		
70	Ventes produits fabriqués, prestations				0,00
73	Produits issus de la fiscalité				0,00
74	Subventions d'exploitation				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	358 742,00	L	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	358 742,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	40 000,00	26 458,32	5 323,68	0,00	8 218,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>40 010,00</b>	<b>26 458,32</b>	<b>5 323,68</b>	<b>0,00</b>	<b>8 228,00</b>
66	Charges financières	61 000,00	11 323,86	41 326,69	0,00	8 349,45
67	Charges exceptionnelles	600,00	-942,14	1 542,14	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>101 610,00</b>	<b>36 840,04</b>	<b>48 192,51</b>	<b>0,00</b>	<b>16 577,45</b>
023	Virement à la section d'investissement (4)	77 100,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	175 000,00	174 494,27			505,73
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>			<b>77 605,73</b>
<b>TOTAL</b>		<b>353 710,00</b>	<b>211 334,31</b>	<b>48 192,51</b>	<b>0,00</b>	<b>94 183,18</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>65 714,81</b>				

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	397 324,81	150 829,91	0,00	0,00	246 494,90
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>397 324,81</b>	<b>150 829,91</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>246 494,90</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>397 324,81</b>	<b>150 829,91</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>246 494,90</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	22 100,00	21 970,00			130,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>22 100,00</b>	<b>21 970,00</b>			<b>130,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>419 424,81</b>	<b>172 799,91</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>246 624,90</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	559 519,00	200 776,93	358 742,00	0,07
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>559 519,00</b>	<b>200 776,93</b>	<b>358 742,00</b>	<b>0,07</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	230 000,00	224 370,86	0,00	5 629,14
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>230 000,00</b>	<b>224 370,86</b>	<b>0,00</b>	<b>5 629,14</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>789 519,00</b>	<b>425 147,79</b>	<b>358 742,00</b>	<b>5 629,21</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	22 100,00	21 970,00		130,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>22 100,00</b>	<b>21 970,00</b>		<b>130,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>811 619,00</b>	<b>447 117,79</b>	<b>358 742,00</b>	<b>5 759,21</b>
	<b>Pour information</b>	<b>687 846,35</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	335 765,00	0,00	0,00	335 765,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	911 600,35	0,00	0,00	911 600,35
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 247 365,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 247 365,35</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 958,00	0,00	-3 958,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>3 958,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 958,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 247 365,35</b>	<b>3 958,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 243 407,35</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	77 100,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	175 000,00	174 494,27		505,73
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>		<b>77 605,73</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 499 465,35</b>	<b>178 452,27</b>	<b>0,00</b>	<b>1 321 013,08</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	31 782,00		31 782,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	52 650,55	0,00	52 650,55
67	Charges exceptionnelles	600,00	0,00	600,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	174 494,27	174 494,27
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>85 032,55</b>	<b>174 494,27</b>	<b>259 526,82</b>

+

<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>65 714,81</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>325 241,63</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	21 970,00	21 970,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	224 370,86	0,00	224 370,86
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	200 776,93	0,00	200 776,93
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>425 147,79</b>	<b>21 970,00</b>	<b>447 117,79</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>687 846,35</b>
--	-------------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>1 134 964,14</b>
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF****BALANCE GENERALE DU BUDGET****2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	150 829,91		150 829,91
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	21 970,00	21 970,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>150 829,91</b>	<b>21 970,00</b>	<b>172 799,91</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>172 799,91</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 958,00	0,00	3 958,00
28	Amortissement des immobilisations		174 494,27	174 494,27
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>3 958,00</b>	<b>174 494,27</b>	<b>178 452,27</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>178 452,27</b>
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (2) (3)</b>	<b>40 000,00</b>	<b>26 458,32</b>	<b>5 323,68</b>	<b>0,00</b>	<b>8 218,00</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	5 000,00	4 683,01	0,00	0,00	316,99
611	Sous-traitance générale	12 000,00	7 800,00	3 229,00	0,00	971,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 000,00	0,00	703,00	0,00	297,00
617	Etudes et recherches	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6226	Honoraires	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6228	Divers	1 000,00	832,00	0,00	0,00	168,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	13 143,31	1 391,68	0,00	465,01
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10,00</b>
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)</b>		<b>40 010,00</b>	<b>26 458,32</b>	<b>5 323,68</b>	<b>0,00</b>	<b>8 228,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (5)</b>	<b>61 000,00</b>	<b>11 323,86</b>	<b>41 326,69</b>	<b>0,00</b>	<b>8 349,45</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	60 000,00	56 245,03	0,00	0,00	3 754,97
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	-44 921,17	41 326,69	0,00	4 594,48
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>600,00</b>	<b>-942,14</b>	<b>1 542,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	600,00	-942,14	1 542,14	0,00	0,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>101 610,00</b>	<b>36 840,04</b>	<b>48 192,51</b>	<b>0,00</b>	<b>16 577,45</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>77 100,00</b>				
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)</b>	<b>175 000,00</b>	<b>174 494,27</b>			<b>505,73</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	175 000,00	174 494,27			505,73
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>			<b>77 605,73</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>			<b>77 605,73</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>353 710,00</b>	<b>211 334,31</b>	<b>48 192,51</b>	<b>0,00</b>	<b>94 183,18</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>65 714,81</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	41 326,69
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	44 921,17
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-3 594,48

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	397 324,81	150 829,91	0,00	0,00	246 494,90
706	Prestations de services	397 324,81	150 829,91	0,00	0,00	246 494,90
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		397 324,81	150 829,91	0,00	0,00	246 494,90
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		397 324,81	150 829,91	0,00	0,00	246 494,90
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	22 100,00	21 970,00			130,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	22 100,00	21 970,00			130,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		22 100,00	21 970,00			130,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		419 424,81	172 799,91	0,00	0,00	246 624,90
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		0,00				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.



### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	559 519,00	200 776,93	358 742,00	0,07
2315	Installat°, matériel et outillage techni	559 519,00	200 776,93	358 742,00	0,07
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>559 519,00</b>	<b>200 776,93</b>	<b>358 742,00</b>	<b>0,07</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	230 000,00	224 370,86	0,00	5 629,14
1641	Emprunts en euros	230 000,00	224 370,86	0,00	5 629,14
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>230 000,00</b>	<b>224 370,86</b>	<b>0,00</b>	<b>5 629,14</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>789 519,00</b>	<b>425 147,79</b>	<b>358 742,00</b>	<b>5 629,21</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	22 100,00	21 970,00		130,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	22 100,00	21 970,00		130,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	11 800,00	11 758,00		42,00
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	10 300,00	10 212,00		88,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>22 100,00</b>	<b>21 970,00</b>		<b>130,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>811 619,00</b>	<b>447 117,79</b>	<b>358 742,00</b>	<b>5 759,21</b>
<b>Pour information</b>		<b>687 846,35</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>335 765,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>335 765,00</b>
1313	Subv. équipt Départements	211 065,00	0,00	0,00	211 065,00
1314	Subv. équipt Communes	124 700,00	0,00	0,00	124 700,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées(hors 165)</b>	<b>911 600,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>911 600,35</b>
1641	Emprunts en euros	911 600,35	0,00	0,00	911 600,35
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>1 247 365,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 247 365,35</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>165</b>	<b>Dépôts et cautionnements reçus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>3 958,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 958,00</b>
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	3 958,00	0,00	-3 958,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>3 958,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 958,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>1 247 365,35</b>	<b>3 958,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 243 407,35</b>
<b>021</b>	<b>Virement de la section d'exploitation</b>	<b>77 100,00</b>			
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)</b>	<b>175 000,00</b>	<b>174 494,27</b>		<b>505,73</b>
28135	Installations générales, agencements, ..	300,00	253,36		46,64
28153	Installations à caractère spécifique	172 000,00	171 611,07		388,93
28188	Autres	2 700,00	2 629,84		70,16
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>		<b>77 605,73</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>		<b>77 605,73</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>1 499 465,35</b>	<b>178 452,27</b>	<b>0,00</b>	<b>1 321 013,08</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.


(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE



<b>III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN</b>

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					3 616 186,37									
1641 Emprunts en euros (total)					3 616 186,37									
068	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	P	O	A-1
458	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	500 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
61-THD	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	2 616 186,37	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

**ALES - TRES HAUT DEBIT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>Total général</b>					3 616 186,37									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		2 748 021,21					224 370,86	56 245,03	0,00	41 326,69
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 748 021,21					224 370,86	56 245,03	0,00	41 326,69
068	N	0,00	A-1	468 247,15	13,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	31 752,85	3 506,71	0,00	44,87
458	N	0,00	A-1	439 807,33	12,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	30 327,79	7 287,09	0,00	94,68
61-THD	N	0,00	A-1	1 839 966,73	9,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,260	162 290,22	45 451,23	0,00	41 187,14
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>2 748 021,21</b>					<b>224 370,86</b>	<b>56 245,03</b>	<b>0,00</b>	<b>41 326,69</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**ALES - TRES HAUT DEBIT ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une prime fixe) ; S : simple ; D : décaissé ; E : éventuel ; R : rétroactif ; A : ajusté ; M : mixte ; N : nul ; P : pourcentage ; L : libellé ; O : option ; I : index ; B : base ; G : garanti ; H : hors ; J : journal ; K : kilomètre ; L : litre ; M : mètre ; N : nombre ; O : option ; P : pourcentage ; Q : quart ; R : réel ; S : simple ; T : tonne ; U : unité ; V : variable ; W : semaine ; X : dixième ; Y : année ; Z : zéro
- (13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021 le pourcentage 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A1.3

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 748 021,21	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS**

**A2**

**A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €	12/10/2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	Matériels informatiques	5	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>252 100,00</b>	<b>246 340,86</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>230 000,00</b>	<b>224 370,86</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	230 000,00	224 370,86
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>22 100,00</b>	<b>21 970,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	22 100,00	21 970,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>246 340,86</b>	<b>358 742,00</b>	<b>687 846,35</b>	<b>1 292 929,21</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>252 100,00</b>	<b>178 452,27</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>3 958,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	3 958,00
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>252 100,00</b>	<b>174 494,27</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28135	Installations générales, agencements, ..	300,00	253,36
28153	Installations à caractère spécifique	172 000,00	171 611,07
28188	Autres	2 700,00	2 629,84
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	77 100,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>178 452,27</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>178 452,27</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 1 292 929,21</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 178 452,27</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -1 114 476,94</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES****A8.1****A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
18/03/2019	TRAVAUX THD 17M00181	166 717,44	0,00	30
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>166 717,44</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,  
A le  
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session  
A , le  
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le  
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800026

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : AUTORISATION DROITS DES SOLS (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	18
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	19
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet





Sans Objet  
Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

**ALES**  
**AUTORISATION DROITS DES SOLS**



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
VUE D'ENSEMBLE**

**EXECUTION DU BUDGET**

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	72 210,00	G	72 710,20
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00	I	66 888,83
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00	J	0,00

TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	72 210,00	= G+H+I+J	139 599,03
--------------------------------	--	-----------	-----------	-----------	------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	72 210,00	= G+I+K	139 599,03
	Section d'investissement	= B+D+F	0,00	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	72 210,00	= G+H+I+J+K+L	139 599,03

**DETAIL DES RESTES A REALISER**

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	137 888,83	0,00	72 210,00	0,00	65 678,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>71 000,00</b>	<b>72 710,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 710,20</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>71 000,00</b>	<b>72 710,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 710,20</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>71 000,00</b>	<b>72 710,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 710,20</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>66 888,83</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).


**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE



Crédits annulés

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	72 210,00		72 210,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	72 710,20		72 710,20
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>72 710,20</b>	<b>0,00</b>	<b>72 710,20</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>66 888,83</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	137 888,83	0,00	72 210,00	0,00	65 678,83
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	137 888,83	0,00	72 210,00	0,00	65 678,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>137 888,83</b>	<b>0,00</b>	<b>72 210,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 678,83</b>
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
70878	Remb. frais par d'autres redevables	71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		71 000,00	72 710,20	0,00	0,00	-1 710,20
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		66 888,83				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET****DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800034

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : RESTAURATION SCOLAIRE ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	18
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	19
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



Sans Objet

Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

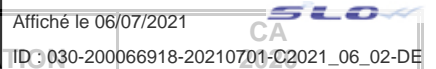
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

**ALES**  
**RESTAURATION SCOLAIRE ALES AGGLOMERA**



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	152 866,81	G	62 798,32
	Section d'investissement	B	0,00	H	0,00
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	212 211,82 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	<b>365 078,63</b>	= G+H+I+J	<b>62 798,32</b>
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	365 078,63	= G+I+K	62 798,32
	Section d'investissement	= B+D+F	0,00	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	365 078,63	= G+H+I+J+K+L	62 798,32

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00



Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
23	Immobilisations en cours		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
26	Participat° et créances rattachées		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
27	Autres immobilisations financières		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	43 310,00	37 986,09	0,00	0,00	5 323,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	105 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 000,00	9 880,72	0,00	0,00	2 119,28
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>160 310,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 443,19</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>160 810,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 943,19</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>160 810,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 943,19</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>212 211,82</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	63 400,00	51 123,67	0,00	0,00	12 276,33
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	14 100,00	11 674,65	0,00	0,00	2 425,35
75	Autres produits de gestion courante	77 210,00	0,00	0,00	0,00	77 210,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>154 710,00</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>91 911,68</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	218 311,82	0,00	0,00	0,00	218 311,82
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>373 021,82</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>310 223,50</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>373 021,82</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>310 223,50</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).


**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**ALES - RESTAURATION SCOLAIRE ALES AGGLOMERATION**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
 Crédits annulés
ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>		
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	(2) <b>0,00</b>	

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	37 986,09		37 986,09
012	Charges de personnel, frais assimilés	105 000,00		105 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 880,72		9 880,72
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>152 866,81</b>	<b>0,00</b>	<b>152 866,81</b>
<b>Pour information</b>				<b>212 211,82</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	51 123,67		51 123,67
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	11 674,65		11 674,65
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>62 798,32</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>43 310,00</b>	<b>37 986,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 323,91</b>
60623	Alimentation	39 000,00	33 744,07	0,00	0,00	5 255,93
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	28,75	0,00	0,00	-28,75
60631	Fournitures d'entretien	1 500,00	1 364,30	0,00	0,00	135,70
60632	Fournitures de petit équipement	1 000,00	561,77	0,00	0,00	438,23
617	Etudes et recherches	810,00	1 615,20	0,00	0,00	-805,20
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	672,00	0,00	0,00	328,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	105 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>12 000,00</b>	<b>9 880,72</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 119,28</b>
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	464,75	0,00	0,00	35,25
65888	Autres	11 500,00	9 415,97	0,00	0,00	2 084,03
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>160 310,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 443,19</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>160 810,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 943,19</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>160 810,00</b>	<b>47 866,81</b>	<b>105 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 943,19</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>212 211,82</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	63 400,00	51 123,67	0,00	0,00	12 276,33
7018	Autres ventes de produits finis	1 000,00	1 153,00	0,00	0,00	-153,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	62 400,00	49 970,67	0,00	0,00	12 429,33
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	14 100,00	11 674,65	0,00	0,00	2 425,35
7488	Autres attributions et participations	14 100,00	11 674,65	0,00	0,00	2 425,35
75	Autres produits de gestion courante	77 210,00	0,00	0,00	0,00	77 210,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	77 210,00	0,00	0,00	0,00	77 210,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>154 710,00</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>91 911,68</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	218 311,82	0,00	0,00	0,00	218 311,82
774	Subventions exceptionnelles	6 100,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
7788	Produits exceptionnels divers	212 211,82	0,00	0,00	0,00	212 211,82
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>373 021,82</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>310 223,50</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>373 021,82</b>	<b>62 798,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>310 223,50</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>III 0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 0,00</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
 Nombre de membres présents : 0  
 Nombre de suffrages exprimés : 0  
 VOTES :  
 Pour : 0  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
 A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
 A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800091

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : BÂTIMENT INDUS. MSL ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	18
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	19
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	20
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

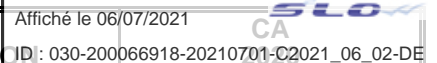
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
BÂTIMENT INDUS. MSL ALES AGGLOMERATI

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	25 294,00	G	6 307,00
	Section d'investissement	B	6 307,00	H	25 294,00

		+	+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	16 433,09 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	10 417,20 (si excédent)

		=	=		
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	48 034,09	= G+H+I+J	42 018,20

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	41 727,09	= G+I+K	6 307,00
	Section d'investissement	= B+D+F	6 307,00	= H+J+L	35 711,20
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	48 034,09	= G+H+I+J+K+L	42 018,20

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	25 500,00	25 294,00			206,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>			<b>206,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>206,00</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>16 433,09</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	16 433,09	0,00	0,00	0,00	16 433,09
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>16 433,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 433,09</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	25 500,00	6 307,00			19 193,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>			<b>19 193,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>41 933,09</b>	<b>6 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 626,09</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 417,20	0,00	0,00	10 417,20
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>10 417,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 417,20</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>10 417,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 417,20</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	25 500,00	6 307,00		19 193,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>		<b>19 193,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>35 917,20</b>	<b>6 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 610,20</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	25 500,00	25 294,00		206,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>		<b>206,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>206,00</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>10 417,20</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	25 294,00	25 294,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>25 294,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>16 433,09</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>16 433,09</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	6 307,00	6 307,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>6 307,00</b>	<b>6 307,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	6 307,00	6 307,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>6 307,00</b>	<b>6 307,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		25 294,00	25 294,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>25 294,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>10 417,20</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>10 417,20</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	25 500,00	25 294,00			206,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	25 500,00	25 294,00			206,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>			<b>206,00</b>
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>			<b>206,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>206,00</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>16 433,09</b>				

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	16 433,09	0,00	0,00	0,00	16 433,09
7788	Produits exceptionnels divers	16 433,09	0,00	0,00	0,00	16 433,09
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>16 433,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 433,09</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	25 500,00	6 307,00			19 193,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	25 500,00	6 307,00			19 193,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>			<b>19 193,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>41 933,09</b>	<b>6 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 626,09</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	10 417,20	0,00	0,00	10 417,20
2135	Installations générales, agencements	10 417,20	0,00	0,00	10 417,20
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>10 417,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 417,20</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>10 417,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 417,20</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	25 500,00	6 307,00		19 193,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	25 500,00	6 307,00		19 193,00
13911	Etat et établissements nationaux	21 150,00	2 047,00		19 103,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	2 150,00	2 102,00		48,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	2 200,00	2 158,00		42,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>		<b>19 193,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>35 917,20</b>	<b>6 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 610,20</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	25 500,00	25 294,00		206,00
28132	Immeubles de rapport	25 500,00	25 294,00		206,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>		<b>206,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>		<b>206,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>206,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>10 417,20</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>25 500,00</b>	<b>6 307,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	25 500,00	6 307,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>6 307,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 307,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>25 500,00</b>	<b>25 294,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28132	Immeubles de rapport	25 500,00	25 294,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>25 294,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 417,20</b>	<b>0,00</b>	<b>35 711,20</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 6 307,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 35 711,20</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 29 404,20</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800059

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	24
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



Sans Objet  
Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 27

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

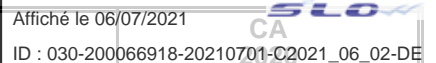
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

**ALES**  
**ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION**



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE

#### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	85 152,73	G	79 318,29
	Section d'investissement	B	83 144,96	H	54 750,00
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	103 997,02 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	31 384,32 (si excédent)
		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	<b>272 294,71</b>	= G+H+I+J	<b>165 452,61</b>
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	189 149,75	= G+I+K	79 318,29
	Section d'investissement	= B+D+F	83 144,96	= H+J+L	86 134,32
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	272 294,71	= G+H+I+J+K+L	165 452,61

#### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	K
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	L
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	18 200,00	12 886,94	1 000,00	0,00	4 313,06
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 410,00	3 806,38	0,00	0,00	3 603,62
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>25 610,00</b>	<b>16 693,32</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 916,68</b>
66	Charges financières	12 000,00	10 401,61	307,80	0,00	1 290,59
67	Charges exceptionnelles	2 400,00	2 000,00	0,00	0,00	400,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>40 010,00</b>	<b>29 094,93</b>	<b>1 307,80</b>	<b>0,00</b>	<b>9 607,27</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	34 050,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	55 000,00	54 750,00			250,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>			<b>34 300,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>129 060,00</b>	<b>83 844,93</b>	<b>1 307,80</b>	<b>0,00</b>	<b>43 907,27</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>103 997,02</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	3 000,00	4 079,66	0,00	0,00	-1 079,66
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	76 898,00	48 329,63	0,00	0,00	28 568,37
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>79 898,00</b>	<b>52 409,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 488,71</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	126 109,02	0,00	0,00	0,00	126 109,02
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>206 007,02</b>	<b>52 409,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 597,73</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	27 050,00	26 909,00			141,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>27 050,00</b>	<b>26 909,00</b>			<b>141,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>233 057,02</b>	<b>79 318,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 738,73</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	36 384,32	0,00	0,00	36 384,32
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>36 384,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 384,32</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	59 000,00	56 235,96	0,00	2 764,04
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>59 000,00</b>	<b>56 235,96</b>	<b>0,00</b>	<b>2 764,04</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>95 384,32</b>	<b>56 235,96</b>	<b>0,00</b>	<b>39 148,36</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	27 050,00	26 909,00		141,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>27 050,00</b>	<b>26 909,00</b>		<b>141,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>122 434,32</b>	<b>83 144,96</b>	<b>0,00</b>	<b>39 289,36</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	34 050,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	55 000,00	54 750,00		250,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>		<b>34 300,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>91 050,00</b>	<b>54 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 300,00</b>

**ALES - ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION - CA**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



Crédits annulés

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>		
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	(2) <b>31 384,32</b>	

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	13 886,94		13 886,94
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 806,38		3 806,38
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	10 709,41	0,00	10 709,41
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	2 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	54 750,00	54 750,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>30 402,73</b>	<b>54 750,00</b>	<b>85 152,73</b>
<b>Pour information</b>				<b>103 997,02</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	26 909,00	26 909,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	56 235,96	0,00	56 235,96
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>56 235,96</b>	<b>26 909,00</b>	<b>83 144,96</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	4 079,66		4 079,66
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	48 329,63	0,00	48 329,63
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	26 909,00	26 909,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>52 409,29</b>	<b>26 909,00</b>	<b>79 318,29</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		54 750,00	54 750,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>54 750,00</b>	<b>54 750,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>31 384,32</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>31 384,32</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>18 200,00</b>	<b>12 886,94</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 313,06</b>
60611	Eau et assainissement	0,00	967,49	0,00	0,00	-967,49
60612	Energie - Electricité	2 000,00	3 241,46	0,00	0,00	-1 241,46
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	115,58	0,00	0,00	-115,58
6135	Locations mobilières	0,00	225,41	0,00	0,00	-225,41
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	10 000,00	1 343,00	1 000,00	0,00	7 657,00
6156	Maintenance	0,00	80,00	0,00	0,00	-80,00
617	Etudes et recherches	0,00	760,00	0,00	0,00	-760,00
63512	Taxes foncières	6 200,00	6 154,00	0,00	0,00	46,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>7 410,00</b>	<b>3 806,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 603,62</b>
6541	Créances admises en non-valeur	7 400,00	3 806,38	0,00	0,00	3 593,62
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>25 610,00</b>	<b>16 693,32</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 916,68</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>12 000,00</b>	<b>10 401,61</b>	<b>307,80</b>	<b>0,00</b>	<b>1 290,59</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	11 500,00	10 759,80	0,00	0,00	740,20
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	500,00	-358,19	307,80	0,00	550,39
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>2 400,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>400,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	2 400,00	2 000,00	0,00	0,00	400,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>40 010,00</b>	<b>29 094,93</b>	<b>1 307,80</b>	<b>0,00</b>	<b>9 607,27</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>34 050,00</b>	<b>0,00</b>			<b>34 050,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>55 000,00</b>	<b>54 750,00</b>			<b>250,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	55 000,00	54 750,00			250,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>			<b>34 300,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>			<b>34 300,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>129 060,00</b>	<b>83 844,93</b>	<b>1 307,80</b>	<b>0,00</b>	<b>43 907,27</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>103 997,02</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	307,80
Montant des ICNE de l'exercice N-1	358,19
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-50,39

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	3 000,00	4 079,66	0,00	0,00	-1 079,66
7388	Autres taxes diverses	3 000,00	4 079,66	0,00	0,00	-1 079,66
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	76 898,00	48 329,63	0,00	0,00	28 568,37
752	Revenus des immeubles	76 898,00	48 329,63	0,00	0,00	28 568,37
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>79 898,00</b>	<b>52 409,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 488,71</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	126 109,02	0,00	0,00	0,00	126 109,02
774	Subventions exceptionnelles	12 312,00	0,00	0,00	0,00	12 312,00
7788	Produits exceptionnels divers	113 797,02	0,00	0,00	0,00	113 797,02
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>206 007,02</b>	<b>52 409,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 597,73</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	27 050,00	26 909,00			141,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	27 050,00	26 909,00			141,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>27 050,00</b>	<b>26 909,00</b>			<b>141,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>233 057,02</b>	<b>79 318,29</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>153 738,73</b>
Pour information		0,00				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	36 384,32	0,00	0,00	36 384,32
2135	Installations générales, agencements	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	31 384,32	0,00	0,00	31 384,32
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>36 384,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 384,32</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	59 000,00	56 235,96	0,00	2 764,04
1641	Emprunts en euros	57 000,00	56 235,96	0,00	764,04
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>59 000,00</b>	<b>56 235,96</b>	<b>0,00</b>	<b>2 764,04</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>95 384,32</b>	<b>56 235,96</b>	<b>0,00</b>	<b>39 148,36</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	27 050,00	26 909,00		141,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	27 050,00	26 909,00		141,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	9 850,00	9 809,00		41,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	6 800,00	6 750,00		50,00
13917	Sub. transf cpte résult. Budget communaut	10 400,00	10 350,00		50,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>27 050,00</b>	<b>26 909,00</b>		<b>141,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>122 434,32</b>	<b>83 144,96</b>	<b>0,00</b>	<b>39 289,36</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	34 050,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	55 000,00	54 750,00		250,00
28132	Immeubles de rapport	55 000,00	54 750,00		250,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>		<b>34 300,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>		<b>34 300,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>91 050,00</b>	<b>54 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>36 300,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>31 384,32</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.


(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE



**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					717 179,69									
1641 Emprunts en euros (total)					717 179,69									
452-40	CREDIT AGRICOLE	02/12/2011	12/03/2012	12/04/2012	220 000,00	F	Taux fixe à 4.38 %	4,380	4,470	EUR	M	P	O	A-1
452-41	CAISSE D'EPARGNE	25/08/2010	25/08/2010	25/09/2010	313 179,69	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,680	EUR	M	P	O	A-1
452-42	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2011	25/12/2011	25/01/2012	184 000,00	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,200	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

**ALES - ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)		
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise							
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel								
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00												
1681 Autres emprunts (total)					0,00												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00												
1687 Autres dettes (total)					0,00												
<b>Total général</b>					<b>717 179,69</b>												

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		246 428,19					56 235,96	10 759,80	0,00	307,80
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		246 428,19					56 235,96	10 759,80	0,00	307,80
452-40	N	0,00	A-1	109 365,16	6,20	F	Taux fixe à 4.38 %	4,370	14 888,47	5 145,77	0,00	239,51
452-41	N	0,00	A-1	49 666,88	1,65	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	28 765,35	1 730,73	0,00	18,28
452-42	N	0,00	A-1	87 396,15	5,98	F	Taux fixe à 4.12 %	4,110	12 582,14	3 883,30	0,00	50,01
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
<b>Total général</b>		0,00		246 428,19					56 235,96	10 759,80	0,00	307,80

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	246 428,19	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**

**A6.1**

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>84 050,00</b>	<b>83 144,96</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>57 000,00</b>	<b>56 235,96</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	57 000,00	56 235,96
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>27 050,00</b>	<b>26 909,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	27 050,00	26 909,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>83 144,96</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 144,96</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>89 050,00</b>	<b>III 54 750,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>89 050,00</b>	<b>54 750,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28132	Immeubles de rapport	55 000,00	54 750,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	34 050,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>54 750,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 384,32</b>	<b>0,00</b>	<b>86 134,32</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 83 144,96</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 86 134,32</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 2 989,36</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
 Nombre de membres présents : 0  
 Nombre de suffrages exprimés : 0  
 VOTES :  
 Pour : 0  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
 A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
 A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800075

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : BÂTIMENT IND GD COMBE ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	24
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 27

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

<b>Code INSEE</b>	<b>ALES</b>
	<b>BÂTIMENT IND GD COMBE ALES AGGLOMERA</b>

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE

#### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	108 210,00	G	141 416,28
	Section d'investissement	B	102 604,77	H	100 314,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	221 798,80 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	10 487,27 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	221 302,04	= G+H+I+J	463 529,08

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	108 210,00	= G+I+K	363 215,08
	Section d'investissement	= B+D+F	113 092,04	= H+J+L	100 314,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	221 302,04	= G+H+I+J+K+L	463 529,08

#### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général	0,00			
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00			
014	Atténuations de produits	0,00			
65	Autres charges de gestion courante	0,00			
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00			
66	Charges financières	0,00			
67	Charges exceptionnelles	0,00			
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)	0,00			0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00			0,00
13	Subventions d'investissement	0,00			0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00			0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00			0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00			0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00			0,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	159 800,00	18 108,00	0,00	0,00	141 692,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 695,80	0,00	0,00	0,00	20 695,80
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>180 495,80</b>	<b>18 108,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>162 387,80</b>
66	Charges financières	600,00	252,22	23,78	0,00	324,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>181 095,80</b>	<b>18 360,22</b>	<b>23,78</b>	<b>0,00</b>	<b>162 711,80</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	90 550,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	90 000,00	89 826,00			174,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>			<b>90 724,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>361 645,80</b>	<b>108 186,22</b>	<b>23,78</b>	<b>0,00</b>	<b>253 435,80</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	14 500,00	13 236,00	0,00	0,00	1 264,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	104 797,00	109 180,68	0,00	0,00	-4 383,68
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>119 297,00</b>	<b>122 416,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 119,68</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	158,60	0,00	0,00	-158,60
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>119 297,00</b>	<b>122 575,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 278,28</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	20 550,00	18 841,00			1 709,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>20 550,00</b>	<b>18 841,00</b>			<b>1 709,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>139 847,00</b>	<b>141 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 569,28</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>221 798,80</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	70 000,73	0,00	0,00	70 000,73
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>70 000,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 000,73</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	90 000,00	83 763,77	0,00	6 236,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>90 000,00</b>	<b>83 763,77</b>	<b>0,00</b>	<b>6 236,23</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>160 000,73</b>	<b>83 763,77</b>	<b>0,00</b>	<b>76 236,96</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	20 550,00	18 841,00		1 709,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>20 550,00</b>	<b>18 841,00</b>		<b>1 709,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>180 550,73</b>	<b>102 604,77</b>	<b>0,00</b>	<b>77 945,96</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>10 487,27</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	10 488,00	10 488,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>10 488,00</b>	<b>10 488,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>10 488,00</b>	<b>10 488,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	90 550,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	90 000,00	89 826,00		174,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>		<b>90 724,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>191 038,00</b>	<b>100 314,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 724,00</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<p align="center"><b>Pour information</b></p> <p><b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b></p>	<p align="center">(2) <b>0,00</b></p>	

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	18 108,00		18 108,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	276,00	0,00	276,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	89 826,00	89 826,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>18 384,00</b>	<b>89 826,00</b>	<b>108 210,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	18 841,00	18 841,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	83 763,77	0,00	83 763,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>83 763,77</b>	<b>18 841,00</b>	<b>102 604,77</b>
<b>Pour information</b>				<b>10 487,27</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>10 487,27</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	13 236,00		13 236,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	109 180,68	0,00	109 180,68
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	158,60	18 841,00	18 999,60
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>122 575,28</b>	<b>18 841,00</b>	<b>141 416,28</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>221 798,80</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	10 488,00		10 488,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		89 826,00	89 826,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>10 488,00</b>	<b>89 826,00</b>	<b>100 314,00</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>159 800,00</b>	<b>18 108,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>141 692,00</b>
60632	Fournitures de petit équipement	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	1 000,00	0,00	0,00	-1 000,00
6188	Autres frais divers	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
63512	Taxes foncières	14 500,00	17 108,00	0,00	0,00	-2 608,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>20 695,80</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 695,80</b>
6541	Créances admises en non-valeur	20 685,80	0,00	0,00	0,00	20 685,80
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>180 495,80</b>	<b>18 108,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>162 387,80</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>600,00</b>	<b>252,22</b>	<b>23,78</b>	<b>0,00</b>	<b>324,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	600,00	322,22	0,00	0,00	277,78
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-70,00	23,78	0,00	46,22
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>181 095,80</b>	<b>18 360,22</b>	<b>23,78</b>	<b>0,00</b>	<b>162 711,80</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>90 550,00</b>	<b>0,00</b>			<b>90 550,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>90 000,00</b>	<b>89 826,00</b>			<b>174,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	90 000,00	89 826,00			174,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>			<b>90 724,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>			<b>90 724,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>361 645,80</b>	<b>108 186,22</b>	<b>23,78</b>	<b>0,00</b>	<b>253 435,80</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	23,78
Montant des ICNE de l'exercice N-1	70,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-46,22

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	14 500,00	13 236,00	0,00	0,00	1 264,00
7388	Autres taxes diverses	14 500,00	13 236,00	0,00	0,00	1 264,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	104 797,00	109 180,68	0,00	0,00	-4 383,68
752	Revenus des immeubles	104 797,00	109 180,68	0,00	0,00	-4 383,68
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>119 297,00</b>	<b>122 416,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 119,68</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	158,60	0,00	0,00	-158,60
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	158,60	0,00	0,00	-158,60
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>119 297,00</b>	<b>122 575,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 278,28</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	20 550,00	18 841,00			1 709,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	20 550,00	18 841,00			1 709,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>20 550,00</b>	<b>18 841,00</b>			<b>1 709,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>139 847,00</b>	<b>141 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 569,28</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		221 798,80				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	70 000,73	0,00	0,00	70 000,73
2188	Autres immobilisations corporelles	70 000,73	0,00	0,00	70 000,73
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>70 000,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 000,73</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	90 000,00	83 763,77	0,00	6 236,23
1641	Emprunts en euros	90 000,00	83 763,77	0,00	6 236,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>90 000,00</b>	<b>83 763,77</b>	<b>0,00</b>	<b>6 236,23</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>160 000,73</b>	<b>83 763,77</b>	<b>0,00</b>	<b>76 236,96</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	20 550,00	18 841,00		1 709,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	20 550,00	18 841,00		1 709,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	1 550,00	1 541,00		9,00
13917	Sub. transf cpte résult. Budget communaut	19 000,00	17 300,00		1 700,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>20 550,00</b>	<b>18 841,00</b>		<b>1 709,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>180 550,73</b>	<b>102 604,77</b>	<b>0,00</b>	<b>77 945,96</b>
<b>Pour information</b>		<b>10 487,27</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 488,00	10 488,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	10 488,00	10 488,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>10 488,00</b>	<b>10 488,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>10 488,00</b>	<b>10 488,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	90 550,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	90 000,00	89 826,00		174,00
28138	Autres constructions	90 000,00	89 826,00		174,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>		<b>90 724,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>		<b>90 724,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>191 038,00</b>	<b>100 314,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 724,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					1 468 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					1 468 000,00									
551-50	SFIL CAFFIL	08/04/2006	12/04/2006	01/08/2006	86 000,00	F	Taux fixe à 3.88 %	3,880	3,940	EUR	T	P	O	A-1
551-51	SFIL CAFFIL	03/02/2005	31/12/2005	01/04/2006	1 382 000,00	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	2,670	2,730	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									



**ALES - BÂTIMENT IND GD COMBE ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>1 468 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		440 651,18					83 763,77	322,22	0,00	23,78
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		440 651,18					83 763,77	322,22	0,00	23,78
551-50	N	0,00	A-1	3 740,62	0,33	F	Taux fixe à 3.88 %	3,870	7 267,42	322,22	0,00	23,78
551-51	N	0,00	A-1	436 910,56	5,00	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	0,000	76 496,35	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		0,00		440 651,18					83 763,77	322,22	0,00	23,78

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	440 651,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Inst grales bât administratif	0	01/01/2000
L	Immobilisations<1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>110 550,00</b>	<b>102 604,77</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>90 000,00</b>	<b>83 763,77</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	90 000,00	83 763,77
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>20 550,00</b>	<b>18 841,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	20 550,00	18 841,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>102 604,77</b>	<b>0,00</b>	<b>10 487,27</b>	<b>113 092,04</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>180 550,00</b>	<b>III 89 826,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>180 550,00</b>	<b>89 826,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28138	Autres constructions	90 000,00	89 826,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	90 550,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>89 826,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 488,00</b>	<b>100 314,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 113 092,04</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 100 314,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -12 778,04</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800067

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	24
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	27
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 28

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

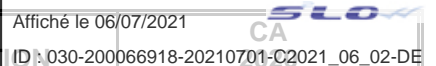
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

**ALES**  
**BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERAT**



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	281 724,27	G	105 614,17
	Section d'investissement	B	335 442,19	H	186 880,84

		+	+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	488 306,91 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	978 344,76 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=	=		
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	2 083 818,13	= G+H+I+J	292 495,01

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	9 840,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	9 840,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	770 031,18	= G+I+K	105 614,17
	Section d'investissement	= B+D+F	1 323 626,95	= H+J+L	186 880,84
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 093 658,13	= G+H+I+J+K+L	292 495,01

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	9 840,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		9 840,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.



## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	82 000,00	78 111,07	0,00	0,00	3 888,93
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>82 010,00</b>	<b>78 111,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 898,93</b>
66	Charges financières	34 000,00	30 380,18	1 778,42	0,00	1 841,40
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>116 010,00</b>	<b>108 491,25</b>	<b>1 778,42</b>	<b>0,00</b>	<b>5 740,33</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	157 600,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	172 400,00	171 454,60			945,40
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>			<b>158 545,40</b>
<b>TOTAL</b>		<b>446 010,00</b>	<b>279 945,85</b>	<b>1 778,42</b>	<b>0,00</b>	<b>164 285,73</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>488 306,91</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 400,00	15 154,11	0,00	0,00	-12 754,11
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	88 540,00	90 460,06	0,00	0,00	-1 920,06
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>90 940,00</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-14 674,17</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	843 376,91	0,00	0,00	0,00	843 376,91
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>934 316,91</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>828 702,74</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>934 316,91</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>828 702,74</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 791,00	8 790,50	9 840,00	155 160,50
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>173 791,00</b>	<b>8 790,50</b>	<b>9 840,00</b>	<b>155 160,50</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	330 000,00	326 651,69	0,00	3 348,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>330 000,00</b>	<b>326 651,69</b>	<b>0,00</b>	<b>3 348,31</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>503 791,00</b>	<b>335 442,19</b>	<b>9 840,00</b>	<b>158 508,81</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>503 791,00</b>	<b>335 442,19</b>	<b>9 840,00</b>	<b>158 508,81</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>978 344,76</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 136 715,76	0,00	0,00	1 136 715,76
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 136 715,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 136 715,76</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 420,00	15 426,24	0,00	-6,24
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>15 420,00</b>	<b>15 426,24</b>	<b>0,00</b>	<b>-6,24</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 152 135,76</b>	<b>15 426,24</b>	<b>0,00</b>	<b>1 136 709,52</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	157 600,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	172 400,00	171 454,60		945,40
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>		<b>158 545,40</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 482 135,76</b>	<b>186 880,84</b>	<b>0,00</b>	<b>1 295 254,92</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	78 111,07		78 111,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	32 158,60	0,00	32 158,60
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	171 454,60	171 454,60
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>110 269,67</b>	<b>171 454,60</b>	<b>281 724,27</b>
<b>Pour information</b>				<b>488 306,91</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	326 651,69	0,00	326 651,69
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	8 790,50	0,00	8 790,50
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>335 442,19</b>	<b>0,00</b>	<b>335 442,19</b>
<b>Pour information</b>				<b>978 344,76</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	15 154,11		15 154,11
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	90 460,06	0,00	90 460,06
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>105 614,17</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 426,24	0,00	15 426,24
28	Amortissement des immobilisations		171 454,60	171 454,60
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>15 426,24</b>	<b>171 454,60</b>	<b>186 880,84</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>82 000,00</b>	<b>78 111,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 888,93</b>
60611	Eau et assainissement	1 000,00	1 365,08	0,00	0,00	-365,08
60612	Energie - Electricité	1 000,00	590,72	0,00	0,00	409,28
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	10 000,00	5 913,60	0,00	0,00	4 086,40
617	Etudes et recherches	0,00	241,67	0,00	0,00	-241,67
63512	Taxes foncières	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10,00</b>
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>82 010,00</b>	<b>78 111,07</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 898,93</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>34 000,00</b>	<b>30 380,18</b>	<b>1 778,42</b>	<b>0,00</b>	<b>1 841,40</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	33 000,00	32 877,31	0,00	0,00	122,69
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	-2 497,13	1 778,42	0,00	1 718,71
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>116 010,00</b>	<b>108 491,25</b>	<b>1 778,42</b>	<b>0,00</b>	<b>5 740,33</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>157 600,00</b>	<b>0,00</b>			<b>157 600,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>172 400,00</b>	<b>171 454,60</b>			<b>945,40</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	172 400,00	171 454,60			945,40
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>			<b>158 545,40</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>			<b>158 545,40</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>446 010,00</b>	<b>279 945,85</b>	<b>1 778,42</b>	<b>0,00</b>	<b>164 285,73</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>488 306,91</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	1 778,42
Montant des ICNE de l'exercice N-1	2 497,13
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-718,71

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 400,00	15 154,11	0,00	0,00	-12 754,11
7388	Autres taxes diverses	2 400,00	15 154,11	0,00	0,00	-12 754,11
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	88 540,00	90 460,06	0,00	0,00	-1 920,06
752	Revenus des immeubles	88 540,00	90 460,06	0,00	0,00	-1 920,06
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>90 940,00</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-14 674,17</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	843 376,91	0,00	0,00	0,00	843 376,91
774	Subventions exceptionnelles	11 520,00	0,00	0,00	0,00	11 520,00
7788	Produits exceptionnels divers	831 856,91	0,00	0,00	0,00	831 856,91
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>934 316,91</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>828 702,74</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>934 316,91</b>	<b>105 614,17</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>828 702,74</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	173 791,00	8 790,50	9 840,00	155 160,50
2152	Installations de voirie	160 000,00	0,00	9 840,00	150 160,00
21534	Réseaux d'électrification	13 791,00	0,00	0,00	13 791,00
21538	Autres réseaux	0,00	8 790,50	0,00	-8 790,50
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>173 791,00</b>	<b>8 790,50</b>	<b>9 840,00</b>	<b>155 160,50</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	330 000,00	326 651,69	0,00	3 348,31
1641	Emprunts en euros	330 000,00	326 651,69	0,00	3 348,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>330 000,00</b>	<b>326 651,69</b>	<b>0,00</b>	<b>3 348,31</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>503 791,00</b>	<b>335 442,19</b>	<b>9 840,00</b>	<b>158 508,81</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>503 791,00</b>	<b>335 442,19</b>	<b>9 840,00</b>	<b>158 508,81</b>
<b>Pour information</b>		<b>978 344,76</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041=RI 041.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 136 715,76	0,00	0,00	1 136 715,76
1641	Emprunts en euros	1 136 715,76	0,00	0,00	1 136 715,76
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>1 136 715,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 136 715,76</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 420,00	15 426,24	0,00	-6,24
2764	Créances sur personnes de droit privé	15 420,00	15 426,24	0,00	-6,24
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>15 420,00</b>	<b>15 426,24</b>	<b>0,00</b>	<b>-6,24</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>1 152 135,76</b>	<b>15 426,24</b>	<b>0,00</b>	<b>1 136 709,52</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	157 600,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	172 400,00	171 454,60		945,40
28135	Installations générales, agencements, ..	300,00	288,00		12,00
28138	Autres constructions	171 000,00	170 089,00		911,00
281534	Réseaux d'électrification	1 100,00	1 077,60		22,40
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>		<b>158 545,40</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>		<b>158 545,40</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>1 482 135,76</b>	<b>186 880,84</b>	<b>0,00</b>	<b>1 295 254,92</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					3 925 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					3 925 000,00									
551-60	CREDIT AGRICOLE	18/05/2006	22/05/2006	30/06/2006	1 060 000,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,230	EUR	M	P	O	A-1
551-61	CREDIT AGRICOLE	04/12/2006	04/12/2006	30/12/2006	440 000,00	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,130	EUR	M	P	O	A-1
551-62	CREDIT AGRICOLE	18/12/2007	27/12/2007	01/02/2008	600 000,00	F	Taux fixe à 4.6 %	4,600	4,700	EUR	M	P	O	A-1
551-63	SFIL CAFFIL	10/03/2008	31/08/2008	01/10/2008	1 825 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,550	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

**ALES - BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					<b>0,00</b>									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>3 925 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		567 471,26					326 651,69	32 877,31	0,00	1 778,42
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		567 471,26					326 651,69	32 877,31	0,00	1 778,42
551-60	N	0,00	A-1	39 195,28	0,41	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	91 354,18	3 693,14	0,00	0,00
551-61	N	0,00	A-1	35 205,55	0,91	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	36 946,57	2 241,35	0,00	0,00
551-62	N	0,00	A-1	61 397,83	1,00	F	Taux fixe à 4.6 %	4,590	54 027,64	4 179,92	0,00	227,52
551-63	N	0,00	A-1	431 672,60	2,67	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	144 323,30	22 762,90	0,00	1 550,90
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

**ALES - BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>567 471,26</b>					<b>326 651,69</b>	<b>32 877,31</b>	<b>0,00</b>	<b>1 778,42</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	567 471,26	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1 500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>330 000,00</b>	<b>326 651,69</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>330 000,00</b>	<b>326 651,69</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	330 000,00	326 651,69
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>326 651,69</b>	<b>9 840,00</b>	<b>978 344,76</b>	<b>1 314 836,45</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>345 420,00</b>	<b>186 880,84</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>15 420,00</b>	<b>15 426,24</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2764	Créances sur personnes de droit privé	15 420,00	15 426,24
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>330 000,00</b>	<b>171 454,60</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28135	Installations générales, agencements, ...	300,00	288,00
28138	Autres constructions	171 000,00	170 089,00
281534	Réseaux d'électrification	1 100,00	1 077,60
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	157 600,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>186 880,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>186 880,84</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 1 314 836,45</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 186 880,84</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -1 127 955,61</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES****A10.1****A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/09/2020	TRX RESEAUX AEP BAT. DEXEL L HABITARELLE	8 790,50	0,00	25
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>8 790,50</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
Nombre de membres présents : 0  
Nombre de suffrages exprimés : 0  
VOTES :  
Pour : 0  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800083

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : BÂTIMENT BLANC ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	22
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	24
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 27

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



Code INSEE

**ALES**  
**BÂTIMENT BLANC ALES AGGLOMERATION**

**I – INFORMATIONS GENERALES**

**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES**

**I**

**A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	45 440,02	G	14 343,00
	Section d'investissement	B	24 137,70	H	34 693,00

		+	+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	32 460,76 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	60 645,58 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

		=	=		
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	162 684,06	= G+H+I+J	49 036,00

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	77 900,78	= G+I+K	14 343,00
	Section d'investissement	= B+D+F	84 783,28	= H+J+L	34 693,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	162 684,06	= G+H+I+J+K+L	49 036,00

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
23	Immobilisations en cours		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
26	Participat° et créances rattachées		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
27	Autres immobilisations financières		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	5 000,00	3 916,00	0,00	0,00	1 084,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>5 010,00</b>	<b>3 916,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 094,00</b>
66	Charges financières	7 000,00	6 309,01	522,01	0,00	168,98
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>12 010,00</b>	<b>10 225,01</b>	<b>522,01</b>	<b>0,00</b>	<b>1 262,98</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	35 000,00	34 693,00			307,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>			<b>307,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>47 010,00</b>	<b>44 918,01</b>	<b>522,01</b>	<b>0,00</b>	<b>1 569,98</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>32 460,76</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	5 000,00	4 291,00	0,00	0,00	709,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 110,00	2 110,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>7 110,00</b>	<b>6 401,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>709,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	53 860,76	0,00	0,00	0,00	53 860,76
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>60 970,76</b>	<b>6 401,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 569,76</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	18 500,00	7 942,00			10 558,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>18 500,00</b>	<b>7 942,00</b>			<b>10 558,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>79 470,76</b>	<b>14 343,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 127,76</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.


(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 500,00	16 195,70	0,00	304,30
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>16 500,00</b>	<b>16 195,70</b>	<b>0,00</b>	<b>304,30</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>16 500,00</b>	<b>16 195,70</b>	<b>0,00</b>	<b>304,30</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	18 500,00	7 942,00		10 558,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>18 500,00</b>	<b>7 942,00</b>		<b>10 558,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>35 000,00</b>	<b>24 137,70</b>	<b>0,00</b>	<b>10 862,30</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>60 645,58</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	60 645,58		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>60 645,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 645,58</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>60 645,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 645,58</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	35 000,00	34 693,00		307,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>		<b>307,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>95 645,58</b>	<b>34 693,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 952,58</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021
Reçu en préfecture le 06/07/2021
Affiché le 06/07/2021
 Crédits annulés
ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_02-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>		
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>	(2) <b>0,00</b>	

- (1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
- (2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
- (3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
- (4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
- (5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 916,00		3 916,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	6 831,02	0,00	6 831,02
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	34 693,00	34 693,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>10 747,02</b>	<b>34 693,00</b>	<b>45 440,02</b>
<b>Pour information</b>				<b>32 460,76</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>32 460,76</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	7 942,00	7 942,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	16 195,70	0,00	16 195,70
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>16 195,70</b>	<b>7 942,00</b>	<b>24 137,70</b>
<b>Pour information</b>				<b>60 645,58</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>60 645,58</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	4 291,00		4 291,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 110,00	0,00	2 110,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	7 942,00	7 942,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>6 401,00</b>	<b>7 942,00</b>	<b>14 343,00</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		34 693,00	34 693,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>34 693,00</b>	<b>34 693,00</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>5 000,00</b>	<b>3 916,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 084,00</b>
617	Etudes et recherches	0,00	1 600,00	0,00	0,00	-1 600,00
63512	Taxes foncières	5 000,00	2 316,00	0,00	0,00	2 684,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>10,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10,00</b>
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>5 010,00</b>	<b>3 916,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 094,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>7 000,00</b>	<b>6 309,01</b>	<b>522,01</b>	<b>0,00</b>	<b>168,98</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 000,00	6 891,82	0,00	0,00	108,18
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-582,81	522,01	0,00	60,80
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>12 010,00</b>	<b>10 225,01</b>	<b>522,01</b>	<b>0,00</b>	<b>1 262,98</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>			<b>307,00</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	35 000,00	34 693,00			307,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>			<b>307,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>			<b>307,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>47 010,00</b>	<b>44 918,01</b>	<b>522,01</b>	<b>0,00</b>	<b>1 569,98</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>32 460,76</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	522,01
Montant des ICNE de l'exercice N-1	582,81
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-60,80

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	5 000,00	4 291,00	0,00	0,00	709,00
7388	Autres taxes diverses	5 000,00	4 291,00	0,00	0,00	709,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	2 110,00	2 110,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	2 110,00	2 110,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>7 110,00</b>	<b>6 401,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>709,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	53 860,76	0,00	0,00	0,00	53 860,76
774	Subventions exceptionnelles	21 400,00	0,00	0,00	0,00	21 400,00
7788	Produits exceptionnels divers	32 460,76	0,00	0,00	0,00	32 460,76
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>60 970,76</b>	<b>6 401,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 569,76</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	18 500,00	7 942,00			10 558,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	18 500,00	7 942,00			10 558,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>18 500,00</b>	<b>7 942,00</b>			<b>10 558,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>79 470,76</b>	<b>14 343,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 127,76</b>
Pour information		0,00				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 500,00	16 195,70	0,00	304,30
1641	Emprunts en euros	16 500,00	16 195,70	0,00	304,30
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>16 500,00</b>	<b>16 195,70</b>	<b>0,00</b>	<b>304,30</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>16 500,00</b>	<b>16 195,70</b>	<b>0,00</b>	<b>304,30</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	18 500,00	7 942,00		10 558,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	18 500,00	7 942,00		10 558,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	18 500,00	7 942,00		10 558,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>18 500,00</b>	<b>7 942,00</b>		<b>10 558,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>35 000,00</b>	<b>24 137,70</b>	<b>0,00</b>	<b>10 862,30</b>
<b>Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>		<b>60 645,58</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	60 645,58		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>60 645,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 645,58</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>60 645,58</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 645,58</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	35 000,00	34 693,00		307,00
28138	Autres constructions	35 000,00	34 693,00		307,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>		<b>307,00</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>35 000,00</b>	<b>34 693,00</b>		<b>307,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>95 645,58</b>	<b>34 693,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 952,58</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					300 000,00									
1641 Emprunts en euros (total)					300 000,00									
551-65	CREDIT AGRICOLE	18/12/2007	24/01/2008	01/02/2008	300 000,00	F	Taux fixe à 4.66 %	4,660	4,760	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									

**ALES - BÂTIMENT BLANC ALES AGGLOMERATION - CA - 2020**

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>300 000,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV  
A2.2**

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		139 057,98					16 195,70	6 891,82	0,00	522,01
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		139 057,98					16 195,70	6 891,82	0,00	522,01
551-65	N	0,00	A-1	139 057,98	7,00	F	Taux fixe à 4.66 %	4,650	16 195,70	6 891,82	0,00	522,01
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>139 057,98</b>					<b>16 195,70</b>	<b>6 891,82</b>	<b>0,00</b>	<b>522,01</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

## ALES - BÂTIMENT BLANC ALES AGGLOMERATION - CA - 2020

- (11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A2.3

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	139 057,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1500 €			12/10/2020
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Immobilisations < 1500€	1	12/10/2020
L	Frais d'études, recherche et développement	5	12/10/2020
L	Logiciels & Progiciels	2	12/10/2020
L	Voitures & 2 roues	5	12/10/2020
L	Mobilier	15	12/10/2020
L	Matériel Informatique	5	12/10/2020
L	Mat. Bur. électriques & électroniques	10	12/10/2020
L	VRD	70	12/10/2020
L	Matériels classiques	10	12/10/2020
L	Autres inst. & matériel outillages techniques	25	12/10/2020
L	Inst Grales, agenc et aménagements divers	25	12/10/2020
L	Installations spécifiques fibre optique	30	12/10/2020
L	Bâtiments & aménagement de bâtiment	50	12/10/2020

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>35 000,00</b>	<b>24 137,70</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>16 500,00</b>	<b>16 195,70</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	16 500,00	16 195,70
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>18 500,00</b>	<b>7 942,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	18 500,00	7 942,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>24 137,70</b>	<b>0,00</b>	<b>60 645,58</b>	<b>84 783,28</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A6.2**

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>95 645,58</b>	<b>34 693,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>95 645,58</b>	<b>34 693,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28138	Autres constructions	35 000,00	34 693,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	60 645,58	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>34 693,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>34 693,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 84 783,28</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 34 693,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -50 090,28</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0  
 Nombre de membres présents : 0  
 Nombre de suffrages exprimés : 0  
 VOTES :  
 Pour : 0  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .  
 A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .  
 A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**EPCI - ALES (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)**

Numéro SIRET : 20006691800133

POSTE COMPTABLE :

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : LOT. IND. GD COMBE ALES AGGLOMERATION (3)**

**ANNEE 2020**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	18
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	19
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet

- B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
- B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
- B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

- C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
- C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
- C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
- C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
- C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
- C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
- C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
- C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
- C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

- D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
- D2 - Arrêté et signatures 20

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

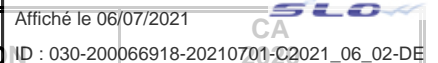
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE

ALES  
LOT. IND. GD COMBE ALES AGGLOMERATION**I – INFORMATIONS GENERALES****INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	18 325,66	G	18 325,66
	Section d'investissement	B	18 325,66	H	17 275,48
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	17 275,48 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	<b>53 926,80</b>	= G+H+I+J	<b>35 601,14</b>
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	<b>0,00</b>	= K+L	<b>0,00</b>
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	18 325,66	= G+I+K	18 325,66
	Section d'investissement	= B+D+F	35 601,14	= H+J+L	17 275,48
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	<b>53 926,80</b>	= G+H+I+J+K+L	<b>35 601,14</b>

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	K
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	L
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées		
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	14 000,00	1 050,18	0,00	0,00	12 949,82
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>14 000,00</b>	<b>1 050,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 949,82</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>14 000,00</b>	<b>1 050,18</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 949,82</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	20 000,00	17 275,48			2 724,52
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>20 000,00</b>	<b>17 275,48</b>			<b>2 724,52</b>
<b>TOTAL</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 674,34</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	34 000,00	18 325,66			15 674,34
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>			<b>15 674,34</b>
<b>TOTAL</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 674,34</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES


#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	34 000,00	18 325,66		15 674,34
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>		<b>15 674,34</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>15 674,34</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>17 275,48</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	31 275,48	0,00	0,00	31 275,48
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>31 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 275,48</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des op. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>31 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 275,48</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	20 000,00	17 275,48		2 724,52
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>20 000,00</b>	<b>17 275,48</b>		<b>2 724,52</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>51 275,48</b>	<b>17 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>34 000,00</b>

Envoyé en préfecture le 06/07/2021  
 Reçu en préfecture le 06/07/2021  
 Affiché le 06/07/2021  
 ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE



Crédits annulés

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 050,18		1 050,18
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		17 275,48	17 275,48
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>1 050,18</b>	<b>17 275,48</b>	<b>18 325,66</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	18 325,66	18 325,66
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>18 325,66</b>
<b>Pour information</b>				<b>17 275,48</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>17 275,48</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		18 325,66	18 325,66
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>18 325,66</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	17 275,48	17 275,48
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>17 275,48</b>	<b>17 275,48</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	14 000,00	1 050,18	0,00	0,00	12 949,82
6015	Terrains à aménager	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
6045	Achats études, prestat° services (terrai	5 000,00	1 050,18	0,00	0,00	3 949,82
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		14 000,00	1 050,18	0,00	0,00	12 949,82
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		14 000,00	1 050,18	0,00	0,00	12 949,82
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	20 000,00	17 275,48			2 724,52
71355	Variat° stocks terrains aménagés	20 000,00	17 275,48			2 724,52
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		20 000,00	17 275,48			2 724,52
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		20 000,00	17 275,48			2 724,52
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		34 000,00	18 325,66	0,00	0,00	15 674,34
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	34 000,00	18 325,66			15 674,34
71355	Variat° stocks terrains aménagés	34 000,00	18 325,66			15 674,34
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>			<b>15 674,34</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 674,34</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	34 000,00	18 325,66		15 674,34
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	34 000,00	18 325,66		15 674,34
3555	Terrains aménagés	34 000,00	18 325,66		15 674,34
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>		<b>15 674,34</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>34 000,00</b>	<b>18 325,66</b>	<b>0,00</b>	<b>15 674,34</b>
<b>Pour information</b>		<b>17 275,48</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	31 275,48	0,00	0,00	31 275,48
1641	Emprunts en euros	31 275,48	0,00	0,00	31 275,48
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>31 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 275,48</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>31 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>31 275,48</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	20 000,00	17 275,48		2 724,52
3555	Terrains aménagés	20 000,00	17 275,48		2 724,52
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>20 000,00</b>	<b>17 275,48</b>		<b>2 724,52</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>20 000,00</b>	<b>17 275,48</b>		<b>2 724,52</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>51 275,48</b>	<b>17 275,48</b>	<b>0,00</b>	<b>34 000,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.



**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 275,48</b>	<b>17 275,48</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 17 275,48</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 0,00</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) -17 275,48</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

---

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

## COMPTE ADMINISTRATIF 2020 COMMUNAUTE ALES AGGLOMERATION

### ARRETE - SIGNATURES - BUDGET GENERAL

Nbre de membres en exercice : 112  
 Nbre de membres présents : 89  
 Nbre de pouvoirs : 15  
 Nbre de suffrages exprimés : 103  
 Pour : 99  
 Contre : 0  
 Abstention : 4

### ARRETE - SIGNATURES - BUDGETS ANNEXES

		ZAD les Hauts de Saint Hilaire	Construction et gestion des bâtiments	Pôle Mécanique	Lotissements industriels Alès	Assainissement	SPANC/BOUES
Nombre de membres en exercice		112	112	112	112	112	112
Nombre de membres présents		89	89	89	89	89	89
Nombre de pouvoirs		15	15	15	15	15	15
Nombre de suffrages exprimés		103	103	103	103	103	103
Votes :	Pour	102	102	99	102	102	102
	Contre	0	0	3	0	0	0
	Abstention	1	1	1	1	1	1

		Régie de l'Eau	Parc des expositions	Très Haut Débit	Autorisation Droits des Sols	Restauration scolaire	Bâtiment industriel MSL
Nombre de membres en exercice		112	112	112	112	112	112
Nombre de membres présents		89	89	89	89	89	89
Nombre de pouvoirs		15	15	15	15	15	15
Nombre de suffrages exprimés		103	103	103	103	103	103
Votes :	Pour	102	102	102	102	102	102
	Contre	0	0	0	0	0	0
	Abstention	1	1	1	1	1	1

		Atelier relais	Bâtiment industriel La Grand Combe	Bâtiments ex Sud Tuiles	Bâtiment Blanc	Lotissements industriels la Grand Combe
Nombre de membres en exercice		112	112	112	112	112
Nombre de membres présents		89	89	89	89	89
Nombre de pouvoirs		15	15	15	15	15
Nombre de suffrages exprimés		103	103	103	103	103
Votes :	Pour	102	102	102	102	102
	Contre	0	0	0	0	0
	Abstention	1	1	1	1	1

Date de convocation : 25 juin 2021

Présenté par Le Président

Le Président,



Envoyé en préfecture le 06/07/2021








Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

SLOW

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

## SIGNATURES COMPTE ADMINISTRATIF SEANCE DU JEUDI 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021 - 18H00






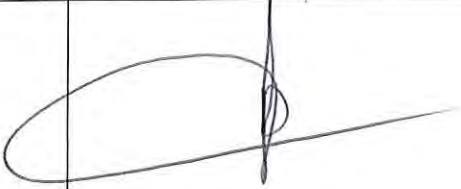


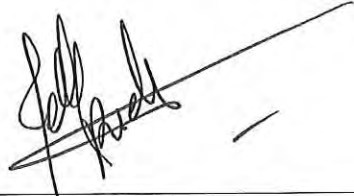
	Prénom NOM	Mandat	Signature
	Christophe RIVENQ	Président	
	Max ROUSTAN	1 <sup>er</sup> Vice-président	
8	Nicolas PERCHOC	2 <sup>ème</sup> Vice-président	
9	Valérie MEUNIER	3 <sup>ème</sup> Vice-présidente	
7	Aimé CAVAILLE	4 <sup>ème</sup> Vice-président	
10	Jean-Charles BENEZET	5 <sup>ème</sup> Vice-président	
6	Philippe RIBOT	6 <sup>ème</sup> Vice-président	
11	Patrick MALAVIEILLE	7 <sup>ème</sup> Vice-président	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
5	Jennifer WILLENS	8 <sup>ème</sup> Vice-présidente	
12	Ghislain CHASSARY	9 <sup>ème</sup> Vice-président	
4	Michel RUAS	10 <sup>ème</sup> Vice-président	
13	Eric TORREILLES	11 <sup>ème</sup> Vice-président	
3	Christian TEISSIER	12 <sup>ème</sup> Vice-président	
14	Patrick DELEUZE	13 <sup>ème</sup> Vice-président	
2	Aurélie GENOLHER	14 <sup>ème</sup> Vice-présidente	
15	Christophe BOUGAREL	15 <sup>ème</sup> Vice-président	
17	Jean-Michel PERRET	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
18	Geneviève BLANC	Bureau de Communauté	
19	Yves COMTE	Bureau de Communauté	
20	Serge BORD	Bureau de Communauté	
21	Georges BRIOUDES	Bureau de Communauté	
22	Thierry BAZALGETTE	Bureau de Communauté	
23	Julien HEDDEBAUT <i>Suppléante</i> <i>Isoline ALHERAS</i>	Bureau de Communauté	
24	Frédéric ITIER	Bureau de Communauté	
25	Alain GIOVINAZZO	Bureau de Communauté	
26	Sylvain ANDRE	Bureau de Communauté	



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
27	Liliane ALLEMAND	Bureau de Communauté	
28	Gérard BANQUET	Bureau de Communauté	
29	Julie LOPEZ DUBREUIL	Bureau de Communauté	
30	Michel VIGNE	Bureau de Communauté	
31	Jean-Pierre BEAUCLAIR	Bureau de Communauté	
32	Joseph BARBA	Bureau de Communauté	
33	Jean-Jacques VIDAL	Bureau de Communauté	
34	Marielle VIGNE	Bureau de Communauté	
35	Guy CHERON	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
36	Rémy BOUET	Bureau de Communauté	
37	Michel MERCIER	Bureau de Communauté	
38	Olivier AVOUAC	Bureau de Communauté	
39	David GUIRAUD	Bureau de Communauté	
40	Fabien FIARD	Bureau de Communauté	
41	Thierry JACOT	Bureau de Communauté	
42	Pascal MILESI	Bureau de Communauté	
51	Bernard HILLAIRE	Bureau de Communauté	
52	Didier SALLES	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE


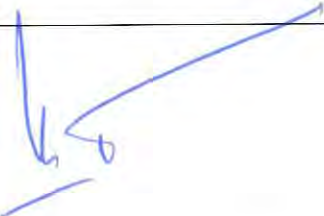


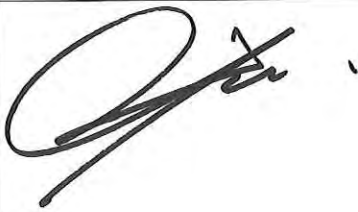
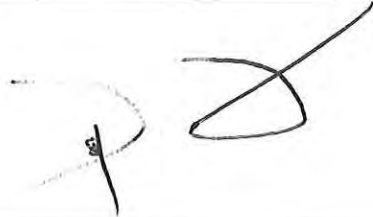

	Prénom NOM	Mandat	
53	Jean-Claude D'ANTONA	Bureau de Communauté	
54	Hélène BON	Bureau de Communauté	
55	Jack VERRIEZ	Bureau de Communauté	
56	Jacques PEPIN	Bureau de Communauté	
57	Andrée ROUX	Bureau de Communauté	
58	Guy MANIFACIER	Bureau de Communauté	
59	<del>Jean-Marie AIGUILLON</del> suppléant de Lionel ANDRE	Bureau de Communauté	
60	Cyril OZIL	Bureau de Communauté	
61	Jérôme VIC	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
62	Frédéric GRAS	Bureau de Communauté	
63	Johanna HUGUET	Bureau de Communauté	
64	François SELLE	Bureau de Communauté	
65	Henri CROS	Bureau de Communauté	
66	Jean-Michel BUREL	Bureau de Communauté	
83	Adrien CHAPON	Bureau de Communauté	
84	Marc SASSO	Bureau de Communauté	
85	Jean-Marie MALAVAL	Bureau de Communauté	
86	René MEURTIN	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
87	Gérard BARONI	Bureau de Communauté	
88	Patrick JULLIAN	Bureau de Communauté	
89	Roch VARIN D'AINVELLE	Bureau de Communauté	
90	Laurent CHAPPELLIER	Bureau de Communauté	
91	Firmin PEYRIC	Bureau de Communauté	
92	Thierry JONQUET	Bureau de Communauté	
93	Monique CRESPON-LHERISSON	Bureau de Communauté	
94	Georges DAUTUN	Bureau de Communauté	
95	Laure BARAFORT	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature
96	Georges RIBOT	Bureau de Communauté	
97	Sébastien MAGNY	Bureau de Communauté	
98	Ludovic MOURGUES	Bureau de Communauté	
99	Jean-Noël PUDDU	Bureau de Communauté	
100	Roseline BOUSSAC	Bureau de Communauté	
43	André MONTIGNY	Conseiller communautaire	
44	Alain BENSACKOUN	Conseiller communautaire	
45	Francis BASSIER	Conseiller communautaire	
46	Joseph PEREZ	Conseiller communautaire	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature
47	Jean-Claude ROUILLON	Conseiller communautaire	
48	Béatrice LADRANGE	Conseillère communautaire	
49	Marie-Christine PEYRIC	Conseillère communautaire	
50	Michèle VEYRET	Conseillère communautaire	
67	Evelyne RICHARD	Conseillère communautaire	
68	Martine MAGNE	Conseillère communautaire	
69	Bruno MAZUC	Conseiller communautaire	
70	Marie-Claude ALBALADEJO	Conseillère communautaire	
71	Marc BENOIT	Conseiller communautaire	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021




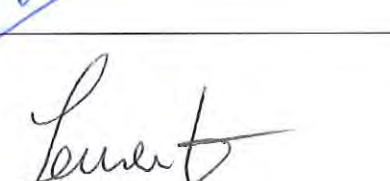
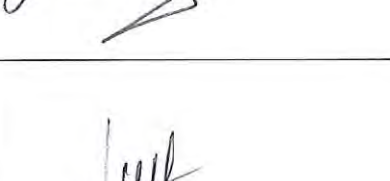
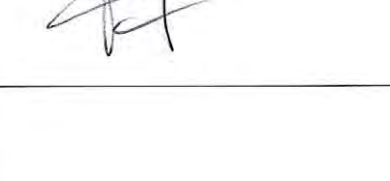
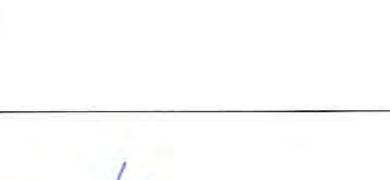
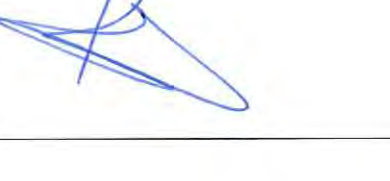
Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021 

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
72	Antonia CARILLO	Conseillère communautaire	
73	Paul PLANQUE	Conseiller communautaire	
74	Christian CHAMBON	Conseiller communautaire	
75	Soraya HAOUES	Conseillère communautaire	
76	Elisabeth NAAMAR	Conseillère communautaire	
77	Catherine LARGUIER	Conseillère communautaire	
78	Fabienne FAGES-DROIN	Conseillère communautaire	
79	Laurent RICOME	Conseiller communautaire	
80	Ysabelle CASTOR	Conseillère communautaire	



	Prénom NOM	Mandat	
81	Corinne RAVAUD	Conseillère communautaire	
82	Nordine SEKARNA	Conseiller communautaire	
101	Jérôme MEYNIER	Conseiller communautaire	
102	Cyril LAURENT	Conseiller communautaire	
103	Lysiane GUY	Conseillère communautaire	
104	Christelle LOZANO	Conseillère communautaire	
105	Karine MONTENEZ	Conseillère communautaire	
106	Angélique PEIRETTI GARNIER	Conseillère communautaire	
107	Céline FONTBONNE	Conseillère communautaire	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_02-DE

	Prénom NOM	Mandat	
108	Guilhem LEMARIÉ	Conseiller communautaire	
115	Arnaud BORD	Conseiller communautaire	
116	Méryl DEBIERRE	Conseillère communautaire	
117	Jean-Régis MASSON	Conseiller communautaire	
118	Lucas CELESTE	Conseiller communautaire	



Service : Finances  
Réf : PC/EE  
Tél. : 04.66.25.49.74

C2021\_06\_03

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRES, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

### **Objet : Compte de Gestion 2020**

#### **Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 Juin 2021,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**APPROUVE**

Le Compte de Gestion 2020 du Receveur Communautaire dont les résultats de clôture sont égaux au Compte Administratif d'Alès Agglomération en ce qui concerne le budget principal et les 17 budgets annexes : Construction et gestion des bâtiments à vocation économique, pôle Mécanique, Lotissements industriels Alès, Lotissements industriels Grand Combe, ZAD Hauts de St Hilaire, Autorisation droits des sols, Restauration scolaire, Atelier Relais, Bâtiment ex Sud Tuiles, Bâtiment industriel Grand Combe, Bâtiment Blanc, Bâtiment industriel MSL, SPANC, Assainissement, Parc des expositions, Très Haut Débit, Régie à autonomie financière Eau.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-5 432 676,91		4 592 110,73	223 661,91	-616 904,27
Fonctionnement	19 693 758,44	9 900 707,00	7 858 177,64	-202 544,84	17 448 684,24
TOTAL I	14 261 081,53	9 900 707,00	12 450 288,37	21 117,07	16 831 779,97
II - Budgets des services à caractère administratif					
33513-CONST ET GEST BAT ALES A					
Investissement	-1 565 481,26		-184 216,28		-1 749 697,54
Fonctionnement	-226 642,07		-40 762,35		-267 404,42
Sous-Total	-1 792 123,33		-224 978,63		-2 017 101,96
33514-POLE MECANIQUE					
Investissement	1 691 116,64		-2 201 049,64		-509 933,00
Fonctionnement	64 394,58		162 286,82		226 681,40
Sous-Total	1 755 511,22		-2 038 762,82		-283 251,60
33515-LOT INDUSTRIELS ALES					
Investissement	-3 515 518,52		-146 788,53		-3 662 307,05

DISSOLUTION 33520 ET 33526 AU 31/12/2019 SUITE DELIBERATION DU 20/12/2019

030043

TRES. ALES MUNICIPALE

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_03A-BF

GED

STOW

Exercice 2020

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement					
Sous-Total	-3 515 518,52		-146 788,53		-3 662 307,05
33516-LOT INDUSTRIELS GRAND CO					
Investissement	-17 275,48		-1 050,18		-18 325,66
Fonctionnement					
Sous-Total	-17 275,48		-1 050,18		-18 325,66
33517-ZAD HAUTS DE ST HILAIRE					
Investissement	-1 959 941,98		-265 033,87		-2 224 975,85
Fonctionnement					
Sous-Total	-1 959 941,98		-265 033,87		-2 224 975,85
33524-AUTORISATIONS DROITS DES					
Investissement					
Fonctionnement	66 888,83		500,20		67 389,03
Sous-Total	66 888,83		500,20		67 389,03
33525-RESTAURANT SCOLAIRE					
Investissement					

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	-212 211,82		-90 068,49		-302 280,31
Sous-Total	-212 211,82		-90 068,49		-302 280,31
33526-ZA PONT D'AVENE					
Investissement	-749,70			749,70	
Fonctionnement					
Sous-Total	-749,70			749,70	
33527-ATELIER RELAIS					
Investissement	31 384,32		-28 394,96		2 989,36
Fonctionnement	-103 997,02		-5 834,44		-109 831,46
Sous-Total	-72 612,70		-34 229,40		-106 842,10
33528-BATIMENT EX SUD TUILE					
Investissement	-978 344,76		-148 561,35		-1 126 906,11
Fonctionnement	-488 306,91		-176 110,10		-664 417,01
Sous-Total	-1 466 651,67		-324 671,45		-1 791 323,12
33529-BATIMENT INDUSTRIEL GRAN					
Investissement	-10 487,27		-2 290,77		-12 778,04

030043

TRES. ALES MUNICIPALE

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_03A-BF

GED

Détail II 2

SLOW

Exercice 2020

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	232 286,80	10 488,00	33 206,28		255 005,08
Sous-Total	221 799,53	10 488,00	30 915,51		242 227,04
33530-BATIMENT BLANC					
Investissement	-60 645,58		10 555,30		-50 090,28
Fonctionnement	-32 460,76		-31 097,02		-63 557,78
Sous-Total	-93 106,34		-20 541,72		-113 648,06
33531-BATIMENT INDUSTRIEL MSL					
Investissement	10 417,20		18 987,00		29 404,20
Fonctionnement	-16 433,09		-18 987,00		-35 420,09
Sous-Total	-6 015,89				-6 015,89
TOTAL II	-7 092 007,85	10 488,00	-3 114 709,38	749,70	-10 216 455,53
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
33518-SPANC ALES AGGLO					
Investissement	18 425,03		288,00		18 713,03



030043

TRES. ALES MUNICIPALE

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_03A-BF

GED



Exercice 2020

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	16 531,46		-288,00		16 243,46
Sous-Total	34 956,49				34 956,49
33520-ORDURES MENAGERES					
Investissement	223 661,91			-223 661,91	
Fonctionnement	-201 795,14			201 795,14	
Sous-Total	21 866,77			-21 866,77	
33521-ASSAINISSEMENT ALES AGGL					
Investissement	1 456 511,92		2 229 132,62		3 685 644,54
Fonctionnement	4 494 186,51	1 836 463,00	3 361 633,55		6 019 357,06
Sous-Total	5 950 698,43	1 836 463,00	5 590 766,17		9 705 001,60
33522-PARC DES EXPOSITIONS ALE					
Investissement	-26 056,45		-414 040,39		-440 096,84
Fonctionnement	-53 107,96		-101 566,47		-154 674,43
Sous-Total	-79 164,41		-515 606,86		-594 771,27
33523-TRES HAUT DEBIT					
Investissement	-687 846,35		-268 665,52		-956 511,87

## 33500 - ALES AGGLOMERATION

## RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	-65 714,81		-86 726,91		-152 441,72
Sous-Total	-753 561,16		-355 392,43		-1 108 953,59
33532-REGIE EAU ALES AGGLO					
Investissement					
Fonctionnement					
Sous-Total					
33533-RÉGIE EAU ALES AGGLO					
Investissement			1 126 302,40	2 078 327,49	3 204 629,89
Fonctionnement			-128 603,07	1 941 969,34	1 813 366,27
Sous-Total			997 699,33	4 020 296,83	5 017 996,16
TOTAL III	5 174 796,12	1 836 463,00	5 717 466,21	3 998 430,06	13 054 229,39
TOTAL I + II + III	12 343 869,80	11 747 658,00	15 053 045,20	4 020 296,83	19 669 553,83



Service : Finances  
Réf : PC/EE  
Tél. : 04.66.25.49.74

C2021\_06\_04

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Affectation des résultats 2020 du budget principal et des budgets annexes**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** le vote des Comptes Administratifs,

**Vu** l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 Juin 2021,

**Considérant** que les instructions comptables M14, M4 et M49 prévoient que l'Assemblée délibérante, après avoir constaté les résultats lors du vote du Compte Administratif, doit se prononcer sur leur affectation, afin de réaliser l'autofinancement de l'année, nécessaire au respect du principe de l'équilibre budgétaire,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DECIDE**

D'affecter les résultats d'exploitation ainsi qu'il suit :

BUDGETS	RESULTAT EXPLOITATION	AFFECTATION	MONTANT EN EUROS
BUDGET PRINCIPAL	17 448 684,24	1068 Excédent de fonct. Capitalisé	8 126 464,27
		110 Report à nouveau	9 322 219,97
BÂTIMENT INDUSTRIEL GRAND COMBE	255 005,08	1068 Excédent de fonct. Capitalisé	12 778,04
		110 Report à nouveau	242 227,04
ASSAINISSEMENT	6 019 357,06	1068 Excédent de fonct. Capitalisé	877 045,46
		110 Report à nouveau	5 142 311,60
REGIE EAU	1 813 366,27	1068 Excédent de fonct. Capitalisé	771 517,11
		110 Report à nouveau	1 041 849,16
SPANC	16 243,46	OO2 Excédent de fonct. reporté	16 243,46
		110 Report à nouveau	16 243,46
POLE MECANIQUE	226 681,40	1068 Excédent de fonct. Capitalisé	226 681,40
		110 Report à nouveau	0,00
AUTORISATION DROITS DES SOLS	67 389,03	OO2 Excédent de fonct. reporté	67 389,03
		110 Report à nouveau	67 389,03
BÂTIMENT BLANC	-63 557,78	OO2 Déficit de fonct. reporté	-63 557,78
		119 Report à nouveau	-63 557,78
TRES HAUT DEBIT	-152 441,72	OO2 Déficit de fonct. reporté	-152 441,72
		119 Report à nouveau	-152 441,72
BÂTIMENT EX SUD TUILES	-664 417,01	OO2 Déficit de fonct. reporté	-664 417,01
		119 Report à nouveau	-664 417,01
BÂTIMENT INDUSTRIEL MSL	-35 420,09	OO2 Déficit de fonct. reporté	-35 420,09
		119 Report à nouveau	-35 420,09
RESTAURATION SCOLAIRE	-302 280,31	OO2 Déficit de fonct. reporté	-302 280,31
		119 Report à nouveau	-302 280,31

ATELIER RELAIS	-109 831,46	OO2 Déficit de fonct. reporté	-109 831,46
		119 Report à nouveau	-109 831,46
CONSTRUCTION & GESTION DES BÂTIMENTS	-267 404,42	OO2 Déficit de fonct. reporté	-267 404,42
		119 Report à nouveau	-267 404,42
PARC EXPOSITION	-154 674,43	OO2 Déficit de fonct. reporté	-154 674,43
		119 Report à nouveau	-154 674,43

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.



Service : Finances  
Réf : PC/EE  
Tél. : 04.66.25.49.74

C2021\_06\_05

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Attribution de Compensation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 - Actualisation**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général des impôts, et notamment le V de l'article 1609 nonies C,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2021\_04\_03 en date du 15 avril 2021 fixant l'attribution de compensation prévisionnelle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

**Vu** l'avis favorable de la Commission des Finances du 16 Juin 2021,

## APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

## DECIDE

De réactualiser les montants d'attribution de compensation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, de la manière ci-après :

Nom de la commune	Régularisation AC 2020	Charges nettes transférées 2021	Total A.C. 2021 actualisée
Alès	113 313	-6 616 632	-6 503 319
Anduze	49 503	-164 371	-114 868
Aujac	20 290	-28 868	-8 578
Bagard	38 486	-211 869	-173 383
Boisset-et-Gaujac	76 373	-531 162	-454 789
Bonnevaux	462	-1 546	-1 084
Boucoiran-et-Nozières	0	15 448	15 448
Branoux-les-Taillades	5 651	-209 243	-203 592
Brignon	869	2 174	3 043
Brouzet-lès-Alès	1 886	28 609	30 495
Castelnau-Valence	0	-5 782	-5 782
Cendras	7 704	-259 206	-251 502
Le Chambon	375	25 255	25 630
Chamborigaud	441	22 243	22 684
Concoules	323	11 370	11 693
Corbès	1 827	-1 147	680
Cruviers-Lascours	-1 170	60 563	59 393
Deaux	1 462	1 281	2 743
Euzet les Bains	-1 656	-748	-2 404
Généralgues	13 346	-70 663	-57 317
Génolhac	7 566	-13 711	-6 145
La Grand-Combe	-4 302	-1 110 983	-1 115 285
Lamelouze	132	-4 999	-4 867
Laval-Pradel	36 149	-235 848	-199 699
Lézan	35 536	-97 703	-62 167
Les Mages	-24 395	-54 709	-79 104
Martignargues	325	1 813	2 138
Le Martinet	7 860	-25 450	-17 590
Massanes	37	-4 996	-4 959
Massillargues-Atuech	5 461	-120 529	-115 068
Méjannes-lès-Alès	-345	93 376	93 031
Mialet	5 294	-62 225	-56 931
Mons	-8 388	-62 398	-70 786
Monteils	2 309	4 960	7 269
Ners	4 418	3 204	7 622
Les Plans	-1 213	4 144	2 931
Portes	23 074	-85 195	-62 121
Ribaute-les-Tavernes	74 822	-272 468	-197 646
Rousson	97 383	-536 383	-439 000
Saint-Bonnet-de-Salendrinque	313	12 408	12 721
Saint-Césaire-de-Gauzignan	650	-6 379	-5 729
Saint-Christol-lès-Alès	99 033	-999 659	-900 626
Saint-Étienne-de-l'Olm	-1 053	10 029	8 976
Saint-Florent-sur-Auzonnet	-4 580	-25 467	-30 047
Saint-Hilaire-de-Brethmas	144 220	-555 273	-411 053

Saint-Hippolyte-de-Caton	-500	3	-497
Saint-Jean-de-Ceyrargues	404	-10 793	-10 389
Saint-Jean-de-Serres	11 337	-68 132	-56 795
Saint-Jean-de-Valériscle	-3 758	-50 440	-54 198
Saint-Jean-du-Gard	175 470	-103 392	72 078
Saint-Jean-du-Pin	5 336	-137 035	-131 699
Saint-Julien-de-Cassagnas	1 036	61 727	62 763
Saint-Julien-les-Rosiers	6 918	-125 226	-118 308
Saint-Just-et-Vacquières	1 387	-5 483	-4 096
Saint-Martin-de-Valgalgues	17 579	-328 362	-310 783
Saint-Maurice-de-Cazevieille	1 939	23 316	25 255
Saint-Paul-la-Coste	3 801	-5 558	-1 757
Saint-Privat-des-Vieux	163 493	-310 391	-146 898
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	-575	-68 508	-69 083
Sainte-Cécile-d'Andorge	3 153	-98 517	-95 364
Sainte-Croix-de-Caderle	-443	17 182	16 739
Salindres	46 225	253 961	300 186
Les Salles-du-Gardon	22 799	-463 351	-440 552
Sénéchas	1 643	-4 507	-2 864
Servas	691	10 429	11 120
Seynes	-204	5 413	5 209
Soustelle	-3 967	-2 636	-6 603
Thoiras	2 376	-18 602	-16 226
Tornac	26 571	-128 860	-102 289
Vabres	-49	16 423	16 374
La Vernarède	4 049	-40 335	-36 286
Vézénobres	-1 007	58 603	57 596

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENO



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.





Service : Assemblées  
Réf : PC/CB/SD  
Tél. : 04.66.56.42.82

C2021\_06\_06

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

### **Objet : Tarifs et redevances de la Communauté Alès Agglomération**

#### **Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2018\_10\_23 du Conseil de Communauté du 13 décembre 2018 définissant l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles,

**Vu** la délibération C2020\_09\_22 du Conseil de Communauté du 16 décembre 2020 sur les tarifs et redevances de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** la nécessité d'actualiser les tarifs et redevances applicables sur l'ensemble du territoire de la Communauté Alès Agglomération,

**APRES AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

De fixer tel qu'il suit les tarifs et redevances applicables sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# TARIFS ET REDEVANCES

## SOMMAIRE - TARIFS

	<b>Page</b>
<b><u>POLE ENVIRONNEMENT URBAIN</u></b>	<b>4</b>
Déchetteries hors Alès Agglomération	5
Collecte Ordures Ménagères	6
Valorisation des déchets	7
Nature	8
<b><u>ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE</u></b>	<b>9</b>
Pôle Mécanique	10
Tourisme	19
Myriapole	29
Parc des Expositions	30
ATOME	32
<b><u>POLE TEMPS LIBRE</u></b>	<b>33</b>
Equipements sportifs	34
Bibliothèques, médiathèques	40
Musées	42
Culture - Equipements culturels	49
Conservatoire Maurice André	50
<b><u>POLE SOLIDARITES</u></b>	<b>52</b>
Centre de santé des Près Saint Jean	53
Gens du voyage	54
Relais de Solidarité Jeunesse de Génolhac	56
<b><u>POLE INFRASTRUCTURES</u></b>	<b>57</b>
Mise à disposition mât d'éclairage - Vente de lanternes	58
PAC de base et PAC jusqu'au 31/12/20	59
PAC de base et PAC à compter du 01/01/21	63
Assainissement collectif tarifs des redevances communautaires	67
Eau Potable tarifs des redevances communautaires	69
Eau potable et assainissement tarifs travaux et divers	71
Eau potable et assainissement tarifs travaux et divers BPU	79
<b><u>DIRECTION DES MOYENS GENERAUX ET PATRIMOINE</u></b>	<b>108</b>
Interventions + bureau d'étude + forfait pose branchement temporaire + redevance mise à disposition de locaux à titre onéreux	109
Propreté des bâtiments	110
Service aménagement et usages numériques	111
<b><u>ADMINISTRATION GENERALE</u></b>	<b>113</b>
Reproduction de documents administratifs	114

**DIRECTION ASSISTANCE JURIDIQUE**

SIG

**POLE ENFANCE/JEUNESSE**

**117**

Petite Enfance

118

Restauration scolaire

119

Garderies Accueils Périscolaires ALP TAP

122

Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

126

Activités accessoires

132

Projet Educatif de Territoire ex-territoire des Hautes Cévennes

132

Locations Mas Sanier / Malataverne

133

Ludothèque

134

**DIRECTION DEVELOPPEMENT DURABLE**

**135**

Gobelet réutilisable

136

**PREVENTION DES RISQUES**

**137**

Masques

138

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Pôle*

### *Environnement*

#### *Urbain*

# DECHETTERIES TARIFS HORS COMMUNAUTE ALES AGGLOMERATION

## Tarifs

Utilisation des déchetteries pour les usagers  
issus de communes ou d'EPCI extérieurs

Prix par habitant et par an

17 €

# SERVICE COLLECTE ORDURES MÉNAGÈRES

Intitulé	Tarifs
<b>Tarifs intervention par le Service Collecte Ordures Ménagères</b>	
Camion benne avec chauffeur (l'heure)	95,00 €
Camion benne à ordures ménagères avec chauffeur (l'heure)	100,00 €
Camion Polybenne avec chauffeur (l'heure)	95,00 €
Camion benne avec hayon avec chauffeur (l'heure)	95,00 €
Tractopelle chargeur sur roue avec chauffeur (l'heure)	95,00 €
Chef d'équipe (l'heure)	65,00 €
Agent qualifié (l'heure)	50,00 €
Forfait intervention pour une heure y compris véhicule et personnel	85,00 €
Encadrement équipe avec véhicule (l'heure)	130,00 €



## SERVICE VALORISATION ET TRI DES DECHETS

Intitulé	Tarifs
<b>Tarifs fourniture et pose de bacs ou de colonnes</b>	
Bac 770L	150,00 € l'unité
Bac 660 L	130,00 € l'unité
Bac 360 L	50,00 € l'unité
Bac 240 L	45,00 € l'unité
Bac 120 L	25,00 € l'unité
Colonne plastique verre	1 200,00 € l'unité
Colonne plastique papier	1 000,00 € l'unité
Colonne plastique EMR (Emballage Ménager Recyclable)	1 000,00 € l'unité
Colonne métallique verre	1 600,00 € l'unité
Colonne métallique papier	1 500,00 € l'unité
Colonne métallique EMR (Emballage Ménager Recyclable)	1 500,00 € l'unité
Forfait d'intervention (nettoyage, réparation, entourage..)	50,00 € / heure / agent
<b>Tarif de mise à disposition de bacs</b>	
Mise à disposition de 1 à 5 bacs à ordures ménagères comprenant pose et récupération	50,00 €
Mise à disposition de 1 à 5 bacs tri sélectif comprenant pose et récupération	0,00 €
Traitement des ordures ménagères par bacs mis à disposition	25,00 € / bacs/ vidage
Traitement du tri sélectif par bacs mis à disposition	0,00 €
Traitement des ordures ménagères si mauvaise utilisation des bacs du tri par bacs mis à disposition	50,00 € /bacs
<b>Tarif de mise à disposition de bennes type déchèterie</b>	
Forfait de mise à disposition de bennes type déchèterie de 30m <sup>3</sup> , pour déchets type ordures ménagères . Prestation comprenant pose enlèvement et traitement des déchets.	800,00 €
Forfait de mise à disposition de bennes type déchèterie de 30m <sup>3</sup> , pour déchets type cartons. Prestation comprenant pose enlèvement et traitement des déchets.	400,00 €
Forfait de mise à disposition de bennes type déchèterie de 8-10 m <sup>3</sup> , pour déchets type fumier . Prestation comprenant pose dépose et traitements des déchets.	450,00 €

**NATURE**

Intitulé	Tarifs non assujettis à la TVA
Redevance pour enlèvement de dépôts sauvages sur facture, remboursement des frais engagés pour la remise en état	Sur facture
Débroussaillage sans enlèvement des déchets (tarif par m <sup>2</sup> )	1,00 €
Girobroyage (tarif par m <sup>2</sup> )	1,00 €
Abattage (tarif horaire)	75,00 €
Broyage de végétaux avec déchiqueteuse (tarif horaire)	50,00 €
Camion plateau (tarif horaire)	80,00 €
Epareuse (tarif horaire)	60,00 €
Tracteur 90 CV (tarif par jour) avec carburant	250,00 €
Tracteur 90 CV (tarif horaire) avec carburant	40,00 €
Agent service Nature (taux horaire)	17,00 €
Agent qualifié service Nature (taux horaire)	39,00 €
Agent de maîtrise service Nature (taux horaire)	55,00 €
Vente de cartoguides 1ère édition à l'association Action Tourisme	4,00 € / pièce
Vente de cartoguides réédition à l'association Action Tourisme	2,50 € / pièce

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

# *Attractivité*

# *du Territoire*

**POLE MECANIQUE ALES CEVENNES (en euros HT)**

LOCATIONS MENSUELLES PAR M <sup>2</sup> - ATELIERS ET BUREAUX	Tarifs
Ateliers industriels	5,16
Ateliers rallye	6,13
Terrasse hospitality	0,30
Charges locatives	0,70

CHARGES MENSUELLES PROPRIETAIRE SUR SITE PAR M <sup>2</sup>	
Charges propriétaire sur site par m <sup>2</sup>	0,40
Consommation eau courante par m <sup>3</sup> de 1 à 30 m <sup>3</sup> consommé	0,25
Consommation eau courante par m <sup>3</sup> à partir de 31 m <sup>3</sup> consommé	0,75

LOCATIONS A LA JOURNEE	
Box jour semaine	35,00
Box week end et jours fériés	70,00
1/4 de Box jour semaine	15,00
1/4 de Box jour weekend	20,00
5 boxes semaine par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	140,00
10 boxes semaine par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	280,00
15 boxes semaine par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	420,00
5 boxes weekend et jours fériés par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	280,00
10 boxes weekend et jours fériés par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	560,00
15 boxes weekend et jours fériés par organisateur (pour la durée date roulage) prix par jour	840,00
1er étage tour de contrôle (110 m <sup>2</sup> )	220,00
2ème étage tour de contrôle (114 m <sup>2</sup> )	230,00
salle de réunion 2ème étage tour de contrôle	70,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception (136 m <sup>2</sup> )	270,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception (136 m <sup>2</sup> ) demi-journée ou 11/15 h	170,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) 136 m <sup>2</sup>	482,00
Bâtiment Hospitality - Salle réception en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) 136 m <sup>2</sup>	358,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) 136 m <sup>2</sup>	361,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception en config repas (tables, chaises, etc) 136 m <sup>2</sup>	312,00
Bâtiment Hospitality - Salle de réception en config repas (tables, chaises, etc) 136 m <sup>2</sup> avec loc circuit vitesse	100,00
Bâtiment Hospitality - Loge (45 m <sup>2</sup> )	90,00
Bâtiment Hospitality - Terrasse 1 (135 m <sup>2</sup> )	200,00
Bâtiment Hospitality - Terrasse 2 (283 m <sup>2</sup> )	420,00
Bâtiment H+ - Salle SHOYA RDC seule – 169 m <sup>2</sup>	340,00
Bâtiment H+ - Salle SHOYA en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 169 m <sup>2</sup>	565,00
Bâtiment H+ - Salle SHOYA en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 169 m <sup>2</sup>	462,00
Bâtiment H+ - Salle SHOYA en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 169 m <sup>2</sup>	413,00
Bâtiment H+ - Salle SHOYA en config repas (tables, chaises, etc) – 169 m <sup>2</sup>	388,00
Bâtiment H+ - Salle n°1 étage seule – 174 m <sup>2</sup> (sud)	348,00
Bâtiment H+ - Salle n°1 étage en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 174 m <sup>2</sup>	578,00
Bâtiment H+ - Salle n°1 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 174 m <sup>2</sup>	477,00
Bâtiment H+ - Salle n°1 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 174 m <sup>2</sup>	418,00
Bâtiment H+ - Salle n°1 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 174 m <sup>2</sup>	398,00
Bâtiment H+ - Salle n°2 étage seule – 111 m <sup>2</sup> (milieu)	222,00
Bâtiment H+ - Salle n°2 étage en config conf (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 111 m <sup>2</sup>	424,00
Bâtiment H+ - Salle n°2 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 111 m <sup>2</sup>	302,00
Bâtiment H+ - Salle n°2 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 111 m <sup>2</sup>	318,00
Bâtiment H+ - Salle n°2 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 111 m <sup>2</sup>	254,00
Bâtiment H+ - Salle n°3 étage seule – 163 m <sup>2</sup> (nord)	326,00
Bâtiment H+ - Salle n°3 étage en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 163 m <sup>2</sup>	550,00
Bâtiment H+ - Salle n°3 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 163 m <sup>2</sup>	447,00
Bâtiment H+ - Salle n°3 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 163 m <sup>2</sup>	403,00
Bâtiment H+ - Salle n°3 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 163 m <sup>2</sup>	372,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2 étage seules – 285 m <sup>2</sup>	570,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2 étage en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 285 m <sup>2</sup>	844,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 285 m <sup>2</sup>	782,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 285 m <sup>2</sup>	585,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 285 m <sup>2</sup>	653,00
Bâtiment H+ - Salles 2+3 étage seules – 274 m <sup>2</sup>	548,00
Bâtiment H+ - Salles 2+3 étage en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 274 m <sup>2</sup>	820,00
Bâtiment H+ - Salles 2+3 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 274 m <sup>2</sup>	749,00
Bâtiment H+ - Salles 2+3 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 274 m <sup>2</sup>	574,00

Bâtiment H+ - Salles 2+3 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 274 m <sup>2</sup>	
Bâtiment H+ - Salles 1+2+3 étage seules – 448 m <sup>2</sup>	896,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2+3 étage en config conférence (pupitre, sono-vidéo, chaise, estrade etc) – 448 m <sup>2</sup>	1244,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2+3 étage en config cocktail (tables traiteur, sono-vidéo, manges-debout etc) – 448 m <sup>2</sup>	1229,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2+3 étage en config réunion (tables, chaises, sono, vidéo etc) – 448 m <sup>2</sup>	933,00
Bâtiment H+ - Salles 1+2+3 étage en config repas (tables, chaises, etc) – 448 m <sup>2</sup>	1027,00
Bâtiment H+ - Salle RDC + Salles étage 1+2+3 -seules – 617 m <sup>2</sup>	1234,00
Bâtiment H+ - Office RDC – 26 m <sup>2</sup>	52,00
Bâtiment H+ - Office étage – 33 m <sup>2</sup>	66,00
Bâtiment H+ - Centre de développement (local tech 200 m <sup>2</sup> + bureau ingé 35 m <sup>2</sup> )	470,00
Bâtiment H+ - Centre de développement (local tech 200 m <sup>2</sup> + bureau ingé 35 m <sup>2</sup> ) avec piste vitesse (-2box )	385,00
Bâtiment H+ - Local tech 200 m <sup>2</sup>	315,00
Bâtiment H+ - Bureau ingénieur 35 m <sup>2</sup>	70,00
Bâtiment H+ - Terrasse 2ème étage seule – 638 m <sup>2</sup>	960,00

<b>AUTRES PRESTATIONS</b>	
Fourniture azote gaz (10 litres)	150,00
Fourniture azote gaz (25 litres)	200,00
Fourniture 100 kg de carboglace	500,00
Location borne rechargement véhicule électrique (journée)	200,00
Mise à disposition du système de chronométrage (hors transpondeurs et assistance) / Jour	1000,00
Mise à disposition du système de chronométrage (hors transpondeurs et assistance) / Jour supplémentaire	600,00
Chronomètreur à distance (J): 10h	600,00
Heure Supplémentaire Chrono à distance	90,00
Option Live Timing par Jour	300,00
Système de chronométrage avec support physique sur site (essai, test et développement) 1 Journée	2400,00
Système de chronométrage avec support physique sur site (essai, test et développement) 2 Journées	3700,00
Système de chronométrage avec support physique sur site (essai, test et développement) 3 Journées	4800,00
Location pack de 50 transpondeurs	1000,00
Forfait électricité	31,00
1 heure de prestation de nettoyage semaine	22,20
1 heure de prestation de nettoyage weekend et jour férié	33,30
Forfait nettoyage locaux pour 2 jours de manifestations	550,00
Location prise adaptateur	2,50
Balayeuse avec chauffeur	500,00
Remplissage eau camion citerne une fois	50,00
Remplissage camion citerne illimité une journée	700,00
Location manuscopique	500,00
Location camion plateau + grue	780,00
Patente commerce ambulat	30,00
Trous effectués dans le bitume du paddock	20,00
Contrôle nocturne du lundi au samedi (€/heure)	27,00
Contrôle nocturne du dimanche et jours fériés (€/heure)	31,00
Caution box (TVA non applicable)	250,00
Caution matériel (TVA non applicable)	500,00
Caution infrastructures (TVA non applicable)	500,00
Caution packs transpondeur	5000,00
Caution location circuit vitesse (TVA non applicable)	1500,00
<b>ASSURANCES GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE SUR CIRCUIT</b>	
(conformément aux tarifs contrats 2021)	
Garantie assurances RC – Autos – Karting – Baptême moto	15,50
Garantie assurances RC - Motos	8,00
Garantie assurances RC - Side Cars	10,00
<b>ASSURANCES GARANTIE INDIVIDUELLE SUR CIRCUIT</b>	
(conformément aux tarifs contrats 2021)	
OPTION 1 AUTO: Décès : 15 000 € et Infirmité Permanente : 30 000 €	7,50
OPTION 2 AUTO: Décès : 40 000 € et Infirmité Permanente : 40 000 €	13,00
OPTION 3 AUTO: Décès : 40 000 € et Infirmité Permanente : 80 000 €	19,50
OPTION 4 AUTO: Décès : 80 000 € et Infirmité Permanente : 80 000 €	25,00
OPTION 6 MOTO: Décès : 10 000 € et Infirmité Permanente : 10 000 €	6,00
OPTION 6 MOTO: Décès : 20 000 € et Infirmité Permanente : 20 000 €	12,00
<b>LOCATION DES EQUIPEMENTS EN FORMULE "PACK"</b>	
<b>PACKS "HOSPITALITY PRIVE"</b>	
Pack "Hospitality Privé" si location circuit vitesse : Pack "Hospitality Privé" si location circuit vitesse :	
Salle de réception / Loge 1 / Loge 2 / Terrasse Privée	785,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

SLOW

Pack "Hospitality Privé" sans location circuit vitesse : Pack "Hospitality Privé" sans location circuit vite ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

Salle de réception / Loge 1 / Loge 2 / Terrasse Privée	822,00
<b>TARIFICATION AU M2</b>	
Tarification "Zone espace d'accueil et d'organisation" : Salle de réception Show room / Cuisine / Ensemble des bureaux restant à la location / 1er et 2ème étage de la tour de contrôle / Salle "Shoya Tomizawa" / Salle de réception / Loge 1 / Loge 2 / Terrasse privée :	
de 0 à 130 m <sup>2</sup>	2,00
de 131 à 360 m <sup>2</sup>	1,50
Au-delà de 360 m <sup>2</sup>	1,00
Tarification "Zone Technique" : Contrôle Technique / Ateliers / Box 1 à 20 :	
de 0 à 166 m <sup>2</sup>	1,50
Au-delà de 166 m <sup>2</sup>	1,00

<b>CIRCUIT VITESSE</b>		
<b>SEMAINE (du lundi au vendredi) :</b>		
<b>Résident et non résident du 1er janvier au 31 décembre</b>		
Heure (2 h maximum) hors plage de (12 h - 14 h)	Par véhicule (auto)	125,00
<b>Non résident du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée - lundi et vendredi		2302,00
Demi journée - mardi, mercredi et jeudi		2008,00
Journée - lundi et vendredi		3473,00
Journée - mardi, mercredi et jeudi		3024,00
Mardi, jeudi en plus d'un vendredi		2421,00
Samedi ou dimanche et lundi		
<b>Résident sur site du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée - lundi et vendredi		1957,00
Demi journée - mardi, mercredi et jeudi		1707,00
Journée - lundi et vendredi		2952,00
Journée - mardi, mercredi et jeudi		2570,00
Mardi, jeudi en plus d'un vendredi		2058,00
Samedi ou dimanche et lundi		
<b>Résident hors site du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée - lundi et vendredi		2072,00
Demi journée - mardi, mercredi et jeudi		1807,00
Journée - lundi et vendredi		3126,00
Journée - mardi, mercredi et jeudi		2722,00
Mardi, jeudi en plus d'un vendredi		2179,00
Samedi ou dimanche et lundi		
<b>Tarifs généraux du 1er janvier au 15 février et du 15 novembre au 31 décembre</b>		
Demi journée - lundi et vendredi		1502,00
Demi journée - mardi, mercredi et jeudi		1306,00
Journée - lundi et vendredi		2147,00
Journée - mardi, mercredi et jeudi		1894,00
Jeudi en plus d'un vendredi et samedi		1517,00
Mardi en plus d'un dimanche et lundi		1517,00

<b>SAMEDI :</b>		
<b>Résident et non résident du 1er janvier au 31 décembre</b>		
Heure (2 h maximum) hors plage de (12 h - 14 h)	Par véhicule (auto)	125,00
<b>Non résident du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée		2864,00
Journée		4371,00
<b>Résident sur site du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée		2434,00
Journée		3715,00
<b>Résident hors site du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée		2578,00
Journée		3934,00
<b>Tarifs généraux du 1er janvier au 15 février et du 15 novembre au 31 décembre</b>		
Demi journée		1863,00
Journée		2715,00

<b>DIMANCHE ET JOURS FERIES :</b>		
<b>Résident et non résident du 1 janvier au 31 décembre</b>		
Heure (2 h maximum) hors plage de (12 h - 14 h)	Par véhicule (auto)	125,00
<b>Non résident du 16 février au 14 novembre</b>		
Demi journée		3082,00
Journée		4702,00

<b>Résident sur site du 16 février au 14 novembre</b>	
Demi journée	2620,00
Journée	3997,00
<b>Résident hors site du 16 février au 14 novembre</b>	
Demi journée	2774,00
Journée	4232,00
<b>Tarifs généraux du 1er janvier au 15 février et du 15 novembre au 31 décembre</b>	
Demi journée	2003,00
Journée	2880,00
<b>Forfait location circuit vitesse résidents</b>	
Forfait mensuel accès sans exclusivité de 12h15 à 13h45 du lundi au vendredi, hors jours fériés	415,00
Forfait créneau 45 minutes accès sans exclusivité de 12h15 à 13h45 du lundi au vendredi, hors jours fériés	80,00
Journée semaine (hors 12/14 et jours fériés) roulage sans exclusivité réservation à moins de 15 jours d'une date libre, droit de piste pour 2 véhicules	500,00
Par véhicule supplémentaire	125,00
Journée (hors 12/14) roulage séminaire véhicule électrique réservation à moins de 15 jours d'une date libre droit de piste pour 4 véhicules	500,00
1/2 Journée (hors 12/14) roulage séminaire véhicule électrique réservation à moins de 15 jours d'une date libre droit de piste pour 4 véhicules	300,00
<b>Option extension horaire véhicule électrique circuit vitesse</b>	
Forfait journée	500,00
<b>Option changement sens de roulage circuit vitesse</b>	
Forfait à la journée	350,00

Pour des raisons commerciales, à moins de **quinze jours** d'une date libre, il peut être appliqué une remise de 50 % pour les commandes passées, **ainsi qu'à moins d'un mois, une remise de 30 %**.

<b>ROUTE D'ESSAIS RALLYE</b>	
Caution piste rallye (TVA non applicable)	500,00
<b>SEMAINE :</b>	
<b>Non résident</b>	
Demi journée (en exclusivité)	485,00
Journée (en exclusivité)	734,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	45,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	65,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	85,00
Arrosage / jour	400,00
<b>Résident</b>	
Demi journée (en exclusivité)	336,00
Journée (en exclusivité)	453,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	35,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	46,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	65,00
Arrosage / jour	400,00
Baptême de piste (unité)	11,00
<b>Résident à partir de 20 journées réservées</b>	
Demi journée (en exclusivité)	189,00
Journée (en exclusivité)	278,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	35,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	46,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	65,00
Arrosage / jour	400,00
Baptême de piste (unité)	11,00

<b>WEEK-END ET JOURS FERIES :</b>	
<b>Non résident</b>	
Demi journée (en exclusivité)	601,00
Journée (en exclusivité)	912,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	45,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	65,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	85,00
Arrosage / jour	400,00
<b>Résident</b>	
Demi journée (en exclusivité)	389,00
Journée (en exclusivité)	528,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	36,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	46,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	66,00
Arrosage / jour	400,00

Baptême de piste (unité)	
<b>Résident à partir de 20 journées réservées</b>	
Demi journée (en exclusivité)	240,00
Journée (en exclusivité)	358,00
Heure (non exclusivité pour un véhicule)	36,00
Heure (en exclusivité pour un véhicule)	46,00
Heure (en exclusivité pour deux véhicules)	66,00
Arrosage / jour	400,00
Baptême de piste (unité)	11,00

<b>AIRE PLANE</b>	
<b>SEMAINE :</b>	
<b>Non résident</b>	
Journée -	675,00
Demi journée -	390,00
Arrosage / jour - Adhérence zéro -	250,00
Heures (2 h maximum consécutives par jour hors créneaux 12 h - 14 h)	130,00
Arrosage / heure - Adhérence zéro -	50,00
Arrosage - demi journée - Adhérence zéro -	150,00
Arrosage - plate forme complète	400,00
<b>Résident</b>	
Journée -	500,00
Demi journée -	300,00
Arrosage / jour - Adhérence zéro -	230,00
Heures (2 h maximum consécutives par jour hors créneaux 12 h - 14 h)	100,00
Arrosage / heure - Adhérence zéro -	50,00
Arrosage - demi journée - Adhérence zéro -	130,00
Arrosage - plate forme complète	350,00
<b>WEEK-END ET JOURS FERIES :</b>	
<b>Non résident</b>	
Journée -	860,00
Demi journée -	497,00
Arrosage / jour - Adhérence zéro -	250,00
Heures (2 h maximum consécutives par jour hors créneaux 12 h - 14 h)	165,00
Arrosage / heure -	50,00
Arrosage - demi journée - Adhérence zéro -	150,00
Arrosage - plate forme complète	400,00
<b>Résident</b>	
Journée -	635,00
Demi journée -	380,00
Arrosage / jour - Adhérence zéro -	230,00
Heures (2 h maximum consécutives par jour hors créneaux 12 h - 14 h)	130,00
Arrosage / heure - Adhérence zéro -	50,00
Arrosage - demi journée - Adhérence zéro -	50,00
Arrosage - plate forme complète	350,00
<b>CIRCUIT KARTING</b>	
<b>SEMAINE :</b>	
<b>Non résident</b>	
Journée -	947,00
Heures (2 h maximum)	175,00
<b>Résident</b>	
Journée -	474,00
Demi journée -	237,00
Heures (2 h maximum)	88,00
<b>WEEK-END ET JOURS FERIES :</b>	
<b>Non résident</b>	
Journée	1185,00
<b>Résident</b>	
Journée -	593,00
Demi journée -	297,00

<b>PISTE RALLYE RAID</b>	
<b>Résident et non résident</b>	
Forfait journée	500,00
Forfait demi journée	250,00



MASSIF SPECIALE ENDURO	
<b>Résident et non résident</b>	
Forfait journée	400,00
Forfait demi journée	200,00

PADDOCK - PISTE MODELISME	
<b>Résident et non résident</b>	
Forfait journée	250,00
Forfait mensuel	2 500,00

ALL-ROAD	
<b>Résident</b>	
Forfait journée	734,00
<b>Non résident</b>	
Forfait journée	912,00

Toute réservation d'un équipement donne lieu au versement d'arrhes de 30 %, qui resteront acquis en cas d'annulation moins de 45 jours avant la date de réservation.

SERVICE DE SECOURS ET DE SECURITE	
<b>MEDECIN</b>	
Journée -	537,00
Demi journée -	285,00
2 Heures	73,00
<b>UNE AMBULANCE ET DEUX SECOURISTES</b>	
Journée -	527,00
Demi journée -	280,00
2 Heures	73,00
<b>DEUX AMBULANCES ET QUATRE SECOURISTES</b>	
Journée -	1135
Demi journée -	572
2 Heures	158
<b>UN COMMISSAIRE DE PISTE</b>	
Journée -	99,00
Une heure	18,00
<b>NETTOYAGE DE PISTE</b>	
Journée -	123,00
<b>LOCATION RADIO VHF</b>	
Journée -	18,00
<b>SAC D'ABSORBANT (UNITE)</b>	
Unité	61,00

Location emplacement publicitaire (€ H.T.) sans fabrication				
Bâtiment accueil piste vitesse			Tarifs	
Lieu d'affichage	Type de support	Dimension en cm (Lxh)	Tarif un emplacement € H.T.	Emplacement supplémentaire € H.T.
Terrasse	Aquilux	70 x 145	101,00	51,00
Mur terrasse	Bâche	675 x 470	2220,00	/
Bâtiment hospitality				
Lieu d'affichage	Type de support	Dimension en cm (Lxh)	Tarif un emplacement € H.T.	Emplacement supplémentaire € H.T.
Terrasse	Bâche	500 x 270	756,00	378,00
Escalier extérieur	Bâche	1300 x 500	4550,00	/
Piste vitesse				
Lieu d'affichage	Type de support	Dimension en cm (Lxh)	Tarif un emplacement € H.T.	Emplacement supplémentaire € H.T.
Barrière Pit Lane	Aquilux	160 x 105	118,00	59,00
Paddock ou grillage clôture	Bâche	150 x 100	150,00	75,00
Paddock ou grillage clôture	Bâche	300 x 100	300,00	150,00
Paddock ou grillage clôture	Bâche	450 x 100	360,00	180,00
Paddock ou grillage clôture	Bâche	600 x 100	480,00	240,00
Linéaire				
De 1 à 10 m2 (tarif au m²)				100,00
De 11 à 30 m2 (tarif au m²)				80,00
Plus de 30 m2 (tarif au m²)				70,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

Offre globale comprenant deux emplacements 10x4 ou équivalent, marquages sur poste commissaire et marquage des stands.	30000,00
Offre globale comprenant dénomination d'un virage au nom de l'annonceur sur tous les plans et documents relatifs au circuit vitesse, emplacement panneau publicitaire 36 m <sup>2</sup> et emplacement de banderoles de 1 m de hauteur sur une longueur de 100 m.	19000,00

Emplacement publicitaire sur programme (€ H.T.)	Tarifs
1 Page format A5 sur programme à 5000 exemplaires	100,00
1 Page format A5 sur programme à 7000 exemplaires	150,00
1 Page format A5 sur programme à 10000 exemplaires	190,00
1 Encart CHR (1/8 de page) sur programme à 5000 exemplaires	50,00
1 Encart CHR (1/8 de page) sur programme à 7000 exemplaires	55,00
1 Encart CHR (1/8 de page) sur programme à 10000 exemplaires	60,00

Emplacement publicitaire sur site internet (€ H.T.)	Tarifs
Emplacement CHR	150,00
Événement une date	100,00
Événement trois dates	250,00
Événement cinq dates	380,00
Événement supplémentaire	70,00

Emplacement publicitaire sur newsletter (€ H.T.)	Tarifs
Mise en avant une newsletter	30,00
Mise en avant trois newsletter	75,00
Mise en avant cinq newsletter	115,00
Mise en avant une newsletter supplémentaire	21,00

Location matériel (unité € H.T.)	Tarifs
Location tables et chaises de 1 à 30 unités par jour	15,00
Location tables et chaises 20 supplémentaires (jusqu'à 90 unités par jour)	10,00
Location tables et chaises 20 supplémentaires (au delà de 90 unités par jour)	5,00
Location table rectangulaire unité par jour	4,00
Location table ronde unité par jour	8,00
Location chaise unité par jour	1,00
Location fauteuil club unité par jour	7,00
Mange debout et 3 tabourets haut	15,00
Scène , unité de plateau de 1m <sup>2</sup>	7,00
Ensemble sonorisation avec installation (1 micro filaire et 1 micro hf)	150,00
Micro hf supplémentaire	20,00
Sonorisation piste karting	50,00
Mise à disposition vidéo projecteur	80,00
Ensemble projection vidéo (vidéo projecteur, écran, tablette) avec installation	150,00
Pupitre	49,00
Pupitre sonorisé	80,00
Paper board	10,00

Matériel endommagé (unité € HT.)	Tarifs
Table hospitality	160,00
Table tarragone	80,00
Table rectangulaire blanche	50,00
Table ronde blanche	110,00
Manche debout	55,00
Tabouret haut	45,00
Chaise coque	20,00
Chaise pliante	15,00
Extincteur percuté	65,00
Barrière de Police	50,00
Transpondeur	500,00
Téléviseur box	150,00
Volet roulant box	1 500,00
Volet roulant contrôle technique	2 500,00
Nécessaire de nettoyage box	25,00
Clé	25,00
Lavabo box	100,00

<b>Location matériel extérieur (unité € HT)</b>	
Barrières police	3,75
Table bois 180 x 80 cm	5,00
Sonorisation musicale par jour ( CD & HF)	150,00
Sonorisation simple pour parole	55,00
Micro HF	25,00
Ecran de projection sur pied	25,00
Ecran TV ou Led	85,00
Embase lourde	12,00
Sonorisation 100 watts	220,00
Vidéoprojecteur	85,00
Grille et panneaux d'exposition (semaine)	3,75
Chaises coque plastique (semaine)	3,75
Scène, unité plateau de 2 m <sup>2</sup> (3 jours)	6,00
Scène, unité plateau de 1,44 m <sup>2</sup> (3 jours)	4,30
Scène ULMA, unité plateau de 1,33 m <sup>2</sup> (3 jours)	4,00
Praticable, unité de 2 m <sup>2</sup>	7,00
Tarifs Horaires Semaine Agent Manutentionnaire ou Sonorisation	25,00
Tarifs Horaires Dimanche & Jour Férié Agent Manutentionnaire ou Sonorisation	45,00
Tarifs horaires chariot élévateur (avec chauffeur)	35,00
Tarifs horaires nacelle élévatrice (avec chauffeur)	130,00
Tente 5x5	290,00
Table ronde 140 cm	10,00
Table ronde 150 cm	12,50
Mange debout	13,00
chaise pvc blanche	1,30
Table rectangulaire 2 x 0,80 m	8,00
parquet au m <sup>2</sup>	6,75
éclairage au m <sup>2</sup>	2,20

<b>Prestation traiteur (€ HT par personne)</b>	<b>Tarifs</b>
Petit déjeuner avec serveur	8,00
Petit déjeuner sans serveur	5,50
Petit déjeuner Continental	16,50
Collation salée avec serveur	9,50
Collation salée sans serveur	7,00
Collation sucrée avec serveur	8,00
Collation sucrée sans serveur	5,50
Apéritif simple avec serveur	10,00
Apéritif simple sans serveur	8,00
Buffet froid avec serveur	22,00
Buffet froid sans serveur	17,50
Buffet chaud avec serveur	24,50
Buffet chaud sans serveur	20,00
Plateau repas	17,00
Cocktail dînatoire avec serveur	17,00
Cocktail dînatoire sans serveur	14,50
Repas chaud type 1	27,00
Repas chaud type 2	30,00
Dîner de gala formule 1	34,00
Dîner de gala formule 2	40,00
Supplément boisson	6,00
Open bar	10,00
Soft drink à l'unité	1,00

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

<b>Contrat domiciliation courrier aux entreprises résidentes hors site</b>	
Acheminement du courrier	30,00
<b>Articles publicitaires nouvelle collection</b>	
Tee shirt Homme	15,00
Tee shirt Femme	15,00
Tee shirt Enfant	15,00
Serviette petite taille	15,00
Serviette grande taille	20,00
Tong	15,00
Trousse de toilette	30,00
Casquette	12,50
Bonnet	15,00
Lunette de soleil	10,00
Parapluie	40,00
Sac de sport/voyage	35,00
Chaise longue	80,00
Stylo	5,00
Clé USB	10,00
Porte-clés	5,00
Bouchon d'oreille	2,00
Paire de slider combinaison moto	20,00
Plaid	12,50
Trophée lot 1	50,00
Trophée lot 2	100,00
Trophée lot 3	150,00

Application d'une remise de 20 % sur tous les articles publicitaires ci-dessus est accordée aux agents de la Communauté Alès Agglomération, du CCAS, de la Ville d'Alès et autres communes rattachées par convention de partenariat au Comité des Œuvres Sociales de la Ville d'Alès sur présentation de la carte COS ou de la carte professionnelle ainsi qu'aux entreprises et partenaires du Pôle Mécanique Alès Cévennes.

<b>TARIFS GRATUITS</b>	<b>Tarifs</b>
Journée gratuite - Mise à disposition des équipements et circuits pour manifestation à caractère social, caritatif ou humanitaire.	0,00
Forfait mensuel gratuit pour l'accès au circuit de vitesse, créneau horaire (12h15 - 13h45) dans le cadre exclusif d'essais et entraînement compétition G.T.	0,00
Gratuité du circuit vitesse pour journée de communication spécialisée.	0,00
Gratuité d'occupation temporaire du domaine public pour une association.	0,00
<b>Les tarifs gratuits sont applicables sous réserve d'une convention avec la Communauté Alès Agglomération</b>	

## TOURISME

MAISON DU MINEUR (en euros TTC)	Tarifs
Adulte	6,00 €
Enfant de 6 à 14 ans	4,00 €
Forfait classe groupe scolaire Ales Agglomération	30,00 €
Forfait 2 classes groupe scolaire Ales Agglomération	50,00 €
Tarif par personne pour groupes composés d'au moins 10 personnes (scolaire hors agglo) et groupe seniors	4,00 €
Tarif jeudis du Puits Adulte	7,00 €
Atelier enfants	4,00 €
Tarif Jeudis du Puits enfant moins de 6 ans	GRATUIT
Nuit des musées, journées du patrimoine, charbon ardent	4,00 €
Pass saison culturelle (Nuit des musées, journées du patrimoine, jeudis du puits, charbon ardent) + accès illimité au site	20,00 €
Enfants de moins de 6 ans	GRATUIT
Pass' Loisir	5,00 €
Pass Mine Témoin	5,00 €
Pass animations nocturnes Maison du Mineur – Mine Témoin	17,00 €
Pass dinopédia	1 gratuité adulte
Ticket Malin	5,00 €
Sur Présentation du billet d'entrée de la Maison des métiers ancien réduction de 1 euro	5,00 €
300 gratuits / année civile	GRATUIT
Ancien mineur à titre personnel et sur présentation d'un justificatif	3,00 €
Salle d'exposition (hors agglo)	80,00 €
Salle d'exposition (agglo)	50,00 €
Gratuité du chauffeur et de 2 accompagnateurs	GRATUIT
Forfait nettoyage salle d'exposition	95,00€
Salle des lavabos (hors agglo)	500,00€
Salle des lavabos (agglo)	350,00€
Caution location	500,00€
Puits Ricard – salle des machines & extérieurs (hors agglo)	500,00€
Puits Ricard – salle des machines & extérieurs (agglo)	350,00€
Forfait nettoyage Puits Ricard – salle des machines & extérieurs	190,00€
Location de l'ensemble (salle d'exposition- Puits Ricard – extérieurs – salle des Machines) hors agglo	1 000,00 €
Location de l'ensemble (salle d'exposition- Puits Ricard – extérieurs – salle des Machines) agglo	750,00€
Visite virtuelle sur le site de la Maison du Mineur	3,00€
Visite virtuelle mobile, tarif au forfait	80,00 €
BOUTIQUE	Tarifs
Magnets cœur	1,00 €
Lot 6 magnets cœur	5,00 €
Magnets insectes	2,00 €
Jeu de 7 familles	3,00 €
Cartos guides	5,00 €
Carte postale	0,80 €
Mug des Cévennes	4,50 €
Lot 5 cartes postales	3,00 €
FOSSILES ET MINERAUX	Tarifs
Améthyste brut	5,00 €
coffret de 8 minéraux	3,50 €
Quartz rose brut	5,00 €
Pyrite chispa brut	6,00 €
Bouteille de pyrite	4,00 €
Bouteille de feuille d'or	4,50 €
Bouteille de feuille d'argent	6,00 €
Soufre brut	5,00 €
Agate extra	3,50 €
Pendentif cordon attrape rêve	3,50 €
Pendentif cordon couleur dauphin/papillon	4,00 €
Pendentif cœur pierre polie	6,50 €
Pendentif cordon nacre papillon	3,50 €
Pendentif cordon nacre cœur dentelle	3,50 €
carborandite en boîte	4,00 €
Boîte de charbon	3,00 €
Boucle d'oreille nacre cœur ciselé	4,00 €
Bague dorée réglable	5,50 €
Porte clés minéraux	4,00 €
Collier baroque kiss pierre	6,00 €
Bracelet baroque kiss pierre	4,00 €
Parure baroque kiss collier + bracelet	8,00 €
bracelet ambre	7,00 €
Collier hématite rond et œil de chat	7,00 €
Pendentif corne nacre	2,50 €
Parures bracelet et collier	5,00 €
Pendentif dauphin hématite	3,50 €
LIVRES	Tarifs
La Grand'Combe en Cévenne, mines et mineurs du canton	11,00 €
« Cévennes » de Michel Verdier	20,00 €
Histoire de La Grand Combe et de la Compagnie des Mines	14,00 €
Histoire de la Grand Combe Alain Gurlly	19,00 €
balades sur les causses et Cévennes	4,50 €
DVD Souvenir les salles du gardon	15,00 €
La Grand Combe à travers les âges	6,00 €
Les bâtisseurs de murailles, La quête du père – Tome I	20,00 €
Le charbon en LR de Pierre Rolley	8,00 €

La véritable histoire de la petite louise	
Les Mines des Cévennes de Michel Vincent	40,00 €
Los carbonniers	4,00 €
Regards cévenols (asso May's photos)	45,00 €
DVD les dernières placières	20,00 €
Les bâtisseurs de murailles, L'appel de la mine – Tome II	20,00 €
BD les enfants de la mine	12,50 €
<b>OBJETS DIVERS</b>	<b>Tarifs</b>
Porte clés lampe petit modèle	7,00 €
Porte clés lampe luxe	12,00 €
Porte clés cristal	5,50 €
Porte monnaie licorne	3,50 €
Porte clés âne en bois	5,50 €
Porte clés cristal double face	6,00 €
Lot de 3 portes clés au choix	10,00 €
Tot bag	6,00 €
Stylo lumière chat	4,50 €
Stylo licorne	4,00 €
Stylo multicolore papillon	3,50 €
Boussole	5,00 €
Collier chaîne triskell dans un cercle	7,00 €
Collier pierre mois de naissance en bouteille	8,00 €
Bracelet salamandre	3,50 €
Boîte miroir	6,00 €
Yoyo en bois	3,50 €
Stickers	3,00 €
Porte clés rond en bois	4,50 €
Cendrier portable	5,00 €
Sifflet train en bois	4,50 €
Pochette imperméable	4,00 €
Magnet timbre	4,00 €
Magnet Métal long	2,50 €
Magnet chevalement	3,00 €
Magnet pierre avec encre	4,00 €
Magnet découpe décapsuleur	4,50 €
Magnet découpe mineur	4,50 €
Lot de 3 magnets au choix	9,00 €
Stylo bille led tactile	3,50 €
Crayon argent taille gomme	1,50 €
Porte clés goutte d'eau	5,50 €
Boule de neige turquoise	5,00 €
Gourde avec mousqueton	9,00 €
Gourde métal bleue, rouge, noir	14,00 €
Peluche chauve souris dans un sac	8,00 €
Dé à coudre	3,00 €
Bol	8,00 €
Lot de 2 peluches	20,00 €
Peluche vache t-shirt cœur	13,00 €
Ane gris	4,20 €
Magnet âne	5,10 €
Peluche ours	12,00 €
Magnet cristal HD	3,50 €
Mug métallisé avec citation	8,50 €
Lot de 3 mugs avec citation	18,00 €
Règle personnalisée	3,00 €
Stylo éco	3,00 €
Petit carnet	7,50 €
Boîte bois + crayons couleur	3,00 €
Stylo touch gravé	3,00 €
Stylo métal élégance	3,50 €
Casquette enfant brodée	9,50 €
Casquette adulte brodée	9,50 €
Lot de 2 casquettes	14,00 €
Dessous de plat bois naturel	8,00 €
Magnet sabot de bois	3,50 €
Grande assiette la Grand Combe	11,00 €
Petite assiette la Grand Combe	6,00 €
La Grand Combe à travers les âges	10,00 €
Couteau la Grand Combe	23,00 €
Porte clefs la Grand Combe blason	4,50 €
Règle la Grand Combe	0,50 €
Stylo la Grand Combe	1,00 €
Crayons de couleur	3,00 €
CD : Orchestre variations	8,00 €
Bonbons tibières	2,50 €
Magazine l'élan des Cévennes	10,00 €
LIVRE : De Bouzac à Saint Germain des près	4,00 €
LIVRE : Mathieu Lacroix	10,00 €
Centenaire de l'érection du buste de Mathieu Lacroix	4,00 €
Mineur avec wagon	15,00 €
Mineur avec pelle	12,00 €
Mineur avec marteau piqueur	12,00 €
Lot de 2 figurines pelle + marteau piqueur	19,50 €
Buste de mineur	15,00 €
Verre à pied	5,00 €
Mini Lampe a l'huile	65,00 €
Lampe de mineur	180,00 €

ALIMENTAIRE		Tarifs
Biscuits de Mumu - Palets 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu – Cœur de figues 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu - Craquelés 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu – Cookie90g		3,00 €
Sirop 50 cl		7,50 €
Sirop 20 cl		6,50 €
Boîte métal sucre		8,00 €
Boîte métal sucrée		6,50 €
Lot d'une boîte à sucre + 1 boîte sucrée		11,50 €
Confiture PM		5,00 €
Confiture GM		5,80 €
Miel 250gr		6,00 €
Miel 500gr		9,00 €
Sachet de bonbons au miel		4,00 €
Sachet de 10 sucettes au miel		7,00 €
Sucette au miel		1,00 €
COSMETIQUE		Tarifs
Savonnette 100gr		5,50 €
Baume à lèvres		6,00 €
CAMPING DE CENDRAS (en euros TTC)		Tarifs
Emplacement tente ou caravane pour une personne		4,00 €
Emplacement tente ou caravane pour une personne + 1 voiture + accès électricité + accès douche / jour		10,00 €
Emplacement camping-car pour une personne + accès électricité + accès douche / jour		12,00 €
Emplacement camping-car pour une personne		5,50 €
Par personne adulte supplémentaire		2,00 €
Enfant moins de 7 ans		1,00 €
Animal domestique (chien ou chat)		1,50 €
Électricité pour 1 personne		2,00 €
Électricité par personne supplémentaire		0,50 €
Par voiture		1,00 €
Douche par personne		0,60 €
Garage mort		0,50 €
Visite (la journée par voiture)		2,50 €
Chèques vacances acceptés		
4 gratuits par an		Gratuit
Friandises		1,00 €
Friandises divers		1,50 €
Mr freeze		1,00 €
Canette		1,50 €
bouteille d'eau grande		1,50 €
bouteille d'eau petite		1,00 €

GITES DE BRANOUX (en euros TTC)		Tarifs	Tarifs « Gîtes de France »
<b>GITE 4 PERSONNES (GR2119)</b>			
Haute saison : juillet août, pour une semaine		434,00 €	391,00 €
Moyenne saison : mai, juin, septembre, octobre, vacances scolaires, pour 1 semaine		353,00 €	318,00 €
Basse saison pour 1 semaine		298,00 €	268,00 €
Location week end : 2 nuits		137,00 €	123,00 €
Location au mois		450,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire basse saison		43,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire moyenne saison		50,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire haute saison		62,00 €	
Tarif 1 nuit		69,00 €	62,00 €
Prestation fourniture draps / pers		6,00 €	
Prestation fourniture serviettes de toilettes et linge de maison /pers		10,00 €	
Prestation Ménage fin de séjour /pers		80,00 €	
Tarif milieu de semaine : du lundi au vendredi, soit 4 nuits		276,00 €	248,00 €
Tarif week-end, si au moins 12 locations fermes		100,00 €	90,00 €
<b>GITE 2 PERSONNES (GR2120)</b>			
Haute saison : juillet août, pour une semaine		397,00 €	357,00 €
Moyenne saison : mai, juin, septembre, octobre, vacances scolaires, pour 1 semaine		317,00 €	285,00 €
Basse saison pour 1 semaine		259,00 €	233,00 €
Location week end : 2 nuits		117,00 €	105,00 €
Location au mois		400,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire basse saison		33,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire moyenne saison		45,00 €	
Tarif 1 nuit supplémentaire haute saison		57,00 €	
Tarif 1 nuit		60,00 €	54,00 €
Prestation fourniture draps		6,00 €	
Prestation fourniture serviettes de toilettes et linge de maison /pers		10,00 €	
Prestation Ménage fin de séjour /pers		80,00 €	
Tarif milieu de semaine : du lundi au vendredi, soit 4 nuits		238,00 €	214,00 €
Tarif week-end, si au moins 12 locations fermes		93,00 €	84,00 €
5 gratuits par an		Gratuit	
<i>Chèques vacances acceptés pour les 2 gîtes</i>			

RESTAURANT « LES COQUELICOTS »	Tarif
Loyer mensuel bail commercial privé	400,00 €

<b>PREHISTORAMA (en euros TTC)</b>	
Adultes	6,00 €
Tarif unique Nuit des musées et journées européenne du Patrimoine	1,00 €
Enfants de 6 à 14 ans	4,00 €
Enfants de moins de 6 ans	GRATUIT
Tarif réduit adulte	5,00 €
Tarif réduit enfant de 6 à 14 ans	3,00 €
Groupe adultes (20 personnes)/ personne (1 gratuit / 20 entrée)	5,00 €
Groupe enfants (de + de 6 ans) à partir de 20 personnes (primaire et collège)	3,00 €
1 gratuit / 10 entrées enfants	
Groupe enfants (de - de 6 ans) à partir de 20 personnes	2,00 €
1 gratuit / 6 entrées enfants	
Groupe scolaires du territoire	1 entrée gratuite/an/élève
Pass dinopédia	1 gratuité adulte
Visite guidée groupe / personne	0,50 €
Atelier	2,50 €
Atelier à partir de 2 ateliers	2,00 €
Forfait journée pour les sorties collèges organisées par le CG 30	475,00 €
300 gratuites / année civile	GRATUIT
Carte accès illimité pour l'année civile	1 entrée + justificatif de domicile résidents Codeco
<b>BOUTIQUE</b>	
<b>LIVRES</b>	<b>Tarifs</b>
Livre la fée baquette	6,90 €
Livre « Je suis un homme de Tautavel »	9,95 €
Livre « La Préhistoire » Editions Gisserot (B)	5,00 €
Les mégalithes	5,00 €
L'Art préhistorique - les mégalithes	5,00 €
Collect « Arrêt sur images »	6,00 €
Les Cévennes	8,00 €
Gard	10,50 €
Collec « ma 1ere encyclopédie »	5,00 €
Noune	14,00 €
Noune mini album	4,50 €
Goumbi	14,00 €
Goumbi mini album	4,50 €
livre gaminerie A	5,90 €
livre gaminerie B	6,90 €
YAP YAP	14,00 €
l'humanité préhistorique	8,00 €
collec "100 infos à connaître"	5,00 €
carto-guide	5,00 €
Salindres-Rousson en images	25,00 €
De mon clocher	35,00 €
150 ans de l'usine de Salindres	20,00 €
livre jeunesse	2,80 €
valise pédagogique	10,00 €
Activités créatives	5,00 €
coloriages A	4,00 €
cahier de jeux	4,00 €
cahier gommettes / gommettes	6,50 €
coffret livres Préhistoire	39,95 €
Les idées reçues de la Préhist.	11,00 €
Les idées reçues de la Préhist. De MSM	7,95 €
Qui se cache	8,00 €
collec apprendre en s'amusant	2,00 €
Coloriage MSN	6,00 €
L'archéologie	5,00 €
<b>OBJETS DIVERS</b>	<b>Tarifs</b>
Carte Postale	0,50 €
Depliant	3,00 €
Boule neige	5,00 €
MUG Photos	6,00 €
Porte-clefs A	3,00 €
Porte-clefs B	4,60 €
Porte-clefs C	5,30 €
Figurine préhistorique	4,60 €
Petite assiette	5,00 €
Stylo	3,00 €
Stylo B	4,00 €
Statue Mme Pataud	6,00 €
Tote bag	6,00 €
Porte-monnaie	3,50 €
Tee-shirt	12,00 €
Couteau	12,00 €
animal préhistorique A	3,80 €
animal préhistorique B	5,00 €
animal préhistorique C	6,50 €
animal préhistorique D	9,20 €
animal préhistorique E	21,50 €
Crayon geant	3,00 €
Crayon	2,50 €



Crayon B	
Bracelet	2,00 €
Bracelet B	3,00 €
Jeu de carte	6,50 €
Boussole	4,60 €
Puzzle Nouné	17,00 €
kit fouille PM	4,00 €
kit fouille MM	8,00 €
kit fouille GM	10,00 €
kit fouille TGM	15,00 €
Couteau lapon A	45,00 €
couteau lapon B	70,00 €
couteau lapon C	90,00 €
couteau lapon D	100,00 €
couteau lapon E	150,00 €
couteau lapon F	180,00 €
couteau lapon G	125,00 €
coupe papier bois de renne	20,00 €
sifflet bois de renne	12,00 €
dé bois de renne	20,00 €
Aiguille bois de renne	15,00 €
Harpon	18,00 €
collier A	3,00 €
collier B	5,00 €
collier C	8,00 €
collier D	10,00 €
collier E	15,00 €
collier F	24,00 €
carnet de note 1	3,00 €
carnet de note 2	3,80 €
carnet de note 3	6,50 €
magnet B	2,00 €
Magnet C	4,00 €
jeu de dominos	10,50 €
règle	1,50 €
règle	5,00 €
Boîte à crayons	3,00 €
peluche PM	10,00 €
peluche GM	15,00 €
peluche TGM	20,00 €
Jeu mémo	9,95 €
gravure rupestre PM	45,00 €
gravure rupestre MM	75,00 €
gravure rupestre GM	105,00 €
Outil en silex A	10,00 €
Outil en silex B	15,00 €
Outil en silex C	20,00 €
Outil en silex D	25,00 €
dé souvenir	3,80 €
tasse métal	8,50 €
Bouchons	3,50 €
Savon végétal	3,50 €
Monnaie de Paris	2,00 €
<b>FOSSILES ET MINERAUX</b>	
	<b>Tarifs</b>
Minéraux A	2,00 €
Minéraux B	3,00 €
Minéraux C	4,60 €
Minéraux D	5,00 €
Minéraux E	6,00 €
Minéraux F	7,00 €
Minéraux G	8,00 €
Minéraux H	10,00 €
Fossile A	2,00 €
Fossile B	3,00 €
Fossile C	4,60 €
Fossile D	5,00 €
Fossile E	6,00 €
Fossile F	7,00 €
Fossile G	8,00 €
Fossile H	10,00 €
Fossile I	12,00 €
Fossile J	15,00 €
Fossile K	20,00 €
Fossile L	25,00 €
Fossile M	45,00 €
<b>ALIMENTATION</b>	
	<b>Tarifs</b>
Boissons chaudes	1,00 €
Petite bouteille d'eau	1,00 €
Boissons fraîches	1,50 €
Sachet chips	0,50 €
Barre chocolatée	1,00 €
Paquet biscuits	2,00 €
Crème de châtaigne 50cl	12,50 €
Crème de châtaigne 20cl	8,50 €
Sirop de châtaigne 50 cl	6,80 €
Sirop de châtaigne 20 cl	4,60 €
Confiture et marrons PM	4,60 €
Confiture et marrons GM	6,80 €

Miel 250gr	
Miel 500gr	11,00 €
Sucette au miel	0,80 €
<b>MAISON DE LA FIGUE (en euros TTC)</b>	
<b>DROITS D'ENTREE INDIVIDUEL</b>	
	<b>Tarifs</b>
Visite libre de la Maison de la figue	gratuit
Visite guidée de la Maison de la figue	4,00 €
Visite guidée de la Maison de la Figue avec dégustation	6,00 €
Visite guidée du verger conservatoire	5,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Adultes	5,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Enfants (12 ans à 18 ans)	3,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire scolaire / enfant	2,00 €
Visites récolte/dégustation adultes	8,00 €
Visites guidées "vézénobres et la figue" Adulte	5,00 €
Visites guidées "vézénobres et la figue" enfant moins de 12 ans	gratuit
petit déjeuner dans le verger conservatoire Adulte	10,00 €
petit déjeuner dans le verger conservatoire enfant	5,00 €
Apéro vigneron adulte avec dégustation	10,00 €
Apéro vigneron enfant avec dégustation	6,00 €
Atelier botanique	15,00 €
Atelier cosmétique	15,00 €
Ateliers enfants	4,00 €
Balade contée adulte	10,00 €
Balade contée enfant	5,00 €
Contes Figue en scène	2,00 €
Ateliers de cuisine (maxi 10 personnes)	20,00 €
Livret de visite FR / ANGL / NL	1,00 €
Cueillette de figue (1kg)	8,00 €
Visites récolte/dégustations enfants	4,00 €
<b>DROITS D'ENTREE GROUPE</b>	
	<b>Tarifs</b>
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Adultes plus de 40 personnes	135,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire scolaires plus de 40 personnes	140,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Adultes plus de 60 personnes	180,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire scolaires plus de 60 personnes	180,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Adultes plus de 40 personnes	120,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire scolaires plus de 40 personnes	105,00 €
Visites guidées de la Maison de la Figue et du Verger Conservatoire Adultes et scolaires plus de 60 pers.	180,00 €
Visites guidées du Verger Conservatoire Adultes plus de 40 personnes	135,00 €
Visites guidées du Verger Conservatoire Scolaires plus de 40 personnes	105,00 €
Visites guidées du Verger Conservatoire Adultes et Scolaires plus de 60 personnes	180,00 €
Visites guidées « Histoire de la figue à Vézénobres » Adultes plus de 40 personnes	125,00 €
Visites guidées « Histoire de la figue à Vézénobres » Scolaires plus de 40 personnes	105,00 €
Visites guidées « Histoire de la figue à Vézénobres » Adultes et scolaires plus de 60 personnes	180,00 €
Visite guidée de la Maison de la figue & du verger conservatoire 1 fois par an à l'école de Vézénobres	Gratuit
Ateliers groupe scolaire	2,50 €
Ateliers groupes adultes	3,00 €
Ateliers vacances scolaires	4,00 €
Ateliers de cuisine (maxi 10 personnes)	20,00 €
Visites guidées "Vézénobres et la figue" Adulte pour au moins 35 personnes	125,00 €
PASS complet visites + atelier/visite "Vézénobres et la figue" adultes groupe d'au moins 35 personnes	180,00 €
PASS complet visites + atelier/visite "Vézénobres et la figue" scolaires groupe d'au moins 35 personnes	140,00 €
Dégustation par personne	4,00 €
Location espace scénique	150,00 €
<b>BOUTIQUE</b>	
<b>LIBRAIRIE</b>	
	<b>Tarifs</b>
"Le figuier Pas à Pas" Pierre Baud / Edisud	14,50 €
Livret de recettes	2,00 €
Un baiser à la figue	7,35 €
Contes sous le figuier Franck Berthoux	15,00 €
Cuisine de la figue Franck Berthoux	10,50 €
Oliviers et figuiers de Serge Scahl	15,70 €
La figue et le figuier de Mohammad Alam et JL Moret	5,35 €
C&L Clergeaud fruits séchés	7,50 €
"Petit traité savant de la figue" Henri Joannet / Editions Equinox	19,00 €
Peter Bauwens "Figues de tous pays"	9,00 €
Fruits d'Océanie Annie Walter - Chanel Sam / Editions IRD	29,40 €
Macrosonges magnet	3,50 €
Macrosonges carnet poule, figue, feuille	10,00 €
La figue, 10 façons de la préparer Lior Lev Sercarz / Editions de l'Épure	8,00 €
Gustin Plantefigues Jean-Claude Libourel / Editions Albin Michel	18,60 €
Carto guide	5,00 €
Le figuier Alain Pontoppidan / Acte sud	11,00 €
<b>CERAMIQUE</b>	
	<b>Tarifs</b>
Poterie du Camisard - Bol japonisant avec inscription verticale MDF	10,00 €
Poterie du Camisard - Porte savon avec inscription MDF	8,00 €
Copija bol	22,00 €
Copija tasse	14,00 €
Copija pichet	39,00 €
Copija petite coupelle	10,00 €
Copija grande coupelle (carré / rectangulaire)	16,00 €
Copija petit moule à tarte	28,00 €

Copija grand moule a tarte	
Copija petite figue	19,90 €
Copija grande figue	22,00 €
ALIMENTAIRE	Tarifs
Pack assortiments 1	30,00 €
Pack assortiments 2	20,00 €
Pack assortiments 3	25,00 €
Vente de figues fraîches 500gr	8,00 €
Vente de figues fraîches 1000gr	10,00 €
Compotée de figue du verger conservatoire 210gr	7,00 €
Compotée de figue du verger conservatoire 310gr	8,50 €
Tapenade/figue (l'Olive vraie) PM	5,50 €
Tapenade/figue (l'Olive vraie) GM	7,50 €
Figues sèches du verger-Conservatoire petit emballage	3,50 €
Figues sèches de la Drôme	7,00 €
Figues sèches du verger-Conservatoire	6,50 €
Biscuits Figue/ Noix (Fanchon)	6,50 €
Biscuits Figue/Amande (Fanchon)	6,50 €
Biscuits Figue/Amande (Fanchon)	7,00 €
Biscuits Figue/ Noix (Fanchon)	7,00 €
Jicé Robin - Embuscades	8,50 €
Jicé Robin - Nougat	7,00 €
Jicé Robin - Confiture figue citron	7,50 €
Jicé Robin - figue blanche 350gr	7,50 €
Jicé Robin - Confiture figue noire 350gr	7,50 €
Jicé Robin - Confiture figue noix	7,50 €
Jicé Robin - Compote figue blanche	8,50 €
Jicé Robin - Compote figue noire	8,50 €
Jicé Robin - Gelée extra de figue violette	7,50 €
Jicé Robin - Figues à l'aigre-doux	8,50 €
Jicé Robin - Petites figues confites	8,90 €
Jicé Robin - Collection 3 crèmes	18,00 €
Promotion Biscuits	5,90 €
Pâtés végétaux « douceur de Vézénobres » (Créa Terre)	6,00 €
Pâtés végétaux « caviar de Vézénobres » (Créa Terre)	6,00 €
Marc Sandevor - Pâté à la figue	7,00 €
Marc Sandevor - Duo chocolat figue	5,00 €
Domaine de Remejades	8,00 €
Chutney de figue et épices douces – Domaine de Trepaloup	7,00 €
Chutney 120gr	4,50 €
Moutarde 100gr	6,00 €
Gelée extra 340gr	6,50 €
Embuscade 160gr	8,50 €
Gourmandises de figues 160grs	7,50 €
Figues à l'aigre doux	7,80 €
Terres d'Uzès - Apéro figue thym, tomate, gingembre	5,50 €
Terres d'Uzès - Confiture figue lavande, miel, romarin	6,50 €
Christine Reus - Nectar de figue blanche	5,50 €
Christine Reus - Nectar de figue noire	5,50 €
Christine Reus - compote de figue	4,00 €
Christine Reus - confiture de figue	4,00 €
Nougaterie des Fumades - Assortiments de 5 pavés	18,00 €
SRG - El Toro - Rillette de taureau et terrine	9,50 €
SRG - l'Oulivo - Huile AOP 25cl	9,50 €
SRG - l'Oulivo - Olives entières	7,00 €
Vinaigre à la figue 25cl	10,00 €
Caviar de figues de vézénobres douceur de vézénobres	5,00 €
Sachet de bonbons au miel	4,00 €
Sachet de 10 sucettes au miel	7,00 €
Sucette au miel	1,50 €
Par Monts et par vaux - Miel de châtaignier	7,50 €
Par Monts et par vaux - Miel de chêne	7,50 €
Par Monts et par vaux - Miel de lavande	8,00 €
Biscuits de Mumu - Navettes de Provence aux figues 180g	5,90 €
Biscuits de Mumu - Palets aux figues 150g	5,90 €
Biscuits de Mumu - Coeur de figues 150g	5,90 €
Biscuits de Mumu - Craquelés figues 150g " Le Vézénobrien"	5,90 €
Biscuits de Mumu - Cookie figues 90g	3,00 €
Moulin à l'huile Paradis - 25 cl	8,50 €
Moulin à l'huile Paradis - 50 cl	15,00 €
Moulin à l'huile Paradis - 75 cl	20,50 €
Panier garnie 1	29,50 €
Panier garnie 2	24,50 €
Panier garnie 3	14,50 €
ARTISANAT	Tarifs
JM Ferring panier de ramassage	58,00 €
Jm Ferring Claie	45,00 €
JM Ferring panier 6 verres	58,50 €
JM Ferring panier ovale ajouré	58,50 €
JM Ferring panier rectangulaire	58,50 €
JM Ferring panier rond	55,00 €
JM Ferring plateau avec anse	55,00 €
Lumière absolue bougie bocal	19,00 €
Lumière absolue bougie carré	21,00 €
Lumière absolue bougie pot d'Anduze	23,50 €
Lumière absolue tablette	9,00 €

<b>LIVRET</b>		<b>Tarifs</b>
Livrets de recettes de cuisine (centre de pomologie)		4,00 €
Livret de recettes Maison de la Figue		4,00 €
Livrets de coloriage		2,50 €
Cartes postales		1,00 €
Carte postale vernis sélectif		1,50 €
Cartes postales lot de 10		7,00 €
Cartes postales lot de 5		3,50 €
Cartes postales Kalliste grand modèle		1,50 €
Carte postale Kalliste petit modèle		1,00 €
Affiches		2,00 €
<b>COSMETIQUE</b>		<b>Tarifs</b>
Pack assortiments 1		30,00 €
Pack assortiments 2		20,00 €
Pack assortiments 3		25,00 €
Savonnette "Sous le figuier" 100gr		5,50 €
Huile pour le corps "sous le figuier"		9,00 €
Baume à lèvres		6,00 €
Collines de Provence - Bouquet aromatique 100ml + tiges (rotin)		21,00 €
Collines de Provence - Bouquet aromatique, recharge 200ml		13,50 €
Collines de Provence - 10 sachets de 20 tiges rotin marron 21cm		4,00 €
Collines de Provence - Bougie 180gr		15,00 €
Collines de Provence - Concentré de parfum 15ml		7,30 €
Huile de bains		5,00 €
Gel douche		15,00 €
Parfum d'intérieur figue fraîche		17,90 €
<b>BOISSONS</b>		<b>Tarifs</b>
Sirop de figue JC Robin		8,00 €
Petite bouteille d'eau		1,00 €
Grande bouteille d'eau		2,00 €
Domaine des Vieux Foudres - Cartafigue		19,90 €
Robin Delahaye - Vin de figues		16,00 €
Domaine des Lucs - Vin aromatisé à la figue		8,50 €
Liqueur de figue 50cl		23,90 €
Apéritif fruité figue-noix		22,90 €
Terres d'Uzes - Sirop à la Figue		3,00€
Figue givrée		12,00 €
Vin de figue 50cl		13,90 €
Good Drink - Limonade à la figue		3,00€
<b>DIVERS</b>		<b>Tarifs</b>
Magnet cristal HD		4,50 €
Corbeille tissus (les ateliers d'Isa)		22,00 €
Tablier brodé Adulte		23,00 €
Diffuseur (les ateliers d'Isa)		11,00 €
Bougie (la Calmettoise)		8,00 €
Diffuseur lot de 2 (les ateliers d'Isa)		20,00 €
Distillerie Bel air - huiles essentielles thym, laurier noble		7,00 €
Distillerie Bel air - huiles essentielles Arbre à thé		6,00 €
Distillerie Bel air - huiles essentielles lavande		8,50 €
Distillerie Bel air - huiles essentielles Roll-on lavande		6,00 €
Distillerie Bel air - huiles essentielles ravintsara		6,00 €
Distillerie Bel air - diffuseur céramique		4,50 €
Distillerie Bel air - infusion lavande		4,00 €
Crayons de couleur		2,00 €
Gobelet plastique (écocup)		2,00 €
Mug métal		5,00 €
Stylo touch gravé		3,00 €
Stylo éco		3,00 €
Petit carnet		5,00 €
Boîte bois + crayons couleur		5,80 €
Porte clés bois		5,00 €
Stylo métal élégance		2,50 €
Casquette enfant brodée		7,00 €
Casquette adulte brodée		7,00 €
<b>MINE TEMOIN D'ALES (en euros TTC)</b>		
<b>DROITS D'ENTREE INDIVIDUEL</b>		<b>Tarifs</b>
Droit d'entrée individuel Adulte		10,00 €
Droit d'entrée individuel Tarif réduit 1 (partenaires divers)		7,50 €
Droit d'entrée individuel Tarif réduit 2 ( Étudiant, chômeur, bénéficiaire RSA, ado 13 à 18 ans, Personne handicapée, opération promotionnel adulte)		6,50 €
Droit d'entrée individuel tarif réduit 3 (enfant de 6 à 12 ans et ancien mineur)		5,50 €
Droit d'entrée individuel tarif réduit 4 (opération promotionnelles enfant)		3,50 €
Gratuité (enfant de moins de 6 ans, professionnels locaux du tourisme et invitations)		GRATUIT
Droit d'entrée Adulte visites animées (Visite théâtralisée, visite gourmande, visite à la lampe...)		14,00 €
Pass dinopédia		1 gratuité adulte
Droit d'entrée Enfant 13-18 ans visites animées (Visite théâtralisée, visite gourmande, visite à la lampe...)		8,50 €
Droit d'entrée Enfant 6-12 ans visites animées (Visite théâtralisée, visite gourmande, visite à la lampe...)		7,50 €
Animation « anniversaire »		8,00 €
Pass Maison du Mineur (sur présentation du ticket d'entrée)		6,50 €
Visite virtuelle		3,00€
Pass animations nocturnes Maison du Mineur – Mine Témoin		17,00 €
Animation « atelier pédagogique »		5,00 €

<b>DROITS D'ENTREE GROUPE</b>		<b>Tarifs</b>
Forfait classe pour les établissements et centres de loisirs d'Alès Agglomération		30,00 €
Scolaire Ales Agglomération tarif par élève		4,00 €
Scolaire hors Ales Agglomération par élève		5,00 €
1 gratuité accompagnateur accordée pour 10 élèves payant		GRATUIT
Droit d'entrée groupe personnes handicapés (a partir de 5 personnes)		5,50 €
Droit d'entrée groupe Adulte (a partir de 20 personnes)		7,50 €
1 gratuité accompagnateur accordée pour 20 payants		GRATUIT
Visite traditionnelle / forfait groupe 1 de 20 à 35 personnes		190,00 €
Visite traditionnelle / forfait groupe 2 de 36 à 55 personnes		340,00 €
Visite traditionnelle / forfait groupe 1 de 56 à 70 personnes		470,00 €
Visite traditionnelle / forfait groupe 1 de 71 à 85 personnes		590,00 €
Visite traditionnelle / forfait groupe 1 de 86 à 100 personnes		670,00 €
Gratuité chauffeur et accompagnateur accordée		GRATUIT
Visite Animée groupe Adulte (à partir de 10 personnes)		12,00 €
Visite Animée groupe Enfant (à partir de 10 personnes)		9,00 €
Visite virtuelle sur le site de la Mine Témoin		4,00 €
Visite virtuelle mobile, tarif au forfait		80,00 €
<b>BOUTIQUE</b>		
<b>LIBRAIRIE</b>		<b>Tarifs</b>
La Grand'Combe en Cévennes, mines et mineurs du canton		11,00 €
« Cévennes » de Michel Verdier		20,00 €
Histoire de La Grand Combe et de la Compagnie des Mines		14,00 €
balades sur les causses et Cévennes		4,50 €
La Grand Combe à travers les âges		6,00 €
Les bâtisseurs de murailles, La quête du père – Tome I		15,00 €
Le charbon en LR de Pierre Rolley		8,00 €
Les Mines des Cévennes de Michel Vincent		40,00 €
Les bâtisseurs de murailles, L'appel de la mine – Tome II		15,00 €
BD les enfants de la mine		12,50 €
Histoire de la Mine et du charbon FR		5,00 €
Histoire de la Mine et du charbon GB		3,00 €
L'élan des Cévennes		10,00 €
Les enfants de la Mine		13,00 €
Gagnières au temps des mines par l'association Gagnières du temps des mines à aujourd'hui		22,00 €
<b>ALIMENTAIRE</b>		<b>Tarifs</b>
Biscuits de Mumu - Palets 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu - Cœur de figues 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu - Craquelés 150g		5,90 €
Biscuits de Mumu - Cookie90g		3,00 €
Sirop 50 cl		7,50 €
Sirop 20 cl		6,50 €
Confiture PM		5,00 €
Confiture GM		5,80 €
boîte bonbons la perle du mineur		2,50 €
Miel 250gr		6,00 €
Miel 500gr		9,00 €
Sachet de bonbons au miel		4,00 €
Petite bouteille d'eau		1,00 €
Coca, oasis		2,00 €
Sachet de 10 sucettes au miel		7,00 €
Sucette au miel		1,00 €
<b>FOSSILES ET MINERAUX</b>		<b>Tarifs</b>
Améthyste brut		5,00 €
coffret de 8 minéraux		3,50 €
Quartz rose brut		5,00 €
Pyrite chispa brut		4,00 €
Soufre brut		5,00 €
Agate extra		3,50 €
Collier baroque kiss pierre		6,00 €
Bracelet baroque kiss pierre		4,00 €
parure baroque Kiss collier + bracelet		8,00 €
Pendentif cœur pierre polie		6,50 €
Pendentif cordon nacre papillon		3,50 €
Pendentif cordon nacre cœur dentelle		3,50 €
Porte clés minéraux		4,00 €
bracelet ambre		7,00 €
Bouteille de feuille d'or		4,50 €
Bouteille de feuilles d'argent		6,00 €
Boîte de charbon		3,00 €
pendentif cordon attrape rêve		3,50 €
pendentif cordon couleur dauphin/papillon		4,00 €
Boucle d'oreille nacre cœur ciselé		4,00 €
Bague dorée réglable		5,50 €
Collier hématite rond et œil de chat		7,00 €
Pendentif corne nacre		2,50 €
Pendentif dauphin hématite		3,50 €
<b>COSMETIQUE</b>		<b>Tarifs</b>
Savonnette 100gr		5,50 €
Baume à lèvres		6,00 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## DIVERS

	tarifs
La Monnaie de Paris/ la pièce	2,00 €
Magnet cristal HD	4,50 €
Magnet Métal long	2,50 €
Tot Bag	6,00 €
Porte clés cristal	5,50 €
Porte clés lampe petit modèle	7,00 €
Porte clés lampe luxe	12,00 €
Carnet Mine Témoin	10,00 €
Mineur avec wagon	15,00 €
Mineur avec pelle	12,00 €
Mineur avec marteau piqueur	12,00 €
Buste de mineur	15,00 €
Mini Lampe a l'huile	65,00 €
Lampe de mineur	180,00 €
Stylo métal élégance	4,10 €
Stylo licorne	4,00 €
Collier chaine triskell dans un cercle	7,00 €
collier pierre mois de naissance en bouteille	8,00 €
bracelet salamandre	3,50 €
boîte miroir	6,00 €
yoyo en bois	3,50 €
stickers	3,00 €
porte vlés rond en bois	4,50 €
cendrier portable	5,00 €
sifflet train en bois	4,50 €
Cartes postales	0,50 €
Casquette Mine témoin	6,00 €
Tee Shirt Mine Témoin	8,00 €
Autocollant Mine Témoin	0,50 €
Porte clés Mine Témoin	3,00 €
Affiche Pierre Couronne	3,00 €
Mug Mine Témoin	8,00 €
Parapluie Mine Témoin	13,00 €
Magnet Mine Témoin	3,50 €
Jeton mine	0,50 €

**MYRIAPOLE**

<b>Intitulés</b>	<b>Tarifs</b>
<b>Bureaux</b>	10 €/jour 5 € la 1/2 journée
<b>Bureaux abonnement</b>	1 jour par semaine = 4 jours par mois : 40 € 2 jours par semaine = 8 jours par mois : 70 € 3 jours par semaine = 12 jours par mois : 110 € 4 jours par semaine = 16 jours par mois : 140 € 5 jours par semaine = 20 jours par mois : 180 €
<b>Salles de réunions</b>	155 € la journée
<b>Charges nettoyage Amphithéâtre</b>	60 €
<b>Amphithéâtre</b>	300 € la 1/2 journée 500 € la journée
<b>BOX</b>	180€ / mois pour une durée de moins de 30 jours 150€ / mois pour une durée de plus de 30 jours
<b>Location salle de formation 12 à 15 places</b>	80€ par jour

## PARC DES EXPOSITIONS TARIFS DE LOCATION HT

DESIGNATION	Tarifs	
	Tarifs du 1er/09 au 30/04	Tarifs du 1er/05 au 31/08
<b>Parc des expositions 4 500 m<sup>2</sup> - 1er jour</b>	3800 €	2500 €
Parc des expositions 4 500 m <sup>2</sup> - 2e jour	3300 €	2150 €
Parc des expositions 4 500 m <sup>2</sup> - 3e jour et jours suivants	2800 €	1800 €
<b>Salle 1 - 1800m<sup>2</sup> - 1er jour</b>	2250 €	1450 €
Salle 1 - autres jours	1700 €	1100 €
Demi salle 1 - 1 jour	900 €	900 €
<b>Salle 2 - 1 200 m<sup>2</sup> - 1er jour</b>	1600 €	1000 €
Salle 2 - autres jours	1200 €	800 €
Salle 2 - 1 jour	880 €	570 €
Salle 2 - 1/2 journée	880 €	570 €
<b>Salle 3 - 1400 m<sup>2</sup> - 1er jour</b>	1600 €	1000 €
Salle 3 - autres jours	1200 €	800 €
Demi salle 3 - 1 jour	880 €	570 €
Salle 3 - 1/2 journée	880 €	570 €
<b>Salle 1+2 ou salle 2+3 - 1er jour</b>	2800 €	1800 €
Salle 1+2 ou salle 2+3 - 2ème jour	2450 €	1600 €
Salle 1+2 ou salle 2+3 - autres jours	2050 €	1350 €
<b>1/2 Salle</b>		
<b>Jour de montage</b>	1100 €	720 €
<b>Jour de démontage</b>	1100 €	720 €
1/2 journée montage	550 €	360 €
1/2 journée démontage	550 €	360 €
Parking principal 12 000 m <sup>2</sup> / jour	600 €	600 €
Aire extérieure / m <sup>2</sup> / jour	0,40 €	0,40 €
Buvette / jour	350 €	350 €
Restaurant / jour	350 €	350 €
Salle de réunion / jour	170 €	170 €
<b>MATERIEL</b>		
Chaises / pièce mise à disposition	0,50 €	0,50 €
Chaises / Pièce installée / désinstallée	2,50 €	2,50 €
Tables / pièce mise à disposition	1,50 €	1,50 €
Tables / pièce installée / désinstallée	4 €	4 €
Barrières jusqu'à 50 sans transport / pièce	4 €	4 €
Barrières au-delà de 50 avec transport / pièce	9 €	9 €
Grilles avec transport par pièce	9 €	9 €
Grilles sans transport par pièce	3 €	3 €



Elévateur (manitou) sans cariste journée	165 €	165 €
Elévateur (manitou) sans cariste 1/2 journée	90 €	90 €
caution élévateur	1000 €	1000 €
Nacelle avec conducteur / heure	45 €	45 €
nacelle avec conducteur / jour	300 €	300 €
Scène jusqu'à 32 m <sup>2</sup> sans transport	300 €	300 €
Scène au-delà de 32 m <sup>2</sup> avec transport / m <sup>2</sup>	25 €	25 €
<b>ASTREINTE ET MANUTENTION</b>		
Frais d'astreinte divers / jour de manifestation	230 €	230 €
Agent manutention / aménagement / 1/2 journée	80 €	80 €
Agent manutention / aménagement / journée	160 €	160 €
<b>FLUIDES / RESEAUX</b>		
wifi forfait	200 €	200 €
consomation électrique	sur relevé	sur relevé
consomation chauffage	sur relevé	sur relevé
consomation eau - forfait /jour	50 €	50 €
Coffret électrique monophasé+terre 16A (3,5kw) - pose et dépose	50 €	50 €
Coffret électrique triphasé+terre+neutre 16A (8 kw) - pose et dépose	100 €	100 €
Coffret électrique triphasé+terre+neutre 32A (16 kw) - pose et dépose	150 €	150 €
Coffret électrique triphasé+terre+neutre 63A (26 kw) - pose et dépose	250 €	250 €

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	Tarifs	
<b>Bennes</b>		
benne 15 m3 / apport et collecte	550 €	550 €
bennes 30m3 / apport et collecte	900 €	900 €
<b>Nettoyage</b>		
Nettoyage intérieur après manifestations - forfait	400 €	400 €
nettoyage sanitaire forfait par bloc / intervention	60 €	60 €

GARDIENNAGE	Tarifs			
	Agent de sécurité	Agent Cynophile	SSIAP 1	SSIAP 2
<b>Lundi au samedi</b>				
heures de jour (6h à 21h) / heure	21 €	23 €	23 €	27 €
heures de nuit (21h à 6h) / heure	24 €	26 €	25 €	29 €
<b>Dimanche</b>				
heures de jour (6h à 21h) / heure	21 €	23 €	25 €	29 €
heures de nuit (21h à 6h) / heure	24 €	26 €	28 €	32 €
<b>Jours fériés</b>				
heures de jour (6h à 21h) / heure	38 €	40 €	45 €	52 €
heures de nuit (21h à 6h) / heure	40 €	43 €	48 €	53 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## ATOME LOCATION

Intitulés	Tarifs
<b>Bureaux</b>	13,00 € le m2 Mensuel
<b>salles de réunions</b>	2 000,00 € Forfait annuel
<b>Charges</b>	5,00 € le m2 Mensuel
<b>Amphithéâtre</b>	300,00 € la 1/2 journée
<b>Amphithéâtre</b>	500,00 € la journée

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Pôle Temps Libre*

# ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

## Centre Nautique "Le Toboggan" - Alès

Tarifs individuels ou par cartes	Tarifs
<b>1 entrée</b>	
Achat carte vierge	3,00 €
Entrée enfants de 4 ans et moins	Gratuit
Entrée enfants / adolescents de 5 à 17 ans d'Alès Agglomération	2,80 €
Entrée enfants / adolescents de 5 à 17 ans Hors Alès Agglomération	3,30 €
Entrée adultes d'Alès Agglomération	3,50 €
Entrée adultes Hors Alès Agglomération	4,00 €
Entrées famille / 2 Enfants 2 Adultes Alès Agglomération	8,80 €
Entrées famille / 2 Enfants 2 Adultes Hors Alès Agglomération	10,30 €
Entrée tarif réduit : / chômeur- RSA – handicapé- étudiant- + 60 ans*	2,20 €
Entrée enfants CE	2,20 €
Entrée adultes CE	2,60 €
<b>Abonnements</b>	
Carte d'abonnement enfants / adolescents de 5 ans à 17 ans d'Alès Agglomération 10 entrées	24,00 €
Carte d'abonnement enfants / adolescents de 5 ans à 17 ans Hors Alès Agglomération 10 entrées	28,00 €
Carte d'abonnement adultes d'Alès Agglomération 10 entrées	29,00 €
Carte d'abonnement adultes Hors Alès Agglomération 10 entrées	33,00 €
Carte d'abonnement 10 Heures Alès Agglomération	22,00 €
Carte d'abonnement 10 Heures Hors Alès Agglomération	24,00 €
Carte d'abonnement 20 Heures Alès Agglomération	33,00 €
Carte d'abonnement 20 Heures Hors Alès Agglomération	37,00 €
Carte d'abonnement enfants CE 10 entrées	22,00 €
Carte d'abonnement adultes CE 10 entrées	26,00 €
Carte d'abonnement 10 entrées tarif réduit Handicapé, + de 60 ans et étudiant*	22,00 €
Carte de 10 entrées (aide aux actions culturelles, sportives, éducatives)	Gratuit
<b>Scolaires</b>	
Écoles maternelles et primaires d'Alès Agglomération (entrée/enfant)	Gratuit
Écoles maternelles et primaires hors Alès Agglomération (entrée/enfant)	2,50 €
Collèges d'Alès Agglomération (la ligne/heure)	11,20 €
Collèges hors Alès Agglomération (la ligne/heure)	15,00 €
Lycées d'Alès Agglomération (la ligne/heure)	11,20 €
Lycées hors Alès Agglomération (la ligne/heure)	15,00 €
<b>Associations et groupe non scolaire</b>	
Groupes d'Alès Agglomération	1,80 €
Groupes hors Alès Agglomération	2,50 €
Clubs ou associations d'Alès Agglomération (la ligne/heure)	11,20 €
Clubs ou associations hors Alès Agglomération ligne/heure)	15,00 €
Location bassin ludique club ou association d'Alès Agglomération (l'heure)	33,60 €
Location bassin ludique club ou association hors Alès Agglomération (l'heure)	45,00 €
Association sportive scolaire affiliée à l'Union Nationales des Sports Scolaires	Gratuit
Clubs de natation affiliés à une Fédération Française Olympique agréé par le Ministère Jeunesse et Sport	Gratuit
Clubs de plongée affiliés à la FFESSM et agréé par le Ministère Jeunesse et Sport	Gratuit

Club handicapés affiliés à la Fédération Française Handisport et agréé par le Ministère Jeunesse et Sport	Gratuit
Club de triathlon affilié à la Fédération Française de triathlon et agréé par le Ministère Jeunesse et Sport	Gratuit
Centre de Loisirs d'Alès Agglomération (public)	Gratuit
<b>Leçons de natation</b>	
Enfants d'Alès Agglomération (10 séances)	47,00 €
Enfants hors Alès Agglomération (10 séances)	71,00 €
Adultes et adolescents d'Alès Agglomération (10 séances)	60,00 €
Adultes et adolescents hors Alès Agglomération (10 séances)	81,00 €
Stage vacances scolaires enfants d'Alès Agglomération (forfait 1 semaine)	30,00 €
Stage vacances scolaires enfants hors Alès Agglomération (forfait 1 semaine)	40,00 €
<b>Aquagym</b>	
Adultes d'Alès Agglomération (10 séances)	71,00 €
Adultes hors Alès Agglomération (10 séances)	86,00 €
1 séance Alès Agglomération	10,00 €
1 séance Hors Alès Agglomération	11,50 €
<b>Aquabike</b>	
Abonnement 10 séances Alès Agglomération	90,00 €
Abonnement 10 séances Hors Alès Agglomération	105,00 €
1 séance Alès Agglomération	10,00 €
1 séance Hors Alès Agglomération	11,50 €

\*Pour les chômeurs, sur présentation de l'attestation de chômage de l'année en cours et applicable également à leurs ayants droits.

\*Pour les bénéficiaires du RSA, sur présentation de la notification en cours de validité de la CAF et applicable également à leurs ayants droits.

\*Pour les Handicapés, tarifs accordés sur présentation de l'original de la carte d'invalidité pour un handicap supérieur ou égal à 50%.

\*Pour les étudiants, tarifs accordés sur présentation de la carte étudiant de l'année scolaire en cours.

\*Pour les plus de 60 ans, tarif accordé sur présentation d'une pièce d'identité.

## Piscines d'Été de Cauvel, de Saint Jean du Gard et de Salindres

Tarifs individuels ou par cartes	Tarifs
<b>1 entrée</b>	
Entrée enfants de 4 ans et moins	Gratuit
Entrée enfants / adolescents de 5 à 17 ans d'Alès Agglomération	1,70 €
Entrée enfants / adolescents de 5 à 17 ans Hors Alès Agglomération	2,00 €
Entrées adultes d'Alès Agglomération	2,20 €
Entrées adultes Hors Alès Agglomération	2,50 €
Entrée chômeurs * et bénéficiaires du RSA*	1,20 €
<b>10 entrées</b>	
Cartes d'abonnement enfants / adolescents de 5 ans à 17 ans d'Alès Agglomération 10 entrées	14,00 €
Cartes d'abonnement enfants / adolescents de 5 ans à 17 ans Hors Alès Agglomération 10 entrées	17,00 €
Cartes d'abonnement adultes d'Alès Agglomération 10 entrées	18,00 €
Cartes d'abonnement adultes hors Alès Agglomération 10 entrées	21,00 €

<b>Scolaires</b>	
Écoles maternelles et primaires d'Alès Agglomération (entrée/enfant)	Gratuit
Écoles maternelles et primaires hors Alès Agglomération (entrée/enfant)	2,50 €
Collèges d'Alès Agglomération (la ligne/heure)	10,20 €
Collèges hors Alès Agglomération (la ligne/heure)	14,00 €
Lycées d'Alès Agglomération (la ligne/heure)	10,20 €
Lycées hors Alès Agglomération (la ligne/heure)	14,00 €
<b>Stage de natation Été</b>	
Stage enfants d'Alès Agglomération (5 séances)	30,00 €
Stage enfants hors Alès Agglomération (5 séances)	40,00 €
<b>Groupes</b>	
Groupes non scolaires d'Alès Agglomération	1,20 €
Groupes hors Alès Agglomération	1,90 €
Clubs de natation affiliés à une Fédération Française Olympique et agréé par le Ministère Jeunesse et Sport	Gratuit
Club ou association d'Alès Agglomération (la ligne / heure)	11,20 €
Club ou association hors Alès Agglomération (la ligne / heure)	15,00 €
Centre de Loisir d'Alès Agglomération (public)	Gratuit

\*Pour les chômeurs d'Alès Agglomération, sur présentation de l'attestation de chômage de l'année en cours et applicable également à leurs ayants droits.

\*Pour les bénéficiaires du RSA d'Alès Agglomération, sur présentation de la notification en cours de validité de la CAF et applicable également à leurs ayants droits.

\*Pour les Handicapés d'Alès Agglomération, tarifs accordés sur présentation de l'original de la carte d'invalidité pour un handicap supérieur ou égal à 50%.

## Piscines d'Été du Martinet, de Saint Jean de Valérisclé et de Saint Julien les Rosiers

Intitulé	Tarifs
Entrée « de 3 à 16 ans »	1,50 €
Entrée « plus de 16 ans »	2,00 €
Abonnement de 10 entrées « de 3 à 16 ans »	12,00 €
Abonnement de 10 entrées « plus de 16 ans »	17,00 €
Carte saison « moins de 16 ans » sous condition de ressources CCAS de Saint Julien les Rosiers*	Gratuit
Journée d'ouverture de la piscine de Saint Julien les Rosiers	Gratuit
Centre de Loisir d'Alès Agglomération (public)	Gratuit

\* Valable uniquement pour la piscine d'été de Saint Julien les Rosiers. Pour les enfants de moins de 12 ans une carte saison gratuite sera accordée à un accompagnateur adulte.

## Piscines d'Été de Cendras et de la Grand'Combe

Intitulé	Tarifs
<b>Piscine de La Grand'Combe</b>	
Ticket à la journée	2,00 €
Carte d'abonnement 10 entrées	15,00 €
Groupes non scolaires d'Alès Agglomération	1,20 €
Groupes hors Alès Agglomération	1,90 €
Centre de Loisir d'Alès Agglomération (public)	Gratuit

<b>Piscine de Cendras</b>	
Ticket à la journée	1,50 €
Carte d'abonnement 10 entrées	10,00 €
Groupes non scolaires d'Alès Agglomération	1,20 €
Groupes hors Alès Agglomération	1,90 €
Résident camping ( sur présentation du pass)	Gratuit
Centre de Loisir d'Alès Agglomération (public)	Gratuit

## Boulodrome des Baumes situé sur la Grand Combe

Intitulé	Tarifs
Droit d'entrée pour les usagers individuels (applicable du lundi au vendredi)	Gratuit
<b>Droit de location du Boulodrome pour l'organisation des concours</b>	
<u>Tarifs pour la location le week-end (les 2 jours)</u>	
Espace dédié à la Lyonnaise par une association d'Alès Agglomération	30,00 €
Espace dédié à la Lyonnaise par une association hors Alès Agglomération	40,00 €
Espace dédié à la pétanque par une association d'Alès Agglomération	75,00 €
Espace dédié à la pétanque par une association hors Alès Agglomération	90,00 €
Réservation de la totalité du boulodrome par une association d'Alès Agglomération	90,00 €
Réservation de la totalité du boulodrome par une association hors Alès Agglomération	110,00 €
<u>Tarifs pour la location à la journée (Samedi ou Dimanche uniquement)</u>	
Espace dédié à la Lyonnaise par une association d'Alès Agglomération	20,00 €
Espace dédié à la Lyonnaise par une association hors Alès Agglomération	30,00 €
Espace dédié à la pétanque par une association d'Alès Agglomération	40,00 €
Espace dédié à la pétanque par une association hors Alès Agglomération	60,00 €
Réservation de la totalité du boulodrome par une association d'Alès Agglomération	50,00 €
Réservation de la totalité du boulodrome par une association hors Alès Agglomération	70,00 €

## Gymnases et salles couvertes situés sur les communes d'Alès et de la Grand Combe et Halle des sports de Saint Christol lez Alès

Tarifs à l'heure	Tarifs
Associations sportives référencées au service des sports	Gratuit
Comité des Œuvres Sociales	Gratuit
Centre Communal d'Action Sociale	Gratuit
Autres associations	20,00 €
Sociétés privées, entreprises, comités	30,00 €
Groupes spécialisés (ARTES, IMP, IME,.....)	Gratuit
Écoles primaires	Gratuit
Collèges publics et privés	11,00 €
Lycées publics et privés (hors Lycée Jean Baptiste Dumas et Lycée Jacques Prévert)	11,00 €
Lycée Jean Baptiste Dumas (pour les réservations exceptionnelles des gymnases B1, B2 et C et non prises en compte dans la convention tripartite Alès Agglomération – Lycée Jean Baptiste Dumas - Région Languedoc Roussillon)	11,00 €

## Stades situés sur les communes d'Alès et de la Grande Combe, Stade synthétique de Saint Jean du Pin

Tarifs à l'heure	Tarifs
	Avec Vestiaires
Associations sportives référencées au service des sports	Gratuit
Comité des Œuvres Sociales	Gratuit
Centre Communal d'Action Sociale	Gratuit
Autres associations	15,00 €
Sociétés privées, entreprises, comités	20,00 €
Groupes spécialisés (ARTES, IMP, IME,.....)	Gratuit
Écoles primaires	Gratuit
Collèges publics et privés	10,00 €
Lycées publics et privés	10,00 €

## Terrains de tennis situés sur la commune de Saint Privat des Vieux

Intitulé	Tarifs
Jeton d'éclairage public	1,50 €

## Installations sportives - Commune de Salindres

Intitulé	Tarifs
<b>Tarifs de location des installations sportives de Salindres utilisés par les établissements d'enseignements secondaire publics ou privés</b>	
Installations couvertes - Tarif / heure	11,00 €
Équipements plein air - Tarif / heure	10,00 €

## Autres équipements sportifs sur le territoire d'Alès Agglomération

Intitulé	Tarifs
Centre équestre d'Alès (terrains et bâtiments), montée des Lauriers à Alès	4 417,23 € / an
Foyer socio-éducatif, 41 chemin de Sauvezon à Alès	1 301,81 € / an
Local sportif tribune Pibarot (rez de chaussée), chemin des sports à Alès	1 500 € / an
Base nautique des Camboux - Sainte Cécile d'Andorge - redevance forfaitaire	900,00 €
Base nautique des Camboux - Sainte Cécile d'Andorge - pénalité forfaitaire	10 % de la redevance forfaitaire



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## Vélodrome Louis Riquet - Les Taillasses à Branoux

Intitulé	Tarifs
<b>Location de la piste (y compris accès vestiaire, sanitaire)</b>	
Club ou association sportive d'Alès Agglomération (selon planning)	Gratuit
Licencié FFC : par personne / par heure (sur présentation licence)	6,00 €
Autres demandeurs : par personne / par heure	8,00 €
<b>Location de matériel (casque et vélo de piste)</b>	
Comité du Gard de cyclisme (forfait annuel)	300,00 €
Autres demandeurs (la location)	15,00 €
Caution (la location)	200,00 €
<b>Location de la salle de réunion</b>	
Comité du Gard de cyclisme (forfait annuel)	150,00 €
Autres demandeurs (la demi-journée)	20,00 €

## BIBLIOTHÈQUES, MÉDIATHÈQUES

### Médiathèque Alphonse Daudet

Intitulés	Tarifs
Abonnement individuel annuel	Gratuit
Acquisition cartes photocopies et impressions (5 photocopies)	2,00 €
Renouvellement cartes d'abonné perdues, volées ou abimées	1,00 €
Sac Médiathèque Alphonse Daudet	3,00 €
Crayon Médiathèque Alphonse Daudet	1,00 €
Carnet Médiathèque Alphonse Daudet	2,00 €
<b>Documents perdus ou abimés</b>	
* Livre	25,00 €
* CD audio	20,00 €
* DVD Vidéo	40,00 €
* Revue	5,00 €
* Jeux ou jouets	40,00 €
* Jeux vidéo	60,00 €

**Réseau des médiathèques de Cendras, la Grand Combe, la Vernarède, Lamelouze, Sainte Cécile d'Andorge, le Pradel, Branoux les Taillades et les Salles du Gardon**

Intitulés	Tarifs
Abonnement individuel annuel	Gratuit
<b>Documents perdus ou abimés</b>	
* Livre	25,00 €
* CD audio	20,00 €
* DVD Vidéo	40,00 €
* Revue	5,00 €
* Jeux ou jouets	40,00 €

### Bibliothèque Boisset et Gaujac

Intitulés	Tarifs
Abonnement famille	10,00 €
Internet la ½ heure	0,50 €
Carte Internet	5,00 €
Photocopie A4 noir et blanc	0,20 €
Photocopie A4 couleur	0,40 €
Photocopie A3 noir et blanc	0,30 €
Photocopie A3 couleur	0,50 €

## Médiathèque Saint Jean du Gard

Intitulés	Tarifs
Adhésion par an et par famille	Gratuit

## Médiathèque Saint Christol lez Alès

Intitulés	Tarifs
Abonnement individuel annuel	Gratuit
Renouvellement cartes d'abonné perdues, volées ou abimées	1,00 €
<b>Documents perdus ou abimés</b>	
* Livre	25,00 €
* CD audio	20,00 €
* DVD Vidéo	40,00 €
* Revue	5,00 €
* Jeux ou jouets	40,00 €

## Bibliothèque Saint Jean du Pin

Intitulé	Tarifs
Adhésion par an et par famille	Gratuit

## Médiathèque Salindres

Intitulés	Tarifs
<b>A) Communauté d'Agglomération</b>	
Enfants de moins de 18 ans	Gratuit
Adulte	7,00 €
Tarif réduit : demandeurs d'emploi, RMI, minimum vieillesse, allocation adulte handicapé	2,00 €
<b>B) Hors Communauté d'Agglomération</b>	
Enfant de moins de 18 ans	Gratuit
Adulte	10,00 €
Tarif réduit : demandeurs d'emploi, RMI, minimum, vieillesse, allocation adulte handicapé	2,00 €
<b>C) Perte ou détérioration</b>	
Remplacement ou remboursement du document	Livres 25 € CD Audio 20 € DVD 40 € Revue 5 €
<b>D) Carte perdue</b>	
Rachat de la carte	1,50 €

## MUSÉES

	<b>Tarifs</b>
<b>Droits d'entrée Musée PAB : Expositions permanentes</b>	Gratuit

<b>Droits d'entrée Musée PAB : Toutes expositions temporaires</b>	
Plein tarif	5,00 €
Demi tarif *	2,50 €
Gratuit **	
Visite + Atelier pour les enfants de moins de 12 ans	4,00 €
Pass individuel annuel 3 musées	19,00 €
* Etudiants, jeunes de 13 à 18 ans, bénéficiaires des minima sociaux (RSA, chômage, minimum vieillesse), demandeurs d'emploi, enseignants, groupe de plus de 15 personnes, sur présentation du billet d'entrée d'un partenaire, les adhérents des associations des amis du musée du Colombier et de Maison Rouge – Musée des vallées cévenoles	
** Les adhérents de l'association des amis du musée PAB, les journalistes, les personnes handicapées, les mineurs de moins de 13 ans, les scolaires, les accompagnants des groupes, les guides conférenciers, carte ICOM ou ICOMOS, carte de la Maison des Artistes, carte Culture du Ministère de la Culture, carte « Membre Bienfaiteur » Gratuité pour tous lors des journées du Patrimoine et de la nuit des musées	

	<b>Tarifs</b>
<b>Droits d'entrée Musée Colombier : Expositions permanentes</b>	Gratuit

<b>Droits d'entrée Musée Colombier : Toutes expositions temporaires</b>	
Plein tarif	5,00 €
Demi tarif *	2,50 €
Gratuit **	
Visite + Atelier pour les enfants de moins de 12 ans	4,00 €
Pass individuel annuel 3 musées	19,00 €
* Etudiants, jeunes de 13 à 18 ans, bénéficiaires des minima sociaux (RSA, chômage, minimum vieillesse), demandeurs d'emploi, enseignants, groupe de plus de 15 personnes, sur présentation du billet d'entrée d'un partenaire, les adhérents des associations des amis du musée PAB et de Maison Rouge – Musée des vallées cévenoles	
** Les adhérents de l'association des amis du musée du Colombier, les journalistes, les personnes handicapées, les mineurs de moins de 13 ans, les scolaires, les accompagnants des groupes, les guides conférenciers, carte ICOM ou ICOMOS, carte de la Maison des Artistes, carte Culture du Ministère de la Culture, carte « Membre Bienfaiteur » Gratuité pour tous lors des journées du Patrimoine et de la nuit des musées	

<b>Droits d'entrée Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles</b>		<b>Tarifs</b>
<b>Exposition permanente + exposition temporaire (1)</b>		
Plein tarif		8,00 €
Demi tarif *		4,00 €
Gratuit **		
Tarif promotionnel***		6,00 €
Visite guidée individuelle		2,00 €
Visite + Atelier pour les enfants de moins de 12 ans		4,00 €
(1) Il n'est pas possible d'acheter un ticket uniquement pour l'exposition temporaire, celle-ci fait partie intégrante du parcours		
<b>Tarifs spéciaux</b>		
Remplacement bip / carte		80,00 € / 30,00 €
Groupes scolaires		gratuit pour les scolaires de l'agglomération 2 € / enfant hors agglomération
Pass Famille (2 adultes + 2 enfants payants)		18,00 €
Pass individuel annuel 3 musées		19,00 €
Visites guidées pour publics à besoins spécifiques (handicap / minima sociaux)		Gratuit
Groupes de + de 15 personnes		Demi-tarif
Forfait Visite Partenariat TVC		30,00 €
Forfait Visite « Mosaïque »		40,00 €
Forfait Visite « la Collection à la Loupe »		80,00 €
Forfait Visite Spécifique (Thème spécifique, langues étrangères, etc.)		60,00 €
Forfait Visite Exposition Temporaire		40,00 €
* Etudiants, jeunes de 13 à 18 ans, bénéficiaires des minima sociaux (RSA, chômage, minimum vieillesse), demandeurs d'emploi, enseignants, groupe de plus de 15 personnes, sur présentation du billet d'entrée d'un partenaire, les adhérents des associations des amis du musée PAB et du musée du Colombier		
** Les adhérents de l'association des amis du musée de Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles, les journalistes, les personnes handicapées, les mineurs de moins de 13 ans, les scolaires, les accompagnants des groupes, les guides conférenciers, carte ICOM ou ICOMOS, carte de la Maison des Artistes, carte Culture du Ministère de la Culture, carte « Membre Bienfaiteur » Gratuité pour tous lors des journées du Patrimoine et de la nuit des musées		

\*\*\* Les Comités d'entreprises, les actions promotionnelles commerciales de type ticket malin du club des sites ou des sites d'exception

Location des salles Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles	
Location aux associations culturelles si couplé avec une visite guidée payante pendant les horaires d'ouverture	Gratuit
Location Salles la journée	400,00 €
Location Salles la 1/2 journée	250,00 €
Location Salles la soirée (maximum jusqu'à 23 heures)	400,00 €
Location Salles la journée et la soirée	700,00 €

Boutique Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles	Tarifs
<b>LIVRES</b>	
<b>Les livres vendus à Maison Rouge - Musée des vallées cévenoles le sont au prix fixé par l'éditeur selon la loi n°81-766 du 10 août 1981</b>	
<b>OBJETS DÉRIVÉS « MAISON ROUGE »</b>	
Affiche d'exposition Maison Rouge	5,00 €
Cabas en jute Maison Rouge	10,00 €
Carnet Maison Rouge	18,00 €
Catalogue Maison Rouge environ 100 pages	18,00 €
Catalogue Maison Rouge environ 50 pages	12,00 €
Clé USB 4Go Maison Rouge	12,00 €
Coloriages enfants Maison Rouge	6,00 €
Livret Maison Rouge (format A5 : 21x13,5)	4,00 €
Livret touristique Maison Rouge	8,00 €
Lot de 3 petits livrets Maison Rouge	5,00 €
Mug "logo Maison Rouge"	8,00 €
Plumier bois Maison Rouge	9,50 €
Porte-clé Maison Rouge	7,00 €
Stylo Maison Rouge	5,00 €
Tablier Maison Rouge	18,00 €
Tote bag Maison Rouge	5,00 €
Toupie en bois Maison Rouge	4,00 €
Yoyo en bois Maison Rouge	5,00 €
<b>DIVERS</b>	
Bougie grand modèle Cire d'abeille	9,50 €
Bougie petit modèle Cire d'abeille	4,50 €
Carte postale	0,50 €
Carte postale panoramique	1,00 €
DVD Bergers de l'Aigoual, éleveurs des Causses et Cévennes	17,00 €
DVD En transhumance vers le bonheur	17,00 €
DVD Le bien être en herbes	19,00 €
DVD Les Camisards	16,00 €
DVD Passeur de vies - Passeur d'histoires	18,00 €
Lot de 10 cartes postales (concerne les cartes à 0,50€)	3,50 €
Magnet Cévennes	3,00 €
Magnet d'insecte	3,30 €
Magnet petit format / Magnet grand format ou Badge (l'arbre bleu)	3,00 € / 4,00 €
Minis crayons aquarellables du Parc National des Cévennes	4,50 €
Mug (l'arbre bleu) en tôle émaillée à l'unité / lot de 3	10,00 € / 25,00 €
Porte-clefs en bois	7,00 €
Porte-clé mouton (laine et cuir)	5,00 €
Porte-clé sac du berger (cuir)	12,00 €
Poster paysages du parc	5,00 €
Tee-shirt enfant (l'arbre bleu)	15,00 €
<b>CARTES</b>	
Carte IGN « chemin de Stevenson »	8,90 €
Carte IGN Parc National des Cévennes	9,00 €
Carte IGN Top 25 Causse Méjean	12,00 €
Carte IGN Top 25 Cévennes	12,00 €
Carte IGN Top 25 Mont Lozère	12,00 €
Carte IGN Top 75 Cévennes	9,20 €
<b>JEUX / JOUETS</b>	
Boîte à musique	54,00 €
Cerf 3D en carton sur pied / Coq 3D en carton	5,00 €
Cerf 3D en carton trophée / Chouette 3D en carton / Papillon 3D en carton / Papillon 3D en carton	8,00 €
Insectes à construire en carton du Parc National des Cévennes	7,95 €
Jeu de memory (l'arbre bleu)	6,50 €
Jeu des 7 familles du Parc national des Cévennes	7,50 €
Jeux des 7 familles faune sauvage des Cévennes (l'arbre bleu)	7,50 €
Jeu : quel est donc cet oiseau ? PNC	11,00 €

Livre jeux (l'arbre bleu)	
Mémo dans la forêt de l'Aigoual	11,50 €
Mini puzzle bois (araignée, cerf) Naturel / Coloré	9,80 € / 11,30 €
Mini puzzle bois (chèvre) Naturel / Coloré	5,70 € / 6,90 €
Mini puzzle bois (chouette, hibou) Naturel / Coloré	6,00 € / 8,30 €
Mini puzzle bois (fourmi, grenouille, âne, écureuil) Naturel / Coloré	7,50 € / 9,00 €
Mini puzzle bois (hérisson, lapin) Naturel / Coloré	3,80 € / 4,50 €
Mini puzzle bois (mouton) Naturel / Coloré	4,40 € / 5,70 €
Mini puzzle bois (pic vert, sauterelle, renard) Naturel / Coloré	8,30 € / 9,80 €
Mouton à construire PNC petit modèle / grand modèle	7,95 € / 10,00 €
Pop out (carte à construire) PNC	5,95 €
Puzzle Cévennes	4,00 €
Puzzle bois (araignée, chenille, cerf) Naturel / Coloré	15,60 € / 18,00 €
Puzzle bois (chèvre) Naturel / Coloré	11,30 € / 13,80 €
Puzzle bois (chouette, hibou) Naturel / Coloré	9,60 € / 13,20 €
Puzzle bois (fourmi, grenouille, âne, écureuil) Naturel / Coloré	12,00 € / 14,40 €
Puzzle bois (hérisson, lapin) Naturel / Coloré	6,00 € / 7,20 €
Puzzle bois (mouton) Naturel / Coloré	8,40 € / 10,80 €
Puzzle bois (pic vert, sauterelle, renard) Naturel / Coloré	13,20 € / 15,60 €
Sanglier ou Castor en peluche	14,50 €
Totem à construire PNC	16,95 €
Toupie en bois	8,00 €
<b>COSMETIQUES / BIEN-ÊTRE</b>	
Aflât d'escumo soin douche Belesa 100ml / 500ml	8,25 € / 23,00 €
Aigado brume de châtaigne / Frescuro eau de châtaigne Belesa 200 ml	20,00 €
Aigo Douço eau micellaire Belesa 200 ml	17,00 €
Autentico beaume absolu « petite cévenole » Belesa 15ml / 50ml	15,50 € / 35,00 €
Bain moussant parfumé 250ml Cap'Ane	7,50 €
Baume 30ml	6,90 €
Boîte à savon « Ames Sauvages »	10,50 €
Bougie « Ames Sauvages »	15,00 €
Brume rafraîchissante 100ml (les secrets des Cévennes)	6,00 €
Coffret 1 savon + 1 huile (sauf huile visage Apollon) + 1 bougie	35,00 €
Coffret 3 savons « Ames Sauvages »	20,00 €
Crème (mains / pieds) « Anessence »	18,00 €
Crème mains 30 ml Cap'Ane	11,50 €
Crème de jour lait d'ânesse et huiles essentielles	23,00 €
Crème soin visage et cou « Anessence »	32,00 €
Crémo Fresco crème corps intégrale Belesa 250ml	28,50 €
Emulsion douceur « Anessence »	25,00 €
Esclaire crème visage essentielle Belesa 25ml / 50ml	17,00 € / 31,00 €
Gel bain et douche lait d'ânesse et huiles essentielles	16,90 €
Gel douche miel 250ml Cap'Ane	7,50 €
Gel douche parfumé 250ml Cap'Ane	7,00 €
Huiles de massage 50ml	8,40 €
Huiles de soins « Ames Sauvages »	13,00 €
Huiles essentielles ( les plantes d'Isa) 10ml	6,90 €
Huiles visage Apollon « Ames sauvages »	16,50 €
Hydrolat (les secrets des Cévennes) 200ml	8,50 €
Hydrolat (les plantes d'Isa) 100ml	4,50 €
Lait corps « Anessence »	29,00 €
Lait corps et visage 250ml Cap'Ane	21,00 €
Lait démaquillant « Anessence »	20,00 €
Miniature L'Accent	6,00 €
Pinceau L'Accent	29,00 €
Pochon du randonneur (les secrets des Cévennes)	40,00 €
Porte-savon en noyer ovale	10,50 €
Porte-savon érable ou merisier	7,50 €
Porte-savon en noyer rond avec bambous	14,00 €
Poudre d'éclat L'Accent	49,00 €
Roll-on (les secrets des Cévennes) 15ml	7,00 €
Savon « Ames Sauvages »	6,60 €
Savon à barbe 100g Cap'Ane	11,00 €
Savon à raser « Ames Sauvages »	23,50 €
Savon et shampoing solide 100g (les secrets des Cévennes)	5,50 €
Savon lait d'ânesse « Anessence »	5,00 €
Savon liquide main parfumé 250ml Cap'Ane	7,00 €
Savon solide nature ou parfumé 100g Cap'Ane	4,50 €

Savon solide (miel et propolis, charbon, exfoliant graines de pavot) 100g Cap'Ane	5,00 €
Shampoing « Anessence »	16,00 €
Shampoing solide parfumé 100g Cap'Ane	7,00 €
Trousse essentielle Belesa	23,00 €
<b>CÉRAMIQUES</b>	
Bain oiseau / Boule sur pied / Brique à vin Ampholia	32,00 €
Boule écusson grand modèle / Pot à feu Ampholia	17,30 €
Boule écusson petit modèle / Fruits grand modèle Ampholia	15,80 €
Boule pierre / Vase (12x13) ou coupe d'Anduze / Vase Médicis / Pot conique ou carré Ampholia	14,40 €
Gobelet café / Petite coupelle Porcelaine	9,00 €
Gobelet thé / Gobelet plat Porcelaine	14,00 €
Mini fruits (les 3) / Vase d'Anduze (8x12) avec bougie Ampholia	20,20 €
Mobile clochette porcelaine	24,00 €
Mug « logo Réserve de Ciel étoilé »	12,50 €
Petit bol porcelaine	12,00 €
Pot d'Anduze 14cm avec étui	18,00 €
Santons apiculteur / brebis raïole à pompons / potier (avec grand pot d'Anduze) / brebis et agneau qui tête / écolier bureau simple	31,20 €
Santons berger avec agneaux / berger avec corne / potière / ramasseuse avec chapeau	26,40 €
Santons bergère à l'agneau / ramasseur de champignons / ramasseuse	24,00 €
Santons bergère qui tricote / décoconneuse vers à soie / brebis couchée et agneau / chèvre du Rove (cornes tournées) / maquignon / femme au blé / fermier trayant avec seau / petit garçon à genoux avec jouets	21,60 €
Santons brebis raïole tonte cévenole / petit garçon panier décoconnage / loup / bélier / bouc / flouca mouton à pompon	28,80 €
Santon tondeur de mouton / gavote au lapin	43,20 €
Santon agneau / chevreau	12,00 €
Santon agneau couché / champignons	6,60 €
Santons âne / mule / 2 porcelets dans la bassine	45,60 €
Santons chèvre / chèvre 2 couleurs	19,20 € / 20,40 €
Santons grand chien assis / chien sur le dos / écolier assis	15,60 €
Santons femme et son oie / lavandière avec baquet	42,00 €
Santons garçon à califourchon / Justin à la courge / petite fille au chaperon	18,00 €
Santons renard / cochon / mouton / mouton qui broute	16,80 €
Santons mule cévenole	132,00 €
Santons oie / poule	9,60 €
Santons âne transhumance	102,00 €
Santons panier de châtaignes / panier de cocons / panier de cocons plat / pot d'Anduze moyen ou petit / ruche en châtaignier / chat / lapin / petit chien assis / choux	7,20 €
Santons porcelet / oie ailes ouvertes / poule ailes ouvertes	14,40 €
Santon pot d'Anduze grand	7,80 €
Santons ramasseur de champignons et champignons	36,00 €
Santons apiculteur et ruche tronc en châtaignier	38,40 €
Santons 2 femmes assises triant les cocons	102,00 €
Socle boule écusson Ampholia	11,50 €
Vase porcelaine	32,00 €
<b>MAROQUINERIE</b>	
Besace (cuir)	420,00 €
Gibecière (cuir)	290,00 €
Pochette berger (cuir)	260,00 €
Pochette petit berger (cuir)	145,00 €
Porte-monnaie (cuir)	59,00 €
Portefeuille (cuir)	68,00 €
Sac du berger (cuir)	485,00 €
Sac Eulalie (cuir)	145,00 €
Sac Eulalie n°2 (cuir)	178,00 €
Sac Rando (cuir)	448,00 €
Sac du berger City	385,00 €
<b>VANNERIE / BOIS</b>	
Bertoul	97,00 €
Corbeille table	35,00 €
Grand miroir mural	75,00 €
Grande coupelle	45,00 €

Miroir de poche	
Moyen miroir mural	60,00 €
Panier bûches	105,00 €
Panier cerise / panier rond	79,00 €
Patères (3 têtes)	42,00 €
Petit miroir mural	45,00 €
Petite coupelle	35,00 €
Poutèque champignons	157,00 €
Saladier	95,00 €
Tire-bouchon	25,00 €
<b>SOIE / LAINE</b>	
Balle	3,50 €
Bas BJ Rive Gauche soie	44,40 €
Bas Champs Elysées soie	37,00 €
Berger Cuir et Laine	10,00 €
Bobine soie perlée 16m (Au Ver à soie)	4,90 €
Boîte feutrée	9,00 €
Boléro Mohair et Soie – Pastourelle	120,00 €
Bonnet Mohair et Soie – Pastourelle	38,00 €
Bonnet laine – Louise Bonnemaïson	28,00 €
Bougie Sericyne soie parfum mûrier	59,00 €
Broche ou chouchou Mohair et Soie – Pastourelle	8,00 €
Cabas	35,00 €
Cache bouteille	15,00 €
Cache épaule Mohair et Soie – Pastourelle	74,00 €
Capeline laine – Louise Bonnemaïson	40,00 €
Carré en crêpe de Chine	78,00 €
Carré en crêpe de Chine fleuri	82,00 €
Châle à franges Mohair et Soie – Pastourelle	56,00 €
Châle laine / Boléro – Louise Bonnemaïson	52,00 €
Chapeau	30,00 €
Chausson 35-	22,00 €
Chausson 36+	24,00 €
Coffret diffuseur et parfum Sericyne	179,00 €
Corbeille à pain	10,00 €
Cravate en crêpe de Chine	64,00 €
Diffuseur de parfum soie et feuilles d'or Sericyne	149,00 €
Echarpe – Louise Bonnemaïson	48,00 €
Echarpe double	69,00 €
Echarpe en crêpe de Chine fleuri	78,00 €
Echarpe en mousseline de soie	73,00 €
Echarpe en pongée de soie	64,00 €
Etole dentelle Mohair et Soie – Pastourelle	86,00 €
Etole laine – Louise Bonnemaïson	58,00 €
Gants soie	46,15 €
Housse tablette	13,00 €
Kit de tissage 26x35 cm	35,00 €
Kit écharpe Mohair	19,50 €
Kit feutrage	9,00 €
Kit feutrage Catusse	12,00 €
Kit laine cardée	13,50 €
Lampe Sericyne bois et soie blanche ou bleue	299,00 €
Masque de soie Sericyne	45,00 €
Métier à tisser 31cm	95,00 €
Mitaines Mohair et Soie – Pastourelle	32,00 €
Mobile Berger et Mouton	42,00 €
Mouton / Berger	10,00 €
Mouton en laine	5,00 €
Pack découverte (Au Ver à Soie)	16,90 €
Pack nuances soie perlée (Au Ver à Soie)	26,65 €
Parfum d'intérieur Sericyne Matin en Cévennes	35,00 €
Pelote laine cardée 50g	3,50 €
Perles	15,00 €
Petit sac rond	22,00 €
Plaid	110,00 €
Porte monnaie	14,00 €
Sac Coloque	15,00 €
Sachet 12 perles laine cardée	9,80 €



Snood Mohair et Soie – Pastourelle	
Suspension	30,00 €
Tour de cou en soie stretch	64,00 €
Tour de cou laine – Louise Bonnemaïson	29,00 €
Tour de cou Mohair et Soie - Pastourelle	34,00 €
Vide poche	10,00 €
<b>BIJOUX</b>	
Barette / Broche enfant bois	12,50 €
Boucle d'oreilles bois	35,00 €
Boucle d'oreilles Cocon soie matin d'avril	55,00 €
Boucles d'oreilles Cocon soie 2 couleurs	35,00 €
Boucles d'oreilles Cocon soie multicolores	45,00 €
Boucles d'oreilles Cocon soie ouvragées	70,00 €
Pendentif Cocon soie	68,00 €
Pendentif Cocon soie ouvragé	75,00 €
<b>ALIMENTATION</b>	
Castanade 90g Nadia Vidal	4,50 €
Castanella 240g Nadia Vidal	6,00 €
Cèpes ou trompettes des morts séchés 30g	6,20 €
Cèpes ou trompettes des morts séchés 50g	9,80 €
Châtaignes au naturel 200g Nadia Vidal	6,00 €
Châtaignons bio 500 gr	9,50 €
Confit d'oignons doux des Cévennes	4,20 €
Confiture de châtaigne 240g Florence Lhermet	4,40 €
Confiture de châtaigne 350g Nadia Vidal	6,00 €
Crème de marron 360g Florence Lhermet	5,70 €
Crème de marron bio vanillé ou nature avec morceaux 360g	6,20 €
Farine bio de châtaigne 500gr	9,80 €
Garniture de champignons sylvestre (cèpes, chanterelles, trompettes) 30g	5,30 €
Garniture de champignons sylvestre (cèpes, chanterelles, trompettes) 50g	9,10 €
Gelée de thym des Cévennes Bio 110g	7,50 €
Herbes 25g les plantes d'Isa	5,00 €
Houmous de châtaignes 100g	5,80 €
Marron cartagène bio 240 gr	7,20 €
Marron naturel bio 240 gr	6,50 €
Miel aux graines 230g Florence Lhermet	5,20 €
Miel Cuvée Chemin de Stevenson (Bruyère Blanche)	5,20 €
Miel Cuvée Chemin de Stevenson (Châtaignier ou Fleurs d'été)	9,50 €
Miel de châtaignier 250g Florence Lhermet	5,70 €
Miel de châtaignier 500g Florence Lhermet	8,60 €
Miel l'Abeille des Cévennes 500 gr	8,00 €
Miel Ruchette des Cévennes 250g	5,50 €
Miel Ruchette des Cévennes 500g	9,60 €
Pâte à tartiner châtaigne chocolat noisette	5,50 €
Pesto 80g les plantes d'Isa	5,50 €
Pétales en festival 3g les plantes d'Isa	3,50 €
Rouleau 2x125g Florence Lhermet	5,00 €
Rouleau 3x125g Florence Lhermet	7,50 €
Rouleau 3x240g Florence Lhermet	12,40 €
Sablé au miel Florence Lhermet	4,20 €
Sel 80g les plantes d'Isa	5,00 €
Sirop 25cl Florence Lhermet	4,20 €
Sirop 25 cl les plantes d'Isa	5,50 €
Sirop 50cl les secrets des Cévennes	6,00 €
Sirop de châtaigne bio 25 cl	5,70 €
Sirop de châtaigne 25cl Nadia Vidal	5,00 €
Sirop de thym des Cévennes Bio 25cl	10,80 €
Sucre 180g les plantes d'Isa	5,00 €
Tisane Murier Blanc 20g les plantes d'Isa	4,50 €
Tisane Verveine 20g les plantes d'Isa	7,20 €
Tisane 30g les plantes d'Isa	8,20 €
Tisane 30g les secrets des Cévennes	4,50 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

<b>BOISSONS</b>	
Bière d'établi / Bière Mine de Rien / Bière PBC L'Hou Solitaire 50 cl	4,50 €
Bière PBC La Putain de bière cévenole / Il était Qu'une fois /Blanche au piment des Cévennes50 cl	5,10 €
Bière le 30ème degré 33cl / 50cl	3,20 € / 4,50 €
Cartagène 50 cl / 75 cl	9,80 € / 14,50 €
Liqueur ou crème de châtaigne 50 cl	14,50 €
Vin apéritif aromatisé 50 cl	9,80 €
<b>COFFRETS CADEAUX</b>	
Le Grand Bertoul Maison Rouge	49,00 €
Le moyen Bertoul Maison Rouge	35,00 €
Le petit Bertoul Maison Rouge	19,00 €
<b>DEPÔT VENTE</b>	
Tarifs fixés dans le cadre d'une convention avec l'artiste avec reversement de 30 % au profit de Maison Rouge - Musée des Vallées Cévenoles	

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## CULTURE - EQUIPEMENTS CULTURELS (Location du vendredi soir au lundi matin)

### Les Mages : salle Fernand Léger

Associations communautaires pour les manifestations à but lucratif	80,00 €
Associations communautaires pour les manifestations à but non lucratif	Gratuit
Particuliers	
du 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre	150,00 €
du 1 <sup>er</sup> octobre au 30 avril	200,00 €
Utilisation des fourneaux	35,00 €
Caution pour tous	300,00 €

**CONSERVATOIRE MAURICE ANDRE****DROITS D'INSCRIPTION**

Ces tarifs sont applicables pour l'année **2021/2022** (année scolaire)

Cet enseignement est dispensé de septembre à juillet à raison de 35 semaines durant cette période. La cotisation correspond à un forfait de 35 semaines.

**SITES D'ALÈS, ANDUZE, BAGARD, ROUSSON, SAINT CHRISTOL LES ALÈS, SAINT HILAIRE DE BRETHMAS, SAINT JULIEN LES ROSIERS, SAINT PRIVAT DES VIEUX, VÉZÉNOBRES**

Conditions de paiement :

Tarifs dégressifs à partir de la 2ème inscription d'une famille :

- \* 20 % à la deuxième inscription,
- \* 30 % à la troisième inscription et suivantes.

Modalités de paiement :

- \* 1/3 lors de l'inscription définitive (en septembre) non remboursable,

\* paiement du solde au plus tard le 31 décembre **2021**.

Lors de l'inscription, il sera demandé un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (facture EDF, d'eau ou quittance de loyer).

Pour les inscriptions en cours d'année scolaire, le droit d'inscription sera calculé au prorata du nombre de semaines d'enseignement.

Les chèques loisirs de la Caisse d'Allocations Familiales seront acceptés jusqu'au 31 décembre **2021** dernier délai.

Les chèques vacances sont acceptés uniquement par le Trésor Public.

Conditions de remboursement sur l'ensemble des sites d'enseignement :

\* Toute inscription engage l'élève pour la totalité de l'année scolaire. Tout abandon en cours d'année ne pourra donc donner lieu à une remise ou un remboursement sauf dans les cas suivants (sur présentation obligatoire d'un justificatif) :

- Maladie de deux semaines consécutives ou accident,
- Déménagement à l'extérieur de la Communauté d'Alès Agglomération,

\* En cas d'absence d'un professeur pour maladie au-delà de deux semaines non consécutives dans l'année scolaire, il sera procédé à la création d'un avoir, d'une réduction de la facture annuelle non réglée ou au remboursement des cours non effectués et non remplacés.

<b>RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION</b>		
<b>Intitulés</b>	<b>Tarifs - Enfants, scolaires, étudiants</b>	<b>Tarifs - Adultes</b>
Éveil musical	110,00 €	—
Initiation Musicale + Atelier découverte	160,00 €	—
Initiation Musicale + Formation Instrumentale Cycle 1	285,00 €	—
Formation Musicale et Instrumentale Probatoire – 1er, 2ème et 3ème cycle	285,00 €	310,00 €
Formation Instrumentale (la formation musicale se faisant dans une autre unité)	160,00 €	185,00 €
Formation Musicale (FM)	125,00 €	125,00 €
Formation Instrumentale 2ème, 3ème cycle et Cycle Adulte (seulement pour les élèves ayant terminé la FM) et Parcours personnalisé	225,00 €	240,00 €
Formation Instrumentale Adulte (sans FM)	—	310,00 €
Formation Instrumentale Groupée pour Adulte (avec ou sans FM)	—	250,00 €
Formation Musicale et Instrumentale Classe CHAM Option Musique	235,00 €	—
Formation Instrumentale Classe CHAM option Musique (seulement pour les élèves ayant terminé la FM)	175,00 €	—
Cursus voix (Formation <musicale + Technique Vocale) (pour les participants à cette seule discipline)	170,00 €	—
Atelier Djembé	125,00 €	125,00 €
2ème instrument	135,00 €	140,00 €
Location d'instrument (par trimestre)	30,00 €	35,00 €
Ensembles (pour les participants à cette seule discipline)	70,00 €	80,00 €
Frais de dossier par foyer		15,00 €

<b>RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION</b>		
<b>Intitulés</b>	<b>Tarifs - Enfants, scolaires, étudiants</b>	<b>Tarifs - Adultes</b>
Éveil musical	160,00 €	—
Initiation Musicale + Atelier découverte	230,00 €	—
Initiation Musicale + Formation Instrumentale Cycle 1	370,00 €	—
Formation Musicale et Instrumentale Probatoire – 1 <sup>er</sup> , 2ème et 3ème cycle	370,00 €	400,00 €
Formation Instrumentale (la formation musicale se faisant dans une autre unité)	230,00 €	260,00 €
Formation Musicale (FM)	140,00 €	140,00 €
Formation Instrumentale 2ème, 3ème cycle et Cycle Adulte (seulement pour les élèves ayant terminé la FM) et Parcours Personnalisé	290,00 €	310,00 €

Formation Instrumentale Adulte (sans FM)		
Formation Instrumentale Groupée pour Adulte (avec ou sans FM)		340,00 €
Formation Musicale et Instrumentale Classe CHAM Option Musique	235,00 €	
Formation Instrumentale Classe CHAM option Musique (seulement pour les élèves ayant terminé la FM)	175,00 €	
Cursus voix (Formation Musicale + Technique Vocale)(pour les participants à cette seule discipline)	230,00 €	
Atelier Djembé	190,00 €	190,00 €
2ème instrument	180,00 €	180,00 €
Location d'instrument (par trimestre)	30,00 €	35,00 €
Ensembles (pour les participants à cette seule discipline)	70,00 €	80,00 €
Frais de dossier par foyer		15,00 €

Intitulés	Tarifs - Enfants, scolaires, étudiants	Tarifs - Adultes
Master Class de 2 heures minimum – 3 heures maximum	15,00 €	20,00 €
Atelier de 4 heures minimum – 6 heures maximum	15,00 €	20,00 €

### NON INSCRITS AU CONSERVATOIRE MAURICE ANDRÉ

Intitulés	Tarifs - Enfants, scolaires, étudiants	Tarifs - Adultes
Master Class de 2 heures minimum – 3 heures maximum	20,00 €	25,00 €
Atelier de 4 heures minimum – 6 heures maximum	25,00 €	30,00 €

**Modalités de paiement :** Cotisation à payer avant l'atelier

**Conditions de remboursement :** Il ne sera procédé à aucun remboursement sur l'inscription aux ateliers ou Master Class.

## SITES DE LA GRAND'COMBE ET CENDRAS

### RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION

Intitulés	Tarifs - Par trimestre - Tarif moins de 18 ans dégressif	Tarifs - Par trimestre - Adultes
Formation Musicale ou chant collectif ou éveil musical	20,00 €	25,00 €
Instrument ou chant individuel	40,00 €	45,00 €
Formation Musicale et instrument ou chant individuel	60,00 €	70,00 €
Atelier découvertes	35,00 €	/
Frais de dossier par foyer		15,00 €

### RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION

Intitulés	Tarifs - Par trimestre - Tarif moins de 18 ans (pas de tarif dégressif)	Tarifs - Par trimestre - Adultes
Formation Musicale ou chant collectif ou éveil musical	35,00 €	50,00 €
Instrument ou chant individuel	60,00 €	90,00 €
Formation Musicale et instrument ou chant individuel	95,00 €	140,00 €
Atelier découvertes	45,00 €	/
Frais de dossier par foyer		15,00 €

**Modalités de paiement :**

\* Cotisation **par trimestre** (tout trimestre commencé est dû)

**Tarifs dégressifs pour les foyers habitant sur l'Agglomération :**

\* moins 20 % à la deuxième inscription

\* moins 30 % à la troisième inscription et suivantes

Lors de l'inscription, il sera demandé un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (facture EDF, d'eau ou quittance de loyer).

Les chèques loisirs de la Caisse d'Allocations Familiales seront acceptés jusqu'au 31 décembre **2021** dernier délai.

Les chèques vacances sont acceptés uniquement par le Trésor Public.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Pôle Solidarités*

**CENTRE DE SANTE DES PRES SAINT-JEAN - ALES**

<b>Intitulé</b>	<b>Tarifs</b>
Redevance médecins généralistes	100,00 €/mois
Redevance associations occupant un bureau à temps complet	100,00 €/mois
Professionnels médicaux sociaux à temps complets	100,00 €/mois
Redevance associations occupant un bureau à temps partiel	50,00 €/mois

**AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE**

INTITULÉS	TARIFS non assujetés à la TVA
Frais de séjour (droit de place + quota de fluides)/jour	6,00 €
Frais de séjour (droit de place + quota de fluides)/semaine	30,00 €
Dépot de garantie - caution	100,00 €
Pénalité/jour	6,00 €
LISTE NON-EXHAUSTIVE DES FRAIS DE DÉGRADATION	
MATERIEL	TARIFS
DÉGATS SUR GROS OEUVRE	
Maçonnerie (mur/poteau)	Sur devis
Plateforme enrobée	Sur devis
Bornes	Sur devis
MENUISERIE	
Cylindre serrure douche	15,00 €
Cylindre serrure WC	20,00 €
Poignée	20,00 €
Clés	15,00 €
MÉTALLERIE	
Porte métallique (de rayure à destruction)	De 5 € à 1300 € suivant les dégâts/sur devis
Béquille double	60,00 €
Cylindre serrure	70,00 €
Serrure complète 3 points	370,00 €
PLOMBERIE/SANITAIRES	
Bonde/Grille douche	20,00 €
Bouton poussoir douche/WC	150,00 €
Cuvette WC à la turque	Sur devis
Bac de douche	Sur devis
ÉLECTRICITÉ	
Prise électrique	25,00 €
REVÊTEMENT ET PEINTURE (MURS, SOLS...)	
Tags	De 10 € à 40 €
Trou	De 10 € à 40 €
Tâche	De 10 € à 40 €
AUTRES	
Container/Poubelle	50,00 €

**CENTRE SOCIAL "LES HERISSONS"**

INTITULÉS	TARIFS non assujetés à la TVA
<b>ADHÉSIONS Centre Social « Les Hérissons »</b>	
<b>Adhésion valable pour l'année scolaire de septembre à juillet inclus et ouvre la possibilité à l'ensemble de la famille de participer à toutes les activités et actions dispensées par le Service</b>	
Individuelle	3,00 €
Famille	5,00 €
Association	25,00 €



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

<b>Animations Enfance/Famille/Adulte (activités à la journée ou à la soirée)</b>	adultes	1 <sup>er</sup> enfant	2 <sup>ème</sup> enfant
Retraités justifiant du minimum vieillesse et personnes étrangères en situation légale sur le territoire français (non inscrits à la CAF).	7,00 €	3,50 €	2,50 €
Quotient familial de 0 à 360 €	7,00 €	3,50 €	2,50 €
Quotient familial de 361 € à 670 €	9,00 €	4,50 €	3,50 €
Quotient familial de 671 € et plus	11,00 €	5,00 €	4,00 €
<i>Gratuité à partir du troisième enfant et pour les enfants de 0 à 3 ans révolus</i>			
<b>Animations Enfance/Famille/Adulte (2 jours avec 1 nuitée)</b>	adultes	1 <sup>er</sup> enfant	2 <sup>ème</sup> enfant
Retraités justifiant du minimum vieillesse et personnes étrangères en situation légale sur le territoire français (non inscrits à la CAF).	15,00 €	7,50 €	3,75 €
Quotient familial de 0 à 360 €	15,00 €	7,50 €	3,75 €
Quotient familial de 361 € à 670 €	17,00 €	8,50 €	4,25 €
Quotient familial de 671 € et plus	20,00 €	10,00 €	5,00 €
<i>Gratuité à partir du troisième enfant et pour les enfants de 0 à 3 ans révolus</i>			
<b>Activités proposées au centre social</b>	<b>Par activité, par personne et par mois</b>		
Sport, danse, théâtre...	5,00 €		
<b>Location de mobilier pour des particuliers lors de manifestations festives</b>			
Tables	4,00 €		
Chaise	0,50 €		
Chèque de caution non encaissé	150,00 €		

## RELAIS SOLIDARITE JEUNESSE DE GENÈVE

INTITULÉS	TARIFS non assujettis à la TVA		
<b>Conditions d'attribution des aides (règles d'avances)</b>			
Transports	Pièces justificatives pour l'achat par le régisseur	Pièces justificatives remboursement des usagers ciblés	Destinations
Tickets de transports en bus	Factures d'achat Attestation nominative de remise de billets train et bus	Tickets de transport ou facture ou ticket de caisse « Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de suivi Cyberbase » ou « Fiche de présence rendez-vous »	Toutes destinations A/R
Billets de transports en train	Factures d'achat Attestation nominative de remise de billets train et bus	Billets de transport ou facture ou ticket de caisse « Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de suivi Cyberbase » ou « Fiche de présence rendez-vous »	Toutes destinations A/R
Trajets en taxi, TAD/Transport à la demande, Taxi		Facture du taxiteur « Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de suivi Cyberbase » ou « Fiche de présence rendez-vous »	Territoire et toutes destinations non concernées par les transports en commun A/R
Transport en voiture : « forfait distance » =0.25€/km 0km à 10km=2.5€ 11km à 20 km=5€ 21km à 30km=7.50€ 31km à 40 km=10€ 41km à 50km=12.50€ 51km à 60km=15€ Etc.		« Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de suivi Cyberbase » ou « Fiche de présence rendez-vous »	Toutes les communes du territoire Bessèges
Frais de restauration	Pièces justificatives pour l'achat par le régisseur	Pièces justificatives remboursement des usagers ciblés	
Forfait 7.50€ pour un repas	Factures lors de déplacements effectués avec le jeunes et « Fiche entretien de suivi » ou « fiche de présence rendez-vous »	Tickets de caisse « Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de présence rendez-vous »	
Hébergement	Pièces justificatives remboursement des usagers ciblés		
Forfait hébergement : 1 repas du soir + une nuit d'hébergement + un petit déjeuner Plafonné à 100 €	Factures « Fiche entretien de suivi » ou « Fiche de présence rendez-vous »		

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Pôle*

# *Infrastructures*

## INFRASTRUCTURES

Intitulé	Redevance	
Mise à disposition d'un mât d'éclairage public pour pose d'un réseau aérien de télécommunication	27,50 €/appui/pour une durée de 20 ans	
Vente de lanternes fonctionnelles de 100 W à 150 W d'occasion	100,00 €	COMMUNES HORS COMMUNAUTE D'ALES AGGLOMERATION
Vente de lanternes coniques de 100 W à 150 W d'occasion	50,00 €	
Vente de lanternes 4 faces de style d'occasion	100,00 €	

# COMMUNAUTE D'ALES AGGLOMERATION - MONTANT DES PAC\* DE BASE ET PAC\* VALABLE JUSQU'AU 31 12 2020

\*Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif

PAC DE BASE (*) Immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau  Création d'un seul logement	COMMUNES	PAC (**) Immeubles préexistants à la construction du réseau  Immeubles ne faisant pas l'objet d'une opération d'urbanisme
2400 €	ALES	0 €
2400 €	ANDUZE	1000 €
1400 €	AUJAC	638 €
2000 €	BAGARD	0 €
2400 €	BOISSET ET GAUJAC	1000 €
1400 €	BONNEVAUX	0 €
3500 €	BOUCOIRAN ET NOZIERES	1500 €
1400 €	BRANOUX LES TAILLADES	0 €
2800 €	BRIGNON	2800 €
2400 €	BROUZET LES ALES	1000 €
2900 €	CASTELNAU VALENCE	2900 €
1400 €	CENDRAS	0 €
1400 €	CHAMBON	0 €
1400 €	CHAMBORIGAUD	1400 €
1400 €	CONCOULES	0 €
1400 €	CORBES	0 €
2500 €	CRUVIERS LASCOURS	0 €
3500 €	DEAUX	1200 €
2000 €	EUZET LES BAINS	800 €
3500 €	GENERARGUES	2000 €
1400 €	GENOLHAC	0 €
1400 €	LA GRAND'COMBE	0 €
1400 €	LA VERNAREDE	0 €
1400 €	LAVAL PRADEL	0 €
1400 €	LE MARTINET	0 €
2000 €	LES MAGES	500 €
3000 €	LES PLANS	3000 €
1400 €	LES SALLES DU GARDON	0 €
2500 €	LEZAN	2500 €
3500 €	MARTIGNARGUES	1000 €
2000 €	MASSANES	2000 €
2300 €	MASSILLARGUES ATUECH	900 €
3500 €	MEJANNES LES ALES	500 €
2000 €	MIALET	0 €
2000 €	MONS	0 €
4000 €	MONTEILS	4000 €
2500 €	NERS	1250 €

1400 €	PORTES	
2400 €	RIBAUTE LES TAVERNES	1800 €
2000 €	ROUSSON	0 €
2400 €	SAINT CEZAIRE DE GAUZIGNAN	1000 €
2800 €	SAINT CHRISTOL LEZ ALES	0 €
4500 €	SAINT ETIENNE DE L'OLM	1500 €
2500 €	SAINT FLORENT SUR AUZONNET	2000 €
2400 €	SAINT HILAIRE DE BRETHMAS	2400 €
4500 €	SAINT HIPPOLYTE DE CATON	2000 €
2400 €	SAINT JEAN DE CEYRARGUES	1000 €
3400 €	SAINT JEAN DE SERRES	3000 €
2000 €	SAINT JEAN DE VALERISCLE	1500 €
1600 €	SAINT JEAN DU GARD	6000 €
2400 €	SAINT JEAN DU PIN	0 €
2800 €	SAINT JULIEN DE CASSAGNAS	800 €
1400 €	SAINT JULIEN LES ROSIERS	300 €
2134 €	SAINT JUST ET VACQUIERES	0 €
2500 €	SAINT MARTIN DE VALGALGUES	900 €
1400 €	SAINT MAURICE DE CAZEVIEILLE	0 €
2400 €	SAINT PRIVAT DES VIEUX	0 €
2000 €	SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE	1300 €
1400 €	SAINTE CECILE D'ANDORGE	0 €
2400 €	SALINDRES	2400 €
2500 €	SENECHAS	2500 €
1400 €	SERVAS	700 €
1400 €	SEYNES	1400 €
1400 €	SOUSTELLE	0 €
2400 €	THOIRAS	500 €
3000 €	TORNAC	3000 €
3000 €	VEZENOBRES	1500 €

(\*) (\*\*) Voir modalités d'application de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif

**MODALITES D'APPLICATION  
PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PAC)**

<b>LOCAUX D'HABITATION (*) Immeubles édifiés postérieurement à la construction du réseau</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Logements	PAC DE BASE X nombre de logements créés	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de logements créés)
Extension et/ou réaménagement d'une construction existante	10 € par m <sup>2</sup> de surface de plancher autorisée	PAC – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Création de plusieurs logements dans une construction existante	PAC DE BASE X nombre de logements créés moins nombre de logements existants	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de logements créés – nombre de logements existants)

<b>LOCAUX PROFESSIONNELS (*)</b>		
<b>Construction Extensions Réaménagement</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements à destination principale de commerce de biens et de prestations intellectuelles	< ou égal à 100 m <sup>2</sup> = 1 PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
	> à 100 m <sup>2</sup> = (surface / 100 m <sup>2</sup> ) X PAC DE BASE	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION [1 400 € X nombre de tranches (surface / 100m <sup>2</sup> )]
Logement de fonction	PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Établissements à destination principale de création, production, construction et réparations de biens	< ou égal à 1 000 m <sup>2</sup> = 1 PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
	> à 1 000 m <sup>2</sup> = (surface / 1 000 m <sup>2</sup> ) X PAC DE BASE	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION [1 400 € X nombre de tranches (surface / 1000m <sup>2</sup> )]

<b>CULTURE (*)</b>		
<b>Théâtre Salle des Fêtes Cinéma</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Divers établissements culturels	PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Salle de spectacle	PAC DE BASE par tranche de 100 places (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b>MEDICAL ET PARAMEDICAL (*)</b>		
<b>Établissements de santé Cabinets médicaux Professions paramédicales</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements de santé avec lits	PAC DE BASE par tranche de 4 lits (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b>SPORT (*)</b>		
<b>Gymnase Vestiaires</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Stade, gymnase ou toute construction à usage sportif	2 PAC DE BASE	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = 0 €

<b>HOTELLERIE (*)</b>		
<b>Hôtels Foyers-résidences</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements avec chambres	PAC DE BASE par tranche de 4 chambres (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b>ETABLISSEMENTS CULTUELS (*)</b>		
		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements cultuels	PAC DE BASE	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = 0 €

<b><u>ENFANCE - PETITE ENFANCE</u> (*)</b> Établissements scolaires Crèches Centres de loisirs sans hébergement		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements sans hébergement	PAC DE BASE par tranche de 50 enfants externes (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)
Établissements avec hébergement	PAC DE BASE par tranche de 12 lits (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u> (*)</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Enseignement supérieur	PAC DE BASE par tranche de 1,5 logement (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>LOCAUX</u> (**)</b> Immeubles préexistant à la construction du réseau Immeubles ne faisant pas l'objet d'une opération d'urbanisme	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = PAC
--	--



# COMMUNAUTE D'ALES AGGLOMERATION - MONTANT DES PAC\* DE BASE ET PAC\* A PARTIR DU 1ER JANVIER 2021

\*Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif

PAC DE BASE (*) Immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau  Création d'un seul logement	COMMUNES	PAC (**) Immeubles préexistants à la construction du réseau  Immeubles ne faisant pas l'objet d'une opération d'urbanisme
2400 €	ALES	0 €
2400 €	ANDUZE	1000 €
1400 €	AUJAC	638 €
2000 €	BAGARD	0 €
2400 €	BOISSET ET GAUJAC	1000 €
1400 €	BONNEVAUX	0 €
3500 €	BOUCOIRAN ET NOZIERES	1500 €
1400 €	BRANOUX LES TAILLADES	0 €
2800 €	BRIGNON	2800 €
2400 €	BROUZET LES ALES	1000 €
2900 €	CASTELNAU VALENCE	2900 €
1400 €	CENDRAS	0 €
1400 €	CHAMBON	0 €
1400 €	CHAMBORIGAUD	1400 €
1400 €	CONCOULES	0 €
1400 €	CORBES	0 €
2500 €	CRUVIERS LASCOURS	0 €
3500 €	DEAUX	1200 €
2000 €	EUZET LES BAINS	800 €
3500 €	GENERARGUES	2000 €
1400 €	GENOLHAC	0 €
1400 €	LA GRAND'COMBE	0 €
1400 €	LA VERNAREDE	0 €
1400 €	LAVAL PRADEL	0 €
1400 €	LE MARTINET	0 €
2000 €	LES MAGES	500 €
3000 €	LES PLANS	3000 €
1400 €	LES SALLES DU GARDON	0 €
2500 €	LEZAN	2500 €
3500 €	MARTIGNARGUES	1000 €
2000 €	MASSANES	2000 €
2300 €	MASSILLARGUES ATUECH	900 €
3500 €	MEJANNES LES ALES	500 €
2000 €	MIALET	0 €
2000 €	MONS	0 €
4000 €	MONTEILS	4000 €
2500 €	NERS	1250 €

1400 €	PORTES	
2400 €	RIBAUTE LES TAVERNES	1800 €
2000 €	ROUSSON	0 €
2400 €	SAINT CEZAIRE DE GAUZIGNAN	1000 €
2800 €	SAINT CHRISTOL LEZ ALES	0 €
4500 €	SAINT ETIENNE DE L'OLM	1500 €
2500 €	SAINT FLORENT SUR AUZONNET	2000 €
2400 €	SAINT HILAIRE DE BRETHMAS	2400 €
4500 €	SAINT HIPPOLYTE DE CATON	2000 €
2400 €	SAINT JEAN DE CEYRARGUES	1000 €
3400 €	SAINT JEAN DE SERRES	3000 €
2000 €	SAINT JEAN DE VALERISCLE	1500 €
1600 €	SAINT JEAN DU GARD	6000 €
2400 €	SAINT JEAN DU PIN	0 €
2800 €	SAINT JULIEN DE CASSAGNAS	800 €
1400 €	SAINT JULIEN LES ROSIERS	300 €
2134 €	SAINT JUST ET VACQUIERES	0 €
2500 €	SAINT MARTIN DE VALGALGUES	900 €
1400 €	SAINT MAURICE DE CAZEVIEILLE	0 €
2400 €	SAINT PRIVAT DES VIEUX	0 €
2000 €	SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE	1300 €
1400 €	SAINTE CECILE D'ANDORGE	0 €
2400 €	SALINDRES	2400 €
2500 €	SENECHAS	2500 €
1400 €	SERVAS	700 €
1400 €	SEYNES	1400 €
1400 €	SOUSTELLE	0 €
2400 €	THOIRAS	500 €
3000 €	TORNAC	3000 €
3000 €	VEZENOBRES	1500 €

(\*) (\*\*) Voir modalités d'application de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif

**MODALITES D'APPLICATION  
PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PAC)**

<b>LOCAUX D'HABITATION (*) Immeubles édifiés postérieurement à la construction du réseau</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Logements	PAC DE BASE X nombre de logements créés	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de logements créés)
Extension et/ou réaménagement d'une construction existante	10 € par m <sup>2</sup> de surface de plancher autorisée	PAC – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Création de plusieurs logements dans une construction existante	PAC DE BASE X nombre de logements créés moins nombre de logements existants	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de logements créés – nombre de logements existants)

<b><u>LOCAUX PROFESSIONNELS (*)</u></b> Construction Extensions Réaménagement		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements à destination principale de commerce de biens et de prestations intellectuelles	< ou égal à 100 m <sup>2</sup> = 1 PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
	> à 100 m <sup>2</sup> = (surface / 100 m <sup>2</sup> ) X PAC DE BASE	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION [1 400 € X nombre de tranches (surface / 100m <sup>2</sup> )]
Logement de fonction	PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Établissements à destination principale de création, production, construction et réparations de biens	< ou égal à 1 000 m <sup>2</sup> = 1 PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
	> à 1 000 m <sup>2</sup> = (surface / 1 000 m <sup>2</sup> ) X PAC DE BASE	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION [1 400 € X nombre de tranches (surface / 1000m <sup>2</sup> )]

<b><u>CULTURE (*)</u></b> Théâtre Salle des Fêtes Cinéma		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Divers établissements culturels	PAC DE BASE	PAC DE BASE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 €)
Salle de spectacle	PAC DE BASE par tranche de 100 places (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>MEDICAL ET PARAMEDICAL (*)</u></b> Établissements de santé Cabinets médicaux Professions paramédicales		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements de santé avec lits	PAC DE BASE par tranche de 4 lits (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>SPORT (*)</u></b> Gymnase Vestiaires		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Stade, gymnase ou toute construction à usage sportif	2 PAC DE BASE	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = 0 €

<b><u>HOTELLERIE (*)</u></b> Hôtels Foyers-résidences		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements avec chambres	PAC DE BASE par tranche de 4 chambres (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>ETABLISSEMENTS CULTUELS (*)</u></b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements cultuels	PAC DE BASE	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = 0 €

<b><u>ENFANCE - PETITE ENFANCE</u> (*)</b> Établissements scolaires Crèches Centres de loisirs sans hébergement		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Établissements sans hébergement	PAC DE BASE par tranche de 50 enfants externes (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)
Établissements avec hébergement	PAC DE BASE par tranche de 12 lits (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</u> (*)</b>		Modalités de suivi analytique pour le compte de la commune
Enseignement supérieur	PAC DE BASE par tranche de 1,5 logement (arrondir à la tranche supérieure)	PAC TOTALE – PART ALES AGGLOMERATION (1 400 € X nombre de tranches)

<b><u>LOCAUX</u> (**)</b> Immeubles préexistant à la construction du réseau Immeubles ne faisant pas l'objet d'une opération d'urbanisme	PAC POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE = PAC
--	--

## Assainissement collectif - Tarifs des redevances communautaires au 01/01/2021

	Communes	Redevance communautaire générale		Redevance communautaire d'exploitation	
		Partie fixe € HT / an	Partie variable € HT / m <sup>3</sup>	Partie fixe € HT / an	Partie variable € HT / m <sup>3</sup>
1	Alès	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
2	Anduze	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
3	Aujac	7,20	0,4260	17,17	0,7093
4	Bagard	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
5	Boisset et Gaujac	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
6	Bonnevaux	7,20	0,4570	17,17	0,7093
7	Boucoiran et Nozières	7,20	0,7283	CONCESSION	CONCESSION
8	Branoux les Taillades	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
9	Brignon	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
10	Brouzet les Alès	7,20	0,8615	17,17	0,7093
11	Castelnau Valence	7,20	0,8615	17,17	0,7093
12	Cendras	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
13	Chambon	7,20	0,3430	17,17	0,7093
14	Chamborigaud	7,20	0,2283	CONCESSION	CONCESSION
15	Concoules	7,20	0,05	CONCESSION	CONCESSION
16	Corbès	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
17	Cruviers Lascours	7,20	0,8615	17,17	0,7093
18	Deaux	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
19	Euzet les Bains	7,20	0,8615	17,17	0,7093
20	Générargues	7,20	0,8615	DSP	DSP
21	Génolhac	7,20	0,4383	CONCESSION	CONCESSION
22	La Grand'Combe	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
23	La Vernarède	7,20	0,8615	17,17	0,7093
24	Le Martinet	7,20	0,3640	17,17	0,7093
25	Les Mages	7,20	0,05	CONCESSION	CONCESSION
26	Les Plans	7,20	0,8615	17,17	0,7093
27	Les Salles du Gardon	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
28	Laval Pradel	7,20	0,8615	17,17	0,7093
29	Lézan	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
30	Martignargues	7,20	0,8615	17,17	0,7093
31	Massanes	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
32	Massillargues Atuech	7,20	0,8615	17,17	0,7093
33	Méjannes les Alès	7,20	0,8615	DSP	DSP
34	Mialet	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
35	Mons	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
36	Monteils	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
37	Ners	7,20	0,8615	17,17	0,7093
38	Portes	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
39	Ribaute les Tavernes	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
40	Rousson	7,20	0,8615	DSP	DSP
41	Saint Césaire de Gauzignan	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
42	Saint Christol lez Alès	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
43	Saint Étienne de l'Olm	7,20	0,8615	17,17	0,7093
44	Saint Florent sur Auzonnet	7,20	0,2810	17,17	0,7093

45	Saint Hilaire de Brethmas	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
46	Saint Hippolyte de Caton	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
47	Saint Jean de Ceyrargues	7,20	0,8615	17,17	0,7093
48	Saint Jean de Serres	7,20	0,8615	17,17	0,7093
49	Saint Jean de Valérisclé	7,20	0,1783	CONCESSION	CONCESSION
50	Saint Jean du Gard	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
51	Saint Jean du Pin	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
52	Saint Julien de Cassagnas	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
53	Saint Julien les Rosiers	7,20	0,5983	CONCESSION	CONCESSION
54	Saint Just et Vacquières	7,20	0,8615	17,17	0,7093
55	Saint Martin de Valgalgues	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
56	Saint Maurice de Cazevieille	7,20	0,6183	CONCESSION	CONCESSION
57	Saint Privat des Vieux	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
58	Saint Sébastien d'Aigrefeuille	7,20	0,8615	17,17	0,7093
59	Sainte Cécile d'Andorge	7,20	0,7583	CONCESSION	CONCESSION
60	Salindres	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
61	Sénéchas	7,20	0,05	CONCESSION	CONCESSION
62	Servas	7,20	0,8615	17,17	0,7093
63	Seynes	7,20	0,8615	17,17	0,7093
64	Soustelle	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
65	Thoiras	7,20	0,8615	CONCESSION	CONCESSION
66	Tornac	7,20	0,8615	17,17	0,7093
67	Vézénobres	7,20	0,8615	DSP	DSP
68	Redevance forfaitaire pour les usagers du service assainissement collectif non raccordés au réseau public d'eau potable	> Application des parts fixes appliquées au territoire communal, définies ci-dessus > Application d'une consommation annuelle de 50 m <sup>3</sup> (ou semestrielle de 25 m <sup>3</sup> ) aux tarifs des parts variables appliquées au territoire communal, défini ci-dessus			
69	Fourniture en eau brute à partir du forage de la station d'épuration d'Anduze	0,16 € HT/m <sup>3</sup>			

## Eau potable - Tarifs des redevances communautaires au 01/01/2021

ABONNEMENT		CONSOMMATION																		
Abonnement semestriel € HT/semestre	Consommation sans tranche € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 1000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 1000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 20 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 21 à 100 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 101 à 200 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 201 à 700 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 700 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 60 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 61 à 12 000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 12 001 à 24 000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 24 000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 100 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 100 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 200 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche de 201 à 500 m3 par an* pour les abonnés domestiques et au- delà de 200 m3 par an* pour les abonnés professionnels € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 500 m3 par an* pour les abonnés domestiques € HT/m3	Consommation tranche de 0 à 100 000 m3 par an* € HT/m3	Consommation tranche au-delà de 100 000 m3 par an* € HT/m3	Consommation arrosage jardin € HT/m3
Alès	20,12																			
Allègre les Fumades – Mas Chabert – Convention d'entente	41,05							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390							0,9536	0,5845	1,0124
Anduze	40,32			0,6142	1,1968	1,3551	1,4619	1,6736												
Aujac	33,26	0,9922																		
Bagard	41,05	0,0300							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Boisset et Gaujac	41,05	0,0000							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Bonnevaux	48	2,2450																		
Boucoiran et Nozières	18,65	1,2946																		
Branoux Les Taillades	25,2	1,7482																		
Brignon	10,08	1,3954																		
Brouzet Les Alès	27,72	1,4660																		
Cendras	25,2	1,7482																		
Chambon	52,1	1,5954																		
Chamborigaud	24,08	1,3155																		
Concoules	30,24												0,9216	0,4882						
Corbès	42		1,7450	2,7150																
Cruviers Lascours	10,03	1,3178																		
Deaux	11,59	0,4378																		
Euzet les Bains	20,16	1,7482																		
Généralgues	37,8	2,6050																		
Génoilhac	29,64	1,4458																		
La Grand'Combe	25,2	1,7482																		
La Vernarède	30	1,4050																		
Lamelouze	63	1,6676																		
Laval Pradel	7	0,6350																		
Le Martinet	28,73	1,0930																		
Les Mages	17,64	1,1938																		
Les Plans	41,05	0,4220							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Les Salles du Gardon	25,2	1,7482																		
Lézan	0	0,5338																		
Martignargues	20,16	1,7482																		
Massanes	30,24	1,0930																		
Massillargues Atuech	17,2														1,6897	2,0153	2,3298			
Méjannes Les Alès	41,05	0,0000							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Mialet	47,7	1,7280																		
Mons	41,05	0,1200							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Monteils	41,05	0,0000							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Ners	20,16	1,7482																		
Portes	51,31	1,8819																		
Ribaute Les Tavernes	41,05	0,2160							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Rousson	41,05	0,0940							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Saint Césaire de Gauzignan	20,16	1,7482																		
Saint Christol Lez Alès	41,05	0,0170							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Saint Etienne de l'Olm	20,16	1,7482																		
Saint Florent sur Auzonnet	15,12	1,1434																		
Saint Hilaire de Brethmas	41,05	0,0820							0,7227	2,1449	1,6982	1,3390								
Saint Hippolyte de Caton	20,16	1,7482																		
Saint Jean de Ceyrargues	20,16	1,7482																		
Saint Jean de Serres	15,12	1,7986																		
Saint Jean de Valérisclé	17,64	1,1938																		
Saint Jean du Gard	28,22	1,4760																		





## Eau Potable et Assainissement – Tarifs travaux e

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

n° tarif	Intitulés des tarifs		Tarifs 2020 HT Rappel	Tarifs 2021 HT	Taux d'évolution 2020 > 2021
<b>A</b>	<b>BRANCHEMENTS PARTICULIERS EAU POTABLE</b>				
<b>A,1</b>	<b>CREATION BRANCHEMENT PARTICULIER EAU POTABLE, 0 à 5 METRES</b>				
A,1,1	19 X 25 mm	Forfait	1 270,50 €	1 271,00 €	0,04 %
A,1,2	26 X 32 mm	Forfait	1 335,40 €	1 335,00 €	-0,03%
A,1,3	33 X 40 mm	Forfait	1 398,10 €	1 398,00 €	-0,01%
A,1,4	42 X 50mm	Forfait	1 499,30 €	1 499,00 €	-0,02%
A,1,5	53 X 63 mm	Forfait	1 640,10 €	1 640,00 €	-0,01%
A,1,6	63 X 75 mm	Forfait	2 302,30 €	2 302,00 €	-0,01%
A,1,7	75 X 90 mm	Forfait	2 509,10 €	2 509,00 €	0,00%
A,1,8	100 mm	Forfait	3 131,70 €	3 132,00 €	0,01%
<b>A,2</b>	<b>PLUS-VALUE POUR LONGUEUR DE BRANCHEMENT SUP. A 5 METRES (SOUS CHAUSSEE)</b>				
A,2,1	19 X 25 mm	ml	106,70 €	107,00 €	0,3%
A,2,2	26 X 32 mm	ml	111,10 €	111,00 €	-0,1%
A,2,3	33 X 40 mm	ml	115,50 €	116,00 €	0,4%
A,2,4	42 X 50 mm	ml	123,20 €	123,00 €	-0,2%
A,2,5	53 X 63 mm	ml	135,30 €	135,00 €	-0,2%
A,2,6	63 X 75 mm	ml	137,50 €	138,00 €	0,4%
A,2,7	75 X 90 mm	ml	150,70 €	151,00 €	0,2%
A,2,8	100mm	ml	196,90 €	197,00 €	0,1%
<b>A,3</b>	<b>PLUS-VALUE LONGUEUR DE BRANCHEMENT SUP, A 5 METRES (HORS CHAUSSEE)</b>				
A,3,1	19 X 25 mm	ml	68,20 €	68,00 €	-0,3%
A,3,2	26 X 32 mm	ml	75,90 €	76,00 €	0,1%
A,3,3	33 X 40 mm	ml	82,50 €	83,00 €	0,6%
A,3,4	42 X 50 mm	ml	89,10 €	89,00 €	-0,1%
A,3,5	53 X 63 mm	ml	95,70 €	96,00 €	0,3%
A,3,6	63 X 75 mm	ml	101,20 €	101,00 €	-0,2%
A,3,7	75 X 90 mm	ml	113,30 €	113,00 €	-0,3%
A,3,8	100mm	ml	159,50 €	160,00 €	0,3%
<b>A,4</b>	<b>Plus Value pour prise en charge sur conduite AMC</b>	Forfait	11,00 €	11,00 €	0,0%
<b>A,5</b>	<b>Plus Value pour profondeur supérieure à 1,30 m</b>	dm/m	18,70 €	19,00 €	1,60%
<b>A,6</b>	<b>Plus Value pour terrassement branchement terrain rocheux ou similaire</b>	dm/m	18,70 €	19,00 €	1,60%
<b>A,7</b>	<b>PLUS VALUE BRANCHEMENT POUR REMBLAIEMENTS SPECIAUX</b>				
A,7,1	Grave ciment	dm/m	12,10 €	12,00 €	-0,8%
A,7,2	Grave émulsion	dm/m	13,20 €	13,00 €	-1,5%
A,7,3	Grave bitume	dm/m	12,43 €	12,00 €	-3,5%
A,7,4	Grave fluide	dm/m	6,60 €	7,00 €	6,1%
<b>A,8</b>	<b>FOURNITURE ET POSE COMPTEURS</b>				
A,8,1	Compteur 15 mm	u	91,80 €	66,00 €	-28,1%
A,8,2	Compteur 20 mm	u	102,00 €	77,00 €	-24,5%
A,8,3	Compteur 25 mm	u	118,32 €	116,00 €	-2,0%
A,8,4	Compteur 30 mm	u	134,64 €	127,00 €	-5,7%
A,8,5	Compteur 40 mm	u	166,26 €	146,00 €	-12,2%
A,8,6	Compteur 50 mm	u	311,10 €	229,00 €	-26,4%
A,8,7	Compteur 65 mm	u	334,56 €	265,00 €	-20,8%
A,8,8	Compteur 80 mm	u	451,86 €	276,00 €	-38,9%
A,8,9	Compteur 100 mm	u	552,84 €	380,00 €	-31,3%
<b>A,9</b>	<b>FOURNITURE ET POSE EQUIPEMENT COMPTEURS</b>				
A,9,1	Equipement compteur 15 mm	Forfait	107,10 €	133,91 €	25,0%
A,9,2	Equipement compteur 20 mm	Forfait	138,72 €	137,87 €	-0,6%
A,9,3	Equipement compteur 25 mm	Forfait	153,00 €	176,40 €	15,3%
A,9,4	Equipement compteur 30 mm	Forfait	314,16 €	178,74 €	-43,1%
A,9,5	Equipement compteur 40 mm	Forfait	400,86 €	212,26 €	-47,0%
A,9,6	Equipement compteur 50 mm	Forfait	979,20 €	410,24 €	-58,1%
A,9,7	Equipement compteur 65 mm	Forfait	971,04 €	477,05 €	-50,9%
A,9,8	Equipement compteur 80 mm	Forfait	1 506,54 €	518,34 €	-65,6%
A,9,9	Equipement compteur 100 mm	Forfait	2 058,36 €	618,71 €	-69,9%
<b>A,10</b>	<b>NOURRICES verticales non obturées (fourniture)</b>				
A,10,1	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 20/27	u	98,94 €	71,78 €	-27,5%
A,10,2	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 20/27	u	131,58 €	105,23 €	-20,0%
A,10,3	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 26/34	u	113,22 €	92,38 €	-18,4%
A,10,4	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 26/34	u	147,90 €	119,90 €	-18,9%
A,10,5	Nourrice 33/42 e:120 2 sorties 20/27	u	107,10 €	91,10 €	-14,9%
A,10,6	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 20/27	u	144,84 €	109,76 €	-24,2%

A,10,7	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 20/27	u			
A,10,8	Nourrice 33/42 e:120 5 sorties 20/27	u	195,84 €	156,53 €	-20,1%
A,10,9	Nourrice 33/42 e:120 2 sorties 26/34	u		125,82 €	
A,10,10	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 26/34	u	149,94 €	125,82 €	-16,1%
A,10,11	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 26/34	u	185,64 €	151,09 €	-18,6%
A,10,12	Nourrice 33/42 e:120 5 sorties 26/34	u	204,00 €	160,10 €	-21,5%
A,10,13	Nourrice 40/49 e:120 2 sorties 20/27	u	104,04 €	86,83 €	-16,5%
A,10,14	Nourrice 40/49 e:120 3 sorties 20/27	u	122,40 €	103,21 €	-15,7%
A,10,15	Nourrice 40/49 e:120 4 sorties 20/27	u	158,10 €	132,54 €	-16,2%
A,10,16	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 20/27	u	240,72 €	182,33 €	-24,3%
A,10,17	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 20/27	u	270,30 €	206,87 €	-23,5%
A,10,18	Nourrice 40/49 e:120 9 sorties 20/27	u	351,90 €	293,71 €	-16,5%
A,10,19	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 26/34	u	265,20 €	209,55 €	-21,0%
A,10,20	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 26/34	u	307,02 €	236,38 €	-23,0%
A,10,21	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 20/27	u	351,90 €	264,43 €	-24,9%
A,10,22	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 20/27	u	388,62 €	289,63 €	-25,5%
A,10,23	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 20/27	u	408,00 €	304,77 €	-25,3%
A,10,24	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 26/34	u	394,74 €	298,08 €	-24,5%
A,10,25	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 26/34	u	397,80 €	298,08 €	-25,1%
A,10,26	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 26/34	u	408,00 €	304,77 €	-25,3%
A,10,27	Nourrice 33/42 e:150 2 sorties 20/27	u	99,96 €	82,75 €	-17,2%
A,10,28	Nourrice 33/42 e:150 3 sorties 20/27	u	137,70 €	103,22 €	-25,0%
A,10,29	Nourrice 33/42 e:150 4 sorties 20/27	u	173,40 €	132,53 €	-23,6%
A,10,30	Nourrice 40/49 e:150 3 sorties 20/27	u	134,64 €	103,22 €	-23,3%
A,10,31	Nourrice 40/49 e:150 4 sorties 20/27	u	169,32 €	137,83 €	-18,6%
A,10,32	Nourrice 40/49 e:150 5 sorties 20/28	u	202,98 €	138,98 €	-31,5%
<b>A,11</b>	<b>NOURRICES enterrées obturées aux 2 extrémités (fourniture)</b>				
A,11,1	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 20/27	u	125,46 €	98,89 €	-21,2%
A,11,2	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 20/27	u	157,08 €	121,22 €	-22,8%
A,11,3	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 26/34	u	134,64 €	107,25 €	-20,3%
A,11,4	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 26/34	u	169,32 €	131,18 €	-22,5%
A,11,5	Nourrice 33/42 e:120 sorties 26/34	u		138,23 €	
A,11,6	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 20/27	u	158,10 €	126,73 €	-19,8%
A,11,7	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 20/27	u	193,80 €	153,47 €	-20,8%
A,11,8	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 26/34	u	178,50 €	137,14 €	-23,2%
A,11,9	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 26/34	u	214,20 €	167,33 €	-21,9%
A,11,10	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 20/27	u	267,24 €	206,86 €	-22,6%
A,11,11	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 20/27	u	295,80 €	229,87 €	-22,3%
A,11,12	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 26/34	u	295,80 €	229,87 €	-22,3%
A,11,13	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 26/34	u	333,54 €	256,08 €	-23,2%
A,11,14	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 20/27	u	360,06 €	275,61 €	-23,5%
A,11,15	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 20/27	u	387,60 €	280,60 €	-27,6%
A,11,16	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 20/27	u	387,60 €	284,05 €	-26,7%
A,11,17	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 26/34	u	392,70 €	287,27 €	-26,8%
A,11,18	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 26/34	u	397,80 €	289,80 €	-27,1%
A,11,19	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 26/34	u	397,80 €	292,22 €	-26,5%
<b>A,12</b>	<b>FOURNITURE ABRIS COMPTEURS</b>				
A,12,1	Coffret ABS Mural - Volume intérieur utile 520x340x140	u	190,74 €	170,50 €	-10,6%
A,12,2	Enveloppe béton pour Coffret Mural ABS	u	112,20 €	106,70 €	-4,9%
A,12,3	Béton type ISOLAZUR 2 - Volume intérieur utile 640x360x215	u	357,00 €	357,00 €	0,0%
A,12,4	Socle béton type ISOLAZUR 2	u	83,64 €	84,00 €	0,4%
A,12,5	Béton type ISOLAZUR 3 - Volume intérieur utile 805x410x230	u	394,74 €	385,25 €	-2,4%
A,12,6	Socle béton type ISOLAZUR 3	u	107,10 €	109,12 €	1,9%
A,12,7	Béton type ISOLAZUR 4 M - Volume intérieur utile 500x600x180	u	408,00 €	400,20 €	-1,9%
A,12,8	Béton type COFFRISOLE - Volume intérieur utile 690x980x180	u	783,36 €	654,35 €	-16,5%
A,12,9	Polyéthylène Type JUMBO - Volume intérieur utile 540x405x305	u	51,00 €	38,53 €	-24,5%
A,12,10	Réhausse H : 170 mm	u	20,40 €	15,97 €	-21,7%
A,12,11	Polyéthylène Type JUMBO - Volume intérieur utile 1020x690x460	u	510,00 €	344,48 €	-32,5%
A,12,12	Béton dalle fonte - Volume intérieur utile 570x350x385	u	183,60 €	205,33 €	11,8%
A,12,13	Armoire Eau Type M3 - Volume intérieur utile 900x710x250	u	857,82 €	850,83 €	-0,8%
A,12,14	Socle pour Armoire M3	u	81,60 €	76,48 €	-6,3%
A,12,15	Armoire Eau Type M4 - Volume intérieur utile 900x1290x325	u	1 336,20 €	1 354,95 €	1,4%
A,12,16	Socle pour Armoire M4	u	86,70 €	82,57 €	-4,8%
A,12,17	Armoire Eau Type M5 - Volume intérieur utile 1200x710x250	u	954,72 €	962,14 €	0,8%
A,12,18	Socle pour Armoire M5	u	91,80 €	76,66 €	-16,5%
A,12,19	Armoire Eau Type M6 - Volume intérieur utile 1200x1290x325	u	1 632,00 €	1 454,90 €	-10,9%
A,12,20	Socle pour Armoire M6	u	96,90 €	78,43 €	-19,1%
A,12,21	Armoire Eau Type M9 - Volume intérieur utile 1500x1590x335	u	2 742,78 €	2 063,35 €	-24,8%
A,12,22	Socle pour Armoire M9	u	107,10 €	91,95 €	-14,1%
A,12,23	Abri Compteur Type COMPOZIT 400 - Volume intérieur utile	u	357,00 €	357,00 €	0,0%
A,12,24	Regard enterré 600x460x400 + tampon fonte	u		290,00 €	
A,12,25	Regard enterré 800x800x400 + tampon fonte	u		340,00 €	
<b>A,13</b>	<b>Récolement branchement AEP</b>	f	165,00 €	165,00 €	0,0%
<b>A,14</b>	<b>Moins value tranchée commune</b>	%		20,00	

<b>B BRANCHEMENTS PARTICULIERS ASSAINISSEMENT</b>					
<b>B,1 CREATION BRANCHEMENT PARTICULIER D'ASSAINISSEMENT</b>					
B,1,1	Forfait de branchement assainissement diamètre 160mm	Forfait	2 018,50 €	2 018,50 €	0,0%
B,1,2	Plus Value Longueur supérieure à 5ml diam 160mm sous chaussée	ml	165,00 €	165,00 €	0,0%
B,1,3	Plus Value Longueur supérieure à 5ml diam 160mm hors chaussée	ml	137,50 €	137,50 €	0,0%
B,1,4	Mise en place d'une boîte de branchement pour mise en conformité	u	540,00 €	540,00 €	0,0%
B,1,5	Forfait de branchement assainissement diamètre 160mm pour branchement réalisé simultanément à un chantier d'extension de réseau d'assainissement collectif	Forfait		1 200,00 €	
B,1,6	Plus Value Longueur supérieure à 5ml diam 160mm sous chaussée pour branchement réalisé simultanément à un chantier d'extension de réseau d'assainissement collectif	ml		98,00 €	
B,1,7	Plus Value Longueur supérieure à 5ml diam 160mm hors chaussée pour branchement réalisé simultanément à un chantier d'extension de réseau d'assainissement collectif	ml		90,00 €	
<b>C CANALISATIONS ET ACCESSOIRES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT</b>					
<b>TRAVAUX PREPARATOIRES COMMUNS RESEAUX</b>					
<b>C,1 INSTALLATION REPLIEMENT CHANTIER - SIGNALISATION DEVIATION</b>					
C,1,1	pour un montant de bon de commande travaux inférieur à 10 000 €	Forfait		1 925,00 €	
C,1,2	pour un montant de bon de commande travaux entre 10 000 € et 50 000 €	Forfait		2 345,00 €	
C,1,3	pour un montant de bon de commande travaux entre 50 000 € et 150 000 €	Forfait		3 938,00 €	
C,2	Préparation de chantier	Forfait		998,00 €	
C,3	Marquage – piquetage des réseaux existants	ml		6,00 €	
C,4	Feux tricolores (demi-journée)	Forfait		44,00 €	
C,5	Constat par huissier de l'état des lieux actuel	Forfait		1 260,00 €	
C,6	Sondages pour recherche de réseaux existants	u		116,00 €	
C,7	Dossier de récolement des réseaux	ml		2,00 €	
<b>BETON - MACONNERIE</b>					
C,8	Dépose et repose de cloture	ml		44,00 €	
C,9	Réfection étanchéité des bas de façade	m2		55,00 €	
C,10	Réfection enduit des bas de façade	m2		46,00 €	
C,11	Maintien en service du réseau de collecte et des branchements assainissement	ml		12,00 €	
C,12	Mise en place d'une nourrice AEP provisoire	ml		22,00 €	
C,13	Percement de mur	u		110,00 €	
C,14	Percement de dalle	u		142,00 €	
C,15	Percement de plafond	u		95,00 €	
C,16	Ouverture Cloison 1mL x 0.03ml x 0.04m ep	u		30,00 €	
C,17	Ouverture mur béton 1mL x 0.03ml x 0.04m ep	u		58,00 €	
C,18	Rebouchage trou au ciment ou au plâtre	u		134,00 €	
C,19	Rebouchage saignée au plâtre intérieur log sur 1ml x 0.03m	u		173,00 €	
C,20	Rebouchage saignée au ciment sur 1ml x 0.03m	u		186,00 €	
C,21	<b>BETONS</b>				
C,21,1	Béton de propreté pour butée dosé à 150 Kg/m3	m3		165,00 €	
C,21,2	Béton pour petits ouvrages ou calage dosé à 200 Kg/m³	m3		183,00 €	
C,21,3	Béton pour petits ouvrages ou calage dosé à 250 Kg/m³	m3		226,00 €	
C,21,4	Béton armé pour fondation dosé à 300 Kg/m³	m3		320,00 €	
C,21,5	Béton armé pour fondation lourde dosé à 350 Kg/m³	m3		399,00 €	
<b>TERRASSEMENTS RESEAUX</b>					
C,22	<b>DECOUPAGE REVETEMENTS</b>				
C,22,1	Découpage de revêtement bitumineux	ml		2,00 €	
C,22,2	Découpage de revêtement béton	ml		3,00 €	
C,23	Rabotage de voirie	m2		19,00 €	
C,24	<b>EXECUTION DE TRANCHEES</b>				
C,24,1	Tranchée en Site non urbain selon la définition du CCTP	m3		37,00 €	

C,24,2	Tranchée en Site Urbanisé non contraint selon la définition du CCTP	m3		
C,24,3	Tranchée en Site Urbanisé contraint selon la définition du CCTP	m3		43,00 €
C,24,4	Tranchée en Site Etroit selon la définition du CCTP	m3		63,00 €
C,24,5	PV pour tranchée en terrain rocheux	m3		32,00 €
<b>C,25</b>	<b>EXECUTION DE TERRASSEMENTS</b>			
C,25,1	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Le premier m3	m3		686,00 €
C,25,2	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Les m3 suivants jusqu'à 5m3	m3		177,00 €
C,25,3	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Le m3 au dela de 5 m3	m3		137,00 €
C,25,4	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Le premier m3	m3		548,00 €
C,25,5	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Les m3 jusqu'à 5 m3	m3		137,00 €
C,25,6	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3		70,00 €
C,25,7	Terrassement manuel sous chaussée goudronnée: Le premier m3	m3		889,00 €
C,25,8	Terrassement manuel sous chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3		206,00 €
C,25,9	Terrassement manuel hors chaussée goudronnée: Le premier m3	m3		822,00 €
C,25,10	Terrassement manuel hors chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3		166,00 €
<b>C,26</b>	<b>ETAIEMENTS BLINDAGES</b>			
C,26,1	Etalement et blindage des fouilles jusqu'à 2.50 m inclus	ml		13,00 €
C,26,2	Etalement et blindage des fouilles de 2.50 à 4.00 m inclus	ml		16,00 €
C,26,3	Etalement et blindage des fouilles au-delà de 4 m	ml		18,00 €
<b>C,27</b>	<b>Longement de câbles ou canalisations</b>	ml		12,00 €
<b>C,28</b>	<b>Croisements de câbles ou canalisations</b>	u		77,00 €
<b>C,29</b>	<b>Grillage avertisseur détectable</b>	ml		2,00 €
<b>C,30</b>	<b>MATERIAUX DE REMBLAIEMENT</b>			
C,30,1	Matériaux de remblaiement sable 0/4	m3		49,00 €
C,30,2	Matériaux de remblaiement gravillons 4/6	m3		43,00 €
C,30,3	Matériaux de remblaiement GNT 0/6	m3		44,00 €
C,30,4	Matériaux de remblaiement GNT 0/20	m3		39,00 €
C,30,5	Matériaux de remblaiement GNT 0/31,5	m3		41,00 €
C,30,6	Matériaux de remblaiement grave ciment	m3		121,00 €
C,30,7	Matériaux de remblaiement grave émulsion	m3		182,00 €
C,30,8	Matériaux de remblaiement grave bitume	m3		252,00 €
C,30,9	Remblaiement des fouilles en matériau extrait	m3		16,00 €
C,30,10	Stockage terre végétale	m3		16,00 €
<b>REFECTIONS DE TRANCHEES</b>				
<b>C,31</b>	<b>REFECTIONS PROVISOIRES DE TRANCHEES</b>			
C,31,1	avec imprégnation	m2		5,00 €
C,31,2	en enrobé à froid	m2		17,00 €
<b>C,32</b>	<b>REFECTIONS DEFINITIVES DE TRANCHEES</b>			
C,32,1	Revêtement bitumineux en bi couche	m2		16,00 €
C,32,2	Revêtement bitumineux en tri couche	m2		19,00 €
C,32,3	En béton bitumineux BBSG 0/10	Tonne		190,00 €
C,32,4	En béton bitumineux BBSG 0/6	Tonne		211,00 €
C,32,5	Béton désactivé < 2m2	Forfait		500,00 €
C,32,6	Réfection de chaussée bétonnée	m2		54,00 €
<b>C,33</b>	<b>REFECTION TYPE 1 (FICHE N°1,2,3 du conseil général) durabilité élevée</b>			
C,33,1	De 0 à 5 ml	Forfait		2 600,00 €
C,33,2	Le ml supplémentaire	ml		400,00 €
<b>C,34</b>	<b>REFECTION TYPE 2 (FICHE N°4 du conseil général) durabilité élevée</b>			
C,34,1	De 0 à 5 ml	Forfait		1 700,00 €
C,34,2	Le ml supplémentaire	ml		300,00 €
<b>C,35</b>	<b>REFECTION TYPE 3 (Réfection bi couche sur voie communale) durabilité 2 à 5 ans</b>			
C,35,1	De 0 à 5 ml	Forfait		1 500,00 €
C,35,2	Le ml supplémentaire	ml		50,00 €
<b>C,36</b>	<b>REFECTION PLATEAU RALENTISSEUR - durabilité élevée</b>			
C,36,1	Prestation ≤ à 10 m²	Forfait		3 800,00 €
C,36,2	Le m² supplémentaire	m2		380,00 €
<b>C,37</b>	<b>Dépose et repose de bordures et caniveaux</b>	ml		39,00 €
<b>C,38</b>	<b>REFECTION SIGNALISATION HORIZONTALE</b>			
C,38,1	Réfection de bandes continues ou discontinues	ml		4,00 €
C,38,2	Réfection du marquage routier	m2		23,00 €

<b>C,39</b>	<b>REFECTION DEFINITIVE DE CHAUSSEE</b>			
C,39,1	Réfection de chaussée en terre végétale	m2		6,00 €
C,39,2	Réfection de chaussée en GNT 0/31.5	m2		8,00 €
C,39,3	Réfection de chaussée en bicouche	m2		11,00 €
C,39,4	Réfection de chaussée en enrobé 0/10	Tonne		127,00 €
<b>TRAVAUX ANNEXES DIVERS</b>				
<b>C,40</b>	<b>Traversée de ruisseau</b>	ml		198,00 €
<b>C,41</b>	<b>POSE CONDUITE EN ENCORBELLEMENT</b>			
C,41,1	pour conduite à poser jusqu'au DN 100 mm	ml		124,00 €
C,41,2	pour conduite à poser du DN > 100 mm jusqu'au DN 250 mm	ml		163,00 €
<b>C,42</b>	<b>FOUREAUX PEHD PVC</b>			
C,42,1	Ø 63 mm	ml		25,00 €
C,42,2	Ø 75 mm	ml		27,00 €
C,42,3	Ø 90 mm	ml		32,00 €
C,42,4	Ø 110 mm	ml		37,00 €
C,42,5	Ø 125 mm	ml		49,00 €
C,42,6	Ø 140 mm	ml		51,00 €
C,42,7	Ø 160 mm	ml		57,00 €
C,42,8	Ø 200 mm	ml		84,00 €
<b>C,43</b>	<b>FOURREAUX FONTE DUCTILE</b>			
C,43,1	DN 80 mm	ml		49,00 €
C,43,2	DN 100 mm	ml		68,00 €
C,43,3	DN 125 mm	ml		74,00 €
C,43,4	DN 150 mm	ml		87,00 €
C,43,5	DN 200 mm	ml		96,00 €
C,43,6	DN 250 mm	ml		137,00 €
<b>C,44</b>	<b>CALORIFUGEAGE CONDUITES</b>			
C,44,1	DN 25 mm	ml		33,00 €
C,44,2	DN 32 mm	ml		38,00 €
C,44,3	DN 40 mm	ml		43,00 €
C,44,4	DN 50 mm	ml		48,00 €
C,44,5	DN 60 à Dext 75 mm	ml		56,00 €
C,44,6	DN 80 à Dext 110 mm	ml		85,00 €
C,44,7	DN 125 à Dext 140 mm	ml		122,00 €
C,44,8	DN 150 à Dext 180 mm	ml		145,00 €
C,44,9	DN 200 à Dext 280 mm	ml		235,00 €
<b>REGARDS et OUVRAGE BETON</b>				
<b>C,45</b>	<b>REGARD CIRCULAIRE BETON ETANCHE EU EP</b>			
C,45,1	Ø 800 mm	u		687,00 €
C,45,2	Ø 1000 mm	u		782,00 €
<b>C,46</b>	<b>SURPROFONDEUR REGARD CIRCULAIRE BETON ETANCHE EU EP</b>			
C,46,1	Ø 800 mm	dm/m		11,00 €
C,46,2	Ø 1000 mm	dm/m		16,00 €
<b>C,47</b>	<b>REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</b>			
C,47,1	Ø 600 mm	u		854,00 €
C,47,2	Ø 800 mm	u		950,00 €
C,47,3	Ø 1000 mm	u		1 027,00 €
<b>C,48</b>	<b>SURPROFONDEUR REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</b>			
C,48,1	Ø 600 mm	dm/m		11,00 €
C,48,2	Ø 800 mm	dm/m		18,00 €
C,48,3	Ø 1000 mm	dm/m		26,00 €
<b>C,49</b>	<b>LESTAGE REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</b>			
C,49,1	Ø 600 mm	u		68,00 €
C,49,2	Ø 800 mm	u		79,00 €
C,49,3	Ø 1000 mm	u		100,00 €
<b>C,50</b>	<b>REGARD DE BRANCHEMENT EU - EP</b>			
C,50,1	PVC passage direct de Ø 315 mm	u		142,00 €
C,50,2	PVC passage direct de Ø 400 mm	u		158,00 €
C,50,3	PVC passage direct de Ø 400 mm 3 entrées	u		158,00 €
C,50,4	Tampon fonte pour boîte Ø 315 mm C 250	u		74,00 €
C,50,5	Tampon fonte pour boîte Ø 315 mm C 400	u		156,00 €
C,50,6	Tampon fonte pour boîte Ø 400 mm	u		200,00 €
<b>C,51</b>	<b>REHAUSSE REGARD DE BRANCHEMENT EU - EP</b>			
C,51,1	PVC de Ø 315 mm	dm/m		20,00 €
C,51,2	PVC de Ø 400 mm	dm/m		32,00 €

<b>C,52</b>	<b>REGARD PREFABRIQUE BETON AEP - RADIER GRAVIER</b>			
C,52,1	pour un ouvrage de 800 mm de diamètre	u		478,00 €
C,52,2	pour un ouvrage de 1000 mm de diamètre	u		532,00 €
C,52,3	pour un ouvrage de 1000 x 1000 mm	u		644,00 €
<b>C,53</b>	<b>SURPROFONDEUR REGARD BETON AEP</b>			
C,53,1	pour un ouvrage de 800 mm de diamètre	dm/m		63,00 €
C,53,2	pour un ouvrage de 1000 mm de diamètre	dm/m		79,00 €
C,53,3	pour un ouvrage de 1000 x 1000 mm	dm/m		79,00 €
<b>FONTE DE VOIRIE EU / EP/ AEP</b>				
<b>C,54</b>	<b>BOUCHE A CLE FONTE CHAUSSEE</b>			
C,54,1	Bouche à clé fixe	u		131,00 €
C,54,2	Bouche à clé réhaussable	u		148,00 €
<b>C,55</b>	<b>Tampon DN 600 mm pour regard trafic intense classe D 400 non verrouillé</b>	u		298,00 €
<b>C,56</b>	<b>Tampon DN 600 mm pour regard trafic moyen classe D 400 non verrouillé</b>	u		257,00 €
<b>C,57</b>	<b>Tampon pour regard trottoir classe C 250 non verrouillé DN 600</b>	u		196,00 €
<b>RESEAU EAUX USEES</b>				
<b>C,58</b>	<b>CANALISATION EN POLYCHLORURE DE VINYLE - PVC Classe SN 8</b>			
C,58,1	Ø 110 mm	ml		34,00 €
C,58,2	Ø 125 mm	ml		37,00 €
C,58,3	Ø 160 mm	ml		40,00 €
C,58,4	Ø 200 mm	ml		49,00 €
<b>C,59</b>	<b>CANALISATION EN POLYCHLORURE DE VINYLE - PVC Classe SN 16</b>			
C,59,1	Ø 160 mm	ml		44,00 €
C,59,2	Ø 200 mm	ml		53,00 €
<b>C,60</b>	<b>Canalisations fonte ductile pour réseau gravitaire</b>			
C,60,1	DN 150 mm	ml		75 €
C,60,2	DN 200 mm	ml		95 €
<b>C,61</b>	<b>Fourniture et pose de pièces de raccord et pièces spéciales en fonte</b>			
C,61,1	DN 150 mm	ml		90 €
C,61,2	DN 200 mm	ml		115 €
<b>C,62,1</b>	<b>FOURNITURE ET POSE PIECES RACCORD ET PIECES SPECIALES PVC SN8</b>			
C,62,1	Ø 110 mm	ml		34,00 €
C,62,2	Ø 125 mm	ml		40,00 €
C,62,3	Ø 160 mm	ml		45,00 €
C,62,4	Ø 200 mm	ml		67,00 €
<b>RACCORDEMENTS</b>				
<b>C,63</b>	<b>RACCORDEMENT SUR REGARD EXISTANT D ASSAINISSEMENT</b>			
C,63,1	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	Forfait		196,00 €
C,63,2	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	Forfait		376,00 €
<b>C,64</b>	<b>RACCORDEMENT SUR COLLECTEUR EXISTANT D ASSAINISSEMENT</b>			
C,64,1	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	Forfait		375,00 €
C,64,2	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	Forfait		592,00 €
<b>C,65</b>	<b>RACCORDEMENT SUR COLLECTEUR AMIANTE EXISTANT D ASSAINISSEMENT</b>			
C,65,1	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	Forfait		345,00 €
C,65,2	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	Forfait		3 220,00 €
<b>CANALISATIONS EAU POTABLE</b>				
<b>C,66</b>	<b>PVC PN16 EAU POTABLE - Assemblage par collage</b>			
C,66,1	Ø 25 mm	ml		9,00 €
C,66,2	Ø 32 mm	ml		11,00 €
C,66,3	Ø 40 mm	ml		14,00 €
C,66,4	Ø 50 mm	ml		15,00 €
<b>C,67</b>	<b>PVC PN16 EAU POTABLE - Assemblage par Bagues d'étanchéité</b>			
C,67,1	Ø 63 mm	ml		21,00 €
C,67,2	Ø 75 mm	ml		28,00 €
C,67,3	Ø 90 mm	ml		33,00 €
C,67,4	Ø 110 mm	ml		43,00 €
C,67,5	Ø 125 mm	ml		50,00 €
C,67,6	Ø 140 mm	ml		63,00 €
C,67,7	Ø 160 mm	ml		74,00 €
C,67,8	Ø 200 mm	ml		81,00 €

<b>C,68</b>	<b>CANALISATION FONTE STANDARD</b>			
C,68,1	DN 100 mm	ml		70,00 €
C,68,2	DN 125 mm	ml		78,00 €
C,68,3	DN 150 mm	ml		98,00 €
<b>C,69</b>	<b>PIECES DE RACCORD CANALISATION FONTE STANDARD</b>			
C,69,1	DN 60 mm	ml		45,00 €
C,69,2	DN 80 mm	ml		51,00 €
C,69,3	DN 100 mm	ml		70,00 €
C,69,4	DN 125 mm	ml		78,00 €
C,69,5	DN 150 mm	ml		99,00 €
<b>C,70</b>	<b>CANALISATION PEHD EAU POTABLE PN 16</b>			
C,70,1	Ø 25 mm	ml		7,00 €
C,70,2	Ø 32 mm	ml		9,00 €
C,70,3	Ø 40 mm	ml		13,00 €
C,70,4	Ø 50 mm	ml		18,00 €
<b>ROBINETERIE EAU POTABLE</b>				
<b>C,71</b>	<b>ROBINET VANNE PN 16 bars</b>			
C,71,1	DN 40 mm	ml		167,00 €
C,71,2	DN 50 mm	ml		196,00 €
C,71,3	DN 60/65 mm	ml		263,00 €
C,71,4	DN 80 mm	ml		357,00 €
C,71,5	DN 100 mm	ml		415,00 €
C,71,6	DN 125 mm	ml		594,00 €
C,71,7	DN 150 mm	ml		648,00 €
<b>C,72</b>	<b>Mini ventouse pour conduite jusque DN 20 mm PFA 25 bars</b>	u		181,00 €
<b>C,73</b>	<b>VENTOUSE AUTOMATIQUE SIMPLE EFFET</b>			
C,73,1	PFA 16b - DN 60/65 mm	u		377,00 €
<b>C,74</b>	<b>FOURNITURE ET POSE MANCHETTE COMPTEUR</b>			
C,74,1	DN 25 mm	u		25,00 €
C,74,2	DN 32 mm	u		38,00 €
C,74,3	DN 40 mm	u		55,00 €
C,74,4	DN 50 mm	u		59,00 €
<b>C,75</b>	<b>Poteau incendie en fonte, PN16, renversable et incongelable</b>	u		2 252,00 €
<b>C,76</b>	<b>Bouche incendie en fonte, PN16, incongelable</b>	u		2 055,00 €
<b>C,77</b>	<b>Arceau de protection PI</b>	u		473,00 €
<b>RACCORDEMENTS AEP</b>				
<b>C,78</b>	<b>RACCORDEMENT SUR CONDUITE EXISTANTE</b>			
C,78,1	Du Ø 15 au Ø75 inclus	Forfait		1 050,00 €
C,78,2	Du Ø 75 au Ø 200 inclus	Forfait		1 281,00 €
C,78,3	Du Ø 200 au Ø 450 inclus	Forfait		1 943,00 €
<b>C,79</b>	<b>RACCORDEMENT SUR CONDUITE AMIANTE</b>			
C,79,1	Du Ø 15 au Ø75 inclus	Forfait		368,00 €
C,79,2	Du Ø 75 au Ø 200 inclus	Forfait		420,00 €
C,79,3	Du Ø 200 au Ø 450 inclus	Forfait		1 155,00 €
<b>PLOMBERIE</b>				
<b>C,80</b>	<b>CUIVRE</b>			
C,80,1	Diamètre 12	ml		16,00 €
C,80,2	Diamètre 14	ml		17,00 €
C,80,3	Diamètre 16	ml		19,00 €
C,80,4	Diamètre 18	ml		21,00 €
C,80,5	Diamètre 22	ml		25,00 €
<b>C,81</b>	<b>CUIVRE SOUS GAINÉ</b>			
C,81,1	Diamètre 12	ml		24,00 €
C,81,2	Diamètre 14	ml		25,00 €
C,81,3	Diamètre 16	ml		28,00 €
C,81,4	Diamètre 18	ml		33,00 €
C,81,5	Diamètre 22	ml		38,00 €
<b>C,82</b>	<b>CUIVRE CALORIFUGE</b>			
C,82,1	Diamètre 12	ml		28,00 €
C,82,2	Diamètre 14	ml		33,00 €
C,82,3	Diamètre 16	ml		36,00 €
C,82,4	Diamètre 18	ml		41,00 €
C,82,5	Diamètre 22	ml		47,00 €

<b>C,83</b>	<b>RACCORD PE LAITON</b>				
C,83,1	Diamètre 25 3/4	u		35,00 €	
C,83,2	Diamètre 32 1"	u		42,00 €	
C,83,3	Diamètre 40 1-1/4	u		50,00 €	
C,83,4	Diamètre 50 1-1/2	u		51,00 €	
<b>C,84</b>	<b>MANCHON ACCOUPLEMENT LAITON</b>				
C,84,1	Diamètre 25	u		41,00 €	
C,84,2	Diamètre 32	u		47,00 €	
C,84,3	Diamètre 40	u		57,00 €	
C,84,4	Diamètre 50	u		61,00 €	
<b>DESINFECTATION ET ESSAIS</b>					
<b>C,85</b>	<b>Essais de pression</b>	Forfait		541,00 €	
<b>C,86</b>	<b>Désinfection, rinçage et analyses</b>	Forfait		676,00 €	
<b>D</b>	<b>TRAVAUX EN REGIE</b>				
D,1	Travaux en régie - Chef d'équipe	h	71,40 €	72,00 €	0,8%
D,2	Travaux en régie - Ouvrier qualifié / agent administratif	h	55,08 €	56,00 €	1,7%
D,3	Forfait intervention d'un ouvrier qualifié pour 1h y compris véhicule	Forfait	94,86 €	95,00 €	0,1%
D,4	Recherche de fuites/heure	h	138,72 €	139,00 €	0,2%
D,5	Encadrement équipe avec vehicule/heure	h	141,78 €	142,00 €	0,2%
D,6	Plus value pour intervention hors heure ouvrable	u	100,00 %	100,00 %	0,0%
<b>E</b>	<b>PENALITES</b>				
E,1	Penalite pour puisage sur ouvrage non autorise ou branchement illicite	u	2 080,00 €	2 080,00 €	0,0%
E,2	Pénalité pour enlèvement du plombage compteur (forfait)	Forfait	110,16 €	111,00 €	0,8%
E,3	Pénalité pour vol d'eau / dégradation compteur du à une manipulation frauduleuse	Forfait	200,00 €	350,00 €	75,0%
E,4	Penalité pour non-respect du règlement de service entraînant une résiliation du contrat par exploitant	Forfait	200,00 €	200,00 €	0,0%
<b>F</b>	<b>DIVERS</b>				
F,1	Vente d'eau en gros à des services extérieurs, hors redevances Agence de l'Eau	m3	0,40 €	0,404 €	1,0%
F,2	Redevance de préservation de la ressource en eau	m3	0,13 €	0,13 €	0,0%
F,3	Frais de dossier d'accès au service de l'eau	Forfait	50,00 €	50,00 €	0,0%
F,4	Badge pour borne de puisage	u	10,20 €	10,20 €	0,0%
F,5	Frais d'envoi d'un courrier en recommandé	u	15,30 €	15,30 €	0,0%
F,6	Frais bancaires pour rejet chèque ou virement	u	1,02 €	1,02 €	0,0%
F,7	Forfait annuel de desserte en eau d'un poteau ou d'une bouche incendie (forfait par poteau ou bouche incendie)	Forfait	120,00 €	120,00 €	0,0%
F,8	Location appartement T4, 2 avenue du Pont, 30110 LA GRAND'COMBE (loyer mensuel)	Loyer/mens	466,74 €	468,89 €	0,5%
F,9	Frais d'étalonnage compteur d'eau de diamètre inférieur ou égal à 30mm	Forfait		400,00 €	
F,10	Frais d'étalonnage compteur d'eau de diamètre supérieur à 30mm	Forfait		700,00 €	



# Eau Potable et Assainissement - Tarifs travaux et divers 2021

## Bordereau des Prix associé

A	<b>BRANCHEMENTS PARTICULIERS D'EAU POTABLE</b>	
<b>A,1</b>	<p><b><u>CREATION BRANCHEMENT PARTICULIER EAU POTABLE, 0 à 5 METRES</u></b></p> <p>Ce prix rémunère la réalisation d'un branchement particulier d'eau potable. Il comprend essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation des formalités et déclarations nécessaires préalables au démarrage des travaux,</li> <li>- la mise en place de la signalisation et des mesures de protection du chantier,</li> <li>- le découpage de la chaussée existante,</li> <li>- le terrassement en terrain de toutes natures et l'évacuation des déblais,</li> <li>- la fourniture et mise en place du collier de prise en charge quel que soit le diamètre et la nature de la conduite existante,</li> <li>- la fourniture et mise en place du robinet de prise en charge correspondant, d'un tube allongé avec dispositif de centrage, la bouche à clé fonte,</li> <li>- le perçage de la conduite existante,</li> <li>- la fourniture et pose d'une canalisation de branchement en pvc pression suivant les diamètres indiqués ci-dessous,</li> <li>- le sablage,</li> <li>- le remblaiement en tout venant 031,5,</li> <li>- la réfection de tranchée à l'identique ou bétonnée,</li> <li>- le repli de tous le matériel et le nettoyage du chantier.</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement (f) pour un branchement dont la longueur est comprise entre 0 et 5 mètres linéaires suivant les diamètres suivants :</p>	
A,1,1	19 X 25mm	f 1 271,00 €
A,1,2	26 X 32mm	f 1 335,00 €
A,1,3	33 X 40mm	f 1 398,00 €
A,1,4	42 X 50mm	f 1 499,00 €
A,1,5	53 X 63mm	f 1 640,00 €
A,1,6	63 X 75mm	f 2 302,00 €
A,1,7	75 X 90mm	f 2 509,00 €
A,1,8	100mm	f 3 132,00 €
<b>A,2</b>	<p><b><u>PLUS-VALUE POUR LONGUEUR DE BRANCHEMENT SUPERIEURE A 5 METRES (SOUS CHAUSSEE)</u></b></p> <p>Cette plus value s'applique aux prix du chapitre A.1 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé sous chaussée goudronnée pour les diamètres suivants :</p> <p>Le mètre linéaire (ml) de branchement supérieur à 5 mètres :</p>	
A,2,1	19 X 25mm	ml 107,00 €
A,2,2	26 X 32mm	ml 111,00 €
A,2,3	33 X 40mm	ml 116,00 €
A,2,4	42 X 50mm	ml 123,00 €
A,2,5	53 X 63mm	ml 135,00 €
A,2,6	63 X 75mm	ml 138,00 €
A,2,7	75 X 90mm	ml 151,00 €
A,2,8	100mm	ml 197,00 €
<b>A,3</b>	<p><b><u>PLUS-VALUE POUR LONGUEUR DE BRANCHEMENT SUPERIEURE A 5 METRES (HORS CHAUSSEE)</u></b></p> <p>Cette plus value s'applique aux prix du chapitre A.1 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé hors chaussée goudronnée pour les diamètres suivants :</p> <p>Le mètre linéaire (ml) pour un branchement de diamètre :</p>	
A,3,1	19 X 25mm	ml 68,00 €
A,3,2	26 X 32mm	ml 76,00 €

A,3,3	33 X 40mm		
A,3,4	42 X 50mm	ml	89,00 €
A,3,5	53 X 63mm	ml	96,00 €
A,3,6	63 X 75mm	ml	101,00 €
A,3,7	75 X 90mm	ml	113,00 €
A,3,8	100mm	ml	160,00 €

A,4	<b><u>PLUS-VALUE POUR PRISE EN CHARGE SUR CONDUITE AMIANTE CIMENT</u></b>  Cette plus value s'applique pour la réalisation d'une prise en charge sur une conduite en amiante ciment quel que soit son diamètre. Elle comprend essentiellement : - le balisage du chantier et la mise en place du périmètre de protection nécessaire, - la réalisation du percement de la conduite existante en amiante ciment suivant, - la législation en vigueur, - l'évacuation et la mise en décharge des déchets suivant la législation en vigueur.  Elle s'applique forfaitairement (f) quel que soit le diamètre de la conduite existante.	f	11,00 €
A,5	<b><u>PLUS-VALUE POUR PROFONDEUR DE BRANCHEMENT SUPERIEURE A 1,30 METRES</u></b>  Ce prix rémunère les travaux de terrassement de branchement dont la profondeur est supérieure à 1,30 m. Il comprend également les dispositifs réglementaires de protection des travailleurs (blindage des parois).  Il s'applique au décimètre de profondeur par mètre linéaire de branchement (dm/m).	dm/m	19,00 €
A,6	<b><u>PLUS-VALUE POUR TERRASSEMENT EN TERRAIN ROCHEUX</u></b>  Ce prix rémunère l'exécution des travaux de terrassement en terrain rocheux ou similaire exécutés manuellement ou mécaniquement.  Il s'applique au décimètre de profondeur par mètre linéaire de branchement (dm/m).	dm/m	19,00 €
A,7	<b><u>PLUE VALUE POUR REMBLAIEMENTS SPECIAUX</u></b>  Ce prix rémunère en plus value le remblaiement par matériaux spécifiques de la tranchée réalisée pour le branchement d'eau potable.  Il comprend essentiellement :  La fourniture, l'apport et la mise en place du matériau. Son compactage, si nécessaire suivant sa nature.  Il s'applique au décimètre de profondeur par mètre linéaire de remblaiement (dm/m).		
A,7,1	<b>Grave ciment</b>	dm/m	12,00 €
A,7,2	<b>Grave émulsion</b>	dm/m	13,00 €
A,7,3	<b>Grave bitume</b>	dm/m	12,00 €
A,7,4	<b>Grave fluide</b>	dm/m	7,00 €
A,8	<b><u>FOURNITURE ET POSE COMPTEURS</u></b>  Ce prix rémunère la fourniture et pose de compteurs d'eau potable agréés par la REAAL.		
A,8,1	Compteur Ø 15	u	66,00 €
A,8,2	Compteur Ø 20	u	77,00 €
A,8,3	Compteur Ø 25	u	116,00 €
A,8,4	Compteur Ø 30	u	127,00 €
A,8,5	Compteur Ø 40	u	146,00 €
A,8,6	Compteur Ø 50	u	229,00 €
A,8,7	Compteur Ø 65	u	265,00 €
A,8,8	Compteur Ø 80	u	276,00 €
A,8,9	Compteur Ø 100	u	380,00 €

A,9	<b><u>FOURNITURE ET POSE EQUIPEMENTS COMPTEURS</u></b>		
	Ce prix rémunère la fourniture et pose de l'équipement complet d'un compteur d'eau potable suivant son diamètre. Il comprend essentiellement la fourniture et pose des robinets, vannes, filtres, clapets, nécessaires suivant le diamètre du compteur.		
	Il s'applique forfaitairement (f) :		
A,9,1	Equipement compteur Ø 15	f	134,00 €
A,9,2	Equipement compteur Ø 20	f	138,00 €
A,9,3	Equipement compteur Ø 25	f	176,00 €
A,9,4	Equipement compteur Ø 30	f	179,00 €
A,9,5	Equipement compteur Ø 40	f	212,00 €
A,9,6	Equipement compteur Ø 50	f	410,00 €
A,9,7	Equipement compteur Ø 65	f	477,00 €
A,9,8	Equipement compteur Ø 80	f	518,00 €
A,9,9	Equipement compteur Ø 100	f	619,00 €
A,10	<b><u>NOURRICES VERTICALES NON OBTUREES (FOURNITURE)</u></b>		
	Ce prix rémunère la fourniture et pose de nourrices destinées à recevoir la pose de compteurs d'eau potable.		
	Il s'applique à l'unité suivant les modèles ci-dessous :		
A,10,1	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 20/27	u	72,00 €
A,10,2	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 20/27	u	105,00 €
A,10,3	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 26/34	u	92,00 €
A,10,4	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 26/34	u	120,00 €
A,10,5	Nourrice 33/42 e:120 2 sorties 20/27	u	91,00 €
A,10,6	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 20/27	u	110,00 €
A,10,7	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 20/27	u	113,00 €
A,10,8	Nourrice 33/42 e:120 5 sorties 20/27	u	157,00 €
A,10,9	Nourrice 33/42 e:120 2 sorties 26/34	u	126,00 €
A,10,10	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 26/34	u	126,00 €
A,10,11	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 26/34	u	151,00 €
A,10,12	Nourrice 33/42 e:120 5 sorties 26/34	u	160,00 €
A,10,13	Nourrice 40/49 e:120 2 sorties 20/27	u	87,00 €
A,10,14	Nourrice 40/49 e:120 3 sorties 20/27	u	103,00 €
A,10,15	Nourrice 40/49 e:120 4 sorties 20/27	u	133,00 €
A,10,16	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 20/27	u	182,00 €
A,10,17	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 20/27	u	207,00 €
A,10,18	Nourrice 40/49 e:120 9 sorties 20/27	u	294,00 €
A,10,19	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 26/34	u	210,00 €
A,10,20	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 26/34	u	236,00 €
A,10,21	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 20/27	u	264,00 €
A,10,22	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 20/27	u	290,00 €
A,10,23	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 20/27	u	305,00 €
A,10,24	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 26/34	u	298,00 €
A,10,25	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 26/34	u	298,00 €
A,10,26	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 26/34	u	305,00 €
A,10,27	Nourrice 33/42 e:150 2 sorties 20/27	u	83,00 €
A,10,28	Nourrice 33/42 e:150 3 sorties 20/27	u	103,00 €
A,10,29	Nourrice 33/42 e:150 4 sorties 20/27	u	133,00 €
A,10,30	Nourrice 40/49 e:150 3 sorties 20/27	u	103,00 €
A,10,31	Nourrice 40/49 e:150 4 sorties 20/27	u	138,00 €
A,10,32	Nourrice 40/49 e:150 5 sorties 20/28	u	139,00 €
A,11	<b><u>NOURRICES enterrées obturées aux 2 extrémités (fourniture)</u></b>		
A,11,1	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 20/27	u	99,00 €
A,11,2	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 20/27	u	121,00 €
A,11,3	Nourrice 26/34 e:120 2 sorties 26/34	u	107,00 €
A,11,4	Nourrice 26/34 e:120 3 sorties 26/34	u	131,00 €

<b>A,11,5</b>	Nourrice 33/42 e:120 sorties 26/34	u	127,00 €
<b>A,11,6</b>	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 20/27	u	153,00 €
<b>A,11,7</b>	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 20/27	u	137,00 €
<b>A,11,8</b>	Nourrice 33/42 e:120 3 sorties 26/34	u	167,00 €
<b>A,11,9</b>	Nourrice 33/42 e:120 4 sorties 26/34	u	207,00 €
<b>A,11,10</b>	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 20/27	u	230,00 €
<b>A,11,11</b>	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 20/27	u	230,00 €
<b>A,11,12</b>	Nourrice 40/49 e:120 6 sorties 26/34	u	256,00 €
<b>A,11,13</b>	Nourrice 40/49 e:120 7 sorties 26/34	u	276,00 €
<b>A,11,14</b>	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 20/27	u	281,00 €
<b>A,11,15</b>	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 20/27	u	284,00 €
<b>A,11,16</b>	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 20/27	u	287,00 €
<b>A,11,17</b>	Nourrice 50/60 e:120 8 sorties 26/34	u	290,00 €
<b>A,11,18</b>	Nourrice 50/60 e:120 9 sorties 26/34	u	292,00 €
<b>A,11,19</b>	Nourrice 50/60 e:120 10 sorties 26/34	u	
<b>A,12</b>	<b><u>FOURNITURE ABRIS COMPTEURS</u></b> Ces prix rémunèrent la fourniture d'abris compteurs d'eau potable suivant les modèles ci-dessous.  Ils s'appliquent à l'unité :		
<b>A,12,1</b>	Coffret ABS Mural - Volume intérieur utile 520x340x140	u	171,00 €
<b>A,12,2</b>	Enveloppe béton pour Coffret Mural ABS	u	107,00 €
<b>A,12,3</b>	Béton type ISOLAZUR 2 - Volume intérieur utile 640x360x215	u	357,00 €
<b>A,12,4</b>	Socle béton type ISOLAZUR 2	u	84,00 €
<b>A,12,5</b>	Béton type ISOLAZUR 3 - Volume intérieur utile 805x410x230	u	385,00 €
<b>A,12,6</b>	Socle béton type ISOLAZUR 3	u	109,00 €
<b>A,12,7</b>	Béton type ISOLAZUR 4 M - Volume intérieur utile 500x600x180	u	400,00 €
<b>A,12,8</b>	Béton type COFFRISOLE - Volume intérieur utile 690x980x180	u	654,00 €
<b>A,12,9</b>	Polyéthylène Type JUMBO - Volume intérieur utile 540x405x305	u	39,00 €
<b>A,12,10</b>	Réhausse H : 170 mm	u	16,00 €
<b>A,12,11</b>	Polyéthylène Type JUMBO - Volume intérieur utile 1020x690x460	u	344,00 €
<b>A,12,12</b>	Béton dalle fonte - Volume intérieur utile 570x350x385	u	205,00 €
<b>A,12,13</b>	Armoire Eau Type M3 - Volume intérieur utile 900x710x250	u	851,00 €
<b>A,12,14</b>	Socle pour Armoire M3	u	76,00 €
<b>A,12,15</b>	Armoire Eau Type M4 - Volume intérieur utile 900x1290x325	u	1355,00 €
<b>A,12,16</b>	Socle pour Armoire M4	u	83,00 €
<b>A,12,17</b>	Armoire Eau Type M5 - Volume intérieur utile 1200x710x250	u	962,00 €
<b>A,12,18</b>	Socle pour Armoire M5	u	77,00 €
<b>A,12,19</b>	Armoire Eau Type M6 - Volume intérieur utile 1200x1290x325	u	1455,00 €
<b>A,12,20</b>	Socle pour Armoire M6	u	78,00 €
<b>A,12,21</b>	Armoire Eau Type M9 - Volume intérieur utile 1500x1590x335	u	2063,00 €
<b>A,12,22</b>	Socle pour Armoire M9	u	92,00 €
<b>A,12,23</b>	Abri Compteur Type COMPOZIT 400 - Volume intérieur utile	u	357,00 €
<b>A,12,24</b>	Regard enterré 600x460x400 + tampon fonte	u	330,00 €
<b>A,12,25</b>	Regard enterré 800x800x400 + tampon fonte	u	340,00 €
<b>A,13</b>	<b><u>RECOLEMENT BRANCHEMENT</u></b>  Ce prix rémunère le plan de récolement du branchement particulier suivant la méthode ci-dessous :  Le récolement du branchement: 2 points devront être relevés, 1 au niveau de la bouche à clé et l'autre à l'endroit ou le branchement rentre dans la propriété privée.  Les fichiers fournis devront l'être au format Autocad DWG, un standard sera fourni au début de la mission (blocs et types de lignes) et sera susceptible d'évoluer.  L'ensemble du levé et des éléments associés devront utiliser la projection CC44.  Les points doivent être connus en planimétrie (X/Y) ainsi qu'en altimétrie (Z).  Il s'applique forfaitairement pour chaque branchement recolé.	f	165,00 €

<b>A,14</b>	<b><u>MOINS VALUE TRANCHEE COMMUNE</u></b>		
	Ce prix s'applique en moins value lors de la réalisation de travaux de branchement d'eau potable en tranchée commune avec un branchement d'eaux usées. Il concerne uniquement les articles A,1 - A,2 - A,3 - A,5 - A,6 - A,7 - B,1.	%	<b>20,00</b>
<b>B</b>	<b><u>BRANCHEMENTS PARTICULIERS D'ASSAINISSEMENT</u></b>		
<b>B,1,1</b>	<b><u>CREATION BRANCHEMENT PARTICULIER D'ASSAINISSEMENT</u></b>		
	Ce prix rémunère la réalisation d'un branchement particulier d'assainissement. Il comprend essentiellement : la réalisation des formalités et déclarations nécessaires préalables au démarrage des travaux, la mise en place de la signalisation et des mesures de protection du chantier, le découpage de la chaussée existante, le terrassement en terrain de toutes natures et l'évacuation des déblais, la fourniture et mise en place de la culotte ou té de raccordement quel que soit le diamètre et la nature de la conduite existante, le perçage de la conduite existante, la fourniture et pose d'une canalisation de branchement en pvc assainissement diamètre 160, le sablage, le remblaiement en tout venant 031,5, la réfection de tranchée à l'identique ou bétonnée, le repli de tous le matériel et le nettoyage du chantier.		
	Il s'applique forfaitairement (f) pour un branchement dont la longueur est comprise entre 0 et 5 mètres linéaires.	f	<b>2 019,00 €</b>
<b>B,1,2</b>	<b><u>PLUS-VALUE POUR LONGUEUR DE BRANCHEMENT EU SUPERIEURE A 5 METRES (SOUS CHAUSSEE)</u></b>		
	Cette plus value s'applique aux prix B,1,1 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé sous chaussée goudronnée.  Le mètre linéaire (ml) pour un branchement de diamètre 160.	ml	<b>165,00 €</b>
<b>B,1,3</b>	<b><u>PLUS-VALUE POUR LONGUEUR DE BRANCHEMENT EU SUPERIEURE A 5 METRES (HORS CHAUSSEE)</u></b>		
	Cette plus value s'applique aux prix B,1,1 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé hors chaussée goudronnée.  Le mètre linéaire (ml) pour un branchement de diamètre 160.	ml	<b>138,00 €</b>
<b>B,1,4</b>	<b><u>MISE EN PLACE BOITE BRANCHEMENT POUR MISE EN CONFORMITE</u></b>		
	Ce prix rémunère la mise en place, fourniture et pose, d'une boite de branchement pour mise en conformité du branchement d'assainissement.  Il s'applique à l'unité.	u	<b>540,00 €</b>
<b>B,1,5</b>	<b><u>FORFAIT DE BRANCHEMENT ASSAINISSEMENT DIAMETRE 160 mm POUR BRANCHEMENT REALISE SIMULTANEMENT A UN CHANTIER D'EXTENSION DE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u></b>		
	Ce prix comprend les mêmes prestations que le prix B,1,1 mais s'applique aux branchements réalisés simultanément à un chantier d'extension de réseau d'assainissement.  Il s'applique forfaitairement (f) pour un branchement dont la longueur est comprise entre 0 et 5 mètres linéaires.	f	<b>1 250,00 €</b>
<b>B,1,6</b>	<b><u>PLUS VALUE LONGUEUR SUPERIEURE A 5 ml DIAMETRE 160 mm SOUS CHAUSSEE POUR BRANCHEMENT REALISE SIMULTANEMENT A UN CHANTIER D'EXTENSION DE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u></b>		
	Cette plus value s'applique aux prix B,1,5 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé sous chaussée goudronnée :  Le mètre linéaire (ml) pour un branchement de diamètre 160.	ml	<b>98,00 €</b>

B,1,7	<p><b>PLUS VALUE LONGUEUR SUPERIEURE A 5 ml DIAMETRE 160 mm HORS CHAUSSE</b>  <b>BRANCHEMENT REALISE SIMULTANEMENT A UN CHANTIER D'EXTENSION DE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b></p> <p>Cette plus value s'applique aux prix B,1,5 pour la longueur de branchement supérieure à 5 mètres réalisé hors chaussée goudronnée :</p> <p>Le mètre linéaire (ml) pour un branchement de diamètre 160.</p>	ml	90,00 €
<b>C CANALISATIONS ET ACCESSOIRES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT</b>			
<b>TRAVAUX PREPARATOIRES COMMUNS RESEAUX</b>			
C,1	<p><b>INSTALLATION REPLIEMENT DE CHANTIER - SIGNALISATION DEVIATION</b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement et globalement, les frais d'installation du chantier, et les frais de signalisation et déviation de chantier. Pour l'aménagement de chantier, il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aménagements du terrain pour le stockage du matériel et de matériaux,</li> <li>- l'aménagement et le maintien en état des accès au chantier,</li> <li>- la fourniture et la mise en place des clôtures et barricades éventuelles,</li> <li>- les branchements au réseau divers,</li> <li>- l'amenée et le repliement du matériel de chantier,</li> <li>- les frais d'installation propres au personnel et au matériel de l'entreprise (baraque de chantier, ateliers, bureaux, sanitaires, etc.),</li> <li>- les dispositions de tout ordre, en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité du chantier, conformément à la réglementation en vigueur,</li> <li>- les frais d'établissement du plan d'hygiène et sécurité,</li> <li>- la fourniture des matériaux, la construction, l'entretien et la démolition en fin de chantier des pistes et accès nécessaires à l'exécution des travaux,</li> <li>- les frais de branchement, d'aménagement et de fonctionnement des réseaux divers (Eau Potable, assainissement, liaisons téléphoniques ou radiophoniques, traitement et évacuation des eaux usées),</li> <li>- les frais relatifs au fonctionnement des dispositifs de protection de l'environnement,</li> <li>- l'établissement des plannings, la rédaction des méthodes d'exécutions, l'implantation des ouvrages,</li> <li>- la fourniture du dossier d'exécution des travaux à réaliser ainsi que l'ensemble des rapports d'essais,</li> <li>- l'amenée de l'ensemble du matériel propre aux travaux objets du présent marché, ainsi que le repli de ce matériel en fin de chantier. Cette prestation comprend le pompage jusqu'à 15m<sup>3</sup>/h des effluents pendant la durée des travaux y compris pompes groupes électrogènes, tuyaux souples de surface,</li> <li>- l'enlèvement des installations, de tous les matériels et matériaux en excédent, le repli du matériel et la remise en état des lieux et toutes les sujétions liées à la remise en état des terrains,</li> <li>- les travaux de nettoyage général du chantier en cours et en fin de travaux.</li> </ul> <p>Ce prix rémunère pour la signalisation et déviation de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'établissement du plan de signalisation pour agrément,</li> <li>- la fourniture à pied d'œuvre des panneaux et matériels de signalisation y compris la signalisation d'alternat par feu tricolore ou manuel nécessaires au respect des prescriptions établies par les Services Techniques compétents, y compris son maintien nuit et jour pendant toute la durée des travaux et une réserve de panneaux de 25%,</li> <li>- l'entretien et la maintenance de la signalisation routière et piétonne sur tous types de voirie (départementale, communale...),</li> <li>- les manipulations successives en fonction de l'état d'avancement des travaux,</li> <li>- toutes sujétions de travail sous circulation,</li> <li>- les sujétions nécessaires au travail et une permanence des jours fériés et de nuit pour la maintenance de la signalisation,</li> <li>- les demandes de permissions de voirie auprès des administrations et gestionnaires des voies concernées.</li> <li>- le maintien des accès aux riverains et de sécurité,</li> <li>- la signalisation d'itinéraire de déviation si nécessaire,</li> <li>- la réalisation de déviation provisoire sur place,</li> <li>- le maintien de la signalisation pendant les travaux,</li> <li>- la nomination du personnel d'astreinte pendant la période de réalisation des travaux,</li> <li>- l'enlèvement de la signalisation,</li> </ul> <p>y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p>		
C,1,1	Pour un montant de bon de commande travaux inférieur à 10 000 €.	f	1 925,00 €
C,1,2	Pour un montant de bon de commande travaux entre 10 000 € et 50 000 €.	f	2 345,00 €
C,1,3	Pour un montant de bon de commande travaux entre 50 000 € et 150 000 €.	f	3 938,00 €

<b>C,2</b>	<p><b><u>PREPARATION DE CHANTIER</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement les prestations nécessaires à l'exécution de la période de préparation et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture du planning d'exécution régulièrement mis à jour,</li> <li>- le piquetage, l'implantation du projet, le repérage altimétrique et planimétrique,</li> <li>- la réalisation des études d'exécution et notamment des études de structures chaussées, plans d'exécution (avec le report des éventuels sondages) et des spécifications techniques détaillées demandées dans le CCTP,</li> <li>- les DICT, les demande de police de roulage, et l'établissement de tous les documents destinés au VISA du Maître d'œuvre et à la bonne exécution des travaux dans les règles de l'art,</li> <li>- l'élaboration du PAQ, du SOSED, du PPSPS.</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement.</p>	f	<b>998,00 €</b>
<b>C,3</b>	<p><b><u>MARQUAGE PIQUETAGE RESEAUX EXISTANTS</u></b></p> <p>Ce prix rémunère au ml de rue marquée et piquetée, le marquage et/ou le piquetage au sol afin de signaler le tracé de l'ouvrage, la localisation des points singuliers en planimétrie et en altimétrie. Est également signalé tout élément souterrain situé dans une emprise de 2m autour du projet (sauf impossibilité technique comme des bâtiments ou des cours d'eau). Le marquage et/ou le piquetage sera maintenu tout au long du chantier par chacun des exécutants des travaux au fur et à mesure de leurs interventions respectives.</p> <p>Ce marquage / piquetage devra être conforme à l'article R.554-27 du code de l'environnement - Durant la totalité des travaux, l'entreprise (ou les entreprises) exécutant les travaux a (ont) obligation de préserver le bon état du marquage piquetage ainsi mis en place.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire.</p>	ml	<b>6,00 €</b>
<b>C,4</b>	<p><b><u>FEUX TRICOLORES</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement la fourniture, la mise en service, le maintient en état de marche et le repli après chantier de feux tricolores (la paire).</p> <p>Il s'applique forfaitairement à la demi journée</p>	f	<b>44,00 €</b>
<b>C,5</b>	<p><b><u>CONSTAT PAR HUISSIER DE L'ETAT DES LIEUX ACTUEL</u></b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement la réalisation d'un constat d'huissier au préalable du démarrage des travaux sur chaque zones touchée par les travaux précisés dans le bon de commande (avec éventuellement la présence d'un personnel de l'entreprise faisant les travaux.)</p> <p>Il comprend un rapport photographique des façades, des seuils, des marches, murs de clôture, panneaux de signalisation et ouvrages particuliers, état des revêtements ainsi que des maisons et éventuellement des commerces. Un détail photographique sera apporté pour chaque malfaçon, anomalie, détérioration, dégât existant et de toutes autres imperfections observées.</p> <p>Le rapport sera remis en deux exemplaires : un pour le maitre d'œuvre et un pour le Maître d'ouvrage - en format papier et informatisé.</p> <p>Il s'applique forfaitairement.</p>	f	<b>1 260,00 €</b>

<p><b>C,6</b></p>	<p><b>SONDAGES POUR RECHERCHE DE RESEAUX EXISTANTS</b></p> <p>Ce prix rémunère à l'unité la réalisation de sondages en vue de la réalisation des travaux de pose de canalisations. Les sondages ont pour objectif de repérer et confirmer la présence de réseaux existants. L'implantation des sondages sera proposée par l'entreprise et validée par le maître d'œuvre avant leurs réalisations. L'entreprise reportera sur le plan d'implantation les ouvrages relevés topographiquement en x, y et z en précisant la nature, les diamètres et les profondeurs. Les regards, dalots, chambres, réseaux, vannes, etc., seront dessinés à l'échelle.</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la découpe préalable du revêtement en cas d'intervention sous voirie ou en domaine privé et la démolition de la structure,</li> <li>- le décapage de terre végétale et leur mise en dépôt pour réutilisation future en cas de sondages sous espaces verts,</li> <li>- les terrassements en déblais exécutés aux engins mécaniques ou à la main quel que soit l'encombrement et la nature du sol,</li> <li>- la fourniture et mise en place d'étais et de blindage si nécessaire,</li> <li>- l'emploi de brise-roche ou marteau pneumatique,</li> <li>- l'épuisement des eaux,</li> <li>- la mise en dépôt des matériaux réutilisables,</li> <li>- le chargement, le transport et l'évacuation des matériaux impropres ou excédentaires en décharge autorisée.</li> <li>- le dégagement manuel des réseaux et ouvrages,</li> <li>- le repérage des éléments rencontrés en sous sol géoréférence (rattachement au réseau géodésique RGF93 et au nivellement général de la France NGF69, rendu sur plan selon une projection CC44),</li> <li>- la reconstitution des enrobages et des dispositifs de protection des réseaux rencontrés (enrobages sable et béton, gaines de protection, grillages avertisseurs, ...), identique à l'existant,</li> <li>- l'exécution des remblais de tranchées par couches successives de 0,20 m soigneusement compactés, avec matériaux extraits ou d'apport si nécessaire,</li> <li>- la réfection des structures et revêtement de voirie, des espaces verts, conformément à leur état initiaux.</li> <li>- les essais de plaque éventuels,</li> </ul> <p>y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p> <p>Il s'applique à l'unité.</p>	<p>u</p>	<p><b>116,00 €</b></p>
<p><b>C,7</b></p>	<p><b>DOSSIER DE RECOLEMENT DES RESEAUX</b></p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire de réseau principal réalisé (hors branchement), l'établissement et la remise en 3 exemplaires papier et 3 exemplaires informatisés sur CD-ROM au format PDF et DWG ou DXF (Compatible Auto CAD 2007) d'un dossier de récolement conforme au CCAP et CCTP comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc. mis conformes à l'exécution.</li> <li>- Le plan de récolement d'ouvrage particulier avec les coordonnées géo référencées des réseaux et ouvrages réalisés, selon la classe A de précision réalisé par un prestataire certifié ou un géomètre expert ( rattachement au réseau géodésique RGF93 et au nivellement général de la France NGF69, rendu sur plan selon une projection CC44) . Les plans de récolement devront être conformes à la norme XP NFS70-003-4.</li> <li>- Le plan de récolement général avec les coordonnées géo référencées des réseaux et ouvrages réalisés, selon la classe A de précision réalisé par un prestataire certifié ou un géomètre expert ( rattachement au réseau géodésique RGF93 et au nivellement général de la France NGF69, rendu sur plan selon une projection CC44) . Les plans de récolement devront être conformes à la norme XP NFS70-003-4.</li> </ul> <p>Sur ces plans figureront en particulier, tous les accessoires du réseau, ainsi que le tracé de ce dernier. Sur ces documents figureront les cotes N.G.F. des radiers des regards, les dimensions des conduites, les pentes des conduites, la nature des tuyaux, le sens de l'écoulement, le repérage des regards en deux dimensions par rapport à des points connus (immeuble, bornes, etc.). Tous les ouvrages rencontrés au cours de l'ouverture des tranchées seront indiqués. Les renseignements concernant les passages difficiles seront complétés par des coupes et des profils. Les canalisations et les réseaux seront cotés en profondeur. Les plans seront fournis au format PDF et DWG.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques.</li> <li>- Les rapports de contrôles et d'essais.</li> <li>- Les notices de conduite et d'entretien des installations.</li> </ul> <p>Il sera demandé un DOE par type de réseau.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire.</p>	<p>ml</p>	<p><b>2,00 €</b></p>



<b>BETON - MACONNERIE</b>			
<b>C,8</b>	<p><b><u>DEPOSE ET REPOSE DE CLOTURE</u></b></p> <p>Ce prix rémunère à l'unité la dépose et repose de clotures diverses comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dépose et le stockage temporaire soigné de la cloture,</li> <li>- la démolition du massif de fondation, et la remise en état du terrain,</li> <li>- la repose de la cloture à l'endroit projeté y compris le percement et scellement ou la réalisation du massif de fondation.</li> <li>- le chargement, le transport et l'évacuation des gravats en décharge agréée y compris frais de décharge y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</li> </ul> <p>Il s'applique au mètre linéaire</p>	ml	<b>44,00 €</b>
<b>C,9</b>	<p><b><u>REFECTION ETANCHEITE DES BAS DE FACADES</u></b></p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré la mise en œuvre manuelle de mortier avec incorporation de type "SIKALATEX" ou similaire, en bas de façade (sur 30 à 40cm de hauteur) y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p> <p>Il s'applique au mètre carré.</p>	m2	<b>55,00 €</b>
<b>C,10</b>	<p><b><u>REFECTION ENDUIT BAS DE FACADE</u></b></p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré la reprise de façade lorsque la cote de la voirie ou trottoir a été descendu ou la façade abîmée par les travaux. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le découpage soigné de l'enduit existant,</li> <li>- la réalisation d'un enduit de couleur adaptée à l'existant,</li> <li>- la réalisation éventuelle d'une peinture,</li> <li>- les finitions soignées des surfaces,</li> <li>- le nettoyage et remise en état des lieux y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</li> </ul> <p>Il s'applique au mètre carré.</p>	m2	<b>46,00 €</b>
<b>C,11</b>	<p><b><u>MAINTIEN EN SERVICE DU RESEAU DE COLLECTE ET DES BRANCHEMENTS EXISTANTS</u></b></p> <p>Ce prix rémunère la dérivation des effluents sur le réseau à remplacer, au mètre linéaire du collecteur principal by-passé, Il comprend la mise en place d'un dispositif de pompage des eaux usées à partir du réseau existant y compris l'obturation et le refoulement des eaux usées en aval du tronçon de travaux concernés ainsi que toutes autres fournitures, main d'œuvre et sujétions.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire.</p>	ml	<b>12,00 €</b>
<b>C,12</b>	<p><b><u>MISE EN PLACE NOURRICE AEP PROVISOIRE</u></b></p> <p>Ce prix rémunère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'amenée et le repli du matériel,</li> <li>- la fourniture et la pose, en sécurité, des conduites pour l'alimentation en eau potable des particuliers le temps des travaux (prise en charge sur la conduite en service, vanne de sectionnement, les prises en charge pour chaque usage) , les fixations provisoires des conduites au sol, les passages avec protection pour traversés de route ou de piétons, les terrassements et remblaiement nécessaires,</li> <li>- les raccordements nécessaires, la mise en service comprenant le rinçage et la désinfection, la mutations sur les compteurs existants,</li> <li>- les dispositifs d'obturation,</li> <li>- l'entretien et surveillance du dispositif y compris toutes sujétions de fourniture et de main d'œuvre.</li> </ul> <p>Il s'applique au mètre linéaire</p>	ml	<b>22,00 €</b>

<b>C,13</b>	<b><u>PERCEMENT DE MUR</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère à l'unité la réalisation des passages de conduite à travers des parois en béton ou en pierres pour passage de tuyau quelque soit l'épaisseur à traverser et le diamètre de la conduite</p> <p>Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le percement à l'aide d'un instrument de forage,</li> <li>- l'évacuation des gravats en centre de traitement agréé,</li> <li>- l'obturation de l'orifice après mise en place des tuyaux.</li> </ul> <p>Il s'applique à l'unité</p>	u	<b>110,00 €</b>
<b>C,14</b>	<b><u>PERCEMENT DE DALLE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère à l'unité la réalisation des passages de conduite à travers des dalles en béton ou en pierres pour passage de tuyau quelque soit l'épaisseur à traverser et le diamètre de la conduite</p> <p>Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le percement à l'aide d'un instrument de forage,</li> <li>- l'évacuation des gravats en centre de traitement agréé,</li> <li>- l'obturation de l'orifice après mise en place des tuyaux.</li> </ul> <p>Il s'applique à l'unité</p>	u	<b>142,00 €</b>
<b>C,15</b>	<b><u>PERCEMENT DE PLAFOND</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère à l'unité la réalisation des passages de conduite à travers des plafonds en béton ou en pierres pour passage de tuyau quelque soit l'épaisseur à traverser et le diamètre de la conduite</p> <p>Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le percement à l'aide d'un instrument de forage,</li> <li>- l'évacuation des gravats en centre de traitement agréé,</li> <li>- l'obturation de l'orifice après mise en place des tuyaux.</li> </ul> <p>Il s'applique à l'unité</p>	u	<b>95,00 €</b>
<b>C,16</b>	<b><u>OUVERTURE EN SAIGNEE CLOISON 1ml x 0.03ml x 0.04m ep</u></b>	ml	<b>30,00 €</b>
<b>C,17</b>	<b><u>OUVERTURE EN SAIGNEE MUR MUR BETON 1m l x 0.03ml x 0.04m ep</u></b>	ml	<b>58,00 €</b>
<b>C,18</b>	<b><u>REBOUCHAGE TROU AU CIMENT OU PLATRE</u></b>	u	<b>134,00 €</b>
<b>C,19</b>	<b><u>REBOUCHAGE SAIGNEE AU PLATRE</u></b>	ml	<b>173,00 €</b>
<b>C,20</b>	<b><u>REBOUCHAGE SAIGNEE AU CIMENT</u></b>	ml	<b>186,00 €</b>
<b>C,21</b>	<b><u>BETONS</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et mise en œuvre de béton, la fabrication, le transport s'il y a lieu ainsi que toutes sujétions.</p> <p>Il s'applique au mètre cube pour les bétons suivants :</p>		
<b>C,21,1</b>	Béton de propreté pour butée dosé à 150 Kg/m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	<b>165,00 €</b>
<b>C,21,2</b>	Béton pour petits ouvrages ou calage dosé à 200 Kg/m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	<b>183,00 €</b>
<b>C,21,3</b>	Béton pour petits ouvrages ou calage dosé à 250 Kg/m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	<b>226,00 €</b>
<b>C,21,4</b>	Béton armé pour fondation dosé à 300 Kg/m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	<b>320,00 €</b>
<b>C,21,5</b>	Béton armé pour fondation lourde dosé à 350 Kg/m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>	<b>399,00 €</b>
	<b><u>TERRASSEMENTS RESEAUX</u></b>		
<b>C,22</b>	<b><u>DECOUPAGE DE REVETEMENTS</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère au mètre linéaire de tranchée, le découpage soigné du revêtement en enrobés ou en béton de chaussée ou de trottoirs à la scie circulaire ou à la bêche pneumatique, des 2 cotés de la tranchée, jusqu'à 8 cm d'épaisseur pour la réalisation d'une saignée pour le raccordement d'un tapis d'enrobé sur chaussée existante.</p>		
<b>C,22,1</b>	Découpage de revêtement bitumineux	ml	<b>2,00 €</b>
<b>C,22,2</b>	Découpage de revêtement béton	ml	<b>3,00 €</b>

<b>C,23</b>	<p><b><u>RABOTTAGE DE VOIRIE</u></b></p> <p>Ce prix rémunère nivellement et le rabottage du revêtement en enrobés de chaussée ou de trottoirs y compris l'évacuation des déblais en centre agréé, sur une épaisseur moyenne inférieure à 6 cm.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'exécution des opérations de rabottage et de balayage, y compris les rabottages d'extrémités,</li> <li>- le chargement, le transport et le déchargement des matériaux,</li> <li>- toutes sujétions, notamment celles dû aux travaux manuels, pour une parfaite réalisation et conservation des ouvrages de surface existants, bouche à clef, regards, bordures, etc.</li> </ul> <p>Il s'applique au mètre carré.</p>	m2	<b>19,00 €</b>
<p><b>C,24</b></p> <p><b><u>EXECUTION DE TRANCHEES</u></b></p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube l'ouverture de tranchée pour la pose de canalisations à la pelle mécanique ou à la trancheuse.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la démolition de la chaussée, des trottoirs goudronnés, pavés ou cimentés, la démolition de muret ou autre ouvrage équivalent, avec mise de côté des matériaux réutilisables, la fouille en terrain de toute nature, y compris au préalable dépose de clôture et/ou barrière,</li> <li>- le rejet sur berge et la mise en dépôt provisoire des déblais et l'évacuation en décharge des déchets végétaux,</li> <li>- les croisements de toute nature pour des diamètres &lt; 100 mm,</li> <li>- l'emploi de brise-roche ou marteau pneumatique,</li> <li>- le dressement des parois, le réglage, le nivellement du fond de fouille d'après les pentes indiquées sur le profil en long du projet ainsi que son compactage,</li> <li>- la façon des niches,</li> <li>- le détournement éventuel des eaux pluviales, de ruissellement et des eaux usées,</li> <li>- le maintien hors d'eau du fond de fouille par l'épuisement des eaux souterraines pour un débit jusqu'à 15 m3/h;</li> <li>- les mesures nécessaires pour assurer la circulation ainsi que les accès aux propriétés riveraines,</li> <li>- l'enlèvement et le transport à la décharge agréée des déblais en excédent correspondant au volume occupé par les ouvrages, et des déblais impropres au remblaiement,</li> <li>- la remise en état des lieux à l'identique de l'état initial,</li> <li>- la réfection à l'identique des ouvrages abîmés lors des terrassements,</li> </ul> <p>y compris toutes sujétions de fournitures, matériels et main d'œuvre.</p> <p>Le volume mesuré prendra en compte la largeur réelle de la tranchée, limitée à sa largeur théorique (défini selon les règles des fascicules 70 et 71, les normes NF P 98-331 et NF P 98-332, et le cas échéant la coupe de tranchée fournie ou validé par le maître d'oeuvre).</p> <p>Il s'applique au mètre cube pour les types de tranchées suivants :</p> <p><b>C,24,1</b> Tranchée en Site non urbain selon la définition du CCTP</p> <p><b>C,24,2</b> Tranchée en Site Urbanisé non contraint selon la définition du CCTP</p> <p><b>C,24,3</b> Tranchée en Site Urbanisé contraint selon la définition du CCTP</p> <p><b>C,24,4</b> Tranchée en Site Etroit selon la définition du CCTP</p> <p><b>C,24,5</b> PV pour tranchée en terrain rocheux</p>		<p>m3</p> <p>m3</p> <p>m3</p> <p>m3</p> <p>m3</p>	<p><b>37,00 €</b></p> <p><b>40,00 €</b></p> <p><b>43,00 €</b></p> <p><b>63,00 €</b></p> <p><b>32,00 €</b></p>
<b>C,25</b>	<p><b><u>EXECUTION DE TERRASSEMENTS</u></b></p> <p>Ce prix rémunère les terrassements pour interventions diverses sur réseau. Il s'applique aux mètres cube réellement extraits suivant les différents types de terrains détaillés ci-dessous. Le premier m3 sera payé en tout état de cause dans son intégralité. Les m3 suivants résulteront d'un attachement contradictoire.</p> <p>Il comprend essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. La réalisation des formalités et déclarations nécessaires préalables au démarrage des travaux hors (ATU)</li> <li>. La mise en place de la signalisation et des mesures de protection du chantier</li> <li>. Le marquage piquetage du chantier</li> <li>. Le découpage de la chaussée existante</li> <li>. Le terrassement</li> <li>. L'évacuation des déblais si nécessaire suivant avis de l'exploitant</li> <li>. Le réemploi des déblais suivant avis de l'exploitant</li> <li>. L'approche éventuelle à l'aide d'un engin du matériel trop lourd pour être manipulé à la main</li> <li>. Le repli de tout le matériel et le nettoyage du chantier</li> </ul>		

C,25,1	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Le premier m3	m3	177,00 €
C,25,2	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Les m3 suivants jusqu'à 5m3	m3	137,00 €
C,25,3	Terrassement mécanique sous chaussée goudronnée: Le m3 au dela de 5 m3	m3	137,00 €
C,25,4	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Le premier m3	m3	548,00 €
C,25,5	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Les m3 jusqu'à 5 m3	m3	137,00 €
C,25,6	Terrassement mécanique hors chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3	70,00 €
C,25,7	Terrassement manuel sous chaussée goudronnée: Le premier m3	m3	889,00 €
C,25,8	Terrassement manuel sous chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3	206,00 €
C,25,9	Terrassement manuel hors chaussée goudronnée: Le premier m3	m3	822,00 €
C,25,10	Terrassement manuel hors chaussée goudronnée: Les m3 suivants	m3	166,00 €
<b>C,26</b>	<b><u>ETAIEMENTS BLINDAGES DES FOUILLES</u></b>  Ce prix rémunère au mètre linéaire de tranchée l'étalement et le blindage des parois de fouilles ayant une hauteur supérieure à 1,30 m en vue d'assurer la sécurité du personnel et la stabilité des constructions voisines. Ce prix comprend : - la mise en œuvre d'étalement et de blindage coulissant. - le déplacement des blindages au fur et à mesure de l'avancement du terrassement. - l'amenée et le repli du matériel. - toutes sujétions de manutentions et de préventions concernant la sécurité du personnel, y compris toutes sujétions de fournitures, matériels et main d'œuvre.		
C,26,1	Etalement et blindage des fouilles jusqu'à 2.50 m inclus	ml	13,00 €
C,26,2	Etalement et blindage des fouilles de 2.50 à 4.00 m inclus	ml	16,00 €
C,26,3	Etalement et blindage des fouilles au-delà de 4 m	ml	18,00 €
<b>C,27</b>	<b><u>LONGEMENT DE CABLES OU CANALISATIONS</u></b>  Ce prix rémunère les sujétions particulières dues à la présence de câbles, conduites, canalisations, aqueducs rencontrés le long de la fouille (angle de rencontre <= 45° - vue en plan et distance maximum entre réseau de 1 m), y compris le repérage, le soutènement provisoire, la dépose, la repose, les réfections éventuelles, la fourniture des matériaux manquants, le terrassement manuel et toutes sujétions. On entendra par «câble», le câble ou groupe de câbles appartenant à un même concessionnaire.  Il s'applique au mètre linéaire.	ml	12,00 €
<b>C,28</b>	<b><u>CROISEMENT CABLES OU CANALISATIONS</u></b>  Ce prix rémunère, en plus-value au prix de tranchée, les sujétions particulières dues à la présence de câbles, conduites, canalisations, aqueducs rencontrés perpendiculairement à la fouille et dont le diamètre est supérieur à 100 mm, y compris le repérage, le soutènement provisoire, la dépose, la repose, les réfections éventuelles, la fourniture des matériaux manquants, le terrassement manuel et toutes sujétions. Nota : On entendra par «câble», le câble ou groupe de câbles appartenant à un même concessionnaire.  Il s'applique à l'unité :	u	77,00 €
<b>C,29</b>	<b><u>GRILLAGE AVERTISSEUR DETECTABLE</u></b>  Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'un grillage avertisseur inaltérable de 0.30 m de largeur dans la tranchée, posé à 0.20 m au dessus de la génératrice supérieure de la canalisation. - Rouge/Electricité - Jaune/Gaz - Vert/Télécommunication - Bleu/Eau potable - Marron/Eaux usées  Il s'applique au mètre linéaire	ml	2,00 €

C,30	<b>MATERIAUX DE REMBLAIEMENT</b>		
	<p>Ce prix rémunère le remblaiement des fouilles en un matériau différent de celui de l'extraction. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture du matériau,</li> <li>- le chargement au lieu d'emprunt, le transport et le déchargement au lieu d'emploi,</li> <li>- la mise en œuvre dans la fouille par couches de 0,20 m d'épaisseur compactée jusqu'à l'obtention d'une compacité égale à 95 % de l'O.P.M si nécessaire,</li> <li>- les essais de compactage avant mise en œuvre éventuelle de réfection de chaussée,</li> <li>- l'évacuation des déblais correspondants aux décharges autorisées,</li> </ul> <p>La largeur de la tranchée sera limitée au diamètre nominal de la canalisation majorée de 0,60 m sans blindage de fouilles et majorée de 1 m avec blindage de fouilles, Ce prix tient compte de tous les aléas et sujétions et s'applique au mètre cube de remblaiement en place dans les fouilles, mesuré contradictoirement.</p>		
C30,1	Matériaux de remblaiement sable 0/4	m3	<b>49,00 €</b>
C30,2	Matériaux de remblaiement gravillons 4/6	m3	<b>43,00 €</b>
C30,3	Matériaux de remblaiement GNT 0/6	m3	<b>44,00 €</b>
C30,4	Matériaux de remblaiement GNT 0/20	m3	<b>39,00 €</b>
C30,5	Matériaux de remblaiement GNT 0/31,5	m3	<b>41,00 €</b>
C30,6	Matériaux de remblaiement grave ciment	m3	<b>121,00 €</b>
C30,7	Matériaux de remblaiement grave émulsion	m3	<b>182,00 €</b>
C30,8	Matériaux de remblaiement grave bitume	m3	<b>252,00 €</b>
C30,9	Remblaiement des fouilles en matériau extrait	m3	<b>16,00 €</b>
C30,10	Stockage terre végétale	m3	<b>16,00 €</b>
	<b>REFECTIONS DE TRANCHEES</b>		
C,31	<b>REFECTIONS PROVISOIRES DE TRANCHEES</b>		
C,31,1	<b>avec imprégnation</b>		
	<p>Ce prix rémunère la réfection provisoire de tranchée sur chaussée d'un revêtement monocouche sur l'emprise des tranchées et prend en compte les sujétions qu'impliquent ces travaux. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compactage</li> <li>- l'application d'un revêtement monocouche à raison de 3 l/m<sup>2</sup></li> </ul> <p>Il tient compte de tous les aléas et sujétions de réalisation, y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "pont" pour véhicule. Il s'applique au mètre carré de tranchée revêtue.</p>	m2	<b>5,00 €</b>
C,31,2	<b>en enrobé à froid</b>		
	<p>Ce prix rémunère la réfection provisoire de tranchée sur chaussée en enrobée à froid sur 5 centimètres d'épaisseur sur l'emprise des tranchées et prend en compte les sujétions qu'impliquent ces travaux. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le compactage,</li> <li>- l'évacuation des déblais issus du décaissement,</li> <li>- l'application d'un revêtement en enrobé à froid,</li> </ul> <p>Il tient compte de tous les aléas et sujétions de réalisation, y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "pont" pour véhicule. Il s'applique au mètre carré de tranchée revêtue.</p>	m2	<b>17,00 €</b>

C,32	<b>REFECTION DEFINITIVE DE TRANCHEES</b>		
<b>C,32,1,</b>	<p><b>EN BICOUCHE</b></p> <p>Ce prix rémunère la réfection définitive de chaussée goudronnée en bicouche sur l'emprise des tranchées et prend en compte les sujétions qu'impliquent ces travaux.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture et mise en œuvre des matériaux 0/30 pour le cloutage à 50l/m2,</li> <li>- l'imprégnation à 2,2 kg/m2,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 6/10 à 12l/m2,</li> <li>- le compactage,</li> <li>- la première couche d'émulsion de bitume à 2.5kg/m2,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 6/10 à 12l/m2,</li> <li>- la deuxième couche d'émulsion de bitume à 1.5kg/m2,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 4/6 à 10l/m2,</li> <li>- le compactage,</li> <li>- toutes fournitures et mains d'œuvre.</li> </ul> <p>Il tient compte de tous les aléas et sujétions de réalisation, y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "Pont" pour véhicule et l'aspiration des gravillons rejetés.</p> <p>Il s'applique au mètre carré de tranchée revêtue.</p>	m2	<b>16,00 €</b>
<b>C,32,2</b>	<p><b>EN TRI COUCHE</b></p> <p>Ce prix rémunère la réfection définitive de chaussée goudronnée en tricouche sur l'emprise des tranchées et prend en compte les sujétions qu'impliquent ces travaux.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture et mise en œuvre des matériaux 0/30 pour le cloutage à 50l/m2,</li> <li>- l'imprégnation à 2,2 kg/m2,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 6/10 à 12l/m2,</li> <li>- le compactage,</li> <li>- la première couche d'émulsion de bitume à 2.5kg/m2,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 6/10 à 12l/m2,</li> <li>- la deuxième couche d'émulsion de bitume à 1.5kg/m2, 2 couches,</li> <li>- le gravillonnage en concassé 4/6 à 10l/m2,</li> <li>- le compactage,</li> <li>- toutes fournitures et mains d'œuvre.</li> </ul> <p>Il tient compte de tous les aléas et sujétions de réalisation, y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "Pont" pour véhicule, et l'aspiration des gravillons rejetés.</p> <p>Il s'applique au mètre carré de tranchée revêtue.</p>	m2	<b>19,00 €</b>
<b>C,32,3</b>	<p><b>EN BETON BITUMINEUX BBSG 0/10</b></p> <p>Ce prix rémunère à la tonne de béton bitumineux mis en place (selon bordereau de livraison), la réfection définitive de tranchée sur chaussée ou trottoirs goudronnés jusqu'à 10 cm minimum de surlargeur de chaque coté de la tranchée.</p> <p>Il comprend le décapage éventuel, l'évacuation des déblais, la remise en forme de la couche de forme, la fourniture et mise en œuvre d'une couche de fondation GNT 0/31.5 de 0.10 m d'épaisseur, le réglage, le compactage, la couche d'imprégnation, la fourniture et la mise en œuvre de matériaux enrobés denses à chaud de granulométrie 0/10 siliceux, (épaisseur de 5 à 7 cm suivant l'existant ou la permission de voirie ou les préconisations du maître d'œuvre), y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "Pont" pour véhicule, y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p>	Tonne	<b>190,00 €</b>
<b>C,32,4</b>	<p><b>EN BETON BITUMINEUX BBSG 0/6</b></p> <p>Ce prix rémunère à la tonne de béton bitumineux mis en place (selon bordereau de livraison) la réfection définitive de tranchée sur chaussée ou trottoirs goudronnés jusqu'à 10 cm minimum de surlargeur de chaque coté de la tranchée</p> <p>Il comprend le décapage éventuel, l'évacuation des déblais, la remise en forme de la couche de forme, la fourniture et mise en œuvre d'une couche de fondation GNT 0/31.5 de 0.10 m d'épaisseur, le réglage, le compactage, la couche d'imprégnation, la fourniture et la mise en œuvre de matériaux enrobés denses à chaud de granulométrie 0/6 siliceux, (épaisseur de 4 à 7 cm suivant l'existant ou la permission de voirie ou les préconisations du maître d'œuvre), y compris les écarts dans les épaisseurs de chaussée, l'exécution éventuelle par moitié de chaussée ou avec "Pont" pour véhicule, y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p>		

**C,32,5 BETON DESACTIVE < 2M2**

Ce prix rémunère la réfection définitive de tranchée sur chaussée ou trottoirs en béton désactivé pour une surface inférieure ou égale à 2 m2. Il comprend :

- l'étude de formulation du béton;
- la fourniture et le transport du béton suivant la finition et le coloris de l'existant, tel que défini au CCTP;
- la réalisation des coffrages éventuels;
- le répandage du béton fibré dosé à 300 kg min sur la couche de base préalablement humidifiée de 0.15 (trottoirs) à 0,20 m (chaussée) d'épaisseur;
- le vibrage au moyen d'une règle ou d'une tige vibrante;
- la confection éventuelle de joints de dilatation tous les 3 m environ;
- le réglage et le désactivation soigné de la surface;
- la couche de cure;

y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.  
Une surface d'essai sera soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre.  
Il s'applique forfaitairement

f **500,00 €**

**C,32,6 REFECTON CHAUSSEE BETONNEE**

Ce prix rémunère la réfection définitive de tranchée sur chaussée ou trottoirs en bétonné. Il comprend :

- l'étude de formulation du béton;
- la fourniture et le transport du béton suivant la finition et le coloris de l'existant, tel que défini au CCTP;
- la réalisation des coffrages éventuels;
- le répandage du béton fibré dosé à 300 kg min sur la couche de base préalablement humidifiée de 0.15 (trottoirs) à 0,20 m (chaussée) d'épaisseur;
- le vibrage au moyen d'une règle ou d'une tige vibrante;
- la confection éventuelle de joints de dilatation tous les 3 m environ;
- le réglage et le lissage soigné de la surface;
- la couche de cure;

y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.  
Une surface d'essai sera soumise à l'approbation du Maître d'Œuvre.  
Il s'applique au mètre carré

m2 **54,00 €**

**C,33 REFECTON Type 1 (fiche n°1, 2 et 3 du conseil général) durabilité élevée**

Installation de chantier comprenant : DICT, Police de Roulage, Marquage/Piquetage, mise en place et repliement de la signalisation.  
Sciage en surlarguer de 30 cm de part et d'autre à partir d'une tranchée de 50 cm de large.  
Terrassement épaisseur 30 cm.  
Couche d'arrosage à l'émulsion R65%, mise en œuvre d'enrobés BBSG 0/10 cl2 en 3 couches ep. 30 cm au total et couche d'accrochage intermédiaire.  
Collage des joints à l'émulsion R65%.

**C,33,1 FORFAIT TYPE 1 < 5 ml**

f **2 600,00 €**

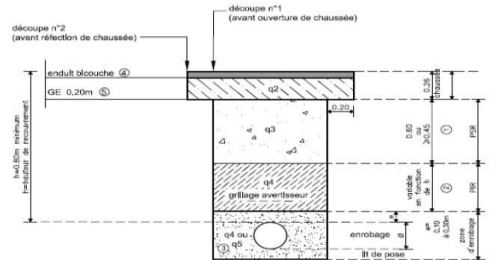
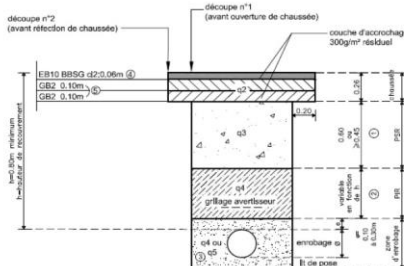
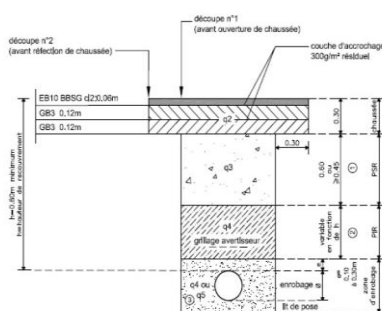
**C,33,2 ml supplémentaire**

ml **400,00 €**

FICHE N°1  
Tranchée sous chaussée - Réseau N1 revêtu en enrobés ou t > 7500 véh / jour

FICHE N°2  
Tranchée sous chaussée - Réseau N2 revêtu en enrobés ou enduits ou 1500 < t < 7500 véh / jour

FICHE N°3  
Tranchée sous chaussée - Réseau N3, N4 ou t < 1500 véh / jour



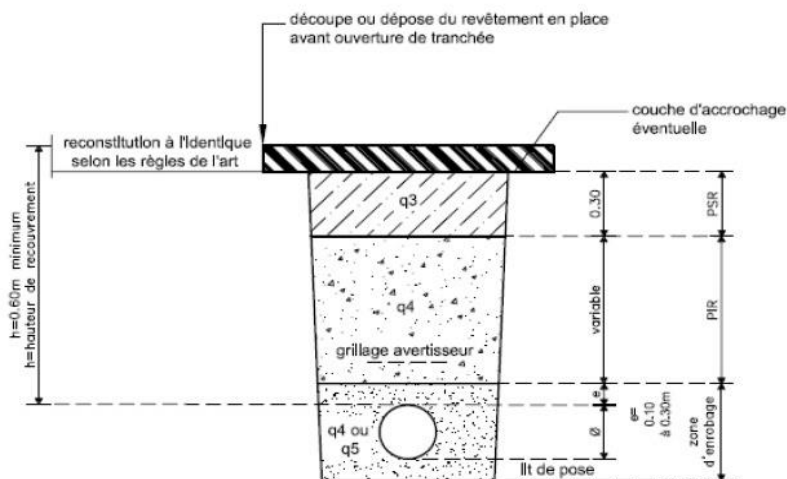
① >0.45m admis si matériaux de la PSR et de la PIR sont de même nature. (norme NFP 98-331)  
② Si PIR < 0.15 m alors les matériaux de la PIR seront obligatoirement de même nature que la PSR. (norme NFP 98-331)  
③ Si h > 1.30: q5 si non q4  
④ Ou enduit blochette, selon le revêtement existant  
⑤ Ou grave ciment si PIR et PSR sont en grave ciment

① >0.45m admis si matériaux de la PSR et de la PIR sont de même nature. (norme NFP 98-331)  
② Si PIR < 0.15 m alors les matériaux de la PIR seront obligatoirement de même nature que la PSR. (norme NFP 98-331)  
③ Si h > 1.30: q5 si non q4  
④ Ou enduit blochette, selon le revêtement existant  
⑤ Ou grave ciment si PIR et PSR sont en grave ciment

① >0.45m admis si matériaux de la PSR et de la PIR sont de même nature. (norme NFP 98-331)  
② Si PIR < 0.15 m alors les matériaux de la PIR seront obligatoirement de même nature que la PSR. (norme NFP 98-331)  
③ Si h > 1.30: q5 si non q4  
④ Ou EB10 BBSG cl2:0.06m, selon le revêtement existant  
⑤ Ou grave ciment si PIR et PSR sont en grave ciment

<b>C,34</b>	<b>REFECTION TYPE 2 (FICHE N°4 du conseil général) durabilité élevée</b>		
	<p>Installation de chantier comprenant : DICT, Police de Roulage, Marquage/Piquetage, mise en place et repliement de la signalisation.                  Sciage en surlarguer de 10 cm de part et d'autre à partir d'une tranchée de 50 cm de large.                  Décapage 6 cm et évacuation.                  Accrochage à l'émulsion R65%.                  Mise en oeuvre manuelle BBSG 0/10 ep. 6cm.                  Collage des joints à l'émulsion R65%.</p>		
<b>C,34,1</b>	De 0 à 5 ml	f	<b>1 700,00 €</b>
<b>C,34,2</b>	Le ml supplémentaire	ml	<b>300,00 €</b>

**FICHE N°4**  
**Tranchée hors chaussée**  
**sous accotement revêtu (ou trottoir)**



<b>C,35</b>	<b>REFECTION TYPE 3 (réfection Bicouche sur voie communale) durabilité 2 à 5 ans</b>		
	<p>Installation de chantier comprenant : DICT, Police de Roulage, Marquage/Piquetage, mise en place et repliement de la signalisation.                  Décapage sur 4 à 6 cm d'épaisseur et 10cm de part et d'autre à partir d'une tranchée de 50cm de large.                  Succession d'un couche de liant, de gravillons non jointifs, d'une couche de liant et gravillons plus fins (10/14+6.3/10, 6,3/10 + 4/6.3).</p>		
<b>C,35,1</b>	De 0 à 5 ml	f	<b>1 500,00 €</b>
<b>C,35,2</b>	Le ml supplémentaire	ml	<b>50,00 €</b>
<b>C,36</b>	<b>REFECTION PLATEAU RALENTISSEUR - DURABIITE ELEVEE</b>		
	<p>installation de chantier comprenant : DICT, Police de Roulage, Marquage/Piquetage, mise en place et repliement de la signalisation</p> <p>Décassement de chaussée ep;30cm et évacuation                  Imprégnation à l'émulsion R65%                  GB3 0/14 en 2 couches de 12cm                  Couches d'accrochage intermédiaire                  BBSG 0/10 CL2 ep. 6 cm, S=10m²</p>		
<b>C,36,1</b>	Prestation < 10m2	f	<b>3 800,00 €</b>
<b>C,36,2</b>	Le ml supplémentaire	m2	<b>380,00 €</b>



<b>C,37</b>	<b><u>DEPOSE ET REPOSE BORDURES ET CANIVEAUX</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la dépose et repose de bordures et caniveaux existants, quelle que soit leur nature.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le sciage des dallages et fondations à chaque extrémité de la zone à déposer,</li> <li>- la dépose de ceux - ci et la démolition éventuelle de la semelle de fondation,</li> <li>- le triage et la mise en dépôt des dallages et pavés en vue de leur réemploi,</li> <li>- la pose à l'identique après travaux.</li> </ul> <p>Il tient compte de tous les aléas et sujétions et s'applique au mètre linéaire déposé mesuré contradictoirement.</p>	ml	<b>39,00 €</b>
<b>C,38</b>	<b><u>REFECTION DE SIGNALISATION HORIZONTALE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la réfection du marquage de la signalisation horizontale suite à la réalisation de tranchées pour pose de canalisations.</p> <p>Il comprend la fourniture, la mise en œuvre, main d'œuvre et toutes sujétions</p>		
<b>C,38,1</b>	Réfection de bandes continues ou discontinues	ml	<b>4,00 €</b>
<b>C,38,2</b>	Réfection du marquage routier, stop, zébra, cédez le passage, ilots, passages piétons etc	m2	<b>23,00 €</b>
<b>C,39</b>	<b><u>REFECTION DEFINITIVE DE CHAUSSEE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère au mètre carré la remise en forme de chemins ne nécessitant pas de gros terrassements.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'apport nécessaire de matériaux sur une épaisseur maximale de 0.15 m,</li> <li>- le passage de la niveleuse et le compactage de manière à donner à la chaussée soit à son profil d'origine soit aux indications du Maître d'œuvre, y compris main d'œuvre et toutes sujétions.</li> </ul>		
<b>C,39,1</b>	Réfection de chaussée en terre végétale	m2	<b>6,00 €</b>
<b>C,39,2</b>	Réfection de chaussée en GNT 0/31.5	m2	<b>8,00 €</b>
<b>C,39,3</b>	<p>Réfection de chaussée en bicouche</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré la mise en œuvre d'un revêtement bicouche après la remise en forme du chemin.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-1° couche : 2.5 kg de liant et 12 l de concassé 10/14 /m<sup>2</sup></li> <li>-2° couche : 1.5 kg de liant et 9 l de concassé 4/6 /m<sup>2</sup> y compris la couche d'accrochage à l'émulsion à 60 % dosé à 400 grammes. le compactage. le balayage des granulats reietés et toutes sujétions.</li> </ul>	m2	<b>11,00 €</b>
<b>C,39,4</b>	<p>Réfection de chaussée en enrobé 0/10</p> <p>Ce prix rémunère à la Tonne la mise en œuvre de revêtement BBSG sur une épaisseur de 5 à 7 cm selon les préconisations de la permission de voirie et/ou du maître d'oeuvre. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fabrication des enrobés bitumineux,</li> <li>- les contrôles de laboratoire,</li> <li>- leur chargement sur camions calorifugés, le transport sur chantier,</li> <li>- la reprise de la forme avec compactage,</li> <li>- la mise en œuvre mécanique au finisseur, ainsi que le balayage si nécessaire avant l'application,</li> <li>- la plus-value pour la mise en œuvre manuelle,</li> <li>- la protection des ouvrages de voirie des caniveaux, des bordures, des ouvrages voisins,</li> <li>- le compactage</li> <li>- le balayage du support avec évacuation des déchets</li> <li>- la couche d'accrochage à raison de 300 g d'émulsion à 60 % par mètre carré</li> <li>- la reprise des malfaçons, façon de pente vers le fil d'eau,</li> <li>- raccordement éventuel à l'enrobé existant,</li> </ul> <p>y compris toutes sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre.</p>	Tonne	<b>127,00 €</b>
	<b><u>TRAVAUX ANNEXES DIVERS</u></b>		
<b>C,40</b>	<b><u>TRAVERSEE DE RUISSEAU</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la traversée d'un ruisseau.</p> <p>Il comprend la fourniture, la mise en œuvre et l'enlèvement de matériaux nécessaires à la confection d'un batardeau, s'il y a lieu la mise en place provisoire de tuyaux pour l'écoulement des eaux et la remise en état des lieux des berges après l'exécution de la fouille, la pose du collecteur et le remblayage de la fouille.</p> <p>La distance à prendre en compte sera mesurée entre les hauts de talus.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire.</p>	ml	<b>198,00 €</b>

C,41	<b><u>POSE DE CONDUITE EN ENCORBELLEMENT</u></b>		
	Ce prix rémunère au mètre linéaire de conduite posée en encorbellement la plus-value sur le prix la conduite à poser quelque-soit sa nature , pour pose de canalisations et de pièces spéciales en encorbellement, y compris fourniture et pose de corbeaux, consoles, attaches, confection de tasseaux confection de butées et ancrages, et toutes sujétions, mais non compris le calorifugeage.		
C,41,1	pour conduite à poser jusqu'au DN 100 mm	ml	<b>124,00 €</b>
C,41,2	pour conduite à poser du DN > 100 mm jusqu'au DN 250 mm	ml	<b>163,00 €</b>
C,42	<b><u>FOURREAUX PEHD ou PVC</u></b>		
	Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose de fourreaux polyéthylène haute densité (PEHD) ou polychlorure de vinyle (PVC) pour la protection des canalisations, y compris main d'œuvre et toutes sujétions.		
C,42,1	Ø 63 mm	ml	<b>25,00 €</b>
C,42,2	Ø 75 mm	ml	<b>27,00 €</b>
C,42,3	Ø 90 mm	ml	<b>32,00 €</b>
C,42,4	Ø 110 mm	ml	<b>37,00 €</b>
C,42,5	Ø 125 mm	ml	<b>49,00 €</b>
C,42,6	Ø 140 mm	ml	<b>51,00 €</b>
C,42,7	Ø 160 mm	ml	<b>57,00 €</b>
C,42,8	Ø 200 mm	ml	<b>84,00 €</b>
C,43	<b><u>FOURREAUX EN FONTE DUCTILE</u></b>		
	Ce prix rémunère au mètre linéaire la fourniture et pose de fourreaux en fonte ductile pour la protection des canalisations, y compris main d'œuvre et toutes sujétions.		
C,43,1	DN 80 mm	ml	<b>49,00 €</b>
C,43,2	DN 100 mm	ml	<b>68,00 €</b>
C,43,3	DN 125 mm	ml	<b>74,00 €</b>
C,43,4	DN 150 mm	ml	<b>87,00 €</b>
C,43,5	DN 200 mm	ml	<b>96,00 €</b>
C,43,6	DN 250 mm	ml	<b>137,00 €</b>
C,44	<b><u>CALORIFUGEAGE CANALISATION</u></b>		
	Ce prix rémunère au mètre linéaire le calorifugeage de conduite placée en élévation par des demi-coquilles en mousse de polyuréthane rigide avec enveloppe protectrice étanche en élastomère de couleur noire solidement maintenue par des bandes autocollantes ou pré isolées en usine par projection de mousse polyuréthane rigide. Le calorifugeage des jonctions de canalisations sera réalisé par des demi-coquilles en mousse de polyuréthane rigide protégées par manchettes en élastomère de couleur noire. L'isolant aura une épaisseur de 50 mm pour les canalisations de diamètre inférieur ou égal à 300 mm et 40 mm pour les canalisations de diamètre supérieur à 300 mm.		
C,44,1	DN 25 mm	ml	<b>33,00 €</b>
C,44,2	DN 32 mm	ml	<b>38,00 €</b>
C,44,3	DN 40 mm	ml	<b>43,00 €</b>
C,44,4	DN 50 mm	ml	<b>48,00 €</b>
C,44,5	DN 60 à Dext 75 mm	ml	<b>56,00 €</b>
C,44,6	DN 80 à Dext 110 mm	ml	<b>85,00 €</b>
C,44,7	DN 125 à Dext 140 mm	ml	<b>122,00 €</b>
C,44,8	DN 150 à Dext 180 mm	ml	<b>145,00 €</b>
C,44,9	DN 200 à Dext 280 mm	ml	<b>235,00 €</b>

<b>REGARDS ET OUVRAGES BETON</b>			
<b>C,45</b>	<b><u>REGARD CIRCULAIRE BETON ETANCHE EU EP</u></b>  Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un regard de visite béton circulaire pour réseau d'eaux pluviales ou d'eaux usées, avec cunette pour les regards EU et forme de pente pour les regards EP. Il comprend : - le piquetage et l'implantation suivant les plans fournis par le maître d'œuvre, - les travaux de terrassement en terrain de toutes natures y compris rocher, - l'évacuation des déblais, remblaiement, épuisement, blindage, - la confection d'un lit de pose en concassé 0/20 sur une épaisseur de 0.10m minimum, - l'élément de fond étanche en béton armé, angle selon les directions angulaires du regard, - la viroles avec joints à lèvres pré lubrifiées, éléments droits, hauteurs à la demande, - une dalle ou un cône réducteur avec feuillure destinée à recevoir le cadre du tampon, et/ou une réhausse pour plaques de recouvrement profil A ou T avec ou sans grille, - En cas de sur profondeur du regard, mise en place d'une échelle ou d'échelons en aluminium intégrés aux éléments lors de la fabrication, - le remblayage autour du regard sur toute sa hauteur en GNT 0/31.5, - les joints souples spécifiques pour le raccordement des tuyaux sur le regard, - les coupes éventuelles, - la couronne en béton avec feuillures de calage de cadre du dispositif de fermeture. Ce prix tient compte de tous les aléas et sujétions de fourniture, de mise en œuvre et de main d'œuvre, en particulier de ceux inhérents à la nature du sol, à l'étanchéité de l'ouvrage au droit de la canalisation, à l'adaptation de la pente du couronnement, à celle du sol fini où est placé l'ouvrage, à la cote de l'ouvrage par rapport au fond de forme. Il s'applique à l'unité d'ouvrage pour une profondeur maxi de 1.50 m entre le fil d'eau et le tampon.		
<b>C,45,1</b>	Ø 800 mm	u	<b>687,00 €</b>
<b>C,45,2</b>	Ø 1000 mm	u	<b>782,00 €</b>
<b>C,46</b>	<b><u>SURPROFONDEUR REGARD CIRCULAIRE ETANCHE</u></b>  Ce prix rémunère au décimètre la plus value pour l'exécution des regards circulaire en béton dont la profondeur		
<b>C,46,1</b>	Ø 800 mm	dm/m	<b>11,00 €</b>
<b>C,46,2</b>	Ø 1000 mm	dm/m	<b>16,00 €</b>
<b>C,47</b>	<b><u>REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</u></b>  Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un regard de visite en matière composite circulaire pour réseau EU et EP à double fond renforcé, joints montés (entrée-sortie) et cunette hydraulique. Il comprend : - le piquetage et l'implantation suivant les plans fournis par le maître d'œuvre, - les travaux de terrassement en terrain de toutes natures y compris rocher, - l'évacuation des déblais, remblaiement, épuisement, blindage, - la confection d'un lit de pose en concassé 0/20 sur une épaisseur de 0.10m minimum, - En cas de sur profondeur du regard, mise en place d'une échelle ou d'échelons en aluminium intégrés aux éléments lors de la fabrication, - la fourniture et pose d'une dalle destinée à recevoir le cadre du tampon, - le remblayage autour du regard sur toute sa hauteur en GNT 0/31.5, - les joints souples spécifiques pour le raccordement des tuyaux sur le regard, - les coupes éventuelles, Ce prix tient compte de tous les aléas et sujétions, en particulier de ceux inhérents à la nature du sol, à l'étanchéité de l'ouvrage au droit de la canalisation, à l'adaptation de la pente du couronnement, à celle du sol fini où est placé l'ouvrage, à la cote de l'ouvrage par rapport au fond de forme. Il s'applique à l'unité d'ouvrage pour une profondeur maximum de 1.50 m entre le fil d'eau et le tampon.		
<b>C,47,1</b>	Ø 600 mm	u	<b>854,00 €</b>
<b>C,47,2</b>	Ø 800 mm	u	<b>950,00 €</b>
<b>C,47,3</b>	Ø 1000 mm	u	<b>1 027,00 €</b>
<b>C,48</b>	<b><u>SURPROFONDEUR REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</u></b>  Ce prix rémunère au décimètre la plus value pour l'exécution des regards de visite en matière composite dont la profondeur entre le fil d'eau et le tampon est supérieure à 1.50 m.		
<b>C,48,1</b>	Ø 600 mm	dm/m	<b>11,00 €</b>
<b>C,48,2</b>	Ø 800 mm	dm/m	<b>18,00 €</b>
<b>C,48,3</b>	Ø 1000 mm	dm/m	<b>26,00 €</b>

<b>C,49</b>	<b><u>LESTAGE REGARD DE VISITE MATIERE COMPOSITE</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'unité de regard la plus value pour la fourniture et pose d'un fond de regard en matériaux compositie lesté en présence de nappe		
<b>C,49,1</b>	DN 600 mm	u	<b>68,00 €</b>
<b>C,49,2</b>	DN 800 mm	u	<b>79,00 €</b>
<b>C,49,3</b>	DN 1000 mm	u	<b>100,00 €</b>
<b>C,50</b>	<b><u>REGARD DE BRANCHEMENT EU EP</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un regard de branchement étanche. Il comprend les terrassements en terrain de toutes natures avec évacuation des excédents, le remblaiement, la mise en place, le calage, les raccordements aux canalisations, le couvercle de fermeture avec poignée, toutes fournitures, main d'œuvre et sujétions. Il s'applique pour une hauteur maximum de 1.30 m mesuré entre le fil d'eau et le tampon		
<b>C,50,1</b>	PVC passage direct de Ø 315 mm	u	<b>142,00 €</b>
<b>C,50,2</b>	PVC passage direct de Ø 400 mm	u	<b>158,00 €</b>
<b>C,50,3</b>	PVC passage direct de Ø 400 mm 3 entrées	u	<b>158,00 €</b>
<b>C,50,4</b>	Tampon fonte Ø 315 mm C 250	u	<b>74,00 €</b>
<b>C,50,5</b>	Tampon fonte Ø 315 mm C 400	u	<b>156,00 €</b>
<b>C,50,6</b>	Tampon fonte Ø 400	u	<b>200,00 €</b>
<b>C,51</b>	<b><u>REHAUSSE REGARD DE BRANCHEMENT</u></b>		
	Ce prix rémunère la plus value pour la fourniture et pose d'une rehausse de regard de branchement en PVC, main d'œuvre et toutes sujétions. Il s'applique au décimètre de rehausse au delà de 1.30 m mesuré entre le fil d'eau et le tampon.		
<b>C,51,1</b>	PVC de Ø 315 mm	dm/m	<b>20,00 €</b>
<b>C,51,2</b>	PVC de Ø 400 mm	dm/m	<b>32,00 €</b>
<b>C,52</b>	<b><u>REGARD PREFABRIQUE BETON AEP - RADIER GRAVIER</u></b>		
	Ce prix rémunère la fourniture et pose de regards préfabriqués série chaussée y compris terrassement, échelons en inox ou matériau composite, éléments verticaux à jonction bétonnée, dalle de couverture, mais non compris le tampon pour une profondeur de 1,50 m par rapport au radier en gravier sur 0,10 m d'épaisseur. L'évacuation des matériaux en excédent est réputé inclus dans le prix du regard.		
<b>C,52,1</b>	pour un ouvrage de 800 mm de diamètre	u	<b>478,00 €</b>
<b>C,52,2</b>	pour un ouvrage de 1000 mm de diamètre	u	<b>532,00 €</b>
<b>C,52,3</b>	pour un ouvrage de 1000 x 1000 mm	u	<b>644,00 €</b>
<b>C,53</b>	<b><u>SURPROFONDEUR REGARD BETON AEP</u></b>		
	Ce prix rémunère au décimètre la plus value pour l'exécution des regards circulaire en béton dpour une profondeur supérieure à 1,50 m par rapport au radier en gravier sur 0,10 m d'épaisseur.		
<b>C,53,1</b>	pour un ouvrage de 800 mm de diamètre	dm/m	<b>63,00 €</b>
<b>C,53,2</b>	pour un ouvrage de 1000 mm de diamètre	dm/m	<b>79,00 €</b>
<b>C,53,3</b>	pour un ouvrage de 1000 x 1000 mm	dm/m	<b>79,00 €</b>
	<b><u>FONTE DE VOIRIE EU EP AEP</u></b>		
<b>C,54</b>	<b><u>BOUCHE A CLE FONTE CHAUSSEE</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la mise en place de bouches à clé complètes, fixe ou réhaussable comportant une cloche ou un tabernacle avec sa plaque, un tube allonge à collerette et emboîtement, une bouche à clé ronde, carrée ou hexagonale. Il comprend la mise en œuvre sur robinet vanne et le calage par massif bétonné, le maintien de l'accessibilité lors du chantier, la mise à la cote définitive lors de la réfection de chaussée, et le cas échéant, le retrait de l'ancienne bouche à clé. Il tient compte de tous les aléas et sujétions, en particulier de ceux résultant d'une mise à la cote soignée.		

<b>C,54,1</b>	Bouche à clé fixe		
<b>C,54,2</b>	Bouche à clé réhaussable	u	<b>148,00 €</b>
<b>C,55</b>	<b><u>TAMPON DN 600 mm pour regard trafic intense classe D 400 non verrouillé</u></b>  Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un ensemble de cadre et tampon de regard articulé, sécurité antiretour, non ventilé ou ventilé (selon les prescriptions du maitre d'oeuvre) non verrouillé en fonte ductile de classe D 400 pour trafic intense et conforme aux normes PMR, marqué "Alès Agglomération" et avec la mention "AEP", "EU", ou "EP" en fonction du réseau concerné, y compris la mise à niveau pour la réfection définitive de la chaussée, scellements, toutes fournitures, main d'œuvre et sujétions.	u	<b>298,00 €</b>
<b>C,56</b>	<b><u>TAMPON DN 600 mm pour regard trafic moyen classe D 400 non verrouillé</u></b>  Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un ensemble de cadre et tampon de regard articulé, sécurité antiretour, non ventilé ou ventilé (selon les prescriptions du maitre d'oeuvre) non verrouillé en fonte ductile de classe D 400 pour trafic moyen et conforme aux normes PMR, marqué "Alès Agglomération" et avec la mention "AEP", "EU", ou "EP" en fonction du réseau concerné, y compris la mise à niveau pour la réfection définitive de la chaussée, scellements, toutes fournitures, main d'œuvre et sujétions.	u	<b>257,00 €</b>
<b>C,57</b>	<b><u>TAMPON POUR REGARD TROTTOIR classe C 250 non verrouillé</u></b>  Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un ensemble de cadre et tampon de regard articulé, non ventilé ou ventilé (selon les prescriptions du maitre d'oeuvre) non verrouillé en fonte ductile de classe C 250 et conforme aux normes PMR pour trottoir, marqué "Alès Agglomération" et avec la mention "AEP", "EU", ou "EP" en fonction du réseau concerné, y compris la mise à niveau pour la réfection définitive de la chaussée, scellements, toutes fournitures, main d'œuvre et sujétions.  DN 600 mm	u	<b>196,00 €</b>
	<b>RESEAU EAUX USEES</b>		
<b>C,58</b>	<b><u>CANALISATIONS EN POLYCHLORURE DE VINYLE - PVC Classe SN 8</u></b>  Ce prix rémunère la fourniture et pose en tranchée ouverte de canalisations en PVC SN8 série assainissement, compact ou alvéolaire et conforme à la norme en vigueur. Il comprend l'approche, la mise en place, le réglage selon le profil en long, le calage, les coupes des tuyaux, toutes fournitures, manchons, joints, mains d'œuvre et sujétions, décompte sans déduction des longueurs occupées pour les pièces spéciales. Il s'applique au mètre linéaire de canalisations posées, les longueurs étant mesurées suivant l'axe de la canalisation.		
<b>C,58,1</b>	Ø 110 mm	ml	<b>34,00 €</b>
<b>C,58,2</b>	Ø 125 mm	ml	<b>37,00 €</b>
<b>C,58,3</b>	Ø 160 mm	ml	<b>40,00 €</b>
<b>C,58,4</b>	Ø 200 mm	ml	<b>49,00 €</b>
<b>C,59</b>	<b><u>CANALISATIONS EN POLYCHLORURE DE VINYLE - PVC Classe SN 16</u></b>  Ce prix rémunère la fourniture et pose en tranchée ouverte de canalisations en PVC SN16 série assainissement, compact ou alvéolaire et conforme à la norme en vigueur. Il comprend l'approche, la mise en place, le réglage selon le profil en long, le calage, les coupes des tuyaux, toutes fournitures, manchons, joints, mains d'œuvre et sujétions, décompte sans déduction des longueurs occupées pour les pièces spéciales. Il s'applique au mètre linéaire de canalisations posées, les longueurs étant mesurées suivant l'axe de la canalisation.		
<b>C,59,1</b>	Ø 160 mm	ml	<b>44,00 €</b>
<b>C,59,2</b>	Ø 200 mm	ml	<b>53,00 €</b>

<b>C,60</b>	<b>CANALISATIONS FONTE DUCTILE POUR RESEAUX GRAVITAIRES</b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et pose en tranchée ouverte de canalisations en fonte ductile pour assainissement gravitaire et conforme à la norme en vigueur. le revêtement interieur est en epoxy, et le revêtement extérieur est en Zinalium et Aquacoat</p> <p>Il comprend l'approche, la mise en place, le réglage selon le profil en long, le calage, les coupes des tuyaux, toutes fournitures, manchons, joints, mains d'œuvre et sujétions, décompte sans déduction des longueurs occupées pour les pièces spéciales.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire de canalisations posées, les longueurs étant mesurées suivant l'axe de la canalisation.</p>		
<b>C,60,1</b>	DN 150 mm	ml	<b>75,00 €</b>
<b>C,60,2</b>	DN 200 mm	ml	<b>95,00 €</b>
<b>C,61</b>	<b>FOURNITURE ET POSE DE PIECES DE RACCORD ET PIECES SPECIALES EN FONTE</b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et la pose en tranchée ouverte, quelle que soit la profondeur, de pièces spéciales en fonte, y compris leurs joints ramenées à leur équivalence métrique de tuyau droit de même nature et de même diamètre selon le tableau ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plaque pleine: 1.00 m</li> <li>- manchon inter-matériaux: 2.50 m</li> <li>- raccord Major: 2.50 m</li> <li>- manchon de scellement court: 3.20 m</li> <li>- cône : 3.40 m</li> <li>- coude (1/4-1/8-1/16-1/32) et Té: 3.50 m</li> <li>- Té (à 1 bride et à 2 tubulures par emboîtement) et culotte et selles de branchement: 4.50 m</li> </ul>		
<b>C,61,1</b>	DN 150 mm	ml	<b>90,00 €</b>
<b>C,61,2</b>	DN 200 mm	ml	<b>115,00 €</b>
<b>C,62</b>	<b>FOURNITURE ET POSE DE PIECES DE RACCORD ET PIECES SPECIALES EN PVC SN8</b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et la pose en tranchée ouverte, quelle que soit la profondeur, de pièces spéciales en PVC, SDR34, y compris leurs joints ramenées à leur équivalence métrique de tuyau droit de même nature et de même diamètre selon le tableau ci-dessous:</p> <p>Coude tout angle _____ 3,00 ml  Té _____ 4,00 ml  Cône _____ 4,50 ml  Manchon _____ 4,00 ml  Bride unis _____ 2,50 ml  Bride emboîtement _____ 2,50 ml  Bouchon _____ 1,00 ml  Culotte ou Y et selles de branchement _____ 4,00 ml</p>		
<b>C,62,1</b>	Ø 110 mm	ml	<b>34,00 €</b>
<b>C,62,2</b>	Ø 125 mm	ml	<b>40,00 €</b>
<b>C,62,3</b>	Ø 160 mm	ml	<b>45,00 €</b>
<b>C,62,4</b>	Ø 200 mm	ml	<b>67,00 €</b>
	<b>RACCORDEMENTS</b>		
<b>C,63</b>	<b>RACCORDEMENT SUR REGARD EXISTANT D'ASSAINISSEMENT</b>		
	<p>Ce prix rémunère le raccordement sur un regard en prolongement ou en dérivation d'un collecteur.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux de signalisation et de balisage du chantier,</li> <li>- les travaux de terrassements et de recherche dans l'embaras des réseaux existants, l'évacuation des excédents en centre de traitement agréé</li> <li>- le carottage et le scellement étanche,</li> <li>- le remblaiement périphérique et compactage,</li> <li>- la réfection provisoire et définitive de la chaussée,</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement par piquages, y compris main d'œuvre et sujétions.</p>		
<b>C,63,1</b>	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	f	<b>196,00 €</b>
<b>C,63,2</b>	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	f	<b>376,00 €</b>

C,64	<b>RACCORDEMENT SUR COLLECTEUR EXISTANT D'ASSAINISSEMENT</b>		
	<p>Ce prix rémunère le raccordement sur un collecteur en prolongement ou en dérivation d'un nouveau collecteur. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux de signalisation et de balisage du chantier,</li> <li>- les travaux de terrassements et de recherche dans l'embaras des réseaux existants, l'évacuation des excédents en centre de traitement agrgré</li> <li>- les coupes, le calage, les sujétions de coupures d'eau, d'épuisement et d'assèchement éventuel de la fouille, le carottage et scellement étanche le cas échéant, la fourniture et la pose d'une pièce de raccordement assurant l'étanchéité</li> <li>- le remblaiement périphérique et compactage,</li> <li>- la réfection provisoire et définitive de la chaussée,</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement par raccordement, y compris main d'œuvre et sujétions.</p>		
C,64,1	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	f	<b>375,00 €</b>
C,64,2	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	f	<b>592,00 €</b>
C,65	<b>RACCORDEMENT SUR COLLECTEUR AMIANTE EXISTANT D'ASSAINISSEMENT</b>		
	<p>Ce prix rémunère le raccordement du nouveau réseau d'assainissement sur un collecteur en amiante. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux de signalisation et de balisage du chantier, l'insallation de chantier amiante, le temps passé en intervention sur amiante, le transport, stockage et suivi de traitement des déchets amiante, le suivi administratif,</li> <li>- les travaux de terrassements et de recherche dans l'embaras des réseaux existants, l'évacuation des excédents en centre de traitement agrgré</li> <li>- les coupes, le calage, les sujétions de coupures d'eau, d'épuisement et d'assèchement éventuel de la fouille, le raccord spécifique sur canalisation AC.</li> <li>- le remblaiement périphérique et compactage,</li> <li>- la réfection provisoire et définitive de la chaussée,</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement par raccordement, y compris main d'œuvre et sujétions.</p>		
C,65,1	d'une canalisation de DN 75 mm à 180 mm inclus	f	<b>345,00 €</b>
C,65,2	d'une canalisation de DN 180 mm à 350 mm inclus	f	<b>3 220,00 €</b>
	<b>CANALISATIONS EAU POTABLE</b>		
C,66	<b>PVC PN16 EAU POTABLE - Assemblage par collage</b>		
	<p>Ce prix rémunère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture et la pose en tranchée ouverte ou en élévation de canalisation PVC rigide à assemblage par collage, conforme à la norme NF EN 1452, comprenant :</li> <li>- la fourniture des tuyaux, le transport à pied d'oeuvre et la bardage.</li> <li>- la pose en tranchée ouverte ou en élévation à toute profondeur ou hauteur.</li> <li>- le dressage du fond de la tranchée, la façon des niches pour emboîtement s'il y a lieu, la descente, le rapprochement et mise en place de tuyaux de raccord,</li> <li>- la coupe des tuyaux nécessaire, le collage, y compris toutes fournitures accessoires,</li> <li>- le calage de la conduite au fond de la tranchée.</li> </ul> <p>Le mètre linéaire sera payé suivant le diamètre :</p>		
C,66,1	Ø 25 mm	ml	<b>9,00 €</b>
C,66,2	Ø 32 mm	ml	<b>11,00 €</b>
C,66,3	Ø 40 mm	ml	<b>14,00 €</b>
C,66,4	Ø 50 mm	ml	<b>15,00 €</b>
C,67	<b>PVC PN16 EAU POTABLE - Assemblage par Bagues d'étanchéité</b>		
	<p>Ce prix rémunère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture et la pose en tranchée ouverte ou en élévation de canalisation PVC rigide à emboîtement, conforme à la norme NF EN 1452, joints automatiques, comprenant :</li> <li>- la fourniture des tuyaux, le transport à pied d'oeuvre et la bardage.</li> <li>- la pose en tranchée ouverte ou en élévation à toute profondeur ou hauteur.</li> <li>- le dressage du fond de la tranchée, la façon des niches pour emboîtement s'il y a lieu, la descente, le rapprochement et mise en place de tuyaux de raccord,</li> <li>- la coupe des tuyaux nécessaire, la confection des joints courants ou spéciaux, y compris toutes fournitures accessoires,</li> <li>- le calage de la conduite au fond de la tranchée.</li> </ul> <p>Le mètre linéaire sera payé suivant le diamètre :</p>		

<b>C,67,1</b>	Ø 63 mm	ml	<b>28,00 €</b>
<b>C,67,2</b>	Ø 75 mm	ml	<b>33,00 €</b>
<b>C,67,3</b>	Ø 90 mm	ml	<b>43,00 €</b>
<b>C,67,4</b>	Ø 110 mm	ml	<b>50,00 €</b>
<b>C,67,5</b>	Ø 125 mm	ml	<b>63,00 €</b>
<b>C,67,6</b>	Ø 140 mm	ml	<b>74,00 €</b>
<b>C,67,7</b>	Ø 160 mm	ml	<b>81,00 €</b>
<b>C,67,8</b>	Ø 200 mm	ml	<b>81,00 €</b>
<b>C,68</b>	<b><u>CANALISATION FONTE STANDARD</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et pose en tranchée ouverte ou en élévation de canalisation fonte ductile (revêtement intérieur: ciment de haut fourneau) conforme à la norme EN 545, joints automatiques, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fourniture des tuyaux, le transport à pied d'oeuvre et le bardage.</li> <li>- la pose en tranchée ouverte ou en élévation à toute profondeur ou hauteur.</li> <li>- le dressage du fond de la tranchée, la façon des niches pour emboîtement s'il y a lieu, la descente, le rapprochement et mise en place de tuyaux de raccord.</li> <li>- la coupe des tuyaux nécessaire, la confection des joints courants ou spéciaux, y compris toutes fournitures accessoires.</li> <li>- le calage et emboîtement de la conduite au fond de la tranchée.</li> <li>- localement, les assemblages flexibles mécaniques à contre bride boulonnée si nécessaire.</li> </ul> <p>Le mètre linéaire de conduite mesuré après pose satisfaisant aux normes françaises en vigueur et pour l'utilisation prévue telle que définie dans le C.C.T.P. y compris les joints adaptés et toutes prestations contre les phénomènes de corrosion suivant la nature des matériaux, des terrains et de l'environnement.</p> <p>Le mètre linéaire sera payé suivant le diamètre :</p>		
<b>C,68,1</b>	DN 100 mm	ml	<b>70,00 €</b>
<b>C,68,2</b>	DN 125 mm	ml	<b>78,00 €</b>
<b>C,68,3</b>	DN 150 mm	ml	<b>98,00 €</b>
<b>C,69</b>	<b><u>PIECES DE RACCORD ET PIECES SPECIALES EN FONTE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et la pose en tranchée ouverte, quelle que soit la profondeur, de pièces spéciales en fonte PFA 16, y compris leurs joints ramenées à leur équivalence métrique de tuyau droit de même nature et de même diamètre selon le tableau ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plaque pleine: 1.00 m</li> <li>- Bride de réduction, adaptateur à bride: majors, ou major stop, ou autobloquant ou grande tolérance ou très grande tolérance : 2.50 m</li> <li>- manchon de scellement court, manchon de raccordement symétrique ou dissymétrique, ou grande tolérance, ou très grande tolérance: 3,00 m</li> <li>- cône, manchette à bride: 3.40 m</li> <li>- Bride unie, Bride emboîtement, : 3.40 m</li> <li>- coude (1/4-1/8-1/16-1/32) : 3.50 m</li> <li>- Té, joint de démontage : 4.50 m</li> </ul>		
<b>C,69,1</b>	DN 60 mm	ml	<b>45,00 €</b>
<b>C,69,2</b>	DN 80 mm	ml	<b>51,00 €</b>
<b>C,69,3</b>	DN 100 mm	ml	<b>70,00 €</b>
<b>C,69,4</b>	DN 125 mm	ml	<b>78,00 €</b>
<b>C,69,5</b>	DN 150 mm	ml	<b>99,00 €</b>
<b>C,70</b>	<b><u>CANALISATIONS EN POLYETHYLENE HAUTE DENSITE - PEHD - eau potable PN16</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et pose en tranchée ouverte de canalisations en polyéthylène haute densité bande bleue - PE100 et conforme à la norme NF EN 12201 et avec attestation ACS</p> <p>Il comprend l'approche, la mise en place en tranchée ouverte, les coupes de tuyaux, l'exécution des joints, la fourniture et pose des manchons et pièces de raccord (coude, te, cone, plaque pleine, raccord à bride, etc.) électrosoudables, toutes fournitures, main d'œuvre et sujétions, décompte sans déduction des longueurs occupées par les pièces spéciales et la robinetterie.</p> <p>Il s'applique au mètre linéaire de canalisations posées, les longueurs étant mesurées suivant l'axe de la canalisation.</p>		
<b>C,70,1</b>	Ø 25 mm	ml	<b>7,00 €</b>
<b>C,70,2</b>	Ø 32 mm	ml	<b>9,00 €</b>
<b>C,70,3</b>	Ø 40 mm	ml	<b>13,00 €</b>
<b>C,70,4</b>	Ø 50 mm	ml	<b>18,00 €</b>



<b>ROBINETTERIE EAU POTABLE</b>			
<b>C,71</b>	<b><u>ROBINET VANNE PN 16 bars</u></b>		
	Ce prix rémunère : - la fourniture et pose d'un robinet vanne de sectionnement PN 16 bar à la norme en vigueur (EN 1074 et ISO 7259-1988), en fonte à deux brides, écartement standard ou réduit - à corps cylindrique, avec opercule caoutchouc et vis acier inoxydable, chapeau d'ordonnance, y compris épreuve en usine à la pression hydraulique, transport à pied d'œuvre, pose en tranchée ouverte, toutes fournitures et main d'œuvre. L'unité sera payée suivant le diamètre :		
<b>C,71,1</b>	DN 40 mm	u	<b>167,00 €</b>
<b>C,71,2</b>	DN 50 mm	u	<b>196,00 €</b>
<b>C,71,3</b>	DN 60/65 mm	u	<b>263,00 €</b>
<b>C,71,4</b>	DN 80 mm	u	<b>357,00 €</b>
<b>C,71,5</b>	DN 100 mm	u	<b>415,00 €</b>
<b>C,71,6</b>	DN 125 mm	u	<b>594,00 €</b>
<b>C,71,7</b>	DN 150 mm	u	<b>648,00 €</b>
<b>C,72</b>	<b><u>MINI VENTOUSE pour conduite jusque DN 20 mm PFA 25 bars</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'ensemble la fourniture et pose de miniventouse permettant l'évacuation permanente de l'air de la conduite, sous regard béton (non compris), y compris les pièces de raccord. Elle sera équipée d'un robinet d'arrêt .	u	<b>181,00 €</b>
<b>C,73</b>	<b><u>VENTOUSE AUTOMATIQUE simple effet</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'ensemble la fourniture et pose de ventouse simple effet permettant l'évacuation permanente de l'air de la conduite, sous regard béton (non compris) y compris les pièces de raccord . Elle sera équipée d'un robinet d'arrêt.		
<b>C,73,1</b>	PFA 16b - DN 60/65 mm	u	<b>377,00 €</b>
<b>C,74</b>	<b><u>FOURNITURE ET POSE DE MANCHETTE DE COMPTEUR</u></b>		
<b>C,74,1</b>	DN 25 mm	u	<b>25,00 €</b>
<b>C,74,2</b>	DN 32 mm	u	<b>38,00 €</b>
<b>C,74,3</b>	DN 40 mm	u	<b>55,00 €</b>
<b>C,74,4</b>	DN 50 mm	u	<b>59,00 €</b>
<b>C,75</b>	<b><u>POTEAU INCENDIE EN FONTE, PN16, renversable et incongelable</u></b>		
	Ce prix rémunère : La fourniture et pose de poteau incendie en fonte modèle renversable incongelable non capoté, Hc= 1m, par fermeture à 1 mètre sous terre avec vidange automatique, admission de 100 mm avec une prise de 100 mm et 2 prises latérales à raccords symétriques de 65/70 avec raccords d'incendie de 100/110 mm comprenant : - le coude au quart à patin, le transport et la mise en place sur blocage. - le joint de raccordement au branchement d'alimentation. - la confection du massif de fondation en béton de ciment de 0,30 m x 0,30 m avec enduit de 0,02 m d'épaisseur sur la partie supérieure. - le scellement du poteau. - toutes sujétions et main d'oeuvre, accessoires (robinet-vanne, esse, joint de démontage, boulons, etc...) - essais de débit avec prise de pression et procès-verbal. Norme NFS 61-213 Il s'applique à l'unité	u	<b>2 252,00 €</b>
<b>C,76</b>	<b><u>BOUCHE INCENDIE EN FONTE, PN16, incongelable</u></b>		
	Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'une bouche incendie en fonte, PN16, incongelable comprenant les joints et façon des joints, fournitures et toutes sujétions.  Il s'applique à l'unité	u	<b>2 055,00 €</b>

<b>C,77</b>	<b><u>ARCEAU DE PROTECTION POTEAU INCENDIE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère la fourniture et la mise en place d'un arceau de protection de poteau incendie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le transport à pied d'œuvre.</li> <li>- le terrassement de la fouille et l'évacuation des déchets en centre de traitement agréée y compris frais de centre de traitement agréé.</li> <li>- l'implantation selon les souhaits du Maître d'ouvrage ou selon les plans du maître d'œuvre.</li> <li>- la réalisation de massif d'ancrage en béton,</li> <li>- le scellement y compris fourniture,</li> <li>- l'adaptation si nécessaire aux ouvrages voisins,</li> <li>- la matière du mobilier sera en acier ayant subi un traitement anticorrosion par galvanisation à chaud, ou en fonte,</li> <li>- de dimensions respectant les normes en vigueur suivant les mobiliers ou à définir selon les souhaits du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre,</li> <li>- la fixation</li> </ul> <p>y compris toutes sujétions de fournitures, matériels et main d'œuvre.</p> <p>Il s'applique à l'unité</p>	u	<b>473,00 €</b>
	<b><u>RACCORDEMENTS AEP</u></b>		
<b>C,78</b>	<b><u>RACCORDEMENT DE RESEAU NEUF SUR CONDUITE EXISTANTE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère le raccordement du nouveau réseau d'eau potable sur une canalisation existante, quelle qu'en soit la nature et le matériau hors amiante. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux de signalisation et de balisage du chantier,</li> <li>- les travaux de terrassements et de recherche dans l'embarras des réseaux existants, l'évacuation des excédents en centre de traitement agrgré</li> <li>- les coupes, le calage, les sujétions de coupures d'eau, d'épuisement et d'assèchement éventuel de la fouille,</li> <li>- le remblaiement périphérique et compactage,</li> <li>- la réfection provisoire et définitive de la chaussée,</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement par raccordement, y compris main d'œuvre et sujétions.</p>		
<b>C,78,1</b>	Du Ø 15 au Ø75 inclus	u	<b>1 050,00 €</b>
<b>C,78,2</b>	Du Ø 75 au Ø 200 inclus	u	<b>1 281,00 €</b>
<b>C,78,3</b>	Du Ø 200 au Ø 450 inclus	u	<b>1 943,00 €</b>
<b>C,79</b>	<b><u>RACCORDEMENT SUR CONDUITE AMIANTE EXISTANTE D'EAU POTABLE</u></b>		
	<p>Ce prix rémunère le raccordement du nouveau réseau d'eau potable sur un collecteur en amiante. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux de signalisation et de balisage du chantier, l'insallation de chantier amiante, le temps passé en intervention sur amiante, le transport, stockage et suivi de traitement des déchets amiante, le suivi administratif,</li> <li>- les travaux de terrassements et de recherche dans l'embarras des réseaux existants, l'évacuation des excédents en centre de traitement agrgré</li> <li>- les coupes, le calage, les sujétions de coupures d'eau, d'épuisement et d'assèchement éventuel de la fouille, le raccord spécifique sur canalisation AC.</li> <li>- le remblaiement périphérique et compactage,</li> <li>- la réfection provisoire et définitive de la chaussée,</li> </ul> <p>Il s'applique forfaitairement par raccordement, y compris main d'œuvre et sujétions.</p>		
<b>C,79,1</b>	Du Ø 15 au Ø75 inclus	u	<b>368,00 €</b>
<b>C,79,2</b>	Du Ø 75 au Ø 200 inclus	u	<b>420,00 €</b>
<b>C,79,3</b>	Du Ø 200 au Ø 450 inclus	u	<b>1 155,00 €</b>
	<b><u>CUIVRE</u></b>		
<b>C,80</b>	<b><u>TUYAU CUIVRE</u></b>		
	Un mètre linéaire de cuivre fourni et posé y compris colliers, visserie et pièces courantes de raccord (té, coudes, bouchons, croix, etc ... )		
<b>C,80,1</b>	Diamètre 12	ml	<b>16,00 €</b>
<b>C,80,2</b>	Diamètre 14	ml	<b>17,00 €</b>
<b>C,80,3</b>	Diamètre 16	ml	<b>19,00 €</b>
<b>C,80,4</b>	Diamètre 18	ml	<b>21,00 €</b>
<b>C,80,5</b>	Diamètre 22	ml	<b>25,00 €</b>

<b>C,81</b>	<b><u>TUYAU CUIVRE SOUS GAINÉ</u></b>		
	Un mètre linéaire de cuivre sous gaine fourni et posé		
<b>C,81,1</b>	Diamètre 12	ml	<b>24,00 €</b>
<b>C,81,2</b>	Diamètre 14	ml	<b>25,00 €</b>
<b>C,81,3</b>	Diamètre 16	ml	<b>28,00 €</b>
<b>C,81,4</b>	Diamètre 18	ml	<b>33,00 €</b>
<b>C,81,5</b>	Diamètre 22	ml	<b>38,00 €</b>
<b>C,82</b>	<b><u>TUYAU CUIVRE CALORIFUGE</u></b>		
	Fourniture et pose de calorifuge de 9mm d'épaisseur pour tuyau de cuivre		
<b>C,82,1</b>	Diamètre 12	ml	<b>28,00 €</b>
<b>C,82,2</b>	Diamètre 14	ml	<b>33,00 €</b>
<b>C,82,3</b>	Diamètre 16	ml	<b>36,00 €</b>
<b>C,82,4</b>	Diamètre 18	ml	<b>41,00 €</b>
<b>C,82,5</b>	Diamètre 22	ml	<b>47,00 €</b>
<b>C,83</b>	<b><u>RACCORD PE LAITON</u></b>		
	Raccords PE laiton fournis et posés tout diamètre y compris les tés, et coudes		
<b>C,83,1</b>	Diamètre 25 3/4	u	<b>35,00 €</b>
<b>C,83,2</b>	Diamètre 32 1"	u	<b>42,00 €</b>
<b>C,83,3</b>	Diamètre 40 1-1/4	u	<b>50,00 €</b>
<b>C,83,4</b>	Diamètre 50 1-1/2	u	<b>51,00 €</b>
<b>C,84</b>	<b><u>MANCHON ACCOUPLEMENT LAITON</u></b>		
	Manchon d'accouplement laiton fourni et posé tout diamètre y compris les tés, et coudes		
<b>C,84,1</b>	Diamètre 25	u	<b>41,00 €</b>
<b>C,84,2</b>	Diamètre 32	u	<b>47,00 €</b>
<b>C,84,3</b>	Diamètre 40	u	<b>57,00 €</b>
<b>C,84,4</b>	Diamètre 50	u	<b>61,00 €</b>
	<b><u>DESINFECTION ET ESSAIS</u></b>		
<b>C,85</b>	<b><u>ESSAIS DE PRESSION</u></b>		
	Ce prix rémunère : Les essais de pression tels que prévus par l'Article 63 du Fascicule 71 du C.C.T.G. comprenant : - le contrôle préliminaire des conduites et branchements avec la manœuvre des vannes, et des robinets de branchement. - le matériel nécessaire (pompe d'épreuve avec manomètre, plaque taraudée, etc. - la mise en eau. - la mise en pression. - les épreuves - y compris toutes sujétions de fourniture et mise en œuvre.  Il s'applique forfaitairement.	f	<b>541,00 €</b>
<b>C,86</b>	<b><u>DESINFECTION RINCAGE ANALYSES</u></b>		
	Ce prix rémunère : La désinfection et rinçage du réseau conformément à l'Article 70 du Fascicule 71 du C.C.T.G. comprenant les analyses de potabilité avant mise en service réalisées par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé, y compris les nouvelles analyses en cas de non-conformités et toutes sujétions de fourniture et mise en œuvre.  Il s'applique forfaitairement.	f	<b>676,00 €</b>

<b>D TRAVAUX EN REGIE</b>			
<b>D,1</b>	<b><u>TRAVAUX EN REGIE - Chef d'équipe</u></b>  Ce prix rémunère la main d'œuvre pour les travaux réalisés en régie Il s'applique à l'heure.	h	<b>72,00 €</b>
<b>D,2</b>	<b><u>TRAVAUX EN REGIE - Ouvrier qualifié / agent administratif</u></b>  Ce prix rémunère la main d'œuvre pour les travaux réalisés en régie ou le suivi administratif des travaux Il s'applique à l'heure.	h	<b>56,00 €</b>
<b>D,3</b>	<b><u>FORFAIT INTERVENTION d'un ouvrier qualifié pour 1h y compris véhicule</u></b>  Ce prix rémunère l'intervention d'un ouvrier qualifié pour la réalisation de petits travaux, il comprend essentiellement le déplacement, la main d'œuvre et les petites fournitures pour une intervention d'une heure  Il s'applique forfaitairement.	f	<b>95,00 €</b>
<b>D,4</b>	<b><u>RECHERCHE DE FUITE</u></b>  Ce prix rémunère l'intervention d'une équipe de recherche de fuite. Il comprend essentiellement: le déplacement, la mise en place du matériel adapté, la recherche de fuite.  Il s'applique à l'heure.	h	<b>139,00 €</b>
<b>D,5</b>	<b><u>ENCADREMENT EQUIPE avec vehicule/heure</u></b>  Ce prix rémunère l'intervention d'un encadrant avec son véhicule lors de la réalisation d'une opération.  Il s'applique à l'heure.	h	<b>142,00 €</b>
<b>D,6</b>	<b><u>PLUS VALUE POUR INTERVENTION HORS HEURE OUVRABLE</u></b>  Ce prix rémunère en plus value toute intervention hors heure ouvrable week end et jours fériés compris  L'intervention est majorée de :	%	<b>100 %</b>
<b>E PENALITES</b>			
<b>E,1</b>	<b><u>PENALITE POUR PUISAGE sur ouvrage non autorise ou branchement illicite</u></b>  Cette pénalité s'applique à tout puisage sur ouvrage non autorisé comme poteaux incendie, bouche incendie ainsi que tout raccordement ou branchement réalisés illicitement sur le réseau d'eau potable.  Il s'applique à l'unité.	u	<b>2 080,00 €</b>
<b>E,2</b>	<b><u>PENALITE POUR ELEVEMENT PLOMBAGE COMPTEUR</u></b>  Cette pénalité s'applique lorsque le plombage d'un compteur à été cassé, déboité, enlevé .  Elle s'applique forfaitairement.	f	<b>111,00 €</b>
<b>E,3</b>	<b><u>PENALITE POUR VOL D'EAU / DEGRADATION COMPTEUR du à une manipulation frauduleuse</u></b>  Cette pénalité s'applique pour toute intervention frauduleuse entraînant un vol d'eau et/ou une dégradation du compteur. Elle ne comprend pas les éventuels frais de remplacement du compteur et de mise en conformité du branchement.  Elle s'applique forfaitairement.	f	<b>350,00 €</b>

<b>E,4</b>	<b><u>PENALITE POUR NON RESPECT DU REGLEMENT DE SERVICE</u></b>		
	Cette pénalité s'applique pour tout non respect du règlement de service pouvant entraîner une résiliation du contrat par l'exploitant.  Elle s'applique forfaitairement.		f 200,00 €
<b>F</b>	<b><u>DIVERS</u></b>		
<b>F,1</b>	<b><u>VENTE D'EAU EN GROS A DES SERVICES EXTERIEURS, HORS REDEVANCES AGENCE DE L'EAU</u></b>	m3	0,404 €
<b>F,2</b>	<b><u>REDEVANCE PRELEVEMENT DE LA RESSOURCE EN EAU</u></b>	m3	0,13 €
<b>F,3</b>	<b><u>FRAIS DE DOSSIER D'ACCES AU SERVICE DE L'EAU</u></b>		
	Ce prix rémunère les frais administratifs liés à la souscription d'un contrat de fourniture d'eau, dont éventuellement le déplacement d'un technicien si cela s'avère nécessaire. Il s'applique forfaitairement.		f 50,00 €
<b>F,4</b>	<b><u>BADGE POUR BORNE DE PUISAGE</u></b>		
	Ce prix rémunère l'achat d'un badge donnant accès aux bornes de puisage d'eau potable. La consommation étant facturée en supplément au réel consommé.  Il s'applique à l'unité.		u 10,20 €
<b>F,5</b>	<b><u>FRAIS D'ENVOI D'UN COURRIER EN RECOMMANDE</u></b>		u 15,30 €
<b>F,6</b>	<b><u>FRAIS BANCAIRES POUR REJET CHEQUE</u></b>		u 1,02 €
<b>F,7</b>	<b><u>FORFAIT ANNUEL DE DESSERTE EN EAU D'UN POTEAU OU D'UNE BOUCHE INCENDIE</u></b>		
	Il s'applique forfaitairement et annuellement par poteau et par borne incendie.		f 120,00 €
<b>F,8</b>	<b><u>LOCATION APPARTEMENT T4, 2 Avenue du Pont, 31100 LA GRAND' COMBE</u></b>		
	Il s'agit d'un loyer mensuel.	loyer mensuel	468,89 €
<b>F,9</b>	<b><u>FRAIS D'ETALONNAGE compteur d'eau de diamètre inférieur ou égal à 30mm</u></b>		
	Ces frais concernent l'étalonnage d'un compteur d'eau potable lorsque celui-ci est demandé par l'abonné. Il s'applique uniquement à l'abonné lorsque les performances du compteurs ne sont pas compatibles avec les normes et réglementations en vigueur.  Il s'applique forfaitairement.		f 400,00 €
<b>F,10</b>	<b><u>FRAIS D'ETALONNAGE compteur d'eau de diamètre supérieur à 30 mm</u></b>		
	Ces frais concernent l'étalonnage d'un compteur d'eau potable lorsque celui-ci est demandé par l'abonné. Il s'applique uniquement à l'abonné lorsque les performances du compteurs ne sont pas compatibles avec les normes et réglementations en vigueur.  Il s'applique forfaitairement.		f 700,00 €



# *Tarifs*

## *Direction des*

### *Moyens*

#### *Généraux et*

##### *Patrimoine*

## DIRECTION DU PATRIMOINE

Intitulé	Tarifs
<b>Tarifs intervention par la Département du Patrimoine</b>	
* Camion benne avec chauffeur - VL < 3,5 T (l'heure)	103,49 €
* Chef d'Equipe (l'heure)	69,74 €
* Ouvrier qualifié (l'heure)	53,89 €
* Forfait intervention pour une heure y compris véhicule et personnel	91,95 €
* Intervention compris outillage et petites fournitures (l'heure)	76,09 €
* Encadrement équipe avec véhicules	141,60 €
<b>Tarifs régie (Réservés au Département Patrimoine)</b>	
* Ouvrier de maintenance en bâtiment (l'heure)	15,00 €
<b>Forfait prestation intellectuelle Département Patrimoine</b>	
* Technicien (l'heure)	122,85 €
* Technicien avec véhicule et matériel (l'heure)	160,74 €
* Frais forfaitaire de secrétariat par dossier	52,22 €
* Ingénieur (l'heure)	180,00 €
<b>Forfait pose branchement temporaire</b>	
Pose et dépose coffret électrique monophasé + terre 16A (3,5kw)	60,24 €
Pose et dépose coffret électrique triphasé + terre + neutre 16A (8kw)	119,42 €
Pose et dépose coffret électrique triphasé + terre + neutre 32A (16kw)	162,76 €
Pose et dépose coffret électrique triphasé + terre + neutre 63A (26kw)	271,62 €
Forfait branchement sur réseau ERDF	325,52 €
Pose et dépose branchement d'eau potable de 0 à 50 ml	60,24 €
Pose et dépose branchement d'eau potable de plus de 50 ml	119,42 €
Pose et dépose branchement d'évacuation des eaux usées de 0 à 5 ml	60,24 €
Pose et dépose branchement d'évacuation des eaux usées de plus de 5 ml	119,42 €
<b>Redevance mise à disposition de locaux à titre onéreux</b>	
Bâtiment E ex INRA à Saint Christol les Alès	0,00 €
Bâtiment C 1er étage Ex INRA à Saint Christol les Alès (CMPP)	9000 €/an
42 place des Cévennes 30360 Vézénobres (ex trésorerie)	1200 €/mois

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## PROPRETE DES BATIMENTS

Intitulé	Tarifs
<b>Service propreté des bâtiments (à usage exclusif des collectivités locales et SPL)</b>	
Tarif horaire d'un agent d'entretien	15,00 €



## SERVICE AMENAGEMENTS ET USAGES NUMERIQUES

### SERVICES DE MISE À DISPOSITION DE BOUCLE LOCALE OPTIQUES DEDIEE ET FOURREAU

Frais d'Accès au Service et Délais sur devis et étude

#### Tarifs

Fourreaux ZAC	€/ml/an <sup>(1)</sup>
Habitation	0,75
Economique	1

(1) Maintenance comprise

BLOD Intra communale	€/paire/ml/an <sup>(1)</sup>				
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	IRU 10 ans
De 0 à 50 km	3,5	2,1	1,9	1,7	1,5
De 50 à 100 km	3,2	1,8	1,6	1,4	1,2
De 100 à 200 km	2,9	1,6	1,4	1,2	1
> 200 km	2,6	1,2	1	0,8	0,6
2 <sup>nde</sup> paire tube différent	Sur devis				

(1) Maintenance et GTR 4H comprises

Mono fibre PFON -30% (nouvelle liaison uniquement)

#### Tarifs

	€/paire/ml/an <sup>(1)</sup>			
		De 1 à 10	De 11 à 20	>20
<b>BLOD autre et inter communale</b>	FAS (1)	/pFON/an (2)	/pFON/an (2)	/pFON/an (2)
De 50 à 100 km	3000	2000	1600	1100
De 100 à 200 km	3000	3000	2400	1650

(1) Forfait pour un site déjà POPé et hors travaux de GC, autorisation et permissions de voirie, sur devis sinon -MES : /8 sem à compter de la réception de la commande (hors GC, autorisation et permissions de voirie)(2)Maintenance et GTR 4H comprises, monofibre possible

(2) Maintenance et GTR 4H comprises, monofibre possible

#### Tarifs

	€/paire/ml/an <sup>(1)</sup>
<b>BLOD Spécifique <sup>(3)</sup></b>	<b>IRU 10 ans</b>
Sur boucle Alès-Agglomération	0,2

(1) Maintenance et GTR 48H comprises

(3) Offre réservée aux personnes publiques agissant dans le cadre de leurs missions d'intérêt général ou dans le cadre d'un R.I.P.

#### Tarifs

##### SERVICES D'HEBERGEMENT

Hébergement local technique	FAS (€)	€/an <sup>(1)</sup>
M <sup>2</sup> en local technique	1500	3600
Loyer par baie 600x600 ou 600x900	1500	2100
Loyer 1U	500	350

(1) Energie 220VAC comprise

Tarifs					
SERVICES DE MISE A DISPOSITION FTTO en ZAE « THD »					
Forfait Collecte ZAE					
Service	FAS (€)	Redevance Annuelle		Redevance Mensuelle	
		Valeur	Unité	Valeur	Unité
<b>1 an</b>					
De 1 à 4 ZAE	3 000	25 000	€/ZAE/an	2 083	€/ZAE/mois
De 5 à 10 ZAE	3 000	15 000	€/ZAE/an	1 250	€/ZAE/mois
Plus de 10 ZAE	3 000	5 000	€/ZAE/an	417	€/ZAE/mois
<b>10 ans</b>					
De 1 à 4 ZAE	3 000	15 000	€/ZAE/an	1 250	€/ZAE/mois
De 5 à 10 ZAE	3 000	7 500	€/ZAE/an	625	€/ZAE/mois
Plus de 10 ZAE	3 000	2 500	€/ZAE/an	208	€/ZAE/mois
Forfait Lien Desserte Abonné FTTO en ZAE « THD »					
Service	FAS (€)	Redevance Annuelle		Redevance Mensuelle	
		Valeur	Unité	Valeur	Unité
De 1 à 9	640	650	€/lien/an	54	€/lien/mois
De 10 à 24	640	550	€/lien/an	46	€/lien/mois
De 25 à 49	640	450	€/lien/an	38	€/lien/mois
De 50 à 79	640	350	€/lien/an	29	€/lien/mois
De 80 à 150	640	250	€/lien/an	21	€/lien/mois
Plus de 150	640	195	€/lien/an	21	€/lien/mois

Tarifs		
SERVICES DE MISE A DISPOSITION FTTO « THD » hors ZAE		
Uniquement sur Desserte		
Zone hors ZAE	FAS (€)	Redevance Anuelle
Desserte FTTO hors ZAE	Sur devis	€/lien/an Idem desserte ZAE

Tarifs	
SERVICE DE MISE A DISPOSITION DE POINTS HAUTS ZONES BLANCHES	
Points Hauts aménagés	HT/an/point haut <sup>(1)</sup>
<b>Type « Collecte »*</b>	
De 1 à 7 **	7 500
De 8 à 15 **	3 750
Supérieur ou égal à 16 **	1 000
<b>Type « Desserte »***</b>	
Par point haut	500
Option collecte fibre optique	HT/an/point haut <sup>(2)</sup>
Par point haut	2000

\*Site principal structurant relié au backbone filaire ou hertzien de l'opérateur et pouvant desservir un ou plusieurs points hauts capillaires. Peut également assurer une desserte locale

\*\* Sur la base du quantitatif total de sites mis à disposition (collecte et desserte incluses)

\*\*\*Site d'émission terminale relié à un point haut de collecte

(1) Energie 220VAC et hébergement armoire pied de point haut

(2) Maintenance et GTR 4H comprises

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

# *Administration*

# *Générale*

## REPRODUCTION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Intitulés	Tarifs recto	Tarifs recto verso
Format A4 noir et blanc	0,18 €	0,30 €
Format A3 noir et blanc	0,36 €	0,60 €
Format A4 couleur	0,27 €	0,50 €
Format A3 couleur	0,54 €	1,00 €
Cédérom ou clé USB	2,75 €	
Numérisation et transmission de documents (par page)*	0,08 €	

\* l'envoi par courrier électronique est sans frais lorsque le document est déjà disponible sous forme électronique

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Direction*

### *Assistance*

#### *Juridique*

## TARIFS SIG

<b>Tarif facturé aux particuliers</b>	<b>Tarifs</b>
Pénalité pour les usagers ou prestataires qui ne restituent pas les données réalisées suite à une convention de mise à disposition de données	2 500,00 €
Pénalité pour les usagers ou prestataires qui omettent de solliciter la prorogation des conventions de mise à disposition de données	420,00 €
Pénalité pour les usagers ou prestataires qui omettent de retourner le document (convention ou son avenant) dûment complété dans un délai de 15 jours maximum à partir de la date d'envoi dudit document par mail	420,00 €
<b>Tarifs service commun SIG</b>	<b>Tarifs</b>
Tarif horaire service commun SIG (1heure)	65,00 €
Tarif de la demie journée (tarif forfaitaire demie-journée)	210,00 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Pôle Enfance*

### *Jeunesse*

## PETITE ENFANCE

Intitulés	Tarifs
Multi accueils et Jardin d'enfants pour les enfants de 0 à 5 ans révolus	Modalités du barème de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales



**TARIFS RESTAURATION SCOLAIRE****Tarifs applicables au 1er août 2021**

Communes	Intitulés	Tarifs
<b>ALES</b>	Repas enfant (y compris Enfants en Classe Spécialisées ULIS Thérapeutiques et CROP)	3,95 €
	Repas – Habitant hors Alès Agglomération	5,94 €
	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,31 €
<b>ANDUZE</b>	QF inférieur ou égal à 720 € (animation 0,81 € + repas 1,89 €)	2,70 €
	QF supérieur à 720 € (animation 1,03 € + repas 2,47 €)	3,50 €
	Repas occasionnel (animation 1,23 € + repas 2,97 €)	4,20 €
	Repas adulte	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,23 €
<b>BAGARD</b>	De 0 € à 505 €	1,80 €
	De 506 € à 765 €	2,70 €
	Plus de 765 €	3,60 €
	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	Repas adulte	5,00 €
<b>BOISSET ET GAUJAC</b>	Repas enfant – familles ayant jusqu'à 2 enfants scolarisés	3,10 €
	Repas enfant – familles qui ont 3 enfants ou plus scolarisés	2,90 €
	Repas enfant non inscrit (suivant le règlement cantine en vigueur)	4,25 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	0,70 €
	Repas adulte	5,00 €
<b>BOUCOIRAN ET NOZIERES</b> <b>BRIGNON</b> <b>CRUVIERS LASCOURS</b> <b>DEAUX</b> <b>GENERARGUES</b> <b>MARTIGNARGUES</b> <b>MIALET</b> <b>SAINT ETIENNE DE L'OLM</b> <b>SAINT CESAIRE DE GAUZIGNAN</b> <b>SAINT JEAN DE CEYRARGUES</b> <b>MÉJANNES LES ALES</b> <b>MONTEILS</b> <b>NERES</b> <b>ST JEAN DE SERRES</b> <b>ST JEAN DU GARD</b> <b>ST SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE</b> <b>VEZENOBRES</b>	Repas enfant	3,60 €
<b>BRANOUX LES TAILLADES</b>	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
<b>EUZET LES BAINS - SAINT HIPPOLYTE DE CATON - SEYNES - SAINT JUST ET VACQUIERES</b>	Prix du repas	3,80 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	Repas enfant	3,70 €
<b>GENOLHAC - LE CHAMBON - CHAMBORIGAUD</b>	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	Repas élèves maternelle, primaire, collège, assistant éducation et emploi aidé	3,25 €
	Repas enseignant ou adulte (occasionnel)	6,05 €
	Repas personnel ATTEE	4,60 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €

LA GRAND COMBE	Quotient Familial	
	De 0 € à 645 €	2,90 €
	+ De 645 €	3,00 €
LES MAGES - LE MARTINET - ROUSSON - SAINT JULIEN LES ROSIIERS	<b>Alès Agglomération</b>	
	<400 €	2,50 €
	De 400 € à 600 €	2,95 €
	+ de 600 € à 750 €	3,38 €
	+ de 750 € à 1000 €	4,00 €
	+ de 1000 €	4,50 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	<b>Hors Alès Agglomération</b>	
	<400 €	5,30 €
	De 400 € à 600 €	5,40 €
	+ de 600 € à 750 €	5,50 €
	+ de 750 € à 1000 €	5,60 €
	+ de 1000 €	5,70 €
Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €	
LES SALLES DU GARDON	QF de 0 à 300 €	1,36 €
	QF DE 301 à 350 €	1,56 €
	QF 351 à 400 €	2,06 €
	QF 401 à 450 €	2,56 €
	QF 451 à 500 €	3,06 €
	QF DE + 501	3,56 €
	Carte d'accès aux services périscolaires (cantine et garderie)	20,00 €
LEZAN	De 0 € à 505 €	2,50 €
	De 506 € à 765 €	3,20 €
	Plus de 765 €	3,60 €
	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
MASSILLARGUES ATUECH	Repas enfant	3,40 €
	Repas enfant non inscrit	4,70 €
	Repas adulte	4,70 €
MONS	QF de 0 à 270 €	1,20 €
	QF de 270 € à 470 €	1,80 €
	QF de 470 € à 750 €	2,30 €
	QF supérieur à 750 €	3,70 €
RIBAUTE LES TAVERNES	Repas enfant	3,40 €
	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
RPI LAVAL PRADEL / PORTES	De 0 € à 505 €	2,30 €
	De 506 € à 765 €	2,90 €
	Plus de 765 €	3,60 €
SAINT CHRISTOL LEZ ALES	<b>Alès Agglomération</b>	
	De 0 € à 505 €	1,00 €
	De 506 € à 765 €	2,50 €
	Plus de 765 €	3,50 €
	Repas adulte	5,25 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	<b>Hors Alès Agglomération – Tarif unique</b>	5,00 €
SAINT FLORENT SUR AUZONNET - SAINT JEAN DE VALERISCLE - SAINT JULIEN DE CASSAGNAS	De 0 € à 505 €	2,50 €
	De 506 € à 765 €	3,00 €
	Plus de 765 €	3,90 €
	Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	6,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €

Familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune de		ID : 030-200066918-20210701-C2021_06_06-DE
<b>SAINT HILAIRE DE BRETHMAS</b>	Droit d'inscription par an	5,00 €
	Tarif repas	
	Tranche A : De 0 € à 505 €	2,50 €
	Tranche B : De 506 € à 765 €	3,60 €
	Tranche C : Plus de 765 €	3,80 €
	Tarif majoré (pour non inscrits ou inscrits absents sans justificatif médical)	5,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
	<b>SAINT JEAN DU PIN</b>	QF jusqu'à 293,15 €
QF de 293,15 € à 418,79 €		2,70 €
QF de 418,79 € à 544,41 €		2,95 €
QF au dessus de 544,41 €		3,80 €
Repas enfant majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)		6,00 €
Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas		1,00 €
<b>SAINT MARTIN DE VALGALGUES</b>	Pour un repas commandé une semaine avant, tarifs selon quotient familial :	
	De 0 € à 505 €	2,90 €
	De 506 € à 765 €	3,05 €
	Plus de 765 €	3,20 €
	Pour un repas commandé 48h avant	6,00 €
	Pour un repas commandé la veille ou le jour même	6,00 €
	Pour un repas sans réservation	6,00 €
	Pour une annulation de repas non justifiée, ni prévenue	6,00 €
<b>SAINT PRIVAT DES VIEUX</b>	<b>Alès Agglomération</b>	
	QF supérieur à 500 €	4,45 €
	QF entre 301 € et 500 €	3,34 €
	QF entre 201 € et 300 €	2,67 €
	QF inférieur ou égal à 200 €	1,78 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,08 €
	Repas froid individuel	4,65 €
	Repas enfant majoré	6,00 €
<b>SAINTE CECILE D'ANDORGE</b>	Repas pour 1 enfant	3,35 €
	Repas pour le 2ème, 3ème enfant et plus d'une même fratrie	1,65 €
	Repas adulte	3,65 €
	Prix du repas	3,40 €
<b>SALINDRES</b>	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
<b>THOIRAS</b>	Repas pour 1 enfant	3,00 €
	Repas pour 2 enfants et plus	2,85 €
	Repas adulte	5,00 €
	Enfants ayant un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé) avec panier repas	1,00 €
<b>TORNAC</b>	Repas enfant	3,35 €
	Tarif majoré (pour non inscrits ou inscrits absents sans justificatif médical)	4,10 €
	Repas adulte	6,20 €

**TARIFS PÉRISCOLAIRES : GARDERIES / ACCUEILS PERISCOLAIRES, ALP, TAP****Tarifs applicables au 1er août 2021**

Communes	Intitulés	Tarifs
<b>ALES</b>	Quotient Familial	Tarif par accueil
	QF de 0 à 505 €	0,65 €
	QF de 506 € à 765 €	0,85 €
	QF de + de 765 €	0,95 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>ANDUZE</b>	Quotient Familial	Tarif par accueil
	QF ≤ à 720€	0,90 €
	QF supérieur à 720 €	1,10 €
	TAP (tarif par cycle)	
	8,00 €	
<b>BAGARD</b>	Tarif par accueil	1,15 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>BOISSET ET GAUJAC</b>	Quotient Familial	Garderie matin/soir, maternelle et primaire
	QF de 0 à 505 €	1,70 €
	QF de 506 € à 765 €	1,80 €
	QF de + de 765 €	1,90 €
<b>BOUCOIRAN ET NOZIERES - DEAUX - GENERARGUES - MEJANNES LES ALES - MIALET - MONTEILS - NERS - SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE - VEZENOBRES</b>	Tarif par accueil	1,00 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>BRANOUX LES TAILLADES</b>	Tarif par accueil	0,50 €
<b>BRIGNON - CRUVIERS LASCOURS - MARTIGNARGUES - SAINT CESAIRE DE GAUZIGNAN - SAINT ETIENNE DE L'OLM - SAINT JEAN DE CEYRARGUES</b>	Tarif par accueil	1,50 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>BROUZET LES ALES</b>	Forfait 20 accueils matin ou soir	20,00 €
	Tarif par accueil matin ou soir	1,00 €
<b>CHAMBORIGAUD - GENOLHAC - LE CHAMBON - LA VERNAREDE</b>	Abonnement annuel pour le premier enfant	35,00 €
	Abonnement annuel par enfant supplémentaire	15,00 €
	Tarif « hors abonnement » par accueil	1,00 €
<b>EUZET LES BAINS - SAINT JUST ET VACQUIERES - SAINT HIPPOLYTE DE CATON - SEYNES</b>	Tarif par accueil	1,00 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
	Tarif spécifique	3ème enfant et suivant(s) : -50%

<b>LA GRAND COMBE</b>	Quotient Familial	
	De 0 € à 645 €	1,70 €
	+ De 645 €	1,80 €
<b>LES MAGES - LE MARTINET - ROUSSON - SAINT JULIEN LES ROSIERS</b>	<b>Familles d'Alès Agglomération</b>	
	Quotient Familial	Tarif applicable par accueil (matin, midi et soir)
	<400 €	0,83 €
	De 400 € à 600 €	0,84 €
	+ de 600 € à 750 €	0,85 €
	+ de 750 € à 1000 €	0,86 €
	+ de 1000 €	0,87 €
	<b>Hors Alès Agglomération</b>	
	Quotient Familial	Tarif applicable par accueil (matin, midi et soir)
	<400 €	0,86 €
	De 400 € à 600 €	0,87 €
	+ de 600 € à 750 €	0,88 €
	+ de 750 € à 1000 €	0,89 €
	+ de 1000 €	0,90 €
<b>LES SALLES DU GARDON</b>	Accueil du matin	0,75 €
	Accueil du midi	0,40 €
	Accueil du soir	0,75 €
	Carte d'accès aux services périscolaires (cantine et garderie)	20,00 €
<b>MASSILLARGUES ATUECH</b>	Accueil soir	1,60 €
	tarif majoré pour les non inscrits	3,20 €
<b>MONS</b>	Accueil du matin	1,00 €
	Accueil du midi	1,00 €
	Accueil du soir – 1ère heure	1,00 €
	Accueil du soir – 2ème heure	1,00 €
<b>RIBAUTE LES TAVERNES</b>	Garderie du matin ou du soir	1,00 €
<b>RPI LAVAL PRADEL / PORTES</b>	Quotient Familial	Garderie matin ou soir (Tarif par accueil)
	QF jusqu'à 505 €	0,80 €
	QF + de 505 €	0,90 €
	Quotient Familial	Garderie journée
	QF jusqu'à 505 €	1,60 €
	QF + de 505 €	1,80 €
<b>SAINT CHRISTOL LEZ ALES</b>	Garderie du matin	gratuite
	Garderie du soir :	tarif dégressif en fonction du nombre d'enfants
	1 enfant	1,87 €
	2 enfants	2,32 €
	3 enfants	2,73 €
	4 enfants	3,13 €
	5 enfants	3,48 €
	Etude surveillée	1,68 €
	Garderie du soir qui suit l'étude surveillée (quel que soit le nombre d'enfants)	0,90 €
Extérieurs Agglomération	3,13 €	

<b>LEZAN - SAINT FLORENT SUR AUZONNET - SAINT JEAN DE VALERISCLE - SAINT JULIEN DE CASSAGNAS</b>	Quotient Familial	
	QF de 0 à 505 €	0,80 €
	QF de 506 € à 765 €	0,90 €
	QF de + de 765 €	1,00 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
<b>SAINT HILAIRE DE BRETHMAS</b>	<b>Garderie périscolaire</b>	
	Familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune de St Hilaire de Brethmas	
	Droit inscription annuel par enfant (à payer une seule fois, sur la garderie ou sur l'ALP)	5,00 €
	Quotient Familial	Tarif horaire matin et soir
	QF de 0 à 505 €	0,90 €
	QF de 506 € à 765 €	1,00 €
	QF de + de 765 €	1,10 €
	<b>Accueil de Loisirs Périscolaire (ALP)</b>	
	Familles dont les enfants sont scolarisés sur la commune de St Hilaire de Brethmas	
	Droit inscription annuel par enfant (à payer une seule fois, sur la garderie ou sur l'ALP)	5,00 €
	Quotient Familial	<b>Tarif horaire pour l'ALP du matin et du soir</b>
	QF de 0 à 505 €	0,90 €
	QF de 506 € à 765 €	1,00 €
QF de + de 765 €	1,10 €	
<b>SAINT JEAN DE SERRES</b>	Accueil du matin	1,00 €
	Accueil du soir	1,50 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>SAINT JEAN DU GARD</b>	Accueil matin, midi ou soir	1,80 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>SAINT JEAN DU PIN</b>	Tarif pour chaque fréquentation de l'enfant sans limite de durée	0,90 €
	Tarif majoré selon conditions fixées par le règlement intérieur (tarif unique et par accueil)	
	3,00 €	
<b>SAINT MARTIN DE VALGALGUES</b>	<b>Écoles Henri BARBUSSE et LANGEVIN WALLON</b>	
	De 7h00 à 8h15	0,80 €
	De 11h45 à 12h15	0,50 €
	De 16h30 à 18h00 (tout retard après 18h : pénalisé 5,00 €)	0,80 €
<b>SAINT PRIVAT DES VIEUX</b>	<b>Garderie périscolaire</b>	
	Accueil Matin	1,08 €
	Accueil méridien (de 11h45 à 12h30)	1,08 €
	Accueil méridien (de 13h15 à 13h45)	1,08 €
	Accueil Soir (16h30-18h30)	1,49 €
	Tarif majoré garderie du soir	2,00 €
	<b>Etudes surveillées</b>	
	Par enfant (forfait trimestriel)	54,30 €
	Pour le deuxième enfant (forfait trimestriel)	40,75 €
	Pour le troisième enfant (forfait trimestriel)	27,20 €
<b>SAINTE CECILE D'ANDORGE</b>	<b>Garderie périscolaire (tarif par accueil)</b>	
	Accueil Soir (16h30-17h30)	0,80 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

<b>SALINDRES</b>	Garderie du matin (7h30-8h30)	
	Garderie du midi (11h30-12h30)	1,20 €
	Garderie du soir (16h30-18h)	1,20 €
<b>THOIRAS</b>	Garderie matin et soir	gratuit
<b>TORNAC</b>	Garderie (la prestation)	1,10 €

**TARIFS ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT**

Remplacement de la carte p@ss loisirs 3/17 (en cas de perte) : 10 €

**SERVICE ALSH**

Tarifs applicables au 1er septembre 2021

Ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire **2021/2022**. Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.**TARIFS PAR ENFANT - ACCUEILS DE LOISIRS 3/11 ANS : MAS SANIER, MALATAVERNE, SECTEUR DE VÉZÉNOBRES, LA CABANE DES CÉVENNES, LÉZAN**

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Demi-journée période scolaire sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	4,20 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	4,80 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	5,70 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Journée Période scolaire repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	7,40 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	10,60 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Forfait vacances 5 jours (période vacances scolaires), repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	37,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	45,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	53,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Forfait vacances 4 jours semaine avec jour férié ou justificatif employeur 80 % (période vacances scolaires), repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	29,60 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	36,00 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	42,40 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif Journée majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

Le tarif demi-journée est applicable uniquement les mercredis en période scolaire (sans repas)

Les tarifs proposés intègrent le transport pour les ALSH dotés d'un circuit de ramassage, ainsi que l'accueil du matin et du soir.

RÉSIDENTS HORS ALÉS AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Demi-journée période scolaire sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	5,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	6,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	8,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Journée Période scolaire repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	9,20 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	10,60 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	11,60 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Forfait vacances 5 jours (période vacances scolaires), repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	46,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	53,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	58,00 €	20,00 € (4 € x 5 j) ou 15,00 € (3 € x 5 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C



Quotient Familial	Forfait vacances 4 jours semaine avec jour férié ou justificatif employeur 80 % (période vacances scolaires), repas inclus	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	36,80 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	42,40 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	46,40 €	16,00 € (4 € x 4 j) ou 12,00 € (3 € x 4 j) ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif Journée majoré (selon conditions fixées par le règlement intérieur)	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

Le tarif demi-journée est applicable uniquement les mercredis en période scolaire (sans repas)

Les tarifs proposés intègrent le transport pour les ALSH dotés d'un circuit de ramassage, ainsi que l'accueil du matin et du soir.

**TARIF RELATIF A L'ACCUEIL D'ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP AFIN DE FAVORISER L'INCLUSION DES ENFANTS SUIVIS PAR LE RELAIS LOISIRS HANDICAP 30 ou AYANT UN PROTOCOLE D'ACCUEIL INDIVIDUALISÉ ou PERSONNALISÉ**

	Quotient Familial	Tarifs	Montant net	Code Tarif
Tarif pour un accueil à la demi-journée (sans repas) période scolaire et période de vacances	De 0 € à 505 €	2,50 €	2,50 €	A
	De 506 € à 765 €	3,00 €	3,00 €	B
	Plus de 765 €	3,50 €	3,50 €	C
Tarif pour un accueil à la journée (sans repas) résidents Alès Agglomération	De 0 € à 505 €	6,00 €	= CASE 1 - CASE 2	A
	De 506 € à 765 €	7,60 €	= CASE 1 - CASE 2	B
	Plus de 765 €	9,20 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Tarif pour un accueil à la journée (sans repas) résidents hors Alès Agglomération	De 0 € à 505 €	7,80 €	= CASE 1 - CASE 2	A
	De 506 € à 765 €	9,20 €	= CASE 1 - CASE 2	B
	Plus de 765 €	10,20 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**TARIFS PAR ENFANT - ACCUEILS DE LOISIRS « ESPACES JEUNES 12/17 ANS » : CÉVENNES, COEUR DE VILLE, LA CABANE DES CEVENNES**

CARTE ADHESION RESIDENTS ALES AGGLOMERATION (valable année scolaire)				
	Quotient familial		Montant net	Code tarif
	De 0 € à 505 €		5,00 €	A
	De 506 € à 765 €		6,00 €	B
	Plus de 765 €		7,00 €	C

CARTE ADHESION RESIDENTS HORS ALES AGGLOMERATION (valable année scolaire)				
	Quotient familial		Montant net	Code tarif
	De 0 € à 505 €		7,00 €	A
	De 506 € à 765 €		8,00 €	B
	Plus de 765 €		9,00 €	C

La carte d'adhésion (Pass'Loisirs 3/17) donne accès à l'ensemble des activités gratuites de la structure en période scolaire, en fonction des capacités d'accueil.

**TARIFS PAR ENFANT - PERIODE VACANCES - ACCUEILS DE LOISIRS « ESPACES JEUNES » : CÉVENNES, COEUR DE VILLE, LA CABANE DES CEVENNES**

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
	Quotient familial	Forfait vacances 5 jours (période vacances scolaires)	Inclusion demi journée	Code tarif
	De 0 € à 505 €	20,00 €	2,50 €	A
	De 506 € à 765 €	21,00 €	3,00 €	B
	Plus de 765 €	22,00 €	3,50 €	C
	Quotient familial	Forfait vacances 3 ou 4 jours (période vacances scolaires)	Inclusion demi journée	Code tarif
	De 0 € à 505 €	16,00 €	2,50 €	A
	De 506 € à 765 €	17,00 €	3,00 €	B
	Plus de 765 €	18,00 €	3,50 €	C
RÉSIDENTS HORS ALES AGGLOMÉRATION				
	Quotient familial	Forfait vacances 5 jours (période vacances scolaires)	Inclusion demi journée	Code tarif
	De 0 € à 505 €	23,00 €	2,50 €	A
	De 506 € à 765 €	24,00 €	3,00 €	B
	Plus de 765 €	26,00 €	3,50 €	C
	Quotient familial	Forfait vacances 3 ou 4 jours (période vacances scolaires)	Inclusion demi journée	Code tarif
	De 0 € à 505 €	19,00 €	2,50 €	A
	De 506 € à 765 €	20,00 €	3,00 €	B
	Plus de 765 €	21,00 €	3,50 €	C

**TARIFS PAR ENFANT - JOURNÉE PAYANTE PERIODE SCOLAIRE - ACCUEILS DE LOISIRS « ESPA  
VILLE, LA CABANE DES CEVENNES**

Ces tarifs sont applicables pour l'année scolaire **2020/2021**. Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	6,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	6,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	7,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	7,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	7,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	8,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**ANDUZE**

**TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT**

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Demi-journée période scolaire sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code Tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	4,20 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	4,80 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	5,70 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient familial	Journée repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code Tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	7,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	9,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Demi-journée période scolaire sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code Tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	5,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	6,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	8,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Journée repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code Tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	10,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	12,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	12,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**BOISSET ET GAUJAC**

Ces tarifs sont applicables pour l'année **2020/2021**. Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.

**STRUCTURE : ALSH LES DROULETS**

**TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT**

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Tarif journée Repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	10,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	11,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	11,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	6,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	7,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	7,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

RÉSIDENTS HORS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Tarif journée Repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	12,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	13,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	13,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	8,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	8,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	9,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

## TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT AYANT UN PAI (Protocole d'Accueil Individualisé)

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Tarif journée Repas fourni par la famille	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	8,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	8,60 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	9,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

## RÉSIDENTS HORS ALES AGGLOMÉRATION

Quotient Familial	Tarif journée Repas fourni par la famille	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	10,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	10,60 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	11,10 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

## RIBAUTE LES TAVERNES

## STRUCTURE : ALSH LES PASSEROUS

## TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	3,80 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	4,30 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	5,20 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Demi-journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	6,60 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	8,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	9,60 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Journée complète avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	10,30 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	12,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

## RÉSIDENTS HORS ALES AGGLOMÉRATION

Quotient Familial	Demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	4,80 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	5,70 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	7,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Demi-journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	8,70 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	10,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	11,10 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Journée complète avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	10,92 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	12,90 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	14,29 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**SAINT CHRISTOL LEZ ALES****STRUCTURE : ALSH LES FRIPOUILLES****TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT****RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION**

Quotient Familial	Journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	11,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	13,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	4,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	5,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	6,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.

**RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION**

Quotient Familial	Journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
Tarif unique	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
Quotient Familial	Demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
Tarif unique	7,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A

Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.

**SAINT HILAIRE DE BRETHMAS****STRUCTURE : « LES COCCI' MALINS » 6- 13 ans****TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT****RÉSIDENTS ALÈS AGGLOMÉRATION et RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION**

Quotient Familial	Journée période vacances	Participation CAF du Gard éventuelle (par jour)	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	8,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	12,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

Pour les enfants accueillis ne dépendant pas de la CAF du Gard, il sera tenu compte du montant de la participation de la CAF du département considéré.

**SAINT MARTIN DE VALGALGUES****STRUCTURE : « LE ROUCAN »****TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT****RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION**

Quotient Familial	Tarif journée repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	8,20 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	10,25 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	13,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée sans repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	3,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	4,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	5,30 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	Montant brut			
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	5,90 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	7,05 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	8,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

RESIDENTS HORS ALES AGGLOMERATION				
Quotient Familial	Tarif journée repas compris	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	9,70 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	11,75 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	15,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée sans repas montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	4,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	5,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	6,80 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C
Quotient Familial	Tarif demi-journée avec repas	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	7,40 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	8,55 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	10,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**TARIF RELATIF A L'ACCUEIL D'ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP AFIN DE FAVORISER L'INCLUSION DES ENFANTS**

Tarif unique pour un accueil à la demi-journée (sans repas) 2,50 €

**LES SALLES DU GARDON****STRUCTURE : « Centre de Loisirs de la FAVEDE »****TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT**

Quotient Familial	Journée – Repas fourni par le centre de loisirs Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	9,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	9,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	10,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	C

Quotient Familial	Journée – Repas fourni par la famille (panier repas) Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	6,25 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	A
De 506 € à 765 €	6,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	6,75 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	C

**LA GRAND COMBE****STRUCTURE : « Centre de Loisirs »****TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT**

Quotient Familial	Journée – Repas Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 300 €	7,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	A
De 301 € à 645 €	8,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 645 €	8,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	C

Quotient Familial	Journée – Sans Repas Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 300 €	5,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	A
De 301 € à 645 €	5,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 645 €	6,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00€	= CASE 1 - CASE 2	C

Quotient Familial	1/2 journée Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 300 €	2,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	A
De 301 € à 645 €	3,00 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 645 €	3,50 €	2,00 € ou 1,50 € ou 0 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**SAINT PRIVAT DES VIEUX****STRUCTURE : « Maison des jeunes »**

Adhésion résidents Alès Agglomération (valable année scolaire)	10,00 €
Adhésion résidents hors Alès Agglomération (valable année scolaire)	15,00 €
Tarification sortie à thème pour les résidents Alès Agglomération (variable en fonction de la sortie)	De 5 € à 50 € par sortie
Tarification sortie à thème pour les résidents hors Alès Agglomération (variable en fonction de la sortie)	De 7 € à 70 € par sortie

## ACTIVITÉS ACCESSOIRES

Communes	Intitulés	Tarifs
ANDUZE	<b>Participation financière des familles pour les mini-camps</b>	
	QF de 0 à 505 €	100,00 €
	QF de 506 à 765 €	120,00 €
	QF de + de 765 €	140,00 €
SAINT HILAIRE DE BRETHMAS	<b>Tarif journée pour les activités accessoires</b>	
	QF de 0 à 505 €	15,00 €
	QF de 506 à 765 €	18,00 €
	QF de + de 765 €	25,00 €
SAINT CHRISTOL LEZ ALES	<b>TARIF APPLICABLES A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JUILLET 2021</b>	
	<b>Participation financière des familles pour les mini-séjour camps été</b>	
	<b>RESIDENT ALES AGGLOMERATION</b>	
	QF de 0 à 505 €	100,00 €
	QF de 506 à 765 €	120,00 €
	QF de + de 765 €	140,00 €
	<b>RESIDENT HORS ALES AGGLOMERATION</b>	
	<b>Activités à la semaine /jeunes</b>	
	QF de 0 à 505 €	100,00 €
	QF de 506 à 765 €	120,00 €
	QF de + de 765 €	140,00 €
	<b>Participation des familles pour les classes de découvertes</b>	
	<b>Cout global du séjour TTC</b>	<b>Participation demandée à la famille</b>
inférieur à 3000 €	25,00 €	
De 3000 € à 6000 €	50,00 €	
supérieur à 6000 €	100,00 €	

## PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE (PEdT) ex-territoire des HAUTES CEVENNES

1	Stage de théâtre Porteur : Association "théâtre clandestin"	20,00 €
2	Stage de cirque pour les 5/7 ans, 8/10 ans et 11/17 ans Porteur : Association "La Manille »	40,00 €
3	Stage vidéo forum pour les 12/17 ans Porteur : Association "Désiderata"	20,00 €
4	Stage de voile pour les 10/16 ans Porteur : « Grandeur Nature »	20,00 €
5	Week-end bivouac pour les 10/16 ans Porteur : « Grandeur Nature »	10,00 €
Réduction fratrie	Un enfant inscrit à plusieurs activités n'est pas concerné par cette réduction. Cette réduction ne peut s'appliquer qu'une seule fois, uniquement le jour de l'inscription et du paiement pour l'ensemble des membres de la fratrie souhaitant participer à une activité.	
	<b>Réduction applicable sur le coût global lors de l'inscription</b>	
	A partir de 2 enfants	25%
	A partir de 3 enfants et plus	50%
Supplément Hors aggro et non scolarisé		Tarifs de l'action ou des actions + 20€ supplémentaire pour l'année

## SAINT MARTIN DE VALGALGUES

## STRUCTURE : « LE ROUCAN »

TARIF PAR ENFANT DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT				
RÉSIDENTS ALES AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Tarif activités accessoires Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	12,20 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 -CASE 2	A
De 506 € à 765 €	14,25 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 -CASE 2	B
Plus de 765 €	17,50 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 -CASE 2	C
RÉSIDENTS HORS ALÈS AGGLOMÉRATION				
Quotient Familial	Tarif activités accessoires Montant brut	Participation CAF du Gard éventuelle	Montant net	Code tarif
	CASE 1	CASE 2		
De 0 € à 505 €	13,70 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 -CASE 2	A
De 506 € à 765 €	15,75 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 - CASE 2	B
Plus de 765 €	19,00 €	4,00 € ou 3,00 € ou 0,00 €	= CASE 1 - CASE 2	C

**TARIFS LOCATIONS MAS SANIER / MALATAVERNE**

INTITULE	TARIFS
Location du samedi au dimanche aux particuliers pour manifestations diverses pour le site de Mas Sanier et de Malataverne : Parc + Locaux + Vaisselle - La piscine ne peut en aucun cas être mise à disposition	300,00 €
Location du samedi au dimanche aux associations loi 1901 pour le site de Mas Sanier ou de Malataverne : Parc + Locaux + Vaisselle - La piscine ne peut en aucun cas être mise à disposition	150,00 €
Toute autre mise à disposition fera l'objet d'une facturation correspondant aux frais d'entretien	100,00 €

**LUDOTHÈQUE*****L'île aux trésors (ludothèque itinérante)***

Le jeu sur place (lors des créneaux d'animation) est libre et gratuit.

En revanche, pour emprunter des jeux, une adhésion préalable est requise (valable 12 mois, de date à date).

<b>ADHÉSION ANNUELLE (de date à date)</b>	
<b>Pour les particuliers (résidents d'Alès Agglomération)</b>	<b>Tarifs</b>
De 0 € à 505 €	10,00 €
De 506 € à 765 €	20,00 €
Plus de 765 €	25,00 €
<b>Pour les assistantes maternelles</b>	<b>Tarifs</b>
Tarif unique	10,00 €
<b>Pour les associations du territoire</b>	<b>Tarifs</b>
Tarif unique	30,00 €
<b>Pour les ALSH, ALP et garderies du territoire</b>	<b>Tarifs</b>
Tarif unique	gratuit

<b>LOCATION DE JEUX DITS SURDIMENSIONNÉS</b>	
<b>Pour les associations du territoire</b>	<b>Tarifs</b>
Location de « grands jeux »	10 € par jour et par jeu (dans la limite de 5 à 10 jeux) + caution forfaitaire de 100 €



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs*

## *Direction*

### *Développement*

#### *Durable*

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## DEVELOPPEMENT DURABLE

Intitulé	Tarifs non assujettis à la TVA
Gobelet réutilisable (l'unité, tarif collectivités)	0,40 €
Gobelet réutilisable (l'unité, tarif public)	0,60 €

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

*SLOW*

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE



# *Tarifs Prévention des risques*

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLOW**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_06-DE

## SERVICE PREVENTION ET RISQUES

Intitulé	Tarifs
Masques pour les musées et sites touristiques d'Alès Agglomération	1,00 €



Service : Stratégie financière

Réf : PC/IS/IR/CB

Tél. : 04.66.56.43.28

C2021\_06\_07

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

### **Objet : Pacte Financier et Fiscal de Solidarité 2021-2026**

#### **Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5211-28-4, disposant qu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale signataire d'un Contrat de Ville doit élaborer, en concertation avec ses communes membres, un Pacte Financier et Fiscal visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ses dernières,

**Vu** la délibération C2017\_11\_20 du Conseil de Communauté du 29 juin 2017 portant adoption par le Conseil de Communauté d'un Pacte Financier et Fiscal de Solidarité pour la période 2017-2020,

**Vu** le Contrat de Ville 2015-2020 d'Alès Agglomération,

**Vu** la validation du Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (P.E.R.R.) en date du 10 juillet 2020, permettant d'acter la prolongation jusqu'en 2022 du Contrat de Ville de la Communauté Alès Agglomération,

**Vu** l'avis de la Commission des Finances du 16 juin 2021,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération et ses 72 communes membres doivent conclure un nouvel engagement financier pluriannuel,

**Considérant** qu'il est primordial que la Communauté Alès Agglomération et ses communes membres prennent acte des engagements financiers consacrés à la solidarité au cours des années 2021-2026, prévoyant les versements de la Dotation de Solidarité Communautaire et de fonds de concours apportés aux communes membres,

**Considérant** que, conformément à l'article L.5211-28-4 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération doit être approuvée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**ADOPTE**

Le Pacte Financier et Fiscal tel qu'annexé pour la période 2021-2026.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

Alès Agglomération

# LE PACTE FINANCIER ET FISCAL 2021 A 2026

## SOMMAIRE

1.	LE CADRE LEGISLATIF .....	3
2.	LES PRINCIPES RETENUS DU PACTE FINANCIER ET FISCAL AU SEIN D'ALES AGGLOMERATION .....	4
3.	LES CAPACITES FINANCIERES DU PROJET COMMUNAUTAIRE .....	5
4.	LA DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE 2021/2026 .....	9
4.1.	MODE REPARTITION DE L'ENVELOPPE REGLEMENTAIRE .....	10
4.2.	MODE REPARTITION DE L'ENVELOPPE SOLIDARITE .....	12
4.3.	LA DSC TOTALE EN 2021 .....	14
5.	LES FONDS DE CONCOURS .....	15
5.1.	LE REGLEMENT DES FONDS DE CONCOURS .....	16
5.1.1.	Objet du fonds de concours .....	16
5.1.2.	Montant du fonds de concours .....	16
5.1.3.	Conditions d'attribution du fonds de concours .....	16
5.1.4.	Conditions de versement du fonds de concours .....	17
5.2.	LES MONTANTS DES FONDS DE CONCOURS .....	17



## 1. LE CADRE LEGISLATIF

L'article L.5211-28-4 du CGCT prévoit que les communautés signataires d'un contrat de ville adoptent un pacte financier et fiscal.

*Le pacte financier et fiscal doit viser « à réduire les disparités de charges et de recettes » entre les communes membres. « Ce pacte tient compte des efforts de mutualisation des recettes et des charges déjà engagés ou envisagés à l'occasion des transferts de compétences, des règles d'évolution des attributions de compensation, des politiques communautaires poursuivies au moyen des fonds de concours ou de la dotation de solidarité communautaire ainsi que des critères retenus par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour répartir, le cas échéant, les prélèvements ou versements au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales. »*

Au II de l'article L5211-28-4 du CGCT, est défini le mode de calcul de la dotation de solidarité communautaire, si la Communauté fait le choix de sa mise en œuvre :

*« II. -Lorsqu'elle est instituée, la dotation de solidarité communautaire est répartie librement par le conseil communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement : 1° De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la métropole de Lyon.*

*2° De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la métropole de Lyon.*

*Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou de la métropole de Lyon. Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes. Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire.*

Cet article est peu précis et peut conduire à de mauvaises interprétations. Néanmoins, concernant la DSC, il faut retenir que :

- La DSC doit prendre en compte le critère de potentiel fiscal ou financier par habitant et celui de revenu par habitant « majoritairement ».
- La mesure des écarts doit s'effectuer par rapport à la moyenne de chaque indicateur dans le territoire communautaire.
- Ces critères doivent pondérer la population de chaque commune.
- Le conseil de communauté dispose de la latitude de choisir la définition retenue du potentiel fiscal ou financier, et la définition retenue de la population.
- La notion de prise en compte majoritaire des critères obligatoires semble devoir être interprétée comme « relativement majoritaire », la majorité relative devant représenter, toutefois, au moins 35% du montant de la DSC répartie.
- Ceci imposerait qu'aucun critère complémentaire ne représente, à lui seul, un poids supérieur à celui des deux critères légaux.

- Toutefois, il pourra apparaître prudent, en l'absence de jurisprudence, de donner un caractère strictement majoritaire (plus de 50%) aux deux critères légaux.

Le principe : les critères et le montant de la DSC sont fixés par le conseil communautaire à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés.

## 2. LES PRINCIPES RETENUS DU PACTE FINANCIER ET FISCAL AU SEIN D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Alès Agglomération est rompue à la mise en œuvre des outils financiers de solidarité au sein d'un pacte financier et fiscal depuis 2014.

Au travers de ce nouveau pacte financier et fiscal, Alès Agglomération souhaite confirmer son espace de solidarité grâce aux compétences exercées, à la mutualisation et aux outils financiers et fiscaux qu'elle mobilise.

Le pacte financier et fiscal s'articule avec un projet de territoire. Le pacte financier et fiscal, ici mis en œuvre, consiste dans un compromis local portant sur **l'accompagnement** de la Communauté vers ses communes membres dans la réalisation du projet de territoire et du maintien des **équilibres financiers précaires des communes et de l'EPCI**.

La mise en œuvre du pacte financier et fiscal d'Alès Agglomération s'articule autour de 2 axes financiers majeurs auprès des communes membres :

- Le maintien du versement d'une dotation de solidarité communautaire aux communes membres afin de soutenir les équilibres financiers au sein des sections de fonctionnement communales,
- Le maintien du versement et l'accroissement de l'enveloppe de fonds de concours aux projets des communes membres.

Par ailleurs, Alès agglomération souhaite s'engager dans la stabilité du périmètre intercommunal et du périmètre d'action (hormis pour l'enfance/jeunesse dont la proximité est une composante nécessaire au sein d'une grande agglomération), tout en garantissant la solidarité. L'attribution FPIC est maintenue dans sa ventilation de droit commun.

Ainsi ce pacte financier et fiscal s'articule autour :

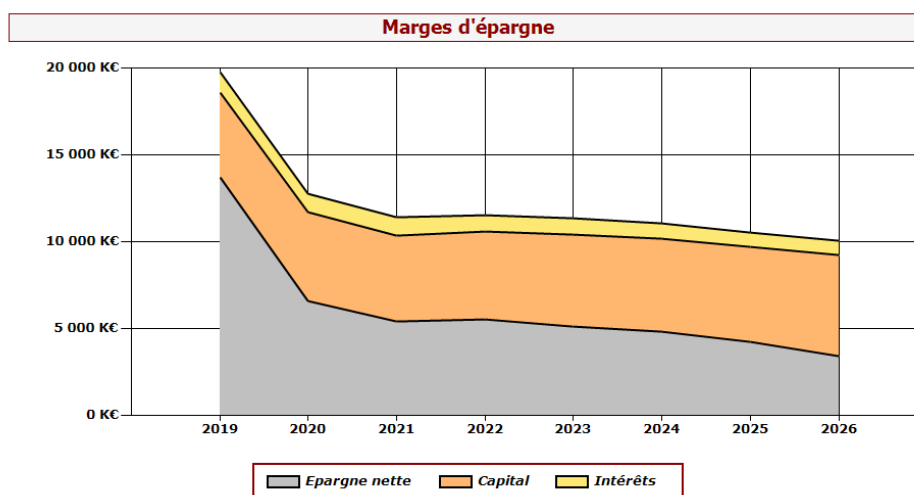
- de la solidarité,
- de la stabilité,
- de la continuité.

### 3. LES CAPACITES FINANCIERES DU PROJET COMMUNAUTAIRE

Le scénario présenté ci-après est le cadre d'hypothèses assurant la réussite du projet communautaire tout en maintenant la dotation de solidarité communautaire et les fonds de concours d'investissement aux communes.

Depuis 2013, les relations Etat/collectivités locales changent régulièrement : baisse des dotations de l'Etat de 2013 à 2017, contractualisation de 2018 à 2020. A l'heure actuelle, les nouvelles règles ne sont pas définies quant à une éventuelle participation des collectivités à « l'effort national ». Les contrats dits « de Cahors » ne sont que suspendus actuellement. L'ensemble de ces inconnues contraint la Communauté à conserver ses marges de manœuvre.

La situation financière de la Communauté se dégraderait sans devenir problématique. Les hypothèses retenues au sein de cette prospective permettent de conserver la solvabilité de la Communauté d'Alès Agglomération.

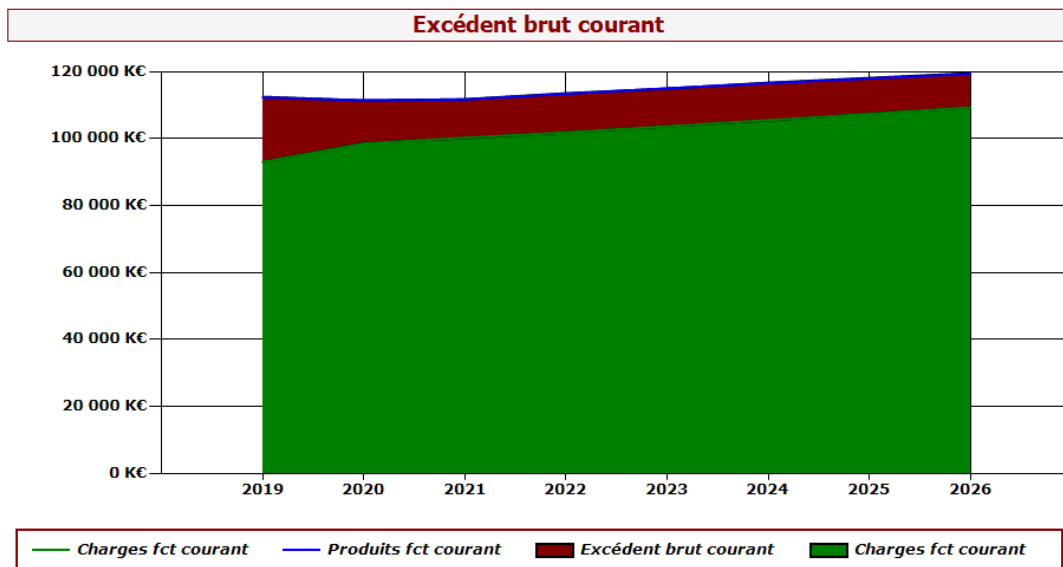


#### CHAINE DE L'EPARGNE

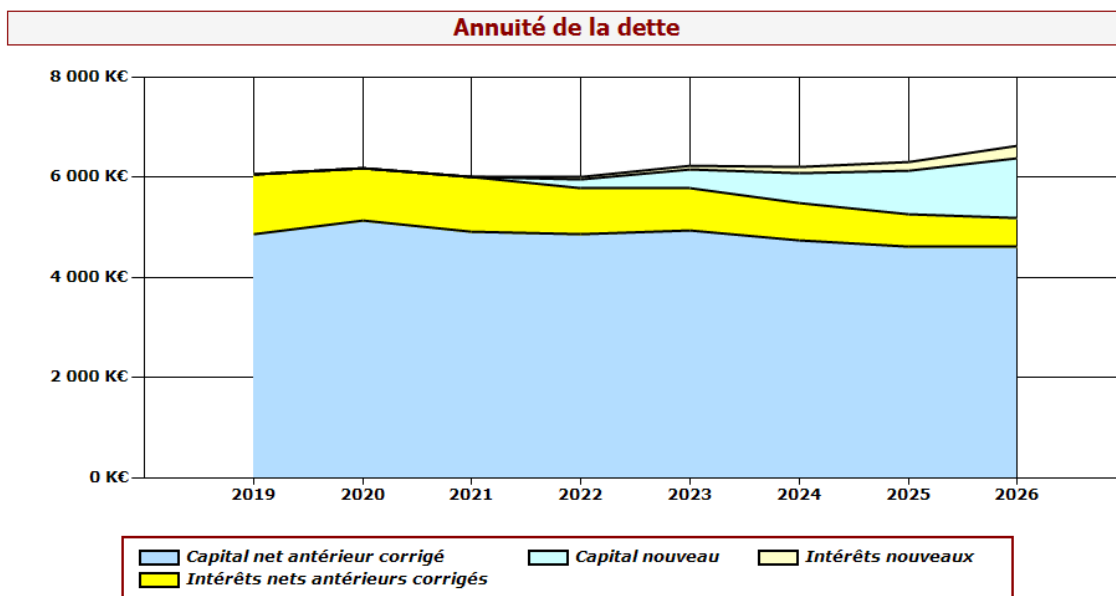
K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement courant	112 264	111 382	111 652	113 347	114 969	116 518	117 900	119 309
- Charges de fonctionnement courant	93 008	98 514	100 226	101 822	103 633	105 478	107 360	109 278
<b>= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)</b>	<b>19 255</b>	<b>12 868</b>	<b>11 426</b>	<b>11 524</b>	<b>11 337</b>	<b>11 040</b>	<b>10 541</b>	<b>10 030</b>
<b>+ Solde exceptionnel large</b>	<b>483</b>	<b>-125</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>	<b>-19</b>
= Produits exceptionnels larges*	1 509	513	305	305	305	305	305	305
- Charges exceptionnelles larges*	1 026	639	324	324	324	324	324	324
<b>= EPARGNE DE GESTION (EG)</b>	<b>19 738</b>	<b>12 742</b>	<b>11 407</b>	<b>11 505</b>	<b>11 317</b>	<b>11 021</b>	<b>10 521</b>	<b>10 011</b>
- Intérêts	1 206	1 045	1 100	966	913	866	830	806
<b>= EPARGNE BRUTE (EB)</b>	<b>18 532</b>	<b>11 697</b>	<b>10 307</b>	<b>10 539</b>	<b>10 404</b>	<b>10 154</b>	<b>9 692</b>	<b>9 205</b>
- Capital	4 856	5 122	4 899	5 035	5 304	5 341	5 477	5 807
<b>= EPARGNE NETTE (EN)</b>	<b>13 676</b>	<b>6 575</b>	<b>5 408</b>	<b>5 504</b>	<b>5 100</b>	<b>4 813</b>	<b>4 215</b>	<b>3 397</b>

L'excédent brut courant se resserrerait entre 2019 et 2026 en raison d'une progression supérieure des charges de fonctionnement courant (les dépenses de personnel augmenteraient de 2,2%/an en termes nominaux, les charges à caractère général de 1,3%/an et les autres charges de gestion courante de 1,7%/an), alors que les impôts et taxes progresseraient de 1,5%/an et les dotations et participations de 0,3%/an.

L'excédent brut courant serait en recul de 7,8 M€ entre 2019 et 2021. La dynamique des produits de la fiscalité permettrait de stabiliser l'EBC en 2021 et 2022.



L'annuité de dette serait en diminution en 2021. Par la suite, elle se stabiliserait à 6 M€ en moyenne pour progresser de nouveau, nettement, en 2026, dégradant d'autant l'épargne nette.



Les dépenses d'investissement comprennent les dépenses indirectes qui sont les fonds de concours. Ceux-ci, destinés aux communes, sont estimés à 1,5 M€/an (cf. dernière partie du document). Le montant est plus important en raison de la prise en compte des restes à réaliser.

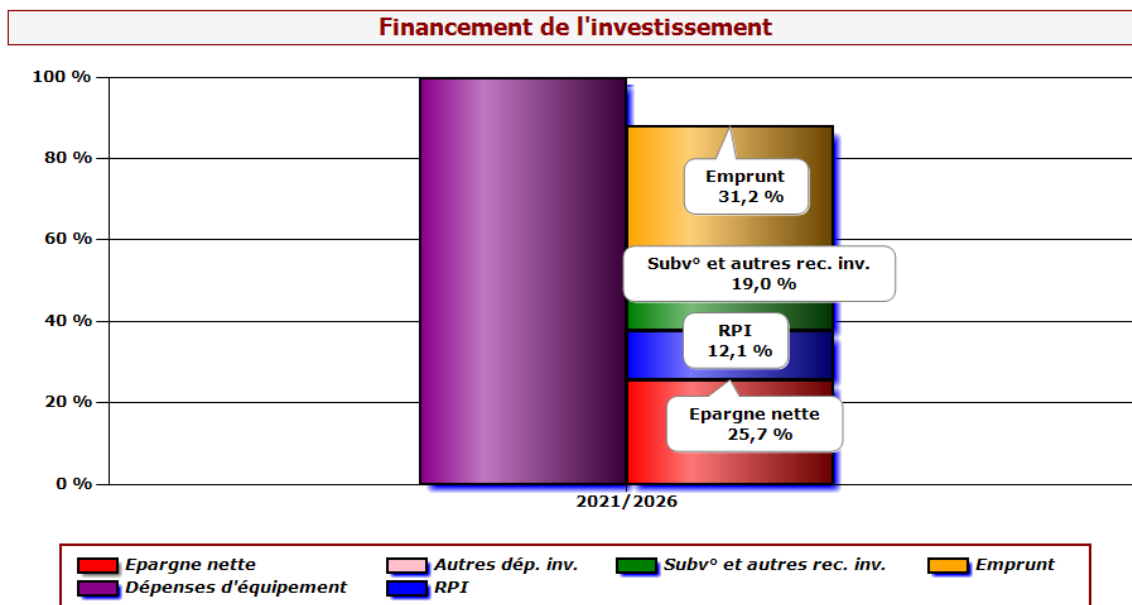
Les dépenses d'investissement hors annuité de dette avoisineraient 18 M€/an, en moyenne.

Elles seraient financées à hauteur de :

- 26% par l'épargne nette,
- Plus de 31% par l'emprunt pour 34,5 M€ cumulés de 2021 à 2026,

- Les subventions pour 19%.

La communauté puiserait dans ses excédents capitalisés à hauteur de 13 M€ pour les ramener à 3,6 M€.



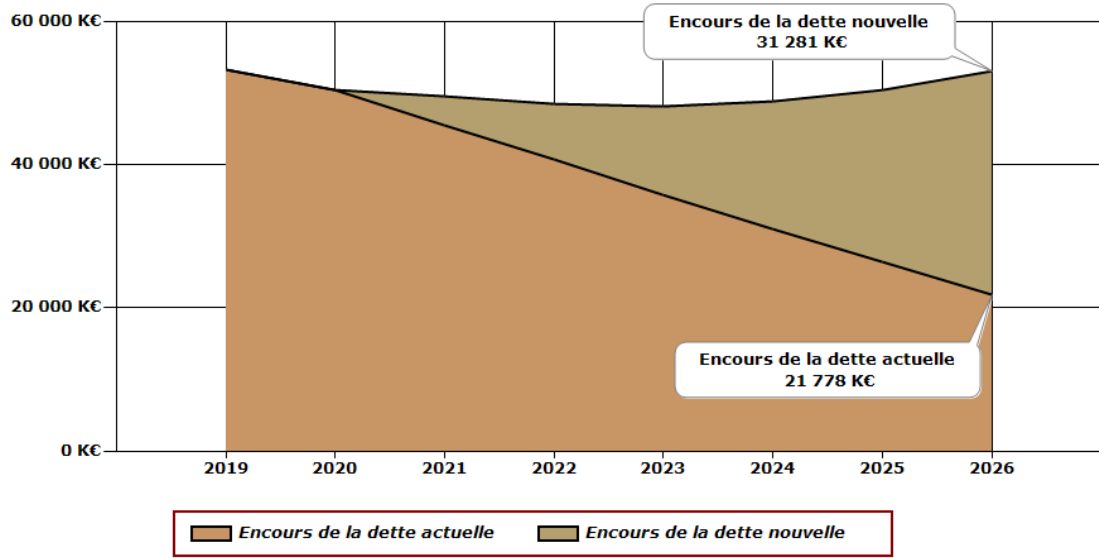
#### FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2021/2026
Dépenses d'équipement	16 778	13 678	19 150	18 700	19 200	18 000	17 700	17 700	110 450
Dépenses directes d'équipement	15 046	12 298	16 000	16 500	17 000	16 000	16 000	16 000	97 500
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	1 733	1 379	3 150	2 200	2 200	2 000	1 700	1 700	12 950
Dépenses financières d'investissement	29	3	10	10	10	10	10	10	60
<b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>	<b>16 807</b>	<b>13 680</b>	<b>19 160</b>	<b>18 710</b>	<b>19 210</b>	<b>18 010</b>	<b>17 710</b>	<b>17 710</b>	<b>110 510</b>
<b>Financement de l'investissement</b>	<b>24 509</b>	<b>16 230</b>	<b>15 091</b>	<b>15 269</b>	<b>15 931</b>	<b>16 513</b>	<b>16 914</b>	<b>17 597</b>	<b>97 315</b>
<b>EPARGNE NETTE</b>	<b>13 676</b>	<b>6 575</b>	<b>5 408</b>	<b>5 504</b>	<b>5 100</b>	<b>4 813</b>	<b>4 215</b>	<b>3 397</b>	<b>28 437</b>
Ressources propres d'inv. (RPI)	2 271	2 312	2 183	2 265	2 331	2 200	2 200	2 200	13 379
FCTVA	1 145	2 058	2 083	2 165	2 231	2 100	2 100	2 100	12 779
Produits des cessions	388	195	50	50	50	50	50	50	300
Diverses RPI	737	60	50	50	50	50	50	50	300
Subventions yc DETR / DSIL	2 761	4 342	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	21 000
Emprunt	5 800	3 000	4 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 500	34 499
Variation de l'excédent global	7 702	2 550	-4 069	-3 441	-3 279	-1 497	-796	-113	-13 195

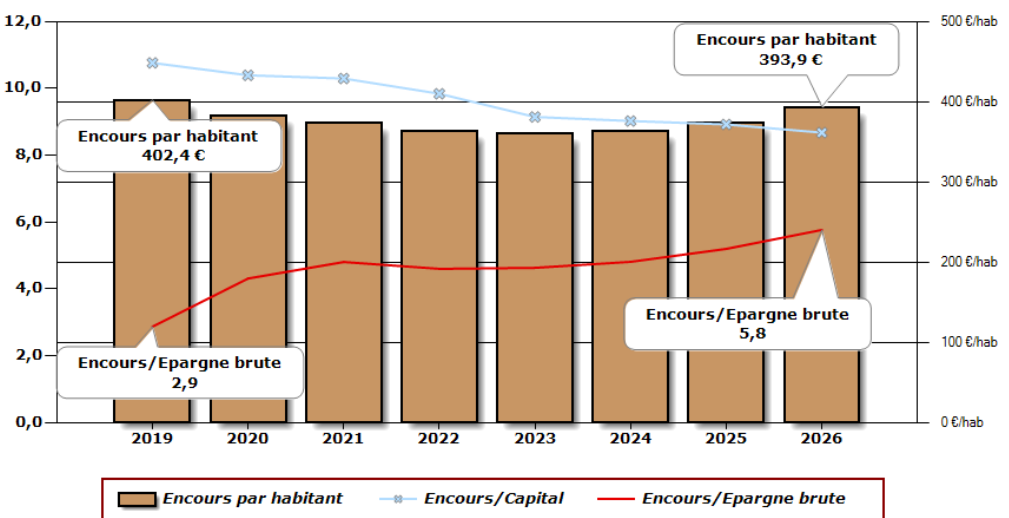
K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Excédent global de clôture (EGC)</b>	<b>14 261</b>	<b>16 832</b>	<b>12 763</b>	<b>9 322</b>	<b>6 043</b>	<b>4 546</b>	<b>3 750</b>	<b>3 637</b>

Malgré ce niveau accru de dépenses d'investissement hors annuité de dette, l'encours de dette serait maintenu en 2026 à un niveau identique à celui de 2019. Le délai de désendettement serait de moins de 6 ans en 2026.

**Encours de dette au 31 décembre**



**Ratios de dette**



Il faut noter que la dynamique des charges de fonctionnement est plafonnée afin de maintenir la situation financière de la Communauté. Ainsi, ce projet communautaire réduirait la capacité financière de la Communauté en fin de mandat, sans la rendre insupportable.

Un dérapage de seulement +0,5%/an, représentant 500 k€ de dépenses de fonctionnement supplémentaires, diminuerait fortement l'épargne nette de la Communauté. Elle ne serait plus que de 454 k€ en 2026. Ainsi, l'écart de recettes de fonctionnement (moins de progression qu'attendue) ou de hausse des dépenses de fonctionnement simulées contraindrait la communauté à revoir son projet.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Produits de Fonctionnement</b>	<b>113 773</b>	<b>111 895</b>	<b>111 957</b>	<b>113 652</b>	<b>115 274</b>	<b>116 823</b>	<b>118 205</b>	<b>119 614</b>
<b>Ev° nominale Charges fct courant</b>	<b>0,4%</b>	<b>6,1%</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,4%</b>
Charges fct courant strictes	87 432	92 767	94 287	96 550	98 867	101 240	103 670	106 158
Surplus de Ch Fct	0	0	0	493	1 000	1 528	2 076	2 645
Atténuations de produits	5 576	5 747	5 939	5 765	5 765	5 765	5 765	5 765
Ch. exceptionnelles larges	1 026	639	324	324	324	324	324	324
Annuité de dette	6 062	6 167	5 999	6 001	6 244	6 292	6 480	6 912
<b>Ch. de Fonctionnement larges</b>	<b>100 096</b>	<b>105 320</b>	<b>106 550</b>	<b>108 641</b>	<b>111 201</b>	<b>113 622</b>	<b>116 240</b>	<b>119 160</b>
<b>Epargne nette</b>	<b>13 676</b>	<b>6 575</b>	<b>5 408</b>	<b>5 011</b>	<b>4 073</b>	<b>3 201</b>	<b>1 965</b>	<b>454</b>
Rec.Inv. hs Emprunt	5 033	6 655	5 683	5 765	5 831	5 700	5 700	5 700
Var Excédent	7 702	2 550	-4 069	-3 441	-3 279	-1 497	-796	-113
<b>Dép Inv. hs Capital</b>	<b>16 807</b>	<b>13 680</b>	<b>19 160</b>	<b>18 710</b>	<b>19 210</b>	<b>18 010</b>	<b>17 710</b>	<b>17 710</b>
<b>Emprunt</b>	<b>5 800</b>	<b>3 000</b>	<b>4 000</b>	<b>4 493</b>	<b>6 027</b>	<b>7 612</b>	<b>9 249</b>	<b>11 443</b>

#### 4. LA DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE 2021/2026

Pour rappel, la dotation de solidarité communautaire est un outil de partage du dynamisme de la fiscalité intercommunale. La dotation de solidarité communautaire (ci-après DSC) a été instaurée par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République. Son objectif initial était de permettre un partage du dynamisme de la fiscalité transférée à l'EPCI. Son fonctionnement a été significativement modifié par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

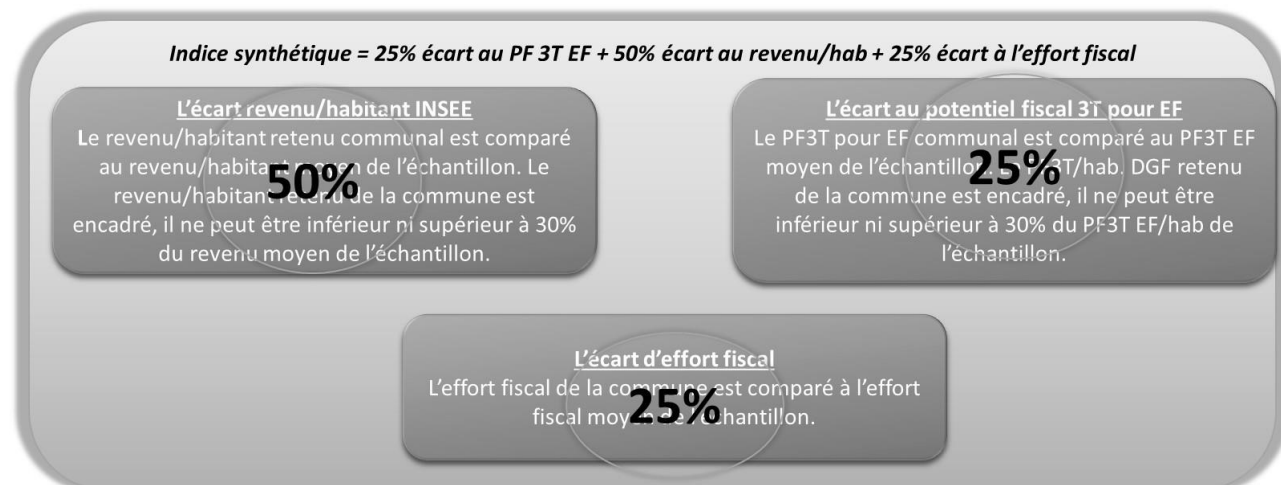
La mise en place d'une DSC est une obligation pour les CU, les métropoles et les EPCI signataires d'un contrat de ville n'ayant pas instauré un pacte financier et fiscal.

Ainsi, au sein d'un pacte financier et fiscal, une communauté signataire du contrat de ville ne serait pas contrainte de créer une DSC. Sa mise en œuvre est en revanche réglementée et des critères sont prescrits.

La DSC en vigueur au sein de la Communauté jusqu'en 2020 était de 1 255 k€. L'attribution DSC de chacune des communes membres était alors calculée comme suit :

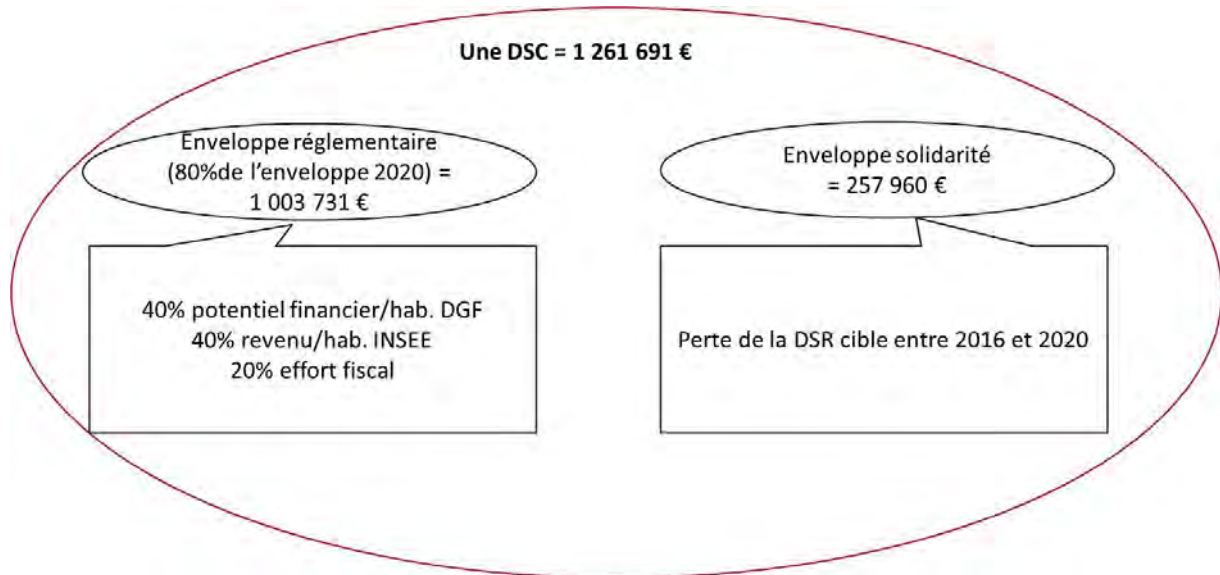
$$\text{L'attribution DSC communale} = \text{Population DGF} \times \text{indice synthétique} \times \text{valeur point}$$

Avec pour indice synthétique :



Un bornage des critères était prévu en raison du grand nombre de communes membres et de leur hétérogénéité.

Avec le nouveau Pacte financier et fiscal, la DSC d'Alès Agglomération sera répartie en 2 enveloppes de 2021 à 2025 (fin de l'enveloppe solidarité en 2025)<sup>1</sup> :



#### 4.1. MODE REPARTITION DE L'ENVELOPPE REGLEMENTAIRE

Jusqu'en 2020, la DSC d'Alès Agglomération était proche des contraintes législatives actuelles. Ainsi, les mêmes principes de cadrage des valeurs extrêmes seront utilisés afin d'éviter des effets de concentration de cette dernière enveloppe.

Les critères prioritaires sont :

- l'écart au potentiel financier vis-à-vis de la moyenne du territoire : si le potentiel financier/hab. DGF d'une commune est inférieur à la moyenne du territoire, son indice d'écart serait supérieur à 1, et plus élevé que les autres communes.
- l'écart au revenu/hab. INSEE vis-à-vis de la moyenne du territoire : de la même manière que pour l'écart au Pfin/hab., si le revenu/hab. d'une commune est inférieur à la moyenne du territoire, alors l'indice est supérieur à 1.
- l'effort fiscal vis-à-vis de la moyenne du territoire : ce critère n'est pas obligatoire. Sa prise en compte dans le calcul de l'enveloppe de DSC est nécessaire, Alès Agglomération est un territoire avec une grande disparité de pression fiscale. Certaines communes ont des efforts fiscaux très élevés, ainsi, elles n'ont plus de capacité à faire progresser leur taux en cas de difficultés financières.

Ce dernier critère permet de considérer que la DSC doit être versée aux communes ayant une incapacité à pouvoir faire progresser leur pression fiscale, en raison de bases fiscales faibles (un Pot Fin/hab. et un revenu à l'habitant faibles, un effort fiscal déjà élevé).

<sup>1</sup> Les montants des enveloppes présentées correspondent aux enveloppes 2021 uniquement.



### La pondération des critères :

- 40% pour le potentiel financier/habitant,
- 40% pour le revenu/habitant,
- 20% pour l'effort fiscal.

Le poids de l'effort fiscal ne peut pas être supérieur et le poids des critères obligatoires ne peut pas être plus faible en raison de la seconde enveloppe (20% de la DSC totale). Les critères obligatoires doivent être majoritaires dans la distribution de l'enveloppe totale de DSC. Ici, ils représentent, en définitive, 64% de l'enveloppe totale de DSC.

Aucune garantie vis-à-vis du pacte financier et fiscal précédent n'est mise en place.

- Les données prises en compte restent celles de N-1 afin de se protéger d'éventuels décalages de publications des données nationales (exemple : pour le calcul de la DSC 2021, les critères utilisés sont ceux de 2020).
- La répartition de l'enveloppe de DSC entre les communes membres d'Alès Agglomération est fonction d'un indice synthétique, construit à partir des 3 indicateurs présentés ci-avant :
  - **L'écart au potentiel financier/hab.** : le PFin/hab. DGF est comparé au potentiel financier moyen de l'échantillon.
  - **L'écart revenu/habitant INSEE** : le revenu/habitant retenu de la commune est encadré, il ne peut être inférieur ni supérieur à 30% du revenu moyen de l'échantillon.
  - **L'écart d'effort fiscal** : l'effort fiscal de la commune est comparé à l'effort fiscal moyen de l'échantillon.

L'attribution DSC de chacune des communes membres est alors calculée comme suit :

**L'attribution** DSC communale = Population DGF x indice synthétique x valeur point

Avec *Indice synthétique* = 40% écart au PFin + 40% écart au revenu/hab + 20% écart à **l'effort fiscal**

### Le bornage :

Afin de tenir compte de certaines spécificités et d'atténuer des écarts-types parfois importants sur les données servant à la ventilation de la DSC entre les communes membres, Alès Agglomération a souhaité conserver un bornage sur les valeurs extrêmes des critères :

- d'une part, pour chaque commune **l'écart au revenu/habitant** est maintenu dans des intervalles compris entre +/-30% du revenu moyen des communes membres d'Alès Agglomération,
- d'autre part, à la fin du calcul de **l'indice synthétique**, ce dernier est maintenu dans un intervalle de +/-20%.

Communes	Indice synthétique retenu (IS)	Population DGF pondérée 2020	DSC réglementaire
ALES	1,09	45 327	327,780
ANDUZE	0,95	3 633	26,272
AUJAC	1,07	294	2,127
BAGARD	0,93	2 497	18,059
BOISSET-ET-GAUJAC	0,95	2 532	18,311
BONNEVAUX	1,15	147	1,065
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES	1,05	1 038	7,503
BRANOUX-LES-TAILLADES	1,10	1 685	12,188
BRIGNON	1,05	852	6,159
BROUZET-LES-ALES	0,91	653	4,721
CASTELNAU-VALENCE	0,96	485	3,507
CENDRAS	1,14	2 214	16,011
CHAMBON	0,91	400	2,895
CHAMBORIGAUD	1,17	1 171	8,471
CONCOULES	0,89	392	2,834
CORBES	0,89	155	1,124
CRUVIERS-LASCOURS	0,87	640	4,630
DEAUX	0,89	608	4,400
EUZET	0,92	443	3,206
GENERARGUES	0,94	762	5,510
GENOLHAC	0,95	1 096	7,925
GRAND-COMBE	1,20	6 202	44,846
LAMELOUZE	1,06	204	1,474
LAVAL-PRADEL	1,13	1 453	10,507
LEZAN	1,00	1 611	11,651
MAGES	0,92	2 049	14,817
MARTIGNARGUES	0,92	428	3,097
MARTINET	1,05	938	6,783
MASSANES	0,95	197	1,423
MASSILLARGUES-ATTUECH	0,98	730	5,275
MEJANNES-LES-ALES	0,84	1 075	7,774
MIALET	0,89	848	6,134
MONS	0,89	1 566	11,323
MONTEILS	0,92	628	4,543
NERES	0,90	688	4,976
PLANS	0,86	233	1,681
PORTES	1,20	505	3,655

Communes	Indice synthétique retenu (IS)	Population DGF pondérée 2020	DSC réglementaire
RIBAUTE-LES-TAVERNES	0,94	2 173	15,714
ROUSSON	0,95	4 039	29,209
SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE	1,03	149	1,076
SAINTE-CECILE-D'ANDORGE	1,05	704	5,089
SAINTE-CESAIRE-DE-GAUZIGNAN	1,02	427	3,087
SAINTE-CHRISTOL-LES-ALES	0,96	7 017	50,741
SAINTE-CROIX-DE-CADERLE	1,07	171	1,236
SAINTE-ETIENNE-DE-L'OLM	1,01	438	3,168
SAINTE-FLORENT-SUR-AUZONNET	0,99	1 276	9,224
SAINTE-HILAIRE-DE-BRETHMAS	0,88	3 971	28,715
SAINTE-HIPPOLYTE-DE-CATON	0,88	203	1,471
SAINTE-JEAN-DE-CEYRARGUES	0,96	170	1,231
SAINTE-JEAN-DE-SERRES	1,03	587	4,244
SAINTE-JEAN-DE-VALERISCLE	1,12	822	5,944
SAINTE-JEAN-DU-GARD	1,00	2 902	20,984
SAINTE-JEAN-DU-PIN	0,94	1 497	10,826
SAINTE-JULIEN-DE-CASSAGNAS	0,86	642	4,645
SAINTE-JULIEN-LES-ROSIERS	0,91	3 133	22,658
SAINTE-JUST-ET-VACQUIERES	0,88	285	2,059
SAINTE-MARTIN-DE-VALGALGUES	1,01	4 546	32,877
SAINTE-MAURICE-DE-CAZEVIEILLE	0,94	716	5,181
SAINTE-PAUL-LA-COSTE	0,98	434	3,140
SAINTE-PRIVAT-DES-VIEUX	0,80	4 298	31,078
SAINTE-SEBASTIEN-D'AIGREFEUILLE	1,03	654	4,732
SALINDRES	0,92	3 280	23,719
SALLES-DU-GARDON	1,20	3 264	23,603
SENECHAS	0,96	388	2,805
SERVAS	0,88	204	1,476
SEYNES	0,91	166	1,199
SOUSTELLE	0,97	167	1,211
THOIRAS	0,93	484	3,498
TORNAC	0,89	927	6,703
VABRES	0,89	134	0,969
VERNAREDE	1,03	482	3,488
VEZENOBRES	0,85	1 669	12,072

<b>Total</b>	<b>138 802</b>	<b>1 003,731</b>
--------------	----------------	------------------

## 4.2. MODE REPARTITION DE L'ENVELOPPE SOLIDARITE

Les communes qui étaient membres jusqu'en 2016 de la CC Vivre en Cévennes, la CC des Hautes Cévennes et la CC du Pays Grand Combien ont eu des pertes de dotations d'aménagement entre 2016 et 2020.

A contrario, certaines communes de l'ancienne Communauté d'Agglomération d'Alès ont bénéficié d'une hausse de leur dotation d'aménagement (DSU, DSR et DNP).

Les pertes de dotations ont porté sur la DNP et la DSR.

La DNP n'a plus progressé au niveau national depuis 2015. Les fusions intercommunales qui ont eu lieu de manière massive au 01/01/2017 ont eu pour effet de modifier fortement la ventilation de la DNP entre les communes.

La DSR est composée de 3 enveloppes :

- Bourg-centre,
- Péréquation,
- Cible.

La DSR cible a pour ambition d'accroître fortement la péréquation des communes de moins de 10 000 habitants, les plus fragiles. La perte de DSR cible pour ces communes anciennement éligibles était due au poids du potentiel fiscal de l'EPCI pris en compte dans le calcul du potentiel fiscal communal.

Alès agglomération souhaite accompagner sur ce mandat (2021/2026), la perte de la DSR cible des communes entre 2016 et 2020 (et non glissant). Certaines communes sont

devenues éligibles juste en 2018 puis ont bénéficié des garanties. Cette perte d'éligibilité n'est pas retenue au sein de la DSR solidarité, leur éligibilité était un effet d'aubaine pour ces dernières communes.

La garantie DSR cible serait lissée de 2021 à 2026 :

- 2021 : 100% de la DSR cible 2016,
- 2022 : 80% de la DSR cible 2016,
- 2023 : 60% de la DSR cible 2016,
- 2024 : 40% de la DSR cible 2016,
- 2025 : 20% de la DSR cible 2016,
- 2026 : 0% de la DSR cible.

### 4.3. LA DSC TOTALE EN 2021

Pour rappel et pour comparaison, la DSC totale est présentée ci-dessous. Les montants de l'enveloppe solidarité, au fur et à mesure de leur réduction, seront reversés au sein de l'enveloppe réglementaire.

Communes	Population DGF pondérée 2020	DSC réglementaire	DSC solidarité 2021	FPIC de droit commun 2021 = 2020	Reversements totaux estimés	Pour rappel : Reversements réalisés en 2020	Ecarts	Ecarts/hab.
ALES	45 327	327,780	-	438,309	766,089	850,128	- 84,039	- 2,056
ANDUZE	3 633	26,272	-	38,155	64,427	70,859	- 6,432	- 1,850
AUJAC	294	2,127	14,939	3,151	20,217	6,014	14,202	76,770
BAGARD	2 497	18,059	34,230	30,521	82,810	53,042	29,768	11,280
BOISSET-ET-GAUJAC	2 532	18,311	-	30,231	48,542	51,875	- 3,333	- 1,287
BONNEVAUX	147	1,065	6,570	1,392	9,027	2,810	6,218	70,654
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES	1 038	7,503	-	10,920	18,423	20,148	- 1,725	- 1,795
BRANOUX-LES-TAILLADES	1 685	12,188	-	18,881	31,069	33,646	- 2,576	- 1,880
BRIGNON	852	6,159	-	9,255	15,414	17,163	- 1,749	- 2,234
BROUZET-LES-ALES	653	4,721	-	7,557	12,278	13,421	- 1,143	- 1,729
CASTELNAU-VALENCE	485	3,507	-	5,390	8,897	9,772	- 0,875	- 1,885
CENDRAS	2 214	16,011	-	22,155	38,166	43,299	- 5,133	- 2,743
CHAMBON	400	2,895	17,518	4,516	24,929	8,222	16,707	61,424
CHAMBORIGAUD	1 171	8,471	-	10,952	19,423	21,666	- 2,243	- 2,617
CONCOULES	392	2,834	-	4,345	7,179	8,225	- 1,046	- 3,993
CORBES	155	1,124	-	1,743	2,867	3,187	- 0,321	- 2,069
CRUVIERS-LASCOURS	640	4,630	-	6,593	11,223	12,895	- 1,672	- 2,355
DEAUX	608	4,400	-	7,580	11,980	13,769	- 1,789	- 2,694
EUZET	443	3,206	-	4,800	8,006	8,709	- 0,703	- 1,576
GENERARGUES	762	5,510	-	8,863	14,373	15,570	- 1,197	- 1,664
GENOLHAC	1 096	7,925	23,118	12,422	43,465	21,695	21,770	25,284
GRAND-COMBE	6 202	44,846	-	62,302	107,148	118,750	- 11,602	- 2,258
LAMELQUIZE	204	1,474	-	2,143	3,617	4,098	- 0,481	- 3,367
LAVAL-PRADEL	1 453	10,507	-	18,646	29,153	31,143	- 1,990	- 1,680
LEZAN	1 611	11,651	-	18,433	30,084	32,912	- 2,828	- 1,809
MAGES	2 049	14,817	27,424	23,913	66,154	42,479	23,676	11,226
MARTIGNARGUES	428	3,097	-	5,225	8,322	9,140	- 0,818	- 1,889
MARTINET	938	6,783	13,916	10,080	30,779	19,643	11,136	14,749
MASSANES	197	1,423	-	2,235	3,658	4,002	- 0,344	- 1,719
MASSILLARGUES-ATTUECH	730	5,275	-	8,673	13,948	14,670	- 0,721	- 1,064
MEJANNES-LES-ALES	1 075	7,774	-	11,350	19,124	21,161	- 2,038	- 1,628
MIALET	848	6,134	-	9,666	15,800	17,609	- 1,809	- 2,822
MONS	1 566	11,323	-	18,869	30,192	32,381	- 2,189	- 1,281
MONTEILS	628	4,543	-	7,384	11,927	13,123	- 1,197	- 1,797
NERS	688	4,976	-	8,014	12,990	14,221	- 1,231	- 1,721
PLANS	233	1,681	-	2,698	4,379	4,867	- 0,487	- 1,882
PORTES	505	3,655	-	5,840	9,495	10,526	- 1,031	- 2,929

Communes	Population DGF pondérée 2020	DSC réglementaire	DSC solidarité 2021	FPIC de droit commun 2021 = 2020	Reversements totaux estimés	Pour rappel : Reversements réalisés en 2020	Ecarts	Ecarts/hab.
RIBAUTE-LES-TAVERNES	2 173	15,714	-	27,675	43,389	49,234	- 5,844	- 2,596
ROUSSON	4 039	29,209	-	45,689	74,898	80,833	- 5,935	- 1,421
SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE	149	1,076	-	1,440	2,516	2,725	- 0,210	- 1,704
SAINTE-CECILE-D'ANDORGE	704	5,089	21,737	7,838	34,664	14,440	20,224	34,336
SAINT-CESAIRE-DE-GAUZIGNAN	427	3,087	-	4,859	7,946	8,754	- 0,809	- 2,089
SAINT-CHRISTOL-LES-ALES	7 017	50,741	-	76,831	127,572	138,615	- 11,043	- 1,530
SAINTE-CROIX-DE-CADERLE	171	1,236	-	1,756	2,992	3,325	- 0,334	- 2,783
SAINTE-ETIENNE-DE-L'OLM	438	3,168	-	4,938	8,106	8,850	- 0,743	- 1,863
SAINTE-FLORENT-SUR-AUZONNET	1 276	9,224	17,980	12,543	39,747	25,089	14,658	12,328
SAINTE-HILAIRE-DE-BRETHMAS	3 971	28,715	-	46,207	74,922	79,892	- 4,970	- 1,125
SAINTE-HIPPOLYTE-DE-CATON	203	1,471	-	2,331	3,802	4,170	- 0,367	- 1,692
SAINTE-JEAN-DE-CEYRARGUES	170	1,231	-	1,878	3,109	3,185	- 0,076	- 0,462
SAINTE-JEAN-DE-SERRES	587	4,244	-	6,626	10,870	11,925	- 1,055	- 1,983
SAINTE-JEAN-DE-VALERISCLE	822	5,944	15,558	8,552	30,054	16,519	13,535	19,934
SAINTE-JEAN-DU-GARD	2 902	20,984	-	30,825	51,809	57,805	- 5,997	- 2,303
SAINTE-JEAN-DU-PIN	1 497	10,826	-	17,375	28,201	30,126	- 1,925	- 1,242
SAINTE-JULIEN-DE-CASSAGNAS	642	4,645	9,651	7,281	21,577	13,663	7,914	11,099
SAINTE-JULIEN-LES-ROSIERS	3 133	22,658	48,411	36,062	107,131	63,458	43,672	12,807
SAINTE-JUST-ET-VACQUIERES	285	2,059	-	3,236	5,295	5,795	- 0,500	- 1,644
SAINTE-MARTIN-DE-VALGALGUES	4 546	32,877	-	46,367	79,244	87,287	- 8,043	- 1,795
SAINTE-MAURICE-DE-CAZEVEILLE	716	5,181	-	7,740	12,921	14,310	- 1,389	- 1,890
SAINTE-PAUL-LA-COSTE	434	3,140	-	5,268	8,408	9,211	- 0,803	- 2,758
SAINTE-PRIVAT-DES-VIEUX	4 298	31,078	-	48,691	79,769	87,225	- 7,456	- 1,404
SAINTE-SEBASTIEN-D'AIGREFEUILLE	654	4,732	-	8,099	12,831	13,853	- 1,022	- 1,965
SALINDRES	3 280	23,719	-	31,176	54,895	60,227	- 5,332	- 1,508
SALLES-DU-GARDON	3 264	23,603	-	35,923	59,526	65,370	- 5,844	- 2,225
SENECHAS	388	2,805	6,908	4,560	14,273	8,240	6,034	23,662
SERVAS	204	1,476	-	2,328	3,804	4,186	- 0,382	- 1,794
SEYNES	166	1,199	-	1,889	3,088	3,360	- 0,272	- 1,671
SOUSTELLE	167	1,211	-	1,973	3,184	3,562	- 0,378	- 2,999
THOIRAS	484	3,498	-	5,231	8,729	10,067	- 1,338	- 2,960
TORNAC	927	6,703	-	10,825	17,528	18,620	- 1,092	- 1,175
VABRES	134	0,969	-	1,527	2,496	2,745	- 0,249	- 1,988
VERNAREDE	482	3,488	-	5,154	8,642	9,594	- 0,952	- 2,816
VEZENOBRES	1 669	12,072	-	18,242	30,314	33,701	- 3,387	- 1,810
<b>Total</b>	<b>138 802</b>	<b>1 003,731</b>	<b>257,960</b>	<b>1 472</b>	<b>2 734</b>	<b>2 727</b>	<b>7</b>	

## 5. LES FONDS DE CONCOURS

Le versement de fonds de concours est autorisé si trois conditions sont réunies :

- Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la **réalisation ou le fonctionnement d'un équipement** (la promotion d'un événement sportif est par exemple exclue).
- Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.
- Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du ou des conseils municipaux concernés.

Extrait de l'article L5216-5 du CGCT :

« VI. - Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

## 5.1. LE REGLEMENT DES FONDS DE CONCOURS

---

Grâce au dispositif des fonds de concours (régis par l'article L.5216-5-VI du Code Général des Collectivités Territoriales), Alès Agglomération peut participer au financement de la réalisation d'un équipement communal.

### 5.1.1. OBJET DU FONDS DE CONCOURS

Le fonds de concours est attribué pour une ou plusieurs opérations d'investissement. Les opérations d'investissement doivent porter sur des projets intracommunautaires ou supra-communaux.

### 5.1.2. MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

*« Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».*

Par conséquent, le montant du fonds de concours ne doit pas dépasser :

- 80% du montant de l'ensemble des aides accordées pour le projet.
- 50% de la part résiduelle de financement revenant à la commune.

Le montant octroyé par la communauté d'agglomération à la commune doit être inférieur ou égal au montant restant à charge de la commune, hors subventions. De ce fait, au-delà des dispositions du présent règlement, chaque fonds de concours est plafonné à 50% du solde de l'opération restant à charge de la commune. Pour rappel, s'agissant de fonds de concours, la commune maître d'ouvrage devra assurer un financement de 20% minimum du montant total HT des financements apportés par des personnes publiques au projet, « fonds de concours et apports de la commune compris » (cf article L. 1111-10. III du CGCT).

### 5.1.3. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS

Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Bureau de Communauté et du Conseil municipal concerné.

Le Bureau de Communauté se prononcera au vu du dossier et délibérera sur le montant de sa participation.

Pour être retenu par le Bureau de Communauté, le dossier de demande d'octroi, devra comporter les pièces suivantes :

- Un courrier de demande d'attribution de fonds de concours,
- Une délibération du Conseil Municipal sollicitant l'attribution d'un fonds de concours,
- Une notice explicative présentant le projet,
- Un plan de financement prévisionnel, comprenant l'ensemble des subventions des partenaires financiers du projet concerné,
- Un calendrier prévisionnel de réalisation dans le cas de travaux,
- Les devis ou factures si le projet est achevé.

Il doit parvenir à Alès Agglomération 1 mois (30 jours) franc avant la convocation officielle du Bureau de Communauté.

Si la commune se voit accorder des subventions après avoir déposé son dossier, elle doit en informer par courrier Alès Agglomération et présenter un nouveau plan de financement prévisionnel.

La demande de fonds de concours accordée pour un projet pourra être reportée sur un autre projet durant l'exercice en cours et le suivant, après examen et validation par le Bureau de Communauté.

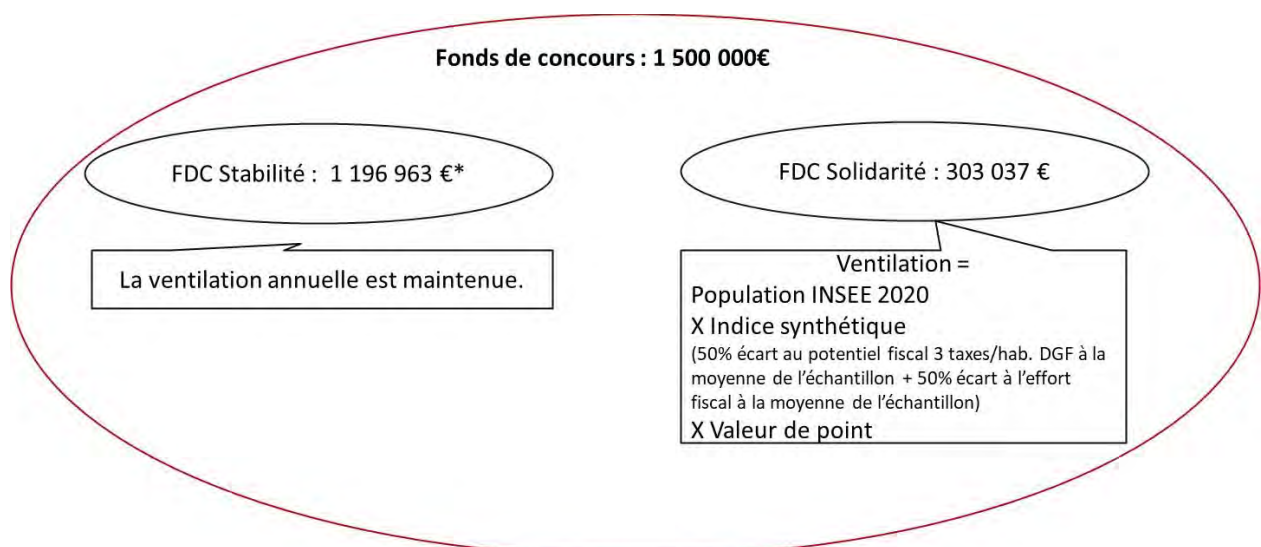
#### 5.1.4. CONDITIONS DE VERSEMENT DU FONDS DE CONCOURS

Un acompte est possible pour les communes dont le fonds de concours annuel est supérieur à 50 000 €. L'acompte est fixé à 50 % du montant total à verser. Il sera attribué sur présentation par la commune des factures acquittées correspondant au moins à la moitié du coût des dépenses éligibles.

Le solde ou le montant du fonds de concours sera versé à l'achèvement du projet sur la base d'un décompte définitif des dépenses mandatées par la commune (tableau récapitulatif des mandats payés visés par le Maire et le Trésorier, copie des factures). Si les dépenses d'investissement devaient être inférieures au montant prévisionnel, le fonds de concours serait proratisé vis-à-vis du montant alloué au départ par rapport au projet initial.

#### 5.2. LES MONTANTS DES FONDS DE CONCOURS

L'enveloppe de fonds de concours annuelle de la période 2017/2020 est acquise et conservée par les communes membres. La Communauté crée une nouvelle enveloppe solidarité supplémentaire de 300 k€. La ville d'Alès est exclue du dispositif de fonds de concours Solidarité.



\* La ventilation Stabilité est de 1 196 963 € en raison du retrait de Bouquet dont le FDC annuel était de 3 037 €.

L'enveloppe solidarité est calculée avec les critères qui étaient utilisés lors de la dernière ventilation :

- Ecart de potentiel fiscal 3 taxes/habitant vis-à-vis de l'échantillon (communes membres hors Alès),
- Ecart d'effort fiscal vis-à-vis de l'échantillon,

Les données prises en compte restent celles de N-1 afin de se protéger d'éventuels décalages de publications des données nationales (exemple : pour le calcul de l'enveloppe solidarité 2021, les critères utilisés sont ceux de 2020).

### Montant 2021 des fonds de concours par commune

Communes	Population INSEE 2020	FDC Stabilité	FDC Solidarité	Fonds de concours
ALES	40 870	271 674	-	271 674
ANDUZE	3 477	30 044	10 853	40 897
AUJAC	185	3 601	751	4 352
BAGARD	2 639	26 025	8 039	34 064
BOISSET-ET-GAUJAC	2 590	25 324	7 548	32 872
BONNEVAUX	88	3 942	455	4 397
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES	961	7 898	3 254	11 152
BRANOUX-LES-TAILLADES	1 370	17 172	5 169	22 340
BRIGNON	783	8 429	2 920	11 349
BROUZET-LES-ALES	661	6 839	2 070	8 910
CASTELNAU-VALENCE	464	3 708	1 478	5 185
CENDRAS	1 871	21 671	7 676	29 347
CHAMBON	272	4 098	939	5 037
CHAMBORIGAUD	857	10 252	3 239	13 491
CONCOULES	262	3 998	872	4 870
CORBES	155	2 605	445	3 049
CRUVIERS-LASCOURS	710	7 199	2 169	9 368
DEAUX	664	6 659	2 262	8 920
EUZET	446	3 560	1 410	4 969
GENERARGUES	719	7 297	2 229	9 526
GENOLHAC	861	8 783	2 728	11 510
GRAND-COMBE	5 138	78 803	26 551	105 354
LAMELOUZE	143	2 958	540	3 498
LAVAL-PRADEL	1 184	16 373	4 608	20 981
LEZAN	1 563	14 108	4 837	18 945
MAGES	2 109	23 541	6 233	29 774
MARTIGNARGUES	433	3 507	1 426	4 933
MARTINET	755	9 287	2 919	12 207
MASSANES	200	2 646	593	3 239
MASSILLARGUES-ATTUECH	678	7 049	2 096	9 145
MEJANNES-LES-ALES	1 252	12 141	3 534	15 675
MIALET	641	7 378	2 061	9 439
MONS	1 708	14 349	5 356	19 705
MONTEILS	666	7 730	2 406	10 136
NERS	715	7 059	2 187	9 246
PLANS	259	2 730	715	3 445
PORTES	352	5 142	1 589	6 732



Communes	Population INSEE 2020	FDC Stabilité	FDC Solidarité	Fonds de concours
RIBAUTE-LES-TAVERNES	2 251	16 016	7 857	23 873
ROUSSON	4 177	32 105	13 757	45 862
SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE	123	2 342	334	2 676
SAINTE-CECILE-D'ANDORGE	589	8 533	2 420	10 953
SAINT-CESAIRE-DE-GAUZIGNAN	387	3 572	1 392	4 964
SAINT-CHRISTOL-LES-ALES	7 219	60 290	23 021	83 311
SAINTE-CROIX-DE-CADERLE	120	2 459	401	2 860
SAINT-ETIENNE-DE-L'OLM	399	3 523	1 468	4 992
SAINT-FLORENT-SUR-AUZONNET	1 189	13 520	3 850	17 370
SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS	4 419	43 180	12 899	56 080
SAINT-HIPPOLYTE-DE-CATON	217	2 892	641	3 533
SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES	165	2 609	516	3 126
SAINT-JEAN-DE-SERRES	532	6 421	1 700	8 121
SAINT-JEAN-DE-VALERISCLE	679	7 920	2 524	10 444
SAINT-JEAN-DU-GARD	2 604	30 876	8 753	39 629
SAINT-JEAN-DU-PIN	1 550	13 776	4 921	18 697
SAINT-JULIEN-DE-CASSAGNAS	713	6 729	2 166	8 895
SAINT-JULIEN-LES-ROSIERS	3 410	28 636	10 294	38 930
SAINT-JUST-ET-VACQUIERES	304	2 774	784	3 558
SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES	4 480	47 708	15 612	63 320
SAINT-MAURICE-DE-CAZEVIEILLE	735	7 565	2 485	10 050
SAINT-PAUL-LA-COSTE	291	3 641	1 033	4 674
SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX	5 309	42 258	13 439	55 697
SAINT-SEBASTIEN-D'AIGREFEUILLE	520	7 045	1 934	8 979
SALINDRES	3 535	26 362	10 094	36 456
SALLES-DU-GARDON	2 626	33 120	10 517	43 637
SENECHAS	255	4 064	948	5 012
SERVAS	213	2 591	602	3 193
SEYNES	163	2 683	533	3 216
SOUSTELLE	126	2 781	478	3 259
THOIRAS	452	3 582	1 370	4 952
TORNAC	930	6 907	2 589	9 497
VABRES	125	2 346	345	2 691
VERNAREDE	338	4 574	1 327	5 901
VEZENOBRES	1 871	15 980	5 878	21 858
	<b>131 717</b>	<b>1 196 963</b>	<b>303 037</b>	<b>1 500 000</b>



Service : Stratégie financière

Réf : PC/IS/IR/CB

Tél. : 04.66.56.43.28

C2021\_06\_08

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPO-NHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Répartition 2021 de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5211-28-4,

**Vu** la délibération C2021\_06\_07 du Conseil de Communauté du 1<sup>er</sup> juillet 2021 constituant entre la Communauté Alès Agglomération et ses 72 communes membres un pacte financier et fiscal pour la période 2021-2026,

**Considérant** que le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versée aux communes membres de la Communauté Alès Agglomération en 2021 est prévu dans le Pacte Financier et Fiscal à hauteur de 1 261 691 €,

**Considérant** que ce montant est réparti entre les communes membres en fonction des critères retenus dans le Pacte Financier et Fiscal,

**Considérant** que, conformément à l'article L.5211-28-4 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération doit être approuvée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **DECIDE**

Le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire versée aux communes membres de la Communauté Alès Agglomération est fixé en 2021 à 1 261 691 €.

Suivant les critères de répartition fixés dans le Pacte Financier et Fiscal voté par délibération du Conseil Communautaire en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire versé à chaque commune en 2021 est présenté dans le tableau annexé.

### **AUTORISE**

Monsieur le Président à réaliser les opérations adéquates aux versements des montants sus-indiqués.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



## REPARTITION DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNALE NAUTIQUE 2021

Communes	DSC réglementaire 2021 (k€)	DSC solidarité 2021 (k€)	DSC Totale 2021 (k€)
ALES	327,780	-	327,780
ANDUZE	26,272	-	26,272
AUJAC	2,127	14,939	17,066
BAGARD	18,059	34,230	52,289
BOISSET-ET-GAUJAC	18,311	-	18,311
BONNEVAUX	1,065	6,570	7,635
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES	7,503	-	7,503
BRANOUX-LES-TAILLADES	12,188	-	12,188
BRIGNON	6,159	-	6,159
BROUZET-LES-ALES	4,721	-	4,721
CASTELNAU-VALENCE	3,507	-	3,507
CENDRAS	16,011	-	16,011
CHAMBON	2,895	17,518	20,413
CHAMBORIGAUD	8,471	-	8,471
CONCOULES	2,834	-	2,834
CORBES	1,124	-	1,124
CRUVIERS-LASCOURS	4,630	-	4,630
DEAUX	4,400	-	4,400
EUZET	3,206	-	3,206
GENERARGUES	5,510	-	5,510
GENOLHAC	7,925	23,118	31,043
GRAND-COMBE	44,846	-	44,846
LAMELOUZE	1,474	-	1,474
LAVAL-PRADEL	10,507	-	10,507
LEZAN	11,651	-	11,651
MAGES	14,817	27,424	42,241
MARTIGNARGUES	3,097	-	3,097
MARTINET	6,783	13,916	20,699
MASSANES	1,423	-	1,423
MASSILLARGUES-ATTUECH	5,275	-	5,275
MEJANNES-LES-ALES	7,774	-	7,774
MIALET	6,134	-	6,134
MONS	11,323	-	11,323
MONTEILS	4,543	-	4,543
NERS	4,976	-	4,976
PLANS	1,681	-	1,681
PORTES	3,655	-	3,655
RIBAUTE-LES-TAVERNES	15,714	-	15,714
ROUSSON	29,209	-	29,209
SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE	1,076	-	1,076
SAINTE-CECILE-D'ANDORGE	5,089	21,737	26,826
SAINTE-CESAIRE-DE-GAUZIGNAN	3,087	-	3,087
SAINTE-CROIX-DE-CADERLE	1,236	-	1,236
SAINTE-ETIENNE-DE-L'OLM	3,168	-	3,168
SAINTE-FLORENT-SUR-AUZONNET	9,224	17,980	27,204
SAINTE-HILAIRE-DE-BRETHMAS	28,715	-	28,715
SAINTE-HIPPOLYTE-DE-CATON	1,471	-	1,471
SAINTE-MAUR-DE-CAYRARGUES	1,231	-	1,231
SAINTE-MAUR-DE-SERRES	4,244	-	4,244
SAINTE-MAUR-DE-VALERISCLE	5,944	15,558	21,502
SAINTE-MAUR-DU-GARD	20,984	-	20,984
SAINTE-MAUR-DU-PIN	10,826	-	10,826
SAINTE-MARIE-DE-CASSAGNAS	4,645	9,651	14,296
SAINTE-MARIE-LES-ROSIERS	22,658	48,411	71,069
SAINTE-MARIE-ET-VACQUIERES	2,059	-	2,059

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021

**SLO**

ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_08-DE

<b>Communes</b>	<b>DSC réglementaire 2021 (k€)</b>	<b>DSC solidaire 2021 (k€)</b>	<b>DSC Totale 2021 (k€)</b>
SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES	32,877	-	32,877
SAINT-MAURICE-DE-CAZEVIEILLE	5,181	-	5,181
SAINT-PAUL-LA-COSTE	3,140	-	3,140
SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX	31,078	-	31,078
SAINT-SEBASTIEN-D'AIGREFEUILLE	4,732	-	4,732
SALINDRES	23,719	-	23,719
SALLES-DU-GARDON	23,603	-	23,603
SENECHAS	2,805	6,908	9,713
SERVAS	1,476	-	1,476
SEYNES	1,199	-	1,199
SOUSTELLE	1,211	-	1,211
THOIRAS	3,498	-	3,498
TORNAC	6,703	-	6,703
VABRES	0,969	-	0,969
VERNAREDE	3,488	-	3,488
VEZENOBRES	12,072	-	12,072

<b>Total</b>	<b>1 003,731</b>	<b>257,960</b>	<b>1 261,691</b>
--------------	------------------	----------------	------------------



Service : Observatoire fiscal

Réf : IR/DG

Tél. : 04.34.71.35.02

C2021\_06\_09

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Instauration d'une exonération facultative temporaire de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) de trois années pour les créations ou extensions d'établissement**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code Général des Impôts, et notamment les articles 1639 A bis, 1477, 1478, 1478 bis,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

**Vu** la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour l'année 2021, article 120,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Considérant** le contexte de la crise sanitaire et afin de favoriser la relance économique et la relocalisation des entreprises, la loi de finances pour 2021 prévoit en son article 120 l'instauration d'un nouveau dispositif permettant aux collectivités locales d'exonérer de cotisation foncière des entreprises pour la part leur revenant et pour une période de trois ans les créations et extensions d'établissements,

**Considérant** que l'exonération constitue un facteur différenciant pour l'attractivité économique du territoire de la Communauté Alès Agglomération et pour l'accompagnement des investissements et des projets de création et de développement des entreprises du territoire qui contribue ainsi au rebond de l'économie,

**Considérant** que la perte temporaire de recettes CFE sera compensée par l'installation de nouvelles entreprises qui choisiront le territoire communautaire pour investissement et que cette exonération n'est applicable qu'à la demande de l'entreprise,

**Considérant** que l'exonération facultative est subordonnée à une délibération prise dans les conditions définies au I de l'article 1639 A bis du Code général des impôts, autrement dit par une délibération adoptée avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant son application,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### DÉCIDE

D'exonérer de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) au titre de l'article 1478 bis du Code Général des Impôts les créations ou extensions d'établissement pendant une durée de trois années.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : DRH / EDC  
Réf : IS/FP/JN  
Tél. : 04.66.56.42.40

C2021\_06\_10

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICHOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

### **Objet : Création d'emplois permanents**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 34,

**Considérant** qu'il appartient à l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des service,



**Considérant** les besoins en personnel pour faire face aux nouvelles missions mais aussi à une augmentation de la charge de travail dans les services,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

- la création des emplois tels que présentés dans le tableau suivant :

<i>Emplois</i>	<i>Cadres d'emploi (catégorie)</i>	<i>Temps de Travail</i>	<i>Date de création</i>	<i>Si recrutement contractuel, conditions de recrutement</i>	<i>Rémunération : intervalle IB mini / IB maxi, déterminé en référence aux grilles indiciaires des grades de recrutement</i>
Assistant administratif - Service TIC DGA Ressources	Adjoint administratifs (c)	35 h	02/07/21		354/558
2 Agents d'accompagnement à l'école - Coordination éducation DGA Politiques publiques	Adjoint d'animation (C)	29h45	02/07/21		354/558
5 Agents d'accompagnement à l'école - Coordination éducation DGA Politiques publiques	Adjoint d'animation (C)	28 h	02/07/21		354/558
5 Agents d'accompagnement à l'école - Coordination éducation DGA Politiques publiques	Adjoint d'animation (C)	35 h	02/07/21		354/558
Agent d'accompagnement à l'école - Coordination éducation DGA Politiques publiques	Adjoint d'animation (C)	25h45	02/07/21		354/558
Agent d'accompagnement à l'école - Coordination éducation DGA Politiques publiques	Adjoint d'animation	31 h	02/07/21		354/558
Assistant de direction - DGA Développement du territoire	Adjoint administratifs territoriaux (C) Rédacteurs territoriaux (B)	35 h	02/07/21		354/707
Responsable de coordination conservatoire musique danse théâtre - DGA Politiques publiques	Directeurs d'Établissements Territoriaux d'enseignement artistique (A) Professeurs territoriaux d'enseignement artistique (A)	35 h	02/07/21		450/1027

Professionnel de l'image - Direction communication et de l'information	Techniciens (B)	35 h	29/06/21		372/707
--	-----------------	------	----------	--	---------

- les valeurs des indices bruts suivront les évolutions réglementaires en la matière,
- ces emplois ont vocation à être occupés par un fonctionnaire,
- en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces emplois pourront être pourvus par la voie contractuelle et notamment sur le fondement des articles 3-2 et 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 susvisée,
- le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012.

### AUTORISE

Monsieur le Président à prendre toutes les mesures utiles à sa mise en œuvre.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : DRH/MMOCQ  
Réf : CR/PC/IS/CLB/PCF  
Tél. : 04.66.54.26.78

C2021\_06\_11

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Création de trois emplois non permanents à temps complet « Conseiller Numérique France Services » à compter du 2 juillet 2021**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 3 et 34,

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services,

**Considérant** que la dématérialisation des procédures a renforcé la situation d'isolement de certains usagers face au digital et à l'internet,

**Considérant** qu'afin de toucher l'ensemble du territoire et ses différents publics, de nombreux acteurs ont pour projet de créer des Espaces Publics Numériques (EPN) et développer des services publics numériques pour les usagers et citoyens du territoires,

**Considérant** que les Espaces Publics Numériques fixes et mobiles mis en place par Alès Agglomération suscitent un engouement grandissant de la population et un accroissement des demandes d'action d'animation,

**Considérant** que, face à cette demande, l'augmentation correspondante de l'offre nécessite de renforcer l'Espace Public Numérique mobile et également de cibler les demandeurs d'emploi dans les Quartiers Politique de la Ville,

**Considérant** que la charge de travail correspondante, comme le développement et la réalisation de nouvelles activités d'animation et d'accompagnement à l'appropriation des outils et usages des technologies de l'information et de la communication auprès des citoyens, nécessite trois créations d'emploi,

**Considérant** que le dispositif des Conseillers Numériques de l'État permet de financer les emplois correspondants et de former les agents pendant une durée de deux ans,

**Considérant** que le projet précité, pendant la durée couverte par la convention de subventionnement, peut ainsi être considéré comme un projet défini et délimité dans le temps pouvant être mené à bien par des recrutements en contrat de projet, sur le fondement du II de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée,

**Considérant** qu'il est ainsi nécessaire de créer trois emplois non permanents qui permettront le recrutement par contrat de projet et qui ne pourront être occupés par des fonctionnaires en activité,

**APRES AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **DECIDE**

La création au 2 juillet 2021 de trois emplois « Conseiller numérique France Services ».

Chaque emploi créé est non permanent à temps complet, soit une durée hebdomadaire de 35 heures, et sera occupé par un agent contractuel, sur le fondement du II de l'article 3 de la loi n°84-53 susvisée.

Chaque agent devra justifier d'un diplôme de niveau 4 ou d'une expérience significative sur ce type de missions.

Au vu des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, la rémunération sera fixée par référence au grade d'adjoint technique territorial et prendra en compte le profil et l'expérience du cocontractant.

Le contrat correspondant sera conclu pour une durée de deux ans et pourra faire l'objet de renouvellements, selon avancement du projet, par décision expresse et dans la limite d'une durée totale de six ans.

Les services accomplis dans le cadre du contrat de projet ne sont pas pris en compte dans la durée de 6 ans exigée pour bénéficier d'un renouvellement en CDI, en application de l'application de l'article 3-4 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

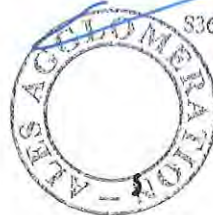
Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012.

## AUTORISE

Monsieur le Président à prendre toutes les mesures utiles aux recrutements correspondants.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENO



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : DRH / EDC  
Réf : CR/PC/IS/FP/PCF  
Tél. : 04.66.56.42.40

C2021\_06\_12

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Création d'un emploi non permanent à temps complet de « Chef de projet Petites Villes de Demain » à compter du 2 juillet 2021**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 3 et 34,

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** la délibération du Conseil de Communauté en date du 15 avril 2021 portant création d'un emploi non permanent « Chef de projet Petites Villes de Demain » à compter du 16 avril 2021,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services,

**Considérant** que la candidature de plusieurs communes membres au programme Petites Villes de Demain, créé en 2020 est prévu pour soutenir la revitalisation des villes de moins de 20 000 habitants, a mené à ce que les quatre communes d'Anduze, la Grand'Combe, Saint Jean du Gard et Saint Hilaire de Brethmas soient retenues pour bénéficier de ce programme,

**Considérant** que ce programme fait appel à de nombreux mécanismes contractuels et pluriannuels de financement dans des domaines variés comme l'aménagement et la rénovation, qui nécessite une expertise de ces mécanismes pour accompagner les communes dans leurs différents projets respectifs,

**Considérant** qu'à la demande des services de l'État, Alès Agglomération avait créé un premier emploi permettant de mettre en œuvre le recrutement d'un chef de projet cofinancé pour assurer le premier pilier du programme prévoyant un appui global en ingénierie,

**Considérant** qu'un second emploi de chef de projet est susceptible de faire l'objet du cofinancement pour l'ingénierie des projets des communes membres lauréates du programme Petites Villes de Demain,

**Considérant** qu'il est opportun de créer l'emploi en amont de la validation du cofinancement afin d'être en mesure de pouvoir rapidement le pourvoir le cas échéant,

**Considérant** que l'appui en ingénierie dans le cadre du programme Petites Villes de Demain va consister à apporter une assistance pour des études, recherches de financements spécifiques et suivi de phases opérationnelles, jusqu'à la réalisation d'un bilan du programme à l'État, pour une durée de 6 ans,

**Considérant** que le programme Petites Villes de Demain peut ainsi être considéré comme un projet défini et délimité dans le temps pouvant être pourvu par un contrat de projet, sur le fondement du II de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 susvisée,

**Considérant** qu'il est ainsi nécessaire de créer un emploi non permanent qui permettra le recrutement par contrat de projet et ne pourra être occupé par un fonctionnaire en activité,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

## **DÉCIDE**

La création d'un emploi de « Chef de Projet Petites Villes de Demain », à compter du 2 juillet 2021, pour mener à bien les différentes phases du programme éponyme jusqu'au bilan.

L'emploi créé est non permanent à temps complet, soit une durée hebdomadaire de 35 heures, et sera occupé par un agent contractuel, sur le fondement du II de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

L'agent devra justifier d'un diplôme de niveau 6 et d'une expérience significative sur ce type de missions.

Au vu des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie A, la rémunération sera fixée par référence au grade d'attaché territorial ou d'ingénieur territorial et prendra en compte le profil et l'expérience du cocontractant.

Le contrat correspondant sera conclu pour une durée de trois ans et pourra faire l'objet d'un renouvellement, selon avancement du projet, par décision expresse et dans la limite d'une durée totale de six ans.

Les services accomplis dans le cadre du contrat de projet ne sont pas pris en compte dans la durée de 6 ans exigée pour bénéficier d'un renouvellement en CDI, en application de l'article 3-4 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012.

## AUTORISE

Monsieur le Président à prendre toutes les mesures utiles au recrutement correspondant.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*





Service : DRH - Carrière et  
Rémunération  
Réf : CR/PC/IS/NP  
Tél. : 04.66.56.43.63

C2021\_06\_13

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Renonciation au recouvrement d'un titre de recette en faveur d'un agent**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** l'instruction comptable et budgétaire M14,

**Considérant** le titre de recette n°1009 bordereau145 émis à l'encontre de Madame Farida KHELIFA,

**Considérant** la dette de Madame Farida KHELIFA d'un montant de 6 477,09 € résultant du trop perçu d'une indemnité d'allocation de retour à l'emploi versée par la collectivité alors qu'elle a bénéficié d'une pension pour invalidité de type 2 avec effet rétroactif au 21 mai 2019,

**Considérant** la situation financière de Madame Farida KHELIFA qui est dans l'incapacité d'honorer cette dette,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **DÉCIDE**

De renoncer en totalité au recouvrement du titre de recette n°1009 bordereau 145 d'un montant de 6 477,09 € émis à l'encontre de Madame Farida KHELIFA, relatif à un trop perçu d'allocation retour à l'emploi consécutif à l'attribution rétroactive d'une pension d'invalidité pour la période du 21 mai 2019 au 31 juillet 2020.

D'imputer la dépense au chapitre 67.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**





Service : Voirie-Réseaux  
Réf : PV/CG/2021  
Tél : 04.66.56.10.19

C2021\_06\_14

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Fonds de concours exceptionnel au titre de l'année 2020 - Modification partielle de la délibération B2020\_08\_03 du Bureau de Communauté en date du 16 décembre 2020 concernant la Commune du Martinet**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2020\_07\_11 du Conseil de Communauté en date du 12 octobre 2020 relative au Budget Supplémentaire 2020,

**Considérant** que la Commune du Martinet demande le transfert du fonds de concours de 20 000 €, obtenu initialement pour la réhabilitation d'un logement vers un projet, autrement plus urgent, de création d'un nouveau réseau pluvial,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

De modifier partiellement la délibération B2020\_08\_03 en remplaçant l'objet « réhabilitation d'un logement communal » par l'objet « création d'un nouveau réseau pluvial » ; le montant attribué restant identique.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : Voirie-Réseaux  
Réf : PV/CG/2021  
Tél : 04.66.56.10.19

C2021\_06\_15

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Fonds de concours exceptionnel au titre de l'année 2021 - Modification partielle de la délibération B2021\_01\_01 du Bureau de Communauté en date du 18 février 2021 concernant la Commune de Thoiras**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2020\_07\_11 du Conseil de Communauté en date du 12 octobre 2020 relative au Budget Supplémentaire 2020,

**Considérant** que la Commune de Thoiras demande le transfert du fonds de concours obtenu initialement pour le réaménagement de l'école vers un projet, autrement plus urgent, de travaux de voirie afin de sécuriser la circulation,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

De modifier partiellement la délibération B2021\_01\_01 en remplaçant l'objet « réaménagement école/cantine » par l'objet « travaux de voirie » ; le montant attribué restant identique.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



Service : PEU - SMIRITOM  
Réf : PC/GB/DL - 20210701-1  
Tél. : 04.66.92.22.32

C2021\_06\_16

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Convention d'Entente entre les EPCI du département du Gard pour l'optimisation de la gestion et de l'élimination des déchets ménagers**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5221-1 et suivants,

**Considérant** le consensus issu de la réunion des EPCI du département du Gard s'étant tenue le 27 avril 2021 à Uzès, pour travailler tous ensemble afin d'optimiser la gestion et l'élimination des déchets ménagers sur le Département,

**Considérant** le contexte d'un impact financier contraint, lié à la hausse programmée de la TGAP,

**Considérant** l'établissement prochain d'un état des lieux préalable de la situation en matière de gestion et élimination des déchets sur ces différentes structures,

**Considérant** que ce travail en commun s'exercera dans le cadre d'une Entente constituée en vertu des dispositions des articles L.5221-1 et L.5221-2 du Code général des collectivités territoriales, dont la création a été jugée nécessaire, pour pouvoir peser ensemble davantage sur l'évolution et l'avenir des modalités de collecte et des filières de traitement des déchets ménagers sur le Gard,

**Considérant** que cette Entente permettra notamment à ses membres compétents en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés :

- de partager leurs expériences respectives dans le domaine du traitement des déchets,
- de favoriser le développement de toute action d'un des membres ayant abouti à des résultats favorables mais aussi indiquer les échecs et impasses rencontrés lors de la mise en place éventuelle de fausses « bonnes idées » dans le domaine du traitement des déchets,
- de déterminer, au travers d'une mutualisation de moyens, des solutions pouvant engendrer pour les membres de l'Entente des économies de fonctionnement dans le domaine du traitement de déchets. Cette recherche d'économies par mutualisation peut être menée par des moyens humains également mutualisés,
- de communiquer sur le domaine du traitement des déchets, de façon dynamique et homogène, à l'échelle départementale. Cette communication a pour objectif d'être efficace et réellement impliquante vis-à-vis de la population concernée,

**Considérant** que la déclinaison opérationnelle des actions de ladite Entente sera retracée ultérieurement dans une ou plusieurs conventions spécifiques, précisant le rôle de chaque partie et les modalités de financement,

**Considérant** que la contribution des membres aux actions réalisées au titre de l'Entente sera définie dans ces conventions spécifiques à intervenir, et que le montant de la contribution pourra notamment être établi en fonction des capacités financières, de la population et du bénéfice attendu par chaque partie ou à partir des tonnages d'ordures ménagères résiduelles produites annuellement sur leur territoire respectif,

**Considérant** l'intérêt de la Communauté Alès Agglomération de siéger et d'être représentée au sein de cette Entente devant dans un premier temps être constituée jusqu'à la fin de l'année 2023,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

D'autoriser Monsieur le Président à signer une convention permettant la constitution d'une Entente avec les Établissements Publics de Coopération Intercommunale du Département du Gard pour l'optimisation de la gestion et de l'élimination des déchets ménagers, dans les conditions ci-dessus mentionnées.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ







Service : Développement du territoire

Réf : PC/IS/LBN

Tél. : 04.66.56.42.58

C2021\_06\_17

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Participation de la Communauté Alès Agglomération au capital de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes (SEMAAC) et désignation des Élus représentant Alès Agglomération au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la société**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1521-1 et suivants,

**Vu** le Code de commerce et notamment son livre II,

**Vu** le projet de statuts de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale tel qu'il figure en annexe à la présente délibération,

**Vu** l'accord unanime du Conseil pour procéder à un vote à main levée,

**Considérant** que la création de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes (SEMAAC) s'inscrit dans le projet de requalification de l'abattoir d'Alès en Pôle viande territorial d'excellence,

**Considérant** que le capital social de la SAEML est fixé à hauteur de 600 000 € en numéraire,

**Considérant** la répartition du capital telle qu'elle est envisagée entre les actionnaires pressentis : Commune d'Alès 23,33 %, Alès Agglomération 19,33 %, Syndicat Mixte du Pays des Cévennes 8,33 %, autres actionnaires et opérateurs privés représentant la filière élevage et transformation de la viande 49,00 %,

**Considérant** que la libération du capital interviendra à hauteur de 50 % à la constitution de la société et à hauteur de 50 % au plus tard le 30 septembre 2022,

**Considérant** que l'objet social de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes (SEMAAC), sera :

- d'exploiter et de gérer le Service Public d'abattage au sein de l'abattoir Alès-Cévennes,
- de réaliser les études, travaux, réparations, acquisitions et remplacements de matériels et d'équipements nécessaires au bon fonctionnement du Service Public,
- de promouvoir le centre et le Service Public d'abattage et d'engager toutes actions de communication nécessaire à son développement,
- de contribuer à la valorisation de l'élevage et de l'agrotourisme cévenol en assurant l'abattage des espèces locales dont le Baron des Cévennes,
- et plus généralement, de conduire toutes activités ou opérations se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement,

**Considérant** que l'objet social de la société s'inscrit pleinement dans la compétence « Développement économique » de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que l'Assemblée Générale de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, que les collectivités (dont Alès Agglomération) sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur, que ce délégué dispose d'un droit de vote représentatif des parts sociales qu'il détient dans le capital la société,

**Considérant** qu'il convient donc de désigner le représentant permanent de la Communauté Alès Agglomération à l'Assemblée Générale de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes, dans laquelle la collectivité détient une part du capital social,

**Considérant** que conformément aux dispositions de l'article L.225-17 du Code de commerce, le Conseil d'Administration de la société se compose de 18 administrateurs, dont 4 représentants de la Commune d'Alès, 4 représentants de la Communauté Alès Agglomération, 2 représentants du Syndicat Mixte du Pays des Cévennes et 8 représentants des autres actionnaires et opérateurs privés,

**Considérant** qu'il convient donc de désigner 4 représentants de la Communauté Alès Agglomération pour siéger au Conseil d'Administration de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes,

**Considérant** que l'assemblée délibérante doit autoriser ses représentants au sein du Conseil d'Administration à pouvoir accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre,

**Considérant** qu'il appartient au Conseil de Communauté, assemblée délibérante, au vu du projet de statuts de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes (SEMAAC) annexé à la présente délibération et joint à la convocation, de se prononcer sur le principe de la participation de la Communauté d'Agglomération au capital de cette société, de désigner les élus représentant la Communauté d'Agglomération au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la société et d'autoriser Monsieur le Président à signer les statuts,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **APPROUVE**

La constitution d'une Société Anonyme d'Économie Mixte Locale dénommée « SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS ALES-CEVENNES (SEMAAC) » au capital de 600 000 €.

La participation de la Communauté Alès Agglomération au capital de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes (SEMAAC) à hauteur de 19,33 %, soit 116 000 € (cent seize mille euros) correspondant à 1 160 actions de 100 € chacune, étant précisé que 50 % de cette participation sera libérée à la constitution de la société et 50 % au plus tard le 30 septembre 2022.

Le projet de statuts de cette société, tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération.

### **DÉSIGNE**

Monsieur Christophe RIVENQ, Madame Aurélie GENOLHER, Monsieur Christophe BOUGAREL, Monsieur Guy CHERON, pour représenter la Communauté Alès Agglomération, dans la limite de la durée du mandat en cours, au sein du Conseil d'Administration de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes.

Monsieur Christophe RIVENQ pour représenter la Communauté Alès Agglomération, dans la limite de la durée du mandat en cours, au sein l'Assemblée Générale de la Société d'Économie Mixte des Abattoirs Alès-Cévennes.

### **AUTORISE**

Les représentants au sein du Conseil d'Administration à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre, ainsi que toutes autres fonctions ou mandats spéciaux qui leur seraient confiés par le Président du Conseil d'Administration.

Le représentant au sein de l'Assemblée Générale à donner pouvoir pour le représenter, en tant que de besoin et au cas par cas, à un autre actionnaire.

Le Président à signer les statuts de la société et toutes autres pièces nécessaires à la constitution de la société.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

# SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS ALES-CEVENNES

## SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE

(Société régie par le livre II du code de commerce et par les articles L. 1521-1 et suivants du code général des collectivités territoriales)

Au capital de SIX CENT MILLE euros (600 000 €)

Siège social : 1758, avenue des Frères Lumière - 30100 ALÈS

Les soussignés :

1 – La Commune d'**Alès**, Personne de droit public située dans le Département du Gard dont le siège est sis 9, Place de l'Hôtel de ville à ALES (30100), identifiée au SIREN sous le numéro 213 000 078, représentée par son Maire Monsieur Max ROUSTAN, habilité à signer les présents statuts par délibération du Conseil Municipal n° ..... en date du 31 mai 2021,

2 – La Communauté **Alès Agglomération**, Personne de droit public située dans le Département du Gard dont le siège est sis 2, rue Michelet à ALÈS (30100), identifiée au SIREN sous le numéro 200 035 152, représentée par son Président Monsieur Christophe RIVENQ, dûment habilité à signer les présents statuts par délibération du Conseil d'Agglomération n° ..... en date du ..... 2021,

3 – Le Syndicat Mixte du **Pays des Cévennes**, Personne de droit public située dans le Département du Gard dont le siège est sis Maison de l'Eau à ALLEGRE LES FUMADES (30 500), identifié au SIREN sous le numéro ....., représenté par son/sa ..... Monsieur/Madame ....., dûment habilité(e) à signer les présents statuts par délibération du Conseil Syndical n° ..... en date du .. ..... 2021,

4 – La société.....

5 – La société.....

6 - La société.....

Ont décidé de constituer entre eux une Société anonyme d'économie mixte locale et ont adopté les statuts établis ci-après.

## **TITRE I**

### **FORME - DÉNOMINATION SOCIALE - OBJET - SIÈGE**

### **DURÉE - EXERCICE**

#### **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société d'économie mixte locale régie par les dispositions des articles L. 1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par le livre II du code de commerce, par toutes les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts et tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Cette société est constituée sous la forme d'une société anonyme à Conseil d'Administration ne procédant pas à une offre au public.

#### **ARTICLE 2 - OBJET**

La société a pour objet :

- D'exploiter et de gérer le service public d'abattage au sein de l'abattoir Alès-Cévennes ;
- De réaliser les études, travaux, réparations, acquisitions et remplacements de matériels et d'équipements nécessaires au bon fonctionnement du service public ;
- De promouvoir le centre et le service public d'abattage et d'engager toutes actions de communication nécessaire à son développement ;
- De contribuer à la valorisation de l'élevage et de l'agrotourisme cévenol en assurant l'abattage des espèces locales dont le Baron des Cévennes ;
- Et plus généralement, de conduire toutes activités ou opérations se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

La société exercera les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte de ses actionnaires ou de personnes qui ne participent à son capital. En particulier, elle exercera ces activités dans le cadre de conventions passées avec les collectivités territoriales et groupements actionnaires dans le cadre de conventions et notamment dans le cadre de concessions de service public, de mandat, de marchés publics.

#### **ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE**

La dénomination de la société est : SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DES ABATTOIRS ALES CEVENNES (SEMAAC)

#### **ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé 1758, avenue des Frères Lumière - 30100 ALÈS, dans le ressort du Tribunal de commerce de NÎMES.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la commune d'Alès par une simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. En cas de transfert décidé conformément à la loi par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

## ARTICLE 5 – DURÉE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2022.

## TITRE II APPORTS - CAPITAL - ACTIONS

### ARTICLE 7 – APPORTS

#### APPORTS EN NATURE

Sans objet

#### APPORTS EN NUMERAIRE

Les associés apportent en numéraire à la société la somme de 600 000 € (six cent mille euros) :

- La commune d'**Alès** apporte la somme de 140 000 € (cent quarante mille euros),
- **Alès Agglomération** apporte la somme de 116 000 € (cent seize mille euros),
- **Syndicat Mixte du Pays des Cévennes** apporte la somme de 50 000 € (cinquante mille euros),
- La société ..... apporte la somme de ..... € (..... euros),
- La société ..... apporte la somme de .....€ (..... euros),
- La société ..... apporte la somme de ..... € (..... euros).

Lors de la constitution, les actions représentant ces apports en numéraire sont libérées à hauteur de 50% de leur valeur.

La partie libérée de ces apports en numéraire, soit la somme de 300 000 € (trois cent mille euros), a été déposée au crédit du compte n° ..... ouvert au nom de la société en formation auprès de l'agence ..... de la banque .....

La liste des souscripteurs avec indication, pour chacun d'eux, des sommes versées est annexée au certificat remis par le dépositaire des fonds. Ceux-ci seront retirés par le Président (ou son représentant) sur présentation du certificat du greffe du Tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les apports en numéraire non libérés, soit 300 000 € (trois cent mille euros), seront versés au compte de la société sur appel de fonds du Président au plus tard le 30 septembre 2022.

### ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 600 000 € (six cent mille euros). Il est divisé en 6 000 (six mille) actions d'une valeur nominale de 100 € (cent euros) chacune.

En conséquence de ce qui précède, les actions souscrites en totalité par les associés, sont à ce jour attribuées de la manière suivante à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs :

- Commune d'Alès : 1 400 (mille quatre cents) actions (23.33%)
- Alès Agglomération : 1 160 (mille cent soixante) actions (19.33%)
- Syndicat Mixte du Pays des Cévennes : 500 (cinq cents) actions (8.33%)
- La société ..... : ..... (.....) actions (.. %)
- La société ..... : ..... (.....) actions (.. %)
- La société ..... : ..... (.....) actions (.. %)

Au total, les personnes publiques détiennent 3 060 actions soit 51% du capital.

Au total, les personnes privées détiennent 2 940 actions soit 49% du capital.

Les soussignés déclarent expressément que ces actions ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

Toutes les actions sont de même catégorie, mais à tout moment de la vie sociale, la participation des collectivités territoriales et de leurs groupements doit être supérieure à 50 % et au plus égale à 85 % du capital social.

## **ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL**

9.1. Le capital social peut être augmenté dans les conditions prévues par la loi. Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce. Lorsque l'Assemblée Générale Extraordinaire décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres. Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de Commerce sont autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sur rapport du Conseil d'Administration et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de Commerce. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Conseil d'Administration, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux actionnaires qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

9.2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires. La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

9.3. Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce. Au cas où dans le cadre des modifications du capital social, des apports immobiliers sont effectués en nature par une collectivité publique, ils sont évalués par le commissaire aux apports après avis de l'Administration des Domaines. Dans tous les cas, les modifications du capital social doivent préserver les seuils prévus par le code général des collectivités territoriales, à savoir la participation des collectivités territoriales et de leurs groupements ne peut être supérieure à 85 % et inférieure à 50 % plus une action.

## **ARTICLE 10 - LIBÉRATION DES ACTIONS**

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées à hauteur de 50% de leur valeur nominale. La libération du surplus interviendra en un seul versement au plus tard le 30 septembre 2022 sur appel du conseil d'administration. Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire. Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## **ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont nominatives. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

## **ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

12.1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales doit être autorisée, par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité concernée. Elle ne doit pas avoir pour effet de rendre la participation des collectivités territoriales au capital supérieure à 85 % et inférieure à 50 %.

12.2 - La propriété des actions résulte de leur enregistrement comptable au nom de l'actionnaire dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société.

La cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

12.3 - Toute cession des actions de la société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

L'associé cédant notifie au conseil d'administration et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé cédant fait courir un délai de deux mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée dans le respect de la procédure d'agrément.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au président du conseil d'administration dans les deux mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

A l'expiration du délai de deux mois prévus ci-dessus le président du conseil d'administration doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.



Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions envisagée, les actions concernées sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

12.4 - En cas de cession à un tiers, le cédant doit adresser à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les noms, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée. La décision est prise par le conseil d'administration et n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des  $\frac{3}{4}$  des administrateurs présents ou représentés, le cédant, s'il est administrateur, ne prenant pas part au vote. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, le conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital. Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelé. La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le conseil d'administration est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du président du conseil d'administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

12.5 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées. La clause d'agrément est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société. Elle s'applique en outre en cas de prise de contrôle par un associé.

12.6 - La location des actions est interdite.

### **ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

13.1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

13.2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

13.3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre de droits quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

13.4 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

#### **ARTICLE 14. COMPTES COURANTS**

Chaque associé peut verser ou laisser en compte courant, dans la caisse de la société, des sommes nécessaires à celle-ci. Les conditions de fonctionnement des comptes courants sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la présidence de la société d'économie mixte des Abattoirs Alès-Cévennes. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

L'ouverture d'un compte courant constitue une convention soumise aux dispositions de l'article 20 des présents statuts.

Les collectivités locales et leurs groupements ne peuvent consentir d'apport en compte courant que dans le respect de l'article L. 1522-5 du CGCT. En particulier, ces apports ne peuvent être consentis pour une durée supérieure à deux ans, éventuellement renouvelable une fois. Au terme de cette période, l'apport est remboursé ou transformé en augmentation de capital. Toutefois, la transformation de l'apport en augmentation de capital ne peut avoir pour effet de porter la participation de la collectivité ou du groupement au capital social de la société au-delà du plafond résultant des dispositions de l'article L. 1522-2 du CGCT. En outre, aucune nouvelle avance ne peut être accordée par une même collectivité ou un même groupement avant que la précédente n'ait été remboursée ou incorporée au capital. Une avance ne peut avoir pour objet de rembourser une autre avance.

Aucune avance ne peut être accordée par les collectivités ou leurs groupements si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société d'économie mixte sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

### **TITRE III**

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GÉNÉRALE**

#### **ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

15.1 – Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de 18 membres. Une personne morale peut être nommée administrateur.

Lors de la constitution de la société, le conseil d'administration sera composé de :

- 4 représentants de la commune d'Alès ;
- 4 représentants d'Alès Agglomération ;
- 2 représentants du Syndicat Mixte du Pays des Cévennes ;
- 8 représentants des actionnaires personnes privées.

Cette répartition sera susceptible d'évolution en cas de modification de la composition du capital, dans le respect de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les premiers administrateurs de la société sont :

-

- etc.

Conformément à l'article 16 des présents statuts, la présidence du conseil d'administration sera assurée par un représentant d'une collectivité territoriale actionnaire.

### 15.2 – Durée des mandats

Les administrateurs sont nommés pour une durée de 3 ans. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Conformément à l'article R. 1524-3 du CGCT, les mandats des représentants des collectivités territoriales prennent fin lors du renouvellement intégral de leur assemblée, quand bien même leur durée serait inférieure à 3 ans.

Les administrateurs sont rééligibles.

### 15.3 – Conditions requises pour accéder au conseil d'administration

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office. Aux termes de l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les personnes qui assurent la représentation d'une collectivité territoriale ou d'un groupement au sein du conseil d'administration d'une société d'économie mixte doivent respecter, au moment de leur désignation, la limite d'âge ci-avant exposée.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Un administrateur peut devenir salarié de la Société si son contrat de travail correspond à un emploi effectif et si la Société ne dépasse pas, à la clôture d'un exercice social, un effectif de 250 salariés et un total de bilan de 43 millions d'euros ou un montant hors taxe du chiffre d'affaires de 50 millions d'euros. Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction que les salariés soient nommés administrateurs ou que les administrateurs soient devenus salariés.

Les modalités de cumul de mandats sociaux sont régies par les lois et les règlements en vigueur.

### 15.4 – Modalités de désignation des administrateurs

Les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée dont ils sont eux-mêmes obligatoirement membres. En application de l'article R. 1524-4 du CGCT, ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions à tout moment par l'assemblée qui les a désignés, celle-ci devant alors pourvoir simultanément à leur remplacement et en informer le conseil d'administration.

Les autres administrateurs sont désignés par les actionnaires réunis en assemblée. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Les nominations ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

Si le nombre des administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Lorsque le conseil néglige de procéder aux nominations requises ou de convoquer l'assemblée, tout intéressé peut demander en justice, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale, à l'effet de procéder aux nominations ou de ratifier les nominations.

### 15.5 - Désignation des représentants permanents d'une personne morale administrateur

Les personnes morales nommées au poste d'administrateur sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celui-ci doit être administrateur, représentant légal, directeur général ou cadre de l'entreprise qu'il représente.

La nomination du représentant permanent de la personne morale de droit privé administrée au plus tard lors de la nomination des administrateurs personnes morales. Le représentant permanent exerce ses fonctions pendant la durée du mandat des personnes morales représentées.

#### 15.6 – Responsabilité

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration incombe à ces collectivités. Lorsque ces représentants ont été désignés par une assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Les administrateurs représentant les actionnaires autres que les collectivités et leurs groupements encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient administrateurs en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de l'actionnaire qu'ils représentent.

#### 15.7 - Détention d'actions

Il n'est pas obligatoire que l'administrateur soit propriétaire d'une action pour être membre du Conseil d'Administration. Les représentants des collectivités locales ou groupements de ces collectivités, membres du Conseil d'Administration, ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions.

### ARTICLE 16 - ORGANISATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit un Président parmi ses membres. Les associés conviennent que le Président sera, par l'intermédiaire d'un de ses représentants, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales. L'assemblée délibérante de cette collectivité territoriale ou de ce groupement doit autoriser par délibération ses représentants au sein du conseil d'administration à pouvoir occuper cette fonction de Président et à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée à ce titre.

Le Président du Conseil d'administration est révocable ad nutum. Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Par dérogation, le Président peut être âgé de plus de 65 ans.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents parmi ses membres.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

Le conseil peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi même en dehors de ses membres

### ARTICLE 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement. La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents.

Les décisions sont ordinairement prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Les décisions ci-après nécessitent l'obtention d'une majorité des  $\frac{3}{4}$  des voix des membres présents ou représentés :

Toute prise de décision à caractère exceptionnel, stratégique et/ou de nature à modifier significativement le fonctionnement de la société ;

- La souscription d'un emprunt sous quelque forme que ce soit ;
- L'approbation du budget annuel de fonctionnement ;
- L'approbation des comptes de la société ;

- La réalisation d'investissements dont le montant est supérieur (000 €) HT ;
- L'établissement et la modification du règlement intérieur ;
- La nomination, révocation du directeur général ou du directeur ;
- La nomination, révocation du ou des commissaires aux comptes.

En application de l'article L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales, les délibérations du conseil d'administration sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'Etat dans le Gard.

## ARTICLE 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 18-1. Pouvoirs généraux

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

Le Conseil d'Administration n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, ce pouvoir étant expressément réservé à l'Assemblée Générale.

### 18-2. Réserves tenant à la qualité de SEM

Conformément à l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale au conseil d'administration sur une modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration.

### 18.3 - Pouvoirs du président du Conseil d'administration

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

## ARTICLE 19 - DIRECTION GÉNÉRALE

### 19.1 - Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique que le Président, nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration est prise pour une durée de 6 ans. A l'expiration de ce délai, le Conseil doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale. Le changement de la modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

### 19.2 - Direction générale

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non. Toutefois, si le choix se porte sur un administrateur, il ne peut pas s'agir d'un représentant d'une collectivité territoriale, sauf s'il cumule les fonctions de Président et de Directeur général.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans, sauf s'il cumule les fonctions de Président et de Directeur général. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Directeur Général mais ces limitations sont inopposables aux tiers.

### 19.3 - Directeurs Généraux délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué. Le Conseil d'Administration peut choisir les directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de 5.

La limite d'âge est fixée à soixante-cinq ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

## ARTICLE 20 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire.

Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration. Lorsque la collectivité territoriale est une personne physique représentant une collectivité territoriale, cette rémunération doit être, dans son principe, préalablement autorisée par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale lors de la désignation de ses représentants.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des directeurs généraux délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles. Lorsque le Président du Conseil d'Administration est une personne physique représentant une collectivité territoriale, sa rémunération doit être, dans son principe, préalablement autorisée par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale lors de la désignation de ses représentants.

Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

## **ARTICLE 21 - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Les conventions conclues directement ou indirectement entre la société et l'un de ses administrateurs, son directeur général ou l'un de ses directeurs généraux délégués sont soumises à un contrôle organisé par les articles L. 225-38 à L. 225-43 du Code de commerce. Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses membres du conseil de surveillance ou du directoire, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, selon le cas. Il en est de même pour les conventions conclues entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise. Néanmoins, les conventions portant sur des opérations courantes conclues dans des conditions normales ne sont pas soumises à autorisation préalable. Il en est de même pour le contrat qui sera l'objet de la présente SEMop. Par contre, il est interdit aux administrateurs - personne physique -, aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, aux directeurs généraux, aux directeurs généraux délégués de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

## **ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Conformément à l'article L1524-8 du CGCT, le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée générale à la majorité des  $\frac{3}{4}$  des voix des membres présents ou représentés.

En application des dispositions de l'article L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales, les rapports du commissaire aux comptes sont communiqués au représentant de l'Etat dans un délai de 15 jours suivant leur adoption.

## TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES

### ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

#### 23.1 - Convocation

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, soit par les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par voie électronique. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

#### 23.2 – Présidence de séance

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix. Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

#### 23.3 – Participation des associés aux décisions

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire personne physique ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat. Tout actionnaire personne morale ne peut se faire représenter que par un administrateur, représentant légal, directeur général ou cadre. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la société quinze (15) jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

#### 23.4 – Procès-verbal

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le président et – le cas échéant – par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénom et qualités du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes et résolutions mises aux voix et le résultat des votes.



### 23.5 - Décisions collectives ordinaires

Dans les assemblées, ou lors de consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts et sauf disposition expresse contraire des présents statuts, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des actions.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

### 23.6 - Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions modifiant les statuts sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives extraordinaires ne peuvent valablement être prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

### 23.7 - Consultations écrites – Décisions par acte

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative du président du conseil d'administration ou de l'un des associés. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de la présidence ainsi que, le cas échéant, celui du commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée avec AR.

Pour chaque résolution, le vote écrit est exprimé par oui ou par non. Tout associé, qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai de vingt jours sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la présidence les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par le présent article selon l'objet de la consultation. Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Par dérogation aux dispositions du présent article et conformément aux dispositions légales, les décisions collectives seront prises en assemblée si un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des actions, soit seulement la moitié des actions en fait la demande.

### 23.8 - Rapports annuels pour les collectivités actionnaires

En application de l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci assure la communication immédiate aux mêmes fins aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres.

En application de l'article L. 1524-3 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'une société d'économie mixte locale exerce, pour le compte d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, des prérogatives de puissance publique, elle établit chaque année un rapport spécial sur les conditions de leur exercice qui est présenté à l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement et est adressé au représentant de l'Etat dans le département

En application de l'article L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales, les délibérations des assemblées générales des sociétés d'économie mixte locales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption au représentant de l'Etat en Gironde. Il en est de même des comptes annuels et des rapports du commissaire aux comptes.

**ARTICLE 24 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

**TITRE V  
BENEFICES - DIVIDENDES****ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire – au-delà de la réserve légale - à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer. L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales. Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

**ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

**TITRE VI  
TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS****ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La société ne peut pas se transformer en société d'une autre forme sauf modification de la loi relative aux SEML.

## **ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

## **ARTICLE 29 - CONTESTATIONS**

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

## **TITRE VII DISPOSITION DIVERSES**

### **ARTICLE 30 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Il est annexé aux présents statuts un état des actes passés pour le compte de la société en formation et l'engagement qui en résulte pour la société.

Leur signature emporte reprise des engagements. Les associés ont pris connaissance de cet état annexé aux statuts.

### **ARTICLE 31 – FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

### **ARTICLE 32 - POUVOIRS – PUBLICITÉ**

Les soussignés donnent mandat au président ou à son mandataire à l'effet de prendre pour le compte de la société, en attendant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, les engagements qui sont décrits dans un second état annexé aux présentes. L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, sa reprise desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés au président ou à son mandataire pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;
- Et plus généralement pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à ALES, Le .. ..... 2021

En autant d'exemplaires que requis par la loi



Service : Habitat  
 Réf : EC/CL  
 Tél. : 04.30.38.01.91

C2021\_06\_18

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPO- LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Convention opérationnelle quadripartite « Arrêté de carence 2020-2022 »  
 État - EPF d'Occitanie - Commune de Saint Privat des Vieux - Communauté Alès  
 Agglomération**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article L.302-9-1 portant sur le respect de l'objectif de production de logement sociaux,

**Vu** l'arrêté n°30-2020-12-31-017 du Préfet du Gard en date du 31 décembre 2020 prononçant la carence définie par l'article L.302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale 2017-2019 pour la Commune de Saint Privat des Vieux,

**Vu** le SCoT du Pays des Cévennes,

**Considérant** comme le prévoit le Code de la construction et de l'habitation, que le Préfet a repris le Droit de Prémption Urbain sur les terrains affectés au logement et qu'il peut conclure une convention avec un organisme en vue de la construction ou l'acquisition des logements sociaux nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par le PLH ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L.302-8 du Code de la construction et de l'habitation,

**Considérant** qu'afin de mettre en œuvre ce dispositif, une convention opérationnelle quadripartite doit être conclue entre l'État, l'EPF d'Occitanie, la Commune et l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de PLH et que, cette convention a pour objet de faciliter la production de foncier dédié au logement et de réaliser des logements sociaux,

**Considérant** que cette convention définit les obligations et engagements respectifs des parties, afin qu'il soit procédé aux acquisitions nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement ou d'opérations de logements permettant à la Commune de Saint Privat des Vieux de rattraper son retard en matière de production de logements sociaux et de répondre, plus largement, aux besoins en matière de logements conformément notamment aux orientations fixées par le SCoT,

**Considérant** que la convention est signée pour une durée de 6 ans à compter de la date d'approbation par le Préfet de Région et que cette durée peut être prolongée par voie d'avenant,

**Considérant** que l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur sis sur la Commune de Saint Privat des Vieux dont le périmètre figure en annexe 1 de la convention,

**Considérant** que l'engagement financier de l'EPF d'Occitanie, au titre de la convention, est fixé à 1 000 000 € sur la durée de la convention,

**Considérant** que, de son côté, la Communauté Alès Agglomération s'engage, par cette convention, à mettre ses ressources et ses compétences à disposition de la Commune de Saint Privat des Vieux et de l'EPF d'Occitanie, en leur apportant notamment un appui technique et en intégrant dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux dans la limite des crédits ouverts par l'Etat,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### AUTORISE

Monsieur le Président à signer, pour une durée de six ans, avec l'Etat, l'EPF d'Occitanie, la Commune de Saint Privat des Vieux, la convention opérationnelle mise en annexe de la présente délibération.

Monsieur le Président à signer, le cas échéant, tout document ou acte permettant la mise en œuvre de cette convention opérationnelle.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



# C ONVENTION de C ARENCE

Etat – Préfète du Gard  
Alès Agglomération  
Commune de Saint-Privat des Vieux

« Arrêté de carence 2020-2022 »

Opérations d'aménagement - Axe 1

N° de la convention : .....

Signée le .....

Approuvée par le Préfet de Région le.....



# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1 OBJET.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2 DUREE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 – PERIMETRES D’INTERVENTION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L’EPF .....</b>	<b>6</b>
<b>3.2 Engagement financier .....</b>	<b>7</b>
<b>3.3 RECOURS A L’EMPRUNT.....</b>	<b>7</b>
<b>3.4 INTERVENTION D’UN TIERS.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 4– Engagements de l’État .....</b>	<b>7</b>
<b>5.1 Engagements de la commune de Saint-Privat des Vieux .....</b>	<b>8</b>
<b>5.2 ENGAGEMENTS DE L’EPCI .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L’EPF .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7– Modalités d’intervention opérationnelle .....</b>	<b>10</b>
<b>7.1 Conditions d’intervention.....</b>	<b>10</b>
<b>7.2 Modalités d’acquisitions foncières.....</b>	<b>10</b>
7.2.1 Acquisition par délégation du droit de préemption à l’EPF.....	11
7.2.2 Acquisition à l’amiable.....	12
7.2.3 Acquisition par voie de délaissement.....	13
7.2.4 Acquisition par délégation du droit de priorité .....	13
7.2.5 Acquisition par la procédure d’expropriation .....	13
<b>7.3 Durée de la période d’acquisition et du portage foncier .....</b>	<b>13</b>
<b>7.4 Conditions de gestion foncière des biens acquis.....</b>	<b>14</b>
<b>7.5 Cession des biens acquis.....</b>	<b>14</b>
<b>7.6 Détermination du prix de cession .....</b>	<b>15</b>
<b>6.7 Intervention d’un tiers .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 - RESILIATION DE LA CONVENTION .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 10 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 11 - CONTENTIEUX.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION.....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>20</b>

Entre

L'Etat, représenté par madame Marie-Françoise Lecaillon, préfète du département du Gard

Dénommé ci-après « le représentant de l'État dans le département »,

La commune de Saint-Privat des Vieux, représentée par monsieur Phillipe Ribot, maire, dûment habilité à signer la convention par une délibération du conseil municipal en date du .....

Dénommée ci-après " la commune de Saint-Privat des Vieux",

La communauté d'agglomération d'Alès dont le siège est situé à Alès, bâtiment ATOME, 2 rue Michelet, représentée par monsieur Christophe Rivenq, président, dûment habilité à signer la convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après "Alès Agglomération ",

D'une part,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié 1025 rue Henri Becquerel – Parc du Millénaire Bat. 19 - à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération du Bureau n° ...../.... en date du 15 avril 2021, approuvée le ..... par le préfet de la région Occitanie,

Dénommé ci-après "l'EPF",

D'autre part,



L'Établissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

En application des dispositions de l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation, et sur la base du bilan triennal portant sur le respect de l'objectif de production de logements sociaux sur la période 2017/2019, 14 communes, parmi lesquelles la commune de Saint-Privat des Vieux partie à la présente, ont fait l'objet d'un constat de carence par arrêté du préfet du département du Gard en date du 31 décembre 2021.

Au titre de la période triennale 2017/2019, l'objectif de la commune de Saint-Privat des Vieux consistait en la réalisation de 89 logements. Or, le bilan de cette période fait état de la réalisation de 14 logements. Au vu de ce taux de réalisation de logements locatifs sociaux réalisés sur la commune sur cette période, soit 16%, la carence de la commune a été prononcée par arrêté du préfet du département du Gard du 31 décembre 2020, notifiée à la commune de Saint-Privat des Vieux le 31 décembre 2020 et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département le 8 janvier 2021.

Sur les communes en situation de carence, et ce depuis la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion (article L210-1 du CU), l'exercice du droit de préemption est transféré au représentant de l'État dans le département pendant toute la durée de l'arrêté portant constat de carence. Ce droit de préemption porte sur des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme<sup>1</sup>, affectés au logement ou destinés à être affectés à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L. 302-9-1 précité.

---

<sup>1</sup> « 1° Tout immeuble ou ensemble de droits sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble, bâti ou non bâti, lorsqu'ils sont aliénés, à titre onéreux, sous quelque forme que ce soit, à l'exception de ceux qui sont compris dans un plan de cession arrêté en application de l'article L. 631-22 ou des articles L. 642-1 et suivants du code de commerce ;

Ledit droit peut notamment être délégué à un établissement intercommunale à fiscalité propre délégataire des aides à la pierre public foncier d'Etat ou local, à une société d'économie mixte, à un des organismes d'habitations à loyer modéré prévus par l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation ou à un des organismes agréés mentionnés à l'article L. 365-2 du même code.

Les biens acquis par exercice du droit de préemption doivent être utilisés en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction permettant la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, à savoir permettre à la commune en situation de carence, d'atteindre ses objectifs de production en matière de création de logements locatifs sociaux.

Dans ce contexte, la présente convention opérationnelle est établie en vue de :

- définir les modalités d'intervention de l'EPF en vue de réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de programmes de logements, dont des logements locatifs sociaux ;
- définir les obligations et engagements respectifs des parties, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que les signataires sont réputés parfaitement connaître ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

---

*2° Les cessions de droits indivis portant sur un immeuble ou une partie d'immeuble, bâti ou non bâti, sauf lorsqu'elles sont consenties à l'un des coïndivisaires, et les cessions de tantièmes contre remise de locaux à construire ;*

*3° Les cessions de la majorité des parts d'une société civile immobilière ou les cessions conduisant un acquéreur à détenir la majorité des parts de ladite société, lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, dont la cession serait soumise au droit de préemption. Le présent 3° ne s'applique pas aux sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus ;*

*4° Les immeubles construits ou acquis par les organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et qui sont leur propriété, sous réserve des droits des locataires définis à l'article L. 443-11 du même code. »*

## ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION

### 1.1 OBJET

L'Etat, la commune de Saint-Privat des Vieux et la communauté d'agglomération d'Alès, confient à l'EPF qui l'accepte, une mission d'acquisitions foncières sur les secteurs définis à l'article 2 en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction, comprenant au moins 40% de logements locatifs sociaux.

Ces opérations permettent à la collectivité de réaliser les objectifs fixés dans le programme local de l'habitat ou déterminés en application du premier alinéa de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation et, notamment en cas de carence, d'atteindre les objectifs de production en matière de création de logements locatifs sociaux tels que définis pour les périodes triennales 2020-2022, 2023-2025, le cas échéant.

### 1.2 DUREE

La présente convention est conclue pour une durée maximale de **6 ans** à compter de sa date d'approbation par le préfet de région.

Cette durée peut être prolongée dans le cas de procédure contentieuse retardant la maîtrise foncière et ne permettant pas, à l'échéance de la convention, de rétrocéder les biens en cause et ou d'en déterminer le prix de revient. En pareille hypothèse, la durée de la convention est prorogée jusqu'à ce que l'EPF dispose de l'ensemble des éléments lui permettant d'assurer la cession des biens concernés.

## ARTICLE 2 – PERIMETRES D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur les secteurs du Bas Viget et du Haut Viget sis sur la commune dont les périmètres figurent en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

### 3.1 ENGAGEMENTS OPERATIONNELS

L'EPF s'engage dans le cadre de la présente convention :

- à assurer une veille foncière active sur les secteurs d'intervention tels que définis à l'article 2 de la présente convention en préemptant chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption du représentant de l'Etat, ou de l'entité compétente, et en saisissant également les opportunités d'acquisition à l'amiable ou suite à délaissement permettant de concourir à la réalisation des objectifs de production de logements, et notamment de logement locatifs sociaux ;
- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (pré-étude de faisabilité, diagnostic de l'état bâtementaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, ...)

- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité de l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, ...) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;
- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager... Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente.
- à aider la commune en lien avec l'EPCI, si elle en fait la demande dans le cadre amiable ou d'une délégation du droit de préemption dont elle aurait la compétence, à la consultation et au choix d'un bailleur social.

### 3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord, à **1 000 000 €** sur la durée de la convention.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF ne pourrait procéder aux acquisitions et travaux envisagés au regard des crédits disponibles, il le fera savoir expressément au représentant de l'État dans le département et aux collectivités concernées.

Si les crédits disponibles le permettent, le montant de l'engagement financier pourra être majoré par voie d'avenant en cas de besoin.

### 3.3 RECOURS A L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération. Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par la commune de Saint-Privat des Vieux.

### 3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission : bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'Etat et ses établissements publics.

## ARTICLE 4- ENGAGEMENTS DE L'ÉTAT

Pendant la durée d'application de l'arrêté portant délégation du droit de préemption à l'EPF, le représentant de l'État dans le département, s'engage :

- à accomplir toutes démarches utiles à l'avancement et à la réalisation desquels sont effectuées des acquisitions par préemption de l'État au titre de la présente convention ;
- à informer par écrit les professionnels concernés, notamment, les notaires, du dispositif de délégation du droit de préemption du représentant de l'État dans le département à l'EPF ;
- à informer par écrit le maire du circuit de transmission des DIA pouvant faire l'objet d'une délégation du droit de préemption par le représentant de l'Etat au bénéfice de l'EPF et notamment des conditions suivantes : transmission de la DIA simultanément à l'EPF et au service de l'État référent, étant entendu que l'EPF devra disposer de la DIA dans un délai de 7 jours ouvrés au plus tard à compter de sa réception en mairie.

## ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES

### 5.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE DE SAINT-PRIVAT DES VIEUX

La commune s'engage :

- à identifier, dès signature de la présente convention, les bailleurs sociaux et opérateurs susceptibles d'être mobilisés en vue de réaliser les opérations citées en objet ;
- à transmettre à l'EPF, dès notification de la présente, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations relatives à l'instauration du droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme...) ;
- à transmettre les déclarations d'intention d'aliéner simultanément au service référent de l'Etat et à l'EPF, dans un délai de sept jours ouvrés suivant la date de leur réception en mairie, conformément aux dispositions de l'article L.213-2 du code de l'urbanisme modifiés par la loi égalité et citoyenneté.
- dès acquisition du bien par l'EPF et quel qu'en soit le mode, à désigner le bailleur social ou tout autre opérateur retenu en vue de réaliser les opérations poursuivies;
- à tenir informé l'EPF du déroulement du projet, du choix du bailleur, du calendrier des études, de l'obtention du permis de construire... ;
- à instruire et à délivrer, dans les délais impartis, les autorisations d'urbanisme pour la réalisation des projets de logements ;
- à modifier, si nécessaire, les règles du document d'urbanisme afin de rechercher les densités opérationnelles permettant d'assurer la faisabilité économique des opérations de logements locatifs sociaux ;
- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,...), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique ;

- à acquérir, à l'issue de leur portage, les biens acquis par la collectivité et à prévoir, à ce titre, les financements nécessaires dans son budget.

## 5.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

La communauté d'agglomération d'Alès s'engage :

- à assister la commune lors de l'élaboration de son document d'urbanisme et dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- 
- à apporter un appui technique afin lors de la formalisation des projets (cahier des charges...) et dans la réalisation des opérations de logements ;
- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels, nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à veiller, conformément aux règles du SCOT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation des opérations de logements précitées ;
- à l'informer l'EPF de l'état d'avancement des projets (notamment en termes de financement) ;

## ARTICLE 6 – COFINANCEMENT DES ETUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

### En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

## Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;
- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation...)

Après service fait dûment constaté par la commune, et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix revient par l'EPF.

Cependant, dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la commune ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer— après mise en demeure restée infructueuse— le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

## ARTICLE 7— MODALITES D'INTERVENTION OPERATIONNELLE

### 7.1 CONDITIONS D'INTERVENTION

Les interventions foncières assurées par l'EPF sur les secteurs identifiés à l'article 2 de la présente convention se dérouleront conformément aux conditions qui suivent.

### 7.2 MODALITES D'ACQUISITIONS FONCIERES

L'EPF, sous réserves des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, s'engage à procéder à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, et situés dans les secteurs d'intervention tels que définis à l'article 2 de la présente :

- par exercice des droits de préemption et de priorité qui lui sont délégués ;
- le cas échéant, suite à un délaissement exercé en application des articles L. 211-5 (droit de délaissement inhérent au droit de préemption urbain), L. 212-3 (droit de délaissement inhérent au droit de préemption ZAD) et L 230-1 du code de l'urbanisme (droit de délaissement « général ») ;
- sous réserve de l'accord préalable de la collectivité, par voie amiable ;
- par voie d'expropriation, sous réserve que le projet poursuivi par la commune et/ou l'EPCI le justifie ; dans le cadre d'un projet défini par la collectivité et sur un dossier d'enquête approuvé par cette dernière, l'EPF peut également procéder aux acquisitions par voie d'expropriation.

Les biens sont acquis par l'EPF soit au prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis est obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

## **7.2.1 ACQUISITION PAR DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION A L'EPF**

- 7.2.1.1 Délégation du droit de préemption par le représentant de l'Etat
  - Modalités de délégation du droit de préemption par le représentant de l'Etat

Le représentant de l'État dans le département délègue à l'EPF l'exercice du droit de préemption conformément aux dispositions de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme, sur l'ensemble des périmètres visés à l'article 2.

Toutefois, l'EPF ne pourra procéder aux acquisitions foncières par délégation dudit droit que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2020 portant constat de carence sur la commune de Saint-Privat des Vieux. Si pendant la durée de la présente convention la commune de Saint-Privat des Vieux fait l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral pris en application des dispositions de l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation à l'issue de la période triennale 2020-2022, la délégation du droit de préemption à l'EPF nécessitera un nouvel arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

A l'échéance de l'arrêté portant constat de carence, ou en cas d'annulation de celui-ci, l'intervention de l'EPF et le portage des biens acquis se poursuivront dans les conditions définies par la présente convention.

- Conditions de transmission des DIA

Les déclarations d'intention d'aliéner sont transmises simultanément par la commune au service référent de l'Etat et à l'EPF, dans un délai de sept jours ouvrés suivant la date de leur réception en mairie, conformément aux dispositions de l'article L.213-2 du code de l'urbanisme modifiés par la loi égalité et citoyenneté.

À défaut, le préfet de département informe le maire, par LRAR, de son intention de dresser un procès-verbal de la situation. Le maire dispose alors d'un nouveau délai de sept jours à compter de la réception de la lettre du représentant de l'État pour faire part de ses observations. À l'issue de ce délai et au vu des observations du maire, le préfet peut décider de constater l'absence de transmission de la déclaration d'intention d'aliéner par procès-verbal. Dans cette hypothèse, il est alors procédé, par le représentant de l'Etat au recouvrement d'une amende forfaitaire de 1000 € au profit du fonds national des aides à la pierre.

- Conditions de traitement des DIA par l'EPF

L'EPF, lors de l'instruction des DIA relevant de son champ de compétence, tiendra compte, pour toute décision de préemption, de la faisabilité et de l'intérêt d'une opération de logement social et prendra notamment en considération :

- l'existence d'un bailleur social ou d'un opérateur susceptible de monter l'opération de construction ou d'acquisition-amélioration ;
- la concordance avec les secteurs prioritaires d'intervention retenus dans les PLH lorsqu'ils ont été définis ;



- l'équilibre de l'opération en fonction du prix de vente des dispositifs de financement du logement social

Pour ce faire, la commune et l'EPCI s'engagent à fournir à l'EPF l'ensemble des informations nécessaires à sa prise de décision dans les temps impartis pour l'instruction de la DIA.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques, dans le délai légal d'instruction de la DIA lorsque cet avis est obligatoire.

- 7.2.1.2 Délégation du droit de préemption par Perpignan Méditerranée Métropole
  - Modalités de délégation du droit de préemption

A l'échéance de l'arrêté portant constat de carence, ou en cas d'annulation de celui-ci, l'intervention de l'EPF et le portage des biens acquis se poursuivront dans les conditions définies par la présente convention. L'EPF peut bénéficier d'une délégation du droit de préemption nécessaire à la poursuite de son action par l'autorité qui en recouvre la compétence, dans les conditions définies par l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Pour tout autre bien ne relevant pas du droit de préemption transféré au préfet, l'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

- Conditions de transmission des DIA

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 7 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

- Conditions de traitement des DIA par l'EPF

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

### **7.2.2 ACQUISITION A L'AMIABLE**

Avec l'accord de la collectivité compétente, l'EPF peut recourir à l'acquisition amiable afin de permettre ou faciliter la réalisation de projets d'aménagement et d'opérations de logements sur ses périmètres d'intervention. A ce titre, la commune et l'EPCI informent l'EPF des opportunités de cession par voie amiable dans la mesure où ils en ont connaissance.

L'EPF procède, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre du projet.

Un accord écrit du représentant de la collectivité compétente sera demandé par l'EPF préalablement à toute acquisition amiable.

### **7.2.3 ACQUISITION PAR VOIE DE DELAISSEMENT**

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de l'exécutif de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquérir.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que dès lors qu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

### **7.2.4 ACQUISITION PAR DELEGATION DU DROIT DE PRIORITE**

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice du droit de priorité conformément aux dispositions des articles L.240-1 et L.213-3 du code de l'urbanisme sur les périmètres visés à l'article 2 de la présente convention.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

Dans le délai légal des deux mois pour notifier la décision de préemption au propriétaire, l'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques.

### **7.2.5 ACQUISITION PAR LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION**

Si la collectivité décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habiliter l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans le cadre de DUP « réserve foncière », l'EPF pourra être directement désigné comme bénéficiaire de la DUP.

Dans ces hypothèses, l'EPF procédera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

## **7.3 DUREE DE LA PERIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER**

### ■ Durée d'acquisition

L'EPF procède aux acquisitions pendant toute la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

### ■ Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF, s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

## 7.4 CONDITIONS DE GESTION FONCIERE DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion des dits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

## 7.5 CESSIION DES BIENS ACQUIS

### ■ Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF au titre de la présente ont vocation à être cédés à l'issue du portage :

- soit à la commune, collectivité tenue prioritairement par l'obligation de rachat définie par l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme ;
- soit au bailleur social dûment désigné par la collectivité compétente en vue de la réalisation des logements locatifs sociaux ou signataire de la convention visée à l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- soit à tout autre opérateur retenu par la collectivité, avec l'accord préalable de celle-ci, en vue de la réalisation d'un projet conforme à l'objet de la présente convention.

Les dépenses inhérentes à ces acquisitions seront inscrites au budget de la collectivité, ou de l'opérateur tenu au rachat, dans un délai permettant de procéder à l'achat effectif des biens au plus tard à la date d'échéance de la convention.

La commune, et les opérateurs précités, prennent les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en jouissance. Le preneur jouit des servitudes actives et supporte celles passives.

La cession a lieu par acte notarié ou, le cas échéant, par acte administratif aux frais de l'acquéreur.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci pourra être opérée sur la base d'un cahier des charges précisant les droits et obligations du preneur joint à l'acte de vente.

### ■ Cession anticipée

Au cas où la commune, ou le cas échéant l'aménageur ou le bailleur social désigné, souhaite entreprendre des travaux sur les biens acquis par l'EPF durant la période de leur portage en vue de la réalisation du ou des projets de logements locatifs sociaux ou d'aménagement, ils devront en faire la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon

l'état d'avancement du ou des projets, l'EPF se réserve alors une cession anticipée de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

#### ■ Cession à échéance de la convention

Les biens sont cédés à la commune ou le cas échéant à son bailleur social ou à l'opérateur qu'elle aura désigné.

La commune, et/ou l'opérateur désigné s'engagent à procéder au rachat des biens acquis par l'EPF dans les délais de portage définis à l'article 6.3 de la présente convention, sous réserve des dispositions légales et réglementaires s'appliquant à la cession des biens acquis par préemption.

## 7.6 DETERMINATION DU PRIX DE CESSION

### ■ **Cession au prix de revient**

Dans le cas de cession à la commune, ou l'opérateur désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux procédures d'acquisitions :
  - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions... ;
  - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
  - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
  - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
  - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais administratifs de portage : impôts fonciers, assurances... ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,...) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur » en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les éventuels frais financiers liés au remboursement de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée le 1er janvier de la quatrième année qui suit la date du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune

actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon les dispositifs en vigueur.

#### ▪ **Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques**

À défaut de désignation d'un bailleur ou tout autre opérateur par la commune ou l'EPCI, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

#### ▪ **Régime de TVA**

L'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

#### ▪ **Paiement du prix**

En cas de cession à la commune, ou tout opérateur soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

#### ▪ **Apurement des comptes**

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;
- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

### **6.7 INTERVENTION D'UN TIERS**

Pour l'accomplissement de ses missions, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne morale ou physique dont l'intervention se révèle nécessaire : bureaux d'études et d'ingénierie, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise à la réglementation de la commande publique en vigueur et applicable à l'Etat et ses établissements publics.

## **ARTICLE 8 - MODALITES DE PILOTAGE DE LA CONVENTION**

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention opérationnelle.

Les biens acquis par délégation du droit de préemption de l'État donneront lieu à l'établissement d'un bilan annuel d'exécution adressé au service désigné par le représentant de l'État.

En outre, l'ensemble des biens acquis quel que soit le mode d'acquisition feront l'objet d'un comité de pilotage associant la commune, l'EPCI et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles. Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'une des parties, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

## **ARTICLE 9 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties ou de plein droit en cas de manquement de la part des collectivités à leurs engagements tels que définis à l'article 4 de la présente.

En cas de résiliation d'un commun accord entre les parties, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des acquisitions effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune de Saint-Privat des Vieux est tenue de procéder au rachat des biens acquis et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPF dans un délai d'un an maximum suivant la décision de résiliation.

Pour ce faire, la commune de Saint-Privat des Vieux s'engage à prévoir les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

## **ARTICLE 10 – SUIVI DU PROJET APRES CESSION**

La commune et l'EPCI s'engagent à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, le logo de l'EPF devra être apposés sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Ils citeront également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

Ils s'engagent à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication des collectivités, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement du projet sur tous supports.

## **ARTICLE 11 - CONTENTIEUX**

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

**ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION**

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention...) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

Fait à .....

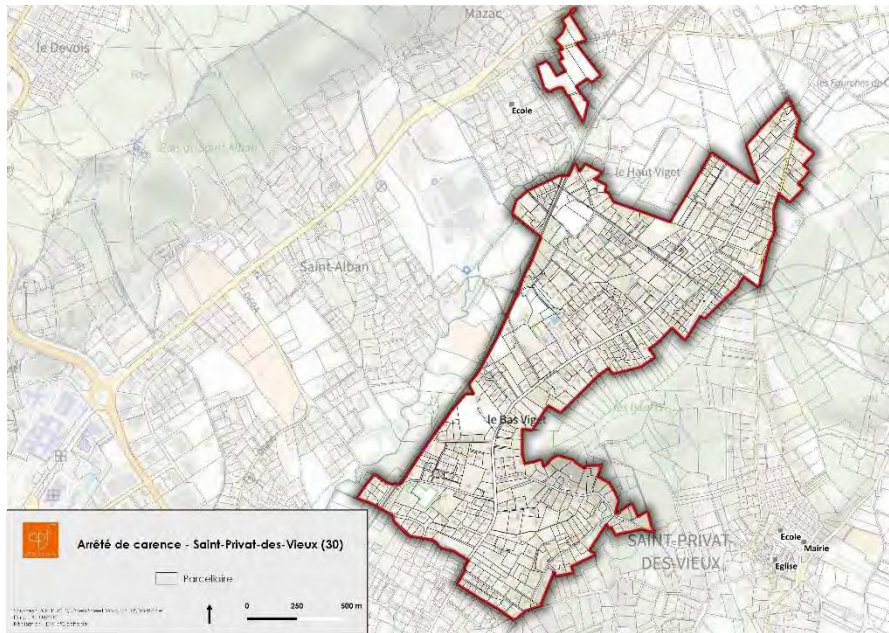
Le .....

En **quatre** exemplaires originaux

Le représentant de l'Etat, La préfète du département du Gard  Marie-Françoise Lecaillon	L'établissement public foncier d'Occitanie  La directrice générale  Sophie Lafenêtre
La communauté d'agglomération d'Alès  Le président  Christophe Rivenq	La commune de Saint-Privat des Vieux  Le maire  Phillipe Ribot

# ANNEXE 1

## PÉRIMÈTRES D'INTERVENTION





# ANNEXE 2

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_18-DE

## JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

### **ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DU BIEN**

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

### **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION**

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'EPF.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'EPF.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procédera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture...).

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Il peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

Elle ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

La commune est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'EPF, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la commune, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et
- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;
- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, ...
- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- Cas des biens occupés à la date de mise en gestion

La commune se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à la dite occupation (bail, convention d'occupation précaire...). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité ;
- les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

La commune souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaisse directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.... et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

Elle rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de l'EPCI d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- Cas des biens devenus vacants

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

La commune ne pourra consentir sur les biens dont elle a la gestion et la garde que des conventions d'occupation temporaire et révocable ne conférant à l'occupant aucun droit au maintien dans les lieux et de renouvellement du contrat.

#### **ARTICLE 4 : DEPENSES**

- A la charge de l'EPF

L'EPF acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la commune, le cas échéant.

- A la charge de la commune

La commune supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

Fait à .....

Le .....

En deux exemplaires originaux.

L'établissement public foncier d'Occitanie	La commune de Saint-Privat des Vieux
La directrice générale	Le maire
Sophie Lafenêtre	Philippe Ribot



Service : Habitat et Logement

Réf : CL

Tél. : 04.66.86.64.20

C2021\_06\_19

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPO-NLHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat (PLH)**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L.302-1 et suivants, R.302-1 et suivants,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2017\_16\_26 en date du 14 décembre 2017 engageant la procédure d'élaboration du 4<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat d'Alès Agglomération,

**Considérant** que conformément à l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation, le Programme Local de l'Habitat (PLH) définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements,

**Considérant** que par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil de Communauté a engagé la procédure d'élaboration du Programme Local de l'Habitat de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** qu'en vue de permettre l'élaboration de ce document devant couvrir la période 2021-2026, de nombreux comités de pilotage et autres réunions de concertation ont eu lieu entre les représentants de la Communauté d'Agglomération, des communes membres, de l'État et d'autres acteurs et partenaires de la politique de l'habitat sur le territoire communautaire, afin d'identifier et de répondre le plus possible aux besoins notamment constatés en matière de logement,

**Considérant** que le projet de Programme Local de l'Habitat 2021-2026 ainsi élaboré et mis en annexe de la présente délibération, dont le contenu est encadré par le Code de la construction et de l'habitation, comprend les éléments essentiels suivants :

- Le diagnostic sur le fonctionnement des marchés du foncier et du logement et sur les conditions d'habitat dans le territoire d'Alès Agglomération,
- Le document d'orientation comprenant l'énoncé des principes et objectifs du PLH,
- Le programme d'actions détaillées pour l'ensemble des communes de l'agglomération et chaque commune,

**Considérant** que les orientations du projet de Programme Local de l'Habitat portent sur les six axes suivants :

- Axe 1 : Accompagner la relance de la dynamique démographique d'Alès Agglomération au travers d'une offre de logements diversifiée et équilibrée,
- Axe 2 : Privilégier un développement urbain qualitatif, respectueux de l'identité des différentes entités composant le territoire d'Alès Agglomération,
- Axe 3 : Agir en faveur du rééquilibrage social d'Alès Agglomération,
- Axe 4 : Améliorer et adapter le parc existant,
- Axe 5 : Apporter des solutions pérennes aux besoins des publics spécifiques,
- Axe 6 : Faire du PLH un outil opérationnel et partagé de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération,

**Considérant** que, de son côté, le programme du projet de PLH comprend des objectifs de production de logements et 14 actions principales devant être mises en œuvre sur le territoire, à savoir :

- Mettre en œuvre une politique foncière et d'aménagement à l'échelle de la Communauté d'Agglomération pour assurer l'opérationnalité des orientations du PLH,
- Promouvoir la qualité urbaine et la prise en compte des objectifs de développement durable et notamment la limitation de la consommation d'espace,
- Soutenir l'effort de production à hauteur de 350 logements locatifs sociaux minimum par an dont 300 Logements Locatifs Sociaux (LLS) et 50 logements conventionnés privés,
- Assurer la reconstitution de l'offre démolie et la diversification de l'offre dans le cadre du NPNRU,
- Élargir l'effort de renouvellement urbain aux communes de l'ancien bassin minier,
- Mettre en œuvre une politique de peuplement du parc social partagée et équilibrée,
- Conforter le rôle moteur de la ville centre en accélérant la reconquête de son cœur de ville,
- Étendre la dynamique de requalification aux cœurs de bourgs et villages,

- Poursuivre et intensifier la lutte contre l'indignité et l'insalubrité,
- Accompagner et requalifier les copropriétés dégradées ou en voie de fragilisation,
- Accompagner le vieillissement et la perte d'autonomie / personnes en situation de handicap,
- Apporter une réponse cohérente et suivie aux besoins de publics les plus précaires,
- Répondre aux besoins des gens du voyage et apporter des réponses adaptées aux situations de sédentarisation,
- Piloter, animer et renforcer la visibilité de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération,

**Considérant** que le projet de Programme Local de l'Habitat 2021-2026 doit à présent faire l'objet d'un arrêt par le Conseil de Communauté, avant d'être soumis à l'avis des communes membres et au Syndicat Mixte du Pays des Cévennes porteur du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),

**Considérant** que l'avis des communes membres et du Syndicat Mixte du Pays des Cévennes devra être rendu dans un délai de 2 mois à côté de la transmission du projet de PLH arrêté et que faute de réponse dans ce délai, leur avis sera réputé favorable, conformément aux dispositions de l'article R.302-9 du Code de la construction et de l'habitation,

**Considérant** que par la suite, au vu des avis exprimés, le Conseil de Communauté, après modification éventuelle du document, devra arrêter à nouveau le projet de PLH puis le transmettre à Madame la Préfète du Gard, laquelle devra le soumettre pour avis, dans un délai de deux mois, au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH), et communiquera un avis définitif dans un délai d'un mois à la Communauté Alès Agglomération, accompagné s'il y a lieu des demandes motivées de modifications,

**Considérant** que ce n'est donc qu'au terme de toute cette procédure que le Conseil de Communauté sera appelé à approuver le 4<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat de la Communauté Alès Agglomération,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### ARRETE

Le projet de Programme Local de l'Habitat 2021-2026 de la Communauté Alès Agglomération mis en annexe de la présente délibération.

### AUTORISE

Monsieur le Président à transmettre le projet de PLH 2021-2026 aux communes membres et au Syndicat Mixte du Pays des Cévennes afin qu'il soit soumis à leurs organes délibérants.

Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

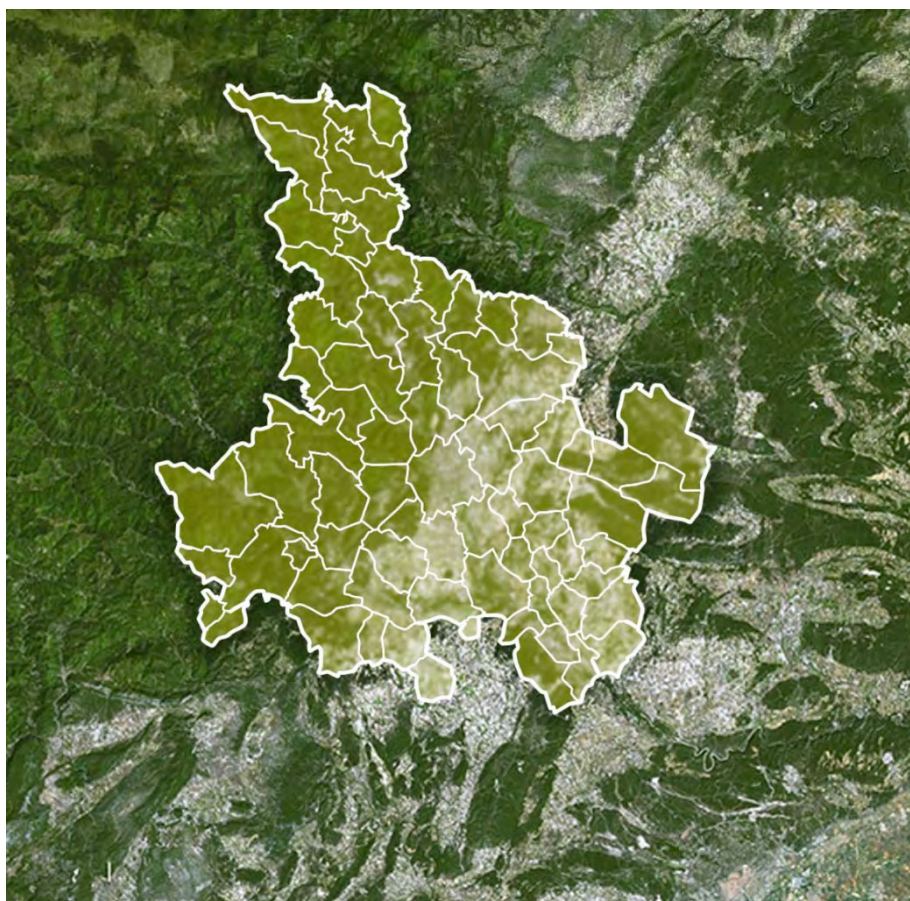
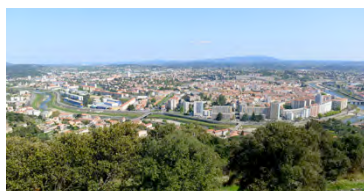
Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

## Alès Agglomération

Diagnostic du PLH d'Alès Agglomération 2021-2026







# Urbanis

Agir pour un habitat digne et durable

## **Equipe Urbanis**

### **Chef de projet**

Corinne Snabre, urbaniste  
corinne.snabre@urbanis.fr

### **Equipe**

Claude Jamot, Expert marché du logement  
Thi Maï Pauly, Experte logement spécifique  
Morgane Rouziès, Experte copropriétés  
Marie Mélétopoulos, Cartographe SIG  
Juliette Vautier, Chargée de mission

## **Contact Urbanis**

Agence régionale de Nîmes  
188 allée de l'Amérique Latine  
30 900 Nîmes

04 66 29 97 03  
nîmes@urbanis.fr

**[www.urbanis.fr](http://www.urbanis.fr)**








Le diagnostic du PLH 2021-2026 a fait l'objet d'un premier rapport en date de janvier 2020, actualisé, concernant les données socio-démographiques et les données relatives au parc de logements, dont le parc locatif social, en février 2021.

## Sommaire

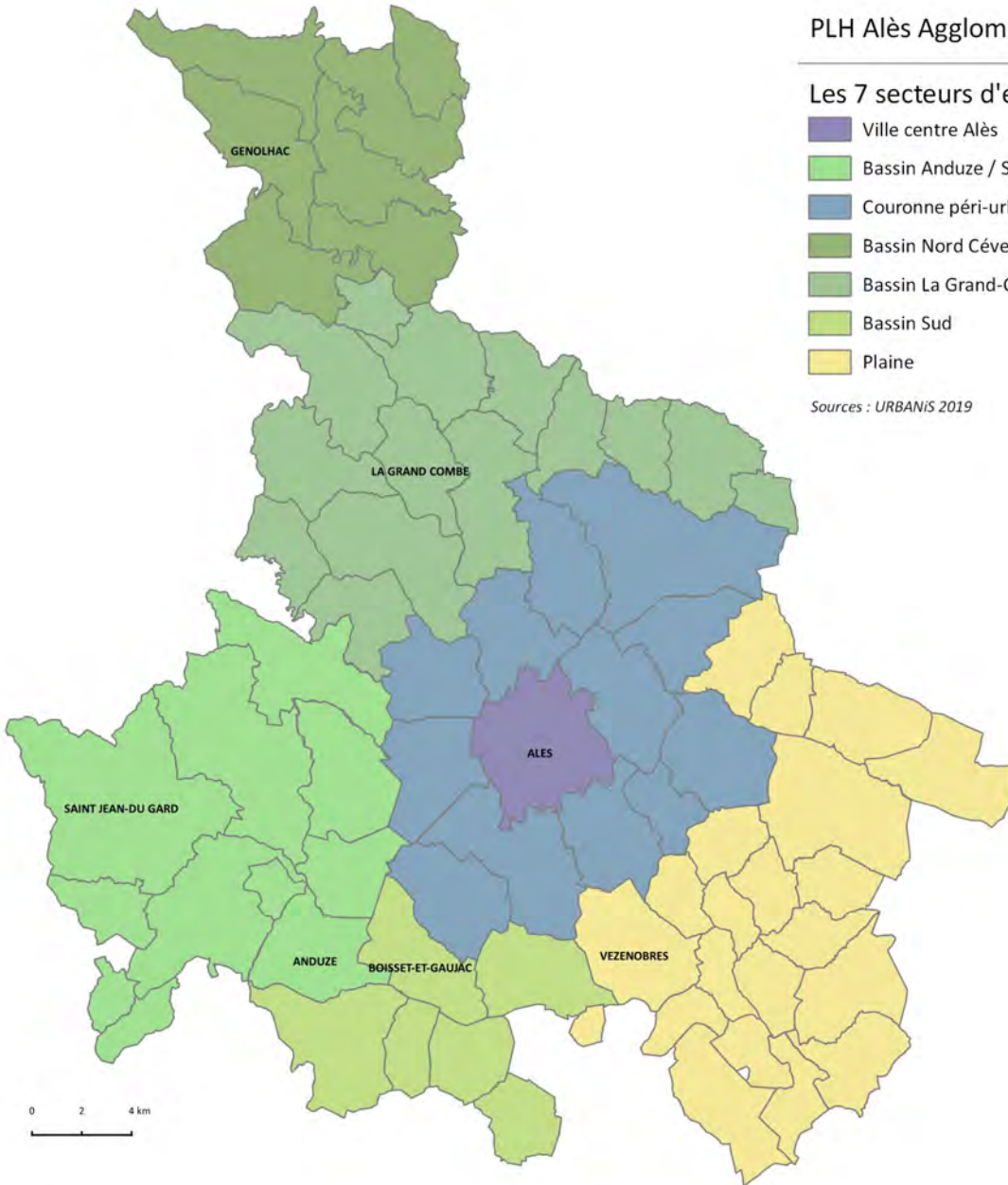
<b>1 – Contexte territorial du PLH</b> .....	<b>7</b>
1.1 - Une Agglomération de 72 communes et 130 000 habitants.....	7
1.2 - Les documents cadres du nouveau PLH.....	8
<b>2 – Dynamiques sociodémographiques</b> .....	<b>15</b>
2.1 - Une forte concentration de la population sur la ville centre et sa couronne et une majorité de petites communes rurales .....	15
2.2 - Une démographie dynamique malgré un ralentissement récent .....	17
2.3 - De grandes disparités de profil des populations entre secteurs de l'Agglomération .....	19
2.4 – Une population globalement modeste avec de fortes disparités communales.....	25
<b>3 - Caractéristiques et dynamiques du parc de logements</b> .....	<b>29</b>
3.1 – Structure du parc de logements.....	29
3.2 – Un parc potentiellement indigne important .....	41
3.3 - Les dispositifs d'intervention pour la requalification du parc existant .....	45
3.4 – La production de logements neufs.....	57
<b>4 - Le parc locatif social d'Alès Agglomération</b> .....	<b>61</b>
4.1 - L'offre locative sociale publique .....	61
4.2 – La demande en logement social.....	73
4.3 – L'évolution récente du parc de logements locatifs sociaux .....	79
4.4 - Les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la Loi SRU .....	84
4.4 – Les perspectives de production sur les prochaines années .....	89
4.5 – Les enjeux partagés par les bailleurs.....	91
<b>5 – Volet copropriétés</b> .....	<b>95</b>
5.1 - Etat des lieux et identification des copropriétés vulnérables .....	97
5.2 – Zoom sur les grandes copropriétés d'Alès .....	108
5.3 - Enjeux et premières pistes d'intervention .....	113
<b>6 - Marché du logement</b> .....	<b>115</b>
6.1 - Les tendances nationales du marché en 2019 .....	115
6.2 - Les ressorts du marché d'Alès Agglomération .....	117
6.3 - Le marché des transactions .....	119
6.4 - Le marché locatif privé.....	133
6.5 – En conclusion.....	136
<b>7 - L'hébergement et le logement des publics spécifiques</b> .....	<b>139</b>
7.1 – Les personnes défavorisées .....	139
7.2 - Les jeunes.....	146
7.3 - Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.....	149
7.4 – Les gens du voyage.....	159

### PLH Alès Agglomération 2021-2026

#### Les 7 secteurs d'étude

-  Ville centre Alès
-  Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard
-  Couronne péri-urbaine
-  Bassin Nord Cévennes
-  Bassin La Grand-Combe
-  Bassin Sud
-  Plaine

Sources : URBANIS 2019



# 1 – Contexte territorial du PLH

---

## 1.1 - Une Agglomération de 72 communes et 130 000 habitants

### 1.1.1 - Un périmètre en extension

La Communauté d'Agglomération Alès Agglomération est née de la fusion, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, de quatre intercommunalités (Le Grand Alès et les trois Communautés de communes « Autour d'Anduze », « Mont Bouquet » et « Région de Vézénobres ») et de cinq communes isolées (Sainte-Croix-de-Caderle, Saint-Bonnet-de-Salendrinque, Vabres, Saint-Jean-de-Serres et Massanes).

C'est à l'échelle de ce territoire à 50 communes et quelques 100 000 habitants, qu'a été élaboré le Programme Local de l'Habitat 2014-2019.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, Alès Agglomération a intégré 16 nouvelles communes correspondant aux anciennes Communautés de communes « Vivre en Cévennes » et « Pays Grand Combien » et 7 communes auparavant rattachées à la Communauté de communes des « Hautes Cévennes ». Suite au rattachement de la commune de Bouquet à la Communauté de communes Pays d'Uzès au 1<sup>er</sup> janvier 2020, Alès Agglomération regroupe désormais 72 communes et près de 130 000 habitants (population légale au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 129 931 habitants).

Elle se positionne ainsi, en nombre d'habitants, comme la seconde agglomération du département du Gard après Nîmes Métropole, et la cinquième de la région Occitanie.

### 1.1.2 - Un territoire contrasté

En première approche, le territoire d'Alès Agglomération peut être divisé en 6 secteurs distincts qui ont été retenus comme base à la concertation mise en place avec les communes dans la première phase de diagnostic du PLH (au travers de réunions collectives ou d'entretiens individuels avec les Elus) :

- Alès, la ville centre du territoire, au pied des Cévennes. Avec plus de 40 800 habitants, Alès regroupe 31% de la population de l'Agglomération et constitue le pôle central du territoire en matière d'équipements (sportifs, culturels, administratifs), de commerces et services et d'emplois (avec plus de la moitié des emplois recensés sur l'Agglomération).
- La couronne péri-urbaine, espace charnière entre la ville centre et les espaces agricoles et naturels périphériques. Composée de 12 communes, elle regroupe près de 41 000 habitants soit également 31% de la population de l'Agglomération.
- Le bassin d'Anduze - Saint-Jean du-Gard, secteur à forte identité historique cévenole et à vocation touristique affirmée (tourisme de nature et de randonnées, sites à forte fréquentation tels que la Bambouseraie, le Train à vapeur de Cévennes, la Grotte de Trabuc...), aux portes du Parc National des Cévennes. Composé de 11 communes et structuré autour des deux bourgs centres d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard, ce secteur regroupe moins de 8 900 habitants, soit à peine 7% de la population du territoire.

- Le bassin de la Grand Combe, fortement marqué par son passé minier et qui veut aujourd'hui développer une nouvelle attractivité économique et touristique. Avec La Grand Combe comme pôle central, ce secteur regroupe près de 17 000 habitants, soit 13% de la population de l'Agglomération.
- Le bassin Nord Cévennes, à dominante forestière, dont l'économie est avant tout fondée sur un tourisme de nature et de résidences secondaires. Avec 2 730 habitants répartis sur 7 petites communes rurales, ce secteur ne représente qu'à peine 2% de la population de l'Agglomération.
- La plaine, vaste territoire à dominante agricole et naturelle encore relativement préservé ; les 20 communes qui le composent restent des communes à caractère rural, même si plusieurs enregistrent des croissances importantes, sous l'influence notamment de l'agglomération nîmoise ; avec 11 000 habitants, ce secteur de plaine représente 8,5% de la population de l'Agglomération.
- Le secteur Sud, sous la double influence des agglomérations nîmoises et montpelliéraine ; composé de seulement 6 communes dont deux pôles plus importants (Boisset-et-Gaujac et Ribaute-les-Tavernes), ce secteur regroupe quelques 8 500 habitants soit un peu moins de 7% de la population de l'Agglomération.

### 1.1.3 – Un pôle d'activités majeur à l'échelle régionale

Classée en 2016 2<sup>ème</sup> meilleure Agglomération de France pour entreprendre, Alès Agglomération est également le 2<sup>ème</sup> pôle industriel d'Occitanie. Elle compte (donnée INSEE 2017) près de 40 000 emplois localisés à plus de 75 % sur la ville centre (20 929 emplois en 2016) et sur les communes de première couronne, notamment Salindres.

Trois filières d'activités économiques participent à la dynamique du territoire :

- Le Pôle Mécanique et mobilité durable : premier site en France dédié à la création et au développement d'activités industrielles de fabrication ou de services des secteurs auto et moto, le Pôle Mécanique concentre sur 90 ha, un ensemble d'activités liées à l'industrie et aux sports mécaniques ; il regroupe aujourd'hui une centaine d'entreprises pour 900 emplois dans le secteur auto-moto et de la sous-traitance industrielle.
- Industrie et éco industrie : 70 éco-entreprises au service de l'environnement et du développement (traitement de l'eau, des effluents, de l'air, gestion et valorisation des boues et déchets, risques industriels ... ) sont implantées sur le territoire de l'Agglomération.
- Agroalimentaire.

---

## 1.2 - Les documents cadres du nouveau PLH

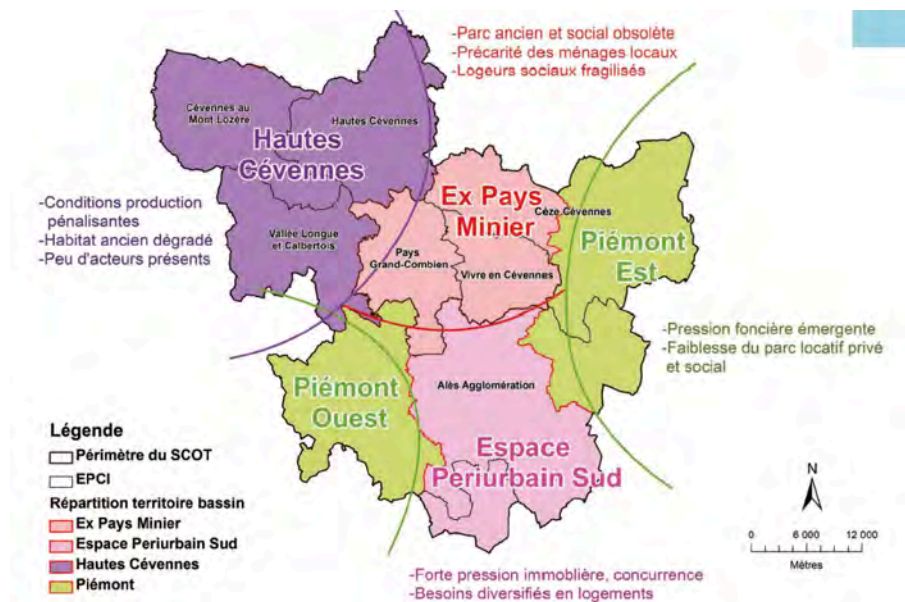
L'élaboration du PLH 2021-2026 d'Alès Agglomération s'inscrit dans le prolongement des documents cadres de la politique de l'habitat établis par la Communauté d'Agglomération d'Alès (PLH 2014-2019 sur un périmètre de 50 communes) et la Communauté de communes du Pays Grand Combien (PLH 2014-2019 sur un périmètre de 9 communes) d'une part, et des actions mises en œuvre en matière de requalification de l'habitat et de lutte contre l'indécence, de mixité sociale et de renouvellement urbain d'autre part.

### 1.2.1 – Le SCOT Pays Cévennes

Le Schéma de Cohérence Territoriale Pays Cévennes a été approuvé le 30 décembre 2013 ; il porte sur un territoire de 120 communes alors regroupées en 7 EPCI (Communauté d'Agglomération Alès Agglo à 50 communes, Communauté de communes des Cévennes au Mont Lozère, Communauté de communes des Hautes Cévennes, Communauté de communes de Cèze Cévennes, Communauté de communes du Pays Grand Combien, Communauté de communes de la Vallée Longue et du Calbertois en Cévennes et Communauté de communes Vivre en Cévennes) et de 7 communes du secteur de Lédignan.

L'évolution des intercommunalités au cours des dernières années fait que le périmètre du Pays Cévennes s'est progressivement restreint pour ne plus compter aujourd'hui que 95 communes rattachées à la Communauté d'Agglomération d'Alès Agglomération d'une part et à la Communauté de communes de Cèze Cévennes d'autre part.

Les objectifs de croissance démographique et de production de logements sont définis par le SCOT Pays Cévennes à l'échelle des intercommunalités qui constituaient le périmètre du SCOT en 2013 d'une part et à l'échelle de bassins de vie incluant toute ou partie des différentes intercommunalités de 2013 d'autre part.



#### Les problématiques d'habitat à l'échelle des bassins de vie du SCOT Pays Cévennes

Cette évolution des contours des EPCI fait que la transposition des objectifs fixés par le SCOT Pays Cévennes en matière de développement démographique et de production de logement à l'échelle du périmètre actuel d'Alès Agglomération ne peut être qu'approximative. L'actuelle Communauté d'Agglomération ne correspond en effet qu'imparfaitement aux périmètres définis par le SCOT Pays Cévennes :

- elle inclut 49 des 50 communes d'Alès Agglomération 2013 (hors commune de Bouquet), la totalité des communes des Communautés de communes Pays Grand Combien et Vivre en Cévennes, mais seulement 7 des 10 communes de la Communauté de communes Hautes Cévennes ;
- elle inclut la totalité du Piémont Ouest, mais une partie seulement de l'espace périurbain Sud (hors communes autour de Lédignan), de l'ex-Pays minier (hors Communauté de communes Cèze-Cévennes), du Piémont Est (hors commune du Bouquet et Communauté de communes Cèze Cévennes) et des Hautes Cévennes (avec 7 communes seulement).

### > Les prescriptions du SCOT en terme de développement démographique

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du SCOT Pays Cévennes vise au maintien de la dynamique de croissance démographique enregistrée par le territoire au cours des années précédant l'élaboration du SCOT. L'objectif fixé est d'accueillir 50 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030, ce qui porterait la population totale du territoire à environ 200 000 habitants. Cette évolution démographique est déclinée par EPCI et par bassin de vie (nous surlignons ici en beige les EPCI inclus en toute ou partie dans le périmètre actuel d'Alès Agglomération)

<b>EPCI et secteur de Lédignan</b>	<b>Population municipale 2008</b>	<b>Population municipale projetée 2030</b>	<b>Taux de croissance annuel moyen 2008-2030</b>
Alès Agglomération	95 509	132 561	1,50%
CC Cévennes au Mont Lozère	839	1 132	1,37%
CC Pays Grand Combien	13530	16 789	0,99%
CC des Hautes Cévennes	3 571	4 589	1,15%
CC Vallée de la Cèze	19 215	25 304	1,26%
CC Vallée Longue et Calbertois	2 123	2 764	1,21%
CC Vivre en Cévennes	11 476	14 787	1,16%
Secteur de Lédignan	4 518	6 885	1,93%
<b>Territoire du SCOT</b>	<b>150 781</b>	<b>204 811</b>	<b>1,40%</b>

<b>Bassins de vie</b>	<b>Population municipale 2008</b>	<b>Population municipale projetée 2030</b>	<b>Taux de croissance annuel moyen 2008-2030</b>
Espace périurbain Sud	85 578	121 529	1,61%
Ex Pays Minier	37 628	47 750	1,09%
Hautes Cévennes	6 533	8 485	1,20%
Piémont	21 042	27 047	1,15%
<b>Territoire du SCOT</b>	<b>150 781</b>	<b>204 811</b>	<b>1,40%</b>

Nous verrons au chapitre 2 que la dynamique de croissance démographique du territoire a été bien moindre que celle prévue par le SCOT Pays Cévennes.

Sur la base des projections du SCOT, les 4 EPCI constituant pratiquement le périmètre de l'actuelle Communauté Alès Agglomération devraient enregistrer un taux de croissance annuel moyen de 1,35% sur la période 2008-2030 ; or selon les dernières données INSEE, la population d'Alès Agglomération (dans sa configuration à 72 communes) n'aurait augmenté que de 0,60% en moyenne par an entre 2007 et 2017.

L'ex-Pays minier et les Hautes Cévennes ont enregistré une croissance pratiquement atone au cours des dernières années, loin des taux de 1,1% voire 1,2% en moyenne par an prévus par le SCOT, tandis que ni la couronne péri-urbaine d'Alès ni le secteur Sud de l'Agglomération n'ont atteint les 1,61% de croissance annuelle moyenne fixés par le SCOT.

### > Les prescriptions du SCOT en terme de production de logements

En cohérence avec les objectifs de croissance démographique retenus - dont il convient de souligner la sur-évaluation au regard des dynamiques de développement récentes du territoire - le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT évalue les besoins de production à quelques 1 700 logements par an à l'horizon 2030, répartis comme suit entre bassins de vie :



Bassins de vie	Objectifs de production de logements par an
Espace périurbain Sud	1 107 logements
Ex Pays Minier	372 logements
Hautes Cévennes	75 logements
Piémont	211 logements
<b>Territoire du SCOT</b>	<b>1 765 logements</b>

Cette production doit reposer à la fois sur la construction neuve en extension urbaine et sur la réhabilitation de l'habitat ancien ou vacant, dans une logique d'utilisation économe de l'espace et de régénération des espaces urbanisés existants, lorsque cela est possible.

**En première approche, le besoin annuel en logements à l'horizon 2030 issu du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT sur le territoire actuel d'Alès Agglomération peut être estimé à environ 1 500 logements.** Nous verrons que la production récente a été bien moindre, avec 625 logements neufs mis en chantier en moyenne par an sur la période 2009-2019.

### > Les prescriptions du SCOT en terme de mixité sociale et générationnelle

Le développement d'une offre de logements diversifiée et accessible à l'ensemble des composantes de la population est un des enjeux majeurs du SCOT Pays Cévennes : « *L'accueil et le parcours résidentiel des populations passent par le développement coordonné et équilibré de produits complémentaires : logement locatif social et intermédiaire, logement locatif privé, accession sociale et accession abordable. Il implique de diversifier le parc de logements en proposant des typologies adaptées aux besoins de la population. La diversification du parc est l'occasion d'améliorer la prise en compte des nouveaux modes de vie et des situations familiales* ».

Le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT fixe un objectif global de production de logements sociaux à l'échelle de chaque bassin de vie en pourcentage de la production globale de logements :

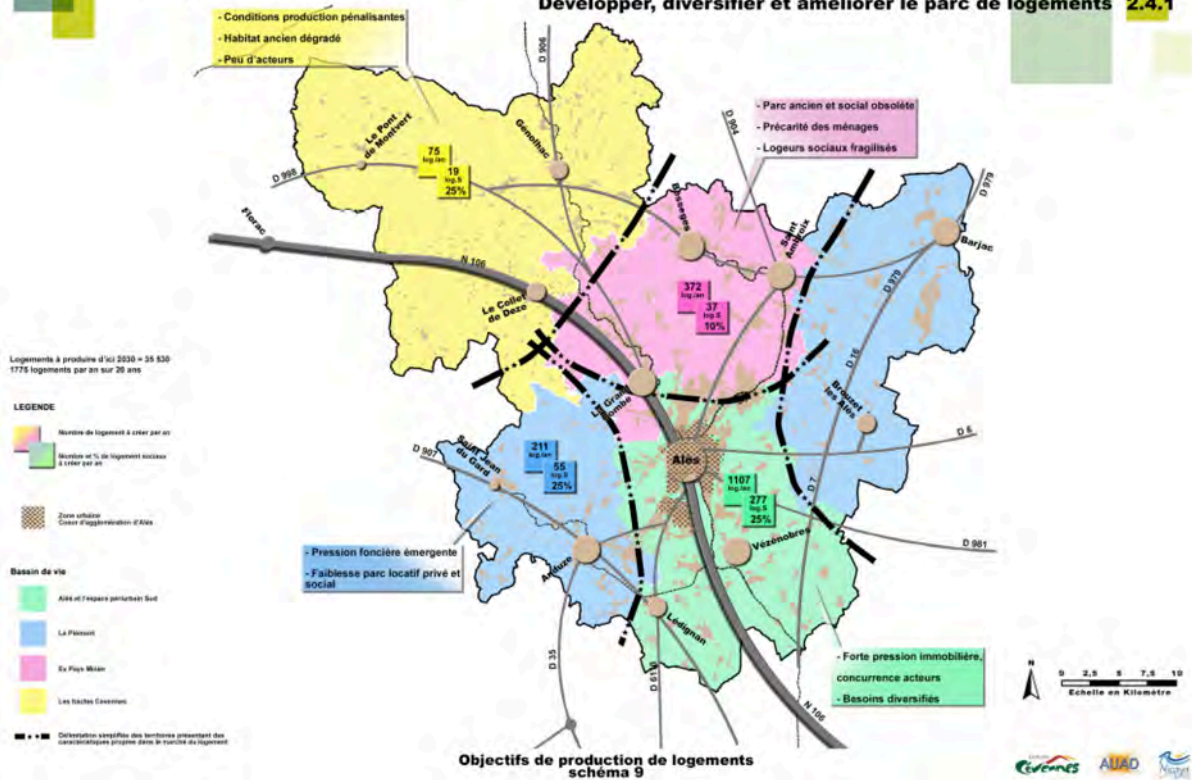
Bassins de vie	Objectifs de production de logements par an	Pourcentage de logements sociaux	Objectifs de production de logements sociaux par an
Espace périurbain Sud	1 107 logements	25%	277 LLS
Ex Pays Minier	372 logements	10%	37 LLS
Hautes Cévennes	75 logements	25%	19 LLS
Piémont	211 logements	25%	53 LLS
<b>Territoire du SCOT</b>	<b>1 765 logements</b>		<b>386 LLS</b>

Le DOO précise que « *Les PLH définiront pour chaque commune ou communauté concernée, dans l'ensemble des logements, sociaux à produire :*

- *la part pertinente entre les différents types de logements (PLS, PLUS ou PLAI) et parc social privé conventionné afin de répondre à la demande locale et d'assurer une offre diversifiée ;*
- *un pourcentage minimum de logements locatifs sociaux et/ou de logements en accession abordable dans l'ensemble des programmes immobiliers et des opérations d'aménagement d'importance. »*

## 2.4 Développer l'attractivité

### Développer, diversifier et améliorer le parc de logements 2.4.1



#### Les objectifs de production de logements fixés par la DOO du SCOT Pays Cévennes

Les prescriptions du Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT en matière de mixité sociale et générationnelle sont les suivantes :

- Favoriser une mixité sociale et générationnelle, un cadre de vie de qualité et une cohérence de l'évolution du foncier entre activités agricoles et vocation urbaine autour de l'agglomération d'Alès et de la Plaine Sud.
- Définir dans les PLH et les documents d'urbanisme les conditions permettant de diversifier les typologies et la taille des logements proposés et déterminer le besoin en logements sociaux de chaque commune.
- Pérenniser le regain démographique, le niveau de services et organiser la proximité et la convivialité souhaitée dans les communes actuellement moins attractives.
- Adapter le nombre et la qualité des logements aux attentes des différentes populations dans les communes densément peuplées comme dans les communes rurales.
- Les pôles de centralité secondaires (en l'occurrence, sur Alès Agglomération : Vézénobres, Anduze, Saint-Jean-du-Gard, Brouzet-lès-Alès, La Grand Combe et Génolhac) doivent participer à l'effort de production ce qui permet de concilier proximité des activités et des services, des transports collectif et espaces résidentiels pour les ménages.
- Privilégier l'implantation des logements étudiants à proximité des unités d'enseignement et de formation ou, à défaut, dans des secteurs qui leur sont connectés par des transports collectifs ou via des modes de déplacements doux.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du SCOT identifie ainsi deux orientations fortes :

- Développer l'offre locative sociale sur tout le territoire :
  - Sur le Haut Pays et le Piémont, la priorité est donnée à la réalisation de petites opérations de logements sociaux en phase avec les besoins recensés, en mobilisant le potentiel du bâti ancien désaffecté.

- Sur le secteur d'Alès et de la plaine : le parc ancien désaffecté constitue une opportunité à mobiliser, mais l'essentiel de la production se fera dans le cadre d'une production neuve, en privilégiant l'intégration de logements sociaux dans les opérations immobilières d'ensemble.
- Favoriser une production neuve diversifiée et mieux adaptées aux besoins locaux et notamment aux nouvelles attentes des jeunes ménages et des personnes vieillissantes.

#### > Les prescriptions du SCOT en terme de requalification du parc existant

Le SCOT identifie la requalification du parc existant comme un levier privilégié à mobiliser pour satisfaire les besoins locaux en logements tout en limitant la consommation de nouveaux espaces agricoles et naturels.

Les communes doivent en conséquence favoriser la requalification et l'optimisation du parc existant et identifier dans leurs documents d'urbanisme les potentialités du parc existant.

Les Programmes Locaux de l'Habitat doivent quant à eux préciser :

- les objectifs qualitatifs et quantitatifs en matière de rénovation et de renouvellement du parc de logements sociaux ;
- les objectifs de lutte contre la vacance et, en cohérence, les objectifs de production de nouveaux logements ;
- les conditions opérationnelles de la politique de réhabilitation (OPAH) et actions de lutte contre l'habitat indigne.

#### > Les outils et moyens identifiés par le SCOT pour la réalisation des objectifs de réhabilitation et d'optimisation du parc de logements

Enfin, le SCOT définit les moyens et outils à mobiliser pour atteindre les objectifs fixés en matière de réhabilitation et d'optimisation du parc de logements existants :

- définition et mise en œuvre d'une stratégie foncière ;
- adaptation des documents d'urbanisme aux objectifs de diversification de la production et de mixité sociale ;
- mobilisation des crédits publics pour la production de logements locatifs à loyer maîtrisé dans le bâti existant ;
- développement d'une ingénierie technique mutualisée et de partenariats à l'échelle des EPCI et du Pays Cévennes ;
- mobilisation du milieu professionnel du BTP sur les objectifs quantitatifs et qualitatifs de production de logements.

### 1.2.2 – Les documents cadres sectoriels

Plusieurs documents cadre sectoriels – relatifs à des secteurs donnés de la politique de l'habitat – devront être prise en compte par le Programme Local de l'Habitat ; les objectifs et prescriptions de ces différents documents sont abordés dans les chapitres consacrés aux différentes thématiques :

- le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2019-2023 ;
- le Schéma Départemental pour l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage 2019-2025 ;
- le Schéma Départemental en faveur de l'Autonomie des Personnes Agées et des Personnes Handicapées 2016-2020 ;
- les contrats de ville du Pays Grand Combien et d'Alès Agglomération ;
- la convention NPNRU d'Alès.



## 2 – Dynamiques sociodémographiques

### 2.1 - Une forte concentration de la population sur la ville centre et sa couronne et une majorité de petites communes rurales

La Communauté Alès Agglomération dans sa configuration à 72 communes (après le rattachement de la commune du Bouquet à la Communauté de communes Pays d'Uzès au 1<sup>er</sup> janvier 2020) **regroupait 129 931 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2018** (population légale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021) ; elle arrive ainsi au second rang des agglomérations du département du Gard, derrière Nîmes Métropole, qui compte pratiquement le double d'habitants.

Avec 40 802 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la ville centre d'Alès poursuit sa croissance après avoir franchi la barre symbolique des 40 000 habitants en 2017 (contre 39 970 en 2016) et concentre 31% de la population totale de l'Agglomération.

Viennent ensuite les communes de Saint-Christol-les-Alès (7 042 habitants), Saint-Privat-des-Vieux (5 218 habitants), La Grand Combe (5 021 habitants), qui avec Alès, sont les seules communes à dépasser le seuil des 5 000 habitants.

**La grande majorité des communes composant Alès Agglomération sont des communes rurales de petites tailles :**

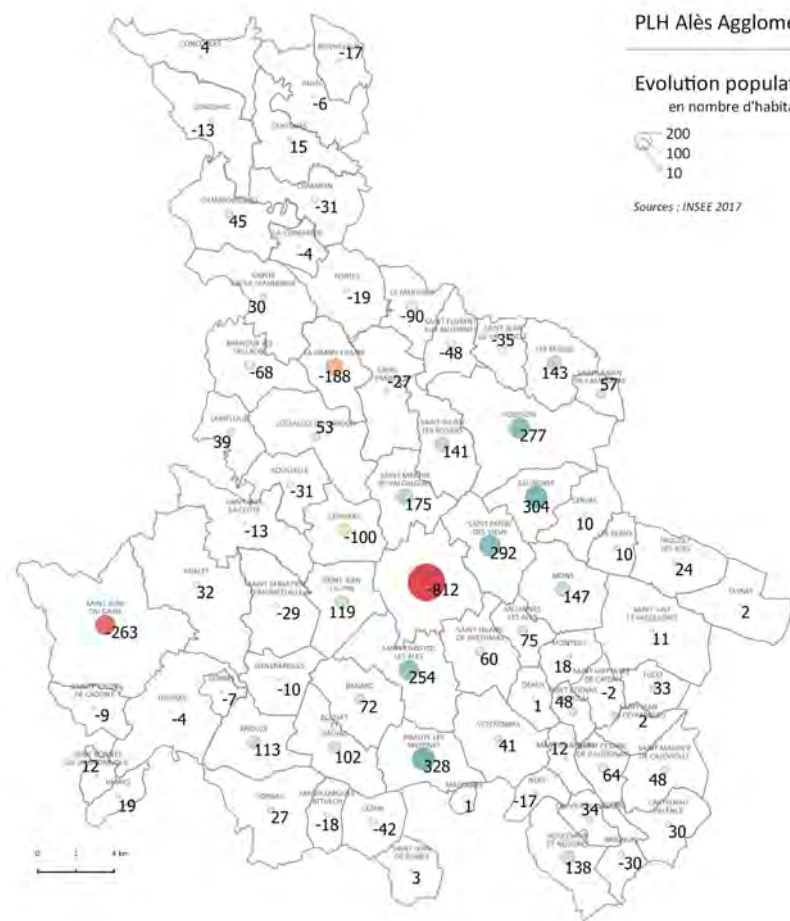
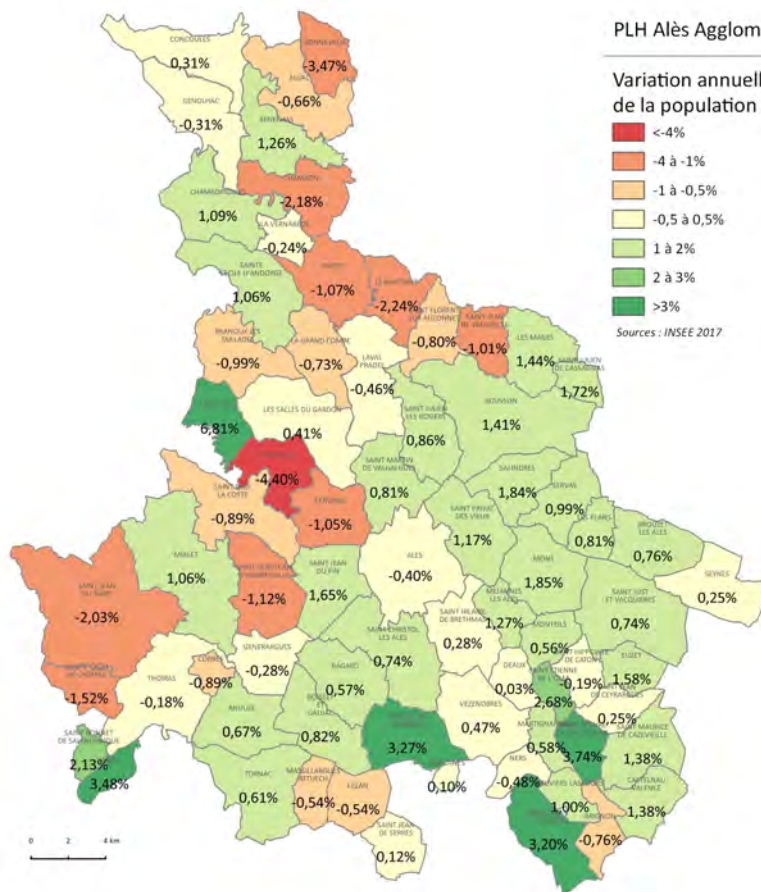
- 27 communes, soit plus d'un tiers des communes de l'Agglomération, comptent moins de 500 habitants et ne représentent ensemble que 5% de la population totale du territoire.
- 47 communes, soit près des deux-tiers des communes de l'Agglomération, comptent moins de 1 000 habitants et ne représentent ensemble que 16% de la population totale du territoire.

L'essentiel de la population est regroupée sur la ville centre d'Alès et les 12 communes composant la couronne péri-urbaine : près de 82 000 habitants y résident, soit près de 63% de la population totale de la Communauté d'Agglomération.

#### Répartition de la population par secteurs géographiques au 01/01/2018

Secteur	Population 2018	Poids démographique du secteur au sein de l'Agglomération
Alès	40 802	31,4%
Couronne péri-urbaine	40 963	31,5%
Bassin La Grand Combe	16 968	13,1%
Plaine	11 078	8,5%
Bassin d'Anduze et de St Jean-du-Gard	8 866	6,8%
Bassin Sud	8 524	6,6%
Bassin Nord Cévennes	2 730	2,1%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>129 931</b>	<b>100,0%</b>

Source : INSEE 2018



## 2.2 - Une démographie dynamique malgré un ralentissement récent

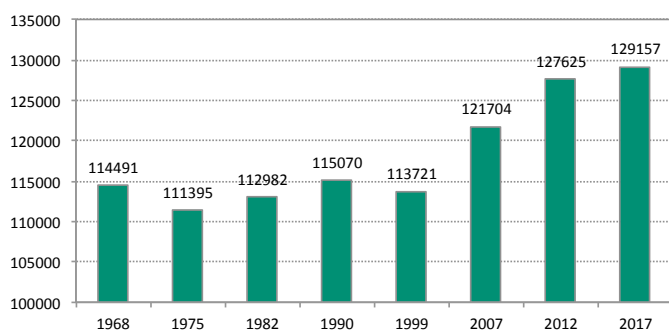
Sur les 10 années 2007-2017, la Communauté Alès Agglomération a gagné 7 453 habitants, soit 745 habitants en moyenne par an correspondant à un taux de croissance annuel moyen de 0,60%, bien en deçà du taux de 1,5% affiché par le SCOT Pays Cévennes sur la période 2013-2019 et repris par le Programme Local de l'Habitat 2014-2019 (sur un périmètre réduit de 50 communes).

Cette dynamique démographique a sensiblement ralenti au cours des cinq dernières années, avec sur la période 2012-2017 :

- un gain de 306 habitants en moyenne par an, contre 1 184 en moyenne par an entre 2007 et 2012 ;
- un taux de croissance annuel moyen de 0,24%, contre 0,95% entre 2007 et 2012.

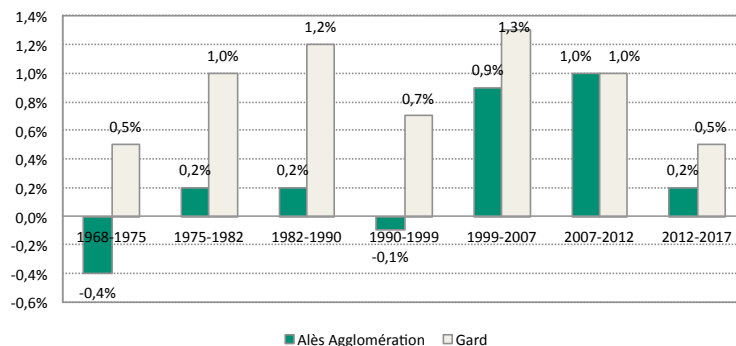
Evolution démographique d'Alès Agglomération entre 1968 et 2017

Source : INSEE



Taux de croissance démographique d'Alès Agglo et du Département du Gard entre 1968 et 2017

Source : INSEE



Le ralentissement de la dynamique démographique enregistrée sur la période 2012-2017 est essentiellement lié :

- à la perte d'habitants de la ville centre d'Alès, et dans une moindre mesure, des communes de Saint-Jean-du-Gard, la Grand Combe et Cendras ;
- à un gain d'habitants moindre sur la couronne péri-urbaine et la partie Sud du territoire de l'Agglomération (bassin Sud et plaine).

La perte d'habitants de la ville centre d'Alès est toutefois largement compensée par le gain démographique des communes de première couronne qui toutes, à l'exception de Cendras (-1,05% en moyenne annuelle) ont enregistré une croissance relativement dynamique, généralement comprise entre 0,8% et 1,8% (sur Mons et Salindres) en moyenne par an.

L'entité urbaine composée par Alès et sa première couronne a ainsi gagné plus d'un millier d'habitants entre 2012 et 2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,25%.

Entre 2012 et 2017, trois des sept secteurs délimités dans le cadre du présent diagnostic ont enregistré une croissance démographique relativement rapide, comprise entre 0,9 et 1,0% en moyenne par an :

- la couronne périurbaine avec 4 communes particulièrement dynamiques qui toutes ont gagné entre 250 et 300 habitants en 5 ans : Saint-Christol-les-Alès, Rousson, Saint-Privat-des-Vieux et Salindres (avec 304 habitants supplémentaires et un taux de croissance annuel moyen de 1,8%) ;
- le bassin Sud avec notamment une très forte croissance de la commune de Ribaute-les-Tavernes (338 habitants supplémentaires sur 5 ans soit un taux de croissance annuel moyen de 3,3%) ;

- **la plaine** entre Alès et Nîmes, avec une très forte croissance de la commune de Boucoiran-et-Nozières qui a gagné près de 140 habitants en 5 ans, soit un taux de croissance annuel moyen de 3,2%.

#### Evolution démographique par secteurs

	2007-2017		2012-2017	
	Variation de population	Taux / an	Variation de population	Taux / an
Alès	111	0,03%	-812	-0,40%
Couronne péri-urbaine	4 282	1,12%	1816	0,92%
Plaine	1 414	1,39%	477	0,89%
Bassin Sud	1 224	1,55%	401	0,96%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>7 450</b>	<b>0,60%</b>	<b>1 532</b>	<b>0,24%</b>

Source : INSEE 2017

#### Sur cette même période 2012-2017, deux secteurs sont en recul démographique :

- **le bassin d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard** a perdu près de 160 habitants entre 2012 et 2017, soit un taux d'évolution démographique de -0,35% en moyenne par an ; ce recul est essentiellement imputable à la commune de Saint-Jean-du-Gard (-263 habitants sur 5 ans soit un taux de -2,0% en moyenne par an), le bourg d'Anduze ayant enregistré sur la même période une croissance relativement dynamique (avec 113 habitants supplémentaires, soit un taux de +0,7% en moyenne par an).
- **le bassin de La Grand Combe** a quant à lui perdu près de 190 habitants entre 2012 et 2017, soit un taux d'évolution démographique de -0,22% en moyenne par an ; l'évolution de ce secteur a notamment été impactée par le recul des communes de La Grand Combe et Le Martinet qui ont respectivement perdu 188 et 90 habitants en 5 ans.

**Le bassin Nord Cévennes est resté pratiquement à l'équilibre démographique**, conjonction de communes en recul comme Chambon, Bonnevaux ou Génolhac et de communes plus dynamiques, notamment Chamborigaud (avec un gain de 45 habitants sur 5 ans, soit un taux de croissance de + 1,1% en moyenne par an).

#### Evolution démographique par secteurs

	2007-2017		2012-2017	
	Variation de population	Taux / an	Variation de population	Taux / an
Bassin Anduze / SJG	118	0,13%	-159	-0,35%
Bassin La Grand Combe	243	0,14%	-188	-0,22%
Nord Cévennes	58	0,21%	-3	-0,01%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>7 450</b>	<b>0,6%</b>	<b>1 532</b>	<b>0,24%</b>

Source : INSEE 2017

**Si le territoire d'Alès Agglomération gagne des habitants, c'est essentiellement grâce à un solde migratoire positif, de 0,4% environ par an, le solde naturel étant quant à lui légèrement négatif.**



## 2.3 - De grandes disparités de profil des populations entre secteurs de l'Agglomération

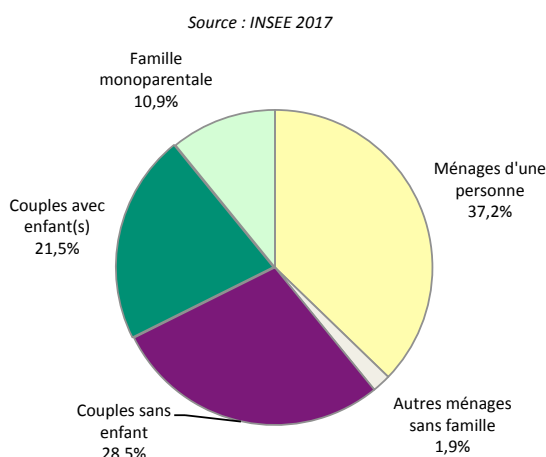
### 2.3.1 - Une taille moyenne des ménages décroissante du Sud vers le Nord de l'Agglomération

Avec **2,1 personnes en moyenne**, la taille des ménages de la Communauté Alès Agglomération est en 2017 légèrement inférieure à la taille moyenne des ménages gardois dans leur ensemble (2,2).

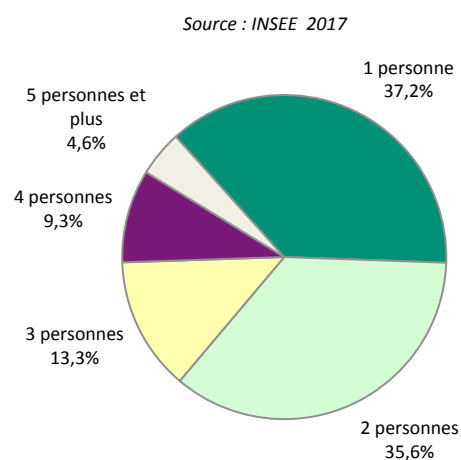
**Elle varie toutefois fortement selon les communes** avec une dégressivité globale du Sud vers le Nord : 2,7 personnes en moyenne par ménage à Cruviers-Lascours et Castelnau-Valence, 1,9 à Alès et sur plusieurs communes de l'extrémité Nord du territoire (Génolhac, Concoules, Sénéchas) et jusqu'à 1,8 seulement à Bonnevaux et La Vernarède.

**A l'échelle de l'Agglomération, les ménages d'une seule personne représentent un peu plus de 37% du nombre total de ménages, les ménages de 1 ou 2 personnes 72% du nombre total de ménages.** A l'inverse, les couples avec enfants et les familles mono-parentales confondus représentent moins d'un tiers des ménages de l'Agglomération.

Composition des ménages d'Alès Agglomération en 2017



Répartition des ménages d'Alès Agglomération par taille en 2017



**Les dernières années ont été marquées par une affirmation de cette structure des ménages avec, entre 2012 et 2017 :**

- une progression de 1,8 point de la part des ménages composés d'une seule personne, soit 1 806 ménages supplémentaires ;
- une diminution de 1,6 point de la part des couples avec enfants, soit 537 familles en moins ;
- une légère augmentation de 0,9 point de la part des familles monoparentales, correspondant à 719 familles monoparentales supplémentaires sur 5 ans.



La cartographie de la part des ménages d'une seule personne montre un net gradient croissant du Sud vers le Nord avec :

- un pourcentage inférieur à 25% sur une grande majorité des communes du quart Sud-Est du territoire, au profil familial affirmé ;
- un pourcentage supérieur à 30% sur une grande partie Ouest et Nord du territoire, pouvant dépasser les 40% sur certaines communes cévenoles (45,5% à La Grand Combe, près de 41% à Saint-Jean-du-Gard et de 45% à Anduze, pour ne citer que les communes les plus peuplées) ;
- un poids des petits ménages particulièrement significatif sur la ville d'Alès dont près de la moitié des ménages sont composés d'une seule personne, 8 ménages sur 10 de seulement une ou deux personnes.

#### Nombre et poids des ménages d'une seule personne sur les différents secteurs géographiques

	Nombre de personnes seules	Part des ménages composés d'une seule personne
<b>Alès</b>	10 049	48,1%
<b>Couronne péri-urbaine</b>	4 813	27,4%
<b>Plaine</b>	1 293	27,8%
<b>Bassin Sud</b>	1 020	28,3%
<b>Bassin La Grand Combe</b>	3 006	38,0%
<b>Bassin Anduze / SJG</b>	1 698	39,7%
<b>Nord Cévennes</b>	541	39,9%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>22 420</b>	<b>37,2%</b>

Source : INSEE 2017

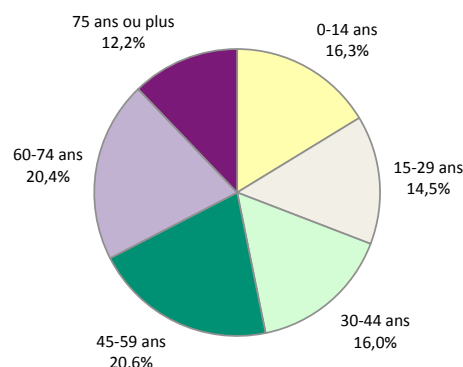
### 2.3.2 – Un territoire globalement âgé et un gradient de vieillissement marqué du Sud au Nord de l'Agglomération

L'indice de Jeunesse<sup>1</sup> de la Communauté d'Alès Agglomération s'établissait en 2017 à 0,67, valeur nettement inférieure à la moyenne départementale (0,81). En 2017, près de 32 600 habitants, soit un quart de la population totale de l'Agglomération, étaient âgés de 65 ans ou plus ; 42 000, soit près d'un tiers de la population totale de l'Agglomération, de 60 ans ou plus.

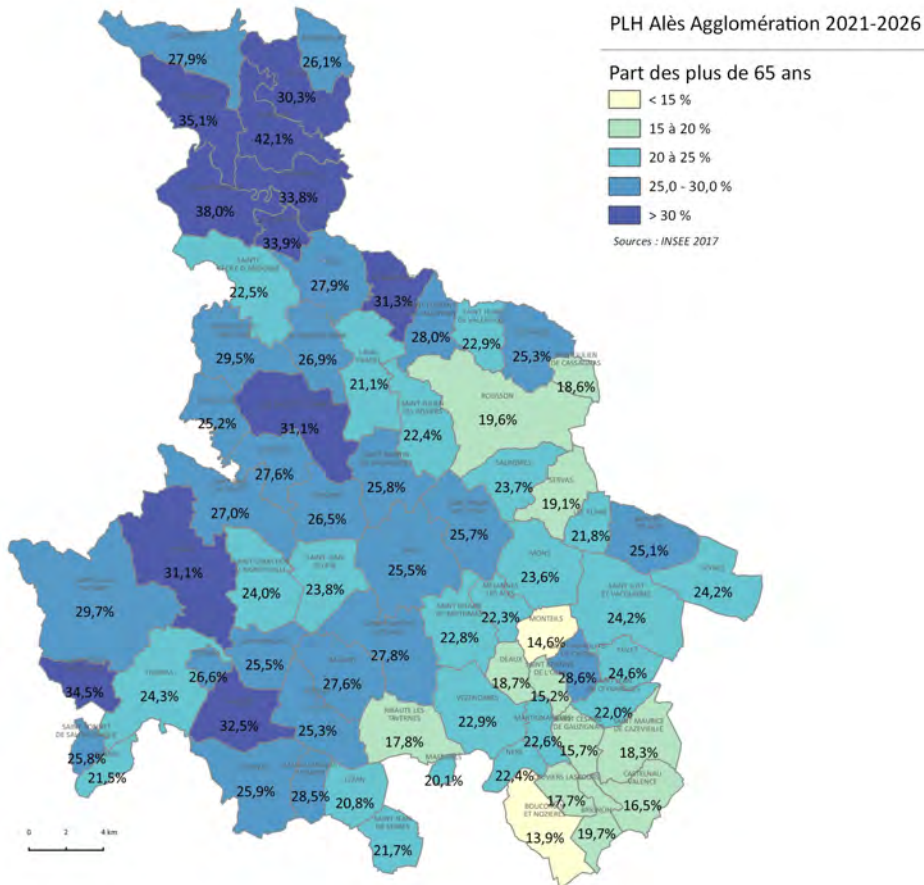
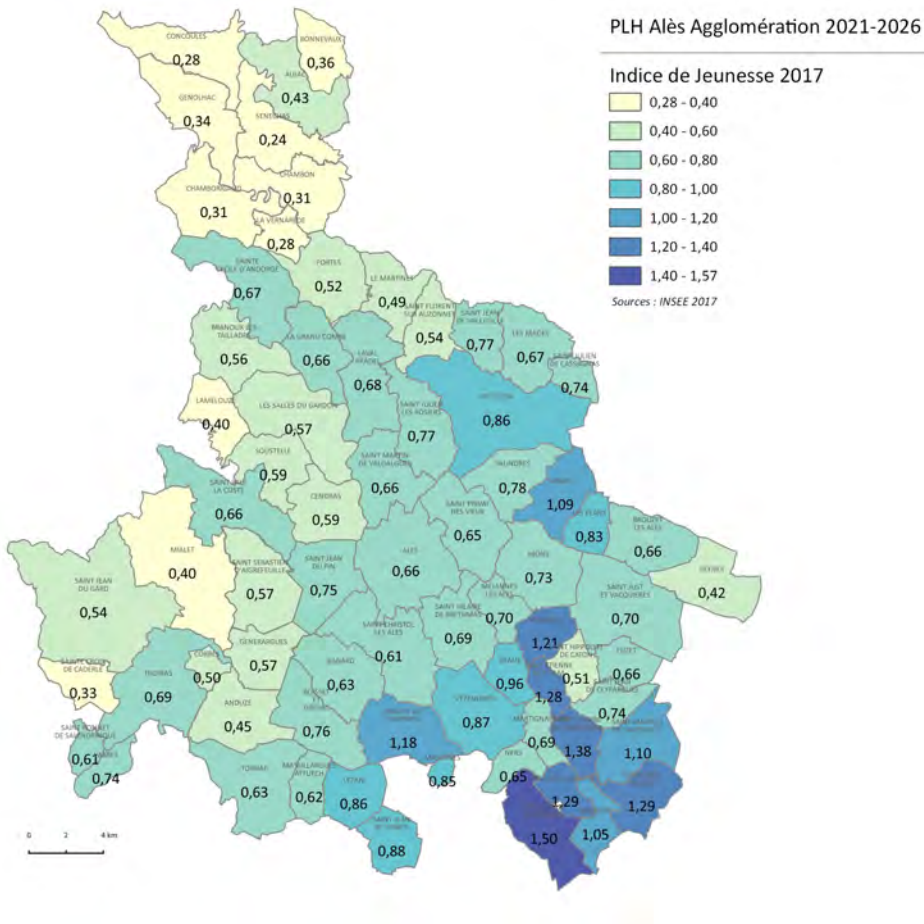
A l'inverse, les moins de 20 ans ne représentaient qu'à peine 22% de la population de l'Agglomération.

#### Structure par âge de la population d'Alès Agglomération en 2017

Source : INSEE 2017



<sup>1</sup> L'indice de Jeunesse est le rapport entre la population de moins de 20 ans et la population de 60 ans ou plus.



La cartographie de l'Indice de Jeunesse montre là encore des disparités fortes entre communes avec un gradient décroissant Sud / Nord ; l'Indice de Jeunesse est ainsi compris entre 0,7 et 1,5 sur le quart Sud-Est de l'Agglomération, reste dans la moyenne sur Alès et sa couronne péri-urbaine, et chute en dessous de 0,6 sur les communes cévenoles (pour ne pas dépasser 0,4 voire 0,3 sur les communes de l'extrémité Nord du territoire).

La répartition des plus de 65 ans reflète la même dichotomie entre les communes « jeunes » du Sud du territoire où la part des plus âgés ne dépasse pas 25% voire 20%, et les communes « âgées » du Nord et de l'Ouest du territoire où la part des séniors dépasse les 25% voire les 30%. Le secteur Nord-Cévennes compte ainsi plus d'un tiers de plus de 65 ans (42,1% à Sénéchas) ; avec 25,5% de plus de 65 ans, la ville d'Alès s'inscrit légèrement au dessus de la moyenne de l'Agglomération (25,2%).

#### Indicateurs de la structure par âge de la population sur les différents secteurs géographiques

Secteur	Part des moins de 20 ans	Part des plus de 65 ans	Indice de Jeunesse
Alès	21,4%	25,5%	0,66
Couronne péri-urbaine	22,2%	24,6%	0,69
Bassin La Grand Combe	21,5%	26,9%	0,61
Plaine	25,3%	20,0%	0,95
Bassin d'Anduze et de St Jean-du-Gard	19,0%	29,7%	0,50
Bassin Sud	25,2%	22,5	0,85
Bassin Nord Cévennes	14,1%	35,2	0,32
<b>Alès Agglomération</b>	<b>21,9%</b>	<b>25,2%</b>	<b>0,67</b>

Source : INSEE 2017

Comme la grande majorité des territoires métropolitains, Alès Agglomération est confrontée à un phénomène de vieillissement de sa population. La période 2012-2017 a été ainsi marquée par :

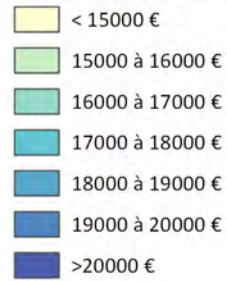
- une diminution sensible de l'Indice de Jeunesse de la population, passé de 0,73 en 2012 à 0,67 en 2016 ;
- une forte augmentation de la part des plus de 60 ans, passée de 30,3 à 32,6% de la population, ce qui correspond à près de 3 400 séniors supplémentaires sur 5 ans ;
- une diminution sensible de la part des actifs de 30 à 44 ans, passée de 17,1% à 16,0% de la population, soit une perte de plus de 1 200 habitants.

Ce phénomène va encore s'aggraver dans les prochaines années avec le vieillissement des générations d'après guerre. Concrètement, la diminution de la taille moyenne des ménages (liée au vieillissement des ménages, mais également à des mises en ménage plus tardives et à une augmentation des séparations et des divorces) induit des besoins supplémentaires en logements, en complément de l'augmentation de population sensu stricto.

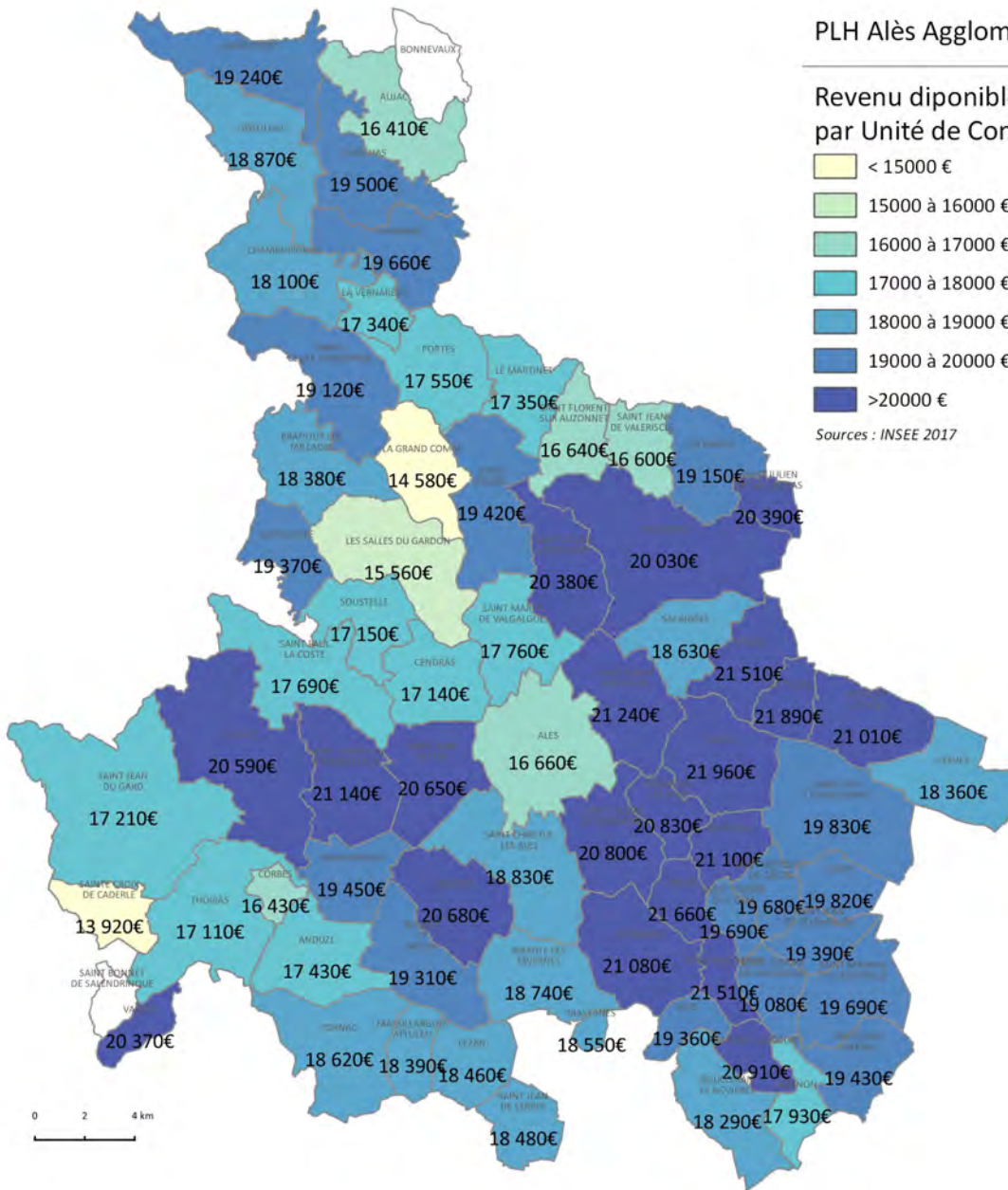
Ce phénomène va encore s'aggraver dans les prochaines années avec le vieillissement des générations d'après guerre. Concrètement, la diminution de la taille moyenne des ménages (liée au vieillissement des ménages, mais également à des mises en ménage plus tardives et à une augmentation des séparations et des divorces) induit des besoins supplémentaires en logements, en complément de l'augmentation de population sensu stricto.

PLH Alès Agglomération 2021-2026

Revenu disponible médian par Unité de Consommation en €



Sources : INSEE 2017



## 2.4 – Une population globalement modeste avec de fortes disparités communales

### 2.4.1 – Un niveau moyen de revenus inférieur à la moyenne départementale

Le revenu disponible annuel médian par Unité de Consommation<sup>2</sup> des ménages d'Alès Agglomération s'élevait en 2018 à 18 670 €, de 7% inférieur à la médiane départementale (20 020 €) et de 14% inférieur à la médiane nationale (21 730 €). Cette valeur, relativement basse au regard des valeurs départementale et nationale, est en réalité fortement impactée par le faible niveau de revenus des ménages de La Grand Combe (14 580 €) et de l'ancien bassin minier d'une part, de la ville centre d'Alès d'autre part (16 660 €).

On retrouve là encore de fortes disparités entre les communes composant l'Agglomération ; le revenu disponible médian par Unité de Consommation est ainsi :

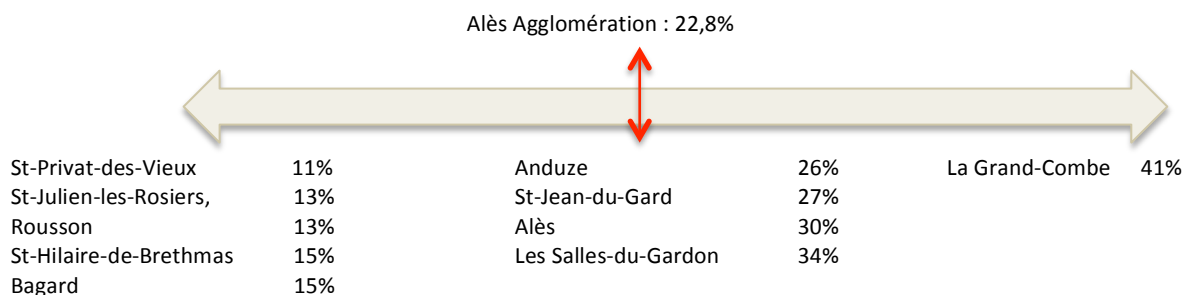
- nettement supérieur au revenu disponible médian départemental sur une grande partie des communes du quart Sud-Est du territoire et de la couronne péri-urbaine d'Alès ;
- nettement inférieur au revenu disponible médian départemental sur Alès, La Grand Combe et plusieurs communes de l'ancien bassin minier (Les Salles du Gardon, Saint-Florent-sur-Auzonnet, Cendras, Soustelle....).

### 2.4.2 - Un taux de pauvreté élevé sur les communes du bassin minier

Le taux de pauvreté s'élevait en 2018 à 22,8% à l'échelle d'Alès Agglomération, soit à un niveau nettement supérieur au taux départemental (19,8%) et au taux national (14,6% en France Métropolitaine).

On retrouve très logiquement les mêmes disparités territoriales que celles observées pour le niveau moyen de revenus, à savoir :

- un taux de pauvreté élevé sur La Grand Combe (où plus de 40% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté) mais également, mais à un niveau moindre, sur Alès, les communes de l'ancien bassin minier et les bourgs d'Anduze et Saint-Jean-du-Gard qui tendent à concentrer une population de plus en plus paupérisée.
- et, à l'autre extrémité du spectre, un taux de pauvreté faible, proche voire inférieur à la moyenne nationale sur les communes « aisées » de la couronne péri-urbaine d'Alès : Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Julien-les-Rosiers, Rousson, Saint-Hilaire-de-Brethmas ou encore Bagard



Source : FILOSOFI 2018

<sup>2</sup> Le revenu médian par Unité de Consommation UC permet de comparer les niveaux de vie de ménages de compositions différentes. Le nombre de personnes composant le ménage est ramené en nombre d'Unité de Consommation sur la base de 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Le taux de pauvreté est particulièrement élevé chez :

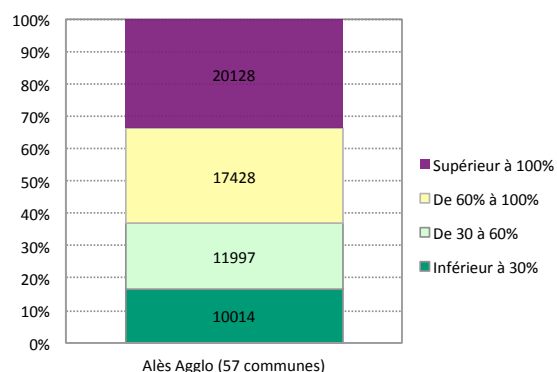
- les plus jeunes, puisque 36,5% des ménages d'Alès Agglomération dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté (contre 29,6% à l'échelle départementale) ;
- les locataires, puisque 40,4% des ménages locataires d'Alès Agglomération vivent en dessous du seuil de pauvreté (contre 36,6% à l'échelle départementale) ; ce pourcentage atteint 56% sur La Grand Combe.

### 2.4.3 - Une part significative des ménages éligibles au logement social

Deux tiers des ménages fiscaux d'Alès Agglomération (hors communes couvertes par le secret statistique) soit près de 39 500 ménages, sont éligibles au logement social ordinaire (plafonds PLUS) et 37%, soit quelques 22 000 ménages, au logement très social (plafonds PLAi) selon les données FILOCOM 2015.

Répartition des ménages d'Alès Agglomération en fonction des plafonds de revenus HLM

Source : FILOCOM 2015

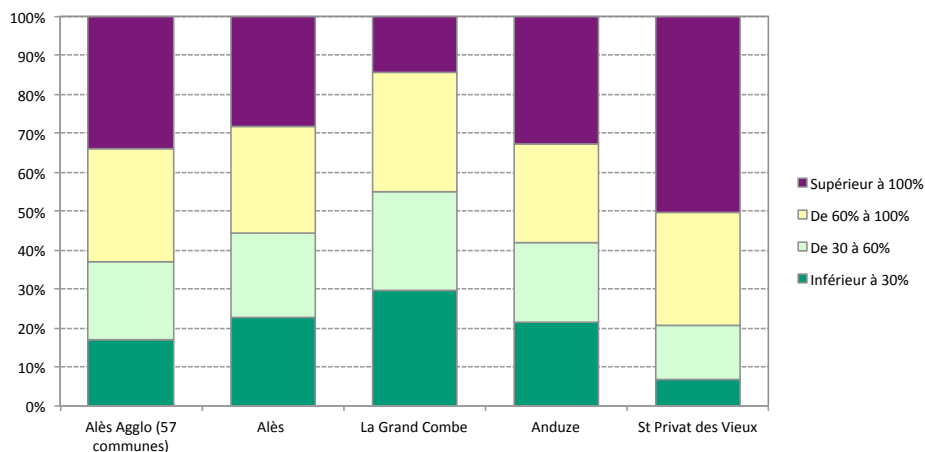


Le pourcentage des ménages les plus modestes, éligibles au logement très social, est particulièrement élevé sur :

- La Grand Combe où plus d'un ménage sur deux est concerné ;
- Alès, les bourgs d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard où près de 4 ménages sur dix sont éligibles.

Répartition des ménages en fonction des plafonds de revenus HLM

Source : FILOCOM 2015



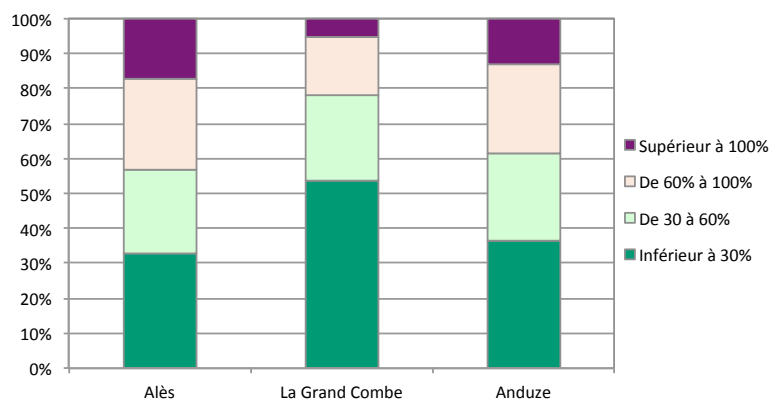


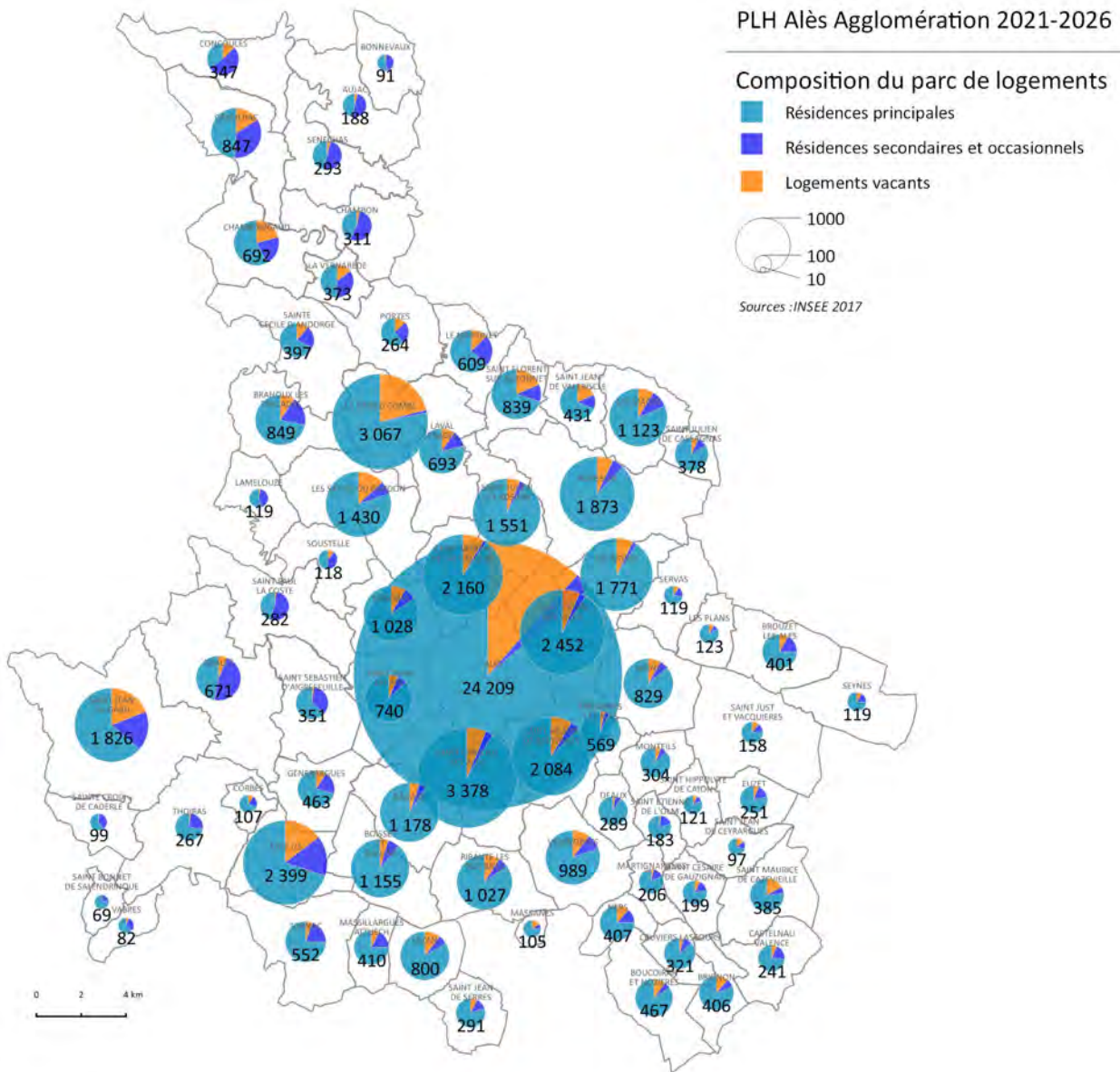
A l'inverse, le pourcentage de ménages fiscaux disposant de revenus inférieurs au plafond PLAI est faible - inférieur à 25% voire 20% - sur les communes les plus « aisées » de la couronne péri-urbaine d'Alès : Saint-Privat-des-Vieux (20,5%), Saint-Hilaire-de-Brethmas (24,6%), Saint-Julien-les-Rosiers (23,2%), Saint-Jean-du-Pin (24,9%) ou encore Rousson (21,7%)

Le pourcentage de ménages fiscaux locataires du parc privé, mais éligibles au logement social, atteint 83% sur Alès, 87% sur Anduze et pratiquement 95% sur La Grand Combe. Ces pourcentages très élevés soulignent le rôle de « parc social de fait » d'une part importante du parc locatif privé sur ces communes. Du fait du secret statistique, cette donnée FILOCOM n'est pas disponible sur les autres communes de l'Agglomération, mais il est probable que le constat soit proche sur la plupart des communes les plus importantes du territoire, y compris sur les communes plus aisées du quart Sud et de la couronne péri-urbaine d'Alès où, en l'absence de parc social suffisant, le parc ancien constitue la seule alternative pour les ménages à faibles revenus.

#### Répartition des locataires du parc en fonction des plafonds de revenus HLM

Source : FILOCOM 2015





## 3 - Caractéristiques et dynamiques du parc de logements

### 3.1 – Structure du parc de logements

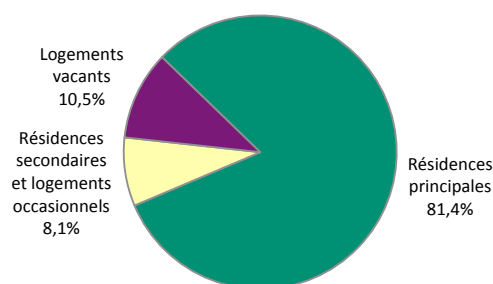
#### 3.1.1 – Un parc à dominante résidentielle

Le parc de logements d'Alès Agglomération est composé de 74 023 logements (INSEE 2017), répartis comme suit :

- 60 256 résidences principales, soit 81,4% du parc ;
- 6 001 résidences secondaires et logements occasionnels soit 8,1% du parc, taux de 5 points inférieur à la moyenne départementale (13,0%), laquelle est pour partie impactée par le parc de résidences secondaires du littoral gardois ;
- 7 766 logements vacants, soit 10,5% du parc, taux de 2 points supérieur à la moyenne départementale (8,4%)

Composition du parc de logements d'Alès Agglomération en 2017

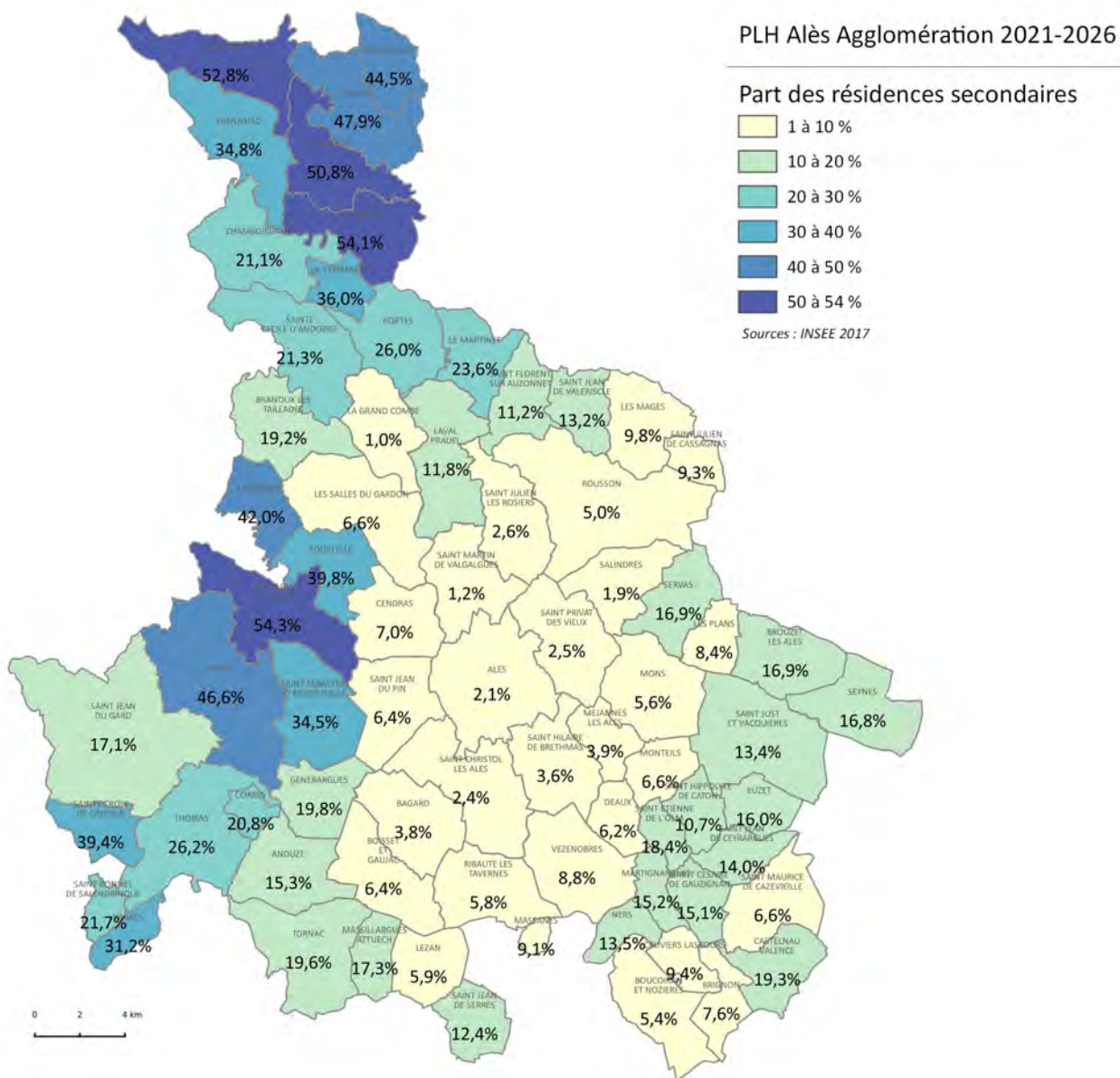
Source : INSEE 2017



#### Comparaison avec les territoires proches, Département, Région et France métropolitaine

	Taux de résidences principales	Taux de résidences secondaires et logements occasionnels	Taux de logements vacants
<b>Alès Agglomération</b>	<b>81,4%</b>	<b>8,1%</b>	<b>10,5%</b>
Nîmes Métropole	88,8%	3,9%	7,4%
CA du Gard Rhodanien	82,0%	7,7%	10,3%
<b>Gard</b>	<b>78,6%</b>	<b>13,0%</b>	<b>8,4%</b>
<b>Occitanie</b>	<b>75,9%</b>	<b>15,7%</b>	<b>8,5%</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>82,1%</b>	<b>9,8%</b>	<b>8,1%</b>

Les chiffres de l'INSEE sur la vacance doivent toutefois être appréhendés avec prudence dans la mesure où ils conduisent souvent à une surestimation du nombre de logements réellement vacants, du fait de la difficulté d'identifier la nature et l'occupation précise des lieux (logement, local, location saisonnière...). Ces chiffres ne permettent notamment pas de distinguer la vacance dite conjoncturelle (biens en cours d'achèvement ou en attente de relocation) de la vacance dite structurelle (biens vacants depuis plusieurs années ne pouvant être remis sur le marché immobilier pour des raisons techniques liées à leur état de dégradation, des raisons juridiques dans l'attente du règlement d'une succession par exemple, ou encore du simple fait de la stratégie patrimoniale de leurs propriétaires). Sont notamment comptabilisés comme vacants les logements sociaux maintenus inoccupés par leur bailleur dans l'attente des démolitions prévues dans le cadre du NPNRU d'Alès.



Il convient toutefois de souligner que les chiffres issus des fichiers fonciers (DGFiP 2016), généralement considérés comme plus fiables, conduisent à un taux de vacance comparable au taux INSEE (10,4%), même si le volume du parc vacant est sensiblement supérieur (avec 8 151 logements vacants, soit 385 de plus que les données INSEE).

### 3.1.2 – Un parc de résidences secondaires conséquent sur les vallées cévenoles

**Le pourcentage de résidences secondaires et de logements occasionnels est très nettement supérieur à la moyenne de l'Agglomération (8,1%) sur les vallées cévenoles, à savoir :**

- le bassin Nord Cévennes d'une part, où près de 4 logements sur 10 sont des résidences secondaires ;
- le bassin d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard d'autre part, où plus de 1 logement sur 5 est une résidence secondaire ;
- et dans une moindre mesure, le bassin de La Grand Combe (et notamment sur les communes situées en frange Est et Ouest du bassin).

Ces trois secteurs regroupent à eux seuls près de 3 800 résidences secondaires, soit 63% du nombre total de résidences secondaires de l'Agglomération

**A l'inverse, le taux de résidences secondaires sur Alès et sa couronne reste faible, de l'ordre de 3%.**

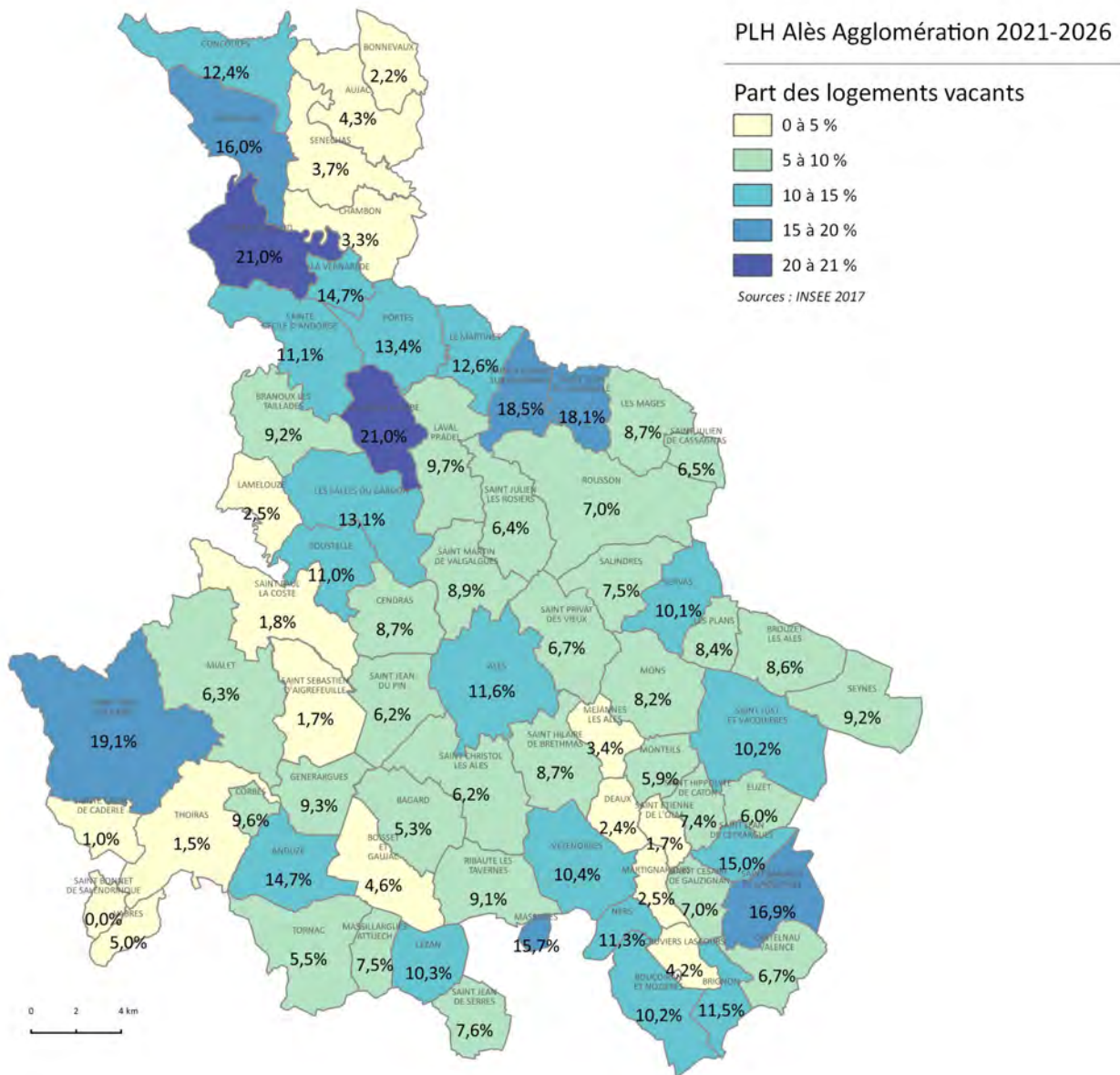
	Nombre de résidences secondaires	Taux de résidences secondaires
Alès	514	2,1%
Couronne péri-urbaine	645	3,3%
Plaine	640	11,1%
Bassin Sud	406	9,4%
Bassin La Grand Combe	1 195	11,2%
Bassin Anduze / SJG	1 531	23,1%
Nord Cévennes	1 071	38,7%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>6 002</b>	<b>8,1%</b>

Source : INSEE 2017

La cartographie de la part des résidences secondaires fait nettement apparaître un gradient croissant du centre du territoire, où le pourcentage de résidences secondaires est inférieur à 10% sur une grande majorité de communes, au Nord et à l'Ouest où ce même pourcentage atteint 40% voire 50% sur certaines communes cévenoles. Sur ces communes rurales du Nord et de l'Ouest de l'Agglomération, très fortement contraintes dans leur développement par la Loi Montagne, les risques naturels ou encore la topographie, la mobilisation du parc de résidences secondaires ne constitue pas de toute évidence une alternative pour l'accueil de nouveaux résidents permanents.

*« Il y a quelques grandes résidences secondaires à la vente, réhabilitées, mais à des niveaux de prix incompatibles avec les capacités financières des jeunes ménages et des familles ».*

*Entretien Elu cévenol*



En ce sens, le développement d'une offre locative communale est souvent perçu sur ces petites communes comme la solution la plus adaptée à l'accueil de nouveaux ménages. C'est le cas par exemple de Chambon qui possède d'ores et déjà 8 logements communaux et qui prévoit d'en aménager 2 supplémentaires dans son ancienne école, d'Aujac qui projette également de réaliser 2 logements communaux dans l'ancienne école du hameau de la Plane en complément des 3 logements existants ou encore de Concoules qui prévoit la création de 2 logements dans son ancien presbytère.

### 3.1.3 – La vacance, un phénomène important sur le territoire

#### > Un parc vacant important sur la ville centre d'Alès, sur l'ancien bassin minier et sur les gros bourgs cévenols

**Selon l'INSEE 2017, 7 766 logements soit 10,3% du parc de logements d'Alès Agglomération sont vacants.** Ce taux relativement élevé (il est en comparaison de 8,4% en moyenne sur le département du Gard) peut s'expliquer à la fois par l'importance du parc ancien, potentiellement plus touché par la vacance (23,3% de logements antérieurs à 1945 sur le territoire d'Alès Agglomération contre 15,3% sur le territoire de Nîmes Métropole à titre d'exemple) et par un nombre non négligeable de logements locatifs sociaux inoccupés, dont certains dans l'attente d'être démolis dans le cadre du NPNRU d'Alès (voir chapitre 5 ci-après).

**Globalement, les taux de vacance les plus élevés s'observent sur la partie Nord du territoire à l'exception d'une frange Nord- Est.** Les communes de Chamborigaud et de La Grand-Combe, avec un taux de logements vacants supérieur à 20 %, sont les plus fortement touchées.

Les gros bourgs d'Anduze et de Saint-Jean-du-Gard affichent également un taux de vacance supérieur à la moyenne d'Alès Agglomération. La vacance est particulièrement problématique sur Anduze avec 14,7% de logements vacants selon l'INSEE 2017, plus de 22% sur le centre ancien selon les relevés de terrains effectués dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU en 2017.

A l'inverse, le taux de vacance est nettement inférieur à la moyenne de l'Agglomération sur la grande majorité des communes de la couronne péri-urbaine et du Sud du territoire.

#### **En volume, les logements vacants sont essentiellement concentrés sur :**

- **la ville centre d'Alès** qui avec 2 808 logements vacants concentre 36% du parc vacant de l'Agglomération ;
- **les villes de l'ancien bassin minier** dont la décroissance démographique enregistrée dans les années 1970 suite à la fermeture des mines s'est logiquement traduite par une explosion du parc vacant : les trois communes de La Grand Combe (644 logements vacants), Les Salles du Gardon (188 logements vacants) et Saint-Florent-sur-Auzonnet (155 logements vacants) regroupent ainsi 13% du parc vacant de l'Agglomération ;
- **deux communes du Nord Cévennes** : Chamborigaud et Génolhac avec sur chacune près de 140 logements vacants ;
- **les bourgs d'Anduze** (353 logements vacants) **et de Saint-Jean-du-Gard** (348 logements vacants), qui ont également connu un recul démographique récent.

**Ces 8 communes concentrent ainsi 62% du parc vacant d'Alès Agglomération.**

	Nombre de logements vacants		Taux de logements vacants
Alès	2 808	●	11,6%
Couronne péri-urbaine	1 392	●	7,1%
Plaine	507	●	8,6%
Bassin Sud	329	●	7,6%
Bassin La Grand Combe	1 559	●	14,6%
Bassin Anduze / SJG	816	●	12,3%
Nord Cévennes	355	●	12,8%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>7 766</b>		<b>10,5%</b>

Source : INSEE 2017

L'exploitation des fichiers fonciers (DGFIP 2016) donne une image de la vacance légèrement différente de celle issue de l'exploitation des données INSEE 2017. Les différences les plus sensibles tant en nombre qu'en pourcentage de logements vacants concernent :

- La Grand Combe avec 829 logements vacants (contre 644 sur la base des données INSEE 2016) et un taux de vacance plus élevé, de 23,6% (contre 21,0% sur la base des données INSEE) ;
- Les Salles-du-Gardon avec 249 logements vacants (contre 188 sur la base des données INSEE 2016) et un taux de vacance plus élevé, de 15,1% (contre 13,1% sur la base des données INSEE) ;
- les communes de première couronne, avec un taux de vacance de 6,3%, de près d'un point inférieur au taux de vacance issu des données INSEE.

### Ces taux et volumes élevés posent la question de la remobilisation du parc vacant et de la réponse qu'elle peut apporter aux besoins en logements.

Si de multiples facteurs peuvent contribuer à expliquer la problématique générale de la vacance, il convient de s'attarder sur la **vacance structurelle de 4 ans et plus**. Cette vacance concerne les logements dans une situation de blocage (indivision, succession,...), les logements hors marché du fait de leur vétusté, les logements inadéquats en raison de leur typologie, de leur localisation sur un territoire peu attractif ou de leur état de dégradation.

L'exploitation des données FILOCOM 2015 révèle que près de 1 200 logements de l'Agglomération sont vacants depuis 4 ou plus, dont 29 % sont localisés sur Alès et 13 % sur La Grand-Combe. Les communes de Saint-Jean-du-Gard, Anduze et Les Salles du Gardon sont également confrontées à une vacance structurelle importante.

Il s'agit là d'un parc de logements « sortis » du marché, dont la remobilisation, quand elle est possible, ne pourra se faire qu'à la condition de travaux de réhabilitation voire de restructuration lourds et coûteux.

### > Une vacance qui concerne principalement le parc ancien, mais également une fraction notable du parc des années 50 à 70

**La vacance concerne d'abord les logements les plus anciens** : 42% des logements vacants d'Alès Agglomération ont été construits avant 1946, alors que cette période de construction ne représente que 28% du parc total de logements ; le taux de vacance atteint 16,1% sur cette frange du parc le plus ancien.

**Mais la vacance touche également une part non négligeable du parc d'âge intermédiaire** : plus d'un quart des logements vacants d'Alès Agglomération ont été construits entre 1946 et 1970 ; ces années correspondent à une période de forte croissance du parc de logements (23% des logements de l'Agglomération ont été construits entre ces deux dates) avec notamment la construction des grands ensembles sociaux d'Alès et des cités ouvrières sur le bassin minier.



Sur la fraction la plus récente du parc de logements (postérieure à 1970), les taux de vacance sont compris, selon les périodes de construction, entre 7,6% et 4,7%. Si ces taux peuvent paraître de prime abord élevés, ils reflètent un fonctionnement normal du marché du logement, dont la vacance est une composante de fait. Un taux de vacance de l'ordre de 5% est en effet considéré comme acceptable dans la mesure où il contribue à la fluidité des parcours résidentiels (logements en attente de location ou d'achat).

#### Parc de logements vacants – logements construits avant 2015

	Avant 1919	De 1919 à 1945	De 1946 à 1970	De 1971 à 1990	De 1991 à 2005	De 2005 à 2013
Nombre de logements vacants	2 258	967	2 080	1 331	637	377
Taux de vacance (nb de logements vacants / nombre total de logements de la période)	16,1%	14,8%	12,3%	7,6%	6,3%	5,1%
Part de la vacance de chaque période dans la vacance totale	29,5%	12,6%	27,2%	17,4%	8,3%	4,9%

Source : INSEE 2017

#### > Une forte croissance du parc de logements vacants au cours des dernières années

Le parc de logements vacants a enregistré une croissance particulièrement soutenue depuis 2007 avec pratiquement 200 logements vacants supplémentaires en moyenne par an sur la période 2007-2017 (Source INSEE).

Cette forte croissance du parc de logements vacants traduit l'inadaptation d'une part croissante du parc (parc ancien et parc locatif social) à l'évolution de la demande.

### 3.1.4 – Un parc de résidences principales différencié selon les territoires

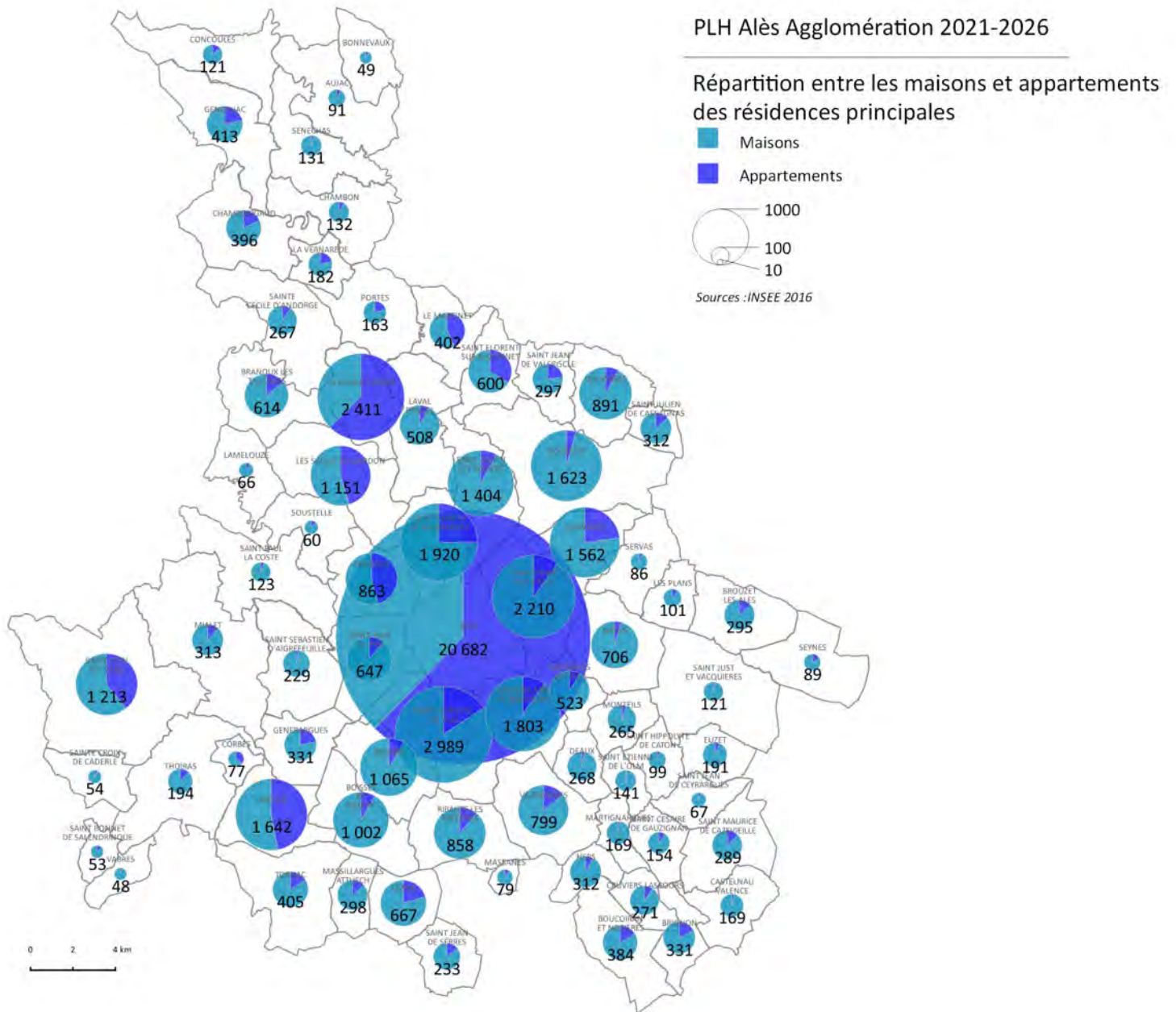
#### > Une prépondérance du parc individuel, mais des disparités entre communes

**Le parc individuel est largement majoritaire sur le territoire d'Alès Agglomération** : selon les chiffres de l'INSEE 2017, 65,0% de l'ensemble des résidences principales sont des maisons individuelles (39 181 logements), tandis que le parc collectif ne représente que 34,3 % des résidences principales (20 639 logements).

Ce parc individuel a eu tendance à se développer fortement au cours des dernières années avec une augmentation de 7% environ entre 2012 et 2017, tandis que le nombre de logements collectifs est resté pratiquement stable. La production neuve des dernières années conforte cette prédominance de l'habitat individuel : sur les 6 548 logements neufs mis en chantier entre 2009 et 2018, près de trois-quarts sont des logements individuels.

**Si globalement, le parc individuel est largement dominant à l'échelle de l'Agglomération, on constate de fortes disparités entre communes** avec :

- Une prédominance du parc collectif sur la ville Alès et La Grand-Combe où il représente environ 60% du parc de résidences principales :



- avec 12 796 logements collectifs, la ville d'Alès concentre 62% du parc de logements collectifs de l'Agglomération ;
- avec près de 1 500 logements collectifs, La Grand Combe arrive en seconde position, avec 7% du parc de logements collectifs de l'Agglomération.
- Un quasi équilibre entre parc individuel et parc collectif sur les communes d'Anduze, Les Salles-du-Gardon et Cendras.
- A l'inverse, une représentation marginale du parc collectif sur la quasi-totalité des autres communes du territoire où, à quelques exceptions près (comme Saint-Martin-de-Valgagues ou Salindres sur la couronne péri-urbaine, Saint-Jean-du-Gard, Génolhac, Le Martinet et Saint-Florent-sur-Auzonnet dans les Cévennes), le taux de logements collectifs ne dépasse pas 15% voire 10% du parc de résidences principales. Sur les communes de plaine, comme sur les communes rurales des Cévennes, ce parc collectif correspond pour l'essentiel au parc ancien (centres bourgs, hameaux et mas).

### > Un décalage entre la structure des ménages et la taille des résidences principales

Le nombre moyen de pièces des résidences principales est sur Alès Agglomération de 4,6 pour les maisons et de 3,1 pour les appartements.

La comparaison entre la structure du parc de résidences principales et celle des ménages montre un décalage sensible entre la taille des logements et la taille des ménages :

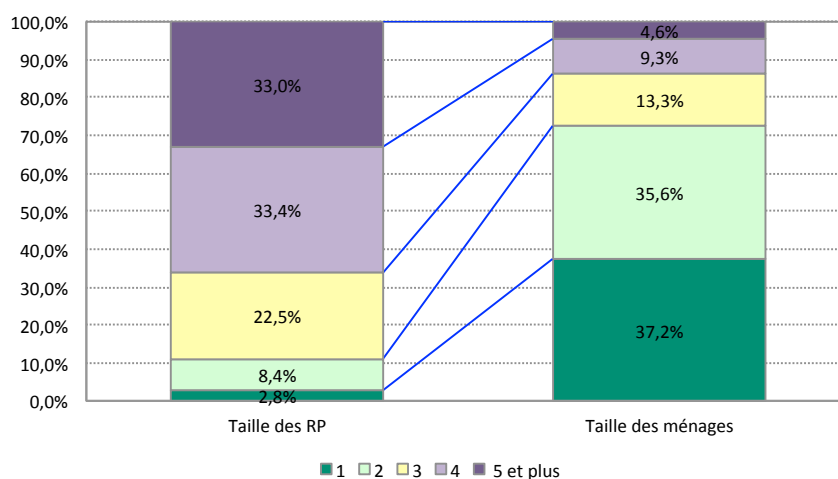
- Les logements de 1 ou 2 pièces ne représentent que 11 % de l'ensemble des résidences principales, alors que 37% des ménages de l'Agglomération ne sont composés que d'une seule personne.
- Un tiers seulement des résidences principales sont composés de 1 à 3 pièces alors que près de 73% des ménages ne comptent que une ou de deux personnes.

Ce décalage entre la structure de la population et la taille des résidences principales est encore plus marqué sur la ville d'Alès dont près de la moitié des ménages sont composés d'une seule personne alors que les petits logements, de type T1 et T2, ne représentent que 18,5% du parc de résidences principales.

A l'inverse, les grandes typologies (4 pièces et plus) représentent plus de deux-tiers du parc de résidences principales de l'Agglomération, alors que les ménages de 3 personnes et plus ne dépassent pas 30% des ménages.

**Comparaison entre la taille des ménages et le nombre de pièces du parc de résidences principales d'Alès Agglomération 2017**

Source : INSEE 2017

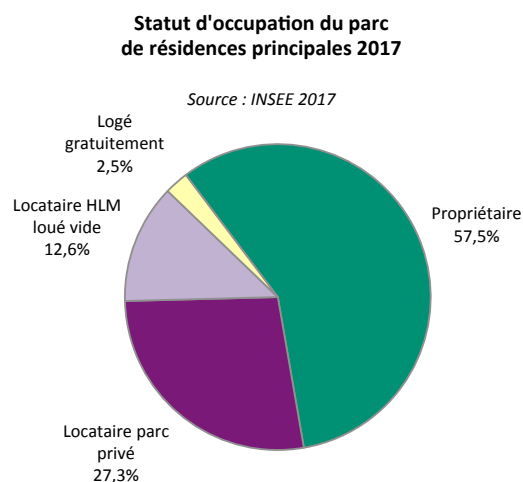


La production récente, essentiellement centrée sur la maison individuelle, est venue renforcer ce déséquilibre ; elle pénalise une fraction non négligeable de la population locale, notamment les jeunes adultes contraints à quitter leur commune d'origine, voire le territoire de l'Agglomération pour trouver un logement adapté à leurs besoins, tant en taille qu'en niveau de loyer.

### > Une majorité de propriétaires occupants, hors Alès et La Grand Combe

Les propriétaires occupants sont majoritaires sur le territoire d'Alès Agglomération : 57,5% des ménages sont en effet propriétaires de leur logement, pourcentage sensiblement comparable à la moyenne départementale (58,9%). La proportion de propriétaires occupants n'a que très faiblement progressé entre 2007 et 2017 (+0,4 points).

Le parc locatif est largement dominé par le parc privé : sur 10 logements loués, 7 appartiennent à des privés et 3 à un bailleur social. A l'échelle de l'Agglomération, le parc HLM représente 12,6% du parc de résidences principales selon les données INSEE 2017.



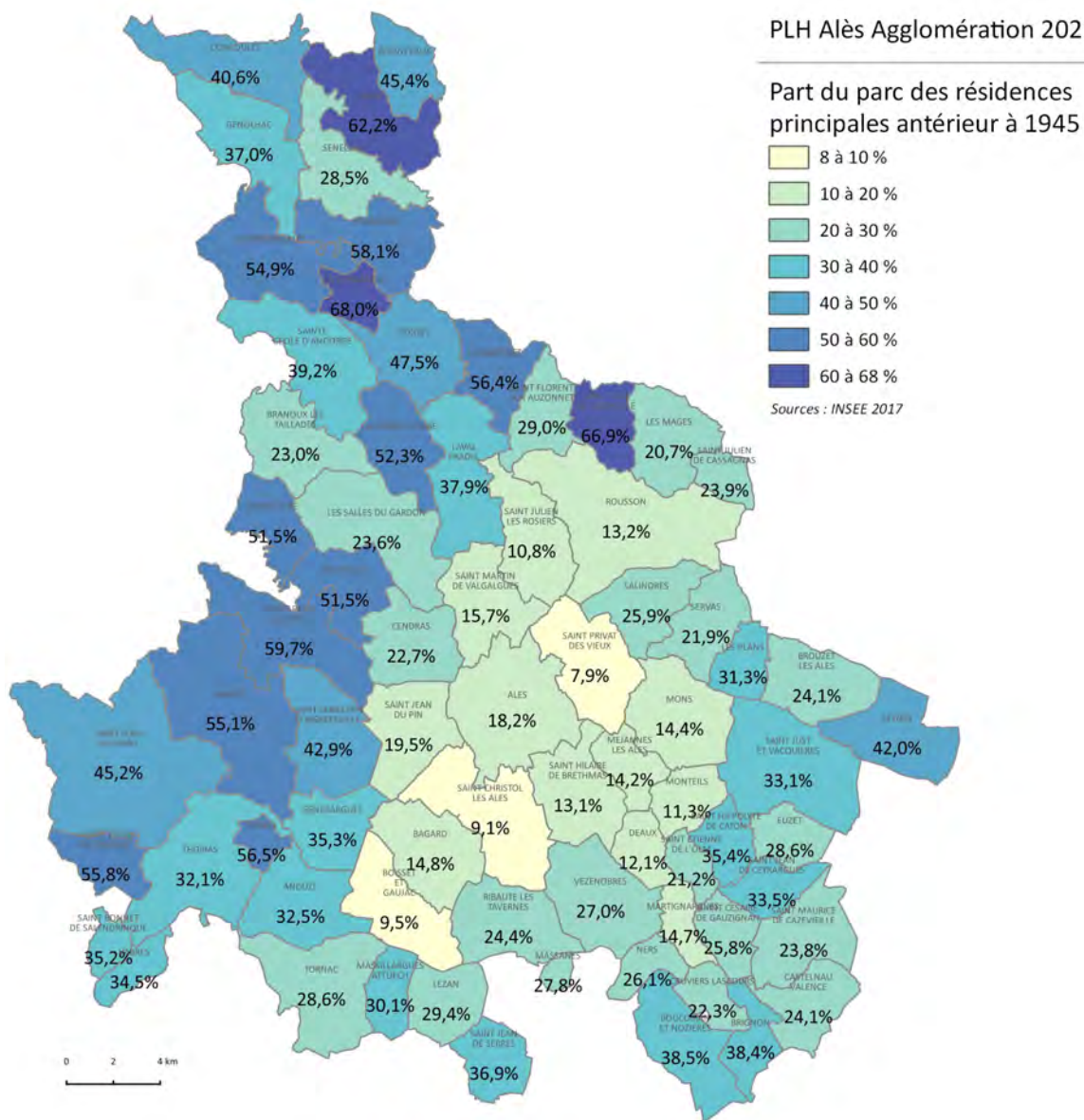
Là encore, on observe des disparités entre communes avec :

- une prédominance des locataires sur Alès et La Grand-Combe, respectivement de 59,8 % et 58,8 % ;
- un quasi-équilibre entre propriétaires et locataires sur les communes d'Anduze (47,1% de locataires), Cendras (50,0% de locataires) et Les Salles-du-Gardon (47,1% de locataires) ;
- une proportion de locataires inférieure à 30% voire 25% sur une très grande majorité des autres communes de l'Agglomération, et notamment sur les communes du Sud du territoire mais également de la couronne péri-urbaine d'Alès.

	Part des PO		Part des locataires parc privé	Part des locataires parc locatif HLM	Part du parc locatif privé total
<b>Alès</b>	38,7%	●	36,7%	23,1%	46,5%
<b>Couronne péri-urbaine</b>	71,6%	●	19,7%	6,1%	21,1%
<b>Plaine</b>	73,0%	●	22,0%	1,5%	6,2%
<b>Bassin Sud</b>	70,5%	●	24,8%	1,5%	5,4%
<b>Ancien bassin minier</b>	57,6%	●	21,5%	17,7%	10,4%
<b>Bassin Anduze / SJG</b>	59,1%	●	33,1%	3,6%	8,6%
<b>Nord Cévennes</b>	72,7%	●	22,0%	1,0%	1,8%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>57,6%</b>		<b>27,3%</b>	<b>12,6%</b>	<b>100,0%</b>

Source : INSEE 2017

PLH Alès Agglomération 2021-2026



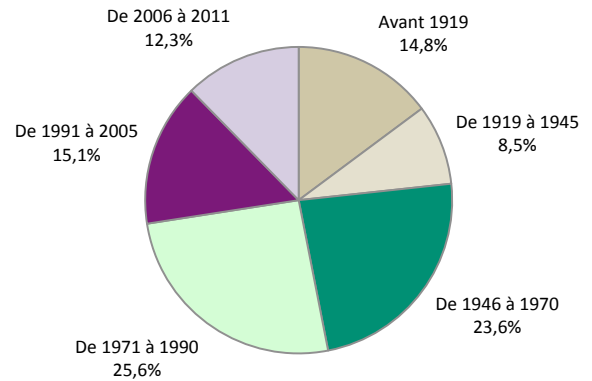
### 3.1.5 - Un parc de résidences principales majoritairement ancien et potentiellement énergivore

**Près de la moitié des résidences principales d'Alès Agglomération ont été construites avant 1970.**

**Le parc ancien, antérieur à 1945, représente près d'un quart du nombre total de résidences principales** recensées en 2016 et achevées avant 2012, soit 13 700 logements ; 61 % de ces résidences principales les plus anciennes sont des maisons (maisons de ville et village, mas).

**Période de construction du parc de résidences principales achevées avant 2015**

Source : INSEE 2017



L'analyse de l'ancienneté du parc à l'échelle communale montre toutefois une répartition hétérogène avec globalement :

- une proportion élevée de résidences principales anciennes, antérieures à 1945, sur les communes cévenoles du Nord et de l'Ouest de l'Agglomération et sur l'ancien bassin minier. Plus de la moitié du parc de La Grand-Combe et des communes voisines de La Vernarède, Le Matinet et Saint-Jean-de-Valérisclle date d'avant 1945 ; c'est également le cas sur plusieurs petites communes du Nord Cévennes (Aujac, Chambon et Chamborigaud) et du bassin d'Anduze / Saint-Jean-du-Gard parmi lesquelles Mialet (55% de résidences principales anciennes).
- une proportion de résidences principales anciennes faible, inférieure à la moyenne intercommunale, sur la ville d'Alès (18%) et la couronne péri-urbaine (moyenne de 13,9%).

**Le parc intermédiaire, construit entre 1946 et 1970, représente quant à lui 23,6% du nombre total de résidences principales** recensées en 2017 et achevées avant 2015, soit quelques 13 900 logements. 56 % de ces résidences principales sont des logements collectifs.

Ce parc des années 50/60 est essentiellement localisé sur les communes d'Alès d'une part, La Grand-Combe, Cendras, Branoux-les-Taillades, Les Salles-du-Gardon, Saint-Florent-sur-Auzonnet d'autre part, Salindres et Saint-Martin-de-Valgalgues enfin. C'est en effet de cette période que date la construction des grands ensembles sociaux d'Alès et des cités ouvrières du bassin minier.

**Au total, près de 27 600 logements ont été construits avant la première réglementation thermique de 1975 et constituent un parc potentiellement énergivore** (« potentiellement » puisque ces données ne prennent pas en compte les travaux d'isolation et d'amélioration thermique ayant pu être réalisés depuis).

Alès concentre près de 41% des logements potentiellement énergivores de l'ensemble de l'Agglomération ; ce chiffre doit être considéré avec prudence, les bailleurs sociaux et l'OPH Logis Cévenols en tête, menant depuis plusieurs années des travaux de rénovation énergétique de leur parc de logement. Anduze et Saint-Jean-du-Gard concentrent un parc antérieur à 1970 également important, représentant respectivement 56% et 64% de leur parc de résidences principales ; l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU du centre d'Anduze fait d'ailleurs état de 76 % de logements nécessitant des travaux d'économie d'énergie sur 520 logements étudiés.

La proportion de logements potentiellement énergivores est également importante sur la commune La Grand Combe ; 80% des résidences principales y ont en effet été construites avant 1970.

Sur la couronne péri-urbaine, le taux de logements potentiellement énergivores est moins élevé, du fait de l'importance du parc récent ; seules les communes de Cendras et Salindres affichent des taux importants de logements antérieurs à 1970 (respectivement de 65% et 59%).

Le parc construit avant 1975, moins bien isolé et généralement équipé de moyens de chauffage moins performants, est responsable d'une part importante d'émissions de GES et constitue donc une cible d'amélioration privilégiée. Au sein de ce parc, on distingue deux catégories en fonction de leur mode constructif :

- Le bâti construit avant 1948 se caractérise par l'utilisation de techniques de mise en œuvre (ventilation naturelle par ouverture des fenêtres, ...) et de matériaux traditionnels (brique, pierre, ...) qui font qu'il présente souvent de bonnes qualités hygrothermiques (forte inertie assurant un confort d'été) ;
- Le bâti construit entre 1948 et 1975 est à l'inverse caractérisé par l'utilisation de matériaux de production industrielle, présentant généralement de faibles qualités thermiques.

Dans un contexte placé sous le signe de la transition énergétique, la question de la rénovation thermique des logements et de la réduction du nombre de ménages en situation de précarité énergétique constitue un enjeu majeur. L'augmentation du coût de l'énergie conduit en effet de nombreux ménages à ne plus pouvoir se chauffer correctement. Les travaux menés en 2018 par l'Observatoire National de la Précarité Énergétique montrent que :

- 30 % de l'ensemble des Français ont réduit leur chauffage pour éviter d'avoir une facture trop élevée ;
- 15 % d'entre eux déclarent avoir souffert du froid dans leur logement ;
- près de 12 % consacrent plus de 8 % de leur budget pour régler leur facture d'énergie ; vivre dans des « passoires énergétiques » impacte le reste à vivre des ménages et peut engendrer des problèmes sanitaires, d'impayés, de surendettement...

Cette difficulté à se chauffer convenablement correspond à des situations de faibles revenus et de mauvaises conditions d'habitat ; sont notamment concernés des ménages précaires, locataires du parc privé et chauffés à l'électricité ou au fioul.

Le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise des Énergies (SLIME), qui a entre autre pour mission d'accompagner les ménages à réduire leurs consommations et leurs factures d'énergie, mentionne que les ménages accompagnés occupent le plus souvent des logements qualifiés de dégradés (dans 34% des situations) et ou vétuste (dans 29 % des cas).

**Le Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter et Mieux Louer »** mobilisé par Alès Agglomération depuis le mois d'octobre 2019 et pour une durée de 3 ans (2019-2022), prend en compte cet enjeu majeur au travers de son volet de lutte contre la précarité énergétique des logements (voir 4.3 - ci-après).

---

## 3.2 – Un parc potentiellement indigne important

Le territoire d'Alès Agglomération est par ailleurs confronté à la dégradation de son parc privé et au développement des situations d'indignité.

La notion de logement indigne recouvre des situations très diverses (locaux impropres à l'habitation, insalubrité, péril ...). Il n'existe aucune source permettant de recenser exhaustivement le nombre de logements indignes mais on peut en estimer le volume grâce aux données du Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI). Le PPPI recense les résidences principales des catégories cadastrales 6, 7 et 8, occupées par des ménages à faibles revenus ; sont ainsi considérés comme potentiellement indignes :

- les logements classés en catégorie 6 dont les occupants ont un revenu inférieur à 30 % des plafonds de ressources HLM ;
- les logements classés en catégorie 7 ou 8 (qualité médiocre voire très médiocre) dont les ménages ont un revenu annuel imposable inférieur à 60% des plafonds de ressources HLM.

Le PPPI est donc un outil de repérage des situations dans lesquelles la probabilité de trouver des logements indignes est forte. Ces données nécessitent d'être toutefois d'être interprétées avec prudence dans la mesure où, comme la plupart des données fiscales, elles restituent des informations majoritairement déclaratives ; la valeur cadastrale n'est pas toujours fidèle à l'état observé des logements (suite notamment à la réalisation de travaux d'amélioration non connus des Services fiscaux).

L'habitat indigne sur le territoire d'Alès Agglomération est approché à partir des données du PPPI issus du fichier Filocom de 2013 de la Direction Générale des Finances Publiques. Malgré un important secret statistique à l'échelle des communes, l'exploitation de ce fichier révèle **un parc potentiellement indigne relativement important** avec :

- 7 889 logements concernés, soit 15,1% du parc de résidences principales recensé en 2013 (contre 10,5% en moyenne sur le département du Gard) ;
- 5 320 logements potentiellement indignes construits avant 1949, soit plus de deux-tiers du parc potentiellement indigne total.

Si l'importance du secret statistique ne nous permet pas d'identifier avec précision le statut d'occupation des logements potentiellement indignes sur l'ensemble des communes de l'Agglomération, on constate néanmoins que **les locataires sont les plus nombreux** ; ils représenteraient (au regard des données non secrétisées) près de 60% des ménages occupant un logement potentiellement indigne.

**En résumé, le PPPI sur le territoire d'Alès Agglomération concerne pour l'essentiel un parc ancien et le parc locatif.**

	Parc PPI (nombre de logements)	Part du PPI / parc de RP	PPPI antérieur à 1949
Alès	2 214	14,4%	1 499
Couronne péri-urbaine	1 626	10,0%	922
Plaine	535	11,8%	289
Bassin Sud	526	9,4%	302
Ancien bassin minier	1 720	25,1%	1 331
Bassin Anduze / SJG	922	21,3%	703
Nord Cévennes	346	24,8%	274
<b>Alès Agglomération</b>	<b>7 889</b>	<b>8,1%</b>	<b>5 320</b>

Source : INSEE 2017

**La ville d'Alès regroupe à elle seule 2 214 logements potentiellement indigne, soit 28,1% du PPPI de l'Agglomération :**

- près de 68% de ces logements ont été construits avant 1949 ;
- 81% sont occupés par des locataires.

L'étude d'OPAH RU du centre-ville d'Alès et des faubourgs révèle que le PPPI représente 20% du parc sur la partie ancienne du centre-ville, 34% sur le faubourg de Rochebelle et 31% sur le faubourg du Soleil.

**Les bassins La Grand Combe et Nord Cévennes sont également confrontés à un parc potentiellement indigne important**, composé à 80% de logements anciens, antérieurs à 1949.

La commune de La Grand Combe concentre à elle seule près d'un tiers du PPPI du bassin, dont plus de 85% ont été construits avant 1949 et une large majorité occupés par des locataires ; la part de logements potentiellement indigne y représenterait 34% du parc privé.



A l'inverse, sur les communes rurales de ce bassin, les logements potentiellement indignes sont majoritairement occupés par leurs propriétaires.

**Sur le Bassin d'Anduze/Saint-Jean-du-Gard, les deux bourgs centres affichent des taux élevés de logements potentiellement indignes**, respectivement de 23,5% et 24,9%. Il s'agit là encore majoritairement de logements anciens, antérieurs à 1949 et principalement occupés par des locataires. Ces deux communes regroupent plus de deux tiers des logements potentiellement indignes recensés à l'échelle du bassin.

A titre de complément, 28,2% des 520 logements étudiés sur le centre-ville d'Anduze dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU ont été identifiés comme potentiellement non décentes ou indignes.

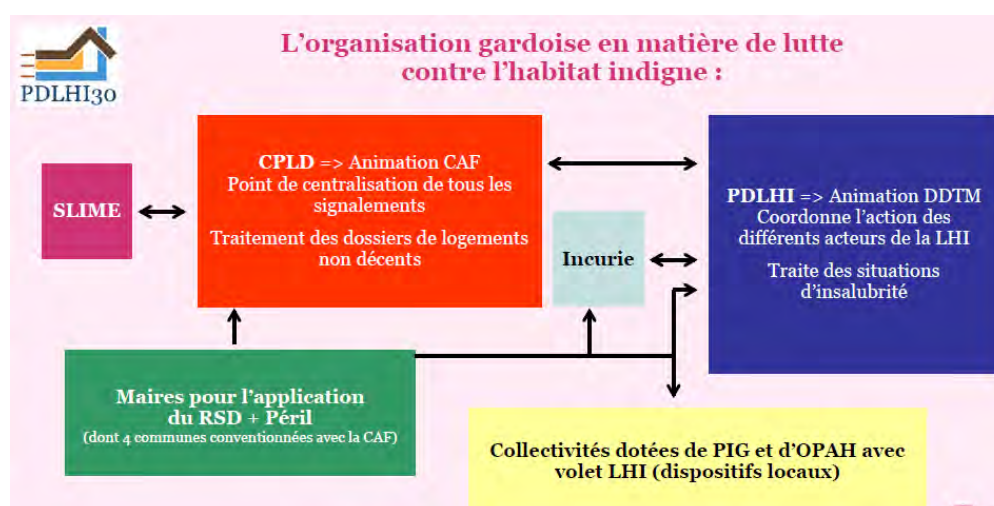
**Sur le Bassin Sud**, Lézan affiche le taux de PPPI le plus important (20,5%) ; à l'opposé, les deux communes de Boisset-et-Gaujac et Tornac affichent une proportion de logements potentiellement indignes inférieure à la moyenne intercommunale. Malgré l'importance du secret statistique, on observe sur ce bassin un quasi équilibre entre propriétaires occupants et locataires au sein de ce parc.

Enfin, deux communes de la **couronne péri-urbaine d'Alès** se distinguent par une proportion de logements potentiellement indigne supérieure à la moyenne intercommunale : Cendras et St Martin-de-Valgalgues ; les logements anciens représentent sur ce secteur près de 57% des logements potentiellement indignes.

### > Les dispositifs et les acteurs mobilisés dans la lutte contre l'habitat indigne

- **Le pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI)**

Créé en 2006, le Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne est animé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard (DDTM), sous la présidence du Secrétaire Général de la Préfecture. Il a pour mission la coordination des interventions des différents acteurs impliqués dans le repérage et le traitement du logement indigne. Le Pôle est un lieu d'échanges et de construction de réponses collectives destiné à faciliter l'action des différents acteurs ; il a également un rôle d'information et de sensibilisation.



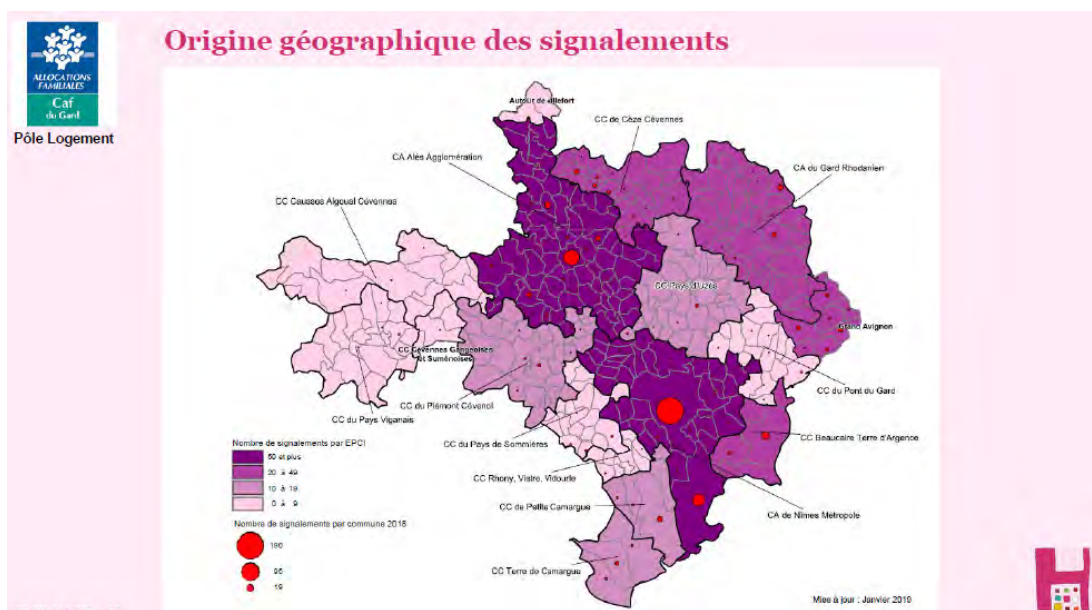
Source : PDLHI 30

- **La CAF et la lutte contre la non-décence**

Dans le Département du Gard, la Commission Pour le Logement Décent (CPLD), pilotée par la CAF examine l'ensemble des signalements. Née d'une volonté partenariale de créer dans le Gard un dispositif de traitement de la non-décence des logements, la CPLD s'inscrit dans l'objectif du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

Le bilan du Pôle logement de la CAF fait état d'une forte progression du nombre de dossiers examinés en commission ; ce nombre est passé de 239 dossiers en 2007 à 619 en 2018, soit une augmentation de 145% sur une période de 11 ans.

Les signalements sur Alès Agglomération proviennent essentiellement de la ville d'Alès et dans une moindre mesure de La Grand Combe, Salindres, Anduze et Saint-Jean-du-Gard.



Source : PDLHI 30

Sur le plan opérationnel, le traitement des situations d'indécence repose localement :

- à Alès, sur la mobilisation du Service communal d'Hygiène et de Santé de la ville, à travers la prise en compte des situations dans toute leur diversité : infractions au règlement sanitaire départemental, habitat indigne...
- sur les autres communes du territoire, à travers le lancement par l'ARS de diagnostics sociaux et techniques portant sur les situations de dégradation les plus graves : insalubrité, locaux impropres à l'habitation, saturnisme.

Sur la période 2016-2018, 144 arrêtés préfectoraux (concernant 193 logements) ont été pris dans le département du Gard, dont près de 22 % sur le seul territoire d'Alès Agglomération (source bilan du PDLHI Gard 2016-2018).

## 3.3 - Les dispositifs d'intervention pour la requalification du parc existant

### 3.3.1 - Les dispositifs de requalification du parc ancien et de lutte contre l'habitat indigne

Alès Agglomération poursuit depuis une vingtaine d'année une politique ambitieuse de réhabilitation du parc privé ancien, portant notamment sur l'amélioration des conditions de logements des occupants, l'amélioration de la qualité thermique des logements, l'adaptation au vieillissement de la population et la production d'une offre locative abordable.

Les dispositifs de type OPAH étaient jusqu'en 2019 menés en régie au sein du Service Habitat de l'Agglomération ; mais les résultats obtenus ont été jugés insuffisants par les services de l'Etat (avec 401 logements réhabilités et 7 logements indignes subventionnés entre 2014 et 2017 sur le périmètre d'Alès Agglomération alors composé de 50 communes).

**Deux nouveaux dispositifs d'intervention de type Programme d'Intérêt général (PIG) ont été mis en œuvre fin 2019**, leur animation étant désormais confiée un prestataire extérieur, en l'occurrence SOLIHA Méditerranée. **Deux OPAH-RU ont également été engagées début 2021 sur le centre et les faubourgs d'Alès d'une part, sur le centre d'Anduze d'autre part.**

#### > Le PIG « Mieux habiter et Mieux Louer » 2019-2022

Le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » 2019-2022, engagé au mois d'octobre 2019 sur l'ensemble d'Alès Agglomération (hors périmètres d'OPAH-RU délimités depuis) a pour enjeux :

- l'amélioration de la performance énergétique des logements,
- la production de logements à loyers maîtrisés,
- le maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées,
- l'accompagnement des ménages dans la mise en œuvre des travaux prescrits par les Plans de Prévention des Risques Technologiques de Salindres (PPRT approuvé par arrêté préfectoral du 11 juillet 2014) et de Bagard (PPRT approuvé par arrêté préfectoral du 18 avril 2012).

Les objectifs quantitatifs fixés par la convention signée le 2 septembre 2019 sont les suivants :

- volet lutte contre la précarité énergétique et risque technologique avec le traitement de 570 logements sur 3 ans (2019-2022) dont 507 logements de propriétaires occupants, 51 logements de propriétaires bailleurs et 12 logements concernés par les PPRT (4 sur Salindres et 8 sur Bagard).
- volet immobilier avec un objectif de 17 logements conventionnés social ou très social par an ; il s'agit de promouvoir la production, sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération, d'une offre locative privée de qualité, par la mobilisation du parc structurellement vacant et le changement d'usage de locaux non destinés à l'habitation.
- volet travaux pour l'autonomie des personnes âgées et/ou handicapées avec un objectif d'adaptation de 12 logements par an, les propriétaires étant incités à engager en parallèle des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements concernés (d'où un possible double compte entre les dossiers « précarité énergétique » et « Autonomie »).

Tableau de synthèse des objectifs du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	Total
Logements PO	42	169	169	126	507
Dont logements très dégradés	3	11	11	8	33
Dont travaux d'économie d'énergie	40	146	146	106	438
Dont travaux autonomie	0	12	12	12	36
Logements PB	6	17	17	11	51
Total des logements PIG	48	174	174	126	522
Habiter Mieux					
Dont PO	43	160	160	117	480
Dont PB	5	14	14	9	42
Logements traités dans le cadre du PPRT	10	7	0	0	12

### > Le PIG « Lutte contre l'habitat indigne » 2019-2022

Parallèlement au PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer », Alès Agglomération met en œuvre depuis octobre 2019 un PIG de lutte contre l'habitat indigne dont l'objectif est à la fois d'apporter une solution au phénomène d'indignité sur son territoire et d'améliorer les conditions de vie des ménages occupants. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du 7<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées et particulièrement dans l'action 3 de ce Plan qui consiste à « Promouvoir la décence dans les logements et lutter contre l'habitat indigne ».

La mission de pilotage et de suivi de l'opération, confiée à SOLIHA Méditerranée, porte à la fois sur le traitement des logements (réalisation de diagnostics spécifiques, information et conseil au propriétaire occupant, au bailleur ou au syndicat de copropriété, réception des travaux de sortie d'insalubrité) et sur l'accompagnement social des occupants.

L'objectif fixé au PIG « Lutte contre l'habitat indigne » est de traiter 66 situations au titre de la mission « sorite d'insalubrité » dont 27 logements subventionnés par l'ANAH.

### > Les études pré-opérationnelles d'OPAH-RU du centre d'Alès et d'Anduze

Deux études pré-opérationnelles d'OPAH-RU ont été menées au cours des deux dernières années sur le centre ancien d'Alès et ses faubourgs d'une part, sur le centre ancien d'Anduze, classé quartier politique de la ville en 2015, d'une part. Ces deux études sont venues éclairer l'état du parc de ces deux secteurs et préciser les dispositifs opérationnels susceptibles de répondre aux deux enjeux mis en exergue de requalification du parc ancien et de renouvellement urbain.

L'étude pré-opérationnelle du centre ancien et des faubourgs d'Alès, menée par Urbanis en 2018, a porté sur la partie ancienne du centre-ville (hors quartiers Rénovation et Le Plan) et sur les trois faubourgs de Rochebelle, du Soleil et d'Auvergne, représentant un total de quelques 2 812 logements répartis entre 939 immeubles.

Ce périmètre, par ailleurs inclus dans le périmètre du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) d'Alès, se caractérise par les points forts / atouts et points faibles / faiblesses suivants :

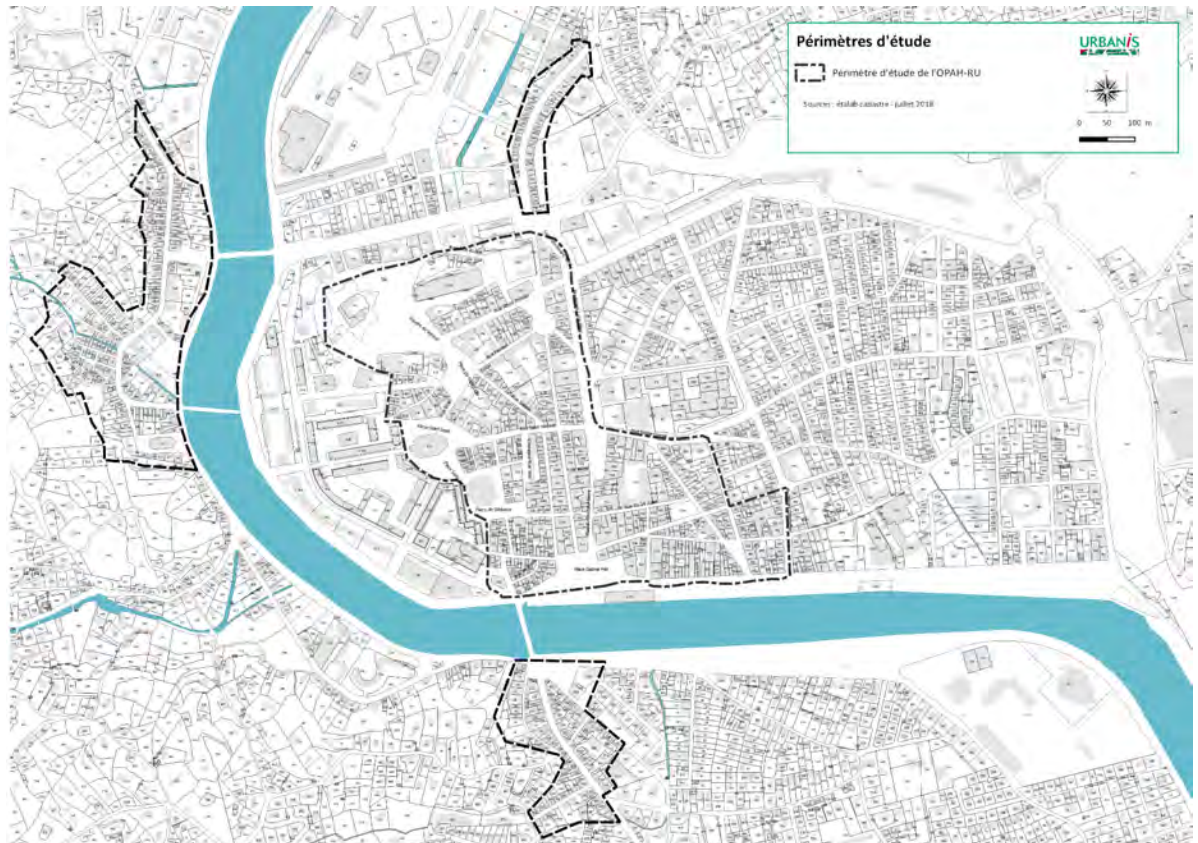
Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une centralité préservée, de grands équipements administratifs et culturels.</li> <li>- Des commerces nombreux et diversifiés, un quartier animé.</li> <li>- Un quartier à taille humaine, où tout peut se faire à pied.</li> <li>- Un tissu urbain aéré, une ouverture sur le Gardon.</li> <li>- Une bonne desserte par les transports collectifs et une offre diversifiée en stationnement.</li> <li>- Un bâti de caractère, des immeubles remarquables datant de la seconde moitié du 18<sup>ème</sup> siècle - début du 20<sup>ème</sup> et quelques belles réhabilitations.</li> <li>- Une morphologie du bâti favorable : gabarits, immeubles traversant, densité.</li> <li>- Des prix très abordables, tant à l'achat qu'à la location</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un manque de visibilité du centre ancien, « écrasé » par le quartier Rénovation.</li> <li>- Un pourcentage relativement élevé d'immeubles en état moyen ou dégradé (respectivement 44% et 16%).</li> <li>- Pas de véritable îlot dégradé mais des immeubles isolés ou de petits groupes d'immeubles.</li> <li>- Des copropriétés mal organisées.</li> <li>- De nombreuses façades à ravalier.</li> <li>- De grands immeubles du début du 20<sup>ème</sup> siècle et des déstructurations localisées qui altèrent l'unité d'ensemble du centre historique.</li> <li>- L'absence de cadre de référence pour les travaux de réhabilitation.</li> <li>- Une population fragile, globalement plus modeste que celle de la Ville d'Alès dans son ensemble (revenu médian inférieur, taux de pauvreté et de chômage plus élevés).</li> <li>- Des propriétaires difficiles à mobiliser, des points de blocage.</li> </ul>

La stratégie retenue à l'issue du Comité de pilotage pré-opérationnel de septembre 2019 s'appuie sur 4 axes :

- Enrayer le processus de dégradation de l'habitat au travers d'une double approche incitative, mobilisant l'ensemble des aides disponibles dont les aides spécifiques au NPNRU et à Action Cœur de Ville (Denormandie, Action Logement), et coercitive (lutte contre l'habitat indigne et permis de louer).
- Rééquilibrer le peuplement vers plus de mixité et pour cela favoriser l'installation d'accédants à la propriété, attirer de nouveaux investisseurs (produits défiscalisés, programmes neufs) et accompagner le maintien à domicile.
- Requalifier les faubourgs au travers d'une opération ambitieuse de renouvellement urbain portant à la fois sur la production de logements diversifiés, la requalification des espaces publics, l'amélioration du fonctionnement urbain et le développement de la vie sociale.
- Mettre en valeur le patrimoine et promouvoir la qualité architecturale du bâti.

Les dispositifs opérationnels proposés sont les suivants :

- l'engagement début 2021, d'une OPAH-RU d'une durée de 5 ans avec pour objectifs la réhabilitation de 221 logements dont :
  - 40 logements de propriétaires occupants ;
  - 122 logements de propriétaires bailleurs (dont 30 conventionnés à loyer très social et 92 à loyer social ; sur ces 122 logements, 70 seront d'anciens logements vacants remis sur le marché immobilier ;
  - 59 logements en copropriétés dégradées ;
  - inclus précédemment, 106 logements non décents ou indignes (travaux lourds, petite LHI, travaux pour la sécurité et la salubrité).



- Source : Etude pré-opérationnelle centre ancien et faubourgs d'Alès URBANIS, 2018

- l'engagement à partir de 2020 d'un projet de renouvellement urbain sur les faubourgs de Rochebelle et du Soleil (dans le cadre de la convention NPNRU et en articulation avec l'OPAH RU) ; les opérations envisagées sur ces faubourgs prévoient, en matière d'habitat à la fois la réhabilitation lourde de certains immeubles ou groupes d'immeubles, et la production d'une offre nouvelle de logements ou de programmes mixtes (logements/commerces/bureaux) dans le cadre de démolitions-reconstructions.
- la mise en place dès 2021 d'une campagne de ravalement obligatoire sur les axes prioritaires du centre ancien.
- l'instauration du permis de louer sur les faubourgs d'Alès.
- l'engagement d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur plusieurs immeubles très dégradés.

**L'étude pré-opérationnelle du centre d'Anduze**, également menée par Urbanis en 2017-2018, a porté sur le périmètre centre ancien en rive droite du Gardon, incluant quelques 1 105 logements. Elle a conduit, sur la base d'un diagnostic portant sur l'ensemble des composantes du centre ancien (population, logement, activités, patrimoine, fonctionnement urbain), à identifier les points forts/atouts et les points faibles /faiblesses à partir desquels a été bâtie la stratégie d'intervention.

Points forts	Points faibles
- Un patrimoine paysager exceptionnel.	- Un parc ancien dégradé en cœur de ville avec un haut niveau de vacance.
- Un patrimoine architectural de grande qualité.	- Une dépréciation du patrimoine en centre ancien par rapport au marché touristique.
- Un secteur commercial actif et une activité de marché traditionnel hebdomadaire appréciée.	- Des transactions difficiles à des prix acceptables.
- De nombreux équipements administratifs, scolaires, sportifs ou touristiques, proches du centre.	- Des accédants trop peu présents sur le marché du centre ancien (morphologie contraignante, stationnement, lumière).
- Un attrait touristique important (petit train, bambouseraie, Gardon, poterie d'Anduze).	- Une circulation qui coupe la ville en deux, au niveau du plan de Brie et sépare la ville du Gardon.
- Un parc essentiellement composé de mono-propriétés.	- Des entrées de ville qui ne sont pas à la hauteur du site.
- Un bas niveau de loyers, proche du loyer conventionné, qui donne de la puissance au dispositif Anah.	
- Une vie associative active	

La stratégie proposée à l'issue du diagnostic s'appuie sur 3 axes :

- Enrayer le processus de dégradation du cœur de ville et pour cela favoriser la réhabilitation de l'habitat le plus dégradé, restructurer ponctuellement le tissu urbain et imposer la réhabilitation des immeubles dans les principales poches de dégradation.
- Rééquilibrer le peuplement du centre ancien vers plus de mixité sociale et pour cela favoriser la venue d'accédants à la propriété notamment dans les maisons de ville bénéficiant d'un extérieur, soutenir la venue de nouveaux investisseurs et améliorer les conditions de stationnement en centre ancien.
- Requalifier le centre ancien afin de le rendre plus attractif tant pour les nouveaux résidents que pour les visiteurs et pour cela intervenir sur l'espace public, le patrimoine, la relation au Gardon.

L'OPAH-RU engagée début 2021, est calibrée sur la base des conclusions de l'étude pré-opérationnelle à savoir la réhabilitation sur 5 ans de 178 logements dont :

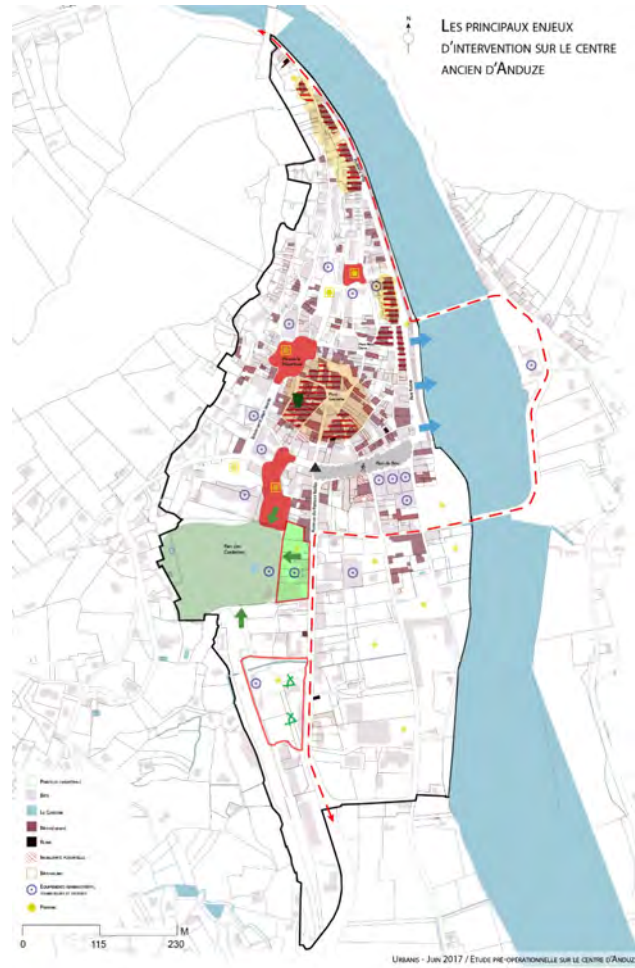
- 29 logements de propriétaires occupants
- 69 logements de propriétaires bailleurs dont 28 conventionnés à loyer très social et 41 à loyer social ;
- 80 logements en copropriétés en difficultés

Il est prévu de traiter 50 logements non décents ou indignes sur la durée de l'OPAH-RU.

## Les enjeux en cours sur le périmètre

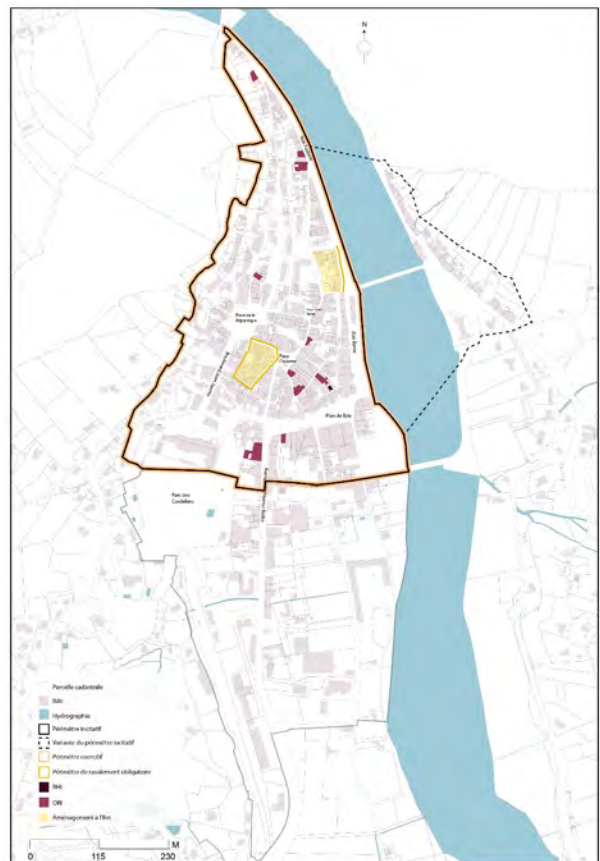
Les enjeux identifiés sur le territoire

- \*\* ENRAYER LES PROCESSUS DE DÉGRADATION DU COEUR DE VILLE**
  - EN IMPOSANT LA RÉHABILITATION DES IMMEUBLES DANS LES PRINCIPALES POCHES DE DÉGRADATION
  - EN RESTRUCTURANT PONCTUELLEMENT LE TISSU URBAIN
- \*\* RÉÉQUILIBRER LE PEUPEMENT DU CENTRE ANCIEN VERS PLUS DE MIXITÉ SOCIALE**
  - EN FAVORISANT LA VENUE D'ACCÉDANTS À LA PROPRIÉTÉ DANS LES MAISONS DE VILLE AVEC UN EXTERIEUR
  - EN FILTRANT LA CIRCULATION EN FAVEUR DES RÉSIDENTS
  - EN CRÉANT DES SECTEURS DE STATIONNEMENT RÉSERVÉ AUX RÉSIDENTS ET AUX USAGERS
  - EN SOUTENANT LA VENUE DE NOUVEAUX INVESTISSEURS POUR CRÉER DU LOGEMENT CONVENTIONNÉ DE QUALITÉ DANS LES OPÉRATIONS DE STRUCTURATION
- \*\* RÉQUALIFIER LE CENTRE ANCIEN AFIN DE LE RENDRE PLUS ATTRACTIF (NOUVELLES POPULATIONS ET TOURISTES)**
  - EN PROTÉGANT LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL
  - EN REDONNANT DES VUES SUR LE PATRIMOINE NATUREL
  - EN FAVORISANT LA MISE EN ŒUVRE DE TRAVAUX DE QUALITÉ
  - EN AMÉNAGEANT LES SECTEURS À FORT POTENTIEL
  - EN FAVORISANT LA PRÉSENCE DES POTRETS D'ANDUZE EN COEUR DE VILLE
  - EN METTANT EN VALEUR ET EN FAVORISANT LES ACCÈS AU PARC DES CORDELIERS
  - EN AMÉLIORANT LE LIEN ENTRE LA VILLE ET LE GARDON
  - EN DÉVANT LA CIRCULATION POUR PIÉTONNER LE PLAN DE BRÈ
- \*\* AMÉLIORER LES ENTRÉES DE VILLE**
  - EN RESTRUCTURANT LE SECTEUR DE LA GARE À PARTIR DES TENEMENTS PUBLICS
  - EN SE DONNANT LES MOYENS À LONG TERME D'AMENER LE PARC DES CORDELIERS EN LISÈRE DE LA VOIE PRINCIPALE



## La stratégie opérationnelle

Carte de synthèse



Source : Etude pré-opérationnelle centre Anduze, URBANIS 2018



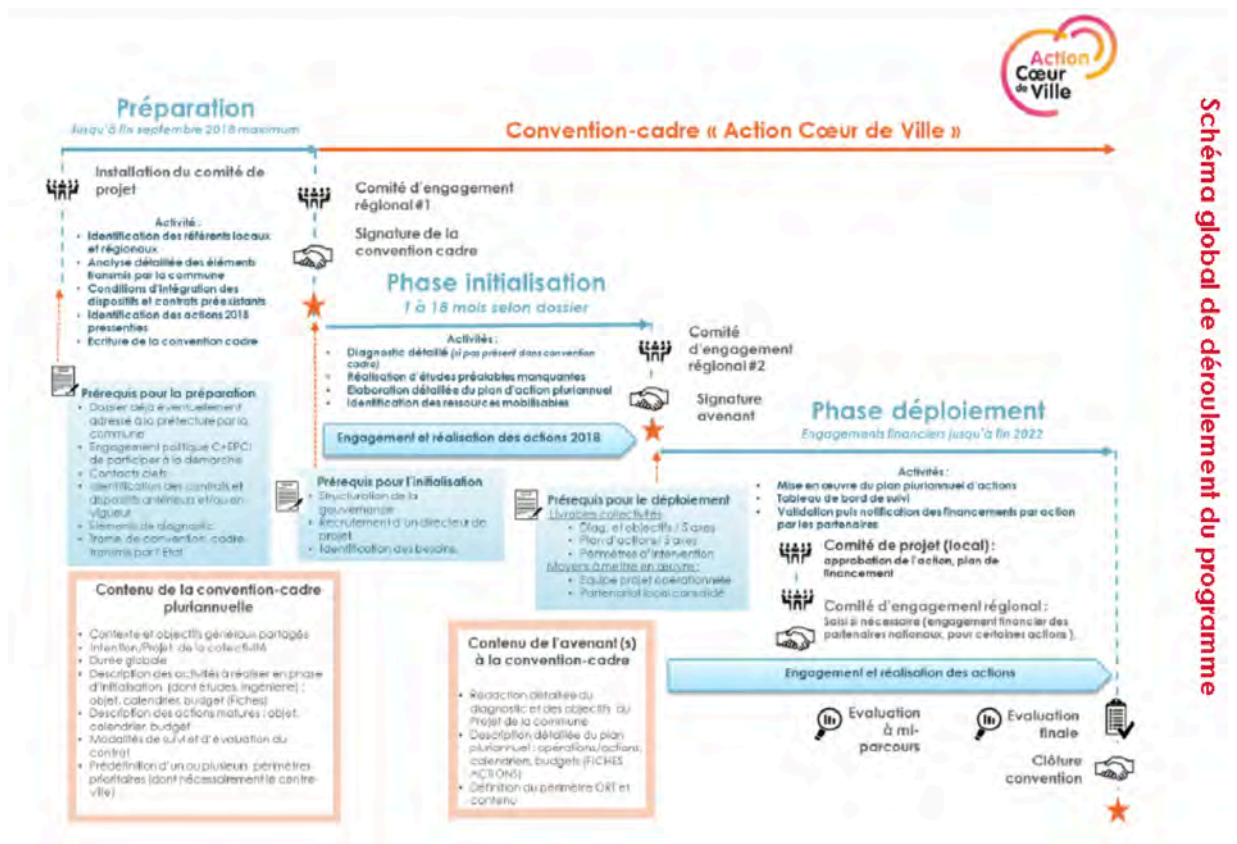
Le dispositif d’OPAH-RU inclut un volet foncier avec la mise en œuvre d’opérations d’aménagement sur deux îlots identifiés dans le cadre de l’étude pré-opérationnelle (l’îlot Bouquerie et l’îlot Rampe face à la digue du Gardon) et le lancement d’une Opération de Restauration Immobilière (ORI) /Résorption d’Habitat Insalubre (RHI) sur les immeubles les plus dégradés.

### 3.3.2 – Le dispositif « Action Cœur de Ville » d’Alès

**Le dispositif Action Cœur de Ville d’Alès** a été largement alimenté par la démarche Etats Généraux du Cœur de Ville initiée dès juillet 2016 par la Ville d’Alès et qui, à l’issue d’un large processus de concertation d’une durée totale de 6 mois, a permis de faire émerger près d’une quarantaine d’actions portant à la fois sur l’habitat, l’activité économique et commerciale, les déplacements, l’espace public.



Une action mature portant sur le logement a été inscrite à la convention cadre pluriannuelle signée le 21 septembre 2018 ; il s’agit de l’étude urbaine du quartier dit « Le Plan d’Alès », réalisée en 2019 par Urbanis et qui s’est pour l’essentiel focalisée sur la problématique majeure que constituent sur ce quartier les copropriétés des années 1950-1960.

Sur le secteur centre-ville, les programmes Action Cœur de Ville et Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) se conjuguent pour renforcer l’attractivité des deux quartiers le composant : centre historique et quartier Rénovation.



Source : Guide du programme « Action Cœur de Ville  
Ministère de la Cohésion des Territoires – Commissariat Général à l'Égalité des Territoires



Périmètre NPNRU   
Périmètre ACV 

**Délimitation des périmètres NPNRU et ACV**

### 3.3.3 - Les dispositifs d'intervention sur les Quartiers Politique de la Ville

Sont classés prioritaires au titre de la politique de la ville sur le territoire d'Alès Agglomération :

- le centre ancien d'Anduze ;
- deux quartiers de La Grand Combe : « Centre-Ville – Arboux » et « Trescol – La Levade » ;
- un ensemble des quartiers sur la ville centre d'Alès : Tamaris, Cévennes, Rochebelle, Cauvel-La Royale, Les Près Saint-Jean et le centre-ville, retenu d'intérêt national dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

#### > Le contrat de ville d'Alès Agglomération

Le contrat de ville d'Alès Agglomération, signé le 6 juillet 2015, concerne uniquement les Quartiers prioritaires Politique de la Ville d'Alès et d'Anduze. Notons que plusieurs communes ou quartiers d'Alès Agglomération ne font plus partie de la géographie prioritaire de la politique de la ville mais font toutefois l'objet d'une « veille » active ; il s'agit des communes de Salindres et de Saint-Martin-de-Valgalgues, des quartiers des Promelles sur Alès et de Cavalas sur Saint-Christol-lès-Alès.

Le contrat de ville s'articule étroitement avec les études et travaux du NPNRU ; les instances de gouvernance sont étroitement liées, ce qui assure la cohérence des démarches.

Concernant plus spécifiquement l'habitat, le contrat de ville s'inscrit dans la continuité des actions mises en œuvre depuis plusieurs années en terme :

- de réhabilitation du parc privé ;
- de lutte contre l'habitat indigne ;
- de requalification du parc locatif social, notamment sur le volet énergétique, et de construction de logements sociaux neufs ;
- d'équilibre de peuplement et de diversification de l'habitat ;
- de développement d'une offre de logements adaptés aux différentes catégories de population et notamment aux personnes âgées ;
- d'amélioration des échanges entre parc privé et parc public.

#### > Le NPNRU d'Alès

Sept territoires de la ville d'Alès ont été classés en totalité au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) ; ces quartiers présentent des caractéristiques contrastées :

- centre historique ;
- faubourgs, qui ont par le passé accueilli une population ouvrière travaillant dans les mines et la sidérurgie ;
- grands ensembles sociaux au Nord du centre-ville (quartiers des Près Saint Jean et des Cévennes) dont la rénovation a été engagée dans le cadre de l'ANRU 1 ;
- secteur d'habitat pavillonnaire et de petits collectifs des Tamaris.

Le NPNRU (en bleu sur le plan ci-après) dessine ainsi un « corridor de renouvellement urbain », stratégique pour le développement de l'agglomération ; il couvre pratiquement un tiers de la surface urbanisée de la ville d'Alès et regroupe plus d'un tiers de la population communale et près de 80% du parc locatif social.

Le périmètre du NPNRU inclut ainsi pour partie le périmètre du dispositif Action Cœur de Ville (en jaune sur le plan ci-contre).

Plusieurs études ont été menées dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 17 mars 2017 dont une étude du marché du logement réalisée par la Société Adéquation, une étude pour l'identification de foncier en vue d'une diversification de l'habitat menée par le cabinet Passagers des Villes, et enfin l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès précédemment évoquée et réalisée par Urbanis.

La stratégie globale du NPNRU d'Alès se structure autour de 6 grands enjeux :

- Maintenir un centre-ville vivant : cœur de ville / cœur de territoire.
- Réintégrer le secteur Rénovation au cœur de ville et pour cela accompagner les efforts de revitalisation du cœur de ville (Etats Généraux du Centre Ville et Action Cœur de Ville).
- Étendre la dynamique de revitalisation du centre-ville aux périphéries : Faubourgs du Soleil et de Rochebelle au Sud et à l'Ouest ; Faubourg d'Auvergne au Nord et secteur Prés Saint-Jean Sud en prolongement de l'opération de la Place des Martyrs ; nouveau quartier de la gare à l'Est.
- Amplifier les changements des Prés Saint-Jean avec la création d'une nouvelle centralité constituée d'un pôle économique et de formation.
- Parachever la requalification du quartier des Cévennes.
- Affirmer le Gardon comme trait d'union et colonne vertébrale du projet

Cette stratégie se décline sur chacun des secteurs du périmètre avec, en matière d'habitat :

- la démolition prévue de 494 logements locatifs sociaux dont 442 sur les Prés Saint-Jean et 52 sur le quartier Cévennes ; en contrepartie quelques 250 logements seront reconstruits dont 46 sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle, le solde hors QPV ;
- la requalification de quelques 1 300 logements locatifs sociaux, situés pour l'essentiel sur les quartiers Rénovation, Prés Saint-Jean et Cauvel-La Royale ;
- la résidentialisation de 980 logements sociaux dont 400 sur le quartier Cauvel-La Royale, 292 sur Les Prés Saint-Jean et 137 sur Les Tamaris.

La problématique de résorption de l'habitat privé indigne sera traitée, sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle, dans le cadre de l'OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès.

### > Le contrat de ville de la Communauté de communes du Pays Grand Combien

Le contrat de ville du Pays Grand Combien (signé antérieurement à la fusion de la Communauté de communes avec Alès Agglomération le 1<sup>er</sup> janvier 2017) porte sur les deux quartiers prioritaires de La Grand Combe à savoir « Centre-Ville – Arboux » et « Trescol – La Levade ».

Ce document souligne la complexité de la problématique du logement à laquelle est confrontée la collectivité : *« La non décence d'un grand nombre de logements privés et l'activité difficilement contrôlable de marchands de sommeil ajoutent une problématique de logement et de parcours résidentiels particulièrement difficiles à canaliser. Le nombre de logements, la faiblesse des loyers, la qualité supposée du cadre de vie favorisent par ailleurs l'arrivée de nouveaux habitants souvent déjà précarisés, n'ayant pas les ressources pour s'installer durablement. La Ville connaît par conséquent un turn-over immobilier de locataires et de propriétaires pauvres très significatif qui accentue l'ensemble des fragilités »* (Source : Contrat de Ville Pays Grand Combien).

Les données les plus récentes relatives à la ville de La Grand Combe confirment cette problématique avec, pour rappel :

- une population économiquement fragile : un revenu annuel médian par unité de consommation le plus faible de toutes les communes de l'Agglomération ; 41% des ménages sous le seuil de pauvreté ; près de 9 ménages sur 10 éligibles au logement social, 1 sur 2 au logement très social ;
- un parc locatif social très important : 1 085 logements HLM au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ( RPLS 2020) dont près d'un quart vacants ou vides ; 45% de logements HLM au sein du parc de résidences principales ;
- un nombre de logements vacants important (644 logements vacants recensés par l'INSEE 2017 soit

- 21% du parc de logements) ;
- un parc ancien important (52% des résidences principales construites antérieurement à 1945) et globalement en état médiocre avec 34% de logements privés potentiellement indignes.

Les deux enjeux majeurs identifiés en matière d'habitat par le Contrat de Ville de l'ex- Communauté de communes du Pays Grand Combien restent ainsi totalement d'actualité ; ils concernent à la fois :

- le parc privé, avec la lutte contre le parc indigne ou non décent ;
- le parc public, avec le renforcement de la mixité sociale et l'adaptation des politiques de peuplement.

Sur le quartier « Trescol-La Levade », sinistré sur le plan socio-économique, Habitat du Gard a programmé la démolition de 70 logements et la réhabilitation du reste de son parc. Mais sur ce quartier, l'enjeu porte également sur la réhabilitation du parc privé (qui représente globalement 60% du parc de logements) et la mobilisation des outils de lutte contre l'habitat indigne et de requalification des copropriétés dégradées (voir chapitre 6 – Volet copropriétés).

Sur le quartier « Centre-ville-Arboux », Habitat du Gard a programmé la démolition de 66 logements et la réhabilitation de 219 autres (dont 59 sur l'Arboux et 150 sur le centre-ville).

-



## 3.4 – La production de logements neufs

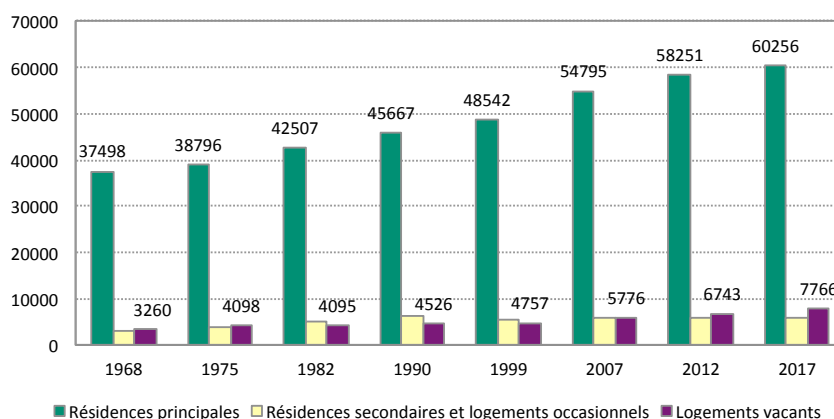
### 3.4.1 - Evolution récente du parc de logements

L'essentiel de la croissance du parc de logements sur les 10 dernières années a été portée par le parc de résidences principales d'une part et le parc de logements vacants d'autre part, avec :

- 546 résidences principales supplémentaires en moyenne par an entre 2007 et 2017, bien en deçà de l'objectif de 1 500 logements supplémentaires fixé par le SCOT Pays Cévennes ;
- près de 200 logements vacants supplémentaires en moyenne par an entre 2007 et 2017.

Evolution des composantes du parc de logements d'Alès Agglomération entre 1968 et 2017

Source : INSEE



### 3.4.2 – Construction neuve

#### > 560 logements neufs construits en moyenne par an sur 2016-2018

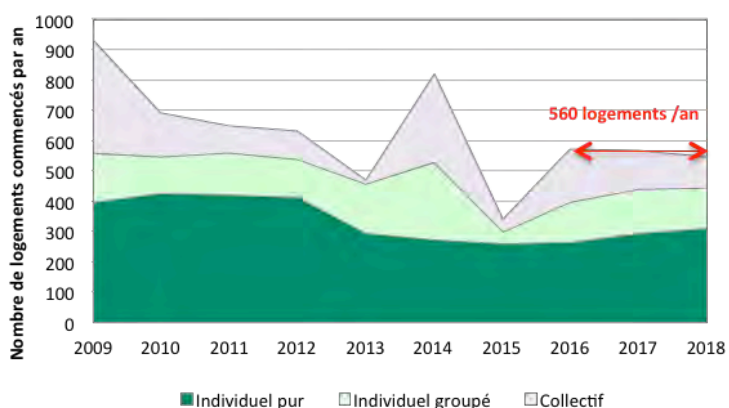
**Quelques 6 234 logements ont été mis en chantier sur le territoire d'Alès Agglomération entre 2009 et 2018, soit 623 logements en moyenne par an** (Source : SITADEL) ; ce décompte porte exclusivement sur les logements « familiaux » et exclut les quelques 307 logements produits en résidences (dont résidences étudiantes), essentiellement sur Alès et Saint-Christol-lès-Alès.

Globalement, la construction neuve suit une courbe descendante depuis 2009, du fait notamment de la forte diminution de la production de logements collectifs qui, hors année exceptionnelle (292 logements collectifs mis en chantier en 2014), est progressivement passée de près de 400 logements par an en 2009 à 130 en moyenne par an sur les 3 dernières années 2016-2018.

La production de logements individuels - individuels purs et individuels groupés confondus – a également enregistré un certain ralentissement, mais nettement moins marqué : elle est ainsi passée de 560 logements en moyenne par an entre 2009 et 2012 à 430 logements en moyenne par an entre 2016 et 2018.

### Evolution de la construction neuve sur Alès Agglomération entre 2009 et 2018

Source : SITADEL 2



Sur les trois années 2016-2018, la production n'a plus été que de 560 logements en moyenne par an, bien en deçà de l'objectif de 1 500 logements fixé par le SCOT Pays Cévennes. L'indice de construction neuve - de 4,4 logements produits en moyenne par an pour 1 000 habitants - est néanmoins comparable à la moyenne départementale.

#### > Une construction neuve largement portée par la ville centre d'Alès et la première couronne

Sur les 6 234 logements – hors résidences - mis en chantier sur le territoire d'Alès Agglomération entre 2009 et 2018, plus de 70% l'ont été sur la ville centre d'Alès et sa première couronne.

#### Construction neuve sur chacun des secteurs de l'Agglomération (hors résidences)

	Construction neuve 2009-2018	Part de la construction neuve sur 2009-2018
Alès	2 021	32,4%
Couronne péri-urbaine	2 401	38,5%
Plaine	596	9,6%
Bassin Sud	535	8,6%
Bassin La Grand Combe	351	5,6%
Bassin Anduze / SJG	277	4,4%
Nord Cévennes	53	0,9%
<b>Alès Agglomération</b>	<b>6 234</b>	<b>100,0%</b>

Source : SITADEL

Avec près de 40% des logements neufs de l'Agglomération, la couronne périurbaine d'Alès est le secteur le plus dynamique en terme de construction ; Saint-Privat-des-Vieux, avec près d'une cinquantaine de logements neufs mis en chantier en moyenne chaque année, Saint-Christol-lès-Alès et Saint-Hilaire-de-Brethmas sont les communes qui, hors Alès, portent la production la plus importante. La typologie de logement est très largement individuelle avec 63% d'individuel pur et 22% d'individuel groupé pour seulement 12% de logements collectifs.



Les deux secteurs Sud de l'Agglomération – Plaine et bassin Sud – portent chacune près de 9% de la construction neuve de l'Agglomération mais répartie sur un nombre de communes bien différents (20 communes pour la Plaine et 7 seulement pour le bassin Sud) ; deux communes du bassin Sud sont particulièrement dynamiques : Boisset-et-Gaujac (20 logements neufs par an) et Ribaute-les-Tavernes (14 logements neufs par an). Là encore, la production est quasi-exclusivement individuelle.

Les trois autres secteurs de la Communauté d'Agglomération ne portent qu'une fraction très limitée de l'ordre de 10%, de la production de logements neufs du territoire ; cette production est concentrée sur un nombre limité de communes plus dynamiques :

- Anduze qui avec 14 logements neufs en moyenne par an concentre la moitié de la production du bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard ;
- Les Mages qui avec une dizaine de logements neufs en moyenne par an porte plus d'un quart de la production du bassin de La Grand Combe, la production sur la ville de La Grand Combe étant quant à elle pratiquement atone (avec 3 logements neufs mis en chantier en moyenne par an).

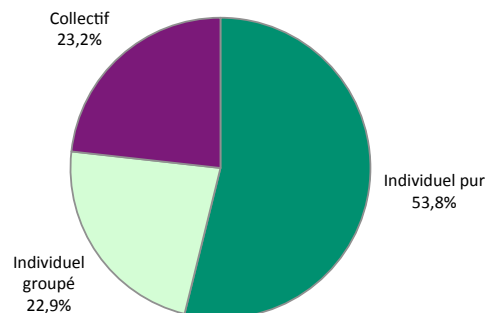
La production sur le secteur Nord Cévennes est quant à elle très faible, la construction neuve étant de fait limitée soit par le Règlement National d'Urbanisme (qui s'est jusqu'à présent imposé sur 5 des 7 communes du secteur), soit par les contraintes naturelles (topographie, inondation, accès...).

### > Une construction neuve largement dominée par le modèle individuel

Sur les 6 234 logements mis en chantier sur le territoire d'Alès Agglomération entre 2009 et 2018, **près de 80% sont des logements individuels et plus de la moitié des logements de type pavillonnaire** (individuel pur).

Répartition de la production de logements neufs par typologie sur la période 2009-2018

Source : SITADEL





## 4 - Le parc locatif social d'Alès Agglomération

---

### 4.1 - L'offre locative sociale publique

#### Avant-propos :

#### Comment comptabiliser les logements locatifs sociaux ?

Le Recensement du Parc Locatif Social (RPLS) comptabilise les logements sociaux à caractère public dits « ordinaires » ou « familiaux », à l'exclusion des logements foyers (dont les EHPAD) qui ont pourtant bénéficié des mêmes financements.

Le décompte réalisé sur les communes soumises à l'article 55 de la Loi SRU additionne quant à lui les logements locatifs sociaux familiaux (RPLS), les logements privés conventionnés, les logements ou les lits foyers financés en LLS (comptabilisés 1 pour 3), les terrains locatifs familiaux prévus au Schéma départemental d'accueil des gens du voyage et, sous conditions, les logements PSLA et les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire.

Il en résulte un écart qui peut être significatif.

Les analyses qui suivent, conduites à partir de l'analyse du RPLS, traitent donc exclusivement, sauf indication, du logement locatif social public « familial ». Un complément est néanmoins apporté, pour les communes concernées, sur l'état et l'évolution du parc social comptabilisé au titre de la Loi SRU.

#### Comment apprécier la vacance et le taux de logements locatifs sociaux ?

Les taux de vacance publiés habituellement prennent uniquement en compte les logements vacants « proposés à la location ». Or le RPLS inclut également des logements « hors service », vidés le plus souvent dans la perspective d'une démolition. Ces deux catégories doivent être prises en compte pour apprécier le taux réel d'inoccupation du parc à l'instant T (voir chapitre ci-après sur la vacance au sein du parc locatif social).

De la même manière, le taux de logements locatifs sociaux (LLS) est habituellement calculé (y compris dans le cadre SRU) en prenant en compte la totalité des logements sociaux, vides ou occupés. Or lorsqu'on calcule ce taux par rapport aux résidences principales, qui sont par définition occupées, seuls les LLS occupés devraient être pris en considération. En appliquant cette méthode, on obtient des taux de LLS inférieurs mais cohérents avec les chiffres publiés par l'INSEE. Pour nous conformer aux usages, nous utiliserons selon les chapitres les deux modes de calcul.

Commune	Parc locatifs des bailleurs sociaux			Taux de vacance / parc offert à la location	Taux vacants+vides / parc total
	Parc total	Logements vacants	Logements vides		
ALES	6725	308	319	5,1%	9,3%
ANDUZE	95	9	0	9,5%	9,5%
BOISSET-ET-GAUJAC	54	1	0	1,9%	1,9%
BOUCOIRAN-ET-NOZIERES	7	2	0	33,3%	28,6%
BRANOUX-LES-TAILLADES	69	16	1	23,5%	24,6%
BRIGNON	22	0	2	0,0%	9,1%
CENDRAS	338	49	9	15,5%	17,2%
GENOLHAC	22	3	0	18,8%	13,6%
GRAND-COMBE	1085	222	35	20,1%	23,7%
LAMELOUZE	2	1	0	50,0%	50,0%
LAVAL-PRADEL	8	0	1	0,0%	12,5%
LEZAN	14	1	0	7,1%	7,1%
MAGES	5	0	0	0,0%	0,0%
MARTINET	42	2	7	5,7%	21,4%
PORTES	27	0	13	0,0%	48,1%
ROUSSON	27	0	0	0,0%	0,0%
SAINT-CHRISTOL-LES-ALES	185	4	2	2,2%	3,2%
SAINT-FLORENT-SUR-AUZONNET	135	4	2	3,0%	4,4%
SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS	110	3	2	2,8%	4,5%
SAINT-JEAN-DE-VALERISCLE	10	1	0	10,0%	10,0%
SAINT-JEAN-DU-GARD	111	16	37	21,9%	47,7%
SAINT-JEAN-DU-PIN	38	0	0	0,0%	0,0%
SAINT-JULIEN-LES-ROSIERS	12	0	0	0,0%	0,0%
SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES	323	39	15	13,2%	16,7%
SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX	129	4	0	3,3%	3,1%
SALINDRES	261	10	0	4,1%	3,8%
SALLES-DU-GARDON	457	35	5	7,7%	8,8%
THOIRAS	6	0	0	0,0%	0,0%
VEZENOBRES	52	0	4	0,0%	7,7%
<b>Total ALES AGGLOMERATION</b>	<b>10371</b>	<b>730</b>	<b>454</b>	<b>7,8%</b>	<b>11,4%</b>

Source : RPLS 2020

#### 4.1.1 - Une proportion élevée de logements locatifs sociaux publics

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, Alès Agglomération comptait 10 371 logements locatifs sociaux publics (RPLS 2020), désignés par la suite sous le signe LLS.

Ce volume de LLS (qui inclut de fait des logements vacants) représente **17,2% des résidences principales de l'Agglomération** (INSEE 2017) soit un taux supérieur à celui de Nîmes Métropole (16,1%), et très nettement supérieur aux moyennes départementale (12,5%) et régionale (11,3%).

Si l'on retire du décompte RPLS les logements vacants et les logements vides, les LLS ne représentent plus que 15% des résidences principales d'Alès Agglomération.

	Nombre de LLS	Taux d'équipement (RP 2017)
Occitanie	304412	11,30%
Gard	41731	12,50%
CA Ales Agglomération	10371	17,20%
CA Nîmes Métropole	18609	16,10%
CA Gard Rodanien	3965	12,20%
CA Carcassonne Agglo	6425	12,40%
CA Sète Agglo Méditerranée	7493	12,80%
CA Béziers Méditerranée	8346	14,50%
CA Grand Narbonne	8043	13,10%

Source : RPLS 2020 et INSEE 2017

#### 4.1.2 - Une offre très inégalement répartie

La répartition des logements locatifs sociaux publics (LLS) sur Alès agglomération est le reflet du passé industriel et minier du territoire

**La ville centre d'Alès regroupe à elle seule 6 725 LLS, soit 65% du parc de l'agglomération.** Ce parc est concentré historiquement sur trois grands quartiers bâtis entre 1958 et 1975 - les Prés Saint-Jean, les Cévennes et le centre-ville (quartier de rénovation urbaine des années 1960) - et s'inscrit largement dans le cadre du NPNRU engagé fin 2019.

Les LLS, vacants inclus, représentent ainsi **32,2% des résidences principales d'Alès** (INSEE 2017), 29,2% si l'on exclut les logements vacants et les logements vides (308 logements vides qui correspondent notamment aux logements en attente de démolition dans le cadre du NPNRU).

**La part relative du parc LLS d'Alès s'est réduite depuis le précédent PLH** (elle était en effet de 85% en 2012), essentiellement en raison de l'élargissement du périmètre de l'Agglomération et de l'intégration des **communes de l'ancienne Communauté de communes du Pays Grand Combien** qui offrent un parc de LLS relativement important :

- La Grand Combe : 1 085 LLS, soit 45,4% du parc de résidences principales de la commune,
- Les Salles du Gardon : 457 LLS, soit 39,8% du parc de résidences principales de la commune,
- Cendras : 338 LLS soit 39,0% du parc de résidences principales de la commune,
- Saint-Florent-sur-Auzonnet : 135 LLS soit 22,9% du parc de résidences principales de la commune.

Au total ces quatre communes de l'ancienne Communauté de communes du Pays Grand Combien regroupent 2 015 LLS soit près de 20% du parc locatif social public d'Alès Agglomération. Les LLS représentent dans ces communes une part considérable des résidences principales, mais avec un taux élevé de logements inoccupés (vacants ou vides) ; c'est notamment le cas sur La Grand Combe où 257 LLS, soit près d'un quart du parc HLM, sont inoccupés.

**Les autres communes disposant d'un parc LLS significatif sont :**

- **les pôles cévenols** : Anduze (95 logements), Saint-Jean-du-Gard (111 logements) ;
- **Salindres**, site industriel majeur (261 logements) ;
- **les communes péri-urbaines les plus proches d'Alès, notamment celles soumises à la loi SRU** : Saint-Christol-les-Alès (185 logements) et Saint-Martin-de-Valgalmès (323 logements).

**Au total, 29 communes possèdent des logements locatifs sociaux publics, tandis que 43 n'en comptent aucun.** 16 de ces 44 communes disposent par contre de logements privés conventionnés, mais en nombre limité (1 à 8 logements). Ce parc locatif social privé – qui s'élève à 657 logements à l'échelle d'Alès Agglomération (donnée 2018) – est en effet largement concentré sur Alès (305 logements soit 46% du parc), La Grand Combe (85 logements), Anduze (58 logements) et Saint-Jean-du-Gard (68 logements) ; ces 4 communes comptabilisent à elles seules quelques 516 logements locatifs privés conventionnés soit près de 80% du parc total recensé sur l'Agglomération.

#### 4.1.3 - Un niveau de vacance élevé et une fraction du parc « hors service »

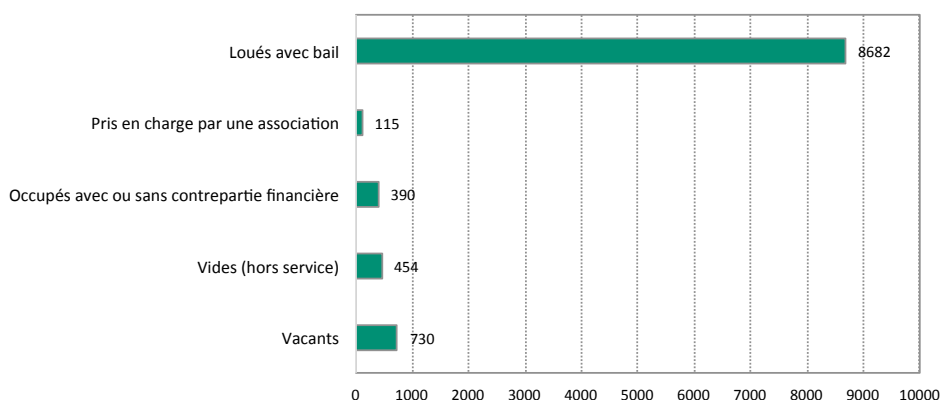
##### > Un taux de vacance proche de 8%

Le RPLS classe le parc HLM en 5 catégories, dont une catégorie « vide » qui correspond principalement à la vacance provoquée dans le cadre de projets de renouvellement urbain.

Le RPLS 2020 recense 730 logements vacants sur un total de 10 371 LLS et de 9 412 LLS « offerts à la location ». Le taux de vacance, défini comme le nombre de logements vacants sur le nombre total de logements proposés à la location (hors logements vides pour des raisons techniques) atteint ainsi 7,8% au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Occupation des logements sociaux familiaux Alès Agglomération

Source : RPLS 2020

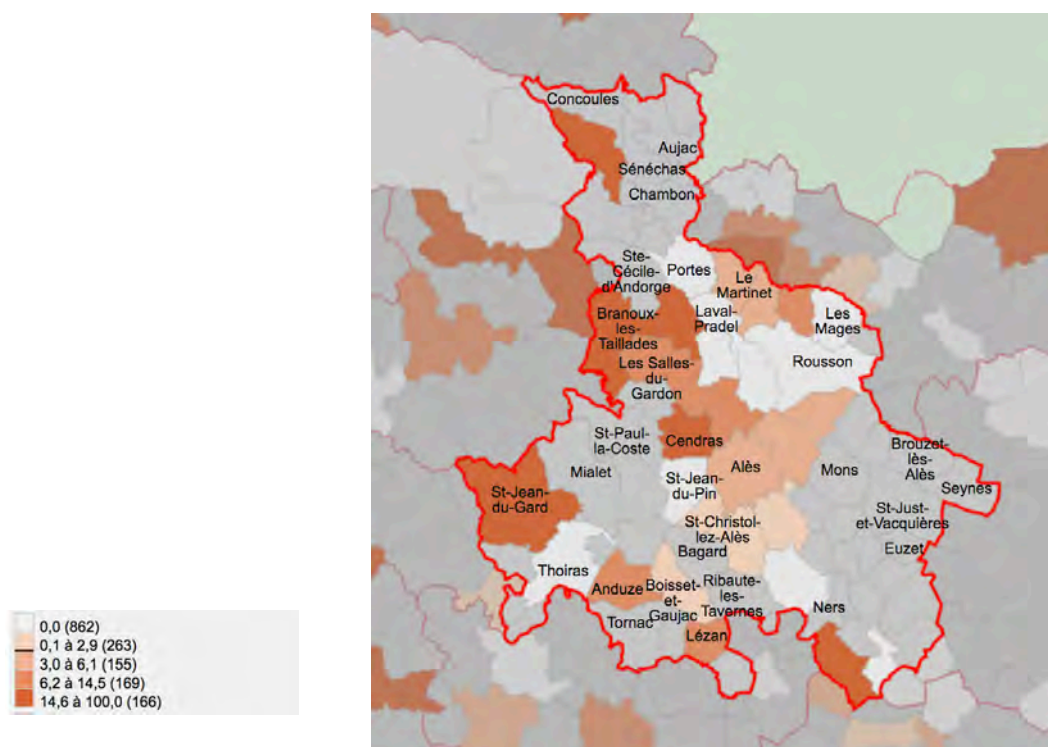


**Le taux de vacance du parc LLS d'Alès Agglomération est élevé en comparaison des taux de vacance enregistrés sur le Département du Gard (5,2%), Nîmes Métropole (3,8%) ou le Gard Rhodanien (5,6%).**

Il est particulièrement important sur Saint-Jean-du-Gard où près de la moitié du parc offert à la location est vacant, mais également à Branoux-les-Taillades et La Grand Combe où pratiquement un logement LLS sur 4 offert à la location est vacant, conséquence d'un parc hypertrophié, en partie obsolète et d'une demande atone.

A l'inverse, la vacance reste faible sur les communes péri-urbaines et sur la partie Sud de l'agglomération, « contenue » sur la ville centre d'Alès.

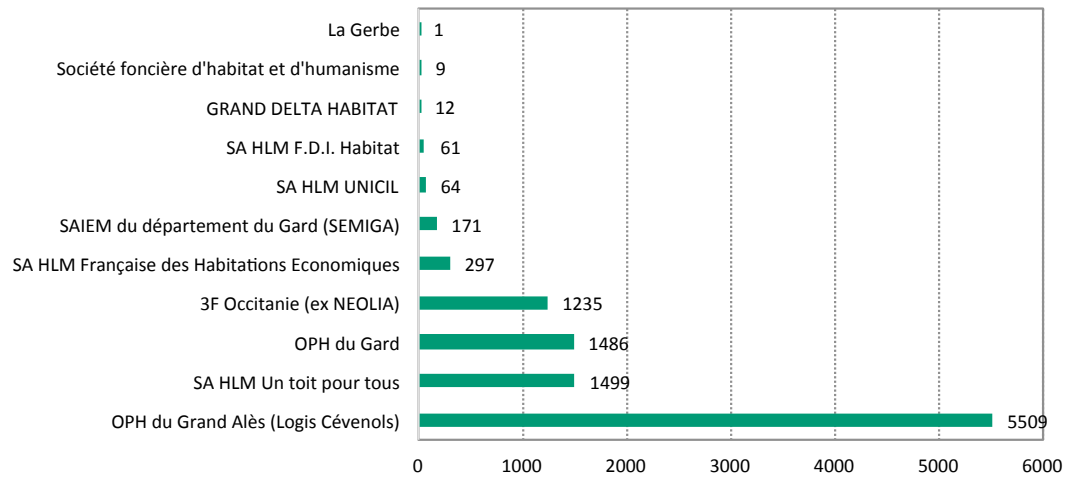
**Le taux de vacance qui a fortement augmenté entre 2014 et 2018 (de 4,7% au 01/01/2014 à 8,2% au 01/01/2018), tend à se stabiliser sur les dernières années.**



Taux de vacance des LLS familiaux – Source : Picto Stat RPLS 2020

### > Un parc « hors service » important

**Au parc vacant s'ajoute un nombre important de logements « hors service »**, non reloués dans la perspective de projets de renouvellement urbain. Ce parc est essentiellement concentré sur la ville centre d'Alès : 319 logements soit 70% du parc concerné, y sont recensés, correspondant pour l'essentiel aux logements en attente de démolition dans le cadre du NPNRU ; on constate d'ailleurs qu'avec la mise en œuvre d'opérations de renouvellement urbain, le parc « hors service » d'Alès est en diminution : il était en effet composé de 458 en 2019.

**Nombre de LLS par bailleurs sociaux au 01/01/2019***Source : RPLS 2019*



Le nombre de logements inoccupés (vacants ou vides) implique également de reconsidérer le taux des LLS occupés par rapport au nombre total des résidences principales, notamment pour les communes fortement dotées en logement social :

	Total LLS	Total LLS occupés	RP 2017 (INSEE)	Taux LLS (total) / RP	Taux LLS occupés / RP
<b>ALES AGGLOMERATION</b>	10371	9187	60257	17,2%	15,2%
<b>Alès</b>	6725	6098	20887	32,2%	29,2%
<b>La Grand Combe</b>	1085	828	2392	45,4%	34,6%
<b>Cendras</b>	338	280	867	39,0%	32,3%
<b>Les Salles-du-Gardon</b>	457	417	1149	39,8%	36,3%

Source : RPLS 2020 - INSEE 2017 - LLS occupés = total LLS - vacants - vides

Le taux de LLS occupés (hors vacants et vides) n'est ainsi plus que de 15,2% des résidences principales sur Alès Agglomération dans son ensemble, 29,2% sur Alès, 34,6% sur La Grand Combe, 32,3% sur Cendras et 36,3% sur Les Salles-du-Gardon. La différence avec le taux calculé sur la base du parc total de LLS (incluant les logements inoccupés) est ainsi comprise entre 3 points sur Alès et 10,8 points sur La Grand Combe, où pratiquement un quart du parc HLM est inoccupé.

#### 4.1.4 - Quatre opérateurs historiques très présents

**L'analyse du parc des bailleurs sociaux porte sur le parc RPLS 2019 (non actualisé 2020).**

**Logis Cévenols (OPH du Grand Alès) est le principal opérateur social d'Alès Agglomération**, avec 5 509 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2019, soit près de 53% du parc total de l'Agglomération. Il possède 82% du parc de la ville d'Alès, mais reste peu implanté sur les autres communes, malgré un effort récent de diversification.

Trois autres opérateurs occupent une place importante depuis l'élargissement de l'Agglomération à 72 communes, avec plus de 1 000 logements chacun :

- 1 486 logements pour Habitat du Gard, opérateur public du Département du Gard, fortement implanté sur le bassin de La Grand Combe et sur Salindres ;
- 1 235 logements pour 3F Occitanie, repreneur du parc de Neolia (ancien parc des Houillères), et en conséquence bien implanté sur le bassin de La Grand Combe mais également sur Alès ;
- 1 499 logements pour Un Toit pour Tous, SA HLM implantée sur Alès, Cendras, Saint-Florent-sur-Auzonnet mais également sur plusieurs communes de la couronne péri-urbaine (Saint-Martin-de-Valgalgues, Saint-Christol-les-Alès) et Saint-Jean-du-Gard.

La prédominance de Logis Cévenols se retrouve dans la production récente : sur les 231 nouveaux logements mis en service entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 1<sup>er</sup> janvier 2019, 130 soit plus de la moitié sont propriété de Logis Cévenols, 72 de l'OPH du Gard et 29 de la SA HLM Un Toit pour Tous.

Les autres opérateurs présents sur le territoire sont, par ordre décroissant du nombre de leurs logements :

- SFHE (297 logements)
- SEMIGA (171 logements)
- Unicil (64 logements)
- FDI Habitat (61 logements)
- Grand Delta Habitat (12 logements)
- Habitat et Humanisme (9 logements)
- La Gerbe (1 logement)

#### 4.1.5 - Un parc majoritairement situé en Quartiers Politique de la Ville

Trois communes de l'Agglomération comptent un ou plusieurs Quartiers Politique de la Ville :

- quartier Près Saint-Jean – Cévennes – Tamaris – Cauvel La Royale – Rochebelle – Centre Ville sur Alès ;
- centre ville sur Anduze ;
- centre ville - Arboux et Trescol-La Levade sur La Grand Combe.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, 5 823 LLS, soit 56% du parc total, étaient situés en Quartiers Politique de la Ville.** Cette proportion atteignait 72% à Alès (4 885 logements en QPV), 75% à la Grand Combe (843 logements en QPV) et 100% à Anduze (la totalité des 95 logements que compte la commune étant situé en centre-ville classé en QPV). Le nombre de LLS en Quartiers Politique de la Ville a légèrement diminué au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : leur nombre n'est plus que de 5 633, en lien avec les démolitions opérées sur Alès ((4 718 logements en QPV au RPLS 2020) et dans une moindre mesure sur La Grand Combe (820 logements en QPV au RPLS 2020).

Sur Alès, les quartiers des Cévennes et des Près Saint-Jean ont fait l'objet d'actions de renouvellement urbain dans le cadre du premier PNRU. La majeure partie du parc d'habitat social de la ville (sur les quartiers Cévennes et Près Saint-Jean mais également en centre-ville et sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle) s'inscrit aujourd'hui dans le nouveau PNRU qui est entré en phase opérationnelle en 2020.

Le taux de logements inoccupés en Quartiers Politique de la Ville est très supérieur à celui hors QPV tant à Alès (15,2% contre 5,5% en 2019) et à La Grand Combe (34,6% contre 8,5% en 2019) ; à Anduze en revanche, les LLS, tous situés en QPV, sont occupés à 96% (4 logements vacants seulement recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2019).

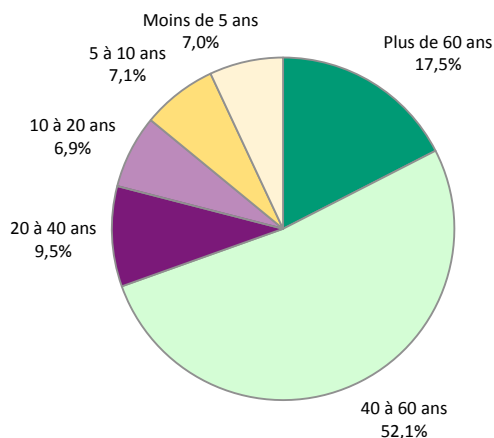
#### 4.1.6 - Un parc ancien voire très ancien nécessitant de fait des réhabilitations et mises aux normes lourdes

**Le parc de logements locatifs sociaux publics d'Alès Agglomération se caractérise par son ancienneté :** près de 70% des LLS recensés sur l'Agglomération au RPLS 2019 ont été construits depuis plus de 40 ans (soit avant 1980), 17,5% depuis plus de 60 ans (soit avant 1960), contre respectivement 51% et 9% sur le département du Gard dans son ensemble. L'âge moyen du parc LLS s'établit ainsi à 45,5 ans, contre 37,8 en moyenne départementale.

A l'autre extrémité du spectre, 1 454 logements soit 14% du parc ont été construits depuis 2009.

**Répartition du parc de LLS d'Alès Agglomération par tranche d'âge au 01/01/2015 (année de construction)**

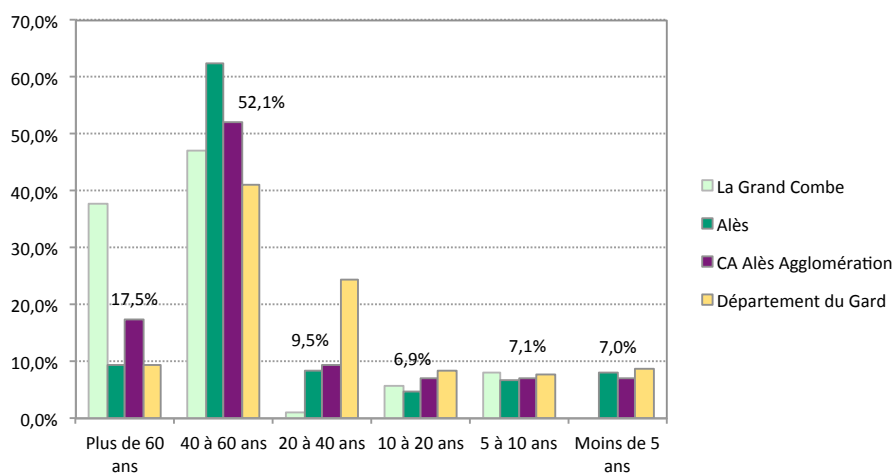
Source : RPLS 2019



La proportion de logements antérieurs à 1980 – donc de plus de 40 ans - atteint 72% sur Alès et 85% sur La Grand Combe ; sur cette commune, près de 38% des logements locatifs sociaux publics ont été construits avant 1960, pour une part dans les années 1920, pour une autre dans les années 1940.

Répartition du parc de LLS par tranche d'âge au 01/01/2019  
(année de construction)

Source : RPLS 2019



Une part de ce parc ancien a d'ores et déjà fait l'objet de travaux de réhabilitation, notamment thermiques, mais le parc à traiter reste important.

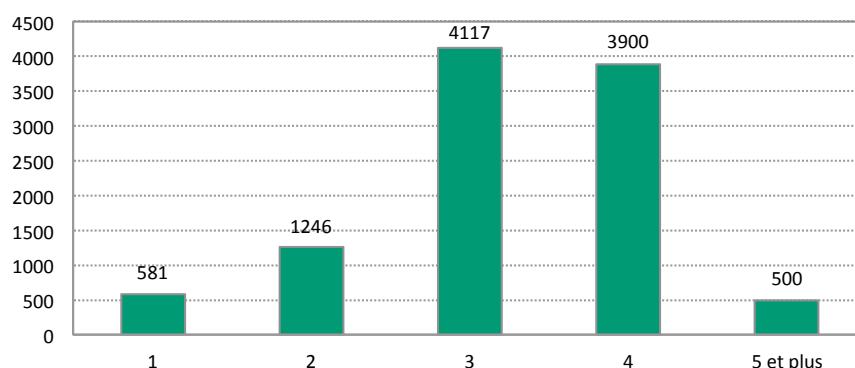
#### 4.1.7 - Des logements anciens aux surfaces souvent minimales

**Le parc locatif social public d'Alès Agglomération 2019 est composé à 90% de logements collectifs**, pour l'essentiel localisés sur la ville-centre d'Alès (où la part des logements sociaux collectifs atteint 93%) et sur La Grand Combe (dont le parc locatif social est quasi-exclusivement composé de logements collectifs).

**Le nombre de pièces par logement se situe dans les normes générales du parc social, avec une dominante de logements de taille intermédiaire (78% de T3/T4), et assez peu de grands logements (moins de 5% de T5 et plus).** Le parc de logements de type T1 (581 logements soit près de 6% du parc) correspond pour partie aux logements étudiants de la Maison de l'IMT Mines d'Alès.

Répartition du parc de LLS en fonction du nombre de pièces  
au 01/01/2019

Source : RPLS 2019



Il convient toutefois de souligner qu'une partie significative du parc LLS de la ville d'Alès (quartier des Prés Saint-Jean notamment) présente des normes dimensionnelles en deçà des minimums actuels ; on comptabilisait ainsi au 01/01/2018, à l'échelle de l'Agglomération, 814 appartements de type 3 de moins de 50 m<sup>2</sup> et 646 appartements de type 3 de 50 à 59 m<sup>2</sup>, alors que la norme actuelle est de 60 m<sup>2</sup>.

Nombre de pièces	Surface habitable							Total général
	Moins de 40 m <sup>2</sup>	40 à 49 m <sup>2</sup>	50 à 59 m <sup>2</sup>	60 à 69 m <sup>2</sup>	70 à 79 m <sup>2</sup>	80 à 89 m <sup>2</sup>	90 m <sup>2</sup> et plus	
1	239	11						250
2	200	435	473	90	11			1 209
3	1	813	646	1 748	719	116	18	4 061
4			81	1 311	1 148	1 100	167	3 807
5				3	64	41	324	432
6 et plus						2	56	58
<b>Total général</b>	<b>440</b>	<b>1 259</b>	<b>1 200</b>	<b>3 152</b>	<b>1 942</b>	<b>1 259</b>	<b>565</b>	<b>9 817</b>

Source : RPLS 2018

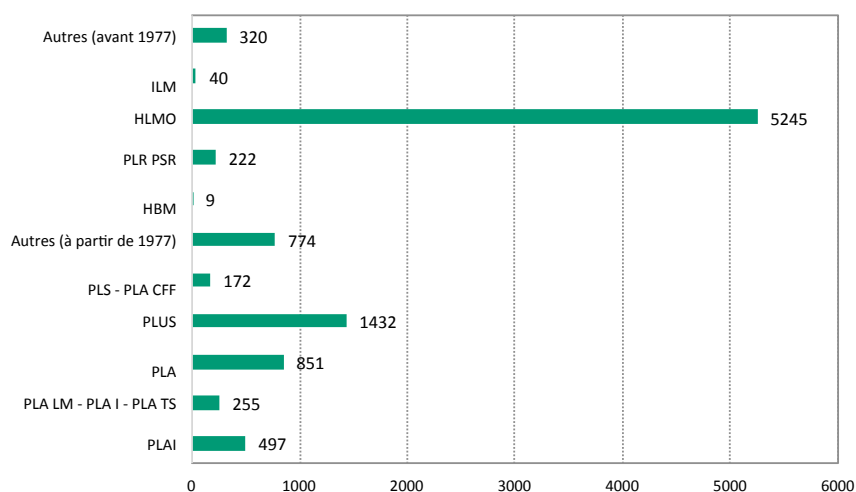
#### 4.1.8 - Des modes de financement révélateurs de l'ancienneté du parc

La grande majorité du parc LLS d'Alès Agglomération est constituée de logements HLM « ordinaires », financés en HLMO (avant 1977), PLA ordinaire ou PLUS. Le parc HLMO, le plus ancien, représentait en 2018, 54% de l'ensemble du parc de l'agglomération et 63% du parc de la ville d'Alès.

La proportion des logements à caractère très social (PLAi, PLA Loyer Minoré, PLA Très Social) n'est que de 7,7% au 01/01/2018 (6,8% sur la base du RPLS 2019) ; cependant, une part très significative du parc HLMO d'Alès (comptabilisé en financement PLUS) peut être considérée aujourd'hui comme un parc très social « de fait », notamment dans le quartier des Prés Saint-Jean où les loyers sont très faibles.

Répartition du parc de LLS d'Alès Agglomération en fonction du mode de financement (en nombre de logements)

Source : RPLS 2018

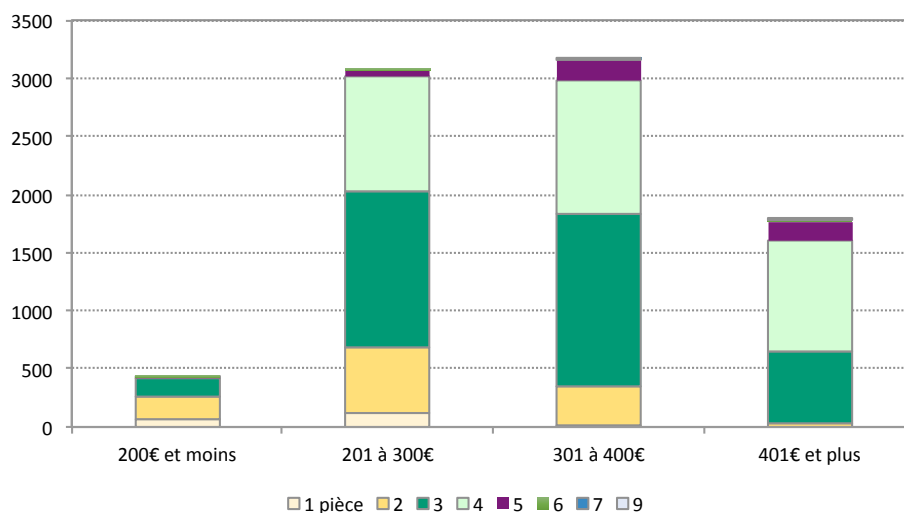


#### 4.1.9 – Des loyers modiques

Selon le RPLS 2018, près de 80% des logements locatifs sociaux familiaux d'Alès Agglomération ont un loyer inférieur à 400 €, répondant aux besoins d'un public très modeste de plus en plus important.

Nombre de logements selon le niveau de loyer et le nombre de pièces

Source : RPLS 2018



Les loyers médians du parc de LLS d'Alès Agglomération sont proches de ceux du parc LLS du Gard Rhodanien (territoire voisin), mais nettement inférieurs, de 9% à 19% selon le type de logement, à ceux de Nîmes Métropole.

Loyers HLM médians comparés 2018

Type de logement	Alès Agglomération	Gard Rhodanien	Nîmes Métropole	Ecart Alès Agglomération / Nîmes Métropole
T2	276 €	258 €	304 €	-9%
T3	305 €	294 €	360 €	-15%
T4	316 €	334 €	383 €	-17%
T5	354 €	389 €	438 €	-19%

Source : ADIL – Observatoire des loyers 2018

#### Focus sur les Quartiers Politique de la Ville

Les loyers médians sur Alès sont globalement comparables à ceux du parc LLS de l'Agglomération, exception faite des T2 et des T5, de 8% inférieurs ; les loyers médians sur le Quartier Politique de la Ville sont globalement comparables aux loyers médians du parc LLS de la ville dans son ensemble.

A l'inverse, les loyers médians sur le QPV d'Anduze sont nettement inférieurs aux loyers médians du parc d'Alès Agglomération, exception faite pour les petits logements (loyer médian supérieur de près de 11% pour un T2).

Enfin, sur le QPV centre-ville-Arboux de La Grand Combe, les loyers médians sont globalement comparables aux loyers médians du parc d'Alès Agglomération, exception faite sur les grands logements dont le loyer médian est de 50% supérieur au loyer médian de l'Agglomération ; les loyers médians sont par contre très nettement inférieurs aux loyers médians de l'Agglomération sur le QPV Trescol – La Levade.

#### Comparaison du niveau des loyers médians

Type de logement	Alès Agglomération	Alès	QPV Alès	QPV Anduze	QPV La Grand Combe Arboux	QPV La Grand Combe Trescol – La Levade
T2	276 €	255 €	263 €	305 €	268 €	
T3	305 €	303 €	297 €	228 €	268 €	231 €
T4	316 €	315 €	311 €	274 €	302 €	264 €
T5 +	354 €	327 €	327 €		527 €	

Source : ADIL – Observatoire des loyers 2018

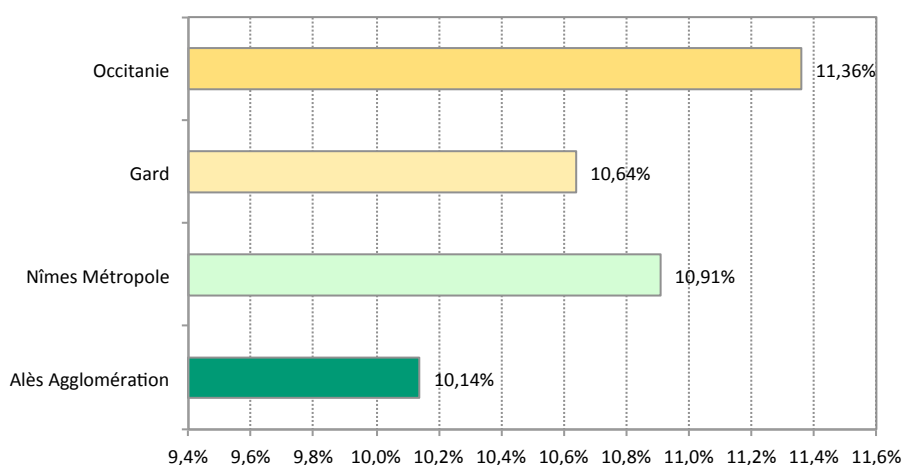
#### 4.1.10 - Un taux de mobilité dans la moyenne départementale

**Le taux de mobilité au sein du parc LLS d'Alès Agglomération<sup>3</sup>, de 10,1% au 01/01/2019, se situe dans la moyenne départementale (10,6%).**

La mobilité n'est toutefois pas directement révélatrice de la tension du marché. Le taux de mobilité au 01/01/2019 est par exemple sensiblement identique entre Alès (10,6%), la Grand Combe (10,1%) où la pression est très faible, et Saint-Christol-les-Alès (9,1%) où la pression est plus forte. D'autres paramètres interviennent en effet sur la mobilité, comme l'âge et la structure des ménages logés.

#### Taux de mobilité au sein du parc de LLS

Source : RPLS 2019



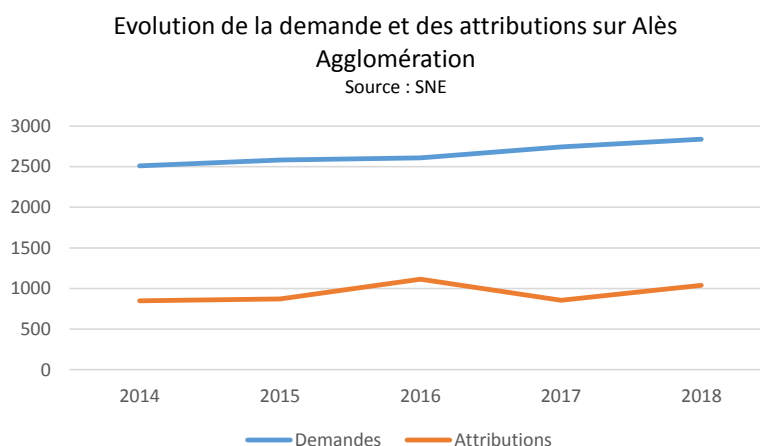
<sup>3</sup> Le taux de mobilité est défini comme le nombre d'emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus / logements proposés à la location depuis un an ou plus

## 4.2 – La demande en logement social

L'analyse de la demande en logement social est basée sur l'exploitation des données du SNE 2014 à 2018.

### 4.2.1 - Un volume de demandes actives en légère progression

Le nombre des demandes actives progresse légèrement sur la période 2014-2018 pour atteindre **2837 demandes fin 2018**. Sur cette même année 2018, 1 039 logements ont été attribués, chiffre également en légère progression.

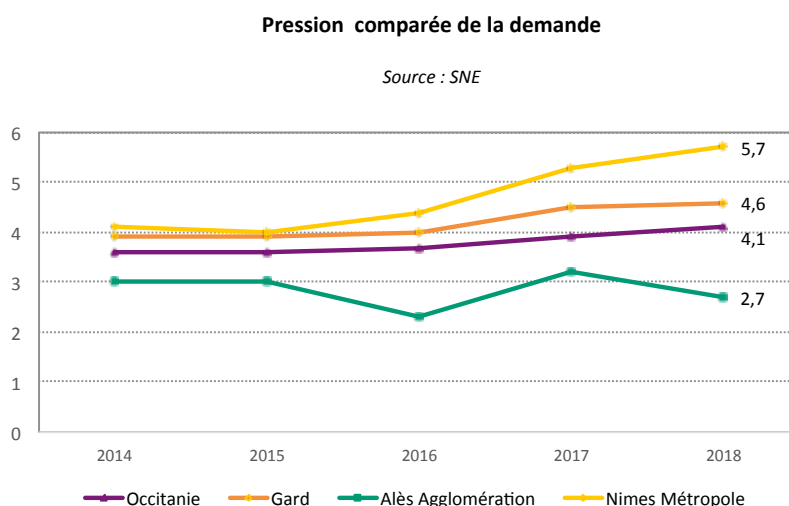


### 4.2.2 - Une pression faible, mais avec des variations locales notables

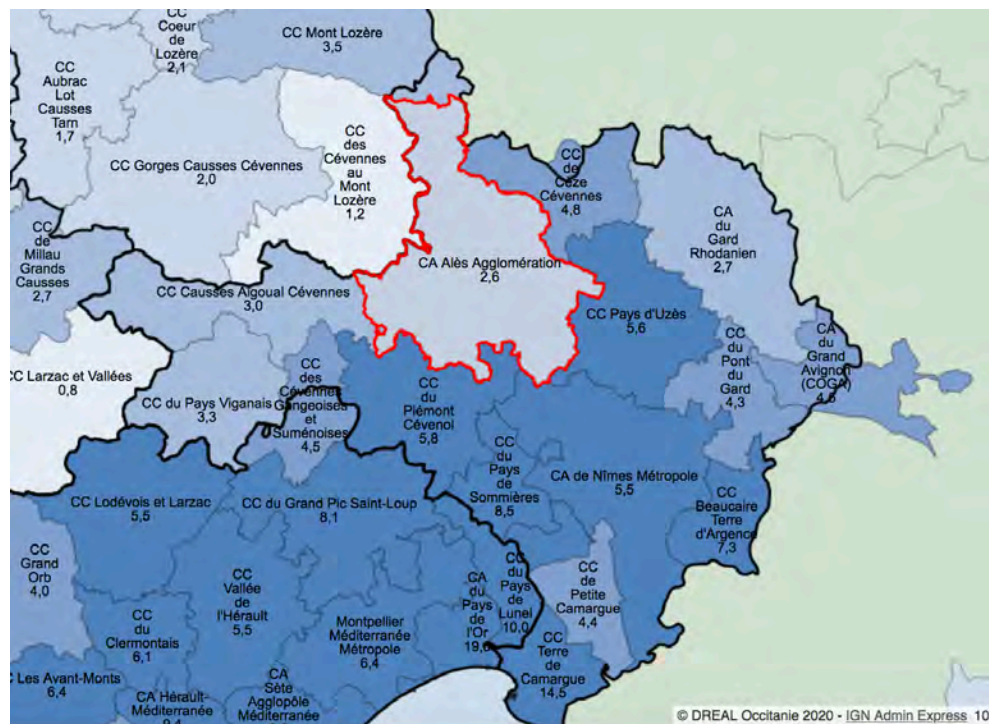
#### > Une pression faible en comparaison des territoires de référence

La pression de la demande est définie comme le rapport entre le nombre de demandes actives et le nombre de logements attribués sur une année.

La **pression de la demande à l'échelle d'Alès Agglomération apparaît faible** (2,7 demandes pour une attribution en 2018, 2,6 en 2019) et en tout état de cause inférieure aux moyennes régionale et départementale.



**Alès Agglomération est l'intercommunalité du Gard où la pression locative sociale est la plus faible ; elle est très en deçà du niveau observé sur Nîmes Métropole (5,5 demandes pour une attribution en 2019) ou sur la Communauté de communes du Pays d'Uzès limitrophe (5,6 demandes pour une attribution en 2019)**



Pression 2019 (demandes / attributions) - Source : Picto stat- RPLS 2020

La pression locative sociale est restée globalement stable sur la période 2014-2019, oscillant entre 2,2 et 3,2 demandes pour une attribution (2,8 en moyenne).

Les demandeurs enregistrés en 2018 attendent en moyenne depuis 12 mois. Les attributaires attendent en moyenne 8 mois pour accéder à un logement social, délai nettement inférieur à ceux enregistrés sur le Gard dans son ensemble (10 mois) et sur Nîmes Métropole (12 mois).

### > Des disparités locales selon un axe Nord-Sud

La pression de la demande à l'échelle communale<sup>4</sup> est la traduction de l'attractivité résidentielle du territoire ; on constate ainsi :

- une pression relativement forte et en progression sur les communes de première couronne et particulièrement sur celles situées au Sud d'Alès : Saint-Christol-les-Alès, Saint-Hilaire-de-Brethmas, cette pression ayant en outre augmenté de façon très notable entre 2016 et 2018 ;
- une pression assez faible sur Alès et les pôles cévenols (Anduze, Saint-Jean-du-Gard) ;
- Une pression très faible sur le bassin de La Grand Combe (La Grand Combe, Les Salles-sur-Gardon, Cendras).

<sup>4</sup> Seules sont mentionnées les communes et les années où plus de 10 logements ont été attribués.



**Pression de la demande entre 2016 et 2018**

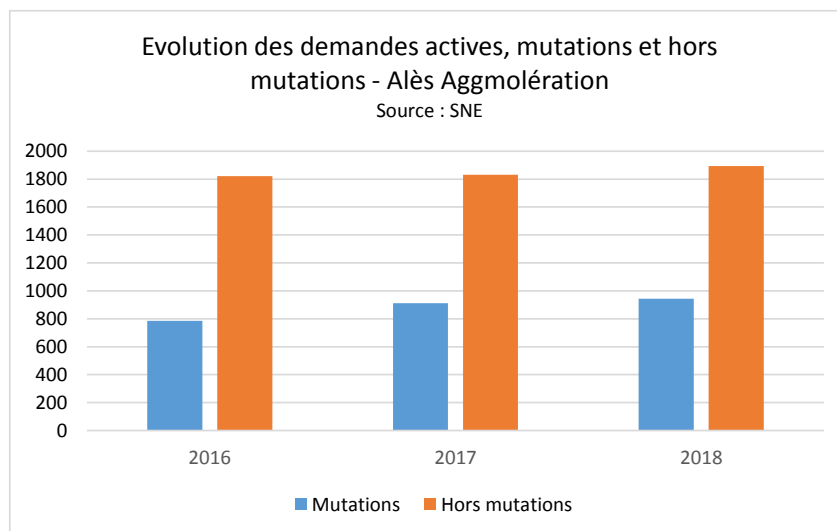
Commune	2016	2017	2018	Moyenne
SAINT-CHRISTOL-LES-ALES	3,8	6,6	5,8	5,4
SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS	3,6	6,3	6,2	5,4
SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX	3,1		4,4	3,8
SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES	2,2	2,5	4,9	3,2
ALES	2,6	3,3	2,7	2,9
ANDUZE	4,5	3,2		2,6
SALINDRES		3,3	4	2,4
SAINT-JEAN-DU-GARD			2,1	2,1
BOISSET-ET-GAUJAC			2,1	2,1
SAINT-FLORENT-SUR-AUZONNET	1,3	1,9	2,1	1,8
LES SALLES-DU-GARDON	1,2	1,8	1,3	1,4
LA GRAND-COMBE	1,2	1,5	1,3	1,3
CENDRAS	0,8	1,5	0,9	1,2

**4.2.3 - Une part croissante de demandes de mutations**

Les demandes de mutations représentent sur la période 2016-2018, près d'un tiers du nombre total de demandes, soit un taux comparable à la moyenne départementale (34%), mais inférieur à celui enregistré sur Nîmes Métropole (37%).

**Les demandes de mutations progressent toutefois plus rapidement que les demandes hors mutations** (+20% pour les demandes de mutations entre 2016 et 2018 contre +4% pour les demandes hors mutations).

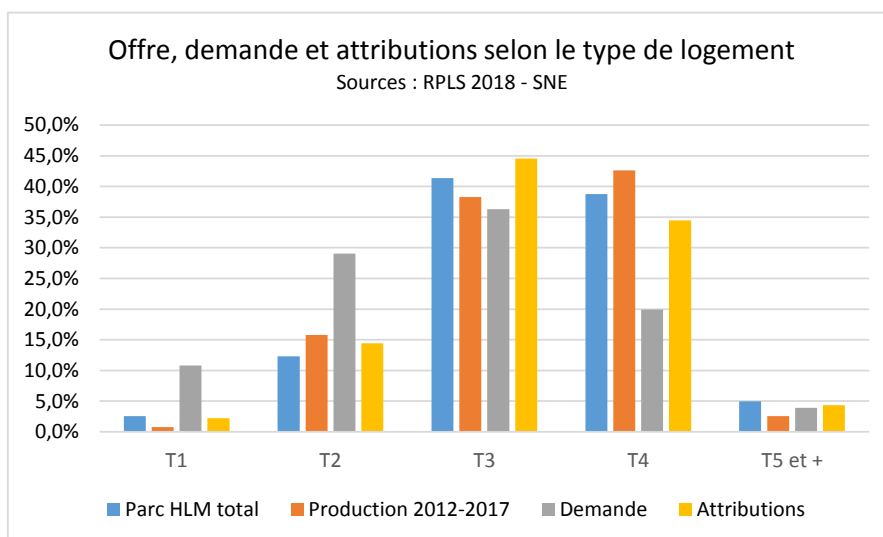
Les demandes de mutations sont un peu moins bien satisfaites que celles hors mutations : en 2018, la pression sur les demandes de mutation était ainsi de 3,0 contre 2,5 pour les demandes hors mutations.

**4.2.4 - Quelques écarts entre la typologie des logements demandés et l'offre disponible**

**Les demandeurs de petits logements sont proportionnellement plus nombreux à la fois par rapport à la structure du parc, à la production récente 2012-2018 (voir ci-après) et aux attributions.**

L'intensité de la demande (nombre de demandes enregistrées pour un logement attribué) est ainsi particulièrement élevée sur les T1 (8,3) et les T2 (5,6), phénomène observé globalement sur l'ensemble du Département du Gard et des intercommunalités du fait de la faiblesse du parc de petits logements sociaux.

Ce décalage n'est pas nécessairement problématique dans la mesure où beaucoup de T3 et T4 ont des normes dimensionnelles réduites et des loyers faibles ; ces logements peuvent ainsi répondre à la demande de personnes seules ou de couples, qui pourront apprécier de pouvoir disposer d'une pièce supplémentaire.



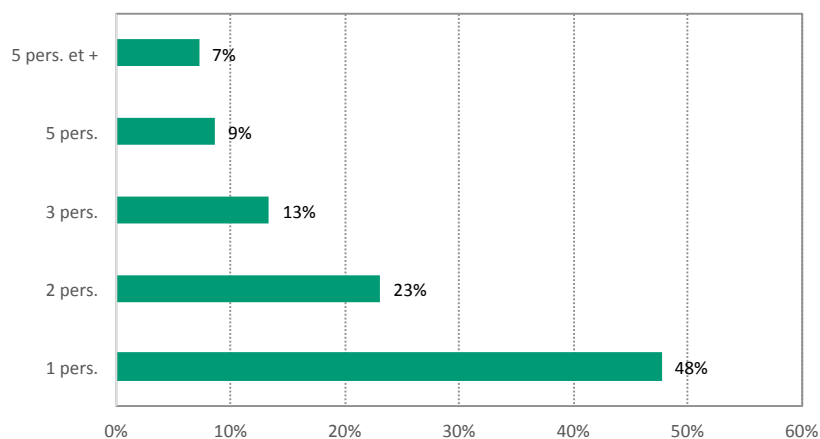
#### 4.2.5 – Profil des demandeurs et caractéristiques de la demande

##### > La taille des ménages demandeurs

La taille des ménages demandeurs est faible avec une prépondérance de personnes seules (près d'un demandeur sur 2), suivies des ménages de 2 puis de 3 personnes.

##### Part des demandeurs selon la taille du ménage

Source : Picto stat - N° unique 2018

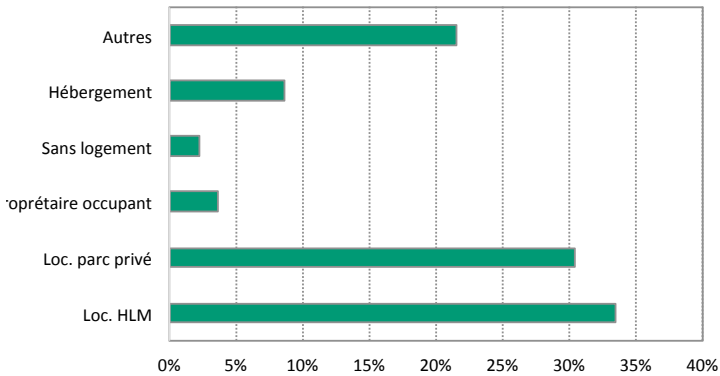


### > Les motifs de la demande

Comme indiqué précédemment, **un tiers environ des demandes sont des demandes de mutations**, les autres émanant préférentiellement de locataires du parc privé (30%).

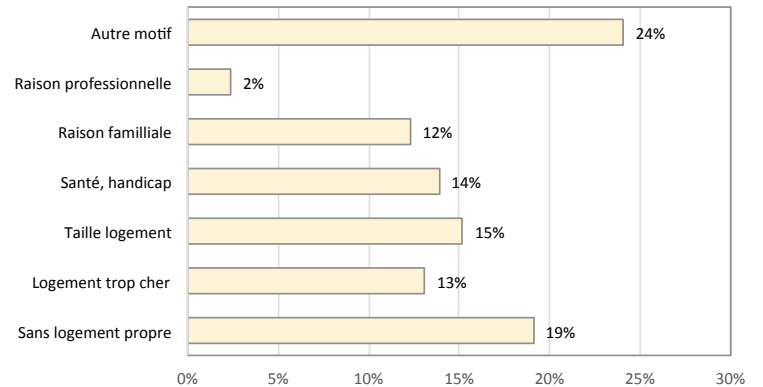
Part des demandeurs selon le logement actuel

Source : Picto stat - Nunique 2018



Part des demandeurs selon le motif de la demande

Source : Picto stat - N° unique 2018



Les motifs de la demande sont dans l'ordre décroissant l'absence de logement (19%), l'inadaptation de la taille du logement (15%), les raisons de santé ou de handicap (14%), le prix trop élevé du logement occupé (13%) ou encore des raisons familiales (12%). Mais dans 24% des cas, les motifs ne sont pas précisés, ce qui rend cette analyse partielle.

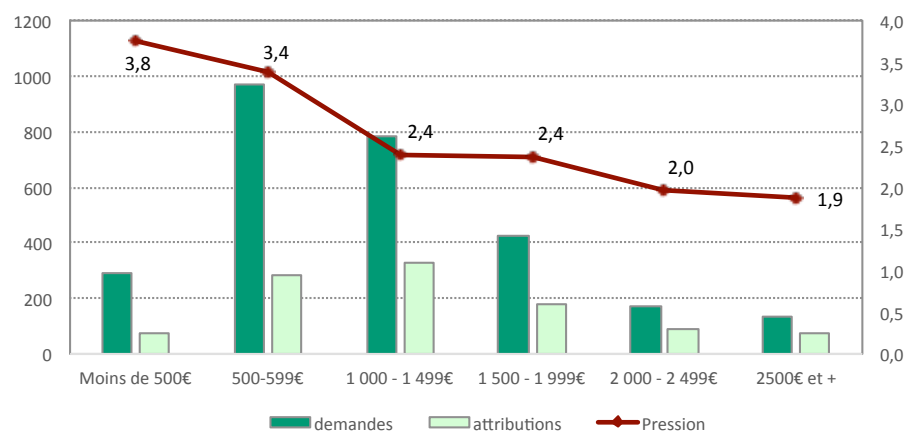
### > Le profil socio-économique des demandeurs

On observe une grande homogénéité entre le profil socio-économique des ménages demandeurs et celui des ménages attributaires : le revenu mensuel moyen par Unité de Consommation des ménages logés est ainsi identique à celui des ménages demandeurs.

On note toutefois que les ménages aux revenus les plus faibles ont comparativement un peu plus de difficultés à se voir attribuer un logement (pression de 3,4 à 3,8 pour les ménages les plus modestes disposant de moins de 1 000 € de revenus mensuels contre 2,00 pour les ménages les plus aisés disposant de plus de 2 000 € de revenus mensuels).

Demandeurs et attributaires selon le revenu du ménage

Source : SNE - 2018



Mais comme le rappelle le document d'orientation de la Conférence Intercommunale du Logement, du fait de la faible tension du marché, « Pour la grande majorité des demandeurs, une solution est trouvée dans des délais raisonnables quelle que soit leur situation : les jeunes ; les ménages âgés ; les ménages sans emploi ou en emploi précaire ; les ménages les plus pauvres. Seules quelques catégories de ménages ont un peu plus de difficultés à trouver un logement : les familles nombreuses (8%) ; les chômeurs (12%) ; les ménages invoquant un motif de demande lié à la santé ou au handicap (13%). Même pour ces demandeurs, des solutions existent et la pression reste raisonnable (pression de l'ordre de 3,5) ».

#### 4.2.6 – Les outils de gestion des attributions

Une première Conférence Intercommunale du Logement a validé fin 2018, le document cadre portant sur le diagnostic de la demande et sur les orientations en matière d'attribution de logements sociaux. Ce document identifie 3 grandes orientations :

##### > Orientation 1 - Une politique d'attribution visant à protéger les secteurs les plus fragiles de l'agglomération

Cette orientation vise à encadrer la menace qui pèse sur le parc en QPV dans un contexte globalement peu tendu : risque de désaffectation de certains secteurs en QPV, perte de recettes pour les bailleurs et donc diminution de la capacité d'investissement sur un parc qui pourrait en avoir besoin.

##### Les objectifs chiffrés en terme d'attributions sont les suivants :

- 25% des baux signés hors QPV en faveur des ménages du 1<sup>er</sup> quartile de ressources (contre 21,7% en 2016) et/ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ;
- 60% d'attributions prononcées en QPV en faveur des ménages des quartiles 2, 3 et 4 – en favorisant les ménages des quartiles 3 et 4 – la première année ; 70% les années suivantes, après validation de la fiabilité et stabilisation du calcul du seuil des quartiles.

##### Autres objectifs :

- Veiller au maintien de la mixité sociale dans les secteurs fragiles hors QPV et en particulier dans le quartier des Promelles à Alès, sur lequel la même logique d'attribution que dans les QPV sera appliquée, en privilégiant autant que possible des ménages ayant un emploi.
- Maîtriser la vacance, via une amélioration de l'efficacité des process d'attribution : rapidité, réactivité, prise en compte au plus près des souhaits des demandeurs.
- Faciliter l'accès au parc social des ménages les plus en difficulté, en veillant à ne pas pénaliser les quartiers fragiles dont les loyers sont les plus faibles.

##### > Orientation 2 - Accompagner la politique d'attribution par un travail sur l'attractivité du territoire

##### Objectifs portant sur l'offre de logements :

- Déconcentrer l'offre au sein des QPV, en cohérence avec le programme de renouvellement urbain.
- Améliorer l'attractivité des résidences restant dans le QPV grâce aux réhabilitations prévues dans le cadre du NPNRU et à des restructurations permettant d'adapter la typologie des logements à la demande.
- Produire du logement social dans les secteurs sur lesquels la pression de la demande est plus forte (couronne Sud-Ouest de l'agglomération), accompagner le mouvement Nord-Sud des parcours résidentiels.

**Objectifs portant sur l'amélioration de la qualité de vie**

- Renforcer la gestion sociale et urbaine de proximité.
- Améliorer la qualité des espaces publics et de l'offre de services et équipements.

**> Orientation 3 – Organiser le partenariat pour capter une demande plus large et plus diverse****Objectifs**

- Mettre en place un schéma d'accueil et d'information sur le territoire de l'Agglomération (selon des modalités qui seront définies par le Plan Partenarial de Gestion de la Demande).
- Impulser une approche commerciale proactive sur le parc de logements sociaux de l'agglomération de façon à toucher une clientèle plus large et plus diverse.
- Améliorer le repérage des demandeurs salariés, en lien avec Action Logement Service.

**4.3 – L'évolution récente du parc de logements locatifs sociaux****4.3.1 – Une évolution du parc à appréhender avec prudence**

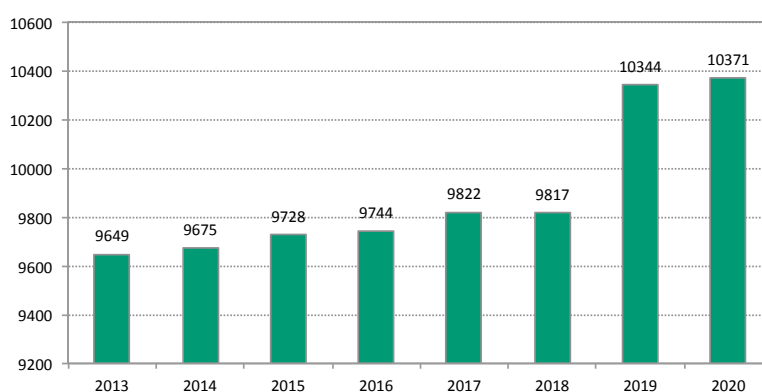
**Le parc locatif social HLM d'Alès Agglomération est resté pratiquement stable entre 2013 et 2018, du fait des opérations de renouvellement urbain :** les livraisons de nouveaux logements (près de 660) ont ainsi été pour une large part « compensées » par les démolitions (près de 500 logements démolis sur Alès, La Grand Combe et quelques communes périphériques).

Le parc a ensuite enregistré une augmentation sensible entre 2018 et 2019 (+ 527 logements), résultat :

- de la mise en location de nouveaux logements ;
- de la réintroduction des 283 logements de la résidence de l'Ecole des Mines d'Alès mis en location en 2012, mais intégrés au RPLS de 2019.

**Evolution du parc social public entre 2013 et 2020**

Source : RPLS



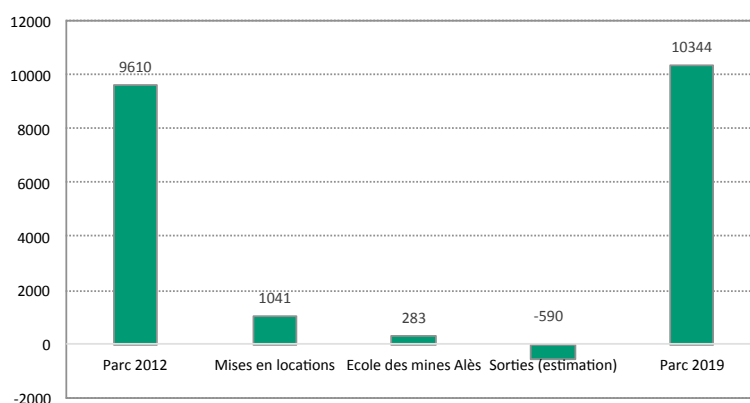
Une partie de la production neuve peut également être « masquée » par la démolition de logements anciens, le solde net entre deux recensements étant dès lors inférieur à la production réelle de nouveaux logements.

Une analyse plus fine de l'évolution du parc sur la période 2012-2019 montre ainsi que l'augmentation du parc est la résultante :

- de la mise en location de 1 041 nouveaux logements ;
- de la réintroduction des 283 logements de la résidence universitaire de l'Ecole des Mines d'Alès intégrés au RPLS en 2019 ;
- par déduction (en l'absence de statistiques officielles), de la sortie du parc (démolitions, ventes ...) de quelques 590 logements.

Evolution du parc social HLM d'Alès Agglomération entre le 01-01-2012 et le 01-01-2019

Source : RPLS

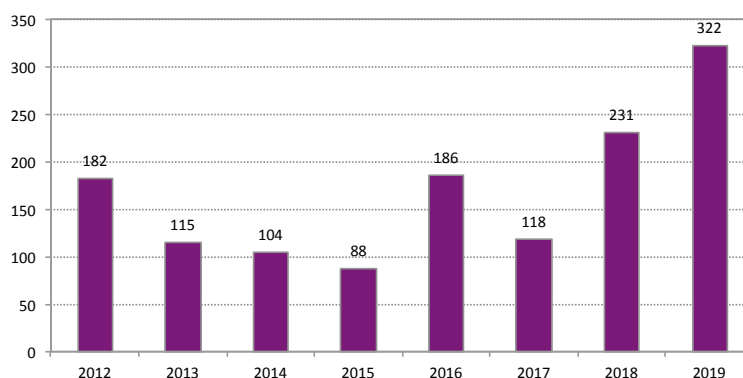


#### 4.3.2 – 150 logements mis en service en moyenne par an sur la période 2012-2019

Sur la période 2012-2018, la production annuelle de logements locatifs sociaux (sur la base des mises en location) varie de 104 logements (2014) à 322 logements (2018), avec une moyenne de 150 logements par an.

Mises en service de LLS entre 2012 et 2020

Source : RPLS

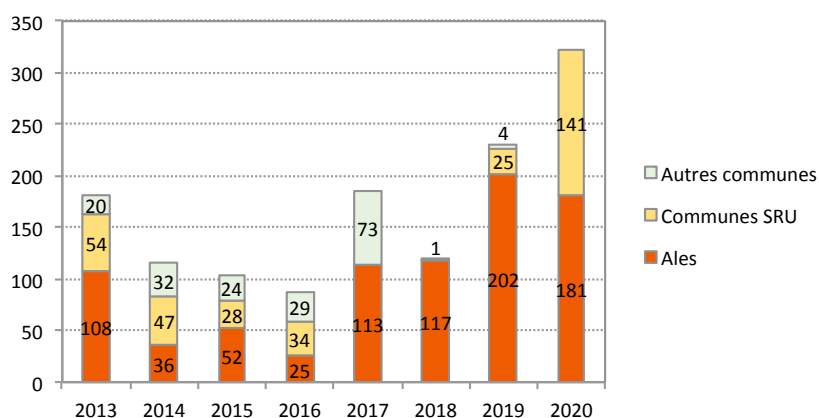


La production nouvelle s'est essentiellement faite sur :

- la ville centre d'Alès qui concentre 65% des mises en location enregistrées entre 2012 et 2019 ;
- les communes SRU à l'exception de Rousson qui ne comptait toujours aucun LLS public au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
- ainsi que sur Salindres, Saint-Jean-du-Pin, Lézan, Vézenobres et La Grand Combe.

### Nombre de mise en service au 1er janvier de chaque année

Source : RPLS 2020



#### 4.3.3 - Une accélération du nombre de mise en service sur les deux dernières années 2018 et 2019

**On constate une accélération de la production sur les deux dernières années 2018 et 2019, avec un total de 553 logements locatifs sociaux mis en service, dont :**

- 372 logements sociaux familiaux
- 181 logements de la Maison des Elèves de l'IMT Mines d'Alès livrés en 2019 par Les Logis Cévenols.

**La production de logements sociaux familiaux (hors logements de l'IMT) s'est donc élevée à soit 186 en moyenne par an sur 2018-2019.**

Sur ces deux années, on constate un rééquilibrage net des mises en service sur les communes SRU ; sur les 372 logements sociaux familiaux produits entre 2018 et 2019 :

- 202 soit 54 % sont localisés sur Alès
- 166 soit 45% sur les 5 communes SRU de première couronne et notamment sur Saint-Martin-de-Valgalgues (54 logements) et Saint-Privat-des-Vieux (65 logements).

Les logements sociaux familiaux livrés sur l'année 2019 ont exclusivement été produits par les Logis Cévenols.

La part de la production en VEFA est importante et concerne pratiquement trois quarts de la production 2018-2019, 27% seulement des nouveaux logements étant directement construits par les organismes HLM.

#### 4.3.4 - Une moyenne de près de 180 logements financés par an sur 2017-2019

**Les engagements de l'Etat ont porté sur la période 2017-2019 à un total de 527 logements soit 176 logements en moyenne par an.**

La nette diminution du nombre de logements ayant fait l'objet d'un engagement de l'Etat en 2019 semble s'expliquer par le report sur l'année 2020 de quelques 130 logements (dont 83 sur Alès, 24 sur Saint-Julien-les-Rosiers et 25 sur Anduze), en comparaison avec le tableau de financement prévisionnel d'Alès Agglomération disponible en Novembre 2018.

	2017	2018	2019
<b>Engagements Etat</b> (Données actualisées au 22/01/2020)	226	196	106
<b>Programmation financière Ales Agglo *</b> (Novembre 2019)	216	196	246

\* hors logements communaux et EHPAD

#### 4.3.5 – Caractéristiques de la production récente

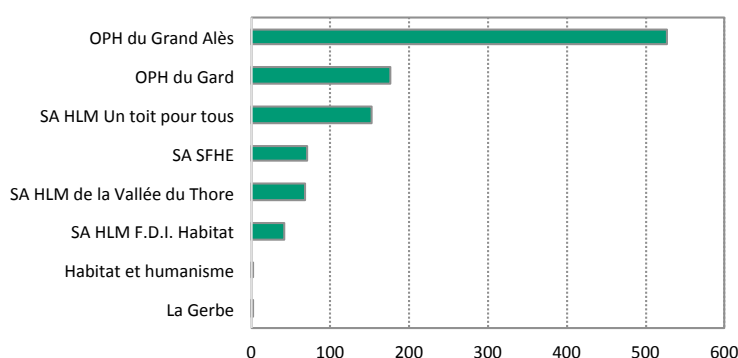
##### > Une production largement portée par l'OPH Logis Cévenols

Sur les 1 041 logements locatifs sociaux familiaux publics produits entre janvier 2012 et janvier 2019, la moitié l'ont été par l'OPH Logis Cévenols ; si l'OPH a porté l'essentiel de son effort sur la ville centre d'Alès, il a également renforcé sa présence sur les communes de première couronne (Saint-Christol-lez-Alès, Saint-Hilaire-de-Brethmas et Saint-Jean-du-Pin).

Viennent ensuite les autres opérateurs « historiques » (OPH du Gard, Un toit pour Tous, SA HLM vallée du Thore /ex 3f /ex Neolia).

**Nombre de logements mis en location par bailleur sur la période 2012-2018**

Source : RPLS 2019

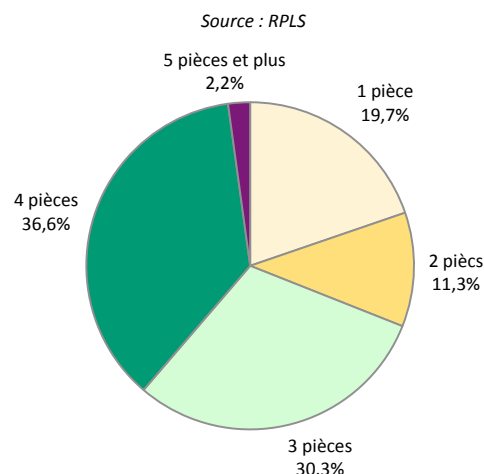


##### > Une production qui conforte les caractéristiques du parc existant

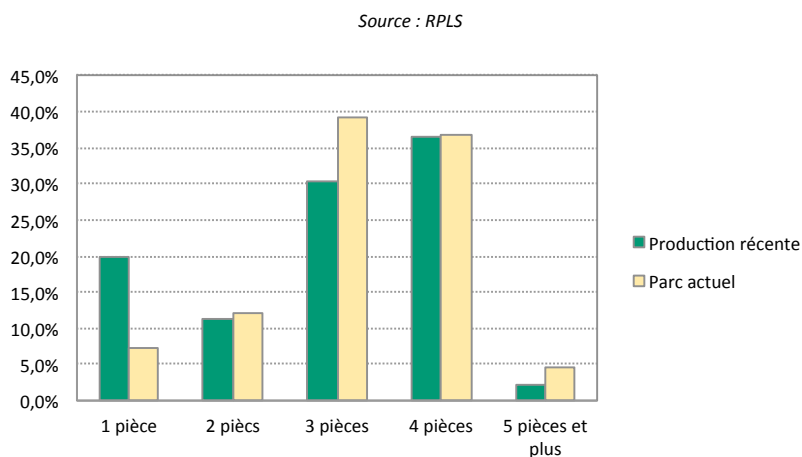
La typologie des logements produits sur cette période 2012-2018 est proche de celle des logements plus anciens, avec néanmoins un peu plus de petits logements (près d'un tiers de T1/T2 lors que ceux-ci représentent moins de 20% du parc HLM total), mais plus aucun grand logement de plus de 5 pièces. C'est là un choix assumé des bailleurs qui justifient le ciblage de la production sur les T3 et T4 (deux-tiers des mises en location 2015-2019) par la polyvalence de ces logements, y compris leur adéquation aux ménages de 1 ou 2 personnes.



**Répartition du parc récent par taille de logements (logements mis en location entre 2015 et 2019)**

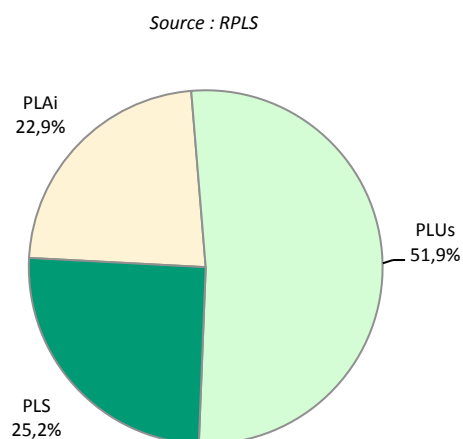


**Répartition du parc social total et du parc récent (logements mis en location entre 2015 et 2019) par taille de logements**



Plus de la moitié des logements mis en service entre 2015-2019 ont été financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 23% en prêt locatifs aidé d'intégration (PLAi). La forte proportion de PLS (un quart des mises en service) s'explique essentiellement par la production des logements étudiants de l'IMT Mines d'Alès ; la part des PLAi au sein des seuls logements familiaux est par conséquent en réalité plus important, et plus proche du pourcentage minimum de 30% exigé en application de l'article L. 302-8 -III du Code de la Construction et de l'Habitation.

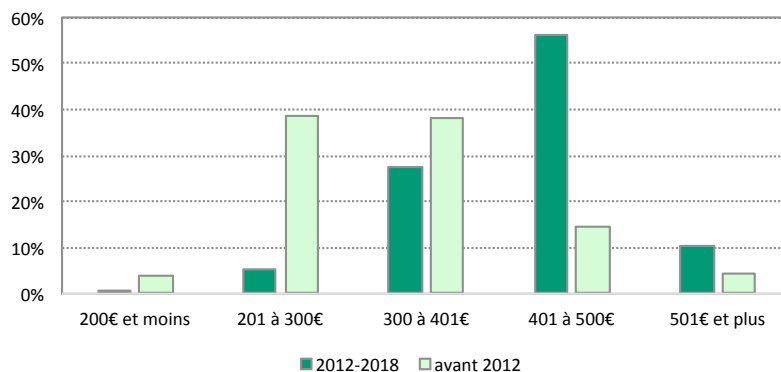
**Répartition du parc récent par type de financement (logements mis en location entre 2015 et 2019)**



La majorité de ces nouveaux logements proposent des loyers mensuels supérieurs à 400 €, alors que les loyers des logements antérieurs à 2012 sont pour l'essentiel compris entre 200 et 400 €. Toutefois, très peu de logements nouvellement produits ont des loyers qui excèdent 500 €.

LLS mis en location par période et loyer mensuel principal

Source : RPLS 2019



## 4.4 - Les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la Loi SRU sur Alès Agglomération

### 4.4.1 – Rappel des dispositions de l'article 55 de la Loi SRU

Les dispositions de l'article 55 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (Loi SRU) du 13 Décembre 2000 modifiée et codifiées à l'article L.302-5 du Code de la construction et de l'habitation, font obligation aux communes de plus de 3 500 habitants - 1 500 dans l'unité urbaine de Paris - et comprises dans une agglomération ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, de disposer de 25 % au moins de logements locatifs sociaux en rapport de leur parc de résidences principales. Ce taux est ramené à 20 % pour toutes les communes appartenant à une agglomération ou un EPCI à fiscalité propre pour lesquels le parc de logements existant ne justifie pas un effort de production supplémentaire pour répondre à la demande et aux capacités à se loger des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées. **C'est ce taux de 20% qui s'applique sur les communes SRU d'Alès Agglomération.**

Plusieurs cas d'exemption des obligations de la Loi SRU sont prévus par le Code de la construction et de l'habitation :

- communes dont plus de la moitié du territoire urbanisé est soumis à une inconstructibilité résultant d'une zone A, B ou C d'un plan d'exposition au bruit ou d'une servitude de protection instituée en application du Code de l'environnement ou à une inconstructibilité de bâtiment à usage d'habitation résultant de l'application du règlement d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels définis, ou d'un plan de prévention des risques miniers...
- communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants et insuffisamment reliées aux bassins d'activités et d'emplois par le réseau de transports en commun ;
- communes situées dans une agglomération de plus de 30 000 habitants et sur lesquelles le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes, se situe en deçà d'un seuil fixé par décret.

**Aucune des communes d'Alès Agglomération soumises à la Loi SRU ne bénéficie de ces exemptions** (décret n°2019-1577 du 30 décembre 2019 fixant la liste des communes exemptées de l'application des dispositions de l'article L. 302-5 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation au titre des années 2020 à 2022 correspondant à la septième période triennale).

Pour calculer le taux de 20% imposés aux communes SRU d'Alès Agglomération, sont considérés comme logements sociaux :

- les logements locatifs appartenant aux organismes HLM et faisant l'objet d'une convention ;
- les logements conventionnés privés dont l'accès est soumis à des conditions de ressources ;
- les logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et des foyers-logements dénommés résidences sociales..., ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale et des centres d'accueil pour demandeurs d'asile ;
- les terrains locatifs familiaux destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles dont la réalisation est prévue au schéma départemental d'accueil des gens du voyage et qui sont aménagés et implantés dans les conditions prévues à l'article L. 444-1 du Code de l'Urbanisme ;
- les logements du parc privé faisant l'objet d'un dispositif d'intermédiation locative ;

et, depuis la Loi n°2018-1021 du 23 Novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite Loi ELAN) :

- les logements HLM vendus à leurs locataires, pendant une période de 10 ans à compter de leur vente ;
- les logements occupés par des titulaires de contrats de location-accession (PSLA), à compter de la signature du contrat de location-accession intervenue après la publication de la Loi ELAN et pendant les 5 années suivant la levée d'option ;
- depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire.

Les communes pour lesquelles le taux légal de 20% s'agissant d'Alès Agglomération, n'est pas respecté sont considérées comme « déficitaires » et sont dès lors :

- redevable d'un prélèvement annuel opéré sur leurs ressources fiscales, à l'exception des communes qui bénéficient de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et dont le taux de logements sociaux dépasse d'ores et déjà 15%, et des communes nouvellement soumises au dispositif SRU (dans ce dernier cas l'exonération est limitée à 3 ans).
- soumise à un rythme de rattrapage défini pour trois ans (période triennale) qui doit leur permettre d'atteindre le taux légal au plus tard à la fin de l'année 2025. Les communes nouvellement soumises aux dispositions de l'article 55 de la Loi SRU à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, disposent toutefois de 5 périodes triennales pleines pour atteindre le taux de 20 ou 25% de logements sociaux imposé.

En cas d'efforts insuffisants avérés, les communes déficitaires qui ne remplissent pas leur objectif triennal de rattrapage peuvent faire l'objet d'un arrêté de carence pris par le préfet de Département. Ces communes, dites « carencées », encourent diverses sanctions et notamment la majoration des pénalités financières, la reprise automatique par le Préfet du droit de préemption urbain pour la réalisation de logements sociaux, l'obligation de prévoir une part minimum de 30 % de logements PLUS-PLAI dans les opérations d'immeubles collectifs de plus de douze logements ou de plus de 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher, le transfert du contingent communal au Préfet, la possibilité de reprise de la délivrance des autorisations d'urbanisme par le Préfet sur tout ou partie du territoire communal, mais également la possibilité pour le Préfet de conventionner avec un bailleur social pour la réalisation d'opérations de logements sociaux ou avec un organisme agréé pour la mise en place d'un dispositif d'intermédiation locative dans le parc privé intégrant une contribution obligatoire de la commune.

#### 4.4.2 – Sept communes SRU sur Alès Agglomération et à terme 3 communes supplémentaires

7 communes d'Alès Agglomération sont soumises aux dispositions de l'article 55 de la Loi SRU et doivent à ce titre disposer de 20% de logements locatifs sociaux :

- Alès,
- La Grand-Combe,
- Saint-Christol-les-Alès,
- Saint-Hilaire-de-Brethmas,
- Saint-Privat-des-Vieux,
- Saint-Martin-de-Valgalgues ,
- Rousson.

Alès et La Grand-Combe dépassent très largement le taux de 20% de logements locatifs sociaux :

	Total LLS SRU au 01/01/2020	Parc de RP au 01/01/2020	Taux d'équipement au 01/01/2020
Alès	7 770	21 782	35,7%
La Grand-Combe	989	2 328	42,5%

Source : Décompte SRU 01/01/2020– DDTM 30

Les 5 autres communes ne répondent pas aux obligations de la Loi SRU et sont encore loin du compte, puisqu'à l'exception de Saint-Martin-de-Valgalgues, aucune ne compte plus de 10% de LLS au 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

	Total LLS SRU au 01/01/2020	Parc de RP au 01/01/2020	Taux d'équipement au 01/01/2020	Nombre de LLS objectif 20%	Déficit au 01/01/2020
Saint-Christol-les-Alès	329	3 303	10,0%	661	332
Saint-Privat-des-Vieux	161	2 451	6,6%	490	329
Saint-Hilaire-de-Brethmas	160	2 208	7,2%	442	282
Saint-Martin-de-Valgalgues	361	2 037	17,7%	407	46
Rousson	61	1 819	3,4%	364	303

Source : Décompte SRU 01/01/2020– DDTM 30

Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la livraison de plusieurs programmes importants s'est traduite par une augmentation sensible du taux d'équipement des communes de Saint-Privat-des-Vieux, de Rousson (qui reste néanmoins en dessous de 4% de logements SRU) et surtout de Saint-Martin-de-Valgalgues.

	Taux d'équipement au 01/01/2013	Taux d'équipement au 01/01/2020
Saint-Christol-les-Alès	8,1%	10,0%
Saint-Hilaire-de-Brethmas	5,0%	6,6%
Saint-Privat-des-Vieux	3,9%	7,2%
Saint-Martin-de-Valgalgues	14,7%	17,7%
Rousson	1,5%	3,4%

Source : Décompte SRU– DDTM 30

Il n'en reste pas moins qu'il existe sur les 4 autres communes un déficit massif, compris entre 280 et 330 logements ; concrètement, ces communes devraient ainsi produire sur les deux dernières périodes triennales 2020-2022 et 2023-2025, entre 50 et 60 logements sociaux par an (sans prendre en compte l'accroissement du déficit mathématiquement lié à l'augmentation du parc de résidences principales correspondant à la production de ces logements sociaux).

Nous reportons dans le tableau ci-après l'objectif de production sur la période triennale 2020-2022, porté à la connaissance des communes par le Préfet du Gard début 2020.

#### Objectifs de rattrapage en application de la loi SRU

	Etat des lieux au 1/1/2019 (décompte officiel)				Objectifs période triennale 2020-2022	
	Résidences principales	Logements locatifs sociaux (SRU)	Taux d'équipement	LLS manquants pour atteindre 20% des RP	50% des LLS manquants au 1/01/2019	Objectif triennal annuel
Saint-Christol-les-Ales	3 290	308	9,4%	350	175	58
Saint-Privat-des-Vieux	2 412	114	4,7%	368	184	61
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 127	144	6,8%	281	141	47
Saint-Martin-de-Valgalmes	1 986	294	14,8%	103	52	17
Rousson	1 735	29	1,7%	318	159	53
<b>Total</b>	<b>11 550</b>	<b>889</b>	<b>7,7%</b>	<b>1 421</b>	<b>711</b>	<b>237</b>

Source : Préfecture du Gard

La progression significative du parc locatif social sur les 5 communes concernées (de 889 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 1 072 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2020) se traduit par une diminution du déficit et dont des obligations de production sur la période triennale 2020-2022, sur la quasi-totalité des communes et notamment sur Saint-Martin-de-Valgalmes. Sur cette commune, la livraison courant 2021 d'un programme de 66 logements sociaux lui permettra d'atteindre le taux de 20% de logements SRU.

#### Objectifs de rattrapage en application de la loi SRU

	Etat des lieux au 01/01/2020				Objectifs période triennale 2020-2022	
	Résidences principales	Logements locatifs sociaux (SRU)	Taux d'équipement	LLS manquants pour atteindre 20% des RP	50% des LLS manquants au 1/01/2019	Objectif triennal annuel
Saint-Christol-les-Ales	3 303	329	10,0%	332	166	55
Saint-Privat-des-Vieux	2 451	161	6,6%	329	165	55
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 208	160	7,2%	282	141	47
Saint-Martin-de-Valgalmes	2 037	361	17,7%	46	23	8
Rousson	1 819	61	3,4%	303	151	50
<b>Total</b>	<b>11 818</b>	<b>1 072</b>	<b>9,1%</b>	<b>1 292</b>	<b>646</b>	<b>215</b>

On note également que sur l'ensemble de ces 5 communes, les logements foyers (pris en compte sur la base d'une équivalence, sauf exceptions, de 3 lits ou places pour 1 logement) et les logements privés conventionnés représentent une part significative du nombre total de logements comptabilisés au titre de la Loi SRU : 10,8% pour les foyers logements et 7,4% pour les logements privés conventionnés.

Ces deux catégories représentent 28% de l'offre locative sociale sur Saint-Hilaire-de-Brethmas, près de la moitié sur Rousson.

## Liste des programmes locatifs sociaux attendus sur 2021-2024

Commune	Bailleur	Programme	Nb de logements	Année de financement
<b>Production 2020-2022</b>				
Alès	Logis Cévenols	« Le Rieu » VEFA Chemin St Georges	81	2016
	Logis Cévenols	Rochebelle	24	2020
	Logis Cévenols	Résidence « Edmond Jeanne » Avenue de Stalingrad	37	2018
	Logis Cévenols	« Mirabeau »	12	2020
	Logis Cévenols	« Rieu II » Chemin du Mas de la Trève	20 *	2020
	Logis Cévenols	« Julian »	6 *	2020
	Logis Cévenols	« Général Larminat »	32 *	2020
	Logis Cévenols	Perusse	39 *	2020
	Logis Cévenols	Faubourg du Soleil	33 *	2020
	Logis Cévenols	Faubourg de Rochebelle	13 *	2020
Logis Cévenols	Le Viget	57*	2020	
Saint-Christol-les-Ales	Logis Cévenols	« Mas Rouge »	49	2018
	Habitat du Gard	Route de Montmoirac	42	2020
Saint-Martin-de-Valgalmes	Logis Cévenols	Rue Jean Vilar (ancienne Gendarmerie)	8	2017
	Logis Cévenols	Chemin du Moulin	66	2018
Saint-Hilaire-de-Brethmas	PROMOLOGIS	« La Plaine »	14	2017
	Habitat du Gard	Le Clos de Justin	6	2020
Rousson	3FOccitanie	« Les Bastides »	30	2017
Saint-Privat des Vieux	Logis Cévenols	Le Plô / Chemin du Rieu	11	2019
	Logis Cévenols	Mazac / Chemin des Bleuets	12	2020
	Un Toit pour Tous	SBM Promotion / VEFA	35	2020
Saint-Julien-les-Rosiers	Logis Cévenols	« Saint-Julien »	24	2020
	Logis Cévenols	« Saint-Julien » Séniors Chemin de Saint-Julien	14	2020
	Logis Cévenols	Avenue des Mimosas	20	2020
Ribaute les Tavernes	Logis Cévenols	Chemin de la Cave	27	2019
Salindres	Logis Cévenols	« Les Terrasses de Lauze 2 » Résidence Kèmmènon	7	2019
	3F Occitanie	Rue de Séverac	65	2020
Lézan	La Gerbe	Maison en Partage *	6	2016
<b>TOTAL des LLS dont le financement est engagé ou inscrit (2020) et potentiellement livrables entre 2021 et 2024</b>			<b>790 logements familiaux</b>	

- identifiés au titre de la reconstitution de l'offre NPNRU

Après Salindres qui a dépassé les 3 500 habitants selon les dernières données INSEE 2018, les communes d'Anduze et Saint-Julien-des-Rosiers sont susceptibles d'être soumises dans les prochaines années à l'obligation de disposer de 20% de logements locatifs sociaux (avec pour cela un délai de 5 périodes triennales) ; il convient pour ces communes d'anticiper d'ores et déjà les obligations auxquelles elles sont prochainement soumises, en favorisant une production ambitieuse de logements sociaux.

## 4.4 – Les perspectives de production sur les prochaines années

4.4.1 – 790 logements locatifs sociaux familiaux attendus sur les 4 prochaines années, soit près de 200 en moyenne par an

### > Le recensement des programmes financés

Dans le cadre du diagnostic du PLH remis en janvier 2020 avait été établi un recensement des programmes de logements locatifs sociaux financés sur les années 2016-2019 et non encore livrés début 2020 ; il s'agissait là d'une première approche de la production attendue sur la période 2020-2022 (sur la base d'un délai de livraison de 24 à 36 mois).

Ce recensement a été actualisé début 2021 ; ont ainsi été supprimé de cette liste les programmes effectivement livrés durant l'année 2020 et ajoutés les nouveaux programmes financés en 2020, donnant ainsi une perspective de la production sur la période 2021-2024. Cette première approche sera de fait affinée au stade du programme d'actions territorialisé qui recensera l'ensemble des projets de production de logements sociaux sur chacune des communes composant Alès Agglomération.

**Au total, 790 logements locatifs sociaux familiaux ont ainsi été recensés, dont :**

- **45% (354 logements) sur la ville-centre Alès** où 7 programmes regroupant un total de 200 logements ont d'ores et déjà été fléchés au titre de la reconstitution de l'offre NPNRU (voir ci-après) ;
- **273 logements sur les 5 communes SRU en déficit d'équipement** ; l'effort de production est sensible sur pratiquement toutes ces communes avec
  - o 91 logements financés sur Saint-Christol-les-Alès ;
  - o 74 logements financés sur Saint-Martin-de-Valgagues dont les 66 logements de la Résidence du Moulin qui sera livrée en 2021 ;
  - o 58 logements financés sur Saint-Privat-des-Vieux ;
  - o 30 logements financés sur Rousson qui viendront s'ajouter aux 27 logements du « Clos de Rousson » livrés en 2019.
  - o 20 logements financés sur Saint-Hilaire-de-Brethmas.

**On attend ainsi une nette relance de la production sur les 3 à 4 prochaines années avec une moyenne de 200 logements sociaux familiaux par an, mais également un rééquilibrage de la production à l'échelle de l'Agglomération et notamment sur les communes SRU.**

### > La convention de délégation des aides à la pierre d'Alès Agglomération / volet parc public

La Communauté Alès Agglomération est délégataire des aides à la pierre ; la dernière convention a été renouvelée le 29 septembre 2014 pour la période 2014-2019.

**Les objectifs prévisionnels fixés par la convention 2014-2019 en matière de logements locatifs sociaux publics sont de 1 750 logements** dont :

- 400 logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration (PLAi) ;
- 720 logements financés en prêts locatifs à usage social (PLUS) ;
- 630 logements financés en prêts locatifs sociaux (PLS).

Ces objectifs ont été révisés pour les années 2014, 2015, 2016 et 2017 par avenants ; le bilan quantitatif de la délégation de compétence des aides à la pierre sur la période 2014-2017 tel que figurant dans le Porter A Connaissance de l'Etat est le suivant :

	Objectifs 2014-2017	Production 2014-2017	Taux de réalisation
<b>Parc public</b>			
<b>Nombre de logements</b>	1 767	1 251	70,8%
<b>Dont PLUS, PLAi</b>	1 118	748	66,9%
<b>Dont PLS</b>	649	503	77,5%

#### 4.4.2 – Le projet NPNRU d'Alès et les principes de reconstitution de l'offre

**Le protocole de préfiguration du NPNRU d'Alès prévoit la démolition de 494 logements**, dont 114 logements occupés et 395 vacants à la mi-décembre 2018 ; la répartition de ces démolitions est la suivante :

- 362 démolitions sur le quartier des Prés Saint-Jean réparties entre les résidences :
  - o Maupassant : 80 logements
  - o Petit Lavoisier 1 : 76 logements
  - o Petit Lavoisier 2 : 60 logements
  - o Chenier Sud : 75 logements
  - o Chenier Nord : 71 logements
- 132 démolitions complémentaires :
  - o Près Saint-Jean : SACIVA : 9 logements  
Tour Sully Prud'homme : 34 logements  
Percée Sully Prud'homme : 16 logements
  - o Cévennes : 23 Quai Grabieus : 52 logements
  - o Mont Bouquet : 21 logements

**Le protocole de préfiguration prévoit la reconstitution d'une offre de 250 logements** dont

- 200 seront construits sur Alès dont 46 en Quartiers Politique de la Ville (faubourgs du Soleil et de Rochebelle) et 154 hors QPV
- 50 seront construits hors Alès selon une localisation à confirmer .



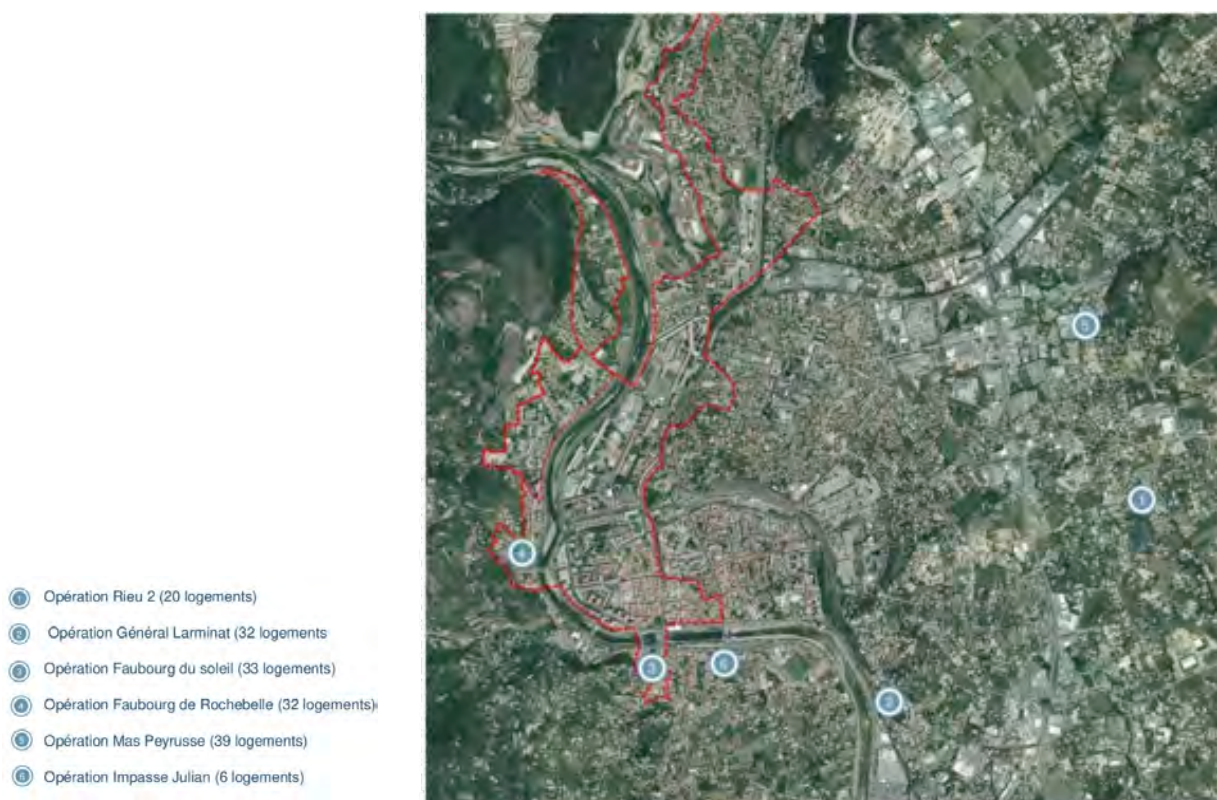
**Le programme proposé dans le cadre de la première phase de la convention porte en outre sur :**

- **la requalification de 760 logements**, dont la restructuration lourde de 104 logements ;
- **la résidentialisation de 349 logements** en sus du traitement des halls des 7 entrées des immeubles de logements sociaux contigus à la dalle qui sera démolie Grand Rue Jean Moulin (94 logements concernés).

**En outre Logis Cévenols réhabilitera sans concours financier de l'ANRU les immeubles Arago (130 logements ) et Kilmarnock (96 logements).**

**Par ailleurs la convention prévoit la programmation de 70 logements en matière de diversification résidentielle**, 20 pour les contreparties foncières d'Action Logement et 50 en accession à la propriété.

Des opérations resteront à engager en seconde phase, dans le cadre de la clause de revoyure, notamment la réhabilitation et la résidentialisation de logements locatifs sociaux sur les quartiers Tamaris, Rive Droit, Cauvel-La Royale-Brouzen.



Source : PNRU Alès – Protocole de préfiguration, septembre 2019

## 4.5 – Les enjeux partagés par les bailleurs

Les quatre principaux bailleurs - Logis Cévenols, Habitat du Gard, un Toit pour Tous et 3F - ont été interrogés. Deux grands enjeux ressortent de ces entretiens.

#### 4.5.1 - Produire en réponse aux besoins, en diversifiant le parc spatialement et qualitativement

##### > Produire sur les secteurs porteurs

Tous les bailleurs ont une stratégie et des objectifs de production sur le territoire d'Alès Agglomération, formalisés au travers de leur Convention d'Utilité Sociale et/ou de leur Plan Stratégique Patrimonial.

Les principaux pôles de production visés sont d'une part Alès, qui prendra une part importante dans la reconstitution de l'offre prévue dans le cadre du NPNRU, et d'autre part les communes qui connaissent une dynamique démographique soutenue, en première couronne d'Alès et au-delà en direction du Sud, sur l'axe Nîmes-Alès ; parmi celles-ci figurent notamment les communes soumises aux dispositions de la Loi SRU. Des programmes sont également envisagés sur les petits pôles, comme Anduze.

L'enjeu est bien de répondre aux besoins sur des secteurs porteurs où la demande est forte, tout en contribuant au rééquilibrage de l'offre sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération ; tout comme la population, les logements sociaux doivent descendre du Nord vers le Sud.

Selon les bailleurs sociaux, le foncier reste globalement abordable, ce qui explique notamment que la collectivité ne soit pas dans l'obligation de mobiliser pour l'heure d'aides spécifiques ; néanmoins, la recherche d'emprises foncières adaptées reste un enjeu.

Sur Alès, l'objectif des bailleurs sociaux est d'équilibrer la production dans les nouvelles extensions urbaines mais aussi dans les quartiers peu dotés en LLS : centre-ville, faubourgs (où se fera une partie de la reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU), quartier du Plan, quartiers récents divers.

Dans les communes péri-urbaines, la production de logements sociaux suppose toujours une bonne intégration urbaine et l'acceptation par la population, notamment sur les communes ou les quartiers les plus « aisés ». Ceci explique sans doute la lenteur avec laquelle les communes SRU tendent à rattraper leur retard, même si une certaine accélération se fait jour. Dans tous les cas, l'aval des municipalités est indispensable : *« Quels que soit les besoins et les obligations réglementaires, on ne fait pas de LLS sans l'accord, voire l'initiative du Maire »*.

##### > Avec des modalités et des produits qui évoluent

Les modes opératoires, comme les typologies de produits, ont évolué au cours des dernières années.

En terme de mode opératoire, la Vente en Etat Final d'Achèvement (VEFA), initiée après la crise de 2008, est devenue le mode de production central : elle représente 70% environ de la production pour Habitat du Gard, 50% pour Logis Cévenols, 30 à 40% pour un Toit pour Tous.

Les bailleurs sociaux trouvent leur compte dans ce mode opératoire tant en termes de délais que de démultiplication de l'offre et ils ont trouvé le moyen d'imposer aux promoteurs des produits conformes à leurs standards.

Certains évoquent toutefois une moindre efficacité dans la période récente en termes de délais avec la raréfaction des produits « clé en main » : *« Les promoteurs s'adressent à nous avec une simple visée sur un terrain ou un contact... au final les délais sont rallongés et les risques de recours augmentent »*.

En terme de typologie, les bailleurs sociaux cherchent à produire des programmes de taille maîtrisée, avec une jauge idéale d'une trentaine de logements. Le logement de type individuel, recherché par les demandeurs, n'est pas toujours possible ; à côté des logements individuels et des petits collectifs, on note

dans certains programmes un recours le retour à un habitat intermédiaire (exemple de la résidence « La Montagnette » de 27 logements sur le site de l'ancienne Cave coopérative de Ribaute-les-Tavernes)

Les T3-T4 sont plébiscités pour leur polyvalence : « *une pièce pour l'ordinateur ou pour les accompagnants* ». Le besoin de petits logements (T1) est évoqué par les bailleurs, mais sans véritable concrétisation : « *Les T2 existants sont souvent moins chers que les T1 neufs* ».

La demande fait que les logements doivent désormais impérativement disposer d'un espace extérieur, jardin privatif ou terrasse de dimensions suffisantes pour y prendre un repas.

La volonté de produire des surfaces confortables se heurte toutefois au niveau des loyers supportable ; la surface moyenne des T3 est de 70-73 m<sup>2</sup>, celle des T4 de 80-85 m<sup>2</sup>. Comme pour la promotion privée, une certaine modernité est recherchée (sols carrelés, baies vitrées...) et l'ensemble des bailleurs appliquent des normes thermiques performantes et expérimentent de nouveaux modes de chauffage (pompes à chaleur).

Parmi les besoins émergents, sont notamment citées les résidences seniors (alternatives à l'EHPAD), avec pour exemple le programme de Maisons en Partage lancé par le Département du Gard et dont les projets ont tendance à se multiplier sur le territoire (voir Chapitre 7.3).

Suite aux difficultés rencontrées au début des années 2000, les paramètres économiques de la production semblent s'être stabilisés : le recours aux fonds propres (eux-mêmes alimentés par des ventes de logements) est la règle et les aides diverses sont attendues pour ne pas dépasser un prix d'équilibre de l'ordre de 1 700 - 1 750 € le m<sup>2</sup> utile. La VEFA permet cet équilibre tout en générant une marge pour le promoteur. Les bailleurs font néanmoins part de leur légère inquiétude quant à la récente augmentation des coûts de construction, notamment du gros œuvre (10-15%) ; leur capacité de production pourrait s'en trouver affectée.

#### 4.5.2 - Poursuivre l'effort d'entretien, d'adaptation et de renouvellement du parc

L'entretien et l'adaptation du parc locatif social est l'autre enjeu majeur sur le territoire d'Alès Agglomération. Le vieillissement de la population de locataires d'une part, la surabondance sur certains secteurs d'un parc social souvent ancien et parfois obsolète d'autre part posent avec insistance la question du devenir de ce parc ; les trois problématiques du renouvellement, de l'entretien et de l'adaptation de ce parc ancien se conjuguent.

##### > **Réhabilitation, entretien et adaptation : un enjeu prégnant en raison de l'ancienneté du parc et de l'âge des publics**

La réhabilitation et l'entretien du parc sont à l'œuvre depuis de nombreuses années et vont se prolonger, tant dans le cadre du NPNRU qu'en diffus.

Les travaux de réhabilitation engagés au cours des dernières années par les différents bailleurs ont porté à la fois sur l'isolation thermique des logements (installation de VMC, isolation par l'extérieur) et sur la résidentialisation et la requalification des espaces et équipements communs (amélioration des pieds d'immeubles, pose d'interphones, remplacement des boîtes aux lettres ...).

L'OPH Logis Cévenols a ainsi réalisé au cours des dernières années des travaux d'amélioration thermique de la résidence « Le Moulinet » (50 logements) sur Les Près Saint-Jean et de la résidence de la Rue Pablo Picasso en centre ville (132 logements) et des travaux de résidentialisation sur l'immeuble « Grand Lavoisier » (150 logements) et la résidence de l'Avenue Hélène Boucher (40 logements) dans le quartier alésien de Conilhères.

Un Toit pour Tous porte un projet sur le quai Bilina à Alès, tandis qu'Habitat du Gard a mené en 2019 la réhabilitation de la résidence « le Mozart » à La Grand Combe et va engager les travaux celle des Tuileries. 3F souligne que 95% du parc Neolia de La Grand Combe a été réhabilité : « *de jolies réhabilitations de petits bâtiments de 4 logements, avec entrées individuelles et petits jardins* ».

Dans le cadre de ces réhabilitations, ou indépendamment, l'adaptation au vieillissement (avec pour corollaire le maintien à domicile) est également à l'œuvre, comme sur le quartier Rénovation d'Alès. Logis Cévenols s'inscrit ainsi dans le cadre de la labellisation « Habitat senior services » qui consiste à aménager les logements pour renforcer le confort et la sécurité des locataires âgés (voir Chapitre 7.3 ci-après).

### > Le renouvellement urbain : un chantier de longue haleine, incontournable

**Sur Alès**, le renouvellement urbain des grands quartiers d'habitat social est à l'œuvre depuis 2006.

L'ANRU 1 a conduit à démolir 360 logements dans les quartiers des Prés Saint-Jean et des Cévennes. Le protocole NPNRU (voir 4.4.3 ci-avant) prévoit quant à lui la démolition de près de 500 logements sur le quartier des Prés Saint Jean principalement (groupes Maupassant, Petit Lavoisier 1 et 2, Chenier Sud et Nord, Tour et percée Sully Prudhomme), mais également sur les quartiers des Cévennes (Quai Grabieus) et Mont Bouquet. 250 de ces logements seront reconstitués, sur Alès essentiellement (dont une cinquantaine sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle).

Ce projet n'est certainement qu'une étape. La pérennité de l'ensemble des logements des Prés Saint-Jean, bâtiments industrialisés intransformables, est en question à moyen terme, même s'ils répondent encore aujourd'hui, par leur faible niveau de loyers, à la demande de locataires très modestes. Les Cévennes, mieux construits, répondent également à un besoin, logeant de nombreux ménages d'origine étrangère, mais pour combien de temps ? Le secteur Rénovation (centre-ville) semble mieux se porter, mais avec une population vieillissante et un parc de grands immeubles qui, malgré sa centralité, n'attire pas les jeunes générations.

**La Grand Combe, et dans une moindre mesure les communes voisines des Salles du Gardon et de Cendras**, ont également connu des démolitions et des transformations.

Les deux principaux bailleurs de la Grand Combe (Habitat du Gard et 3F) admettent qu'une rétractation du parc est inévitable dans les années à venir.

Le parc de 3F est en effet occupé par de nombreux ayant droit mineurs, aujourd'hui très âgés, dont le loyer est pris en charge. Mais la vacance se développe et la recherche de nouveaux candidats locataires est une gageure, avec une concurrence entre bailleurs mais aussi avec le parc privé (des pratiques spéculatives étant semble-t-il à l'œuvre sur le parc privé, à l'initiative d'investisseurs peu scrupuleux).

De nombreux locataires du parc social de la Grand Combe migrent ou souhaitent migrer vers Alès où l'emploi, les équipements et les services sont davantage présents.

Néanmoins La Grand Combe n'est pas en NPNRU et peu de démolitions sont envisagées à court terme sur le quartier Champclauson (3F) et Trescol pour partie (Habitat du Gard). A moyen terme, les besoins de démolitions seront inévitablement plus importants.

Il en est de même sur Cendras où Néolia et Un Toit pour Tous ont également procédé dans le passé à des démolitions ; la vacance élevée sur le quartier de l'Abbaye Haute, la dégradation du climat social et le départ des familles « historiques » posent également la question du maintien de ce parc social surnuméraire et de la possibilité de promouvoir sur ce quartier de nouveaux programmes de logements mixtes, intégrant notamment des logements en accession abordable.

## 5 – Volet copropriétés

L'article L 302-1 du Code de la construction et de l'habitation précise que le diagnostic du Programme Local de l'Habitat doit inclure un repérage des copropriétés dégradées. Son programme d'actions doit par la suite indiquer les moyens à mettre en œuvre à destination des copropriétés en difficulté, notamment les actions de prévention et d'accompagnement.

Depuis plusieurs années la prévention et la lutte contre la dégradation des copropriétés fait l'objet de nombreuses interventions publiques, tant à l'échelle locale que nationale.

Le Plan Initiative Copropriétés, présenté le 10 octobre 2018, par le Ministère de la Cohésion des Territoire décline plusieurs stratégies et outils d'intervention en fonction des différentes situations rencontrées ; il s'appuie sur 3 axes d'actions :

- Transformer, c'est à dire accompagner les collectivités dans le « recyclage » des copropriétés dégradées ; ces opérations consistent à démolir tout ou partie des immeubles dégradés et à reconstruire une offre nouvelle en logements. Pour accompagner une telle opération, qui nécessite d'importants investissements publics (pour l'acquisition, l'accompagnement au relogement des ménages, la démolition puis la reconstruction d'une offre nouvelle), Initiative Copropriétés finance une partie des déficits d'opération :
  - prise en charge du déficit d'opération jusqu'à 80% par l'ANRU dans le cadre des projets d'aménagement des quartiers NPNRU ;
  - prise en charge du déficit d'opération jusqu'à 80% par l'ANAH pour les copropriétés faisant l'objet d'une décision de carence par le Tribunal de Grande Instance ;
  - financement par l'ANAH des travaux de mise en sécurité des habitants jusqu'à 100% de leur montant HT, sous conditions.
- Redresser, ce qui suppose à la fois de faciliter l'acquisition provisoire des logements par des opérateurs publics lorsque les propriétaires sont défaillants, de réaliser les travaux de rénovation y compris énergétique et d'assainir la gestion et le fonctionnement de ces copropriétés. Initiative Copropriétés propose :
  - l'amélioration des dispositifs de financements des travaux par l'ANAH par un système de majoration qui viendra compléter ceux apportés par les collectivités, afin que les restes à charge soient acceptables par les copropriétaires ;
  - le renforcement des mesures d'accompagnement des professionnels de l'immobilier ;
  - la mobilisation des bailleurs sociaux dans les copropriétés mixtes pour assurer leur stabilité ;
  - la mobilisation des acteurs institutionnels compétents pour lutter contre l'habitat indigne et agir contre la sur-occupation des logements (ARS, services sociaux, Tribunaux de Grande Instance ...) ;
  - la sécurisation des plans de financement des travaux grâce notamment à la mobilisation des prêts Provicis.
- Prévenir, c'est-à-dire mettre en place des actions de prévention sur les copropriétés présentant des fragilités avérées afin de leur éviter d'entrer dans d'éventuels processus de dégradation.

**Sur le territoire d'Alès Agglomération, la question des copropriétés fragiles ou dégradées a jusqu'à présent été exclusivement abordée dans le cadre des précédentes opérations d'amélioration de l'habitat, en dehors de tout dispositif spécifique.** Or, l'approche qui consiste à réduire l'intervention au traitement du bâti montre aujourd'hui ses limites ; l'intervention sur les copropriétés est en effet complexe et plurielle puisqu'elle mêle les questions juridiques, urbaines, d'ingénierie, de bâti et les questions sociales. Le redressement en termes de gestion ou d'organisation des copropriétés apparaît comme un préalable nécessaire à toute intervention curative sur le bâti. De plus, le but n'est pas uniquement de restaurer un bâti détérioré mais d'améliorer les conditions et le cadre de vie des habitants de ces immeubles, et au-delà, des quartiers.

Fort de ces constats et dans le sillage du nouveau dispositif ANRU sur Alès (NPNRU), la prise en compte des copropriétés a évolué vers des interventions renforcées et davantage ciblées. Un repérage fin à l'échelle du centre-ville d'Alès a ainsi été réalisé en 2019 à l'occasion de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH RU. L'étude urbaine du quartier du Plan, finalisée en 2019, comporte également une analyse de l'état global du parc de copropriétés du quartier, avec un approfondissement sur les copropriétés les plus importantes – dont Bâticoop et Air et Lumière – afin de mieux cerner les actions à mettre en œuvre (observation, assistance juridique et gestion, travaux...). Enfin, une étude plus fine a également été menée par SOLIHA sur les 7 copropriétés du quartier Rénovation.

Le diagnostic présenté ci-après intègre les résultats de ces premières investigations et propose d'élargir l'approche à l'ensemble du territoire de l'agglomération pour quantifier, repérer et caractériser les copropriétés vulnérables.

Il s'agit d'une approche relativement synthétique qui sera approfondie dans le cadre du dispositif local de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) qu'Alès Agglomération a décidé de mettre en place en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de la Région Nîmoise et Alésienne. Les objectifs assignés à ce dispositif sont les suivants :

- Le repérage et le suivi des premiers signes de fragilité d'environ 40 % du parc de logements en copropriétés, en priorité dans les copropriétés de grande taille (plus de 50 logements) et de taille moyenne (de 20 à 49 logements), sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération. L'objectif est, sur la base de cette veille portant sur une grande partie du parc de logements en copropriétés, d'aider à la définition d'une politique publique locale qui permettra d'intervenir auprès des copropriétés fragiles le plus en amont possible.
- Une veille renforcée dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, où la « maille » d'analyse est abaissée aux copropriétés de plus de 7 logements. Il s'agit là de suivre la presque totalité des copropriétés implantées dans ces quartiers, afin notamment d'évaluer les effets des dispositifs qui y seront mis en place, au fur et à mesure de l'actualisation du dispositif de VOC, tous les 3 ans.
- La définition de modalités d'intervention adaptées dans les copropriétés les plus fragiles, sur la base d'une meilleure connaissance de leurs difficultés (sociales, dégradation du bâti, impayés de charges).

Le dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés a fait l'objet d'une première restitution à la fin du premier semestre 2020.

## 5.1 - Etat des lieux et identification des copropriétés vulnérables

### 5.1.1 - Les principales caractéristiques du parc de copropriétés d'Alès Agglomération

L'exploitation des fichiers Majic 2018 permet de recenser **2 092 copropriétés représentant un total de 11 125 logements sur le territoire d'Alès Agglomération** :

- Les logements en copropriétés représentent 15% du parc de logements tous types confondus (en référence au parc de logements INSEE 2017).
- 36% de ces copropriétés et 61% des logements en copropriétés sont localisés sur la ville centre d'Alès, contre 33% des logements tous types confondus ; c'est en effet sur la ville centre que se concentrent les copropriétés les plus importantes (voir ci-après copropriétés des quartiers Rénovation et Les Plans).
- Le taux de vacance au sein du parc de logements en copropriétés est plus élevé que sur le parc de logements dans son ensemble, avec en moyenne 13,9% de logements vacants en copropriétés contre 10,5% sur l'ensemble du parc de logements de l'Agglomération (INSEE 2017).
- La part des propriétaires occupants y est plus faible avec en moyenne 43% des logements occupés par leurs propriétaires en copropriétés, contre 57,5% sur l'ensemble du parc de résidences principales de l'Agglomération (INSEE 2017).

	Alès Agglomération	Alès
<b>Nombre de copropriétés</b>	<b>2 092</b>	<b>748</b>
<b>Nombre de logements en copropriétés</b>	<b>11 125</b>	<b>6 789</b>
Dont appartements	10 187	6 196
<b>Part des logements construits avant 1974</b>	<b>63%</b>	<b>54%</b>
<b>Nombre de logements vacants</b>	<b>1 546</b>	<b>827</b>
Taux de vacance au sein du parc de logements en copropriétés	13,9%	12,2%
<b>Part des propriétaires occupants</b>	<b>43%</b>	<b>38%</b>

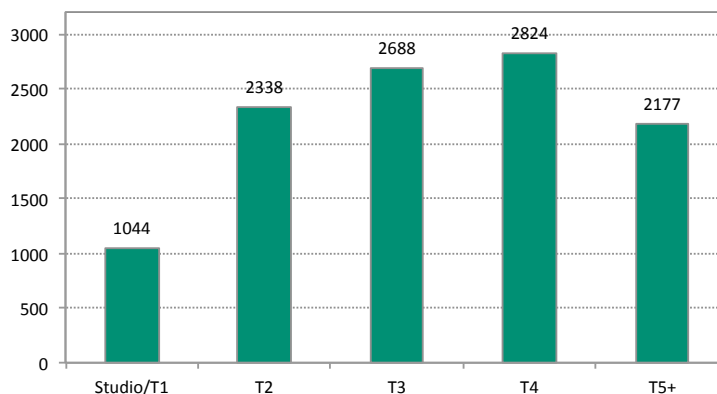
Source : MAJIC-DGFIP 2018

- Les petits logements - studios, T1 et T2 - sont surreprésentés au sein des copropriétés (30,5% des logements contre 11,1% du parc global de résidences principales 2017) ; le parc de copropriétés reste toutefois dominé par des logements de types 3 et 4 qui représentent près de la moitié du nombre total de logements.

	Typologie des logements en copropriétés (MAJIC 2018)	Typologie des l'ensemble du parc de résidences principales (INSEE 2017)
<b>Studios / T1</b>	<b>9,4%</b>	<b>2,8%</b>
<b>T2</b>	<b>21,1%</b>	<b>8,4%</b>
<b>T3</b>	<b>24,3%</b>	<b>22,5%</b>
<b>T4</b>	<b>25,5%</b>	<b>33,4%</b>
<b>T5 +</b>	<b>19,7%</b>	<b>33,0%</b>

## Typologie des logements en copropriété

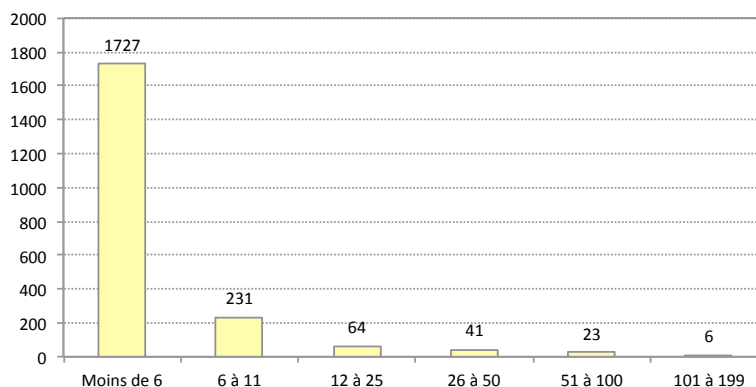
Source : MAJIC 2018



Le parc de copropriétés se caractérise par ailleurs par une **prédominance des très petites copropriétés** : 83% des copropriétés d'Alès Agglomération (soit 1 727 copropriétés) comportent moins de 6 logements ; à l'autre extrémité du spectre, 29 copropriétés seulement, soit 1% du nombre total de copropriétés de l'Agglomération, comptent plus de 50 logements.

## Répartition des copropriétés en nombre de logements

Source : MAJIC 2018



## 5.1.2 - L'évaluation globale de la vulnérabilité

## Précisions méthodologiques

L'évaluation de la vulnérabilité est fondée sur l'exploitation de plusieurs variables.

**Variables exploitées (Majic 2, INSEE, DVF) :**

- Tête d'enregistrement : commune, type de copropriété (privé, mixte ou HLM), code cadastral, adresse principale, ...
- QPV : parcelle située en QPV ou dans une zone tampon de 300 m.
- Complexifiants : nombre total de logements, nombre de locaux commerciaux en rez-de-chaussée, nombre de propriétaires fonciers, classe cadastrale du logement le plus dégradé.
- Segmentation : nombre de logements HLM, nombre de maisons, nombre d'appartements.
- Occupation : nombre et part des locataires, des propriétaires occupants, des logements vacants, part des propriétaires âgés de 65 ans et plus et de 75 ans et plus.

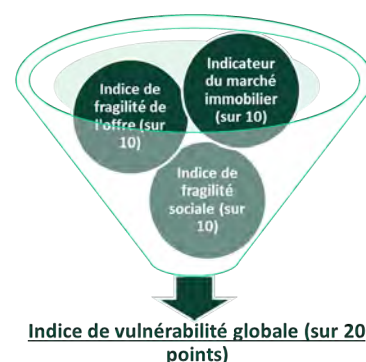


- Social : nombre d'équipements de proximité pour 1000 logements dans la section, part de ménages sous le seuil de bas revenus.
- Taille des logements : nombre de T1, T2, T3, T4, T5 et plus.
- Période de construction : nombre de logements construits avant 1946 /1946-1959/1960-1973/avant 1975/1974-1990/1991-2000/2001 à 2010/ à partir de 2011
- Résidence des propriétaires : dans l'intercommunalité, ailleurs dans le département, ailleurs dans la région, ailleurs en France.
- Droit de propriété : usufruitier et nu-propiétaire, syndic de copropriété, gérant/mandataire/gestionnaire, bailleur/preneur à construction, propriétaire simple.
- Exploitations DVF : Nombre de mutation en année N-1, N-2, N-3, taux et nombre de mutations sur les 3 dernières années, prix de vente moyen, prix au m<sup>2</sup>, nombre de vente par typologie, ...

A partir de ces variables, **3 indicateurs synthétiques ont été conçus et notés sur 10 points** :

- **un indice de fragilité de l'offre** : construction antérieure à 1975, classes cadastrales 6/7/8, part des logements vacants, taille moyenne des logements.
- **un indice de fragilité sociale** : part des ménages à bas revenus, statut d'occupation, taux d'équipements de proximité, proximité des QPV.
- **un indicateur du marché immobilier** : part de logements ayant muté sur trois ans, positionnement du prix de vente moyen par rapport aux prix de vente communal.

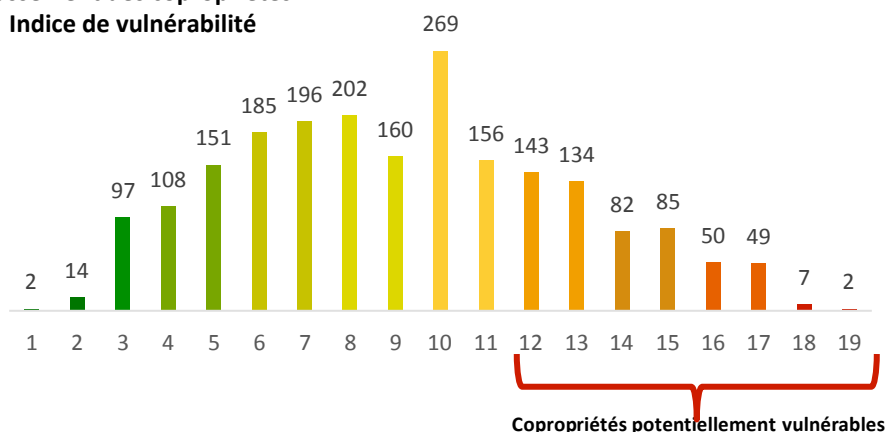
La synthèse des 3 indicateurs forme un indicateur de vulnérabilité noté sur 20 points.



En moyenne, l'indice de vulnérabilité de l'ensemble des copropriétés présentes sur le territoire d'Alès Agglomération s'établit à 9 sur 20 points.

**552 copropriétés peuvent être considérées comme potentiellement vulnérables** (indice supérieur ou égal à 12), soit un peu plus d'une copropriété sur 4 ; ces 552 copropriétés regroupent **4 126 logements**, soit **37% du nombre total de logements en copropriétés**.

Classement des copropriétés  
Indice de vulnérabilité



	Copropriétés vulnérables (note de 12 à 20)	Nombre de logements concernés	Taille moyenne des copropriétés en nombre de logements
Alès	262	2955	11
La Grand-Combe	80	297	4
Anduze	34	147	4
Saint-Jean-du-Gard	30	150	5
Les Salles-du-Gardon	15	79	5
Le Martinet	13	38	3
Sainte-Cécile-d'Andorge	12	46	4
Saint-Martin-de-Valgalgues	12	49	4
La Vernarède	11	42	4
Saint-Jean-de-Valérisclé	9	26	3
Branoux-les-Taillades	8	28	4
Laval-Pradel	6	23	4
Salindres	6	21	4
Saint-Christol-lès-Alès	5	49	10
Génohac	4	9	2
Chamborigaud	3	39	13
Saint-Hilaire-de-Brethmas	3	3	1
Cendras	3	13	4
Saint-Florent-sur-Auzonnet	2	6	3
Chambon	2	4	2
Rousson	2	4	2
Saint-Julien-de-Cassagnas	2	5	3
Brignon	2	5	3
Saint-Maurice-de-Cazevieille	2	8	4
Portes	2	9	5
Ribaute-les-Tavernes	2	5	3
Massanes	2	5	3
Tornac	1	3	3
Saint-Paul-la-Coste	1	2	2
Ners	1	2	2
Les Mages	1	2	2
Cruviers-Lascours	1	6	6
Boucoiran-et-Nozières	1	4	4
Généralgues	1	2	2
Lézan	1	6	6
Corbès	1	3	3
Martignargues	1	2	2
Saint-Privat-des-Vieux	1	3	3
Vézénobres	1	4	4
Sénéchas	1	2	2
Concoules	1	2	2
Vabres	1	3	3
Mialet	1	2	2
Saint-Julien-les-Rosiers	1	5	5
Massillargues-Attuech	1	8	8
<b>Total général</b>	<b>552</b>	<b>4126</b>	<b>7</b>

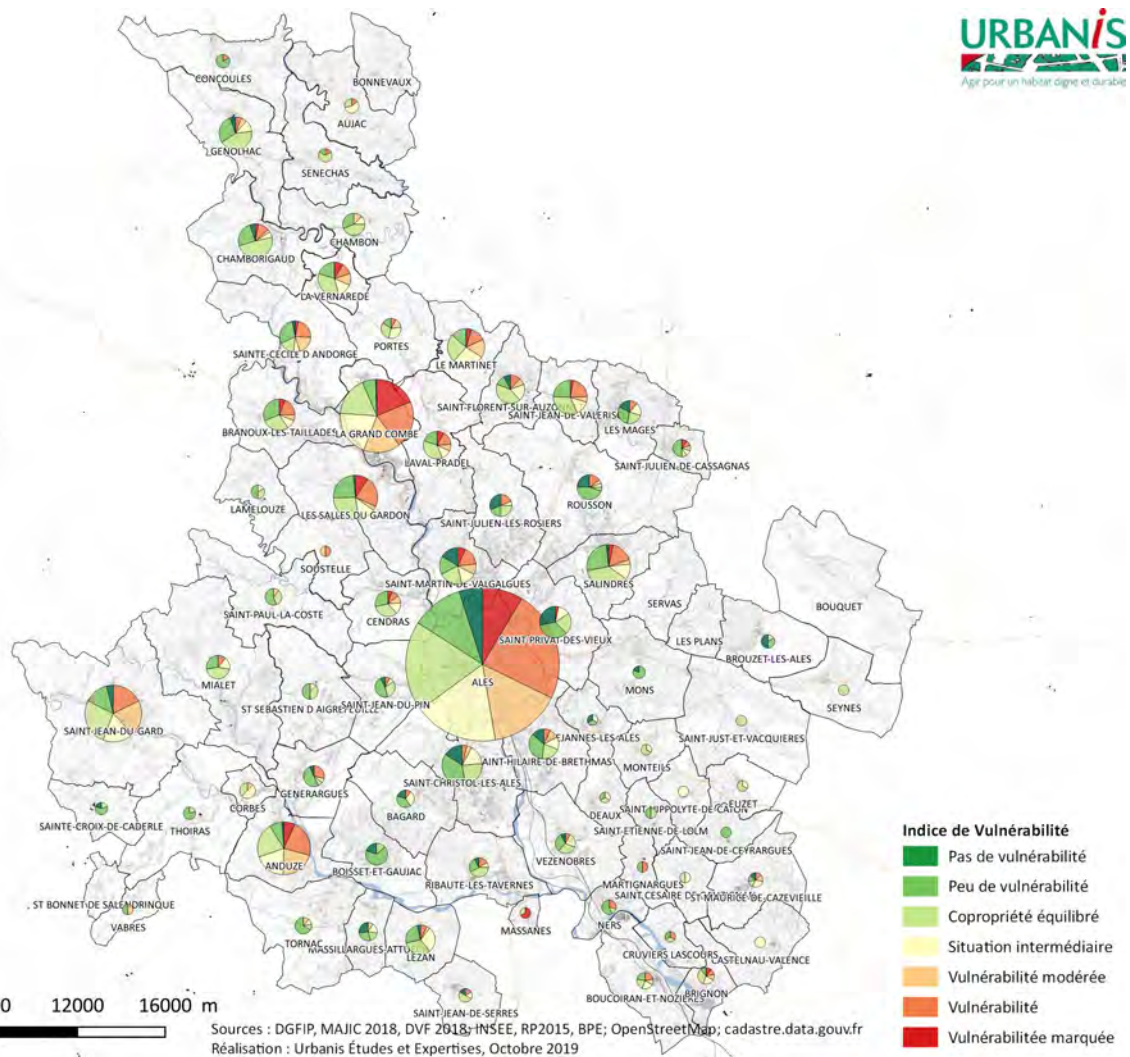
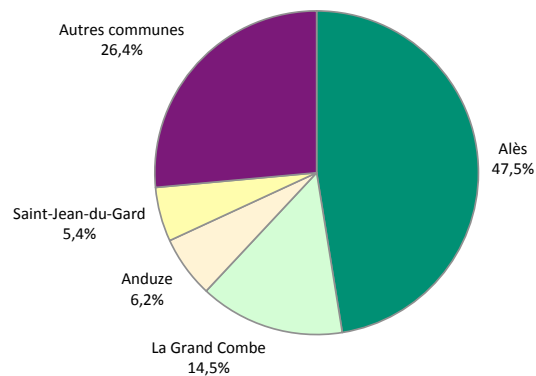
Le tableau ci-contre indique pour chaque commune le nombre de copropriétés classées vulnérables, le nombre de logements qu'elles regroupent ainsi que la taille moyenne des copropriétés concernées :

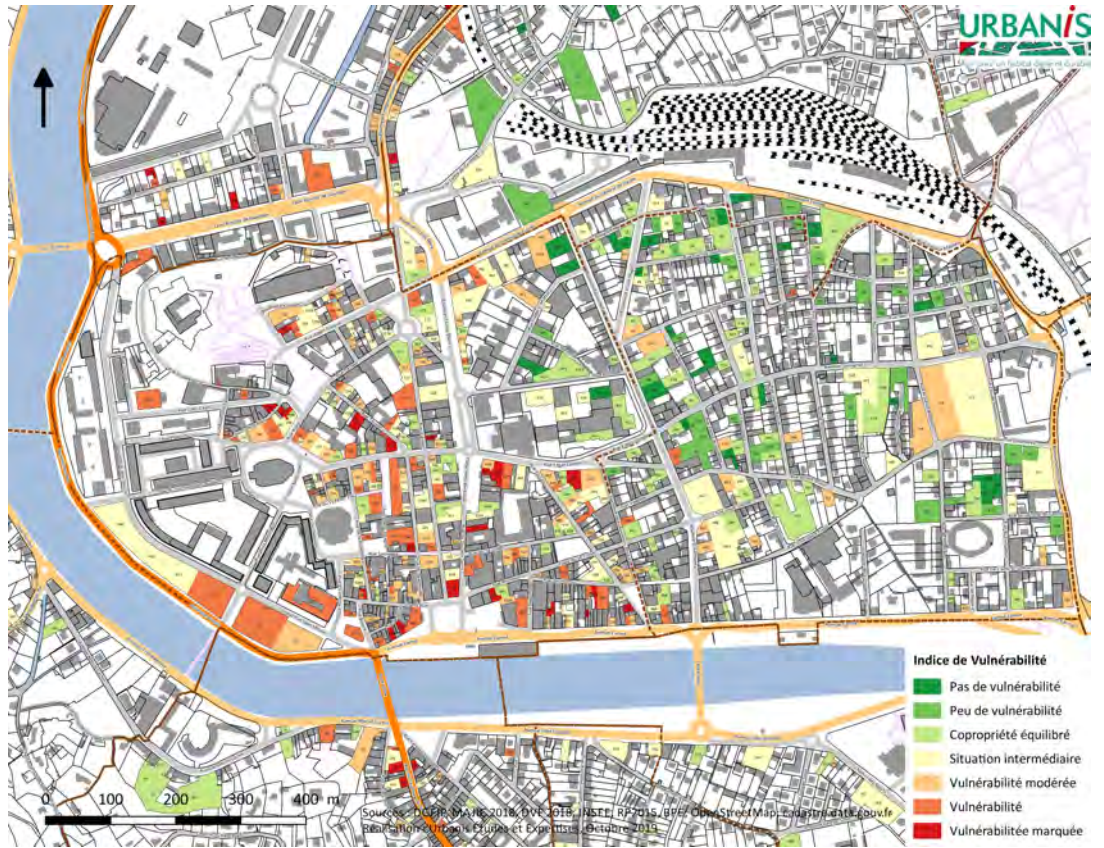
On constate ainsi que la ville d'Alès concentre les situations les plus difficiles avec :

- 47% des copropriétés vulnérables (contre 35% du nombre total de copropriétés) ;
- 72% des logements en copropriétés vulnérables (contre 61% du nombre total de logements en copropriétés).

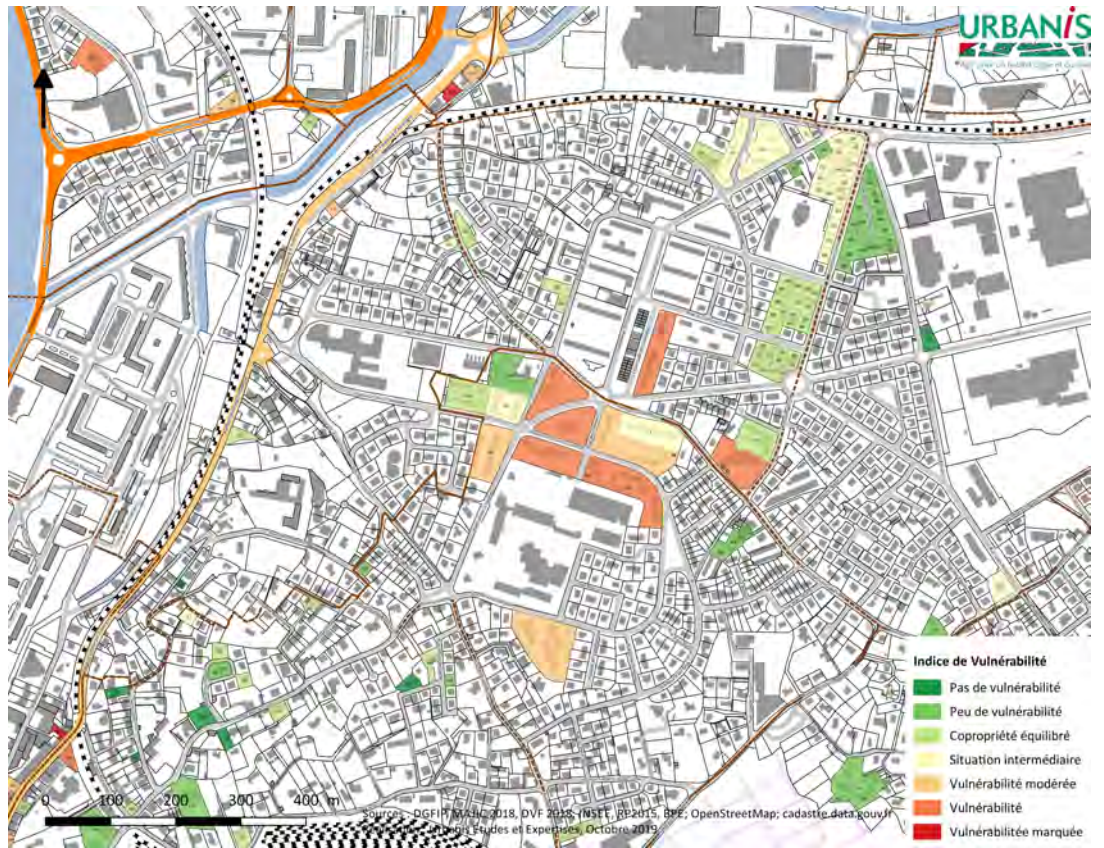
Hors d'Alès, des fragilités importantes apparaissent sur 290 copropriétés réparties sur 44 communes de l'Agglomération, en particulier sur La Grand-Combe, Anduze et Saint-Jean-du-Gard ; ce constat rejoint les inquiétudes exprimées par les Elus de ces communes quant à la dégradation du parc de logements privés, notamment en centre ancien.

Répartition communale des copropriétés identifiées comme vulnérables (note égale ou supérieure à 10)





**Centre ancien- Alès**



**Quartier Clavières - Alès**

### 5.1.3 - Une forte corrélation entre copropriétés de petites tailles, ancienneté du bâti et vulnérabilité

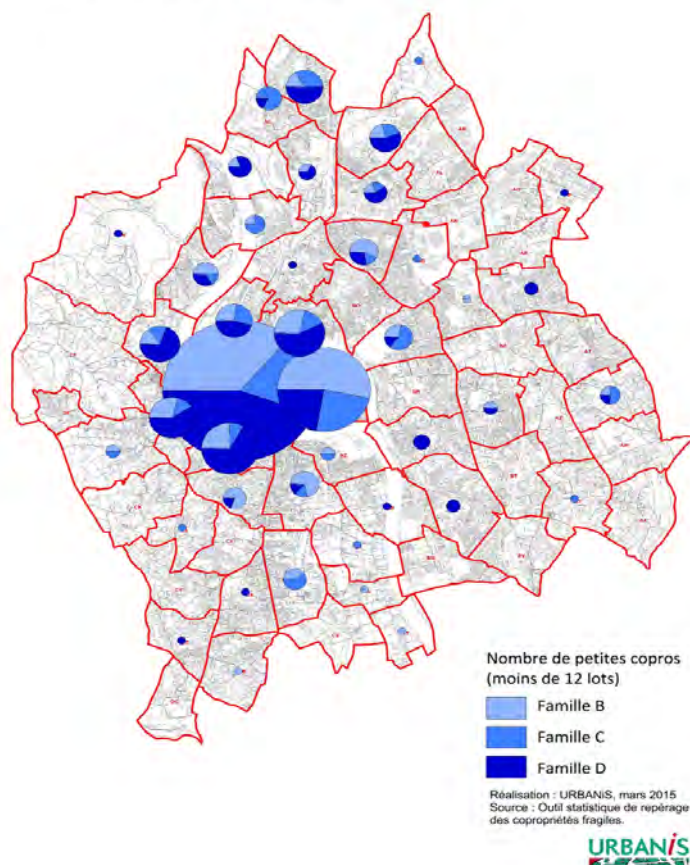
#### Une grande majorité des copropriétés vulnérables d'Alès Agglomération sont des copropriétés de petites tailles et anciennes :

- 91% des copropriétés vulnérables comportent moins de 12 logements ; la vacance y est très importante (36%) et la part de propriétaires occupants très en retrait (23% seulement).  
Le poids des petites copropriétés vulnérables est moindre sur la ville-centre d'Alès (78%), celle-ci accueillant de plus grands ensembles en situation potentielle de vulnérabilité.
- 90% des copropriétés vulnérables de moins de 12 logements ont été construites avant 1946, et sont majoritairement localisées en centres anciens (84% sur Alès et entre 90 et 100% sur les autres communes).

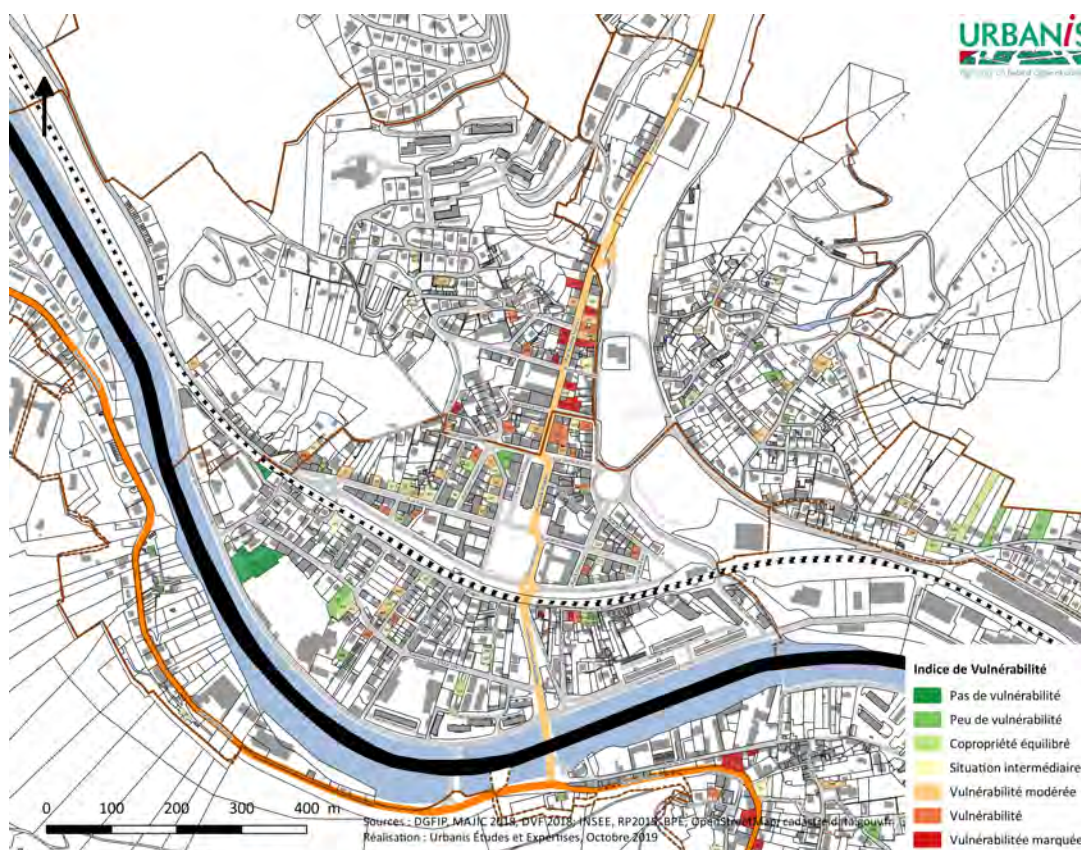
**Sur Alès**, une majorité des petites copropriétés (moins de 12 lots) sont considérées dans une situation délicate : près de 50 % sont classées en «famille D» par l'outil d'observation de l'ANAH, catégorie qui correspond aux copropriétés les plus dégradées (*extrait de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH RU d'Alès, 2019*).

Protocole de préfiguration NPNRU Alès Agglomération

Petites copropriétés par section cadastrale



Les cartes ci-contre et ci-après d'analyse de la vulnérabilité des copropriétés, confirment une **concentration des copropriétés vulnérables sur les centres anciens d'Alès et de la Grand Combe**, mais également concernant Alès sur des secteurs plus périphériques tels que les **quartiers de Clavières ou du Plan**.



## Centre ancien - La Grand-Combe

Le registre d'immatriculation des copropriétés rend également compte d'une **défaillance de gestion des copropriétés**, en particulier de celles comportant peu de lots d'habitations. Bien que toutes les copropriétés aient désormais pour obligation légale de s'immatriculer, **seule une part infime - 18% - apparaît sur le registre de juin 2019** : 379 copropriétés seulement étaient alors immatriculées, sur les 2092 recensées par le fichier Majic 2018 de la DGFiP.

## Nombre de copropriétés immatriculées le 30/06/2019 par lots d'habitation

	Total	10 lots ou moins	11 à 49 lots	50 à 199 lots	Plus de 200 lots
<b>CA Alès Agglomération</b>	<b>379</b>	<b>225</b>	<b>121</b>	<b>32</b>	<b>1</b>
Alès	284	151	105	27	1
Anduze	18	15	2	1	-
La Grand-Combe	14	13	1	-	-
Saint-Christol-lès-Alès	11	3	7	1	-

Source : registre d'immatriculation des copropriétés au 30/06/2019

NB : Les autres communes du territoire sont soit non concernées, soit sous le secret statistique (les données ne sont pas affichées s'il y a moins de 11 copropriétés sur le territoire mais comptabilisées dans le total de l'EPCI)

Le taux d'immatriculation avoisine les 100% pour les copropriétés de 11 lots d'habitations et plus. Il n'est par contre que de 12% pour les copropriétés de 10 lots ou moins qui se soustraient massivement à cette démarche. Ce constat rend compte d'une **méconnaissance des obligations légales qui incombent aux copropriétés**, si ce n'est d'une **défaillance en matière de gestion et de fonctionnement**.

Poids des copropriétés immatriculées au 30/06/2019 au regard des copropriétés recensées sur le territoire  
Comparatif par taille en nombre de lots d'habitation



Si les copropriétés gérées par des syndic professionnels sont majoritaires sur le registre, le **nombre de copropriétés enregistrées non gérées par un syndic** - 97 au total - **est inquiétant** car fortement préjudiciable à leur bon fonctionnement et de fait à leur entretien.

Le registre répertorie par ailleurs **une copropriété sous administration provisoire** (située sur Alès).

#### Organisation et statut juridique des copropriétés immatriculées au 30/06/2019

	Total	Syndics professionnels	Syndics non professionnels (bénévoles et coopératifs)	Sans syndic
<b>CA Alès Agglomération</b>	<b>379</b>	<b>247</b>	<b>35</b>	<b>97</b>
Alès	284	215	19	50
Anduze	18	9	4	5
La Grand-Combe	14	1	2	11
Saint-Christol-lès-Alès	11	7	1	3

Source : registre d'immatriculation des copropriétés au 30/06/2019

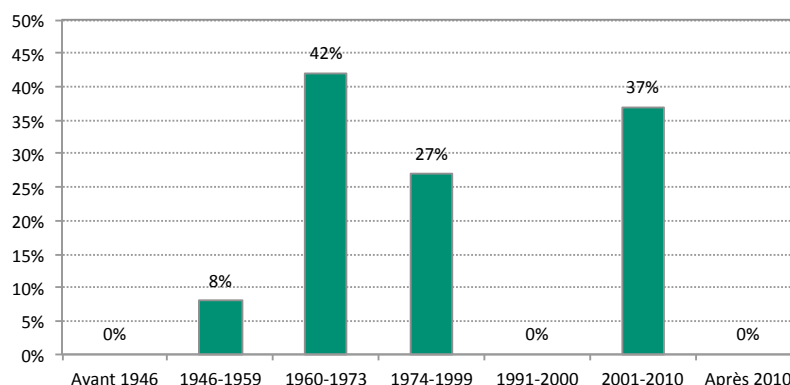
5.1.4 - Les grands ensembles en copropriétés : des fragilités moins accentuées mais un enjeu fort au regard du nombre de logements

**29 copropriétés de plus de 50 logements sont recensées** sur le territoire d'Alès Agglomération. Elles regroupent **2 501 logements**, soit 22% du nombre total de logements en copropriétés et se caractérisent par :

- une moindre proportion de propriétaires occupants : 35% de propriétaires occupants (contre 43 % en moyenne sur l'ensemble des copropriétés du territoire) ;
- un taux de vacance de 11%, légèrement inférieur au taux de vacance de l'ensemble des copropriétés (14 %) ;
- une ancienneté plus marquée : 50% de ces copropriétés ont été construites entre 1946 et 1973 ;
- une vulnérabilité plus affirmée avec un indice moyen de vulnérabilité de 11 sur 20 points (contre 9 en moyenne sur l'ensemble des copropriétés) ;
- une concentration sur seulement 4 communes : Alès (pour 25 d'entre elles), Saint-Privat-des-Vieux (pour 2), Saint-Jean-du-Gard et Saint-Christol-lès-Alès (1 copropriété de plus de 50 logements sur chacune de ces communes).

## Ancieneté des copropriétés de 50 logements et plus

Source : MAJIC 2018



Parmi ces grands ensembles, 13 copropriétés se distinguent par un indice de vulnérabilité supérieur à 12. Elles totalisent 1 303 logements et se situent toutes sur Alès, sur les quartiers Rénovation, Les Plans et Clavières ; plus de la moitié de ces copropriétés sont localisées en QPV ou en zone tampon.

Adresse	Quartier	QPV	Nombre de logements	Indice de Vulnérabilité (sur 20)
0055 GRAND RUE JEAN MOULIN, Alès	Rénovation	QPV	73	16
0050 GRAND RUE JEAN MOULIN, Alès	Rénovation	QPV	72	16
0008 JEAN JAURES, Alès	Rénovation	QPV	56	13
0058 GRAND RUE JEAN MOULIN, Alès	Rénovation	QPV	155	16
0008 DE LA GIBERTINE, Alès	Le Plan	-	80	13
0032 DE STALINGRAD, Alès	Le Plan	-	80	13
0001 MAURICE BOURDET, Alès	Le Plan	-	90	14
0016 DE VABRELONGUE, Alès	Clavières	Tampon	66	13
0007 CHARLES GOUNOD, Alès	Clavières	-	60	15
0001 CHARLES GOUNOD, Alès	Clavières	Tampon	72	17
0049 GASTON RIBOT, Alès	Clavières	-	160	14
0010 DE CLAVIERES, Alès	Clavières	-	199	16
0008 DE L'ÉGLISE DE TAMARIS, Alès	Tamaris	QPV	140	15

## 5.1.5 - Evaluation du potentiel en matière de précarité énergétique

L'évaluation du bâti potentiellement énergivore repose sur une cible principale, **le parc d'avant 1975 ; il concerne 1 706 copropriétés représentant 7 006 logements.**

**L'état du bâti** (catégories cadastrales 6, 7 et 8) constitue ensuite un 1<sup>er</sup> filtre discriminant permettant d'affiner le potentiel en matière de rénovation thermique : sont concernées **1 614 copropriétés représentant 6 907 logements.**

Pour une approche de la précarité énergétique, un 2<sup>ème</sup> filtre est appliqué, prenant en compte la **fragilité sociale des occupants** : sont dès lors concernées **751 copropriétés totalisant 3 861 logements.**



### Evaluation du potentiel pour le dispositif « copropriétés fragiles » de l'Anah

L'éligibilité à l'aide « Habiter mieux copropriété » de l'ANAH repose sur un critère d'occupation : 75% des lots d'habitation à minima doivent être occupés à titre de résidence principale. Ce dernier filtre correspond sur le territoire de l'Agglomération à **422 copropriétés représentant 2 650 logements**. Le tableau suivant indique la ventilation par commune du nombre de copropriétés potentiellement concernées par la précarité énergétique (751 copropriétés au total) et évalue le potentiel de traitement par le biais des subventions Anah dans le cadre du dispositif « Habiter Mieux Copropriété » (422 copropriétés).

Communes	Evaluation des copropriétés en précarité énergétique	Dont potentiel Habiter Mieux Copropriété
Alès	338	220
La Grand-Combe	124	62
Anduze	49	28
Saint-Jean-du-Gard	42	14
Le Martinet	17	7
Les Salles-du-Gardon	13	4
Saint-Jean-de-Valérisclé	11	5
Branoux-les-Taillades	10	5
Salindres	10	8
Sainte-Cécile-d'Andorge	9	2
Saint-Christol-lès-Alès	9	7
Saint-Martin-de-Valgagues	8	4
Laval-Pradel	8	3
Lézan	8	6
Saint-Florent-sur-Auzonnet	7	4
Chamborigaud	7	2
Génolhac	6	4
Cendras	6	3
Saint-Hilaire-de-Brethmas	5	2
La Vernarède	5	2
Généralgues	5	3
Saint-Julien-les-Rosiers	4	2
Boucoiran-et-Nozières	4	3
Corbès	4	3
Brignon	3	-
Saint-Paul-la-Coste	3	2
Chambon	3	2
Bagard	3	1
Saint-Julien-de-Cassagnas	2	-
Mialet	2	2
Rousson	2	1
Vézénobres	2	1
Massanes	2	-
Sénéchas	1	-
Ribaute-les-Tavernes	1	1
Deaux	1	1
Euzet	1	1
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	1	-
Martignargues	1	-

Communes	Evaluation des copropriétés en précarité énergétique	Dont potentiel Habiter Mieux Copropriété
Tornac	1	1
Lamelouze	1	1
Portes	1	1
Saint-Hippolyte-de-Caton	1	1
Les Mages	1	1
Saint-Jean-de-Serres	1	-
Saint-Césaire-de-Gauzignan	1	1
Concoules	1	-
Soustelle	1	-
Castelnau-Valence	1	1
Vabres	1	-
Saint-Jean-du-Pin	1	-
Ners	1	-
Massillargues-Attuech	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>751</b>	<b>422</b>

## 5.2 – Zoom sur les grandes copropriétés d'Alès

### 5.2.1 - Les copropriétés du centre ancien et des faubourgs d'Alès

L'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU du centre ancien et des faubourgs d'Alès menée en 2018 et 2019 par URBANIS pour Alès Agglomération et portant sur la partie ancienne du centre-ville d'Alès ainsi que sur les faubourgs de Rochebelle, du Soleil et d'Auvergne distingue :

- les copropriétés « récentes », postérieures à 1945, qui représentent 2% seulement des immeubles du périmètre d'étude ; construites en centre-ville et peu présentes dans les faubourgs, elles sont en meilleur état que le reste du parc : plus de la moitié est classée en « bon état » et une seule en état dégradé. Elle sont occupées par une proportion plus importante de propriétaires occupants (38% de PO dans ces copropriétés contre 8% seulement dans les mono-propriétés). Construites pour beaucoup d'entre elles voici plus de 30 ans, elles nécessitent des travaux d'isolation thermique et, selon le profil de leurs occupants, des travaux d'adaptation au vieillissement ou au handicap.
- les copropriétés « anciennes », antérieures à 1946, qui représentent 16% des immeubles du périmètre d'étude. Leur état est comparable à celui des autres immeubles anciens en mono-propriété ; les enjeux en terme de requalification sont donc identiques à ceux des autres immeubles du parc ancien, avec une difficulté supplémentaire liée à la déficience des instances de gestion de nombre d'entre elles, ce qui peut compliquer les processus de décision et l'engagement des travaux.

Concernant les copropriétés récentes, l'objectif de l'OPAH-RU sera d'inciter à la réalisation de travaux, notamment d'isolation thermique et d'adaptation à la perte d'autonomie et au handicap.

Concernant les copropriétés anciennes, l'objectif est davantage de mettre en œuvre un accompagnement juridique et, si nécessaire, d'engager les travaux de requalification.

## 5.2.2 - Les copropriétés du secteur Rénovation

SOLIHA a été chargée en 2018-2019 d'une mission de Veille et d'Observation (de type VOC) sur les 7 copropriétés du secteur Rénovation / Grand Rue Jean Moulin, datant des années 60/70 et regroupant près de 520 logements.



Source : SOLIHA , « Copropriétés du secteur Rénovation »

Le constat de départ est le suivant :

- des copropriétés pas forcément fragiles mais nécessitant un suivi du fait du vieillissement de leur population et de leur manque d'attractivité pour des clientèles plus jeunes qui préfèrent le parc plus récent ;
- des immeubles qui pâtissent d'une image de grand ensemble comme le parc social voisin mais qui bénéficient en contrepartie d'une vue remarquable sur le Gardon et les contreforts des Cévennes ;
- des immeubles qui souffrent d'un problème d'accessibilité du fait de la déconstruction partielle, voici quelques années, de la dalle de la Grand Rue Jean Moulin où se situent les entrées ;
- des charges en augmentation croissante (défaut d'isolation thermique et défaut de chauffage performant) ;
- une requalification d'ensemble (isolation par l'extérieur) difficilement réalisable à court terme (coût prévisionnel élevé).

L'analyse des caractéristiques physiques, techniques et financières de chaque copropriété a conduit à identifier :

- 1 copropriété en bon état : « La Castagnade » (72 logements) ;
- 4 copropriétés en état moyen : Les Rives du Gardon 1 (60 logements), Les Rives du Gardon 2 (60 logements), Le Jean Jaurès (55 logements) et Rénovation 1 (42 logements), cette dernière étant à surveiller particulièrement ;
- 2 copropriétés fragiles - L'Hermitage (156 logements) et Le Villeneuve (73 logements) - qui pourraient basculer rapidement en état de dégradation, en l'absence d'interventions rapides sur les parties communes et dans la gestion des impayés.



**Synthèse des fragilités des copropriétés du quartier du Plan**  
Source : « Etude urbaine quartier « Le Plan » d'Alès – Alès Agglomération, URBANIS, 2019

### 5.2.3 - Les copropriétés du quartier du Plan

Le diagnostic de l'étude urbaine du quartier du Plan réalisé en 2019 par URBANIS souligne l'enjeu majeur que constitue sur ce quartier les copropriétés des années 50-60 qui présentent des signes de fragilité et nécessitent des travaux d'amélioration, notamment thermiques. La seconde phase de l'étude a donc été réorientée vers un approfondissement du diagnostic des copropriétés du quartier et notamment sur les plus importantes - à savoir Bâticoop et Air et Lumière - afin de mieux cerner les actions à entreprendre (observation, assistance juridique et gestion, travaux...).

107 copropriétés, dont 62 antérieures à 1946 et 71 postérieures à cette date, sont localisées sur le quartier du Plan :

- Les copropriétés anciennes sont majoritairement de petite taille (deux tiers comptent moins de 5 logements et une seule plus de 10 logements) ; elles sont globalement en moins bon état (près de 1/5 sont dans un état dégradé) et présentent un taux de vacance élevé (18% contre 13% dans le parc de mono-propriétés).
- Les copropriétés récentes sont globalement en meilleur état (6% seulement sont dans un état dégradé) et de taille plus importante (5 comptent plus de 50 logements : Bâticoop-Les jardins 1 et 2, Air et Lumière, Centaures et Alès Piazza).

Afin de hiérarchiser les interventions à mettre en œuvre sur le parc de copropriétés des Plans, une hiérarchisation de leur niveau de fragilité a été établie sur la base de 4 indicateurs (voir carte ci-contre) :

- une majorité de propriétaires bailleurs (plus de 50%) ;
- un taux de vacance supérieur à 18% ;
- l'état du bâti ;
- le prix moyen au m<sup>2</sup> en référence au prix moyen au m<sup>2</sup> des ventes d'appartements sur le quartier du Plan (soit 1 430 €/ m<sup>2</sup>).

Globalement près de la moitié des copropriétés du quartier du Plan présentent des indices de fragilité et devront faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) mis en place par Alès Agglomération.

Un tiers au moins des copropriétés du quartier présente des signes de grande fragilité ; pour celles-ci, l'étude URBANIS préconise la mise en place d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés (POPAC). Parmi les copropriétés de plus de 50 lots, trois ressortent de cette analyse :

- Baticoop - Les Jardins 1 et 2 - qui datent de la fin des années 1950 et comptent respectivement 90 et 80 logements ;
- Air et Lumière, immeuble en R+11 de 80 logements, datant du milieu des années 1950.



**Baticoop- Les Jardins 1**



**Baticoop- Les Jardins 2**



**Air et Lumière**



### **Les dispositifs d'observation et d'intervention auprès de copropriétés**

**Le dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) :** Le VOC est un outil stratégique d'observation permettant de repérer et de classer, selon leur état, les copropriétés (très dégradées, dégradées, fragiles, etc...) afin de rechercher et d'identifier la nature des difficultés rencontrées ou à envisager. Alimenté grâce au regroupement d'un certain nombre de données (registre des copropriétés, données DVF et Majic, relevés de terrain, rencontres avec les acteurs, etc.), cet outil sert d'observatoire.

**Le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC).** Le POPAC est destiné à prévenir ou stopper un processus de déqualification de copropriétés montrant des signes de fragilité. Les objectifs du POPAC concourent à sensibiliser et faire prendre conscience aux copropriétaires de la nécessité d'organiser leur copropriété ; accompagner les copropriétés le plus en amont possible pour prévenir le risque de dégradation ; créer les conditions d'organisation indispensables pour que les petites copropriétés puissent s'engager dans les travaux nécessaires

**L'opération de requalification des copropriétés dégradées (ORCOD) :** créé par la loi ALUR pour traiter les copropriétés dégradées, l'Orcod constitue un outil ensemblier, qui doit permettre de traiter de façon globale les causes des dysfonctionnements observés sur les copropriétés. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un projet urbain et social ou d'une politique locale de l'habitat. Elles permettent notamment le recours au portage foncier.

**Le Plan De Sauvegarde :** le PDS est un dispositif d'accompagnement au redressement des copropriété sur les plans de la gestion, de l'accompagnement social et technique. Il permet d'intervenir sur les situations particulièrement difficiles. Sa mise en œuvre est décidée directement par le Préfet du département ou sur proposition du Maire de la commune. Le Préfet désigne un coordinateur chargé du bon déroulement du plan ; les missions du coordinateur peuvent être financées en partie par l'Anah à hauteur de 50 % des dépenses dans la limite de 25 000 € par an.

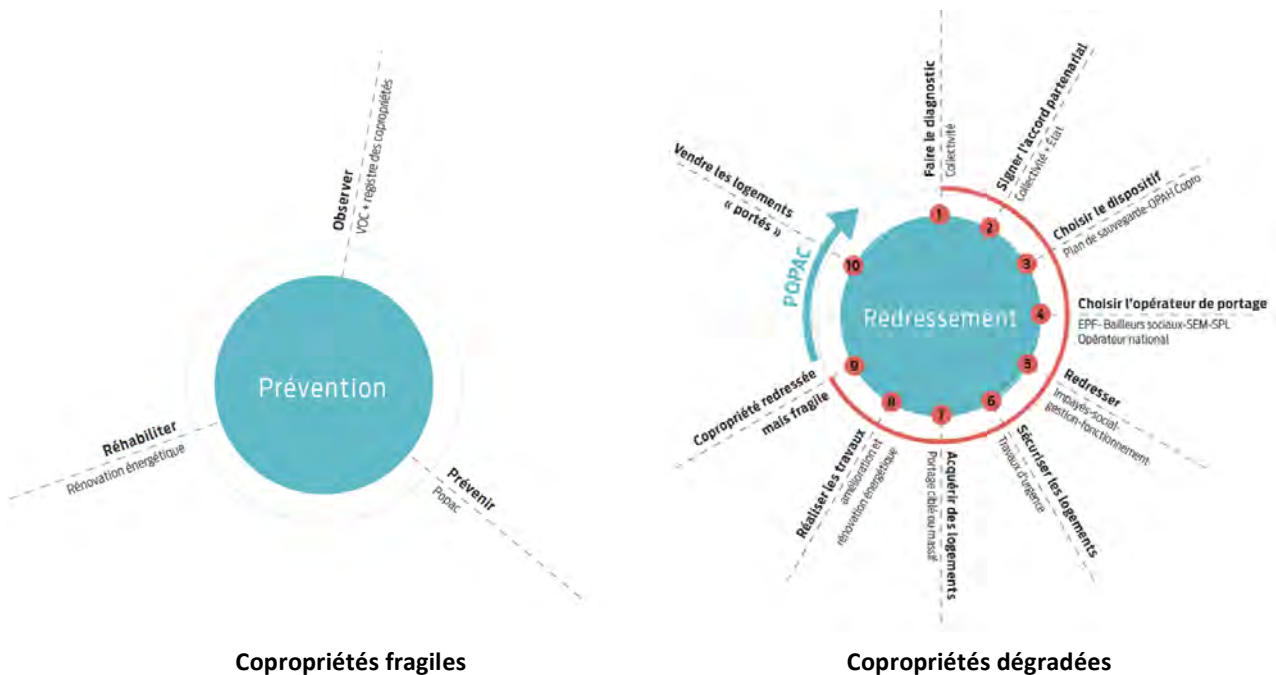
**L'OPAH copropriétés dégradées :** il s'agit d'un dispositif incitatif, préventif ou curatif, qui ne concerne que les actions de redressement des copropriétés dégradées. Il porte sur un ou plusieurs immeubles et permet d'accompagner les syndicats de copropriétaires pour redresser la gestion des copropriétés. L'Opah Copropriété facilite également la mise en œuvre d'un programme de travaux d'amélioration des bâtiments, tant sur les parties communes que sur les parties privatives.

**L'OPAH avec volet copropriété en difficulté :** Ce volet s'inscrit dans un dispositif d'intervention dont l'objet est plus large que celui du plan de sauvegarde ou de l'Opah "copropriétés". Il dépasse en effet la seule intervention ciblée sur une ou plusieurs copropriétés ; dans ce cas l'intervention s'opère sur un échantillon d'immeubles préalablement définis.

**L'aide aux travaux de rénovation énergétique « Habiter Mieux Copropriétés » :** Pour bénéficier de l'aide Anah « Habiter Mieux Copropriété », la copropriété doit notamment comporter 75% minimum de lots d'habitation occupés en résidence principale et être considérée comme fragile, ce qui signifie que son étiquette énergétique doit être comprise entre D et G et que son budget prévisionnel annuel doit afficher un taux d'impayés de charges supérieur à un seuil défini (compris entre 8% et 25% pour les copropriétés de moins de 200 lots).

Sous certaines conditions, peuvent également bénéficier de cette aide les copropriétés intégrées à un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (Popac) ou à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (Opah). L'aide « Habiter Mieux Copropriété » est attribuée au syndicat de copropriétaires pour un programme de travaux permettant un gain énergétique de 35 % minimum.

## 5.3 - Enjeux et premières pistes d'intervention



Prévention, redressement, recyclage pour les copropriétés les plus dégradées, les outils et stratégies d'intervention sont multiples et devront vraisemblablement se conjuguer (y compris dans le cadre du NPNRU ou du programme Action Cœur de Ville).

Sur les bases du diagnostic présenté plus haut, plusieurs enjeux se définissent en ce sens :

- **Un enjeu d'accompagnement des petites copropriétés en centre ancien** (soutien administratif, juridique et financier) afin de redresser - ou instaurer - leurs instances de gestion pour les mettre en situation de réhabilitation.
- **Un enjeu immédiat de réhabilitation des copropriétés les plus dégradées** avec des actions ciblées, adossées aux dispositifs d'amélioration de l'habitat (mobilisation des outils incitatifs et coercitifs pour permettre une requalification durable des immeubles).
- **Une vigilance préconisée sur les grands ensembles** en copropriétés qui, s'ils sont faiblement représentés sur le territoire, n'en demeurent pas moins importants par le nombre de logements qu'ils comportent et les répercussions fortes que leur dégradation peut avoir à l'échelle d'un îlot voire d'un quartier. Une analyse des données de gestion portées au registre d'immatriculation permettrait d'approfondir leur connaissance et un premier niveau de veille.
- **Un enjeu de mise à niveau des performances énergétiques**, notamment sur les grands ensembles dont 50% ont été construits avant 1974.
- **Un enjeu général de sensibilisation des copropriétés fragiles aux règles et obligations qui leur sont rattachées** (immatriculation au registre, désignation d'un syndic, ...).





## 6 - Marché du logement

### 6.1 - Les tendances nationales du marché en 2019

#### 6.1.1 - Un volume record de transactions immobilières

Au cours des derniers mois, la faiblesse des taux d'intérêt a fortement accru la solvabilité des acquéreurs, tandis que le rendement à la baisse des fonds en euro oriente les investisseurs vers l'immobilier. Le marché immobilier français s'apprête ainsi à battre un nouveau record, avec 1 020 000 transactions enregistrées sur 12 mois à fin juillet 2019, en progression de 7% sur un an. La même tendance s'observe à l'échelle du département du Gard, avec un montant global des ventes en hausse de 50% sur 4 ans (Cgedd).

Évolution des volumes de ventes des logements anciens pour la période 2000/2019

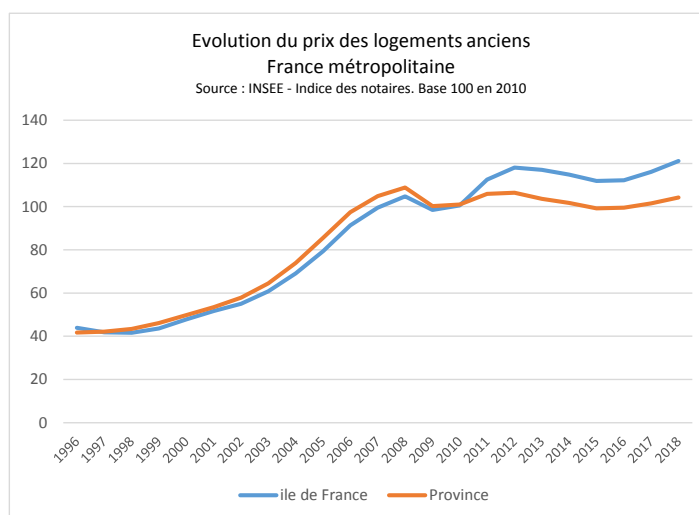


Source : CGEDD d'après bases notariales et DGFF (MEDOC)

#### 6.1.2 - Une évolution des prix contrastée

L'évolution des prix depuis la crise de 2009 est différenciée selon les territoires. Un découplage significatif s'est opéré entre la région parisienne, les grandes métropoles et le reste du territoire.

Alors que la hausse est ininterrompue à Paris, les prix de l'immobilier des villes moyennes ont connu plusieurs années de stabilité après la décote de 2009-2011, et enregistrent une reprise modérée depuis 2018 seulement : l'Observatoire des notaires indique en octobre 2019 une hausse des prix de l'ancien de 2,7% sur un an pour les maisons et de 5,1% pour les appartements en France métropolitaine, une tendance qui s'observe « sur toutes les grandes villes de province à l'exception de quelques agglomérations (Saint-Nazaire, Douai, Lens, Maubeuge) où les prix restent orientés à la baisse ».

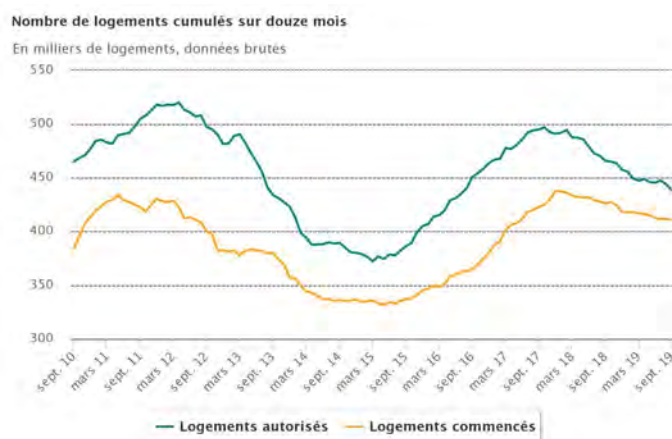


### 6.1.3 - Des interrogations pour les années à venir

A court terme, les notaires ne constatent aucun affaiblissement de la dynamique du marché : « *La principale motivation des Français pour l'acquisition immobilière reste l'attractivité des taux d'intérêt, mais également le rendement limité de nombreux produits d'épargne consécutif à la baisse des taux. Cette baisse des taux favorise très largement, dans les communes les plus dynamiques, l'achat au détriment de la location. La moyenne d'âge des acquéreurs tend à baisser.* »

Le marché n'est pourtant pas à l'abri d'un infléchissement, voire d'un retournement de tendance : une brusque remontée des taux d'intérêt impacterait nécessairement la dynamique en cours.

La construction neuve à l'échelle nationale est quant à elle en fléchissement depuis le début 2018. Sur un an, d'avril 2018 à mars 2019, le volume des logements autorisés est en baisse de 8,2 %, celui des logements commencés de 5,2 %. La fraction la plus cyclique du marché, la promotion immobilière, est également en repli selon l'Observatoire des notaires, avec une baisse de 3,3% du nombre des réservations et de 14,8% des mises en vente au 2<sup>ème</sup> semestre 2019.



Cette tendance pourrait être amplifiée par les élections municipales de 2020 (pouvant conduire au décalage dans le temps voire à l'abandon de certains projets) mais aussi par les mesures prises au plan national pour freiner l'étalement urbain, notamment dans les territoires peu tendus : recentrage du dispositif Pinel sur les zones B1, politique des cœurs de ville, incitations à l'investissement locatif dans l'ancien (dispositif Denormandie).

## 6.2 - Les ressorts du marché d'Alès Agglomération

Alès agglomération est un vaste territoire qui connaît des dynamiques contrastées en termes d'attractivité résidentielle et de marché immobilier :

- Une ville centre qui poursuit sa mutation avec une démographie atone (-0,40% l'an entre 2012 et 2017) ;
- Une couronne péri-urbaine dynamique qui capte une large partie des classes moyennes et des couches aisées de la population ; un développement amplifié vers Nîmes au Sud et sur un axe transversal Sud-Ouest / Nord-Est Anduze - les Mages ;
- Un territoire cévenol, rural et touristique, avec de nombreuses résidences secondaires mais aussi de petits pôles urbains, Anduze et Saint-Jean-du-Gard, dotés d'un important parc ancien ;
- Un ancien territoire minier en stagnation au Nord d'Alès, avec un marché immobilier exsangue : La Grand Combe, Les Salles du Gardon, mais également Cendras malgré sa proximité immédiate d'Alès.

Nous rappelons ci-après les grandes caractéristiques de la démographie et du parc de logements d'Alès Agglomération, qui permettent de mieux appréhender les spécificités de son marché immobilier.

### 6.2.1 - Démographie

La croissance démographique enregistrée par Alès Agglomération sur la période 2012-2017 (+0,24% en moyenne par an) est nettement inférieure à celle du Département du Gard (+0,50% en moyenne par an) ou de l'agglomération voisine de Nîmes Métropole (+0,60%).

Mais il s'agit là d'une moyenne : les communes de première couronne d'Alès dépassent 1,0% voire 1,5% de croissance annuelle moyenne (+0,92% en moyenne sur le secteur entre 2012 et 2017), alors que les communes du Nord et de l'Ouest de l'Agglomération voient leur population stagner voire reculer (-0,22% sur le bassin de La Grand Combe, -0,35% sur le bassin d'Anduze / Saint-Jean-du-Gard, -0,01% sur le bassin Nord Cévennes).

La population est globalement âgée, avec un indice de jeunesse faible (0,67), nettement inférieur à la moyenne départementale (0,81), mais qui montre là encore de fortes disparités entre communes (globalement âgées au Nord, jeunes au Sud)

Enfin, le revenu médian (de 18 670 € en 2018) des ménages d'Alès Agglomération est de 7% inférieur à la médiane départementale et de 4,5% inférieur à celui des ménages de Nîmes Métropole ; comme déjà souligné, il est fortement impacté par le niveau de revenu plus faible des ménages de la ville centre d'Alès (16 660 €) et de La Grand Combe (14 580 €).

Le taux de pauvreté de 22,8% est identique à celui de Nîmes Métropole (22,6%), mais supérieur à celui du département du Gard (19,8%).

	Commune d'Alès	Alès Agglomération	Nîmes Métropole	Département du Gard
Taux de croissance démographique annuel moyen 2012-2017	-0,4%	+0,2%	+0,60%	+0,5%
Indice de Jeunesse				
Revenu médian 2018 par UC	16 830 €	18 670 €	19 550 €	20 020 €
Taux de pauvreté 2017	30,0%	22,8%	22,8%	19,8%

Source : INSEE

## 6.2.2 - Habitat

Le territoire d'Alès Agglomération compte une part significative de résidences secondaires et de logements vacants :

- 8,1% de résidences secondaires (Département du Gard : 13,0%), fortement représentées sur les communes cévenoles mais également sur quelques communes rurales du Sud du territoire ;
- 10,5% de logements vacants (Département du Gard : 8,4%), particulièrement nombreux à la fois dans les communes rurales et dans les grands centres urbains (Alès, La Grand Combe) et centre-bourgs (Anduze, Saint-Jean-du-Gard).

L'habitat individuel, majoritaire, représente 65% du parc de logements de l'Agglomération. L'habitat collectif est quant à lui concentré sur les villes les plus importantes et notamment Alès (62% de logements collectifs soit près de 62% du parc collectif total de l'Agglomération) et La Grand Combe (62% de logements collectifs soit 7 % du parc collectif total de l'Agglomération).

Le parc locatif social public est bien développé avec 10 371 logements locatifs sociaux (RPLS 2020) soit 17,2% du parc de résidences principales de l'Agglomération (INSEE 2017), dont près de 65% localisés sur la ville-centre d'Alès et 10% sur La Grand Combe.

La construction neuve se situe (moyenne 2013-2017) entre 606 logements (commencés) et 716 logements (autorisés). 71% des logements commencés sont des logements individuels.

Paradoxalement, le taux de construction, exprimé en nombre de logements commencés pour 1 000 habitants, est supérieur à ceux constatés sur le département du Gard et sur Nîmes Métropole.

	Population 2017	Moyenne annuelle de logements commencés 2013-2017	Nombre de logements commencés par an pour 1000 habitants
Ales Agglomération	129 157	606	4,69
Nîmes Métropole	258 070	1 009	3,91
Département du Gard	744 178	3333	4,48

Source : INSEE

## 6.3 - Le marché des transactions

*NB : Nous portons ici en italique les remarques recueillies auprès de professionnels de l'immobilier et notamment des agences immobilières questionnées.*

### 6.3.1 - Un marché qui reflète les caractéristiques socio-économiques du territoire

#### > Un marché diversifié dominé par la maison individuelle

Sur le marché privé, la revente, avec 1 150 transactions enregistrées entre 2013 et 2017, représente en moyenne 2,3 fois le volume de la construction neuve privée (1,9 pour les maisons, 3,7 pour les appartements)<sup>5</sup>.

**La maison individuelle représente 80% de la construction neuve privée et 65% du marché de la revente.**  
« L'individuel, c'est le produit phare pour les accédants, pour les jeunes couples qui fondent une famille... et l'offre est abondante sur la plupart des communes... ».

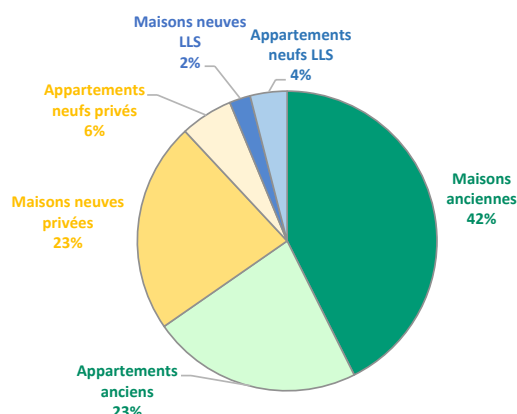
#### Estimation de l'activité annuelle moyenne du marché sur la période 2013-2017

Marché privé				Parc social	
Revente		Production neuve		Production neuve	
Maisons anciennes	Appartements anciens	Maisons neuves privées	Appartements neufs privés	Maisons neuves LLS	Appartements neufs LLS
750	400	400	100	40	70
1 150		500		110	

Source : DV3F – Sitadel 2 – RPLS 2018

#### Estimation de l'activité annuelle moyenne du marché sur la période 2013-2017

Sources : DV3F, Sitadel2, RPLS 2018 - Traitement URBANIS



Les deux marchés, neuf et ancien, se combinent : beaucoup d'acquéreurs, notamment de primo-accédants, étudient les deux options.

<sup>5</sup> Estimation à partir des bases DV3F (transactions), Sitadel 2 (construction) et RPLS (LLS)

### > Des prix très modérés, en légère reprise

Sur la période 2013-2017, les prix médians s'établissaient à des niveaux modiques, notamment pour les appartements :

- 1 714€ / m<sup>2</sup> utile et 156 000 € en moyenne par logement dans l'individuel ;
- 1 104€ / m<sup>2</sup> utile et 68 000 € en moyenne par logement dans le collectif.

« Les biens se vendent rapidement dès lors que les vendeurs acceptent les prix du marché local... »

La croissance démographique soutient le marché de la résidence principale (d'où la résistance du prix des maisons sur les parties les plus dynamiques du territoire) tandis que la résidence secondaire est un marché complémentaire sur les communes rurales.

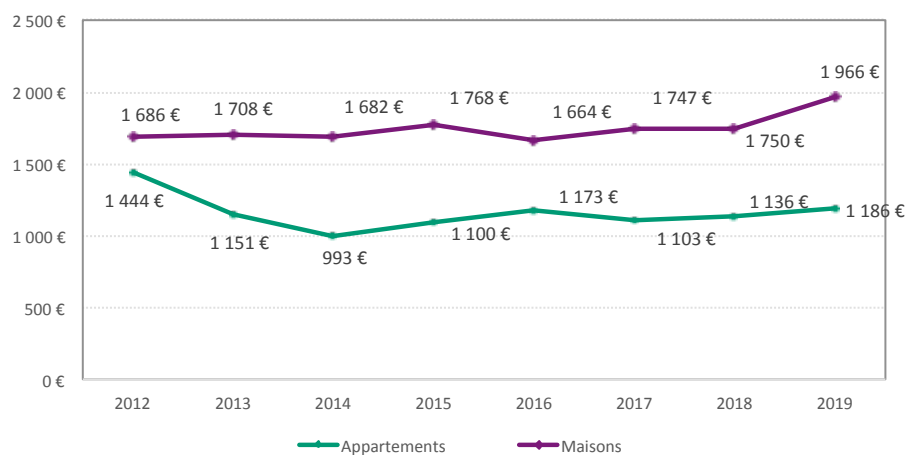
Les investisseurs trouvent par ailleurs leur compte dans les prix d'achat très abordables, avec un rendement moyen en hausse.

Les prix des maisons et des appartements sur Alès Agglomération ont globalement suivi les inflexions du marché national :

- forte baisse après la crise de 2009, plus marquée pour les appartements ;
- stabilité jusqu'en 2017 ;
- légère reprise en 2018 qui se confirme sur les 6 premiers mois de 2019, notamment pour les maisons.

Evolution des prix médians sur Alès Agglomération entre 2012 et 2019

Source : DV3F - DVF



Les prix des appartements, après avoir subi une décote de 31% entre 2012 et 2014, ont ainsi repris près de 20% depuis cette date. Les prix des maisons sont quant à eux restés plus stables avec seulement 4% d'augmentation entre 2012 et 2018, mais une augmentation sensible sur le premier semestre 2019.

« Ça repart doucement... les investisseurs recherchent des rendements élevés, les prix bas les attirent... ».

Toutefois, compte tenu du revenu médian plus faible de la population d'Alès Agglomération, la capacité d'achat des ménages n'est pas très éloignée de celle des territoires voisins ; comme dans la périphérie nîmoise, il faut 6,3 années de revenu médian pour acquérir une maison au prix médian dans la couronne péri-urbaine d'Alès.

Prix médian à l'unité et au m<sup>2</sup> utile, surfaces médianes des maisons

Commune	Prix médian	Prix médian au m <sup>2</sup> utile	Surface médiane en m <sup>2</sup>	Surface médiane du terrain en m <sup>2</sup>
Anduze	185 000 €	2 056 €	91	1243
Tornac	187 500 €	2 047 €	93	1846
Boisset-et-Gaujac	195 700 €	1 980 €	100	1500
Bagard	199 500 €	1 966 €	102	1536
Vézénobres	178 000 €	1 964 €	90	1146
Saint-Christol-lès-Alès	179 200 €	1 890 €	96	860
Saint-Jean-du-Pin	180 000 €	1 875 €	100	1620
Mialet	157 000 €	1 875 €	71	1541
Saint-Julien-les-Rosiers	170 000 €	1 869 €	95	1114
Saint-Privat-des-Vieux	179 515 €	1 833 €	97	1125
Saint-Hilaire-de-Brethmas	171 250 €	1 832 €	91	981
Ribaute-les-Tavernes	168 000 €	1 823 €	95	1110
Cruviers-Lascours	173 000 €	1 818 €	100	517
Massillargues-Attuech	170 000 €	1 810 €	105	1213
Rousson	170 000 €	1 807 €	93	1170
Saint-Maurice-de-Cazevieille	160 000 €	1 807 €	104	754
Brouzet-lès-Alès	187 500 €	1 790 €	108	1500
Saint-Julien-de-Cassagnas	159 000 €	1 778 €	87	1499
Lézan	138 250 €	1 764 €	91	704
Mons	181 000 €	1 757 €	100	1065
Brignon	143 775 €	1 748 €	80	493
Alès	149 800 €	1 710 €	88	525
Saint-Florent-sur-Auzonnet	144 000 €	1 638 €	86	1050
Boucoiran-et-Nozières	126 000 €	1 600 €	83	702
Salindres	142 500 €	1 587 €	90	903
Les Mages	150 000 €	1 565 €	95	1410
Saint-Jean-de-Serres	149 500 €	1 530 €	95	903
Saint-Martin-de-Valgagues	150 000 €	1 518 €	91	742
Cendras	142 000 €	1 500 €	97	1099
Saint-Jean-du-Gard	151 000 €	1 478 €	98	597
Laval-Pradel	135 000 €	1 455 €	95	2067
Le Martinet	118 500 €	1 359 €	100	677
Chamborigaud	88 000 €	1 335 €	64	1045
Génolhac	90 000 €	1 250 €	71	602
Branoux-les-Taillades	124 250 €	1 213 €	91	1060
Saint-Jean-de-Valériscle	80 000 €	1 077 €	79	473
Les Salles-du-Gardon	90 000 €	1 000 €	85	618
La Grand-Combe	80 000 €	886 €	82	380

Source : DVF

L'étude publiée par l'INSEE en novembre 2016 sur les transactions immobilières réalisées en Languedoc Roussillon<sup>6</sup> entre 2012 et 2014, confirme un niveau de prix inférieur à ceux des territoires voisins, aussi bien pour les appartements que pour les maisons ; sur cette période, le prix médian des maisons sur l'agglomération nîmoise s'est ainsi établi à 2 174 € le m<sup>2</sup>, soit un niveau de 27% supérieur au prix médian enregistré sur Alès Agglomération.

#### Comparaison des prix médians et des revenus médians pour l'achat d'un bien par agglomération et secteurs géographiques proches

Territoires	Prix médian		Niveau de prix médian en base 100 (Alès ville centre)		Nombre d'années de revenu médian pour l'achat d'un bien au prix médian	
	Appartements	Maisons	Appartements	Maisons	Appartements	Maisons
Alès ville-centre	75 000 €	148 000 €	100	100	3,9	7,7
Alès couronne péri-urbaine	76 000 €	162 000 €	101	109	3,0	6,3
Nîmes ville-centre	85 000 €	205 000 €	113	139	4,0	9,6
Nîmes couronne péri-urbaine	106 000 €	205 000 €	141	139	3,3	6,3
Entre Montpellier et Nîmes	111 000 €	200 000 €	148	135	4,2	7,6
Gard Est	91 000 €	190 000 €	121	128	3,4	7,1
Avignon (partie gardoise)	132 000 €	230 000 €	176	155	3,9	6,8
Montpellier couronne péri-urbaine	133 000 €	246 000 €	177	166	4,1	7,6
Montpellier ville centre	122 000 €	275 000 €	163	186	5,5	12,4

Source : INSEE Analyse n°32, Novembre 2016

#### > Des sous marchés très contrastés

Les écarts de prix entre communes résultent à la fois de l'attractivité des territoires, de la pression de la demande et de la nature des biens offerts.

En déprise, **le bassin de La Grand Combe** affiche des prix très faibles ; il s'agit de biens de toute nature mais notamment de maisons ou appartements anciens qui sont en concurrence directe sur le marché locatif avec un parc social très important.

**Le marché des communes cévenoles** (dont Anduze et Saint-Jean-du-Gard) a ses propres spécificités avec un volume important de résidences secondaires. Les biens sont essentiellement des maisons ou des appartements anciens ; la gamme va de l'appartement en état médiocre dans les centres anciens, à la maison de caractère très recherchée.

**Les communes de première couronne** notamment au Sud de l'agglomération, sont attractives, à la fois pour leurs maisons anciennes, leur habitat pavillonnaire, mais aussi pour leur parc plus récent de petites copropriétés, souvent haut de gamme, dont quelques résidences séniors.

**Alès** enfin offre la gamme de prix la plus large avec une grande diversité de produits, de l'appartement ancien insalubre à la villa ou l'appartement haut de gamme.

<sup>6</sup> INSEE Analyses n°32 « Croissance démographique et marché immobilier – 100 000 transactions en trois ans sur les territoires du Languedoc-Roussillon », Novembre 2016



### 6.3.2 - Maisons et terrains à bâtir : le cœur du marché

#### > Des écarts de prix importants entre les différents secteurs du territoire

**La maison individuelle constitue 65% du parc immobilier de l'agglomération (INSEE 2017), 65% des transactions dans l'ancien et 71% de la construction neuve.**

Le prix unitaire médian des maisons<sup>7</sup> varie de 80 000 € à La Grand Combe à 199 500€ à Bagard et de 886 € le m<sup>2</sup> utile à La Grand Combe à 2 056€ à Anduze (voir tableau ci-contre).

**Les prix les plus élevés sont enregistrés sur le secteur Sud-Ouest de l'agglomération, autour d'Anduze, et dans les communes de première couronne d'Alès :**

*« Anduze, Boisset et Gaujac, Tornac, ce sont les Cévennes aux portes de la ville, des paysages magnifiques, ... Saint-Hilaire, Saint-Privat, Saint-Christol, sont aussi cotés... Vézénobres est l'un des plus beaux villages du Gard... » (restitution Agent immobilier)*

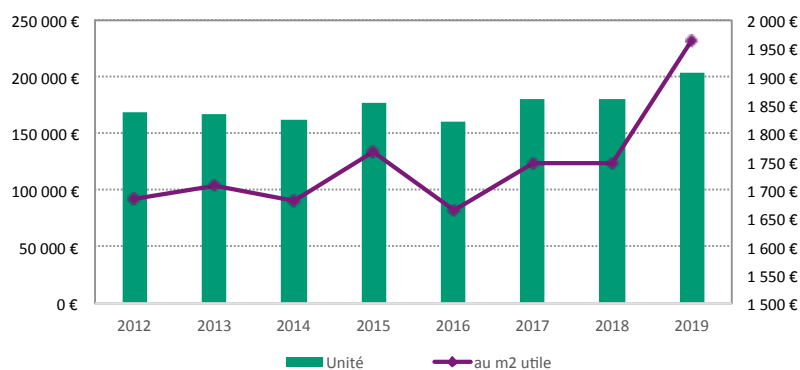
**A l'opposé, les prix les plus bas s'observent dans le bassin de La Grand Combe et plus largement sur les secteurs Nord et Nord Est de l'Agglomération.**

#### > Une hausse des prix modérée après une longue période de stabilité

Sur l'ensemble de l'Agglomération d'Alès, le prix médian des maisons à la revente est resté globalement stable jusqu'en 2018, autour de 170 000 €. Les 6 premiers mois de l'année 2019 montrent une hausse sensible, avec un prix médian qui dépasse désormais les 203 000 € et les 1 960 € le m<sup>2</sup> utile.

Evolution du prix médian des maisons à la revente sur Alès Agglomération

Source : DVF



#### > Une concentration des biens à moins de 220 000 €

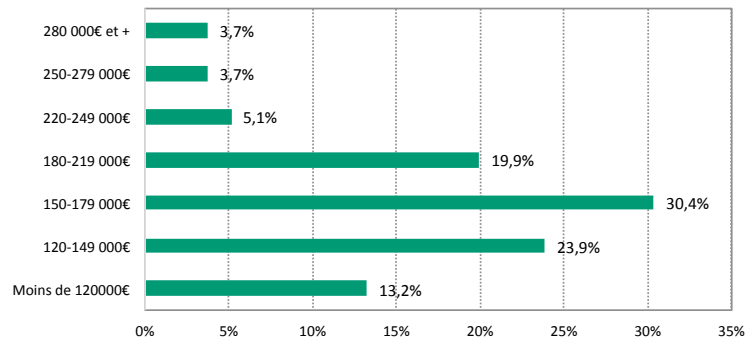
87% des ventes de maisons enregistrées entre 2013 et 2018 se sont réalisées en dessous de 220 000€ ; 13% concernent des maisons très bon marché, à moins de 120 000 €.

Les transactions de maisons cossues (à un prix de vente supérieur à 250 000 €) restent faibles en proportion (7,4% du volume des ventes seulement).

<sup>7</sup> Ne sont présentées que les communes présentant 20 transactions ou plus.

Répartition des ventes de maisons par tranche de prix entre 2013 et 2018

Source : DVF

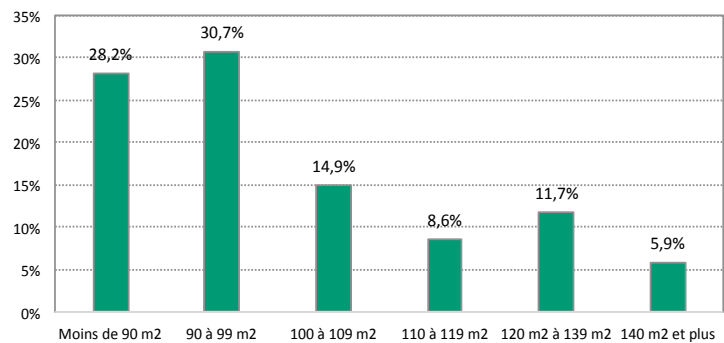


> Des surfaces moyennes modestes

En concordance avec les prix, les surfaces moyennes sont dans l'ensemble modestes : près de 60% des biens ont une surface habitable inférieure à 100 m<sup>2</sup>.

Répartition des ventes de maisons par surface utile entre 2013 et 2018

Source : DVF



Saint Privat des vieux – T5 – 299 000€



La Grand Combe- T3 – 110 m<sup>2</sup> – 148 000€



PLH 2021-2026 Alès Agglo / Alès - 150 m<sup>2</sup> – 198 000€



Saint-Christol-les-Alès – 82 m<sup>2</sup> – 190 000€

### > Les terrains à bâtir et les maisons neuves : un marché actif, privilégié par les accédants

Le nombre de ventes de terrains à bâtir sur le périmètre d'Alès Agglomération a été de 217 en moyenne par an entre 2013 et 2017.

La superficie moyenne des terrains est importante :

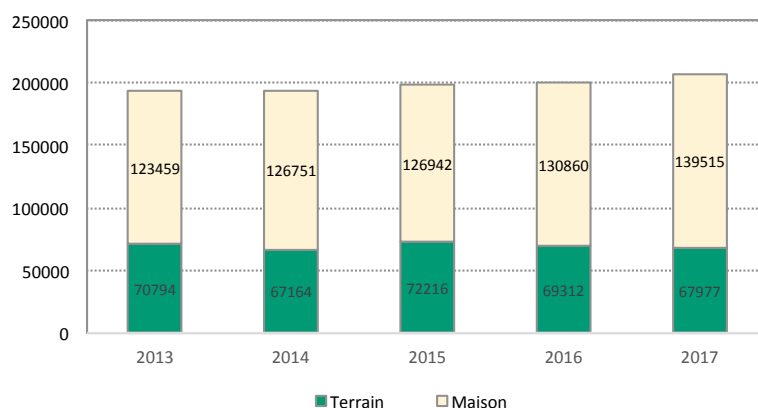
- 1 184 m<sup>2</sup> sur l'agglomération dans son ensemble ;
- 750 m<sup>2</sup> sur la commune d'Alès.

Le prix moyen des terrains à bâtir est resté globalement stable sur la période 2013-2017 aux environs de 70 000€, alors que le prix de la construction est en légère progression, de 123 500€ en 2013 à 139 500€ en 2017, soit une augmentation de 13%.

**Au total, le prix moyen d'une maison neuve (terrain + construction) s'établit ainsi autour de 200 000€, mais avec ici aussi d'importantes variations selon les secteurs de l'Agglomération.**

#### Evolution du prix des terrains et des maisons neuves sur Alès Agglomération entre 2013 et 2017

Source : EPTB - DREAL Occitanie



Les primo-accédants sont plus nombreux que les autres générations à faire construire, par goût de la modernité, mais aussi pour étaler dans le temps ou réaliser eux-mêmes certains travaux. Cette possibilité est d'ailleurs souvent proposée par les constructeurs et rend l'option « construction libre » bien plus attractive économiquement que l'achat d'une maison neuve clé en main.



Saint-Christol-lez-Alès  
Maison de 61 m<sup>2</sup> sur un terrain de 400 m<sup>2</sup>  
51 000€ terrain + 94 000€ construction,  
branchements et peintures en plus.



Salindres  
Maison T5 de 94 m<sup>2</sup>  
177 000 € à construire

### > L'individuel clé en main : un marché marginal

**L'individuel groupé (promotion immobilière) est une production marginale sur l'agglomération alésienne.**

L'étude réalisée en 2018 par le Cabinet Adéquation<sup>8</sup> indique que ce segment a complètement disparu sur Alès Agglomération depuis 2015 : le nombre de ventes annuelles est passé d'une vingtaine en 2010 à 9 en 2013, 5 en 2014 et 0 sur les 3 dernières années (2015 à 2017).

Les charges générées par ce mode de production (frais financiers, commercialisation) le rendent inopérant localement face à la souplesse de la construction en diffus.

Certaines opérations, confrontées à des difficultés de commercialisation, ont été vendues en bloc aux Logis Cévenols (exemple de l'opération « Les Jardins de Camellias 2 » portée par SOL PROMOTION).

Une seule opération en individuel groupé a été commercialisée sur la ville d'Alès depuis 2010 : la résidence du Faubourg du Soleil (6 logements dont 5 T4 et 1 T5) qui a d'ailleurs rencontré de grosses difficultés de commercialisation (29 mois au total soit 0,2 vente par mois).

L'habitat individuel dense (maisons jumelées ou en bande) reste cependant une option intéressante, mais avec un mode de production classique (terrain + construction).

«*Des petites maisons en bande, sur 300 m<sup>2</sup>, à 180 000 € maxi, ça marcherait autour d'Alès...* » indique un agent immobilier alésien.

Il existe également sur le territoire de l'Agglomération, de petites opérations d'habitat individuel groupé à l'initiative d'investisseurs locaux et à destination de locataires relevant des catégories socio-professionnelles supérieures (mutations, jeunes cadres), notamment en première couronne d'Alès. Nous pouvons citer en exemple un projet sur Saint-Hilaire-de-Brethmas :

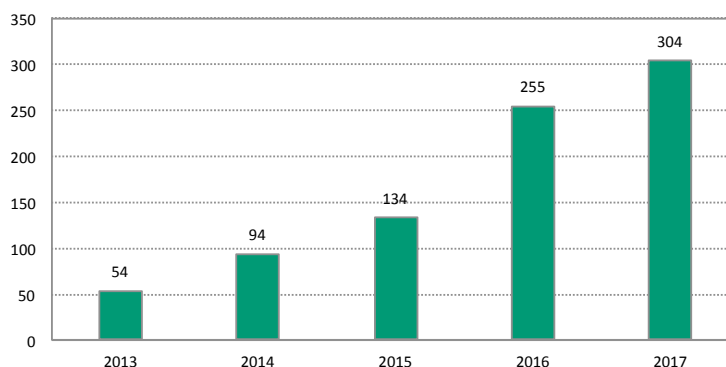
- 10 maisons de 85 m<sup>2</sup> habitables sur 400 m<sup>2</sup> de terrain.
- Vendues 180 000 € à des investisseurs.
- Louées 750 € mensuels.
- Soit un rendement brut de 5%.

### > Le prêt à taux zéro : 86% de maisons individuelles neuves, surtout en couronne d'Alès

Le prêt à taux zéro (PTZ) a connu une forte progression sur l'agglomération alésienne entre 2013 et 2017<sup>9</sup>.

Evolution du nombre de PTZ sur Alès agglomération

Source : Adil - 2018



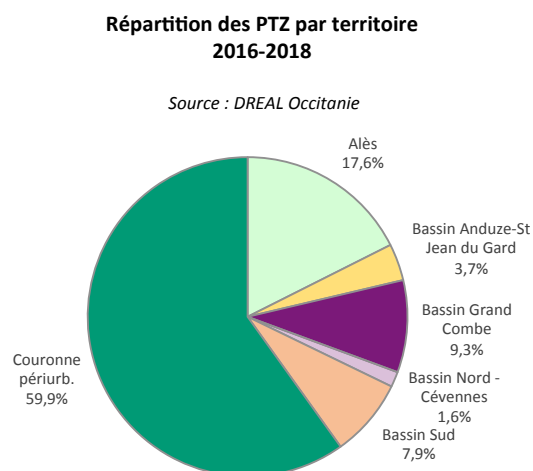
Sur les 1 541 Prêts à Taux Zéro

<sup>8</sup> « Etude de diversification de l'habitat en QPV – Etude réalisée dans le cadre du NPNRU – QPV Centre Ville d'Alès », ADEQUATION, FORIS, Juin 2018

<sup>9</sup> « L'accession aidée par le Prêt à Taux Zéro (PTZ) sur le territoire d'Alès Agglomération » ADIL du Gard, Novembre 2018

émis sur le Département du Gard en 2017, 304 soit 1 PTZ sur 5 l'a été sur le territoire d'Alès Agglomération, 359 soit 23% sur le territoire de Nîmes Métropole.

Les opérations financées à l'aide d'un PTZ sur la période 2016-2018 sur Alès Agglomération se répartissent sur 45 communes (sur les 72 que compte l'Agglomération), pour l'essentiel sur la ville centre d'Alès (18% des prêts) et sa première couronne (60% des prêts).

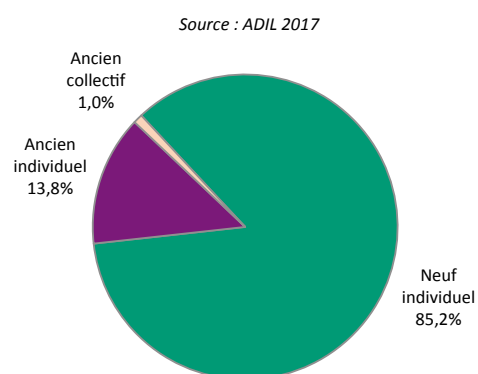


99% des prêts à taux zéro ont été accordés pour des projets d'habitat individuel ; seuls 3 projets d'habitat collectif, dans l'ancien, ont été financés sur l'année 2017.

86% des prêts ont concerné des logements neufs (soit 259 logements).

Enfin, 73% des opérations financées à l'aide d'un PTZ (soit 230 logements) ont concerné la construction de maisons individuelles avec terrain.

**Typologie de l'accession aidés en PTZ en 2017 sur le territoire d'Alès Agglomération**



La majorité des emprunteurs (60%) sont âgés de 26 à 35 ans, employés ou ouvriers (à 66%), en couple avec enfants (52%).

67% des ménages aidés étaient locataires du parc privé au moment du financement du projet, 26% hébergés à titre gratuit.

Enfin, le revenu mensuel moyen des ménages ayant bénéficié d'un PTZ varie de 2 359€ (acquisition dans l'ancien) à 2 737€ (acquisition dans le neuf).

Le montant moyen des opérations aidées s'établit à :

- 143 703 € dans l'ancien (pour un montant moyen du PTZ de 54 314 €, soit 38% du montant total de l'acquisition) ;
- 195 729 € pour une construction neuve (pour un montant moyen du PTZ de 64 381 €, soit 33% du montant total de l'acquisition).

Ces chiffres confirment que les accédants plébiscitent l'habitat individuel, neuf de préférence.

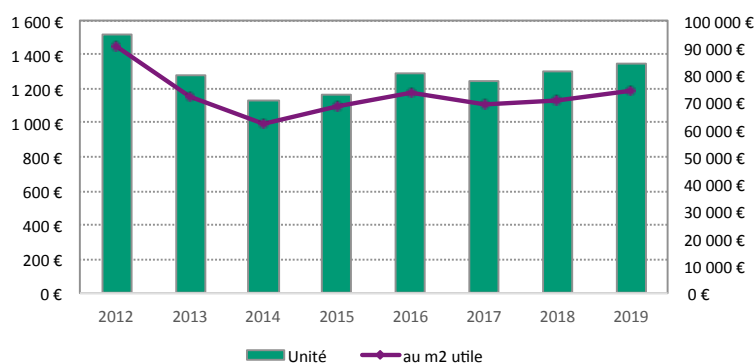
### 6.3.3 - Appartements : un marché secondaire concentré sur les pôles urbains

#### > Les appartements anciens : des prix très abordables avec une diversité de produits

Sur la période 2012-2019, le prix médian des appartements anciens oscille autour de 80 000€ par logement et 1 160 € le m<sup>2</sup> utile.

Evolution du prix médian des appartements à la revente sur Alès Agglomération

Source : DVF

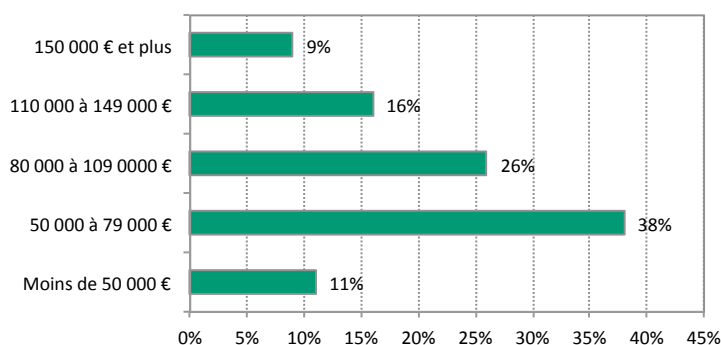


Après la chute brutale d'après crise et un point bas en 2014 (prix médian de 70 700 € par logement et de 993 € le m<sup>2</sup> utile), les prix sont légèrement repartis à la hausse depuis 2017.

Sur l'année 2018, plus de la moitié des appartements se sont vendus à moins de 81 000 € (prix médian) ; il existe toutefois un marché restreint de biens haut de gamme (près de 10% des biens vendus à plus de 150 000€).

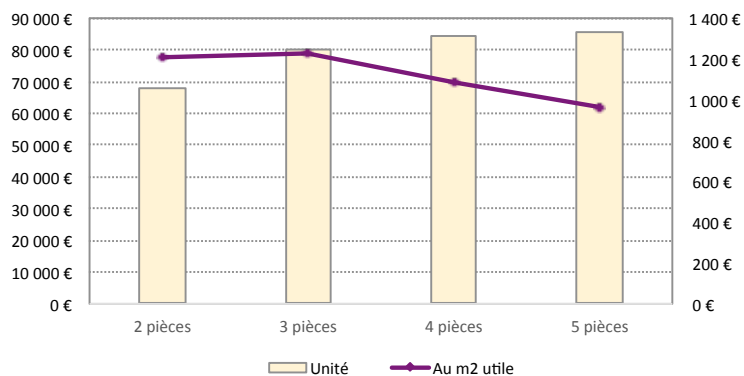
Répartition des ventes d'appartements par tranches de prix entre 2013 et 2018

Source : DVF



## Prix médian des appartements selon le nombre de pièces

Source : DVF



On constate pour les appartements des écarts de prix entre communes encore plus importants que pour les maisons<sup>10</sup>, avec les prix les plus élevés sur les communes de première couronne d'Alès et Anduze, les prix les plus bas sur les communes de La Grand Combe et de l'ancien bassin minier, la ville d'Alès se situant dans la médiane du marché.

## Prix médians des appartements selon les communes

Commune	Surface utile médiane en m <sup>2</sup>	Prix médian	Prix médian au m <sup>2</sup> utile
Saint-Christol-lez-Alès	69	115 800 €	1 733 €
Saint-Privat-des-Vieux	54	79 900 €	1 417 €
Saint-Hilaire-de-Brethmas	64	97 500 €	1 301 €
Anduze	73	88 000 €	1 287 €
Alès	62	67 695 €	1 166 €
Saint-Jean-du-Gard	62	72 500 €	1 036 €
Autres communes	62	57 981 €	934 €
Les Salles-du-Gardon	70	39 000 €	629 €
Chamborigaud	57	37 000 €	624 €
La Grand-Combe	70	36 800 €	484 €

<sup>10</sup> Seules sont mentionnées les communes avec plus de 10 transactions sur la période.

Les ventes d'appartements anciens sont présentes dans toutes les communes, avec des prix fonction de leur état et de leur situation.

Les communes de première couronne comptent quelques copropriétés, souvent récentes et de qualité, ce qui explique le niveau des prix élevé sur Saint-Christol-lez-Alès, par exemple.

La ville d'Alès concentre plus de la moitié des ventes d'appartements de l'Agglomération, avec une grande diversité de produits et une large gamme de prix :

- Pour les appartements anciens (antérieurs au XX<sup>ème</sup> siècle) : un prix médian de l'ordre de 650 € le m<sup>2</sup> pour un logement médiocre dans les faubourgs de Rochebelle ou d'Auvergne, autour de 900 € le m<sup>2</sup> et jusqu'à 1 800 € le m<sup>2</sup> pour un appartement dans une belle maison bourgeoise du centre-ville.
- Pour les copropriétés : un prix médian de 650 € à 1 100 € le m<sup>2</sup> pour les grandes copropriétés économiques des années 1950 du quartier du Plan (Bâticoop, Air et lumière) ou Rénovation (Ermitage, Villeneuve), 1 200 à 1 800 € le m<sup>2</sup> pour les programmes de bonne facture du centre-ville (« le Clos des Marronniers ») et jusqu'à 2 400 € le m<sup>2</sup> pour les biens haut de gamme (« Villa Tempéras » sur le quartier du Plan).

De nombreux appartements anciens, sur Alès mais également sur Anduze et Saint-Jean-du-Gard, sont jugés mal adaptés aux exigences modernes. L'état du bâti n'est pas seul en cause ; le défaut d'éclaircissement, l'absence d'espaces extérieurs, l'absence de stationnement dévaluent ces biens, que ce soit pour la location ou encore plus à l'achat ; il s'agit là d'un enjeu fort des politiques de requalification engagées par Alès Agglomération sur Alès et Anduze (avec la mise en œuvre à court terme d'OPAH-RU).



Saint-Christol-lez-Alès – T1 – 31 m<sup>2</sup> – 1 650 € le m<sup>2</sup>



Saint-Christol-lez-Alès – Les Sénioriales – 2 600 € le m<sup>2</sup>



Alès – Rue du Temple – 2 200 € le m<sup>2</sup>



La Grand Combe – Rue Pasteur – 620 € le m<sup>2</sup>





Alès - Bâticoop - de 650 à 1 000€ le m<sup>2</sup>



Anduze – T4 – 77 m<sup>2</sup> - 1 400€ le m<sup>2</sup>



Alès Clavières – T4 – 105 m<sup>2</sup> - 1 900€ le m<sup>2</sup>

### > La promotion immobilière dans le neuf : un marché de niche

**La promotion immobilière, très active jusqu'en 2011, s'est considérablement réduite et la réalisation de logements sociaux en VEFA constitue aujourd'hui une part substantielle de l'activité des promoteurs.**

L'agglomération et la ville d'Alès (en zone C ou B2 sans dérogation) n'ont plus accès à la défiscalisation qui a soutenu le marché en début de décennie (en 2010 et 2011, 65% des logements collectifs sur Alès étaient vendus à des investisseurs). Le marché du collectif neuf est donc devenu un marché de niche ; la construction de logements collectifs destinés à la primo-accession est quasi-inexistante.



L'étude d'Adéquation<sup>11</sup> a identifié seulement 8 programmes commercialisés entre 2010 et 2016 (6 sur Alès dont « les Terrasses des Cévennes » et 2 sur Saint-Christol-les-Alès) à des prix qui s'échelonnaient entre 2 000 et 2 800€ le m<sup>2</sup>.

Alès – Les Terrasses des Cévennes

<sup>11</sup> Etude de diversification de l'habitat en QPV – Etude réalisée dans le cadre du NPNRU – QPV Centre Ville d'Alès », ADEQUATION, FORS, Juin 2018



Alès – Les Jardins de Babylone

La résidence « Les Jardins de Babylone », livrée en 2019 sur le Quartier du Plan, est une opération positionnée sur le créneau haut de gamme ; elle est composée de 21 logements, essentiellement T4 - T5, personnalisables et dotés de prestations de qualité (grandes terrasses, climatiseurs individuels, chauffage au sol...) avec des prix au m<sup>2</sup> compris entre 2 800 à 3 200 €. La cible est clairement une clientèle de ménages d'âge mûr ou de seniors aisés, soucieux de se rapprocher du centre ville.



Alès – Les Villégiales de la Baronnie

Il en est de même pour le programme « Les Villégiales de la Baronnie » (en cours de commercialisation), composé de 32 appartements du T2 au T5, au cœur d'Alès, avec des prix affichés autour de 3 000 / 3 200 € le m<sup>2</sup>.

#### 6.3.4 - L'investissement locatif : un marché parfois spéculatif, soutenu par les prix bas

Alors que la promotion immobilière à des fins d'investissement locatif est au point mort, de petites opérations de logements individuels neufs destinés à la location sont montées par des particuliers, des marchands de biens ou des agents immobiliers. La clientèle cible est celle du Pinel : classes moyennes, nouveaux arrivants actifs, personnels mutés. Mais **l'investissement locatif est surtout actif dans l'ancien**, en raison du faible niveau des prix.

Les investisseurs, surtout des particuliers, recherchent de petits immeubles anciens de 3-4 logements ou des logements isolés, avec un minimum de travaux à réaliser. Quelques-uns, mais ils sont plus rares, réalisent des réhabilitations complètes de qualité, mobilisant les aides de l'ANAH.

Une rentabilité élevée peut être obtenue, par exemple :

- 2 appartements de 60 m<sup>2</sup> chacun achetés 90 000 € (soit 750 € le m<sup>2</sup>).
- 36 000 € de travaux pour une remise en état minimale (300 € le m<sup>2</sup>).
- Un loyer brut mensuel de 924 € (7,7€ le m<sup>2</sup>).
- Une rentabilité brute de 8.8%.

D'autres profils d'investisseurs (réseaux) sont évoqués par certains professionnels, notamment sur le secteur de La Grand Combe, à la recherche de très hauts rendements sur des biens parfois à la limite de l'insalubrité ou des maisons vétustes vendues à la découpe.

## 6.4 - Le marché locatif privé

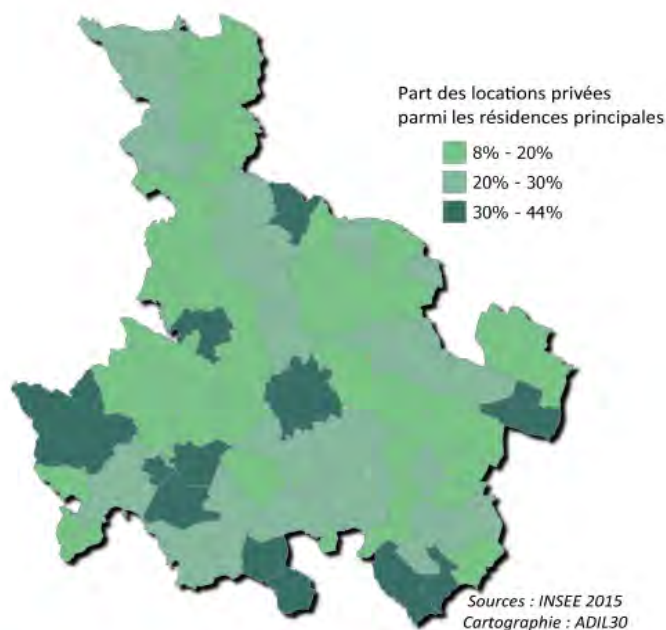
### 6.4.1 - Un parc locatif concentré sur la ville centre et les petits pôles urbains

Le parc locatif représente près de 40 % des résidences principales sur le territoire d'Alès Agglomération, dont 12,6% de logements HLM et 27,3% de logements locatifs privés (INSEE 2017).

Le parc locatif est important sur la ville centre, la Grand Combe mais également sur les bourgs-centres d'Anduze et Saint-Jean-du-Gard ; il représente :

- 60 % des résidences principales sur Alès, dont 37% de locatifs privés et 23% de locatifs HLM ;
- 59 % des résidences principales sur la Grand Combe, dont 26% de locatifs privés et 33% de locatifs HLM ;
- 47 % des résidences principales sur Anduze, dont 42% de locatifs privés et 5% de locatifs HLM ;
- 50 % des résidences principales sur Cendras, dont 15% de locatifs privés et 35% de locatifs HLM ;
- 41% des résidences principales sur Saint-Jean-du-Gard, dont 35% de locatifs privés et 6% de locatifs HLM ;

A l'inverse, le parc locatif ne dépasse pas 30% voire 25% sur une très grande majorité des autres communes de l'Agglomération, et notamment sur les communes du Sud du territoire mais également de la couronne péri-urbaine d'Alès.



Sur les communes de première couronne, le parc locatif privé représente en moyenne un peu moins de 20% des résidences principales.

47% des logements locatifs privés sont situés dans la ville-centre d'Alès.

Source ADIL 30 Observatoire des loyers

### 6.4.2 - Un marché segmenté, un enjeu fort de réhabilitation et d'adaptation du parc ancien

En dehors d'Alès, l'offre locative privée se répartit entre des maisons (pour un tiers de l'offre) et des appartements (pour deux-tiers de l'offre), situés principalement dans les noyaux anciens des agglomérations. Dans les communes les plus importantes, qui disposent de nombreux logements anciens (Anduze, Saint-Jean-du-Gard), la requalification de ce parc locatif est un enjeu majeur.

Sur la commune d'Alès, le parc locatif se répartit entre des maisons (pour 20% de l'offre), un parc ancien de centre-ville et de faubourgs (pour 60% environ de l'offre), mais également des logements en copropriétés des années 1950-1970 (pour 20% de l'offre environ).

La vétusté, le manque d'éclairage, de stationnement, pénalisent bon nombre de logements du centre ville et des faubourgs, mais les copropriétés les plus anciennes (Baticoop, secteur Rénovation) souffrent également d'un défaut d'attractivité.



Alès - T3 - 58 m<sup>2</sup> - Loyer de 540€/mois



Alès - Avenue Stalingrad - 49 m<sup>2</sup> - Loyer de 430€/mois



Anduze - T2 - 42 m<sup>2</sup> - Loyer de 410€/mois



Saint-Hilaire-de-Brethmas - T4 - 80 m<sup>2</sup>  
Loyer de 605€/mois



Salindres - T3 - 52 m<sup>2</sup> - Loyer de 460 €/mois



Alès - T3 - 74 m<sup>2</sup> - Loyer de 754 €/mois

### 6.4.3 - Un marché détendu, des loyers modiques

**Selon les professionnels interrogés, le marché locatif est détendu sur l'ensemble des segments du marché avec des prix très modérés.**

**La clientèle la plus solvable est formée de nouveaux arrivants** (ménages mutés sur Alès), de jeunes actifs qui s'installent et sont à la recherche d'une maison ou d'un appartement de qualité (notamment dans le centre d'Alès), mais aussi **de séniors** qui trouvent à Alès, pour un même budget, des logements plus grands que sur le littoral ou dans les grandes métropoles régionales.

La ville-centre est dotée de nombreuses copropriétés de différents standings qui répondent pour l'essentiel à ce besoin (en complémentarité des maisons) : Centr'Alès, quartiers du Plan, de Clavières, Chantilly... Au-delà des moyennes, les loyers pour les logements les plus attractifs peuvent atteindre les 10 € le m<sup>2</sup>.

**L'essentiel de la demande est cependant constituée de ménages aux revenus modestes**, dont la plupart sont solvabilisés par les aides de la CAF : personnes en situation précaire, sans emploi, petits retraités, mais aussi jeunes dont un petit public d'étudiants (notamment en école d'infirmières et en formation BTS en lycée et préférant une solution privée à celle de l'internat).

Selon l'observatoire de l'ADIL, l'offre locative a progressé de 3% entre 2010 et 2018, en grande partie sur les autres communes qu'Alès, l'offre étant quasiment stable sur la ville centre.

**Signe de détente, les loyers à la relocation sont globalement stables**, 47% étant identiques à ceux du locataire sortant, autour de 7,7 € le m<sup>2</sup>.

Le loyer mensuel médian 2018 varie selon les territoires :

- de 455 € (sur Alès) à 533 € (sur le reste de l'agglomération) pour un appartement de type T3.
- de 688 € à 730 € (en première couronne) pour une maison.

	Loyers du stock			Loyer médian relocation
	Loyer médian / m <sup>2</sup> (stock)	Loyer médian maison	Loyer médian appartement T3	
Alès	7,40 €	714 €	455 €	7,70 €
1ère couronne	8,10 €	730 €	521 €	
Reste de l'agglomération	7,10 €	688 €	533 €	7,80 €

Source : Observatoire Adil 2018

Tout en indiquant un loyer médian sensiblement supérieur à celui de l'ADIL, l'observatoire Clameur montre que les loyers d'Alès sont nettement inférieurs à ceux des agglomérations voisines.

Comparaison des loyers médians du parc privé (au m <sup>2</sup> de surface utile)	
Alès	8,9 €
Bagnols sur Cèze	9,0 €
Nîmes	10,5 €
Avignon	11,7 €
Montpellier	14,0 €

Source : Observatoire Clameur

#### 6.4.4 – Des loyers qui restent supérieurs à ceux du parc locatif social

Malgré leur niveau modéré, les loyers du parc locatif privé sont sensiblement supérieurs à la fraction supérieure des loyers du parc social, et ceci pour tous types de logement.

Certains professionnels ont d'ailleurs évoqué la concurrence que les nouveaux programmes LLS pouvaient représenter pour le parc privé :

« A Salindres, les nouveaux logements sociaux pompent la clientèle du parc privé... on est obligés de s'aligner sur les prix... ».

	Loyers du parc locatif social		Loyers médians du parc locatif privé	
	Loyer médian	Loyer Haut	Alès	1ère couronne
T2	276 €	312 €	372 €	423 €
T3	305 €	368 €	455 €	521 €
T4	316 €	387 €	523 €	

Source : Observatoire Adil 2018

## 6.5 – En conclusion

### > Contexte, démographie

- Une agglomération en croissance modérée (+0,24% en moyenne annuelle sur la période 2012-2017) avec d'importants contrastes selon les territoires.
- Une population globalement âgée (un habitant sur 4 âgé de plus de 65 ans).
- Une part importante de ménages de petite taille : 37% de ménages composés d'une seule personnes, 48% sur la ville-centre d'Alès
- Une population aux revenus modestes voire très modestes (notamment sur le bassin grand-combien) et un taux de pauvreté global de 22,8% à l'échelle de l'Agglomération, atteignant 41% sur La Grand Combe (30% sur Alès).

### > Marché de la maison individuelle

- Un marché de la transaction fluide, avec une prédominance de la maison individuelle pour les classes moyennes et les accédants.
- Une offre abondante et des prix modérés (prix médian de 203 000 € et 1 960 € /m<sup>2</sup> utile) avec d'importants écarts entre communes.
- Un marché actif de la construction neuve sur le terrain à bâtir (dont produits sur catalogue) privilégié par les accédants, un haut niveau des PTZ (304 en 2017).

### > Marché des appartements

- Un marché secondaire centré sur Alès et les pôles urbains.
- Des prix très abordables (prix médian autour de 80 000 € et 1 160 € /m<sup>2</sup> utile)
- Une fraction du parc (quartiers anciens, copropriétés des années 50) déqualifiée et/ou inadaptée aux attentes actuelles.

- Des copropriétés de différents standings, nombreuses sur Alès qui forment une offre diversifiée pour des propriétaires occupants et du locatif.

**> Promotion immobilière**

- Un marché de niche : des résidences de qualité, au compte-goutte, proches du centre, pour des ménages d'âge mûr ou séniors.

**> Marché locatif**

- Un marché locatif détendu, des loyers abordables.
- Une production de logements locatifs sociaux de qualité (dont une part en individuel) qui répond aux besoins d'une population modeste et contribue à la détente du marché.
- Un enjeu d'entretien, d'adaptation et de maintien à niveau du parc locatif le plus ancien (dont les copropriétés).
- Un besoin (en partie satisfait par l'offre privée) de logements locatifs de qualité (avec terrasses et garages) pour nouveaux arrivants, mutations, ménages qui s'installent et souhaitent louer avant de devenir éventuellement propriétaire.





## 7 - L'hébergement et le logement des publics spécifiques

Apporter une réponse aux besoins des publics spécifiques - les personnes âgées et handicapées, les ménages les plus précaires ..... - constitue un enjeu majeur de la politique de l'habitat. Il s'agit à la fois de proposer une capacité d'hébergement et de logement suffisante et diversifiée et de soutenir l'adaptation des logements pour répondre aux besoins de ces publics.

### 7.1 – Les personnes défavorisées

#### 7.1.1 - Les indices de précarité des ménages

##### > Un taux de chômage en progression

Avec un taux de chômage des 15-64 ans de 20,6% en 2016 (source Insee), nettement supérieur à celui du département du Gard (17,6%) et à celui de la région Occitanie (15,4%), Alès Agglomération présente un premier indice de précarité socio-économique.

La progression du chômage y a par ailleurs été plus rapide au cours des dernières années que sur le Gard et l'Occitanie ; le taux de chômage d'Alès Agglomération a en effet augmenté de 2,2 points entre 2011 et 2016, passant de 18,4% à 20,6%, alors qu'il n'a progressé que de 1,3 point à l'échelle du département et de 1,6 point à l'échelle de la région.

##### > Un taux de pauvreté supérieur à celui du département du Gard

Alès Agglomération affiche un taux de pauvreté de 22,6%, contre 19,8% au niveau du département du Gard et 16,9 % à l'échelle régionale.

La précarité touche toutes les tranches d'âges et plus particulièrement les moins de 30 ans dont 36% vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Cinq communes du territoire sont particulièrement confrontées à une paupérisation accrue de leur population : La Grand-Combe qui affiche le taux de pauvreté le plus élevé du territoire à 39,4%, Les Salles-du-Gardon avec un taux de pauvreté global de 30,6%, Alès avec un taux de pauvreté global de 29,1% et dans une moindre mesure, Anduze (à 26,3%) et Saint-Jean-du-Gard (à 25,2%).

##### > Un nombre important de ménages en situation de précarité financière

Sur la base des données FILOCOM 2015, 10 000 ménages, soit 16% environ du nombre total de ménages de l'Agglomération, disposeraient de revenus inférieurs à 30% des plafonds HLM.

La répartition de ces ménages très modestes selon leur statut d'occupation confirme leur forte concentration dans le parc locatif : 32% sont en effet locataires dans le parc social HLM, 46% locataires dans le parc privé tandis que 20% sont propriétaires de leur logement (notamment sur les communes rurales ou nombre de ménages âgés ne disposent que de très faibles retraites).

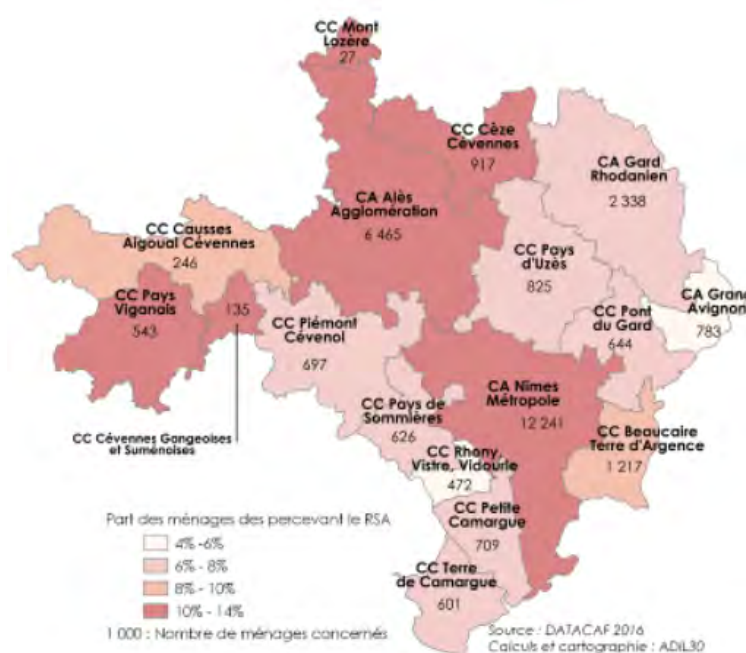
Selon la même base FILOCOM 2015, 9 538 ménages, dont 29% de ménages âgés de plus de 60 ans, disposeraient de ressources inférieures à 10 000 € par an ; 9% des ménages de plus de 60 ans vivant sur l'Agglomération d'Alès relèvent de cette catégorie de séniors précaires.

### > Une part des bénéficiaires du R.S.A. élevée

Source : « Evaluation des besoins en logement et en hébergement des personnes défavorisées dans le Gard », ADIL du Gard, Octobre 2018

8,5 % des ménages gardois sont bénéficiaires du RSA (Revenu de Solidarité Active) socle, ce qui situe le Gard en cinquième position par rapport à l'ensemble des départements de France Métropolitaine où le taux moyen est de 5,8%.

Avec un taux de bénéficiaires du RSA de l'ordre de 11%, Alès Agglomération fait partie des territoires où la part des bénéficiaires est la plus élevée (avec Nîmes Métropole et trois intercommunalités rurales : la Communauté de commune du Mont Lozère, la Communauté de communes Cèze Cévennes et la Communauté de communes du Pays Viganais).



## 7.1.2 - Cadre réglementaire

### > Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)

La question du logement et de l'hébergement des personnes les plus précaires est encadrée par le PDALHPD institué par la loi ALUR (Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014.

En introduisant la fusion du PDALPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées) et le PDAHI (Plan Départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion des personnes sans domicile fixe) en un seul document unique, la loi ALUR réaffirme la nécessité d'appréhender conjointement les problématiques du non et du mal logement avec comme principes, l'inconditionnalité en matière d'accueil et la continuité de la prise en charge.

Pour rappel, le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) s'adresse à « toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, ... pour accéder à un logement décent ou indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques ». Le public du Plan répond donc à un double critère : une situation sociale et financière précaire et une situation problématique en terme de logement (ou non résolue par les dispositifs de droit commun). Il s'agit principalement des ménages :

- sans aucun logement,
- menacés d'expulsion sans relogement,
- logés dans un habitat indigne,
- en structures d'hébergement ou logés temporairement,
- logés dans des conditions insatisfaisantes (logement non décent, surpeuplement, loyer trop élevé....)

Le 7<sup>ème</sup> PDALHPD du Gard 2019-2023, se structure autour de 5 grands objectifs déclinés en 15 actions dont 8 portent plus spécifiquement sur l'offre et la demande en logement et hébergement :

✓ **Objectif I : développer l'offre de logements et d'hébergement**

- Action 1 : réaliser des logements accessibles aux ménages à faibles ressources (dans le parc public mais également dans le parc privé en utilisant le conventionnement ANAH).
- Action 2 : créer des places d'hébergement et de logement accompagné ; cette action recouvre l'ensemble des dispositifs et structures d'accueil adaptés aux différents publics (hébergement d'urgence, hébergement d'insertion, pensions de famille, résidence accueil et Intermédiation Locative).

✓ **Objectif II : améliorer les conditions de logement et d'hébergement**

- Action 3 : promouvoir la décence dans les logements et lutter contre l'habitat indigne.
- Action 4 : résorber l'habitat précaire.
- Action 5 : améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement sur les territoires.

✓ **Objectif III : rapprocher l'offre et la demande en logements et en hébergement**

- Action 6 : capter des logements dans le parc privé au bénéfice du public du PDALHPD : faciliter l'accès du public du Plan au logement avec un objectif annuel de 130 ménages accédant à un logement via la Boutique Logement, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) ou le PST Réhabilitation Solidaire
- Action 7 : reloger le public reconnu prioritaire dans le parc social et pour cela trouver avec les bailleurs sociaux des solutions de relogement dans le cadre des conventions de réservation de logement (sur le contingent préfectoral ou en dehors) et prendre en compte les demandes de mutations signalées pour le public prioritaire du Plan.
- Action 8 : faciliter l'accès à l'hébergement et au logement accompagné

Ce 7<sup>ème</sup> Plan s'inscrit dans la dynamique du Plan Quinquennal pour le Logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) porté par la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (Dihal). L'objectif est d'apporter une réponse au sans-abrisme et à la saturation des dispositifs d'hébergement d'urgence et de favoriser un accès direct au logement avec un accompagnement social adapté à la situation des personnes concernées. Autrement dit, le Plan Quinquennal pour le Logement d'Abord vise à favoriser l'accès à un logement pérenne pour les personnes sans domicile fixe, permettant ainsi de désengorger les centres d'hébergement d'urgence et de leur redonner leur vocation première d'accueil temporaire et sans conditions.

**Le PDALHPD du Gard 2019-2023 identifie Alès comme un secteur géographique prioritaire pour la création de places d'hébergement et de logement accompagné (Action 2 du Plan).**

### > Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)

La loi du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion dite loi Molle a introduit la création d'un Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (S.I.A.O.), service public de l'hébergement et de l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées sous l'autorité de l'Etat. Conformément à la circulaire du 8 avril 2010, le S.I.A.O. a pour objectif d'optimiser l'accueil et l'orientation des personnes sans abri ou risquant de l'être et de construire avec elles des parcours d'insertion adaptés. Le S.I.A.O. a été consolidé dans ses principes et missions par la loi ALUR du 24 mars 2014 avec pour objectif de faciliter les parcours de l'hébergement au logement. L'article 30 de cette loi consacre le S.I.A.O. comme « plateforme unique départementale de coordination et de régulation du secteur de l'accueil, de l'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile » et en précise les missions aux articles L.345-2 et L.345-2-4 du code de l'action sociale. L'objectif de la loi ALUR a été de renforcer l'existence juridique des S.I.A.O en leur donnant une base législative.

Depuis sa création en 2010, un S.I.A.O. unique pour l'ensemble du département du Gard, géré par la Croix Rouge, assure les missions suivantes :

- Organiser et centraliser sur le territoire départemental l'ensemble des demandes de prise en charge des personnes sans hébergement ou risquant de l'être ;
- Mobiliser, pour répondre à ces demandes, l'ensemble de l'offre qu'elle soit « d'urgence » ou « d'insertion », ainsi que les dispositifs permettant chaque fois que cela est possible un accès direct au logement ;
- Organiser la coopération et le travail partenarial entre les acteurs, pour améliorer la connaissance réciproque et proposer les outils nécessaires à cette collaboration ;
- Recenser l'ensemble des demandes d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ainsi que de logement adapté ;
- Recenser l'ensemble de l'offre disponible en matière d'hébergement d'urgence, de stabilisation ou d'insertion ou de logement adapté ;
- Assurer l'orientation des personnes après une évaluation sociale, en fonction de leur situation de détresse ;
- Favoriser la fluidité de l'accès au logement des personnes ;
- Assurer la coordination du dispositif de veille sociale ;
- Participer à l'observation sociale.

### 7.1.3 - L'offre d'hébergement en direction des publics défavorisés

#### > L'offre d'hébergement d'urgence et d'insertion

L'hébergement d'urgence a vocation à apporter des solutions immédiates à des personnes ou familles sans abri. Il offre des prestations de première nécessité (gîte, couvert, hygiène), assure une première évaluation sociale, médicale et physique des personnes concernées, les accompagne dans les démarches d'accès aux droits et dans la recherche d'un logement ou d'une structure d'insertion adaptée.

L'hébergement d'urgence est assuré dans 3 types de structures :

- les centres d'hébergement (Centre Hébergement d'Urgence) ;
- les appartements conventionnés ALT (Allocation Logement Temporaire) ;
- le dispositif hôtelier.

L'hébergement d'insertion est quant à lui assuré dans deux types de structures :

- les Centres de stabilisation, à mi-chemin entre l'urgence et l'insertion, visent avant tout un public très désocialisé, à la rue depuis de nombreuses années et en rupture avec les structures d'accueil ;

- les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), structures destinées à des personnes connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé et d'insertion, comportent à la fois un volet hébergement et un volet accompagnement global.

**Alès Agglomération compte 144 places d'hébergement d'urgence et d'insertion** réparties comme suit :

Type	Localisation	Nom hébergement	Association	Publics	Nombre de places
<b>Hébergement d'urgence</b>	Alès	Foyer d'Accueil de nuit Croix Rouge	Croix Rouge française	Tous publics hors mineurs	12
	Alès	La Clède	La Clède	Tous publics	27
	Alès	La Clède	La Clède	Femmes victimes de violences	7
	Lézan	La Ferme Claris	La Gerbe	Femmes victimes de violences, femmes seules, jeunes couples	6
	La Grand Combe	SEP	Service d'Entraide Protestant	Tous publics	10
<b>Sous total</b>					<b>62</b>
<b>Hébergement de stabilisation</b>	Alès	La Clède	La Clède	Tous publics	19
	Lézan	La Ferme Claris	La Gerbe	Femmes seules ou avec enfants	2
	Alès	CHRS La Clède	La Clède	Tous publics	36
	Alès	FAS La Clède	La Clède	Femmes victimes de violences, enfants de moins de 3 ans	25
<b>Sous-total</b>					<b>82</b>
<b>Total</b>					<b>144 places</b>

Les structures d'hébergement d'urgence et d'insertion sont essentiellement localisées sur Alès (126 places), secondairement sur La Grand Combe (10 places) et Lézan (8 places).

L'offre d'hébergement d'urgence et d'insertion existante répond aux obligations réglementaires fixées par l'article L312-5-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui impose une capacité minimale de lits d'hébergement d'urgence en fonction de la taille de l'EPCI : « *La capacité à atteindre est au minimum d'une place par tranche de 2 000 habitants pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale dont la population est supérieure à 50 000 habitants et pour les communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Cette capacité est portée à une place par tranche de 1 000 habitants dans les communes visées à la phrase précédente et comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 100 000 habitants* ».

L'alinéa IV de l'article L. 312-5-3 du Code de l'action sociale et des familles prévoit une possibilité de mutualisation de l'offre ; sont en effet exonérées de tout prélèvement au titre des places manquantes, les communes membres d'un EPCI compétent en matière de Programme Local de l'Habitat, lorsque la somme des places d'hébergement situées sur le territoire de l'EPCI est égale ou supérieure à la somme des capacités à atteindre de ces communes.

**La capacité à atteindre pour Alès Agglomération (Agglomération de plus de 100 000 habitants) est de 70 places et se décompose comme suit :**

Communes de plus de 3 500 habitants	Nombre d'habitants (INSEE 2018)	Nombre minimum de places
Alès	40 802	41
La Grand-Combe	5 021	5
Rousson	4 177	4
Saint Christol-Lez-alès	7 042	7
Saint-Hilaire-de-Brethmas	4 408	4
Saint-Martin-de-Valgalgues	4 472	4
Saint-Privat-des-Vieux	5 218	5
<b>Total</b>		<b>70 places</b>

**Avec 144 places d'hébergement d'urgence et d'insertion recensées, Alès Agglomération respectent les obligations qui lui sont imposées, y compris en prenant en compte les communes d'Anduze, de Salindres et de Saint-Julien-les Rosiers qui toutes trois approchent du seuil des 3 500 habitants (la capacité d'équipement minimum serait alors de 79 lits).**

### > Les pensions de famille

Les pensions de famille constituent une forme de logement accompagné, proposant un habitat durable à des personnes en situation de précarité économique et sociale et/ou d'exclusion lourde qui freine leur accès à un logement autonome à moyen terme.

**On recense 4 pensions de famille sur le territoire d'Alès Agglomération, d'une capacité totale de 75 places** (logements de type T1 et T2 dont 15 accessibles à des personnes à mobilité réduite).

Type	Localisation	Nom hébergement	Association	Publics	Nombre de places
<b>Pension de famille</b>	La Grand Combe	« Le Figuier »	Service d'Entraide Protestant	Tous publics	24 places (9 logements)
	Alès	« Les Papillons »	La Clède	Tous publics	21 places (21 logements)
	Saint-Martin-de-Valgalgues	« Salvador Allende »	La Clède	Tous publics	22 places
	Lézan	«La Maison d'à côté »	La Gerbe	Tous publics	8 places
<b>Total</b>					<b>75 places</b>



**Pension de famille « les Papillons » à Alès**

## > L'intermédiation locative

L'intermédiation locative (IML) est un dispositif qui permet de capter des logements dans le parc privé pour les mettre à disposition de personnes déjà autonomes mais nécessitant un accompagnement centré sur le « savoir habiter », par l'intermédiaire d'une association agréée dans le cadre d'un contrat de sous-location d'une durée temporaire.

L'IML s'appuie sur la mobilisation de logements et l'accompagnement social des occupants. Ce dispositif offre aux propriétaires des biens, l'assurance du paiement du loyer et des charges, sans les contraintes usuelles de gestion d'un bien immobilier.

15 logements du studio au T3 représentant une capacité d'accueil de 15 places sont ainsi gérés sur Alès par l'association La Clède. Cette association gère par ailleurs sur le territoire d'Alès Agglomération :

- des appartements de coordination thérapeutique, d'une capacité de 7 places, à destination de femmes avec ou sans enfants ;
- un Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) d'une capacité de 120 places.

**En conclusion, le territoire d'Alès Agglomération présente une offre d'hébergement en direction des publics défavorisés complète (avec un total de 243 places) et diversifiée ; cette offre est localisée sur 4 communes du territoire, Alès concentrant la majeure partie des places.**

Pour autant et malgré l'offre d'hébergement existante, le recours à la mise à l'abri hôtelière reste notable. Elle intervient lors de l'absence de places disponibles dans les différents dispositifs du département ; autrement dit, le recours à l'hôtel est activé lorsqu'il n'y a plus de places nulle part dans le département ou que l'offre ne répond pas à la demande.

En 2018, 24 ménages représentant un total de 64 personnes (31 adultes et 33 enfants) ont été hébergées en structure hôtelière sur le territoire d'Alès Agglomération, pour un total de 202 nuits représentant 619 nuitées.

Le déclenchement du plan grand froid en février 2018, la directive de mise à l'abri immédiate lors de demandes d'hébergement pour tout ménage avec enfant(s), expliquent selon le S.I.A.O., le nombre important de mises à l'abri hôtelières en 2018. Sur cette même année, 445 personnes (238 adultes et 207 enfants) ont été prises en charge dans le cadre de ce dispositif sur le département du Gard, pour un total de 4 742 nuits et 14 488 nuitées.

### 7.1.4 - Estimation du public PDALHPD

L'« Etude sur les besoins territorialisés en logement et en hébergement pour le public du Plan » réalisée par l'ADIL du Gard dans le cadre de l'élaboration du PDALHPD s'appuie sur :

- un repérage et une localisation des ménages défavorisés à savoir :
  - o les ménages disposant de revenus inférieurs à 10 000 € par an : 9 538 ménages sont concernés sur Alès Agglomération ;
  - o les ménages allocataires du RSA : 6 465 ménages sont concernés sur le territoire d'Alès Agglomération.
- un repérage des ménages défavorisés ayant des difficultés de logement, à savoir :
  - o les demandeurs de logement social disposant de moins de 1 000 € par mois : 801 ménages percevant moins de 1 000 € par mois ont fait une demande de logement social sur Alès Agglomération ;
  - o les ménages ayant reçu une aide du Fond de Solidarité Logement : 423 ménages ont bénéficié de cette aide en 2016 sur Alès Agglomération.

Le croisement de ces deux approches conduit à estimer le public PDALHPD sur le territoire d'Alès Agglomération à environ 1 200 ménages, sur un total de 7 070 ménages à l'échelle du département du Gard dans son ensemble.

### 7.1.5 - Constats et besoins émanant des acteurs

#### > Constats

- Une offre qui ne répond pas totalement à la demande et un recours à la prise en charge hôtelière qui reste important.
- Une insuffisance de fluidité dans le parcours due à :
  - à un accès au logement d'insertion sous tension, alors qu'il conditionne la sortie de l'hébergement d'urgence ;
  - à une augmentation de la durée de séjour en logement d'insertion, qui se traduit par des délais d'attente longs (de plusieurs mois).
- Un public en forte précarité qui nécessite un accompagnement social renforcé et long pour régler les situations administratives, les difficultés sociales, les problèmes de santé.....
- Un point de vigilance sur le vieillissement des personnes hébergées et l'apparition d'un public à mobilité réduite.
- Des ménages en situations d'expulsion qui font appel au dispositif d'accueil d'urgence.
- Des bailleurs méfiants.
- Une insuffisance de grands logements (T4 et T5) et, à l'autre extrémité du spectre, de petits logements (T1 et T2).

#### > Besoins et pistes de réflexion

- Améliorer la fluidité du parcours d'insertion en développant l'offre d'insertion et de logements adaptés.
- Développer l'intermédiation locative.
- Capturer des logements conventionnés dans le parc privé.
- Développer le partenariat avec les acteurs sociaux et du logement.
- Renforcer l'accompagnement social des personnes.
- Anticiper la mise à la rue suite à une procédure d'expulsion.
- Anticiper le vieillissement du public et adapter les parcs des différents dispositifs.

---

## 7.2 - Les jeunes

### 7.2.1 - Les étudiants

L'approche de l'offre et des besoins en hébergement et logement étudiant sur le territoire d'Alès Métropole s'appuie sur les publications de l'A'U (Agence d'Urbanisme région nîmoise et alésienne) de Novembre 2017 et Septembre 2020<sup>12</sup>

---

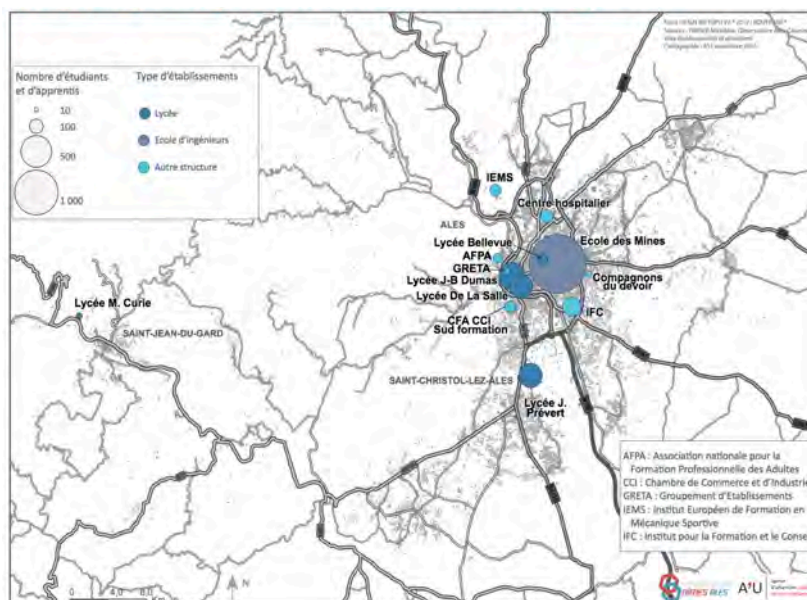
<sup>12</sup> « Pôle métropolitain Nîmes-Alès – L'hébergement et le logement étudiant » - Collection A'U – Novembre 2017  
« Observatoire Territorial du Logement des Etudiants / Qualifier et quantifier les besoins en logements étudiants sur le territoire du pôle métropolitain Nîmes-Alès » - Septembre 2020



Le territoire d'Alès Agglomération ne comporte pas de pôle universitaire majeur à proprement parler. Dans les publications de l'A'U, le terme « étudiant » employé de façon générique, concerne ainsi l'ensemble des étudiants et « alternants » en formation initiale inscrits dans une formation d'enseignement supérieur (post-bac) implantée sur le territoire de l'Agglomération.

Les effectifs s'élevaient à la rentrée 2019 à 2 300 étudiants, soit un ratio de 17 étudiants pour 1 000 habitants ; à titre de comparaison, les agglomérations de Castres et d'Albi présentent respectivement des taux de 25 et 45 étudiants pour 1 000 habitants (Source : « Les grandes agglomérations françaises en 70 indicateurs, Observ'Agglo, 2019).

Alès Agglomération a enregistré une augmentation de 32% de ses effectifs étudiants entre 2007 et 2017 en lien avec la relocalisation sur Alès de l'antenne nîmoise de l'École des Mines d'Alès ; les effectifs de l'IMT Mines Alès, qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des étudiants de l'Agglomération, ont continué à grossir au cours des dernières années, de 1 200 en 2017 à 1 400 à la rentrée 2019. Le nombre d'étudiants en BTS est également important (28% des effectifs étudiants totaux 2017), liés pour partie au Pôle mécanique d'Alès.



**Les sites d'enseignement supérieur et de formation professionnelle d'Alès Agglomération**

Source : Collection A'U – Novembre 2017

En 2017, un millier d'étudiants d'Alès – soit près de deux-tiers des étudiants de la ville – étaient décohabitants c'est à dire avaient cessé de vivre chez un membre de leur famille et occupaient un logement seul, en couple ou en colocation ; ce pourcentage élevé est lié à l'attractivité de l'IMT Mines Alès. A l'inverse, sur le reste de l'Agglomération, la part des décohabitants ne dépassait pas 24%.

L'A'U recensait en 2020, 1 010 logements et hébergements à destination des étudiants sur le territoire d'Alès Agglomération, soit un ratio de 44 logements pour 100 étudiants ; ce ratio élevé (il n'est à titre de comparaison que de 24 logements pour 100 étudiants sur Nîmes Métropole) témoigne d'un marché peu tendu. Près de 80% de cette offre est concentrée sur la Maison des Elèves de l'IMT Mines d'Alès, située au Viget à Alès et gérée par l'Association des diplômés de l'école, Mines Alès Alumni. Les autres logements et hébergements à destination des étudiants consistent des internats au sein des Lycées Jean Baptiste Dumas et La Salle ou hors lycée (Centre Hospitalier).

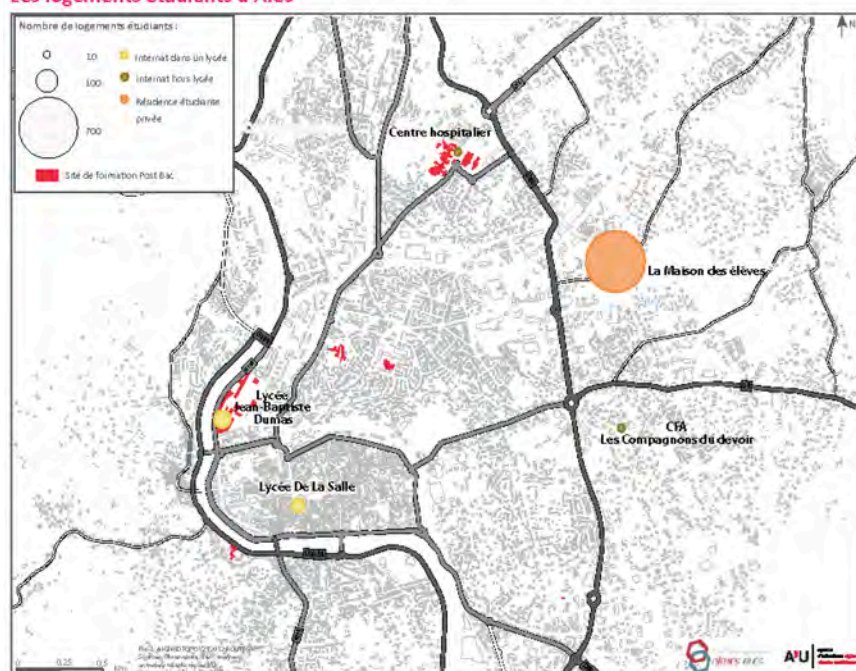


**La Maison des Elèves de l'IMT Mines d'Alès**

L'offre de logements étudiants a fortement progressé au cours des dernières années avec notamment la livraison entre 2018 et 2020 de 181 logements par les Logis Cévenols et 60 logements par FDI sur le site de l'IMT Mines d'Alès. Cette offre répond à la demande des étudiants de l'IMT, dont celle des étudiants en cursus d'apprentissage qui représentent désormais 30% du nombre total des élèves ingénieurs ; en fonction des disponibilités, des étudiants d'une autre structure éducative (IFSI par exemple) peuvent être acceptés, mais peu de demandes ont été recensées.

Les internats au sein des lycées sont globalement jugés peu attractifs pour les étudiants qui préfèrent, par goût pour une plus grande indépendance, se loger dans le parc locatif privé diffus. Le parc privé est ainsi largement prisé, notamment sur la ville centre d'Alès.

**Les logements étudiants d'Alès**



Les logements étudiants d'Alès

Source : Collection A'U – Novembre 2017

L'offre de logements dédiés aux étudiants quantitativement suffisante ; elle est également accessible, avec des loyers médians de 359 € pour une T1 en résidence (contre 428 € sur Nîmes Métropole) et de 293 € pour un T1 et 370 € pour un T2 dans le parc privé diffus (contre respectivement 350 € et 460 € sur Nîmes Métropole).

**Dispersion des loyers des T1 et T2 sur Nîmes Métropole et Alès Agglomération**

Source : OTLE, A'U 2020



## 7.2.2 - Les jeunes en situation de précarité

**Le taux de pauvreté des personnes de moins de 30 ans s'élève à 36,5% sur le territoire d'Alès Agglomération et à 44% sur la ville centre d'Alès**, taux nettement supérieurs à celui constaté à l'échelle départementale (29,6%).

Plus concentrés sur Alès et sa couronne péri-urbaine, les jeunes vivent la précarité plus difficilement que les personnes plus âgées. Sans ressources, souvent en rupture familiale, désocialisés, les jeunes en situation de grande précarité se tournent vers les dispositifs d'urgence ou trouvent des solutions d'hébergement chez un tiers, au hasard des rencontres, hébergement qui généralement ne dure pas dans le temps, ce qui contribue à aggraver leurs difficultés.

Sur le territoire d'Alès Agglomération, l'association La Clède dispose de 6 places pour héberger des jeunes en situation de précarité et les accompagner dans leur projet, en partenariat avec la Mission Locale ; mais cette offre est insuffisante au regard des besoins constatés sur le terrain.

La question du logement des jeunes en situation de grande précarité est une préoccupation forte des acteurs associatifs ; une réflexion doit être menée dans le cadre du PLH afin de leur apporter des solutions d'hébergement ou de logement. **La création d'une structure d'hébergement de 30 à 40 places, adossée à un accompagnement social, permettrait d'apporter une réponse adaptée.**

---

## 7.3 - Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap

### 7.3.1 – Cadre règlementaire : le schéma départemental pour l'autonomie, une convergence des politiques en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui constitue une nouvelle étape dans le processus de décentralisation, renforce l'autonomie des Départements en consacrant le Conseil Départemental comme chef de file de l'action gérontologique et plus largement de l'action sociale et médico-sociale.

Depuis le précédent schéma 2011-2015 en faveur de l'autonomie des personnes, le Conseil Départemental a souhaité que les problématiques liées à l'âge ou au handicap puissent se rejoindre, sur l'ensemble des questions d'accessibilité, d'information, d'accompagnement, d'hébergement/de logement, d'aide et de soins ; ce rapprochement entre handicap et dépendance permet de prendre en compte des besoins convergents, avec pour objectifs :

- d'encourager les synergies et de développer des réponses complémentaires aux problématiques communes ;
- d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers ;
- de favoriser une approche territoriale et transversale ;
- de développer une connaissance réciproque ;
- d'éviter les ruptures de parcours liés à la barrière de l'âge ;

Le Schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, établi pour la période 2016-2020, est structuré autour de 4 orientations stratégiques déclinées en 20 axes principaux. L'orientation 2 « Soutenir le choix de vie » comporte un axe spécifique « 2.2 – Favoriser l'accès à un logement adapté » qui vise à répondre à l'aspiration d'une très grande majorité de personnes âgées à vieillir à domicile, même si leur état de santé venait à se dégrader.

Les objectifs stratégiques de cet axe 2.2 sont les suivants :

- Prévenir la perte d'autonomie par l'adaptation du logement et faire en sorte que les difficultés techniques, économiques et administratives soient le moins souvent possible un frein à la réalisation des travaux ;
- Améliorer la qualité de vie et la sécurité des personnes à domicile ;
- Permettre l'accès du plus grand nombre aux technologies favorisant l'autonomie, comme la domotique, y compris en établissement.

Les objectifs opérationnels fixés par le Schéma pour cet axe sont les suivants :

- Développer l'offre quantitative de logements adaptés notamment dans le parc social ;
- Poursuivre le soutien au développement des « Maisons en Partage » et à la plateforme « Loc'Adapt 30 » par le Conseil Départemental ;
- Renforcer la collaboration avec les bailleurs sociaux en anticipant la dépendance des locataires âgés : mise en place d'outils de connaissance du parc adapté ou adaptable et de la population de locataires concernés, suivi de la production de logements neufs adaptés et travail sur les conditions d'adaptation des logements existants, incitation à la mobilisation des aides existantes ... ;
- Impliquer les EPCI au travers de la prise en compte de la problématique de la dépendance dans leur Programme Local de l'Habitat ;
- Faciliter les démarches d'adaptation du logement dans le parc privé ;
- Contribuer à un recours raisonné à la domotique (veille permettant d'évaluer les équipements disponibles et les bénéfices sociaux et impacts économiques) ;
- Informer, soutenir et accompagner les personnes en perte d'autonomie dans leur accès à un logement adapté.

### 7.3.2 - Les principales caractéristiques du public

#### > Un contexte de vieillissement de la population

Le département du Gard, comme la majorité des territoires français, connaît un vieillissement général de sa population :

*« Depuis 15 ans, la population des 60 ans et plus, et surtout des 75 ans et plus a progressé plus vite que les autres classes d'âge dans le département et cette évolution devrait se poursuivre au cours des prochaines années » (extrait du Schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées – 2016-2020).*

Ce vieillissement va s'accroître au cours des prochaines années ; selon les estimations de l'Insee, le Gard devrait compter 271 800 personnes âgées de 60 ans ou plus en 2030 contre 202 200 en 2014, du fait notamment du vieillissement de la tranche d'âge des baby-boomers qui vont entrer dans la tranche des 60-75 ans jusqu'en 2020, puis dans celle des 75-85 ans entre 2020 et 2030.

Ce phénomène est encore plus prégnant sur Alès Agglomération dont près d'un tiers de la population est âgée de 60 ans ou plus (contre 29% à l'échelle départementale) ; cette classe d'âge a déjà enregistré une progression sensible de 2,3 points entre 2012 et 2017, passant de 30,3% à 32,6% de la population totale de l'Agglomération en 5 ans.

	2012		2017	
	60 -74 ans	75 ans et +	60 -74 ans	75 ans et +
<b>Alès Agglomération</b>	<b>18,0%</b>	<b>12,3%</b>	<b>20,4%</b>	<b>12,2%</b>
<b>Gard</b>	16,6%	10,0%	18,7%	10,3%
<b>Occitanie</b>	16,1%	10,6%	17,8%	10,7%
<b>France Métropolitaine</b>	14,7%	9,2%	16,3%	9,4%

Source : INSEE

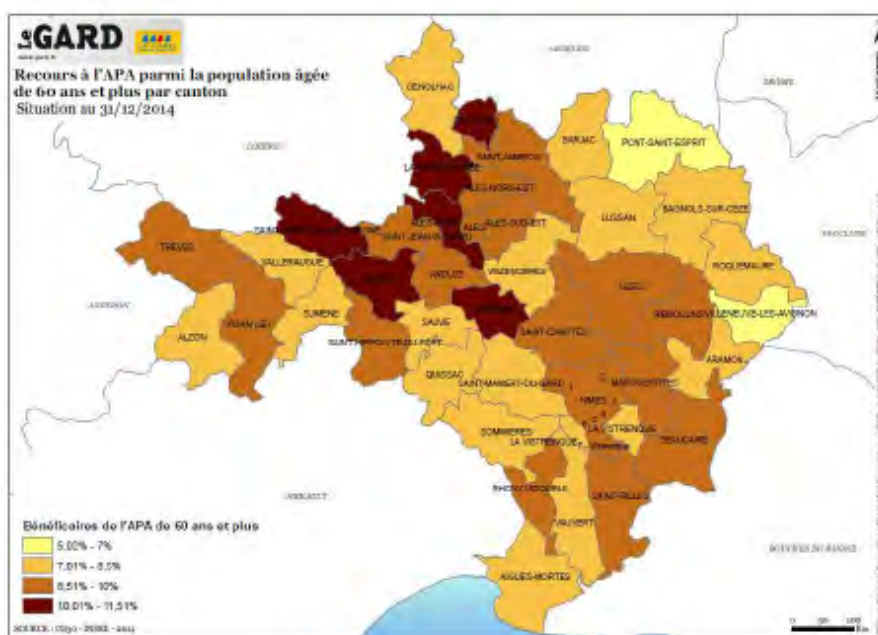
### > Une augmentation de la dépendance

Le nombre de personnes âgées bénéficiant de l'Allocation Personnalisée Autonomie (APA) a ainsi progressé de 68 % dans le Département du Gard sur la période 2002-2015, pour atteindre un total de 15 301 bénéficiaires au 30 juin 2016 (dont 9 927 à domicile et 5 374 en établissement).

Sur cette période, l'évolution a été de 87% pour l'APA à domicile et de 40% pour l'APA en établissement.

Les projections démographiques prévoient une forte progression de la dépendance, avec entre 5 500 et 9 500 personnes supplémentaires d'ici 2030.

Sur le territoire d'Alès Agglomération, le taux de bénéficiaires de l'APA âgés de 60 ans ou plus varie entre 7 et 11,5% ; il est le plus élevé sur les cantons d'Alès Ouest et de La Grand Combe.



### > Des situations de précarité économique et sociale

Le volet diagnostic territorial et état des lieux du Schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées 2016-2020 fait état d'un recours élevé à l'aide sociale.

Dans le département du Gard :

- 4,3 personnes sur 100 âgées de 60 ans et plus sont bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA), alors que le rapport n'est que de 3,1 en France métropolitaine. Cette aide du Département peut être sollicitée lorsque les ressources des personnes sont insuffisantes pour régler les frais d'hébergement en établissement ou de l'aide-ménagère à domicile.
- 22,7 personnes âgées de 75 ans et plus sur 100 bénéficient d'une aide sociale à l'hébergement (contre 15,7 en France métropolitaine), ratio lié d'une part à la précarité des plus âgés mais également à la politique volontariste mise en œuvre par le Département du Gard en matière d'habilitation à l'aide sociale des EHPAD.

**Le taux de pauvreté des personnes âgées sur le territoire d'Alès Agglomération atteint 15,5% chez les 60-74 ans et 13,2% chez les 75 ans et plus (données FiLoSoFi 2018) ; ces taux sont comparables à ceux observés à l'échelle du Département (respectivement 15,3% et 12,5%).**

**La précarité financière ajoutée à la perte d'autonomie expose les personnes âgées à l'isolement.** Sur le territoire d'Alès Agglomération, près de trois quarts des personnes âgées de plus de 65 ans vivent seules.

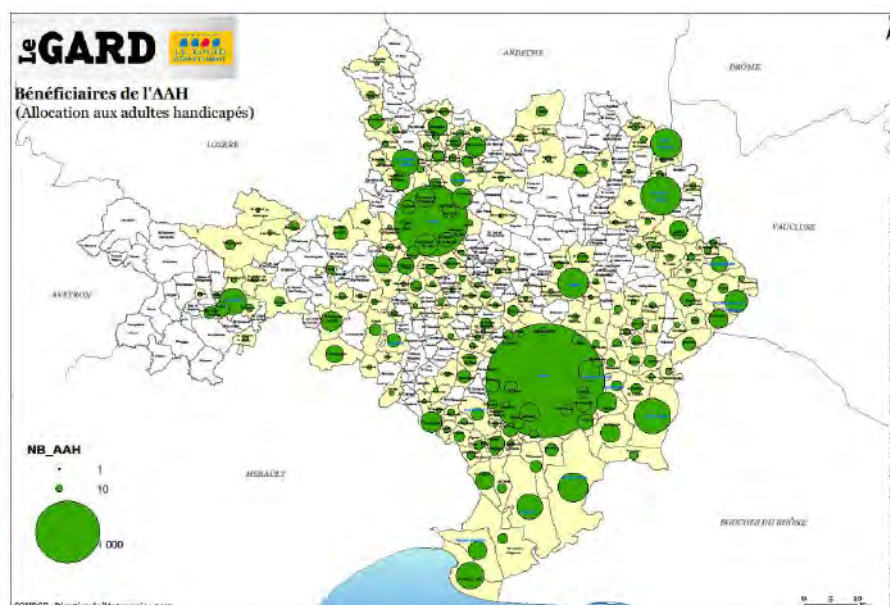
### > Une augmentation de la population en situation de handicap

Les données concernant les populations en situation de handicap ne sont disponibles à ce stade qu'à l'échelle du Département.

La Maison Départementales des Personnes Handicapés (MDPH) recense 57 546 bénéficiaires de droits en 2018<sup>13</sup>, en augmentation de 2,5% par rapport à 2017.

Les personnes en situation de handicap ayant un droit ouvert à la MDPH représentent ainsi 7,8 % de la population gardoise.

Le volet diagnostic territorial et état des lieux du Schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées 2016-2020 fait état d'une concentration importante de personnes en situation de handicap sur le territoire d'Alès Agglomération et particulièrement sur la ville centre d'Alès et sa couronne.



Source : Schéma départemental en faveur de l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées – 2016-2020 – Département du Gard.

### > ... avec des demandes de Prestations de Compensation du Handicap qui évoluent aussi...

La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.), financé par le Département, est une aide personnalisée destinée à participer au financement des besoins liés à la perte d'autonomie des personnes handicapées. Cette prestation couvre les aides humaines, aides matérielles (aménagement du logement ou du véhicule), aides animalières. Il est possible de bénéficier de la P.C.H à domicile ou en établissement. Au nombre de bénéficiaires de la P.C.H. il convient d'ajouter les bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne et Frais Professionnels (A.C.T.P.) à laquelle s'est substituée la P.C.H, mais qui peut continuer à être versée aux personnes qui en bénéficiaient avec l'entrée en vigueur de la P.C.H en 2006.

<sup>13</sup> Maison Départementale des Personnes Handicapées du Gard – Rapport d'activité 2018

Globalement, on constate une augmentation de 1,8% du nombre de bénéficiaires de la P.C.H et de la A.C.T.P entre 2017 et 2018, soit 3 316 bénéficiaires supplémentaires ; les personnes âgées de 60 et plus représentent 20 % des bénéficiaires de la P.C.H et 30 % de l'A.C.T.P.

#### > ... et un nombre d'allocataires de l'A.A.H qui augmenté également

La Maison Départementales des Personnes Handicapés (MDPH) compte en 2018, 14 053 allocataires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (A.A.H), aide financière qui permet d'assurer un revenu minimal d'un montant maximal de 900 € qui varie avec les ressources du bénéficiaire (l'AAH venant alors compléter les revenus pour atteindre le montant maximum de l'allocation).

Le nombre de bénéficiaires de l'A.A.H est en progression continue : il a augmenté de 36% entre 2010 et 2018 et de 5,4% sur la seule période 2017-2018.

#### > Une problématique prégnante de vieillissement de la population en de handicap

La MDPH fait état d'un vieillissement de la population bénéficiaire de l'Allocation aux Adultes Handicapés : près d'un tiers des ayants droits sont en effet âgés de 60 ans ou plus et la part des plus de 60 ans dans la population bénéficiaire de l'A.A.H a doublé entre 2011 et 2018.

**La question du vieillissement des personnes en situation de handicap à domicile ou en établissement est une des préoccupations majeures du Département.** Or « *la problématique du vieillissement est complexe car elle correspond à des situations et des profils différents, des besoins de prise en charge et des choix de vie diverses. Les besoins de personnes ayant toujours vécu au domicile de leurs proches avec des aidants eux-mêmes vieillissants sont, en effet, différents des personnes vivant en collectivité* » (Extrait du rapport d'activités 2018 de la Maison Départementales des Personnes Handicapés du Gard).

### 7.3.3 - L'offre en accompagnement à domicile et en établissement

#### > Les établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes (EHPAD)

Alès Agglomération regroupe 20 établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), pour un total de 1 507 places (voir tableau ci-après) :

- ↳ 17 établissements habilités à l'aide sociale représentant 1 288 places incluant :
  - 49 places d'accueil de jour,
  - 38 places en hébergement temporaire,
  - 13 places pour personnes handicapées vieillissantes.
- ↳ 3 établissements non habilités à l'aide sociale représentant 219 places incluant :
  - 2 places en hébergement temporaire,
  - 4 places en accueil de jour.

Le ratio d'équipement en EHPAD s'établit ainsi à 96 lits pour 1 000 personnes de plus de 75 ans (en référence à la population 2017).

Un nouvel EHPAD a ouvert ses portes en 2020 à Euzet : il offre une capacité de 50 lits en hébergement permanent, 14 lits en Unité Alzheimer, 6 lits d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de nuit.

**EHPAD habilités à l'aide sociale sur la CA Alès Agglomération en 2020**

Commune	Établissement	Type
Ales	EHPAD « Lou Canto »	Hospitalier
Alès	EHPAD « Les Camélias »	Hospitalier
Alès	USLD « La Rose des Vents »	Hospitalier
Alès	EHPAD Résidence Rochebelle	Privé associatif
Alès	EHPAD MSP Alès	Privé associatif
Anduze	EHPAD Fondation Rollin	Privé associatif
Anduze	EHPAD Château Labahou	Privé associatif
Bagard	EHPAD Les 4 saisons	Hospitalier
Boisset-et-Gaujac	EHPAD Montvaillant / Centre Alzheimer	Privé associatif
Genolhac	EHPAD Champorus	Public
La Grand Combe	EHPAD Maurice Larguier	Public
Rousson	EHPAD Le Castellas	Hospitalier
Saint-Christol-les-Ales	EHPAD Les Cigales	Hospitalier
Saint-Christol-les-Ales	USLD Les Cigales	Hospitalier
Saint-Hilaire-de-Brethmas	EHPAD Les Jardins de St Hlaire	Privé associatif
Saint-Jean-du-Gard	EHPAD Résidence Soubeiran	Privé associatif
Saint-Privat-des-Vieux	EHPAD Notre Dame des Pins avec unité personnes handicapées vieillissantes	Privé associatif

**EHPAD lucratifs non habilités au titre de l'aide sociale sur la CA Alès Agglomération en 2018**

Commune	Établissement	Type
Ales	EHPAD Clair Logis	Privé but lucratif
Cendras	EHPAD L'Euzière	Privé but lucratif
Saint-Martin-de-Valgagues	EHPAD Les Magnans	Privé but lucratif

Source : Département du Gard



### > Une offre entre domicile et EHPAD : les résidences autonomie, les Maisons en Partage et l'accueil familial

En complément des EHPAD, Alès Agglomération offre **173 places en résidence-autonomie** (autrefois appelées foyer-logement) ; ces structures à destination d'un public autonome, intermédiaires entre le maintien à domicile et les établissements institutionnalisés, prennent la forme de résidences regroupant des appartements privatifs et des lieux collectifs.

Au nombre de quatre, dont deux non habilitées à l'aide sociale du département, ces résidences se situent sur les communes de Le Martinet (Résidence L'Auzonnet de 32 logements), Alès (Foyer Résidence « Les Oliviers » de 112 logements), Lézan (« Résidence « Les Arcades » de 19 logements) et Saint-Jean-du-Gard (Résidence Soubeiran de 10 places)

Une nouvelle offre d'habitat regroupé se développe sur le département du Gard ; il s'agit des « **Maisons en partage** », label porté par le Conseil Départemental en partenariat avec la CARSAT, le Régime Social des Indépendants et la Mutualité Sociale Agricole. Cette offre constitue un compromis entre le logement autonome et l'établissement de type EHPAD ; elle permet d'accéder à un logement individuel à loyer modéré, tout en bénéficiant d'une vie collective dans un cadre sécurisant. On compte d'ores et déjà 5 « Maisons en partage » sur le territoire d'Alès Agglomération.

Commune	Établissement	Capacité	Typologie
Salindres	Maison en Partage « Résidence de la Tour » Logis Cévenols	20 logements	T2
Alès	Maison en Partage « Les Santolines » CCAS Alès avec Logis Cévenols	10 logements	T1 bis au T2
Alès	Maison en Partage « Résidence de Silhol » CCAS Alès avec Logis Cévenols	24 logements	T2 et T3
Lézan	Maison en partage « Le Temps partagé » Association La Gerbe	6 logements	T1bis et T2
Saint-Jean-du-Gard	Maison en partage « La Maison du ruisseau » Association Résidence Soubeirac	10 logements	T2 et T3

Source : Département du Gard



Résidence de Silhol à Alès



Résidence de la Tour à Salindres

Une autre, « Le Pré de Polge », composée de 10 logements, est en cours de construction sur la commune de Chamborigaud ; 11 logements sur les 40 de la résidence d'habitat social de l'Olivette en cours de construction sur la commune de Saint-Privat-des-Vieux seront également réservés aux seniors, en interaction avec la Maison de retraite voisine.

Le concept de « Maisons en Partage » rencontre un véritable succès ; plusieurs projets, à des stades plus ou moins avancés de réflexion voire de mise en œuvre, sont ainsi recensés sur l'Agglomération dont les projets de :

- Saint-Julien-les-Rosiers où une Maison en Partage de 14 logements devrait être livrée en 2023 ;
- Cendras qui porte le projet de création d'une « Maison en Partage » sur le quartier de l'Abbaye Basse, cette structure permettant d'accueillir les ayants droits âgés des mines et, parallèlement, de libérer les logements locatifs sociaux, parfois de grandes tailles, que ces personnes occupent actuellement au sein d'un quartier d'habitat social apprécié et très demandé ;
- Saint-Christol-les-Alès, qui a d'ores et déjà identifié un terrain susceptible d'accueillir l'opération, à proximité immédiate du centre ville ;
- Boisset-et-Gaujac ;
- Les Mages ;
- Le Martinet ;
- Saint-Martin-de-Valgalgues.

**Enfin, l'accueil familial**, placé sous la responsabilité du Président du Conseil Départemental qui doit en assurer l'agrément, le suivi, le contrôle et le financement pour les personnes relevant de l'aide sociale départementale, constitue une autre alternative entre le maintien à domicile et l'établissement. Alès Agglomération compte 31 accueillants familiaux pour 73 places dont 18 places pour des personnes âgées, 2 places pour des personnes handicapées et 53 places mixtes (personnes âgées/personnes handicapées).

### > Les établissements dédiés aux personnes handicapées

**Les foyers d'hébergement** assurent l'hébergement et éventuellement un entretien des personnes handicapées. En règle générale, ils accueillent en fin de journée et fin de semaine les personnes handicapées travaillant soit en établissements et services d'aide par le travail (ESAT), soient accueillies en foyer de vie.

Les 3 foyers d'hébergement implantés sur le territoire d'Alès Agglomération offrent une capacité totale d'accueil de 122 places.

Commune	Établissement	Association gestionnaire	Capacité
Alès	Foyer d'hébergement « Les Olivettes »	ARAAP (Association Régionale Les Amis des Ateliers Protégés)	74 places
Concoules	Foyer d'hébergement « La Cézarenque »	ARED (Association Régionale d'Entraide Diversifiée)	42 places
Salindres	Foyer d'hébergement « L'Oustalado »	UNAPEI 30	6 places

Source : Département du Gard

**Les foyers de vie ou foyers occupationnels** accueillent des adultes dont le handicap ne leur permet pas ou plus d'exercer une activité professionnelle, mais qui ont conservé une certaine autonomie dans les actes essentiels de la vie. L'accueil se fait en internat, semi-internat ou en accueil de jour.

81 places en foyers occupationnels sont recensées sur le territoire d'Alès Agglomération.

Commune	Établissement	Association gestionnaire	Capacité
Alès	Foyer occupationnel « les Olivettes »	ARAAP (Association Régionale Les Amis des Ateliers Protégés)	16 places en accueil de jour 59 places dont 39 en internat et 14 en accueil de jour + 6 en internat foyer occupationnel Les Calendrettes / Alès
Boisset et Gaujac	Foyer d'accueil et de promotion « Artes »	ARTES	

Salindres	Foyer d'hébergement « L'Oustalado »	UNAPEI 30	49 places dont 24 en internat et 25 en accueil de jour
-----------	--	-----------	--

Source : Département du Gard

**Les foyers d'accueil médicalisés (FAM)** s'adressent quant à eux à des adultes handicapés physiques, mentaux ou atteints de handicaps associés, dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité professionnelle. Cette dépendance peut rendre nécessaire l'assistance d'une tierce personne pour accomplir les actes essentiels de la vie ainsi qu'une surveillance médicale et des soins constants. L'accueil se fait en internat ou en accueil de jour. Une seule structure est implantée sur le territoire d'Alès Agglomération.

Commune	Établissement	Association gestionnaire	Capacité
Alès	Foyer d'Accueil Médicalisé Villaret Guiraudet	UNAPEI 30	30 places en internat

Source : Département du Gard

### > L'adaptation du parc locatif social à la perte d'autonomie et au handicap

Par convention tripartite entre le Service Habitat et Renouvellement Urbain (SHRU) du Conseil Départemental, les bailleurs sociaux et la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Gard, l'équipe interne (EEVAT) de la MDPH réalise à la demande des bailleurs sociaux **les évaluations d'aménagement de logements pour des locataires en situation de handicap**. Ces évaluations à domicile permettent d'évaluer globalement les besoins et d'informer et d'orienter les personnes en fonction des besoins repérés.

En 2014, un projet de plateforme du logement adapté dénommé «**Loc'Adapt 30**», porté par l'Association du Logement dans le Gard et soutenu par le Département et Nîmes Métropole, a vu le jour. Cette plateforme a pour objectifs :

- de mettre en relation la demande de personnes en situation de handicap et l'offre de logements adaptés ;
- de faciliter l'adaptation des logements, en lien avec les bailleurs sociaux, à la demande des locataires.

Au total, Loc'adapt 30 a eu en 2018 une file active de 228 dossiers (dossiers toujours actifs validés les années précédentes) à l'échelle du département. Au 31 décembre 2018, 168 dossiers étaient toujours en attente de solution de relogement.

Sur l'année 2018, 60 dossiers ont ainsi été clôturés soit un quart environ de l'ensemble des dossiers traités : 35 personnes ont été relogées dans le parc social, 6 personnes ont trouvé par leurs propres moyens une solution de relogement dans le parc privé, 19 personnes sont sorties du dispositif «Loc'Adapt 30» (entrée en institution ou décès).

Sur Alès Agglomération notamment dont il est le principal bailleur (avec un parc de près de 5 600 logements), Logis Cévenols met en œuvre le label « **Habitat Séniors Service** » qui consiste à proposer des logements adaptés aux séniors, en y réalisant les aménagements nécessaires et en mettant en place des actions d'accompagnement des locataires concernés (aide administrative, vigilance particulière...).

L'objectif que s'est fixé Logis Cévenols est d'atteindre un taux de 5% de logements adaptés d'ici 10 ans. Les travaux ont démarré à l'été 2018 dans une quarantaine de logements du centre ville d'Alès, puis seront élargis à l'ensemble de l'Agglomération, avec une priorité donnée aux logements situés à proximité des services et commerces.

Logis Cévenols est à ce jour le seul organisme labellisé intervenant sur le territoire d'Alès Métropole. Ce programme vient en complément des travaux d'aménagement réalisés au coup par coup par Logis

Cévenols comme par les autres bailleurs sociaux, lorsque ceux-ci deviennent indispensables au locataire (adaptation de la salle d'eau ...).

### > L'adaptation du parc privé à la perte d'autonomie

Les dispositifs d'amélioration de l'habitat privé en œuvre sur le territoire d'Alès Agglomération doivent comporter des objectifs d'adaptation du parc à la perte d'autonomie et de mobilité, de :

- 5 propriétaires occupants et 2 logements de propriétaires bailleurs pour l'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès ;
- 10 propriétaires occupants et 1 propriétaire bailleur pour l'OPAH-RU d'Anduze,
- 12 logements par an pour le PIG « Mieux Habiter et Mieux louer »,

les travaux d'autonomie pouvant aller de pair avec les travaux d'amélioration des performances énergétiques de logements.

### > Les services d'accompagnement à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap

**Les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)**, créés en 1981, sont des services médico-sociaux qui interviennent à domicile pour dispenser des soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ils contribuent à prévenir la perte d'autonomie et leurs interventions se font sur prescription médicale. 7 SSIAD sont répertoriés sur le territoire d'Alès Agglomération, sur un total de 26 au niveau départemental.

**Les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)** constituent aussi un élément important du maintien à domicile. Le régime juridique des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) a été modifié par la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ; ils relèvent désormais du régime de l'autorisation délivrée par le Président du Conseil Départemental. Le schéma départemental fait état de 92 SAAD qui couvrent l'ensemble du département à l'exception de quelques zones au Nord de celui-ci.

**Les services dédiés aux personnes handicapées** : Les Services d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) et les Services d'Accompagnement Médico-social pour Adultes Handicapés (SAMSAM) proposent des accompagnements dans tous les domaines de la vie quotidienne, SAMSAM pouvant également intervenir dans le domaine du soin.

4 SAMSAM et 7 SAVS interviennent sur le département du Gard et disposent d'une capacité de 915 places dont 47 % sur le territoire Cévennes Aigoual incluant l'Agglomération d'Alès.

## 7.3.4 - Constats et besoins émanant des acteurs

### > Constats

- Une problématique générale de vieillissement de la population, particulière prégnante sur les vallées cévenoles où s'ajoutent les difficultés liées à l'isolement (habitat dispersé).
- Une problématique liée au vieillissement des personnes handicapées.
- Un public de plus en plus dépendant.
- Un besoin qui s'exprime prioritairement en faveur du maintien à domicile. La perspective d'un déménagement, de quitter son logement, qui équivaut pour beaucoup à la perte des habitudes de vie, constitue un frein : « *Plus on avance dans l'âge et plus les déménagements sont difficiles à envisager, et moins on a de facilité à s'adapter à de nouvelles situations* ».
- Un problème prégnant d'inadaptation des logements : des maisons anciennes et trop grandes avec des problèmes d'accessibilité (habitation sur étage, escalier, pente...).

- Des locataires aux faibles ressources ce qui rend difficile l'accès à un nouveau logement.
- Des réponses au vieillissement et au handicap pas toujours adaptées aux besoins (les usages, les problèmes de déplacements des personnes âgées, la distance aux commerces et services, la désertification des services de santé ne sont pas suffisamment pris en compte dans les projets d'implantation de structures).
- Une difficulté de projection des personnes âgées dans la perte de leur autonomie.

#### > Besoins et pistes de réflexion

- Favoriser le développement d'une offre alternative (Maisons en Partage, résidences autonomie...), à proximité des services et commerces, en cœur de villages ou centre bourg sur les communes rurales du territoire.
- En amont de la programmation d'opérations dédiées, mener une réflexion avec les services intervenant auprès des personnes âgées et avec les futurs usagers, de façon à anticiper les avancées dans l'âge et à prendre en compte les usages.
- Favoriser l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, en prenant également en compte la précarité énergétique (référence au PIG « Habiter Mieux, Louer Mieux »).
- Produire des logements adaptés aux ressources des personnes, à proximité des services, commerces, lieux de vie.
- Adapter les modes de déplacements (transport à la demande, véhicule adapté, ...).

---

## 7.4 – Les gens du voyage

### 7.4.1 - Contexte règlementaire

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage a renforcé les obligations des collectivités en matière d'accueil des gens du voyage en prévoyant l'élaboration et l'approbation d'un Schéma départemental et l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser les aires d'accueil prévues par ce schéma.

Les besoins d'équipement sont donc définis dans le cadre du Schéma départemental

Le Schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage du Gard 2012-2018 prévoyait :

- la réalisation de 26 places en rénovation de l'aire existante sur Alès ou de 30 places sur une nouvelle aire ;
- concernant l'habitat adapté et/ou terrain familiaux, la réalisation de 7 logements par le biais d'une MOUS, destinées aux familles issues des gens du voyage du bidonville de Tamaris à Alès ;
- le traitement de l'habitat des populations sédentaires ou semi-sédentaires sur la commune de La Grand Combe.

Le nouveau Schéma départemental approuvé par arrêté conjoint du Préfet du Gard et du Président du Conseil Départemental le 19 juillet 2019, prévoit quant à lui les obligations suivantes

- sur Alès : la fermeture de l'aire actuelle et la réalisation d'une aire mixte d'accueil et sédentaires de 26 places ;
- sur Saint-Privat-des-Vieux (qui vient de dépasser le seuil des 5 000 habitants déclenchant l'obligation d'aménagement en application de la loi du 5 juillet 2000) : la réalisation d'une aire d'accueil de 26 places ;
- sur Saint-Christol-lès-Alès : la réalisation d'une aire mixte d'accueil et moyens passages de 20 + 60 places ;

- sur La Grand Combe : la création de 12 places en terrains familiaux (places prescrites par le précédent schéma et créées).

Le Schéma départemental comprend également une annexe non prescriptive sur la sédentarisation des gens du voyage ; il identifie des besoins en matière d'habitat adapté et/ou terrains familiaux sur 4 communes d'Alès Agglomération : Bagard, Anduze, Saint-Hilaire-de-Brethmas et Saint-Christol-les-Alès.

La Communauté d'Agglomération, qui exerce de plein droit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 la compétence obligatoire « Accueil des Gens du Voyage » en lieu et place des communes membres, a engagé une réflexion sur la mise en œuvre d'un Schéma territorial pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage destiné à apporter des réponses alternatives aux structures définies par le Schéma Départemental. Ce Schéma territorial devra à la fois répondre aux besoins du territoire et des populations des gens du voyage qui y vivent ou y transitent et être cohérent, par le volume des équipements proposés, avec les obligations réglementaires qui lui sont imposées.

#### 7.4.2 - L'offre actuelle d'accueil des gens du voyage sur Alès Agglomération

L'offre d'accueil des gens du voyage existante sur le territoire d'Alès Agglomération répond aux obligations du Schéma départemental 2012-2018.

##### > L'aire d'accueil d'Alès

La Ville d'Alès dispose d'une aire d'accueil des gens du voyage de 26 places dans le quartier Tamaris ; cet équipement est accompagné par le Centre Social Gens du Voyage situé à proximité. Le Schéma départemental 2012-2018 fixait comme objectif de rénover l'aire existante ou d'en réaliser une nouvelle de 30 places. C'est la première solution qui a été retenue, en parallèle du relogement en logement social de 7 familles en situation d'habitat indigne sur le site.

L'aire est aujourd'hui composée de 26 places, mais la surface restreinte de chaque emplacement (limitée à une caravane) fait que sa capacité réelle est plus proche de 15/16 places.

Pour rappel, le nouveau Schéma départemental révisé prévoit la fermeture de cette aire et la réalisation d'une aire mixte d'accueil et sédentaires de 26 places.

##### > La réalisation de 7 logements par le biais de la MOUS

A l'origine de ce projet, sept familles issues des gens du voyage vivaient depuis une vingtaine d'années sur le site de Tamaris, dans des conditions qui se sont dégradées au fil des ans, mais ne pouvaient accepter de vivre séparées dans des logements.

La mobilisation de la ville d'Alès et des différents partenaires (DDTM, ANAH, CCAS, OPH Logis Cévenols) a permis d'apporter une réponse à ces familles au travers de la mise en œuvre d'une opération de résorption de l'habitat insalubre (RHI).

Pour la mener à bien, une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) a été constituée, associant ingénierie sociale du CCAS et du Département du Gard, de façon à prendre en compte l'ensemble des problématiques (logement, santé, éducation...) et leur apporter des solutions coordonnées.

Les familles ont ainsi pris possession fin 2016 de 7 pavillons réalisés par l'OPH Logis Cévenols et à la conception desquels elles ont été étroitement associées.

##### > Un habitat adapté social sur La Grand Combe

Pour répondre aux besoins de deux-trois ménages sédentarisés, installés sur un terrain vague, la commune de La Grand Combe a réalisé une opération d'habitat adapté. Composée de 6 emplacements de 100 m<sup>2</sup> disposant chacun d'un « box » de 25 m<sup>2</sup> composé d'une cuisine, d'une salle de bain et d'un sanitaire, cette opération peut accueillir 6 familles sédentaires ou semi-sédentaires, qui chacune possède une ou plusieurs caravanes. Des baux de location de 1 an renouvelables sont conclus entre les ménages et la commune.

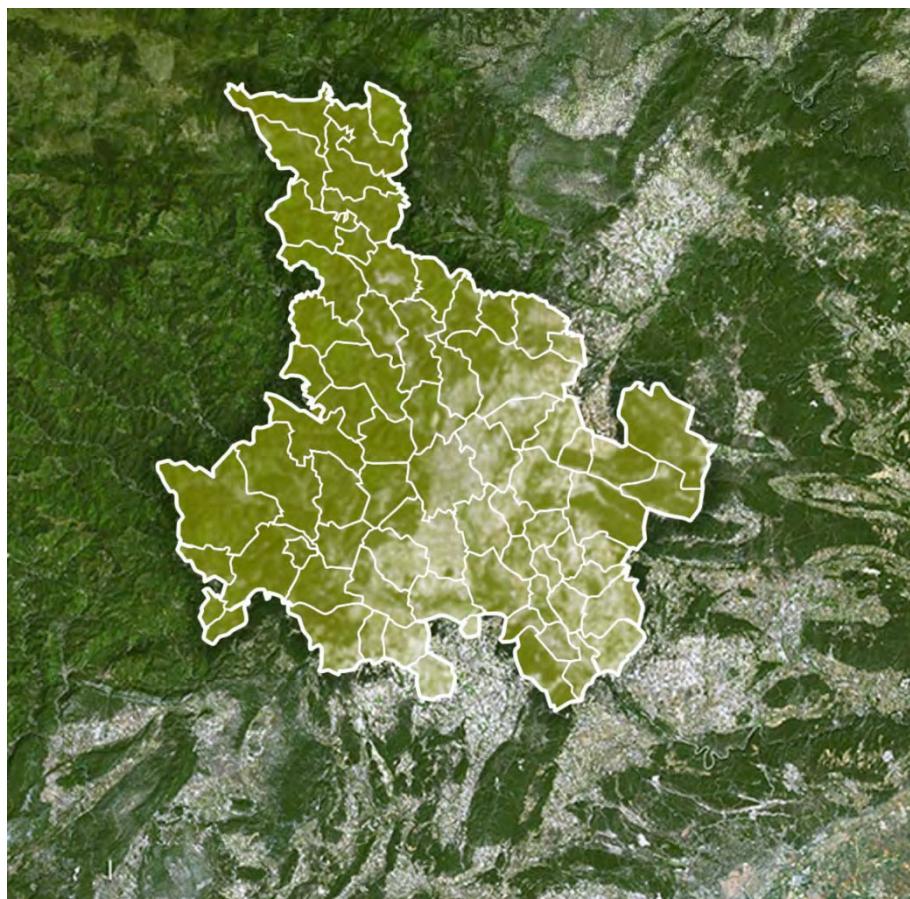
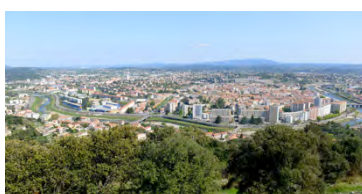
Le taux de remplissage de ces terrains dits familiaux est de 100% et le turn-over y est faible ; 4 familles y demeurent à l'année et scolarisent leurs enfants sur la commune.





## Alès Agglomération

Orientations stratégiques du PLH d'Alès Agglomération 2021-2026





## / SOMMAIRE

/ SOMMAIRE .....	3
/ CADRE REGLEMENTAIRE .....	5
/ LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PLH ALES AGGLOMERATION 2021-2026 ...	7
1 – Accompagner la relance de la dynamique démographique du territoire grâce à une offre de logements diversifiée et équilibrée .....	7
2 – Privilégier un développement urbain qualitatif, respectueux de l'identité des différentes entités géographiques composant le territoire d'Alès Agglomération .....	10
3 – Agir en faveur du rééquilibrage social d'Alès Agglomération.....	12
4 – Améliorer et adapter le parc privé existant.....	17
5 – Apporter des solutions pérennes aux besoins des publics spécifiques.....	19
6 – Faire du PLH un outil opérationnel et partagé de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération.....	20



## / CADRE REGLEMENTAIRE

Le contenu du document d'orientation du Programme Local de l'Habitat a été redéfini par le décret n°2018-142 du 27 février 2018 portant diverses dispositions relatives aux volets fonciers des programmes locaux de l'habitat et aux comités régionaux et conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement.

Conformément à l'article R. 302-1-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, « Le document d'orientation énonce, au vu du diagnostic, les principes et objectifs du programme local de l'habitat et indique notamment :

- a) Les principes retenus pour permettre, dans le respect des objectifs de mixité sociale dans l'habitat, une offre suffisante, diversifiée et équilibrée des différents types de logements sur le territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
- b) Les principes retenus pour répondre aux besoins et, notamment, à ceux des personnes mal logées, défavorisées ou présentant des difficultés particulières ;
- c) Les axes principaux susceptibles de guider les politiques d'attribution des logements locatifs sociaux ;
- d) Les communes et, le cas échéant, secteurs géographiques et les catégories de logements sur lesquels des interventions publiques sont nécessaires ;
- e) La politique envisagée en matière de requalification du parc public et privé existant, de lutte contre l'habitat indigne et de renouvellement urbain, en particulier les actions de rénovation urbaine au sens des chapitres II et II bis de la Loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 et les actions de requalification des quartiers anciens dégradés au sens de l'article 25 de la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- f) Les principaux axes d'une politique d'adaptation de l'habitat en faveur des personnes âgées et handicapées ;
- g) Les réponses apportées aux besoins particuliers de logement des jeunes, et notamment des étudiants ;
- h) Les principaux axes d'une stratégie foncière en faveur du développement de l'offre de logement dans le respect des objectifs de lutte contre l'étalement urbain définis par le schéma de cohérence territoriale. »



# / LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PLH ALES AGGLOMERATION 2021-2026

## 1 – Accompagner la relance de la dynamique démographique du territoire grâce à une offre de logements diversifiée et équilibrée

### Constats

- Sur la période 2007-2017, la population d'Alès Agglomération a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 0,6%, correspondant à un gain de 745 habitants en moyenne par an ; ce taux, même si il est relativement soutenu, reste très en deçà des perspectives très optimistes définies par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Pays Cévennes (+1,41% de croissance annuelle moyenne).

Cette croissance démographique est essentiellement portée par la couronne péri-urbaine d'Alès (+ 428 habitants en moyenne par an sur la période 2007-2017, soit 57% du gain total d'habitants de l'Agglomération) et dans une moindre mesure par le secteur Sud (+ 263 habitants en moyenne par an sur la période 2007-2017, soit 35% du gain total d'habitants de l'Agglomération), la population de la ville d'Alès restant quant à elle pratiquement stable.

Le bassin d'Anduze / Saint-Jean-du Gard, le secteur cévenol au Nord et l'ancien bassin minier n'enregistrent quant à eux qu'une croissance démographique atone, avec de fortes disparités entre communes, certaines connaissant depuis plusieurs années une spirale de décroissance, tandis que d'autres maintiennent une dynamique soutenue, à l'image de la communes des Mages qui en l'espace de 10 ans, a gagné quelques 300 habitants.
- Plusieurs signaux témoignent d'une reprise de la dynamique démographique du territoire, après le fort ralentissement enregistré entre 2012 et 2017 où le taux de variation annuel moyen de la population n'a pas dépassé les 0,2%. Le recensement de 2018 montre ainsi que la ville centre d'Alès regagne des habitants, après une baisse lors du précédent recensement ; elle dépasse désormais le seuil symbolique des 40 000 habitants, avec une population de 40 802 habitants en 2018, contre 39 970 en 2016.
- Cette dynamique démographique se retrouve au niveau de la construction neuve qui après avoir fortement ralenti à partir de 2009, s'est stabilisée autour de 580 logements en moyenne par an entre 2016 et 2019. Cette production de logements neufs est très largement portée par la ville centre d'Alès et par sa première couronne (qui concentrent 70% des mises en chantier).

## Orientations

1. Accompagner la relance démographique d'Alès Agglomération par la production d'une offre de logements à la hauteur des besoins, soit 1 200 logements en moyenne par an dont un millier de résidences principales.

Sur la base d'une hypothèse de croissance démographique de 1% en moyenne par an, les besoins s'élèvent à environ 1 000 résidences supplémentaires neuves par an, auxquelles viendront s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché de logements anciens vacants.

Ce scénario à 1% est un scénario intermédiaire entre la dynamique enregistrée au cours des 10 dernières années (avec un taux de croissance annuel moyen de 0,6%) et les projections du SCOT Pays Cévennes (+1,41% en moyenne annuelle). Il est à la fois volontariste au regard des tendances passées (546 résidences principales supplémentaires recensées entre 2007 et 2017), mais réaliste au regard des projections de production établies par les communes (de l'ordre de 1 000 logements neufs par an) et des projets recensés (légèrement supérieurs à 1 100 logements par an, offrant une marge de sécurité face au risque, fréquemment observé, de décalage dans le temps de certains projets).

2. Structurer la production à l'échelle du territoire de l'Agglomération

Il s'agit de privilégier la production de nouvelles résidences principales sur les communes où se concentrent l'emploi, les services et les équipements et qui bénéficient par ailleurs d'une bonne desserte en transports collectifs.

La ville centre d'Alès d'une part et les 12 communes de première couronne d'autre part porteront ainsi chacune 35% environ de la production de résidences principales attendue sur la durée du PLH, soit 2 100 logements, tandis que les 10 communes identifiées comme centralités de bassin représenteront 15% de la production, soit 900 logements sur 6 ans.

Le solde – soit 900 logements sur 6 ans – sera réparti entre les autres communes de plus petites tailles de l'Agglomération, selon la répartition géographique indicative suivante :

	PLH 2021-2026	
	Part de la production de RP	Nombre de RP supplémentaires par an
Ales	35%	350
Première couronne (12 communes)	35%	350
Centralités de bassin (10 communes)	15%	150
Autres communes Plaine / secteur Sud (22)	8%	80
Autres communes Bassin Gand Combe (12)	4%	40
Autres communes Bassin Anduze / Saint Jean du Gard (9)	2%	20
Autres communes Nord Cévennes (6)	1%	10
<b>Alès Agglomération</b>	<b>100%</b>	<b>1 000</b>



3. Encourager le développement d'une offre de logements adaptée aux jeunes ménages actifs, porteurs de la dynamique future du territoire

La production de résidences principales attendue sur le territoire d'Alès Agglomération sur la durée du PLH devra répondre aux besoins de toutes les couches de la population, favoriser les parcours résidentiels, mais également permettre l'installation de catégories socioprofessionnelles intermédiaires et supérieures et de jeunes ménages actifs porteurs de la dynamique souhaitée pour le territoire. Pour cela, deux axes doivent être encouragés :

- le développement d'un parc locatif – tant public que privé – de qualité et diversifié, notamment sur les communes de première couronne où il reste déficitaire ;
- le développement d'une offre en accession, notamment en accession abordable / primo-accession sur les communes les plus prisées où le niveau du foncier peut constituer un obstacle à l'accession à la propriété. L'accession abordable, généralement envisagée dans les programmes neufs en individuel, doit également être favorisée en centre ancien dans la mesure où elle offre une alternative aux ménages ne pouvant prétendre à l'achat d'une maison individuelle d'une part et contribue à la requalification et au rééquilibrage social et générationnel des centres anciens et centres bourgs d'autre part.

4. Mettre en œuvre une politique foncière à l'échelle de l'Agglomération

Il s'agit, au travers de la mise en œuvre des outils de maîtrise du foncier (outils réglementaires offerts par le Code de l'Urbanisme, Droit de Préemption Urbain, partenariat avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie ...) :

- d'une part d'assurer la bonne réalisation des projets immobiliers, de maîtriser le rythme de production et la typologie des logements produits ;
- d'autre part d'influer sur les prix de sortie.

L'Observatoire de l'Habitat et du Foncier qui sera mis en place dans le cadre du PLH permettra de veiller à l'adéquation entre les objectifs fixés, tant sur le plan quantitatif que qualitatif (répartition et typologie de la production), et la réalité de la production.

## 2 – Privilégier un développement urbain qualitatif, respectueux de l'identité des différentes entités géographiques composant le territoire d'Alès Agglomération

---

### Constats

- La production récente de logements est essentiellement composée de logements individuels, avec pour conséquence une consommation d'espaces agricoles ou naturels importante, une certaine uniformisation des formes bâties et une banalisation des paysages.
- La croissance démographique attendue dans les prochaines années et l'accélération de la production de logements qui en résultera imposent d'avoir une nouvelle approche du développement urbain des communes ; celle-ci devra limiter la consommation d'espace et assurer la préservation de l'identité paysagère et patrimoniale des bourgs et villages, tout en assurant une qualité résidentielle aux futurs occupants.

### Orientations

1. Prioriser la production par renouvellement urbain de façon à limiter la consommation d'espace et à préserver la qualité paysagère et environnementale du territoire

La lutte contre l'artificialisation des sols est un des axes majeurs du Plan Biodiversité publié par le Ministère de la transition écologique et solidaire en juillet 2018 avec comme objectif de parvenir à « zéro artificialisation nette » ; elle impose de privilégier le renouvellement urbain, c'est à dire la mobilisation des potentialités existantes au sein du tissu urbain constitué. Plusieurs leviers doivent en conséquence être mobilisés :

- la réhabilitation et la remise sur le marché d'une fraction du parc vacant, qui constitue à ce jour plus de 10% du parc de logements d'Alès Agglomération (7 573 logements vacant recensées par l'INSEE en 2017). Les trois dispositifs d'amélioration de l'habitat en cours sur le territoire de l'Agglomération prévoient d'ores et déjà la requalification et la remise sur le marché de plus de 200 logements vacants (dont 70 sur le centre ancien et les faubourgs d'Alès, 40 environ sur Anduze et une centaine de façon diffuse sur les autres territoires couverts par le Programme d'intérêt Général « Mieux Habiter et Mieux Louer »).
- la mobilisation des friches urbaines et des enclaves non bâties au sein des espaces urbanisés.
- la densification raisonnée du tissu bâti existant, en cohérence avec la typologie des quartiers concernés.

- la transformation d'usage d'anciens bâtiments d'activités (notamment des bâtiments présentant un intérêt architectural ou patrimonial).

Le potentiel de production en renouvellement urbain est important sur la quasi-totalité des communes du territoire et a conduit plusieurs d'entre elles à revoir drastiquement leurs zones d'extension dans le cadre de la révision de leur document d'urbanisme. Pour autant, la requalification de logements vacants, la mobilisation de dents creuses ou la division de terrains bâtis relèvent le plus souvent de l'initiative privée et sont donc plus hypothétiques ; l'affectation de coefficients dits de rétention foncière adaptés au contexte de chaque commune, permet une estimation plus mesurée et plus « réaliste » du potentiel mobilisable.

2. Développer et encourager des formes urbaines à la fois économes en foncier et respectueuses de l'identité des communes et/ou des quartiers

Il s'agit de concilier l'économie d'espace imposée par la Loi (et reprise par le SCOT Pays Cévennes au travers de la préconisation de typologies bâties et de densités minimales) et la qualité voire l'acceptabilité des opérations et programmes de logements, de fait plus denses que les typologies bâties des dernières années.

#### Préconisations du SCOT Pays Cévennes en matière de typologies bâties et densités par catégorie de communes

	Individuel (pur et groupé)	Mixte (individuel dense ou petit collectif)	Collectif	Densité moyenne
<b>Villes centre plus de 7 000 habitants</b> (Alès et Saint-Christol-les-Ales)	15%	15%	70%	31 logts/ha
<b>Pôles de centralité et villes</b> (1 900 à 7 000 habitants) soit 14 communes	25%	20%	55%	21 logts/ha
<b>Pôles de centralité et bourgs</b> (640 à 1 900 habitants) soit 25 communes	35%	40%	25%	17 logts/ha
<b>Villages et hameaux</b> (0 à 640 habitants) soit 31 communes	40%	60%		13 lgts/ha

Source : SCOT Pays Cévennes

Pour cela, plusieurs réflexions doivent être portées par Alès Agglomération et les communes du territoire :

- Favoriser les alternatives au modèle pavillonnaire et promouvoir des nouvelles formes bâties alliant densité et qualité résidentielle : maisons jumelées, maisons en bande, maisons à patios, habitat intermédiaire ou superposé...
- Veiller à l'intégration urbaine et paysagère des nouvelles constructions dans le respect de l'identité architecturale des communes (qu'il s'agisse des communes cévenoles ou des communes de plaine) ;
- Prendre en compte dans les opérations de réhabilitation des centres et quartiers anciens la mise en valeur du patrimoine bâti, la qualification des espaces publics, le partage de l'espace entre les différents modes de déplacements, l'intégration de la nature en ville (participant non seulement à la qualité du cadre de vie, mais également à la maîtrise du ruissellement urbain et à la lutte contre les îlots de chaleur).

- Intégrer systématiquement des critères d'exigence environnementale dans la définition des projets, tant en construction neuve qu'en réhabilitation : adaptation climatique, optimisation énergétique, limitation de l'imperméabilisation, maîtrise du ruissellement...

## 3 – Agir en faveur du rééquilibrage social d'Alès Agglomération

---

### Constats

- Avec 10 371 logements HLM recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le taux d'équipement global d'Alès Agglomération (en référence au parc de résidences principales INSEE 2017) dépasse les 17%.
- Malgré la réalisation de programmes locatifs sociaux parfois importants notamment sur les communes de première couronne, l'offre locative sociale reste encore très inégalement répartie. Avec 6 725 logements, la ville d'Alès concentre à elle seule près des deux tiers du parc HLM de l'Agglomération, la Grand Combe 10%. Plusieurs communes de l'ancien bassin minier - Cendras, Les Salles-du-Gardon notamment - disposent d'un parc HLM très important, initialement construit pour accueillir les mineurs et qui représente aujourd'hui plus de 30% de leur parc de résidences principales.  
A l'inverse, 43 communes n'offraient aucun logement HLM au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- Seules deux des sept communes soumises aux dispositions de la Loi SRU – Alès et La Grand Combe – atteignent ainsi largement l'objectif de 20% de logements locatifs sociaux qui leur est assigné ; aux cinq autres communes aujourd'hui en déficit – Saint-Christol-lès-Alès, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Martin-de-Valgagues, Rousson et Saint-Hilaire-de-Brethmas - viendront s'ajouter sur la durée du PLH trois autres communes dont la population approche d'ores et déjà les 3 500 habitants, à savoir Anduze, Salindres et Saint-Julien-les-Rosiers. Le respect de la Loi SRU impose d'une part de renforcer l'effort de production sur les communes en déficit afin d'atteindre à court / moyen terme le taux d'équipement cible de 20% (sachant que Saint-Hilaire-de-Brethmas devrait sortir du dispositif grâce à la réalisation récente de deux programmes de 54 et 66 logements), mais également d'anticiper les obligations futures sur les 3 communes qui dépasseront prochainement le seuil d'application de la Loi et disposeront dès lors de 5 périodes triennales pour atteindre le taux cible de 20%.
- Si la tension sur le parc social est globalement faible à l'échelle du territoire de l'Agglomération d'Alès avec 2,6 demandes pour 1 attribution en 2019, elle varie très fortement selon les communes, avec une pression relativement importante et en progression sur les communes de première couronne et notamment sur les 5 communes SRU.

Face à cette demande, les dernières années ont été marquées par la réalisation de programmes relativement importants : 433 logements locatifs sociaux « familiaux » ont ainsi été mis en service en 2018 et 2019, dont 60% sur la ville centre d'Alès et 38% sur les cinq communes SRU en déficit.

## Orientations

1. Conforter l'effort de production de logements locatifs sociaux avec un objectif minimum de 1 800 logements produits sur la durée du PLH

Le PLH prévoit une production minimum de 1 800 logements locatifs sociaux « familiaux » (hors logements spécifiques) sur la durée du PLH, correspondant à 30% minimum de la production totale de résidences principales.

Cette production sera composée de :

- 1 500 nouveaux logements sociaux publics (HLM pour l'essentiel et logements communaux conventionnés notamment sur les petites communes rurales) ;
- 300 logements conventionnés privés dans le cadre des dispositifs de requalification du parc ancien déjà en œuvre sur le territoire d'Alès Agglomération. Les deux OPAH-RU 2021-2026 du centre et faubourgs d'Alès d'une part et d'Anduze d'autre part prévoient ainsi la réhabilitation et le conventionnement de 191 logements, auxquels viendront s'ajouter une centaine de logements conventionnés supplémentaires dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » prolongé sur toute la durée du PLH (sur la base de 17 logements par an inscrits à convention de PIG 2019-2022). En complément, le conventionnement sans travaux sera soutenu et développé grâce à la mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation des propriétaires privés.

2. Rééquilibrer la production

Dans ses objectifs quantitatifs de production, le PLH prévoit d'accentuer le rééquilibrage de la production de logements locatifs sociaux en portant l'effort sur :

- les communes soumises à la Loi SRU et en déficit ;
- les communes susceptibles d'être soumises à la Loi SRU sur la durée du PLH, dans un objectif d'anticipation des obligations futures ;
- les communes de première couronne et les centralités de bassin sur lesquelles sera également favorisée la production d'une offre en accession abordable plus particulièrement destinées aux jeunes ménages.

3. Définir des objectifs de production de logements locatifs sociaux publics en fonction de la typologie des communes, de leur niveau d'équipement et des obligations actuelles ou futures auxquelles elles seront soumises

L'objectif fixé aux communes sera défini au prorata de la production totale de résidences principales attendue et prendra en compte le niveau actuel d'équipement de chaque commune. Les principes retenus sont les suivants :



Commune	Objectifs identifiés	Pourcentage de LLS / production RP = « taux d'effort » minimum
<b>Alès</b>	Maintenir l'offre locative sociale Recomposer l'offre locative sociale tant sur le plan spatial (quartiers moins dotés) que sur le plan des typologies (petits collectifs, habitat intermédiaire) Compte tenu de l'importance du parc très social sur Alès, intégrer une part de PLS et de programmes spécifiques, dans un objectif de mixité sociale et générationnelle Prendre en compte les objectifs de reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU	20% de la production nouvelle  +  200 logements à reconstituer dans le cadre du NPNRU
<b>Communes de l'ancien bassin minier dotées d'un parc locatif social important</b> - La Grand-Combe - Cendras - Les Salles du Gardon	Engager / poursuivre la rétractation du parc locatif social surnuméraire et déqualifié Privilégier la mixité sociale (accession abordable) dans un objectif de rééquilibrage de la population Intégrer la mobilisation des emprises foncières libérées dans le cadre de projets urbains globaux	Aucune obligation de production
<b>Communes SRU</b>		
- Saint-Martin-de-Valgalgues	Maintenir le taux de 20% de LLS	20%
- Saint-Christol-lès-Ales - Saint-Hilaire-de-Brethmas - Saint-Privat-des-Vieux - Rousson	Renforcer l'effort de production pour que ces communes puissent se rapprocher le plus rapidement possible de l'objectif de 20% de LLS fixé par la Loi SRU, tout en veillant à la faisabilité et à l'équilibre des opérations	40%
<b>Futures communes SRU</b> - Salindres - Anduze - Saint-Julien-les-Rosiers	Anticiper les obligations futures imposées par la Loi SRU et se rapprocher ainsi progressivement du taux de 20% de LLS. Une fois ce taux atteint, le taux d'effort pourra être abaissé à 20%.	30%
<b>Autres communes de première couronne (non SRU ou futures SRU) et pôles de centralité</b> 12 communes	Contribuer au rééquilibrage de l'offre locative sociale sur le territoire	20%
<b>Communes rurales</b> 47 communes	Répondre aux besoins locaux	Programmes ponctuels de logements HLM ou plus certainement de logements communaux conventionnés

#### 4. Adapter la production nouvelle à la demande

Au sein de la production nouvelle de logements locatifs sociaux publics, il s'agira :

- de développer une offre de petits logements répondant aux besoins des jeunes ménages et des personnes seules (avec une composante de logements adaptés à la perte d'autonomie et de mobilité pour les personnes âgées notamment) d'une part, et à l'autre extrémité du spectre, de renforcer la fraction de grands logements familiaux, notamment sur les communes de première couronne.

- de renforcer la production de logements locatifs très sociaux avec un minimum de 30% de PLAI et une stricte limitation des logements PLS sur les communes SRU en déficit et les pôles urbains peu dotés en logements sociaux. Sur Alès, compte tenu de la présence d'un parc très social important (intégrant notamment les logements HLM/O antérieurs à 1977), on pourra, au cas par cas et hors reconstitution NPNRU, favoriser la production de logements sociaux ordinaires (PLUs) voire instiller une part plus importante de logements sociaux intermédiaires (PLS).
5. Assurer la bonne réalisation du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) d'Alès et intégrer les objectifs de reconstitution de l'offre tels que prévus au projet de convention.

Le projet de convention du NPNRU d'Alès prévoit la production, au titre de la reconstitution de l'offre, de 250 logements locatifs sociaux, dont :

- 200 sur Alès (47 en Quartiers Politique de la Ville faubourgs du Soleil et de Rochebelle, et 153 hors QPV) ;
- 50 hors Alès.

Si les programmes sont d'ores et déjà identifiés sur Alès, la recherche d'opportunités foncières hors ville centre doit être poursuivie.

Afin de compenser la suppression d'une offre à bas niveaux de loyers dans le cadre du NPNRU, la reconstitution sera composée à minima de 60% de logements financés en PLAI.

6. Veiller à la bonne intégration urbaine et architecturale des programmes et à leur acceptation sociale

Les programmes de logements locatifs sociaux devront être analysés au regard de critères de taille (programmes à taille humaine, ne dépassant pas une jauge maximale fixée selon les communes, entre 20 à 50 logements), de localisation (répartition équilibrée des programmes à l'échelle de la commune voire de l'opération d'aménagement), de qualité architecturale.

7. Poursuivre l'effort d'entretien, d'adaptation et de renouvellement du parc locatif social

En complément des programmes prévus dans le cadre du NPNRU d'Alès (avec pour mémoire la requalification de 758 logements et la résidentialisation de 349), les bailleurs sociaux devront poursuivre leurs efforts de réhabilitation et de mise aux normes de la fraction la plus ancienne de leur parc.

Alès Agglomération devra par ailleurs accompagner les bailleurs sociaux et plusieurs communes de l'ancien bassin minier dans une action de rétractation de leur parc social ancien, obsolète et pour partie vacant ; sont notamment concernées les communes de La Grand Combe, Cendras ou Les Salles du Gardon dont le parc social représente aujourd'hui plus d'un tiers voire plus de 40% du parc de résidences principales. Au delà de la seule démolition des résidences concernées, il s'agira de définir un projet de réinvestissement urbain des emprises foncières libérées qui pourront soit faire l'objet de reconstructions à court/moyen terme de petits programmes en accession abordable ou locatif intermédiaire (PLUs voire PLS), soit être réaménagées en espaces partagés / espaces de nature contribuant au rétablissement ou à la création d'une trame verte à l'échelle du territoire.



8. Mettre en œuvre une nouvelle politique de peuplement du parc social et de gestion concertée des attributions à l'échelle de l'Agglomération.

Les attributions de logements sociaux devront respecter les orientations définies par la Conférence Intercommunale du Logement d'Alès Agglomération, créée fin mars 2019, et intégrées dans la Convention Intercommunale d'Attribution 2020-2026. Ces orientations sont les suivantes :

- 25% des logements sociaux hors Quartiers Politique de la Ville devront être attribués aux ménages dont les revenus par unité de consommation se situent dans le 1<sup>er</sup> quartile des revenus des demandeurs ou à des ménages à reloger dans le cadre du NPNRU ;
- à l'inverse, 60% des attributions de logements en Quartiers Politique de la Ville (voire 70% la seconde année) seront réservées à des ménages des quartiles 2,3 et 4 de revenus, en favorisant si possible les ménages des quartiles de revenus les plus élevés 3 et 4.

## 4 – Améliorer et adapter le parc privé existant

---

### Constats

- Malgré les opérations de requalification de l'habitat menées depuis de nombreuses années, le parc de résidences principales des villes et villages d'Alès Agglomération montre des signes marqués de dégradation et de paupérisation.  
Près de 7 900 logements, soit 15% du parc de résidences principales, sont potentiellement indignes, les situations d'indignité étant majoritairement localisées sur la Ville centre d'Alès (28% du parc privé potentiellement indigne), La Grand Combe (32% du parc privé potentiellement indigne) et les deux bourgs centres d'Anduze et Saint-Jean-du-Gard  
La vacance est par ailleurs importante, avec plus de 7 500 logements vacants recensés sur l'Agglomération en 2017, soit 10% du parc de logements, essentiellement sur Alès (2 800 logements vacants recensés en 2017, dont une part de logements locatifs sociaux laissés vides dans l'attente d'être démolis dans le cadre du NPNRU), mais également La Grand Combe, Anduze, Saint-Jean-du-Gard et dans une moindre mesure sur plusieurs communes de l'ancien bassin minier.  
La remise systématique de logements vacants sur le marché, sans travaux suffisants, peut contribuer à entretenir un parc médiocre détenu par des bailleurs peu scrupuleux, qui spéculent avec les aides de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).  
Des actions volontaristes sont donc indispensables pour relever ces défis. Les nouveaux dispositifs déployés sur Alès Agglomération s'emploient à y répondre : programme Action Cœur de Ville (ACV) associé au NPNRU sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle et à une nouvelle OPAH-RU sur le centre et les faubourgs d'Alès ; OPAH-RU d'Anduze ; PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » sur le reste du territoire.
- Le parc de copropriétés montre également des signes de vulnérabilité. Sur les 184 copropriétés recensées dans le cadre du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) mis en place courant 2020 par Alès Agglomération en lien avec

l'Agence d'Urbanisme de la Région Nîmoise et Alésienne (copropriétés verticales de 10 logements et plus sur l'ensemble de l'agglomération, 7 logements ou plus en Quartiers Politique de la Ville), 43 sont considérées comme fragiles et 13 en difficulté. Si la majorité de ces copropriétés sont de petites tailles et situées en centre-ville et faubourgs d'Alès d'une part, centres anciens de la Grand Combe et Anduze d'autre part, quelques grandes copropriétés d'Alès sont également concernées.

## Orientations

### 1. Poursuivre et intensifier la requalification du parc privé ancien et la lutte contre l'habitat indigne

L'objectif est double : contribuer à la requalification des centres villes et centres bourgs ou villages d'une part, rééquilibrer le peuplement des centres anciens, notamment ceux montrant les signes de paupérisation et de déqualification les plus importants, d'autre part en ciblant les populations dont les attentes et le mode de vie s'adaptent au contexte (seniors, jeunes actifs isolés, couples actifs sans enfants, étudiants... ). Les ménages historiquement ancrés dans ces quartiers seront également encouragés à y rester et à restaurer leurs biens.

Pour lutter contre l'habitat indigne et les spéculateurs, l'ensemble des outils juridiques et opérationnels seront mobilisés : outils incitatifs et coercitifs, permis de louer...

Dans les villages, les projets de requalification intégreront les aménagements nécessaires pour rendre l'habitat des centres anciens plus attractifs : aération du tissu urbain, amélioration du stationnement de proximité, requalification des espaces publics...

Le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » et le PIG « Lutte contre l'habitat indigne », prolongés au delà de leur échéance actuelle de 2022, et les deux OPAH-RU d'Anduze et du centre et faubourgs d'Alès engagées début 2021 pour 5 ans, vont porter l'essentiel de l'effort de requalification du parc privé ancien et de lutte contre l'habitat indigne.

Ils pourront être renforcés par la mise en place de dispositifs ciblés complémentaires sur les autres centres anciens identifiés pour l'importance de leur parc dégradé, à savoir La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard.

Plus généralement, une approche globale associant les interventions sur le cadre de vie, l'habitat, les commerces, les mobilités sera recherchée. Sur Alès, elle est déjà mise en œuvre au travers du dispositif Action Cœur de Ville ; elle le sera prochainement au travers du dispositif « Petites Villes de Demain » sur La Grand Combe, Anduze, Saint-Jean-du-Gard et Saint-Hilaire-de-Brethmas.

### 2. Engager une action d'accompagnement des copropriétés privées fragiles ou dégradées

Sur la base du Dispositif Local de Veille et d'Observation (VOC) mis en place en 2020 seront définis les outils les mieux adaptés aux différents niveaux de fragilité et de dégradation des copropriétés concernées : accompagnement administratif et juridique ; soutien aux travaux de réhabilitation dans le cadre des dispositifs existants (volet copropriétés des OPAH-RU d'Alès centre et faubourgs et d'Anduze éventuellement renforcés) ou de dispositifs spécifiques ciblés.

Un suivi fin des copropriétés les plus importantes (Rénovation, Clavières, Le Plan sur Alès) devra également permettre d'anticiper les risques de dégradation qui de fait pourraient concerner un nombre important de logements.

## 5 – Apporter des solutions pérennes aux besoins des publics spécifiques

---

### Constats

- Le diagnostic du PLH a souligné la faiblesse des revenus d'un nombre important de ménages d'Alès Agglomération : 22,6% des ménages de l'Agglomération vivent en effet sous le seuil de pauvreté, 36% des moins de 30 ans et 40% des ménages locataires. En raison même de son parc social important et bon marché (s'agissant du parc ancien), la ville centre d'Alès accueille une part importante de ces populations, tout comme La Grand Combe dont près de 40% des ménages disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Si l'offre d'hébergement en direction des publics les plus défavorisés est complète et diversifiée avec un total proche de 250 places, le manque de fluidité et de « produits de sortie » (logement très social) provoque une saturation des dispositifs existants.
- Le territoire d'Alès Agglomération est caractérisé par la présence d'une population âgée importante (un quart de 65 ans et plus) et par un vieillissement accéléré de sa population qui imposent d'avoir une réflexion sur le développement d'une offre de logements adaptés et diversifiés, depuis les publics dépendants à accueillir en établissements spécialisés jusqu'aux seniors autonomes à la recherche de logements adaptés.
- Enfin, dernière composante des publics spécifiques sur le territoire d'Alès Agglomération, l'accueil des gens du voyage fait l'objet d'obligations réglementaires définies par le Schéma départemental approuvé le 19 juillet 2019 mais dont l'analyse montrent qu'elles ne correspondent pas aux réels besoins du territoire.

### Orientations

#### 1. Publics en situation de précarité

Concernant les publics en situation de précarité, l'enjeu majeur consiste à améliorer la fluidité des parcours et pour cela :

- développer l'offre de logements d'insertion et l'intermédiation locative ;
- affirmer la composante très sociale de l'offre nouvelle (PLAi) en particulier sur les communes où ce parc est aujourd'hui insuffisamment développé ;

- capter une part des logements privés conventionnés dans le cadre des dispositifs de réhabilitation du parc ancien (PIG et OPAH-RU).

Une réflexion spécifique devra en parallèle être menée sur le public jeune, en situation de rupture sociale et/ou familiale.

## 2. Personnes âgées et personnes en situation de handicap

En complément de l'offre d'hébergement en structures spécialisées de type EHPAD, jugée suffisante à l'échelle de l'Agglomération, l'adaptation des logements existants tant publics que privés et le développement d'une offre de logements adaptés dans les programmes neufs sont les deux piliers de la politique à mettre en œuvre en faveur des personnes âgées et/ou en situation de handicap.

## 3. Gens du Voyage

Concernant les Gens du Voyage, l'enjeu est d'apporter une réponse au plus près des besoins et des réalités de terrain, que le Schéma départemental de 2019 ne semble pas véritablement refléter.

# 6 – Faire du PLH un outil opérationnel et partagé de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération

---

## Constat

- Le Programme Local de l'Habitat constitue le document cadre de la politique de l'habitat et du logement à l'échelle de l'Agglomération ; il associe de fait l'ensemble des acteurs et partenaires institutionnels, associatifs concernés, d'ores et déjà invités aux différents Comités de Pilotage qui ont marqué son élaboration.
- Alès Agglomération est dotée d'un Service Habitat aujourd'hui composé de 7,6 ETP, qui devra de fait être renforcé pour faire face aux nouvelles missions qui lui seront dévolues sur la durée du PLH (concernant notamment la mise en œuvre de la délégation de type 3, le volet copropriétés, le dispositif « Petites Villes de Demain » ou encore la mise en place de dispositifs complémentaires aux OPAH-RU existantes).

## Orientations

1. Assurer l'animation et le suivi du PLH pour une politique active et dynamique de l'habitat à l'échelle d'Alès Agglomération

Le PLH, une fois adopté, doit rester un document « vivant », partagé par l'ensemble des Elus de l'Agglomération et les acteurs et partenaires intervenant sur les champs du logement et de l'hébergement. L'animation continue du PLH est en cela un des critères de réussite de la mise en œuvre des actions et de l'atteinte des objectifs fixés.

Il convient donc :

- de mettre en place les instances de suivi (Comité technique) et de pilotage du PLH (à la suite du Comité de pilotage réuni tout au long de la phase d'élaboration) qui devront non seulement établir un bilan des actions mises en œuvre, mesurer le degré d'atteinte des objectifs fixés, mais également identifier les difficultés rencontrées et proposer les solutions voire les évolutions adaptées.
- d'organiser les moments d'échange et de concertation : réunions annuelles ou bi-annuelles de type « Journées de l'habitat » associant l'ensemble des partenaires de la politique du logement et de l'hébergement (services de l'Etat, collectivités locales, bailleurs sociaux, EPF, associations d'insertion, aménageurs / promoteurs ...) et permettant à la fois de faire un point d'étape du PLH et d'échanger sur des thématiques spécifiques.
- de structurer les outils assurant un suivi du PLH : observatoire des projets et programmes / tableaux de bord communaux d'une part ; observatoire de l'habitat et du foncier d'autre part.

Comme prévu par l'article L. 302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Conseil Communautaire devra délibérer au moins une fois par an sur l'état de réalisation du PLH et son éventuelle adaptation aux évolutions du contexte sociodémographique. Un bilan à mi-parcours et à échéance sera réalisé et soumis au vote et à délibération du Conseil Communautaire, avant transmission pour avis au Préfet et au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH).

## 2. Renforcer l'accompagnement et l'orientation des administrés et des Elus

Face à la complexité technique qui consiste à rénover correctement un logement, s'est développée une complexité administrative composée d'une superposition de dispositifs d'aides rarement coordonnés. À cela s'ajoute une accumulation d'intervenants et de services dispersés.

Alès Agglomération, consciente des difficultés d'accès à l'information des usagers, souhaite créer une « Maison de l'Habitat » à la fois physique et connectée, qui s'adressera à l'ensemble des acteurs potentiels de l'habitat et du logement – Elus comme administrés - et aura pour objectif premier d'informer / d'orienter / et d'accompagner.

## 3. Conforter le Service Habitat et Logement

Les moyens humains du Service Habitat et Logement devront être renforcés pour faire face aux missions supplémentaires qui lui seront confiées sur toute la durée du PLH ; ces missions concerneront notamment l'élargissement de la délégation de compétences (de niveau 3), l'intervention sur les copropriétés dégradées, l'animation - en lien avec les communes concernées - du dispositif « Petites Villes de demain », la mise en place de nouveaux dispositifs de requalification de l'habitat et de lutte contre l'indécence de type OPAH-RU sur les villes concentrant un parc ancien dégradé (La Grand Combe et Saint-Jean-

du-Gard) ou encore le renforcement des besoin d'accueil et d'orientation avec la mise en service de « La Maison de l'Habitat ».

L'effectif à terme du Service Habitat et Logement est estimé à 17 ETP, soit pratiquement un doublement par rapport à la situation actuelle.

#### 4. Améliorer la lisibilité des outils et moyens mis en œuvre

En complément de la « Maison de l'Habitat» devront être mis en place les supports de communication et d'information visant à donner une plus grande visibilité et cohérence à la politique communautaire de l'habitat : à des encarts PLH dans le journal mensuel d'Alès Agglomération pourra venir s'ajouter une Newsletter annuelle à destination principales des Elus, acteurs et partenaires d'Alès Agglomération.



# Urbanis

Agir pour un habitat digne et durable

## Agences Régionales

### Bordeaux

05 57 80 75 50  
bordeaux@urbanis.fr

### Bretagne

02 52 37 01 68  
bretagne@urbanis.fr

### Chambéry

04 79 33 21 26  
chambery@urbanis.fr

### Dijon

03 80 71 17 12  
dijon@urbanis.fr

### Lille

03 20 12 90 57  
lille@urbanis.fr

### Lyon

04 72 84 80 80  
lyon@urbanis.fr

### Marseille

04 91 00 38 20  
marseille@urbanis.fr

### Nice-Corse

04 93 83 20 77  
nice@urbanis.fr

### Nîmes

04 66 29 97 03  
nimes@urbanis.fr

### Paris

01 40 40 41 60  
paris@urbanis.fr

### Strasbourg

03 68 71 06 16  
strasbourg@urbanis.fr

### Toulouse

05 62 21 46 60  
toulouse@urbanis.fr

## Départements

### Urbanis

#### Aménagement

04 86 26 06 85

### Urbanis Etudes et

#### Expertises

01 87 81 31 04  
u2e@urbanis.fr

### Urbanis Solutions

#### Rénovation

03 85 93 27 29

## Siège Social

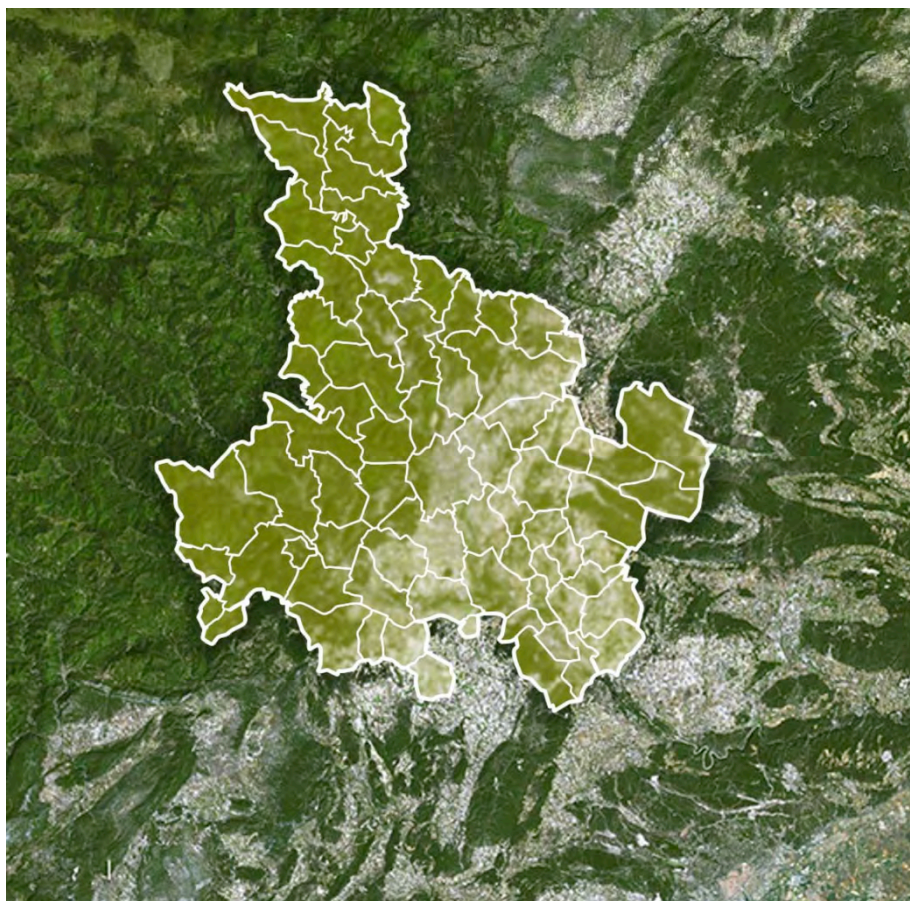
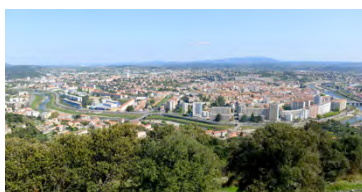
188 allée de l'Amérique Latine  
30900 Nîmes  
04 66 29 29 21  
contact@urbanis.fr

SAS au capital variable : 1 000 000 € au 27/06/2019  
SIREN 347 582 231 - RCS Nîmes  
Code APE 71 12 B - N° TVA intracommunautaire : FR03347582231



## Alès Agglomération

Programme d'actions du PLH d'Alès Agglomération 2021-2026





## / SOMMAIRE

/ SOMMAIRE .....	3
/ CADRE REGLEMENTAIRE .....	5
/ LES OBJECTIFS DE PRODUCTION .....	7
1 - Les nouveaux logements à produire .....	7
2 - Le logement locatif social .....	13
3 – L'accession abordable.....	24
4 – La requalification du parc privé existant .....	24
/ LE PROGRAMME D' ACTIONS .....	27
/ LE PROGRAMME D' ACTIONS TERRITORIALISE .....	89



## / CADRE REGLEMENTAIRE

Le programme d'actions du Programme Local de l'Habitat, défini par l'article R. 302-1-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, a vu son contenu renforcé par le décret n°2018-142 du 27 février 2018 portant dispositions relatives aux volets fonciers des programmes locaux de l'habitat et aux comités régionaux et conseils départementaux de l'habitat et de l'hébergement.

Le programme d'actions indique :

- a) Les modalités de suivi et d'évaluation du programme local de l'habitat et les conditions de mise en place des dispositifs d'observation de l'habitat et du foncier ;
- b) Les objectifs quantifiés par typologie de logement à réaliser ou à mobiliser et notamment ceux destinés aux personnes mentionnées au II de l'article L. 301-1, la localisation de l'offre nouvelle de logement et d'hébergement dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat. Dans les établissements publics de coopération intercommunale comportant une ou plusieurs communes soumises aux dispositions des articles L. 302-5 et suivants, il précise, pour chacune des communes du territoire, le nombre de logements à réaliser ou à mobiliser sur la durée du programme, en application des dispositions de l'article L. 302-8 ;
- c) La liste des principales actions envisagées pour l'amélioration et la réhabilitation du parc de logements publics ou privés existant ainsi que, le cas échéant, les dispositifs opérationnels auxquels il est envisagé de recourir, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat ;
- d) La description des opérations de rénovation urbaine et des opérations de requalification des quartiers anciens dégradés en précisant, pour les opérations de rénovation urbaine, les modalités de reconstitution de l'offre de logement social ;
- e) Les interventions en matière foncière permettant la réalisation des actions du programme.

Le programme d'actions indique, le cas échéant, les incidences de la mise en œuvre des actions retenues sur les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales, dans chaque commune et, le cas échéant, secteur géographique défini au sein du territoire couvert par le programme local de l'habitat.

Il évalue les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre et indique, pour chaque type d'actions, à quelles catégories d'intervenants incombe sa réalisation.



# / LES OBJECTIFS DE PRODUCTION

## 1 - Les nouveaux logements à produire

### A - Un besoin global de 1 200 logements neufs par an

L'estimation des besoins en logement s'appuie sur l'observation des évolutions antérieures (2012-2017) et sur des hypothèses en matière de :

- croissance démographique ;
- évolution de la taille des ménages ;
- évolution du nombre de logements vacants et de résidences secondaires ;
- renouvellement du parc existant.

#### Hypothèses retenues

##### ***Une croissance démographique de 1% par an***

Le taux de croissance annuel moyen retenu sur la période 2017-2027 est de 1%, supérieur au taux de croissance observé sur la période 2007-2017 (+0,60% en moyenne par an) mais nettement inférieur aux perspectives de développement retenues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Pays Cévennes (+1,41% en moyenne par an sur le périmètre actuel d'Alès Agglomération soit 72 communes).

L'Agglomération compterait ainsi 142 670 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2027 soit 13 513 habitants de plus qu'en 2017.

##### ***Une diminution de la taille des ménages de -0.36% par an***

L'hypothèse retenue est une poursuite de la diminution de la taille des ménages, au rythme de -0.36% par an tel qu'observé sur la période 2007-2017.

Cette diminution pourrait potentiellement être freinée par la mise en œuvre d'une politique volontariste visant à favoriser l'installation de jeunes ménages sur le territoire de l'Agglomération ; toutefois les effets de cette politique ne devraient pas se faire sentir de façon notable sur les 6 années du PLH, du fait de la part importante de ménages composés d'une seule personne (37,2% des ménages de l'Agglomération en 2017) ou de couples sans enfants (28,5% des ménages de l'Agglomération en 2017).

##### ***Un ralentissement de la progression du parc de logements vacants***

L'hypothèse retenue est celle d'un maintien de la tendance observée entre 2007 et 2017 (soit 199 vacants supplémentaires en moyenne par an) contrebalancée :

- d'une part par la démolition des logements maintenus vacants sur les secteurs NPNRU (vacance organisée dans l'attente de la démolition des logements concernés).

<b>Estimation des besoins en logement</b>	
<b>Territoire : Alès Agglomération</b>	
Année initiale	2017
Année finale	2027
Nombre d'années intercensitaire	10
<b>Besoins démographiques (ou besoins en résidences principales)</b>	
<b>1 - Evolution de la population totale</b>	
Population totale initiale	129 157
Taux de croissance annuel sur la période	1,00%
Population totale finale	142 670
Augmentation annuelle moyenne de la population	1351
<b>2 - Evolution de la taille des ménages</b>	
Taille des ménages initiale	2,10
Taux d'évolution annuel de la taille des ménages sur la période	-0,36%
Taille des ménages finale	2,03
<b>3 - Evolution des résidences principales</b>	
Nombre de résidences principales initial	60 256
Nombre de résidences principales final	70 281
<b>Besoins annuels démographiques</b>	<b>1 002</b>
Dont dus à l'évolution de la population (a) >>>	666
Dont dus à l'évolution taille des ménages (b) >>>	336
<b>Besoins liés aux évolutions de la structure du parc</b>	
Evolution annuelle moyenne du nombre des résidences secondaires (c)	8
Evolution annuelle moyenne du nombre des logements vacants (d)	109
Renouvellement du parc (e)	60
<b>Besoins annuels liés aux évolutions de la structure du parc (Y = c+d+e)</b>	<b>177</b>
<b>Besoins totaux en construction neuve (Z = X + Y)*</b>	<b>1 179</b>
Besoins en construction neuve à population constante, dit "Point mort" (PM=Y+b)	513
Besoins en résidences principales (Z-c-d)	1 062
Construction annuelle pour 1000 habitants (Taux de construction)	8,3



Le protocole de préfiguration du NPNRU prévoit en effet la démolition de 494 logements dont 395 étaient déjà vacants à la mi-décembre 2018, soit une cinquantaine de logements vacants démolis par an (sur une durée fixée par hypothèse à 7/8 ans).

- d'autre part par la réhabilitation et de la remise sur le marché de logements anciens vacants, soutenue par les opérations de requalification du parc ancien mises en œuvre sur le territoire d'Alès Agglomération. Au total, le PIG d'Alès Agglomération (et son renouvellement sur la durée du PLH) et les deux OPAH-RU d'Anduze et du centre et faubourgs d'Alès prévoient la réhabilitation de 241 logements vacants, soit 40 logements en moyenne par an.

Le nombre de logements vacants supplémentaires à compenser par de nouvelles constructions s'élèverait donc à 109 ( $199-50-40 = 109$ ).

### ***Un maintien de la tendance d'évolution du parc de résidences secondaires observée au cours des dernières années***

En l'absence de projet touristique important (de type résidence loisirs ...), l'hypothèse retenue est que le parc de résidences secondaires continuera à évoluer au même rythme que celui observé sur la période 2007-2017, soit 8 résidences supplémentaires en moyenne par an. Cette stabilisation du parc est cohérente avec les tendances observées sur les communes cévenoles, où se concentre l'essentiel du parc de résidences secondaires du territoire.

### ***Des besoins de renouvellement du parc existant intégrant la reconstitution de l'offre démolie dans le cadre du NPNRU***

Les besoins de renouvellement du parc sont significatifs notamment sur la ville centre, en quartiers anciens et dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) qui prévoit une reconstitution de l'offre démolie à hauteur de 250 logements, soit 25 logements en moyenne par an.

Nous considérons par hypothèse que les besoins en renouvellement urbain s'établiront à environ 60 logements par an.

## **Estimation des besoins en logement neufs et en résidences principales**

### ***Un besoin de 1 200 logements neufs***

Selon les hypothèses qui précèdent, le besoin en logements neufs sur les 6 années du Programme Local de l'Habitat 2021-2026 est estimé à près de 1 200 logements par an, décomposé selon le tableau de synthèse page suivante.

Ce besoin en construction neuve est en tout état de cause nettement supérieur à la production enregistrée sur la période de référence 2009-2018 (655 logements neufs mis en chantier en moyenne par an) en raison principalement de l'accélération du rythme de croissance démographique attendu (1% par an contre 0,6% entre 2007 et 2017).

Les besoins en construction neuve à population constante (communément appelé « point mort ») s'élèvent quant à eux à 513 logements.

	Perspectives de production de résidences principales nouvelles sur la durée du PLH	Part de la production totale de résidences principales neuves attendue sur Ales Agglomération
<b>ALES</b>		
Alès	2100	
	<b>2100</b>	<b>35,2%</b>
<b>COMMUNES DE PREMIERE COURONNE</b>		
Bagard	120	
Cendras	60	
Méjannes-lès-Alès	72	
Mons	90	
Rousson	270	
Saint-Christol-lez-Alès	300	
Saint-Hilaire-de-Brethmas	180	
Saint-Jean-du-Pin	60	
Saint-Julien-les-Rosiers	204	
Saint-Martin-de-Valgalgues	180	
Saint-Privat-des-Vieux	420	
Salindres	204	
	<b>2160</b>	<b>36,2%</b>
<b>POLES DE CENTRALITE</b>		
Anduze	180	
Boisset-et-Gaujac	150	
Brouzet-lès-Alès	18	
Génohlac	10	
La Grand-Combe	18	
Lézan	156	
Les Mages	60	
Ribaute-les-Tavernes	144	
Saint-Jean-du-Gard	42	
Vézénobres	90	
	<b>868</b>	<b>14,6%</b>
<b>COMMUNES RURALES DE PLUS DE 500 HABITANTS</b>		
Boucoiran-et-Nozières	66	
Branoux-les-Taillades	12	
Brignon	30	
Chamborigaud	6	
Cruviers-Lascours	30	
Deaux	30	
Généragues	12	
Laval-Pradel	24	
Le Martinet	12	
Massillargues-Attuech	24	
Mialet	12	
Monteils	24	
Ners	30	
Sainte-Cécile-d'Andorge	18	
Saint-Florent-sur-Auzonnet	18	
Saint-Jean-de-Serres	24	
Saint-Jean-de-Valérisclé	24	
Saint-Julien-de-Cassagnas	30	
Saint-Maurice-de-Cazeville	54	
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	12	
Les Salles-du-Gardon	60	
Tornac	54	
	<b>606</b>	<b>10,2%</b>
<b>COMMUNES RURALES DE MOINS DE 500 HABITANTS</b>		
Aujac	6	
Bonnevaux	6	
Chambon	6	
Concoules	6	
Castelnau-Valence	3	
Corbès	6	
Euzet	12	
Lamelouze	6	
Martignargues	12	
Massanes	6	
Les Plans	12	
Portes	6	
Saint-Bonnet-de-Salendrinque	6	
Saint-Césaire-de-Gauzignan	18	
Sainte-Croix-de-Caderle	6	
Saint-Étienne-de-l'Olm	9	
Saint-Hippolyte-de-Caton	18	
Saint-Jean-de-Ceyrargues	18	
Saint-Just-et-Vacquières	6	
Saint-Paul-la-Coste	12	
Sénéchas	12	
Servas	6	
Seynes	6	
Soustelle	6	
Thoiras	3	
Vabres	6	
La Vernarède	6	
	<b>225</b>	<b>3,8%</b>
<b>ALES AGGLO</b>	<b>5959</b>	<b>100,0%</b>

<b>Besoins démographiques</b>	<b>1 002</b>
<i>Dont</i>	
Croissance de la population	666
Diminution de la taille des ménages	336
<b>Besoins liés aux évolutions de la structure du parc</b>	<b>177</b>
<i>Dont</i>	
Evolution des résidences secondaires	8
Evolution des logements vacants	109
Renouvellement du parc existant	60
<b>TOTAL</b>	<b>1 179</b>

### ***Un besoin de 1 000 résidences principales nouvelles***

Le besoin en résidences principales est estimé, en retranchant de la construction neuve attendue les résidences secondaires (8) et les logements vacants (109), à 1 062 logements par an dont :

- environ un millier de logements neufs construits par an ;
- 60 logements vacants réhabilités et remis sur le marché par an (dont 35 dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération et des deux OPAH-RU d'Anduze et centre et faubourgs d'Alès).

## **B – Des projections communales cohérentes avec les besoins estimés sur la durée du PLH**

Les projections de production de résidences principales à l'échelle du territoire d'Alès Agglomération sont issues des entretiens menés avec les 10 communes les plus importantes de l'Agglomération (Alès, La Grand Combe, Saint-Christol-les-Alès, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Martin-de-Valgalgues, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Rousson, Saint-Julien-les-Rosiers, Anduze, et Salindres) et de l'exploitation des questionnaires envoyés à l'ensemble des communes en mars 2020 puis actualisés en avril et mai 2021.

Elles sont la réponse à la question posée : Quelles sont vos perspectives de production de résidences principales sur les 6 années du PLH en construction neuve et par réhabilitation de logements vacants ?

**Une capacité qui permettra de répondre aux besoins**

### ***Les résidences principales neuves attendues sur la durée du PLH***

La production de résidences principales neuves attendue sur l'ensemble du périmètre d'Alès Agglomération sur les 6 années du PLH s'élève à près de 5 960 logements (voir ci-contre) niveau globalement cohérent avec les besoins identifiés précédemment (6 000 logements).

## La remise sur le marché de logements vacants attendue sur la durée du PLH

Aux résidences principales neuves vient s'ajouter la remise sur le marché d'un minimum de 300 logements vacants, ce nombre étant estimé au prorata du parc de logements vacant recensé par l'INSEE 2017 sur chaque commune (affecté d'un taux de 5% à 10% selon les communes), exception faite sur Alès et Anduze où l'estimation s'appuie sur les objectifs de mobilisation de la vacance fixés aux deux OPAH-RU du centre et faubourgs d'Alès et d'Anduze (respectivement 70 et 40 logements sur la durée des deux opérations).

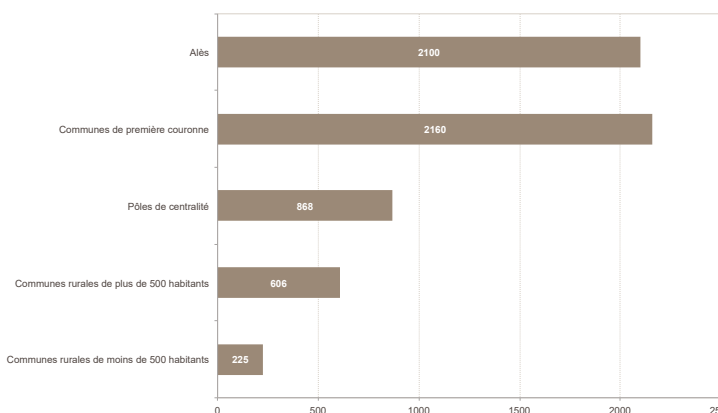
## Une répartition spatiale équilibrée, cohérente avec les objectifs de structuration de la production visés

Les perspectives de production de résidences principales sur les 6 années du PLH transmises par les communes (ou à défaut basée sur les objectifs définis par leurs documents d'urbanisme ou leurs évolutions passées) sont cohérentes avec les principes de structuration définis par le PLH :

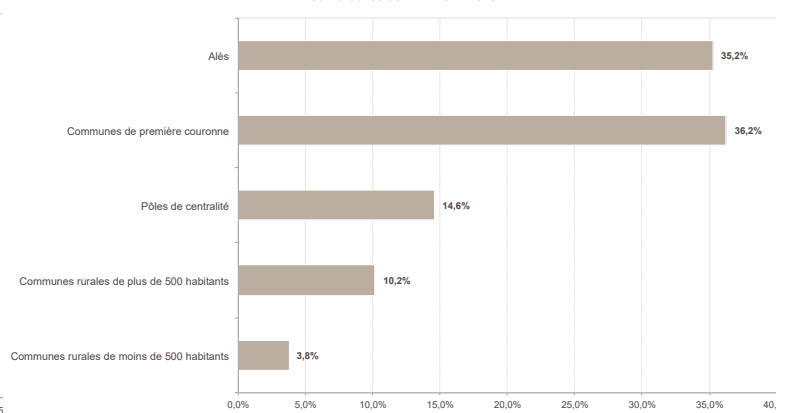
- 35% environ de la production nouvelle seront portés par la ville centre d'Alès,
- 36% par les communes de première couronne ; dans cette catégorie, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Christol-les-Alès et Rousson concentrent près de la moitié des résidences principales attendues.
- 15% par les pôles de centralité dont 4 prévoient une construction neuve relativement importante, supérieure à 24 résidences principales par an (Anduze, Lézan, Boisset-et-Gaujac et Ribaute-les-Tavernes), et concentrent ainsi 70% de la production attendue. A l'inverse, La Grand Combe et Génolhac ne projettent qu'une production très limitée.

Les communes dites rurales ne porteront quant à elles qu'une fraction limitée de la production neuve : 10% pour les 20 communes de plus de 500 habitants, 4% seulement pour les 29 communes de moins de 600 habitants dont deux tiers ne prévoient pas de produire plus d'un logement par an.

Perspectives de production de résidences principales neuves sur la durée du PLH 2021-2026



Perspectives de production de résidences principales neuves sur la durée du PLH 2021-2026



## 2 - Le logement locatif social

---

La définition des objectifs de production de logements locatifs sociaux s'appuie à la fois sur :

- les obligations réglementaires fixées par la Loi SRU aux communes qui dépassent aujourd'hui le seuil des 3 500 habitants ou qui devraient atteindre ce seuil sur la durée du PLH ; en application de l'article 55 de la Loi, ces communes ont ou auront l'obligation de disposer de 20% de logements sociaux, en regard de leur parc de résidences principales, d'ici fin 2025.
- le principe de solidarité intercommunale, principe selon lequel chaque commune doit, à sa mesure et à son niveau, participer à l'effort de production de logements sociaux et contribuer à répondre aux besoins des ménages les plus modestes.

### A - Les objectifs de rattrapage pour les communes soumises à la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU)

#### Principes généraux

Nous rappelons ici que sont pris en compte au titre de la Loi SRU (article L. 302-5 du Code de la Construction et de l'Habitation) :

- les logements sociaux (logement appartenant aux organismes HLM),
- les logements conventionnés dont l'accès est soumis à des conditions de ressources (les logements conventionnés sont décomptés pendant une période de cinq ans à l'expiration de leur convention) ;
- les logements sociaux vendus à leur occupant, pendant une durée maximale de 10 ans à compter de leur vente ;
- les logements en accession via les dispositifs de prêt social location accession (PSLA) pendant la phase locative et pendant une durée de 5 ans à compter de la levée d'option ;
- les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire (BRS) ;
- les logements du parc privé faisant l'objet d'un dispositif d'intermédiation locative ;
- les logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants, des résidences sociales ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale et des centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés (sur la base d'une équivalence, sauf exceptions, de 3 lits ou places pour 1 logement)
- Les terrains locatifs familiaux des gens du voyage.

### **Les communes soumises aux obligations SRU**

7 communes d'Alès Agglomération sont d'ores et déjà soumises aux obligations de la Loi SRU, dont deux – Alès et la Grand Combe – dépassent déjà largement le taux de 20% de logements locatifs sociaux.

Les 5 autres communes - à savoir Saint-Christol-lès-Ales, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Martin-de-Valgalgues et Rousson - devront atteindre ce taux d'équipement d'ici le 31 décembre 2025 et disposent donc pour cela de deux périodes triennales :

<b>Période triennale</b>	<b>Années</b>	<b>Objectifs de rattrapage par rapport aux LLS manquants</b>
7 <sup>ème</sup> période triennale	2020-2022	50%
8 <sup>ème</sup> période triennale	2023-2025	100%

### **Les communes prochainement soumises aux obligations SRU**

Salindres a atteint au 1<sup>er</sup> janvier 2018 le seuil des 3 500 habitants et est donc désormais soumise aux obligations de la Loi SRU ; deux autres communes, Anduze et Saint-Julien-les-Rosiers, dont la population approche les 3 500 habitants, sont également susceptibles d'être soumises aux dispositions de la loi SRU sur la durée du PLH.

Elles disposeront dès lors de cinq périodes triennales pleines, soit 15 ans, pour atteindre un taux de 20% de Logements Locatifs Sociaux, selon l'échéancier de rattrapage suivant :

<b>Période triennale</b>	<b>Objectifs de rattrapage par rapport aux LLS manquants</b>
1 <sup>ère</sup> période triennale	20%
2 <sup>ème</sup> période triennale	25%
3 <sup>ème</sup> période triennale	33%
4 <sup>ème</sup> période triennale	50%
5 <sup>ème</sup> période triennale	100%

### **Objectifs de production pour les communes actuellement soumises aux obligations SRU**

#### **Ville d'Alès**

Avec 7 770 logements sociaux SRU dénombrés au 1<sup>er</sup> janvier 2020, dont 6 503 logements HLM, la Ville d'Alès atteint un taux d'équipement de 35,7% très largement supérieur à l'objectif de 20%.

Le principe est de maintenir un bon niveau d'équipement à la ville centre mais également de diversifier l'offre sociale tant sur le plan spatial que sur le plan des typologies (avec de petits collectifs, de l'habitat intermédiaire voire de l'individuel groupé).

20% minimum de la production nouvelle seront ainsi affectés à du logement social public, (hors logement privé conventionné et hors logement spécifique de type logements-foyers) soit 420 logements sur la durée du PLH ; à cette production de fond, viendront s'ajouter les 150 logements sociaux prévus par la convention NPNRU au titre de la reconstitution de l'offre démolie.

Au total, ce sont 620 LLS qui devront être produits sur la ville Alès sur la durée du PLH.

	Production de RP projetée par an	Production de RP projetée sur la durée du PLH	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH
Alès	350	2 100	20%	420 + 200
<b>Total</b>	<b>350</b>	<b>2 100</b>	<b>20%</b>	<b>620</b>

### ***Ville de La Grand Combe***

Avec 989 logements sociaux SRU dénombrés au 1<sup>er</sup> janvier 2020, dont 863 logements HLM, la Ville de La Grand Combe atteint un taux d'équipement de 42,5%, plus du double de l'objectif de 20%.

Au regard du taux de vacance important au sein du parc social et de faible pression enregistrée (avec en 2019, 1,3 demandes pour 1 attribution), le principe est de poursuivre la rétractation du parc engagée depuis plusieurs années, en complément de la requalification du parc ancien jugé le plus adapté à la demande.

Aucun objectif de production n'est en conséquence fixé à la ville de La Grand Combe.

### ***Communes en déficit***

Les obligations de rattrapage pour la période triennale 2020-2022 ont été notifiées aux communes en octobre 2020. Celles-ci doivent produire sur cette période 50 % des logements sociaux manquants au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (année précédant le démarrage de la nouvelle période triennale) pour atteindre le taux d'équipement de 20%.

4 des 5 communes, dont les taux d'équipements sont inférieurs à 10% voire à 2% concernant Rousson, devront chacune produire entre 50 et 60 logements locatifs sociaux en moyenne chaque année ; seule la commune de Saint-Martin-de-Valgugues, déjà dotée d'un parc social important avec un taux d'équipement proche de 15%, est soumise à un effort moindre avec 17 logements locatifs sociaux à produire en moyenne par an.

## Objectifs de rattrapage en application de la loi SRU

	Etat des lieux au 1/1/2019 (décompte officiel)				Objectifs période triennale 2020-2022	
	Résidences principales	Logements locatifs sociaux (SRU)	Taux d'équipement	LLS manquants pour atteindre 20% des RP	50% des LLS manquants au 1/01/2019	Objectif triennal annuel
Saint-Christol-les-Ales	3 290	308	9,4%	350	175	<b>58</b>
Saint-Privat-des-Vieux	2 412	114	4,7%	368	184	<b>61</b>
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 127	144	6,8%	281	141	<b>47</b>
Saint-Martin-de-Valgalgues	1 986	294	14,8%	103	52	<b>17</b>
Rousson	1 735	29	1,7%	318	159	<b>53</b>
<b>Total</b>	<b>11 550</b>	<b>889</b>	<b>7,7%</b>	<b>1 421</b>	<b>711</b>	<b>237</b>

Les obligations de production ont été actualisées sur la base du décompte SRU réalisé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ; grâce à la progression significative du parc locatif social (de 889 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 1 072 logements au 1<sup>er</sup> janvier 2020), la production sur la période triennale 2020-2022 passe de 237 à 215 logements par an. La commune de Saint-Martin-de-Valgalgues, avec un taux d'équipement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 proche de 18%, devrait atteindre l'objectif SRU dès 2021 grâce à la réalisation d'un nouveau programme de 66 logements (Chemin du Moulin).

## Objectifs de rattrapage en application de la loi SRU

	Etat des lieux au 01/01/2020				Objectifs période triennale 2020-2022	
	Résidences principales	Logements locatifs sociaux (SRU)	Taux d'équipement	LLS manquants pour atteindre 20% des RP	50% des LLS manquants au 1/01/2019	Objectif triennal annuel
Saint-Christol-les-Ales	3 303	329	10,0%	332	166	<b>55</b>
Saint-Privat-des-Vieux	2 451	161	6,6%	329	165	<b>55</b>
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 208	160	7,2%	282	141	<b>47</b>
Saint-Martin-de-Valgalgues	2 037	361	17,7%	46	23	<b>8</b>
Rousson	1 819	61	3,4%	303	151	<b>50</b>
<b>Total</b>	<b>11 818</b>	<b>1 072</b>	<b>9,1%</b>	<b>1 292</b>	<b>646</b>	<b>215</b>

Une simulation des obligations de production sur la dernière période triennale 2023-2025 a été établie, considérant que les 4 communes encore soumises à la Loi SRU :

- avaient atteint sur la période triennale 2020-2022 leurs objectifs de production de LLS ;
- avaient produit un nombre de résidences principales conformes à leurs projections.

Cette simulation montre que sur l'ensemble des deux périodes 2020-2022 et 2023-2025, ces 4 communes devraient produire en moyenne par an entre 50 et 62 logements locatifs sociaux, soit entre 70% et 180% de leur production annuelle projetée de résidences principales : 71% pour Saint-Privat-des-Vieux, 123% environ pour Saint-Christol-les-Ales et Rousson, plus de 180% sur Saint-Hilaire-de-Brethmas. L'atteinte du taux de 20% de logements locatifs sociaux au 31 décembre 2025 est ainsi mathématiquement impossible.



	Objectifs période triennale 2020-2022		Production de RP projetée par an	Etat des lieux au 01/01/2022			Objectifs période triennale 2023-2025	
	50% des LLS manquants au 1/01/2020	Objectif triennal annuel		Résidences principales	LLS	Taux d'équipt	Objectif 100% des LLS manquants au 1/01/2022	Objectif triennal annuel
Saint-Christol-les-Ales	166	55	50	3 453	495	14,3%	196	65
Saint-Privat-des-Vieux	165	55	70	2 661	326	12,2%	207	69
Saint-Hilaire-de-Brethmas	141	47	30	2 298	301	13,1%	159	53
Rousson	151	50	45	1 954	212	10,9%	178	59
<b>Total</b>	<b>623</b>	<b>208</b>	<b>195</b>	<b>10 366</b>	<b>1 334</b>	<b>12,9%</b>	<b>740</b>	<b>247</b>

Il est donc retenu un objectif plus réaliste, exprimé non plus au regard du stock de résidences principales à échéance 2025 mais au regard de la production de résidences principales attendue sur la durée du PLH. Sur les 4 communes SRU en déficit au 1<sup>er</sup> janvier 2021, 40% de la production neuve devront ainsi être affectés à du logement social (hors logement privé conventionné et hors logement spécifique de type logements-foyers) soit un objectif de production compris selon les communes entre 72 et 168 LLS sur la durée du PLH, largement dépendant du taux d'équipement initial mais également de la production de résidences principales projetée sur la durée du PLH.

	Production de RP projetée par an	Production de RP projetée sur la durée du PLH	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH
Saint-Christol-les-Ales	50	300	40%	120
Saint-Privat-des-Vieux	70	420	40%	168
Saint-Hilaire-de-Brethmas	30	180	40%	72
Rousson	45	270	40%	108
<b>Total</b>	<b>195</b>	<b>1170</b>	<b>40%</b>	<b>468</b>

Cet effort de production ne permettra pas aux communes d'atteindre les obligations de la loi SRU au 31 décembre 2025, mais se traduira par une progression sensible de leur taux d'équipement ; entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (date de référence) et le 31 décembre 2025, les taux d'équipement de Saint-Christol-les-Alès et de Saint-Hilaire-de-Brethmas progresseront ainsi de 2,5 points, ceux de Saint-Privat-des-Vieux et de Rousson de près de 5 points.

	Etat des lieux au 01/01/2020			Etat des lieux au 31/12/2025		
	Résidences principales	LLS	Taux d'équipt	Résidences principales	LLS	Taux d'équipt
Saint-Christol-les-Ales	3 303	329	10,0%	3603	449	12,5%
Saint-Privat-des-Vieux	2 451	161	6,6%	2871	329	11,5%
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 208	160	7,2%	2388	232	9,7%
Rousson	1 819	61	3,4%	2089	169	8,1%
<b>Total</b>	<b>9 781</b>	<b>711</b>	<b>7,3%</b>	<b>10951</b>	<b>1179</b>	<b>10,8%</b>

Sur la commune de Saint-Martin-de-Valgalgues, qui attendra courant 2021 le taux d'équipement de 20% fixé par la Loi SRU, le taux d'effort est abaissé à 20%, soit un objectif de production de 36 LLS sur la durée du PLH (hors logement privé conventionné et hors logement spécifique de type logements-foyers).

	Production de RP projetée par an	Production de RP projetée sur la durée du PLH	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH
Saint-Martin-de-Valgalgues	30	180	20%	36
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>180</b>	<b>20%</b>	<b>36</b>

### Objectifs pour les communes susceptibles d'être soumises aux obligations de la loi SRU pendant la durée du PLH

Comme la commune de Salindres qui a d'ores et déjà atteint le seuil de 3 500 habitants, les communes d'Anduze et de Saint-Julien-les-Rosiers, si elles aussi dépassent les 3 500 habitants sur la durée du PLH, disposeront de cinq périodes triennales pleines pour atteindre un taux d'équipement de 20%.

Pour inscrire l'effort de production sur la durée, ces communes devront respecter un taux d'effort de 30%, c'est à dire affecter 30% de leur production neuve de résidences principales à du logement locatif social ; ce taux pourra être abaissé à 20% dès le taux d'équipement fixé par la Loi SRU atteint.

Chacune de ces 3 communes devra ainsi produire entre 54 et 61 LLS sur les 6 années du PLH (hors logement privé conventionné et hors logement spécifique de type logements-foyers).

	Nombre de LLS au 01/01/2020	Production de RP projetée par an	Production de RP projetée sur la durée du PLH	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH
Anduze	219	30	180	30%	54
Salindres	286	34	204	30%	61
Saint-Julien-les-Rosiers	17	34	204	30%	61
<b>Total</b>	<b>522</b>	<b>98</b>	<b>588</b>	<b>30%</b>	<b>176</b>

## B - Les objectifs de production des autres communes de l'Agglomération

### Objectifs pour les autres communes de première couronne et les pôles de centralité

Dans le but de contribuer à un rééquilibrage de la production sociale sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération et notamment sur les villes et bourgs les mieux équipés, le PLH fixe un objectif de production sociale de 20% à l'ensemble des communes de première couronne d'Alès et des communes identifiées comme pôles de centralité (hors communes SRU et futures SRU précédemment évoquées et hors Cendras qui avec un parc de 338 logements HLM atteint pratiquement un taux d'équipement de 40%).

En cumul, les 4 communes de première couronne (hors communes SRU et hors Cendras) devront produire 68 LLS sur les 6 années du PLH, les 8 pôles de centralité (hors Anduze) 134 LLS sur les 6 années du PLH (hors logement privé conventionné et hors logement spécifique de type logements-foyers) soit un total de 202 LLS sur 6 ans.<sup>1</sup>

	Production de RP projetée par an	Production de RP projetée sur la durée du PLH	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH
<b>Autres communes de première couronne</b>				
Bagard	20	120	20%	24
Méjannes-lès-Alès	12	72	20%	14
Mons	15	90	20%	18
Saint-Jean-du-Pin	10	60	20%	12
<b>Autres pôles de centralité</b>				
Boisset-et-Gaujac	25	150	20%	30
Brouzet-lès-Alès	3	18	20%	4
Génohac	1	10	20%	2
Lézan	26	156	20%	31
Les Mages	10	60	20%	12
Ribaute-les-Tavernes	24	144	20%	29
Saint-Jean-du-Gard	7	42	20%	8
Vézénobres	15	90	20%	18
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>1 012</b>	<b>20%</b>	<b>202</b>

### Objectifs pour les autres communes du territoire

49 communes de l'Agglomération sont qualifiées par le PLH de communes rurales dont 27 comptent moins de 500 habitants, 19 de 500 à 1 000 habitants et 3 plus de 1 000 habitants dont la plus peuplée, Les Salles-du-Gardon est d'ores et déjà dotée d'un parc locatif social très important (457 logements HLM au 1<sup>er</sup> janvier 2020 soit un taux d'équipement de 40%).

<sup>1</sup> Ce cumul ne signifie pas la mise en commun des objectifs, ceux-ci restant définis à l'échelle de chaque commune)

Aucun objectif quantitatif de production n'est fixé à ces communes, compte tenu de leurs perspectives de développement généralement très limitées (entre 1 et 2 logements en moyenne par an pour la quasi-totalité des communes de moins de 500 habitants, moins de 5 en moyenne par an pour la grande majorité des communes de 500 à 1000 habitants), de l'absence de programmes de taille suffisante pour mobiliser un bailleur social ou de l'existence d'un parc social déjà important (concernant notamment Les Salles-du-Gardon).

Pour autant plusieurs de ces communes portent des projets de logements communaux conventionnés ; c'est notamment le cas de Brignon, Cruviers-Lascours, Générargues, Saint-Jean-de-Serres, Saint-Jean-de-Valerisclé, Saint-Maurice-de-Cazevieille, mais aussi de plusieurs communes de plus petites tailles telles que Chambon, Corbès, Concoules, Saint-Césaire-de-Gauzignan, Saint-Jean-de-Ceyrargues ou Saint-Paul-la-Coste.

Ces logements apportent une réponse « de proximité » aux besoins en logement des ménages à revenus modestes et notamment des plus jeunes. En cela, même si aucun objectif précis n'est défini, il conviendra d'inciter les communes à rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (par requalification de bâtiments communaux voire achat de bâti ancien ou de foncier) et de les accompagner dans la réalisation de leurs projets.

## C – La prise en compte de la reconstitution de l'offre démolie dans le cadre du NPNRU

L'offre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) à reconstituer est de 250 logements sur 10 ans, soit un équivalent de 1 logement reconstruit pour 2 logements démolis.

Sur ces 250 logements :

- 200 seront construits sur Alès dont 46 en Quartiers Politique de la Ville (faubourgs du Soleil et de Rochebelle) et 154 hors QPV

### Programmes de reconstitution du NPNRU sur Alès

Programmes	Nombre de LLS
<b>Hors QPV</b>	
Rieu II / Chemin du mas de la Trève	20
Julian / Impasse Julian	6
Général Larminat	32
Mas Pérusse	39
Le Viget	57
<b>En QPV</b>	
Faubourg du Soleil	33
Faubourg de Rochebelle	13

- 50 seront construits hors Alès selon une localisation à confirmer .

Conformément au RGA de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), article 2.3.1.2., il sera recherché un objectif de 60 % de Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) à l'échelle de l'ensemble de la convention pluriannuelle.

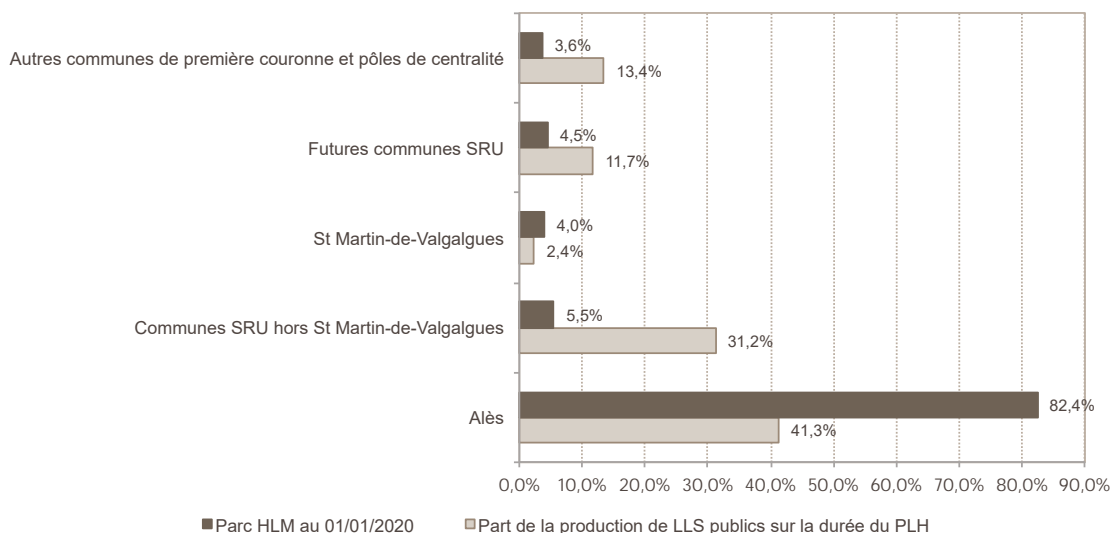
## D – Synthèse : un objectif global minimum de 1 500 LLS publics à l'échelle du territoire, hors communes «rurales».

Au total, quelques 1 500 LLS publics (hors logement spécifique de type logements-foyers) devront être produits sur la durée du PLH 2021-2026 sur le territoire d'Alès Agglomération, ce chiffre ne prenant pas en compte la production diffuse sur les communes identifiées comme « communes rurales » par le PLH.

	Taux d'effort minimum	Nombre de LLS familiaux à produire sur la durée du PLH	Part de la production de LLS familiaux sur la durée du PLH
Alès	20% + reconstitution NPNRU	620	41,3%
Communes SRU hors St Martin-de-Valgalgues	40%	468	31,2%
St Martin-de-Valgalgues	20%	36	2,4%
Communes nouvellement ou SRU court terme	30%	176	11,7%
Autres communes de première couronne et pôles de centralité	20%	202	13,4%
<b>TOTAL</b>		<b>1 502</b>	<b>100,0%</b>

La répartition de cette production nouvelle contribuera au rééquilibrage de l'offre à l'échelle du territoire : ainsi la ville d'Alès qui concentre plus de 82% du parc HLM des communes soumises à obligation de production par le PLH ne portera « que » 41% de la production nouvelle, alors que les communes SRU (hors Saint-Martin-de-Valgalgues), qui ne représentent que 5,5% du parc HLM porteront 31% de la production nouvelle ; de même, 13% des nouveaux LLS seront localisés sur les communes de première couronne et les pôles de centralité (hors communes SRU ou futures SRU et hors Cendras), alors que ces communes ne représentent moins de 4% du parc HLM au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Répartition comparée du parc HLM au 01/01/2020 et des objectifs de de production de LLS publics sur la durée du PLH 2021-2021 par catégorie de communes



	Perspectives de production de résidences principales nouvelles sur la durée du PLH	Objectifs de production de LLS publics
<b>ALES</b>		
Alès	2 100	620
	<b>2 100</b>	<b>620</b>
<b>COMMUNES DE PREMIERE COURONNE</b>		
Bagard	120	24
Cendras	60	0
Méjannes-lès-Alès	72	14
Mons	90	18
Rousson	270	108
Saint-Christol-lez-Alès	300	120
Saint-Hilaire-de-Brethmas	180	72
Saint-Jean-du-Pin	60	12
Saint-Julien-les-Rosiers	204	61
Saint-Martin-de-Valgalgues	180	36
Saint-Privat-des-Vieux	420	168
Salindres	204	61
	<b>2 160</b>	<b>694</b>
<b>POLES DE CENTRALITE</b>		
Anduze	180	54
Boisset-et-Gaujac	150	30
Brouzet-lès-Alès	18	4
Génohlac	10	2
La Grand-Combe	18	0
Lézan	156	31
Les Mages	60	12
Ribaute-les-Tavernes	144	29
Saint-Jean-du-Gard	42	8
Vézénobres	90	18
	<b>868</b>	<b>188</b>
<b>COMMUNES RURALES DE PLUS DE 500 HABITANTS</b>		
Boucoiran-et-Nozières	66	
Branoux-les-Taillades	12	
Brignon	30	
Chamborigaud	6	
Cruviers-Lascours	30	
Deaux	30	
Généralgues	12	
Laval-Pradel	24	
Le Martinet	12	
Massillargues-Attuech	24	
Mialet	12	
Monteils	24	
Ners	30	
Sainte-Cécile-d'Andorge	18	
Saint-Florent-sur-Auzonnet	18	
Saint-Jean-de-Serres	24	
Saint-Jean-de-Valérisclé	24	
Saint-Julien-de-Cassagnas	30	
Saint-Maurice-de-Cazeville	54	
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	12	
Les Salles-du-Gardon	60	
Tornac	54	
	<b>606</b>	Aucun objectif quantitatif
<b>COMMUNES RURALES DE MOINS DE 500 HABITANTS</b>		
Aujac	6	
Bonnevaux	6	
Chambon	6	
Concoules	6	
Castelnau-Valence	3	
Corbès	6	
Euzet	12	
Lamelouze	6	
Martignargues	12	
Massanes	6	
Les Plans	12	
Portes	6	
Saint-Bonnet-de-Salendrinque	6	
Saint-Césaire-de-Gauzignan	18	
Sainte-Croix-de-Caderle	6	
Saint-Étienne-de-l'Olm	9	
Saint-Hippolyte-de-Caton	18	
Saint-Jean-de-Ceyrargues	18	
Saint-Just-et-Vacquières	6	
Saint-Paul-la-Coste	12	
Sénéchas	12	
Servas	6	
Seynes	6	
Soustelle	6	
Thoiras	3	
Vabres	6	
La Vernarède	6	
	<b>225</b>	Aucun objectif quantitatif
<b>ALES AGGLO</b>	<b>5 959</b>	<b>1 502</b>

Le recensement réalisé auprès des communes des projets de logements sociaux en cours ou programmés sur les 6 années du PLH (voir programme d'action territorial) montre une montée en puissance de la production au cours des prochaines années ; les objectifs fixés par le PLH à savoir 1 500 logements locatifs sociaux publics (HLM) devraient selon toute vraisemblance être atteints voire dépassés sur plusieurs communes.

## E – Une production en adéquation avec le profil socio-économique des demandeurs

Pour adapter l'offre de logements sociaux au profil des demandeurs, le PLH définit également :

- un objectif concernant la taille des logements : il sera recherché une plus forte proportion de petits logements T1 et T2 qui font aujourd'hui l'objet de la tension la plus forte, en fonction du contexte de chaque commune (typologie du parc existant, niveau de la demande). Un effort sera toutefois porté sur la production de logements sociaux familiaux (T5 et plus), notamment sur la première couronne d'Alès et les pôles de développement où il est aujourd'hui insuffisamment développé
- un objectif concernant l'adaptation des logements : les bailleurs sociaux sont invités à renforcer l'adaptation de leur parc locatif aux personnes âgées et/ou handicapées, tant en construction neuve qu'en réhabilitation.
- un objectif concernant le niveau de loyer : en cohérence avec les enjeux de mixité sociale, la production nouvelle de LLS devra être composée à minima de 30% de logements financés en PLAI (hors reconstitution de l'offre NPNRU). Le recours au financement PLS sera essentiellement réservé aux programmes de foyers ou résidences (EHPAD, résidences étudiantes...) et aux opérations dont l'équilibre financier pourra nécessiter un rééquilibrage des produits (opérations en centre ancien notamment).

## F – Un objectif de 300 logements privés conventionnés sur la durée du PLH

En complément des 1 500 logements locatifs sociaux publics à produire sur Alès Agglomération sur la durée du PLH (hors logement spécifique de type logements-foyers) est attendu un minimum de 300 logements privés conventionnés.

Cette estimation est fondée sur les objectifs inscrits aux conventions d'OPAH-RU et PIG en cours sur le territoire de l'Agglomération, à savoir :

- 69 logements conventionnés dans le cadre de l'OPAH-RU d'Anduze (dont 41 à loyer conventionné social et 28 à loyer conventionné très social) ;
- 122 logements conventionnés dans le cadre de l'OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès (dont 30 à loyer conventionné très social et 92 à loyer conventionné social)

- 102 logements conventionnés dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » (sur la base de l'objectif de 17 logements figurant à la convention d'opération 2019-2022 dont on considère qu'elle sera renouvelée sur les 4 dernières années du PLH).

Cet objectif de 300 logements conventionnés privés pourrait être dépassé si, suite aux études pré-opérationnelles prévues dans le cadre du PLH, des opérations de requalification de l'habitat étaient engagées sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard.

En complément, le conventionnement sans travaux sera soutenu et développé grâce à la mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation des propriétaires privés.

### **3 – L'accèsion abordable**

---

Afin d'encourager l'installation de jeunes ménages actifs sur le territoire de l'Agglomération et de faciliter les parcours résidentiel, le PLH prévoit de favoriser l'accèsion abordable :

- sur la ville centre d'Alès d'une part dans un objectif de plus grande mixité sociale ;
- sur les communes de première couronne et les pôles de développement du Sud du territoire où les prix du foncier sont les plus élevés.

Il s'agira de favoriser la production de logements au prix plafond de 170 000€ (par rapport à un prix moyen du marché libre de 200 000€), destinés essentiellement aux primo-accédants ; ce montant est à ce stade indicatif et pourra être affiné selon les territoires. Cette production privée, dans laquelle se sont déjà engagés certains promoteurs, pourra être demandée par les communes à tout aménageur. Les communes pourront à cette fin exiger, comme pour le Logement Locatif Social, un pourcentage de logements en accèsion abordable dans les secteurs à pourcentage de leurs Plans Locaux d'Urbanisme.

L'objectif global de cette production « abordable » est de 170 logements par an, correspondant à 20% de la production nouvelle de logements sur la ville centre d'une part et les communes de première couronne / pôles de centralité d'autre part.

### **4 – La requalification du parc privé existant**

---

**1 600 logements anciens privés réhabilités sur la durée du PLH soit 270 par an**

Cet objectif correspond aux objectifs fixés par les conventions des 3 programmes d'amélioration de l'habitat pilotés par Alès Agglomération :



- 570 logements traités dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » 2019-2022, prolongé par hypothèse sur les 6 ans du PLH, soit 190 en moyenne par an ;
- 221 logements traités dans le cadre de l'OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès 2021-2025, soit 44 en moyenne par an ;
- 183 logements traités dans le cadre de l'OPAH-RU d'Anduze 2021-2025, soit 37 en moyenne par an.

## **250 logements indignes traités sur la durée du PLH, soit une quarantaine en moyenne par an**

Parmi ces logements, il est prévu le traitement de 250 logements indignes ou non décents sur la durée du PLH, soit une quarantaine en moyenne par an dont :

- 21 dans le cadre du PIG « Lutte contre l'habitat indigne » 2019-2022 dont il est prévu la prolongation sur les 6 ans du PLH, soit 7 logements en moyenne par an ;
- 106 dans le cadre de l'OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès 2021-2025, soit 26 logements en moyenne par an ;
- 50 logements traités dans le cadre de l'OPAH-RU d'Anduze 2021-2025, soit 10 logements en moyenne par an.

## **140 logements en copropriétés améliorés et une trentaine de copropriétés accompagnées dans le redressement de leurs instances de gestion et de fonctionnement**

Ces objectifs correspondent à la programmation établie dans le cadre des deux OPAH-RU d'Alès et d'Anduze.

La convention d'OPAH-RU du centre ancien et des faubourgs d'Alès prévoit ainsi l'accompagnement juridique de 6 petites copropriétés anciennes ainsi qu'une aide aux syndicats de copropriétés représentant 59 logements. Au vu des résultats du VOC, ce volet pourra être renforcé avec l'intégration aux objectifs de l'OPAH-RU, des copropriétés les plus dégradées du faubourg d'Auvergne (3 copropriétés regroupant 33 logements, identifiées par le VOC).

La convention d'OPAH-RU d'Anduze prévoit quant à elle le traitement d'une vingtaine d'immeubles représentant quelques 80 logements.

En complément, le POPAC piloté par Alès Agglomération qui sera engagé courant 2021 portera sur une trentaine de copropriétés essentiellement localisés sur Alès et La Grand Combe et représentant un total de 1 288 logements.



## / LE PROGRAMME D' ACTIONS

### ACTION 1 - Mettre en œuvre une stratégie foncière et d'aménagement à l'échelle de la Communauté d'Agglomération permettant d'assurer l'opérationnalité des orientations du PLH

Contexte	<p>L'atteinte des objectifs de production de logements définis par le Programme Local de l'Habitat d'Alès Agglomération, tant sur le plan quantitatif que de sa structuration à l'échelle du territoire doit s'appuyer à la fois sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les documents d'urbanisme locaux (Plans Locaux d'Urbanisme et cartes communales) qui doivent offrir un potentiel de production en adéquation avec les objectifs définis ;</li> <li>- la mise en œuvre d'une stratégie foncière adaptée, notamment sur les communes où la pression foncière et immobilière peut constituer un frein au développement d'une offre adaptée aux besoins du territoire.</li> </ul> <p>Les Plans Locaux d'Urbanisme, et dans une moindre mesure les cartes communales (dénuées de règlement) constituent les outils de base de la mise en œuvre, à l'échelle communale, de la politique de l'habitat définie à l'échelle de l'Agglomération.</p> <p>A ce jour, 41 communes d'Alès Agglomération disposent d'un Plan Local d'Urbanisme, 6 communes d'une carte communale. 25 communes, soit un tiers environ des communes de l'Agglomération, ne disposent d'aucun document d'urbanisme et relèvent du Règlement National d'Urbanisme (RNU) suite à la caducité de leur Plan d'Occupation des Sols au 27 mars 2017. Plusieurs de ces communes se sont engagées dans l'élaboration ou la révision de leur Plan Local d'Urbanisme, voire sont en phase finale de procédure (phase de consultation des services de l'Etat et personnes publiques associées après arrêt du document, voire phase d'enquête publique). C'est notamment le cas au 1<sup>er</sup> mai 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la ville d'Alès ;</li> <li>- des communes de Cendras, Saint-Christol-les-Alès, Saint-Jean-du-Pin, Méjannes-les-Alès et Saint-Hilaire-de-Brethmas en première couronne ;</li> <li>- d'Anduze et de Boisset-et-Gaujac, parmi les communes identifiées comme pôles de développement.</li> </ul> <p>L'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme impose un rapport de compatibilité des documents d'urbanisme – Plans Locaux d'Urbanisme, cartes communales - avec le Programme Local de l'Habitat. Autrement dit, les objectifs de production, de mixité sociale, de lutte contre l'étalement urbain et de qualité urbaine fixés par le PLH, les outils proposés par celui-ci pour atteindre ces objectifs doivent trouver leur expression à l'échelle de ces documents d'urbanisme.</p>
----------	--

	<p>Pour atteindre les objectifs de production de logements, promouvoir une gestion économe du foncier et maîtriser les coûts, notamment sur les communes de première couronne et du Sud de son territoire, Alès Agglomération doit en parallèle mettre en place une stratégie foncière et se doter de l'ensemble des outils et process nécessaire à sa mise en œuvre.</p>
<p>Objectifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer l'adéquation entre les objectifs de production fixés par le PLH et les disponibilités foncières dégagées par les documents d'urbanisme ; décliner les orientations du PLH dans les PLU et engager le cas échéant, la modification ou la révision des PLU pour une mise en compatibilité avec le PLH.</li> <li>• Accompagner les communes dans l'étude de leurs projets d'urbanisme incluant du logement, y compris du point de vue des typologies de production, de maîtrise des prix du foncier et de prix de sortie selon les publics visés.</li> <li>• Veiller au respect des principes de limitation de consommation d'espace, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation de l'identité urbaine et paysagère de chacune des communes composant le territoire.</li> <li>• Répondre aux objectifs de mixité sociale définis par le PLH tant en matière de logement social que d'accession abordable, notamment sur les communes soumises à une plus forte pression foncière.</li> <li>• Elaborer une stratégie foncière pour accompagner les communes et mobiliser l'ensemble des outils adaptés (outils règlementaires, veille foncière, partenariats).</li> </ul>
<p>Déclinaison opérationnelle</p>	<p><b>1. Assurer la compatibilité des documents d'urbanisme avec le PLH</b></p> <p>Il s'agit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tout d'abord, de s'assurer que les PLU et cartes communales approuvés ou en cours d'élaboration ou de révision permettent la réalisation effective des objectifs de production fixés par le PLH, dans les délais prévus par celui-ci ;</li> <li>- de vérifier que les règlements des PLU actuels et futurs respectent les principes de limitation de la consommation d'espace, sur la base des densités minimales et typologies de constructions définies par le SCOT Pays Cévennes ;</li> <li>- de vérifier que les règlements des PLU des communes pour lesquelles des obligations de production de logements sociaux et de logements en accession abordable ont été fixées, intègrent effectivement tout ou partie de la palette d'outils prévus par le Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale (voir point 2 ci-après).</li> </ul> <p>Le Service Habitat et Logement d'Alès Agglomération, déjà associé en tant que Personne Publique à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme, devra en conséquence accompagner les communes et veiller à la bonne prise en compte des orientations et objectifs du PLH :</p>

- transmission d'un Porter à Connaissance PLH aux communes au démarrage des procédures d'élaboration / révision de leur document d'urbanisme voire en cours de procédure ;
- participation aux Comités de Pilotage / réunions de travail organisés par les communes en cours de procédure ;
- notification systématique d'un avis sur le projet arrêté au regard de la compatibilité PLH.

## **2. Mobiliser les outils réglementaires prévus par le Code de l'Urbanisme pour la production de logement et la mixité sociale**

Plusieurs outils peuvent être mobilisés en fonction du contexte et des enjeux propres à chaque commune ou opération :

- la délimitation de secteurs de mixité sociale en application de l'article L. 151-15 du Code de l'Urbanisme : secteurs dans lesquels les programmes de logements devront comporter un pourcentage minimal de logements locatifs sociaux et / ou de logements en accession abordable. Hors opération d'ensemble importante où ce pourcentage s'applique de façon globale à l'ensemble du programme de l'opération et permet la production d'un nombre relativement important de logements locatifs sociaux, le recours à ces secteurs de mixité sociale doit être appréhendé avec pragmatisme ; la taille des programmes à partir de laquelle s'applique cette obligation et le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux imposé doivent être définis finement pour que cette mesure soit véritablement efficiente (en l'occurrence, le nombre de logements locatifs sociaux résultant de l'application de la règle doit être suffisant pour mobiliser un bailleur social).
- la délimitation, en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'Urbanisme, d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux et/ou de logements en accession abordable (en tout ou partie). Cet outil est notamment adapté à la réalisation de programmes bien identifiés en renouvellement urbain (démolition/ reconstruction ou dents creuses). Une part importante de la production de logements locatifs sociaux étant attendue au sein des secteurs déjà urbanisés de la commune, la prospection directe, par les bailleurs sociaux ou des promoteurs privés (VEFA), restera le mode de production privilégié ; toutefois, la délimitation d'emplacements réservés à vocation sociale pourra permettre de lever des blocages fonciers sur des secteurs identifiés à enjeu.
- la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettant notamment d'encadrer la densité et la typologie des logements prévus (proportion de logements locatifs sociaux ou de logements en accession abordable, part de grands ou à l'inverse de petits logements ...).
- le bonus de constructibilité pour les programmes comportant des logements locatifs sociaux, en application de l'article L. 151-28-2° du Code de l'Urbanisme.

### 3. Définir une stratégie foncière

#### ➔ Mise en place de l'Observatoire du foncier

Depuis la Loi Égalité et Citoyenneté de 2017, la mise en place d'un «dispositif d'observation de l'habitat et du foncier» est obligatoire pour tout EPCI ayant adopté un Programme Local de l'Habitat. L'observatoire du foncier doit permettre :

- de recenser, en lien avec les communes, les gisements fonciers et immobiliers, tant en renouvellement urbain qu'en extension ;
- de qualifier ces gisements et de les prioriser au regard de leur opérationnalité à court/moyen terme (contraintes physiques et techniques, dureté foncière ...)
- de définir le mode opératoire à mettre en œuvre : intervention publique ou simple encadrement de l'initiative privée.
- de définir les conditions de leur maîtrise foncière lorsque celle-ci paraît nécessaire (mobilisation du Droit de Préemption Urbain, délimitation d'emplacements réservés de mixité sociale, mobilisation de l'Etablissement Foncier Public Occitanie, lancement de procédures de biens sans maître...)

L'Agence d'Urbanisme Région nîmoise et alésienne a établi début 2021 un **repérage foncier pour la réalisation de logements locatifs sociaux** sur les communes de Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Martin-de-Valgagues (communes SRU), Salindres, Saint-Julien-les-Rosiers et Anduze (futures communes SRU), en complément du repérage déjà réalisé en 2018 sur la commune de Rousson. Cette étude fouillée orientera la réflexion des Elus et bailleurs et pourra, le cas échéant, servir de base à la convention foncière dite « de carence » signée avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie.

#### ➔ Mise en place d'une veille foncière

Le principe est de mettre en place les moyens et les procédures permettant une plus grande réactivité pour saisir les opportunités foncières jugées stratégiques, sur la base d'un suivi actif des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA).

#### ➔ Mobilisation de l'Etablissement Public Foncier Occitanie

**Sur les communes SRU**, l'Etablissement Public Foncier Occitanie intervient pour faciliter la production de logements sociaux, notamment dans le cas d'opérations présentant un déficit économique après mobilisation de l'ensemble des co-financeurs compétents ; pour ce faire, l'EPFO peut mobiliser le fonds SRU qu'il perçoit (fonds alimenté par le montant des prélèvements SRU) et le fonds de compensation à la surcharge foncière (sur les opérations de recyclage urbain).

	<p>La mise en place des conventions cadre entre Alès Agglomération, les communes et l'EPF pourra s'appuyer sur la mission de repérage des capacités foncières pour la production de logements locatifs sociaux réalisée par l'Agence d'Urbanisme Région nîmoise et alésienne et précédemment évoquée.</p> <p><b>En complément de son intervention sur les communes SRU</b> et notamment sur celles faisant l'objet d'un arrêté de carence, l'EPF Occitanie intervient prioritairement sur les pôles de centralité au travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des opérations de reconquête et de redynamisation des centres anciens des villes moyennes et petites,</li> <li>- des opérations de revitalisation de centres bourgs en milieu rural,</li> </ul> <p>et ce, en premier lieu sur les communes engagés dans des dispositifs de contractualisation signés en application de politiques publiques nationales (Plan d'Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain, OPAH-RU, NPNRU) ou régionales (Dispositif Bourg-Centre).</p> <p>Sont ainsi prioritairement concernées sur le territoire d'Alès Agglomération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la ville centre d'Alès (Action Cœur de Ville) ;</li> <li>- les villes d'Anduze, Saint-Jean-du-Gard, La Grand Combe, Saint-Hilaire-de-Brethmas retenues au titre du dispositif Petites Villes de Demain (Saint-Jean-du-Gard et Anduze bénéficiant également du dispositif Bourg-Centre de la Région Occitanie).</li> </ul> <p>Pour rappel, l'intervention de l'EPF Occitanie est conditionnée à un taux de 25% de logements locatifs sociaux (tels que définis par l'article L. 302-5 du Code de la construction et de l'habitation), une dérogation pouvant être envisagée dans le cas d'intervention sur des marchés locaux dont le besoin de logements locatifs sociaux est moindre ou dans des opérations où l'objectif de mixité sociale conduit à privilégier d'autres types de logements.</p> <p>Ce pourcentage est porté à 30% dans le cas d'intervention sur des communes déficitaires (avec possibilité de dérogation sur des secteurs spécifiques le justifiant, par exemple Quartiers Politiques de la Ville) et à 40% dans le cas d'intervention sur une commune carencée. En cela le taux d'effort de 40% imposé par le PLH aux communes SRU n'atteignant pas à ce jour le taux d'équipement de 20% imposé par la Loi est cohérent avec les conditions d'intervention de l'EPF Occitanie.</p>
<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b> : 0,5 ETP (volet urbanisme / aménagement)</p>
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération, communes</p> <p><b>Partenaires</b> : DDTM du Gard (Service Aménagement/Urbanisme), Etablissement Public Foncier Occitanie, bureaux d'études en urbanisme, aménageurs et promoteurs privés, bailleurs sociaux, Agence d'Urbanisme Région nîmoise et alésienne.</p>

Renvoi actions connexes / complémentaires	Action 14					
Calendrier de mise en œuvre						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Suivi de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Elaboration de l'Observatoire de l'habitat et du foncier et animation / suivi		☐	☐	☐	☐	☐
Accompagnement des projets communaux		☐	☐	☐	☐	☐
Tableau de bord des projets (élaboration puis suivi)		☐	☐	☐	☐	☐
Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau d'atteinte des objectifs de production du PLH : nombre et typologie de logements produits.</li> <li>- Part de la production nouvelle entre communes selon la typologie PLH (ville centre, première couronne, pôles de centralité, communes rurales).</li> <li>- Nombre de PLU et cartes communales compatibles avec le PLH.</li> <li>- Nombre de PLU intégrant les outils règlementaires et fonciers en matière de mixité sociale.</li> <li>- Partenariat EPF Occitanie : nombre de conventions foncières signées, nombre et surfaces des acquisitions, nombre et typologie de logements réalisés.</li> <li>- Consommation foncière et densité des opérations d'ensemble produites.</li> </ul>					



## ACTION 2 - Promouvoir la qualité urbaine et la prise en compte des objectifs de développement durable

Contexte	<p>L'économie d'espace et la limitation de l'étalement urbain, la préservation des espaces agricoles, naturels et pastoraux, l'intégration au paysage des nouveaux espaces urbanisés sont des orientations majeures du SCOT Pays Cévennes ; ce sont ces mêmes orientations qui doivent guider la politique de l'habitat de l'Agglomération.</p> <p>La mobilisation du parc vacant est un des premiers leviers de réduction de la construction neuve et de la consommation d'espace. Plus de 7 500 logements vacants sont recensés par l'INSEE en 2017 sur Alès Agglomération, localisés pour plus d'un tiers sur Alès, pour 20% sur les communes de l'ancien bassin minier (en lien avec le recul démographique de ces communes suite à la fermeture des mines), mais également sur les gros bourgs cévenols d'Anduze et Saint-Jean-du-Gard. Ce parc vacant, largement concentré dans les centres villes et cœurs de village de l'Agglomération, offre un potentiel théorique important mais dont la mobilisation est souvent complexe et coûteuse (logements hors marché du fait de leur vétusté, logements en inadéquation avec la demande du fait de leur configuration et de l'absence d'espace extérieur, blocages successoraux ...).</p> <p>Le recensement des programmes de logements sur le territoire de l'Agglomération montre par ailleurs que l'essentiel de la production des prochaines années se fera en renouvellement urbain, aussi bien sur la ville centre d'Alès dont le projet urbain s'appuie principalement sur la capacité de mutation des grandes friches industrielles et ferroviaires, que sur les communes de première couronne et pôles de développement.</p> <p>La densification urbaine attendue (et préconisée à la fois par le SCOT Pays Cévennes et le PLH) ne doit toutefois pas se faire au détriment de la qualité urbaine, paysagère et résidentielle des opérations ; de nouveaux modes de conception et de construction, alternatifs au modèle pavillonnaire classique, doivent être recherchés et mis en œuvre pour répondre à cette double exigence d'économie du foncier et de qualité.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobiliser le parc ancien vacant susceptible d'offrir une offre de logement de qualité.</li> <li>• Privilégier la production de logements en renouvellement urbain afin de limiter la consommation du foncier et préserver l'identité paysagère et rurale du territoire</li> <li>• Développer et encourager des formes urbaines économes en foncier, selon les règles du SCOT Pays Cévennes, mais également respectueuses de l'identité des communes et / ou des quartiers ; développer des projets de qualité proposant des formes urbaines et architecturales innovantes.</li> <li>• Promouvoir la qualité architecturale et environnementale des programmes résidentiels, notamment d'habitat social.</li> </ul>

<p>Déclinaison opérationnelle</p>	<p><b>1. Encourager la mobilisation du parc vacant et la réhabilitation d'une offre de logements de qualité en centres anciens</b></p> <p>Le PLH prévoit la <b>poursuite et l'intensification des dispositifs de réhabilitation du parc privé</b>, dans le prolongement des opérations conduites au cours des dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter et Mieux Louer » d'Alès Agglomération, engagé en octobre 2019, porte sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération, hors secteurs couverts par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du parc privé ; il prévoit la production sur 3 ans de 51 logements conventionnés ANAH par mobilisation du parc vacant et changement d'usage de locaux initialement non destinés à l'habitation. Au regard des enjeux majeurs de requalification du parc ancien, il est prévu le renouvellement du dispositif sur la durée du PLH (à minima).</li> <li>• L'OPAH-RU du centre et des faubourgs d'Alès, engagée en janvier 2021 pour une durée de 5 ans, prévoit quant à elle la requalification de 122 logements de propriétaires bailleurs, dont 70 logements antérieurement vacants. En complément des subventions octroyées aux propriétaires bailleurs (travaux de réhabilitation, travaux pour l'autonomie de l'occupant, travaux de lutte contre la précarité énergétique), la Ville d'Alès octroie une prime pour sortie de vacance d'un montant de 1 500 € cumulable mais non incluse dans le calcul du plafond de subvention.</li> <li>• Enfin, l'OPAH-RU d'Anduze, également engagée début 2021 pour une durée de 5 ans, prévoit la requalification de 69 logements de propriétaires bailleurs dont une quarantaine de logement vacants.</li> </ul> <p>En complément de ces opérations, une réflexion sera engagée sur la mise en place de <b>dispositifs de requalification de l'habitat sur les communes retenues au titre du dispositif Petites Villes de Demain</b>, où le diagnostic du PLH a mis en exergue des enjeux importants de requalification du parc ancien, de lutte contre l'indignité et de mobilisation du parc vacant ; sont identifiés à ce titre les centres anciens de <b>La Grand Combe et de Saint-Jean-du-Gard</b>.</p> <p><b>2. Améliorer la connaissance du parc vacant et des conditions de sa mobilisation</b></p> <p>Une <b>étude-action spécifique sur la vacance</b> sera menée visant à repérer et caractériser le parc de logements vacants, notamment sur les communes à enjeux (communes concentrant un parc vacant important). Cette étude s'appuiera sur l'exploitation des données disponibles à l'échelle de l'Agglomération et sur la mobilisation du nouveau jeu de données LOVAC résultant des fichiers 1767BISCOM sur les logements vacants et des Fichiers Fonciers.</p>
-----------------------------------	--

A l'instar de la solution numérique Zéro Logement Vacant prévue dans le cadre du Plan National de lutte contre les logements vacants piloté par le Ministère du Logement, l'exploitation des fichiers LOVAC pourra être couplée à une **cartographie dynamique** qui permettra à la fois le repérage des logements vacants, leur caractérisation et une prise de contact avec les propriétaires concernés.

Enfin, Alès Agglomération participera à la **plate-forme d'échanges collaborative** mise en place par le Ministère du Logement ; ouverte aux acteurs mobilisés sur le sujet (collectivités, services de l'Etat, ADIL, ...), elle permet le partage d'expériences (diagnostics, difficultés) sur la thématique de la vacance.

### **3. Accompagner la mise en œuvre des opérations de renouvellement urbain prévues sur les faubourgs de Rochebelle et du Soleil à Ales.**

Dans le cadre à la fois du NPNRU et de l'OPAH-RU du centre et des faubourgs d'Alès, des actions globales de renouvellement urbain seront engagées sur les faubourgs de Rochebelle et du Soleil qui constituent les secteurs les plus en difficultés. Les interventions prévues, également intégrées en tant d'Orientations d'Aménagement et de Programmation au PLU d'Alès en cours de révision, porteront à la fois sur le recyclage de l'habitat ancien dégradé - en réhabilitation lourde ou démolition/ reconstruction selon les contextes -, la requalification de l'espace public, le développement d'équipements et services de proximité, l'amélioration des mobilités et du stationnement.

Le programme retenu sur le faubourg du Soleil dans le cadre du NPNRU prévoit ainsi la création d'une cinquantaine de logements en démolition-reconstruction et de 33 logements en acquisition / amélioration (le dispositif OPAH-RU classique portant sur les autres immeubles).

Le programme retenu sur le faubourg de Rochebelle prévoit quant à lui, la création de 13 logements en acquisition / amélioration.

### **4. Promouvoir les opérations exemplaires sur le plan de la densité et de la qualité urbaine, architecturale et résidentielle**

La densité de la production future devra être conforme aux règles préconisées par le SCOT Pays Cévennes en fonction de la typologie et de la taille des communes concernées et rappelées ci-après.

Si ces densités sont parfois considérées comme excessives ou en décalage avec la demande locale, force est de constater que certaines opérations arrivent à concilier densité, qualité urbaine et résidentielle. Ces exemples, qu'ils soient locaux ou extérieurs au territoire, doivent être partagés et servir de base à la réflexion sur les nouveaux modes de production.

	<table border="1" data-bbox="456 282 1469 589"> <thead> <tr> <th data-bbox="456 282 1182 327">Catégories de communes</th> <th data-bbox="1182 282 1469 327">Densité moyenne</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="456 327 1182 394">Ville centre Alès et communes de plus de 7 000 habitants (Saint-Christol-les-Alès *)</td> <td data-bbox="1182 327 1469 394">31 logements /ha</td> </tr> <tr> <td data-bbox="456 394 1182 461">Pôles de centralité et villes (1 900 à 7 000 habitants) 14 communes *</td> <td data-bbox="1182 394 1469 461">21 logements /ha</td> </tr> <tr> <td data-bbox="456 461 1182 528">Pôles de centralité et bourgs (640 à 1 900 habitants) 25 communes *</td> <td data-bbox="1182 461 1469 528">17 logements /ha</td> </tr> <tr> <td data-bbox="456 528 1182 589">Villages et hameaux (moins de 640 habitants) 31 communes *</td> <td data-bbox="1182 528 1469 589">13 logements /ha</td> </tr> </tbody> </table> <p data-bbox="1126 595 1469 618">• sur la base de l'INSEE 2018</p> <p data-bbox="456 651 1469 909">Les opérations exemplaires dans leur conception urbaine, sociale et environnementale, tant en renouvellement urbain qu'en extension, seront ainsi valorisées à travers d'actions de communication. En parallèle, des temps d'échange entre Elus de type séminaires annuels seront organisés pour faire émerger une culture commune de pratiques nouvelles en termes de densité, de formes urbaines, de mixité et d'équilibre social...</p>	Catégories de communes	Densité moyenne	Ville centre Alès et communes de plus de 7 000 habitants (Saint-Christol-les-Alès *)	31 logements /ha	Pôles de centralité et villes (1 900 à 7 000 habitants) 14 communes *	21 logements /ha	Pôles de centralité et bourgs (640 à 1 900 habitants) 25 communes *	17 logements /ha	Villages et hameaux (moins de 640 habitants) 31 communes *	13 logements /ha
Catégories de communes	Densité moyenne										
Ville centre Alès et communes de plus de 7 000 habitants (Saint-Christol-les-Alès *)	31 logements /ha										
Pôles de centralité et villes (1 900 à 7 000 habitants) 14 communes *	21 logements /ha										
Pôles de centralité et bourgs (640 à 1 900 habitants) 25 communes *	17 logements /ha										
Villages et hameaux (moins de 640 habitants) 31 communes *	13 logements /ha										
Moyens humains et financiers	<p data-bbox="456 954 711 976"><b>Moyens humains :</b></p> <p data-bbox="456 1021 1038 1043">Parc privé (PIG, OPAH-RU, vacance) : 3 ETP</p> <p data-bbox="456 1088 711 1111"><b>Moyens financiers</b></p> <p data-bbox="456 1155 1469 1223">Aide financière au logement privé dans le cadre du PIG et des OPAH-RU : voir fiches actions 7 et 8</p> <p data-bbox="456 1267 943 1290">Etude vacance : réalisation en interne</p> <p data-bbox="456 1335 1469 1402">Actions de communication (porte-folio des opérations exemplaires, séminaire annuel) : 4 000 € HT par an.</p>										
Modalités de mise en œuvre	<p data-bbox="456 1442 847 1464"><b>Pilotage :</b> Alès Agglomération</p> <p data-bbox="456 1509 1469 1621"><b>Partenaires :</b> Préfecture et DDTM du Gard (Service Aménagement / Urbanisme et Service Habitat), ANAH, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, communes, CAUE (conseil aux communes)</p>										
Renvoi actions connexes / complémentaires	<p data-bbox="456 1693 663 1715">Actions 4, 7 et 8</p>										

Calendrier de mise en œuvre

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
PIG « Mieux Habiter et Mieux louer » 2019-2022 et prolongement sur 2023-2026	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
OPAH-RU Anduze	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Etude pré-opérationnelle La Grand Combe et dispositif éventuel à suivre		<input type="checkbox"/>				
Etude pré-opérationnelle Saint-Jean-du-Gard et dispositif éventuel à suivre			<input type="checkbox"/>			
Opérations de renouvellement urbain faubourgs de Rochebelle et du Soleil (ANRU)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude action vacance et mise en place / suivi de l'outil cartographique dynamique		<input type="checkbox"/>				
Communication opérations exemplaires		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Séminaire annuel		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Indicateurs de suivi / évaluation

- Nombre de logements vacants remise sur le marché dans le cadre du PIG et OPAH-RU (bilan annuel du PIG et des OPAH-RU).
- Part du renouvellement urbain dans la production totale de logements du territoire.
- Nombre d'opérations identifiées comme exemplaires sur le territoire d'Alès Agglomération.

## ACTION 3 - SOUTENIR L'EFFORT DE PRODUCTION A HAUTEUR DE 300 LOGEMENTS SOCIAUX MINIMUM PAR AN

Contexte	<p>Si l'offre locative sociale HLM à l'échelle d'Alès Agglomération est importante (avec 10 371 logements au 01/01/2020, soit un taux d'équipement estimé de 17,2% en référence au parc de résidences principales INSEE 2017), cette offre est très inégalement répartie sur le territoire. Deux-tiers des logements HLM sont concentrés sur la ville d'Alès et 10% sur La Grand Combe ; plusieurs communes de l'ancien bassin minier présentent des taux d'équipement élevés (plus de 40% sur Cendras et Les Salles du Gardon), tandis qu'à l'inverse, 43 communes ne comptent aucun logement HLM, parmi lesquelles plusieurs communes de première couronne et pôles de centralité.</p> <p>Même si la pression sur le parc social est globalement faible à l'échelle du territoire, elle s'exprime de façon plus importante sur les communes de première couronne dont le parc apparaît aujourd'hui insuffisamment développé. Sur les 7 communes soumises aux obligations de la Loi SRU, seules Ales et La Grand Combe dépassent aujourd'hui le taux d'équipement de 20% de logements locatifs sociaux (tels que définis par l'article du Code de la Construction et de l'Habitation). Les 5 autres communes, situées en première couronne d'Alès, n'atteignaient pas cet objectif au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (année de référence du bilan triennal) et seule la commune de Saint-Martin-de-Valgalgues devrait parvenir à compenser son déficit en 2021, grâce à la mise en œuvre de programmes sociaux ambitieux.</p> <p>A ces 5 communes viendront s'ajouter sur la durée du PLH 3 autres communes qui dans les 6 ans dépasseront le seuil des 3 500 habitants : Salindres (dès 2021), Anduze et Saint-Julien-les-Rosiers.</p> <p>Le confortement de la production de logements sociaux - publics et privés - et le rééquilibrage de l'offre à l'échelle du territoire constituent ainsi deux enjeux majeurs du PLH.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Permettre la réalisation des objectifs de production de logements locatifs sociaux publics fixés par le PLH à savoir 1 500 logements locatifs publics minimum, hors communes dites rurales.</li> <li>• Participer au rééquilibrage de l'offre sur le territoire en renforcer l'effort de production des communes SRU déficitaires (actuelles et futures) et des communes de première couronne et pôles de centralité.</li> <li>• Accompagner le développement d'une offre complémentaire, adaptée aux besoins locaux sur les communes rurales (notamment de logements communaux)</li> <li>• Adapter l'offre locative sociale aux besoins et pour cela renforcer la composante très sociale (PLA-i) à hauteur de 30% minimum ; limiter le recours au PLS aux opérations dont l'équilibre financier pourrait nécessiter un rééquilibrage des produits, voire instiller une part plus importante de PLS sur les quartiers et secteurs comportant une part déjà</li> </ul>

	<p>très importante de logements très sociaux et les Quartiers Politique de la Ville.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer le parc conventionné privé à hauteur à minima d'environ 300 logements sur la durée du PLH.</li> </ul>
<p>Déclinaison opérationnelle</p>	<p><b>1. Mobiliser les outils réglementaires prévus par le Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale</b></p> <p>Comme déjà évoqué par l'action 1.1, plusieurs outils pourront être mobilisés en fonction du contexte et des enjeux propres à chaque commune ou opération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la délimitation de secteurs de mixité sociale en application de l'article L. 151-15 du Code de l'Urbanisme ; ces secteurs de mixité sociale permettent d'assurer une production « au fil de l'eau » de logement social notamment dans les zones d'extension et de mettre en œuvre la mixité sociale au sein des futurs quartiers.</li> <li>• la délimitation d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux (en tout ou partie) en application de l'article L. 151-41-4° du Code de l'Urbanisme ; cet outil est davantage adapté à la réalisation de programmes bien identifiés en renouvellement urbain (démolition/ reconstruction ou dents creuses).</li> <li>• la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettant notamment d'encadrer la typologie de logements.</li> <li>• le bonus de constructibilité pour les programmes comportant des logements locatifs sociaux en application de l'article L. 151-28-2° du Code de l'Urbanisme.</li> </ul> <p><b>2. Analyser l'opportunité d'un soutien financier aux opérations de logements locatifs sociaux complexes présentant un déséquilibre financier</b></p> <p>Si le foncier reste globalement abordable sur l'Agglomération d'Alès et ne constitue donc pas, en règle générale, un frein à la production locative sociale, certaines opérations complexes, notamment en renouvellement urbain, peuvent s'avérer plus difficiles à réaliser, du fait de leur déséquilibre financier.</p> <p>Il est pour cette raison proposé d'engager une étude d'opportunité visant à mesurer la portée d'une aide financière directe aux bailleurs sociaux pour la réalisation d'opérations financièrement déséquilibrées, notamment en renouvellement urbain et à en préciser les modalités.</p> <p>En cohérence avec l'action 2.1 – Promouvoir la qualité urbaine et la prise en compte des objectifs de développement durable, cette aide pourrait être conditionnée au respect d'un cahier des charges garantissant l'exemplarité sociale, environnementale et urbaine de l'opération.</p>

### 3. Promouvoir un habitat social de qualité, à échelle humaine

Alès Agglomération incitera à la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux à échelle humaine (entre 20 et 30 logements par immeuble ou opération selon les communes et les quartiers), répondant à des critères de bonne intégration urbaine, de qualité architecturale et environnementale. Elle interviendra pour cela en appui des communes en demande de conseil technique et réglementaire.

### 4. Accompagner les communes et notamment les communes rurales dans leurs projets de logements communaux conventionnés ou de projets mixtes comportant des logements communaux conventionnés.

Le Service Habitat d'Alès Agglomération accompagne d'ores et déjà les communes dans leurs projets de création ou de réhabilitation de logements communaux conventionnés ; cet accompagnement sera poursuivi et amplifié, notamment dans le cadre de projets mixtes (logement / équipements/ commerces ...) sollicitant des financements multiples.

### 5. Soutenir la production de logements sociaux privés conventionnés

Cette production, qui permet de produire du logement social complémentaire à l'offre HLM en tissu urbain, doit monter en puissance au cours du PLH. Il s'agit d'abord d'atteindre les objectifs des **dispositifs en cours**. Les logements conventionnés avec travaux sont financés dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer », de l'OPAH- RU du centre et des faubourgs d'Alès et de l'OPAH-RU d'Anduze, selon les règles propres à ces programmes. A ce stade, il est attendu la production de :

- . 17 logements conventionnés en moyenne par an dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » dont le PLH prévoit le prolongement sur toute sa durée (à minima), soit 102 logements produits sur 6 ans ;
- . 69 logements conventionnés dans le cadre de la convention d'OPAH-RU d'Anduze (dont 41 à loyer conventionné social et 28 à loyer conventionné très social) ;
- . 122 logements conventionnés dans le cadre de la convention d'OPAH-RU RU du centre et des faubourgs d'Alès » (dont 30 à loyer conventionné très social et 92 à loyer conventionné social).

Ces dispositifs pourront être complétés sur la durée du PLH, par deux **opérations supplémentaires sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard**.

Le **conventionnement sans travaux** sera promu dans le cadre de ces programmes ou en dehors, à travers une campagne de communication et un appui technique réalisé en régie par Alès Agglomération.



	<p><b>6. Préparer et mettre en œuvre la délégation de compétence</b></p> <p>La délégation de compétence de type 3 va de fait nécessiter un renforcement des moyens humains au sein du Service Habitat Logement ; est ici envisagé le recrutement de 2 personnes supplémentaires sur le volet parc public qui passerait ainsi de 1 à 3 ETP.</p>
Moyens humains et financiers	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé (PIG, OPAH-RU, vacance) : 3 ETP</p> <p>Parc public : 3 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Aide financière directe aux bailleurs sociaux dans le cas d'opérations en renouvellement urbain en déséquilibre financier : modalités à définir par après étude action d'opportunité</p> <p>Aide financière au logement privé dans le cadre du PIG et des OPAH-RU : voir fiches actions 7 et 8.</p>
Modalités de mise en œuvre	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération</p> <p><b>Partenaires</b> : Préfecture et DDTM du Gard (Service Aménagement / Urbanisme et Service Habitat), ANAH, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, bailleurs sociaux, communes</p>
Renvoi actions connexes / complémentaires	<p>Actions 1, 7 et 8</p>

Calendrier de mise en œuvre

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Soutien financier aux opérations de logements locatifs sociaux en renouvellement urbain : étude-action d'opportunité et mise en place éventuelle		☐	→	→	→	→
Accompagnement des communes pour la production de logements communaux conventionnés	☐	☐	☐	☐	☐	☐
PIG « Mieux Habiter et Mieux louer » 2019-2022 et prolongement sur 2023-2026	☐	☐	→	→	→	→
OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès	☐	☐	☐	☐	☐	
OPAH-RU Anduze	☐	☐	☐	☐	☐	
Etudes pré-opérationnelles La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard et dispositifs éventuels à suivre		☐	☐	→	→	→

Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Niveau d'atteinte des objectifs de production de logements locatifs sociaux publics : nombre de logements sociaux (bailleurs sociaux et logements communaux) financés dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, typologie (taille) et mode de financement (PLUS, PLAi et PLS).</li><li>- Evaluation du rééquilibrage de l'offre sur le territoire : mesure du niveau d'atteinte des objectifs par commune, évolution du taux d'équipement LLS des communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la Loi SRU</li><li>- Nombre de logements privés conventionnés avec travaux.</li><li>- Nombre de logements privés conventionnés sans travaux.</li><li>- Nombre d'opérations complexes soutenues et montant financier correspondant.</li></ul>
-----------------------------------	--

ACTION 4 - INTEGRER LE NPNRU DANS L'ENSEMBLE DES SES COMPOSANTES DE RECONSTITUTION / DIVERSIFICATION / REQUALIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENT	
Contexte	<p>Le périmètre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) d'Alès s'étend sur 7 quartiers, couvrant un tiers de la surface urbanisée de la commune et regroupant près de 80% de son parc de logements locatifs sociaux HLM.</p> <p>A la suite des quelques 242 logements démolis dans le cadre du PNRU 1, NPNRU d'Alès prévoit la démolition de près de 500 logements, dont 362 dans le cadre du protocole signé le 17 mars 2017 et 132 dans le cadre de la convention de renouvellement urbain. Au regard de la tension du marché du logement, ces démolitions ne seront que partiellement compensées par la construction de 250 nouveaux logements dont 46 en QPV (sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle) et 204 hors QPV (dont 50 hors ville d'Alès).</p> <p>Le NPNRU s'attache également à l'amélioration des conditions de logement et à la diversification de l'offre résidentielle au sein des Quartiers Politique de la Ville, avec d'une part un programme ambitieux de réhabilitation et de résidentialisation du parc social et d'autre part le développement d'une offre nouvelle en accession à la propriété.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer la bonne réalisation des objectifs de reconstitution de l'offre prévue dans le cadre du NPNRU d'Alès.</li> <li>Soutenir la diversification de l'offre de logements dans les quartiers NPNRU, au travers de programmes qualitatifs en accession abordable à la propriété.</li> <li>Accompagner l'effort de requalification du parc social conservé au sein des quartiers NPNRU.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Accompagner et assurer un suivi fin et régulier de la reconstitution de l'offre NPNRU</b> de façon à pouvoir anticiper les éventuels blocages et favoriser la recherche de solutions alternatives.</p> <p>Si l'essentiel des programmes correspondant aux 250 logements à reconstruire sont d'ores et déjà identifiés, Alès Agglomération devra veiller à leur bonne réalisation et le cas échéant aider à la recherche et à la mobilisation de nouvelles opportunités foncières, en cohérence avec l'objectif de rééquilibrage territorial de la production.</p> <p><b>2. Accompagner et soutenir le développement d'une offre nouvelle en accession abordable au sein des quartiers QPV</b></p> <p>Le NPNRU prévoit la programmation de 70 logements dans le cadre de la diversification de l'offre résidentielle, 20 pour les contreparties foncières</p>

	<p>d'Action Logement et 50 en accession à la propriété. Il s'agira de veiller à la bonne réalisation de ces programmes.</p> <p><b>3. Mettre en œuvre l'ambitieux programme de requalification du parc du NPNRU</b></p> <p>La convention de renouvellement urbain du NPNRU prévoit la réhabilitation de quelques 760 logements locatifs sociaux et la résidentialisation de 349 logements sociaux à laquelle viendra s'ajouter la restructuration des rez-de-chaussée et des rez-de-dalle des immeubles des Logis Cévenols situés le long de la Grand Rue Jean Moulin, suite la démolition de la dalle qui couvre aujourd'hui les trottoirs de part et d'autre de la Rue.</p>														
Moyens humains et financiers	<p><b>Moyens humains</b></p> <p>1 ETP (chargé de mission NPNRU)</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Investissement estimé phase 1 NPNRU : 124 M€ HT dont 17,6 M€ HT pour Alès Agglomération et Ville d'Alès</p>														
Modalités de mise en œuvre	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération / Ville d'Alès</p> <p><b>Partenaires</b> : Etat, ANRU, ANAH, Caisse des Dépôts et Consignation, Conseil Départemental du Gard, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, Logis Cévenols</p>														
Renvoi actions connexes / complémentaires															
<p>Calendrier de mise en œuvre</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>NPNRU</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>			2021	2022	2023	2024	2025	2026	NPNRU	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2021	2022	2023	2024	2025	2026									
NPNRU	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indicateurs d'avancement du NPNRU : nombre de logements démolis, réhabilités, résidentialisés.</li> <li>- Indicateurs de reconstitution de l'offre démolie (programmes fléchés) : nombre de logements construits et typologie.</li> <li>- Indicateurs de diversification de l'offre : nombre de logements en accession abordable produits en QPV dans le cadre du NPNRU.</li> </ul>														

## ACTION 5 - ELARGIR L'EFFORT DE RENOUVELLEMENT URBAIN ET DE DIVERSIFICATION DE L'OFFRE AUX COMMUNES DE L'ANCIEN BASSIN MINIER

Contexte	<p>Plusieurs communes de l'ancien bassin minier disposent d'un parc social important, construit à une époque de fort développement ; la fraction du parc la plus déqualifiée fait aujourd'hui l'objet d'une vacance importante, dans un contexte de faible pression de la demande (entre 1,2 et 1,8 demandes pour 1 attribution).</p> <p>Le cas le plus emblématique est sans doute celui de La Grand Combe dont les 1 085 logements HLM (RPLS 2020) représentent 45% de son parc total de résidences principales.</p> <p>Les communes de Cendras et des Salles du Gardon présentent également un parc social HLM important (représentant pratiquement 40% de leur parc de résidences principales) souvent ancien, qui contribue au déséquilibre social de leur population.</p> <p>A l'inverse des communes de première couronne et des pôles de centralité où l'enjeu consiste à développer le parc locatif social, l'enjeu sur ces communes de l'ancien bassin minier est au contraire d'engager voire de renforcer la rétractation du parc HLM le plus ancien et le plus déqualifié et de favoriser une nouvelle offre en accession / accession abordable, pour favoriser une plus grande mixité sociale.</p> <p>La rétraction du parc social de la Grand Combe, déjà engagée, devra inévitablement être poursuivie sur les prochaines années. Le parc de 3F Occitanie est en effet occupé par de nombreux ayant droit mineurs, aujourd'hui très âgés ; la vacance se développe et la recherche de nouveaux candidats locataires est une gageure compte tenu de l'état de ce parc ancien, avec une concurrence entre bailleurs mais aussi avec le parc privé sur lequel une intervention devra en parallèle être menée (lutte contre l'indécence et le développement de pratiques spéculative de type marchands de sommeil).</p> <p>Il en est de même sur Cendras où Néolia et Un Toit pour Tous ont également procédé dans le passé à des démolitions ; mais la vacance élevée sur le quartier des Fonzeaux, la dégradation du climat social et le départ des familles « historiques » posent également la question de la démolition d'une part de ce parc social surnuméraire et de la possibilité de promouvoir sur ce quartier de nouveaux programmes de logements mixtes, intégrant notamment des logements en accession abordable.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre la rétractation du parc HLM ancien et déqualifié sur les communes de l'ancien bassin minier (La Grand Combe notamment) et Cendras.</li> <li>• En parallèle, poursuivre la requalification du parc HLM existant à conserver.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir la diversification de l'offre de logements sur ces communes en facilitant et en accompagnant la réalisation de programmes en accession abordable, susceptible d'attirer une population nouvelle</li> <li>• Travailler sur la mutation des emprises libérées par les démolitions : nouveaux programmes de logements sociaux individuels, programmes de logements en accession abordable, équipements publics, espaces publics (parc, square, jardins partagés....)</li> </ul>
<p>Déclinaison opérationnelle</p>	<p><b>1. Définir un schéma d'intervention global sur les quartiers et secteurs à enjeux</b></p> <p>Avant toute intervention, il conviendra de mener, en lien étroit avec les bailleurs sociaux et les communes concernés, une étude sur le parc HLM existant (typologie, état), son occupation (vacance, profil des occupants, niveau des attributions et des mutations), les atouts et les contraintes de chaque ensemble ou quartier, les projets menés ou envisagés par les bailleurs. A partir de ce diagnostic partagé, plusieurs scénarios d'intervention seront élaborés portant à la fois sur les actions à mener sur le parc de logements (démolitions, réhabilitations, résidentialisation), sur le devenir des éventuelles emprises libérées et sur les modes opératoires à mettre en œuvre. Sur la base de ces scénarios, sera établi un schéma global d'intervention déclinés en plan d'actions.</p> <p>Ces études, à échelonner le cas échéant selon l'urgence des situations, devront être confiées à des équipes pluridisciplinaires associant des compétences en urbanisme, paysage, sociologie, concertation...</p> <p><b>2. Accompagner les opérations de renouvellement urbain</b></p> <p>A ce stade, deux leviers d'intervention peuvent être envisagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un accompagnement technique et une participation financière d'Alès Agglomération aux études de définition des schémas d'intervention.</li> <li>• un appui technique voire financier d'Alès Agglomération à la mise en œuvre des programmes de réinvestissement sur les emprises libérées (acquisition auprès du bailleur social en vue de la réalisation de programmes en accession abordable par exemple). L'EPF Occitanie pourra également le cas échéant être sollicité.</li> </ul>
<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc public : 3 ETP</p> <p>Urbanisme / Aménagement : 0,5 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Etude urbaine et de programmation : 40 000 € par étude (à moduler en fonction de l'importance du site d'étude).</p>

	Aide financière aux opérations de renouvellement urbain : à définir dans le cadre des études préalables																					
Modalités de mise en œuvre	<b>Pilotage</b> : Alès Agglomération <b>Partenaires</b> : Communes, bailleurs sociaux, DDTM du Gard (Service Habitat), EPF Occitanie.																					
Renvoi actions connexes / complémentaires																						
Calendrier de mise en œuvre																						
	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Etudes de définitions (à échelonner le cas échéant suivant en fonction des niveaux d'urgence de chaque secteur / quartier d'habitat social)</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Accompagnement technique et soutien financier éventuel aux opérations de renouvellement urbain</td> <td></td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		2021	2022	2023	2024	2025	2026	Etudes de définitions (à échelonner le cas échéant suivant en fonction des niveaux d'urgence de chaque secteur / quartier d'habitat social)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Accompagnement technique et soutien financier éventuel aux opérations de renouvellement urbain			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2021	2022	2023	2024	2025	2026																
Etudes de définitions (à échelonner le cas échéant suivant en fonction des niveaux d'urgence de chaque secteur / quartier d'habitat social)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																
Accompagnement technique et soutien financier éventuel aux opérations de renouvellement urbain			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																
Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de logements démolis, réhabilités, résidentialisés sur les quartiers concernés.</li> <li>- Opérations de renouvellement urbain mises en œuvre (réinvestissement des emprises libérées).</li> </ul>																					

<b>ACTION 6 - METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE DE PEUPEMENT DU PARC SOCIAL PARTAGEE ET EQUILIBREE</b>	
Contexte	<p>Les dispositions successives de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, de la Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 dite Loi ALUR et de la Loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 font obligation à Alès Agglomération de mettre en place les outils de gestion des attributions que sont la Conférence Intercommunale du Logement et la Convention Intercommunale d'Attribution, dans un objectif de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer au rééquilibrage du peuplement sur le territoire par la mise en œuvre d'une politique adéquate des attributions.</li> <li>• Améliorer l'accueil et l'information des demandeurs.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Mettre en œuvre et assurer le suivi de la politique de peuplement du parc locatif social adoptée par la Convention Intercommunale du Logement</b></p> <p><b>La Conférence Intercommunale du Logement d'Alès Agglomération</b>, coprésidée par le Président d'Alès Agglomération et le Préfet du Gard, et composée de 3 collèges de représentants des collectivités territoriales, des professionnels du secteur locatif social et d'usagers et associations auprès des personnes défavorisées ou locataires, a été créée par arrêté préfectoral du 28 mars 2019. Elle a pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'adopter les orientations concernant les attributions de logements sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le territoire en précisant les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les secteurs à l'échelle de l'agglomération à prendre en compte ainsi que les objectifs de relogement des personnes mentionnées aux articles L. 441-1 et L. 441-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi que celles concernées par le NPNRU ;</li> <li>- d'assurer la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID) ;</li> <li>- de formuler des propositions en matière de création d'offre de logement adapté et d'accompagnement des personnes.</li> </ul> <p>Les orientations arrêtées par la CIL dans le document cadre en matière d'attributions de logements sociaux visent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une part à protéger les secteurs les plus fragiles de l'Agglomération en réservant 25% des baux signés hors Quartiers Politique de la Ville en faveur des ménages du 1<sup>er</sup> quartile et/ou de personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain et 60% (voir 70% la seconde année) des attributions en QPV en faveur des ménages des</li> </ul>



quartiles 2, 3 et 4, en favorisant si possible les ménages des quartiles 3 et 4. Il est par ailleurs préconisé d'appliquer la même logique sur les quartiers non classés QPV mais identifiés comme fragiles ; c'est notamment le cas du quartier des Promelles, sur lequel il est prévu d'appliquer la même logique d'attributions qu'en QPV.

- d'autre part à accompagner la politique d'attribution par un travail sur l'attractivité du territoire portant à la fois sur la réhabilitation et la restructuration des résidences HLM restants sur les quartiers QPV et le développement d'une offre locative sociale sur les secteurs sur lesquels la pression de la demande est la plus forte. Cette orientation rejoint un des objectifs majeurs du PLH qui est de rééquilibrer l'offre de logements sociaux à l'échelle du territoire et de développer une offre nouvelle plus importante sur les communes de première couronne et les pôles de centralité.

**La Convention Intercommunale d'Attribution 2020-2026** définit les engagements des bailleurs sociaux en matière d'attributions, dans le respect des orientations définies par la CIL.

La CIA prévoit un dispositif de suivi / évaluation qui permettra de suivre les attributions de baux pour les ménages du 1<sup>er</sup> quartile hors QPV et hors quartier des Promelles, les attributions de baux en faveur de ménages des quartiles 2, 3 et 4 en QPV et quartier des Promelles ainsi que la contribution de chacun des réservataires à l'accueil des ménages prioritaires.

## **2. Elaborer le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID)**

Le **Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs**, établi pour une durée de 6 ans, définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information des demandeurs, de manière coordonnée et harmonisée. Il définira ainsi :

- les modalités d'organisation et de fonctionnement du service intercommunal d'information et d'accueil des demandeurs et d'un lieu d'accueil des personnes bénéficiant du droit à l'information (de type guichet unique d'information et d'orientation du public) ;
- les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social : dispositif d'enregistrement et de gestion partagée définition des priorités, réflexion sur la mise en œuvre d'un système de cotation de la demande.

Le PPGDID fera l'objet :

- d'un bilan annuel soumis, après avis de la CIL, à délibération du Conseil d'Agglomération ;
- d'un bilan triennal adressé pour avis au Préfet et à la CIL et rendu public ; au vu de ce bilan, une révision du plan pour une durée de trois ans pourra le cas échéant être envisagée.

Moyens humains et financiers	<b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions) 1 ETP (chargé de mission parc public)					
Modalités de mise en œuvre	<b>Pilotage</b> : Alès Agglomération  <b>Partenaires</b> : Préfecture et DDTM du Gard (Service Habitat), Action Logement, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, bailleurs sociaux.					
Renvoi actions connexes / complémentaires						
Calendrier de mise en œuvre						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Conférence Intercommunale du Logement / animation et séances plénières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Convention Intercommunale d'Attribution / suivi-évaluation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Elaboration du PPGD et mise en œuvre avec bilan annuel et bilan triennal		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et pourcentage de baux signés hors QPV et quartier des Promelles en faveur des ménages du 1<sup>er</sup> quartile et/ou de personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.</li> <li>- Nombre et pourcentage de baux en QPV et quartier des Promelles en faveur des ménages des quartiles 2, 3 et 4.</li> </ul>					

## ACTION 7 - CONFORTER LE RÔLE MOTEUR DE LA VILLE CENTRE EN ACCELERANT LA RECONQUÊTE DE SON CŒUR DE VILLE ET LA REQUALIFICATION DE SON PARC ANCIEN

Contexte	<p>Lors de l'actualisation du Projet de Territoire d'Alès Agglomération, le rôle stratégique du cœur de ville d'Alès, cœur du territoire des 72 communes composant l'agglomération, a été clairement réaffirmé.</p> <p>Le cœur de ville d'Alès, délimité par la boucle du Gardon, regroupe une part importante des pôles de centralité de l'agglomération qu'il s'agisse des principaux équipements administratifs (Sous-Préfecture, Mairie, Chambre de Commerce, Palais de Justice...) ou culturels (Théâtre du Cratère, Médiathèque, cinéma multiplexe...).</p> <p>L'une des particularités de ce centre ville est qu'il a fait l'objet dans les années 1960 d'une vaste opération de rénovation urbaine sur toute sa partie Ouest qui s'est traduite par la démolition totale des îlots bâtis anciens et la reconstruction de barres d'immeubles – logements sociaux et copropriétés privées en bord de Gardon - qui impactent aujourd'hui fortement l'image de la ville et son fonctionnement urbain.</p> <p>Le bâti ancien du centre ville et des faubourg a, en contrepoint, un rôle majeur en tant que témoignage du passé historique de la ville. Les faubourgs constituent par ailleurs des quartiers très visibles, en entrées de ville (pour les faubourgs d'Auvergne et du Soleil) ou en façade de Gardon (pour les faubourgs de Rochebelle et du Soleil).</p> <p>Or, malgré les actions de requalification menées depuis de nombreuses années au travers notamment d'Opérations Programmées de l'Habitat, le centre ancien et davantage encore les faubourgs sont en proie à un processus de déqualification lié à la fois à l'état et à la morphologie parfois contraignante du bâti, à leur environnement urbain (axes routiers des faubourgs d'Auvergne et du Soleil) mais également au vieillissement et à la paupérisation progressive de leurs habitants.</p> <p>Une Agglomération ne peut que pâtir de la fragilité de sa ville-centre. C'est pour conforter le rôle moteur des villes moyennes dans le développement de leur territoire que le Ministère de la Cohésion des territoires a lancé en décembre 2017 le programme Action Cœur de Ville (ACV 2018-2024) au titre duquel Alès été retenue.</p> <p>La démarche ACV, largement alimentée par les Etas Généraux du Cœur de Ville engagés dès 2017 par la Ville d'Alès, doit permettre de mettre en cohérence des actions portant tout à la fois sur le logement, l'activité commerciale, les équipements publics, les mobilités et les espaces publics. C'est dans ce cadre global que viennent s'inscrire et s'articuler la nouvelle OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès engagée début 2021 mais également le volet renouvellement du NPNRU sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enrayer le processus de dégradation de l'habitat et poursuivre la lutte contre l'habitat indigne en cœur de ville d'Alès.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalifier les faubourgs au travers de la mise en œuvre d'une opération ambitieuse de renouvellement urbain.</li> <li>• Rééquilibrer le peuplement du centre ancien et des faubourgs d'Alès en développant une offre de qualité répondant aux critères de confort contemporains.</li> <li>• Mettre en valeur le patrimoine et promouvoir la qualité architecturale.</li> <li>• Mobiliser l'ensemble des aides spécifiques aux différents dispositifs existants (NPNRU, Action Cœur de Ville, ORT) pour mener une action forte et massive.</li> </ul>
<p>Déclinaison opérationnelle</p>	<p><b>1. Assurer le déploiement de la Convention Action Cœur de Ville 2018-2024</b></p> <p>L'avenant à la Convention Action Cœur de Ville signée le 14 décembre 2020 entre l'Etat, Alès Agglomération, la Ville d'Alès et l'ensemble des partenaires institutionnels, économiques, financiers et techniques (Région, Département, Chambres consulaires, Action Logement, Caisse des Dépôts et Consignation, ANRU, ANAH, EPF Occitanie, OPH Logis Cévenols ) recense pas moins de 43 actions visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'attractivité du cœur de ville d'Alès, cœur de territoire d'un bassin de vie de 200 000 habitants ;</li> <li>- Améliorer la qualité des espaces publics pour les résidents comme pour les usagers quotidiens du cœur de ville ;</li> <li>- Offrir aux habitants du cœur de ville une bonne qualité de vie ;</li> <li>- Améliorer l'accessibilité du cœur de ville et l'intermodalité pour la circulation ;</li> </ul> <p>pour un montant de plus de 85 millions d'euros.</p> <p>L'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès et les opérations de renouvellement urbain prévues par le NPNRU sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle constituent les deux actions majeures du volet logement de l'Action Cœur de Ville d'Alès.</p> <p><b>2. Mener à bien l'Opération Programmée de l'Habitat Renouvellement Urbain (OPAH-RU) «Centre ancien et faubourgs d'Alès» 2021-2025</b></p> <p>L'OPAH-RU « Centre ancien et faubourgs d'Alès », dont la convention a été signée le 27 Janvier 2021, porte sur un périmètre englobant le centre ancien d'Alès et les trois faubourgs du Soleil, de Rochebelle et d'Auvergne ; selon les données cadastrales, ce périmètre comprend quelques 2 812 logements.</p> <p>Le programme d'actions de l'OPAH-RU prévoit à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un volet urbain avec, en complément du NPNRU, des interventions sur les faubourgs du Soleil et de Rochebelle qui constituent les secteurs les plus en difficultés du périmètre (voir point 3 ci-après).</li> <li>• un volet foncier avec la mise en œuvre d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur 10 immeubles isolés dégradés (dont l'identification</li> </ul>

sera validée par une étude plus fine menée durant la première année de suivi-animation de l'OPAH-RU) ; les objectifs prévisionnels fixés sont de 10 logements avec recyclage (cadre ANRU) et de 30 logements sans recyclage (cadre OPAH-RU).

- un volet immobilier avec la réhabilitation sur 5 ans de 221 logements dont : 122 logements de propriétaires bailleurs, 40 logements occupés par leurs propriétaires (dont 28 très dégradés) et 59 logements dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés.  
Les subventions accordées aux propriétaires bailleurs devront permettre la mise sur le marché 122 logements conventionnés (30 logements conventionnés à loyer très social et 92 logements conventionnés à loyer social) dont 70 vacants remis sur le marché.
- un volet lutte contre l'habitat indigne qui constitue un des enjeux prioritaire de l'opération et s'appuiera sur les différents outils incitatifs (mobilisation des subventions de l'OPAH-RU) coercitifs (pouvoirs de police du Maire, du Préfet ou services de la CAF) et curatifs (au travers des opérations de recyclage des fonciers les plus dégradés de type ORI voire RHI conduite dans le cadre d'une concession d'aménagement en parallèle de l'OPAH-RU). Il est ainsi prévu de traiter 106 logements non décents ou indignes.
- un volet copropriétés dégradés portant à la fois sur l'accompagnement juridique de 6 petites copropriétés anciennes et l'aide aux syndicats de copropriétés (7 immeubles représentant 59 logements) ; ce volet devra probablement être renforcé au vu des conclusions du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) réalisé à la demande d'Alès Agglomération, par l'Agence d'Urbanisme des régions nîmoise et alésienne en 2020.
- un volet lutte contre la précarité énergétique (primer Habiter Mieux) avec pour objectif le traitement de 110 logements sur la durée de l'OPAH-RU dont 32 propriétaires occupants, 19 propriétaires bailleurs et 59 logements situés dans les copropriétés bénéficiant de l'aides au syndicat de copropriétaires.
- enfin, un volet autonomie des personnes âgées et/ou handicapées qui devrait concerner 5 propriétaires occupants et 2 logements de propriétaires bailleurs.

Les logements situés en dehors du périmètre de l'OPAH-RU bénéficient quant à eux des aides du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » d'Alès Agglomération.

Alès Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès. Elle vient en complément des aides de l'ANAH auprès des propriétaires bailleurs et propriétaires occupants ainsi qu'aux syndicats de copropriétés dégradées ou nécessitant des travaux de rénovation thermique et participe au financement de l'ingénierie de l'opération.

### **3. Mettre en œuvre le programme NPNRU en centre-ville d'Alès**

La partie Ouest du centre-ville d'Alès incluant le centre ancien proprement dit, le quartier Rénovation, les faubourgs du Soleil et de Rochebelle sont classés en Quartiers Politique de la Ville.

La phase 1 du programme NPNRU prévoit des actions fortes de renouvellement urbain sur ces deux faubourgs avec :

- sur le faubourg du Soleil, la réalisation d'une cinquantaine de logements en démolition-reconstruction, de 33 logements en acquisition-amélioration et de 10 maisons individuelles ;
- sur le faubourg de Rochebelle, la réalisation de 13 logements en acquisition amélioration ;

les autres immeubles bénéficiant du dispositif OPAH-RU classique.

Un partenariat a été mis en place avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie afin de procéder en amont aux acquisitions nécessaires à ces opérations ; plusieurs immeubles ont d'ores et déjà été acquis.

### **4. Soutenir les actions de requalification sur le périmètre Cœur de Ville hors périmètre d'OPAH-RU**

Sur la partie du périmètre Action Cœur de Ville non inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU, la Ville d'Alès intervient en complément des aides octroyées par l'ANAH et Alès Agglomération dans le cadre du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer ».

Ces subventions s'élèvent à 30% du montant HT des travaux plafonnés à 3000 € pour les propriétaires occupants et 20% du montant HT des travaux plafonnés à 10 000 € par opération pour les propriétaires bailleurs, avec une prime complémentaire de 1 500 € pour sortie de vacance.

### **5. Soutenir l'accession à la propriété en centre ancien d'Alès**

Dans le cadre de l'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès, la Ville d'Alès a mis en place une prime à l'accession à la propriété afin d'encourager l'installation de propriétaires occupants sur son centre ancien. Cette prime, cumulable avec les aides de l'ANAH et les aides complémentaires aux travaux accordées par Alès Agglomération, s'élève à 10% du montant de l'achat dans la limite de 10 000 € par dossier.

### **6. Poursuivre l'action d'embellissement des façades, en lien avec la requalification et la mise en valeur de l'espace public**

L'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès comporte également un volet ravalement de façade, l'objectif étant de traiter 86 façades et 25 devantures commerciales sur la durée de l'opération.

	<p>La subvention allouée par Alès Agglomération, conditionné à la décence des logements (contrôle réalisé en amont de l'attribution de la subvention), s'élève à 30% du montant HT des travaux, plafonnée à 5 000 €.</p> <p>Une subvention est également allouée par la Ville d'Alès sur le secteur Cœur de Ville, hors périmètre OPAH-RU, à hauteur de 15% du montant HT des travaux, plafonnée à 2 500 €.</p>
Moyens humains et financiers	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé : 3 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• OPAH-RU « Centre ancien et faubourgs d'Alès » 2021-2025 : Budget global de 5 775 984€ réparti comme suit :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- ANAH à hauteur de 2 955 170€ et 229 750€ (montant maximum) au titre de la primer Habiter Mieux (en remplacement de l'Aide à la Solidarité Ecologique) ;</li> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 742 170€ dont 884 023€ réservés aux aides travaux en complément de l'ANAH, 597 397€ pour les aides façades et vitrines et 260 750 € d'ingénierie ;</li> <li>- Ville d'Alès à hauteur de 834 894€, répartis comme suit : 478 867€ pour les aides aux travaux ; 256 027€ pour les aides façades et vitrines en complément des aides mises en place par l'ANAH et Alès Agglomération ; 100 000€ de primes pour les accédants à la propriété ;</li> <li>- Département du Gard pour 40 000€ dans le cadre d'une aide aux travaux des logements indigènes ;</li> <li>- Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 163 750€ dédiés uniquement à l'ingénierie.</li> </ul> </li> </ul>
Modalités de mise en œuvre	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération,</p> <p><b>Partenaires</b> : Ville d'Alès, Etat, ANAH, ANRU, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, Caisse des Dépôts et Consignation.</p>
Renvoi actions connexes / complémentaires	Action 4

Calendrier de mise en œuvre

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Déploiement d'ACV d'Alès	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Déploiement NPNRU faubourgs du Soleil et de Rochebelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
OPAH-RU « Alès centre et faubourgs »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Indicateurs de suivi / évaluation	Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement des opérations ACV, NPNRU, OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès selon les indicateurs définis pour chacun de ces dispositifs (voir indicateurs définis par les conventions d'opérations).
-----------------------------------	---



## ACTION 8 - ELARGIR LA DYNAMIQUE DE REQUALIFICATION AUX CŒURS DE BOURGS ET VILLAGES

Contexte	<p>Le diagnostic du PLH a souligné la concentration des phénomènes de vacance et de dégradation du parc de logements dans les centres de l'Agglomération. Préoccupation partagée par l'ensemble des acteurs, la requalification et la redynamisation des cœurs de bourgs fait l'objet de dispositifs tant nationaux que régionaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dispositif Petites Villes de Demain lancé en octobre 2020 par le Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Ce dispositif s'adresse aux villes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralités et a pour but de mobiliser et coordonner l'ensemble des aides techniques et financières leur permettant de concrétiser leur projet de revitalisation. Quatre communes d'Alès Agglomération ont été retenues au titre de ce dispositif : Saint-Hilaire-de-Brethmas, La Grand Combe, Anduze et Saint-Jean-du-Gard,</li> <li>• Contrat Bourg-Centre au travers duquel la Région Occitanie accompagne les communes dans la définition et la mise en œuvre de leur projet de développement et de valorisation. Deux communes de l'Agglomération ont signé un tel contrat : Anduze et Saint-Jean-du-Gard.</li> </ul> <p>Alès Agglomération porte par ailleurs depuis de nombreuses années des dispositifs d'aide à la réhabilitation de son parc de logements anciens : 400 logement ont ainsi bénéficié d'aides entre 2014 et 2018 dont 40% sur Alès et 60% sur les 49 autres communes qui composaient alors l'Agglomération.</p> <p>Deux dispositifs sont aujourd'hui en œuvre sur le territoire d'Alès Agglomération, hors ville centre : le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » engagé en 2019 pour une durée de 3 ans d'une part et l' OPAH-RU d'Anduze engagée début 2021 pour une durée de 5 ans d'autre part.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre et conforter les programmes d'amélioration de l'habitat et de requalification des centres anciens.</li> <li>• Soutenir la réalisation des aménagements nécessaires pour rendre attractif l'habitat des centres anciens</li> <li>• Inscrire les interventions dans les dispositifs spécifiques nationaux ou régionaux auxquels certaines communes sont éligibles.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Assurer le déploiement et la coordination des dispositifs « Petites Villes de Demain » et « Bourg Centres ».</b></p> <p>Au regard de la répartition de compétences entre l'Agglomération et les communes concernées, Alès Agglomération a fait le choix de porter une candidature groupée dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain »,</p>

présentant de façon harmonisée les projets de revitalisation des communes candidates.

Quatre ont été retenus au titre de ce dispositif : Saint-Hilaire-de-Brethmas, La Grand Combe, Anduze et Saint-Jean-du-Gard, ces deux dernières ayant déjà signé un contrat « Bourg-centre » avec la Région Occitanie.

Cette démarche groupée permettra de mutualiser le poste de chef / cheffe de projet revitalisation territoriale, mais également de partager les réflexions et les démarches engagées autour de problématiques communes que sont notamment l'habitat, les mobilités, l'activité commerciale et touristique, la transition écologique.....

## **2. Mener à bien l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) d'Anduze**

L'OPAH-RU d'Anduze porte sur la partie ancienne de la ville, située principalement en rive droite du Gardon (le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » s'appliquant au reste du territoire communal) ; selon les données cadastrales, ce périmètre comprend quelques 1 105 logements.

Le programme d'actions de l'OPAH-RU porte sur l'ensemble des problématiques mises en évidence par l'étude pré-opérationnelle menée entre 2017 et 2018 ; elle s'appuie pour cela sur :

- un volet foncier avec la mise en œuvre d'opérations d'aménagement sur deux îlots identifiés dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle (îlot Bouquerie et îlot de la Rampe), le lancement d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur les biens les plus vétustes et d'une procédure de Résorption d'Habitat Insalubre (RHI) sur un immeuble en ruine également repéré lors de l'étude préalable.

L'objectif fixé est d'intervenir sur 19 immeubles (représentant 50 logements) par voie de DUP ORI ; en cas d'immobilisme du propriétaire et/ou de blocage foncier, la Communauté d'Agglomération prévoit la possibilité d'acquérir 5 ou 6 immeubles et a mis pour cela en place un partenariat avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie.

Dans le cadre des opérations à l'îlot et de la RHI, 12 immeubles représentant 27 logements seront acquis par Alès Agglomération.

- un volet immobilier avec la mise sur le conventionnement de 69 logements, dont 41 logements à loyer social et 28 à loyer très social.
- un volet lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, qui constitue un des enjeux majeurs de l'opération, avec la mise en œuvre d'une stratégie en 3 temps : un volet incitatif au travers des subventions de l'OPAH-RU, un volet coercitif (mobilisant les pouvoirs de police du Maire, du Préfet ou les services de la CAF), et enfin un volet curatif porté par Alès Agglomération au travers des opérations d'aménagement et de recyclage des immeubles les plus dégradés (voir volet foncier ci-avant). Il est ainsi prévu de traiter 50 logements non décents ou indignes sur la durée de l'OPAH-RU.

- un volet copropriétés en difficultés, avec pour objectif le traitement d'une vingtaine d'immeubles représentant quelques 80 logements.
- un volet lutte contre la précarité énergétique (prime Habiter Mieux) qui devrait concerner 118 logements sur la durée de l'OPAH-RU, dont 20 propriétaires occupants, 61 propriétaires bailleurs et 37 logements situés dans les copropriétés bénéficiant de l'aides au syndicat de copropriétaires.
- un volet autonomie des personnes âgées et/ou handicapées avec l'adaptation des logements de 10 propriétaires occupants et 1 propriétaire bailleur.

Au total, l'OPAH-RU d'Anduze devrait permettre la réhabilitation sur 5 ans d'un minimum de 185 logements dont : 36 logements de propriétaires occupants, 69 logements de propriétaires bailleurs, 30 logements en copropriétés rencontrant des difficultés importantes ou en situation d'habitat indigne et 50 logements en copropriétés traités pour des travaux de rénovation énergétique.

Alès Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH-RU d'Anduze et mobilise des aides complémentaires aux aides de l'ANAH auprès des propriétaires bailleurs et propriétaires occupants ; elle portera par ailleurs la totalité des déficit des opérations d'aménagement identifiées au volet foncier de la convention ainsi que le coût du relogement et des travaux d'office dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne.

Alès Agglomération participe également au financement de l'ingénierie de l'opération.

### **3. Inscrire le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » 2019-2022 sur la durée**

Le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » d'Alès Agglomération, dont la convention a été signée le 2 Septembre 2019, porte sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération, hors secteurs couverts par une OPAH-RU (à savoir centre d'Alès et Anduze). Il porte sur les champs suivants :

- la lutte contre la précarité énergétique,
- la production de logements à loyers maîtrisés,
- les travaux pour l'autonomie et le maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées,
- l'accompagnement des ménages pour la mise en œuvre des travaux prescrits par les Plans de Prévention des Risques Technologiques des communes de Salindres (4 habitations) et de Bagard (8 habitations).

Les objectifs fixés sont l'amélioration de 570 logements en 3 ans dont 507 logements de propriétaires occupants, 51 logements de propriétaires bailleurs et 12 logements concernés par les PPRT.

La convention du PIG fixe par ailleurs un objectif de production de 17 logements conventionnés en moyenne par an, par mobilisation du parc vacant et changement d'usage de locaux initialement non destinés à l'habitation.

Alès Agglomération finance la mission de suivi animation et apporte des aides complémentaires aux propriétaires réalisant des travaux dans le cadre du PIG.

Au regard de l'importance du parc ancien dégradé à l'échelle du territoire de l'Agglomération, il est indispensable que le PIG soit renouvelé au delà de l'échéance de 2022 et, à minima sur la durée du PLH. En tout état de cause, ce renouvellement sera fondé sur une évaluation du dispositif 2019-2022 à engager avec la date d'échéance du suivi-animation ; cette évaluation permettra d'identifier les marges de progression et de définir les nouveaux objectifs.

#### **4. Engager une réflexion sur la mise en œuvre de dispositifs spécifiques d'amélioration de l'habitat sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard**

Le parc d'habitat privé de La Grand-Combe présente de nombreux points de fragilité : un parc ancien, très dégradé et un parc indigne (environ 34% du parc privé) qu'il est primordial d'enrayer afin de lutter contre les marchands de sommeil. Le parc ancien de Saint-Jean-du Gard est confronté aux mêmes difficultés avec là encore un parc ancien dégradé et vacant important.

Les deux communes de La Grand-Combe et de Saint-Jean-du-Gard ont été retenues au titre du programme « Petites Villes de Demain » qui les accompagnera dans l'établissement d'une stratégie de territoire et d'un plan d'action. Une fois cette stratégie de revitalisation définie, une convention valant Opération de Revitalisation de Territoire, sera signée. Cette ORT favorisera la réhabilitation du parc habitat ancien puisqu'elle offrira l'accès prioritaires aux aides de l'ANAH et offrira l'éligibilité au dispositif Denormandie dans l'ancien. Le DIF, permettant notamment la revalorisation des îlots d'habitats vacants ou dégradés par des opérations d'acquisition, de travaux et de portage, pourra également être mis en œuvre dans le cadre de l'ORT.

Une étude pré-opérationnelle devra au préalable être menée afin de définir les objectifs et les modalités de mise en œuvre d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat. Cette étude doit par définition être globale et couvrir l'ensemble des thématiques urbaine, socio-économique, patrimoniale et immobilière. Sur la base d'une connaissance fine des atouts et contraintes du périmètre ORT, elle permettra de définir les objectifs et les stratégies d'intervention à mettre en œuvre sur le ou les périmètres définis, de proposer une organisation opérationnelle et d'établir la base de la convention des opérations à mettre en œuvre.

	<p><b>5. Poursuivre l'action d'embellissement des façades, en lien avec le requalification et le mise en valeur des centres bourgs et centres village</b></p> <p>Le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » comme l'OPAH-RU d'Anduze comportent un volet ravalement de façades, dans un cadre plus global de mise en valeur du patrimoine et du cadre de vie des centres anciens.</p> <p>Purement incitative dans le cadre du PIG (via l'attribution d'une subvention), l'action façade de l'OPAH-RU d'Anduze s'appuie quant à elle sur un double dispositif avec un périmètre incitatif portant sur l'ensemble du périmètre de l'OPAH RU et un périmètre de ravalement obligatoire sur les opérations d'aménagement à l'îlot (ensemble îlot Bouquerie et façades sur digue de l'îlot Rampe) bénéficiant d'un niveau d'aide supérieur octroyé à parité par Alès Agglomération et la Ville d'Anduze.</p> <p>L'octroi de l'aide au ravalement de façade est conditionné à la décence des logements et pourra donc permettre un contrôle du parc habitat.</p> <p>Un tel dispositif pourra également être mis en œuvre dans le cadre des opérations de requalification à conduire ultérieurement sur les centres anciens de La Grand-Combe et de Saint-Jean-du-Gard (voir ci-avant).</p>
<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé : 3 ETP          Petites Villes de Demain : 1 ETP (chef de projet)</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer – Habiter Mieux » 2019-2022 : Budget global de 5 775 984€ répartis entre :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 4 536 888€ dont 4 274 388€ d'aide aux travaux et 262 500€ d'aide à l'ingénierie ;</li> <li>- l'ANAH à hauteur de 1 009 125€ au titre du programme « Habiter Mieux » dont 716 805€ d'aides à la prime « Habiter Mieux » et 292 320€ d'ingénierie ;</li> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 236 753€ d'aides aux travaux dont subvention façades ;</li> <li>- la Ville d'Alès en complément des aides de l'ANAH et d'Alès Agglomération, dont la subvention façades, pour un montant prévisionnel de 524 100 €.</li> </ul> </li> <li>• OPAH-RU d'Anduze 2021-2025 : Budget global de 3 528 310€ répartis entre :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 2 110 471€ dont 1 787 895€ d'aide aux travaux et 322 576€ d'aide à l'ingénierie ;</li> <li>- l'ANAH à hauteur de 230 160€ au titre du programme « Habiter Mieux »</li> </ul> </li> </ul>

	<p>dont 179 760€ d'aides à la prime «Habiter Mieux» et 50 400€ d'ingénierie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 017 060 € dont 774 560 € dédiés aux aides aux travaux le solde à l'ingénierie (342 991€) ;</li> <li>- la Ville d'Anduze à hauteur de 481 270 €, dont 460 855 € pour les aides aux travaux.</li> <li>- le Département du Gard pour 20 000€.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude pré-opérationnelle d'OPAH-RU La Grand Combe : 50 000 € HT (estimatif)</li> <li>• Etude pré-opérationnelle d'OPAH-RU Saint-Jean-du-Gard : 50 000 € HT (estimatif)</li> </ul>																																										
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération,</p> <p><b>Partenaires</b> : Ville d'Alès, d'Anduze et le cas échéant La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard, Etat, ANAH, ANRU, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, Caisse des Dépôts et Consignation.</p>																																										
<p>Renvoi actions connexes / complémentaires</p>																																											
<p>Calendrier de mise en œuvre</p> <table border="1" data-bbox="220 1211 1422 1514"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Déploiement dispositifs Bourgs Centre et Petites Villes de Demain</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>PIG « Mieux Habiter et Mieux louer » et prolongation</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td colspan="4" style="text-align: center;">—————→</td> </tr> <tr> <td>OPAH-RU Anduze</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Etude pré-opérationnelle OPAH-RU La Gand Combe et éventuel dispositif à suivre</td> <td></td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td colspan="4" style="text-align: center;">—————→</td> </tr> <tr> <td>Etude pré-opérationnelle Saint-Jean-du-Gard et éventuel dispositif à suivre</td> <td></td> <td></td> <td style="text-align: center;">☐</td> <td colspan="3" style="text-align: center;">—————→</td> </tr> </tbody> </table>			2021	2022	2023	2024	2025	2026	Déploiement dispositifs Bourgs Centre et Petites Villes de Demain	☐	☐	☐	☐			PIG « Mieux Habiter et Mieux louer » et prolongation	☐	☐	—————→				OPAH-RU Anduze	☐	☐	☐	☐	☐		Etude pré-opérationnelle OPAH-RU La Gand Combe et éventuel dispositif à suivre		☐	—————→				Etude pré-opérationnelle Saint-Jean-du-Gard et éventuel dispositif à suivre			☐	—————→		
	2021	2022	2023	2024	2025	2026																																					
Déploiement dispositifs Bourgs Centre et Petites Villes de Demain	☐	☐	☐	☐																																							
PIG « Mieux Habiter et Mieux louer » et prolongation	☐	☐	—————→																																								
OPAH-RU Anduze	☐	☐	☐	☐	☐																																						
Etude pré-opérationnelle OPAH-RU La Gand Combe et éventuel dispositif à suivre		☐	—————→																																								
Etude pré-opérationnelle Saint-Jean-du-Gard et éventuel dispositif à suivre			☐	—————→																																							
<p>Indicateurs de suivi / évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement des opérations Petites Villes de Demain, de l'OPAH-RU d'Anduze et du PIG selon les indicateurs définis pour chacun de ces dispositifs (voir indicateurs définis par les conventions d'opérations).</li> <li>- Mise en œuvre des deux OPAH-RU La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard : réalisation des deux études pré-opérationnelles (rédaction cahier des charges, choix du bureau d'études et déroulement) ; rédaction et signature des conventions.</li> </ul>																																										

## ACTION 9 - POURSUIVRE ET INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LA NON-DECENCE ET L'INSALUBRITE

Contexte	<p>En 2015, Alès Agglomération comptait près de 7900 logements potentiellement indignes, soit 15% du parc de logements, localisés pour l'essentiel sur la ville-centre d'Alès (qui regroupe à elle seule plus de 2 200 logements potentiellement indignes, soit 28% du parc total) et sur le bassin de La Grand Combe et notamment la ville de La Grand-Combe dont plus d'un tiers des logements seraient concernés.</p> <p>Sur le Bassin d'Anduze/Saint-Jean-du-Gard, les deux bourgs centres affichent également des taux élevés de logements potentiellement indignes, proches de 25%.</p> <p>Pour lutter contre ce phénomène d'indignité, en complément du Pôle de Lutte contre l'Habitat Insalubre créé en 2006 et animé par la DDTM du Gard, a été mise en place une Commission Pour le Logement Décent (CPLD), pilotée par la CAF ; née d'une volonté partenariale de créer dans le Gard un dispositif de traitement de la non-décence des logements, cette commission s'inscrit dans l'objectif du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.</p> <p>A l'échelle du territoire d'Alès Agglomération, plusieurs dispositifs sont d'ores et déjà mis en œuvre pour lutter contre la non-décence des logements ; c'est d'abord le PIG « Lutte contre l'Habitat Indigne » engagé en 2019, et depuis le début de l'année 2021, les OPAH-RU du centre ancien et faubourgs d'Alès et d'Anduze qui toutes deux comportent un volet spécifique de lutte contre l'habitat indigne.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer un logement décent aux habitants et accompagner les ménages concernés par une situation d'insalubrité.</li> <li>• Favoriser la remise sur le marché de logements locatifs de qualité.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Inscrire dans la durée le PIG « Lutte contre l'Habitat Indigne »</b></p> <p>Parallèlement au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter et Mieux Louer », Alès Agglomération met en œuvre depuis octobre 2019 un PIG de « Lutte contre l'habitat indigne » dont l'objectif est d'apporter une solution aux phénomènes d'indignité et d'améliorer les conditions de vie des ménages occupants.</p> <p>Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du 7<sup>ème</sup> Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées et particulièrement dans l'action 3 de ce Plan qui consiste à « Promouvoir la décence dans les logements et lutter contre l'habitat indigne ».</p>

Le PIG « Lutte contre l'habitat indigne » porte à la fois sur le traitement des logements (réalisation de diagnostics spécifiques, information et conseil au propriétaire occupant, au bailleur ou au syndicat de copropriété, réception des travaux de sortie d'insalubrité) et sur l'accompagnement social des occupants. L'objectif fixé est le traitement de 66 situations au titre de la mission « sorite d'insalubrité » sur la durée de l'opération, dont 27 logements subventionnés par l'ANAH.

Alès Agglomération finance la mission de suivi animation menée par l'opérateur du SIG et apporte des aides complémentaires aux propriétaires réalisant des travaux dans le cadre du PIG.

Au regard de l'importance du parc potentiellement indigne à l'échelle du territoire d'Alès Agglomération et de l'enjeu que constitue la lutte contre la non-décence pour nombre d'Elus directement confrontés à de telles situations, il est indispensable que le PIG « Lutte contre l'habitat indigne » soit renouvelé au delà de l'échéance de 2022 et, à minima sur la durée du PLH. En tout état de cause, ce renouvellement sera fondé sur une évaluation du dispositif 2019-2022 à engager avec la date d'échéance du suivi-animation ; cette évaluation permettra d'identifier les marges de progression et de définir les nouveaux objectifs.

## **2. Mener à bien les volets lutte contre l'habitat indigne des deux OPAH-RU d'Anduze et d'Alès**

La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé constitue un des enjeux majeurs des deux Opérations Programmée d'Amélioration de l'Habitat engagées début 2021 sur le centre ancien et les faubourgs d'Alès d'une part, sur le centre d'Anduze d'autre part. Les deux opérations retiennent le même modes d'intervention en trois temps :

- un volet incitatif au travers des subventions de l'OPAH-RU,
- un volet coercitif mobilisant les pouvoirs de police du Maire, du Préfet ou les services de la CAF,
- et un volet curatif porté par Alès Agglomération au travers des opérations d'aménagement et de recyclage des immeubles les plus dégradés.

Il est ainsi prévu de traiter 50 logements non décents ou indignes sur la durée de l'OPAH-RU d'Anduze, 106 sur la durée de l'OPAH-RU centre ancien et faubourgs d'Alès.

## **3 Renforcer la lutte contre l'habitat indigne sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard**

Les opérations d'amélioration du parc ancien susceptibles d'être mise en place suite aux deux études pré-opérationnelles menées sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard devront comporter un volet spécifique de lutte contre l'habitat indigne sur le modèle de ceux déployés sur Alès centre et Anduze.



	<p>Les objectifs et modalités d'intervention seront définis suite aux deux études programmées dans le cadre du PLH.</p> <p><b>4 Mettre en place le Permis de Louer</b></p> <p>Dispositif issu de la Loi ALUR du 24 mars 2014 et conforté par la Loi ELAN du 23 novembre 2018, l'autorisation préalable de mise en location communément appelée permis de louer, est un des outils de lutte contre la mise en location de logements non-décentés ; elle vise à combattre la mise en location de logements indignes par des propriétaires méconnaissant la législation en vigueur voire par des « marchands de sommeil ».</p> <p>Conformément à l'article L. 635-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, Alès Agglomération, ou par délégation les communes en ayant fait la demande, pourront ainsi délimiter des zones soumises à autorisation préalable de mise en location sur les territoires présentant une proportion importante d'habitat dégradé ; ces zones seront délimitées au regard de l'objectif de lutte contre l'habitat indigne et en cohérence avec le Programme Local de l'Habitat et le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.</p> <p>Une fois mis en place, les logements situés dans les zones concernées doivent donc faire l'objet d'une visite, par le service d'hygiène et de santé, élu, personne assermentée ou une tierce personne compétente dans le domaine de l'habitat, afin de délivrer une autorisation ou un refus de mise en location. .</p> <p>Cette demande doit être effectuée par les propriétaires bailleurs à chaque fois qu'un nouveau bail est signé.</p>
Moyens humains et financiers	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé : 3 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>PIG « Lutte contre l'habitat indigne » 2019-2022 : Budget global de 770 000 € répartis entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 710 700 € dont 448 200 € d'aide aux travaux et 262 500€ d'aide à l'ingénierie ;</li> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 58 752 € d'aides aux travaux.</li> </ul>
Modalités de mise en œuvre	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération,</p> <p><b>Partenaires</b> : Ville d'Alès, Etat, ANAH, ANRU, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, Caisse des Dépôts et Consignation.</p>
Renvoi actions connexes / complémentaires	<p>Actions 7 et 8</p>

## Calendrier de mise en œuvre

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
PIG « Lutte contre l'habitat indigne » et prolongation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
OPAH-RU Anduze (volet lutte contre l'habitat indigne)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » (volet lutte contre l'habitat indigne)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Etude pré-opérationnelle OPAH-RU La Gand Combe et définition du dispositif ultérieur comportant un volet lutte contre l'habitat indigne		<input type="checkbox"/>				
Etude pré-opérationnelle Saint-Jean-du-Gard et définition du dispositif ultérieur comportant un volet lutte contre l'habitat indigne			<input type="checkbox"/>			
Expérimentation du permis de louer avec pérennisation éventuelle		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

## Indicateurs de suivi / évaluation

- Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement du PIG « Lutte contre l'habitat indigne », et du volet lutte contre l'habitat indigne des deux OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » et Anduze » (voir indicateurs définis par les conventions d'opérations).
- Mise en œuvre des deux OPAH-RU La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard : volet lutte contre l'habitat indigne : réalisation des deux études pré-opérationnelles (rédaction cahier des charges, choix du bureau d'études et déroulement) ; rédaction et signature des conventions.
- Mise en œuvre du permis de louer : nombre d'autorisations délivrées / refusées ; nombre de logements indignes ou indécents recensés via le dispositif.

<b>ACTION 10 - AGIR EN FAVEUR DE L'ACCOMPAGNEMENT ET LA REQUALIFICATION DES COPROPRIETES DEGRADEES</b>	
Contexte	<p>La question des copropriétés fragiles ou dégradées sur le territoire d'Alès Agglomération a jusqu'à présent été exclusivement abordée dans le cadre des opérations d'amélioration de l'habitat, en dehors de tout dispositif spécifique. Or, l'approche qui consiste à se limiter au traitement du bâti montre aujourd'hui ses limites ; l'intervention sur les copropriétés est en effet complexe et plurielle et doit aborder aussi bien les questions de bâti que celles relatives au fonctionnement urbain, à l'occupation sociale, au règlement juridique et à la gestion financière.</p> <p>Pour cette raison et après des approches sectorielles (sur le quartier des Plans, le quartier Rénovation ou encore le centre-ville d'Alès), Alès Agglomération s'est dotée en 2020 d'un outil de connaissance quasi-exhaustive de son parc de copropriétés privées. Le dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) établi par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne porte ainsi sur l'ensemble des copropriétés verticales de 7 logements et plus en Quartiers Politique de la Ville, 10 logements et plus sur le reste du territoire de l'Agglomération.</p> <p>La base de données ainsi établie regroupe 184 copropriétés représentant environ 4 900 logements réparties sur 11 communes, la Ville centre d'Alès concentrant à elle seule 84% des copropriétés et près de 90% des logements concernés.</p> <p>Si la grande majorité des copropriétés de l'Agglomération sont stables ou en bonne santé, 43 sont considérées comme fragiles et 13 en difficulté. Il s'agit pour l'essentiel de copropriétés de petites tailles localisées en centre-ville et faubourgs d'Alès et en centres anciens de La Grand Combe et d'Anduze, mais également de copropriétés de plus grande taille sur le quartier Clavières, Rénovation ou Le Plan sur Alès.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pérenniser le travail de connaissance des copropriétés engagé avec la mise en place du Dispositif de Veille de Copropriétés (VOC) en 2020.</li> <li>• Définir et mettre en œuvre les outils et moyens adaptés destinés à assurer le redressement et la requalification des copropriétés les plus en difficulté.</li> <li>• Remédier aux difficultés rencontrées de manière précoce dans les copropriétés afin de résorber les dysfonctionnements naissants.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Actualisation annuelle ou biennale du VOC</b></p> <p>Le VOC établi en 2020 par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne constitue une base de connaissance fiable et quasi-exhaustive du parc de copropriétés de l'Agglomération. Il a pour objet d'améliorer la connaissance du parc de logements en copropriétés, de développer une fonction de veille continue en vue de détecter à temps les évolutions négatives</p>

et de repérer les copropriétés fragiles nécessitant une intervention ciblée. Pour ce faire, il est prévu que soient mis à jour annuellement les indicateurs issus :

- du Registre National des Copropriétés : numéro d'enregistrement pour les nouvelles copropriétés entrantes ; nom et adresse du syndic ; nombre de lots et de logements (sur la base des déclarations du syndic) ; données sur la situation financière de la copropriété (notamment taux d'impayés qui constitue l'indicateur de base permettant de caractériser la fragilité d'une copropriété ; niveau d'équipement et de services ; niveau mensuel moyen des charges).
- des fichiers fonciers : nombre total de propriétaires ; nombre et taux de propriétaires occupants ; nombre et taux de logements en location ; nombre et taux de logements vacants ; nombre de logements sociaux éventuels).

Cette mise à jour annuelle viendra alimenter le bilan de l'évolution du parc de copropriétés prévu selon un rythme biennuel.

## **2. Mise en œuvre du volets copropriétés dégradées des deux OPAH-RU Anduze et centre et faubourgs d'Alès**

Les deux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat engagées début 2021 sur le centre ancien et les faubourgs d'Alès d'une part, sur le centre d'Anduze d'autre part comportent un volet spécifique d'intervention sur les copropriétés dégradées :

- la convention d'OPAH-RU du centre ancien et des faubourgs d'Alès prévoit ainsi l'accompagnement juridique de 6 petites copropriétés anciennes ainsi qu'une aide aux syndicats de copropriétés (pour 7 immeubles représentant 59 logements). Au vu des résultats du VOC, il conviendra de renforcer ce volet avec l'intégration aux objectifs de l'OPAH-RU, des copropriétés les plus dégradées du faubourg d'Auvergne (3 copropriétés regroupant 33 logements, identifiées par le VOC)
- la convention d'OPAH-RU d'Anduze prévoit quant à elle le traitement d'une vingtaine d'immeubles représentant quelques 80 logements.

## **3. Lancement d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC)**

Le POPAC est un dispositif destiné à prévenir la déqualification d'immeubles placés sous le régime de la copropriété et montrant des signes de fragilité ; il permet en effet d'accompagner les copropriétés pour éviter l'accentuation de leurs difficultés pour :

- prévenir et stopper une spirale de déqualification d'une copropriété montrant des signes de fragilité par la mise en place d'une veille active et d'un premier accompagnement;
- mieux connaître les fragilités d'une copropriété et mobiliser les propriétaires dans la gestion de leur immeuble ;

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- moduler l'intervention publique et préparer la mise en œuvre d'un dispositif curatif (démarche pré-opérationnelle);</li> <li>- pérenniser l'action publique en matière de redressement sur des copropriétés sorties d'un dispositif opérationnel (de type OPAH copropriétés dégradées ou Plan de Sauvegarde).</li> </ul> <p>Le POPAC d'une durée de 3 ans, consiste ainsi en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une sensibilisation de l'ensemble des copropriétés à leurs obligations règlementaires dont l'inscription au registre d'immatriculation des copropriétés ;</li> <li>- la formation des syndics bénévoles au bon fonctionnement de leurs instances de gestion ;</li> <li>- un accompagnement et un suivi personnalisé des copropriétés identifiées comme fragiles.</li> </ul> <p>Les copropriétés en POPAC peuvent par ailleurs bénéficier des aides de l'ANAH : aide Habiter Mieux pour la rénovation énergétique des copropriétés fragiles, aide spécifique à l'ingénierie et l'aide au redressement de la gestion.</p> <p>Le POPAC devrait porter sur une trentaine de copropriétés identifiées comme fragiles ou en difficultés par le VOC, regroupant quelques 1 290 logements. Ces copropriétés sont essentiellement localisées sur Alès et La Grand Combe, une seule copropriété étant située sur Les Salles-du-Gardon. Si la moitié d'entre elles sont de petite taille (moins de 15 logements), le POPAC concernera également sur Alès plusieurs copropriétés plus importantes localisées notamment sur les quartiers Rénovation (Le Villeneuve, L'Hermitage, La Castagnade, Les Rives du Gardon, Le Jean Jaurès), Clavières (Le Jules Verne, Les Chênes, La Résidence) et Les Plans (Les Jardins 1).</p>
<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains :</b></p> <p>1 ETP (copropriétés / VOC / POPAC)</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>VOC : 80 000 € HT</p> <p>POPAC : 250 000 € HT (dont 50% financés par l'ANAH)</p>
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage :</b> Alès Agglomération</p> <p><b>Partenaires :</b> communes, Etat, ANAH, ANRU, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, Agence d'Urbanisme Région nîmoise et alésienne.</p>

Renvoi actions connexes / complémentaires	Actions 7 et 8																																								
Calendrier de mise en œuvre																																									
<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Actualisation annuelle des indicateurs du VOC</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » (volet copropriétés)</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> </tr> <tr> <td>OPAH-RU Anduze (volet copropriétés)</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> </tr> <tr> <td>POPAC : consultation et animation sur 3 ans avec renouvellement éventuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td colspan="3" style="text-align: center;">→</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>								2021	2022	2023	2024	2025	2026	Actualisation annuelle des indicateurs du VOC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » (volet copropriétés)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		OPAH-RU Anduze (volet copropriétés)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		POPAC : consultation et animation sur 3 ans avec renouvellement éventuel	<input type="checkbox"/>	→				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026																																			
Actualisation annuelle des indicateurs du VOC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																			
OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » (volet copropriétés)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																				
OPAH-RU Anduze (volet copropriétés)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																				
POPAC : consultation et animation sur 3 ans avec renouvellement éventuel	<input type="checkbox"/>	→																																							
Indicateurs de suivi / évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement du volet copropriétés des deux OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » et Anduze » : nombre de copropriétés et nombre de logements ayant bénéficié d'un accompagnement ou d'une aide aux travaux.</li> <li>- Régularité de mise à jour du VOC (annuel) et du bilan d'évolution (biannuel).</li> <li>- Mise en œuvre du POPAC (lancement de la consultation et attribution du marché) puis suivi de l'attente des objectifs au regard des indicateurs du dispositif.</li> </ul>																																								

## ACTION 11 – ACCOMPAGNER LE VIEILLISSEMENT ET LA PERTE D'AUTONOMIE DE LA FRANGE LA PLUS AGEÉE DE LA POPULATION ET APPORTER UNE SOLUTION AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Contexte	<p>Un tiers de la population d'Alès Agglomération est aujourd'hui âgée de 60 ans ou plus, un quart de plus de 65 ans. Le vieillissement de la population, observé au cours des dernières années (avec 3 400 séniors de plus de 60 ans supplémentaires entre 2012 et 2017) va s'accroître dans les années à venir avec le vieillissement des générations des baby-boomers en place ; il va de fait nécessiter la mise en œuvre de réponses adaptées aux différents profils de personnes âgées (en fonction notamment de leur niveau de dépendance).</p> <p>La création de structures d'hébergement adaptées de type Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) est la première réponse à envisager pour les publics les plus dépendants. L'ouverture début 2021 de l'EHPAD d'Euzet est venue conforter la capacité d'accueil de l'Agglomération, déjà relativement bien équipée avec 96 lits pour 1 000 personnes de plus de 75 ans (en référence à la population INSEE 2017).</p> <p>Pour les publics non dépendants – qu'il s'agisse de personnes âgées ou de personnes en situation de handicap - le financement des travaux d'adaptation des logements à la perte d'autonomie et de mobilité constitue une réponse majeure à un besoin important et dont on sait qu'il va continuer à croître dans les années futures avec le vieillissement progressif de la population. Les dispositifs de réhabilitation du parc ancien en œuvre sur le territoire - PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer », OPAH-RU du centre et des faubourgs d'Alès et OPAH d'Anduze - comportent tous un volet adaptation du parc qu'il conviendra de poursuivre voire de conforter, notamment sur les secteurs où le vieillissement de la population est le plus marqué (secteurs cévenols).</p> <p>Dans le parc public, Logis Cévenols, principal bailleur social d'Alès Agglomération, met en œuvre le label « Habitat Séniors Service » qui consiste à proposer des logements adaptés aux séniors, en y réalisant les aménagements nécessaires et en mettant en place des actions d'accompagnement des locataires concernés (aide administrative, vigilance particulière...). L'objectif que s'est fixé Logis Cévenols est d'atteindre un taux de 5% de logements adaptés d'ici 10 ans. Les travaux ont démarré à l'été 2018 dans une quarantaine de logements du centre ville d'Alès, avant d'être élargis à l'ensemble de l'Agglomération, avec une priorité donnée aux logements situés à proximité des services et commerces.</p> <p>Les plateformes « Loc'Adapt Séniors » et « Loc'Adapt 30 » créées par l'Association pour le Logement dans le Gard (ALG) ont quant à elles pour objectif premier de rapprocher l'offre (bailleurs) et la demande (candidats locataires âgés ou en situation de handicap) ; elles doivent ainsi faciliter l'accès au logement des personnes en situation de handicap ou personnes âgées rencontrant des difficultés liées à la mobilité, en les mettant en relation avec</p>
----------	---

	<p>les bailleurs sociaux, partenaire de l'ALG et producteur de logements adaptés. Ces dispositifs, soutenues par le Département du Gard, pourraient utilement être accompagnés et soutenus sur le territoire d'Alès Agglomération, comme ils le sont déjà sur Nîmes Métropole.</p> <p>Enfin, se développe sur le territoire d'Alès Agglomération une offre intermédiaire entre le maintien à domicile et l'établissement spécialisé. Il s'agit des résidences autonomie et, plus récemment, des Maisons en Partage dont 5 sont d'ores et déjà en fonctionnement sur l'Agglomération et dont plusieurs projets devraient aboutir sur la durée du PLH (sur Anduze, Boisset-et-Gaujac, Cendras, Les Mages, Le Martinet, Saint-Jean-du-Pin ou encore Saint-Julien-les-Rosiers).</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporter une réponse adaptée et diversifiée aux besoins en logement des personnes âgées confrontées à la perte d'autonomie et de mobilité, et aux personnes en situation de handicap, depuis l'établissement spécialisé jusqu'au logement autonome.</li> <li>• Favoriser la mise en relation entre la demande des personnes âgées et/ou en perte de mobilité et l'offre existante.</li> <li>• Développer l'offre adaptée au sein du parc public, auquel une très large majorité de personnes âgées sur le territoire peuvent prétendre.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Poursuivre les efforts d'adaptation des logements dans le parc privé</b></p> <p>Les dispositifs d'amélioration de l'habitat privé en œuvre pilotés par Alès Agglomération doivent répondre à des objectifs d'adaptation du parc à la perte d'autonomie et de mobilité. ceux ci sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 propriétaires occupants et 2 logements de propriétaires bailleurs pour l'OPAH-RU « Centre ancien et faubourgs d'Alès »,</li> <li>- 10 propriétaires occupants et 1 propriétaire bailleur pour l'OPAH-RU d'Anduze,</li> <li>- 12 logements par an dans le cadre du PIG « Mieux Habiter Mieux louer », les travaux d'autonomie pouvant aller de pair avec les travaux d'amélioration des performances énergétiques de logements.</li> </ul> <p><b>2. Améliorer la mise en relation entre la demande et l'offre adaptée au sein du parc public</b></p> <p>En concertation avec l'ensemble des bailleurs sociaux présents sur le territoire, Alès Agglomération mettra en place un observatoire dynamique de l'offre adaptée et intégrera un volet spécifique relatif à la production / adaptation du parc de logements sociaux dans son observatoire de l'habitat et du foncier.</p> <p>En complément, l'adhésion d'Alès Agglomération aux plateformes « Loc'Adapt Séniors » et « Loc'Adapt 30 » mises en place par l'Association pour le Logement dans le Gard (ALG), pourra être envisagée.</p>



	<p><b>3. Encadrer et accompagner le développement des résidences alternatives de type Maisons et Partage</b></p> <p>Le label « Maison en Partage » est porté par le Département, en partenariat avec les communes, bailleurs sociaux et associations.</p> <p>Financées en logement social, les Maisons en Partage proposent des logements individuels, adaptés et accessibles, ainsi qu'un lieu de vie collectif où une animatrice assure des actions d'animations et propose une aide administrative.</p> <p>L'enjeu sera de vérifier l'adéquation de ces produits à la demande (en terme notamment de financement PLS, PLUS ou PLAI au regard des revenus des populations locales) et au contexte urbain (proximité des équipements et service, desserte par le réseau de transports en commun) ; le risque de surproduction, par multiplication des projets, devra également être analysé.</p> <p>Alès Agglomération devra, le cas échéant, accompagner voire soutenir la réalisation de ces opérations, notamment dans le cas d'opérations complexes, financièrement déséquilibrées.</p>
Moyens humains et financiers	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé (PIG, OPAH-RU, vacance) : 3 ETP</p> <p>Parc public : 3 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b> (pour rappel)</p> <p>PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer – Habiter Mieux » 2019-2022 : Budget global de 5 775 984€ répartis entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 4 536 888€ dont 4 274 388€ d'aide aux travaux et 262 500€ d'aide à l'ingénierie ;</li> <li>- l'ANAH à hauteur de 1 009 125€ au titre du programme « Habiter Mieux » dont 716 805€ d'aides à la prime « Habiter Mieux » et 292 320€ d'ingénierie ;</li> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 236 753€ d'aides aux travaux dont subvention façades ;</li> <li>- la Ville d'Alès en complément des aides de l'ANAH et d'Alès Agglomération, dont la subvention façades, pour un montant prévisionnel de 524 100 €.</li> </ul> <p>OPAH-RU d'Anduze : Budget global de 3 528 310€ répartis entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 2 110 471€ dont 1 787 895€ d'aide aux travaux et 322 576€ d'aide à l'ingénierie ;</li> <li>- l'ANAH à hauteur de 230 160€ au titre du programme « Habiter Mieux » dont 179 760€ d'aides à la prime « Habiter Mieux » et 50 400€ d'ingénierie ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 017 060 € dont 774 560 € dédiés aux aides aux travaux le solde à l'ingénierie (342 991€) ;</li> <li>- la Ville d'Anduze à hauteur de 481 270 €, dont 460 855 € pour les aides aux travaux.</li> <li>- le Département du Gard pour 20 000€.</li> </ul> <p>OPAH-RU « Centre ancien et faubourgs d'Alès » 2021-2026 : Budget global de 5 775 984€ répartis entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ANAH à hauteur de 2 955 170€ et 229 750€ (montant maximum) au titre de la primer Habiter Mieux (en remplacement de l'Aide à la Solidarité Ecologique) ;</li> <li>- Alès Agglomération à hauteur de 1 742 170€ dont 884 023€ réservés aux aides travaux en complément de l'ANAH, 597 397€ pour les aides façades et vitrines et 260 750 € d'ingénierie ;</li> <li>- la Ville d'Alès à hauteur de 834 894€, répartis comme suit : 478 867€ pour les aides aux travaux et 256 027€ pour les aides façades et vitrines en complément des aides mises en place par l'ANAH et Alès Agglomération et 100 000€ de primes pour les accédants à la propriété ;</li> <li>- le Département du Gard pour 40 000€ dans le cadre d'une aide aux travaux des logements indignes ;</li> <li>- la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 163 750€ dédiés uniquement à l'ingénierie.</li> </ul> <p>Aide financière directe aux bailleurs sociaux dans le cas d'opérations de type Maison en Partage en renouvellement urbain en déséquilibre financier : modalités à définir par après étude action d'opportunité.</p>
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération</p> <p><b>Partenaires</b> : Ville d'Alès, communes, Etat, ANAH, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, bailleurs sociaux, Association pour le Logement dans le Gard</p>
<p>Renvoi actions connexes / complémentaires</p>	<p>Actions 3, 7 et 8</p>

## Calendrier de mise en œuvre

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
PIG « Mieux Habiter Mieux Louer » (volet adaptation) et éventuelle prolongation sur 2 ans	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	—————→			
OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » (volet adaptation)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
OPAH-RU Anduze (volet adaptation)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Participation « Loc'Adapt » et « Loc'Adapt Séniors » (analyse)		<input type="checkbox"/>				
Soutien financier aux opérations de type Maisons en Partage		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## Indicateurs de suivi / évaluation

- Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement du volet autonomie du PIG « Mieux Habiter Mieux Louer » et des deux OPAH-RU « Ales centre et faubourgs » et Anduze » : nombre de logements adaptés.
- Nombre de LLS adaptés.
- Mise en relation demande et offre : nombre de dossiers ayant abouti à un relogement au sein du parc social.
- Nombre d'établissement et places en EHPAD.
- Nombre de logements adaptés en structures alternatives de type résidences autonomie ou Maison en Partage ; taux de remplissage.

<h2 style="margin: 0;">ACTION 12 – Apporter une réponse cohérente aux besoins des publics précaires et notamment aux plus jeunes</h2>	
Contexte	<p>Le diagnostic a souligné la faiblesse des revenus de nombreux ménages présents sur le territoire d'Alès Agglomération : près de 23% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce pourcentage atteignant 36% chez les moins de 30 ans et 40% chez les ménages locataires de leur logement ; deux-tiers de ménages fiscaux de l'Agglomération sont éligibles au logement social, 37% au logement très social (soit près de 22 000 ménages).</p> <p>Cinq communes du territoire sont particulièrement confrontées à une paupérisation accrue de leur population : La Grand-Combe qui affiche le taux de pauvreté le plus élevé du territoire à plus de 40 %, Les Salles-du-Gardon avec un taux de pauvreté de 34%, Alès avec un taux de pauvreté de 30% et dans une moindre mesure, Anduze et Saint-Jean-du-Gard (dont 26/27% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté).</p> <p>Ville centre du territoire, Alès accueille en outre l'essentiel des places en hébergement d'urgence et d'insertion de l'agglomération, avec 126 places sur un total de 144 places. Si les besoins règlementaires en matière d'urgence et d'insertion définis par l'article L312-5-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles (69 places) sont satisfaits, l'insuffisance d'« offre de sortie » (logement autonome abordable avec accompagnement social éventuel) se traduit par un engorgement des structures d'hébergement.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Améliorer la fluidité des parcours d'insertion en développant l'offre de logements adaptés tant dans le parc public que privé.</li> <li>• Renforcer l'accompagnement social des personnes en sortie d'hébergement d'urgence et d'insertion.</li> <li>• Développer une offre adaptée aux jeunes en situation de précarité.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Renforcer la fraction très sociale du parc locatif public</b></p> <p>Afin de répondre aux besoins en logement des ménages les plus modestes et dans un objectif de rééquilibrage de l'offre existante, il s'agit d'affirmer la composante très sociale de l'offre nouvelle (PLAi) en lui affectant 30% au moins de la production nouvelle de LLS ; les financements PLS ne pourront être qu'exceptionnel (dans le cas notamment de programmes en déséquilibre financier ou de logements et hébergements spécifiques).</p> <p>NB : Sur la ville d'Alès, le taux de PLAi pourra le cas échéant (et hors reconstitution NPNRU) être abaissé afin de ne pas aggraver la paupérisation de certains quartiers déjà dotés d'un part très social important (incluant notamment les logements financés en HLMO antérieur à 1977).</p> <p>Cette même réflexion pourrait être portée sur les communes déjà dotées d'un parc social important comme La Grand Combe ou Cendras où un des enjeux majeurs est de favoriser un rééquilibrage social de la population.</p>

## **2. Favoriser la production de logements à loyers très sociaux au sein du parc privé**

Le PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer », l'OPAH- RU centre et faubourgs d'Alès et l'OPAH-RU d'Anduze prévoient des objectifs de production de logements conventionnés très sociaux destinés aux ménages les plus modestes du territoire ; au total 92 logements de ce type sont attendus sur Alès centre et ses faubourgs, 28 sur Anduze et 51 logements sur le reste du territoire (sans distinction par la convention de PIG entre logements sociaux et logements très sociaux).

Cette production pourra être confortée dans le cadre du prolongement du PIG sur la durée du PLH et des dispositifs complémentaires éventuellement mis en place sur La Grand Combe et Saint-Jean-du-Gard.

Pourrons venir s'y ajouter les logements conventionnés sans travaux, que les opérateurs devront porter à la connaissance des propriétaires bailleurs dont les projets de travaux ne sont pas subventionnables.

## **3. Mettre en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID)**

Le **Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs**, doit contribuer prendre en compte les besoins des publics les plus précaires, et notamment des jeunes en situation de grande précarité, dans la gestion des demandes (voir fiche action 6).

## **4. Engager une réflexion sur le logement des jeunes en situation de précarité**

En complément de la production de logements locatifs très sociaux tant dans le parc public (logements de petites tailles financés en PLAi) que dans le parc privé (petits logements conventionnés privés très sociaux), plusieurs pistes de réflexion peuvent être envisagées :

- une gestion déléguée à des associations œuvrant dans le domaine du logement des jeunes, sous la forme de baux glissants ;
- le développement de logements bénéficiant de l'Allocation Logement Temporaire (ALT) pour répondre aux besoins de jeunes sans ressources (donc n'apportant pas ou peu de garantie à un propriétaire). Les logements, gérés par des associations, centres communaux et intercommunaux d'actions sociale, ainsi qu'à certaines autres structures, sont attribués en Commission départementale du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO).
- une structure d'hébergement /logements autonomes dédiés dont les modalités de mise en œuvre (capacité, typologie, gestion, fonctionnement) devront être définies par une étude-action préalable.

Dans tous les cas, un accompagnement social des jeunes en grande difficulté doit être assuré par des travailleurs sociaux.

<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b> (communs le cas échéant à plusieurs actions)</p> <p>Parc privé (PIG, OPAH-RU, vacance) : 3 ETP</p> <p>Parc public : 3 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Dispositifs PIG et OPAH-RU : pour rappel</p> <p>Eude action sur le logement des jeunes en situation de précarité : 15 000 € HT</p>														
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p>Pilotage : Alès Agglomération</p> <p>Partenaires : Ville d'Alès, communes, Etat, ANAH, Conseil Départemental du Gard, Conseil Régional Occitanie, bailleurs sociaux, CCAS, associations d'insertion</p>														
<p>Renvoi actions connexes / complémentaires</p>	<p>Actions 3, 6, 7 et 8</p>														
<p>Calendrier de mise en œuvre</p> <table border="1" data-bbox="209 1169 1414 1305"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Etude action structure collective hébergement / logement jeunes et mise en place de la structure définie le cas échéant</td> <td></td> <td></td> <td>□</td> <td colspan="2">—————→</td> <td>→</td> </tr> </tbody> </table>			2021	2022	2023	2024	2025	2026	Etude action structure collective hébergement / logement jeunes et mise en place de la structure définie le cas échéant			□	—————→		→
	2021	2022	2023	2024	2025	2026									
Etude action structure collective hébergement / logement jeunes et mise en place de la structure définie le cas échéant			□	—————→		→									
<p>Indicateurs de suivi / évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de logements locatifs très sociaux PLAi produits et répartition territoriale.</li> <li>- Suivi de l'atteinte des objectifs au travers des bilans d'avancement du volet conventionnement très social du PIG « Mieux Habiter et Mieux Louer » et des deux OPAH-RU centre et faubourgs d'Alès et Anduze : nombre de logements conventionnés très sociaux + nombre de logements conventionnés très sociaux sans travaux dont nombre de petits logements (studios / T1).</li> <li>- Nombre de baux glissants et ALT pour des jeunes.</li> <li>- Structure collective et nombre de logements dédiés.</li> </ul>														

## ACTION 13 – Répondre aux besoins des gens du voyage et apporter des réponses adaptées aux situations de sédentarisation

Contexte	<p>Alès Agglomération assure la compétence « Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle a en conséquence pour mission de mettre en place l'ensemble des équipements et moyens nécessaires à l'accueil des gens du voyage tant en terme d'aires d'accueil et de passage que de terrains dits familiaux à destination des populations sédentarisées.</p> <p>Le nouveau Schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage du Gard approuvé par arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Départemental le 17 juillet 2019, prévoit la création de 3 aires permanentes de 20 à 26 places sur Alès, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Christol-lès-Alès, d'une aire de passage de 60 places sur Saint-Christol-lès-Alès, et identifie des besoins en matière d'habitat adapté et/ou terrains familiaux (de capacité non définie) sur 4 des communes de l'Agglomération (Bagard, Anduze, Saint-Hilaire-de-Brethmas et Saint-Christol-les-Alès).</p> <p>Pour autant, ce schéma n'apparaît pas répondre aux besoins des populations concernées ni aux attentes des Maires ; il prend peu en considération les situations d'installations et de sédentarisation et donne aux aires permanentes une place qui excède les besoins réels sur le territoire d'Alès Agglomération.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répondre aux besoins inventoriés sur le territoire d'Alès Agglomération tant en matière de passage que de terrains familiaux.</li> <li>• Proposer une alternative crédible au Schéma Départemental avec un respect du volume global imposé par celui-ci .</li> <li>• Retrouver la capacité juridique pour les Maires d'agir contre les installations illicites.</li> <li>• Obtenir une adhésion des Elus au Schéma proposé et veiller à son opérationnalité</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Aboutir à un Schéma Territorial d'accueil et d'habitat des Gens du Voyage à l'automne 2021</b></p> <p>Alès Agglomération s'est engagé dès octobre 2018 dans l'établissement d'un Schéma territorial d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage, alternatif au Schéma départemental. Les principes retenus par les Elus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- produire un schéma de même niveau quantitatif que le Schéma départemental c'est à dire de l'ordre de 130 places ;</li> <li>- partager les équipements et installations entre l'ensemble des communes concernées et non les seules communes soumises à obligation</li> </ul>

	<p>règlementaire du fait de leur taille ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- disposer de capacités suffisantes d'accueil des groupes de passage pour éviter les installations sur des terrains publics ou privés ;</li> <li>- prendre en considération les besoins de sédentarisation et de déplacement des installations illégales ne pouvant être régularisées.</li> </ul> <p>Les réflexions engagées en 2020 ont conduit à identifier, sur la base d'une analyse fine des besoins et pratiques du territoire, les équipements à mettre en place pour répondre à ces objectifs. Si le volume global de places est à peu près identique à celui du Schéma Départemental, la répartition de ces places par type d'équipement est sensiblement différente avec des besoins estimés à</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 24 places d'accueil permanentes réparties entre deux aires de 12 places chacune, au lieu des 72 places prévues par le Schéma Départemental</li> <li>- 80 places d'accueil de passage, réparties entre deux aires, au lieu de l'aire de 70 places prévue par le Schéma Départemental</li> <li>- 35 places en terrains familiaux réparties entre 5 ou 6 terrains ; les besoins d'installation exprimés par certains groupes familiaux entraîne en effet une révision substantielle des besoins d'accueil permanent par rapport au Schéma Départemental.</li> </ul> <p>A la suite, Alès Agglomération a confié à l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne une mission de prospection foncière visant à pré-identifier les sites potentiellement adaptés et mobilisables pour la réalisation des équipements envisagés. Ce repérage foncier a porté sur la commune d'Alès concernant la localisation de ou des aire d'accueil des gens du voyage, sur les communes de première couronne (Saint-Christol-les-Alès, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Méjannes-lès-Ales et Saint-Privat-des-Vieux) concernant la localisation des aires de passage et sur les communes d'Anduze, Saint-Privat-des-Vieux, Méjannes-les-Ales, Saint-Julien-les-Rosiers, Mons, Saint-Christol-les-Alès, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Martin-de-Valgalgues et Saint-Julien-les-Rosiers et Salindres concernant les terrains familiaux. Ce repérage foncier a été remis en mai 2021.</p> <p>Le calendrier fixé est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sélection par les maires des communes concernées et le Président d'Alès Agglomération des sites et des formats d'aménagement durant l'été 2021 ;</li> <li>- La mise en forme du Schéma Territorial et sa présentation au Préfet à l'automne 2021, parallèlement à l'avancement du Programme Local de l'Habitat</li> <li>- La programmation des équipements et installations (études techniques, acquisitions foncières éventuelles, appels d'offre...) pour une réalisation avant 2024 .</li> </ul>
--	---



<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b></p> <p>1 chargé de mission (rattaché à la Direction générale)</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Coût estimatif des équipements au stade actuel de la réflexion (a affiner après adoption du Schéma Territorial) : 5 M€ HT hors coûts d'acquisitions foncières et de viabilisation et hors subventions.</p>																					
<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération</p> <p><b>Partenaires</b> : Ville d'Alès, communes, Etat, associations des gens du voyage.</p>																					
<p>Renvoi actions connexes / complémentaires</p>																						
<p>Calendrier de mise en œuvre</p> <table border="1" data-bbox="209 992 1414 1184"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Formalisation et adoption du Schéma Territorial d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage</td> <td></td> <td>□</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Réalisation des équipements</td> <td></td> <td colspan="5">→</td> </tr> </tbody> </table>			2021	2022	2023	2024	2025	2026	Formalisation et adoption du Schéma Territorial d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage		□					Réalisation des équipements		→				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026																
Formalisation et adoption du Schéma Territorial d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage		□																				
Réalisation des équipements		→																				
<p>Indicateurs de suivi / évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancement de réalisation des équipements par typologie.</li> <li>- Suivi de la fréquentation des équipements.</li> </ul>																					

<b>ACTION 14 - Piloter, animer et renforcer la visibilité de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération</b>	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre les actions et en tirer des bilans pour le cas échéant réajuster la politique locale de l'habitat.</li> <li>• Evaluer régulièrement l'atteinte des objectifs du PLH.</li> <li>• Créer un lieu unique centralisant informations et conseils sur les questions d'habitat.</li> <li>• Développer des actions de sensibilisation à la réhabilitation des logements et promouvoir la requalification des centres anciens auprès de nouveaux publics.</li> </ul>
Déclinaison opérationnelle	<p><b>1. Mise en place des instances de pilotage et coordination du PLH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission technique semestrielle: suivi des actions et bilan des moyens et outils ;</li> <li>- Comité de pilotage annuel ouvert à l'ensemble des acteurs et partenaires institutionnels et associatifs de la politique du logement : bilan annuel du PLH et ateliers thématiques sur les grands enjeux identifiés sur le territoire</li> <li>- Conseil communautaire : délibération sur le bilan annuel du PLH et validation des adaptations et évolutions éventuelles.</li> </ul> <p><b>2. Mise en places de outils de suivi et de partage</b></p> <p>La mise en place d'un <b>Observatoire de l'Habitat et du Foncier</b> est obligatoire au titre des articles L. 300-1 et R.302-1-4 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il s'agit d'un outil de référence permettant aux élus et aux techniciens :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de rendre compte de l'avancement des projets en matière d'habitat de chaque commune et de leur contribution aux objectifs du PLH ;</li> <li>- de mesurer l'impact des politiques publiques engagées en matière notamment de logement social, de réhabilitation du parc ancien, de lutte contre l'indécence et d'accompagnement des copropriétés ;</li> <li>- de procéder, le cas échéant, aux réajustements nécessaires, dans le respect des engagements de production initiaux.</li> </ul> <p>Conformément à l'article R. 302-1-4, l'observatoire de l'habitat et du foncier doit notamment porter sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'évolution sociodémographique et du parc de logement du territoire ;</li> <li>- le marché foncier et le marché immobilier ;</li> <li>- l'offre foncière à l'échelle de l'agglomération et des communes le composant et l'avancement des programmes et projets identifiés sur la base d'un tableau de bord communal</li> <li>- le parc social et la demande de logement locatif social (en lien avec la Commission Intercommunale du Logement) ;</li> <li>- le parc privé.</li> </ul>

	<p>L'Observatoire de l'Habitat comporte, en complément de l'analyse des données disponibles, une approche plus qualitative de la perception du marché immobilier local par les professionnels (agences, promoteurs, aménageurs)</p> <p>L'Observatoire de l'Habitat et du Foncier fera l'objet d'une synthèse annuelle présentée en Comité de pilotage (en complément du bilan annuel). Il pourra également servir de support aux différents outils visant à communiquer plus largement sur la politique de la Communauté d'Agglomération en matière de logement et hébergement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication annuelle des chiffres clés de l'Observatoire de l'Habitat et du Foncier de type Newsletter.</li> <li>- Animation d'une Journée annuelle ou de tables rondes thématiques sur le logement et l'hébergement.</li> </ul> <p><b>3. Création de la Maison de l'Habitat</b></p> <p>Face à la complexité technique qui consiste à rénover correctement un logement, s'est développée une complexité administrative avec un empilement de dispositifs d'aides rarement coordonnés. À cela s'ajoute une accumulation d'intervenants et de services dispersés.</p> <p>Alès Agglomération, consciente des difficultés d'accès à l'information des usagers comme des Elus, porte le projet de création d'une Maison de l'Habitat à la fois physique et connecté qui constituera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un lieu d'information et d'accompagnement des administrés, des investisseurs, des commerçants, des professionnels mais aussi des Elus communautaires et communaux</li> <li>- Un lieu unique et central d'information et d'orientation des administrés, dans un contexte de plus en plus complexe et multiple</li> <li>- Un lieu de rencontre des intervenants sur l'habitat</li> <li>- Un lieu unique réunissant l'ensemble des services et partenaires de la politique de l'habitat d'Alès Agglomération : Service Habitat et Logement, Service Urbanisme et Foncier, Pôle Développement Durable, Pôle Infra (NPNRU) et les opérateurs (PIG Mieux Habiter et Mieux Louer, PIG Habitat indigne, OPAH-RU d'Alès, guichet unique du SPIRE, ADIL ...).</li> </ul>
<p>Moyens humains et financiers</p>	<p><b>Moyens humains</b></p> <p>Agents d'accueil : 4 ETP</p> <p><b>Moyens financiers</b></p> <p>Observatoire de l'Habitat et du Foncier : à intégrer au programme partenarial Agence d'Urbanisme région nîmoise et alésienne.</p> <p>Maison de l'Habitat : non chiffrée à ce stade</p>

<p>Modalités de mise en œuvre</p>	<p><b>Pilotage</b> : Alès Agglomération</p> <p><b>Partenaires</b> : ADIL, prestataires en charge de l'animation des PIG et OPAH-RU d'Alès.</p>																																			
<p>Renvoi actions connexes / complémentaires</p>	<p>Ensemble des actions</p>																																			
<p>Calendrier de mise en œuvre</p> <table border="1" data-bbox="209 703 1414 909"> <thead> <tr> <th></th> <th>2021</th> <th>2022</th> <th>2023</th> <th>2024</th> <th>2025</th> <th>2026</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Commission technique (semestrielle)</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Comité de pilotage (annuel)</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Mise en place Observatoire de l'Habitat et du Foncier et mise à jour annuelle</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td colspan="4" style="text-align: center;">→</td> </tr> <tr> <td>Création de la Maison de l'Habitat</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			2021	2022	2023	2024	2025	2026	Commission technique (semestrielle)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Comité de pilotage (annuel)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Mise en place Observatoire de l'Habitat et du Foncier et mise à jour annuelle		<input type="checkbox"/>	→				Création de la Maison de l'Habitat		<input type="checkbox"/>				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026																														
Commission technique (semestrielle)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																														
Comité de pilotage (annuel)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																														
Mise en place Observatoire de l'Habitat et du Foncier et mise à jour annuelle		<input type="checkbox"/>	→																																	
Création de la Maison de l'Habitat		<input type="checkbox"/>																																		
<p>Indicateurs de suivi / évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production du bilan annuel du PLH en Conseil Communautaire et délibération</li> <li>- Production du rapport annuel de l'Observatoire de l'Habitat et du Foncier</li> <li>- Suivi de l'évolution de la fréquentation de l'Agence de l'Habitat</li> <li>- Actions de sensibilisation ou de communication menées</li> </ul>																																			

## Synthèse des moyens humains à mobiliser pour mener à bien la politique de l'habitat d'Alès Agglomération sur la durée du PLH 2021-2026

	MOYENS HUMAINS ACTUELS	MOYENS HUMAINS FUTURS
Direction	1 ETP	1 ETP
Gestionnaire	1 ETP	1 ETP
Parc privé	1 ETP + 1 recrutement en cours	4 ETP
Parc public	1 ETP	3 ETP
Petites Villes		1 ETP
Instructeurs	1 ETP	3 ETP
Agents	1,6 ETP	4 ETP
<b>TOTAL</b>	<b>7,6 ETP</b>	<b>17 ETP</b>



## Cadrage financier

	Coût Alès Agglomération et villes d'Alès et Anduze	
	Etudes HT	Opérations
NPNRU Alès		17 600 000 €
PIG Mieux Habiter Mieux Louer 2019-2021 Prolongement à prévoir sur 2022-2026		1 761 000 €
OPAH-RU Centre et faubourgs d'Alès		2 577 000 €
OPAH-RU Anduze		1 498 000 €
PIG Habitat indigne		59 000 €
Etude pré-opérationnelle La Grand Combe	50 000 €	Selon conclusions étude
Etude pré-opérationnelle St Jean du Gard	50 000 €	Selon conclusions étude
Etudes urbaines et de réinvestissement urbain (suite notamment aux opérations de démolition de LLS) / Bas 1 étude de 40 000 € /an	240 000 €	
POPAC (3 ans)		250 000 €
Etude action logement jeunes précarité	15 000 €	Selon conclusions étude
VOC (Veille et Observation Copropriétés)	80 000 €	
Equipements Schéma Territorial des Gens du voyage		A estimer sur la base du Schéma Territorial
Observatoire Habitat et Foncier	30 000 € (Année 1) 20 000 € (années 2 à 6)	
Actions de communication (Newsletter) base de 4 000 €/an	24 000 € ou régie	





## / LE PROGRAMME D' ACTIONS TERRITORIALISE



## Profil

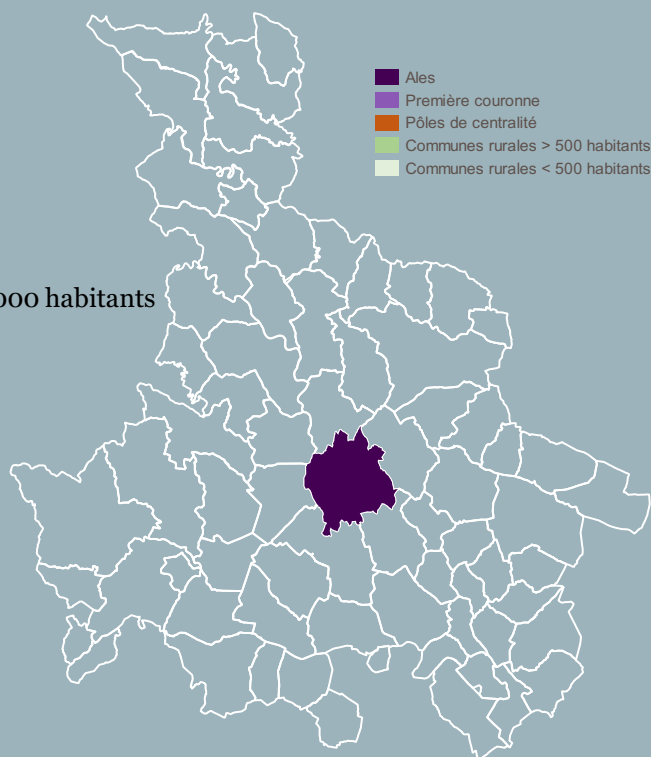
Type de commune :	Ville centre
Secteur :	Alès

## Prescriptions du SCOT





Catégorie :	Ville centre plus de 7 000 habitants
Densité moyenne de logements /ha :	31
Individuel (pur et groupé)	15%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	15%
Collectif	70%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	7770
Taux d'équipement :	35,7%
Déficit en logements locatifs sociaux :	0



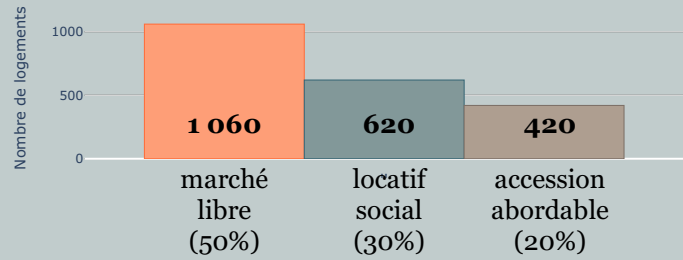
## Chiffres clés

	ALÈS		ALES AGGLO
 Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>40 219</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,03%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,40%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	48,1%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	16 660€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	30%	+	23%
 Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>24 209</b>		74 023
Parc de résidences principales :	20 887		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	2 808 / 11,6%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	514 / 2,1%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	18,2%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	38,7%	-	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	4 828 / 23,1%	+	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	18,5%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	50,9%	-	66,4%
 Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>6 725</b>		10 371
 Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>223</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **2 100 (350 par an)**

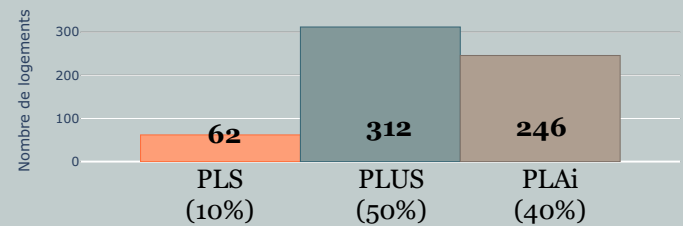
Logements vacants remis sur le marché : **150**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **620**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **122**



## Commentaires :

La commune d'Alès, avec un taux d'équipement de 35,7%, dépasse très largement l'objectif de 20% fixé par la Loi SRU. En conséquence, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, soit 420 logements auxquels viendront s'ajouter 200 nouveaux logements au titre de la reconstitution partielle de l'offre démolie dans le cadre du NPNRU.

En complément, 122 logements conventionnés privés devraient être produits dans le cadre de l'OPAH-RU du centre et des faubourgs d'Alès, auxquels viendront s'ajouter des logements conventionnés hors périmètre OPAH-RU et des logements conventionnés sans travaux (non quantifiés à ce stade).

En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 420 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le projet de révision du PLU d'Alès, en cours de finalisation, intègre d'ores et déjà des secteurs soumis à servitudes de mixité sociale : en zones UA et UC, toute opération d'aménagement d'ensemble de surface de plancher supérieure à 2 000 m<sup>2</sup> (exception faite sur les secteurs d'OPA) devra ainsi comporter 10% au moins de logements locatifs sociaux en rapport du nombre total de logements de l'opération.

Les OAP figurant au projet de PLU précisent également les programmes des différents secteurs : nombre de logements attendus et part globale de logements locatifs sociaux comprise entre 10% sur les OAP Gare et Pierre Plantée, 15% sur les OPA Les Espinaux, Bedosse-Rieu Sud, Bruèges-Croupillac, 45% sur l'OAP Faubourg du Soleil et 100% sur l'OAP Faubourg de Rochebelle.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- OPAH-RU du centre et des faubourgs d'Alès
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.
- NPNRU sur les faubourgs.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements et notamment des opérations d'aménagement d'ensemble faisant l'objet d'OAP.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.
- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le projet de PLU.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Quartier Gare / OAP 1 / 10% LLS (ouverture à l'urbanisation après modification ou révision du PLU)	800	80	Durée du PLH (sous réserve et pour partie)
2	Les Espinaux / OAP 4 / 15% LLS	180	27	Durée du PLH (en tout ou partie)
3	Bedosse et Rieu Sud / OAP 5 / 15% LLS	200	30	Durée du PLH (en tout ou partie)
4	Bruèges - Croupillac / OAP 7 / 15% LLS	140	21	Durée du PLH (en tout ou partie)
5	La Pierre Plantée / OAP 10 / 10% LLS	220	22	Durée du PLH (en tout ou partie)
6	Faubourg du Soleil / OAP 11 / 45% LLS	73	33	Durée du PLH (en tout ou partie)
7	Faubourg de Rochebelle / OAP 12 / 100% LLS	14	13	Durée du PLH (en tout ou partie)
8	Le Rieu / Chemin de Saint-Georges / Logis Cévenols	81	81	Durée du PLH
9	Le Parc de Bruèges / Habitat du Gard	72	72	Durée du PLH
10	Mas Deleuze / Quartier Bruèges / Logis Cévenols	32	32	Durée du PLH
11	Résidence Edmond Jeanne / Avenue Stalingrad / Logis Cévenols	37	37	Durée du PLH
12	Résidence Mirabeau / Rue Mirabeau / Logis Cévenols	12	12	Durée du PLH
13	Rochebelle / Logis Cévenols	24	24	Durée du PLH
14	Chemin du Viget / 3F Occitanie	57	57	Durée du PLH
15	Reconstitution NPNRU / Le Rieu II / Logis Cévenols	20	20	Durée du PLH
16	Reconstitution NPNRU / Julian / Logis Cévenols	6	6	Durée du PLH
17	Reconstitution NPNRU / Général Larminat / Logis Cévenols	32	32	Durée du PLH
18	Reconstitution NPNRU / Mas Pérusse / Logis Cévenols	39	39	Durée du PLH
6	Reconstitution NPNRU / Faubourg du Soleil / Logis Cévenols	Voir OAP 6	Voir OAP 6	Durée du PLH
7	Reconstitution NPNRU / Faubourg de Rochebelle / Logis Cévenols	Voir OAP 7	Voir OAP 7	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		1239 (hors opération 1)	558 (hors opération 1)	
Capacité de production en diffus		834	83	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		150	122 (objectif OPAH-RU)	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		2223	763 à 843	

### Commentaires :

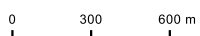
La production de logements attendue sur la ville centre d'Alès sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par :

- l'urbanisation de 6 des secteurs d'OAP à vocation d'habitat délimités par le PLU en cours de révision (approbation prévue mi-2021) ; l'urbanisation de l'OAP 1 du quartier Gare, soumise à modification ou révision du PLU, n'est pas prise en compte sur la durée du PLH 2021-2026, mais pourrait toutefois contribuer, au moins en partie, à la production nouvelle en fonction de l'avancement des études et travaux ;

- par une construction neuve en diffus au sein de la zone urbaine délimitée par ce même PLU, avec un nombre important de programmes de logements locatifs sociaux en cours ou programmés à court/moyen terme ;

- par la réhabilitation et la remise sur le marché de quelques 150 logements vacants (correspondant à 5% environ du parc vacant INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (641 logements, hors logements conventionnés privés) est cohérente avec l'objectif fixé (620 logements).

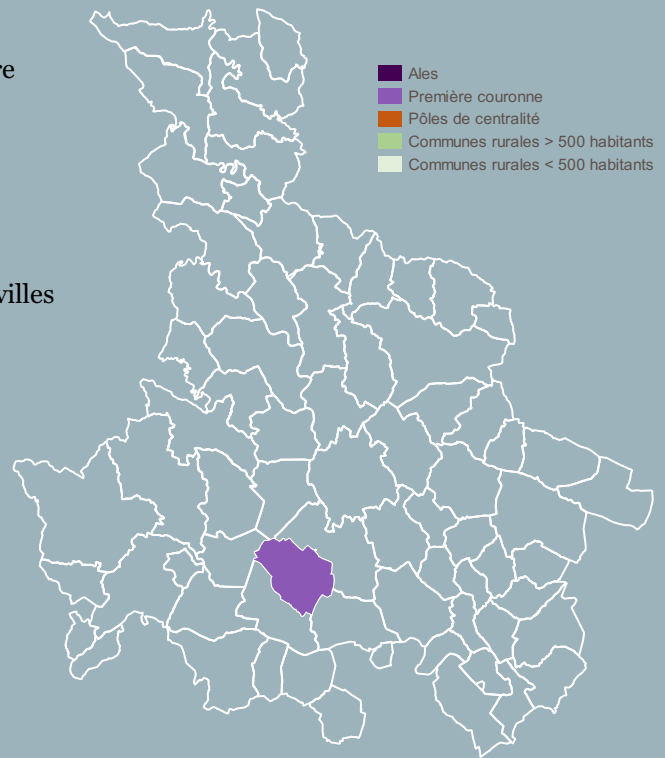


## Profil

Type de commune : Commune de première couronne  
 Secteur : Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et villes  
 Densité moyenne de logements /ha : 21  
 Individuel (pur et groupé) : 25%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 20%  
 Collectif : 55%



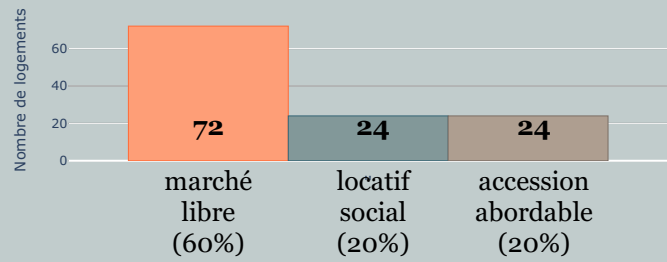
## Chiffres clés

	BAGARD		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>2 574</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,11%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,57%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,63	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	25,5%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 680€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	15%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 178</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 070		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	62 / 5,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	45 / 3,8%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	14,8%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	79,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	85,4%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>14</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **120 (20 par an)**

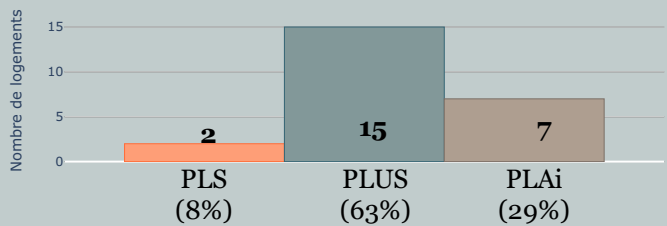
Logements vacants remis sur le marché : **6**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **24**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**



## Commentaires :

La commune de Bagard est identifiée au PLH comme une commune de première couronne d'Alès, non soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 24 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 2 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 24 logements sur la durée du PLH ; cette disposition est d'ores et déjà inscrite au règlement du PLU de Bagard.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Bagard, approuvé le 20 février 2019, comporte une obligation de production de 20% de logements en accession abordable sur les secteurs d'OAP. Il ne comporte par contre pas d'obligation de production de logements sociaux (ni secteur à pourcentage de LLS ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux). Une telle disposition pourra être intégrée au règlement de l'OAP Tour de Billot par modification du PLU, notamment dans le cas où le programme de l'OAP Plombel ne permettrait pas à lui seul de répondre aux obligations définies par le PLH 2021-2026 ; au delà de l'échéance du PLH, l'intégration de telles dispositions permettra d'inscrire l'effort de production de logements sociaux sur la durée.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements.
- Encadrer l'offre de prix primo-accédants proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs faisant l'objet de blocages fonciers.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	OAP Plambel (2AUh3)	50	12 à 40	Durée du PLH
2	OAP Tour de Billot (2AUh1, 2AUh2 + partie 1AUh) / Tranche 1	60 (sous réserve)	12 (sous réserve)	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		50 à 110	12 à 52	
Capacité de production en diffus		48	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		6	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		101 à 161	14 à 54	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Bagard sur les 6 années du PLH sera portée par l'OAP Plambel et, sous réserve de levée des contraintes foncières, par la première tranche de l'OAP Tout de Billot délimitées par le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 février 2019.

Viendront s'y ajouter une production neuve en diffus estimée à 48 logements (prorata-temporis du potentiel identifié par le PLU) et la réhabilitation et la remise sur le marché de 6 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux programmée à ce stade (12 à 52 logements, hors conventionnés privés) est cohérente voire nettement supérieure à l'objectif fixé (24 logements).

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

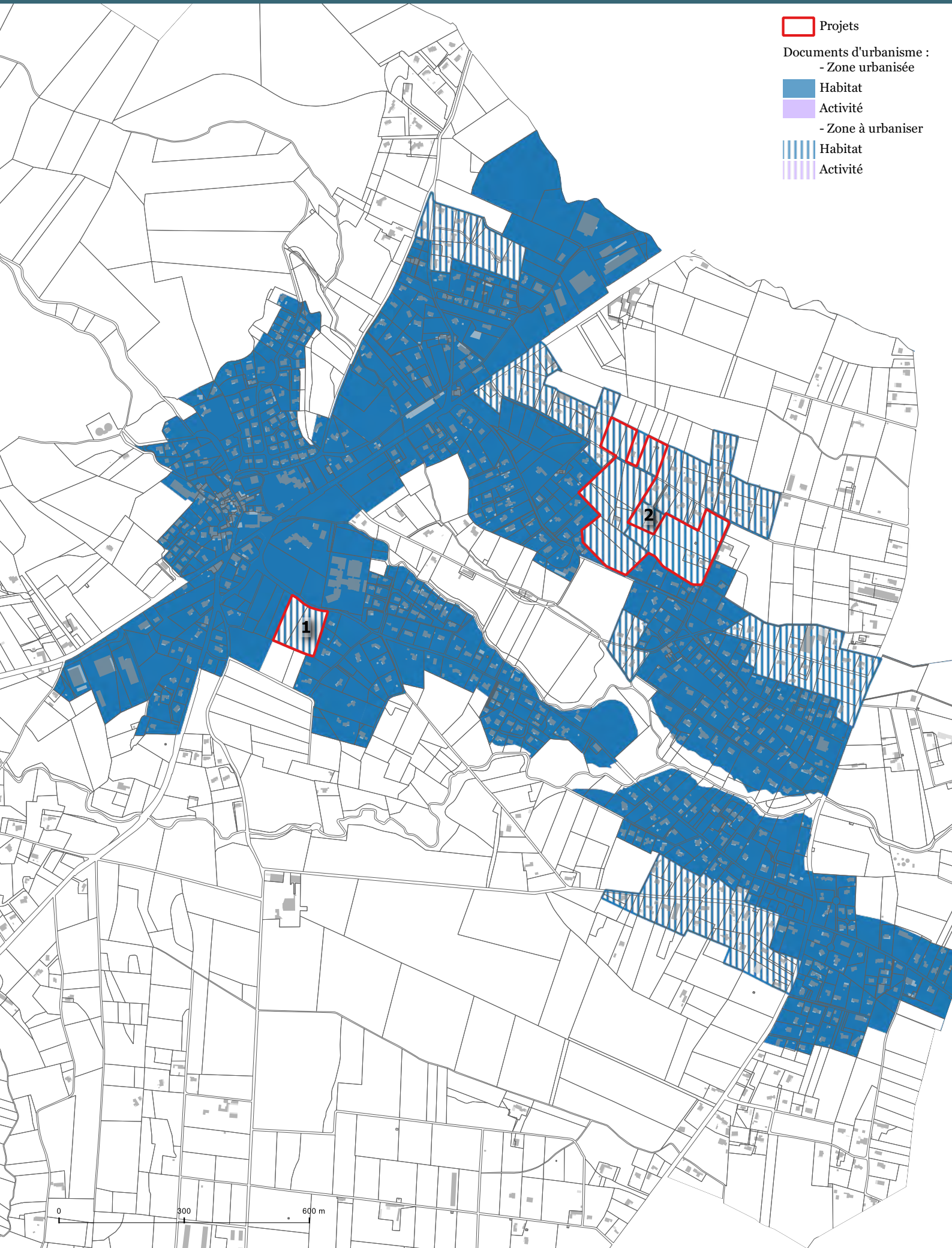
Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité

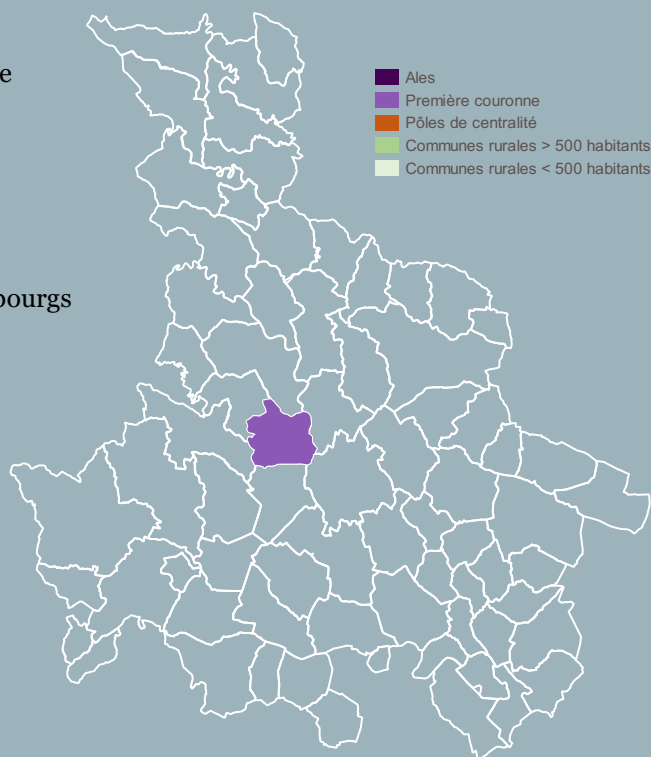


## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



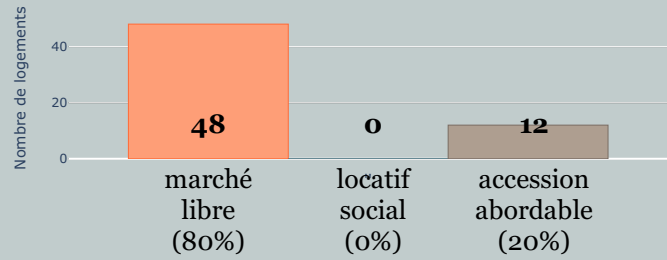
## Chiffres clés

	CENDRAS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 841</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,63%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-1,05%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,59	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	38,2%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 140€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 028</b>		74 023
Parc de résidences principales :	867		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	89 / 8,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	72 / 7,0%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	22,7%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	47,3%	-	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	305 / 35,2%	+	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	68,2%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>338</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>3</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **60 (10 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

La commune de Cendras est identifiée au PLH comme une commune de première couronne d'Alès, non soumise aux dispositions de la Loi SRU.

Au regard du taux d'équipement en logements locatifs sociaux déjà très important (de l'ordre de 39% en rapport du parc de résidences principales 2017), le PLH n'impose aucune production nouvelle à la commune et préconise à l'inverse une « rétractation » du parc locatif social ancien et obsolète, au bénéfice de programmes de type accession sociale / accession abordable, de façon à favoriser un meilleur équilibre social de la commune.

La commune prévoit toutefois un projet de Maison en Partage qui viendra répondre aux besoins en logements adaptés de personnes âgées à revenus modestes ; elle constitue en cela une offre locative sociale adaptée qui fait aujourd'hui défaut sur la commune.

Le PLH prévoit également que 20% au moins de la production nouvelle de logements seront réservés à des logements en

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### "Outils réglementaires

Le PLU de Cendras, approuvé le 14 janvier 2008, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux. Au regard du taux d'équipement de la commune, il n'est pas nécessaire d'envisager la mise en œuvre de telles dispositions.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Assurer un accompagnement de la commune dans ses projets de diversification de l'offre de logements (éco-quartier des Fonzoux) et de réinvestissement des emprises libérées par la démolition de logements sociaux.
- Encadrer l'offre de prix primo-accédants proposée par les aménageurs.

"

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Eco-quartier sur foncier communal / Quartier des Fonzeaux	25	0	Durée du PLH
2	Maison en Partage / Abbaye Basse / Logis Cévenols (parcelle A 2702)	16	16	Durée du PLH
3	Lotissement privé / Malataverne / Route du Pont des Camisards	4	0	Durée du PLH
4	OAP en cours d'étude / Malataverne / Chemin du 19 mars 1962 (parcelle A 3206)	9	1	Durée du PLH
5	Emprise libérée par la démolition de LLS Un Toit pour Tous / Quartier des Fonzeaux	A définir	A définir	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		54	17	
Capacité de production en diffus		Non définie	Non définie	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>58</b>	<b>18</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur Cendras sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par le projet d'éco-quartier des Fonzeaux, par une opération d'ensemble d'une dizaine de logements sur la hameau de Malataverne et par la réalisation d'une Maison en Partage de 16 logements sur le quartier de l'Abbaye Basse.

Le réinvestissement d'une emprise foncière libérée par la démolition de logements sociaux sur le quartier des Fonzeaux fera l'objet d'une réflexion urbaine spécifique, soutenue le cas échéant par Alès Agglomération.

Viendra s'y ajouter la remise sur le marché de 4 logements vacants réhabilités (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant recensé INSEE 2017, une partie de ce parc vacant correspondant à des logements HLM non occupés).

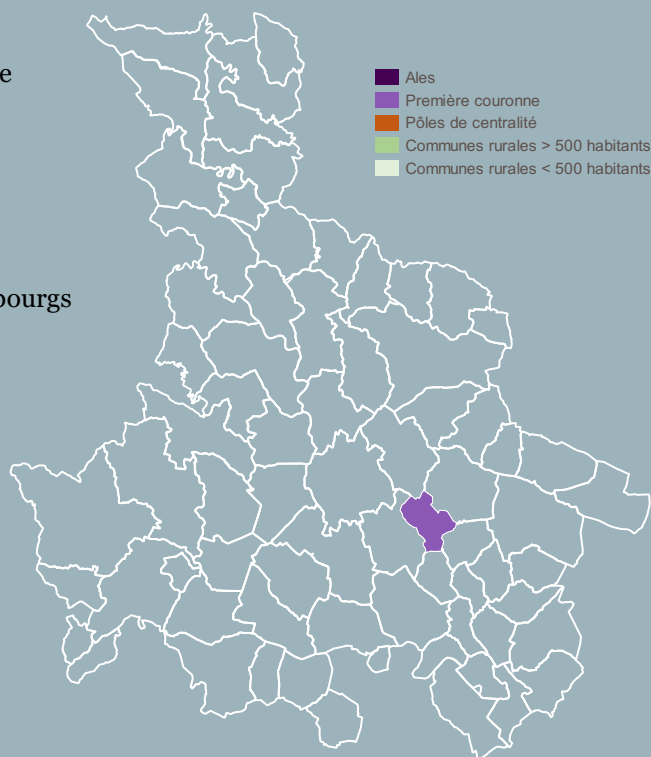


## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



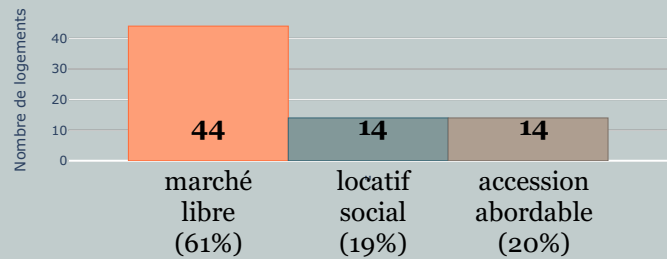
## Chiffres clés

	MÉJANNES-LÈS-ALÈS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 222</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,61%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,27%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,70	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	22,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 830€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>569</b>		74 023
Parc de résidences principales :	528		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	20 / 3,4%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	22 / 3,9%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	14,2%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	71,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	83,5%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>6</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **72 (12 par an)**

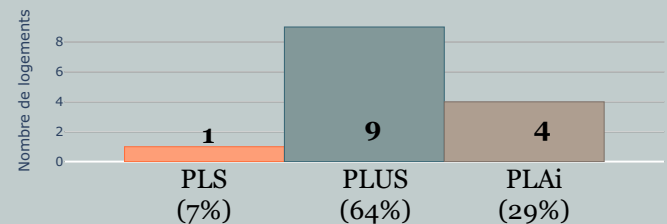
Logements vacants remis sur le marché : **0**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **14**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**



## Commentaires :

La commune de Méjannes-lès-Alès est identifiée au PLH comme une commune de première couronne d'Alès, non soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 14 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de logements seront réservés à des logements en accession abordable, soit 14 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Méjannes-lès-Alès en cours d'élaboration devra intégrer les outils réglementaires offerts par le Code de l'Urbanisme, et notamment la délimitation de secteurs de mixité sociale et/ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux.

Ce principe semble être acquis par la Mairie qui indique d'ores et déjà un pourcentage de LLS dans les deux opérations d'aménagement identifiées à ce jour.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'insalubrité" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix primo-accédants proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Lotissement Route de Mons, incluant 30% de logements locatifs sociaux	19	6	Durée du PLH
2	Le Village / Le Pont incluant 30% de logements locatifs sociaux	24	7	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		43	13	
Capacité de production en diffus		Non définie	Non définie	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>43</b>	<b>13</b>	

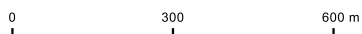
### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Méjannes-les-Alès sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par deux opérations composées respectivement de 19 et de 24 logements, dont 30% seront affectés à des logements locatifs sociaux.

Viendront s'y ajouter une production diffuse, voire l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones délimitées par le PLU en cours d'élaboration.

Au regard du taux de vacance modéré (20 logements vacants recensés INSEE 2017 correspondant à un taux de 3,4%), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants.

La production de logements locatifs sociaux publics identifiée à ce stade (13 logements répartis sur deux opérations d'aménagement) est cohérente avec l'objectif fixé (14 logements) ; elle pourra être complétée par de nouveaux programmes à définir par le PLU en cours d'élaboration (mobilisant le cas échéant les outils règlementaires offerts par le Code de l'Urbanisme).

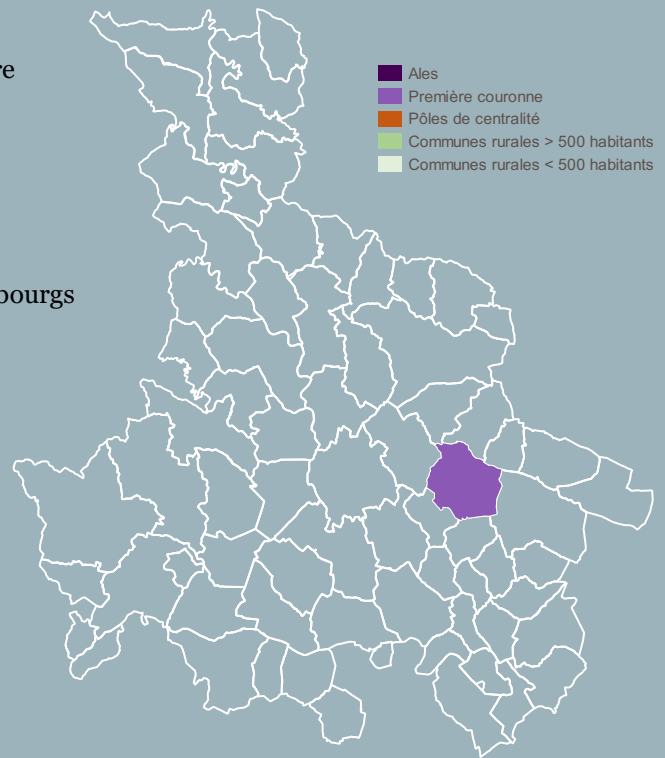


## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



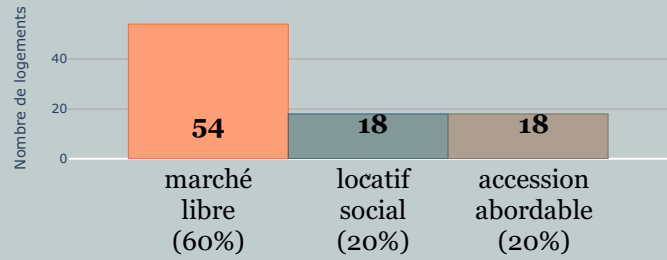
## Chiffres clés

	MONS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 677</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,54%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,85%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,73	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	21,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 960€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>829</b>		74 023
Parc de résidences principales :	714		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	68 / 8,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	47 / 5,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	14,4%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,7%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	87,9%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>15</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **90 (15 par an)**

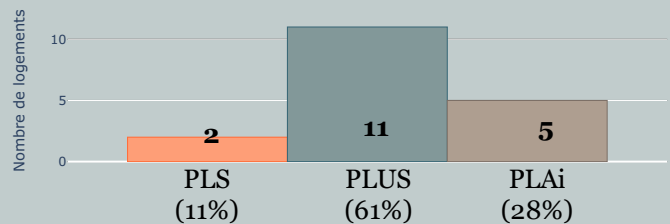
Logements vacants remis sur le marché : **7**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **18**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**



## Commentaires :

La commune de Mons est identifiée au PLH comme une commune de première couronne d'Alès, non soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont 20% au moins de la production de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 18 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 2 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de logements seront réservés à des logements en accession abordable, soit 18 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Mons, approuvé le 17 mars 2021, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux.

A défaut d'opportunités foncières mobilisables permettant la réalisation de l'objectif fixé par le PLH, une modification du PLU devra être envisagée pour délimiter des secteurs de mixité sociale et/ou des emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Mons /OAP Chemin du Périguil	4	0	Durée du PLH
2	Célas / Lotissement La Rouvière	6	0	Durée du PLH
3	Célas / Lotissement Route de Salindres	7	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		17	0	
Capacité de production en diffus		77	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		7	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		101	2	

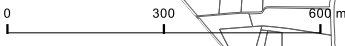
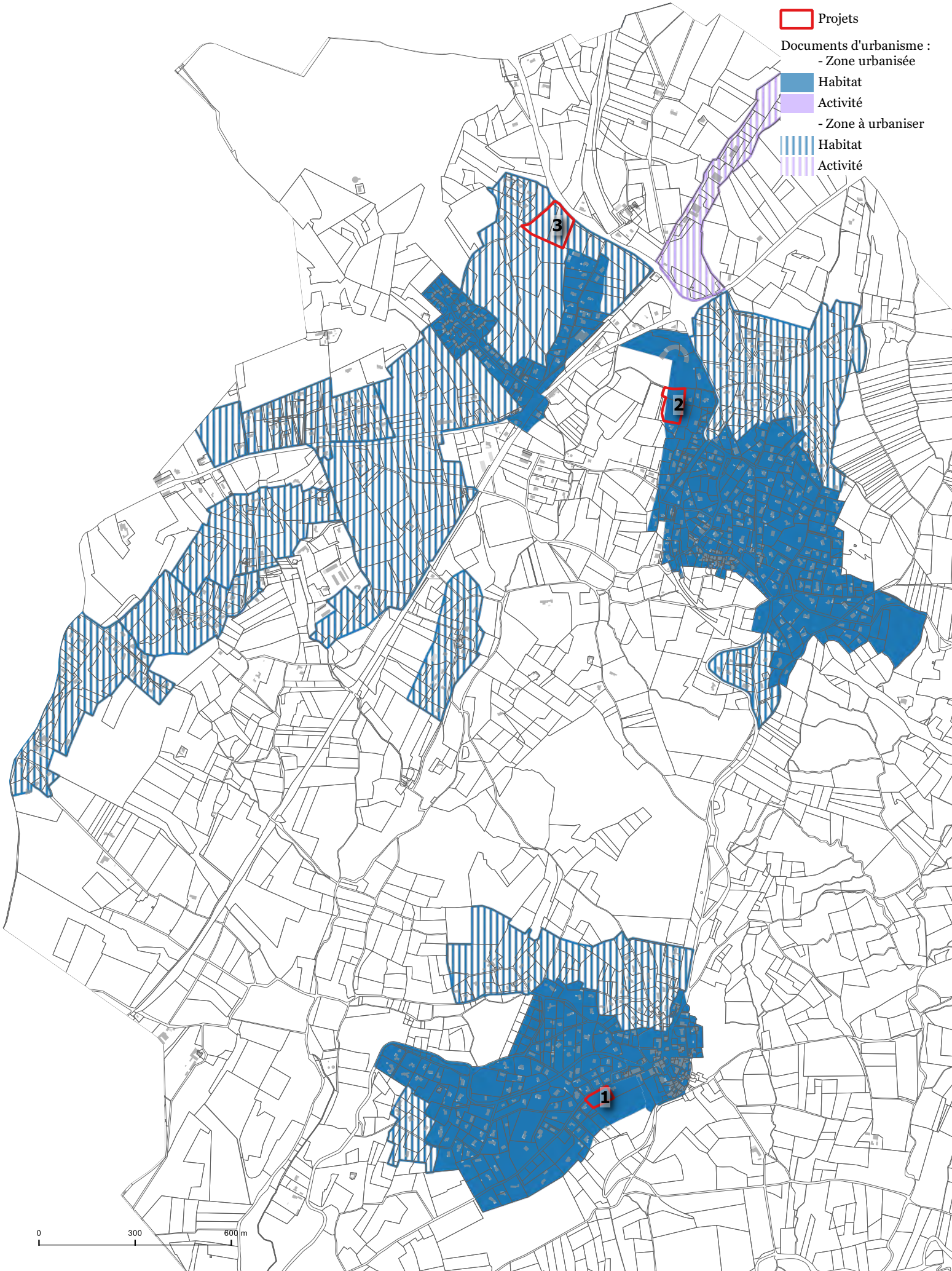
### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Mons sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une production diffuse importante (avec 31 logements potentiels en dents creuses et 46 logements potentiels par divisions foncières, prorata temporis du potentiel total identifié par le PLU approuvé le 17 mars 2021) ainsi que par quelques opérations d'ensemble de taille inférieure à 10 logements.

Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché de 7 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

Aucun programme de logements locatifs sociaux n'est à ce stade identifié, nécessitant un travail spécifique de repérage des potentialités foncières et de mobilisation, le cas échéant, des outils règlementaires offerts par le Code de l'Urbanisme.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité



## Profil

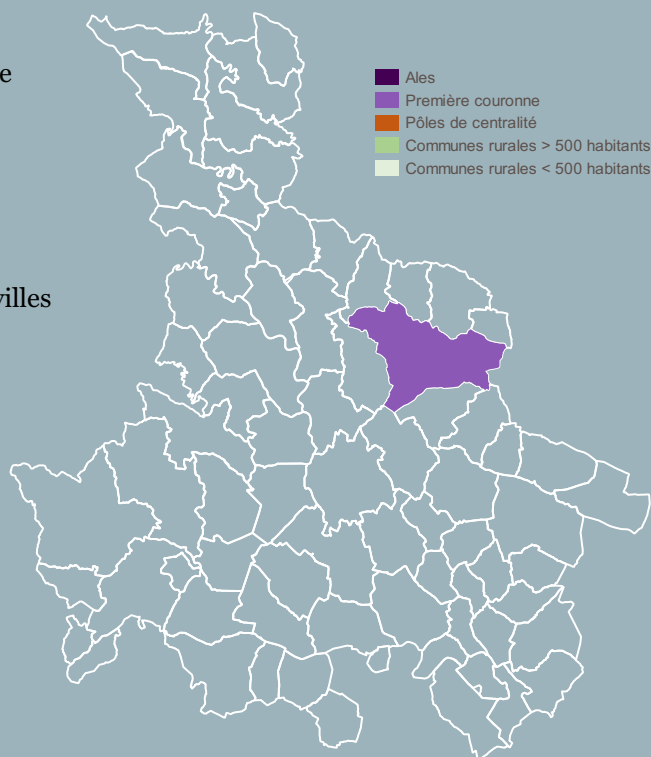
Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	61
Taux d'équipement :	3,4%
Déficit en logements locatifs sociaux :	303



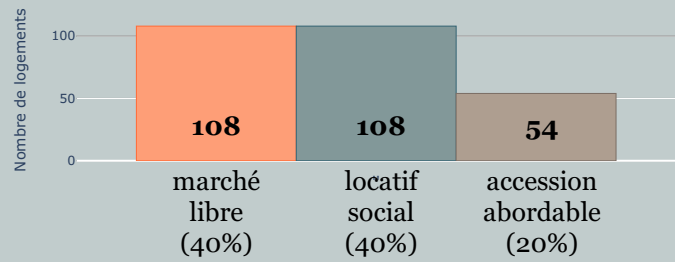
## Chiffres clés

	ROUSSON		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>4 106</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,80%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,41%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,86	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	20,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 030€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	13%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 873</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 647		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	131 / 7,0%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	94 / 5,0%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	13,2%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	82,8%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,0%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	86,6%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>27</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>25</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **270 (45 par an)**

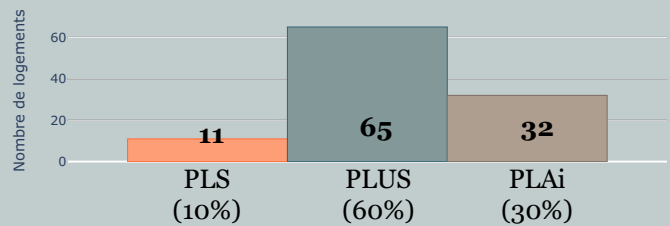
Logements vacants remis sur le marché : **13**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **108**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **4**



## Commentaires :

La commune de Rousson est une commune de première couronne d'Alès soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont le taux d'équipement au 1er janvier 2020 (3,4%) est nettement inférieur à l'objectif de 20% assigné par la Loi. En conséquence, le PLH impose que 40% minimum de la production nouvelle de résidences principales soient affectés à des logements locatifs sociaux. 108 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 4 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 54 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Rousson, approuvé le 11 juillet 2017, délimite d'ores et déjà deux secteurs soumis à servitude de mixité sociale en zone UA du PLU et inclus dans l'OAP "Ecoquartier centre ville" ; sur ces deux secteurs, 30% au moins des programmes devront être affectés à des logements locatifs sociaux.

A plus long terme et en vu du prochain PLH, cette servitude de mixité sociale devra être élargie aux nouveaux secteurs de projet ; le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sera alors porté à 40%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.
- Mettre en œuvre la convention opérationnelle signée avec l'EPF Occitanie.



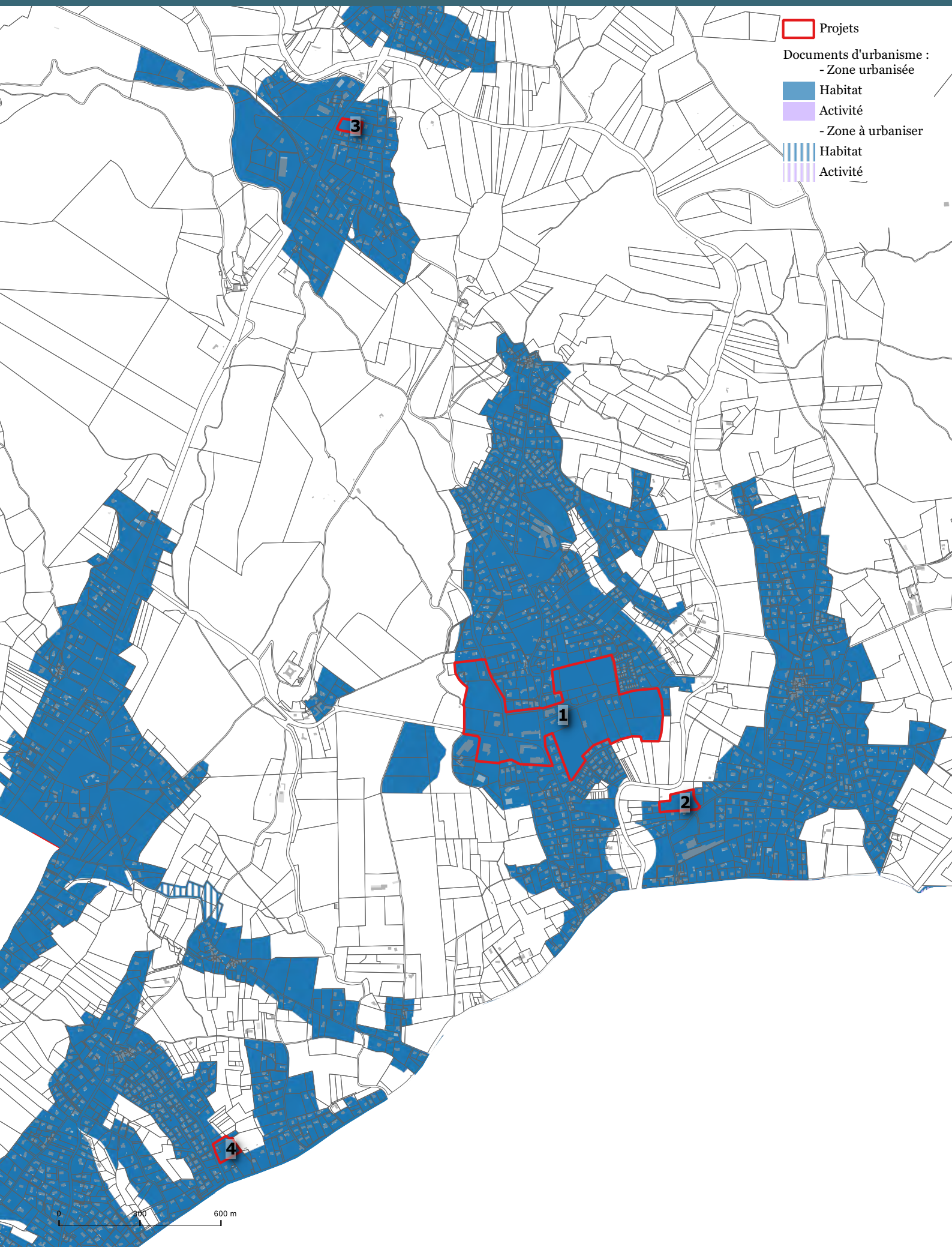
## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Ecoquartier Centre Ville	80	70	Durée du PLH
2	Chemin de la Boudre (parcelle BL 202) / Projet BAMA - Habitat du Gard	33	33	Durée du PLH
3	Route de Saint-Ambroix (parcelle AM 12)	11	11	Durée du PLH
4	Route de Canabias (parcelles BW 51, 97, 98) / Logis Cévenols	24	24	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		148	138	
Capacité de production en diffus		120	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		13	4	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>281</b>	<b>142</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Rousson sur les 6 années du PLH sera notamment portée par le projet d'éco-quartier centre-ville qui va venir affirmer la centralité urbaine, conforter l'offre d'équipements publics et permettre le développement d'une offre de logements plus diversifiée, et quelques programmes de plus petite taille. Viendront s'y ajouter une production neuve en diffus (densification du tissu pavillonnaire lâche des années 1970 à 2000 représentant un potentiel estimé à quelques 120 logements) et la réhabilitation et la remise sur le marché de 13 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux publics identifiée à ce stade (138 logements locatifs sociaux HLM, hors conventionnés privés) est assez nettement supérieure à l'objectif fixé (108 logements).



- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

0 300 600 m

## Profil

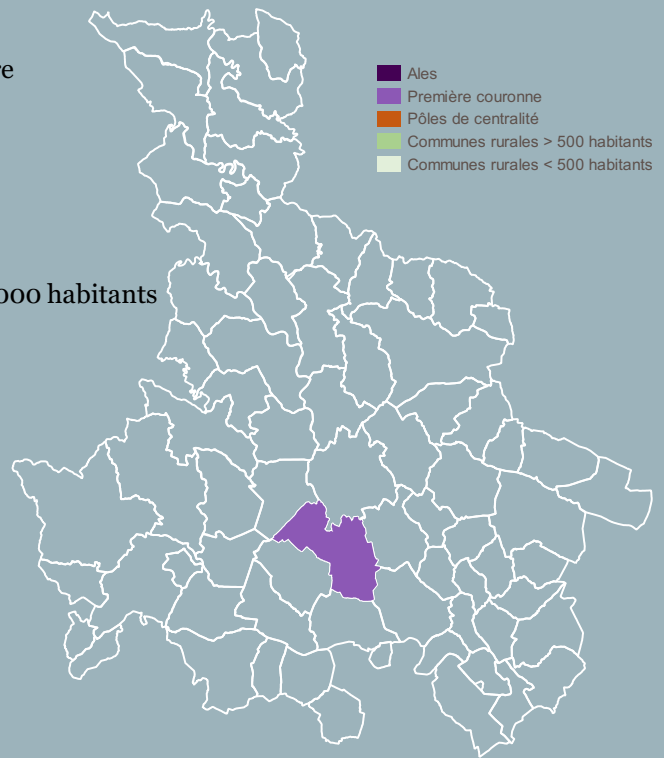
Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Ville centre plus de 7 000 habitants
Densité moyenne de logements /ha :	31
Individuel (pur et groupé)	15%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	15%
Collectif	70%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	308
Taux d'équipement :	9,4%
Déficit en logements locatifs sociaux :	350



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :	7 030		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,83%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,74%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,61	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	27,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 830€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	19%	-	23%

SAINT-CHRISTOL-LEZ-ALÈS

ALES AGGLO

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	3 378		74 023
Parc de résidences principales :	3 090		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	208 / 6,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	80 / 2,4%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	9,1%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	67,9%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	195 / 6,3%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	6,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	78,1%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

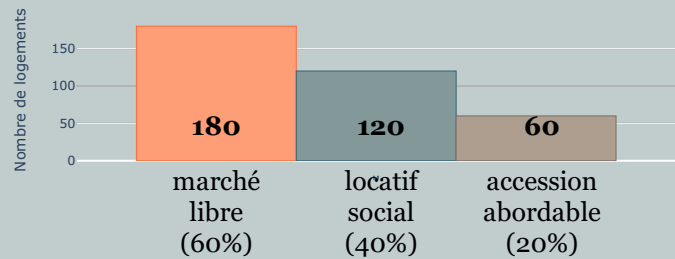
Nombre de logements HLM :	185		10 371
---------------------------	-----	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	36		654
---	----	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

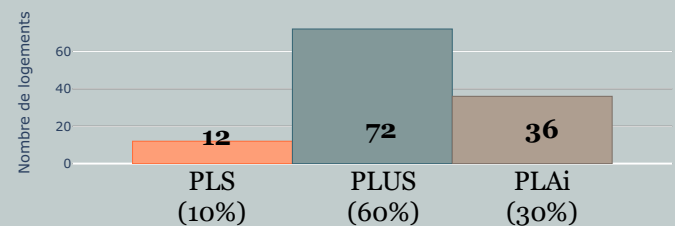
Production de résidences principales neuves : **300 (50 par an)**



Logements vacants remis sur le marché : **10**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **120**



Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

## Commentaires :

La commune de Saint-Christol-les-Alès est une commune de première couronne d'Alès soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont le taux d'équipement au 1er janvier 2020 (10,0%) est inférieur à l'objectif de 20% assigné par la Loi. En conséquence, le PLH impose que 40% minimum de la production nouvelle de résidences principales soient affectés à des logements locatifs sociaux. 120 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse, 2 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 60 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La révision en cours du PLU de Saint-Christol-les-Alès devra intégrer des servitudes de mixité sociale et/ou des emplacements réservés en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 40%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de révision du PLU et de réalisation des programmes de logements.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Conventionnement avec l'EPF Occitanie.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

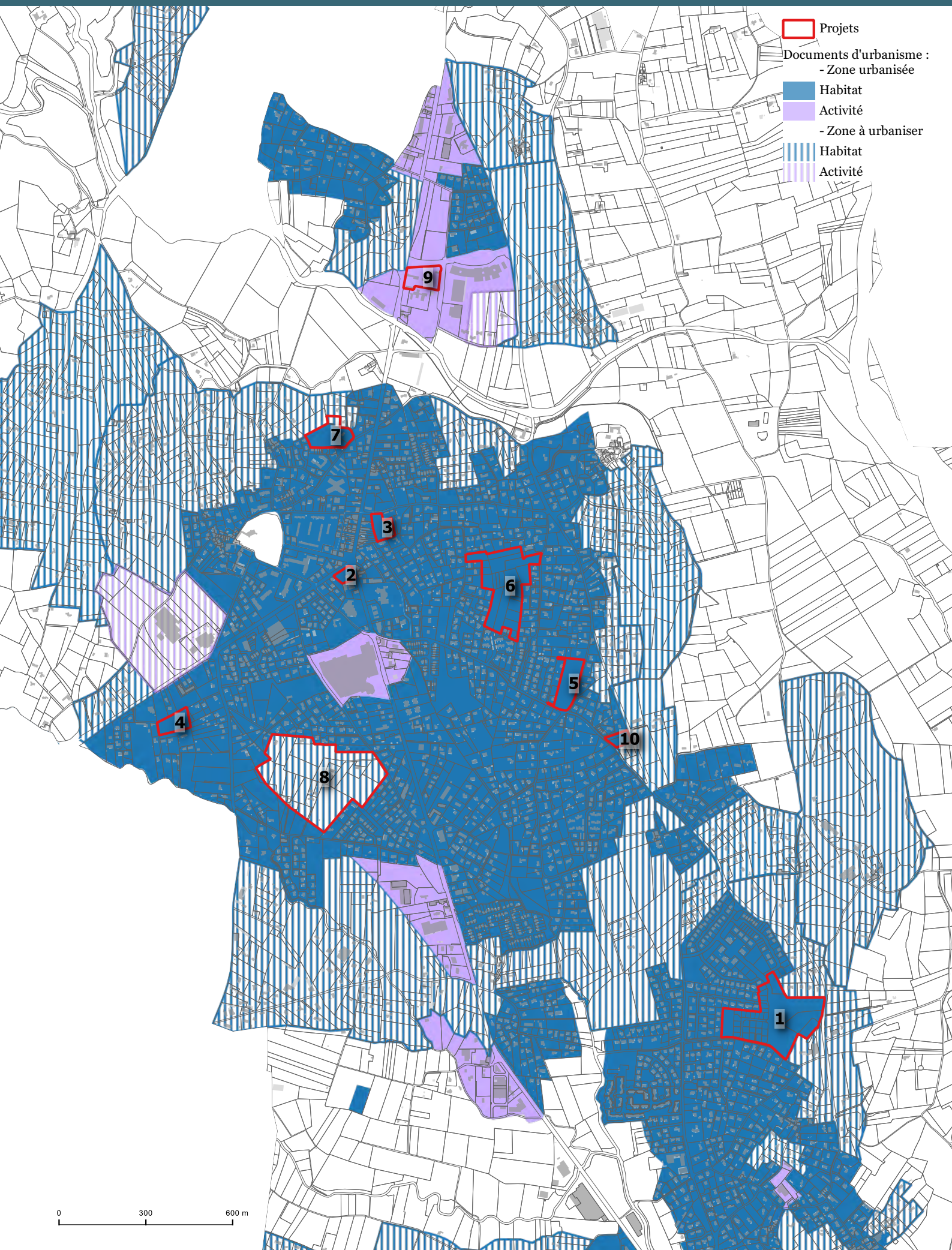
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	ZAC de Vales / Phase 2 de la dernière tranche	42	0	Durée du PLH
2	Pyramide / Maison Fagnoni	10	10	Durée du PLH
3	Site de l'ancien LIDL Route de Montmoirac / Projet ICADE Habitat du Gard	42	42	Durée du PLH
4	Impasse des Oliviers	6 à 7	2	Durée du PLH
5	Résidence "Les Jardins des Perdrix" / Chemin du Mas Rouge / Logis Cévenols	49	49	Durée du PLH
6	ZAC des Combes	80 à 100	32 à 40 (hypothèse 40%)	Durée du PLH (sous réserve)
7	Chemin de la Croix	31	12 (hypothèse 40%)	Durée du PLH
8	Chemin des Pensions / Zone IIAUcam Phase 1	Programme à préciser	Programme à préciser	Durée du PLH
9	Ancien centre de recherches INRA	Programme à préciser	(50 à ce stade de la réflexion, à valider)	Durée du PLH (sous réserve)
10	Route de Monteze - Chemin du Mas Rouge	Programme à préciser	Programme à préciser	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		260 à 281	147 à 155 à minima	
Capacité de production en diffus		A définir dans le cadre du PLU	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		10	3	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		270 à 291 hors diffus	150 à 158	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Christol-les-Alès sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par l'achèvement de la ZAC de Valès, l'engagement de la ZAC des Combes (probablement modifiée dans le cadre de la révision du PLU en cours) et par plusieurs programmes dont 2 plus importants, compris entre 40 et 50 logements ("Les Jardins des Perdrix" réalisé par Logis Cévenols et le programme réalisé par ICADE sur le site de l'ancien LIDL). Plusieurs programmes restent à ce stade à préciser dans le cadre de la révision en cours du PLU (approbation prévue pour la fin 2022) et viendront abonder la production.

S'y ajouteront une production neuve en diffus (non quantifiée à ce stade) et la réhabilitation et la remise sur le marché d'une dizaine de logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade atteint 147 à 155 logements, hors opérations dont le programme reste à valider (Chemin des Pensions, Ancien centre de recherches INRA ou Route de Monteze / Chemin du Mas Rouge) et hors logements conventionnés privés ; elle est supérieure à l'objectif fixé (120 logements).



- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Habitat
  - Activité
- Zone à urbaniser
  - Habitat
  - Activité

0 300 600 m

## Profil

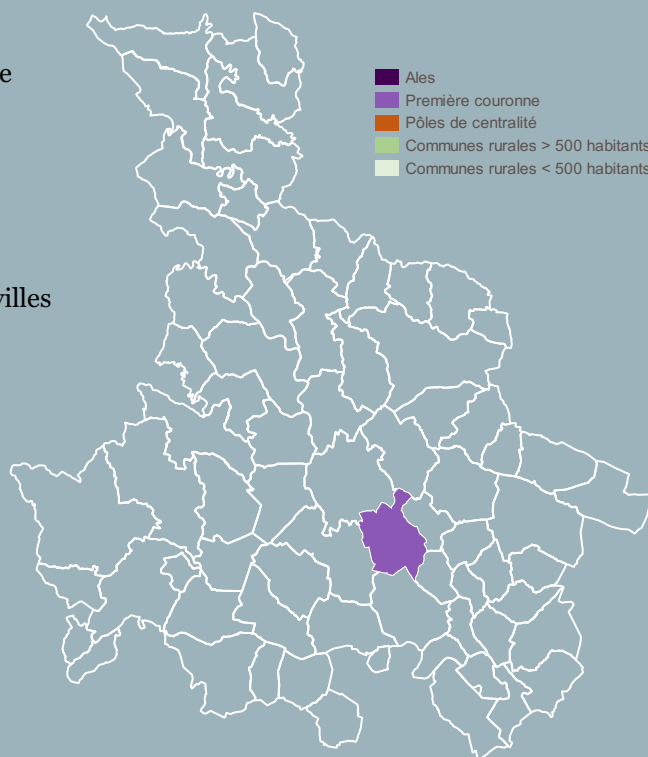
Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	160
Taux d'équipement :	7,2%
Déficit en logements locatifs sociaux :	282



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :	<b>4 313</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,46%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,28%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,69	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	24,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 800€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	15%	-	23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

	<i>SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS</i>		<i>ALES AGGLO</i>
Parc de logements :	<b>2 084</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 828		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	181 / 8,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	75 / 3,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	13,1%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	74,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	45 / 2,5%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	79,5%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>110</b>		10 371
---------------------------	------------	--	--------

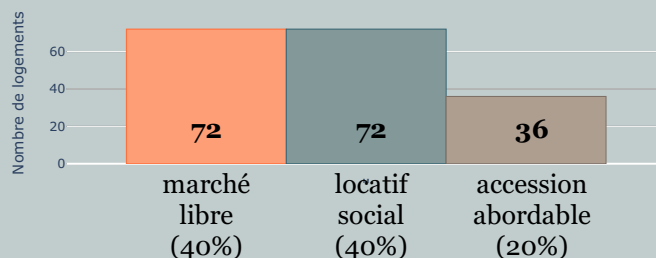
### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>34</b>		654
---	-----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **180 (30 par an)**

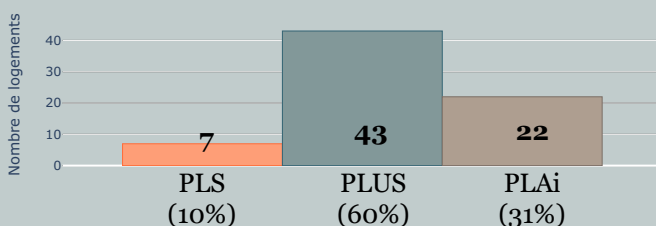
Logements vacants remis sur le marché : **18**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **72**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **5**



### Commentaires :

La commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas est une commune de première couronne d'Alès soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont le taux d'équipement au 1er janvier 2020 (7,2%) est inférieur à l'objectif de 20% assigné par la Loi. En conséquence, le PLH impose que 40% minimum de la production nouvelle de résidences principales soient affectés à des logements locatifs sociaux. 72 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse, 5 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux)..

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront affectés à des logements en accession abordable, soit 36 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'élaboration en cours du PLU de Saint-Hilaire-de-Brethmas devra intégrer des servitudes de mixité sociale et/ou des emplacements réservés en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux (sur la base du repérage des disponibilités foncières réalisé début 2021 par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne).

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 40%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de révision du PLU et de réalisation des programmes de logements.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Conventionnement avec l'EPF Occitanie.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	La Regordane / Chemin de la Plaine de Larnac (parcelle AZ 60) / PROMOLOGIS	14	14	2022
2	Le Clos de Justin (parcelles AZ 1666, AZ 1668, AZ 1677) / Habitat du Gard	6	6	2021
3	Pierre Chapon (parcelles BC 61, BC 62) / Habitat du Gard	20	8	Durée du PLH
4	Le Condorcet (parcelle CE 156) / Habitat du Gard	20	8	Durée du PLH
5	Eco-quartier Jasse de Bernard (parcelles AR 101, AR 107, AR 108, AR 109, AR 110) / Habitat du Gard	A définir	20	Durée du PLH
6	Le Ginestoux (parcelles BN 67 et BN 68)	A définir	A définir	Durée du PLH
7	Rourissol (parcelle CE 100)	A définir	A définir	Durée du PLH
8	Rue André Schenk (parcelles AY20 et AY 24) / Habitat du Gard	A définir	A définir	Durée du PLH
9	Terrains Soulier (parcelles BK 69, BK 87 et BK 88) / Logis Cévenols	A définir	A définir	Durée du PLH
10	Terrains Crespy (parcelle AZ 170) / Habitat du Gard	A définir	A définir	Durée du PLH
11	Terrains Puech Harnaguet (parcelles AZ 1700, AZ 1701) / Habitat du Gard	A définir	A définir	Durée du PLH
12	Terrain Tuech (parcelle BR 167 partielle)	A définir	A définir	Durée du PLH
13	Le Ginestoux (parcelle BN 80)	A définir	A définir	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		60 + 9 programmes à définir	56 + 8 programmes à définir	
Capacité de production en diffus		Non quantifiée	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		18	5	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		78 + 9 programmes à définir	63 + 8 programmes à définir	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Hilaire-de-Brethmas sur les 6 années du PLH sera portée :  
- dans un premier temps et dans l'attente de l'approbation du PLU en cours d'élaboration, par une production diffuse au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (sous le régime du RNU), incluant plusieurs programmes de logements locatifs sociaux ;  
- à moyen terme, par l'ouverture à l'urbanisation de la zone d'extension envisagée en limite Sud du territoire communal (et non encore délimitée).

A cette construction neuve viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 18 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade atteint 60 logements ; elle est légèrement inférieure à l'objectif fixé (72 logements) et devrait être confortée par les opérations dont le programme reste à valider. Un repérage des disponibilités foncières en vue de la production de logements locatifs sociaux a été réalisé début 2021 par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne ; il pourra servir de base à la mise en œuvre des outils réglementaires offerts par le Code de l'Urbanisme.

Projets



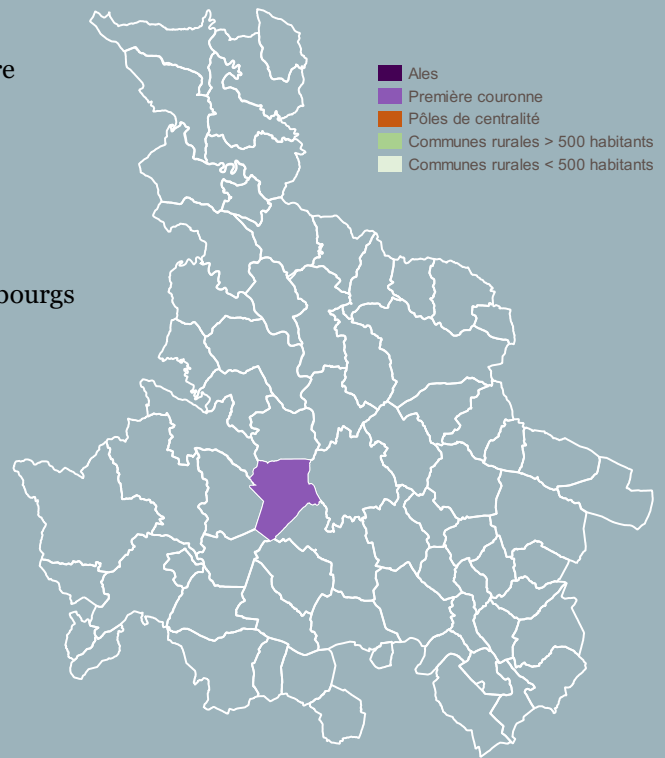
0 300 600 m

## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



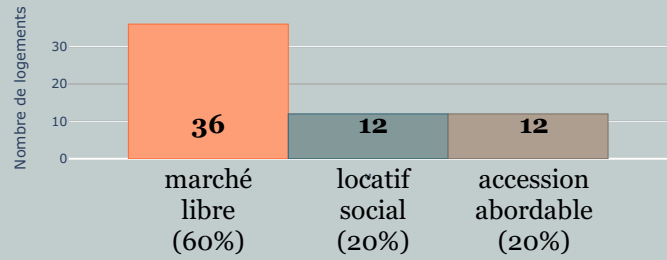
## Chiffres clés

	SAINT-JEAN-DU-PIN		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 511</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,63%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,65%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,75	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	27,1%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 650€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>740</b>		74 023
Parc de résidences principales :	647		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	46 / 6,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	48 / 6,4%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	19,5%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	76,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	38 / 5,9%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,4%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	79,8%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>38</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>8</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **60 (10 par an)**

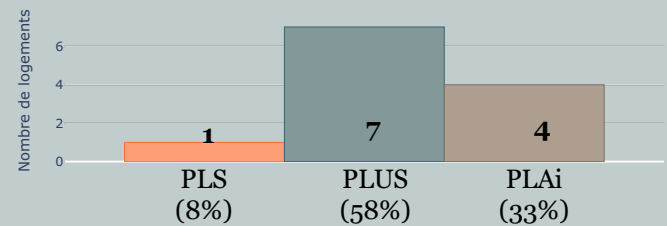
Logements vacants remis sur le marché : **5**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **12**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**



## Commentaires :

La commune de Saint-Jean-du-Pin est identifiée au PLH comme une commune de première couronne d'Alès, non soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 12 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, auxquels pourra venir s'ajouter par hypothèse 1 logement privé conventionné (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionné sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales seront affectés à des logements en accession abordable, soit 12 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le projet de révision du PLU de Saint-Jean-du-Pin, en voie de finalisation, intègre d'ores et déjà une servitude de mixité sociale en zones UA et UC (sachant qu'aucune zone AU n'est délimitée) ; le projet de règlement de ces deux zones prévoit ainsi que toute opération de 5 logements ou plus devra comprendre 20% au moins de logements locatifs sociaux.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

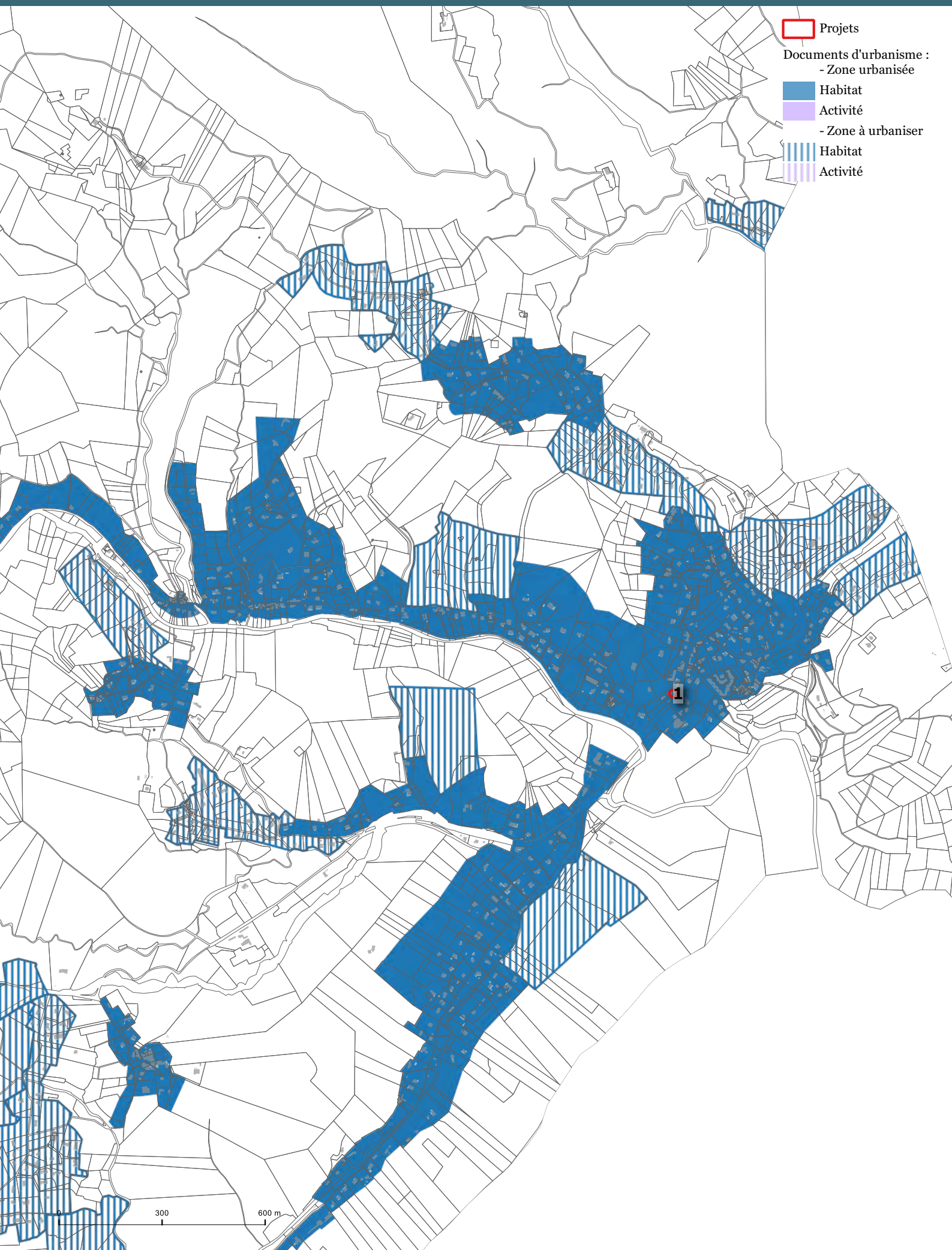
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Maison en Partage / centre village	12	12	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		12	12	
Capacité de production en diffus en zone AU et UC		50	5	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	1	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		67	18	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Jean-du-Pin sur les 6 années du PLH, telle qu'envisagée par le projet de révision du PLU en cours de finalisation, sera essentiellement portée par une production diffuse au sein des zones urbaines UA et UC (aucune zone à urbaniser n'étant délimitée par le projet de PLU).

Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché de 5 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

Le projet de Maison en Partage localisée au centre du village, répond à l'objectif de production locative sociale fixé par le PLH (12 logements) ; viendront s'y ajouter par hypothèse 5 logements locatifs sociaux produits dans le cadre d'opérations d'ensemble de 5 ou plus de 5 logements en zone UA et UC soumises à servitude de mixité sociale.



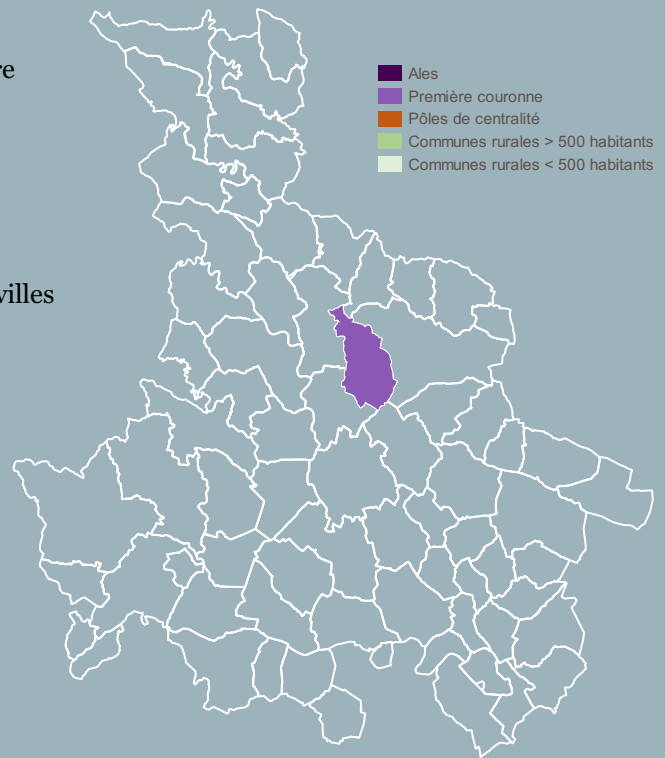
- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-JULIEN-LES-ROSIERS		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>3 348</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,73%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,86%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,77	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	23,2%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 380€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	13%	-	23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>1 551</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 412		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	99 / 6,4%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	40 / 2,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	10,8%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	78,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	11 / 0,8%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	2,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	86,4%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>12</b>		10 371
---------------------------	-----------	--	--------

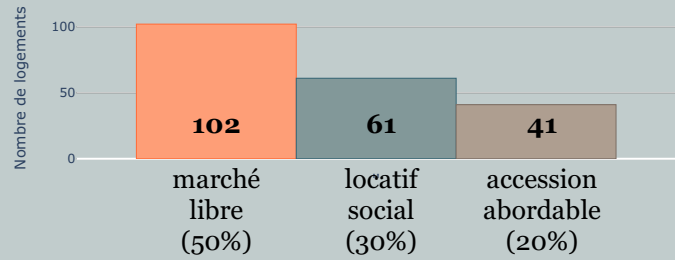
### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>17</b>		654
---	-----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **204 (34 par an)**

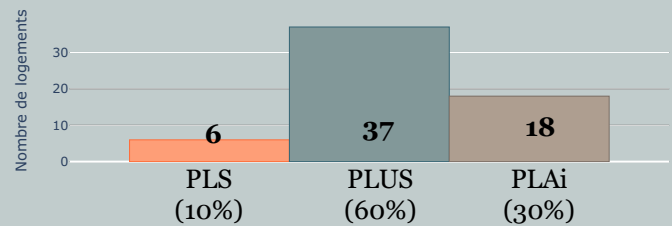
Logements vacants remis sur le marché : **10**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **61**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune de Saint-Julien-les-Rosiers devrait atteindre sur la durée du PLH le seuil de 3 500 habitants à partir duquel elle sera soumise aux dispositions de la Loi SRU (avec un délai de 5 périodes triennales pour atteindre le taux de 20% de logements locatifs sociaux). Afin d'anticiper cette obligation, 30% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux. 61 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 3 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux). En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 41 logements sur la durée du PLH (dont les 10 lots prévus sur le lotissement communal Cœur de village / Carrièresasse).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Saint-Julien-les-Rosiers approuvé le 20 février 2020, intègre d'ores et déjà une servitude de mixité sociale en application de l'article L.151-15 du Code de l'urbanisme : 35% des programmes en secteurs UBh1 (Carrièresasse), UBh2 (Caussonille) et UBo (Les Costes) doivent en effet être affectés à des logements locatifs sociaux, ce pourcentage étant fixé à 100% sur le secteur Ubh2 (Le Serre). Ces obligations sont reprises dans les OAP des secteurs concernés (OAP1 Les Costes, OAP2 Caussonille et OAP 3 Le Serre).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements et notamment de l'opération "Cœur de village" et des OAP qui portent l'essentiel de la production de logements locatifs sociaux attendus sur la durée du PLH.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Cœur de village / Carrières (Ubh1) - Lot 1 / Logis Cévenols	24	24	2023
1	Cœur de village / Carrières (Ubh1) - Lots 2 et 3 / Lotissement communal	10	0	2023
1	Cœur de village / Carrières (Ubh1) - Lot 4 - Maison en Partage	14	14	2023
1	Cœur de village / Carrières (Ubh1) - Lot 5	20	20	2023
2	Caussonille (Ubh2)	25	20	2026
3	Le Serre (Ubh2)	40	35	2026
4	Les Costes (Ubo)	25	20	Au delà de 2026
5	La Carrières (1AU)	10	10	Au delà de 2026
Capacité de production des projets connus		133	113	
Capacité de production en diffus		72	10	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		11	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>216</b>	<b>126</b>	

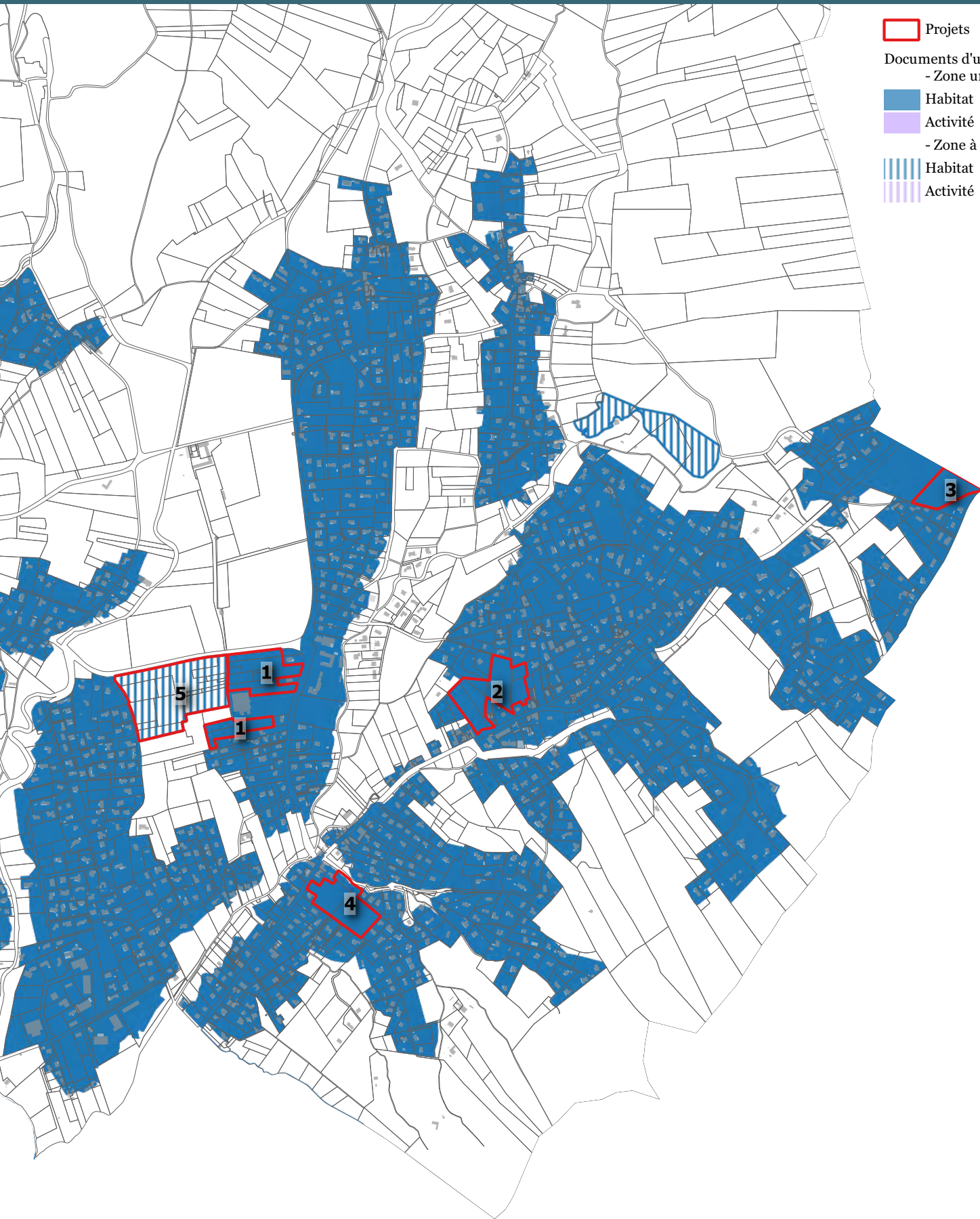
### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Julien-les-Rosiers sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par l'opération Cœur de village / Carrières sur laquelle sont prévus 66 logements, dont 56 logements locatifs sociaux, et par 2 opérations de moindre envergure (Caussonille et Le Serre) en zone Ub délimitée par le PLU approuvé le 20 février 2020.

Viendront s'ajouter une production neuve en diffus estimée à une soixantaine de logements à minima (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU) et la réhabilitation par hypothèse de 10 logements vacants (là encore prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (123 logements hors conventionnés privés) est nettement supérieure à l'objectif fixé (61 logements) et pourrait ainsi permettre à la commune de Saint-Julien-les-Rosiers de se rapprocher plus rapidement de l'objectif qui lui est assigné par la Loi SRU.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
- Habitat
- Activité
- Zone à urbaniser
- Habitat
- Activité



0 300 600 m

## Profil

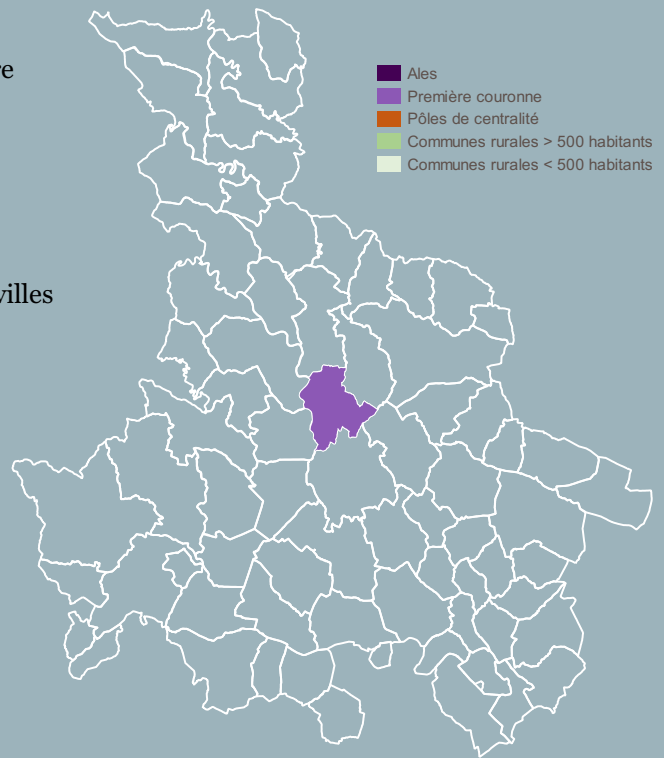
Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	361
Taux d'équipement :	17,7%
Déficit en logements locatifs sociaux :	46



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :	4 419		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,63%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,81%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,4%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 760€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	23%	=	23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

	SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES		ALES AGGLO
Parc de logements :	2 160		74 023
Parc de résidences principales :	1 944		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	191 / 8,9%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	25 / 1,2%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	15,7%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	64,5%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	179 / 9,2%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	6,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	74,8%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	323		10 371
---------------------------	-----	--	--------

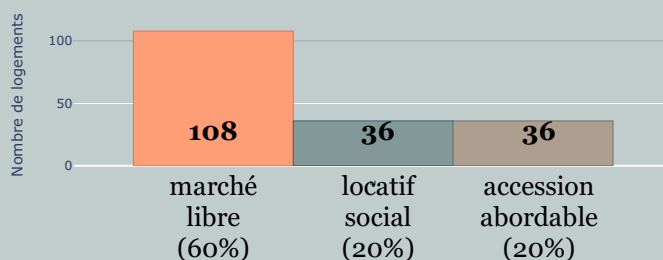
### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	18		654
---	----	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **180 (30 par an)**

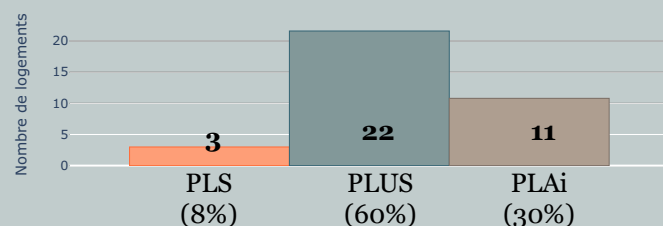
Logements vacants remis sur le marché : **10**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **36**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune de Saint-Martin-de-Valgalgues est une commune de première couronne d'Alès soumise aux dispositions de la Loi SRU, dont le taux d'équipement au 1er janvier 2020 atteignait 17,7%. La livraison en 2021 d'un programme de 66 LLS fait que la commune atteindra le taux de 20% imposé par la Loi ; dès lors, et afin de maintenir ce taux, le PLH impose que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales soient affectés à des logements locatifs sociaux. 36 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 3 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 36 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Saint-Martin-de-Valgalgues, approuvé le 15 mars 2010, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux.

Afin d'inscrire dans la durée l'effort de production réalisé au cours des dernières années et maintenir le taux d'équipement à 20%, une modification voire une révision du PLU devra être envisagée afin de délimiter des secteurs de mixité sociale et/ou des emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux (sur la base du repérage des disponibilités foncières réalisé par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne début 2021).

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Résidence Chemin du Moulin / Logis Cévenols	66	66	
Capacité de production des projets connus		66	66	
Capacité de production en diffus		Non défini	Non définir	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		10	3	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		76	69	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Martin-de-Valgalgues sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la résidence de logements locatifs sociaux du Chemin du Moulin et par une production diffuse en zones U et IIAU délimitées par le PLU approuvé le 15 mars 2010 (les zones classées IAU "fermées" et délimitées depuis plus de 9 ans ne pouvant plus être ouvertes que par révision générale du PLU).

Viendront s'ajouter à cette construction neuve la réhabilitation et la remise sur le marché de 10 logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant recensé INSEE 2017).

A ce stade, aucun programme de logements locatifs sociaux autre que la résidence de 66 logements Chemin du Moulin, n'est identifié. Un repérage des disponibilités foncières en vue de la production de logements locatifs sociaux a été réalisé début 2021 par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne ; il pourra servir de base à la mise en œuvre des outils règlementaires offerts par le Code de l'Urbanisme.

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

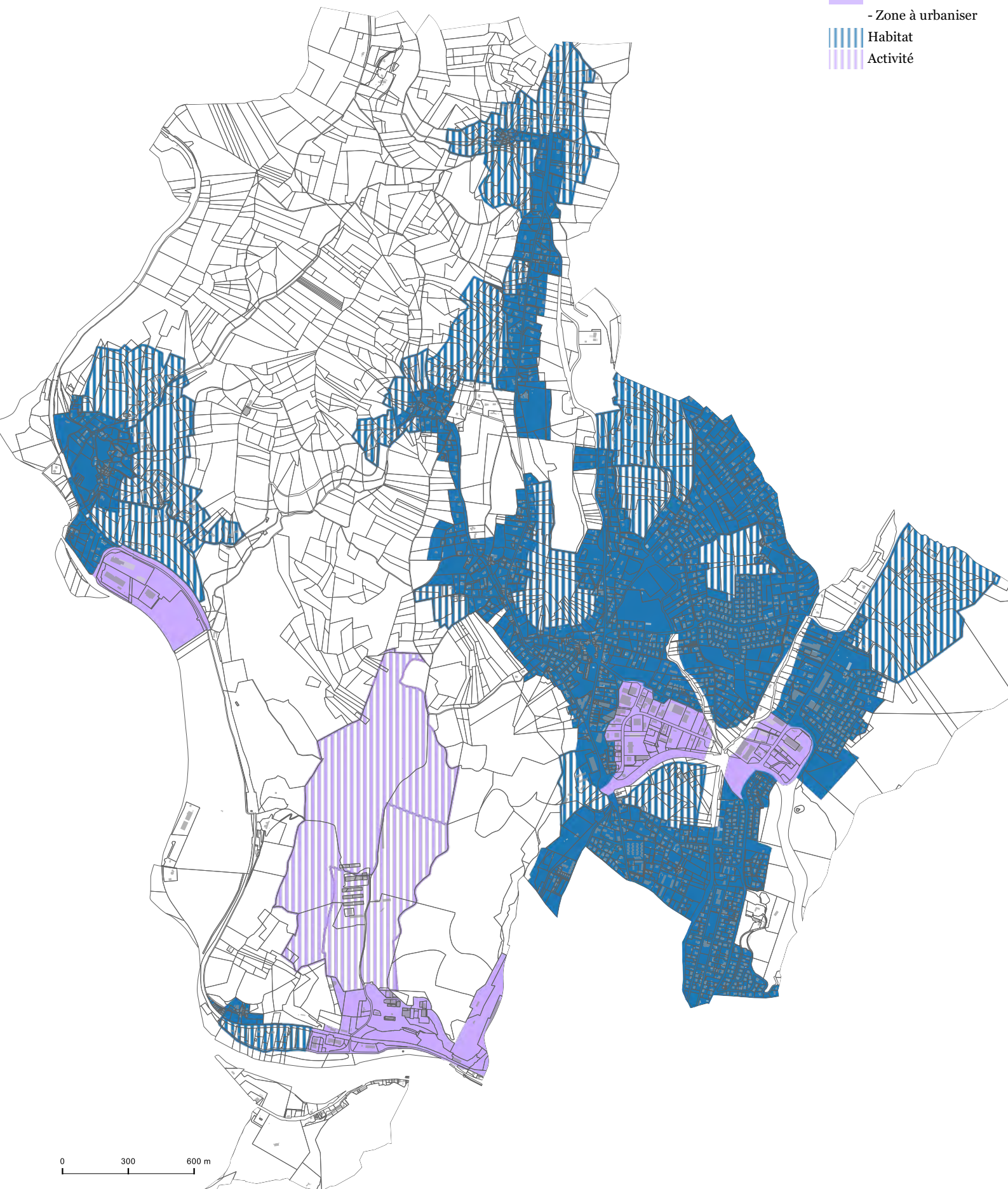
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



## Profil

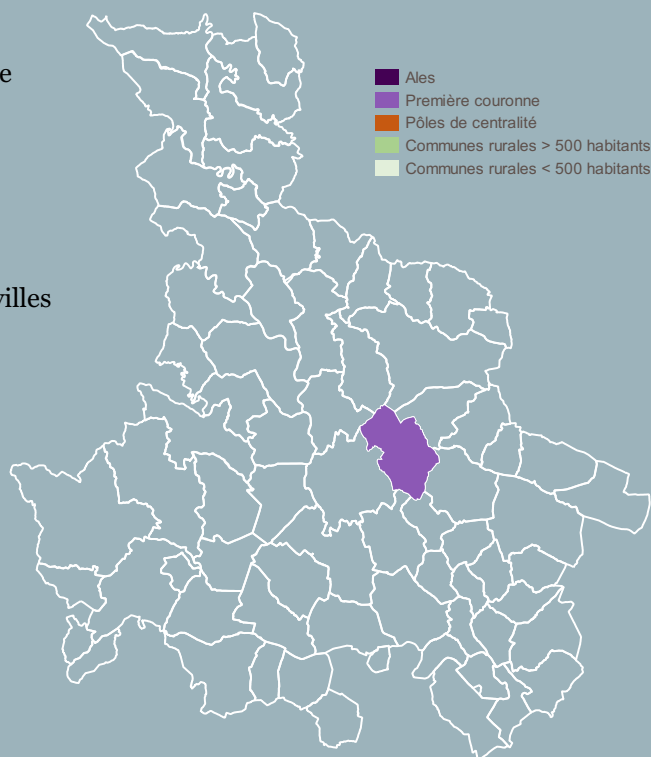
Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	161
Taux d'équipement :	6,6%
Déficit en logements locatifs sociaux :	329



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>5 182</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,77%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,17%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,65	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	27,2%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 240€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	11%	-	23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>2 452</b>		74 023
Parc de résidences principales :	2 226		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	164 / 6,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	62 / 2,5%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	7,9%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	77,4%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	50 / 2,2%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,1%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	82,0%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>129</b>		10 371
---------------------------	------------	--	--------

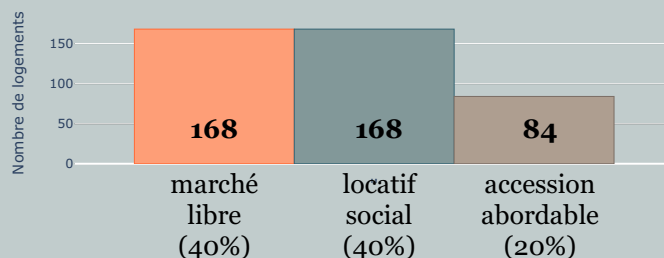
### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>48</b>		654
---	-----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **420 (70 par an)**

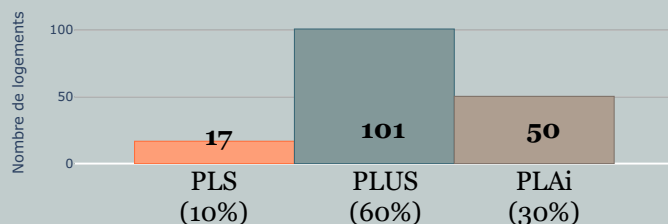
Logements vacants remis sur le marché : **8**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **168**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune de Saint-Privat-des-Vieux est une commune de première couronne d'Alès soumise aux dispositions de la Loi SRU, mais dont le taux d'équipement au 1er janvier 2020 (6,6%) est nettement inférieur à l'objectif de 20% assigné par la Loi. En conséquence, le PLH impose que 40% minimum de la production nouvelle de résidences principales soient affectés à des logements locatifs sociaux. 168 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 3 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 84 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Saint-Privat-des-Vieux approuvé le 11 mai 2019 intègre d'ores et déjà les outils prévus par le Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale :

- il délimite six secteurs de mixité sociale au titre de l'article L. 151-15 du Code de l'urbanisme dont 5 sur le centre ancien et la zone pavillonnaire (40% minimum de la SDP des programmes de plus de 500 m<sup>2</sup> de SDP doivent être réservés à la production de logements locatifs sociaux) et un en zone IAU La Vabre (40% de la SDP de l'OAP 1 doivent être réservés à la production de logements locatifs sociaux, ce qui correspond à un minimum de 55 logements locatifs sociaux) ;
- il délimite 6 emplacements réservés au titre de l'article L. 151-41-4 du Code de l'urbanisme sur lesquels au moins 50% (Chemin du Rieu), 60% (Impasse des Tournesols, Chemin des Bleuets, Impasse des Fauvettes) voire 100% (Chemin des Ormeaux) de la SDP doivent être réservés à des logements locatifs sociaux ;
- enfin, en application de l'article L. 151-28-2 du Code de l'Urbanisme, il octroie aux programmes de logements locatifs sociaux situés en zones UA, UB, UBa, UDa, UDb et 1AU une majoration du volume constructible à hauteur de 30%.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements locatifs sociaux.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

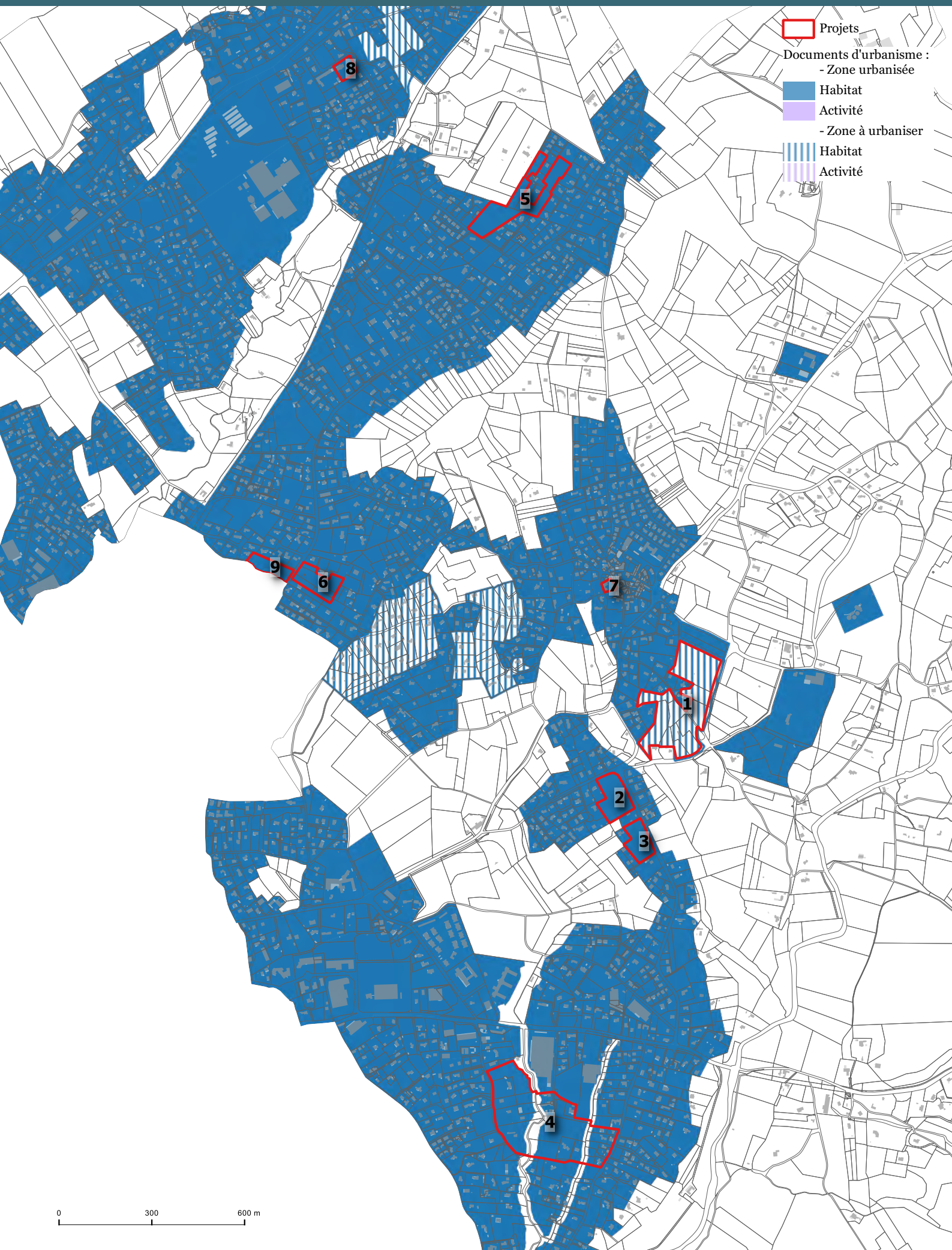
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	La Vabre / OAP Site 1	140	55	Hors durée du PLH (par hypothèse)
2	La Vabre / OAP Site 2	30	30	2023
3	La Vabre / OAP Site 3 / Chemin du Rieu / Le Plô / Logis Cévenols	21	11	2021
4	Le Rieu	40	25	Durée du PLH
5	Le Viget /OAP Site 1 / Chemin des Bleuets / Un Toit pour Tous	54	50	Durée du PLH
6	Le Viget /OAP Site 2 / Chemin du Viget / Un Toit pour Tous	25	15	Durée du PLH
7	Centre Village / 3 Rue de la République / Logis Cévenols	6	6	Durée du PLH
8	Les Bleuets / Quartier Mazac / Logis Cévenols	12	12	Durée du PLH
9	Le Viget / SBM Promotion / Un Toit pour Tous	35	35	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		223 hors opération 1	184 hors opération 1	
Capacité de production par renouvellement urbain		183	52	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>414</b>	<b>239</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Privat-des-Vieux sur les 6 années du PLH sera portée par 3 secteurs principaux (La Vabre, Le Viget et le Rieu) et par une construction diffuse en zone urbaine (mobilisation d'enclaves non bâties et divisions foncières).

Viendront s'ajouter à cette construction neuve la réhabilitation et la remise sur le marché de 8 logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux publics identifiée à ce stade (236 logements locatifs sociaux HLM, hors conventionnés privés) est supérieure à l'objectif fixé (168 logements).

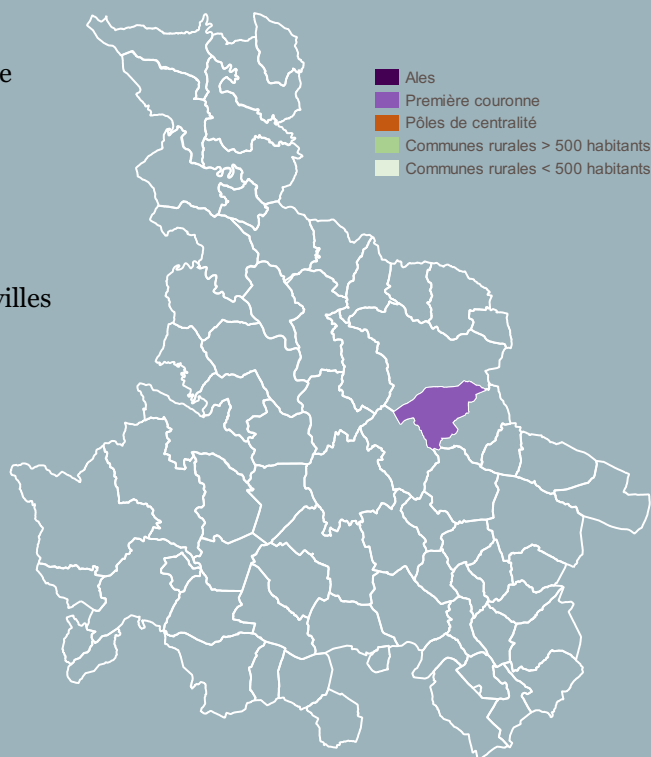


## Profil

Type de commune :	Commune de première couronne
Secteur :	Première couronne

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%



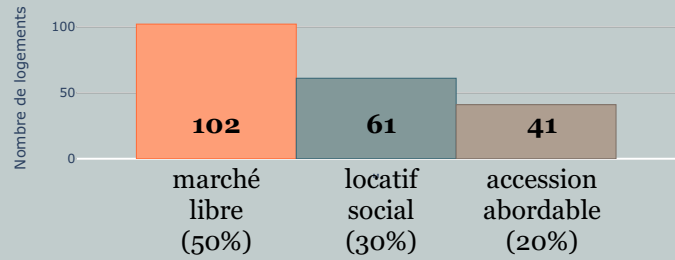
## Chiffres clés

	SALINDRES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>3 494</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,35%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,84%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,78	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	35,2%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 630€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	19%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 771</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 604		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	133 / 7,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	34 / 1,9%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	25,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	60,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	248 / 15,5%	+	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	9,4%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	67,9%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>261</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>23</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **204 (34 par an)**

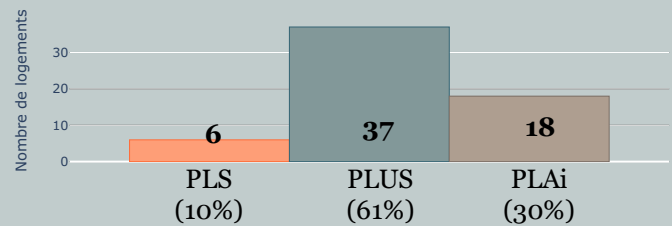
Logements vacants remis sur le marché : **13**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **61**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **4**



## Commentaires :

La commune de Salindres a dépassé le seuil de 3 500 habitants en 2021 et est désormais soumise aux dispositions de la Loi SRU (avec un délai de 5 périodes triennales pour atteindre le taux de 20% de logements locatifs sociaux).

Afin de respecter cette obligation, 30% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux. 61 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 4 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 41 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Salindres approuvé le 4 octobre 2017, intègre d'ores et déjà une servitude de mixité sociale en application de l'article L.151-15 du Code de l'urbanisme : toute opération comportant au moins 200 m<sup>2</sup> de surface de plancher en zones UDC, 2AUha et 2AUhb doit affecter 25% au moins de cette surface de plancher à des logements locatifs sociaux ; les Orientations d'Aménagement et de Programmation Ausselet Nord, Chemin de Cauvas et Camprieu reprennent cette obligation. Ce pourcentage apparaît suffisant au regard de l'ensemble des programmes de logement sociaux prévus sur la commune.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'insalubrité" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements et notamment des opérations d'aménagement d'ensemble faisant l'objet d'OAP.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.
- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le PLU (et notamment sur les secteurs Cauvas et Camprieu dont l'urbanisation n'est prise en compte que sous réserve sur la durée du PLH 2021-2026).

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Ancienne laiterie / Rue Henri Gély	18	18	Durée du PLH
2	Nouvelle gendarmerie / Projet 3F Occitanie	14	0	2022
3	Résidence Séverac / Rue de Séverac / 3F Occitanie	25	25	2022
4	Hameau des garrigues / Rue de Séverac / 3F Occitanie	40	40	2022
5	Ausselet / Lauze 2/ Résidence Kémménon/ Logis Cévenols	80	7	2021
6	Ausselet / Lauze 3 et 4		13	Durée du PLH
7	OAP Cauvas (UDc) en trois phases 1/2/3	70	17	Durée du PLH (sous réserve)
8	OAP Camprieu	25	6	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		177 à 272	103 à 126	
Capacité de production en diffus		96 à 126	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		13	4	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		286 à 411	105 à 128	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Salindres sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU et pour partie 1AU délimitées par le PLU approuvé le 4 octobre 2017 et par des opérations ponctuelles de logements locatifs sociaux. Viendront s'ajouter une production neuve en diffus estimée entre 96 et 126 logements (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU, mais à priori surestimé) et la réhabilitation par hypothèse de 13 logements vacants (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (103 à 126 logements, hors logements conventionnés privés) est nettement supérieure à l'objectif fixé (61 logements) et pourrait ainsi permettre à la commune de Salindres, qui dispose d'ores et déjà d'un parc locatif social relativement important (261 LLS au RPLS 2020), de se rapprocher plus rapidement de l'objectif qui lui est assigné par la Loi SRU.

Projets

Documents d'urbanisme :

- Zone urbanisée

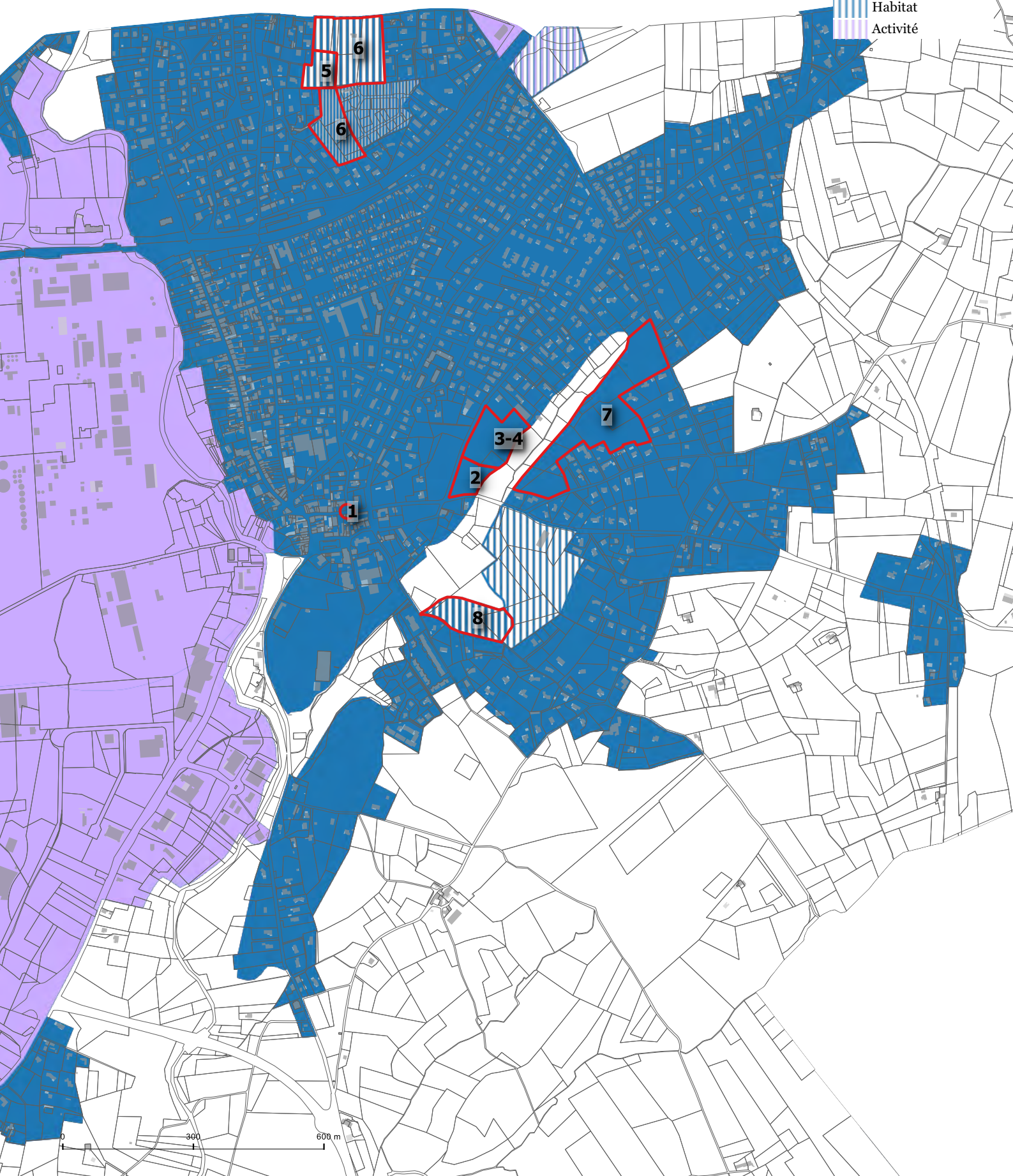
Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité



## Profil

Type de commune :

Pôle de centralité

Secteur :

Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :

Pôles de centralité et villes

Densité moyenne de logements /ha :

21

Individuel (pur et groupé)

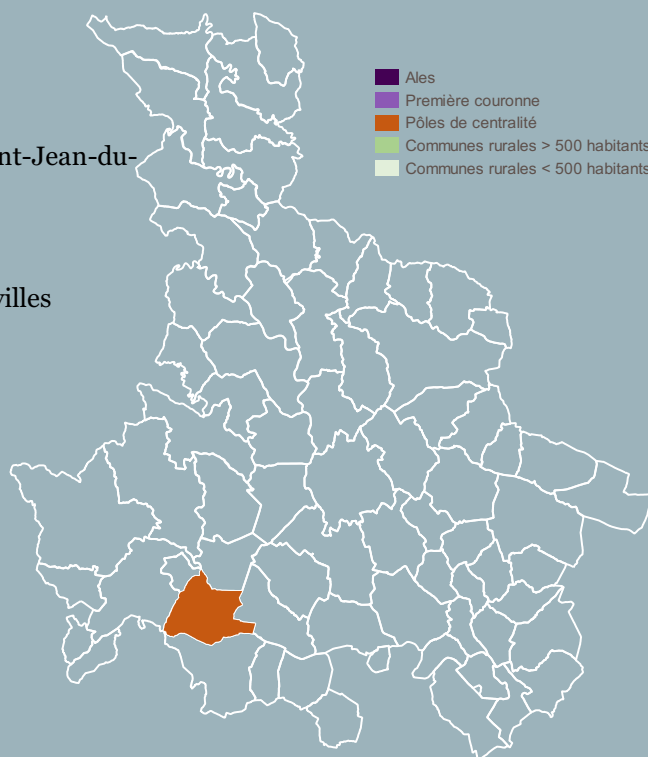
25%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire)

20%

Collectif

55%



## Chiffres clés



### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :

ANDUZE

**3 436**

ALES AGGLO

129 931

Taux de variation de la population 2007-2017 :

0,48%

-

0,60%

Taux de variation de la population 2012-2017 :

0,67%

+

0,20%

Indice de Jeunesse de la population :

0,45

-

0,67

Pourcentage des ménages d'une seule personne :

44,9%

+

37,2%

Revenu annuel moyen par foyer :

17 430€

-

18 670€

Taux de pauvreté :

26%

+

23%



### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :

**2 399**

74 023

Parc de résidences principales :

1 679

60 256

Nombre de logements vacants et taux de vacance :

353 / 14,7%

+

7 766 / 10,5%

Nombre de résidences secondaires et taux :

368 / 15,3%

+

6 001 / 8,1%

Part du parc ancien (antérieur 1945) :

32,5%

+

22,7%

Part des propriétaires occupants :

49,4%

-

57,5%

Nombre et part des locataires du parc HLM :

82 / 4,9%

-

7 595 / 12,6%

Part des T2 et moins :

18,2%

+

11,2%

Part des T4 et plus :

53,3%

-

66,4%



### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

**95**

10 371



### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

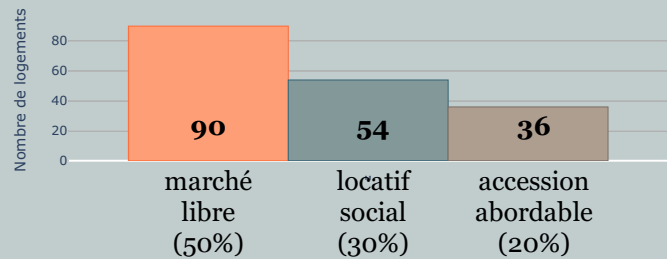
**14**

654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **180 (30 par an)**

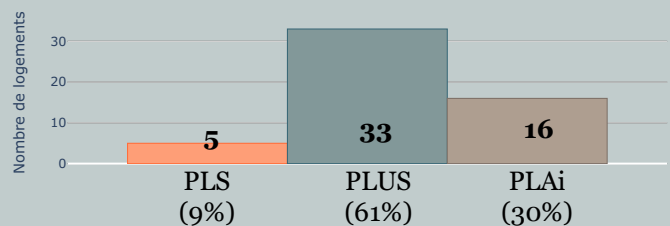
Logements vacants remis sur le marché : **40**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **54**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **69**



### Commentaires :

La commune d'Anduze devrait atteindre sur la durée du PLH le seuil de 3 500 habitants à partir duquel elle sera soumise aux dispositions de la Loi SRU (avec un délai de 5 périodes triennales pour atteindre le taux de 20% de logements locatifs sociaux).

Afin d'anticiper cette obligation, 30% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux. 54 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits sur la durée du PLH, auxquels viendront s'ajouter les quelques 69 logements privés conventionnés inscrits à la convention d'OPAH-RU 2021-2025.

En complément, le PLH prévoit que 20% minimum de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 36 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU d'Anduze, approuvé le 18 avril 2014, est actuellement en cours de révision. Le futur PLU en cours d'élaboration devra intégrer les outils réglementaires prévus par le Code de l'Urbanisme, et notamment la délimitation de secteurs de mixité sociale et/ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux (sur la base du repérage des disponibilités foncières réalisé début 2021 par l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne).

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.
- OPAH-RU d'Anduze (à engager en fonction des conclusions de l'étude pré-opérationnelle programmée sur la durée du PLH).

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier d'élaboration du PLU afin de mettre en application les outils réglementaires en faveur de la mixité sociale.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le futur PLU.

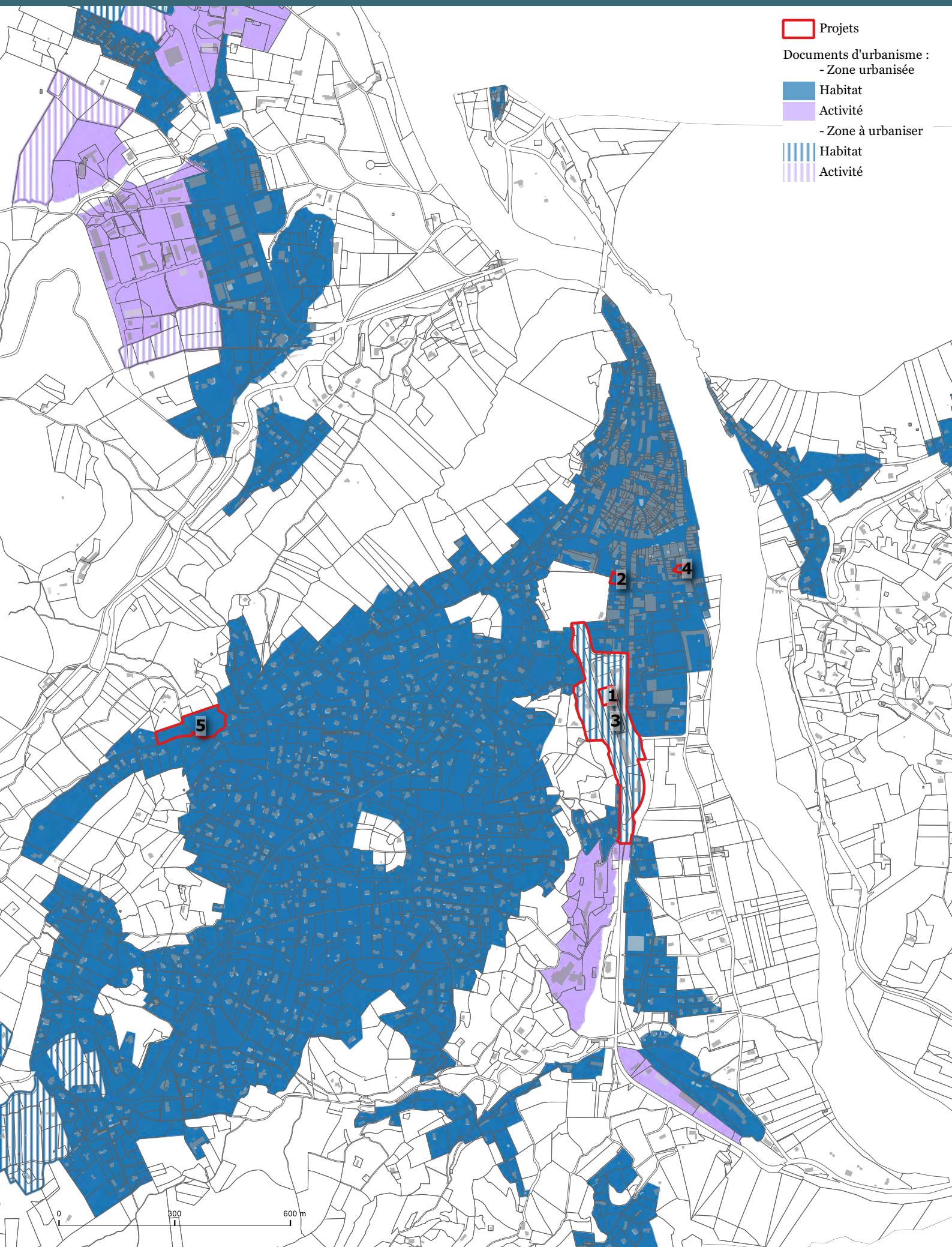


## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Avenue du Pasteur Rollin / Secteur gare	32	32	Durée du PLH
2	Avenue du Pasteur Rollin (parcelle AE 213) / Maison en Partage	10	10	Durée du PLH
3	Zone 2AU Gare	40	12	Durée du PLH / Programme en cours de redéfinition
4	Rue Pélico / Ancienne Gendarmerie	10	10	Durée du PLH
5	Fraisal / Projet d'habitat collectif à définir dont 30% LLS	A définir	A définir	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		92	64	
Capacité de production en diffus		130	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		40	69	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		262	133	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune d'Anduze sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus dans les limites de la zone urbaine actuelle (estimée à 130 logements, prorata temporis du potentiel identifié au rapport de présentation du PLU en cours de révision), par l'urbanisation de la zone de la gare (projet mixte en cours de définition) et par plusieurs opérations en centre ville (Avenue du Pasteur Rollin et Rue Pélico). Viendront s'y ajouter 40 logements vacants réhabilités et remis sur le marché (conformément à l'objectif fixé à l'OPAH-RU 2021-2025). La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (64 logements hors conventionnés privés) est supérieure à l'objectif fixé (54 logements) et pourrait ainsi permettre à la commune d'Anduze de se rapprocher plus rapidement de l'objectif qui lui est assigné par la Loi SRU ; et ce d'autant plus que l'OPAH-RU prévoit en sus la production de 69 logements conventionnés privés sur les 5 années du dispositif.



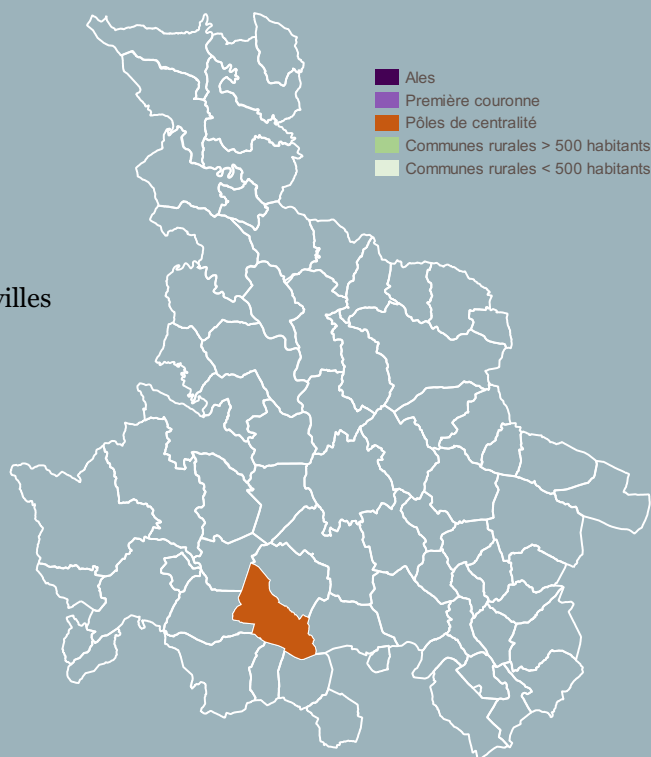
- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

## Profil

Type de commune :	Pôle de centralité
Secteur :	Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%



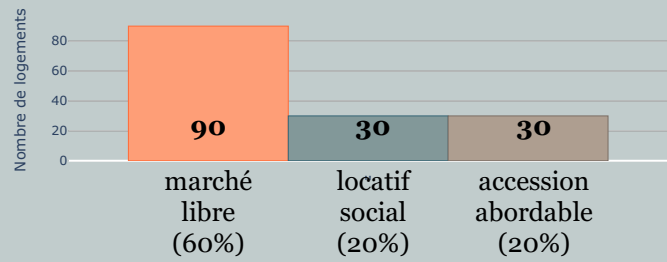
## Chiffres clés

	BOISSET-ET-GAUJAC		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>2 545</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,29%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,82%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,76	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	26,4%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 310€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	15%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 155</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 027		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	53 / 4,6%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	74 / 6,4%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	9,5%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	72,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	41 / 4,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	84,9%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>54</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>20</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **150 (25 par an)**

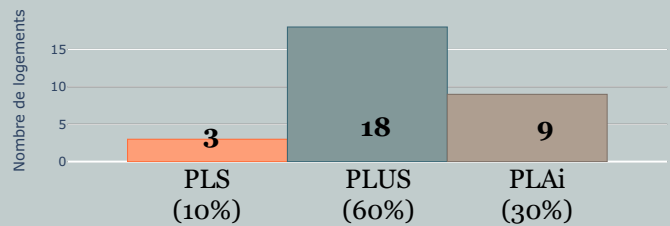
Logements vacants remis sur le marché : **5**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **30**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**



## Commentaires :

La commune de Boisset-et-Gaujac est identifiée au PLH comme pôle de centralité.

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 30 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, incluant les 4 logements sociaux prévus dans l'ancienne Mairie ; 1 logement privé conventionné sera par hypothèse produit sur la durée du PLH (conventionné avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionné sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 30 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Boisset-et-Gaujac en révision devra intégrer les outils réglementaires prévus par le Code de l'Urbanisme, et notamment la délimitation de secteurs de mixité sociale et/ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux. Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de révision du PLU (approbation attendue fin 2023) afin de définir les éventuels secteurs d'extension et mettre en application les outils réglementaires en faveur de la mixité sociale.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le futur PLU.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

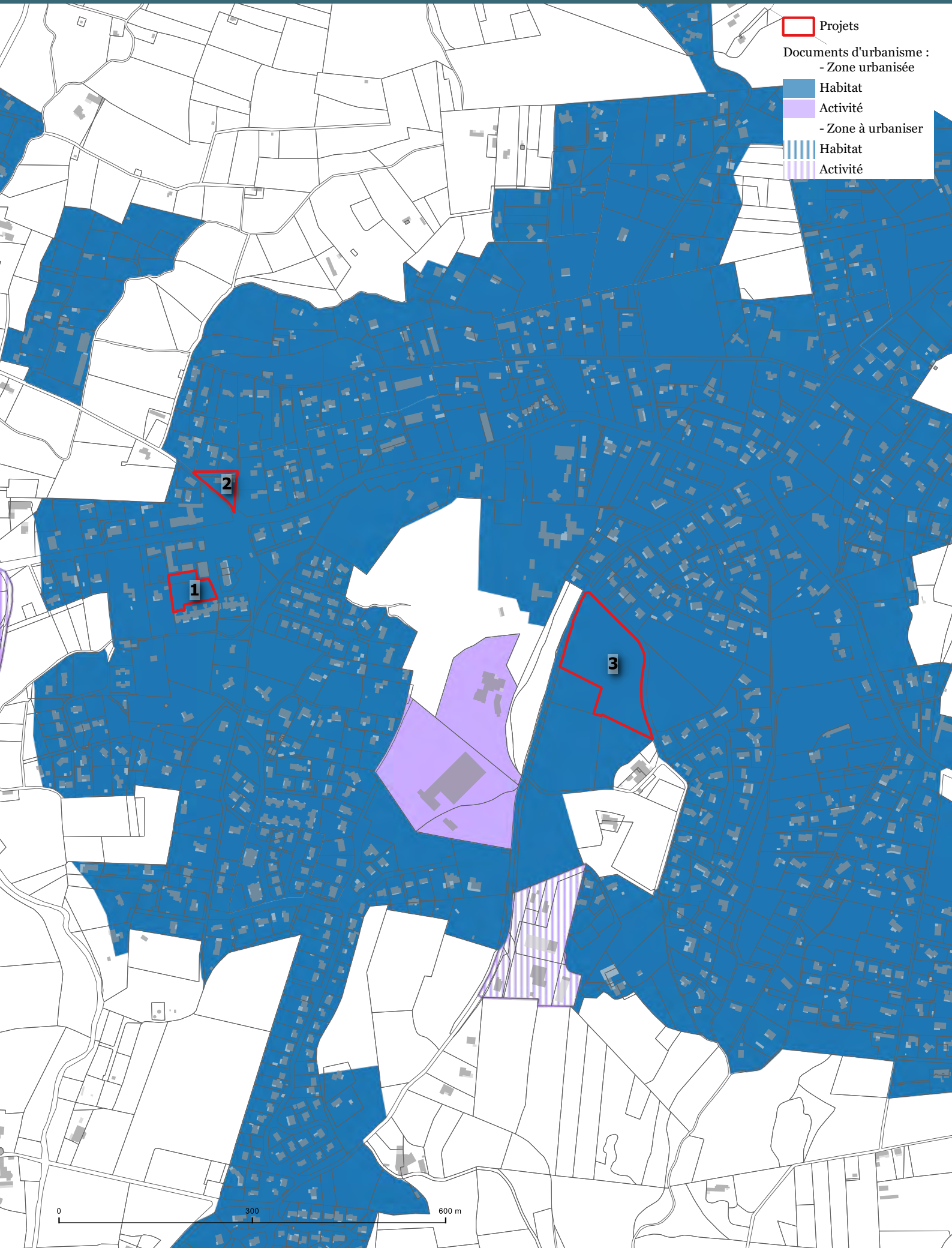
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Maison en Partage /Emplacement des tennis communaux (parcelles AD 1025 et AD 760)	10	10	Durée du PLH
2	Ancienne Mairie / Chemin de Ste Catherine (parcelles AD 246 et AD 247)	4 ou 5	4 ou 5	Durée du PLH
3	Lotissement privé / Chemin de la Madeleine (parcelle AM 423)	25	0	Durée du PLH
Autres opérations	PLU en cours de révision	En cours de définition	En cours de définition	
Capacité de production des projets connus		39 à 40	14 à 15	
Capacité de production en diffus		En cours de définition	En cours de définition	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		44 à 45	15 à 16	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Boisset-et-Gaujac sur les 6 années du PLH sera principalement portée par une production neuve en diffus (favorisée par la taille importante des parcelles), un lotissement de 25 lots et une Maison en Partage de 10 logements. Viendront s'y ajouter les 4 à 5 logements communaux prévus dans l'ancienne Mairie ainsi que la réhabilitation et la remise sur le marché de 5 logements privés vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant INSEE 2017).

A moyen terme, la révision en cours du PLU viendra conforter ce potentiel foncier, permettant à la commune d'atteindre les objectifs de développement fixés (150 résidences principes sur la durée du PLH).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (14 à 15 logements ) est inférieure à l'objectif fixé (30 logements) et devra donc être complétée sur la durée du PLH par de nouveaux programmes (mobilisant le cas échéant les outils règlementaires offerts par le Code de l'Urbanisme).



Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

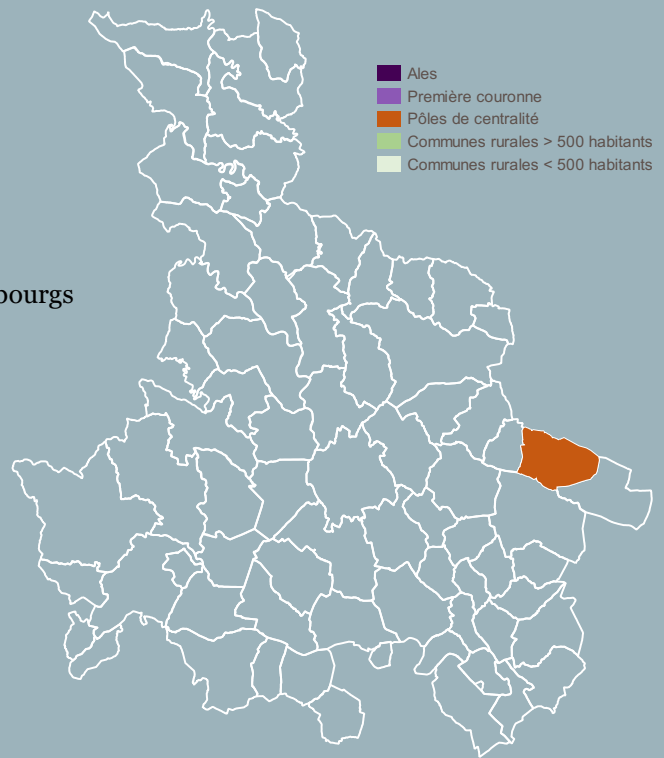
Activité

## Profil

Type de commune : Pôle de centralité  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	BROUZET-LÈS-ALÈS		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>649</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,31%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,76%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 010€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>401</b>		74 023
Parc de résidences principales :	299		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	34 / 8,6%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	68 / 16,9%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	24,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	70,9%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	74,4%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

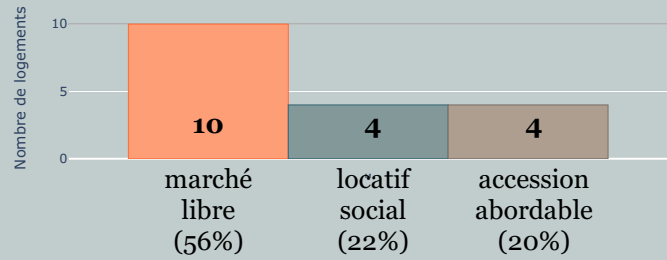
### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>3</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **3**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **4**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

La commune de Brouzet-lès-Alès est identifiée au PLH, comme au SCOT Pays Cévennes, comme pôle de centralité. A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire ; 4 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH. A défaut de programme HLM identifié, les logements communaux conventionnés attendus sur les 3 secteurs 100% LLS délimités par le PLU approuvé le 13 avril 2015 (ancien presbytères et parcelle communale Rue du Pigeonnier) devraient permettre d'atteindre cet objectif. Par hypothèse, 1 logement privé conventionné sera également produit sur la durée du PLH (conventionné avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionné sans travaux). En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 4 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Brouzet-lès-Alès, approuvé le 13 avril 2015, identifie d'ores et déjà 3 parcelles en centre village, sur lesquelles 100% des programmes de logements doivent être affectés à des logements locatifs sociaux (ancien presbytère catholique, ancien presbytère protestant et parcelle communale située Rue du Pigeonnier).

La révision du PLU en cours pourra intégrer de nouveaux secteurs à pourcentage et/ou des emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux. Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs et / ou bâtis pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

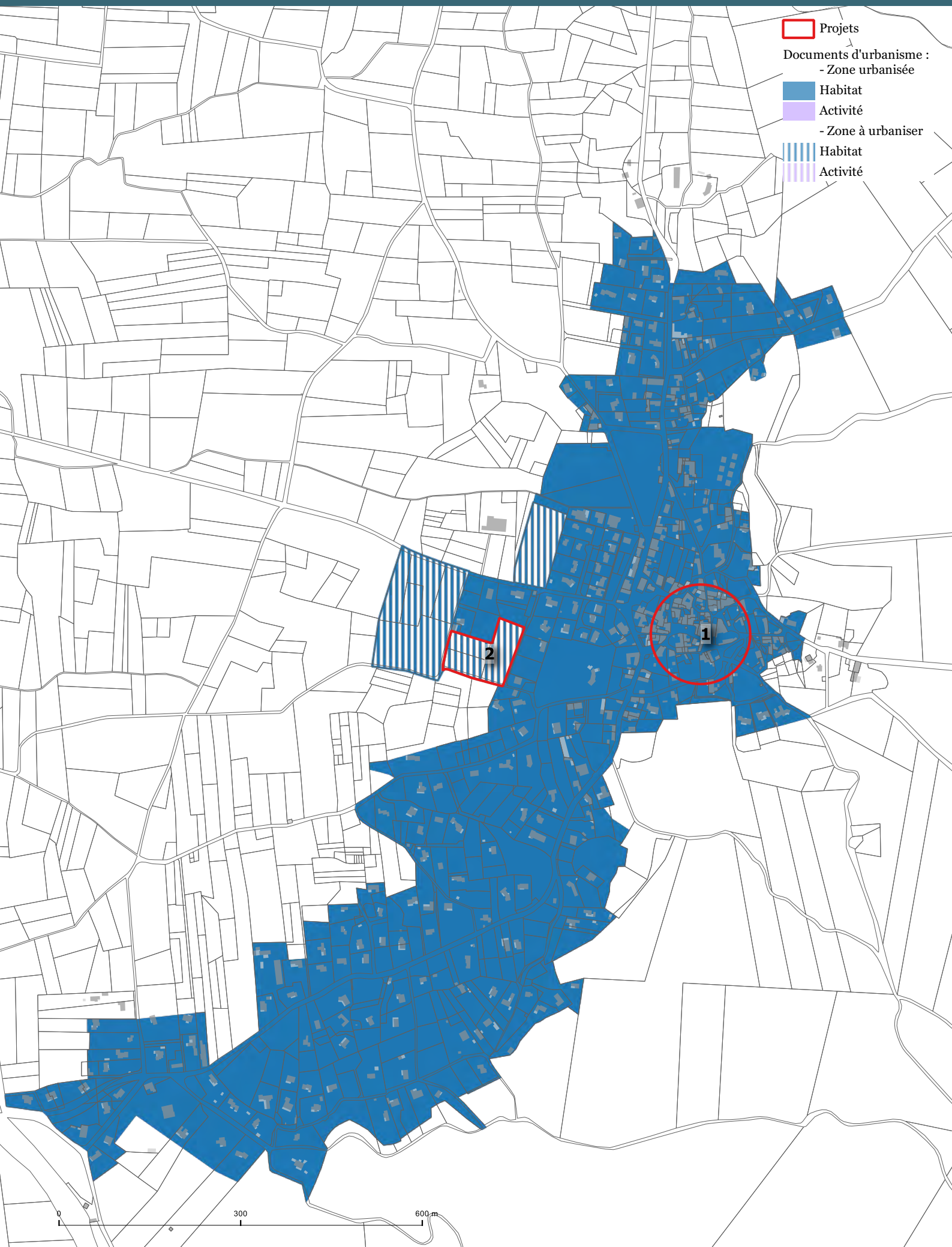
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / anciens presbytères et Rue du Pigeonnier	4	4	Durée du PLH
2	Zone 2AU Le Vignaudet	6	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		10	4	
Capacité de production en diffus		Non définie	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		3	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>13</b>	<b>4</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Brouzet-les-Ales sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par une production diffuse dans les limites du PLU approuvé le 13 avril 2015 et par l'urbanisation du secteur 2AU Le Vignaudet. Viendra s'ajouter à cette production nouvelle, la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 3 logements (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant INSEE 2017).

La production pourra évoluer à terme avec la révision du PLU en cours.

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (4 logements communaux) est cohérente avec l'objectif fixé (4 logements).



Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

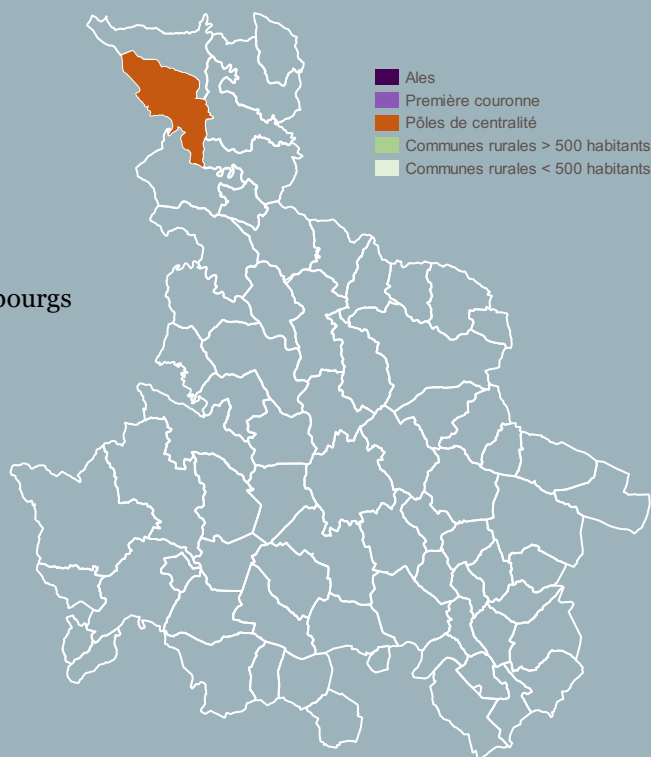
Activité

## Profil

Type de commune : Pôle de centralité  
 Secteur : Cévennes Nord

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	GÉNOLHAC		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>841</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,56%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,31%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,34	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	43,6%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 870€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>847</b>		74 023
Parc de résidences principales :	416		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	136 / 16,0%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	295 / 34,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	37,0%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	65,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	11 / 2,6%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	11,1%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	66,5%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>22</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **10 (1.5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **7**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **2**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

La commune de Génolhac est identifiée au PLH comme un pôle de centralité.

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 2 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 2 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 2 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Génolhac devra intégrer les outils réglementaires offerts par le Code de l'Urbanisme, et notamment la délimitation de secteurs de servitude de mixité sociale (notamment en zone à urbaniser) et/ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux, probablement plus adaptés en l'absence de zone à urbaniser importante.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Lieu-dit Terre Rouge / Zone IIAUa	Non défini	Non défini	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		Non défini	Non défini	
Capacité de production en diffus		10	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		7	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		17	2	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Genolhac sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus, dans les limites de la zone urbaine définie par le PLU approuvé le 18 juin 2012, et éventuellement par l'urbanisation de la zone IIAUa de Terre Rouge (sachant que les autres zones classées IAU "fermées" et délimitées depuis plus de 9 ans ne pourront plus être ouvertes que par révision générale du PLU). Viendront s'y ajouter 7 logements vacants réhabilités et remis sur le marché (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant très important recensé INSEE 2017).

 Projets



0 300 600 m

## Profil

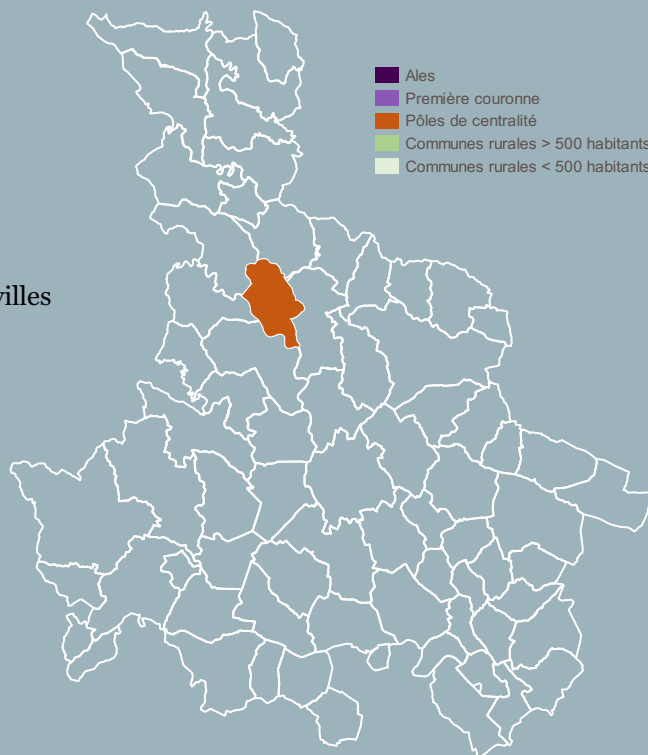
Type de commune :	Pôle de centralité
Secteur :	Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%

## Commune SRU (données au 01/01/2020)

Nombre de logements locatifs sociaux SRU :	989
Taux d'équipement :	10,0%
Déficit en logements locatifs sociaux :	332



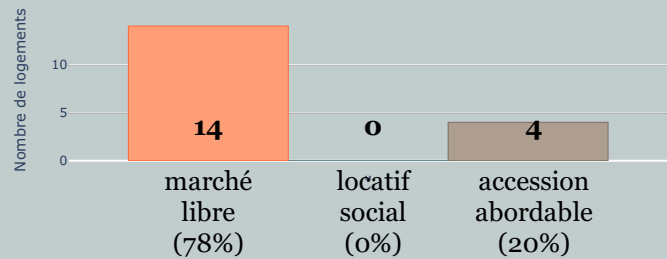
## Chiffres clés

	LA GRAND-COMBE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>5 041</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,44%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,73%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	45,5%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	14 580€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	41%	+	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>3 067</b>		74 023
Parc de résidences principales :	2 392		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	644 / 21,0%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	31 / 1,0%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	52,3%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	38,3%	-	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	792 / 33,1%	+	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	11,6%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	57,8%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>1 085</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>3</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **15**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **5**

### Commentaires :

La commune de La Grand Combe, avec un taux d'équipement de 42,5%, dépasse très largement l'objectif de 20% fixé par la Loi SRU.

En conséquence, le PLH n'impose aucune production nouvelle à la commune et préconise à l'inverse une « rétractation » du parc locatif social ancien et obsolète, au bénéfice de programmes de type accession sociale / accession abordable, de façon à favoriser un meilleur équilibre social de la commune. Plusieurs programmes de démolition ont d'ores et déjà été réalisés par les différents bailleurs sociaux, d'autres sont programmés (Habitat du Gard sur Trescol par exemple).

5 logements conventionnés privés pourront être produits sur la durée du PLH ; ce chiffre pourra être revu à la hausse dans le cas où une OPAH-RU spécifique serait mise en œuvre sur la commune

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 4 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de La Grand Combe, approuvé le 16 janvier 2014, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux. Au regard du taux d'équipement de la commune, il n'est pas nécessaire d'envisager la mise en œuvre de telles dispositions.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.
- OPAH-RU de La Grand Combe (à engager en fonction des conclusions de l'étude pré-opérationnelle programmée sur la durée du PLH).
- Mise en place du permis de louer (commune test).

### Outils d'aménagement opérationnel

- Assurer un accompagnement de la commune dans ses projets de diversification de l'offre de logements (éco-quartier) et de réinvestissement des emprises libérées par la démolition de logements sociaux.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		18	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		15	5	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		33	5	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur La Grand Combe sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une construction diffuse au sein de la zone urbaine délimitée par le PLU approuvé le 16 janvier 2014 ; la production restera en tout état de cause limitée, dans le prolongement de la construction neuve enregistrée au cours des dernières années. Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier d'une quinzaine de logements vacants, ce chiffre pouvant être revu à la hausse dans le cas où une OPAH-RU spécifique serait mise en œuvre sur la commune (l'objectif de mobilisation du parc vacant sera affiné dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle prévue au PLH).

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

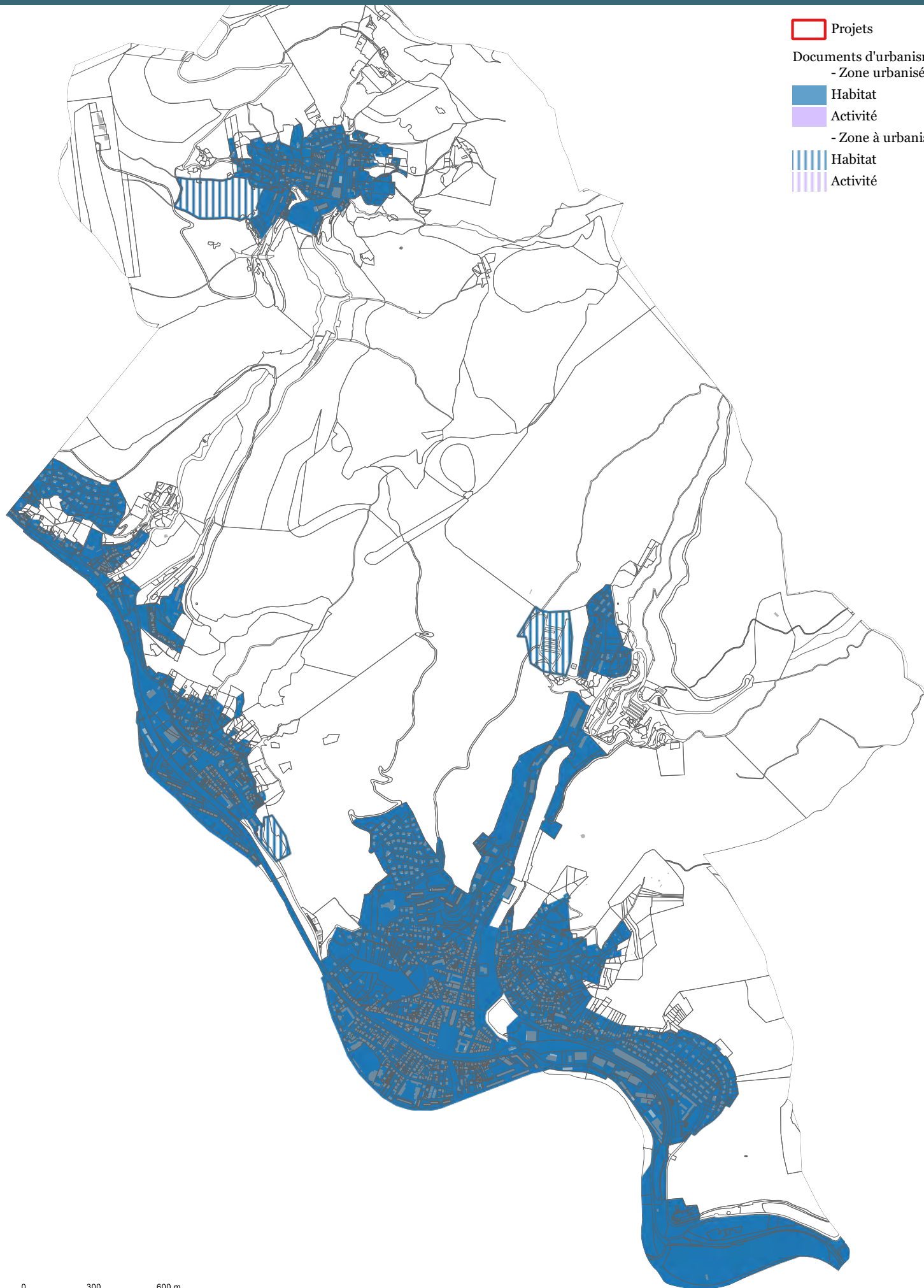
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



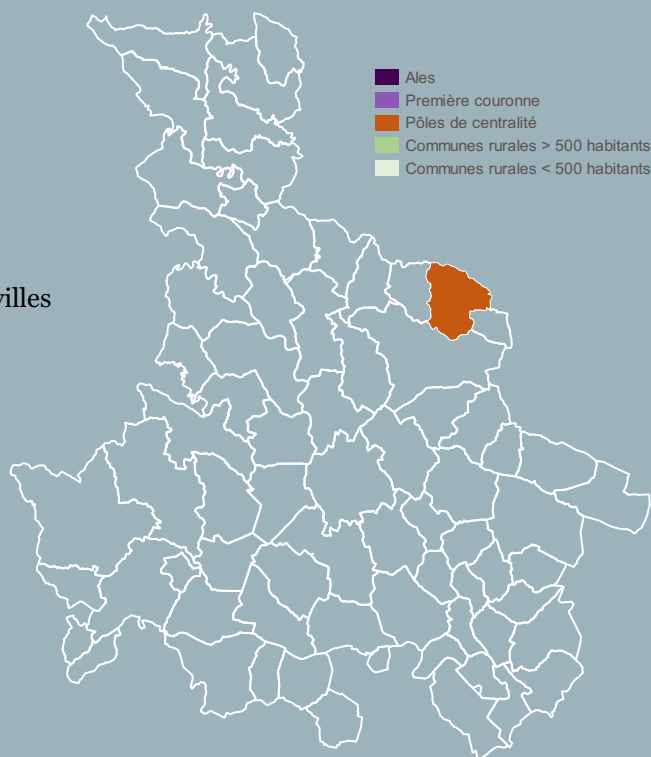
0 300 600 m

## Profil

Type de commune :	Pôle de centralité
Secteur :	Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%



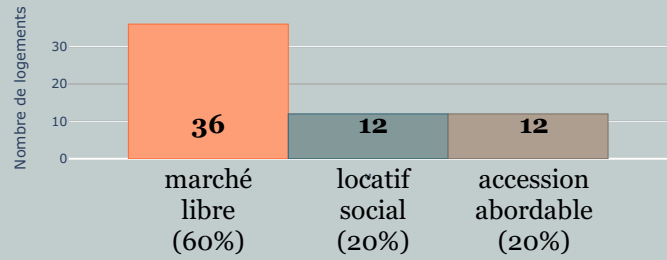
## Chiffres clés

	LES MAGES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>2 074</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,60%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,44%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,67	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	28,1%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 150€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	17%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 123</b>		74 023
Parc de résidences principales :	915		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	98 / 8,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	110 / 9,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	20,7%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	79,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	3 / 0,3%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	81,6%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>5</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>10</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **60 (10 par an)**

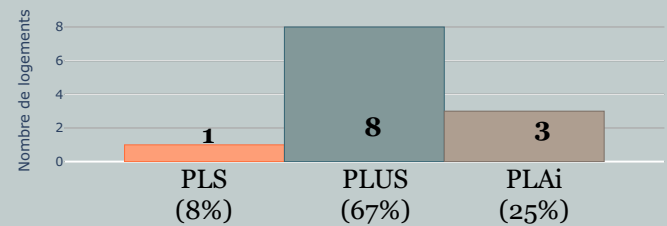
Logements vacants remis sur le marché : **8**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **12**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune des Mages est identifiée au PLH comme pôle de centralité.

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 12 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels viendront s'ajouter par hypothèse 3 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionné sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 12 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU des Mages en cours d'élaboration devra intégrer les outils réglementaires prévus par le Code de l'Urbanisme, et notamment la délimitation de secteurs de mixité sociale et/ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements locatifs sociaux.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier d'élaboration du PLU (approbation attendue fin 2023) afin de mettre en application les outils réglementaires en faveur de la mixité sociale.
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le futur PLU.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Maison en Partage / Avenue de la Parenove / SEMIGA	9	9	2022
2	OAP Le Coussac	20	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		29	9	
Capacité de production en diffus		40	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		77	12	

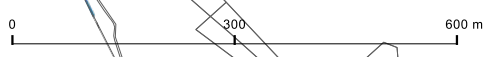
### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune des Mages sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une production neuve en diffus estimée à une quarantaine de logements (prorata temporis du potentiel total recensé par le PLU en cours d'élaboration) et par deux projets identifiés, dont une Maison en Partage de 9 logements et l'ouverture à l'urbanisation de la zone d'extension de Coussac soumise à OAP.

Viendront s'y ajouter par hypothèse 8 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (prorata temporis du potentiel total identifié par le PLU en cours d'élaboration).

La production de logements locatifs sociaux publics identifiée à ce stade (9 logements en Maison en Partage) est légèrement inférieure à l'objectif fixé (12 logements) ; elle pourra être complétée par de nouveaux programmes à définir par le PLU en cours d'élaboration (mobilisant le cas échéant les outils règlementaires offerts par le Code de l'Urbanisme).

Projets

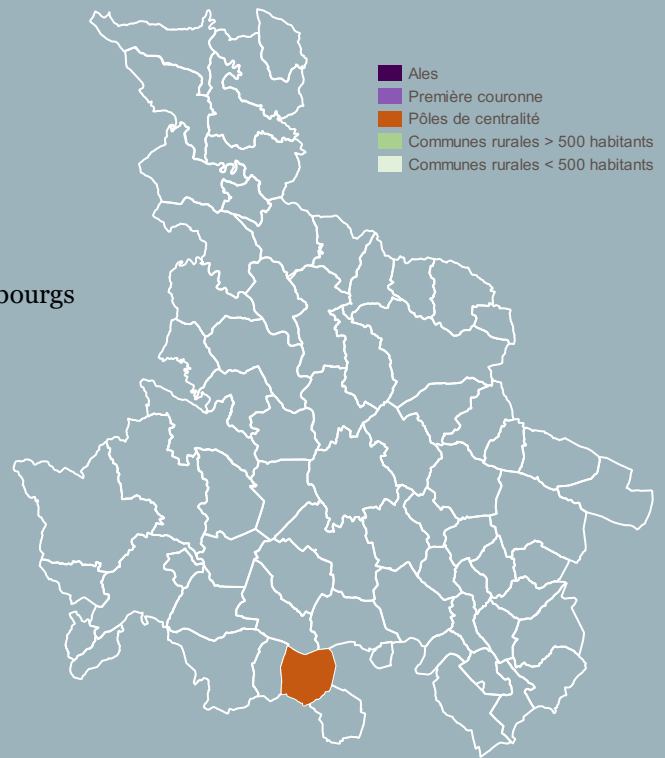


## Profil

Type de commune : Pôle de centralité  
 Secteur : Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



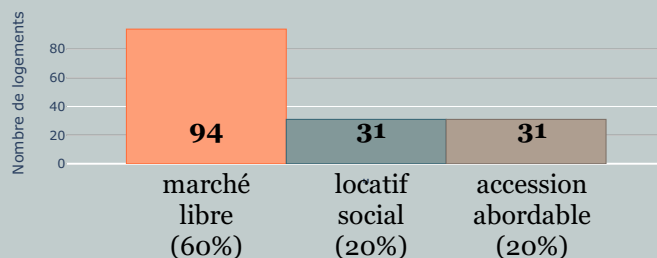
## Chiffres clés

	LÉZAN		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 537</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	2,13%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,54%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,86	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	29,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 460€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>800</b>		74 023
Parc de résidences principales :	670		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	82 / 10,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	47 / 5,9%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	29,4%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	59,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	12 / 1,8%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,8%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	71,1%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>14</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>10</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **156 (26 par an)**

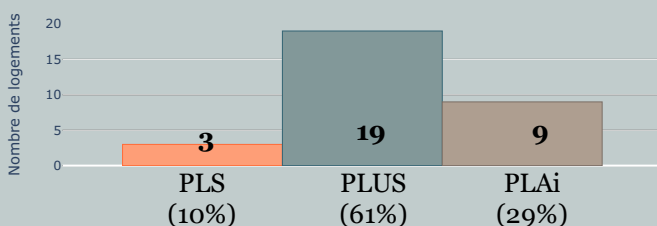
Logements vacants remis sur le marché : **8**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **31**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune de Lézan est identifiée au PLH comme pôle de centralité.

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 31 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH. Par hypothèse, 3 logements privés conventionnés seront également produits sur la durée du PLH (conventionnés avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 31 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Lézan, approuvé le 22 janvier 2018, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux.

A défaut d'opportunités foncières mobilisables permettant la réalisation de l'objectif fixé par le PLH, une modification du PLU devra être engagée afin d'intégrer une servitude de mixité sociale sur un ou plusieurs des secteurs classés IAU et/ou un ou plusieurs emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs pouvant accueillir des programmes de logements locatifs sociaux permettant de répondre à l'objectif de production du PLH et notamment sur les zones classées IAU au PLU.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	OAP Centre / Camp Perrier (1AUr)	65	13	Durée du PLH (selon programmation)
2	OAP Route d'Anduze (1AUar)	25	5	Durée du PLH (selon programmation)
3	Entrée Est (1AUa, 1AUb et 1AUbr)	70	14	Durée du PLH (selon programmation)
4	OAP Chemin des bassins (1AUa)	10	2	Durée du PLH (selon programmation)
5	OAP Fondarène (1AUa)	5	1	Durée du PLH (selon programmation)
6	OAP Chemin de la Sauvette (1AUar)	35	7	Durée du PLH (selon programmation)
7	OAP Frange Sud / Valaurie (1AUa et 1AUb)	45	9	Durée du PLH (selon programmation)
8	OAP Frange Sud / La Plaine (1AUb)	30	6	Durée du PLH (selon programmation)
9	Au dessus secteur Route d'Anduze (1AUa)	7	1	Durée du PLH (selon programmation)
10	Maison en Partage "Le Temps partagé" La Gerbe / 1, Place du Château	6	6	Durée du PLH (selon programmation)
Capacité de production des projets connus		298	64	
Capacité de production en diffus		78	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>384</b>	<b>67</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Lézan sur les 6 années du PLH sera portée dans un premier temps par une construction diffuse en zone urbaine délimitée par le PLU approuvé le 22 janvier 2018, puis dans un second temps (après renforcement de la ressource en eau et de l'assainissement et modification ou révision du PLU) par l'ouverture à l'urbanisation des zones IAU.

Viendra s'ajouter à cette production nouvelle, la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 8 logements (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (6 logements de la Maison en Partage livrés en 2021) est inférieure à l'objectif fixé (31 logements) et sera de fait confortée par les programmes à réaliser sur tout ou partie des futures zones IAU.

Projets

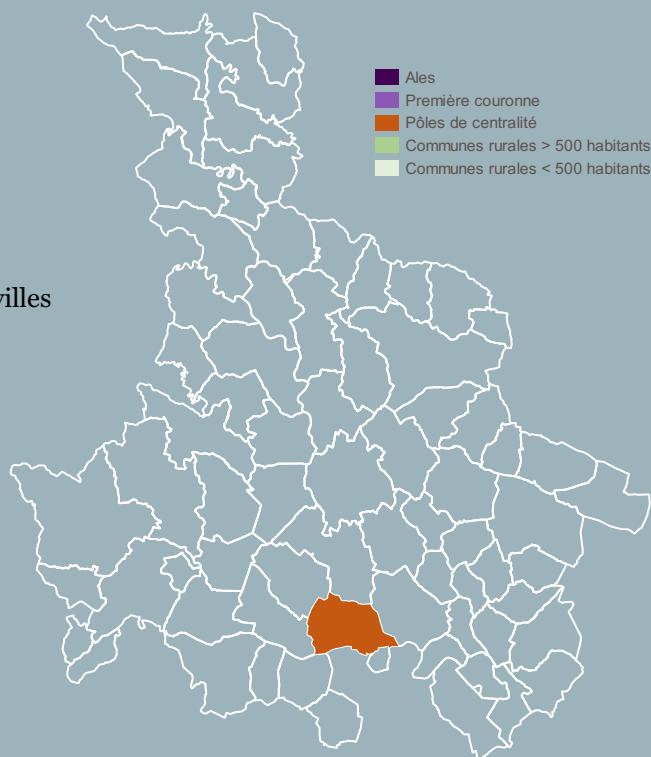


## Profil

Type de commune :	Pôle de centralité
Secteur :	Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et villes
Densité moyenne de logements /ha :	21
Individuel (pur et groupé)	25%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	20%
Collectif	55%



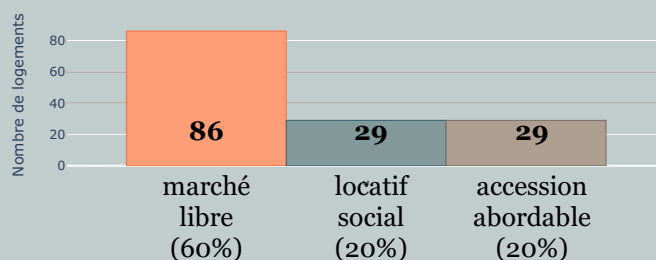
## Chiffres clés

	RIBAUTE-LES-TAVERNES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>2 209</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	3,11%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	3,27%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,18	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	26,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 740€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	19%	-	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 027</b>		74 023
Parc de résidences principales :	874		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	93 / 9,1%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	60 / 5,8%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	24,4%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	75,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	82,2%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>14</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **144 (24 par an)**

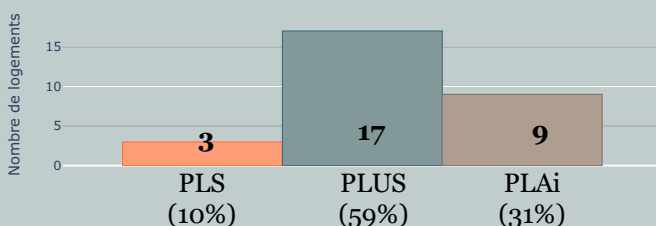
Logements vacants remis sur le marché : **12**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **29**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **4**



## Commentaires :

La commune de Ribaute-les-Tavernes est identifiée au PLH comme pôle de centralité.

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 29 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH. Par hypothèse, 4 logements privés conventionnés seront également produits sur la durée du PLH (conventionnés avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 29 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Ribaute-les-Tavernes approuvé le 21 janvier 2020, intègre d'ores et déjà une servitude de mixité sociale en application de l'article L.151-15 du Code de l'urbanisme à hauteur de 20% en zone UC pour toute opération de construction de plus de 10 logements, de 7% en zones AUH1 et AUH2 et de 100% sur l'emprise de la Cave Coopérative.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier de réalisation des programmes de logements et notamment du programme de logements locatifs sociaux prévu sur l'îlot de la Cave Coopérative, qui porte l'essentiel de la production sociale sur la durée du PLH
- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	OAP Les Capelières (2AUH1) / Quartier des Capelières	42	3	Durée du PLH
2	OAP Le Centre (2AUH2) / Quartier Malavas	124	9	Durée du PLH (pour partie)
3	Ilôt du 8 Mai	12	0	Durée du PLH
4	Ilôt des Genêts	2	0	Durée du PLH
5	OAP Croze (2AUH3) / Mas Roux	16	0	Durée du PLH
6	Ilôt de la Cave Coopérative / Logis Cévenols	27	27	2022
Capacité de production des projets connus		223	39	
Capacité de production en diffus	Prorata temporis des 66 logements identifiés dans le cadre du PLU 2018-2030	33	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants	Prorata temporis des 25 logements réhabilités prévus sur la durée du PLH 2018-2030	12	4	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		268	43	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Ribaute-les-Tavernes sur les 6 années du PLH sera portée par les différentes opérations inscrites au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 janvier 2020 (3 secteurs d'Orientations d'Aménagement et de Programmation + 3 îlots) auxquelles viendront s'ajouter une production neuve en diffus estimée à environ 33 logements et la réhabilitation d'une douzaine de logements vacants (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (30 à 39 logements dont un programme de 27 LLS sur l'îlot de la Cave Coopérative) est cohérente voire supérieure à l'objectif fixé (29 logements).

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

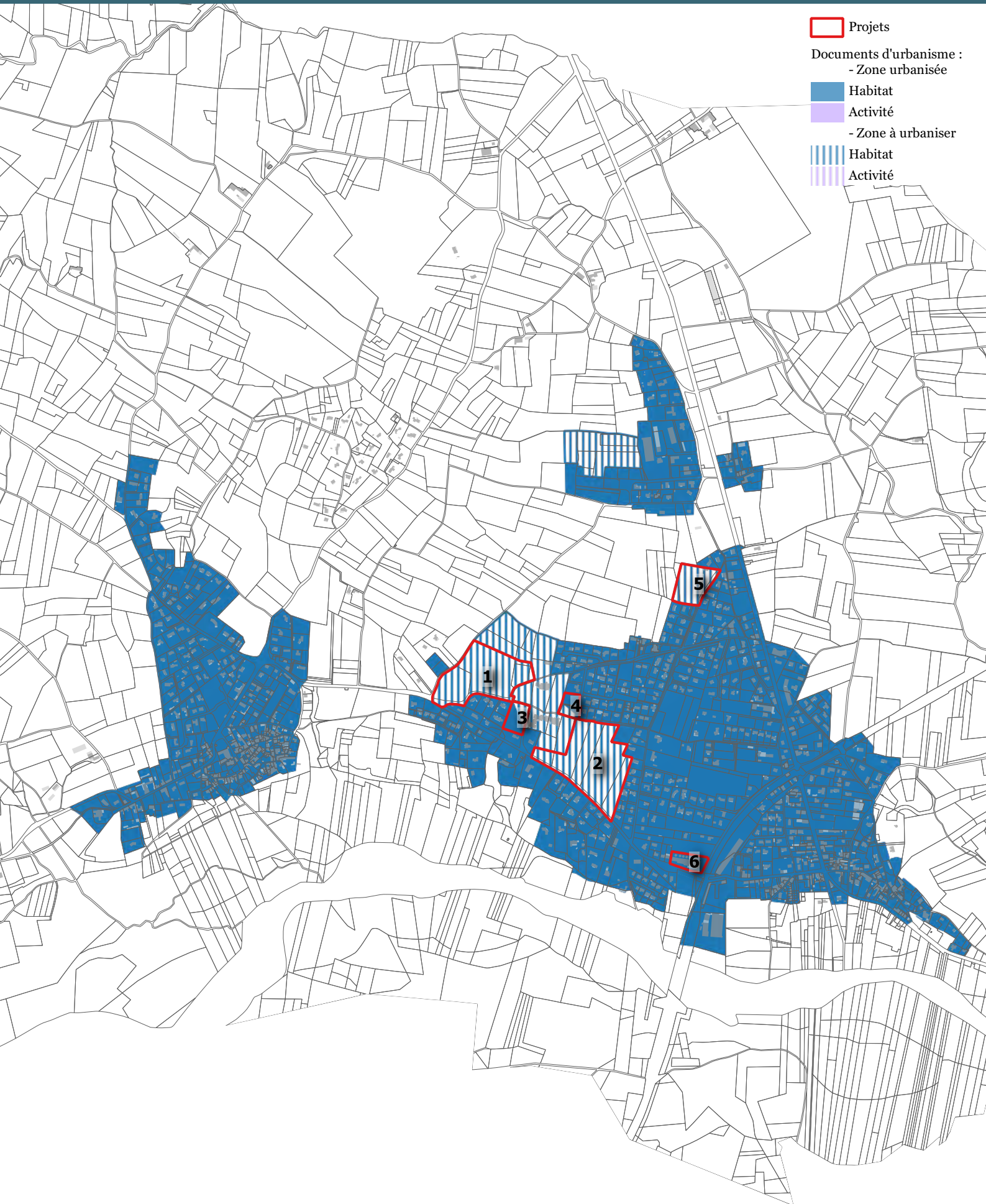
Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité



0 300 600 m

## Profil

Type de commune :

Pôle de centralité

Secteur :

Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :

Pôles de centralité et villes

Densité moyenne de logements /ha :

21

Individuel (pur et groupé)

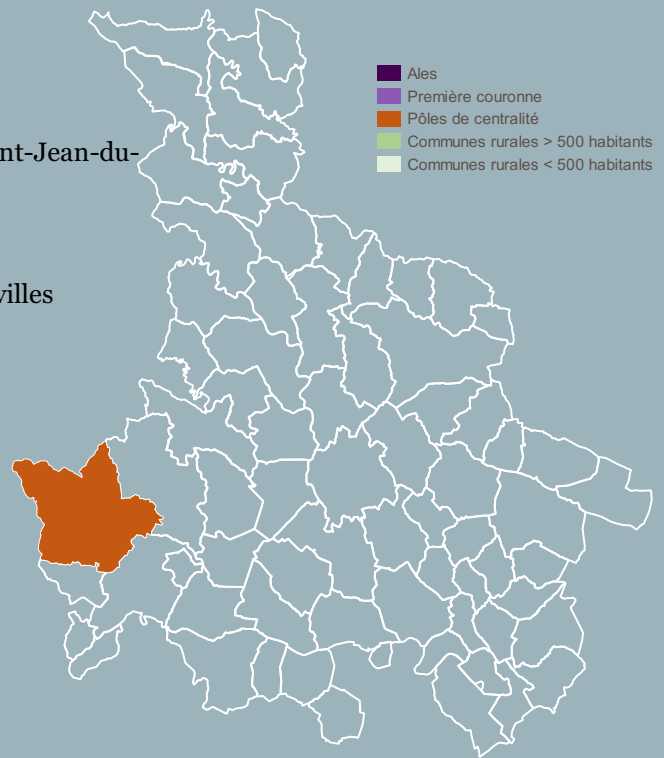
25%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire)

20%

Collectif

55%



## Chiffres clés



### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :

**2 433**

ALES AGGLO

129 931

Taux de variation de la population 2007-2017 :

-0,87%

-

0,60%

Taux de variation de la population 2012-2017 :

-2,03%

-

0,20%

Indice de Jeunesse de la population :

0,54

-

0,67

Pourcentage des ménages d'une seule personne :

40,6%

+

37,2%

Revenu annuel moyen par foyer :

17 210€

-

18 670€

Taux de pauvreté :

27%

+

23%



### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :

**1 826**

74 023

Parc de résidences principales :

1 165

60 256

Nombre de logements vacants et taux de vacance :

348 / 19,1%

+

7 766 / 10,5%

Nombre de résidences secondaires et taux :

313 / 17,1%

+

6 001 / 8,1%

Part du parc ancien (antérieur 1945) :

45,2%

+

22,7%

Part des propriétaires occupants :

55,2%

-

57,5%

Nombre et part des locataires du parc HLM :

65 / 5,6%

-

7 595 / 12,6%

Part des T2 et moins :

15,2%

+

11,2%

Part des T4 et plus :

62,1%

-

66,4%



### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

**111**

10 371



### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

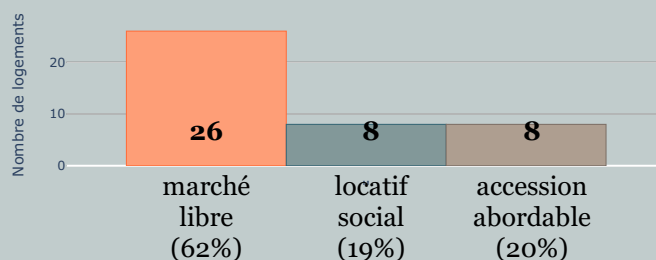
**5**

654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **42 (7 par an)**

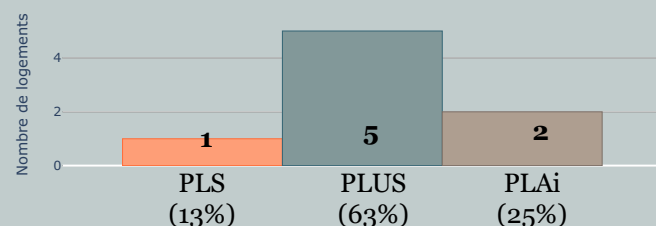
Logements vacants remis sur le marché : **17**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **8**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **4**



## Commentaires :

La commune de Saint-Jean-du-Gard est identifiée au PLH comme un pôle de centralité. A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux publics, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 8 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 4 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux) ; ce chiffre pourra être revu à la hausse dans le cas où une OPAH-RU spécifique serait mise en œuvre sur la commune.

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 8 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Saint-Jean-du-Gard approuvé le 16 juillet 2009, n'intègre ni servitude de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation d'opérations comportant des logements sociaux. Ces dispositions devront être intégrées par modification ou révision du PLU.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.
- Eventuelle OPAH-RU Saint-Jean-du-Gard à engager sur la durée du PLH

### Outils d'aménagement opérationnel

- Encadrer l'offre de prix en accession abordable proposée par les aménageurs.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

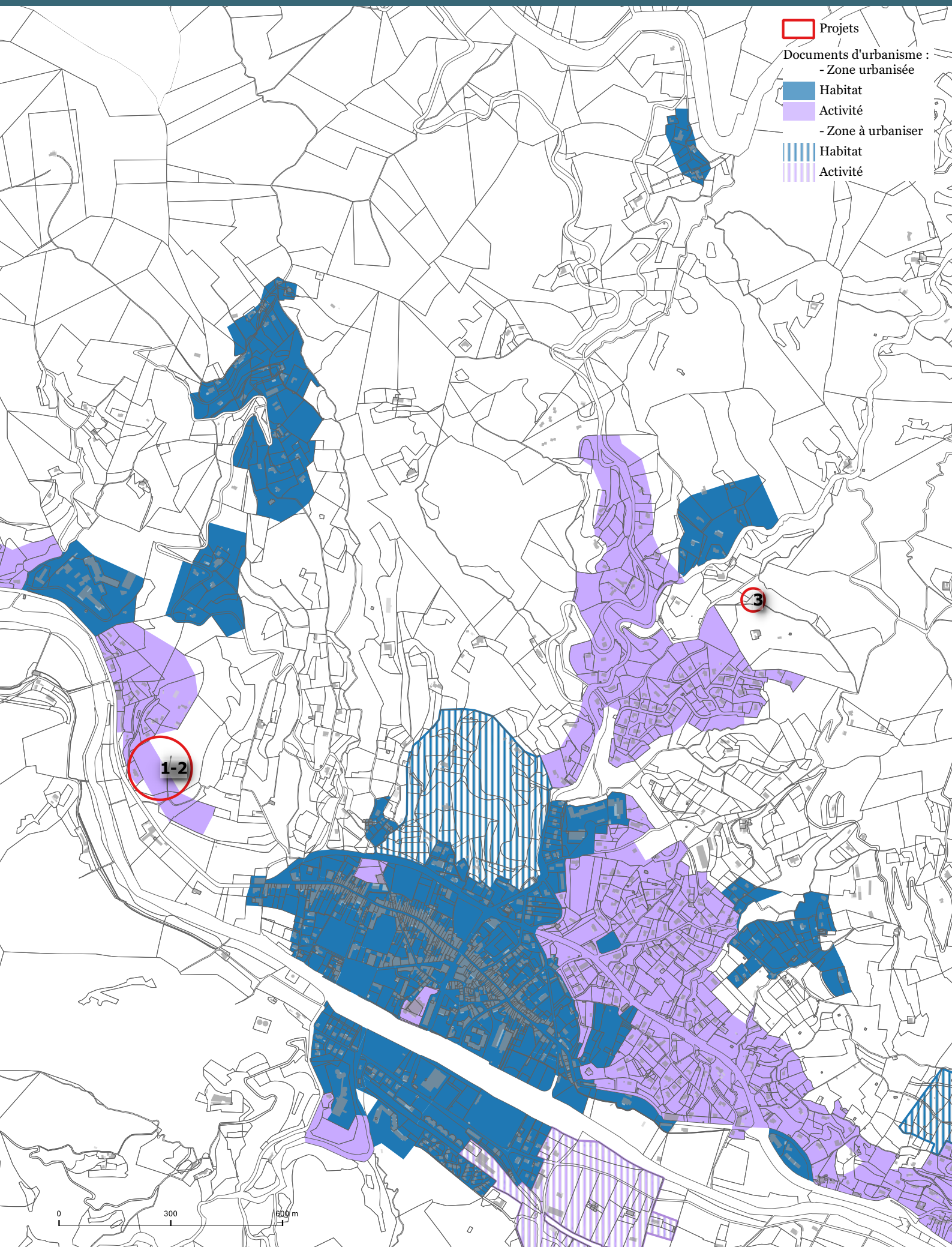
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Nouvelle gendarmerie	7	0	2023
2	Lotissement Le Razet / Chambon	8	0	2025
3	Lotissement Gereu / Camplogis	2	0	2026
Capacité de production des projets connus		17	0	
Capacité de production en diffus		5	0	
Capacité de production par mutation de résidences secondaires		5	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		17	4	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>44</b>	<b>4</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Jean-du-Gard sur les 6 années du PLH restera limitée et portée par quelques opérations identifiées (Gendarmerie, lotissements), par la construction de 5 logements en diffus, la mutation de 5 résidences secondaires et la requalification et la remise sur le marché immobilier de 17 logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant INSEE 2017), ce chiffre pouvant être revu à la hausse dans le cas où une OPAH-RU spécifique serait mise en œuvre sur la commune (l'objectif de mobilisation du parc vacant sera affiné dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle prévue au PLH).

A ce stade, aucun nouveau logement locatif social public n'est identifié alors que l'objectif fixé est de 8 logements.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

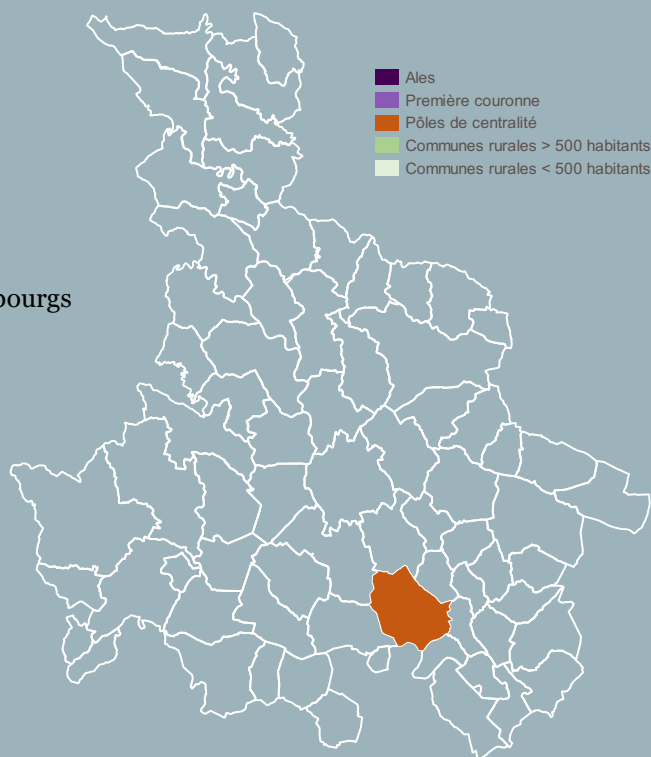


## Profil

Type de commune :	Pôle de centralité
Secteur :	Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



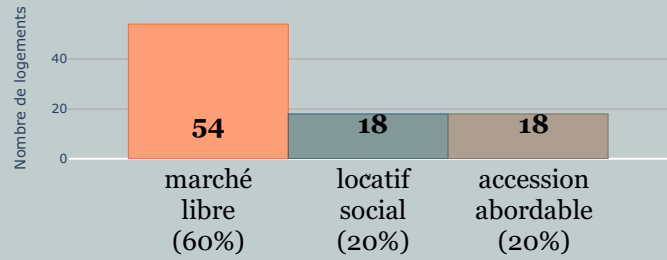
## Chiffres clés

	VÉZÉNOBRES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 774</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,65%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,47%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,87	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	34,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 080€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>989</b>		74 023
Parc de résidences principales :	799		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	102 / 10,4%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	87 / 8,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	27,0%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	66,9%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	46 / 5,8%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	73,3%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>52</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>9</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **90 (15 par an)**

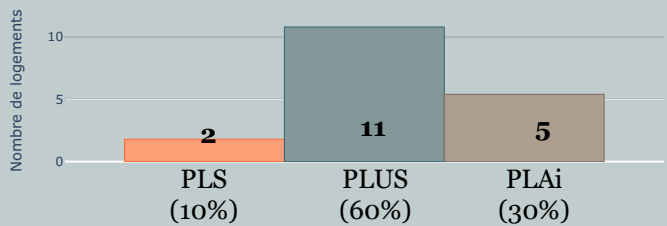
Logements vacants remis sur le marché : **10**



## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **18**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**



## Commentaires :

La commune de Vézénobres est identifiée au PLH comme un pôle de centralité

A ce titre, 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales devront être affectés à des logements locatifs sociaux, dans un objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale à l'échelle du territoire. 18 logements locatifs sociaux publics devront ainsi être produits à minima sur la durée du PLH, auxquels pourront venir s'ajouter par hypothèse 3 logements privés conventionnés (avec travaux dans le cadre du PIG d'Alès Agglomération, voire conventionnés sans travaux).

En complément, le PLH prévoit que 20% au moins de la production nouvelle de résidences principales seront réservés à des logements en accession abordable, soit 18 logements sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Vézénobres, approuvé le 3 février 2016, intègre d'ores et déjà une servitude de mixité sociale en zone UB, imposant à tout projet d'habitat groupé d'affecter 50% au moins du nombre de logements à du logement social. Cette servitude pourrait être élargie, par modification du PLU, aux zones AU et notamment à la zone 1AU Camp Redon / Champ de Foire dont la réalisation est envisagée au delà de 2026.

Le pourcentage minimum de logements locatifs sociaux sur les secteurs de mixité sociale sera de base fixé à 20%, à moduler le cas échéant en fonction des secteurs et de la taille des programmes, dans un objectif de bon équilibre spatial de la production.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils d'aménagement opérationnel

- Maîtriser le respect du calendrier d'ouverture à l'urbanisation des secteurs d'extension définis par le PLU et notamment du secteur OAP l'Hieuse / le Fraysset / Mas de Galon, qui porte l'essentiel de la production de logements sur la durée du PLH, hors diffus.
- Encadrer l'offre de prix primo-accédants proposée par les aménageurs.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs à enjeux définis par le PLU (secteur de Camp Redon dont l'ouverture à l'urbanisation est à ce stade envisagée au delà de 2026).

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1a, 1b et 1c	OAP l'Hieuse / Le Fraysset / Mas de Galon (2AUb) - Un Toit pour Tous	68	28	Durée du PLH (2023 pour LLS)
2	OAP Mas David (2AUa)	10	0	Durée du PLH (sous réserve)
3	Secteur 1AUa OAP Camp Redon / Champ de Foire	Non défini	Non défini	Au delà de 2026
Capacité de production des projets connus		78	28	
Capacité de production en difus		42	0	
Capacité de production par démolitions / reconstructions ou changement de destination		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		10	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>136</b>	<b>31</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Vézénobres sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par les deux OAP délimitées par le PLU approuvé le 3 février 2016 à savoir l'Hieuse / Le Fraysset / Mas de Galon d'une part et Mas David d'autre part et par une production neuve en diffus relativement importante puisque estimée à un peu plus d'une quarantaine de logements. Viendront s'y ajouter la réhabilitation d'îlots dégradés au sein du village ainsi que la remise sur le marché d'une dizaine de logements vacants réhabilités (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production de logements locatifs sociaux identifiée à ce stade (28 logements, hors conventionnés privés) est supérieure à l'objectif fixé (18 logements).

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

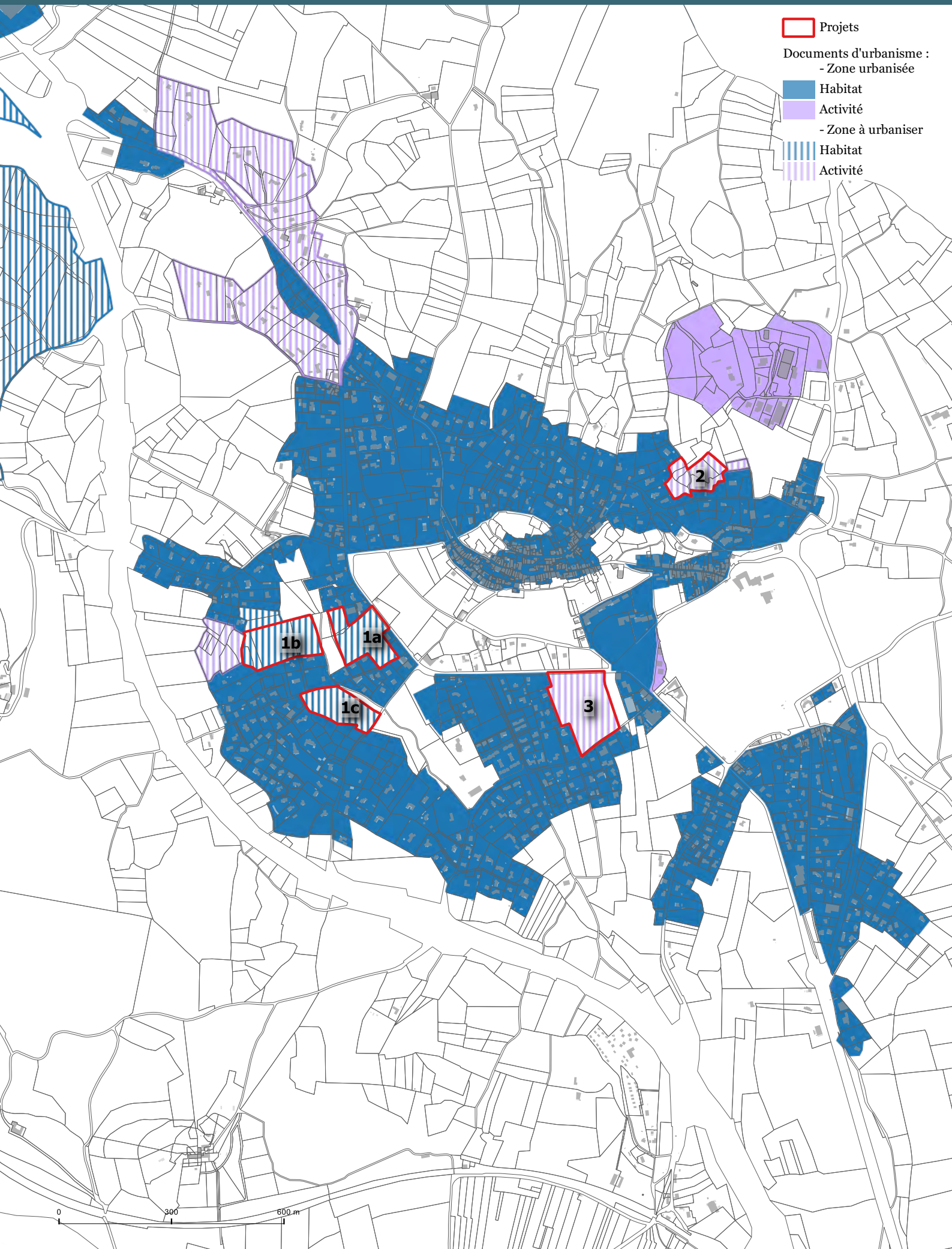
Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité

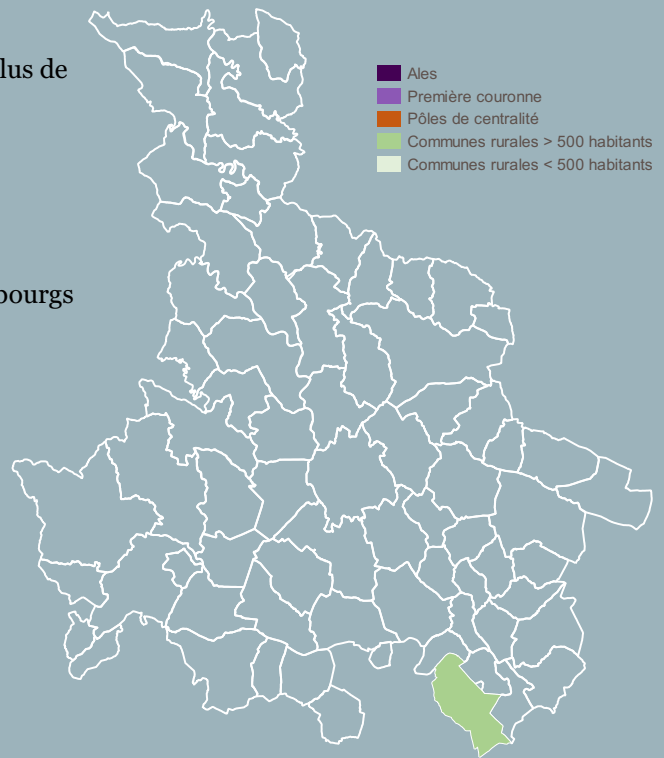


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	BOUCOIRAN-ET-NOZIÈRES		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>947</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	2,97%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	3,20%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,50	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,8%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 290€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>467</b>		74 023
Parc de résidences principales :	395		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	48 / 10,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	25 / 5,4%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	38,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	66,4%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	4 / 1,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	72,8%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	7		10 371
---------------------------	---	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	7		654
---	---	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **66 (11 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **5**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Boucoiran-et-Nozières (commune de moins de 1 000 habitants).

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien), qui viendront compléter le parc HLM existant (7 logements).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre du PLU en cours d'élaboration même si elle n'est réellement pertinente que sur des tènements fonciers de taille suffisante pour mobiliser un bailleur social ; l'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

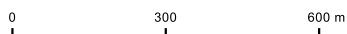


## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Les Jardins de la Tour (parcelles A 1414 et A 1425)	2	0	Durée du PLH
2	Lotissement Chemin des Aires Hautes (parcelles A1449, 1451, 1452 et 1453)	4	0	Durée du PLH
3	Lotissement Les Bruyères (parcelle D 816)	6	0	Durée du PLH
4	Rue des Clos (parcelle A 1428)	1	0	Durée du PLH
5	Lavol / Chemin rural de Trépelou (parcelle B 1775)	10	0	Durée du PLH
6	Chemin Font des Lières (parcelle A 600)	14	0	Durée du PLH
7	Chemin de la Muscadelle (parcelle A 601)	10	0	Durée du PLH
8	Rue des Grès (parcelle A 1258)	14	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		61	0	
Capacité de production en diffus		Prise en compte ci-avant	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	2	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>66</b>	<b>2</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Boucoiran-et-Nozières sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction de parcelles libres, pour certaines importantes (entre 5 400 et 9 000 m<sup>2</sup>), situées dans les limites de la carte communale approuvée le 30 juin 2003 et représentant un potentiel total de plus de 60 logements. Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 5 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

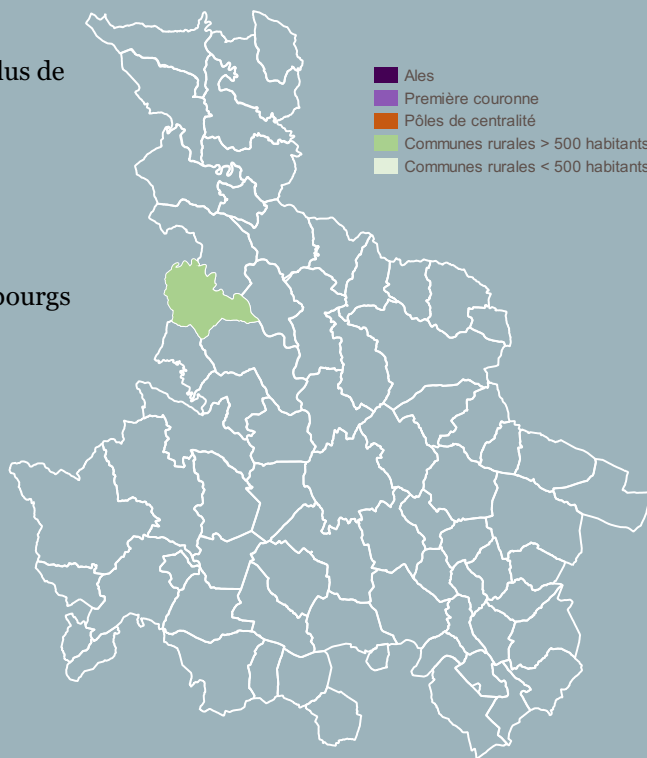


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	BRANOUX-LES-TAILLADES		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>1 340</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,43%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,99%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,56	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	30,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 380€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>849</b>		74 023
Parc de résidences principales :	608		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	78 / 9,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	163 / 19,2%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	23,0%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	75,7%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	46 / 7,6%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,0%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	80,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>69</b>		10 371
---------------------------	-----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **8**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Branoux-les-Taillades au regard de qualification (commune rurale) mais surtout de l'existence d'un parc déjà relativement important (69 LLS soit un taux d'équipement supérieur à 11% en rapport du parc de résidences principales 2017).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription au PLU approuvé le 20 juin 2013 de servitudes de mixité sociale ou d'emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux / logements communaux conventionnés devra être analysée au regard des besoins réels de la commune, déjà dotée d'un parc HLM relativement important.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Zone 2AU Les Taillades	Non définie	Non définie	Durée du PLH (sous réserve)
2	Zone 2AU Branoux	Non définie	Non définie	Durée du PLH (sous réserve)
3	Zone 2AU Branoux	Non définie	Non définie	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		Non définie	Non définie	
Capacité de production en diffus		12	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>20</b>	<b>3</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Branoux-les-Taillades sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction diffuse au sein des zones urbaines délimitées par le PLU approuvé le 20 juin 2013 à un rythme identique à celui enregistré au cours des dernières années, et par l'ouverture à l'urbanisation éventuelle des zones 2AU délimitées sur Branoux et sur Les Taillades

A cette construction nouvelle viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 8 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant 2017).

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

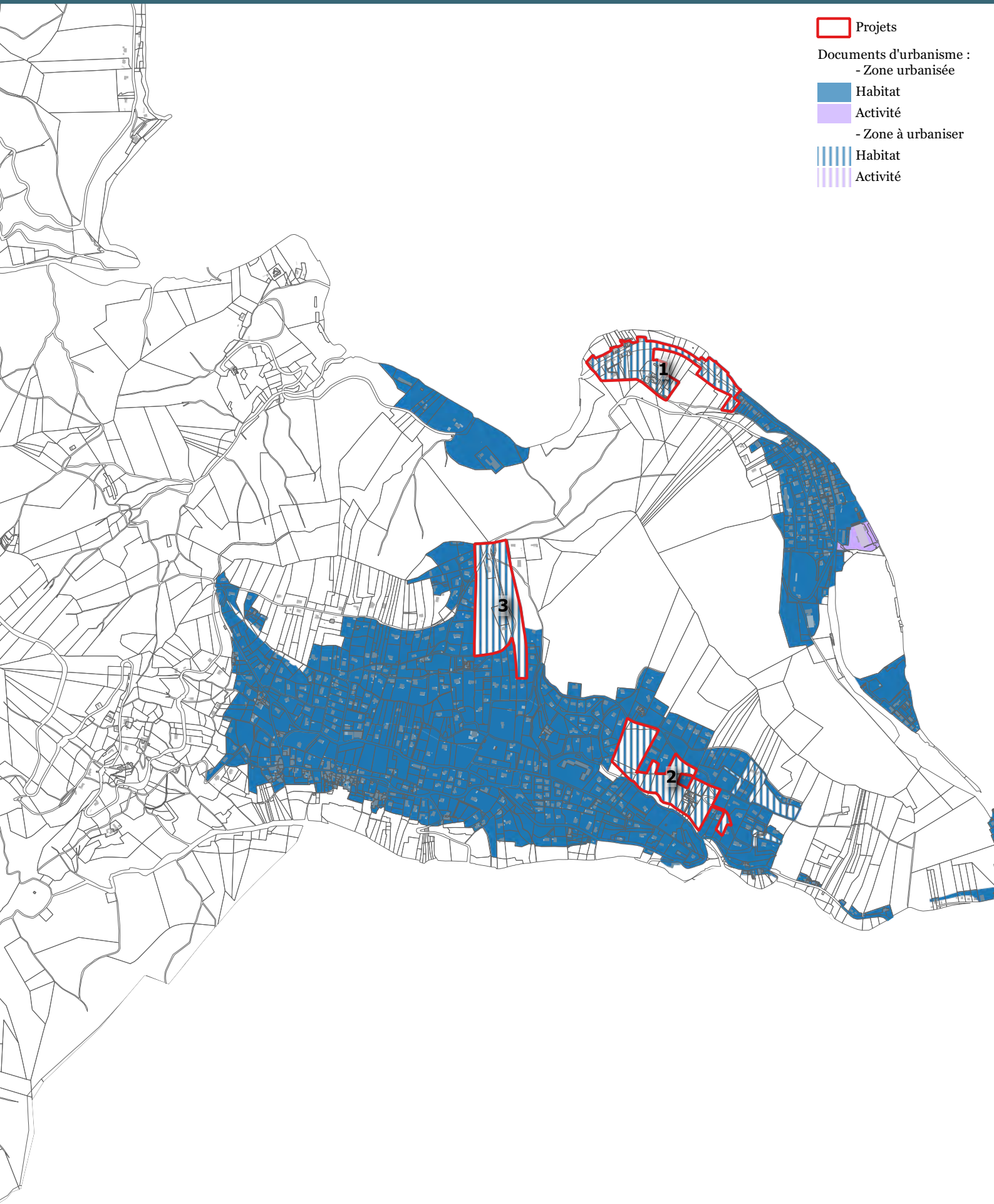
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



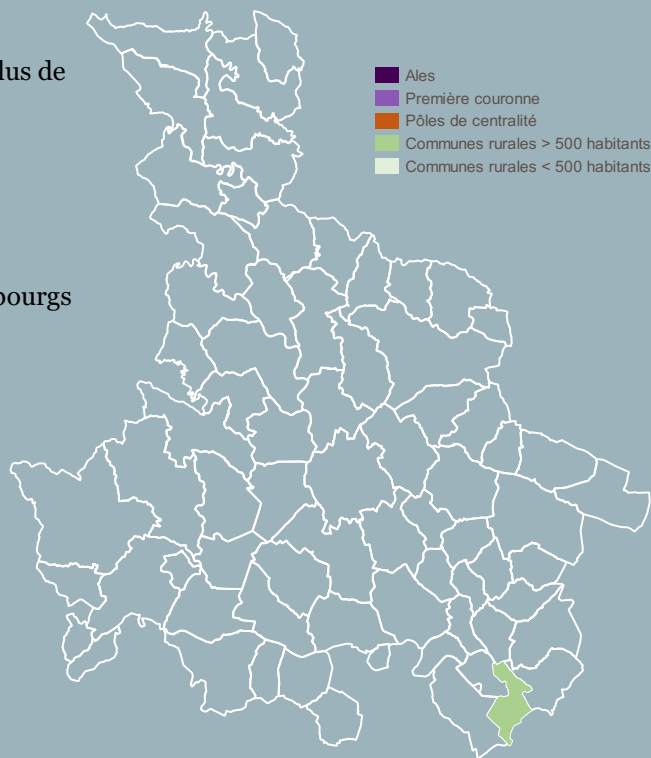
0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	BRIGNON		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>771</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,18%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,76%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,05	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	30,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 930€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>406</b>		74 023
Parc de résidences principales :	328		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	47 / 11,5%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	31 / 7,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	38,4%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	60,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	17 / 5,2%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,8%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	73,4%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>22</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **30 (5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **5**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Brignon (commune de moins de 1 000 habitants).

A noter toutefois le projet porté par la Mairie de création de 8 logements communaux en centre ancien pour 3 d'entre eux et dans le cadre de l'opération "Place de Village" pour les 5 autres, qui viendront conforter le parc existant de 22 HLM.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre du PLU en cours d'élaboration même si elle n'est réellement pertinente que sur des tènements fonciers de taille suffisante pour mobiliser un bailleur social ; l'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée, en complément des programmes projetés sur la durée du PLH.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Rue du Fort	3	3	Durée du PLH
2	Lotissement privé / Rue du Temple	18	0	Durée du PLH
3	Opération Place du Village (parcelles D1091 et D 784)	10	5	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		31	8	
Capacité de production en diffus		Non définie	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	2	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>36</b>	<b>10</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Brignon sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par deux opérations identifiées (lotissement Rue du Temple et programme Place de village) ; viendront s'y ajouter un projet de 3 logements communaux en centre village et la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 5 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets

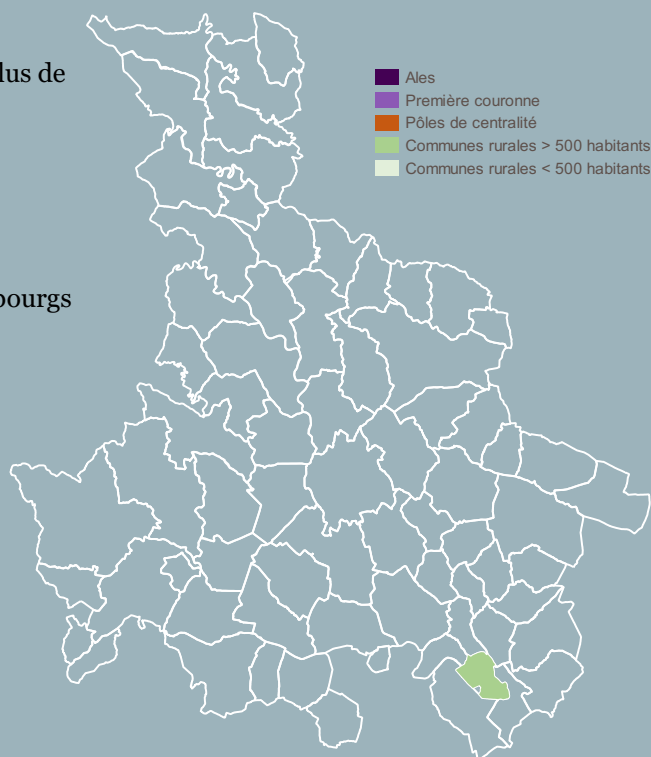


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	CRUVIERS-LASCOURS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>702</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,84%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,00%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,29	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	25,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 910€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>321</b>		74 023
Parc de résidences principales :	278		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	13 / 4,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	30 / 9,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	22,3%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	76,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	1 / 0,4%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	80,2%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **30 (5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **9 à 10**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Cruviers-Lascours au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1000 habitants).

Après la livraison en 2021 de 3 logements communaux conventionnés dans le "château" et l'ancienne école, la commune envisage la création de 6 à 7 logements communaux supplémentaires dans la Maison Goll, propriété de la commune. La dizaine de logements communaux conventionnés ainsi prévus sur la durée du PLH permettra d'apporter une réponse adaptée aux besoins locaux.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 3 avril 2019 apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social).

L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée par modification du PLU si un foncier était identifié ; ces logements viendraient alors s'ajouter à une production 2021-2026 déjà importante (9 à 10 logements dont 3 déjà livrés en 2021).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Maison Goll / Grand Rue	6 à 7	6 à 7	2025 / 2026
2	Logement communal / Le Château / Place Chapellier	1	1	2021
3	Logements communaux / Ancienne école	2	2	2021
4	OAP 3 Chemin du Mas de Tufany Sud (AUchoap)	5		Durée du PLH
5	OAP 2 Bellevue Nord (AUchoap)	26	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		40 à 41	9 à 10	
Capacité de production en diffus		15	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		55 à 56	9 à 10	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Cruviers-Lascours sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par l'ouverture à l'urbanisation des deux zones AUchoap de Bellevue Nord et du Mas de Tufany Sud délimitées par le PLU approuvé le 3 avril 2019, ainsi que par les projets de logements communaux conventionnés dont celui, important, de la Maison Goll. Viendront s'y ajouter la construction d'une quinzaine de logements en diffus (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

Le taux de vacance étant faible (13 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 4,2% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants.

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

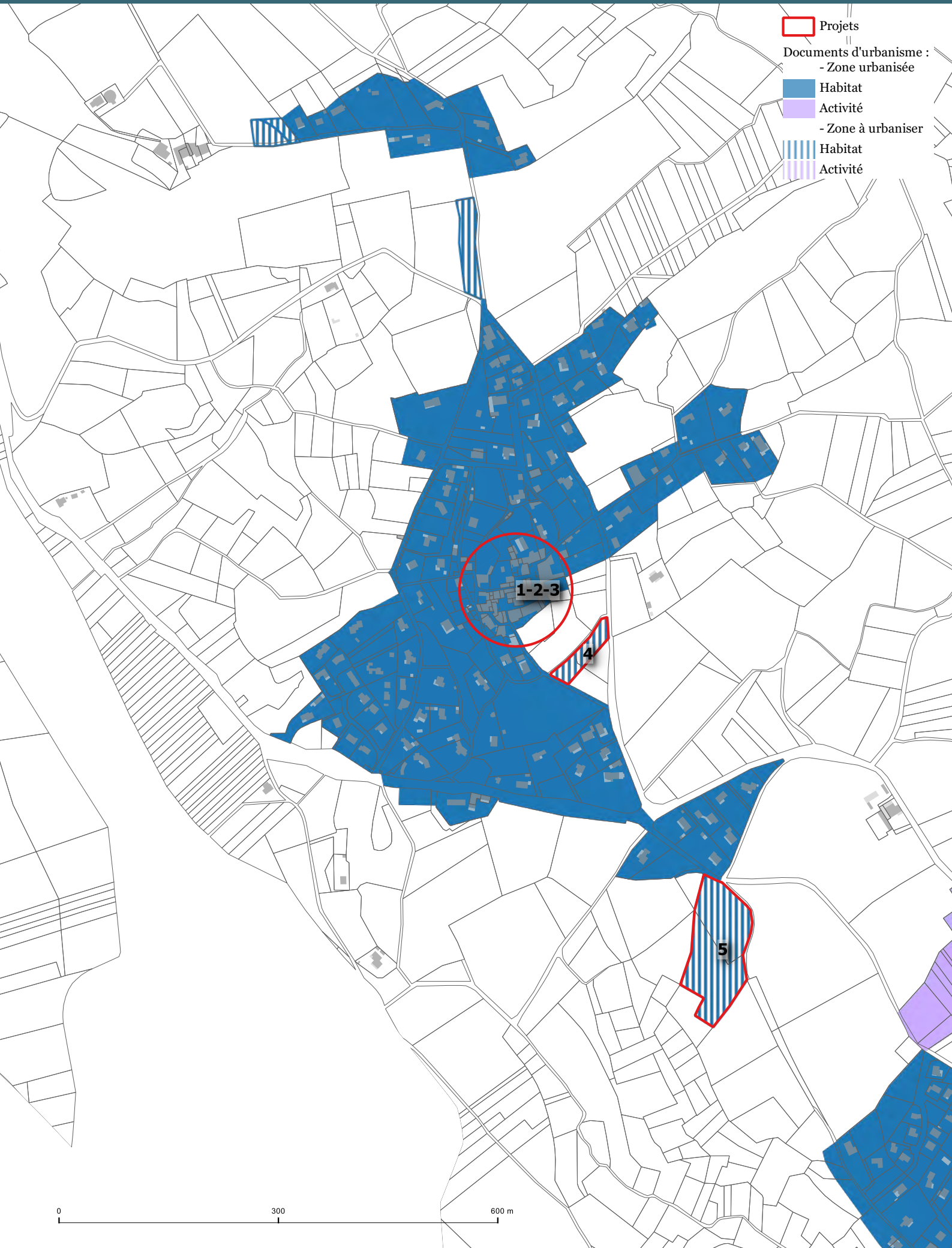
Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité

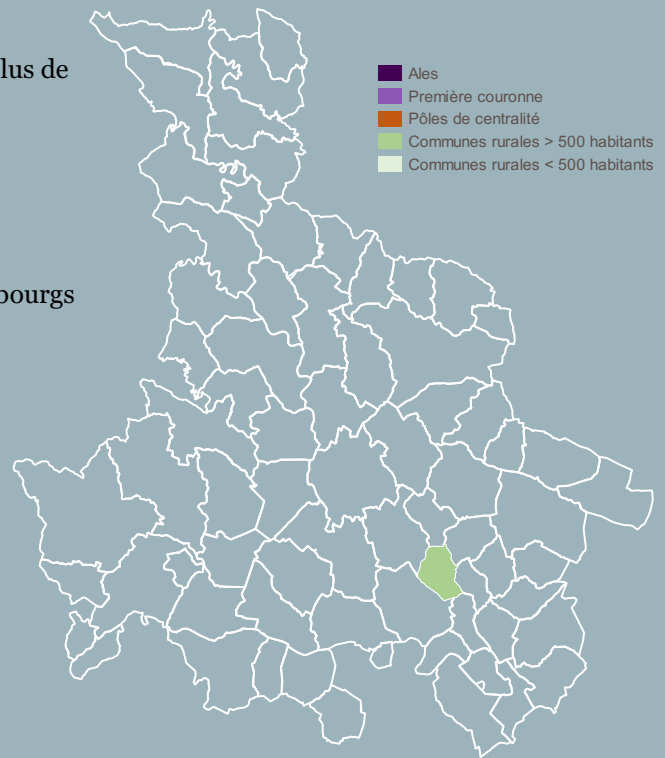


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	DEAUX		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>648</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,15%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,03%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,96	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	24,1%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 660€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>289</b>		74 023
Parc de résidences principales :	264		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	7 / 2,4%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	18 / 6,2%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	12,1%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	76,5%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	84,1%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>3</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **30 (5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **2 à 3**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Deaux au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. Il convient néanmoins de souligner le projet de réalisation de 2 ou 3 logements locatifs communaux conventionnés sur un tènement foncier communal proche du centre village, qui contribueront à répondre à la demande locale.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 11 janvier 2017 apparaît peu pertinente au regard de la taille très limitée des secteurs IAU devant faire l'objet d'opérations d'ensemble (entre 0,5 et 0,7 ha, 3 à 11 logements maximum). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés en complément des 2 ou 3 logements d'ores et déjà attendus sur la durée du PLH, semble plus adaptée et pourrait être envisagée par modification du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

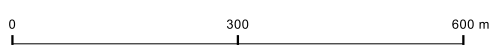
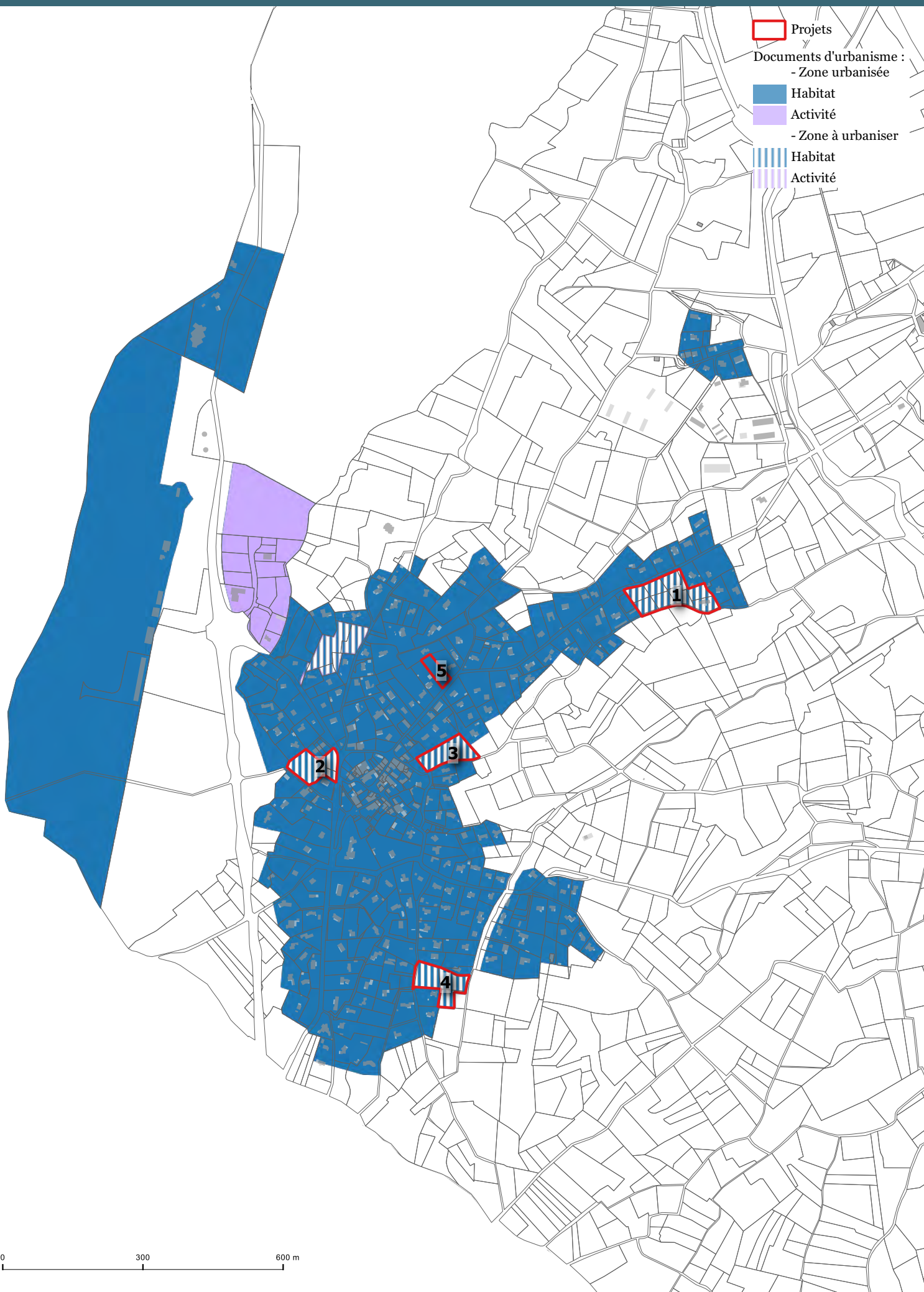
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Secteur I-AU1 / Route de Monteils	11	0	Durée du PLH
2	Secteur I-AU2 / Rue Maurice Vire	7	0	Durée du PLH
3	Secteur I-AU3 / Chemin Lous Claous	6	0	Durée du PLH
4	Secteur I-AU4 / Chemin des Vignasses - Chemin du Ruisseau	3	0	Durée du PLH
5	Terrain communal Travers de la Rousse	2 ou 3	2 ou 3	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		29 ou 30	2 ou 3	
Capacité de production en diffus		9	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		40 ou 41	2 ou 3	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Deaux sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par l'ouverture à l'urbanisation des zones I-AU délimitées par le PLU approuvé le 11 janvier 2017, représentant un potentiel total de 27 logements.

Viendront s'y ajouter la construction de 11 logements en diffus (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU intégrant un projet de 2 ou 3 logements communaux lieu-dit Travers de la Rousse) ) et la production de 2 logements supplémentaires par réhabilitation de vacants et mutation de bâtiments d'activités (là encore prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
  - Habitat
  - Activité
  - Zone à urbaniser
  - Habitat
  - Activité

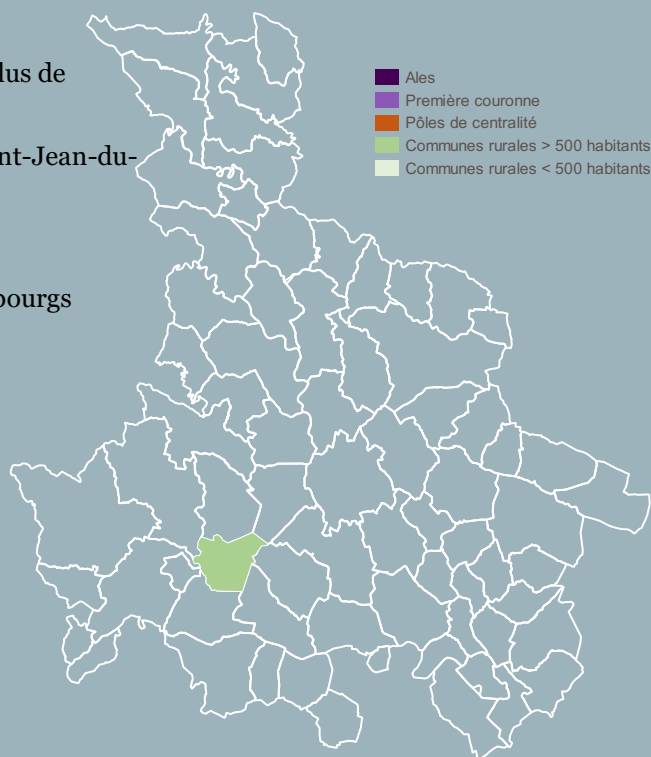


## Profil

Type de commune :	Commune rurale de plus de 500 habitants
Secteur :	Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Pôles de centralité et bourgs
Densité moyenne de logements /ha :	17
Individuel (pur et groupé)	35%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	40%
Collectif	25%



## Chiffres clés

	GÉNÉRARGUES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>699</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,13%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,28%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,57	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 450€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>463</b>		74 023
Parc de résidences principales :	328		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	43 / 9,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	92 / 19,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	35,3%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	63,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	8,9%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	72,4%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Générargues au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions limitées de développement.

2 logements communaux conventionnés ont toutefois été livrés en 2021.

La commune pourra rechercher de nouvelles opportunités de production de logements communaux conventionnés supplémentaires (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale à un futur PLU apparaît peu pertinente au regard de la taille de la commune et de ses objectifs limités de développement (taille de programme insuffisante pour mobiliser un bailleur social) ; l'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux et notamment de logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Etage Mairie	2	2	2021
Capacité de production des projets connus		2	2	
Capacité de production en diffus		10	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>16</b>	<b>3</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Générargues sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus (commune soumise au RNU) à laquelle viendront s'ajouter les deux logements communaux livrés en 2011 au dessus de la Mairie et par hypothèse 4 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets

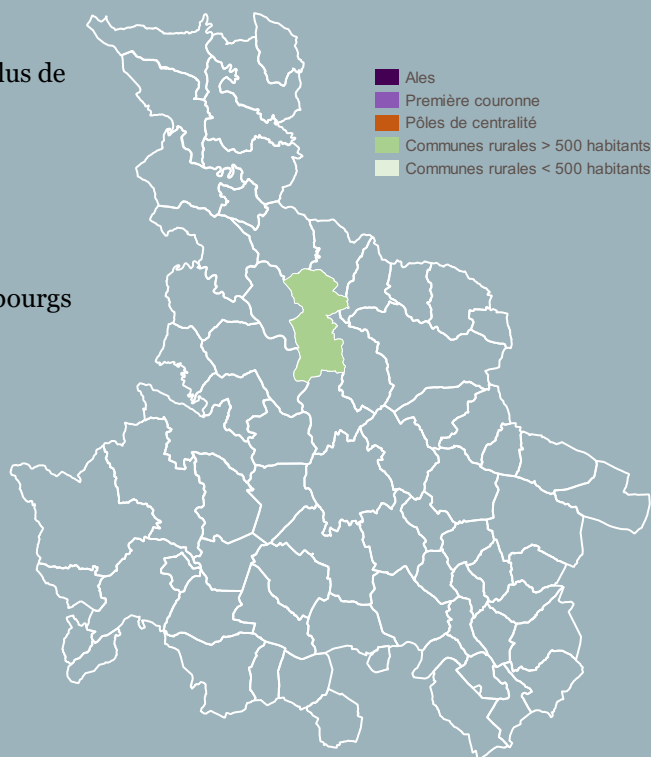


## Profil





Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	LAVAL-PRADEL		ALES AGGLO
 Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>1 161</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,45%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,46%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,68	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	34,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 420€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
 Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>693</b>		74 023
Parc de résidences principales :	544		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	67 / 9,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	82 / 11,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	37,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	70,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	1 / 0,2%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	6,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	76,5%	+	66,4%
 Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>8</b>		10 371
 Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **24 (4 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **7**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Laval-Pradel au regard de ses ambitions relativement limitées de développement.

En complément des 8 logements HLM existants, la commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre d'un futur Plan Local d'Urbanisme, même si elle apparaît peu pertinente au regard des objectifs relativement limités de développement de la commune (taille de programme insuffisante pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée si un foncier adapté était identifié.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		24	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		7	2	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>31</b>	<b>2</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Laval-Pradel sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) à laquelle viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 7 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

Projets



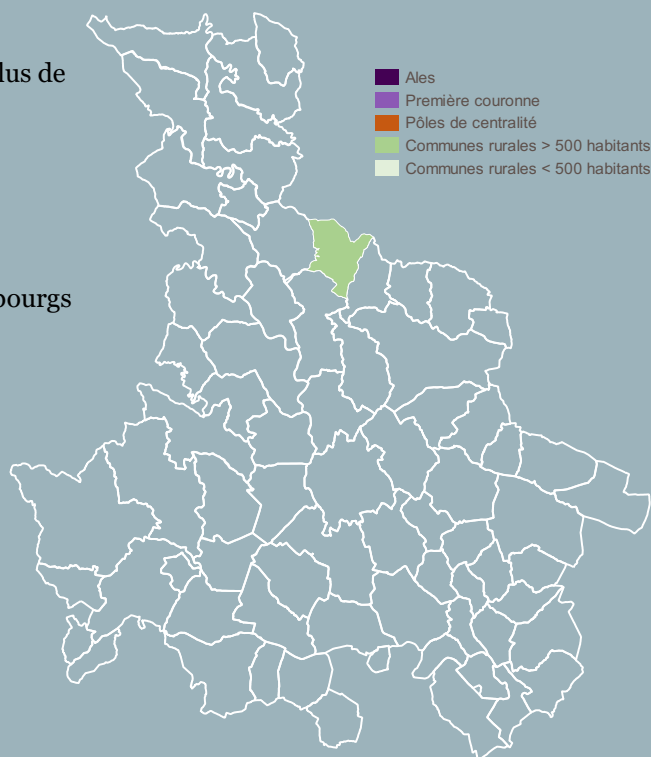
0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	LE MARTINET		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>750</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,56%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-2,24%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,49	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	42,9%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 350€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>609</b>		74 023
Parc de résidences principales :	388		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	77 / 12,6%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	144 / 23,6%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	56,4%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	54,1%	-	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	44 / 11,3%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	19,1%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	54,4%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>42</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **8**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **6**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune du Martinet au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de l'existence d'un parc déjà relativement important (42 LLS soit un taux d'équipement de l'ordre de 11% en rapport du parc de résidences principales 2017).

La commune porte toutefois un projet de Maison en Partage de 6 à 8 logements locatifs sociaux réservés aux personnes âgées non dépendantes.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre d'un futur Plan Local d'Urbanisme, même si elle apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (taille de programme insuffisante pour mobiliser un bailleur social) ; l'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée si un foncier adapté était identifié.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

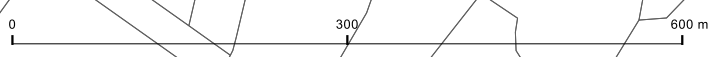
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Maison en Partage / Parcelle AC 400 / terrains de tennis	6 à 8	6 à 8	Durée du PLH
2	Parcelle AC 62 / Programme de logements groupés	4 à 6	0	Durée du PLH
3	Parcelle AC 277 / Programme de logements groupés suite à démolition	4 à 6	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		14 à 20	6 à 8	
Capacité de production en diffus		Non définie		
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>22 à 28</b>	<b>7 à 9</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune du Martinet sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la réalisation de 2 opérations de 4 à 6 logements chacune et par la construction d'une Maison en Partage de 6 à 8 logements destinée à des personnes âgées non dépendantes.

Viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 8 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets

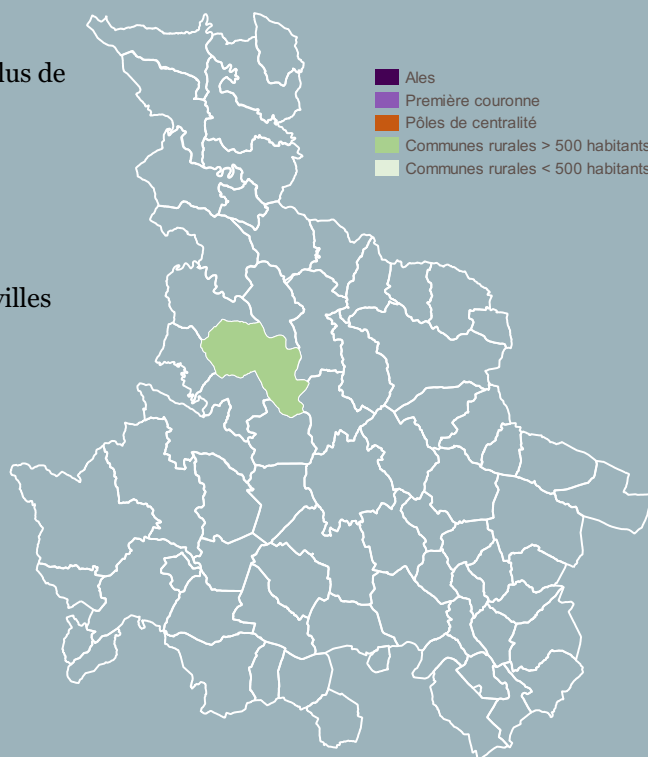


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et villes  
 Densité moyenne de logements /ha : 21  
 Individuel (pur et groupé) : 25%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 20%  
 Collectif : 55%



## Chiffres clés

	LES SALLES-DU-GARDON		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>2 600</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,06%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,41%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,57	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	38,1%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	15 560€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	34%	+	23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>1 430</b>		74 023
Parc de résidences principales :	1 149		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	188 / 13,1%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	94 / 6,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	23,6%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	47,3%	-	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	373 / 32,5%	+	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	64,2%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>457</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **60 (10 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **14**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **5**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune des Salles-sur-Gardon qui dispose d'ores et déjà d'un parc social très important (457 logements au RPLS 2020 représentant pratiquement 40% du parc de résidences principales de la commune).

Le PLH préconise à l'inverse une « rétractation » du parc locatif social ancien et obsolète, au bénéfice de programmes de type accession sociale / accession abordable, de façon à favoriser un meilleur équilibre social de la commune.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard du parc locatif social déjà très important, il n'est pas préconisé d'intégrer au PLU de mesures de type servitude de mixité sociale ou emplacement réservé en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

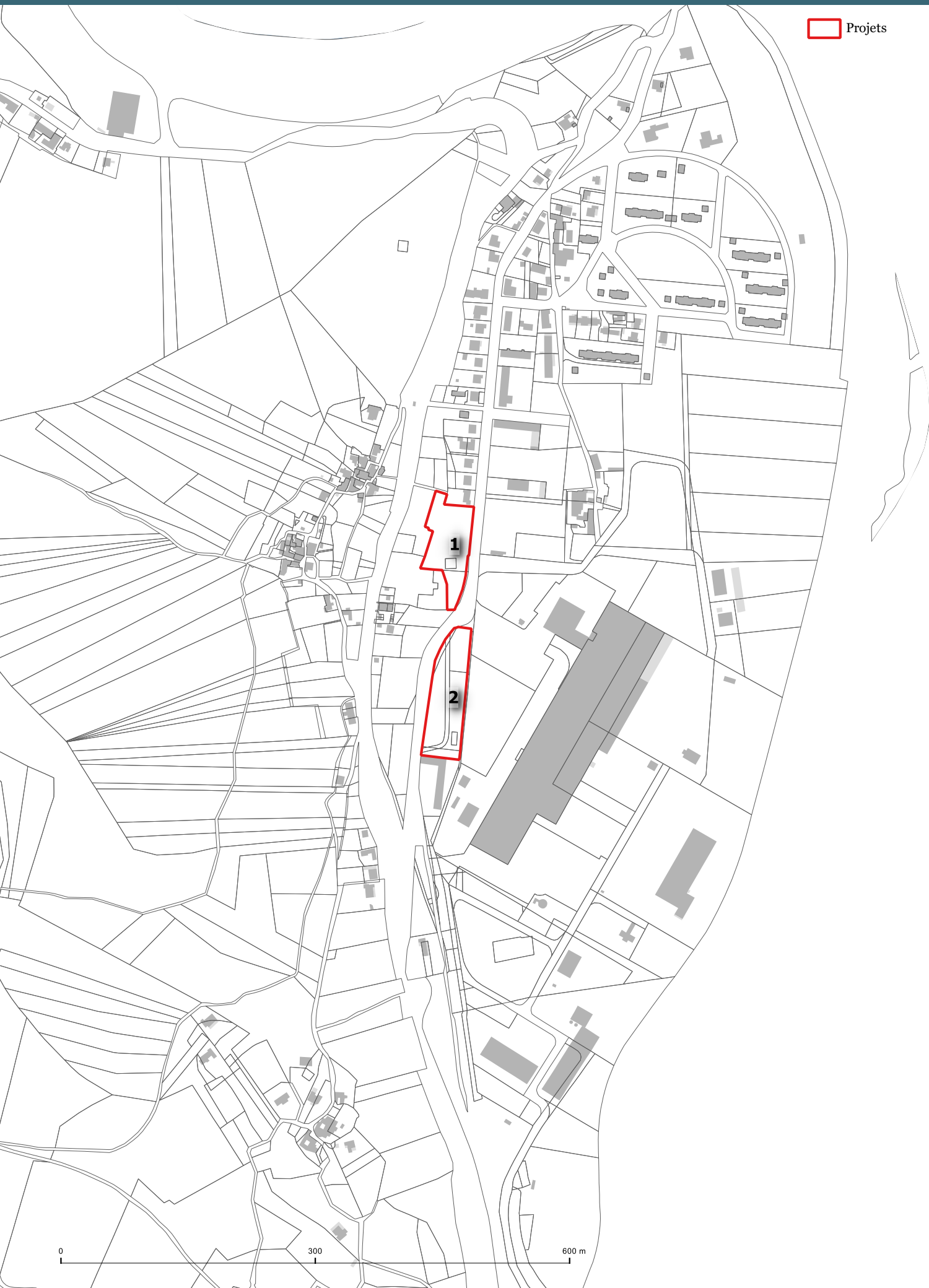
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	L'Habitarelle	10 par hypothèse	0	Durée du PLH (sous réserve)
2	L'Habitarelle	10 par hypothèse	0	Durée du PLH (sous réserve)
Capacité de production des projets connus		20 par hypothèse	0	
Capacité de production en diffus		50	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		14	5	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>84</b>	<b>4</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune des Salles-sur-Gardon sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par le comblement des enclaves non bâties et par l'urbanisation de quelques parcelles en extension des hameaux de La Plaine, l'Habitarelle et l'Impostaire délimitées par le PLU approuvé le 5 février 2021.

Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 14 logements vacants (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

 Projets

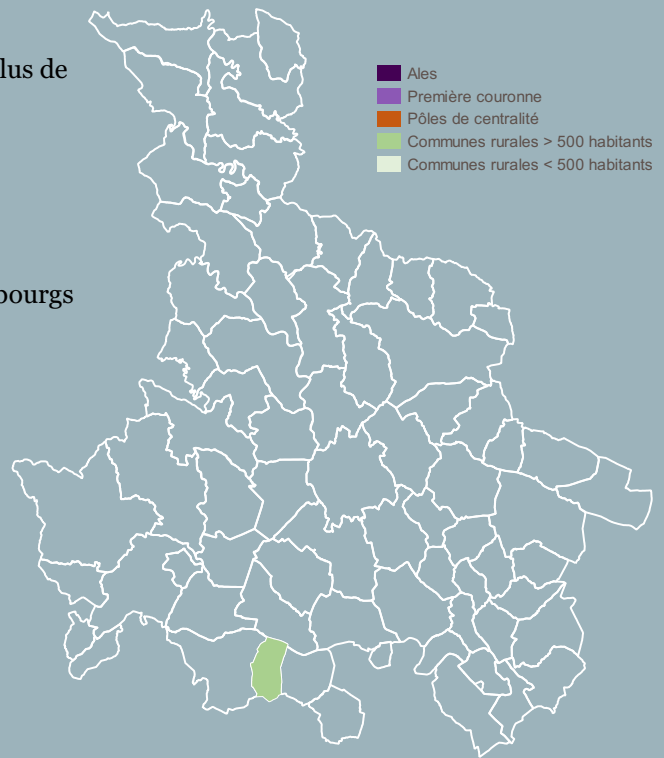


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	MASSILLARGUES-ATTUECH		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>662</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,50%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,54%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,62	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	33,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 390€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>410</b>		74 023
Parc de résidences principales :	309		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	31 / 7,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	71 / 17,3%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	30,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	79,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,9%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	81,0%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **24 (4 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **2**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Massillargues-Attuech au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. Il convient néanmoins de souligner le projet de réalisation de 1 à 3 logements locatifs sociaux sur un des emplacements réservés délimités par le PLU approuvé le 8 juillet 2019. En complément, la commune pourra rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU approuvé le 8 juillet 2019 délimite d'ores et déjà deux emplacements réservés ER3a et ER3b dont les programmes de logements devront comporter 20% de logements locatifs sociaux. Il sera intéressant de suivre la réalisation de ces projets (intervention de bailleurs sociaux et/ou logements privés conventionnés), le pourcentage de 20% ne correspondant qu'à un nombre très limité de logements sociaux par opération.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

### Outils fonciers

- Mobiliser le cas échéant l'EPF Occitanie sur les secteurs classés en emplacements réservés en cas de blocage foncier.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

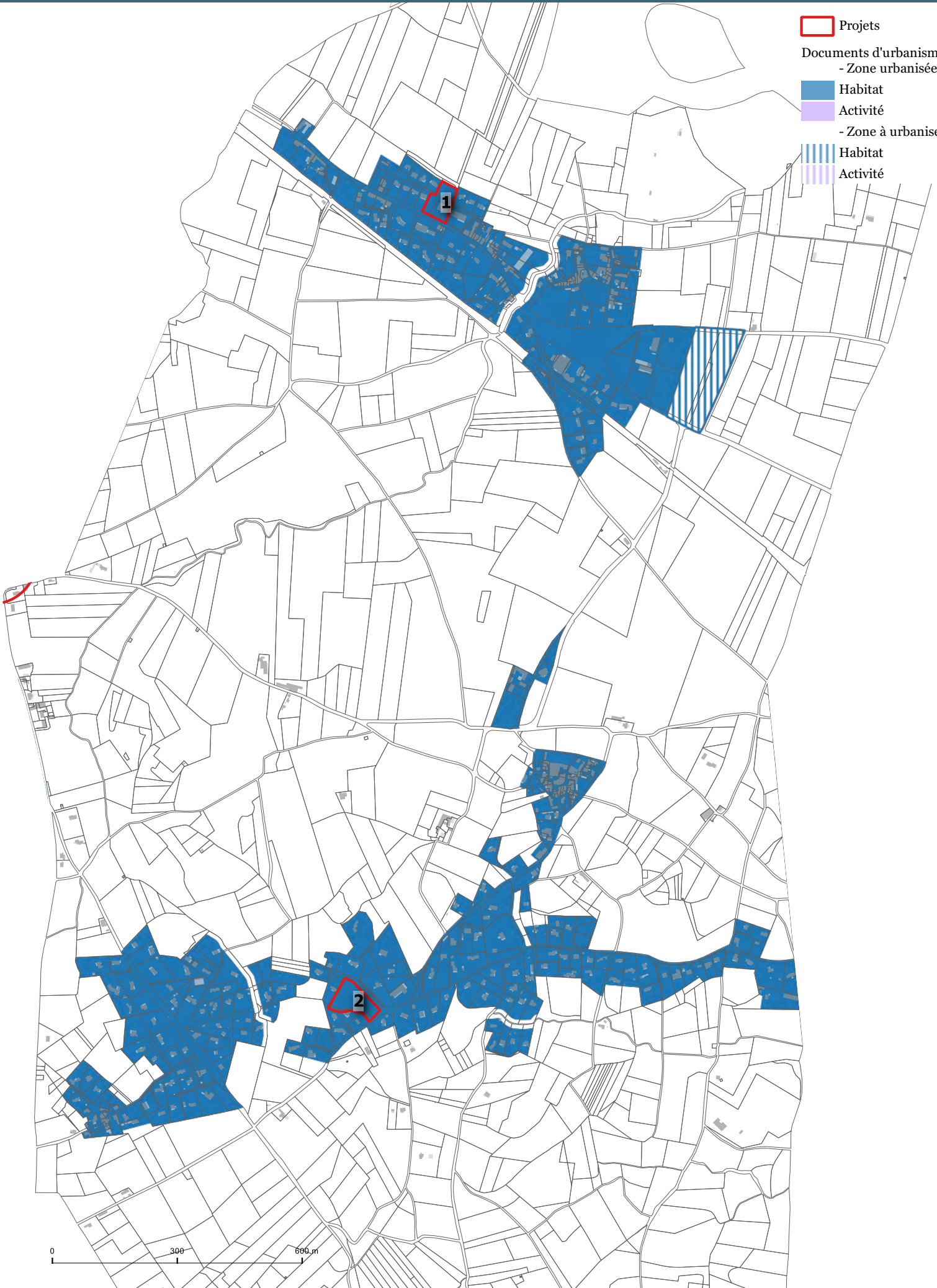
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Lotissement du Lac (ER3a) devant comporter 20% de logements locatifs sociaux	7 à 15	1 à 3	Durée du PLH
2	Chemin de Bellevue (ER3b) devant comporter 20% de logements locatifs sociaux	8	2	Au delà de 2026 (par hypothèse)
Capacité de production des projets connus		7 à 15	1 à 3	
Capacité de production en diffus		26	0	
Capacité de production par changement de destination		5	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		2	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>40 à 48</b>	<b>1 à 3</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Massillargues-Attuech sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la production neuve en diffus, dans les limites du PLU approuvé le 8 juillet 2019 (représentant un potentiel de 26 logements, prorata temporis du potentiel total identifié par le PLU) et par la réalisation du Lotissement du Lac, classé en emplacement réservé dont le règlement du PLU impose que 20% des logements soient affectés à des logements locatifs sociaux.

Sont par ailleurs prévus la création de 5 nouveaux logements par changement de destination de bâtiments existants (prorata temporis du potentiel identifié au PLU) ainsi que la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 2 des 4 logements vacants recensés par le PLU.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
  - Habitat
  - Activité
  - Zone à urbaniser
  - Habitat
  - Activité

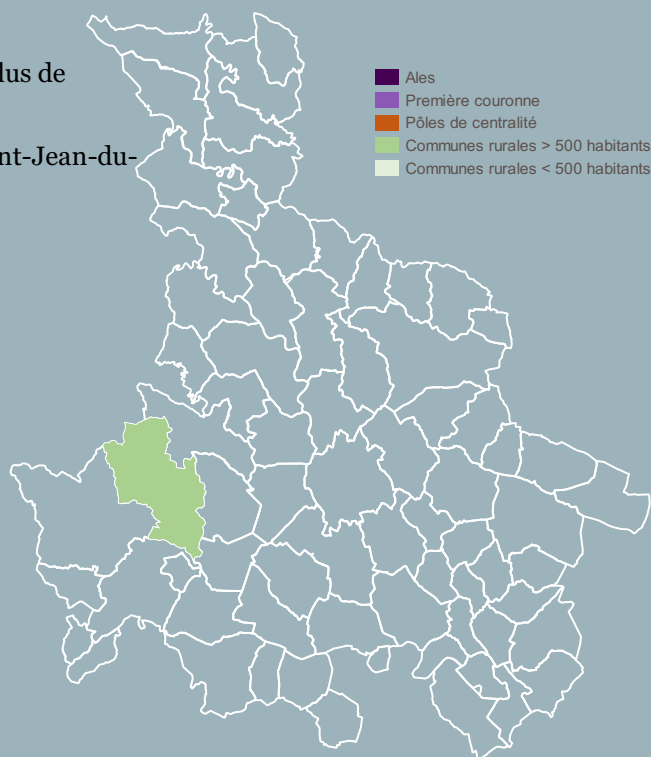


## Profil

Type de commune :	Commune rurale de plus de 500 habitants
Secteur :	Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Villages et hameaux
Densité moyenne de logements /ha :	13
Individuel (pur et groupé)	40%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	60%
Collectif	0%



## Chiffres clés

	MIALET		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>624</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,12%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,06%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,40	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	37,5%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 590€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>671</b>		74 023
Parc de résidences principales :	316		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	42 / 6,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	313 / 46,6%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	55,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	72,5%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	65,1%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Mialet au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU en cours d'élaboration apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être intégrée au futur PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	PLU en cours de révision	A définir	A définir	
Capacité de production en diffus		12	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		16	1	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Mialet sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus (commune soumise au RNU) à laquelle viendront s'ajouter par hypothèse 4 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production pourra évoluer avec la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration (approbation prévue au premier semestre 2023).

 Projets



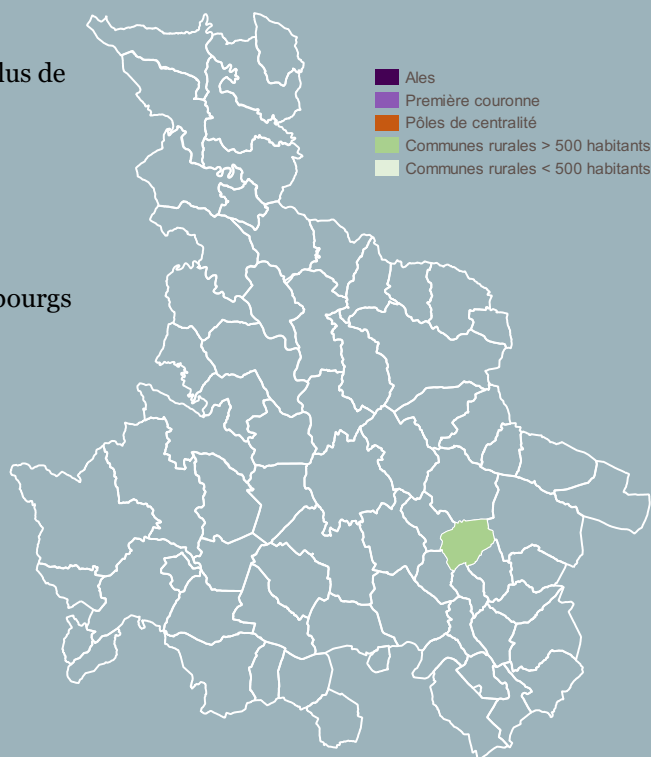
0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	MONTEILS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>656</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,43%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,56%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,21	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	20,8%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 100€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>304</b>		74 023
Parc de résidences principales :	266		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	18 / 5,9%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	20 / 6,6%	-	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	11,3%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	82,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	81,9%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **24 (4 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **2**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Monteils au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. Il convient néanmoins de souligner le projet de réalisation de 3 logements communaux conventionnés, lieu-dit Lauzière.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Même si aucun objectif quantitatif n'est fixé à la commune de Monteils, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 29 novembre 2017 pourrait être envisagée sur le secteur du Rieu, seul secteur susceptible d'accueillir un nombre suffisamment important de logements, mais dont l'ouverture à l'urbanisation reste conditionnée à une modification ou une révision du PLU et à la mise en service de la nouvelle station d'épuration. L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés pourrait également être envisagée si un bâti ou un foncier à enjeu était identifié, en complément des 3 logements d'ores et déjà prévus sur la durée du PLH.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.






## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

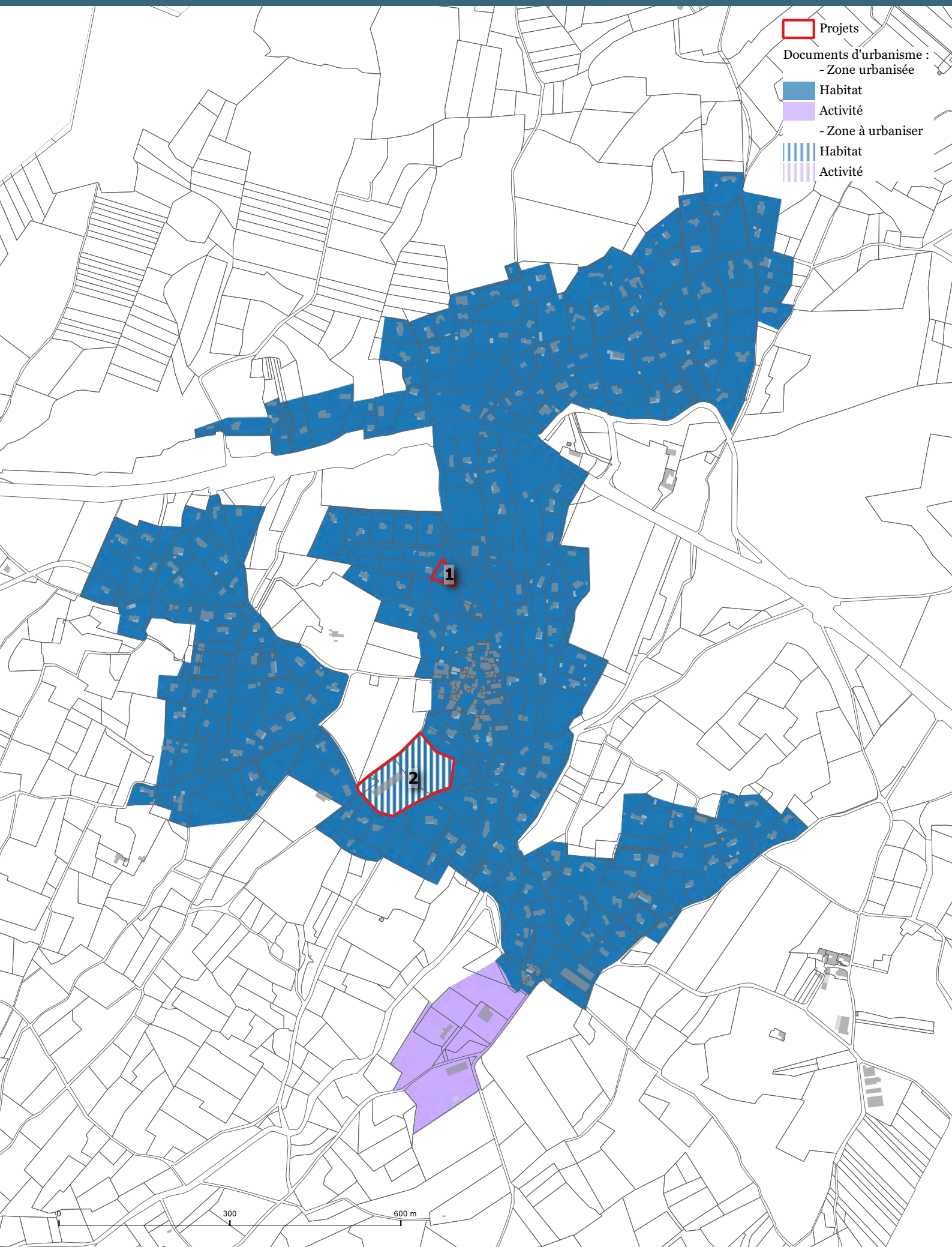
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Lieu dit Lauzière (parcelles A 473 et A 902)	3	3	Durée du PLU
2	Zone IAU Le Rieu	23	A définir le cas échéant	Après 2026 (en fonction de la mise en service de la nouvelle STEP)
Capacité de production des projets connus		3	3	
Capacité de production en diffus		22	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		2	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>27</b>	<b>3</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Massillargues-Attuech sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la production neuve en diffus, dans les limites du PLU approuvé le 29 novembre 2017 (représentant un potentiel de 22 logements) ; l'ouverture de la zone IAU Le Rieu, pouvant potentiellement accueillir plus d'une vingtaine de logements, reste conditionnée à la mise en service de la nouvelle station d'épuration des eaux usées d'une capacité prévue de 440 EH.

Viendront s'y ajouter la création de 3 logements communaux ainsi que la réhabilitation et la remise sur le marché de 2 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

-  Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
  -  Habitat
  -  Activité
  - Zone à urbaniser
  -  Habitat
  -  Activité

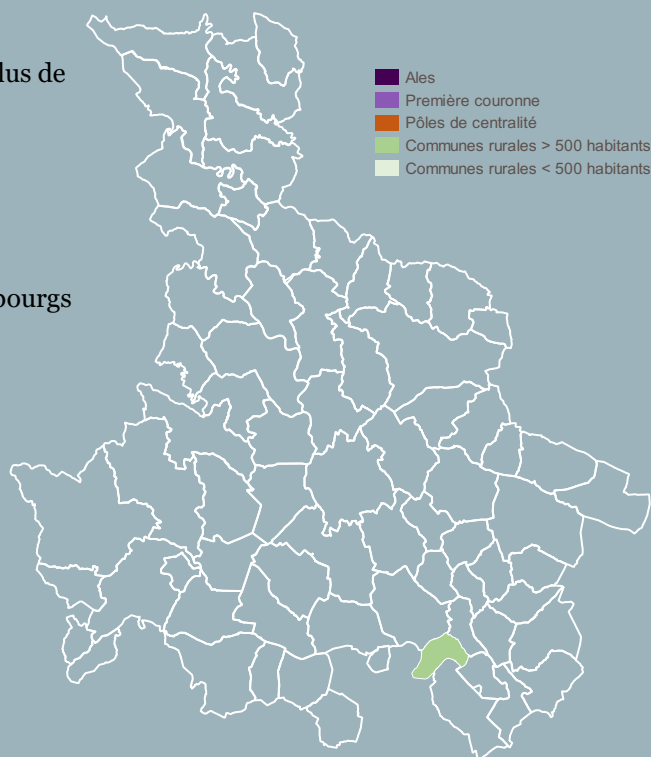


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	NERS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>702</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,44%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,48%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,65	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	29,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 360€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>407</b>		74 023
Parc de résidences principales :	306		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	46 / 11,3%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	55 / 13,5%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	26,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	78,8%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	84,3%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **30 (5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **5**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Ners au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Lotissement "Les Jardins d'Yves" / Rue des 4 vents / lots non encore bâtis	2	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		2	0	
Capacité de production en diffus		28	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	2	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>33</b>	<b>2</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Ners sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par l'achèvement du lotissement "Les Jardins d'Yves" et par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU).

Viendront s'ajouter à ces constructions nouvelles, 5 logements anciennement vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

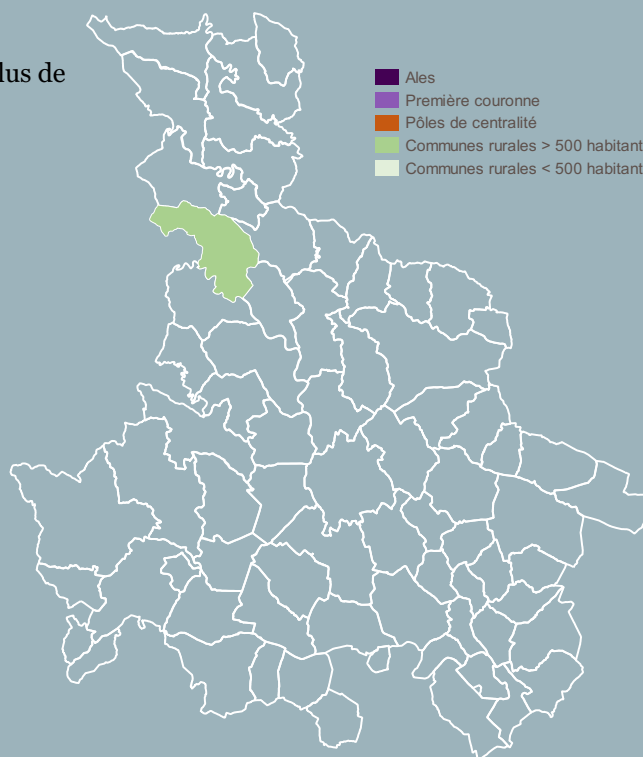


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINTE-CÉCILE-D'ANDORGE		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>586</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,49%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,06%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,67	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	33,6%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 120€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>397</b>		74 023
Parc de résidences principales :	268		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	44 / 11,1%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	84 / 21,3%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	39,2%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	81,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	68,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM : **0** 10 371

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an : **2** 654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Sainte-Cécile-d'Andorge au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Sainte-Cécile-d'Andorge est dotée d'une carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

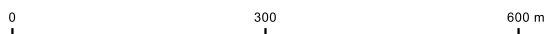
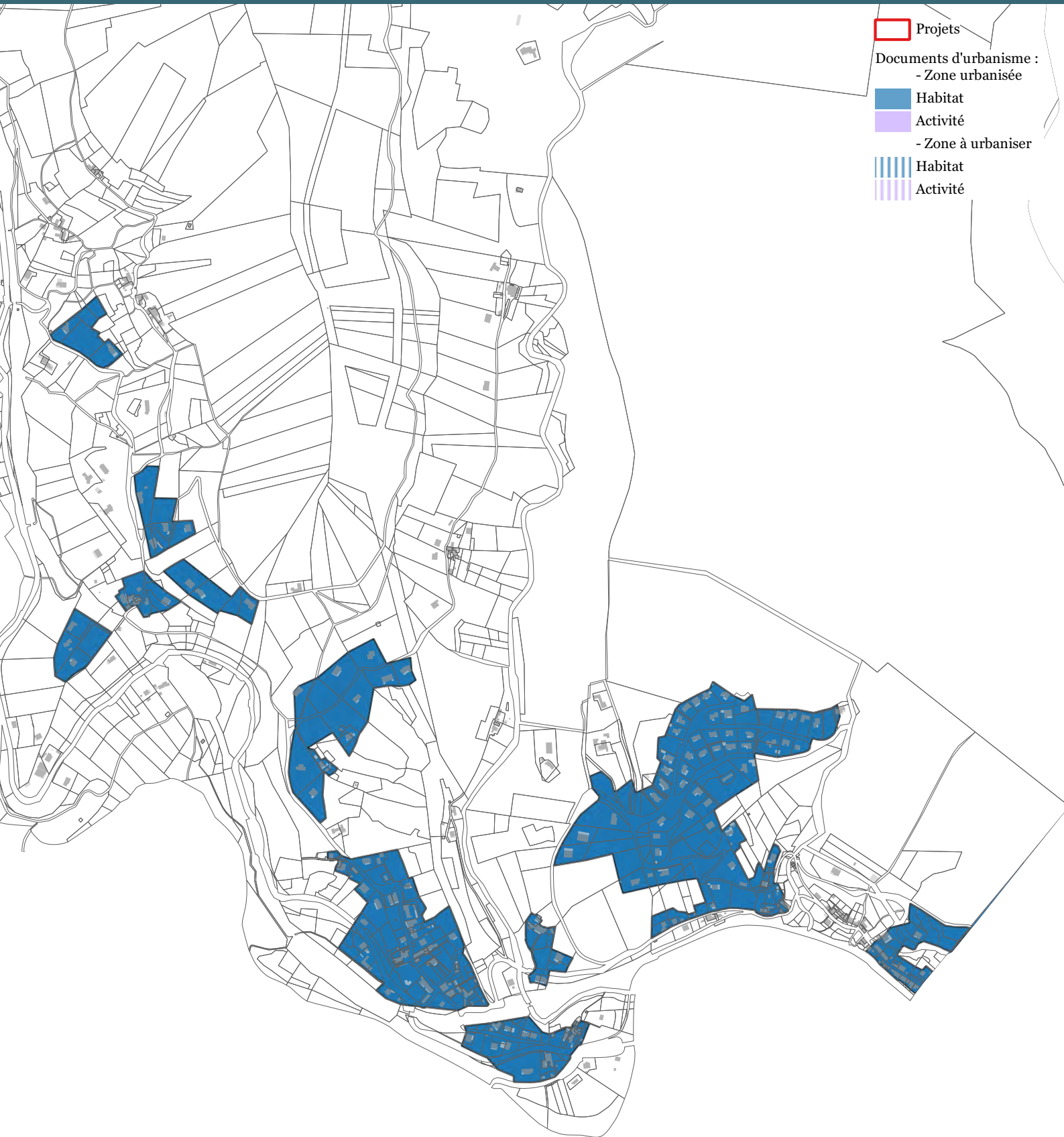
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		18	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>22</b>	<b>1</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Sainte-Cécile-d'Andorge sur les 6 années du PLH sera portée par la construction neuve dans les limites définies par la carte communale approuvée le 19 décembre 2017 et par la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 4 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

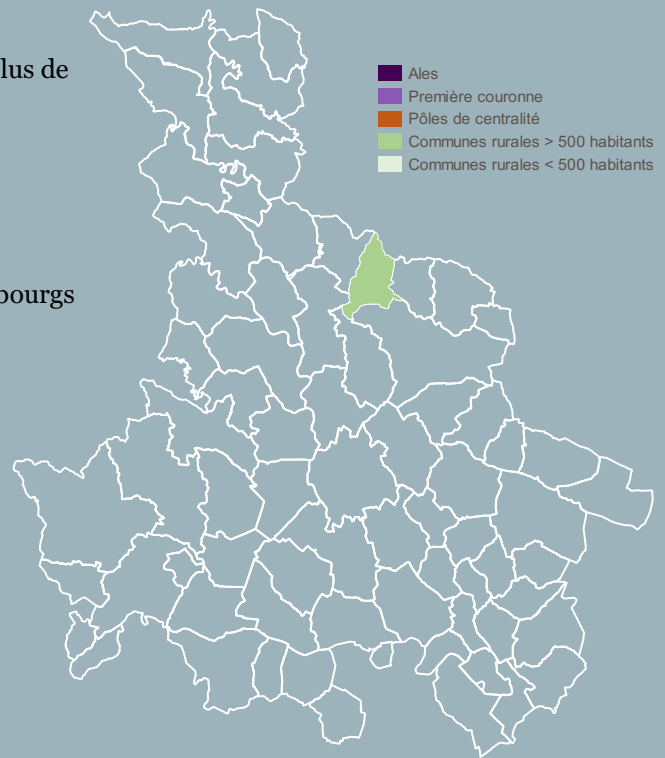


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :  
 Taux de variation de la population 2007-2017 :  
 Taux de variation de la population 2012-2017 :  
 Indice de Jeunesse de la population :  
 Pourcentage des ménages d'une seule personne :  
 Revenu annuel moyen par foyer :  
 Taux de pauvreté :

SAINT-FLORENT-SUR-AUZONNET

ALES AGGLO

<b>1 173</b>		129 931
0,30%	-	0,60%
-0,80%	-	0,20%
0,54	-	0,67
40,2%	+	37,2%
16 640€	-	18 670€
-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :  
 Parc de résidences principales :  
 Nombre de logements vacants et taux de vacance :  
 Nombre de résidences secondaires et taux :  
 Part du parc ancien (antérieur 1945) :  
 Part des propriétaires occupants :  
 Nombre et part des locataires du parc HLM :  
 Part des T2 et moins :  
 Part des T4 et plus :

<b>839</b>		74 023
590		60 256
155 / 18,5%	+	7 766 / 10,5%
94 / 11,2%	+	6 001 / 8,1%
29,0%	+	22,7%
58,3%	+	57,5%
127 / 21,5%	+	7 595 / 12,6%
3,9%	-	11,2%
67,0%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

<b>135</b>		10 371
------------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

<b>3</b>		654
----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **8**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Florent-sur-Auzonnet (commune rurale d'un peu plus de 1 000 habitants) qui dispose déjà d'un parc social relativement important (135 LLS au 01/01/2020 soit un taux d'équipement de l'ordre de 23% en rapport du parc de résidences principales 2017).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de l'importance de son parc HLM actuel, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 11 mars 2006 n'apparaît pas nécessaire. L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		18	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>26</b>	<b>3</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Florent-sur-Auzonnet sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une construction diffuse en zones U et AU délimitées par le PLU approuvé le 11 mars 2006. Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 8 logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant INSEE 2017).

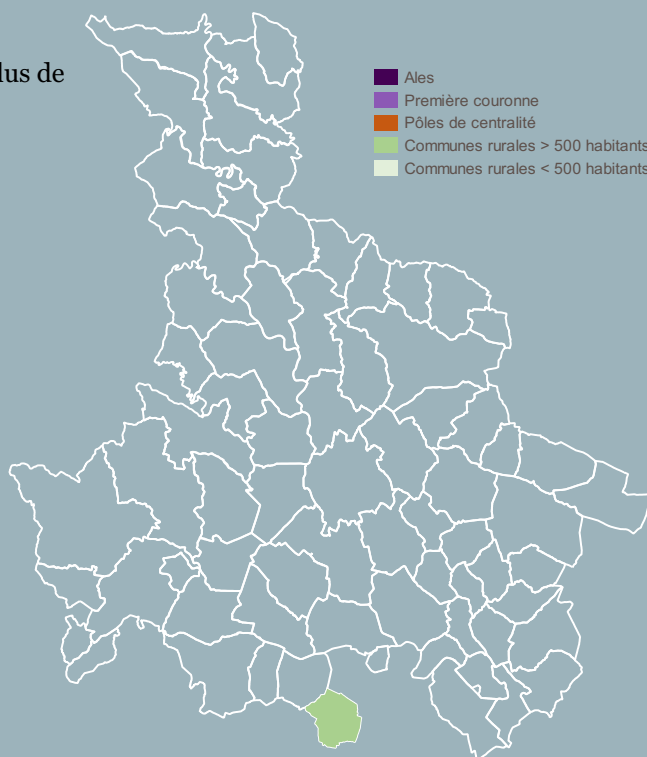


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-JEAN-DE-SERRES		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>521</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,27%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,12%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,88	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	32,6%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 480€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>291</b>		74 023
Parc de résidences principales :	233		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	22 / 7,6%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	36 / 12,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	36,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	65,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	75,6%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **24 (4 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **4**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Jean-de-Serres au regard de sa taille (commune rurale d'à peine plus de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. On note toutefois le projet de création de 4 logements communaux conventionnés dans l'ancienne école.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Saint-Jean-de-Serres élabore actuellement sa carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Ancienne école / 2 Place des Cévennes (parcelle AK 18)	4	4	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		4	4	
Capacité de production en diffus		20	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>28</b>	<b>5</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Jean-de-Serres sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (sous le régime actuel du RNU), voire dans les limites de la carte communale en cours d'élaboration.

A cette production diffuse viendront s'ajouter 4 logements sociaux dans l'ancienne école communale (gérés par la commune ou par un bailleur social) et, par hypothèse, la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 4 logements vacants (correspondant à 20% du parc vacant recensé INSEE 2017, selon les indications de la Mairie).

Projets

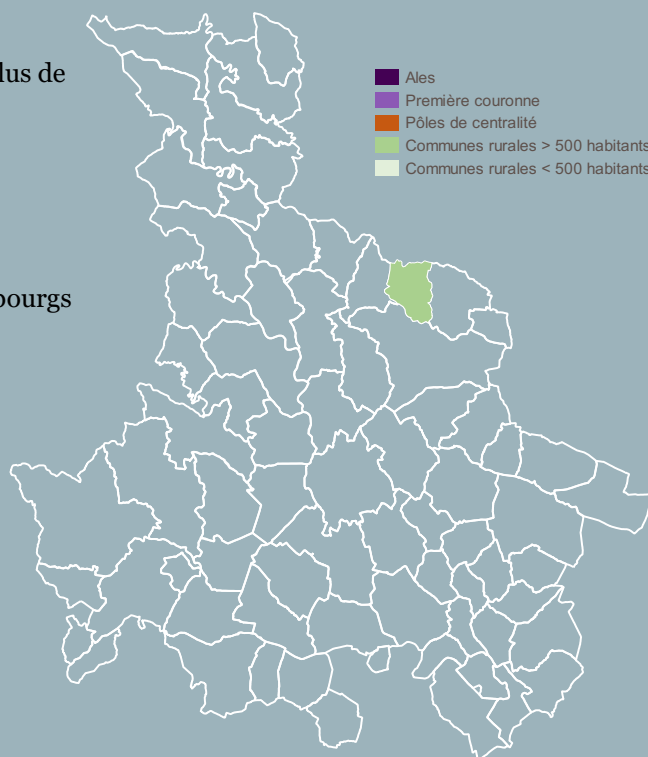


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	SAINT-JEAN-DE-VALÉRISCLE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>669</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,84%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-1,01%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,77	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	16 600€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>431</b>		74 023
Parc de résidences principales :	296		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	78 / 18,1%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	57 / 13,2%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	66,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	70,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	12 / 4,1%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	76,3%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>10</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **24 (4 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **8**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **3**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Jean-de-Valérisclé (commune rurale de moins de 1 000 habitants) au regard de sa taille et de ses ambitions relativement limitées de développement. La commune envisage toutefois de conventionner 2 logements communaux, qui viendront s'ajouter aux 10 logements HLM existants.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration, même si elle apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée, permettant le développement d'une offre locative sociale complémentaire au parc existant.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Réhabilitation et conventionnement de 2 logements communaux Mairie	0	2	Durée du PLH
2	Emprise de l'ancienne résidence Logis Cévenols démolie en 2014	Non défini	Non défini	Durée du PLH
3	Opération ancien stade	10	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		10 à minima	2	
Capacité de production en diffus		Non défini	Non défini	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	3	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		18 à minima	5	

### Commentaires :

Dans l'attente du PLU en cours d'élaboration, la production de logements attendue sur la commune de Saint-Jean-de-Valerisclé sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la réalisation d'une opération d'une dizaine de logements sur l'emplacement de l'ancien stade et par le réinvestissement d'une emprise libérée par la démolition d'une ancienne résidence Logis Cévenols ; viendront s'y ajouter par hypothèse 8 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

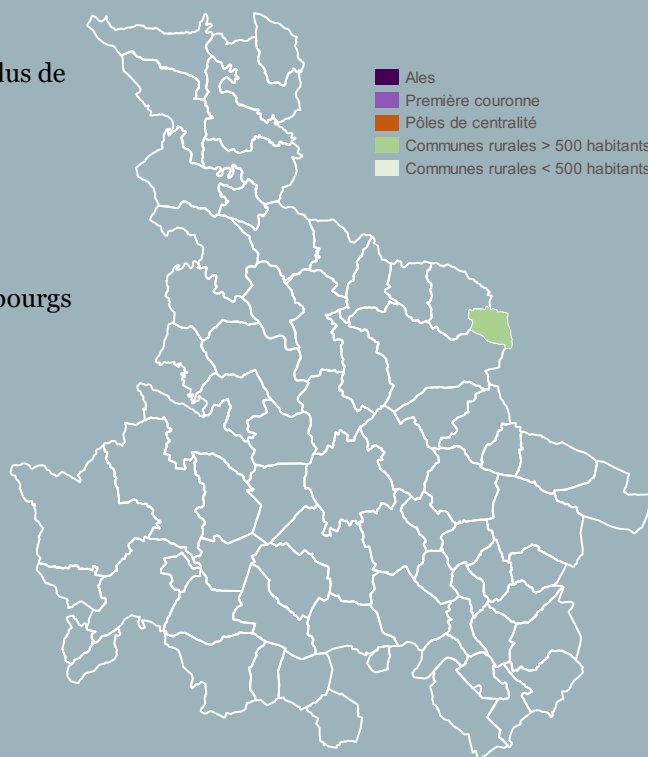


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-JULIEN-DE-CASSAGNAS		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>698</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,44%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,72%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,74	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	29,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 390€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>378</b>		74 023
Parc de résidences principales :	319		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	25 / 6,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	35 / 9,3%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	23,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	71,9%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	75,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>5</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **30 (5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **2**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Julien-de-Cassagnas (commune rurale de moins de 1 000 habitants) au regard de sa taille et de ses ambitions relativement limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'inscription d'une servitude de mixité sociale pourrait être envisagée dans le cadre d'un futur Plan Local d'Urbanisme, même si elle apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (taille de programme insuffisante pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée .

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

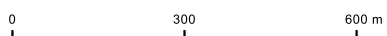
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Pas de projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		30	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		2	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		32	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Julien-de-Cassagnas sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) à laquelle viendront s'ajouter par hypothèse 2 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

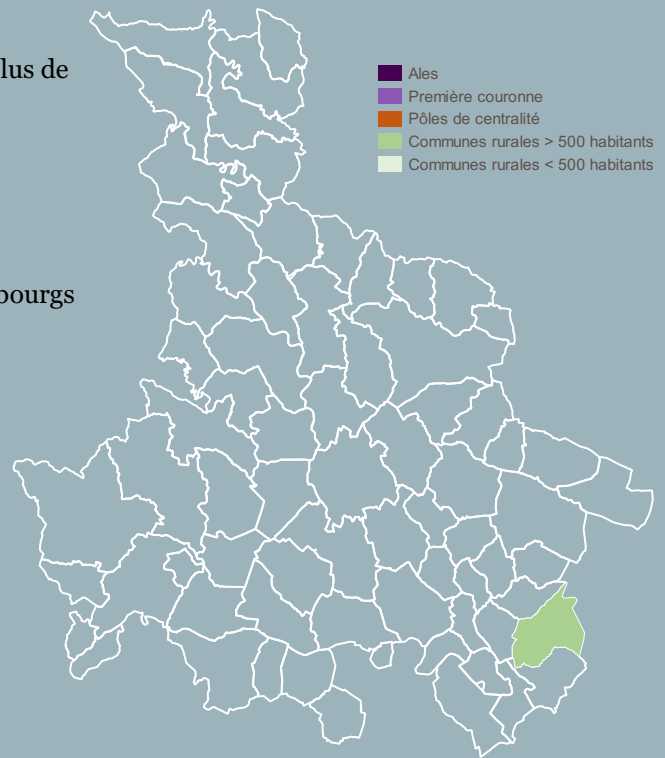


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :  
 Taux de variation de la population 2007-2017 :  
 Taux de variation de la population 2012-2017 :  
 Indice de Jeunesse de la population :  
 Pourcentage des ménages d'une seule personne :  
 Revenu annuel moyen par foyer :  
 Taux de pauvreté :

### SAINT-MAURICE-DE-CAZEVIEILLE

### ALES AGGLO

727		129 931
1,97%	+	0,60%
1,38%	+	0,20%
1,10	+	0,67
25,6%	-	37,2%
19 690€	+	18 670€
-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :  
 Parc de résidences principales :  
 Nombre de logements vacants et taux de vacance :  
 Nombre de résidences secondaires et taux :  
 Part du parc ancien (antérieur 1945) :  
 Part des propriétaires occupants :  
 Nombre et part des locataires du parc HLM :  
 Part des T2 et moins :  
 Part des T4 et plus :

385		74 023
294		60 256
65 / 16,9%	+	7 766 / 10,5%
25 / 6,6%	-	6 001 / 8,1%
23,8%	+	22,7%
71,7%	+	57,5%
0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
5,5%	-	11,2%
80,4%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

0		10 371
---	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

4		654
---	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **54 (9 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **3**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Maurice-de-Cazevielle au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1000 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. On peut toutefois noter le projet d'aménagement de 4 logements communaux conventionnés en centre ancien.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Le PLU de Saint-Maurice-de-Cazevielle, approuvé le 9 mars 2020, ne comporte ni secteur de mixité sociale ni emplacement réservé en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux. L'inscription d'une servitude de mixité sociale n'est réellement pertinente que sur des tenements fonciers de taille suffisante pour mobiliser un bailleur social ; l'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

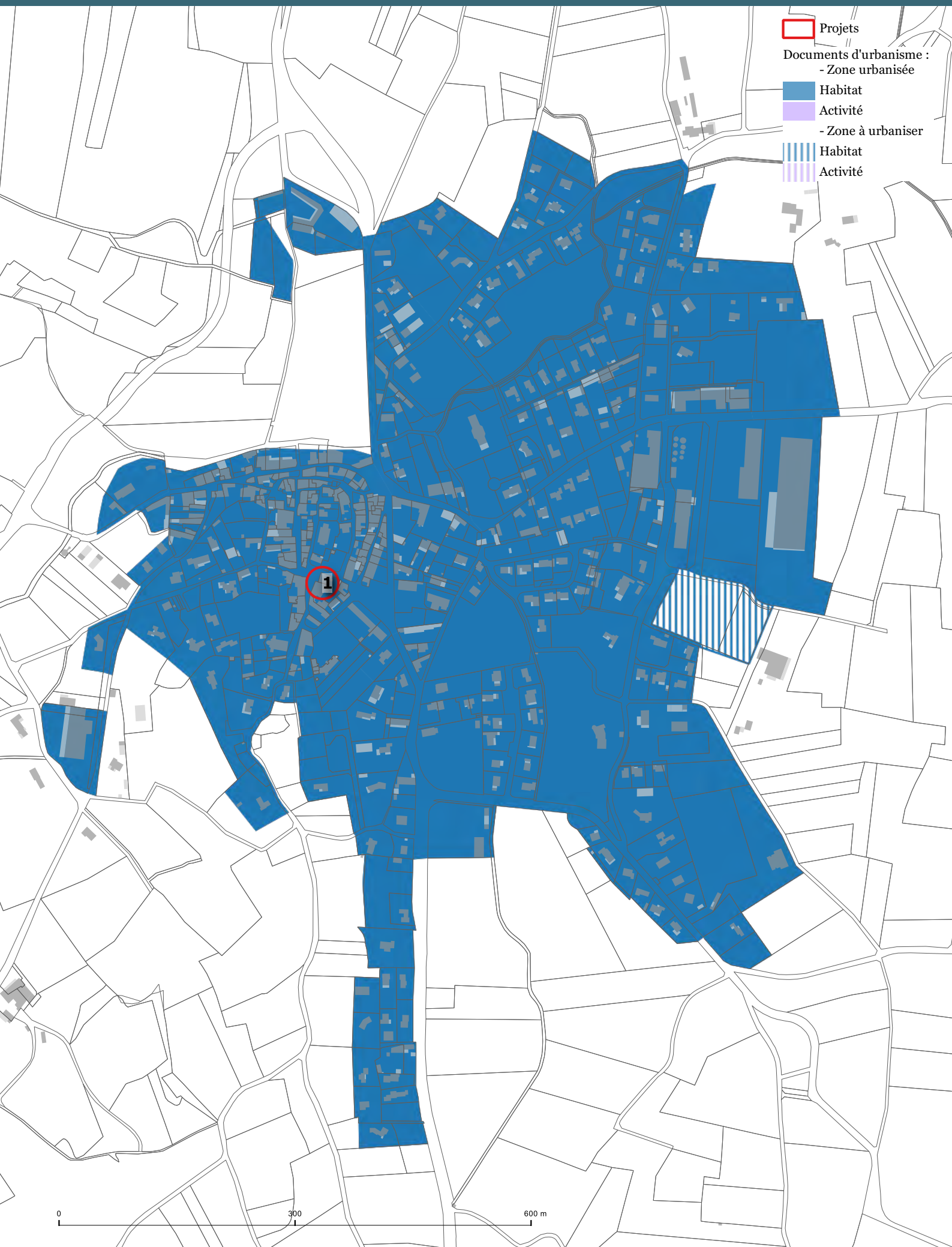
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux centre ancien	4	4	
Capacité de production des projets connus		4	4	
Capacité de production en diffus		41	0	
Mutation d'anciennes remises		3	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		3	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>51</b>	<b>4</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Maurice-de-Cazeville sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein et en frange de la zone UC délimitée par le PLU approuvé le 9 mars 2020.

A cette production diffuse viendront s'ajouter une dizaine de logements en centre ancien et faubourgs dont 4 logements communaux conventionnés.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
  - Habitat
  - Activité
  - Zone à urbaniser
  - Habitat
  - Activité

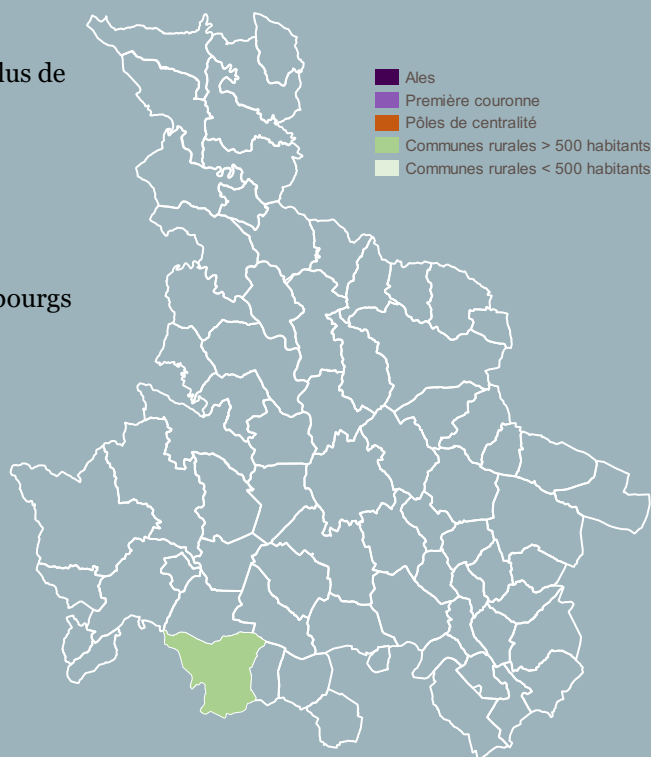


## Profil

Type de commune : Commune rurale de plus de 500 habitants  
 Secteur : Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	TORNAC		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>904</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,48%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,61%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,63	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	31,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 620€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>552</b>		74 023
Parc de résidences principales :	413		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	31 / 5,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	108 / 19,6%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	28,6%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	68,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	6,4%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	74,6%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>5</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **54 (9 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **8**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Tornac au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants). L'opération d'une vingtaine de logements prévue sur la zone IAUa du village pourrait toutefois inclure quelques logements sociaux.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 26 juin 2018 apparaît peu pertinente au regard de la dispersion sur les différents hameaux des zones constructibles ; seule la zone IAUa du Village, plus importante, pourrait éventuellement faire l'objet d'une telle mesure (à étudier le cas échéant lors de la modification du PLU préalable à son ouverture à l'urbanisation). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés pourrait également être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	OAP Le Village (1AUa) sous réserve de modification du PLU	20	A définir le cas échéant	Durée du PLH (en tout ou partie)
2	Le Sambuc (Ua, Ub et Uba)	19	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
3	La Molière (Ua et Ub)	6	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
4	Orthoux (Ua et Ub)	4	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
5	Les Aures (Uaa)	4	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
6	Le Sabatier (Uaa et Uba)	3	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
7	La Flavarderie (Uba)	3	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
8	La Madeleine (Ub, Ube et 1AUe)	3	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
9	Le Village (Ua et Ub)	2	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
10	Le Trial (Ua et Ub)	2	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
11	Bouzène (Ua et Ub)	2	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
Capacité de production des projets connus		68	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		8	2	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>82</b>	<b>2 + éventuellement OAP Le Village</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Tornac sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus en zones urbaines délimitées par le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 juin 2018 et, le cas échéant, par l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUa délimitée en extension du village (après modification du PLU). Viendra s'y ajouter la remise sur le marché immobilier de 8 logements actuellement vacants (au prorata du potentiel identifié par le PLU).

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité

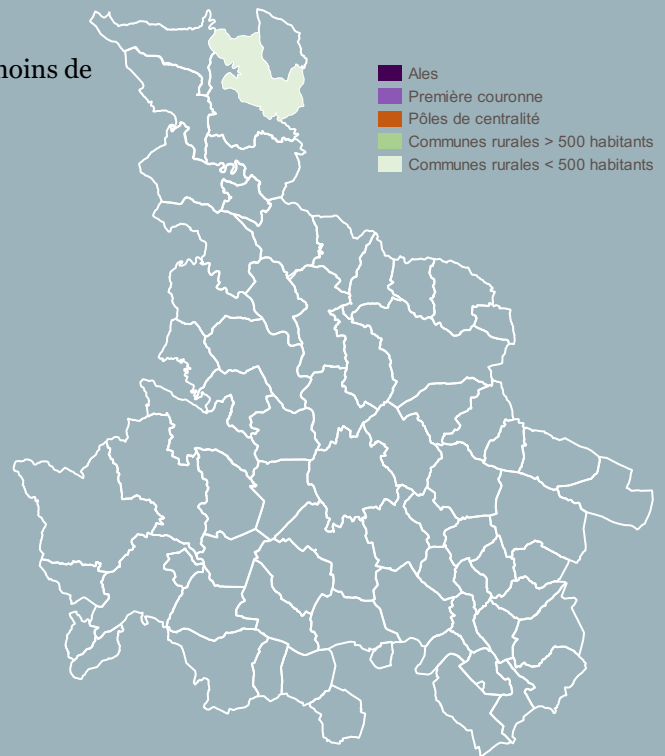


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Bassin Sud

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	AUJAC		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>178</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,06%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,66%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,43	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	33,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	16 410€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>188</b>		74 023
Parc de résidences principales :	90		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	8 / 4,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	90 / 47,9%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	62,2%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	75,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	13,3%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	64,4%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune d'Aujac au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses possibilités et ambitions très limitées de développement.

Le conventionnement des 2 logements communaux projetés dans l'ancienne école du hameau de la Plane pourrait néanmoins être envisagé ; ils viendront s'ajouter aux 3 logements communaux déjà aménagés dans l'ancien presbytère..

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses possibilités limitées de développement, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU en cours de réflexion apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et permettrait ainsi la production de nouveaux logements en complément des deux prévus dans l'ancienne école du hameau de la Planc (sous réserve de leur conventionnement).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

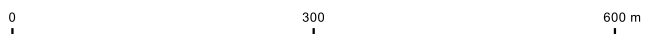
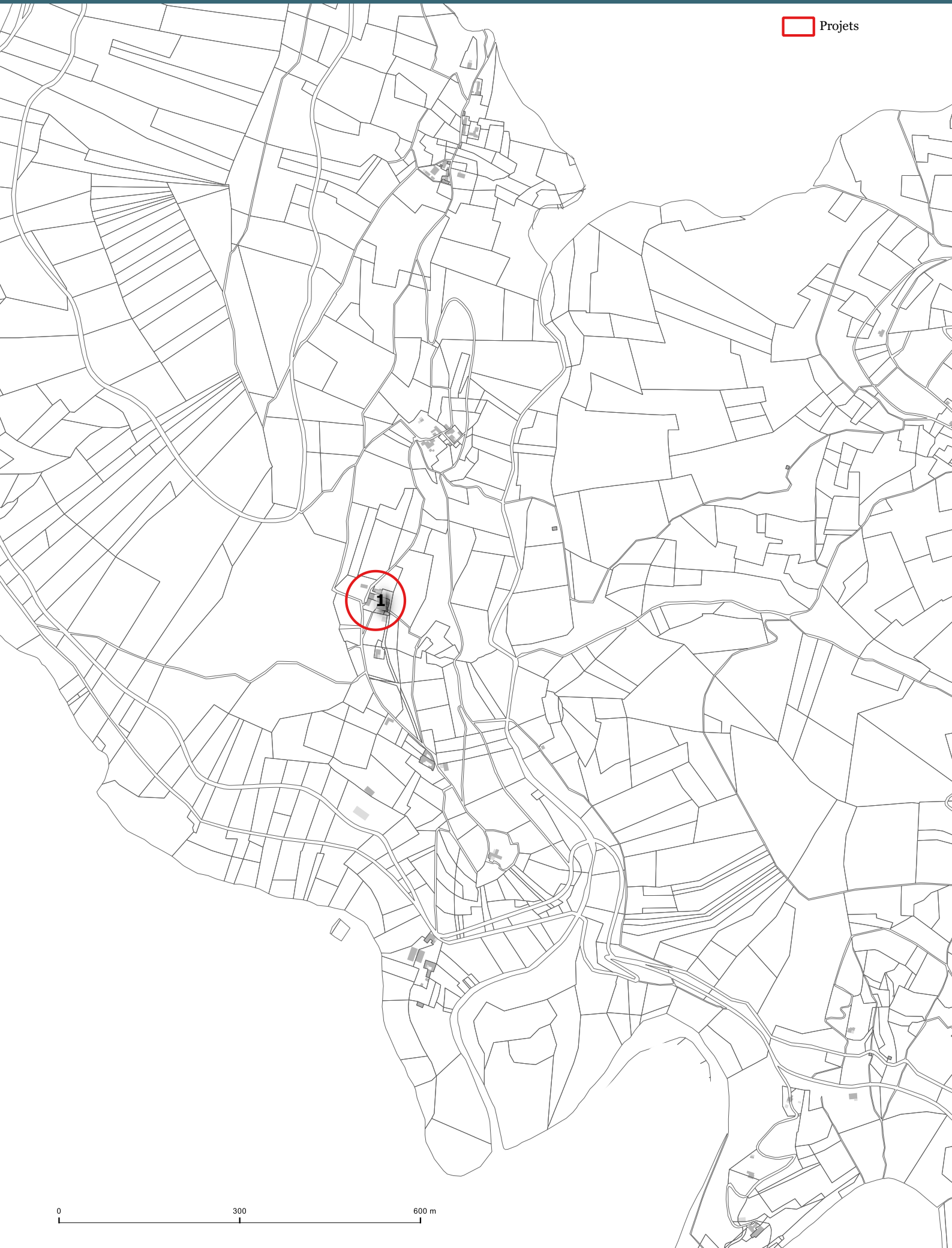
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Logements communaux / Ancienne école de La Plane	2	2 sous réserve de conventionnement	Durée du PLH
Capacité de production en diffus		4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		6	2 sous réserve de conventionnement	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune d'Aujac sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par les deux logements communaux prévus dans l'ancienne école du hameau de Plane et par quelques constructions neuves en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU), dans l'attente de l'approbation du PLU en cours d'élaboration (avec une éventuelle extension limitée du village sur des terrains propriété de la commune).

Le parc vacant étant très limité (8 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 4,3% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.

Projets

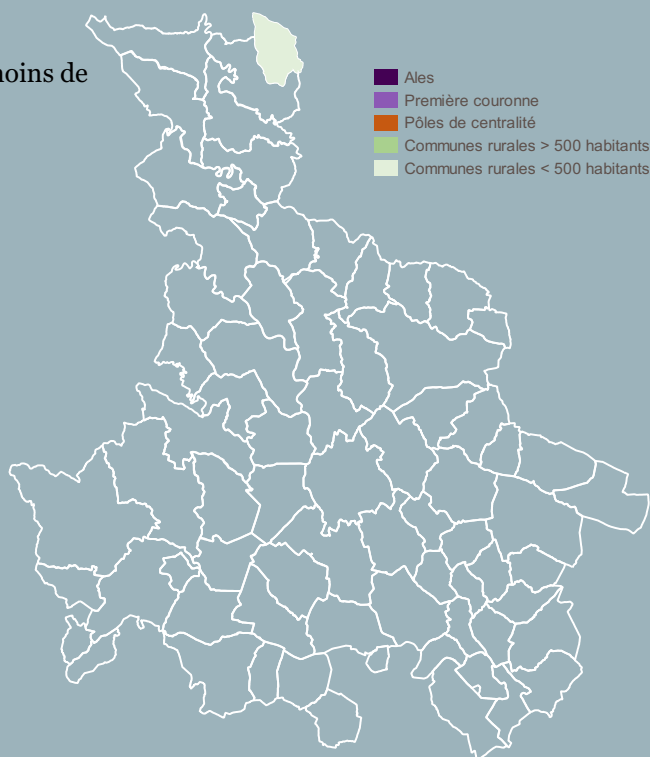


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Cévennes Nord

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	BONNEVAUX		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>88</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,66%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-3,47%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,36	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	51,0%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	-		18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>91</b>		74 023
Parc de résidences principales :	48		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	2 / 2,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	40 / 44,5%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	45,4%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	70,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	42,9%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	42,8%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Bonnevaux au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement (uniquement par réhabilitation de bâti existant).

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses projets très limités de développement, l'inscription d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 21 février 2020 apparaît peu pertinente. L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée à l'occasion d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Bonnevaux Village / Réhabilitations et ruines	7 pour partie	0	Durée du PLH
2	Les Alègres / Réhabilitations et ruines	4 pour partie	0	Durée du PLH
3	Nojaret/ Réhabilitations et ruines	5 pour partie	0	Durée du PLH
4	Thomazes / Réhabilitation et ruines	1 éventuellement	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		6	0	
Capacité de production en diffus		0	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		Pris en compte ci-avant	Pris en compte ci-avant	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		6	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Bonnevaux sur les 6 années du PLH sera exclusivement portée par la réhabilitation de logements vacants et de ruines sur les différents hameaux composant le territoire (Bonnevaux, Nojaret, Les Alègres et Thomazes). Le potentiel total identifié par le PLU approuvé le 21 février 2020 est de 17 logements dont 6 par hypothèse sur la durée du PLH (prorata temporis).

Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

Habitat

Activité

- Zone à urbaniser

Habitat

Activité

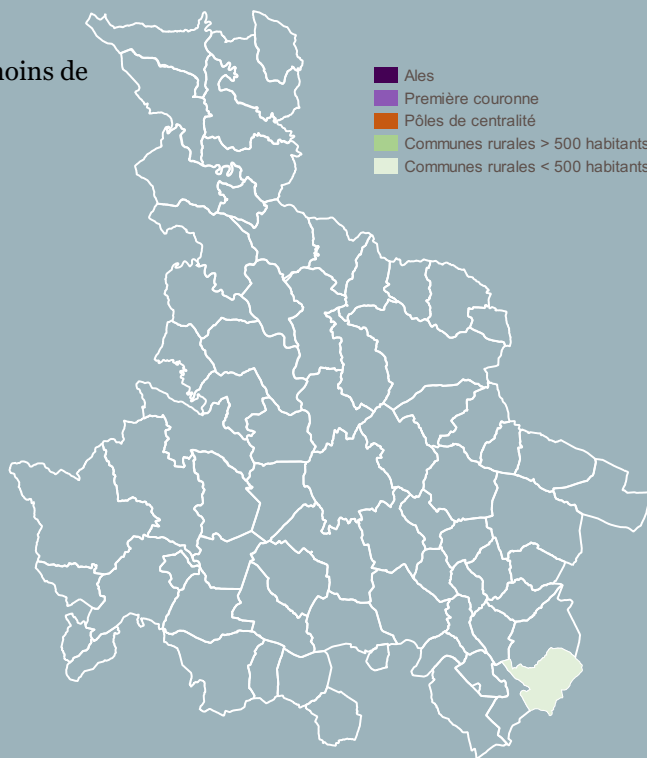


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	CASTELNAU-VALENCE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>454</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	3,34%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,38%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,29	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	27,1%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 430€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>241</b>		74 023
Parc de résidences principales :	179		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	16 / 6,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	47 / 19,3%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	24,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	80,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,1%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	83,7%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>4</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **3 (0.5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Castelnaud-Valence au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	1 Place de la Mairie (parcelle F0272)	3	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		3	0	
Capacité de production en diffus		0	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		4	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Castelnau-Valence sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une opération en réinvestissement urbain au centre du village (commune soumise au RNU).

Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de de 1 logement vacant (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

Projets

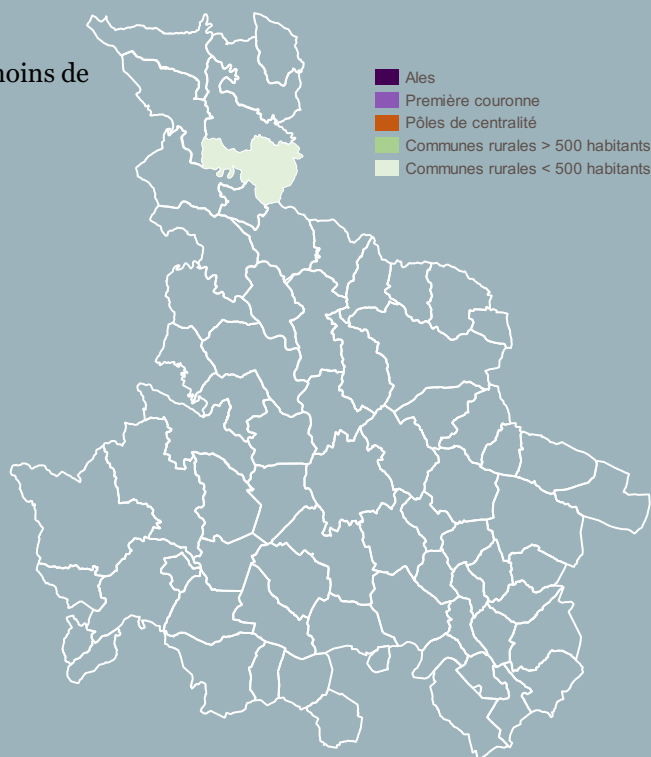


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Cévennes Nord

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	CHAMBON		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>266</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,26%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-2,18%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,31	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	36,8%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 660€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>311</b>		74 023
Parc de résidences principales :	133		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	10 / 3,3%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	168 / 54,1%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	58,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	80,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	1 / 0,8%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	12,2%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	65,9%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Chambon au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune prévoit toutefois la réalisation de deux logements communaux conventionnés dans l'ancienne école, qui viendront conforter un parc communal déjà important (8 logements). D'autres opportunités de production de logements communaux conventionnés pourront être recherchées sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

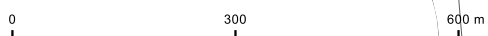
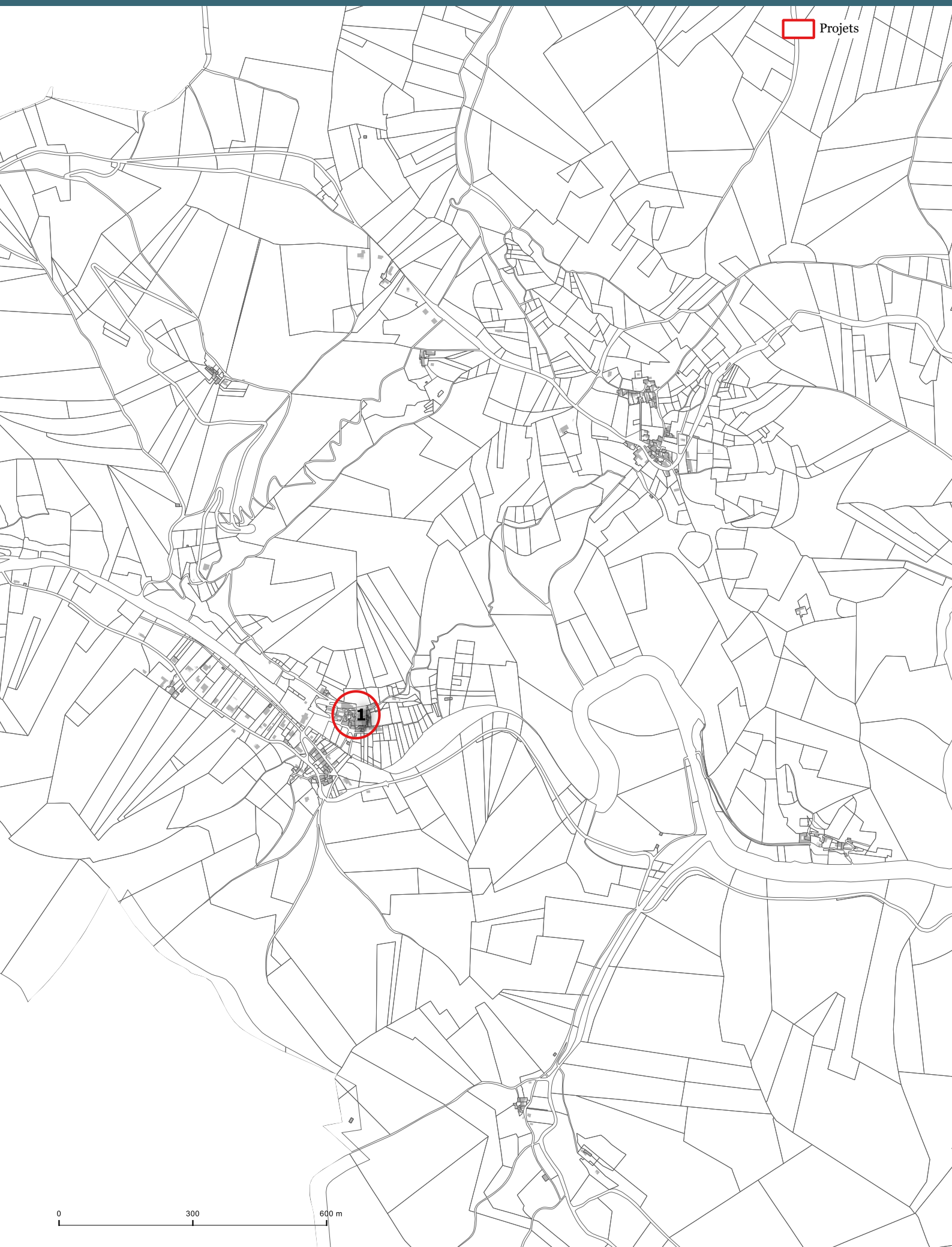
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux ancienne école	2	2	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		2	2	
Capacité de production en diffus		4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>6</b>	<b>2</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Chambon sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) et par la création de deux logements communaux supplémentaires au dessus de l'école.

Le parc vacant étant très limité (10 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 3,3% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.

Projets

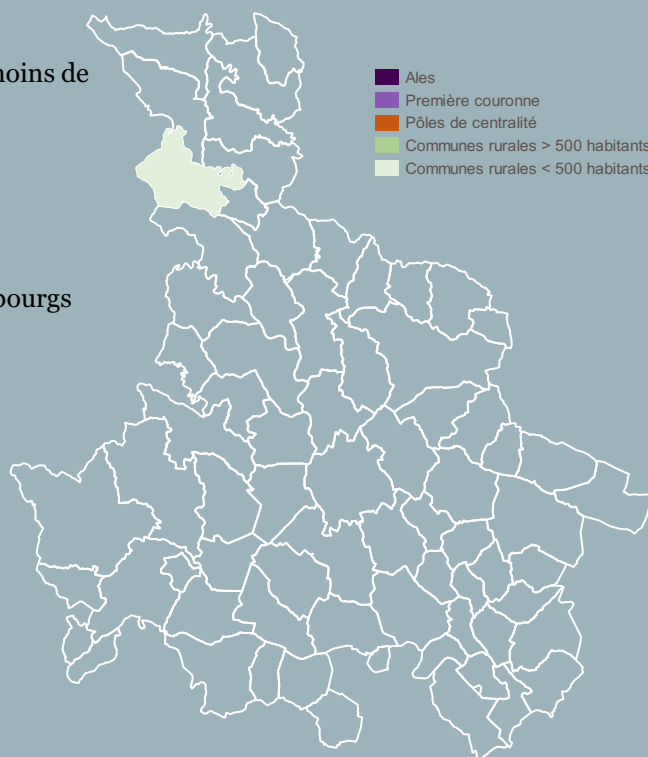


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Cévennes Nord

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Pôles de centralité et bourgs  
 Densité moyenne de logements /ha : 17  
 Individuel (pur et groupé) : 35%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 40%  
 Collectif : 25%



## Chiffres clés

	CHAMBORIGAUD		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>852</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,22%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,09%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,31	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	37,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 100€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>692</b>		74 023
Parc de résidences principales :	401		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	145 / 21,0%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	146 / 21,1%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	54,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	76,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	1 / 0,2%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	9,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	64,9%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **7**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Chamborigaud au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		7	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		13	2	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Chamborigaud sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus dans les limites définies par la carte communale approuvée en avril 2004 et par la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 7 logements vacants (correspondant par hypothèse à 5% du parc vacant très important recensé par l'INSEE 2017).

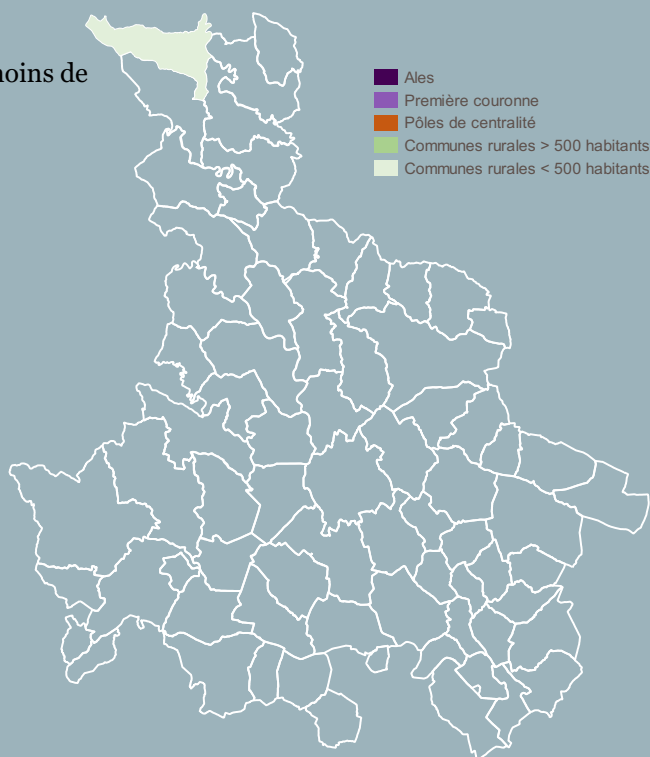


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Cévennes Nord

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	CONCOULES		ALES AGGLO
<b>Population et ménages (INSEE 2017)</b>			
Population 2017 :	<b>258</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,08%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,31%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,28	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	40,0%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 240€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
<b>Parc de logements (INSEE 2017)</b>			
Parc de logements :	<b>347</b>		74 023
Parc de résidences principales :	121		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	43 / 12,4%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	183 / 52,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	40,6%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	65,5%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	13,2%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	63,6%	-	66,4%
<b>Parc locatif HLM (RPLS 2020)</b>			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
<b>Construction neuve (SITADEL 2009/2018)</b>			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Concoules au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses possibilités très limitées de développement. Le conventionnement des 2 logements communaux envisagés dans l'ancien presbytère pourrait néanmoins être envisagé ; ils viendront conforter le parc communal déjà composé de 6 logements (dont la moitié conventionnés).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Ancien presbytère	2	2 sous réserve de conventionnement	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		2	2 sous réserve de conventionnement	
Capacité de production en diffus		4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		10	1 voire 3	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Concoules sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) et par la création de deux logements communaux dans l'ancien presbytère. Viendra s'y ajouter par hypothèse la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 4 logements vacants (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

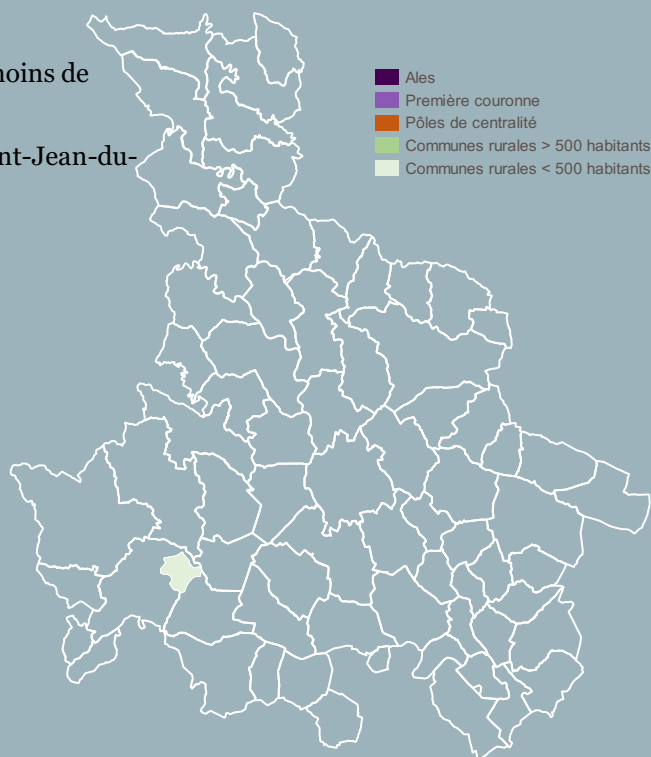


## Profil





Type de commune :	Commune rurale de moins de 500 habitants
Secteur :	Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Villages et hameaux
Densité moyenne de logements /ha :	13
Individuel (pur et groupé)	40%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	60%
Collectif	0%



## Chiffres clés

	CORBÈS		ALES AGGLO
 Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>154</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,33%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,89%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,50	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	40,0%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	16 430€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
 Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>107</b>		74 023
Parc de résidences principales :	74		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	10 / 9,6%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	22 / 20,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	56,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	67,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	12,7%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	70,4%	+	66,4%
 Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
 Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Corbès au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement.

La commune envisage toutefois la réalisation de 2 logements communaux conventionnés sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 4 janvier 2006 apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification voire d'une révision du PLU, en complément des 2 logements communaux d'ores et déjà programmés.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



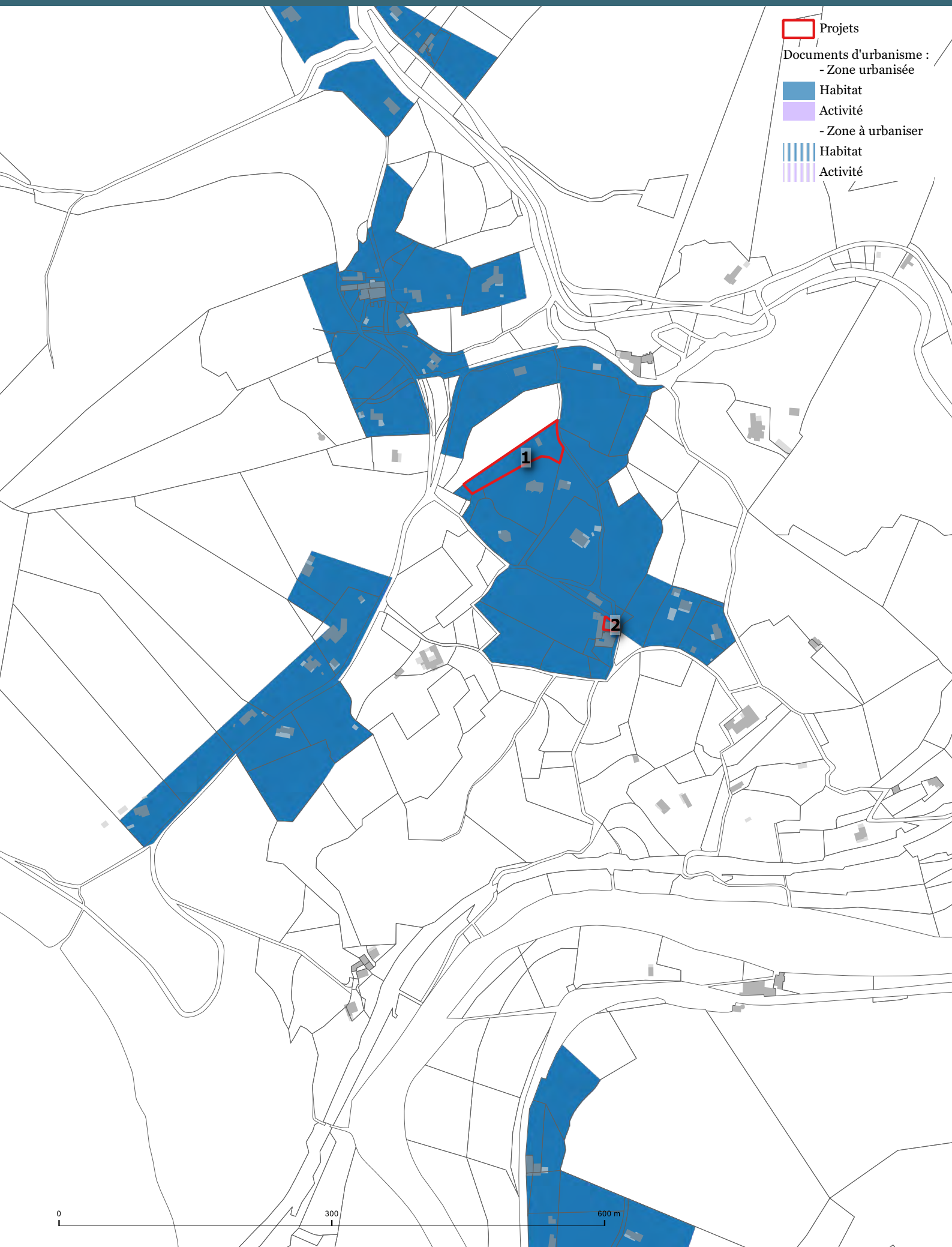
## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Impasse de la Mairie (parcelle A517)	1	1	Durée du PLH
2	Ecole (parcelle A 86)	1	1	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		2	2	
Capacité de production en diffus		4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>7</b>	<b>2</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Corbès sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus dans les limites définies par le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 janvier 2006 (en cours de révision) et par quelques réhabilitations dont 2 logements communaux (Ecole et Impasse de la Mairie) et, par hypothèse, 1 logement privé vacant (correspondant à 10% du parc vacant INSEE 2017).

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
- Habitat
- Activité
- Zone à urbaniser
- Habitat
- Activité

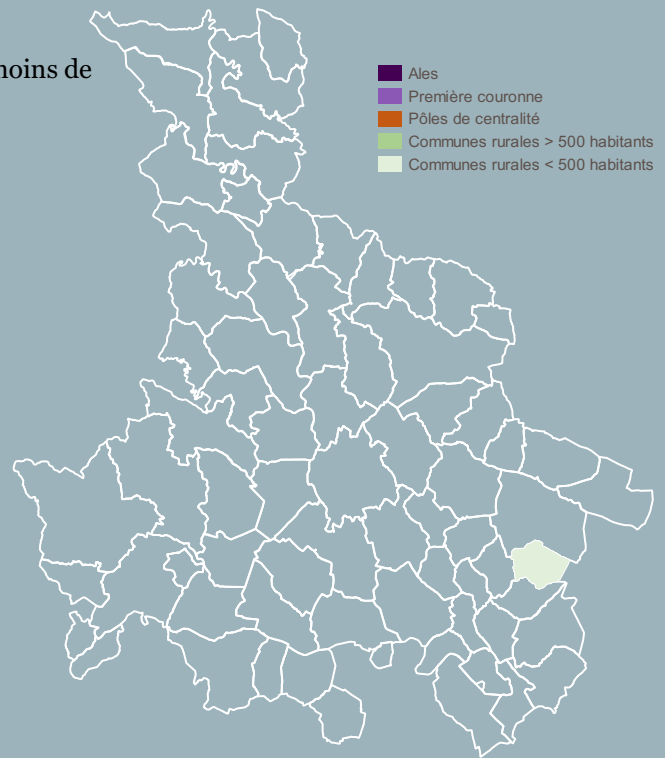


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	EUZET		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>439</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,64%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,58%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	23,7%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 820€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>251</b>		74 023
Parc de résidences principales :	196		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	15 / 6,0%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	40 / 16,0%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	28,6%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	82,8%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	1,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	83,5%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune d'Euzet au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune d'Euzet réfléchit actuellement à l'élaboration d'une carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLu (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		12	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>13</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune d'Euzet sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) à laquelle viendra s'ajouter par hypothèse 1 logement vacant réhabilité et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production pourra évoluer avec la mise en œuvre d'une carte communale (réflexion en cours).

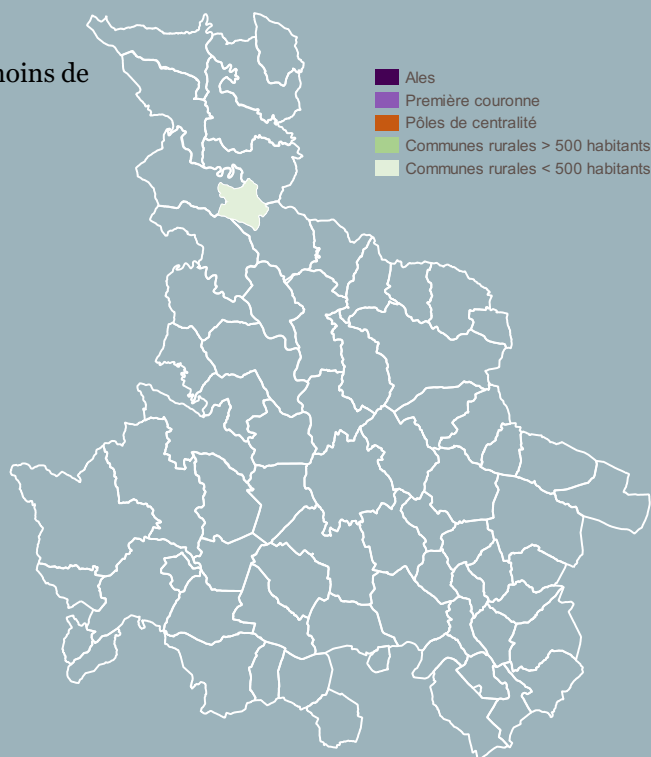


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	LA VERNARÈDE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>336</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,77%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,24%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,28	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	42,1%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 340€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>373</b>		74 023
Parc de résidences principales :	184		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	55 / 14,7%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	134 / 36,0%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	68,0%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	75,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	8,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	61,8%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **5**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **2**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de La Vernarède au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses possibilités très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

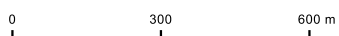


## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		5	2	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		11	2	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de La Vernarède sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction de quelques parcelles encore disponibles au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au régime du RNU) à laquelle viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 5 logements vacants (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

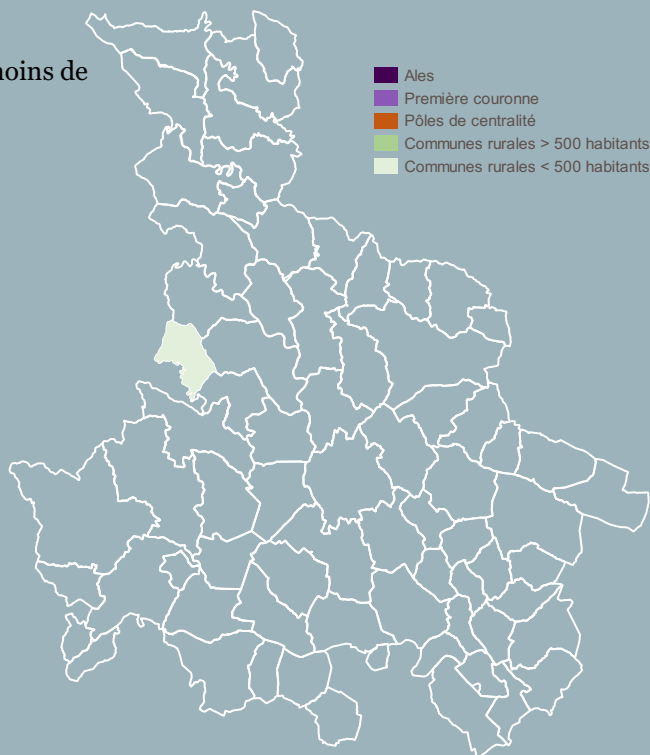


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	LAMELOUZE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>139</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	5,17%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	6,81%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,40	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	28,6%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 370€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>119</b>		74 023
Parc de résidences principales :	66		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	3 / 2,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	50 / 42,0%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	51,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	83,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	2 / 3,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	72,7%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>2</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Lamelouze au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement.

Les deux logements HLM (Habitat du Gard) et le logement communal conventionné existant permettent de répondre à la demande locale.

En complément, la commune pourra rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses projets limités de développement, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 27 février 2020 apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Secteur des Pécèdes / 2AU1	2 à 3	0	Durée du PLH
2	Hameau du Moulinas / 1AU	3 à 4	0	Au delà de 2026
Capacité de production des projets connus		2 à 3	0	
Capacité de production en diffus		3 à 4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>6</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Lamelouze sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit des Pécèdes et par la construction des quelques parcelles encore libres dans les limites du PLU approuvé le 27 février 2020.

Le parc vacant étant très limité (3 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 2,5% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.

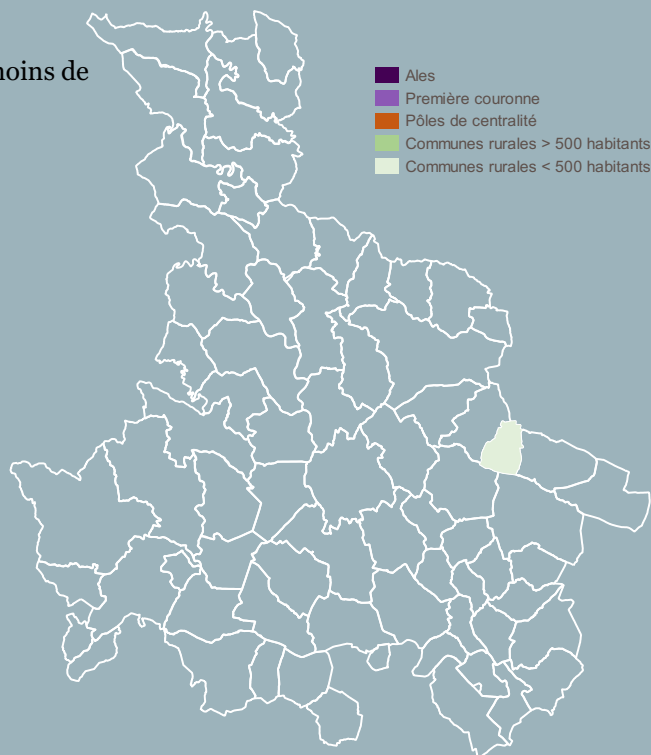


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	LES PLANS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>252</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	2,44%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,81%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,83	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	19,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 890€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>123</b>		74 023
Parc de résidences principales :	102		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	10 / 8,4%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	10 / 8,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	31,3%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	68,5%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,9%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	80,5%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>3</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **3**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune des Plans au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 17 décembre 2019 apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social).

L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Le Village	2	0	Durée du PLH
2	Mas Bellevue	1	0	Durée du PLH
3	Mas d'Amouroux	3	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		6	0	
Capacité de production en diffus		9	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		3	1	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>18</b>	<b>1</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune des Plans sur les 6 années du PLH sera portée à la fois par la construction des parcelles disponibles au sein de la zone urbaine sur le Village et les hameaux de Leirias/La Berguine, le Mas Bellevue et le Mas d'Amouroux (9 logements potentiels) et par l'urbanisation de quelques parcelles délimitées en continuité du Village et des Mas Bellevue et d'Amouroux par le PLU approuvé le 17 décembre 2019 (6 logements potentiels). Viendront s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 3 logements vacants (représentant un tiers environ du parc vacant INSEE 2017 selon les indications de la Mairie)

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

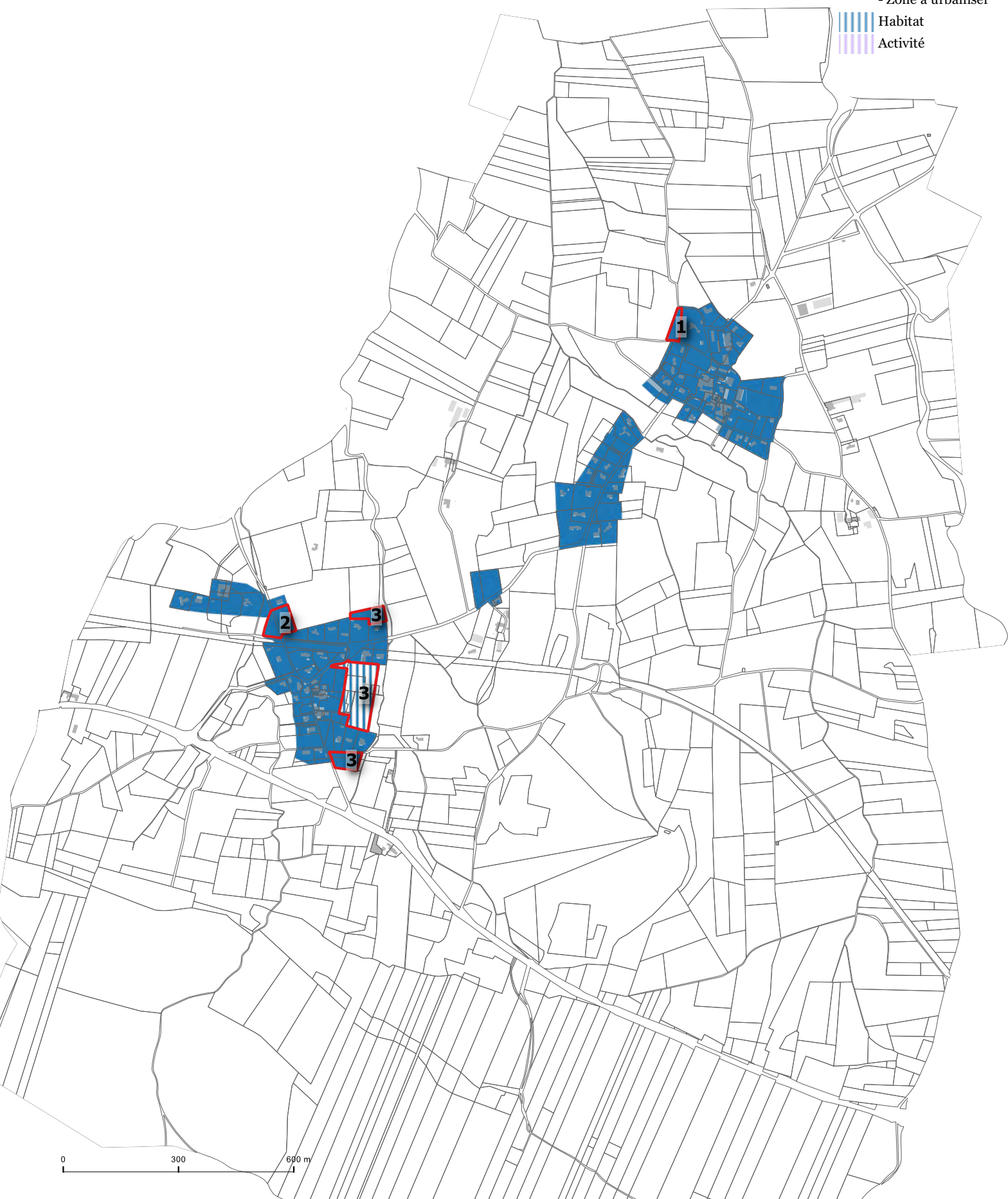
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité

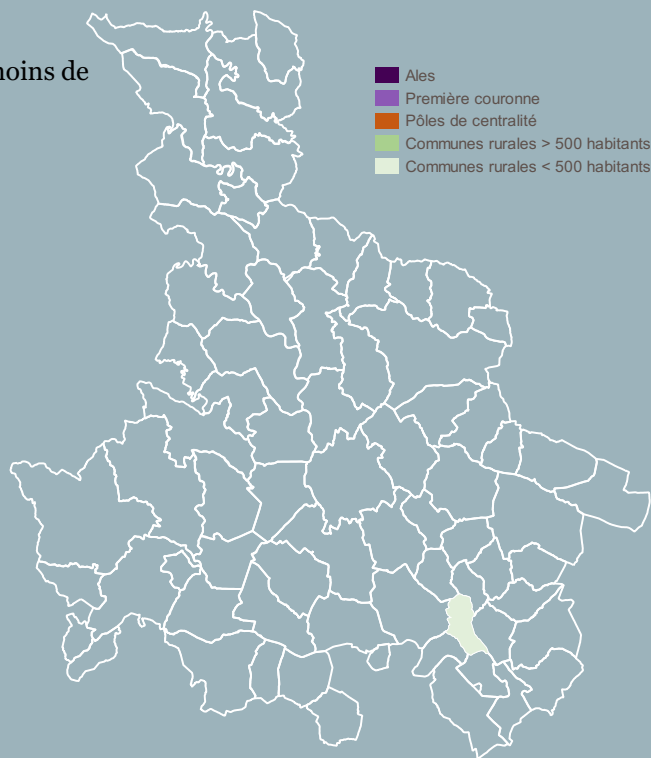


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	MARTIGNARGUES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>424</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,45%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,58%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,69	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	15,2%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 510€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>206</b>		74 023
Parc de résidences principales :	170		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	5 / 2,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	31 / 15,2%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	14,7%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,8%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	1,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	88,9%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Martignargues au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		9	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>9</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Martignargues sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU), estimée à une dizaine de logements potentiels.

Le parc vacant étant très limité (5 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 2,5% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants.



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

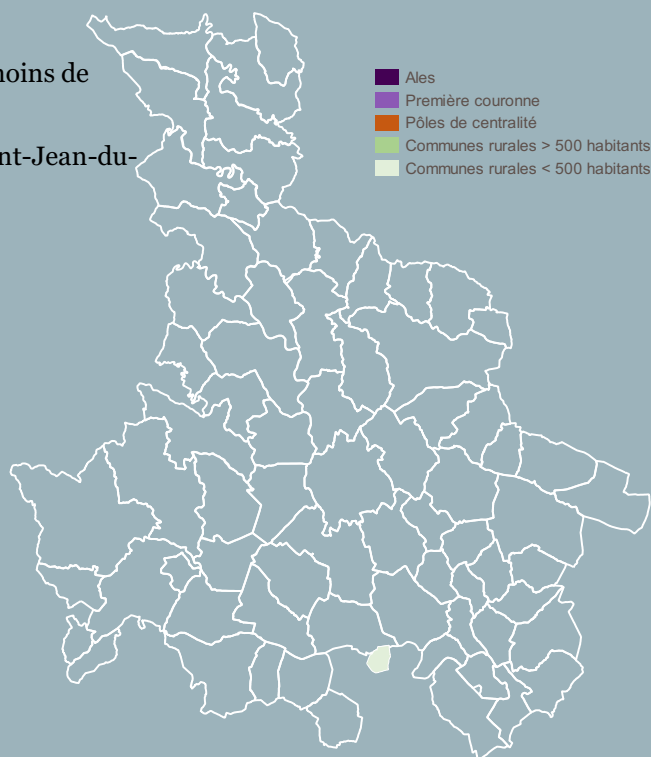
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

	MASSANES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>194</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,15%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,10%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,85	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	20,0%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 550€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>105</b>		74 023
Parc de résidences principales :	79		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	16 / 15,7%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	10 / 9,1%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	27,8%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,8%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,8%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	83,6%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Massanes au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses possibilités limitées de développement (RNU). La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au futur PLU apparaît peu pertinente au regard des objectifs limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée si un bâti ou un foncier à enjeu était identifié.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



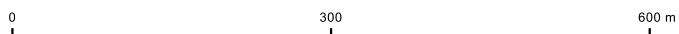
## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Pas de projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>7</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Massanes sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) à laquelle viendra s'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier d'un 1 logement vacant (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

La production pourra évoluer avec la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration.

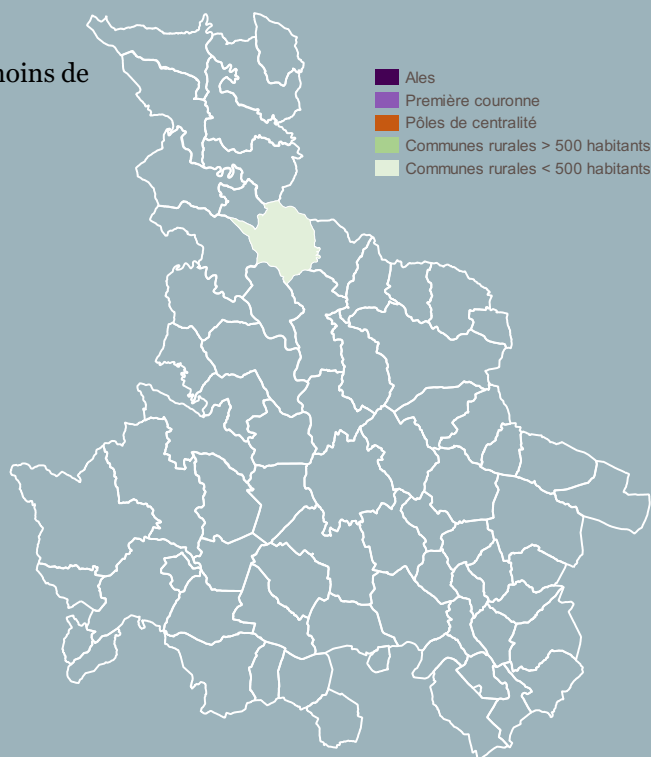


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	PORTES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>344</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,43%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-1,07%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,52	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	34,8%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 550€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>264</b>		74 023
Parc de résidences principales :	160		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	35 / 13,4%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	69 / 26,0%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	47,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	70,0%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	8 / 5,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,4%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	62,4%	-	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>27</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **4**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Portes au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de l'existence d'un parc déjà relativement important (27 LLS au 01/01/2020 soit un taux d'équipement de l'ordre de 17% en rapport du parc de résidences principales 2017).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de l'importance de son parc HLM actuel, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 22 avril 2013 n'apparaît pas nécessaire. L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Pas de projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		4	1	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		10	1	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Portes sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus dans les limites du PLU approuvé le 22 avril 2013, à laquelle viendront s'ajouter par hypothèse 4 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

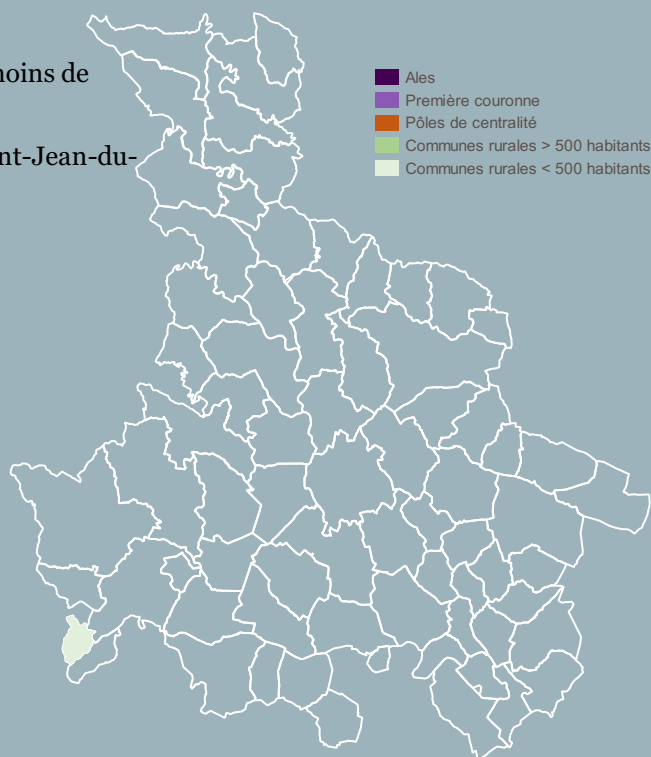
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

	SAINT-BONNET-DE-SALENDRINQUE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>120</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	2,47%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	2,13%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,61	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	41,7%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	-		18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>69</b>		74 023
Parc de résidences principales :	54		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	0 / 0,0%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	15 / 21,7%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	35,2%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	74,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	1 / 1,9%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	9,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	85,2%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Bonnet-de-Salendrinque au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Saint-Bonnet-de-Salendrinque est dotée d'une carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>6</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Bonnet-de-Salendrinque sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus dans les limites définies par la carte communale approuvée en avril 2010.

La production par remise sur le marché de logements vacants est par hypothèse nulle, aucun logement vacant n'étant recensé par l'INSEE 2017.

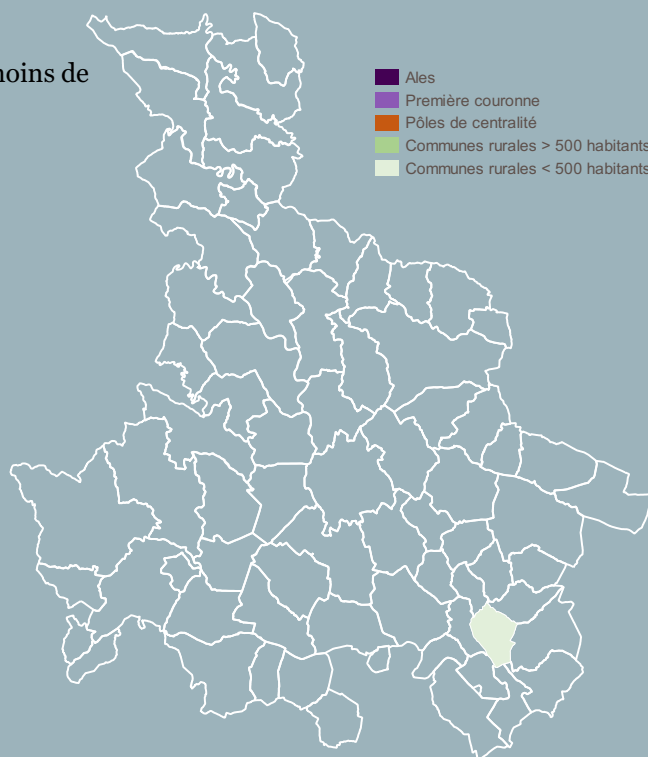


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :  
 Taux de variation de la population 2007-2017 :  
 Taux de variation de la population 2012-2017 :  
 Indice de Jeunesse de la population :  
 Pourcentage des ménages d'une seule personne :  
 Revenu annuel moyen par foyer :  
 Taux de pauvreté :

SAINT-CÉSAIRE-DE-GAUZIGNAN

ALES AGGLO

<b>382</b>		129 931
3,61%	+	0,60%
3,74%	+	0,20%
1,38	+	0,67
22,6%	-	37,2%
19 080€	+	18 670€
-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :  
 Parc de résidences principales :  
 Nombre de logements vacants et taux de vacance :  
 Nombre de résidences secondaires et taux :  
 Part du parc ancien (antérieur 1945) :  
 Part des propriétaires occupants :  
 Nombre et part des locataires du parc HLM :  
 Part des T2 et moins :  
 Part des T4 et plus :

<b>199</b>		74 023
155		60 256
14 / 7,0%	-	7 766 / 10,5%
30 / 15,1%	+	6 001 / 8,1%
25,8%	+	22,7%
72,9%	+	57,5%
0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
5,1%	-	11,2%
78,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

<b>0</b>		10 371
----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

<b>4</b>		654
----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Césaire-de-Gauzignan au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 22 janvier 2007 apparaît peu pertinente au regard des projets limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée à l'occasion d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Projet de logements communaux centre ancien	4	4	Durée du PLH
2	Zone AUa Carrière	A préciser	A préciser	Durée du PLH
3	Zone AUb Cadenat	A préciser	A préciser	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		4 hors AUa et AUb	4 hors AUa et AUb	
Capacité de production en diffus		5	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>10 hors AUa et Uab</b>	<b>4 hors AUa et AUb</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Césaire-de-Gauzignan sur les 6 années du PLH sera portée par une construction diffuse en zones urbaines Uc et Ud et par l'urbanisation des zones AUa et AUb délimitées par le PLU approuvé le 22 janvier 2007.

Viendra s'ajouter à ces constructions nouvelles, la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier d'un logement vacant (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

Projets



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

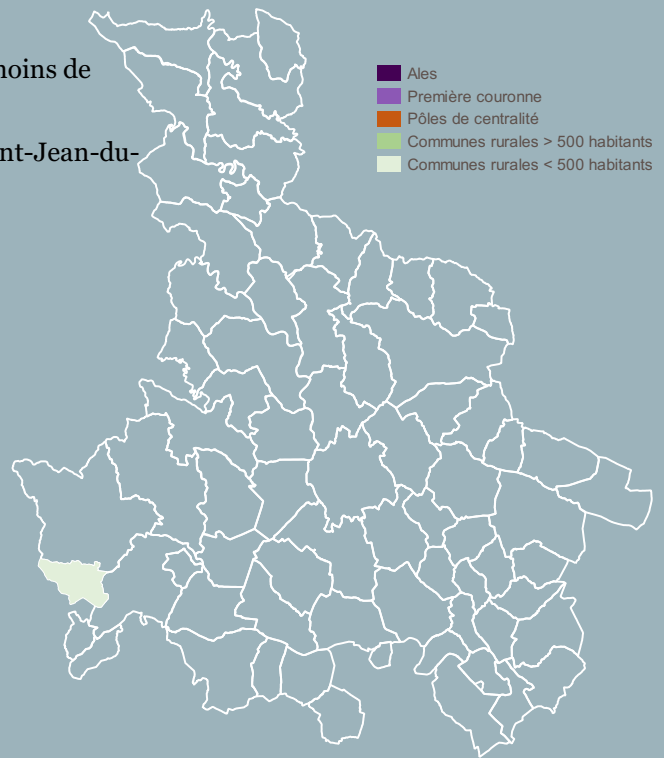
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINTE-CROIX-DE-CADERLE		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>113</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-0,18%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-1,52%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,33	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	41,7%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	13 920€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>99</b>		74 023
Parc de résidences principales :	59		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	1 / 1,0%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	39 / 39,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	55,8%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	76,1%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	5,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	80,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Sainte-Croix-de-Caderle au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses possibilités très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération..



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		3	0	
Capacité de production par mutation de résidences secondaires		3	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>6</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Sainte-Croix-de-Caderle sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction de quelques parcelles encore disponibles au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au régime du RNU) et éventuellement par la mutation de quelques résidences secondaires en résidences principales.

Le parc vacant étant très limité (1 seul logement recensé INSEE 2017), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.

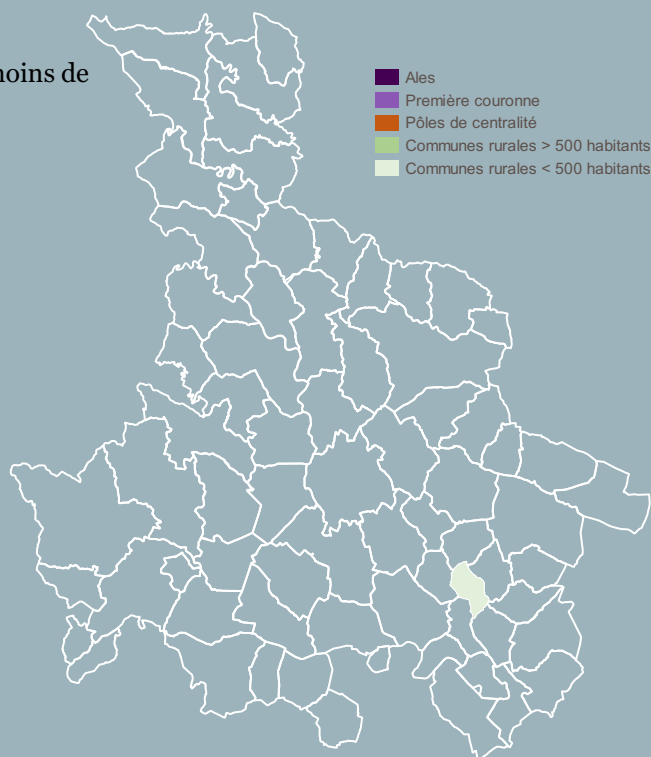


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-ÉTIENNE-DE-L'OLM		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>388</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,82%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	2,68%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,28	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	17,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 690€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>183</b>		74 023
Parc de résidences principales :	146		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	3 / 1,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	34 / 18,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	21,2%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	78,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	0,7%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	88,6%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM : **0** 10 371

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an : **1** 654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **9 (1.5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Etienne-de-l'Olm au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses projections très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		9	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>9</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Etienne-de-l'Olm sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU), estimée à une dizaine de logements potentiels.

Le parc vacant étant très limité (3 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 1,7% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants.

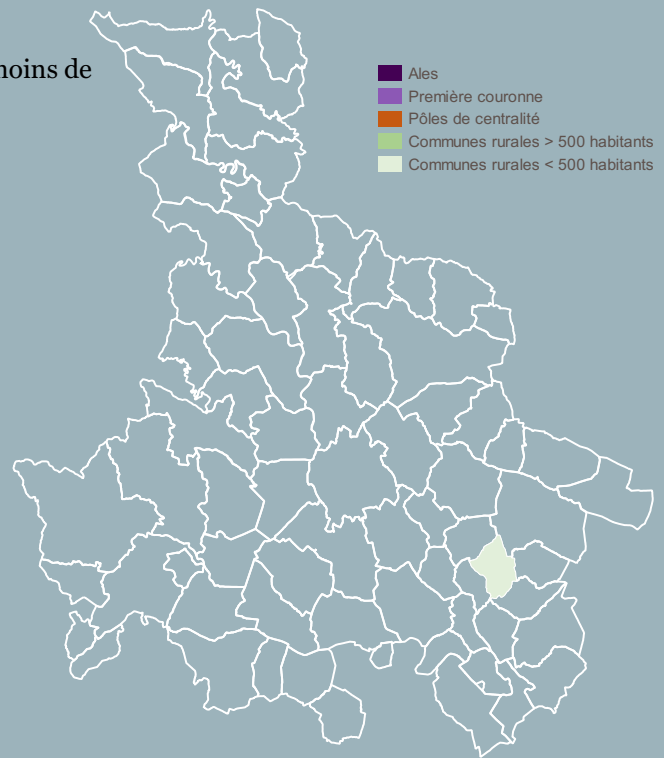


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

Population 2017 :  
 Taux de variation de la population 2007-2017 :  
 Taux de variation de la population 2012-2017 :  
 Indice de Jeunesse de la population :  
 Pourcentage des ménages d'une seule personne :  
 Revenu annuel moyen par foyer :  
 Taux de pauvreté :

SAINT-HIPPOLYTE-DE-CATON

ALES AGGLO

<b>213</b>		129 931
0,68%	+	0,60%
-0,19%	-	0,20%
0,51	-	0,67
30,0%	-	37,2%
19 680€	+	18 670€
-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :  
 Parc de résidences principales :  
 Nombre de logements vacants et taux de vacance :  
 Nombre de résidences secondaires et taux :  
 Part du parc ancien (antérieur 1945) :  
 Part des propriétaires occupants :  
 Nombre et part des locataires du parc HLM :  
 Part des T2 et moins :  
 Part des T4 et plus :

<b>121</b>		74 023
99		60 256
9 / 7,4%	-	7 766 / 10,5%
13 / 10,7%	+	6 001 / 8,1%
35,4%	+	22,7%
72,7%	+	57,5%
0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
1,0%	-	11,2%
88,9%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :

<b>0</b>		10 371
----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :

<b>3</b>		654
----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Hippolyte-de-Caton au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 5 octobre 2010 apparaît peu pertinente au regard des projets limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Mas Cavallon (parcelle A 353)	12 à 14	0	Durée du PLH
2	Chemin de Monteils (parcelle A 382)	4	0	Durée du PLH
3	Chemin de la Calade (parcelle C 572)	1	0	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		17 à 19	0	
Capacité de production en diffus		Non quantifiée	Non quantifiée	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		18 à 20	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Hippolyte-de-Caton sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par un projet de lotissement de 12 à 14 lots auquel viendront s'ajouter quelques opérations plus ponctuelles.

Il n'est en complément prévue la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier que d'un logement vacant (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets

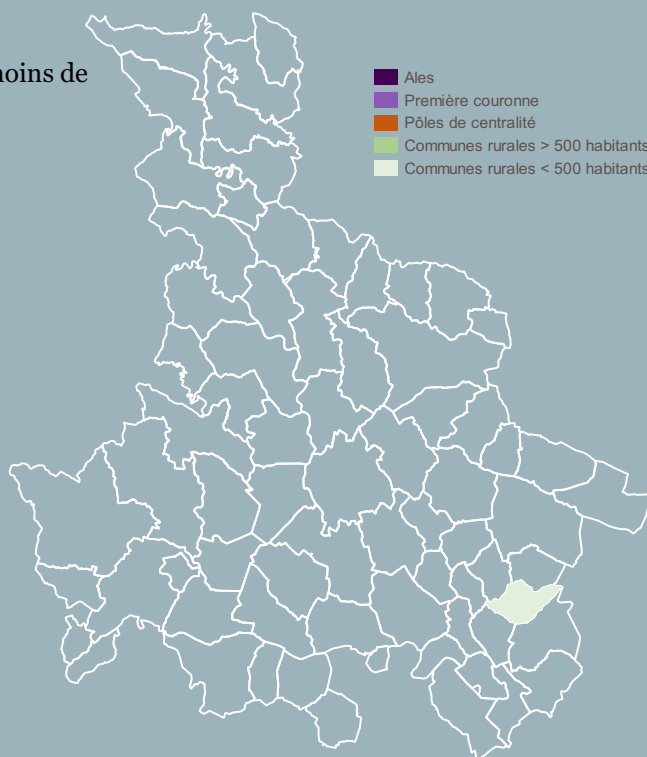


## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-JEAN-DE-CEYRARGUES		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>164</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,12%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,25%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,74	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	21,4%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 390€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>97</b>		74 023
Parc de résidences principales :	69		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	14 / 15,0%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	14 / 14,0%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	33,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,4%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	90,0%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **18 (3 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **3**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Jean-de-Ceyrargues au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions relativement limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien), en complément du logement prévu sur la durée du PLH (Place de la Mairie).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 5 octobre 2007 apparaît peu pertinente au regard des projets limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

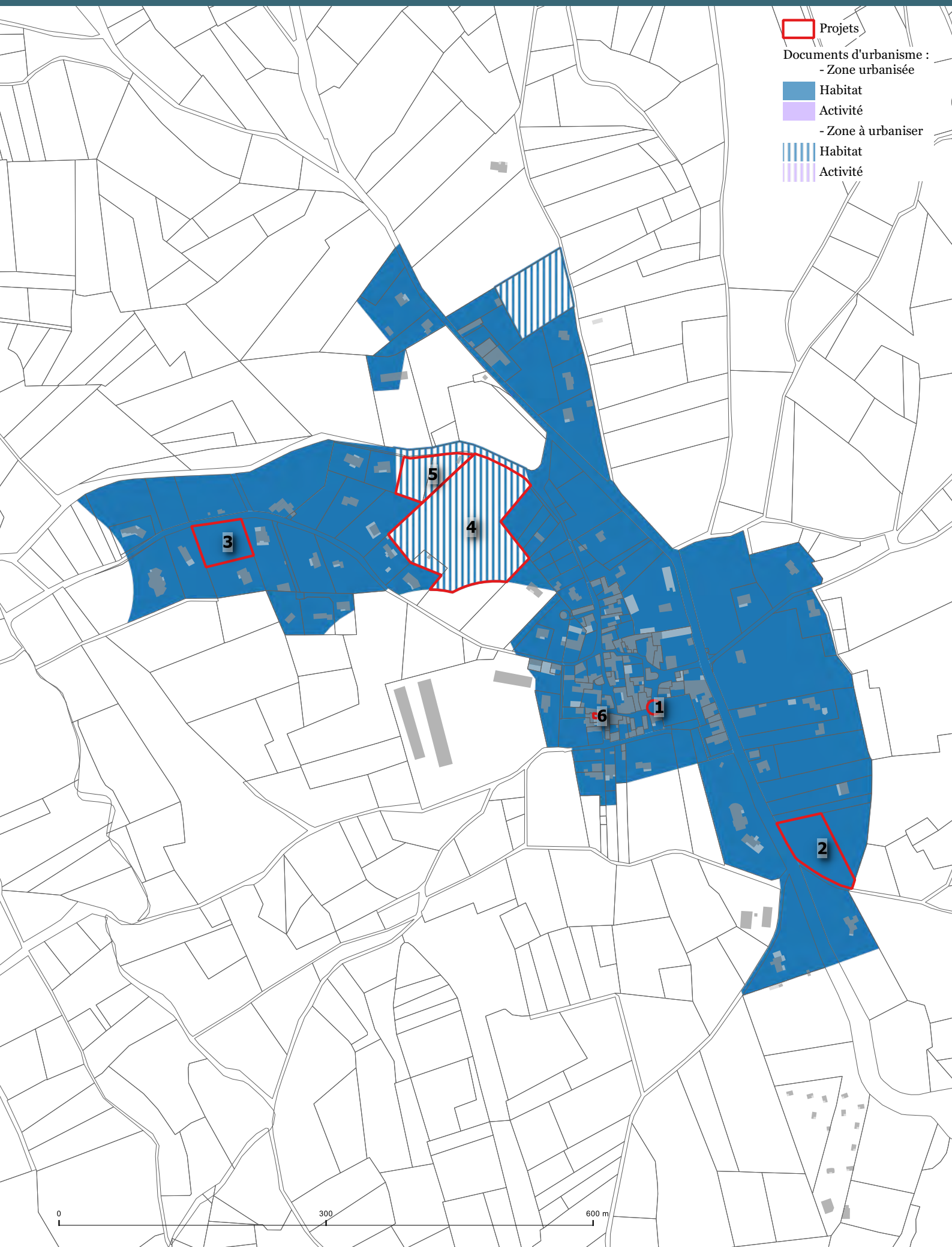
Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Place de la Mairie / Logement communal	1	1	2024
2	Chemin des Vriotes (parcelle A 482)	3	0	2021
3	Valat du Rat (parcelle B 390)	3	0	2021
4	Lotissement Chemin des Pins / Route du Château d'Eau (parcelle B 1055)	13	0	2025
5	Chemin des Pins (parcelle B 1099 et B 1102)	2	0	2024
6	Village (parcelle B 985)	1	0	2025
Capacité de production des projets connus		23	1	
Capacité de production en diffus		0	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		3	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		26	1	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Jean-de-Ceyrargues sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par un lotissement de 13 lots et par une production plus diffuse tant en zone urbaine qu'en extension, dans les limites définies par le PLU approuvé le 5 octobre 2007.

Viendra s'y ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 3 logements vacants.

- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

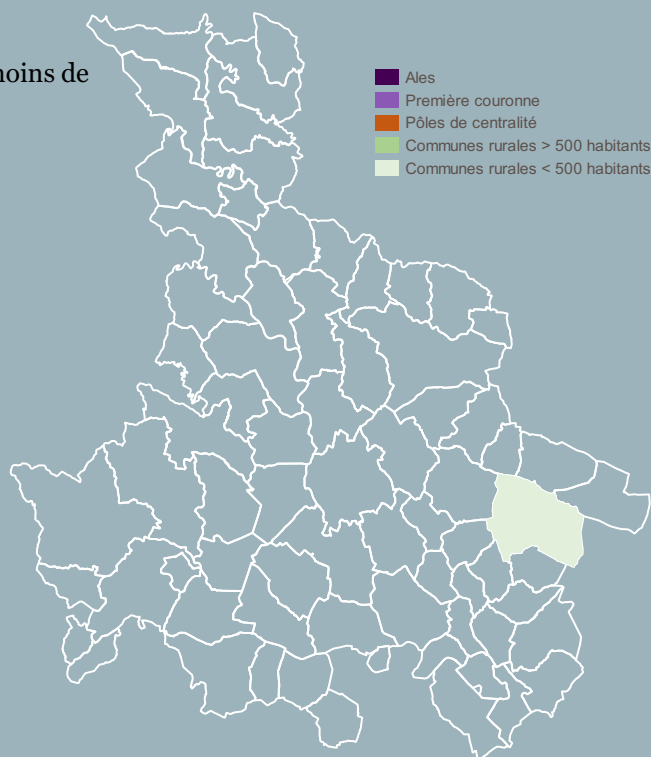


## Profil





Type de commune :	Commune rurale de moins de 500 habitants
Secteur :	Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Villages et hameaux
Densité moyenne de logements /ha :	13
Individuel (pur et groupé)	40%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	60%
Collectif	0%



## Chiffres clés

	SAINT-JUST-ET-VACQUIÈRES		ALES AGGLO
 Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>302</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,28%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,74%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,70	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	24,1%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 830€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
 Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>158</b>		74 023
Parc de résidences principales :	121		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	16 / 10,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	21 / 13,4%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	33,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	2,5%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	85,8%	+	66,4%
 Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
 Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **2**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Just-et-Vacquières au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

L'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé en juillet 2008 apparaît peu pertinente au regard des projets limités de développement de la commune (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		2	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Just-et-Vacquières sur les 6 années du PLH sera portée par une construction diffuse dans les limites des zones urbaines et à urbaniser délimitées par le PLU approuvé en juillet 2008. A ces constructions nouvelles, viendront s'ajouter 2 logements vacants réhabilités et remis sur le marché immobilier (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets


Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

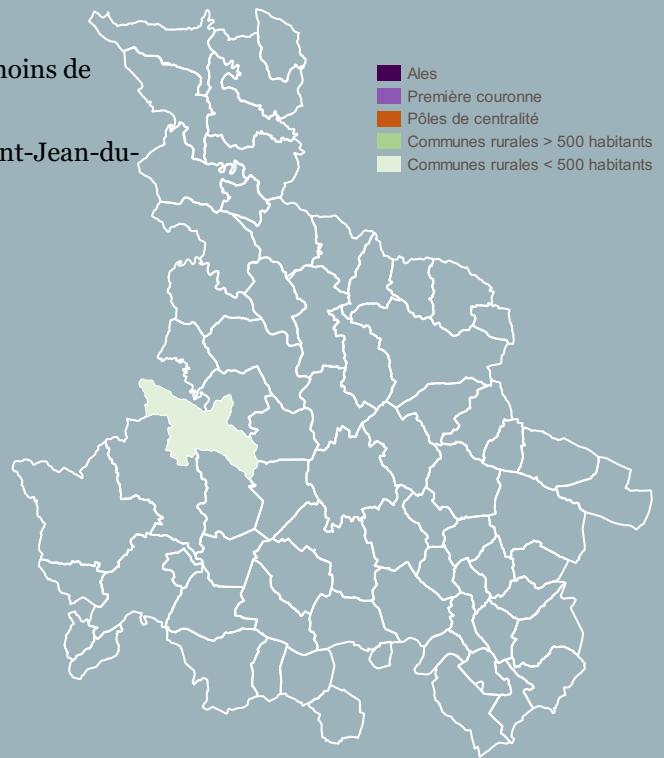
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

	SAINT-PAUL-LA-COSTE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>285</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,77%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,85%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,66	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	29,2%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 690€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>282</b>		74 023
Parc de résidences principales :	124		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	5 / 1,8%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	153 / 54,3%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	59,7%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	87,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	7,3%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	76,4%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Paul-la-Coste au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement.

La commune prévoit toutefois la réalisation de deux logements communaux dans l'ancienne école ; ils viendront conforter le parc communal déjà composé de 3 logements conventionnés. D'autres opportunités de production de logements communaux conventionnés pourront être recherchées sur la durée du PLH.

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses projets limités de développement, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 21 février 2008 apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés supplémentaires, semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification ou d'une révision du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

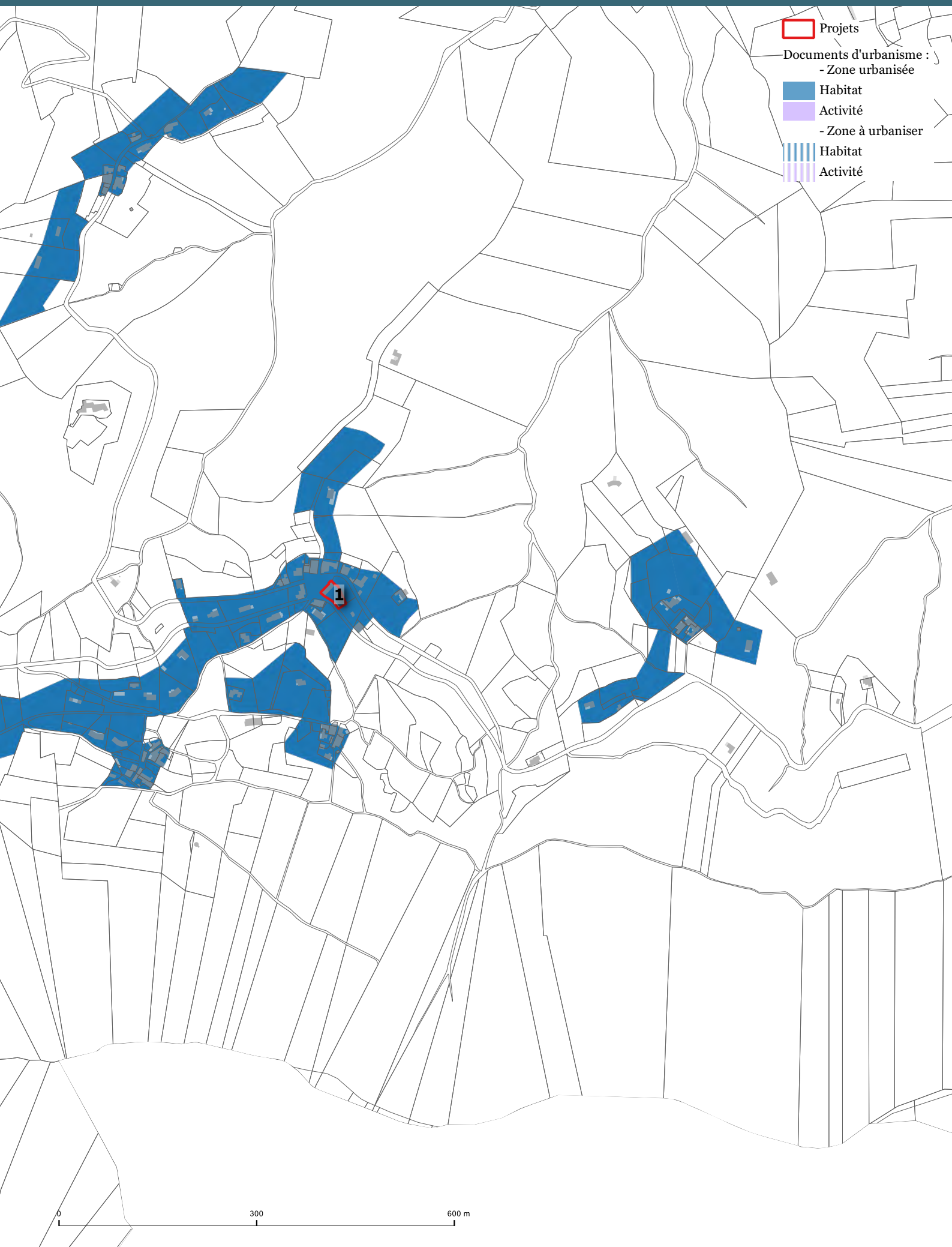
## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH






Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Logements communaux / Ancienne école	2	2	Durée du PLH
Capacité de production des projets connus		2	2	
Capacité de production en diffus		10	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>12</b>	<b>2</b>	

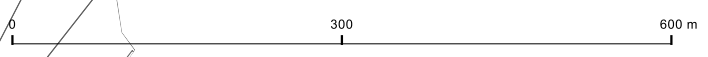
### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Paul-la-Coste sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction diffuse au sein des zones urbaines délimitées par le PLU approuvé le 21 février 2008 (la zone IAU de Mandajours ne pouvant plus être ouverte à l'urbanisation que par révision du PLU dans la mesure où elle a été délimitée depuis plus de 9 ans) et par la création de 2 nouveaux logements communaux dans l'ancienne école.

Le parc vacant étant très limité (5 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 1,8% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants.



-  Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
  -  Habitat
  -  Activité
  - Zone à urbaniser
  -  Habitat
  -  Activité

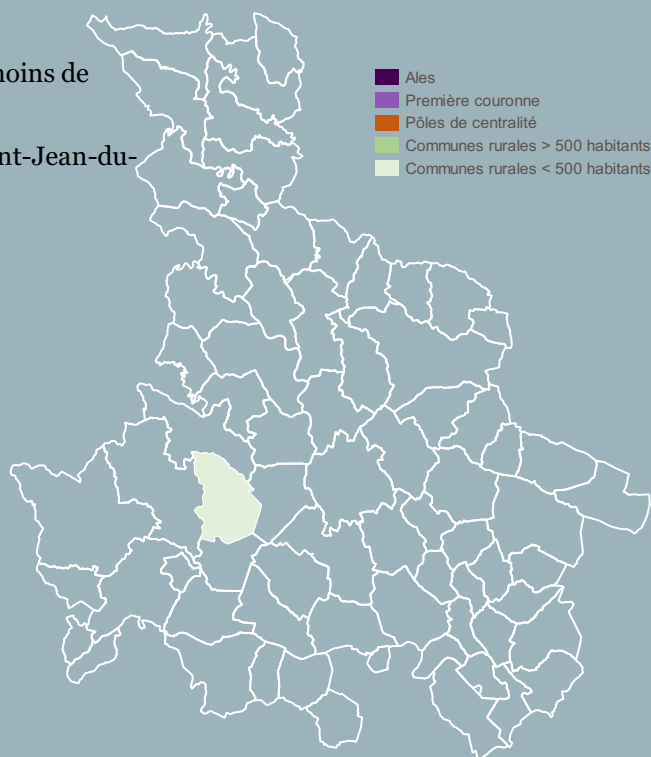


## Profil

Type de commune :	Commune rurale de moins de 500 habitants
Secteur :	Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Villages et hameaux
Densité moyenne de logements /ha :	13
Individuel (pur et groupé)	40%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	60%
Collectif	0%



## Chiffres clés

### Population et ménages (INSEE 2017)

	SAINT-SÉBASTIEN-D'AIGREFEUILLE		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>500</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,12%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-1,12%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,57	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	28,9%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 140€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%

### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>351</b>		74 023
Parc de résidences principales :	224		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	6 / 1,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	121 / 34,5%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	42,9%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	86,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	4,9%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	77,7%	+	66,4%

### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------

### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille au regard de sa taille (commune rurale de moins de 1 000 habitants) et de ses ambitions limitées de développement.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses projets limités de développement, l'intégration d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 18 décembre 2008 apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés, semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification ou d'une révision du PLU.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



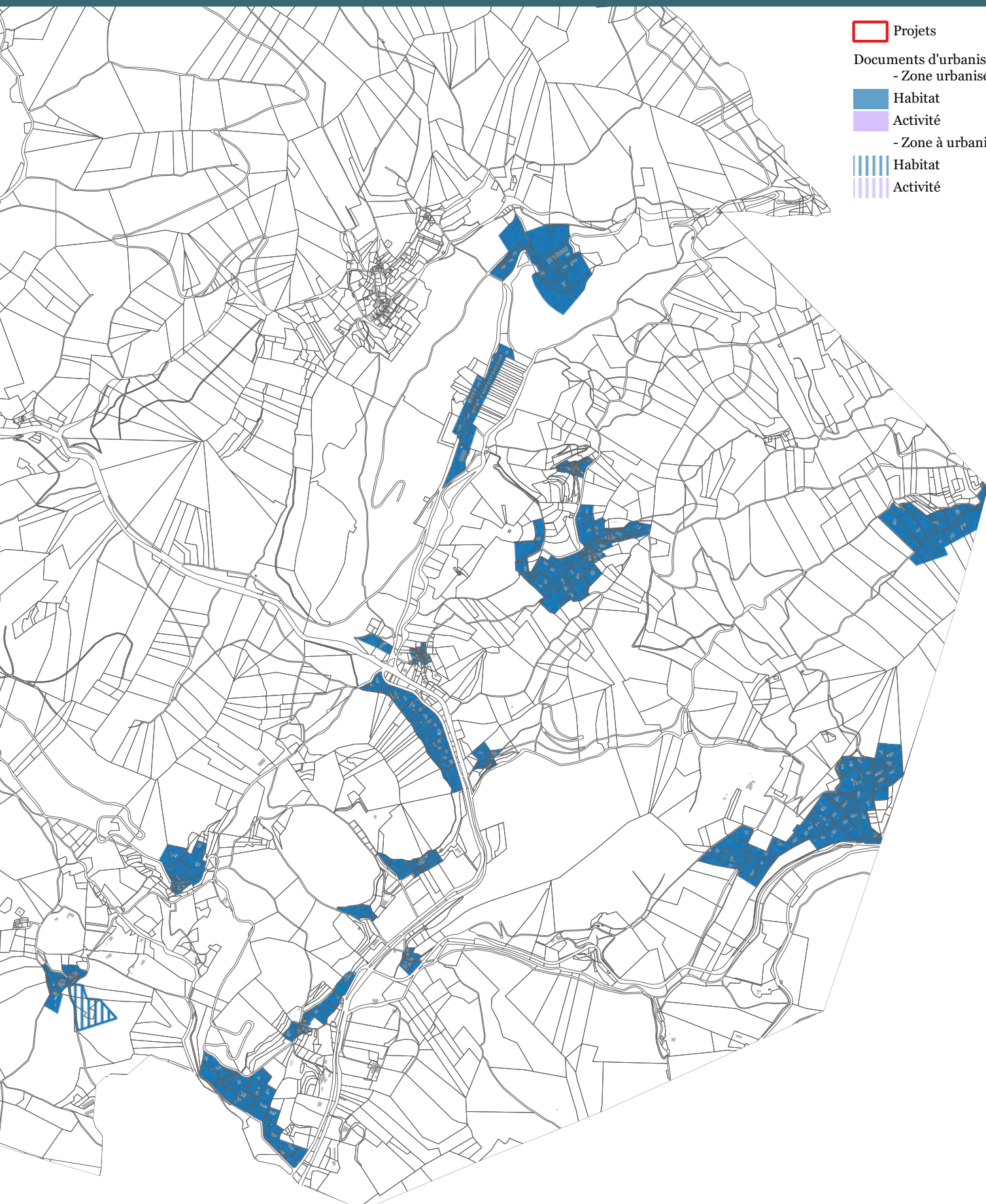
## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		12	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>12</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction diffuse au sein des zones urbaines et à urbaniser délimitées par le PLU approuvé le 18 décembre 2008.

Le parc vacant étant très limité (6 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 1,7% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.

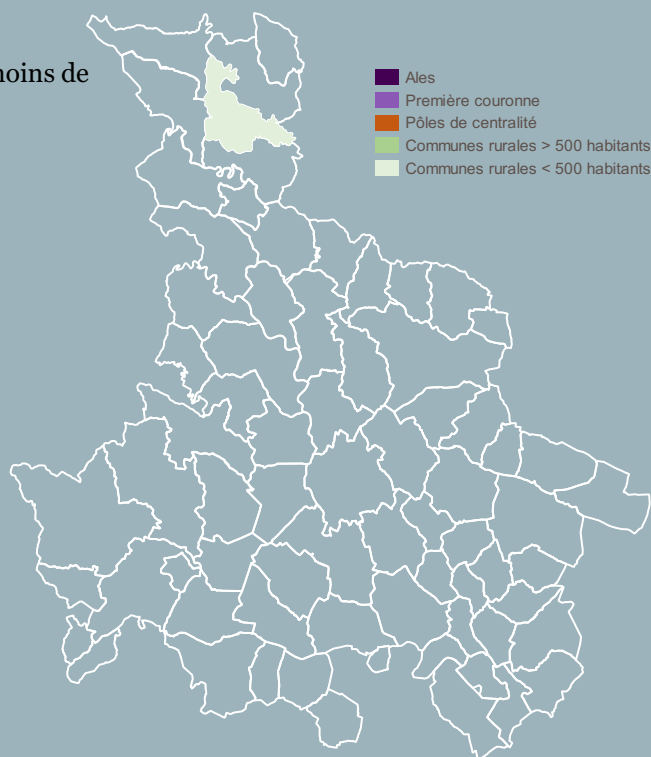


- Projets
- Documents d'urbanisme :
  - Zone urbanisée
    - Habitat
    - Activité
  - Zone à urbaniser
    - Habitat
    - Activité

0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Cévennes Nord



## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%

## Chiffres clés

	SÉNÉCHAS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>247</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,12%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	1,26%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,24	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	40,0%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	19 500€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>293</b>		74 023
Parc de résidences principales :	133		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	11 / 3,7%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	149 / 50,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	28,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	82,6%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	6,1%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	73,8%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **12 (2 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **3**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **1**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Sénéchas au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien) ; ils viendront s'ajouter aux 6 logements existants dont le PLU approuvé prévoit qu'ils soient en tout ou partie conventionnés .

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

Au regard de la taille de la commune et de ses projets limités de développement, l'inscription d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé le 1er juillet 2019 apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée à l'occasion d'une modification du PLU, le parc de logements communaux (6 à ce jour) apparaissant toutefois suffisant à l'échelle de la commune.

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Hameau de Martinenches (2AUc) / Opération d'ensemble	6	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
2	Hameau de Chalap (2AUd) / Opération d'ensemble	2	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
3	Hameau de Pierre Figeade (2AUb) / Opération d'ensemble	7	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
4	Centre bourg de Sénéchas (2AUa) / Opération d'ensemble	6	0	Durée du PLH (en tout ou partie)
Capacité de production des projets connus		21	0	
Capacité de production en diffus		4	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		3	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>28</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Sénéchas sur les 6 années du PLH sera portée par l'ouverture à l'urbanisation de tout ou partie des 4 secteurs AU délimités par le PLU approuvé le 1er juillet 2019 sur les différents hameaux composant le territoire. Viendront s'y ajouter une production diffuse en dents creuses ainsi que la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de 3 logements vacants (prorata temporis du potentiel identifié par le PLU).

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

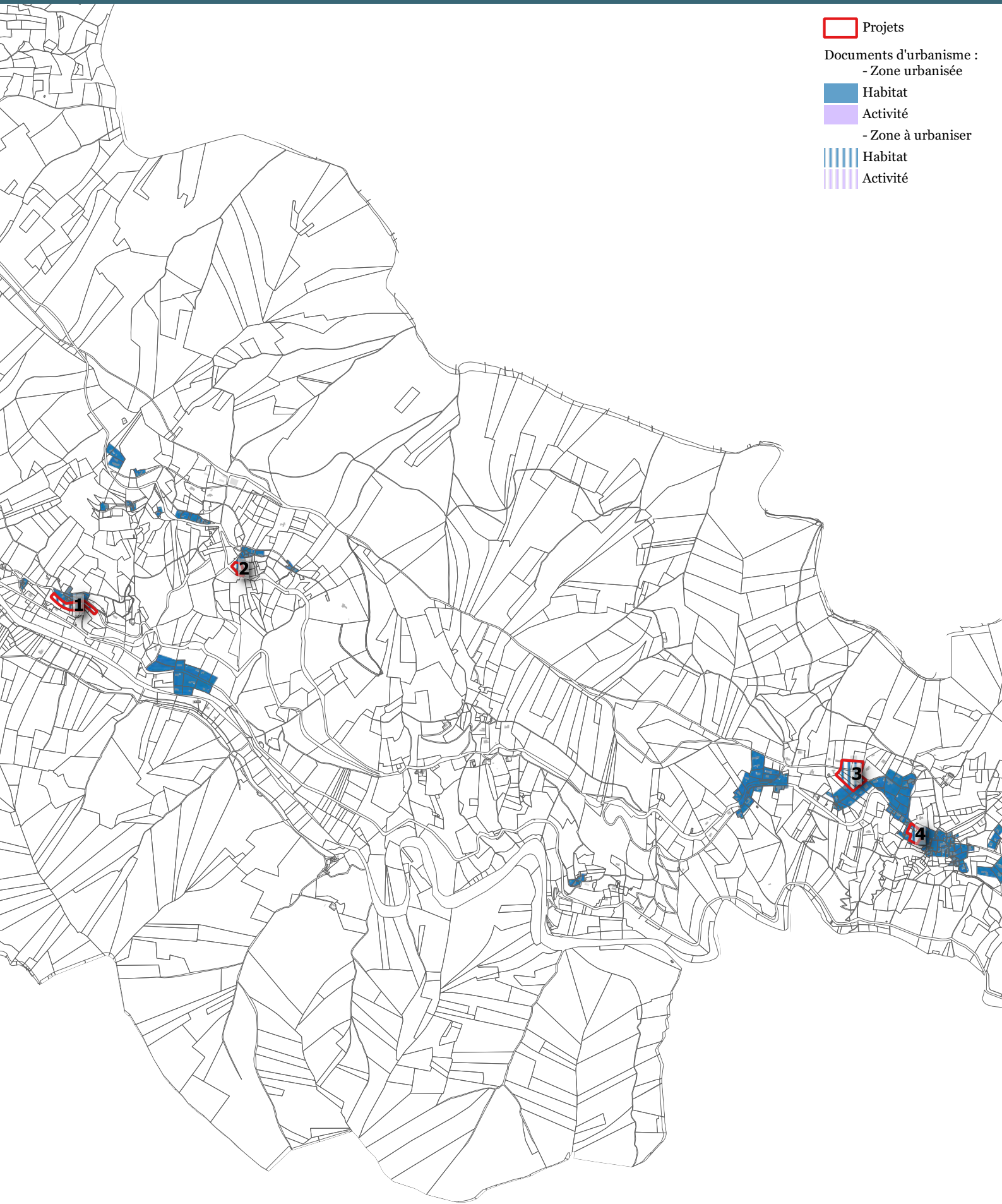
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



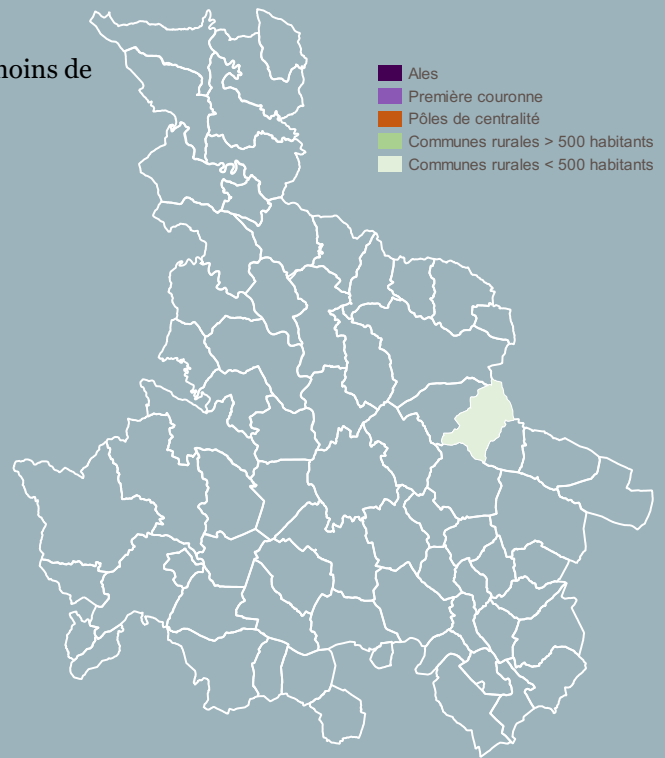
0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	SERVAS		ALES AGGLO
<b>Population et ménages (INSEE 2017)</b>			
Population 2017 :	<b>209</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,54%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,99%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	1,09	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	35,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	21 510€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
<b>Parc de logements (INSEE 2017)</b>			
Parc de logements :	<b>119</b>		74 023
Parc de résidences principales :	87		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	12 / 10,1%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	20 / 16,9%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	21,9%	-	22,7%
Part des propriétaires occupants :	77,3%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	8,2%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	68,2%	+	66,4%
<b>Parc locatif HLM (RPLS 2020)</b>			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
<b>Construction neuve (SITADEL 2009/2018)</b>			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>2</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Servas au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Servas est dotée d'une carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		7	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Servas sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par une production diffuse dans les limites définies par la carte communale approuvée le 3 juillet 2004 et par la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier d'un logement vacant (correspondant par hypothèse à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

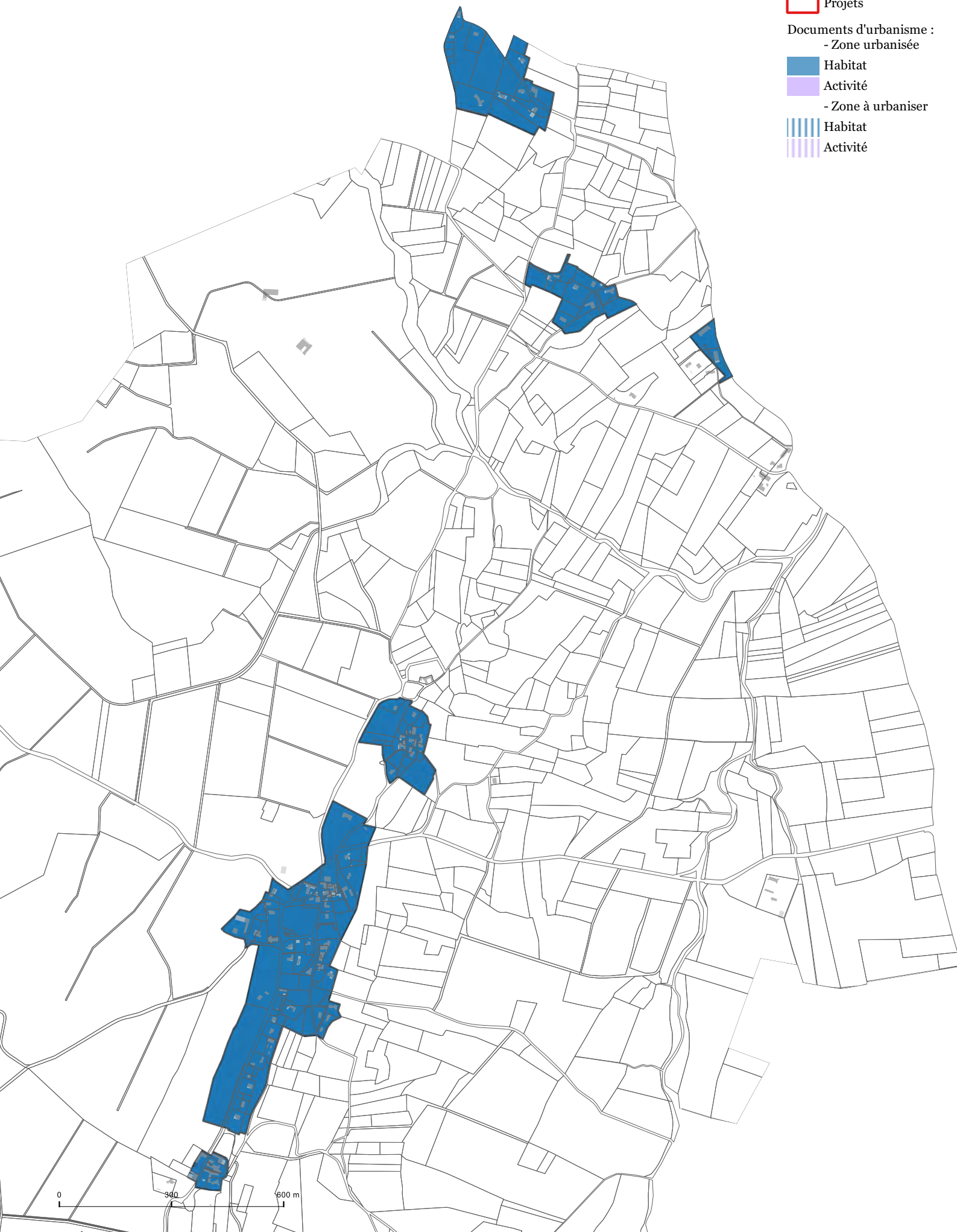
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité

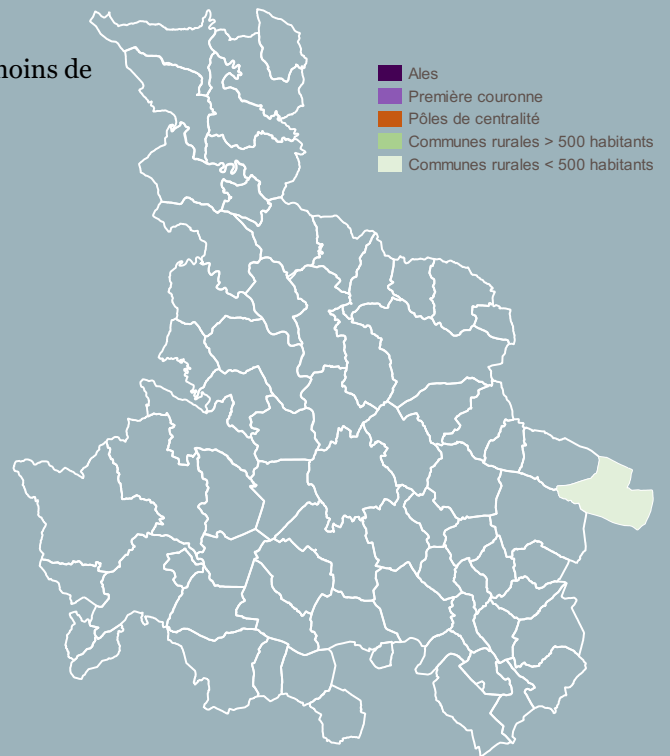


## Profil

Type de commune :	Commune rurale de moins de 500 habitants
Secteur :	Plaine

## Prescriptions du SCOT

Catégorie :	Villages et hameaux
Densité moyenne de logements /ha :	13
Individuel (pur et groupé)	40%
Mixte (individuel dense ou intermédiaire)	60%
Collectif	0%



## Chiffres clés



### Population et ménages (INSEE 2017)

	SEYNES		ALES AGGLO
Population 2017 :	<b>161</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,34%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	0,25%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,42	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	47,1%	+	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	18 360€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%



### Parc de logements (INSEE 2017)

Parc de logements :	<b>119</b>		74 023
Parc de résidences principales :	88		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	11 / 9,2%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	20 / 16,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	42,0%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	60,2%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	13,6%	+	11,2%
Part des T4 et plus :	69,3%	+	66,4%



### Parc locatif HLM (RPLS 2020)

Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
---------------------------	----------	--	--------



### Construction neuve (SITADEL 2009/2018)

Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654
---	----------	--	-----

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **2**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Seynes au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Au regard de la taille de la commune, l'inscription d'une servitude de mixité sociale au PLU approuvé en 2007 apparaît peu pertinente (tailles de programmes insuffisantes pour mobiliser un bailleur social). L'inscription d'un emplacement réservé en vue de la réalisation d'un programme de logements sociaux / logements communaux conventionnés semble plus adaptée et pourrait être envisagée dans le cadre d'une modification du PLU, sur un foncier à identifier.

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
1	Impasse du Palay	2	0	2021/2022
2	Route des Cévennes dont 2 réhabilités et 2 en construction neuve	4	0	2021/2022
Capacité de production des projets connus		6	0	
Capacité de production en diffus		Non défini	Non défini	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		2	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Seynes sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par deux projets situés en centre village - Impasse du Palay et Route des Cévennes - auxquels viendra d'ajouter la réhabilitation et la remise sur le marché immobilier de deux logements vacants (correspondant par hypothèse à 20% du parc vacant INSEE 2017, conformément aux indications de la Mairie).

 Projets

Documents d'urbanisme :  
- Zone urbanisée

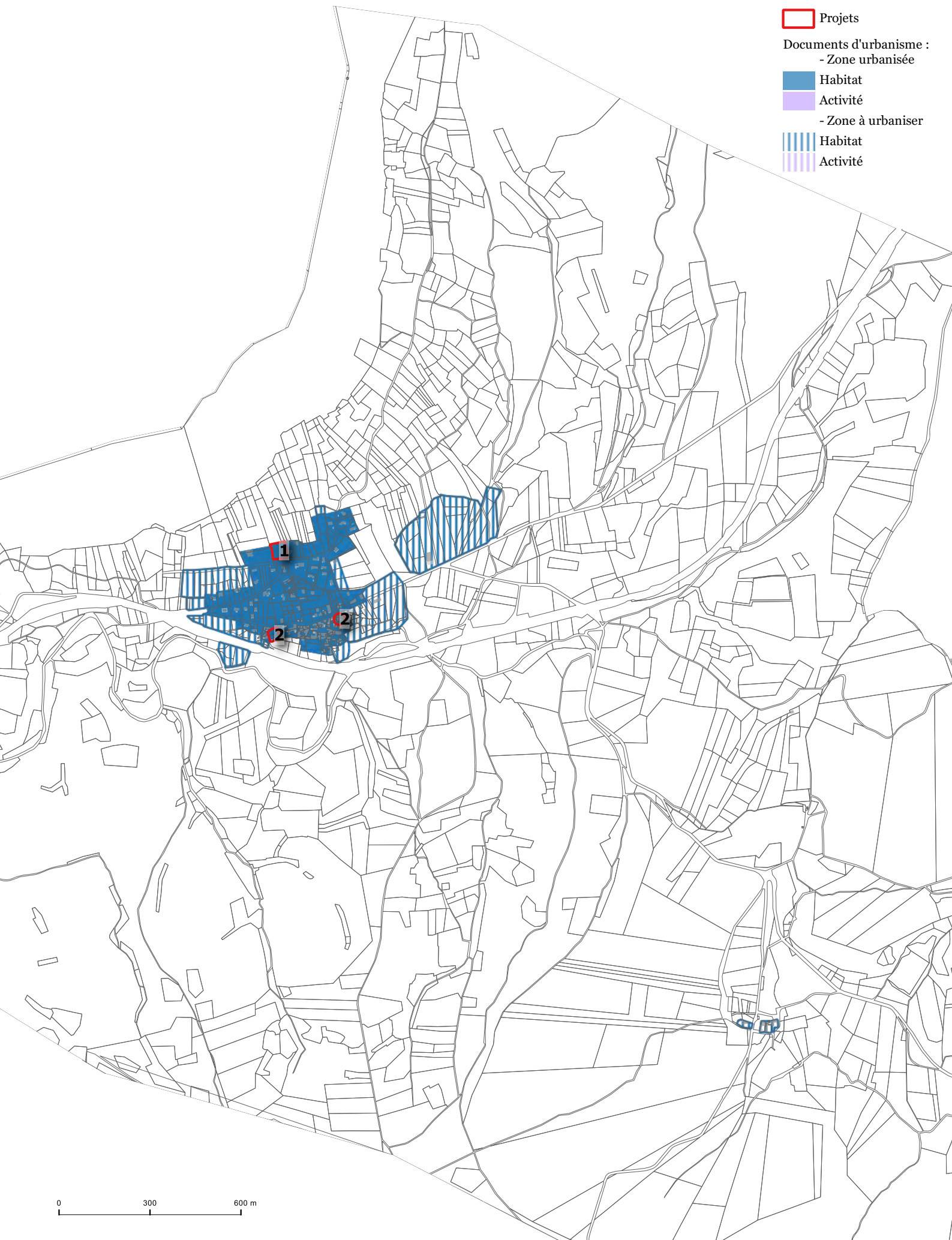
 Habitat

 Activité

- Zone à urbaniser

 Habitat

 Activité



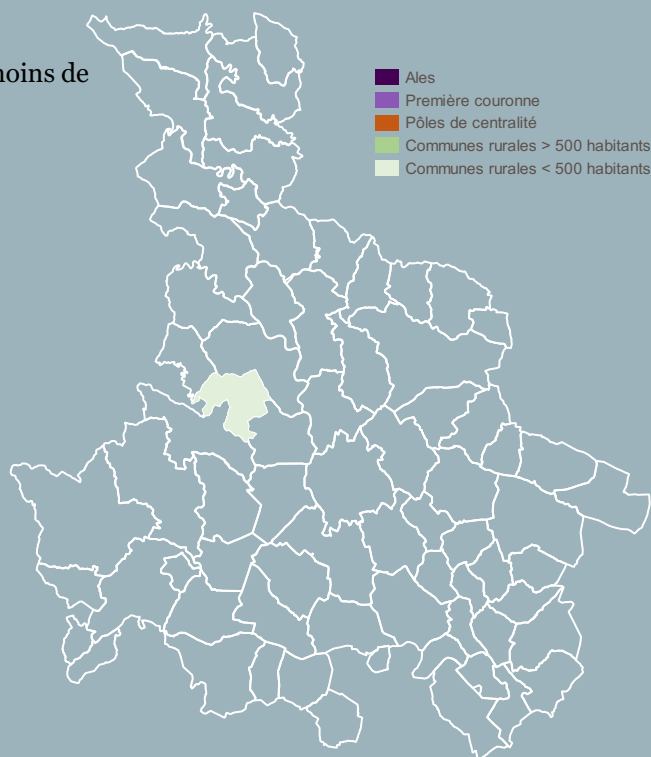
0 300 600 m

## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants  
 Secteur : Ancien bassin minier

## Prescriptions du SCOT

Catégorie : Villages et hameaux  
 Densité moyenne de logements /ha : 13  
 Individuel (pur et groupé) : 40%  
 Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%  
 Collectif : 0%



## Chiffres clés

	SOUSTELLE		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>123</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	-1,83%	-	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-4,40%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,59	-	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	33,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 150€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>118</b>		74 023
Parc de résidences principales :	58		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	13 / 11,0%	+	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	47 / 39,8%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	51,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	58,4%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	8,1%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	79,0%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>0</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **1**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux HLM n'est fixé à la commune de Soustelle au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Soustelle élabore actuellement sa carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.



## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		1	0	
Total des capacités de production de logements 2021-2026		7	0	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Soustelle sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction neuve en diffus au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au RNU) voire au sein des zones constructibles délimitées par la carte communale en cours d'élaboration.

Viendra s'y ajouter par hypothèse 1 logement vacant réhabilité et remis sur le marché immobilier (correspondant à 10% du parc vacant recensé INSEE 2017).



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

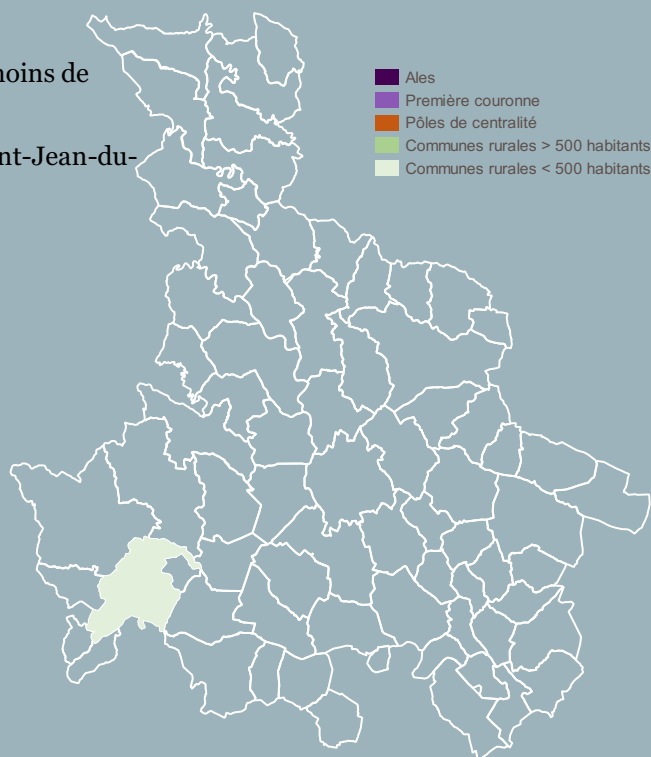
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

	THOIRAS		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>436</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	0,64%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	-0,18%	-	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,69	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	28,6%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	17 110€	-	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>267</b>		74 023
Parc de résidences principales :	193		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	4 / 1,5%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	70 / 26,2%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	32,1%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	69,9%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	6 / 3,1%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	10,4%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	74,0%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>6</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **3 (0.5 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Thoiras au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. Les 6 logements HLM d'Habitat du Gard et les 4 logements communaux à loyers modérés - bien que non conventionnés - répondent à la demande locale.

La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		3	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>3</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Thoiras sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction de quelques parcelles encore disponibles au sein des parties actuellement urbanisées de la commune (commune soumise au régime du RNU).

Le parc vacant étant très limité (4 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 1,5% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.



## Profil

Type de commune : Commune rurale de moins de 500 habitants

Secteur : Bassin Anduze / Saint-Jean-du-Gard

## Prescriptions du SCOT

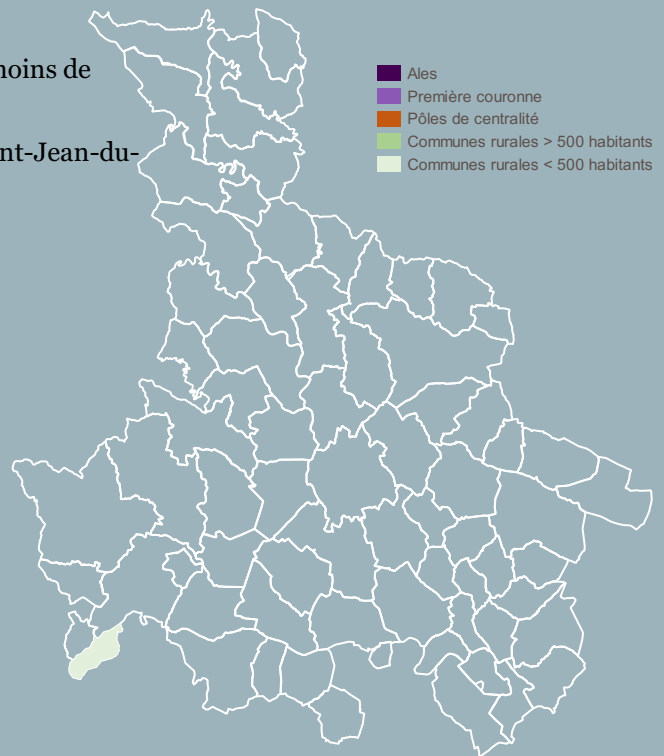
Catégorie : Villages et hameaux

Densité moyenne de logements /ha : 13

Individuel (pur et groupé) : 40%

Mixte (individuel dense ou intermédiaire) : 60%

Collectif : 0%



## Chiffres clés

	VABRES		ALES AGGLO
Population et ménages (INSEE 2017)			
Population 2017 :	<b>121</b>		129 931
Taux de variation de la population 2007-2017 :	1,92%	+	0,60%
Taux de variation de la population 2012-2017 :	3,48%	+	0,20%
Indice de Jeunesse de la population :	0,74	+	0,67
Pourcentage des ménages d'une seule personne :	27,3%	-	37,2%
Revenu annuel moyen par foyer :	20 370€	+	18 670€
Taux de pauvreté :	-		23%
Parc de logements (INSEE 2017)			
Parc de logements :	<b>82</b>		74 023
Parc de résidences principales :	52		60 256
Nombre de logements vacants et taux de vacance :	4 / 5,0%	-	7 766 / 10,5%
Nombre de résidences secondaires et taux :	26 / 31,2%	+	6 001 / 8,1%
Part du parc ancien (antérieur 1945) :	34,5%	+	22,7%
Part des propriétaires occupants :	84,4%	+	57,5%
Nombre et part des locataires du parc HLM :	0 / 0,0%	-	7 595 / 12,6%
Part des T2 et moins :	3,6%	-	11,2%
Part des T4 et plus :	73,2%	+	66,4%
Parc locatif HLM (RPLS 2020)			
Nombre de logements HLM :	<b>0</b>		10 371
Construction neuve (SITADEL 2009/2018)			
Nombre de logements neufs mis en chantier en moyenne par an :	<b>1</b>		654

## Objectifs de production de logements 2021-2026

Production de résidences principales neuves : **6 (1 par an)**

Logements vacants remis sur le marché : **0**

## Objectifs de production de logements locatifs sociaux 2021-2026

Production de LLS publics : **0**

Production complémentaire de logements conventionnés privés : **0**

### Commentaires :

Aucun objectif de production de logements sociaux de type HLM n'est fixé à la commune de Vabres au regard de sa taille (commune rurale de moins de 500 habitants) et de ses ambitions très limitées de développement. La commune pourra toutefois rechercher d'éventuelles opportunités de production de logements communaux conventionnés (notamment en bâti ancien).

## Outils et moyens à mobiliser en faveur de la production de logements et de la mixité sociale

### Outils réglementaires

La commune de Vabres est dotée d'une carte communale dont le Code de l'Urbanisme ne prévoit pas qu'elle puisse intégrer les mêmes outils en faveur de la mixité sociale que les PLU (secteurs de mixité sociale ou emplacement réservé).

### Outils en faveur de la réhabilitation du parc ancien

- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Mieux Habiter et Mieux Louer" d'Alès Agglomération.
- Programme d'Intérêt Général (PIG) "Lutte contre l'habitat indigne" d'Alès Agglomération.

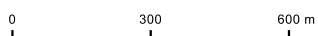


## Projets et capacités de production identifiés sur la durée du PLH

Numéro opération	Dénomination secteur / projet	Nombre de logements	Dont logements locatifs sociaux ou conventionnés privés	Échéance
Capacité de production des projets connus	Aucun projet identifié	0	0	
Capacité de production en diffus		6	0	
Capacité de production par remise sur le marché de logements vacants		0	0	
<b>Total des capacités de production de logements 2021-2026</b>		<b>6</b>	<b>0</b>	

### Commentaires :

La production de logements attendue sur la commune de Vabres sur les 6 années du PLH sera essentiellement portée par la construction des quelques parcelles encore disponibles dans les limites de la carte communale approuvée le 21 juillet 2014. Le parc vacant étant très limité (4 logements recensés INSEE 2017 et un taux de vacance de 5% seulement), il n'est pas prévu ici de remise sur le marché immobilier de logements vacants réhabilités.





# Urbanis

Agir pour un habitat digne et durable

## Agences Régionales

### Bordeaux

05 57 80 75 50  
bordeaux@urbanis.fr

### Lille

03 20 12 90 57  
lille@urbanis.fr

### Nîmes

04 66 29 97 03  
nimes@urbanis.fr

### Bretagne

02 52 37 01 68  
bretagne@urbanis.fr

### Lyon

04 72 84 80 80  
lyon@urbanis.fr

### Paris

01 40 40 41 60  
paris@urbanis.fr

### Chambéry

04 79 33 21 26  
chambery@urbanis.fr

### Marseille

04 91 00 38 20  
marseille@urbanis.fr

### Strasbourg

03 68 71 06 16  
strasbourg@urbanis.fr

### Dijon

03 80 71 17 12  
dijon@urbanis.fr

### Nice-Corse

04 93 83 20 77  
nice@urbanis.fr

### Toulouse

05 62 21 46 60  
toulouse@urbanis.fr

## Départements

### Urbanis

Aménagement  
04 86 26 06 85

### Urbanis Etudes et Expertises

01 87 81 31 04  
u2e@urbanis.fr

### Urbanis Solutions Rénovation

03 85 93 27 29

## Siège Social

188 allée de l'Amérique Latine  
30900 Nîmes  
04 66 29 29 21  
contact@urbanis.fr

SAS au capital variable : 1 000 000 € au 27/06/2019



Service : Tourisme  
Réf : ALL/PC/EF  
Tél. : 04.66.56.10.38

C2021\_06\_20

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPO-NLHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSACKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Taxe de séjour et taxe additionnelle départementale sur le périmètre de la Communauté Alès Agglomération : définition des modalités de collecte à compter de l'année 2022**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

**Vu** la délibération C2020\_05\_33 du Conseil de Communauté du 30 juillet 2020 portant instauration de la taxe de séjour sur le périmètre de la Communauté Alès Agglomération et définition des modalités de collecte pour l'année 2021,

**Considérant** que toutes les décisions concernant la taxe de séjour doivent être prises une année à l'avance pour permettre aux hébergeurs de préparer leur documentation commerciale,

**Considérant** qu'il y a lieu de percevoir la taxe de séjour additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que cette taxe additionnelle est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe à laquelle elle s'ajoute,

**Considérant** qu'il convient d'établir une convention entre la Communauté Alès Agglomération et le Conseil Départemental du Gard définissant les modalités de recouvrement et de reversement de cette taxe,

**Considérant** que pour des raisons de lisibilité, il convient de reprendre le dispositif mis en place dans la délibération C2020\_05\_33 du Conseil de Communauté du 30 juillet 2020 définissant les modalités de collecte de la taxe de séjour et de la taxe additionnelle départementale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **DÉCIDE**

D'abroger, au 31 décembre 2021, la délibération C2020\_05\_33 du Conseil de Communauté du 30 juillet 2020.

1°) De percevoir sur le périmètre de la Communauté Alès Agglomération la taxe de séjour, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, selon les conditions ci-après définies.

2°) De percevoir une taxe de séjour additionnelle départementale de 10 % à la taxe de séjour perçue sur le territoire d'Alès Agglomération.

Son produit est reversé par la Communauté Alès Agglomération au Département à la fin de la période de perception par l'intermédiaire du Receveur Communautaire.

3°) De procéder à la collecte de la taxe de séjour selon les modalités ci-après :

#### **ARTICLE 1 : REGIME DE PERCEPTION**

La taxe de séjour est perçue au régime du réel pour toutes les catégories d'hébergement.

#### **ARTICLE 2 : BAREMES D'ASSUJETTISSEMENT**

Sont assujetties à la taxe de séjour les personnes séjournant à titre onéreux sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération et ne possédant pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation, selon les barèmes suivants par personne, types d'hébergement et nuitées :

<b>Catégories d'hébergement</b>	<b>Tarifs</b>
Palaces	<b>2,50 €</b>
Hôtels de tourisme 5 étoiles - Meublés de tourisme 5 étoiles - Résidences de tourisme 5 étoiles	<b>1,10 €</b>
Hôtels de tourisme 4 étoiles - Meublés de tourisme 4 étoiles - Résidences de tourisme 4 étoiles	<b>1,10 €</b>

Hôtels de tourisme 3 étoiles - Meublés de tourisme 3 étoiles - Résidences de tourisme 3 étoiles	1,00 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles - Meublés de tourisme 2 étoiles - Résidences de tourisme 2 étoiles - Villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €
Hôtels de tourisme 1 étoile - Meublés de tourisme 1 étoile - Résidences de tourisme 1 étoile - Villages de vacances 1, 2, et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,60 €
Terrains de camping classés 3, 4, et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacement dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €
Terrains de camping classés 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,20 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	Taux fixé à 4 % du prix de la nuitée hors taxe

**Une majoration de 10 % de taxe additionnelle s'applique en sus de ces barèmes.**

### **ARTICLE 3 : PERIODE DE PERCEPTION**

La période de perception est fixée du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, soit 365 jours.

### **ARTICLE 4 : DATES DE RECOUVREMENT**

Les dates de recouvrement sont fixées au 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Les redevables des établissements concernés ont l'obligation de percevoir la taxe et d'en verser spontanément le montant auprès du régisseur de recettes de la Communauté Alès Agglomération à ces dates.

Ce reversement devra être accompagné d'une déclaration indiquant le montant total de la taxe perçue et de l'état qui a été établi au titre de la période de perception.

### **ARTICLE 5 : EXONERATIONS OBLIGATOIRES DE LA TAXE PERCUE AU REEL**

En vertu de l'article L.2333-31 du Code général des collectivités territoriales, sont exemptés de la taxe de séjour :

- les personnes mineures,
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le Conseil Municipal détermine.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES LOUEURS ASSUJETTIS A LA TAXE DE SEJOUR AU REEL**

Les hébergeurs assujettis à la taxe de séjour au réel ont l'obligation d'afficher les tarifs de la taxe de séjour et de les faire figurer sur la facture remise aux clients distinctement de leurs propres prestations.

Les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires, les professionnels mentionnés à l'article L.2333-33 du Code général des collectivités territoriales, ont l'obligation de percevoir la taxe de séjour et de la verser aux dates fixées par la présente délibération.

Les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires, les professionnels mentionnés à l'article L.2333-33 du Code général des collectivités territoriales, sont tenus de faire une déclaration lorsqu'ils reversent le produit de la taxe collectée. Sur cette déclaration figurent, pour chaque hébergement loué sur le territoire d'Alès Agglomération et pour chaque perception effectuée, la date de perception, l'adresse de l'hébergement, le nombre de personnes ayant séjourné, le nombre de nuitées constatées, le prix de chaque nuitée réalisée lorsque l'établissement n'est pas classé, le montant de la taxe perçue ainsi que le cas échéant, les motifs d'exonération de la taxe.

#### **ARTICLE 7 : SANCTIONS (Article L.2333-34-1 du Code général des collectivités territoriales)**

1. Le défaut de production dans le délai prescrit de la déclaration prévue entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 12 500 € sans être inférieure à 750 €. Les omissions ou inexactitudes constatées dans la même déclaration entraîne l'application d'une amende de 150 € par omission ou inexactitude, sans que le total des amendes applicables par déclaration puisse être supérieur à 12 500 €.

2. Le fait, pour les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires, les professionnels mentionnés à l'article L.2333-34 du Code général des collectivités territoriales, de ne pas avoir perçu la taxe de séjour sur un assujetti entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 500 € sans être inférieure à 750 €.

3. Le fait, pour les logeurs, les hôteliers, les propriétaires, les intermédiaires, les professionnels mentionnés à l'article L.2333-34 du Code général des collectivités territoriales, de ne pas avoir reversé le montant de taxe de séjour due dans les conditions et délais prescrits au même article entraîne l'application d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 500 € sans être inférieure à 750 €.

#### **ARTICLE 8 : CONTROLES**

Le Président ou tout agent commissionné par lui, pourront procéder à la vérification des états tenus par les hébergeurs. Ils pourront, à ce titre demander les pièces et documents comptables se rapportant au versement de cette taxe.

#### **ARTICLE 9 : AFFECTATION DES PRODUITS DE LA TAXE**

Le produit de la taxe de séjour sera affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique d'Alès Agglomération.

#### **ARTICLE 10 : CONTESTATIONS**

Les contestations de toute nature portant sur les conditions d'institution et de perception de la taxe relèvent du contentieux administratif.

#### **ARTICLE 11 : RECLAMATIONS**

Conformément à l'article L.2333-45 du Code général des collectivités territoriales, les réclamations sont instruites par les services de la Communauté d'Agglomération. Tout redevable qui conteste le montant de la taxe qui lui est notifié acquitte à titre provisionnel le montant de la taxe contesté, sauf à en obtenir le dégrèvement après qu'il a été statué sur sa réclamation.



## **ARTICLE 12 : AUTRES DISPOSITIONS**

Pour toute autre disposition, il convient de se rapporter au Code général des collectivités territoriales et toute autre disposition réglementaire applicable.

### **AUTORISE**

Monsieur le Président à signer une convention avec le Conseil Départemental du Gard définissant les modalités de recouvrement et de reversement de la taxe de séjour additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : Développement  
Economique  
Réf : PC/AL/NT  
Tél : 04.66.78.89.00

C2021\_06\_21

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Désignation des lauréats du concours Audace 2021 sur proposition du jury**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la délibération C2021\_02\_11 du Conseil de Communauté du 18 février 2021 relative au lancement du concours « Alès Audace 2021 »,

**Vu** le règlement du concours Alès Audace 2021,

**Considérant** que dans le cadre de sa compétence en matière de Développement économique, la Communauté Alès Agglomération s'est toujours engagée dans, des actions créatrices d'emplois ou dans le soutien à l'initiative entrepreneuriale à travers le concours « Alès Audace »,

**Considérant** que le concours « Alès Audace 2021 » est centré sur l'audace, l'originalité d'un projet et qu'il a pour objectif d'encourager, sur le territoire de la Communauté Alès Agglomération, la création d'entreprises, le développement d'activités économiques et le développement d'initiatives locales,

**Considérant** que sont admis à concourir, les personnes porteuses de projets dont l'issue peut être la création ou le développement d'une entreprise ou tout projet de nature à participer à la dynamique du territoire de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que la dotation globale du concours s'élève à 130 000 € répartie de la façon suivante :

- 80 000 € en numéraire de la Communauté Alès Agglomération, dont 3 000 € en numéraire pour le vote du public,
- 25 000 € sous forme de prêt d'honneur et prestations de consultants accordés par Alès Myriapolis,
- 17 000 € pris en charge par l'Institut Mines-Télécom Alès sous forme de prestations mobilisables pour la réalisation du ou des projets lauréats (incubation, formation, accès à la plate-forme mécatronique, etc.),
- 8 000 € offerts par la SAEM'Alès pour un hébergement au sein d'une des pépinières d'entreprises,
- un parrainage des lauréats par un membre de Leader Alès,

**Considérant** que les dotations en numéraire apportées par l'Agglomération, conformément au règlement du concours, sont versées aux personnes physiques développant un projet,

**Considérant** les projets des finalistes présentés devant le jury du concours,

**Considérant** les délibérations du jury du concours Audace qui, dans le respect du règlement, a établi le classement des lauréats ci-après :

Pour le Défi « Je quitte Paris »

1<sup>er</sup> Lauréat : Fernando COLIN ROQUE et Chloé BELLOC, pour le projet de la Seine au Gardon, les Campairols d'Occitanie avec une dotation de 14 000 € répartie de la façon suivante :

- 10 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 4 000 € de fonds d'amorçage par Alès Myriapolis

2<sup>ème</sup> Lauréat : Claire DUMAS, pour le projet CANARI avec une dotation de 13 000 € répartie de la façon suivante :

- 3 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 10 000 € de prestation IMT Mines d'Alès

3<sup>ème</sup> Lauréat : Jean-François REYMOND et Lionel PARIENTE, pour le projet HURDLER avec une dotation de 8 000 € répartie de la façon suivante :

- 5 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 3 000 € d'hébergement par la SAEM'Alès

Pour le Concours Général :

1<sup>er</sup> Lauréat : Philippe LOPEZ, pour le projet Dinopédia avec une dotation de 20 000 € répartie de la façon suivante :

- 20 000 € en numéraire par Alès Agglomération

2<sup>ème</sup> Lauréat ex aequo : Julien NOTAISE pour le projet Modules Bois Paille avec une dotation de 16 000 € répartie de la façon suivante :

- 2 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 4 000 € de prestation par l'IMT Mines Alès
- 10 000 € de fonds d'amorçage par Alès Myriapolis

2<sup>ème</sup> Lauréat ex aequo : Elodie MUH, pour le projet BGM Security avec une dotation de 16 000 € répartie de la façon suivante :

- 12 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 4 000 € de fonds d'amorçage par Alès Myriapolis

3<sup>ème</sup> Lauréat : Arnaud FAVIER, pour le projet Aqua Forest avec une dotation de 12 000 € répartie de la façon suivante :

- 12 000 € en numéraire par Alès Agglomération

4<sup>ème</sup> Lauréat : Thibault PRAL, pour le projet Spoolmonitor avec une dotation de 11 000 € répartie de la façon suivante :

- 4 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 2 000 € de prestation par l'IMT Mines Alès
- 5 000 € de fonds d'amorçage par Alès Myriapolis

5<sup>ème</sup> Lauréat : Laura BOUCHET, pour le projet La Grande Bobine avec une dotation de 9 000 € répartie de la façon suivante :

- 3 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 1 000 € de prestation par l'IMT Mines Alès
- 5 000 € d'hébergement par la SAEM'Alès

6<sup>ème</sup> Lauréat : Corinne MAEGHT, pour le projet Bean To Bar de Choco'Bio avec une dotation de 8 000 € répartie de la façon suivante :

- 6 000 € en numéraire par Alès Agglomération
- 2 000 € de fonds d'amorçage par Alès Myriapolis

Pour le Prix du public : Laura BOUCHET, pour le projet La Grande Bobine avec une dotation de 3 000 € en numéraire par Alès Agglomération.

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**APPROUVE**

Le classement du jury.

Le versement des 80 000 € de dotations de la Communauté Alès Agglomération selon la répartition suivante :

- Fernando COLIN ROQUE pour le projet de la Seine au Gardon, les Campairols d'Occitanie, avec une dotation de 5 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Chloé BELLOC, pour le projet de la Seine au Gardon, les Campairols d'Occitanie, avec une dotation de 5 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Claire DUMAS, pour le projet CANARI, avec une dotation de 3 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Jean-François REYMOND pour le projet HURDLER avec une dotation de 2 500 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Lionel PARIENTE, pour le projet HURDLER avec une dotation de 2 500 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Philippe LOPEZ, pour le projet Dinopédia avec une dotation de 20 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Julien NOTAISE pour le projet Modules Bois Paille avec une dotation de 2 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Elodie MUH pour le projet BGM Security une dotation de 12 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.

- Arnaud FAVIER, pour le projet Aqua Forest avec une dotation de 12 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Thibault PRAL, pour le projet Spoolmonitor avec une dotation de 4 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Laura BOUCHET, pour le projet La Grande Bobine avec une dotation de 3 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Corinne MAEGHT, pour le projet Bean To Bar de Choco'Bio avec une dotation de 6 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.
- Pour le prix du Public : Laura BOUCHET, pour le projet La Grande Bobine avec une dotation de 3 000 € en numéraire par la Communauté Alès Agglomération.

### AUTORISE

Monsieur le Président à signer tout acte afférent à ladite opération et à l'exécuter.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENO



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : Ruralité  
Réf : CR/PC/CB/MM  
Tél. : 04.66.55.84.82

C2021\_06\_22

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRES, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Adoption du règlement attributif de subventions accordées au titre du Projet Éducatif Local de l'Alimentation (PELA) du Projet Alimentaire Territorial de la Communauté Alès Agglomération**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de commerce, et notamment son article L.612-4,

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration,

**Vu** la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son article 10,

**Vu** le décret n°2001-495 en date du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** le Projet de Territoire d'Alès Agglomération,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération a inscrit dans son Projet de Territoire la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire Territorial,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération a inscrit dans sa réponse à l'Appel à Projet National d'émergence des PAT 2021 une action d'éducation à l'alimentation pour les jeunes publics à hauteur de 30 000 € pour l'année scolaire 2021-2022 et que sa candidature a été retenue,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération souhaite s'appuyer sur les acteurs professionnels du territoire pour la mise en œuvre de ces actions éducatives et sur les partenaires du PAT,

**Considérant** la volonté de la Communauté Alès Agglomération de définir et de formaliser sur son territoire sa politique Petite Enfance, Enfance et Jeunesse en mobilisant l'ensemble des acteurs éducatifs concernés et en associant les partenaires institutionnels ,

**Considérant** que dans ces conditions, il est opportun d'adopter un règlement attributif de subventions accordées au titre du PELA du PAT de la Communauté Alès Agglomération qui doit permettre la mise en œuvre d'une politique cohérente en faveur de la Petite Enfance, l'Enfance et la Jeunesse et d'une alimentation de qualité pour tous sur le territoire,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**APPROUVE**

Le règlement attributif de subventions accordées au titre du Projet Éducatif Local de l'Alimentation (PELA) du Projet Alimentaire Territorial, annexé à la présente délibération.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

# **Programme Éducatif Local de l'Alimentation**

## **Projet Alimentaire Territorial d'Alès Agglomération**

### **Règlement d'Attribution de subventions - Note de cadrage**

#### **Appel à projets pluriannuel 2021 - 2024**

## **I. Présentation du dispositif**

La Communauté Alès Agglomération développe un Projet Alimentaire Territorial (PAT) afin de construire une politique alimentaire et agricole permettant une alimentation de qualité pour tous sur le territoire.

Un PAT doit permettre la mise en œuvre d'actions pour mieux manger et mieux produire sur le territoire. Il se déploie autour de 6 piliers de compétence : économie alimentaire, développement durable, aménagement du territoire, accessibilité sociale, nutrition santé, culture gastronomie.

La Communauté Alès Agglomération associe à cette démarche les acteurs associatifs, institutionnels et privés qui ont souhaité travailler ensemble autour de cet objectif commun.

Le PAT s'appuie sur le Programme National pour l'Alimentation (2019-2023) qui fixe parmi ces quatre axes prioritaires l'éducation à l'alimentation de la jeunesse.

En ce sens, Alès Agglomération entend mettre en œuvre un Programme Educatif Local de l'Alimentation (PELA).

Ce dispositif exprime la volonté de la Communauté Alès Agglomération de mobiliser l'ensemble des acteurs éducatifs concernés pour permettre une sensibilisation des plus jeunes au « mieux manger ».

Cette politique s'inscrit nécessairement en complémentarité des missions des acteurs partenaires du PAT identifiés sur le territoire de 2021 à 2024.

Chaque année un appel à projet visant à faire émerger et soutenir les initiatives d'acteurs du territoire est lancé par Alès Agglomération afin de soutenir l'éducation des jeunes au mieux manger et contribuer ainsi à atteindre les objectifs de sensibilisation et d'éducation identifiés dans le PAT.

La présente note de cadrage détermine les orientations prioritaires du PELA. Elle précise en outre les conditions et modalités d'éligibilité à l'octroi de subventions, par la Communauté Alès Agglomération, aux partenaires extérieurs dont le projet répond aux orientations prioritaires du PELA.

## **II. Conditions d'éligibilité des actions**

Dans le cadre de cet appel à projets, chaque action proposée devra remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Se dérouler sur le territoire d'Alès Agglomération dans la structure d'accueil des enfants sous réserve de l'acceptation par le responsable du site.



- S'adresser un public d'enfants de 0 à 17 ans.
- S'organiser sur les temps périscolaires (le soir après l'école, le mercredi, le samedi ou sur le temps méridien) ou extrascolaire (pendant les vacances scolaires).
- Les actions pouvant être proposées se décomposent selon trois parcours éducatifs possibles :
  - 1/ Parcours pédagogiques dans les centres de loisirs ou au sein des Maisons de la Jeunesse :
    - 5 séances de 2h échelonnées quotidiennement du lundi au vendredi sur une semaine de vacances scolaires ou les mercredis et / ou samedi en période scolaire. Ils pourront avoir lieu sur le temps méridien aussi pour les maisons de la jeunesse.
  - 2/ Parcours pédagogiques dans le cadre des accueils de loisirs périscolaires (ALP) :
    - 5 séances de 1h échelonnées sur un soir de la semaine pendant 5 semaines.
  - 3/ Parcours pédagogiques dans le cadre des Relais d'Assistants Maternels (RAM) ou de Lieux d'Accueils Enfants Parents (LAEP) :
    - 5 séances de 2h.
- Etre en cohérence avec le cadre éducatif défini par la présente note de cadrage (cf. chapitre III).

### III. Cadre éducatif

Les actions déposées doivent respecter le cadre éducatif suivant :

- s'inscrire dans l'une des thématiques listées ci-dessous :
  - L'économie alimentaire (circuits de proximité, les acteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la saisonnalité, décrypter les produits alimentaires que l'on consomme, etc.).
  - Le développement durable (le gaspillage alimentaire, les labels, l'alimentation et le changement climatique, le compost, etc.).
  - Le paysage (conception d'un jardin, la nature dans le potager et dans les champs, interaction biodiversité et agriculture).
  - Le Sport, la Santé et la nutrition (l'équilibre alimentaire, le goût, la nutrition à travers les différentes étapes de l'enfance, la prévention des problématiques de santé liées à l'alimentation, la nutrition équilibrée entre l'alimentation et la dépense énergétique, etc.).
  - La précarité alimentaire (« bien manger » pour tous, le partage, manger équilibré pour tous les budgets, etc.).
  - La gastronomie et le patrimoine alimentaire (les produits locaux, les cultures du territoire, les acteurs qui agissent sur le territoire pour une alimentation de qualité, etc.).
- respecter les objectifs éducatifs définis par le Projet Educatif de Territoire de la Communauté Alès Agglomération et plus précisément les objectifs ci-après :
  - Favoriser la participation et l'engagement des enfants.
  - Favoriser un accueil et une prise en charge de qualité.
  - Sensibiliser les enfants à la question de la santé et du bien-être.

### IV. DIRECTIVES DU FINANCEUR

L'objectif général PELA reprend celui du PEdT et du PAT.

Il s'agit de développer sur un territoire l'offre éducative en matière d'éducation à l'alimentation tout en répondant :

- d'une part au besoin social identifié (sensibiliser les enfants et les jeunes aux enjeux liés à leur santé),

et

- d'autre part au développement du « mieux manger » pour tous par la connaissance collective des prérequis à une alimentation de qualité (saine et gustative, accessible à tous, respectueuse de l'environnement, valorisation des productions et le patrimoine locaux et aux justes prix pour tous).

Le **PAT** est une démarche **partenariale, portée et coordonnée par Alès Agglomération, et soutenue par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.**

Le montant total de la subvention accordée par Alès Agglomération pour chaque action ne peut excéder 80 % du coût de l'action considérée, sauf exception.

Pour être éligible, selon les publics cibles (cf. chapitre II), un parcours proposé doit comprendre à minima 5 séances :

- d'une durée d'une heure chacune,

ou

- d'une durée de deux heures chacune.

Le demandeur devra préciser le public visé (cf. chapitre II).

Le demandeur précisera le nombre de parcours qu'il peut réaliser en tenant compte de la durée donnée pour réaliser le projet (cf. chapitre VI).

Alès Agglomération demeure libre de décider de soutenir ou non le dossier déposé par tout partenaire extérieur. Elle est également libre de décider de l'importance de la subvention accordée.

Les partenaires sont informés que le volume global de subventions susceptibles d'être accordées annuellement dépend des crédits inscrits au budget de la Communauté Alès Agglomération ainsi que des moyens qui lui sont alloués par ses partenaires financiers (Etat, Département, etc.).

Alès Agglomération pourra mettre en relation les structures bénéficiant de subvention avec les structures bénéficiaires de l'action dès que les attributions de subvention seront annoncées afin de respecter le calendrier de l'action (cf. chapitre VI).

## **V. Procédure de dépôt de dossier**

1) Tout dépôt d'action doit être formalisé par un dossier CERFA (de demande de subvention).

=> Lien de téléchargement du dossier sur internet :

<https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>

2) Le dossier CERFA devra être renseigné puis retourné en **un exemplaire papier** et **un exemplaire sous format informatique** auprès de :

Communauté Alès Agglomération  
**Pôle Développement**  
**Service Ruralité**  
2 rue Michelet - Bâtiment ATOME  
30100 Alès

Responsable du PAT  
Marion MORIN  
[marion.morin@alesagglo.fr](mailto:marion.morin@alesagglo.fr)

**Au plus tard le 20 août, délai de rigueur.**

## Concernant la SAISIE du DOSSIER CERFA :

Chaque rubrique doit impérativement être remplie ; **l'absence de renseignement d'une rubrique entraînera le rejet du dossier.**

En cas de dépôt de plusieurs actions, chaque action devra faire l'objet d'une fiche. Les fiches devront alors être jointes au même dossier de demande de subvention.

=> *Pour toute question relative au montage de dossier : contacter la responsable du PAT d'Alès Agglomération (contacts ci-dessus).*

Le dossier de demande d'attribution d'une subvention au titre du **P.E.L.A.** se compose des pièces suivantes :

- Identification de la structure : coordonnées complètes, n° SIRET, adresse mail, etc.
- Cette page de présentation est indispensable et doit être impérativement complétée
- Joindre en annexe au dossier CERFA, un descriptif de toutes les actions, avec photos, menées par l'association.
- Budget prévisionnel de la structure.
- **Les bilans qualitatifs de l'année précédente si des actions ont été réalisées dans ce même cadre.**
- Penser à bien indiquer les dates de début et fin de l'exercice.
- Le budget de la structure doit être équilibré et être différent de celui de l'action.
- Description détaillée de l'action projetée (objectifs, moyens humains, matériels et financiers mis en place).
- **Fiches actions** qu'il conviendra de renseigner le plus précisément possible pour chacune des activités développées : tranche d'âge, nombre d'enfants, dates, durée et horaires des activités, lieu, etc. Ces fiches doivent permettre aux services instructeurs de se prononcer sur la recevabilité de l'action.
- Joindre un bilan pédagogique avec photos s'il s'agit d'un renouvellement d'action.
- Préciser à quels objectifs du PELA et PEDT et à quels piliers du SCCC l'action répond.
- Les actions doivent se dérouler sur les temps périscolaires et/ou extrascolaires.
- Attestation : à remplir et signer, joindre un RIB impérativement.



**Tout dossier incomplet sera rejeté**

## VI. Calendrier prévisionnel

### Jun / Juillet de l'année N

- Présentation de l'appel à projets PELA aux structures.

### Juillet / aout de l'année N

- Réception des dossiers d'appel à projets.

### septembre de l'année N

- Comité technique et comité de pilotage PELA.

### Octobre de l'année N

- Retour par Alès Agglomération sur les attributions de financements.

### Décembre de l'année N

- Retour **obligatoire** de l'attributaire à Alès Agglomération sur l'action réalisée grâce à la subvention allouée.

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le 06/07/2021



ID : 030-200066918-20210701-C2021\_06\_22-DE

## VII. Contacts utiles

Responsable du PAT

Marion MORIN

[marion.morin@alesaggllo.fr](mailto:marion.morin@alesaggllo.fr)



Service : Ruralité  
Réf : MR/PC/CB  
Tél. : 04.66.55.84.82

C2021\_06\_23

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Opération « Réalisation d'une exposition permanente et aménagements d'accueil d'expositions temporaires à la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes » - Plan de financement - Modification**

### **Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2020\_02\_07 du Conseil de Communauté du 19 février 2020 portant approbation de l'opération « Réalisation d'une exposition permanente et aménagements d'accueil d'expositions temporaires à la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes » et signature d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage,

**Vu** l'avis du Comité de Programmation du GAL Cévennes du 13 février 2020,

**Vu** la convention de co-maitrise relative au financement et à la réalisation d'une exposition permanente de la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes de Génolhac entre l'EP PNC et la Communauté Alès Agglomération en date du 24 février 2020,

**Considérant** que dans un souci de mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et historique du territoire, un projet de valorisation du site a été conçu par l'EP PNC avec la collaboration de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que ce projet porte sur l'aménagement intérieur de l'une des salles du bâtiment et sur la scénographie de la cour extérieure du bâtiment pour y accueillir une exposition permanente et des expositions itinérantes du Parc National des Cévennes (Réserve Internationale de Ciel Etoilé, Biodiversité, etc.) et autres,

**Considérant** que le Parc National des Cévennes avait financé les études de conception, qu'il a constitué le dossier de demande de subvention auprès du GAL puis lancé la consultation,

**Considérant** qu'après une 1<sup>ère</sup> consultation infructueuse, l'augmentation du prix des matières premières en 2020 a conduit à l'augmentation des montants issus de la seconde consultation,

**Considérant** que le coût estimatif global du projet avait été évalué à 47 362 € TTC,

**Considérant** qu'aujourd'hui le montant du projet s'élève à 59 628,73 € TTC,

**Considérant** que l'intervention de la Communauté Alès Agglomération porterait sur une prise en charge d'un montant de 12 086,74 € TTC,

**Considérant** au vu de tout ce qui précède, qu'il y a lieu de modifier le plan de financement et la convention de co-maitrise d'ouvrage relative à la réalisation du projet,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### **APPROUVE**

Le projet « Réalisation d'une exposition Permanente et aménagements d'accueil d'expositions temporaires à la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes » pour un montant évalué à 59 628,73 € TTC.

Le nouveau plan de financement correspondant joint en annexe.

### **AUTORISE**

Monsieur le Président :

- à solliciter des subventions permettant la réalisation du projet ci-dessus mentionné,
- à intervenir à la signature d'un avenant à la convention de co-maitrise d'ouvrage relative au financement et à la réalisation d'une exposition permanente de la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes de Génolhac,
- à modifier le plan de financement joint en annexe en fonction soit de la variation éventuelle du coût d'objectif, soit des possibilités financières des partenaires identifiés ou de tout autre partenaire éventuel.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



## ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION C2021\_06\_23 BUREAU DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

**Objet :** Opération « Réalisation d'une exposition permanente et aménagements d'accueil d'expositions temporaires à la Maison du Tourisme et du Parc National des Cévennes » - Plan de financement - Modification

Coût estimatif du projet : 59 628,73 € TTC

Plan de financement prévisionnel du projet modifié :

ORGANISMES	Montant TTC
Alès Agglomération	12 086,74€
GAL Cévennes (FEADER- LEADER)	35 616,25 €
<b>Sous-total</b>	<b>47 702,99 €</b>
Parc National des Cévennes	11 925,74 €
<b>Total</b>	<b>59 628,73 €</b>

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENO





Service : Ruralité  
Réf : CR/PC/CB/AM  
Tél. : 04.34.24.70.95

C2021\_06\_24

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Attribution d'une aide aux travaux forestiers**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE),

**Vu** le Règlement de l'Union européenne n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1511-2 et suivants et R.1511-1 et suivants,



**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** les délibérations du Conseil Régional Languedoc-Roussillon CR12/10-704 du 20 décembre 2013 et CR14/03-236 du 27 juin 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020,

**Vu** la délibération C2018\_06\_18 du Conseil de Communauté d'Alès Agglomération du 28 juin 2018 approuvant le Projet de Territoire,

**Vu** la délibération C2018\_08\_12 du Conseil de Communauté d'Alès Agglomération du 11 octobre 2018, autorisant le Président à signer une convention avec la Région Occitanie en matière d'aides économiques,

**Vu** la délibération de la Région Occitanie du 17 juillet 2019, autorisant la Communauté Alès Agglomération à soutenir les initiatives locales par voie de convention avec la Région Occitanie,

**Vu** la délibération C2020\_05\_38 du Conseil de Communauté d'Alès Agglomération du 30 juillet 2020 relative à la modification du règlement d'aides aux travaux forestiers - Abroge et remplace la délibération C2019\_08\_16 du Conseil de Communauté du 24 octobre 2019,

**Vu** la convention de cofinancement de l'action économique entre la Région Occitanie et la Communauté Alès Agglomération prenant effet le 26 août 2019,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération a décidé de soutenir les propriétaires forestiers et de subventionner les opérations déficitaires de gestion forestière,

**Considérant** que le règlement d'aides forestières finance aussi bien des propriétaires privés et publics (sauf État), à hauteur maximum de 80% du déficit de l'opération,

**Considérant** que conformément au règlement susvisé adopté par délibération du 30 juillet 2020, l'attribution d'une telle subvention emportera des engagements pour le demandeur de l'aide, notamment un contrôle sur place des services d'Alès Agglomération dans les 5 ans après la réception, et que ces engagements seront matérialisés par l'intervention d'une convention avec les bénéficiaires,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### DÉCIDE

D'attribuer au propriétaire forestier pour la réalisation de son projet de travaux forestiers une subvention comme suit :

Monsieur Michel VIOLAT :

Coût total projet : 15 420,00 € TTC

Autofinancement : 3 084,00 €

**Alès Agglomération aide attribuée : 12 336,00 €**

### AUTORISE

Monsieur le Président à signer tous documents nécessaires au versement de la subvention avec le propriétaire.

Pour extrait conforme,  
Le Président,  
**Christophe RIVENQ**





Service : Gestion Ressources du Pôle  
Education Enfance Jeunesse  
Réf : MR/LR/VJ-2021  
Tél. : 04.66.86.75.99

C2021\_06\_25

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Prorogation pour une durée d'un an de la validité du Projet Éducatif de Territoire (PEdT) de la Communauté Alès Agglomération**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la santé publique,

**Vu** le Code de l'action sociale et des familles,

**Vu** le décret n°2016-1051 du 1<sup>er</sup> août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre,

**Vu** la délibération C2018\_04\_24 du Conseil de Communauté en date du 5 avril 2018 portant approbation du Projet Éducatif de Territoire (PEdT) de la Communauté Alès Agglomération pour la période 2017-2020,

**Vu** la décision 2020/0169 en date du 15 mai 2020 portant approbation de la prorogation pour une durée d'un an de la validité du Projet Éducatif de Territoire de la Communauté Alès Agglomération,

**Vu** l'avis favorable en date du 24 mars 2021 du Directeur académique des services de l'Éducation Nationale du Gard,

**Considérant** la nécessité de définir des objectifs éducatifs et des valeurs communes faisant référence pour l'accueil et la prise en charge des enfants de 0 à 17 ans sur le nouveau territoire communautaire,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération s'est engagée dans une démarche de Convention Territoriale Globale (CTG) avec la Caisse d'Allocations Familiales du Gard pour une signature de convention en juin 2022,

**Considérant** que cette démarche implique la réalisation d'un diagnostic, la définition d'orientations politiques et de perspectives d'actions sur l'ensemble des champs couverts par le PEdT (notamment la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité),

**Considérant** que pour des raisons de cohérence, il est nécessaire d'attendre l'aboutissement de la démarche CTG avant de ré-écrire le PEdT,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

### DÉCIDE

D'approuver la prolongation de l'actuel Projet Éducatif de Territoire (PEdT) d'une année supplémentaire, portant ainsi son échéance au 30 juin 2022.

### AUTORISE

Monsieur le Président à signer tous les actes et autres documents permettant la prolongation du Projet Éducatif de Territoire (PEdT) jusqu'au 30 juin 2022.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*



Service : Sports  
Réf : YF/VR/2021-1  
Tél. : 04.66.56.11.09

C2021\_06\_26

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAQUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Gymnase Daudet - Restitution à la Commune d'Alès - Modification de la délibération C2018\_10\_23 du 23 décembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de la Communauté Alès Agglomération**

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** la délibération C2018\_10\_23 du Conseil de Communauté du 13 décembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles de la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que par la délibération C2018\_10\_23 du 13 décembre 2018, la Communauté Alès Agglomération a notamment reconnu d'intérêt communautaire divers équipements culturels et sportifs présents sur son territoire,

**Considérant** que la reconnaissance de l'intérêt communautaire des équipements sportifs était subordonnée à la satisfaction par les équipements concernés de quatre des sept critères suivants :

- Équipement à vocation sportive,
- Équipement réalisé par Alès Agglomération ou par un EPCI dont la Communauté d'Agglomération est issue,
- Équipement respectant les normes sécuritaires et homologations fédérales,
- Équipement sportif multi-pratique,
- Équipement spécifique,
- Installation regroupant au minimum 3 types d'équipements sportifs (notion de « complexe sportif »),
- Équipement à rayonnement extra-communal,

**Considérant** qu'à cette occasion, le gymnase Daudet situé sur la Commune d'Alès a été défini d'intérêt communautaire,

**Considérant** que la Commune d'Alès a émis le souhait de se voir restituer, dans les plus brefs délais, le gymnase Daudet,

**Considérant** qu'il appartient à la Communauté Alès Agglomération de faire droit à la demande de sa Commune membre Alès, en procédant à la modification de la définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « *construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire* »,

**Considérant** qu'à la date de restitution au 1<sup>er</sup> septembre 2021, la Commune d'Alès se verra transférer l'ensemble des droits, biens et obligations attachés au gymnase Daudet,

**Considérant** que d'un commun accord, la Ville d'Alès cédera le gymnase Daudet au Département du Gard,

**APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :**

De modifier la définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « *construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire* » retenue par la délibération C2018\_10\_23 du Conseil de Communauté du 13 décembre 2018, en restituant à la Commune d'Alès le gymnase Daudet.

**ARTICLE 2 :**

La modification de la délibération C2018\_10\_23 du Conseil de Communauté du 13 décembre 2018 ci-dessus mentionnée prendra effet au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Christophe RIVENQ



Service : Assistance Juridique et  
Prévention des risques  
Réf : IS/VR  
Tél. : 04.34.71.35.01

C2021\_06\_27

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2021

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Michel RUAS, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Aurélie GENOLHER, Christophe BOUGAREL, Yves COMTE, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Josiane ALMERAS (suppléante de Julien HEDDEBAUT), Frédéric ITIER, Alain GIOVINAZZO, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Fabien FIARD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Bernard HILLAIRE, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Jérôme VIC, François SELLE, Henri CROS, Jean-Michel BUREL, Adrien CHAPON, Marc SASSO, René MEURTIN, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPPELLIER, Thierry JONQUET, Monique CRESPON-LHERISSON, Georges DAUTUN, Laure BARAFORT, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Roseline BOUSSAC, Francis BASSIER, Joseph PEREZ, Jean-Claude ROUILLON, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Soraya HAOUES, Elisabeth NAAMAR, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Karine MONTENEZ, Céline FONTBONNE, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

### POUVOIRS :

Aimé CAVAILLE (pouvoir à Nicolas PERCHOC), Jean-Michel PERRET (pouvoir à Evelyne RICHARD), Gérard BANQUET (pouvoir à Philippe RIBOT), Guy CHERON (pouvoir à Marc SASSO), Frédéric GRAS (pouvoir à Christophe BOUGAREL), Gérard BARONI (pouvoir à Thierry JONQUET), Alain BENSAKOUN (pouvoir à Jean-Claude ROUILLON), Antonia CARILLO (pouvoir à Marie-Claude ALBALADEJO), Catherine LARGUIER (pouvoir à Martine MAGNE), Fabienne FAGES-DROIN (pouvoir à Valérie MEUNIER), Laurent RICOME (pouvoir à Ysabelle CASTOR), Jean-Régis MASSON (pouvoir à Marc BENOIT), Jérôme MEYNIER (pouvoir à Jean-Charles BENEZET), Angélique PEIRETTI-GARNIER (pouvoir à Serge BORD), Arnaud BORD (pouvoir à Paul PLANQUE)

### ABSENTS EXCUSÉS :

Geneviève BLANC, Jean-Jacques VIDAL, Johanna HUGUET, Jean-Marie MALAVAL, Firmin PEYRIC, André MONTIGNY, Christelle LOZANO, Guilhem LEMARIE

**Objet : Approbation des statuts de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2022 - Transfert de compétences au 1<sup>er</sup> janvier 2022 en matière d'« action sociale d'intérêt communautaire », de « développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire », de « valorisation des espaces communautaires et du développement écologique » - Restitution des compétences « enseignement élémentaire et pré-élémentaire public » et « restauration scolaire » au 1<sup>er</sup> janvier 2022 - Notification aux 72 communes membres**

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-17, L.5211-17-1, L.5211-20,

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-09-13-BB1-001 du 13 septembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération (CA) et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, du Pays Grand'Combien et des Hautes Cévennes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°30-2017-11-28-005 du 30 novembre 2017 portant restitution par la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération de compétences optionnelles et facultatives à ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier 2018,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°20172112-B3-010 du 21 décembre 2017 portant transfert de compétences en lien avec la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**Vu** le courrier de Monsieur le Préfet du Gard en date du 2 septembre 2020 concernant les statuts de la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération,

**Vu** le courrier de Monsieur le Préfet du Gard en date du 19 février 2021 constatant l'opposition des communes membres au transfert de la compétence plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme,

**Vu** l'avis du Comité des Maires du 19 mai 2021,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017, par fusion d'une communauté d'agglomération avec trois communautés de communes,

**Considérant** que depuis cette date, la Communauté Alès Agglomération n'a jamais adopté de statuts, de sorte que son objet, ses modalités et conditions de fonctionnement et ses compétences sont régis par les arrêtés préfectoraux n°2016-09-13-BB1-001 du 13 septembre 2016 et n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018, ainsi que par les dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les communautés d'agglomération,

**Considérant** qu'il ressort de cette situation que la Communauté Alès Agglomération ne dispose à ce jour pas de statuts ou d'un arrêté préfectoral faisant mention de certaines de ses compétences devenues obligatoires (eau, assainissement, eaux pluviales),

**Considérant** que d'autres compétences, anciennement dénommées « facultatives » et héritées des quatre Établissements Publics de Coopération Intercommunale dissous au 1<sup>er</sup> janvier 2017, font l'objet de formulations désormais devenues imprécises ou redondantes en rapport notamment à l'évolution de la législation et de la réglementation nationale,

**Considérant** que cette situation est source de confusions ou de difficultés dans la conduite de projets et, en tout état de cause, ne reflète plus l'étendue des compétences actuellement supportées par la Communauté Alès Agglomération,

**Considérant** que dans ce cadre, il y a lieu d'adopter les statuts de la Communauté Alès Agglomération dans les conditions prévues à l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022,

**Considérant** par ailleurs que pour tenir compte de la réalité d'interventions transversales déjà portées par la Communauté Alès Agglomération et pour lui permettre de mener à bien plus efficacement ses missions, il est proposé de transférer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et dans les conditions prévues à l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales les compétences suivantes :

- Action sociale d'intérêt communautaire.
- Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire.

Cette compétence, entrant dans le prolongement de la compétence obligatoire « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* », comprend :

- l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :

- la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
- la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,
- l'aire naturelle de Cendras,

- les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
  - les aires de camping-cars de Branoux-les-Taillades,
  - la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres.
  - l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire.
  - des actions de soutien à la rénovation et la mise en valeur du patrimoine, classé ou inscrit aux monuments historiques, situé sur le territoire.
- Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique.  
A savoir :
    - Réalisation d'études, démarches ou actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
      - porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire.
      - accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc.) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.
    - Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
      - élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux.
      - soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc.) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire.
      - prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc.) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

**Considérant** en outre que pour plus de lisibilité, d'autres compétences ou actions n'ont plus lieu de figurer de manière spécifique dans les statuts au 1<sup>er</sup> janvier 2022, dans la mesure où elles sont incluses dans les compétences Politique de la Ville, équilibre social de l'habitat ou prochainement dans la nouvelle compétence « action sociale d'intérêt communautaire »,

**Considérant** que cette situation concerne les compétences ou actions suivantes :

- « Réalisation des opérations de restructuration urbaine financées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine »,
- « Mission locale »,
- « Participation au dispositif partenarial du PLIE »,
- « Réflexion dans ce domaine, création de structures dont le pôle de santé pluridisciplinaire, participation aux instances à ce titre et notamment RESEDA »,
- Création et gestion d'Espaces Publics Numériques ou de centres de ressources numériques à vocation intercommunale. Aménagement, entretien et gestion de la cyberbase de Saint-Jean-de-Valériscle,
- Actions de promotion et d'accompagnement du développement des usages numériques à l'échelle du territoire.

**Considérant** en effet que :

- la « Réalisation des opérations de restructuration urbaine financées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine » est depuis 2018 définie d'intérêt communautaire dans le cadre de la compétence obligatoire « en matière d'équilibre social de l'habitat »,
- la Mission locale et le PLIE sont des dispositifs prévus dans le cadre du contrat de ville,



- RESEDA, la création de structures dont le pôle de santé pluridisciplinaire, les EPN et le développement des usages du numérique sont des interventions relevant de l'action sociale,

**Considérant** enfin que pour tenir compte de la demande exprimée par la majorité des Maires du territoire et des nouveaux modes de mutualisation offerts par le CGCT, il est proposé de restituer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et dans les conditions prévues à l'article L.5211-17-1 du Code général des collectivités territoriales les compétences suivantes :

- « Enseignement élémentaire et pré-élémentaire public »,
- « Restauration scolaire »,

**Considérant** que la restitution de ces compétences sera facilitée par la création de services communs (agents des écoles, inscription/facturation) et de groupements de commandes (restauration, etc.) ouverts aux communes demandeuses,

**APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,**

**DÉCIDE**

### **ARTICLE 1 :**

D'approuver les statuts de la Communauté Alès Agglomération joints à la présente délibération, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

De notifier ces statuts, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022, à l'ensemble des communes membres de la Communauté d'Agglomération, en vue de leur approbation dans les conditions prévues à l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 2 :**

De transférer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les compétences suivantes à la Communauté Alès Agglomération :

- Action sociale d'intérêt communautaire.
- Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire.

Cette compétence, entrant dans le prolongement de la compétence obligatoire « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* », comprend :

- l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :

- la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
- la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,
- l'aire naturelle de Cendras,
- les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
- les aires de camping-cars de Branoux-les-Taillades,
- la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres.

- l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire.

- des actions de soutien à la rénovation et la mise en valeur du patrimoine, classé ou inscrit aux monuments historiques, situé sur le territoire.

- Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique.  
A savoir :

- Réalisation d'études, démarches ou actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :

- porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire.
- accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc.) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.

- Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :

- élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux.
- soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc.) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire.
- prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc.) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

De notifier la présente délibération à l'ensemble des communes membres, afin que celles-ci se prononcent sur le transfert de compétences ci-dessus mentionné dans les conditions prévues à l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 3 :**

De restituer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les compétences suivantes :

- « Enseignement élémentaire et pré-élémentaire public », à savoir :  
Prise en charge du « service des écoles » comprenant notamment l'acquisition du mobilier, des petits équipements et des fournitures, le recrutement et la gestion des personnels de service et des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, ainsi que le ramassage et le transport scolaire.  
Bâtiments scolaires limités aux charges locatives telles que l'éclairage, le chauffage, les menues réparations et l'entretien courants relevant du locataire. La commune conservant les obligations du propriétaire.  
Un diagnostic de l'ensemble des équipements scolaires sera mené afin d'en déterminer l'état général et la valeur comptable, en vue d'un transfert éventuel de cette compétence dans un délai maximum de trois ans à Alès Agglomération.  
La rédaction de cette compétence fera l'objet d'une nouvelle modification statutaire.  
Accueil péri-scolaire des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques.  
Cette compétence comprend tous les temps d'accueil avant ou après l'école, ainsi que le temps méridien, qu'il soit ou non déclaré en A.C.M comme défini à la compétence petite Enfance, Enfance, Jeunesse ou comme simple garderie.
- « Restauration scolaire », à savoir :
  - Prise en charge de la restauration collective des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques de son territoire, de la restauration collective liée à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse, ainsi que des transports y afférent,
  - Gestion du restaurant scolaire de Génolhac (convention tripartite CA-collège-conseil départemental du Gard).

De notifier la présente délibération à l'ensemble des communes membres, afin que celles-ci se prononcent sur la restitution de compétences ci-dessus mentionnée dans les conditions prévues à l'article L.5211-17-1 du Code général des collectivités territoriales.

#### **ARTICLE 4 :**

De s'engager à :

- créer des services communs et des groupements de commandes permettant d'apporter un soutien aux communes demandeuses, dans les domaines de l'enseignement élémentaire et pré-élémentaire public ainsi que de la restauration scolaire.
- proposer la définition d'intérêt communautaire, d'ici la fin de l'année 2021 et au titre de la future compétence « action sociale d'intérêt communautaire », les interventions ayant notamment trait à RESEDA, à la création de structures dont le pôle de santé pluridisciplinaire, aux EPN et au développement des usages du numérique.

#### **ARTICLE 5 :**

D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les courriers, actes et autres documents permettant de mettre en œuvre l'adoption statutaire, le transfert de compétences et la restitution de compétences prévus par la présente délibération.

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**

**Christophe RIVENQ**



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.*

# STATUTS

## COMMUNAUTÉ ALÈS AGGLOMÉRATION

### AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2022

#### TITRE I – OBJET, SIÈGE, DURÉE

##### ARTICLE 1 : NOM ET COMPOSITION

En application notamment des articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est formé une communauté d'agglomération dénommée :

##### **Alès Agglomération**

La communauté d'agglomération est constituée par les communes d'Alès, Anduze, Aujac, Bagard, Boisset-et-Gaujac, Bonnevaux, Boucoiran-et-Nozières, Branoux-les-Taillades, Brignon, Brouzet-les-Alès, Castelnau-Valence, Cendras, Chambon, Chamborigaud, Concoules, Corbès, Cruviers-Lascours, Deaux, Euzet, Générargues, Génolhac, La Grand'Combe, Lamelouze, Laval-Pradel, Lézan, Les Mages, Martignargues, Le Martinet, Massanes, Massillargues-Atuech, Méjannes-les-Alès, Mialet, Mons, Monteils, Ners, Les Plans, Portes, Ribaute-les-Tavernes, Rousson, Saint-Bonnet-de-Salendrinque, Saint-Césaire-de-Gauzignan, Saint-Christol-lez-Alès, Saint-Etienne-de-l'Olm, Saint-Florent-sur-Auzonnet, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Hippolyte-de-Caton, Saint-Jean-de-Ceyrargues, Saint-Jean-de-Serres, Saint-Jean-de-Valériscle, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Jean-du-Pin, Saint-Julien-de-Cassagnas, Saint-Julien-les-Rosiers, Saint-Just-et-Vacquières, Saint-Martin-de-Valgalgues, Saint-Maurice-de-Cazevieille, Saint-Paul-la-Coste, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille, Sainte-Cécile-d'Andorge, Sainte-Croix-de-Caderle, Salindres, Les Salles-du-Gardon, Sénéchas, Servas, Seynes, Soustelle, Thoiras, Tornac, Vabres, La Vernarède, Vézénobres.

##### ARTICLE 2 : DURÉE

La communauté d'agglomération est instituée pour une durée illimitée.

##### ARTICLE 3 : SIÈGE

Le siège de la Communauté est fixé : Hôtel de la communauté, Bâtiment ATOME, 2 rue Michelet, 30100 Alès.

## TITRE II - COMPÉTENCES

La communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

### ARTICLE 4 : COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

La communauté d'agglomération exerce les compétences obligatoires mentionnées au I de l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. La rédaction des compétences obligatoires ci-dessous mentionnées est celle applicable au moment de l'approbation des statuts. Toute modification législative ultérieure de ces dispositions prévaudra sur la présente rédaction.

#### 1) En matière de développement économique :

- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

#### 2) En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
  - plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- L'inscription de cette mention dans les statuts n'a pas pour effet de transférer ou d'engager une procédure de transfert de cette compétence à la Communauté Alès Agglomération à date d'approbation des présents statuts. Il est à ce titre précisé que la minorité de blocage prévue par l'article 136 de la loi ALUR a été atteinte à la suite du renouvellement général des assemblées délibérantes de 2020. Cette compétence pourra néanmoins à l'avenir être transférée à la Communauté Alès Agglomération, soit automatiquement, soit sur demande des communes membres dans les conditions de forme et de délai prévues par la loi ;*
- définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
  - organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

#### 3) En matière d'équilibre social de l'habitat :

- programme local de l'habitat ;
- politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social

de l'habitat ;

- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

#### **4) En matière de politique de la ville :**

- élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

#### **5) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement**

#### **6) En matière d'accueil des gens du voyage :**

création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

#### **7) Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés**

#### **8) Eau**

#### **9) Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales**

#### **10) Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

La communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie des compétences mentionnées aux 8) à 10), à l'une de ses communes membres, dans les conditions prévues à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **ARTICLE 5 : AUTRES COMPÉTENCES**

---

#### **1) Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire**

#### **2) En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :**

- lutte contre la pollution de l'air ;
- lutte contre les nuisances sonores ;
- soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

#### **3) Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire**

#### **4) Action sociale d'intérêt communautaire**

## 5) Petite enfance, enfance, jeunesse, enseignement

Pour tout ou partie des compétences exposées ci-dessous, la communauté d'agglomération pourra :

- s'inscrire dans les différents dispositifs contractuels ou/et partenariaux réglementaires visant leur mise en œuvre (projet éducatif de territoire, convention territoriale globale, etc). Elle disposera à cet effet de la capacité de coordonner et animer ces dispositifs, en lien notamment avec les communes membres et les partenaires financiers,
- soutenir ou subventionner les associations ou organismes mettant en place des actions ou gérant des structures œuvrant en la matière.

**a)** Construction, aménagement, entretien, gestion et coordination des structures d'accueil et des services (E.A.J.E.) qui s'adressent à la Petite Enfance (0 à 6 ans), et notamment pour les jardins d'enfants, micros crèches, structures multi accueils MAC, relais petite enfance, les salles d'activités petite enfance, etc.

La compétence de la communauté d'agglomération comprend la restauration collective liée aux équipements publics de petite enfance.

**b)** Construction, aménagement, entretien, gestion et coordination des accueils collectifs à caractère éducatif qui s'adressent aux mineurs, à compter de leur scolarisation (A.C.M.).

La compétence de la communauté d'agglomération comprend la restauration liée à ces accueils collectifs publics.

En revanche, la compétence « Petite enfance, enfance, jeunesse, enseignement » de la communauté d'agglomération ne s'étend pas aux accueils périscolaires maternels et primaires, déclarés ou non, pendant les jours scolaires (temps matins, méridiens et soirées).

**c)** Écoles de musique : Création, aménagement, entretien et gestion des écoles de musique situées sur le territoire des communes membres.

**d)** Enseignement supérieur : Soutien, accompagnement et promotion du développement de l'enseignement supérieur sur le territoire communautaire.

**e)** Ludothèque itinérante : Organiser, valoriser et animer un espace social et culturel mobile autour du jeu sur le territoire communautaire.

## 6) Éclairage public

Gestion de l'éclairage public, les extensions ou créations de nouveaux réseaux d'éclairage restant de compétence communale.

## 7) Aménagements et usages numériques

Activités de développement d'infrastructures et de réseaux à Très Haut Débit ainsi que de promotion des usages numériques.

Elles comprennent notamment :

- L'établissement et l'exploitation sur son territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L.32 du code des postes et communications électroniques ainsi que toutes opérations liées,
- L'acquisition de droits d'usage ou d'infrastructures ou réseaux existants,

- En tant que de besoin et en cas de carence de l'initiative privée, constatée dans les conditions prévues à l'article L.1425-1 du CGCT, la réalisation d'études et la fourniture de services aux utilisateurs finaux.  
Les études, infrastructures ou réseaux pourront être mis à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants.

En tant que de besoin, ces activités pourront être exercées en qualité d'opérateur de communications électroniques au sens du code des postes et des communications électroniques et notamment de son article L.33-1.

## **8) Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire**

Dans le prolongement de sa compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* », la communauté d'agglomération assure :

- l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :
  - la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
  - la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,
  - l'aire naturelle de Cendras,
  - les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
  - les aires de camping-cars de Branoux-les-Taillades,
  - la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres.
- l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire.
- des actions de soutien à la rénovation et la mise en valeur du patrimoine, classé ou inscrit aux monuments historiques, situé sur le territoire.

## **9) Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique**

- Réalisation d'études, démarches ou actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
  - porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire.
  - accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.
- Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
  - élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux.
  - soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire.
  - prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

## **10) Sécurité publique et risques majeurs**



- Prise en charge des contributions au budget du Service d'Incendie et de Secours des communes membres.

- Mise en place d'outils mutualisés contribuant à la gestion des risques.

### **11) Actions en faveur de la protection et de la conservation des eaux superficielles et souterraines**

Cette mission comprend :

- études, conseils et animations relatifs à la lutte contre les pollutions et à l'amélioration de la qualité des eaux,
- information et sensibilisation sur la gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant ou de sous-bassins versants,
- études, conseils, et animations relatifs à la protection et à la conservation des eaux superficielles et souterraines,
- études, conseils et animation relatifs à la gestion équilibrée des usages des eaux souterraines et superficielles,
- études, conseils et animations relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau,
- études, plan de gestion et animation relatifs aux canaux d'irrigation qui s'intègrent dans un plan de gestion,
- plans de gestion de la ressource à l'échelle de sous-unités hydrographiques.

### **12) Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques d'intérêt de bassin**

Cette mission comprend la mise en place et l'exploitation de stations de mesures, d'observatoires et de démarches de bancarisation de données d'intérêt de bassin.

### **13) Concours à l'animation et à la concertation dans les domaines de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques et de la prévention des inondations**

### **14) Concours à des actions de réduction de la vulnérabilité au risque inondation à la gestion de crise et aux actions de développement de la conscience du risque**

### **15) Étude d'un projet de remontée de l'eau brute du Rhône sur Alès Agglomération ainsi que son traitement et sa distribution principale sur le territoire.**

## **ARTICLE 6 : INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE**

---

L'intérêt communautaire des compétences de la communauté d'agglomération est déterminé dans les conditions prévues à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **ARTICLE 7 : MUTUALISATION, COOPÉRATIONS LOCALES ET MODALITÉS PARTICULIÈRES D'EXERCICE DES COMPÉTENCES**

---

En dehors des compétences transférées, la communauté d'agglomération peut se doter de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles, dans les conditions prévues à l'article L5211-4-2 du CGCT (ex : SIG, ADS, etc).

En application notamment avec les dispositions des articles L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la communauté d'agglomération peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté d'agglomération la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

La communauté d'agglomération est, notamment, habilitée à conclure des ententes dans les conditions prévues aux articles L5221-1 et suivants du CGCT, ainsi que les conventions de prestations de services mentionnées à l'article L5111-1 du CGCT.

Elle peut assurer l'exécution d'une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte extérieur, en accord avec l'article L5211-56 du CGCT. Elle peut également, dans les mêmes conditions, confier l'exécution d'une prestation de services à une collectivité, un EPCI ou un syndicat mixte extérieur.

D'une manière générale, la communauté d'agglomération est autorisée à intervenir en dehors de son périmètre en vue de satisfaire l'exercice de ses compétences.

Conformément aux dispositions du VI de l'article L5216-5 du CGCT, la communauté d'agglomération et les communes peuvent recourir à des fonds de concours, dans les limites prévues par lesdites dispositions.

La communauté d'agglomération est également autorisée à exercer des compétences déléguées, en tout ou partie, par une collectivité en application des lois et règlements en vigueur, et notamment des dispositions de l'article L1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pareillement, la communauté d'agglomération peut déléguer tout ou partie de ses compétences à un établissement public, dès lors que cette faculté est autorisée par la loi et les règlements en vigueur.

La communauté d'agglomération est habilitée à se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres d'un groupement de commandes formé dans les conditions mentionnées à l'article L5211-4-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La communauté d'agglomération est autorisée par ses communes membres à adhérer à un ou plusieurs syndicats mixtes ou à tout autre établissement public.

### **TITRE III – ORGANES ET FONCTIONNEMENT**

#### **ARTICLE 8 : CONSEIL DE COMMUNAUTÉ**

---

La communauté d'agglomération est administrée par un conseil de communauté composé de délégués des communes membres élus dans les conditions fixées par la loi.

Le conseil de communauté se réunit au moins une fois par trimestre, dans les conditions prévues par la loi et les règlements, au siège de la communauté d'agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil de communauté dans l'une des communes membres.

## **ARTICLE 9 : PRÉSIDENT**

---

En application de l'article L5211-9 du CGCT, le Président est l'organe exécutif de la Communauté. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la Communauté.

## **ARTICLE 10 : BUREAU**

---

Le Conseil de Communauté élit en son sein un Bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents et éventuellement d'autres membres, en accord avec les dispositions de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres du Bureau ne disposeront pas de suppléant.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du Conseil de Communauté.

## **ARTICLE 11 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

---

Le Conseil de Communauté adopte un règlement intérieur fixant, en particulier, les règles de fonctionnement du conseil, du bureau et des commissions, les modalités de tenue du débat d'orientation budgétaire, le régime des questions écrites ou orales en séance.

## **TITRE IV – DIVERS**

## **ARTICLE 12 : RECEVEUR**

---

Les fonctions de receveur sont exercées par le Comptable public d'Alès.

## **ARTICLE 13 : RECETTES**

---

La communauté d'agglomération perçoit les impôts et taxes prévus au code général des impôts pour sa catégorie d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Les recettes du budget de la Communauté d'Agglomération comprennent notamment, conformément aux dispositions de l'article L5216-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- 1° Les ressources fiscales mentionnées au I et au V de l'article 1379-0 bis du code général des impôts ;
- 2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;
- 3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 4° Les subventions et dotations de l'État, de la région, du département et des communes ;

5° Le produit des dons et legs ;

6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

7° Le produit des emprunts ;

8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64 ;

9° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;

10° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 bis du code général des impôts.

## **ARTICLE 14 : MODIFICATION STATUTAIRE**

---

La modification des statuts de la communauté d'agglomération interviendra dans les conditions prévues aux articles L5211-16, L5211-17, L5211-17-1, L5211-18 à L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.